

L'ARMÉE CANADIENNE EN AFGHANISTAN

VOLUME II, PARTIE 2 : LA CONTRE-INSURRECTION À KANDAHAR

Sean M. Maloney, Ph. D.



ARMÉE
CANADIENNE



CANADIAN
ARMY

L'ARMÉE CANADIENNE EN AFGHANISTAN

VOLUME II, PARTIE 2 :
LA CONTRE-INSURRECTION À KANDAHAR

Sean M. Maloney, Ph. D.





© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2022.

Tous droits réservés. Aucune partie du présent document ne peut être reproduite ou transmise ou archivée sous quelque forme que ce soit, par quelque mode graphique, électronique ou mécanique que ce soit, ou par photocopie, enregistrement (dont sur bande) ou stockage dans un système d'extraction électronique, sans la permission écrite préalable du détenteur du droit d'auteur.

DONNÉES AU SUJET DE LA PUBLICATION

L'Armée Canadienne en Afghanistan, Volume II, partie 2 : La contre-insurrection à Kandahar

Publication

IDDN – R-GJ-007-000/JD-006

ISSN – 978-0-660-41167-5

En-ligne

IDDN – R-GJ-007-000/JD-006

ISSN – 978-0-660-41166-8

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives Canada

Imprimé au Canada

CONCEPTION DE LA COUVERTURE

Silvia Pecota

TRADUCTION

Bureau de la traduction de Services publics et Approvisionnement Canada

CONCEPTION DE LA PUBLICATION

Bureau d'édition de l'Armée de terre

DES REMERCIEMENTS TOUT PARTICULIERS

À ceux qui ont contribué à cet ouvrage en participant au travail d'édition, de correction d'épreuves et d'indexation.

Les opinions exprimées dans la présente publication ne représentent que celles de l'auteur et ne correspondent pas nécessairement aux opinions, politiques ou positions de la maison d'édition, de l'éditeur, du gouvernement du Canada, du ministère de la Défense nationale, des Forces armées canadiennes ou de toute unité ou organisation leur étant subordonnée. La maison d'édition, l'éditeur, le gouvernement du Canada, le ministère de la Défense nationale, les Forces armées canadiennes ou toute unité ou organisation leur étant subordonnée ne font aucune déclaration, n'offrent aucune garantie et n'assument aucune responsabilité, quelles qu'elles soient, en ce qui concerne l'exactitude ou l'intégralité du contenu de cette publication. Ils se dégagent également de la responsabilité envers quelque personne ou entité à l'égard de toute perte, ou de tout dommage incident ou consécutif ayant été causé, ou qui auraient selon allégations été causés, de manière directe ou indirecte, par les renseignements contenus dans cette publication.

TABLE DES MATIÈRES

Liste des figures	iii
Introduction	vii
Chapitre 5 – Approche des villages-clés : de février à août 2009	1
Chapitre 6 – Reprendre l’initiative : d’Août 2009 à février 2010	165
Chapitre 7 – Les affaires Kandahar : de mars à août 2010	311
Chapitre 8 – Le dernier match de la Force opérationnelle Kandahar : de septembre 2010 à juin 2011	425
Épilogue	537
Conclusion	547
Bibliographie choisie	563
Appendice A : Nomenclature de la Force opérationnelle	567
Appendice B : Le Pakistan et l’insurrection en Afghanistan, de 2007 à 2011	571
Appendice C : Les Cent de Kaboul et leurs successeurs	587
Appendice D : L’aérodrome de Kandahar	591
Glossaire	599
À propos de l’auteur	613
Index	615

LISTE DES FIGURES

Figure 5-1 : Dispositif de l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel de l'ANA, en avril 2009	10
Figure 5-2 : Les opérations de façonnage menées par la Force opérationnelle Kandahar à l'appui de l'Op KANTOLO	32
Figure 5-3 : Emplacements et activité de l'ennemi, du début au milieu de 2009	37
Figure 5-4 : Opérations dans le district de Zharey, en février et mars 2009	40
Figure 5-4a : Est du district de Zharey, en février et mars 2009	41
Figure 5-5 : Opération JALEY – La partie occidentale du district de Zharey, du 18 au 20 mars 2009	45
Figure 5-6 : Opérations dans le district de Panjwayi, en février et mars 2009	49
Figure 5-6a : Opérations dans la partie orientale du district de Panjwayi, en février et mars 2009	50
Figure 5-7 : Districts de l'Arghandab et du Bas-Shah Wali Kot, en février et mars 2009	56
Figure 5-8 : Marchandage politique à Kandahar, 2009–2010	63
Figure 5-9 : Opérations dans le district de Zharey, avril et mai 2009	87
Figure 5-9a : Partie orientale du District de Zharey, avril et mai 2009	88
Figure 5-10 : Opérations dans le district de Panjwayi, avril et mai 2009	94
Figure 5-10a : Opérations dans l'est du district de Panjwayi, avril et mai 2009	95
Figure 5-11 : L'importance de Deh-e Bagh et sa relation avec la partie est du district de Panjwayi	106
Figure 5-12 : Op KALAY – District de Dand, mai 2009	109
Figure 5-13 : Opérations dans le district du Panjwayi, juin et juillet 2009	118
Figure 5-14 : Opérations dans le district de Zharey, en juin et juillet 2009	131
Figure 5-14a : Partie orientale du district de Zharey, en juin et juillet 2009	132
Figure 6-1 : Structure des opérations ennemies – Partie orientale du district de Panjwayi, 2009-2010	175
Figure 6-2 : Opérations dans le district de Zharey, d'août à novembre 2009	185
Figure 6-2a : Partie orientale du district de Zharey, d'août à novembre 2009	186
Figure 6-3 : Opérations KALAY I et KALAY II, de septembre à novembre 2009	194

LISTE DES FIGURES

Figure 6-4 : Opérations dans le district de Panjwayi, d'août à octobre 2009	203
Figure 6-5 : Opérations dans le district de Panjwayi, en octobre et novembre 2009	208
Figure 6-6 : Évolution de l'organisation de gouvernance infraprovinciale, de 2007 à 2011	216
Figure 6-7 : Op WADANA WAL – FO Kandahar.	231
Figure 6-8 : Les opérations dans le district de Dand – L'escadron de reco, d'octobre à décembre 2009 ...	244
Figure 6-9 : Opérations dans le district de Panjwayi, en décembre 2009.	251
Figure 6-10 : Les opérations dans le district de Panjwayi, en janvier et février 2010.	260
Figure 6-11 : Op MOSHTARAK – Participation du Canada, province d'Helmand, février 2010	289
Figure 7-1 : Estimation de la situation – Partie orientale du district de Panjwayi, décembre 2009	318
Figure 7-2 : Campagne d'assassinats dans la ville de Kandahar – Structure des insurgés, printemps et été de 2010	320
Figure 7-3 : Les opérations du district de Panjwayi, en mars et avril 2010.	327
Figure 7-4 : Réalignement des forces coalisées dans la province de Kandahar, en juillet et août 2010	345
Figure 7-5 : Les opérations dans le district de Panjwayi, mai 2010.	358
Figure 7-6 : Les opérations dans le district de Panjwayi en juin 2010	371
Figure 7-7 : Les opérations dans le district de Panjwayi, en juillet 2010	387
Figure 7-8 : Les opérations dans le district de Panjwayi, en août 2010.	398
Figure 8-1 : Opérations dans le district de Panjwayi, septembre 2010	436
Figure 8-1a : Opérations dans la Corne du Panjwayi Operations, septembre 2010.	437
Figure 8-2 : District de Panjwayi – Dispositif de l'Armée nationale afghane, en octobre et novembre 2010.	445
Figure 8-3 : Opérations dans le district de Dand, automne 2010	448
Figure 8-4 : Opération BAAWAR – Concept global, septembre 2010	452
Figure 8-5 : District de Panjwayi – Infrastructure tactique des forces afghanes et canadiennes, octobre 2010	453
Figure 8-6 : District de Panjwayi – Dispositif du GT du 1 R22 ^e R, décembre 2010	459
Figure 8-7 : Systèmes de surveillance continue et systèmes d'interdiction de menaces persistantes – Emplacements d'aérostât	464

LISTE DES FIGURES

Figure 8-8 : L'Op PASS RAFTAN dans la Corne du Panjwayi, en décembre 2010	467
Figure 8-9 : Infrastructure tactique de la Corne du Panjwayi, de janvier à avril 2011	483
Figure 8-10 : Opérations dans la partie est du district de Panjwayi, en janvier 2011	486
Figure 8-10a : Opérations dans la Corne du Panjwayi, en janvier 2011	487
Figure 8-11 : Opérations dans la Corne du Panjwayi, en février 2011	495
Figure 8-11a : Opérations dans la partie est du district de Panjwayi, en février 2011	496
Figure 8-12 : Dispositifs et activités de l'ennemi, entre janvier et avril 2011	497
Figure 8-13 : Opérations dans la Corne du Panjwayi, en mars 2011	504
Figure 8-13a : Opérations dans la partie est du district de Panjwayi, en mars 2011	505
Figure 8-14 : Opérations dans la Corne du Panjwayi, en avril 2011	511
Figure 8-14a : Opérations dans la partie est du district de Panjwayi, en avril 2011	512
Figure 8-15 : Opérations dans la Corne du Panjwayi, en mai 2011	524
Figure 8-15a : Opérations dans la partie est du district du Panjwayi, en mai 2011	525

INTRODUCTION

L'odyssée de l'Armée canadienne dans la province de Kandahar se poursuit en 2009 alors que le commandement passe du Bgén Denis Thompson au Bgén Jon Vance. Confrontée à des enjeux stratégiques essentiels non résolus au niveau de la coalition et aux objectifs de plus en plus déconnectés du Canada, la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan a pris l'initiative et est allée de l'avant avec une démarche élaborée par l'équipe du quartier général de Vance pendant son instruction préparatoire dans la deuxième moitié de 2008.

L'état-major de ce quartier général comptait des officiers qui avaient acquis de l'expérience dans le cadre de la mission de 2006, des militaires qui avaient conservé un intérêt personnel et professionnel tout au long de l'évolution de la situation en Afghanistan pendant les deux années qui ont suivi. Toute aussi importante était l'aptitude du Bgén Vance et des membres de son équipe à accepter les conseils et commentaires formulés par des sources qui possédaient une expérience pratique (et non uniquement théorique) en Afghanistan, particulièrement dans la province de Kandahar, et qui avaient été témoins du mécontentement qui y régnait. Les séances ont été déterminantes dans la concrétisation des concepts élaborés en juin 2008 en un plan avant décembre 2008. L'observation continue des activités qui se déroulaient sur le terrain en janvier et février 2009 a permis de mieux définir la nouvelle démarche. Essentiellement, le quartier général du Bgén Vance s'est mis immédiatement à la tâche et a vite profité de la période précédant la récolte pour établir les conditions de réussite et générer l'espace nécessaire pour reprendre son élan en 2009.

APPROCHE DES VILLAGES-CLÉS :

DE FÉVRIER À AOÛT 2009

De 2006 à 2008, la Force opérationnelle Kandahar menait une campagne de déstabilisation à l'ouest de la ville de Kandahar, pendant que la collectivité internationale s'efforçait de mettre en œuvre une stratégie viable pour aider l'Afghanistan. Les chefs talibans ne pouvaient atteindre leurs objectifs, car ils étaient constamment harcelés dans les districts clés de la province par les forces canadiennes et afghanes et affaiblis par les forces d'opérations spéciales et la puissance aérienne des États-Unis (É.-U.) intégrées à l'effort canadien. À la fin de 2008, les talibans ont été forcés de s'arrêter momentanément et de repenser leur stratégie; l'impasse qui s'en est suivi s'est prolongée jusqu'au début de 2009.

À l'automne 2008, les responsables à Washington avaient reconnu qu'il fallait augmenter les effectifs étasuniens en place pour venir à bout de l'insurrection; cependant, cette stratégie pouvait seulement s'appliquer plusieurs mois après les élections aux É.-U. Au printemps de 2009, il était évident que les É.-U. allaient déployer des renforts massifs en Afghanistan, mais ils ne savaient pas encore exactement où ni comment ils allaient le faire. Au cours des quatre suivants chapitres, nous verrons comment l'arrivée des renforts étasuniens dans la province de Kandahar a fait en sorte de modifier l'effort canadien dans son orientation.

Malgré la nouvelle stratégie canadienne concernant l'Afghanistan, la mise en œuvre du programme canadien dans la province de Kandahar se fragmentait au point de perdre toute pertinence. Il n'existait à peu près aucune synergie entre la Force opérationnelle interarmées (FOI) Afghanistan et les activités de certains ministères du gouvernement canadien à l'œuvre dans cette province. Si les forces insurrectionnelles s'emparaient de la ville de Kandahar, aucun des aspects du programme canadien liés à la reconstruction et au développement n'importerait. Comme l'a déclaré le brigadier-général (Bgén) Jon Vance : « Même si nous atteignons tous les objectifs repères, nous pourrions quand même perdre la lutte contre l'insurrection¹. » [Traduction]

En 2009, l'effort canadien en Afghanistan commençait à perdre du galon. Tandis que la zone de responsabilité de la FOI Afghanistan se rétrécissait, que les effectifs et fonds d'aide canadiens s'amenuisaient en rapport avec les effectifs et fonds étasuniens, la capacité du Canada de projeter son influence dans la province de Kandahar suivait la même tangente. L'Équipe consultative stratégique en Afghanistan (ECS-A) avait été dissoute en 2008;

ainsi, la perte de prépondérance du Canada dans cette province accentuait le déclin de la capacité canadienne d'engendrer une influence stratégique à Kaboul. Les beaux jours de la participation du Canada à la Stratégie de développement national de l'Afghanistan et au Groupe d'action stratégique, et ceux où il était à la tête du Commandement régional (Sud), étaient bel et bien révolus. Néanmoins, la concentration et l'intégration accrues des ressources canadiennes dans certains districts, commencées en 2009, avaient effectivement produit des effets tactiques et opérationnels. Vu cet état de choses, que pouvaient donc espérer accomplir, avant le retrait annoncé pour juillet 2011, le quartier général canadien montant et les deux autres qui allaient lui succéder?

Dimensions stratégiques

La transition entre la seconde administration Bush et la première administration Obama mettait en lumière les questions non résolues concernant la stratégie étasunienne en Afghanistan : la question de la poursuite de l'effort se posait sans cesse. La première question non résolue consistait à devoir cerner et définir le point de mire le plus judicieux de l'effort étasunien. Les États-Unis devaient-ils chercher à influencer sur le cours des événements au Pakistan ou sur le cours des événements en Afghanistan? Devaient-ils le faire dans les deux pays en même temps? L'administration Bush avait déjà décidé d'intensifier l'activité transfrontalière contre certains refuges au Pakistan en menant un modeste programme en vertu duquel le nombre d'attaques par les drones Predator avait quadruplé (pour passer de quatre à 20) et en ajoutant quelques opérations limitées des forces d'opérations spéciales : les interventions ont entraîné la mort d'environ sept des 20 principaux chefs d'Al-Qaïda au cours de 2008². La seconde question qui était à résoudre concernait la demande de 30 000 soldats étasuniens additionnels pour mener des opérations de sécurité à l'appui des élections nationales afghanes de 2009; la demande émanait de deux commandants successifs de la Force internationale d'assistance à la sécurité, soit les généraux Dan McNeill et David McKiernan³.

La troisième question résidait dans la détérioration de la relation entre la collectivité internationale et le gouvernement du président Karzai. Les mécanismes établis pour coordonner les actions entre le gouvernement afghan, les divers pays fournisseurs d'aide et les organisations internationales, en particulier le Groupe d'action stratégique et le Comité de gestion et de coordination interarmées, avaient tous été démantelés en 2008 sur l'ordre du président Karzai. Une tentative des Britanniques qui cherchaient à faire sacrer un de leurs diplomates « représentant international » supérieur à Kaboul a échoué lamentablement, ce qui a porté atteinte à la relation de la Grande-Bretagne avec Karzai. Certains croyaient que Karzai était dupé par ses propres conseillers, ou qu'il était autrement manipulé par des entités anti-occidentales. D'autres pensaient qu'il essayait peut-être de prendre ses distances

de manière à adopter une position qui serait à son avantage au cours d'éventuels pourparlers de paix. Quoiqu'il en soit, la situation à Kaboul se détériorait de plus en plus à la fin de 2008 et au début de 2009⁴. Il est intéressant de remarquer que, comme solution de rechange, un groupe officieux composé des ambassadeurs des États-Unis, de la Grande-Bretagne et du Canada à Kaboul s'est constitué pour entretenir le discours international auprès de Kaboul, mais la dissolution de l'ECS-A en août 2008 a sans doute miné l'influence du Canada auprès du gouvernement Karzai à ce moment critique.

En partie en raison de ces problèmes et en partie en raison des attaques très médiatisées exécutées par des terroristes basés au Pakistan contre des objectifs indiens dans la région, l'administration Bush a amorcé un examen de sa stratégie pendant l'été 2008. Le rapport Lute, paru en novembre 2008 pendant la campagne électorale aux É.-U., précisait que des entités trop nombreuses menaient des guerres non coordonnées en Afghanistan, ce qui avait mené à une impasse totale. Peu importait quelle serait la solution au problème afghan, elle devait tout d'abord prendre en compte le Pakistan (une observation qui n'avait rien de nouveau); le gouvernement afghan était trop corrompu pour être légitime, et il fallait réduire considérablement la production de stupéfiants. Ce truisme a été incarné par le changement de gouvernement. En fin de compte, le Chef de l'état-major interarmées [Chairman of the Joint Chiefs of Staff], l'amiral Michael G. Mullen, a dit au président désigné Obama qu'en fait, il n'y avait aucune stratégie⁵. Cette affirmation était incorrecte. Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, il y avait en Afghanistan une stratégie nationale et une stratégie militaire, mais elles n'étaient pas de confection étasunienne, et l'OTAN et la collectivité internationale ne leur affectaient pas de ressources suffisantes.

La nouvelle demande de 30 000 autres soldats pour assurer la sécurité des élections a été noyée dans les efforts plus vastes que le gouvernement Obama déployait pour élaborer une stratégie au problème afghan. Convenait-il de dépêcher 30 000 autres soldats, ne serait-ce que temporairement, à un moment où les États-Unis ne savaient pas encore quelle orientation ils allaient adopter dans la région? Une autre évaluation de la stratégie a été entreprise et devait être déposée en mars 2009. Entre-temps, une réunion empreinte d'acrimonie entre le président Karzai et le vice-président Biden, qui portait entre autres sur les activités illicites d'Ahmad Wali Karzai, chef du Conseil provincial de Kandahar, s'est envenimée et a amené les États-Unis à menacer de n'envoyer aucun soldat de plus⁶. Une autre réunion avec le président Asif Ali Zardari du Pakistan n'a abouti à rien. L'administration Obama était coincée; elle pouvait engager plus de soldats étasuniens sur-le-champ, ou attendre les résultats de l'examen de la stratégie. Craignant que les insurgés ne perturbent les élections afghanes de 2009, le président Obama a annoncé le 17 février 2009 que 17 000 autres soldats étasuniens seraient envoyés en Afghanistan et que le nombre d'attaques avec des engins Predator contre des objectifs au Pakistan augmenterait⁷.

Parallèlement, au début de 2009, un grand remaniement s'est produit parmi les hauts dirigeants étasuniens qui s'occupaient du dossier de l'Afghanistan et il a même touché l'ambassadeur étasunien pro-éradication, William « Chemical Bill » Wood, et le commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), le général David McKiernan. Entre-temps, les nouveaux membres de l'administration causaient de plus en plus de friction avec le président Karzai en faisant des déclarations publiques et privées remettant en question son aptitude à continuer à diriger l'Afghanistan. Cette discordance a aggravé une situation déjà grave et aliéné un homme déjà isolé; soulignons toutefois que les voix critiques n'étaient pas toutes fausses, surtout celles qui étaient axées sur la carrière d'Ahmad Wali Karzai. À cet égard, la littérature décrit une situation où les conflits de personnalités de tous genres étaient monnaie courante et entravaient les efforts que les Américains faisaient pour se retirer d'Afghanistan, même si une stratégie acceptable pouvait être trouvée⁸. La force opérationnelle du Canada à Kandahar a continué à tenir ses positions et à fournir une marge de manœuvre pendant que la nouvelle administration étasunienne se démenait pour prendre appui.

Le rapport Riedel sur l'examen de la stratégie, publié au début de mars 2009, a rappelé aux lecteurs que le but de l'effort fait en Afghanistan était d'appuyer la lutte contre Al-Qaïda au Pakistan. Dans ce dernier pays, les groupes d'insurgés islamistes, y compris les talibans, protégeaient Al-Qaïda tout comme les talibans avaient accueilli Al-Qaïda en Afghanistan. Cette situation a suscité l'instabilité au Pakistan. Toute mesure prise pour vaincre Al-Qaïda au Pakistan devait aussi l'empêcher de retourner en Afghanistan; par conséquent, outre qu'il fallait aider les forces de sécurité pakistanaises, l'effort allait nécessiter une campagne anti-insurrectionnelle dotée de solides ressources en Afghanistan. Dans son examen, Riedel a aussi reconnu que des éléments des forces de sécurité pakistanaises appuyaient les talibans en Afghanistan et il a proposé d'employer diverses mesures de la carotte et du bâton contre le gouvernement pakistanais et d'autres éléments au besoin. Le 20 mars 2009, le président Obama a accepté les principes fondamentaux de l'examen Riedel et a donné jusqu'à l'année 2011 à ses subalternes pour produire des résultats. Pour cela, il était souhaitable de constituer une nouvelle équipe de commandement. Dans le cadre de ce changement, le commandant de la FIAS, le général David McKiernan, a été remplacé par le général Stanley McChrystal. Afin de ne pas être poussé par l'administration à agir de façon précipitée, ce dernier a pris le temps de produire sa propre évaluation de la situation en Afghanistan⁹.

Après avoir miné les tentatives des talibans d'influer sur l'élection nationale au Canada, le gouvernement Harper a été réélu à la mi-octobre 2008, et la motion de mars de la même année qui faisait en sorte de prolonger les opérations militaires du Canada jusqu'en juillet 2011 n'a pas été modifiée¹⁰. Vu de l'extérieur, on observait peu de changement : les six priorités du Cabinet et trois projets de prestige continuaient de correspondre aux

objectifs du Canada en Afghanistan. En interne, toutefois, la situation était quelque peu tumultueuse. On essayait encore plus qu'auparavant d'élargir le volet civil de la mission canadienne et, en particulier, d'améliorer l'image de la contribution auprès de la population, quelle que fût l'efficacité de la contribution. Ce thème familial allait dominer les événements en 2009, ce qui reflétait l'échec des efforts de coordination à Ottawa, lequel était probablement dû à des conflits de personnalités autant qu'à n'importe quoi d'autre.

Le 1^{er} mars 2009, cependant, le premier ministre Stephen Harper a déclaré ce qui suit à un journaliste étasunien sur le réseau CNN : « Franchement, à mon avis, nous ne vaincrons jamais l'insurrection. L'Afghanistan a probablement toujours été aux prises avec une insurrection, selon ma lecture des événements¹¹. » Cette citation a été diffusée dans les médias mondiaux, sans aucun contexte, et d'autres alliés présents en Afghanistan s'en sont servi à leurs propres fins pour remettre en question l'authenticité de l'engagement du Canada. Ces propos, défaitistes et erronés sur le plan historique, ont miné le moral des Canadiens en Afghanistan et fait naître du ressentiment entre certains officiers étasuniens et canadiens travaillant dans des quartiers généraux multinationaux. Les opposants à la participation du Canada ont même utilisé cette citation pour s'interroger sur les sacrifices consentis par le Canada en Afghanistan. Sur le terrain, des soldats se sont demandé pourquoi ils combattaient et s'ils n'étaient pas en train de sacrifier leur vie en vain. Pour certains officiers canadiens, les propos de Harper confirmaient l'existence d'un vide stratégique, dans le pire des cas, ou, dans le meilleur des cas, une incapacité à Ottawa de comprendre les aspects psychologiques de la guerre. Pourquoi les soldats canadiens devaient-ils continuer à combattre si même leurs propres dirigeants ne croyaient pas en la mission¹²?

L'expression de cette position de la part du gouvernement a suscité des problèmes pour le quartier général qui arrivait et pour ses unités. Dans une étude, on lit ce qui suit :

Elle signifiait aussi que les efforts du QG FO Kandahar, en 2009, n'avaient pas l'appui de l'appareil politique parce que celui-ci n'estimait pas qu'il convenait de modifier l'orientation de la mission si près de sa clôture, en dépit du fait que ladite orientation continuerait à produire des efforts enrayés et à entraîner la mort de Canadiens et d'Afghans [...] Les réussites de la mission canadienne en Afghanistan n'ont jamais été efficacement publicisées; par conséquent, l'image typique de la mission a été celle d'une « cérémonie de rapatriement de la dépouille »¹³. [Traduction]

Une fois tous ces facteurs réunis, il est manifeste qu'en 2009, l'effort canadien commençait mal. Existait-il une façon de se rattraper?

Le passage du relais : de Thompson à Vance

Avec à sa tête le Bgén Jonathan Vance, la Force opérationnelle Kandahar montante est arrivée à la fin de février 2009. De l'extérieur, le quartier général du Bgén Vance ressemblait à ceux de ses prédécesseurs, en ce sens qu'il servait à gérer les éléments diversifiés de la contribution du Canada en Afghanistan : le Groupement tactique (GT), l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO), l'Équipe de reconstruction provinciale (ERP), l'Escadre aérienne de la FOI Afghanistan (appelée aussi Force opérationnelle Silver Dart) et l'Élément de soutien national (ESN), ainsi qu'un bataillon d'infanterie des États-Unis. Cependant, le quartier général du Bgén Vance est arrivé déphasé par rapport au reste de la Force opérationnelle 1-09, car la relève sur position ne devait avoir lieu qu'en avril. Le chevauchement de deux mois a donné à l'état-major du nouveau quartier général le temps de se familiariser avec le terrain, d'aider la force opérationnelle sortante épuisée à ralentir peu à peu sa cadence, et de se préparer à ajuster et à mettre en œuvre les concepts qu'il avait élaborés en prévision de son déploiement.

Le quartier général du Bgén Vance comprenait des anciens de la Force opérationnelle multinationale Aegis (les Maj Quentin Innis et Harjit Sajjan et le Capt Darcy Heddon, entre autres) qui avaient à leur actif une vaste expérience de la planification, de l'analyse et des opérations d'influence. Comprenant les contraintes de la collectivité canadienne du renseignement, le Bgén Vance et son état-major ont mis sur pied plusieurs organisations dont le travail était complémentaire à celui du Centre du renseignement toutes sources, ce dernier exerçant une surveillance tactique sur les réseaux des insurgés dans la province. Les nouvelles structures comprenaient une cellule de connaissance de la situation – blanc et un groupe se consacrant à mener des analyses détaillées des liens existant au sein de la structure des pouvoirs en place à Kandahar. Des analystes chargés des recherches opérationnelles ont aussi été amenés et mis à profit pour appuyer l'état-major. Le lourd mécanisme opérationnel axé sur les effets, qui avait caractérisé les rotations antérieures, a été remplacé par un processus simplifié. Les opérations psychologiques et les opérations d'influence ont changé de mains et ont été confiées au J3, sous les ordres du Lcol Michael B. Patrick, lequel les a intégrées dans son équipe des opérations. Enfin, le quartier général du Bgén Vance a profité de la solide structure du J5 placé sous le commandement du Lcol Lee J. Hammond.

Au Camp Nathan Smith, un nouveau représentant du Canada à Kandahar (RCK), M. Ken Lewis, a remplacé Elissa Golberg. Lewis, qui était un homme grand, grisonnant et énergique, a vite constaté l'existence de nombreux conflits de personnalités et problèmes structurels entre les civils de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) (désignés ensemble par l'expression « autres ministères » ou AM) et les chefs militaires du quartier général. Quel était le rôle exact du RCK? En réalité, il ne commandait pas les AM



Photo : Auteur

Le Bgén Vance et son état-major ont adopté une nouvelle approche pour dissiper le mécontentement des districts à l'ouest de la ville de Kandahar, mais leur travail a été gêné presque autant par la bureaucratie politique canadienne que par les insurgés. Ils ont retrouvé leur cadence à la faveur de l'expérience de Deh-e-Bagh.

en parallèle du commandant de la FO Kandahar; c'était plutôt un coordonnateur, comme l'était le directeur de l'ERP. En même temps, l'ERP n'était pas assujettie à l'autorité de commandement de la FO Kandahar; en théorie, l'ERP relevait de la FIAS à Kaboul, mais les civils rendaient en fait compte à leurs ministères respectifs, à Ottawa¹⁴, et l'orientation qu'ils suivaient provenait du Plan d'action de Kandahar et des documents lui ayant succédé. Il n'y avait pas de commandement civil, au sens militaire du terme, et la seule façon de synchroniser les activités des AM avec les opérations militaires consistait à tenir des réunions de coordination et à établir des contacts personnels. Ce travail de liaison et de coordination avait lieu entre le Bureau du J5 du quartier général et les représentants civils des AM, à la FO Kandahar et au sein de l'ERP¹⁵.

La relation entre la FO Kandahar et le Commandement régional (Sud) est demeurée problématique. Ce dernier était commandé par le major-général Mart de Kruif (Pays-Bas), et de nombreux postes clés dans les bureaux des opérations et des plans du quartier général étaient occupés par des officiers britanniques. Le Bgén Vance et son état-major ont vite appris que la ville de Kandahar et la province du même nom étaient peut-être des terrains vitaux, mais que c'était dans la province d'Helmand que le Commandement régional (Sud)

faisait surtout porter ses efforts. Les officiers de Vance, surtout ceux qui avaient fait partie de la Force opérationnelle multinationale (FOM) Aegis en 2006, critiquaient l'obsession des Britanniques à l'égard des opérations contre les stupéfiants dans la province d'Helmand, notamment parce que les opérations dans Kandahar étaient constamment reportées en fonction de la disponibilité des hélicoptères et des ressources ISTAR, pour lesquels la province d'Helmand avait priorité.

À cet égard, le Commandement régional (Sud) avait l'appui du nouveau commandant de la FIAS, le général Stanley McChrystal. Dans ses mémoires datés de 2013, ce dernier a justifié l'accent mis sur la province d'Helmand en affirmant que « nos forces étaient déjà là » [Traduction] et qu'il souhaitait voir les opérations d'information obtenir un certain succès. En outre, « le gouvernement du président Karzai voulait naturellement permettre à plus de Pachounes de voter en sécurisant la province d'Helmand », ce qui aurait pour effet de « renforcer la confiance des Afghans dans le régime de gouvernance de leur pays, ou du moins d'accroître leur participation à ce régime » [Traduction]. De plus, le commandant de la FIAS croyait que, « même si la sécurité de Kandahar constituait un problème grave, étant donné que les districts entourant la ville étaient en feu, la ville n'était ni assiégée ni en danger imminent de tomber¹⁶ » [Traduction].

Nonobstant ce compliment équivoque visant trois ans et demi d'efforts déployés sous la direction des Canadiens dans la province de Kandahar, le général McChrystal était convaincu que la situation dans la province d'Helmand était pire. Certains officiers canadiens estimaient que le général McChrystal était trop influencé par ses conseillers britanniques, avec qui il avait plus d'affinités parce qu'il avait servi avec les troupes britanniques en Iraq. Cependant, les Canadiens à Kaboul ne se fatiguaient pas pour présenter un contre-argument en faveur de Kandahar¹⁷.

Le Commandement régional (Sud) a même pris le contrôle d'un bataillon étasunien de dégagement d'itinéraire qui menait des activités à Kandahar et en a réaffecté « temporairement » la majorité des effectifs dans la province d'Helmand. C'était la récente manifestation d'un vieux problème, et le « Club des amateurs de cigares » de l'aérodrome de Kandahar (KAF) était loin de fermer ses portes. La situation s'est améliorée dans une grande mesure quand le Bgén Vance a accepté de faire fond sur les relations établies en matière d'information et, aspect important, de faciliter les rapports officieux entre son état-major et les unités étasuniennes qui arrivaient et qui contrôlaient les éléments habilitants clés. Par exemple, le Lcol Mike Gilmore, ingénieur de la Force opérationnelle, et le commandant de la Force opérationnelle Thor, qui s'occupait du dégagement des itinéraires, étaient des amateurs de cigares, et presque tout le monde dans les deux camps aimait bien le bœuf de l'Alberta. Ainsi, les barbecues menaient à des rencontres informelles entre soldats et alliés, et par le fait même, à une plus grande protection fournie par l'aviation, à un accroissement

des patrouilles quotidiennes de dégagement d'itinéraires dans les zones d'opérations canadiennes et à l'augmentation des ressources ISTAR, au besoin. Les Britanniques pouvaient être aussi futés et concentrés sur leurs buts, mais, une fois que les Canadiens avaient compris les règles du jeu, les stratégies de mitigation devinrent accessibles à ceux qui osaient les employer¹⁸.

L'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel : changer de point de mire

L'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO) qui arrivait sous les ordres du Col Gregory Burt a dû modifier ses plans à la volée pour s'adapter à la situation qui évoluait rapidement à Kandahar. Le Lcol Joe Shipley avait transmis le commandement de l'ELMO en mars 2009 à son successeur en lui remettant le trophée de football signé par les commandants précédents de l'ELMO avec l'avertissement suivant : « N'échappez pas le ballon! » [Traduction] Sous le Lcol Shipley, l'ELMO était parvenu à un état stable avec le Bgén Abdul Basir et les troupes de la 1^{re} Brigade du 205^e Corps de l'ANA; les kandaks pouvaient exécuter les opérations-cadres, et leur capacité de maintien en puissance s'était améliorée. Le cycle familial d'entraînement et de disponibilité rouge-jaune-vert a été abandonné, et de plus en plus de soldats afghans étaient affectés dans la province de Kandahar. Chaque kandak a reçu une nouvelle compagnie, pendant que l'on préparait l'arrivée d'un sixième kandak.

En avril 2009, la 1^{re} Brigade du 205^e Corps de l'Armée nationale afghane (ANA) avait le 1^{er} Kandak dans le district de Zharey, le 2^e Kandak était en permission et sur le point de revenir, et le 3^e Kandak s'était dispersé entre Mushan, dans le district de Panjwayi, et Jelawur, dans le district d'Arghandab. L'unité de soutien au combat, soit le 4^e Kandak, était au Camp Hero, et sa batterie d'artillerie D-30 était à la Base de patrouille (BP) Sperwan Ghar. Ayant cessé d'être gênée par le système de rotation rouge-jaune-vert à l'été de 2009, la 1^{re} Brigade du 205^e Corps de l'ANA a déployé ses trois kandaks de fusiliers : le 1^{er} Kandak au Zhari, le 2^e Kandak au Panjwai et le 3^e Kandak dans la ville de Kandahar et le district d'Arghandab¹⁹ (voir la figure 5-1).

Au début, l'ELMO pouvait encadrer deux kandaks d'infanterie avec trois équipes au niveau des compagnies par kandak et une équipe au quartier général de chaque kandak, mais en 2009, la portée de cet engagement a augmenté pour inclure les trois kandaks d'infanterie. Comme ses prédécesseurs, le Col Burt a servi de mentor au Bgén Basir. Le Bgén Vance voulait accroître les ressources de la police dans la ville de Kandahar; il s'est donc éloigné du régime précédent en intégrant l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel de la police (ELMOP) dans l'ERP. Comme lors des rotations antérieures, le Camp Hero accueillait les activités canadiennes de mentorat axées sur le Génie, la neutralisation des explosifs et munitions (NEM), la logistique et les soins médicaux, d'habitude avec du personnel prélevé

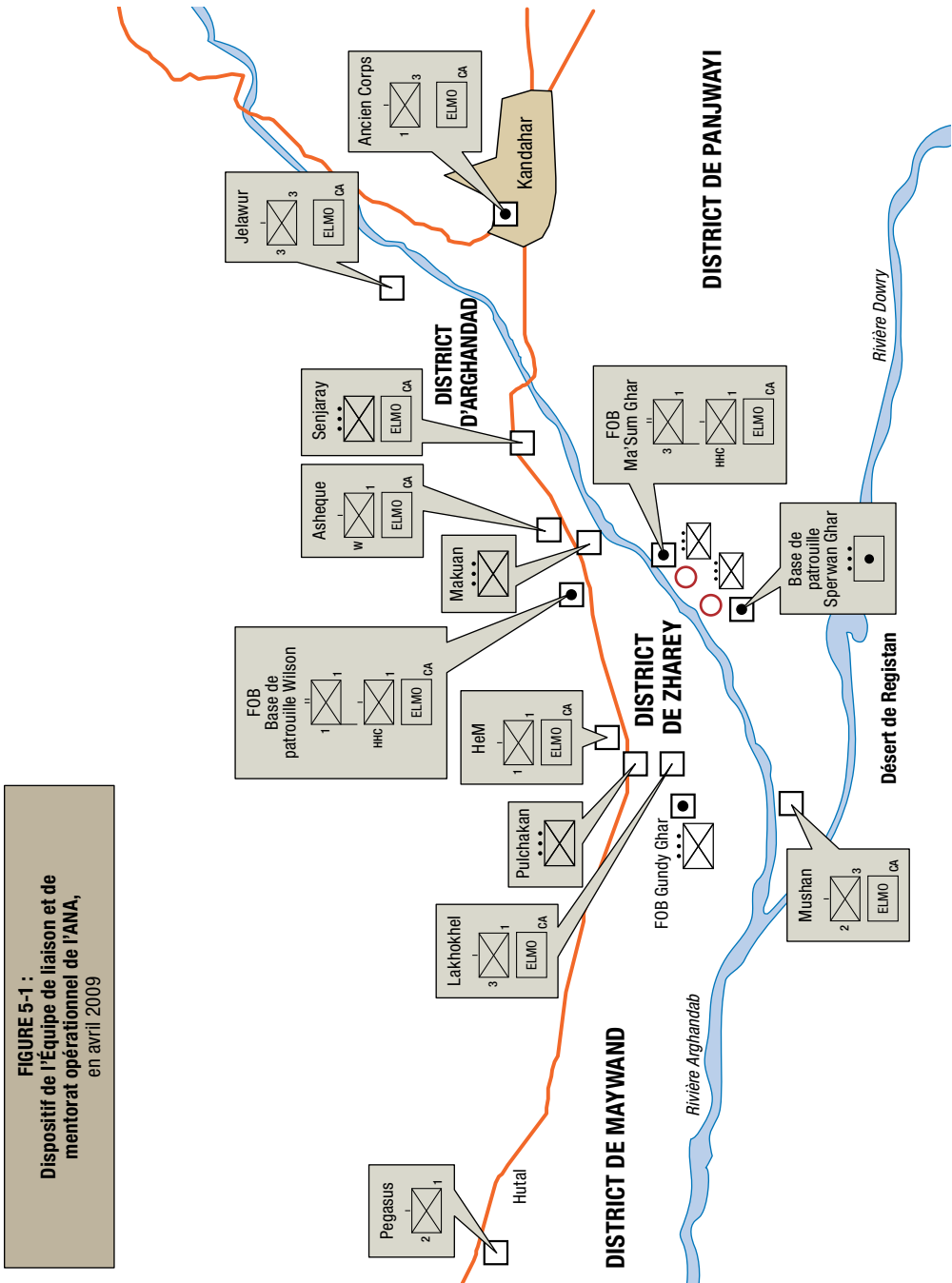


Figure 5-1 : Dispositif de l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel de l'ANA, en avril 2009

dans les unités canadiennes basées au KAF et coordonnées par l'ELMO. Sur le plan tactique, les équipes au niveau des compagnies ont été réorganisées par le Col Burt pour pouvoir répondre à une augmentation des demandes de protection de la force; ces ELMO ont dès lors compté huit soldats au lieu de quatre. Le personnel supplémentaire a été soutiré au reste de la force opérationnelle montante par le biais de demandes de volontaires²⁰.



Photo : Auteur

Comme de plus en plus d'unités de l'ANA arrivaient dans la province de Kandahar, l'ELMO s'est plutôt consacrée à l'amélioration de la planification et des opérations au niveau des unités. La photo montre un croquis illustrant les positions dans le district de Panjwayi.

Avec l'accroissement du nombre d'unités de l'ANA à Kandahar et le caractère rudimentaire de leurs compétences au niveau de la formation, cette nouvelle rotation de l'ELMO a dû mettre l'accent sur la planification au niveau de la brigade et à celui des kandaks, tout en conservant ses capacités de mentorat au niveau des compagnies. Le Col Burt s'est donné la tâche « d'aider à parfaire l'emploi des forces et les capacités de la 1^{re} Brigade du 205^e Corps de l'ANA, afin de l'amener à exécuter des opérations indépendantes synchronisées avec celles d'autres partenaires²¹ ». Cela signifiait qu'il devait travailler avec le Bgén Basir pour renforcer sa capacité de planification, mais aussi avec la 1^{re} Brigade du 205^e Corps de

l'ANA pour améliorer sa capacité d'organiser des opérations complexes, notamment en ce qui concernait le maintien en puissance. Le Col Burt voulait en particulier développer les atouts intellectuels, plutôt que le domaine physique. La responsabilité secondaire de l'ELMO consistait à faire en sorte que les opérations canadiennes et afghanes soient « harmonisées »; par exemple, Basir a été renseigné sur le plan de l'opération (Op) KANTOLO de manière qu'il pût décider de la façon dont ces opérations influeraient sur ses dispositifs et son intention. Burt et Vance voulaient que les forces de l'ANA à Kandahar soient capables d'elles-mêmes de se maintenir en puissance, qu'elles continuent à améliorer leurs capacités et qu'elles conservent la crédibilité qu'elles avaient acquise de haute lutte auprès de la population locale et de la FIAS²².

Le rôle clé que l'ELMO a joué à titre d'intermédiaire entre le GT et les kandaks dans la zone d'opérations du Canada a grandi en importance quand le GT a adopté un dispositif plus dispersé dans le Panjwayi oriental et le Dand occidental. Auparavant, le GT et le kandak local coordonnaient leurs activités liées aux opérations offensives, puis ils retournaient à leurs états stables respectifs, mais ils vivaient désormais presque côte à côte. Le Col Burt a résumé sa philosophie du mentorat en disant qu'elle réunissait « la sagesse de Salomon, le courage de David et la patience de Job » [Traduction], ce qui se traduisait bien dans la culture religieuse afghane²³.

L'arrivée des Américains a suscité des craintes. L'ELMO assurait déjà la liaison entre la FO Kandahar et la 1^{re} Brigade du 205^e Corps de l'ANA; or, l'arrivée de la Brigade Stryker risquait de semer la confusion dans l'appareil de commandement : des mentors canadiens auprès de compagnies afghanes dans un espace de bataille étasunien. L'ELMO canadien a réussi à intégrer doucement la Brigade Stryker, et le Col Burt a collaboré avec le Col Harry Tunnell pour établir une relation personnelle avec le Bgén Basir²⁴.

Cependant, il y a eu plusieurs problèmes dans la chaîne de commandement afghane. Le premier résidait dans la tendance des Afghans à comprimer en un seul niveau les volets tactique, opérationnel et stratégique, ce qui permettait au ministère de la Défense d'intervenir dans les opérations menées au niveau des compagnies. Par exemple, lors de la première opération ATAL dans la ville de Kandahar, après l'évasion de détenus de la prison de Sarposa, en juin 2008, des troupes sont arrivées de Kaboul sans coordination, et les commandants de corps ont dispersé les compagnies. Dans un autre cas, le commandant du 205^e Corps d'armée est intervenu au niveau tactique. En une occasion, un *mujahid* à la retraite qui était parent avec ce même commandant a exigé son aide pour délivrer un membre de leur parenté mutuelle qui avait été enlevé, de sorte que le 205^e Corps d'armée a ordonné à sa 1^{re} Brigade de déployer tout un kandak pour cette mission, la veille d'une grande opération dans le district de Panjwayi. Les Canadiens ont travaillé pour séparer les paliers de commandement, de sorte que le 205^e Corps s'est abouché avec le Commandement

régional (Sud) et le ministère de la Défense, avec la FIAS; la FO Kandahar s'est chargée de la 1^{re} Brigade du Corps d'armée susmentionné²⁵.

Aspect primordial, les kandaks afghans et leurs mentors canadiens ne seraient plus déplacés pour aller appuyer des opérations britanniques dans la province d'Helmand. Le Bgén Vance et le Col Burt ont tenu bon sur ce point, mais quand la 1^{re} Brigade du 205^e Corps de l'ANA a reçu l'ordre d'établir et de protéger des bureaux de vote à Khakrez en vue des élections prochaines, cette nouvelle politique a posé de graves problèmes à la FO Kandahar qui avait fait échec à de nombreuses tentatives du 205^e Corps qui cherchait à déployer des unités de sa 1^{re} Brigade à Ghorak et dans d'autres districts du nord. Cette brigade a eu du mal à exécuter cette tâche, et une compagnie d'infanterie complète a été affectée à la mission pendant des mois avec ses mentors. Pendant toute cette période de service, le 205^e Corps de l'ANA a été une importante source d'ingérence²⁶.

En définitive, toutefois, la 1^{re} Brigade du 205^e Corps de l'ANA a organisé six opérations de brigade qu'elle a menées en 2009, y compris trois opérations de sécurité dans la ville de Kandahar et une vaste opération de ratissage à Senjaray. Cette brigade a aussi dirigé la planification de la sécurité des élections en collaborant de près avec l'équipe clé du Centre de coordination des opérations de province (CCO-P) au Palais du gouverneur. En outre, quand la décision a été prise de mettre fin aux opérations à Mushan, la Brigade a dirigé l'opération qui visait à enlever le poste fortifié (centre de résistance) et à réaffecter ses forces²⁷.

Les mentors canadiens au niveau des kandaks ont continué à vivre et à travailler avec leurs homologues afghans et ils étaient prêts à faire intervenir un appui-feu, un appui aérien rapproché et des équipes d'évacuation médicale au besoin. Les compagnies afghanes logées dans leurs postes fortifiés partaient en déploiement tous les matins pour aller ratisser les itinéraires et en éliminer les EEI; c'était une tâche rendue encore plus dangereuse par les mines antipersonnel que les insurgés avaient commencé à poser pour protéger leurs EEI plus puissants. Une fois les ratissages terminés, les soldats afghans exécutaient des patrouilles portées et débarquées à proximité de l'infrastructure tactique. Quand une opération de plus grande envergure était au programme, les véhicules RG-31 canadiens et les camionnettes Ford Ranger de l'ANA amenaient les troupes jusqu'à leurs lignes de départ, parfois de concert avec la police, mais d'habitude avec les compagnies du GT canadien. Et la guerre se poursuivait.

Les opérations de l'Escadre aérienne et de l'aviation de la Force opérationnelle interarmées Afghanistan

En février 2009, l'Escadre aérienne de la FOI en Afghanistan, sous le commandement du Col Chris Coates, son état-major et ses équipages étaient parvenus au stade de la « capacité opérationnelle initiale » – c'est-à-dire le stade où les opérations peuvent commencer.

La formation, surnommée Force opérationnelle Silver Dart, comprenait la Force d'hélicoptères du Canada (Afghanistan), composée d'appareils Chinook et Griffon; l'escadron de véhicules aériens sans pilote tactiques Sperwer (TUAV); le Détachement canadien de véhicules aériens sans pilote Heron (UAV), et l'Élément de soutien de théâtre composé d'avions de transport CC-130 Hercules.

L'Unité de soutien du Génie a rendu possibles les opérations des hélicoptères canadiens. L'aire de trafic du KAF était limitée, et la Base gérait déjà 5 000 vols par jour. Si le Canada voulait mener ses propres opérations aériennes, il lui fallait construire une aire de trafic; il n'était pas possible d'en emprunter une à qui que ce soit. Les compétences de l'Unité de soutien du Génie dans ses pourparlers avec les entrepreneurs afghans et d'habiles manœuvres en force de la part d'une glaciale bureaucratie basée à Ottawa ont porté fruit, de sorte que l'aire de trafic X-Ray a été prête à temps. La réalité était simple : pas d'installations au sol, pas d'opérations aériennes²⁸!

La récupération de la capacité aéromobile que le Canada avait perdue a été facilitée de diverses façons avec l'aide d'alliés. Les CH-147 Chinook sont provenus d'unités étasuniennes en Afghanistan. Les CH-146 Griffon, désormais équipés de canons M-134D Dillon Gatling, constituaient un nouvel instrument pour le Canada. L'Escadre aérienne du Département d'État, basée au KAF, utilisait aussi des canons M-134D et elle a procuré de précieux conseils aux Canadiens. La Royal Air Force a fourni des renseignements propres au théâtre sur les opérations des appareils Chinook et des conseils sur la doctrine de ses forces aéromobiles²⁹.

En mars, la FO Silver Dart augmentait sensiblement les capacités du Canada dans la province de Kandahar. Il était désormais possible d'exécuter de petites opérations aéromobiles. Le nombre de patrouilles logistiques de combat au sol depuis le KAF jusqu'aux bases d'opérations avancées a été considérablement réduit. Ces deux types d'opérations ont réduit l'exposition aux EEI. Les moyens de lutte contre les EEI ont été de beaucoup renforcés; les appareils Griffon et Heron ont exécuté des missions nocturnes de surveillance au-dessus des voies principales d'acheminement des services, comme les hélicoptères étasuniens OH-58D Kiowa Warrior l'avaient fait en 2008. Tous les UAV canadiens ont été utilisés pour guider des attaques aériennes et des tirs d'artillerie contre les insurgés surpris en train de poser des EEI. La FO Kandahar pouvait maintenant déployer des équipes d'exploitation relevant de l'Escadron anti-EEI et des officiers du Service national des enquêtes sur les lieux où des EEI avaient été posés, sans passer par le Commandement régional (Sud). Enfin, les Canadiens pouvaient exécuter leurs propres « angel flights » pour récupérer leurs morts, bien que les évaluations médicales fussent encore gérées par les unités de HH-60 et de UH-60 spécialisées et très expérimentées des Forces aériennes [U.S. Air Force] et des Forces terrestres des É.-U. [U.S. Army] basées au KAF.

En avril 2009, après six ans de service ardu en Afghanistan, les TUAV Sperwer ont été mis au rancart, et leurs équipages, composés de membres du Régiment royal de l'Artillerie canadienne et de l'Aviation royale canadienne, ont mis un terme aux opérations sur le site de lancement sud-ouest du KAF. Il y avait maintenant plus de SUAV ScanEagle, soit assez pour trois lignes d'opérations par jour, sans compter la couverture fournie par des véhicules CU-170 Heron, MQ-1 Predator et MQ-9 Reaper.

Plusieurs fonctions habituellement remplies par les formations aériennes sont restées en dehors du domaine de la FO Silver Dart. Les SUAV ScanEagle étaient encore mis à contribution par le GT, et la FO Kandahar entretenait son étroite relation avec le 451^e Groupe aérien expéditionnaire [451st Expeditionary Air Group] des Forces aériennes des É.-U. et avec ses unités d'UAV. Le GT et la FO Kandahar ne s'entendaient pas sur la question de savoir lequel des deux emploierait les engins MQ-1 Predator et MQ-9 Reaper fournis au Canada par les Forces aériennes des É.-U., mais le processus établi (faisant intervenir un contrôleur aérien avancé, un artilleur, un avocat et le commandant adjoint du groupement tactique [GT], qui travaillaient tous depuis le Centre des opérations tactiques du GT) est demeuré en place.

L'étroite relation entre les Canadiens et la Force opérationnelle Eagle Assault a pris fin en janvier 2009, quand les États-Unis ont réorganisé leurs forces d'aviation en prévision de l'afflux de troupes arrivant de leur pays. La nouvelle force étasunienne d'hélicoptères, soit le 4^e Bataillon du 101^e Régiment d'aviation [4th Battalion, 101st Aviation Regiment], avait été baptisée « Force opérationnelle (FO) Wings », et elle était dirigée par le lieutenant-colonel James Benson. La FO Wings comptait quatre compagnies dotées de plusieurs hélicoptères : OH-58D Kiowa Warrior, AH-64 Apache, UH-60 Blackhawk et CH-47 Chinook. Elle était une composante de la 159^e Brigade d'aviation de combat [159th Combat Aviation Brigade], une formation étasunienne qui se consacrait surtout aux opérations relevant du Commandement régional (Est). La relation officieuse qui s'était établie entre la FO Eagle Assault et la FO Kandahar s'est poursuivie avec le Bgén Vance et le Lcol Benson, de sorte que les équipages d'hélicoptères OH-58D Kiowa Warrior de la FO Wings ont travaillé côte à côte avec ceux des appareils Griffon canadiens dans la protection des itinéraires contre les EEI.

Il est vrai que la FO Silver Dart a connu des difficultés au tout début. L'érosion des rotors a failli clouer les Griffon au sol, mais le problème a été repéré et réglé. Le personnel du système d'approvisionnement canadien a eu du mal à acquérir les bons lubrifiants pour les Chinook, tandis que les systèmes IFF (Identification Ami ou Ennemi) des nouveaux UAV Heron causaient des ennuis techniques. En travaillant souvent de manière non officielle avec les alliés, les mécaniciens et techniciens ont permis aux aéronefs de continuer à voler et à appuyer les troupes au sol³⁰.

Le Col Bruce Ploughman, pilote d'hélicoptère maritime expérimenté, a pris la relève du commandement de la FO Silver Dart en mai 2009, au moment où la jeune formation avait pris assez de maturité pour bien fonctionner dans l'environnement afghan. Tous les éléments complexes d'une organisation militaire (procédures, communications, relations avec les unités et formations alliées) ont dû être assimilés et transmis à la prochaine rotation même si la rotation en place n'avait pas pu tout apprendre elle-même. C'est au cours de cette période pleine de défis que la FO Silver Dart a subi ses premières pertes, soit le 6 juillet 2009, quand le Cplc Patrice Audet (430^e Escadron) et le Cpl Martin Joannette (3 R22^eR) ont été tués dans l'écrasement d'un CH-146 Griffon dans la province de Zabul.

L'un des changements les plus importants de cette période a été l'intégration plus poussée de forces terrestres et aériennes à la FO Kandahar, par le biais de la FO Silver Dart. Contrairement à l'équipe des TUAV Sperwer, dont les membres travaillaient avec des aviateurs de la collectivité des hélicoptères tactiques, les équipages des UAV Heron appartenaient tous à la Force aérienne et provenaient d'escadrons dotés d'avions de patrouille maritime CP-140 Aurora. La plupart de ces équipages n'avaient collaboré avec des forces terrestres que pendant des tests limités qui avaient porté sur l'utilisation de capteurs de l'Aurora dans l'environnement terrestre. Ils n'avaient aucune idée de la façon dont les opérations terrestres étaient contextualisées, structurées ou commandées; par conséquent, ils ont assisté à un cours élémentaire de deux semaines sur l'armée de terre. Un autre changement important se rapportait à un mouvement philosophique contre l'emploi des aéronefs comme s'il s'agissait d'autobus devant respecter un horaire. Tous les intervenants devaient comprendre les concepts qui sous-tendaient les raisons pour lesquelles les aéronefs étaient employés en appui aux combats et la façon dont ces aéronefs étaient employés³¹.

Du côté de l'armée de terre, le GT a dû renoncer à deux relations bilatérales : son lien avec le détachement de TUAV (qui avait alors pris fin) et ses rapports avec les contrôleurs aériens avancés, pour former ce que certains appelaient le « triangle d'amour » [Traduction] — composé de l'élément de contrôle aérien tactique, des contrôleurs des Heron et de l'état-major des opérations d'aviation qui coopéraient pour appuyer le commandant du GT et son état-major au Centre des opérations tactiques. Le Col Ploughman et son état-major ont collaboré de près avec le Bgén Vance afin de faire comprendre les capacités des UAV Heron jusqu'au niveau des pelotons et de trouver des façons de faire savoir aux commandants de peloton et de compagnie qu'ils pouvaient demander un soutien quand ils en avaient besoin. Cela faisait grandement contraste avec l'ancien système HELQUEST : dans le cadre de ce système, un commandant de sous-unité terrestre demandait, en espérant malgré tout, s'il était possible de faire transporter ses soldats par aéronef; le commandant essayait d'habitude un refus et finissait par maudire la Force aérienne³².

Comme toutes les autres unités et armes de soutien, la FO Silver Dart exécutait tous les jours des opérations-cadres de surveillance. C'était un travail fastidieux, mais il nuisait à la liberté de mouvement de l'ennemi. Les insurgés ont appris très vite que le passage dans le ciel d'à peu près n'importe quel appareil risquait d'être suivi par une attaque aérienne ou des tirs d'artillerie, si l'équipage de l'appareil concluait à une identification positive. Ironiquement, plus l'infrastructure tactique de la FIAS était vaste dans un district, plus son ravitaillement par la voie aérienne était probable. Cela accroissait la présence aérienne dans le secteur en question, ce qui privait les insurgés de leur liberté de mouvement et les obligeait à adapter leurs opérations. Avec le temps, les insurgés se sont mis à se déplacer seuls pendant le jour et, quand ils le faisaient en groupe, ils limitaient le nombre à trois ou quatre combattants. La FO Silver Dart s'est préparée à la réaction ennemie sous la forme d'artillerie antiaérienne, car elle supposait que les talibans exploiteraient la prévisibilité des opérations de ravitaillement. L'ennemi s'est armé de mitrailleuses lourdes dans le district de Zharey pour prendre à partie certains des hélicoptères OH-58D Warrior étasuniens, mais les opérations contre les hélicoptères ont été rares, et personne ne s'est servi de missiles surface-air. Pendant cette période critique, la FO Silver Dart a fini par ajouter ses capacités au réseau de capteurs et de tireurs disséminés dans les districts ruraux de l'ouest.

Finalement, la FO Silver Dart a participé à l'Op APPLANIX, c'est-à-dire le déploiement d'avions de patrouille maritime CP-140 Aurora dans la province de Kandahar pour acquérir les données et images nécessaires à la réalisation de cartes tactiques de haute qualité. Les cartes dont disposaient les troupes terrestres n'étaient pas assez détaillées pour qu'il fût possible de mener des opérations de contre-insurrection. Sur une carte à l'échelle 1 : 50 000, une grappe d'enceintes afghanes ressemble plus ou moins à une tache brune portant un nom d'endroit : la granularité n'est pas suffisante pour identifier, étiqueter et cataloguer des enceintes précises et les surveiller pour y repérer d'éventuelles activités ennemies. Dans le passé, le Service de cartographie des Forces canadiennes avait entretenu une relation avec une équipe des É.-U. qui recueillait des renseignements géologiques au moyen d'un avion NP-3D Orion³³, mais cette équipe avait quitté les lieux longtemps auparavant, ce qui avait engendré une lacune critique.

La première mission canadienne de cartographie exécutée au-dessus de l'Afghanistan a été pilotée par le Lcol James Irvine, le 13 mai 2009; il était alors aux commandes d'un avion CP-140 Aurora qui transportait une équipe de 12 spécialistes du Service de cartographie et leur système mobile de caméras de cartographie et de positionnement Applanix. Durant plusieurs jours, les Aurora ont cartographié les provinces d'Helmand, de Kandahar, d'Oruzgan et de Zabul et certains secteurs de la ville de Kandahar. En se faufilant entre les tempêtes de sable, les avions de ligne civils et les opérations de ravitaillement air-air, les « Démons du désert » ont recueilli des images d'une qualité exceptionnelle et réuni tellement de

données que le Col Ploughman a dû demander une pause opérationnelle pour permettre le traitement intégral de ces données. Aspect primordial, les données ont permis de créer un produit que les forces terrestres de la FO Kandahar ont pu utiliser 11 jours plus tard³⁴.

Changements apportés à l'Équipe provinciale de reconstruction

Le 9 février 2009, le Lcol Carl Turenne a pris la relève du Lcol Dana Woodworth à la tête de l'ERP, et les activités de cette dernière ont sensiblement changé au cours des mois qui ont suivi. Il incombait encore à l'ERP d'habiliter les ministères civils canadiens (les AM), d'agir à titre de commandant dans l'espace de bataille dans la ville de Kandahar et de réagir aux incidents dans les limites de son territoire. À la fin de l'été, cependant, l'arrivée de renforts étasuniens avait tout changé.

À ce stade, l'ERP souffrait à la fois de la fluctuation organisationnelle et de l'insistance de certains éléments à Ottawa qui voulaient réduire le risque à zéro. Ces deux facteurs ont fait en sorte de creuser un fossé entre la composante militaire et les partenaires « pangouvernementaux » sur plusieurs aspects. Des militaires « étaient d'avis que les représentants des AM étaient des pouilles mouillées qui ne voulaient pas se rendre sur le terrain » [Traduction]. Le Lcol Turenne a dû rappeler les critiques à l'ordre en rappelant à tous que chaque membre de l'ERP voulait s'y rendre, mais que les ministères civils à Ottawa étaient très nerveux à cette idée³⁵.

Un plan appelé « Rolling Start », dont la mise en œuvre était en cours, visait en partie à accroître le nombre d'intervenants civils constituant l'ERP. En vertu de ce plan, on avait créé le poste de directeur de l'ERP, qui relevait ostensiblement du RCK, mais on ne pouvait trouver personne pour l'occuper. Par conséquent, un jeu de chaise musicale s'est instauré pendant plusieurs mois dans le bureau du directeur, ce qui a entraîné une certaine instabilité. Il a fallu attendre à l'arrivée de Jess Dutton en juillet 2009 pour que l'ERP parvienne à un semblant de continuité³⁶.

Dans ces conditions, le Lcol Turenne devait donner suite aux plans du Bgén Vance et aussi régler les importantes questions concernant la façon dont les Américains allaient s'intégrer dans le grand programme de reconstruction et de développement dans la province de Kandahar.

Quand le Lcol Turenne a pris le commandement de l'ERP, l'une de ses priorités était de restructurer la composante militaire, qui consistait en une compagnie de protection de la force dotée de trois pelotons, une compagnie de coopération civilo-militaire (COCIM), une équipe spécialisée du Génie et un détachement de NEM et anti-EEI. Appliquant un concept élaboré par le Lcol Woodworth, le Lcol Turenne a réorganisé ses troupes pour former deux compagnies de stabilisation, connues sous les noms de Stab A et Stab B : l'une d'elles pour travailler dans la ville de Kandahar, et l'autre pour appuyer les

unités de la FO Kandahar. Selon le Lcol Turenne, la rotation antérieure avait mis l'accent sur la COCIM tactique, mais il n'y avait pas de liens suffisants entre cette COCIM et les programmes menés au niveau provincial. Comme nous l'avons vu au fil des années, ce n'était pas là un problème nouveau dans l'ERP.

Le Lcol Turenne était extrêmement préoccupé par ces programmes de niveau provincial. Les équipes de l'ACDI, du MAECI et de Service correctionnel Canada, et le contingent de police civile du Canada (CIVPOL) ont poursuivi leur travail, en maintenant leurs niveaux d'effectifs. Heureusement, le Conseil de synchronisation de l'ERP existait encore pour s'occuper de la coordination.

L'ERP a réalisé d'importants succès, mais comme il fallait en rendre compte dans un système contraignant de consignation, ils sont demeurés peu connus. Par exemple, un détachement actif de quatre personnes fourni par Service correctionnel Canada a été à l'origine de changements non négligeables à la prison de Sarposa : son directeur corrompu a été congédié, ses défenses ont été améliorées, le personnel a commencé à recueillir des renseignements sur les prisonniers politiques et auprès d'eux, et la formation du personnel s'est améliorée. Le changement le plus impressionnant accompli par l'ERP, qui s'est opéré au fil du temps, est survenu dans le système d'éducation provincial; il était néanmoins difficile de faire connaître ces réussites auprès d'un auditoire plus vaste :

Savez-vous combien de personnes vont à l'école dans la ville de Kandahar aujourd'hui? Il y en a 95 000, dont 35 000 sont des filles. Combien de filles allaient à l'école sous le régime taliban? Aucune. Il a fallu un certain nombre d'années pour obtenir ce succès... Cela a-t-il eu un effet stabilisant dans la ville de Kandahar? Oui, de toute évidence. Ce succès est-il mesuré quelque part? Non. En fait-on mention quelque part? Non. La secrétaire d'État Condoleezza Rice dit ceci : « Ne pouvez-vous pas, les amis, me donner une idée précise de ce que vous accomplissez? » [Traduction] Et bien, USAID et l'ACDI ne fonctionnent pas de cette façon. Les programmes que ces organismes mènent font appel à de tierces parties. Ils ont du mal parce qu'ils ne disposent pas des ressources voulues pour bien saisir les effets qu'ils produisent sur le terrain. Allez-vous changer leur culture organisationnelle en un an, un an et demi, uniquement parce que nous voulons produire des effets demain matin³⁷? [Traduction]

Le portefeuille de la Justice demeurait le « maillon le plus faible » [Traduction] de l'ERP, parce que le MAECI ne lui fournissait pas les ressources suffisantes. Le Lcol Turenne a fait l'observation suivante : « Ce n'est pas en chargeant une jeune femme de 24 ans du dossier de la justice que vous allez changer quoi que ce soit à la justice à Kandahar! » [Traduction] Il a résumé le problème du développement et de l'ERP en ces termes :

Les civils n'avaient pas encore atteint leur régime de croisière [...] à mon avis, les civils se concentraient énormément sur leurs petits programmes, en ne se souciant aucunement de ce qui se passait dans le contexte global de la contre-insurrection [...] le problème fondamental [ne résidait pas] dans l'équipe même, mais dans le fait qu'elle devait rendre compte à Ottawa tous les soirs. Elle n'avait aucune liberté d'action. Les autorités leur avaient ordonné de « s'en tenir aux six priorités canadiennes » [Traduction]. Or, quand vous lisez la description de ces priorités, la contre-insurrection n'y est aucunement mentionnée, non plus que la façon dont celles-ci s'intègrent dans la stratégie globale de la FIAS. Par conséquent, comme les priorités taient [l'insurrection], elle n'existe pas³⁸. [Traduction]

Quand le Bgén Vance a réaffecté l'ELMOP auprès de l'ERP, il lui a ajouté 60 policiers militaires et un effectif des armes de combat; cela a porté la composante militaire de l'Équipe à 450 membres, tous grades confondus, de sorte que les installations du Camp Nathan Smith ont dû être appréciablement agrandies. La « Tour de Babel » de la police se transformait elle aussi au début de 2009. À ce moment-là, les équipes de mentorat de la Police des États-Unis n'avaient à peu près aucune orientation, et il n'existait que peu de coordination entre elles et les éléments canadiens de l'ERP. L'escouade de l'ELMOP dans la ville de Kandahar en est venue à paraître inadéquate et elle a été reléguée aux districts où les forces canadiennes opéraient, tout en restant sous le commandement de l'ERP. Le contingent de la Police civile (CIVPOL) a tenu des cours essentiels d'alphabétisation et de leadership au Camp Nathan Smith, pendant que les activités de DynCorp au Centre d'instruction régional étaient examinées à la loupe par les vérificateurs et enquêteurs étasuniens de l'Inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan. À un certain moment, la Police civile a été retirée du Centre d'instruction régional dans le cadre d'une grande réorganisation régionale de la police, mais elle a poursuivi son travail au Camp Nathan Smith, avec la police dans la ville de Kandahar³⁹.

La présence civile étasunienne dans l'ERP a été renforcée en prévision de l'arrivée de forces des États-Unis. Du jour au lendemain, six autres personnes sont arrivées au Camp Nathan Smith pour y représenter le Département d'État des É.-U., l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et le Département de l'Agriculture des É.-U., ce qui a ajouté une nouvelle série de problèmes. Comment les Américains et leurs budgets substantiels s'imbriquaient-ils dans l'ERP? Où se situaient donc les nouveaux venus dans la structure de commandement de l'ERP? Quel lien existait-il entre leurs activités et les opérations de la FO Kandahar? Pendant la première moitié de 2009, il y a eu des frictions, et les réponses n'étaient pas faciles à trouver. En général, les Américains membres de l'ERP percevaient leurs homologues canadiens comme « se concentrant trop étroitement » [Traduction] sur les priorités et les projets de prestige du Cabinet. Vu l'habitude que les

civils canadiens avaient de passer leur soirée au téléphone en conversation avec Ottawa et la quantité de congés qu'ils prenaient toutes les huit semaines, les efforts que les agents de développement étasuniens (qui vivaient et travaillaient en Afghanistan pendant un ou deux ans à la fois) déployaient pour établir des liens avec leurs homologues canadiens étaient de plus en plus contrariés. « Un des plus gros problèmes en ce qui concernait les civils canadiens était qu'ils n'étaient pas là. » [Traduction] Finalement, les Américains se sont mis à mener leurs propres activités parallèlement à celles des Canadiens quand il était possible de le faire⁴⁰.

Toutefois, dans l'ensemble, le Lcol Turenne et la composante militaire de l'ERP appuyaient toute une gamme d'activités de développement. Par exemple, un compte rendu de l'ERP de février 2009 montre que les éléments de l'Équipe assistaient à des réunions courantes de coordination et de planification avec leurs homologues afghans au niveau provincial, tandis que l'Équipe spécialisée du Génie (ESG) se rendait régulièrement évaluer la réalisation de contrats visant l'amélioration de l'infrastructure pour la police ou pour l'Université de Kandahar et accompagnait l'équipe de Service correctionnel Canada à la prison de Sarposa⁴¹. On ne sait pas au juste ce que l'on accomplissait lors de ces réunions, mais au moins l'ESG pouvait produire des résultats mesurables.

En revanche, la tendance des diverses entités civiles canadiennes à compter sur des mécanismes tiers pour atteindre des objectifs, en utilisant des fonds canadiens, comportait des inconvénients. Citons notamment les contrats qu'avait conclus le gouvernement afghan avec l'organisation non gouvernementale des Services de soins de santé afghans. Encouragée par les organismes des Nations Unies en Afghanistan, cette entité travaillait dans des régions qui n'étaient pas nécessairement contrôlées par les forces de sécurité progouvernementales⁴². Les problèmes déjà évoqués résidant dans le fait qu'une entité neutre exécutait des programmes gouvernementaux dans des zones dominées par les insurgés ont persisté; l'ONG en question faisait du travail efficace, mais sa présence minait la confiance de la population à l'endroit du gouvernement.

Gouvernance et développement

La participation de l'Armée canadienne au régime de gouvernance provincial a lentement diminué au cours des premiers mois de 2009. La marge de manœuvre dont bénéficiaient les commandants canadiens en 2005 et 2006 dans les cercles provinciaux était en train de se rétrécir, par suite de plusieurs processus. D'abord et avant tout, l'arrivée de renforts étasuniens signifiait que les effectifs canadiens seraient surpassés en nombre et que la proportion des fonds canadiens consacrés au développement et aux contrats, comparativement à ce que les Américains apporteraient, serait beaucoup plus petite. Au fil du temps, ces changements se sont traduits par une diminution marquée de l'influence canadienne.

En second lieu, depuis 2005, de multiples couches s'étaient ajoutées à la bureaucratie entourant le gouverneur provincial. Cette transformation n'était pas nécessairement négative; elle signifiait entre autres que les Afghans assumaient davantage la responsabilité de leur gouvernance. Cependant, elle signifiait aussi que le Canada avait des rivaux à Kandahar qui cherchaient à retenir l'attention des Afghans. L'ONU et ses divers organismes constituaient de très importants rivaux. Le représentant spécial de l'ONU, Kai Eide, voulait accroître le rôle de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) au niveau infranational de l'appareil gouvernemental et il avait réorienté les ressources pour y arriver (à propos : cela s'est fait avec l'appui du commandant de la FIAS, le Gén McKiernan, et de son successeur, le Gén McChrystal). L'ONU était dès lors représentée au Comité directeur de l'ordre du gouvernement provincial⁴³.

Une marée de nouvelles entités de l'ONU ou appuyées par elle a envahi la ville de Kandahar; ces entités ont commencé à se réunir avec les chefs afghans et le personnel civil canadien au sein de l'ERP, mais leurs activités semblaient revêtir moins de pertinence pour les opérations canadiennes telles que celles-ci évoluaient en 2009. Le danger persistant était qu'il y aurait désormais trois autres entités internationales qui chercheraient fortement à exercer leur influence à Kandahar : les Américains, les insurgés et l'ONU.

Quant à l'ONU, Kai Eide croyait ce qui suit :

Il fallait une coopération plus étroite entre l'ONU et le gouvernement afghan et les forces militaires internationales, mais divers organismes de l'ONU percevaient une telle coopération comme une menace pour l'indépendance de cette dernière. Pareille coopération risquait de brouiller les lignes de démarcation entre les activités civiles et militaires, d'accroître la vulnérabilité du personnel de l'ONU et de nuire aux efforts qui visaient à fournir une aide humanitaire dans les régions où les talibans étaient présents. La situation pouvait certainement miner les tentatives de jouer un rôle dans la réconciliation, car les talibans estimerait que l'ONU se serait trop rapprochée de l'ennemi, l'ennemi était pour eux les forces militaires internationales. Très nombreuses étaient les organisations non gouvernementales en Afghanistan qui partageaient ce point de vue⁴⁴. [Traduction]

La perspective de voir tous ces organismes internationaux agir comme s'ils étaient neutres, tout en appuyant un gouvernement qui était attaqué par des insurgés soutenus par des éléments extérieurs, était véritablement hallucinante, tout comme d'ailleurs celle de voir la FO Kandahar défendre leurs efforts. Cela dit, les chefs canadiens supérieurs ont en général conservé un accès illimité au gouverneur et aux dirigeants des districts.

Faisant fond sur l'expérience acquise par l'état-major en 2006, à l'époque de la FOM Aegis, le Bgén Vance a décidé de créer un poste de liaison et de coordination à la FO Kandahar. L'officier de la reconstruction et du développement était censé se rapprocher du conseiller en matière de développement, du conseiller politique et de leur personnel au quartier général, puis du personnel de la reconstruction et du développement de l'ERP, de manière que tous soient au diapason⁴⁵. Cependant, une fois que le quartier général du Bgén Vance s'est déployé, les rapports entre la FO Kandahar et les équipes de l'ACDI et du MAECI sont devenus extrêmement problématiques. Le bureau des Plans chargé de coordonner l'appui militaire fourni aux opérations de ces équipes « était très motivé. Bon nombre d'entre nous qui étions là voulaient vraiment terminer la tâche laissée incomplète en 2006 » [Traduction]. Cependant, comme le Capt Darcy Heddon le souligne, « quand nos équipes sont arrivées sur place, les membres du personnel de l'ACDI et du MAECI m'ont toisé d'un regard mauvais qui disait : “ Mais qui diable êtes-vous donc? ” ». [Traduction] L'atmosphère n'avait absolument rien de professionnel :

En vérité, on aurait dit que [les membres du personnel du MAECI et de l'ACDI] couraient dans tous les sens comme des poulets décapités [...] dans de nombreux cas, ces gens-là ne semblaient pas savoir où donner de la tête. Et ce n'était pas la faute des agents de l'ACDI sur le terrain. Ils m'exaspéraient, mais j'en suis venu à comprendre qu'ils recevaient des ordres à la fois de Kaboul et d'Ottawa [...] J'ai appris qu'ils se sentaient menacés par le fait que les mots « reconstruction et développement » faisaient partie de mon [titre]. Ce qu'ils pensaient : « Tu portes l'uniforme, donc ces deux mots-là ne peuvent pas figurer dans ton [titre]. » [Traduction] C'est ainsi que dès le début, ils m'ont évité, parce que j'étais une menace pour ce qu'ils étaient censés faire. Ils me disaient : « Ton boulot, c'est de tuer des gens. » De surcroît, le tout était assez cocasse, puisque je n'ai jamais tué quiconque dans ma vie... mais que je peux penser à quelques personnes que j'aimerais bien cibler...⁴⁶ [Traduction].

Avec le temps, les employés du MAECI et de l'ACDI au sein de l'ERP en sont venus à accuser leurs homologues du QG FO Kandahar d'être des « sympathisants militaires » parce qu'ils essayaient de faire progresser le régime de gouvernance et le développement. Selon le Capt Heddon, le problème était qu'ils désiraient voir les feux des projecteurs braqués sur eux :

Je pense vraiment qu'ils voulaient pouvoir dire à tout le monde qu'ils avaient été en Afghanistan et qu'ils avaient résolu le problème. En vérité, la FO Kandahar ne pouvait pas régler le problème, et encore bien moins les AM, avec la bureaucratie qui les paralysait. Nous essayions de créer un effet immédiat, vraiment, parce que des gens mouraient, des gens mouraient en trop grand nombre⁴⁷. [Traduction]

Les origines de l'échec du Plan opérationnel GRIZZLY

Le Bgén Vance a appris au milieu de 2008 qu'il commanderait la FO Kandahar en 2009. Comme ses prédécesseurs, il a profité de toutes les occasions pour évaluer la situation à Kandahar à mesure qu'elle évoluait en 2008 et pour conceptualiser la façon dont il aborderait avec l'état-major de son quartier général pendant l'instruction et une fois en déploiement. Il comprenait que les idées et les plans antérieurs n'étaient pas tous nécessairement périmés; les ressources qui leur avaient été attribuées étaient insuffisantes, et le Bgén Vance allait disposer de plus de ressources que celles dont avaient bénéficié les rotations précédentes⁴⁸.

Plusieurs facteurs ont influé sur la réflexion du Bgén Vance au cours de l'été de 2008. Tout d'abord, il y a eu l'évasion de prisonniers à la prison de Sarposha, qui a montré que la ville de Kandahar n'était pas sécurisée. Les leçons retenues au cours des batailles de Fallujah en Iraq étaient claires également : envoyer des forces conventionnelles combattre des insurgés dans la ville même n'est pas une option à envisager. Constatant qu'une proportion importante de la population de la province vivait dans la ville de Kandahar et dans les districts voisins, le Bgén Vance s'est posé la question suivante : au lieu d'essayer de sécuriser les districts, pourquoi ne pas viser à protéger la population même? Il s'est rappelé son expérience des Balkans et le concept des zones protégées de l'ONU appliqué en Bosnie : une force de l'ONU patrouillant dans une zone de protection située en dehors d'une agglomération désignée, et en faisant respecter le territoire. Le concept a échoué en Bosnie parce que l'ONU n'a pas eu la volonté politique de bien défendre ces zones, mais l'idée de protéger la population est logique, même si on la situe dans le contexte plus grand de la province de Kandahar. Le Bgén Vance a donné à ses zones le nom de « quadrilatères de stabilité ». La création de tels quadrilatères et l'annonce publique faite à cet égard pouvaient avoir un effet psychologique important sur l'ensemble de la population. C'était là l'aspect fondamental du concept proposé par le Bgén Vance, à mesure qu'il a évolué⁴⁹.

Le Bgén Vance a parfait ce concept en incluant une zone de déstabilisation en dehors du quadrilatère de stabilité, et il a envisagé de déployer une brigade dans chaque zone. Les forces affectées dans un tel quadrilatère comprendraient des agents de police, la compagnie d'infanterie de l'ERP, une autre compagnie d'infanterie canadienne, des unités de l'ANA et des forces d'opérations spéciales. Celles déployées dans la zone de déstabilisation se composeraient du GT canadien, de groupements tactiques alliés et de forces d'opérations spéciales; elles vivraient en campagne, sans infrastructure tactique, et mèneraient des opérations de 30 jours⁵⁰.

À mesure que la situation évoluait en Afghanistan, le Bgén Vance a compris que son état-major et lui devraient peut-être examiner le problème plus en profondeur :

Notre effort pangouvernemental canadien [...] n'était vraiment pas fructueux et il n'améliorait pas vraiment la vie de groupes importants d'habitants. Ceux-ci n'avaient aucune preuve manifeste et tangible de la véritable mission de la FIAS [...] Aucune collectivité afghane ne bénéficiait des effets globaux de l'effort [...] Chaque commandant qui m'avait précédé avait fait des choses semblables, mais ces facteurs n'étaient tout simplement pas en jeu, notamment l'acquisition de forces plus nombreuses⁵¹. [Traduction]

En septembre 2008, ces idées et d'autres encore mûrissaient tandis que le quartier général du Bgén Vance à la tête de la FO Kandahar prenait forme. Le Bgén Vance, sachant ce qu'il voulait faire, a demandé à son J5, le Lcol Lee Hammond, d'analyser la mission. Comment ses concepts s'intégraient-ils dans les plans existants? Le plan de campagne élaboré au Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC) était jugé incompréhensible et trop complexe. Aspect fondamental, « nos partenaires [au sein de l'équipe pangouvernementale] en ont fait fi complètement — seul(s) le(s) mémoire(s) au Cabinet et les six principes gouvernementaux ont guidé leur travail ». [Traduction] Qui plus est, le plan du COMFEC n'énonçait pas les étapes à franchir pour remporter la victoire. La stratégie « Former-Dégager-Tenir-Construire » adoptée pour l'Op TOLO par le Commandement régional (Sud) sous la direction du Mgén Marc Lessard a été jugée importante et elle a été conservée. L'état-major du quartier général hollandais, qui a remplacé l'équipe du Mgén Lessard au Commandement régional (Sud) en novembre 2008, « n'avait rien à offrir [...] il n'y avait vraiment aucun plan de campagne pour la FIAS⁵² ». [Traduction]

Le Bgén Vance et son état-major percevaient le Plan d'action Kandahar (PAK) comme la première véritable tentative de dresser un plan pangouvernemental et comme un effort délibéré pour amener tous les AM à suivre le même chemin, mais Vance et son équipe n'y croyaient aucunement. Selon eux, le PAK n'était pas un plan, mais un cadre pour créer des plans au niveau des districts. Les ministères ne s'entendaient pas sur une terminologie commune, et le document était truffé d'énormes compromis qui en torpillaient l'intention. De plus, avec l'arrivée massive en cours de forces étasuniennes, le PAK perdait rapidement sa pertinence. En fait, l'état-major de la FO Kandahar faisait circuler un dessin humoristique faisant voir une brochure intitulée « KAP » (PAK) et se faisait engouffrer sous la célèbre *Grande Vague de Kanawaga*, estampe d'Hokusai⁵³. Au sujet des quadrilatères de stabilité établis dans les districts de Panjwayi et de Zharey, le nouveau quartier général a conclu que « c'était une bonne idée, mais appliquée d'une façon simpliste au mauvais endroit. L'enclave initiale était parfaitement carrée et ne respectait aucunement les frontières tribales, les réalités économiques, etc.⁵⁴ » [Traduction]



Tenant d'influer sur la population proche de la ville de Kandahar, l'ennemi s'est concentré de plus en plus sur le district de Dand, autrefois paisible. Dans cette photo prise en direction nord-est, on peut observer la lente progression depuis Dand jusqu'au district 6 de la ville de Kandahar. Voyez les cheminées des fours à briques, élément essentiel de l'économie du district de Dand. [Traduction]

Afin de compliquer les choses encore plus, le commandant du COMFEC, le Lgén Michael Gauthier, a déposé 32 pages de directives détaillées sur les bureaux des planificateurs au début de janvier 2009. Il n'y avait plus de plan de campagne provenant du COMFEC : seulement des « ordres » et des « directives ». Tout comme d'autres documents, la trousse du COMFEC résultait de discussions intensives qui s'étaient tenues en novembre 2008 sur l'avenir de l'Op ATHENA et sur ce qu'elle produirait peut-être entre ce moment-là et l'année 2011.

En novembre 2008, le chef d'état-major a donné les ordres suivants aux forces canadiennes à Kandahar :

1. appuyer la stratégie pangouvernementale et atteindre les objectifs des Forces canadiennes;
2. appuyer la mise sur pied des capacités des Forces de sécurité nationale afghanes (FSNA) en menant des opérations avec elles en tant que partenaires, car cela correspond à la seule stratégie de retrait viable;
3. maintenir le rôle de leadership de la FIAS au moins jusqu'à la fin de 2009;
4. accepter qu'après 2009, il y ait une période de transition jusqu'au retrait des forces canadiennes en 2011.

Le COMFEC a cerné plusieurs facteurs sources de malentendus qu'il fallait harmoniser⁵⁵. C'était les suivants :

1. Le gouvernement exigeait des effets mesurables dans la courte période allant de 2009 à 2011.
2. Les outils de mesure de ces effets et les rapports connexes ne faisaient pas l'unanimité chez les entités gouvernementales canadiennes concernées, malgré le projet repère du Cabinet datant de 2008;
3. L'obligation de produire un rapport public sur les progrès issus de ce processus;
4. Ottawa exigeait que le rôle des intervenants pangouvernementaux à Kandahar soit accru et que cela *soit perçu* comme ayant eu lieu;

5. Des forces étasuniennes allaient arriver nombreuses, ce qui réduirait l'influence et la proéminence du Canada;
6. Les projets canadiens de prestige ne seraient pas terminés avant 2011.

Le COMFEC a ordonné que les efforts canadiens portent surtout sur la ville de Kandahar et ses principales approches et sur la liberté de mouvement sur les principaux axes de communication. Si possible, les objectifs devaient être liés à la géographie humaine. Le Plan d'action Kandahar allait rester en vigueur jusqu'en mars 2009⁵⁶. Bref, le QG de la FOI-A devait veiller à la sécurité et favoriser le régime de gouvernance, la reconstruction et le développement.

Selon le COMFEC, l'Armée canadienne devait se préoccuper au premier chef des opérations de sécurité. L'ébauche de la directive disait ce qui suit : « Malgré les priorités stratégiques du gouvernement du Canada, l'existence d'un environnement sécurisé est absolument essentielle à la production d'effets positifs pour la gouvernance, la reconstruction et le développement. Ces opérations auront lieu dans [...] les districts clés et elles viseront surtout [...] » [Traduction] Après l'arrivée des forces étasuniennes, le renforcement des capacités des FSNA, en particulier celles de l'ANA, allait devenir l'objet principal des efforts canadiens. « [À un moment donné dans l'avenir,] à mesure que la campagne progressera [...] les efforts dirigés par les civils deviendront probablement le cœur des travaux accomplis pour produire les résultats visés par l'approche pangouvernementale. » [Traduction] En fait, le COMFEC a subtilement classé les éléments de son programme pour la FO Kandahar en accordant la priorité d'abord « à la sécurité », puis « à l'appui de la gouvernance [ou] de la reconstruction et du développement⁵⁷ » [Traduction].

La vision du COMFEC prévoyait que la réussite en 2011 aurait l'aspect suivant : « Les FSNA assureraient la sécurité de la majorité de la population provinciale dans nos trois zones cibles, et les FC les encadreraient dans le foulée d'un partenariat » [Traduction]; il y aurait un Centre fonctionnel interarmées de coordination de district et une force de police encadrée par la CIVPOL dans les divers districts. Il y aurait un plan de sécurité pour la ville de Kandahar, avec toutes les ressources voulues et après des mises à l'essai complètes. Les unités de l'ANA en seraient à la première étape de la mise sur pied de leurs capacités, et les forces canadiennes auraient cédé aux forces étasuniennes la responsabilité des districts stabilisés. Idéalement, les élections nationales et provinciales auraient eu lieu sans interruption de la part des insurgés, et tous les projets prioritaires et de premier plan du Canada auraient été achevés⁵⁸.

Les planificateurs de la FO Kandahar ont fait observer que la défaite de l'insurrection ne semblait pas figurer dans cette directive et dans les plans connexes. Pour ce qui était de l'intégration du développement dans la planification, l'ERP refusait de fournir aux planificateurs de la FO Kandahar nouvellement arrivés les renseignements de base sur les endroits où des projets avaient été achevés ou étaient en cours et sur les emplacements des écoles. Les planificateurs du Bgén Vance se sont demandé si l'ERP possédait effectivement ces renseignements. Il faut signaler que le personnel de l'ACDI et du MAECI au FO Kandahar a été consulté pendant que le Plan GRIZZLY prenait forme⁵⁹.

Le Plan GRIZZLY reposait sur l'hypothèse que de 75 à 85 p. 100 de la population provinciale vivait dans la ville de Kandahar et dans les districts environnants. L'idée consistait à trouver des collectivités qui pourraient influencer sur la population vivant le long des principaux itinéraires menant à la ville ou à des terrains clés adjacents, et à les transformer en « villages stabilisés », au lieu d'établir un grand quadrilatère de stabilité dans un secteur particulier. Le processus « Former-Dégager-Tenir-Construire-Développer » serait appliqué dans chaque localité ainsi repérée, une à la fois, avec l'acceptation et la coopération maximales des Afghans, surtout avec celle de l'ANA, de la Police nationale afghane (PNA) et de la Direction nationale de la sécurité (DNS). Toute la gamme des capacités de l'ERP leur emboîterait ensuite le pas. Le Conseil de développement communautaire local serait revigoré et relié non seulement au chef et au gouvernement de district, mais aussi au ministère de la Reconstruction du gouvernement provincial afghan, puis il pourrait rétablir sa relation avec le Programme national de solidarité. Il était essentiel que chaque collectivité pût avoir un lien avec le gouvernement et en tirer profit. Chaque collectivité serait autorisée à mettre sur pied sa propre force de police et à la former convenablement, afin de remplacer la Police afghane en uniforme (PAU). Ce concept a été appelé « approche des villages clés » ou AVC. En vertu du plan GRIZZLY, une opération de ce genre devait avoir lieu tous les 60 jours jusqu'à ce que les 36 villages clés aient été « autonomisés ».

L'envers de l'AVC était les IVC, c'est-à-dire les insurgés des villages clés. Une aide massive venue de sources multiples allait inciter les indécis à choisir un camp et les amener, en théorie, à révéler l'identité des insurgés locaux. Ceux-ci pourraient ou bien être convaincus de changer d'allégeance, ou être arrêtés par la police ou la DNS, selon les exigences de la situation. Les insurgés venus de l'extérieur fuiraient et s'exposeraient à d'autres interventions de la coalition. Les forces étasuniennes qui allaient arriver trouveraient les concepts de l'AVC et des IVC conformes à leurs concepts d'opérations, et le Plan GRIZZLY pourrait être mis en œuvre par les unités canadiennes et étasuniennes travaillant côte à côte avec les forces afghanes⁶⁰.

Le Plan GRIZZLY reposait sur l'expérience acquise par les Canadiens pendant trois ans passés dans l'environnement opérationnel de Kandahar. Ses auteurs avaient pris en compte la situation centrale de la ville de Kandahar, ils avaient adopté un point de vue à la fois rétrospectif et prospectif, ils avaient pris note des lacunes antérieures et ils reconnaissaient que les niveaux des forces changeraient en 2009. Le Plan intégrait les organisations afghanes à chaque étape, et même le gouverneur l'appuyait. Cependant, le 9 mars 2009, ce plan avait cessé d'exister. Pourquoi?

Les quartiers généraux du COMFEC et du Bgén Vance admettaient que le Plan d'action Kandahar serait dépassé par les événements, mais ce n'était pas le cas d'autres organisations. Le quartier général de Thompson s'était servi du PAK pour amener l'ACDI et le MAECI à travailler dans le cadre de ses trois lignes d'opérations, mais d'autres percevaient le PAK comme étant le seul plan, un plan immuable. Quand le Plan GRIZZLY a été expliqué à Ottawa, les chefs militaires l'ont entériné. Quand le Lgén Gauthier l'a présenté au Conseil privé et aux comités du Cabinet, cependant, David Mulroney et d'autres ont été vexés. Ils ont perçu le plan comme introduisant un changement de stratégie qui leur était imposé par « l'appareil militaire » afin de remplacer le Plan d'action Kandahar et comme un plan au sujet duquel les ministères civils n'avaient pas été consultés et qu'ils n'acceptaient pas. Comme le Bgén Vance et son quartier général percevaient le Plan GRIZZLY comme étant un plan tactique appuyé par des ressources de l'ERP, ils ont été carrément surpris d'apprendre qu'il avait été exposé au Cabinet. Mulroney a précisé fermement que la stratégie canadienne consistait à adhérer aux six programmes prioritaires et aux projets de prestige. Rien d'autre. Le Bgén Vance a fait valoir que le Plan pouvait facilement être intégré dans le Plan d'action Kandahar, mais en vain⁶¹.

L'impasse a persisté pendant tout le mois de mars. Le 18 mars, le Bgén Vance a demandé à son état-major de reformuler le Plan GRIZZLY et d'en enlever toute mention des programmes pangouvernementaux et des ministères concernés. Conformément au Plan TOLO du Commandement régional (Sud), datant d'octobre 2008, le plan révisé s'appellerait KANTOLO et serait placé sous l'égide de l'OTAN, et non sous celle du Canada⁶².

En rétrospective, le Bgén Vance a fait remarquer :

Il est très, très clair, selon moi, que l'insuffisance des forces disponibles nous a empêchés de mener la contre-insurrection comme il convenait de le faire. Cependant, il existait un autre facteur auquel je me suis heurté et qui nous a éclaté en pleine figure quand nous étions dans le théâtre, à savoir qu'il n'était pas parfaitement clair aux niveaux les plus élevés de l'ACDI, du MAECI et de la Force opérationnelle Afghanistan que nous étions là pour lutter contre une insurrection,

en tant que partenaire d'une alliance, pour produire des effets de premier ordre... [nous étions là] pour faire échec à une insurrection à Kandahar. Il faut plus qu'un partenaire pour produire des effets anti-insurrectionnels. Cela n'était pas reconnu uniformément au niveau les plus élevés, et il existait en fait des différences idéologiques entre les ministères quant à la nature de leur rôle et, par conséquent, quant aux techniques qu'ils emploieraient pour appuyer cet objectif à Kandahar⁶³. [Traduction]

Le Capt Darcy Heddon a dit la même chose en utilisant des mots différents :

Selon moi, le gouvernement canadien se foutait pas mal que le problème soit réglé en Afghanistan. Car s'il s'en était soucié, il n'aurait pas imposé un échéancier pour exécuter une tâche qui nécessite 20 ans d'effort [quand il a établi les repères et les priorités]. Tout ce dont il se préoccupait, c'était de ce qu'il était possible de voir — et nous avons observé cela pendant toute la période de service — tout ce qui importait aux intervenants civils, c'était de pouvoir dire à Ottawa qu'ils avaient fait un peu de progrès. L'apparence de progrès était importante pour eux. Je crois vraiment que les agents sur le terrain voulaient faire progresser les choses. Ils étaient exaspérés tout comme nous⁶⁴. [Traduction]

Le Plan KANTOLO allait devoir attendre. Le Bgén Vance et ses planificateurs allaient s'essayer de nouveau.

Les opérations de façonnage menées par la FO Kandahar

Entre-temps, le Lcol Mike Patrick et son état-major du J3 préparaient et exécutaient une série d'opérations de façonnage qui sont en fait devenues un plan de campagne pour appuyer la mise en œuvre du Plan KANTOLO. L'état-major des opérations a défini et priorisé trois approches vers la ville de Kandahar. La première partait de la corne du Panjwahi, passait par Nakhonay, arrivait dans le district de Dand et entrait dans la ville. La deuxième était le « Cœur des ténèbres » [Traduction] dans le district de Zharey; elle traversait ensuite Asheque et Senjaray et pénétrait dans les banlieues ouest de la ville. La troisième était l'approche du nord : elle partait du Ghorak et se rendait jusqu'au Shah Wali Kot et au Khakrez, puis elle entrait dans le district d'Arghandab et ensuite dans la ville. Les forces canadiennes et afghanes occupaient une partie du Panjwayi et du Zharey (voir la figure 5-2), mais elles n'avaient pas les ressources voulues pour gérer les trois approches en même temps, comme les rotations précédentes l'avaient démontré⁶⁵.

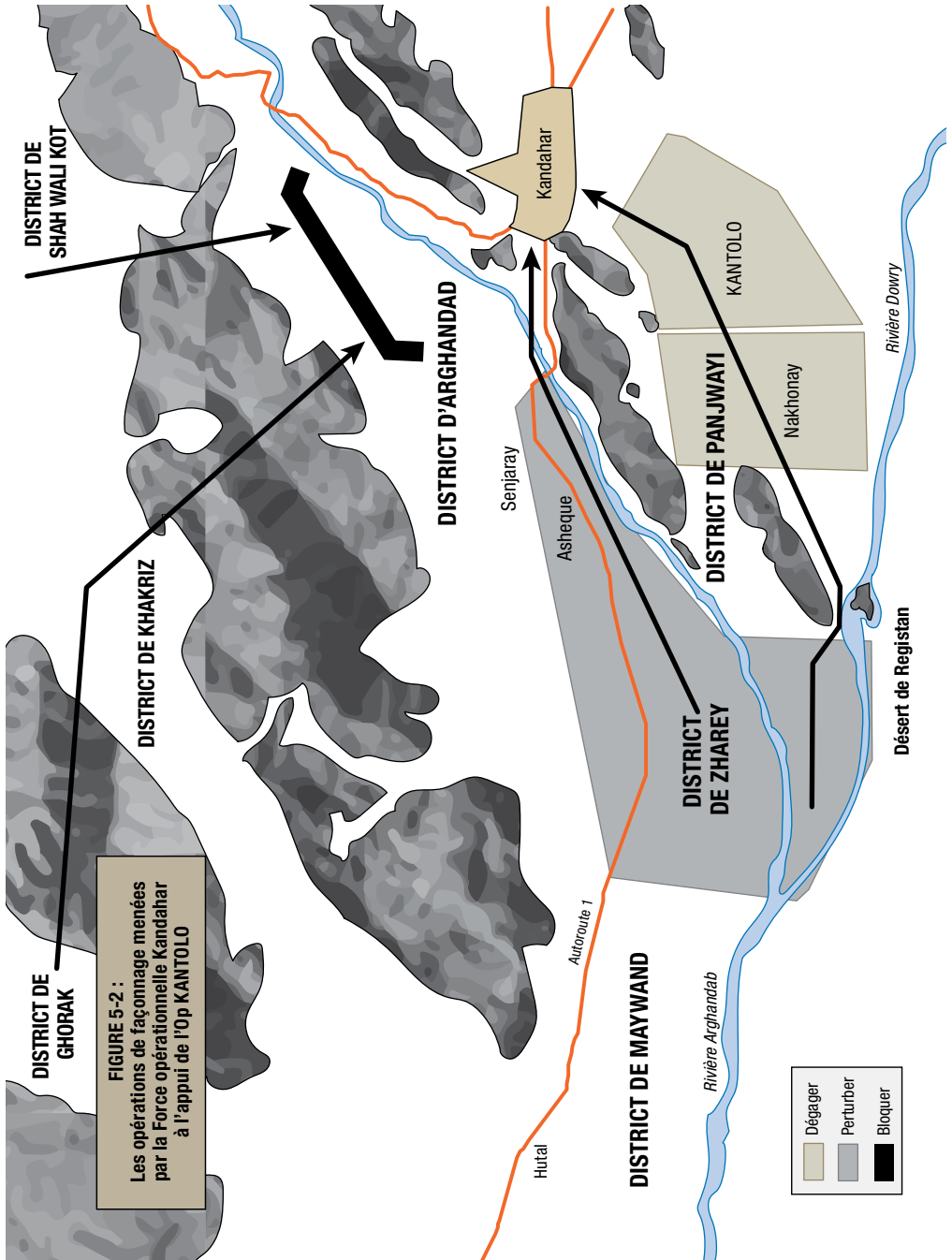


Figure 5-2 : Les opérations de façonnage menées par la Force opérationnelle Kandahar à l'appui de l'Op KANTOLO

La décision a été prise de dégager le Panjwayi oriental afin de réduire la pression qui s'exerçait sur le Dand, pendant que l'Op KANTOLO était exécutée à cet endroit. L'écologie du Zharey était tout simplement trop diversifiée pour qu'il fût possible de l'occuper; ce district a donc fait l'objet d'une série d'opérations de déstabilisation pour sécuriser la Route n° 1 autant que possible. Les planificateurs voulaient exécuter une action de blocage le plus au nord possible dans l'Arghandab pour supprimer la route empruntée par les insurgés allant du Ghorak à l'Arghandab, mais ils ne savaient pas au juste s'ils disposeraient de forces suffisantes. Par conséquent, les opérations de façonnage et de déstabilisation en sont venues à mettre l'accent sur la Corne du Panjwayi et sur le Zharey. Une fois que l'Op KANTOLO a été lancée et qu'elle a commencé à chasser les insurgés du Dand, ceux-ci se sont déplacés vers l'Arghandab et le « Cœur des ténèbres » dans le Zharey, où il était possible de les harceler constamment⁶⁶.

Afin d'atteindre tous ces objectifs, les planificateurs de la FO Kandahar devaient obtenir l'aval de la bureaucratie et tirer des ressources du Commandement régional (Sud), ce qui n'était pas là chose facile. Les responsables du Commandement régional (Sud) voulaient avoir leur mot à dire sur toute opération nécessitant plus qu'un peloton, et il pouvait imposer certaines restrictions relativement aux règles d'engagement. Afin de contourner la bureaucratie qui restreignait leur marge de manœuvre, le Lcol Patrick et les planificateurs ont créé des « opérations continues », autrement dit, des opérations de déstabilisation continues menées par des effectifs temporaires ou des effectifs au pied levé qui pouvaient réagir plus vite que ne pouvait le faire la bureaucratie approbatrice au sein du Commandement régional (Sud). Résultat : sous l'égide de l'Op SHREDDER, les forces dans le Zharey pouvaient explorer la zone au sud de la Route n° 1 et y déstabiliser l'ennemi activement, sans avoir à formuler sans cesse des noms d'opérations, dont chacune aurait nécessité une approbation particulière avant leur orchestration⁶⁷.

Pendant une période donnée, la FO Kandahar a réussi à libérer plus d'hélicoptères de manière à permettre aux forces canadiennes, étasuniennes et britanniques de lancer des opérations aéromobiles dans le Zharey occidental. La même chose s'est produite dans le cas des ressources ISTAR sur l'emploi desquelles le Commandement régional (Sud) a exercé une influence⁶⁸.

Le caractère de l'insurrection au début de 2009

Les principales questions auxquelles étaient confrontées la choura de Quetta et les autres chouras insurgées au Pakistan concernaient les élections nationales afghanes et ce qu'il faudrait faire quand les forces étasuniennes arriveraient, le cas échéant. À ce moment précis de la guerre, les chefs talibans au Pakistan étaient d'avis que les opérations de combat étaient dans une impasse et ils sondaient le terrain dans toute l'Arabie saoudite en vue d'une réconciliation éventuelle. Ce développement n'avait rien de nouveau; les talibans et le gouvernement Karzai avaient établi des relations plusieurs fois depuis la fin de 2007 ou le début de 2008, mais la demande simpliste des talibans exigeant que les troupes

étrangères quittent l'Afghanistan n'était pas un motif réaliste pour amorcer les pourparlers⁶⁹. La gamme des écoles de pensée sur la position des talibans concernait le degré où la Direction des renseignements interservices pakistanais contrôlait les talibans ou influait sur eux, et la question de savoir à quel point Al-Qaïda influait sur les talibans et, par conséquent, de quelle autonomie les chefs talibans disposaient vraiment pour négocier⁷⁰. Une analyse déclarait ce qui suit, à tort :

De puissants intervenants en Afghanistan, en Iran et au Pakistan préféreraient une guerre de durée indéfinie à un accord de paix, notamment en raison des énormes sommes d'argent étasuniennes dépensées des deux côtés de la ligne Durand. En Afghanistan, ces éventuels fauteurs de troubles comprennent les entrepreneurs locaux (en particulier, les entreprises de services de sécurité), les fonctionnaires corrompus et les narcotrafiquants, qui auraient plus de mal à prospérer en temps de paix. Si la guerre prenait fin, le Pakistan perdrait aussi des revenus considérables issus de l'aide étasunienne et du trafic de transit de l'OTAN⁷¹. [Traduction]

Les analystes canadiens à Kandahar croyaient que les germes d'une réconciliation semés par les talibans visaient simplement à ralentir le cours de la guerre pour donner aux leaders insurgés le temps de se renseigner sur l'ampleur des forces étasuniennes qui allaient arriver et sur les répercussions plus vastes qui allaient s'en suivre. Les membres de la choura de Quetta se demandaient s'ils ne devaient pas eux-mêmes déployer un effort avant l'arrivée prochaine des É.-U. en 2009, ou s'ils devaient simplement tenir bon au regard de l'influx. Les Canadiens ont aussi appris que certains groupes d'insurgés dans les provinces d'Helmand et de Kandahar voulaient mettre fin aux combats, mais qu'ils étaient exaspérés par le sous-financement et le caractère peu fiable du programme de réconciliation lancé par le gouvernement afghan. Quoi qu'il en soit, certains de ces combattants et leurs chefs croyaient que les chefs basés au Pakistan ordonneraient leur assassinat s'ils déposaient les armes et cessaient de combattre. Afin de régler ces questions, entre autres, la choura de Quetta a tenu une série sans précédent de consultations dans les régions faisant face à la zone de responsabilité du Commandement régional (Sud), et non à celle de l'entité homologue du nord⁷².

En mai, la choura de Quetta a finalement distribué son plan d'opérations appelé « opération NASRAT ». Dans les mois qui ont précédé les élections de 2009, les unités d'insurgés devaient organiser des attaques « très médiatisées » contre des chefs bien connus des milieux politiques et des services de sécurité en Afghanistan et contre les entreprises afghanes qui travaillaient pour la FIAS et les forces de sécurité afghanes⁷³. Plus tard au cours de l'été, la choura de Quetta a diffusé des ordres plus explicites sur la nécessité de perturber les élections en intimidant la Commission électorale indépendante et son personnel, notamment en exécutant des enlèvements et des assassinats dans les districts de Kandahar, d'Helmand, de Zabul et d'Oruzgan⁷⁴.



Photo : MDN IS2009-0158

En 2009, les entités orchestrant les activités des talibans ont décidé qu'il fallait accroître les possibilités de démenti plausible. Par conséquent, les talibans ont troqué les mines antichars et antipersonnel fabriquées en usine contre des explosifs et des bidons de plastique artisanaux, qui étaient à peu près indétectables par les systèmes canadiens et pouvaient causer des dommages catastrophiques à n'importe quel véhicule du parc canadien s'ils étaient utilisés en quantité suffisante.

Afin de maintenir une pression de ce genre, l'insurrection devait se rendre maîtresse de certains itinéraires de manière à pouvoir appuyer et faciliter le terrorisme dans la ville de Kandahar (voir la figure 5-3)⁷⁵. Cette nécessité a accru l'importance de la Route n° 6 reliant à l'est les districts de Panjwayi, Dand et Malajat. De même, les insurgés voulaient être mieux placés dans le district d'Arghandab, soit plus près de la ville. Cela signifiait qu'il leur fallait appliquer la pression dans le nord de l'Arghandab, dans le Bas-Shah Wali Kot, dans le Zhary et dans le Panjwayi occidental pour tenir les forces de sécurité occupées. Senjaray était un carrefour géographique clé joignant entre eux les groupes insurgés du nord et du centre.

Ce programme englobait aussi la consolidation du contrôle exercé sur les populations du Zharey et du Panjwayi occidental, consolidation qui prenait plusieurs formes. Tout d'abord, les insurgés imitaient l'approche canado-afghane à l'égard des projets locaux en déployant en fait leur propre version de l'Organisation chargée des travaux de construction (OTC). En deuxième lieu, des juges talibans tranchaient les griefs locaux. Troisièmement, les insurgés tentaient de tirer vers leur camp la Croix-Rouge, le Croissant-Rouge et d'autres organisations non gouvernementales afin qu'ils fournissent des soins de santé, recueillir du renseignement et de couvrir les activités d'insurrection. Enfin, ceux-ci ont de nouveau exploité les politiques d'élimination du pavot pour s'acquérir le soutien des cultivateurs dont les récoltes devaient être détruites par les chefs de district et la police⁷⁶. Ces efforts étaient toujours protégés grâce à un emploi massif d'EEI, qui visait à entraver le mouvement des forces canadiennes et afghanes, et par des attaques de harcèlement contre l'infrastructure tactique pour distraire ces dernières. La choura de Quetta et ses alliés ont alors fait un pas en arrière pour voir ce qui allait se passer.

Opérations dans le district de Maywand, en février et mars 2009

Le 2^e Bataillon du 2^e Régiment d'infanterie (2-2 Infanterie) de l'Armée des É.-U. [2nd Battalion, 2nd Infantry Regiment (2-2 Infantry)] est resté déployé à trois endroits dans le district de Maywand : la base d'opérations avancée (FOB) Ramrod, la base d'opérations avancée Hutaal et l'Avant-poste de combat Terminator. Dans ce même district, une compagnie afghane encadrée par des mentors canadiens occupait le poste fortifié Pegasus le long de la Route n° 1. Le 2-2 Infanterie était appuyé par les entités suivantes : la Troupe G (détachement canadien d'obusiers M-777 commandé par le Lt Mike Laverty); des UAV en liaison descendante avec des SUAV et d'autres ressources ISTAR; un détachement des opérations psychologiques tactiques (parfois); un groupe de COCIM fourni par l'Équipe provinciale de reconstruction. Par ailleurs, les Canadiens en poste à la FOB Hutaal ont collaboré de près avec la Compagnie C, commandée par le Capt Trevor Voelkel, dont les soldats protégeaient l'équipe n° 1 de gestion de la construction dans le Zharey. La coordination du 2-2 Infanterie, de l'Équipe de mentorat de la Police des États-Unis et des

FIGURE 5-3 :
Emplacements et activité de l'ennemi,
du début au milieu de 2009

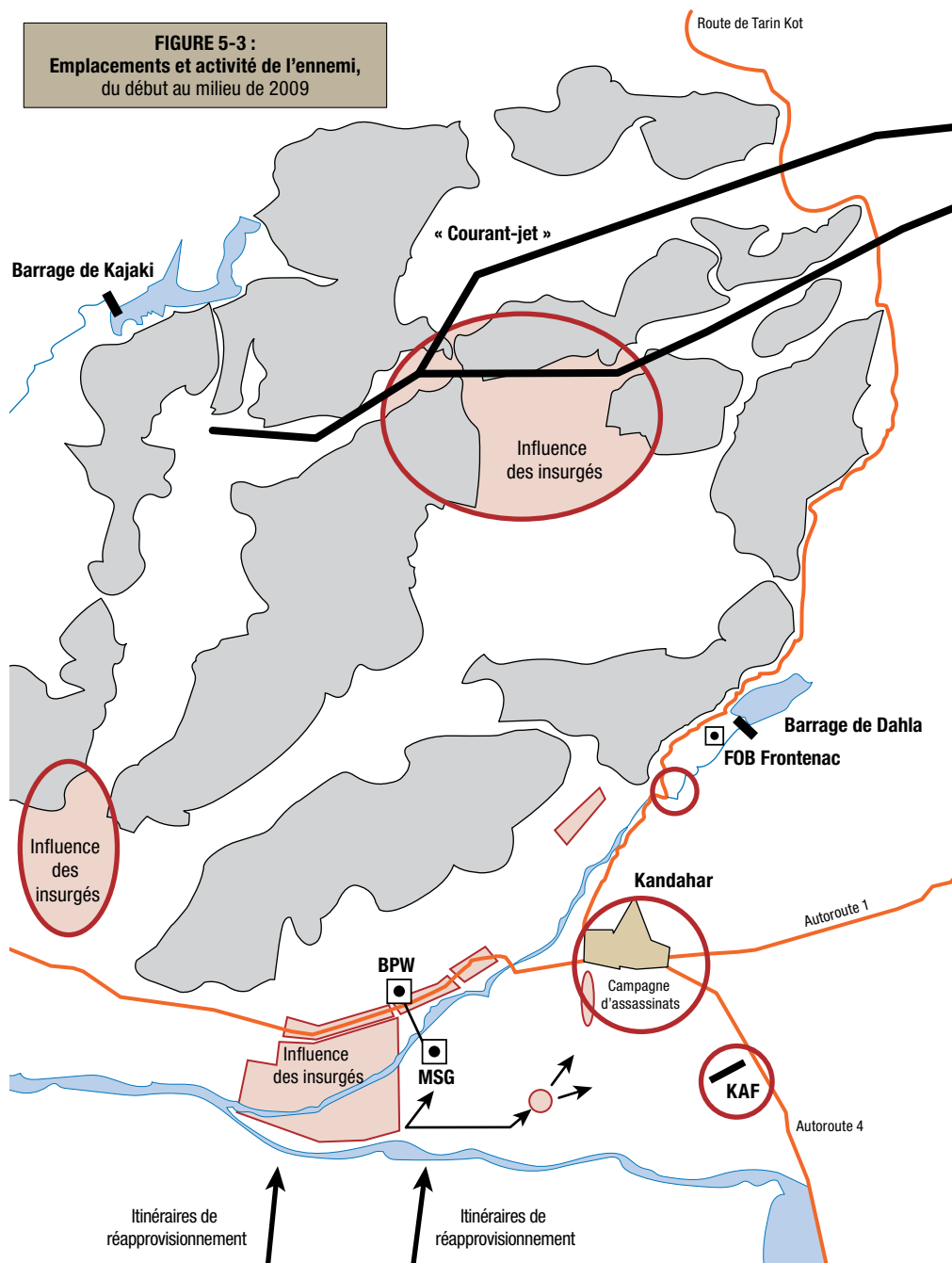


Figure 5-3 : Emplacements et activité de l'ennemi, du début au milieu de 2009

activités de COCIM dans le Maywand risquait d'être problématique, mais la « diplomatie des BBQ » a grandement contribué à améliorer les relations⁷⁷.

L'ennemi tendait à concentrer son activité sur la FOB Ramrod et ses environs, à l'ouest, et sur le PAC Terminator, à la frontière du Maywand et du Zharey. La séquence des activités était toujours la même : les insurgés chargés de poser les EEI étaient repérés par un SUAV ScanEagle, puis l'avant-poste faisait feu de ses mortiers de 120 mm (ou encore, la FOB déclenchait des tirs d'artillerie avec ses canons de 155 mm) contre ces insurgés et envoyait une patrouille pour évaluer les dommages de combat. Parfois, des tirs d'armes portatives étaient dirigés vers les avant-postes, mais cela ne se comparait en rien à ce qui se passait dans le Zharey. En une occasion, un UAV Heron canadien a été utilisé pour diriger un bombardier B-1B et deux F-18 vers six insurgés en train de poser des EEI⁷⁸.

En gros, néanmoins, l'ennemi voulait que les forces de la coalition s'abstiennent d'intervenir dans le Maywand. Lors des patrouilles de présence dans la région de Band-e Timor, le 2-2 Infanterie a découvert deux infirmeries ou hôpitaux d'insurgés, ce qui montrait que le secteur servait de point de jonction du soutien. Quand les réseaux d'insurgés voulaient distraire le 2-2 Infanterie et les forces de sécurité afghanes dans le Maywand, ils se faisaient les instigateurs de manifestations dans le bazar d'Hutal en évoquant les pertes civiles comme motif de leurs principaux griefs. Les seuls autres cas graves de violence ont concerné deux embuscades consécutives de convois du Service de protection et d'enquête des États-Unis (USPI) sur la Route n° 1, mais on ne savait pas au juste si c'était l'œuvre d'insurgés ou d'intérêts commerciaux⁷⁹.

Le processus ciblé de développement des districts a été jugé fructueux, et un excellent commandant de la DNS était désormais affecté dans le district de Maywand. La population locale a pu voir une amélioration du travail de la police, mais la gouvernance du district faisait toujours problème. Le chef du district, Haji Massoud, qui ne s'entendait pas avec la nouvelle force de police, a été dénoncé pour avoir tenté de soudoyer l'équipe canadienne de la COCIM avec des fonds réservés aux projets, et la population l'a accusé d'avoir empoché une partie de l'argent. Par contre, cet homme diffusait constamment des messages antitalibans dans tous les médias, y compris à la radio et à la télévision⁸⁰.

Les Américains n'hésitaient pas à établir un dialogue à dimension religieuse; en passant par leur chaîne des affaires civiles, ils distribuaient des trousseaux de modernisation des mosquées dans les collectivités éloignées tandis qu'ils effectuaient des patrouilles en compagnie de l'ANA⁸¹. À une occasion, un représentant d'USAID s'est rendu dans le Maywand et s'est efforcé d'établir des programmes d'aide et de faire fructifier les fonds connexes. En collaboration avec l'Équipe de la COCIM, des efforts ont été faits pour confirmer à quel point le système de l'Assemblée de développement des districts (ADD) et du Conseil de développement communautaire donnait de bons résultats. L'ADD fonctionnait mal,

surtout à cause de l'ingérence du chef de district qui exigeait ce qui lui était dû. Il allait falloir du temps pour revigorer cette structure. Debbie McCosham, une spécialiste canadienne de la connaissance de la situation (blanc), est aussi arrivée pour accroître son savoir sur le Maywand et appuyer l'effort parallèlement à l'Équipe d'analyse du contexte humain⁸².

Pour ce qui était des opérations, le 2-2 Infanterie a exécuté une mission aéromobile éclair dans le village de Mandowzai en mars, mais cette mission n'a pas donné grand-chose. Une autre opération terrestre a permis de faire sortir des chefs ennemis de leur tanière, lesquels ont plus tard été prestement abattus au cours d'une attaque des FOS. Des compagnies du 2-2 Infanterie ont ensuite découvert à un endroit une petite milice antitalibane qui prétendait avoir été armée par « le frère du président » en 2004 et à qui on avait ordonné d'assurer la sécurité. Dans un autre village, la population avait capturé un groupe de talibans et menaçait de les exécuter, mais des forces de sécurité afghanes étaient intervenues. Des renseignements recueillis sur place dans d'autres régions ont abouti à l'arrestation d'un financier et facilitateur taliban. Enfin, une source afghane à Maywand a fait savoir que le mollah Azim, le chef taliban responsable du massacre des 29 passagers d'un autocar en octobre 2008, avait été assassiné à Quetta. Dans le Maywand, l'ennemi semblait en déroute, mais il allait falloir du temps pour consolider les succès⁸³.

Opérations dans le district de Zharey, en février et mars 2009

Le district de Zharey est demeuré la chasse gardée de la Compagnie N sous le commandement du Maj Rob McBride, qui travaillait avec le 1^{er} Kandak et ses mentors et, quand c'était possible, avec un détachement de police et ses mentors de l'ELMOP. L'ennemi a été peu actif en février : trois convois de l'USPI ont essuyé des tirs sur la Route n° 1 (et, encore une fois, on ne savait pas au juste si c'était le fait des insurgés ou le résultat de la violence commerciale), tout comme les postes fortifiés de Spin Pir et de Lakokhel et le poste de police de Pashmul Sud. Les cellules ennemies du Zharey oriental se plaignaient de manquer de composantes d'EEI, et il n'y a eu qu'une seule attaque contre un véhicule canadien ce mois-là⁸⁴.

Afin de paver la voie aux efforts visant à inscrire les électeurs dans le Panjwayi et le Zharey, la FO Kandahar a réuni des forces en vue de mener l'Op SHAHI TANDAR 3 (voir les figures 5-4 et 5-4a). Une fois de plus, le principal endroit visé était Nahlgam et les alentours. La Compagnie L, fournie par le Groupement tactique régional (Sud), était libre, et une force d'attaque aérienne a été constituée avec des hélicoptères CH-47 et des escortes provenant du bassin du Commandement régional (Sud). La Compagnie A du 2-2 Infanterie a été chargée d'établir un blocage à l'ouest du secteur visé. La Compagnie A était l'élément débarqué qui nettoyait sur la voie jusque dans le principal secteur cible, pendant que la Compagnie M effectuait une feinte à l'ouest de Sperwan Ghan jusqu'à Talukan et à Zangabad afin de tromper les insurgés et d'amener les forces ennemies à s'exposer du côté sud⁸⁵.

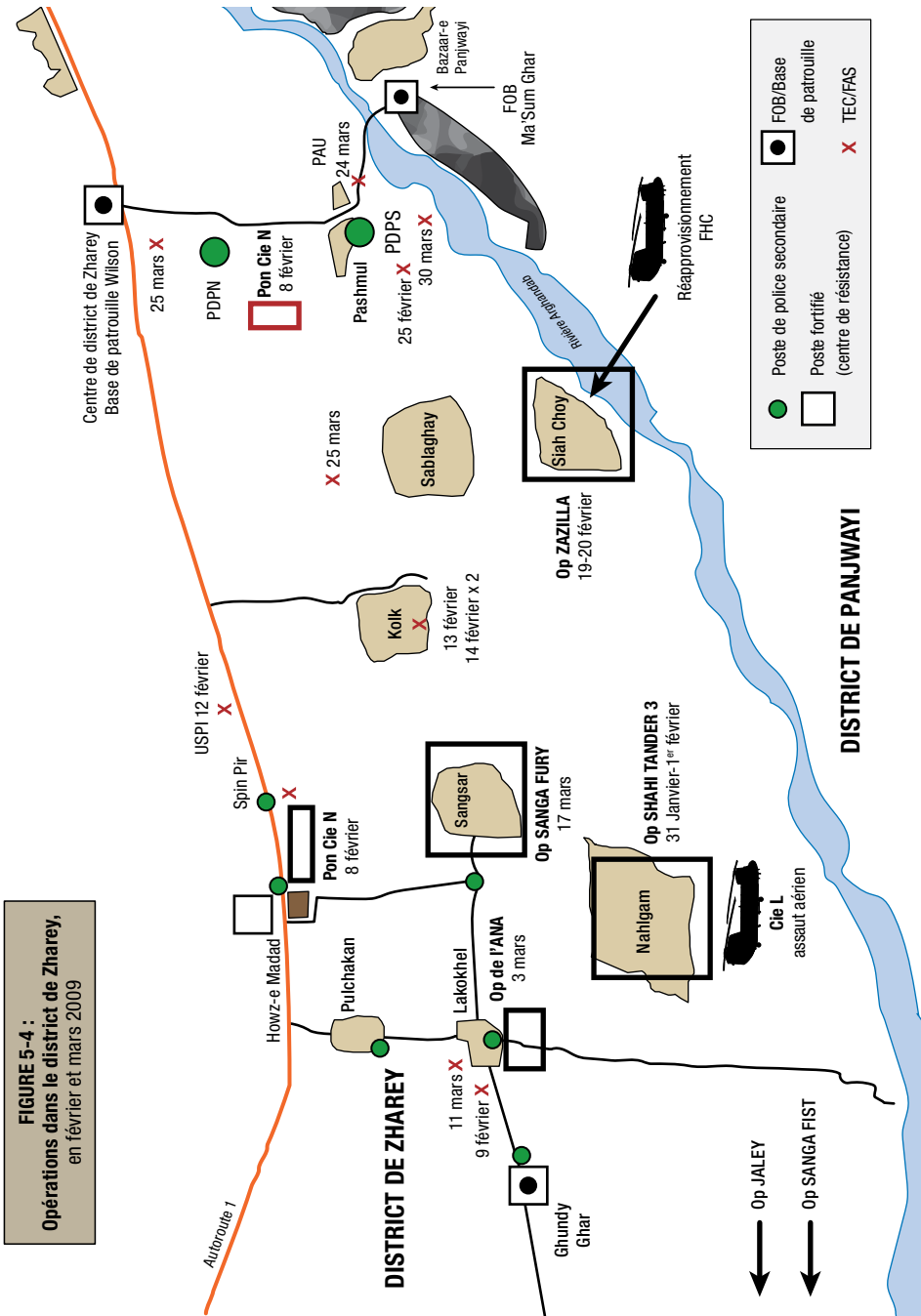


Figure 5-4 : Opérations dans le district de Zharey, en février et mars 2009

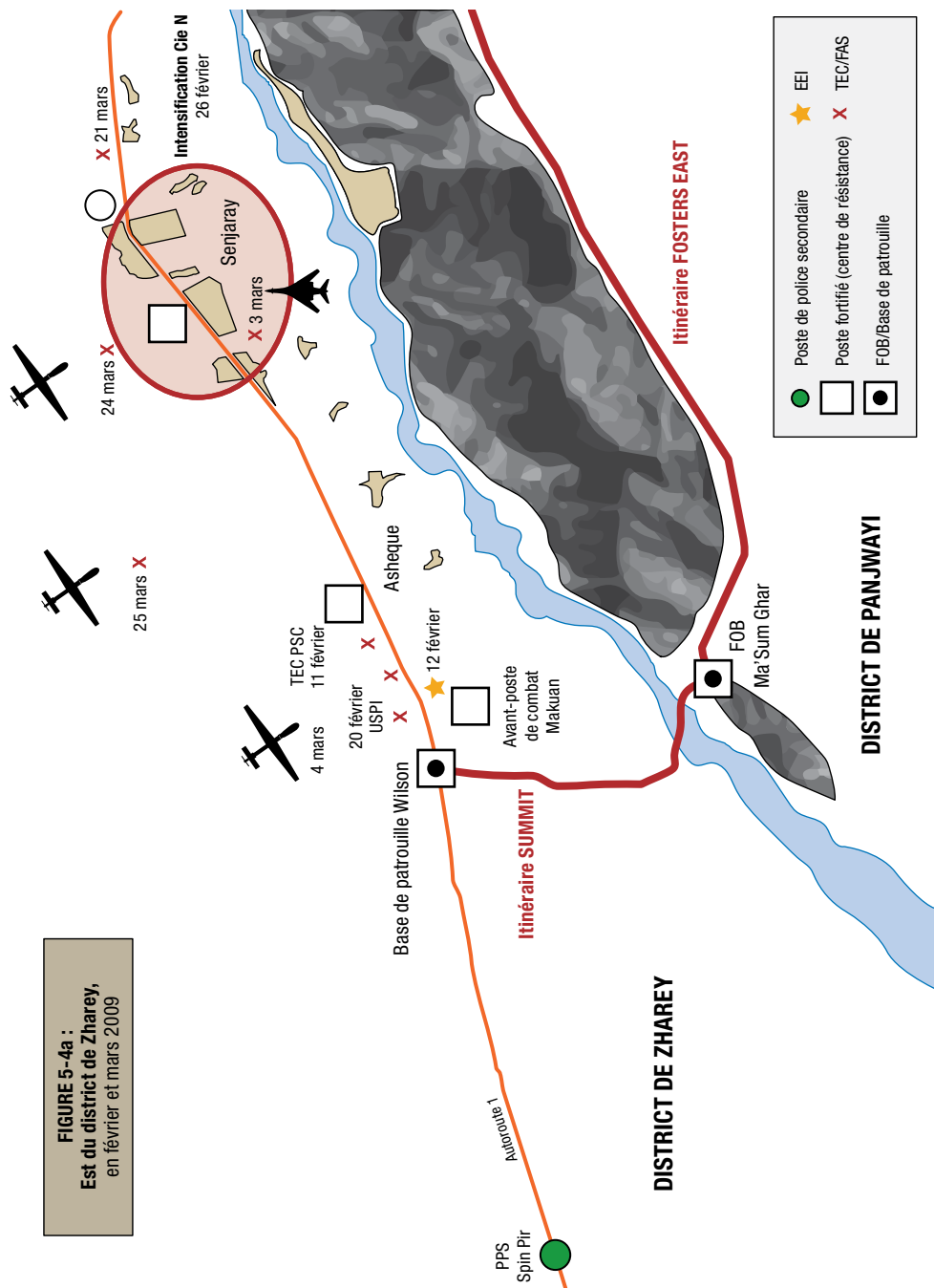


Figure 5-4a : Est du district de Zharey, en février et mars 2009

Le 31 janvier, la Compagnie M s'est déployée en direction de ses objectifs, sans avoir eu le moindre contact, et sans avoir rien trouvé, exception faite d'un « épouvantail » muni d'une arme factice qui a incité les tireurs d'élite à faire feu à quelques reprises jusqu'à ce qu'ils se rendent compte de quoi il s'agissait. La Compagnie N a trouvé plusieurs caches de munitions, y compris un fusil de tireur d'élite, des uniformes de police, dix EEI à plateau de pression et un RGED (récepteur GPS évolué pour la défense). Une fabrique d'EEI à placer dans des véhicules a été découverte également et elle a été exploitée. Des Chinook sont arrivés pour extraire la Compagnie L, et la Compagnie N a rejoint les VBL III Zulu. Pendant que la Compagnie N se repliait sur la Route Edmonton, un VBL du Génie a heurté un EEI; six Canadiens ont été blessés, et le sapeur Sean Greenfield, membre du 2^e Régiment du Génie de combat, a été tué⁸⁶.

Après l'Op SHAHI TANDAR 3, le Maj McBride et la Compagnie N ont effectué deux patrouilles au début de février le long des première et seconde lignes formées par les oueds au sud de la zone, entre Spin Pir et Howz-e Madad, puis une autre à l'ouest de Pashmul. Il n'y a eu pendant ces patrouilles aucun contact avec l'ennemi. À la fin de février, la Compagnie N a intensifié ses activités dans Senjeray, où elle a découvert une madrasa d'insurgés bondée d'armes et de téléphones cellulaires⁸⁷.

Pendant ce temps, le 1^{er} Kandak se préparait à subir l'évaluation menée par l'équipe de validation. Sans passer par ses mentors, le 1^{er} Kandak a réussi à obtenir seul l'appui de la police de Zharey, quelle agréable surprise! Après l'amorce d'une patrouille de déstabilisation près de Kolk, avec l'appui d'un peloton de VBL III de la Compagnie N, la météo s'est gâtée, et une tempête de sable était imminente. L'ennemi a essayé de profiter de la situation, en sachant très bien qu'aucune couverture aérienne ne serait possible. Le 1^{er} Kandak et le peloton de VBL III canadien se sont extirpés de l'embuscade en faisant feu de toutes leurs armes, et ils se sont repliés en bon ordre tandis que les obusiers M-777 créaient un écran de fumée pour voiler leur fuite⁸⁸.

Quand le temps s'est dégagé le lendemain, les Afghans et les Canadiens sont retournés dans le même secteur et ont eu trois contacts différents avec l'ennemi, y compris une attaque intense contre leurs VBL III. Cette fois, cependant, le GT avait avec lui un MQ-9 Reaper armé; il a tué six insurgés, et l'un d'eux a plus tard été identifié comme étant le mollah Salaam de Band-e Timor, un commandant ennemi du district de Maywand⁸⁹.

Le 19 février, la Compagnie N et le 1^{er} Kandak ont lancé l'Op ZILLILA dans Sia Choy pour déstabiliser les insurgés. Les vols de ravitaillement effectués par les hélicoptères canadiens CH-47 Chinook ont procuré à la FO Silver Dart une expérience dont elle avait grand besoin, mais ce jour-là, les opérations n'ont suscité aucune réaction des insurgés⁹⁰. Le deuxième jour, cependant, les unités ont été prises à partie à deux reprises : l'attaque ennemie a été enrayée par deux F-15, dans un cas, et par vingt obus de 155 mm, dans l'autre⁹¹.

Au chapitre du développement et de la gouvernance, la situation dans le Zharey n'était pas très différente de ce qu'elle avait été au cours des six mois antérieurs. Le chef du district, Niaz Mohammad Sahardi, a continué d'assister à toutes les réunions qui pouvaient lui être avantageuses. Les agents de la COCIM et les représentants de l'ERP faisaient de même, mais on ne savait pas au juste ce qui s'accomplissait réellement. Aux Afghans qui avaient des demandes, on a dit que l'ERP attendait l'approbation des ministres canadiens et qu'ils allaient devoir patienter. Le nombre de ses véhicules fonctionnels ayant été réduit à deux, la 1^{re} Équipe de gestion de la construction était incapable d'exécuter des opérations⁹².

Le chef de police du district, Bismillah Khan, avait un différend avec les officiers hazaras relevant de lui : les officiers n'avaient pas été payés depuis des mois et menaçaient de démissionner. Selon des propos de la population locale confiés aux agents de la COCIM, la police était efficace, mais elle faisait preuve d'un zèle exagéré pendant ses fouilles; pour sa part, l'ELMOP a souligné que la destruction de chaque once de marijuana, de haschisch et de pavot à Pashmul ne servirait qu'à miner la confiance des simples agriculteurs envers la police : le gagne-pain de ces agriculteurs serait détruit, mais non l'existence des narcotrafiquants qui payaient pour leurs récoltes⁹³.

Cependant, l'ennemi avait volé aux Canadiens une page de leur carnet de jeux. Se servant des taxes prélevées auprès des collectivités au sud des lignes formées par les oueds et employant de l'équipement de construction confisqué ou loué, les cellules des talibans se sont mises à construire une route et une madrasa dans le secteur situé au sud d'Howz-e-Madad et de Sangsar, et elles ont exhorté la population locale à les aider à épandre le gravier sur deux autres routes⁹⁴. En fait, les talibans disposaient dorénavant de leur propre version de l'Organisation de gestion de la construction et, avec les taxes et l'école, ils étaient bien partis pour établir un régime de gouvernance concurrentiel dans une partie du district de Zharey.

La réaction initiale à ces nouveaux développements a été minime. Le 1^{er} Kandak a exécuté une patrouille au niveau de la compagnie au sud de Lakokhel, la Compagnie N faisant alors écran à l'ouest. Après une brève escarmouche, il s'est replié à la faveur d'un écran de fumée produit par les obusiers M-777. D'autres opérations se poursuivaient.

Le Lcol Dan Hurlbut et le Lcol Roger Barrett avaient discuté de la possibilité de mener une opération conjointe avec le 2-2 Infanterie et le Groupement tactique du 3 RCR dans le Zharey occidental. L'intention était de perturber les liaisons des insurgés entre le Maywand et le Zharey, tout en recueillant des renseignements en vue d'opérations futures qui pourraient avoir lieu dans le secteur, au moment de l'arrivée des renforts étasuniens. Les chefs ennemis étaient quelque peu déconcertés, et s'ils étaient forcés de se déplacer, ils risquaient d'être pris à partie par d'autres éléments. Ces idées ont donné lieu à trois opérations distinctes, mais connexes, une fois que le quartier général du Bgén Vance est arrivé sur le terrain et s'est mis à mener ses activités. L'intention plus vaste était de générer de la perturbation (c'est-à-dire dans le camp ennemi)

en prévision de la prochaine relève sur position de la force opérationnelle canadienne. L'effort, par étapes, englobait l'Op SANGA FIST, une intervention canadienne aéromobile d'exploration dans Nar Karez, au sud-ouest du Ghundy Ghar; l'Op SANGA FURY, une feinte afghane exécutée entre Sangsar et Howz-e-Madad, et l'Op JALEY (« Net »), qui amènerait les deux groupements tactiques pour couvrir tout le secteur, une fois que l'ennemi s'y serait installé⁹⁵.

Au cours de l'Op SANGA FIST, la Compagnie N du 3 RCR, renforcée par des éléments de la coalition, s'est avancée dans le sud-ouest du Zharey pour attaquer un éventuel nœud de commandement et de contrôle. Les troupes ont été déposées là le 7 mars par trois appareils CH-47 Chinook, soit un hélicoptère canadien et deux hélicoptères britanniques, escortés par quatre CH-146 Griffon. L'opération a confirmé que les insurgés s'étaient servis des enceintes qui s'y trouvaient pour mener diverses activités, mais tout chef qui y avait peut-être été présent était parti avant l'arrivée des forces coalisées. Celles-ci n'y ont pas trouvé grand-chose. Les insurgés ont essayé de renforcer leurs effectifs avec des combattants de la région de Lakokhel, mais le brouillage des communications de la coalition a découragé toute autre action de l'ennemi⁹⁶. L'Op SANGA FIST a été la première mission aéromobile ayant fait intervenir en Afghanistan des troupes et des hélicoptères canadiens⁹⁷.

Les opérations SANGA FURY et JALEY se chevauchaient. Le 17 mars, pendant que les CH-47 canadiens se préparaient à transporter la Compagnie M et le peloton de reco jusqu'au poste fortifié de Mushan, le 1^{er} Kandak et ses mentors de l'ELMO ont amorcé un ratissage au sud de Howz-e-Madad avec le soutien de la Compagnie N. En route vers le sud, des escouades qui changeaient de position immédiatement après le tir les ont pris à partie cinq fois; les SUAV ont essayé de les identifier de façon catégorique pour faire intervenir un MQ-9 Reaper qui décrivait des cercles au-dessus de la zone, mais les résultats ont été limités. Les fouilles faites dans les enceintes n'ont rien donné, et la mission de ratissage est revenue au poste fortifié. La Compagnie N a continué jusqu'au poste fortifié de Lakokhel pour se préparer à l'Op JALEY⁹⁸.

Opération JALEY, du 18 au 20 mars 2009

L'Op JALEY est devenue une des plus vastes opérations aéromobiles de la coalition jamais entreprises jusque-là. En plus du transport de troupes effectué par les CH-47 canadiens jusqu'à Mushan, l'opération a fait intervenir le 4^e Bataillon du 101^e Régiment d'aviation (4th Battalion, 101st Aviation Regiment), sous le commandement du Lcol James Benson, avec ses CH-47 Chinook et ses AH-64 Apaches pour transporter le 2-2 Infanterie, pendant que ses hélicoptères OH-58D Kiowa Warrior collaboraient avec les CH-146 Griffon dans le rôle de la reconnaissance armée. Les Chinook australiens prenaient eux aussi part à l'action. Le plan consistait à couvrir le Zharey occidental en menant des attaques aériennes et terrestres simultanément avec le gros du 2-2 Infanterie et du 3 RCR. Un volet auxiliaire de l'opération consistait à faire exécuter par l'Escadron de reco et la police afghane, en compagnie des mentors de la police des États-Unis, le bouclage et la fouille de plusieurs collectivités du district d'Arghandab (voir la figure 5-5)⁹⁹.

Autoroute 1

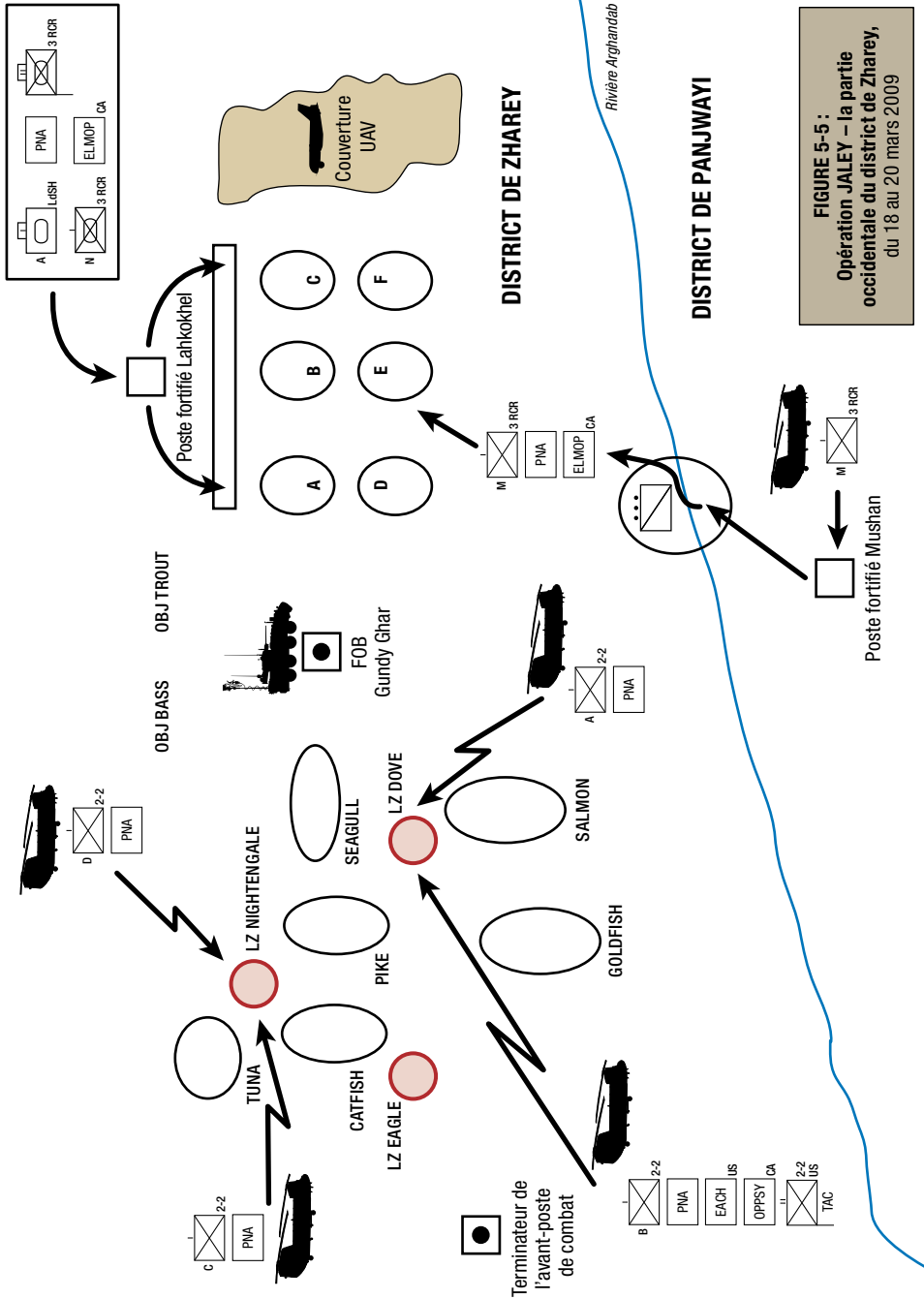


FIGURE 5-5 :
Opération JALEY – la partie
occidentale du district de Zharey,
du 18 au 20 mars 2009

Figure 5-5 : Opération JALEY – la partie occidentale du district de Zharey, du 18 au 20 mars 2009

CHAPITRE CINQ



Photo : Auteur



Photo : Auteur

L'Op JALEY était une ambitieuse manœuvre canado-américano-afghane qui a saturé la partie occidentale du district de Zharey; elle comportait un assaut aérien exécuté par un bataillon et une attaque terrestre menée par un GT. Elle a été abrégée quand l'ONU a exigé que la FIAS respecte la période dite des « Journées de tranquillité ». Quatre Canadiens ont été tués et neuf autres ont été blessés pendant le repli imprévu.

Tôt au début de la matinée du 18 mars, les chars Leopard de l'Escadron A ont opéré leur jonction avec la Compagnie N près de Lakokhel, et une partie de l'Escadron de reco a disposé ses véhicules Coyote sur le mont Ghundy Ghar. Le peloton de reco du 3 RCR a franchi la rivière Arghandab depuis le sud pour sécuriser le point de franchissement pour la Compagnie M. Avec des UAV volant à des niveaux superposés et faisant écran à l'est, la Compagnie N, les chars et la police accompagnée par les mentors de l'ELMOP ont établi un bloc d'ouest en est au nord des six zones visées. La Compagnie M a avancé pour dégager les enceintes sur les lieux de chaque objectif. Il n'y a eu aucune opposition.

Après un retard attribuable aux mauvaises conditions météorologiques, le Lcol Benson a déclenché l'assaut aérien à l'aube. Les Chinook étasuniens et australiens se sont posés en vitesse à l'Avant-poste de combat Terminator et à la FOB Ramrod et ont progressivement transporté les quatre compagnies du 2-2 Infanterie jusqu'à des zones d'atterrissage à l'ouest du Ghundy Ghar. Se répandant comme de l'huile sur l'eau, les compagnies ont envahi les collectivités en exécutant des opérations précises de bouclage et de fouille avec la police et l'appui d'une équipe canadienne des OPPSY. L'Équipe d'analyse du contexte humain (avec un Canadien en renfort) a dressé un profil complet des collectivités à mesure que les recherches progressaient. Dans ce cas également, il n'y a eu aucune opposition.

Dans les zones visées par le 3 RCR et le 2-2 Infanterie, les insurgés ont été surpris : ils se sont terrés, ou bien ils ont essayé de fuir. Ces hommes en âge de combattre ne pouvaient pas être pris à partie parce qu'ils n'étaient pas armés et portaient des vêtements civils. Ils sont montés dans des camions, se sont comportés comme des travailleurs migrants et ont contourné les zones où les forces de la coalition étaient déployées. Les UAV, les Griffon et les OH-58D Kiowa Warriors en ont repéré le plus grand nombre possible, mais ils n'ont pas pu faire feu sur eux. Il y a eu beaucoup de communications entre les éléments ennemis, mais il était évident, aux yeux de la FO Kandahar, que l'envergure même et la dispersion géographique de l'opération avaient complètement désorganisé les insurgés.

Le deuxième jour, les troupes du 3 RCR et du 2-2 Infanterie ont découvert de nombreuses petites caches dispersées, dont certaines contenaient des composantes d'EEI fabriquées dans des ateliers iraniens, des fournitures médicales et quelques tubes de mortier. Deux fabricants d'EEI ont été appréhendés. Ensuite, la Compagnie N a trouvé une fabrique où des insurgés construisaient des EEI à même des douilles d'obus éclairants. L'Équipe d'analyse du contexte humain a conclu, à la faveur de ses rapports avec les membres de la population, que ceux qui habitaient dans la zone étaient des indécis classiques qui se rangeaient du côté de l'adversaire dont la popularité était à la hausse dans leur collectivité; faute d'une présence gouvernementale permanente, ils appuyaient tacitement les insurgés si ceux-ci étaient dans la ville. L'équipe susmentionnée a aussi constaté que les insurgés se servaient de jeunes garçons pour se tenir au courant de ce qui se passait dans ces localités, et que de nombreux anciens craignaient

ces enfants de toute évidence endoctrinés. Plus à l'est, bien des personnes étaient des cultivateurs locataires n'ayant aucun lien avec qui que ce soit, hormis leur propriétaire, et les propriétaires fonciers afghans pouvaient aussi bien vivre en Allemagne qu'à Kandahar. Le fait que ces gens n'aient aucune racine locale faisait problème pour n'importe quel effort de contre-insurrection, car les personnes n'habitant pas en permanence dans le district de Zharey n'avaient aucun lien avec le chef du district, l'ADD ou n'importe quel autre mécanisme de gouvernance¹⁰⁰.

L'Op JALEY se clôtura deux jours plus tôt que prévu. Le conseiller canadien en matière de développement, au QG FO Kandahar, n'en acceptait pas l'échéancier et a demandé de mettre fin à l'opération parce qu'elle empiétait sur les Journées de tranquillité, une trêve préconisée par l'ONU et des organisations connexes devant permettre la vaccination des enfants contre la poliomyélite. Quand le Bgén Vance s'est opposé à cela en faisant valoir que l'effet perturbateur de l'opération, en préparation de la relève sur position, importait davantage, le Commandement régional (Sud) a insisté pour que les Journées de tranquillité soient respectées. Le 20 mars, le Bgén Vance interrompait l'opération et ordonnait aux troupes de se retirer¹⁰¹.

Pendant que la Compagnie N se repliait en vue de pouvoir embarquer dans des hélicoptères et extrait de la zone, un EEI a tué trois hommes : le Cplc Scott Vernelli et le Cpl Tyler Crooks, membres du 3 RCR, et leur interprète. Cinq autres Canadiens et un autre interprète afghan ont été gravement blessés. Des hélicoptères canadiens ont évacué les soldats tués et les blessés. Quelques heures plus tard, un escadron de reco exécutant des patrouilles dans des véhicules Coyote dans le Shah Wali Kot a heurté un EEI qui a tué les Cvr Jack Bouthillier et Corey Hayes du Royal Canadian Dragoons, et blessé trois autres Canadiens¹⁰². Le bilan de quatre morts et neuf blessés subis en quelques heures pendant les prétendues Journées de tranquillité mettait la crédibilité de l'ONU en doute aux yeux de nombreux Canadiens et ne contribuait certes pas à rendre le Commandement régional (Sud) populaire au sein de la FO Kandahar.

Opérations dans le district de Panjwayi, en février et mars 2009

De février à mars, la situation dans le district de Panjwayi semblait avoir été mise en sourdine, quoiqu'elle demeurât explosive. Une compagnie afghane accompagnée de mentors canadiens patrouillait dans Mushan, pendant que la Compagnie M effectuait des sorties depuis Sperwan Ghar pour assurer la sécurité dans le quadrilatère de stabilité autour de la base de patrouille. L'Équipe de gestion de la construction qui pavait l'itinéraire Fosters manquait de véhicules, mais elle poursuivait ses travaux malgré tout. L'Escadron A sortait avec ses chars Leopard de Ma'Sum Ghar quand il le fallait, tandis que les mentors de la police étasunienne et canadienne collaboraient avec la police à Bazaar-e Panjwayi et le long des principaux itinéraires. Le Centre interarmées de coordination de district est demeuré le carrefour des activités de sécurité, et les équipes de la COCIM ont continué leur travail, en traitant en particulier avec le chef du district, Haji Baran. Le reste d'un kandak et ses mentors canadiens étaient aussi basés à Ma'Sum Ghar (voir les figures 5-6 et 5-6a).

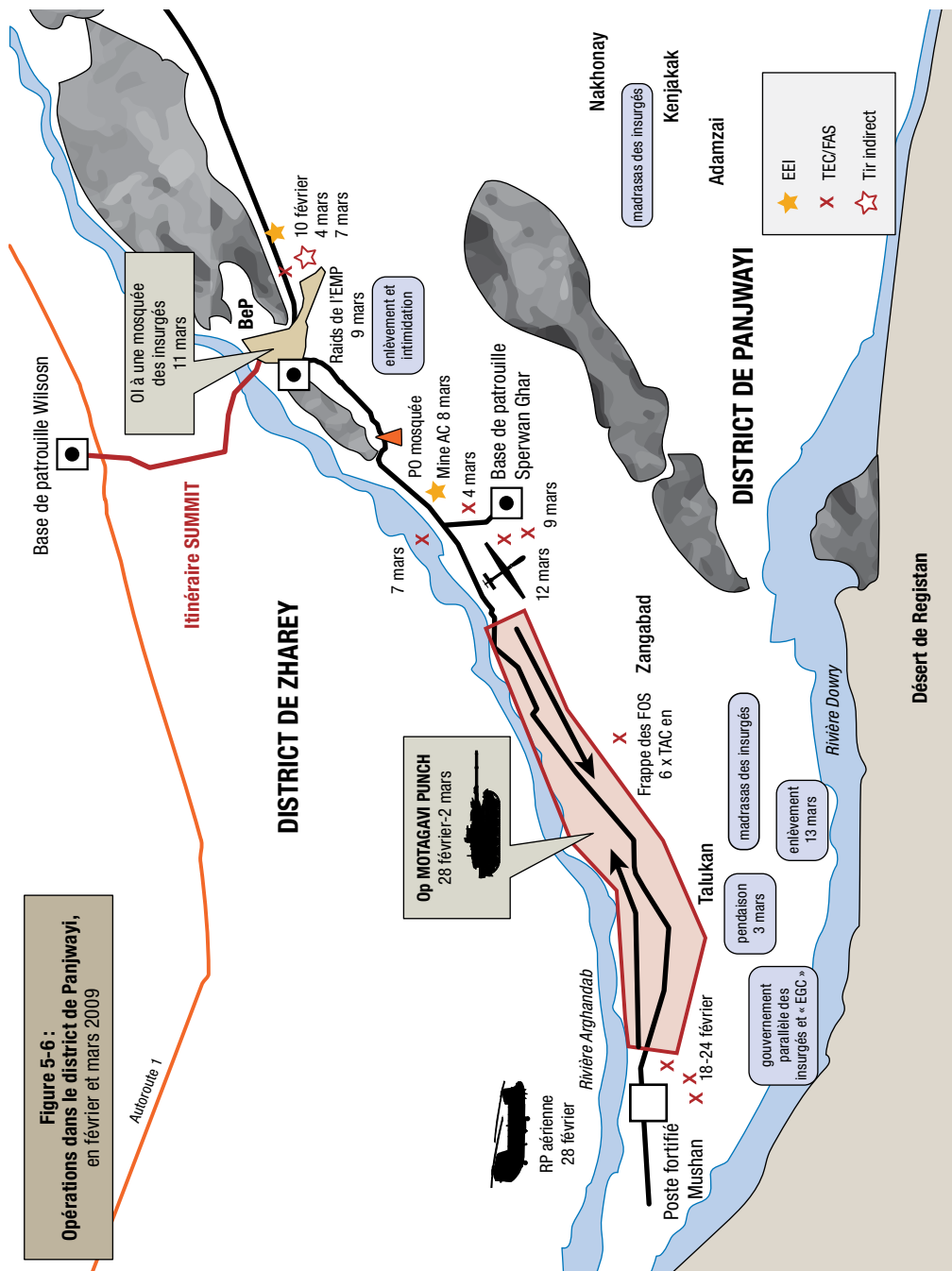


Figure 5-6 : Opérations dans le district de Panjiwayi, en février et mars 2009

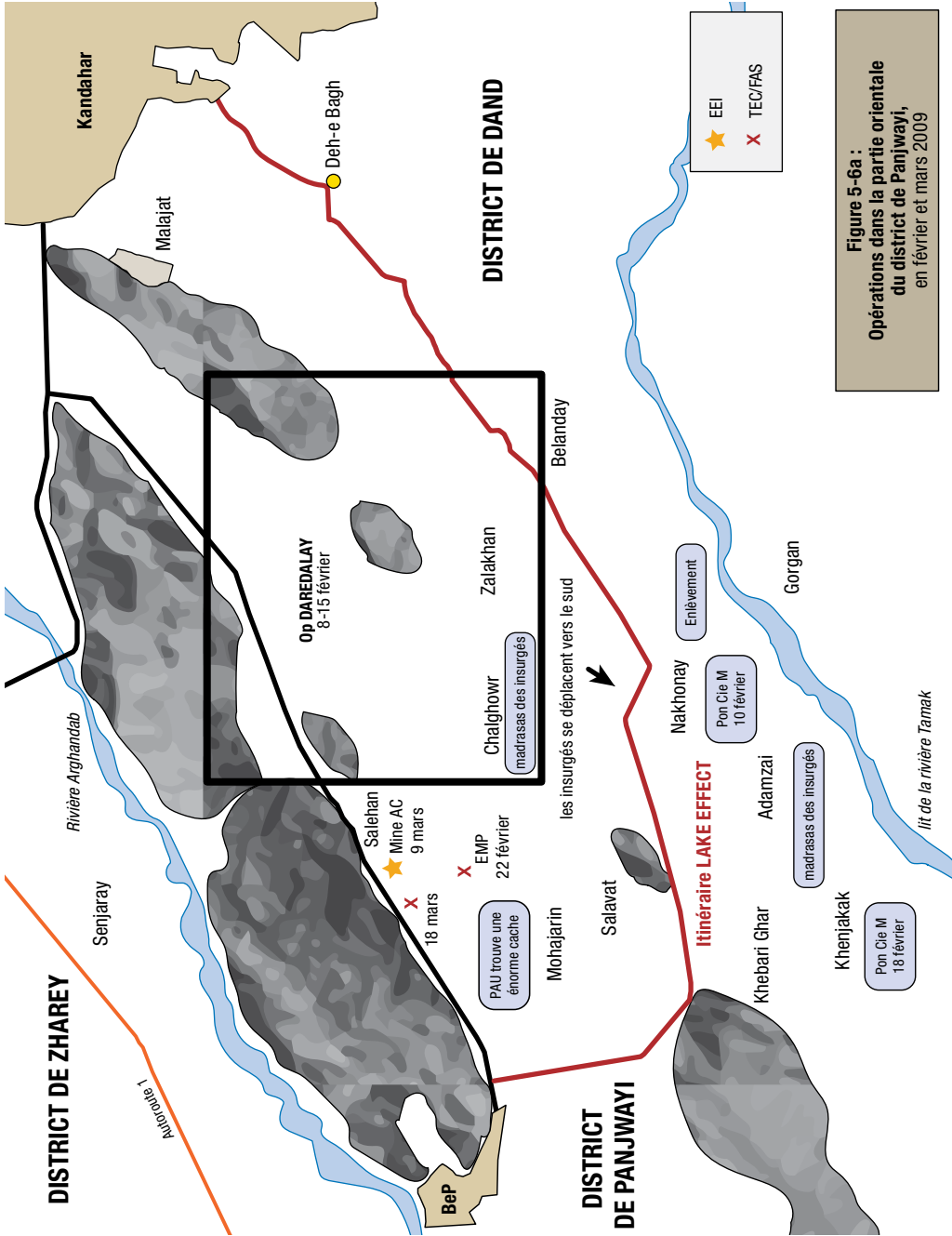


Figure 5-6a :
Opérations dans la partie orientale
du district de Panjwayi,
en février et mars 2009

Figure 5-6a : Opérations dans la partie orientale du district de Panjwayi, en février et mars 2009



Photo : Auteur

Le concept du Centre interarmées de coordination de district a gagné en maturité en 2009. La photo montre le CICD de Panjwayi, situé dans le nouveau Centre de district à l'est de Bazaar-e Panjwayi. Une équipe de soutien de district, semblable à une petite équipe de reconstruction provinciale, a fini par s'y établir.

Comme nous l'avons vu, une forte tension régnait dans la ligne d'opérations aux fins de la sécurité au Panjwayi. Mushan était isolée, et l'activité ennemie s'intensifiait au sud de Senjaray en direction de Salavat. Des insurgés basés à Nakhonay harcelaient le district de Dand. Qui pis est, les insurgés intimidaient les entreprises de téléphonie cellulaires en les incitant à fermer leurs réseaux la nuit, de manière que les habitants ne puissent pas communiquer avec le Centre interarmées de coordination de district pour signaler les activités des insurgés ou appeler à l'aide. La police n'était pas présente dans chaque localité.

D'aucuns voulaient qu'un accent plus grand soit mis sur la sécurité de la ville de Kandahar. Cela a donné lieu à l'opération canado-afghane interarmées DAREDELAY (Matraque), qui s'est déroulée pendant la première moitié de février. Dans le contexte de cette opération, la compagnie de protection de la force de l'ERP et la police de la ville ont organisé une gamme d'opérations dans les districts 2 et 6, deux quartiers favorables à l'insurrection dans le quadrant sud-ouest. En même temps, les mentors étasuniens et canadiens menaient des opérations de bouclage et de fouille dans les collectivités du district de Panjwayi situées juste à l'ouest des

districts 2 et 6, et les chars Leopard de l'Escadron A y exécutaient des patrouilles ainsi que dans les environs. Ces opérations n'ont pas donné grand-chose, et les habitants ont informé les mentors de l'ELMOP que tout le monde savait que les forces de la coalition s'en venaient¹⁰³.

Selon les évaluations, l'Op DAREDELAY a déplacé des chefs et du personnel ennemis, des véhicules et d'autres ressources qui existaient dans ces collectivités. Ces personnes se sont jointes à leurs confrères à Nakhonay, à Khenjakak et dans d'autres localités groupées le long de la chaîne de collines qui en est venue à être appelée la « chaîne Adamzai »¹⁰⁴. Le Lcol Barrett a envoyé la Compagnie M faire des patrouilles d'une journée dans Nakhonay, le 10 février, et dans Khenjakak, le 18 février. Encore une fois, la compagnie n'a pas trouvé grand-chose, mais les anciens de Salavat et d'autres villages voisins qui avaient observé l'Op DAREDELAY ont demandé une présence permanente de l'ANA dans leurs collectivités¹⁰⁵. Un seul incident lié à l'insurrection a eu lieu entre Nakhonay et Bazaar-e Panjwayi en février, et la population a semblé faire davantage confiance aux forces de sécurité. À la lumière de renseignements fournis aux équipes de mentors étasuniens travaillant avec la police afghane, les forces de sécurité se sont rendues dans plusieurs installations importantes des insurgés : refuges, fabriques et caches d'EEL. Dans une cache, douze obus de 155 mm, vingt obus de 82 mm, dix douilles d'obus éclairant et le matériel explosif connexe ont été trouvés et confisqués¹⁰⁶.

L'action s'est déplacée à Mushan vers la fin de février. Des patrouilles afghanes et canadiennes ont été en contact avec des forces ennemies à trois reprises, mais elles ont en général été libres de circuler même si elles n'ont pas pu se faire accompagner par les équipes de la COCIM, les spécialistes des OPPSY ou les agents de développement. Un de ces échanges de feux mérite une mention particulière, car ce fut le premier combat au cours duquel des hélicoptères canadiens ont tiré directement sur l'ennemi en Afghanistan. Quand un peloton afghan en patrouille avec ses mentors a été pris à partie, le Centre des opérations tactiques a fait dévier l'itinéraire d'un SUAV ScanEagle pour qu'il aille retrouver les attaquants. Deux CH-146 Griffon armés de canons Gatling sont rapidement arrivés et ont ouvert le feu sur l'ennemi embusqué; quand les réserves de carburant des Griffon ont diminué, ces derniers ont été remplacés par un appareil OH-58D Kiowa Warrior. Les insurgés se sont repliés pour échapper aux hélicoptères, et la patrouille est rentrée au poste fortifié de Mushan¹⁰⁷. Signalons que l'ennemi a soudainement délaissé ses radios ICOM pour adopter des téléphones cellulaires au milieu de ce combat, ce qui montrait qu'il était au courant de diverses capacités ISTAR de la coalition.

En ce qui concerne Mushan, le 1^{er} Bataillon de la 205^e Brigade (1-205 Brigade) voulait que la compagnie afghane, au poste fortifié, exécute une relève sur position; avec l'aide des hélicoptères, la manœuvre n'a pris que quelques jours et s'est faite entre le 28 février et le 2 mars. Toutefois, le Lcol Barrett a décidé d'exécuter l'Op MOTAGAVI PUNCH

le long du segment ouest de l'itinéraire Fosters, en même temps que les troupes afghanes quittaient les lieux par la voie aérienne. La Compagnie M et l'Escadron A, avec des sapeurs en appui, sont entrés à Talukan et ont livré cinq combats sans subir de perte. Des UAV en vol d'observation circulaire ont repéré de nombreux hommes en âge de combattre, mais il n'a pas été possible de les identifier catégoriquement et, partant, de faire feu sur eux. Il était évident que l'ennemi comprenait les règles d'engagement canadiennes et qu'il ne faisait voir aucune capacité susceptible d'être repérée et ciblée du haut des airs. Le deuxième jour, des petits groupes ont fait feu sur la Compagnie M à trois reprises avec des armes portatives, mais encore une fois, aucun des insurgés n'a pu être clairement identifié et attaqué. Le 2 mars, l'Op MOTAGAVI PUNCH a pris fin, et les forces susmentionnées sont retournées à leur base¹⁰⁸.

L'influence ennemie a continué de croître dans le district, malgré toutes ces interventions. Comme dans le Zharey, les insurgés percevaient des taxes dans le Panjwayi, ils y constituaient leur version de l'OTC et ils se mettaient à construire des routes; cette activité a été découverte à la fin de février, quand des observateurs ont aperçu des équipements de construction réquisitionnés dans un chantier à l'ouest de Mushan, dans la zone du « bazar taliban » [Traduction]. Il y a eu plusieurs enlèvements dans l'ensemble du district, y compris des parents de membres de la choura du district. Deux ont été pendus dans une mosquée près de Zangabad en mars. Des forces de la coalition ont trouvé un mollah protaliban en train de prêcher dans une mosquée en plein Bazaar-e Panjwayi et une cellule insurgée de dix hommes opérant depuis la zone du même nom. Élément encore plus inquiétant, quatre madrasas des insurgés ont été découvertes à Chalghowr, Talukan, Mushan et Khenjakak; les combattants y étaient endoctrinés et y apprenaient à se servir d'explosifs et d'armes. Cette situation était beaucoup plus grave que l'utilisation du district comme zone de manœuvre pour déclencher des attaques contre la FIAS, ou comme lieu de repos pour les combattants agissant dans le Zharey, car les insurgés remettaient ainsi directement en question le contrôle exercé par le gouvernement afghan sur la population de secteurs hors de la portée de l'influence de la coalition. Cependant, il était extrêmement difficile de relever le défi en l'occurrence, étant donné le nom du chef de district, ses relations et ses penchants¹⁰⁹.

Des renseignements utiles ont été recueillis par l'intermédiaire de la police encadrée par le Canada, en particulier par le colonel Faiz Mohammad Khan, représentant local de la DNS. La police qui travaillait avec des équipes de mentors étasuniens a ainsi réussi à démanteler de nombreuses caches d'armes. Encore une fois, le problème résidait dans le chef du district, Haji Baran.

La gouvernance dans le district de Panjwayi continue à souffrir sous la direction de Haji Baran. Des rumeurs sur son congédiement circulaient dans tout le Panjwayi et, bien qu'elles étaient fausses en fin de compte, il est possible que le gouverneur prenne des mesures à cet égard le mois prochain. Divers anciens de la choura de district continuent d'en boycotter la réunion hebdomadaire, ce qui en fait un organe dysfonctionnel et improductif¹¹⁰. [Traduction]

Un ancien chez les Afghans, intimement au courant de la situation au Panjwayi, a fait connaître son opinion aux Canadiens :

Si Baran perd son poste de chef de district, on croit qu'il se rendra au Pakistan et qu'il deviendra l'un des commandants supérieurs des insurgés. Cependant, [Baran] essaie de conclure des alliances avec d'autres chefs tribaux du Panjwayi pour consolider sa position ... [Traduction]

C'est là que la situation a vraiment versé dans la politique provinciale et dépassé les limites de la gouvernance de district. Arif Noorzai (beau-frère d'Ahmad Wali Karzai, le chef du Conseil provincial), principale personne d'influence de la tribu des Noorzai, a intimidé les sept Noorzai qui siégeaient au Conseil pour les amener à encourager Haji Baran à rester chef de district¹¹¹. La conclusion inévitable était que, peu importe ce que Haji Baran ferait ou ne ferait pas, il bénéficiait de la protection d'Ahmad Wali Karzai. La vérité à laquelle personne ne voulait vraiment faire face à ce moment-là était qu'Ahmad Wali Karzai, qui pouvait influencer la situation au Panjwayi, avait plutôt choisi de ne pas appuyer les efforts que le Canada faisait pour établir dans le district un service de police professionnel, un solide appareil de sécurité et une saine gouvernance.

Le chef de police du district, Essa Khan, tenait à convoquer une réunion de la choura sur la sécurité, sans que Haji Baran soit présent. De surcroît, il rabrouait les membres du personnel de la COCIM et de l'ELMOP quand ces derniers lui posaient des questions sur l'embuscade suspecte qui avait été tendue à la police sur l'itinéraire Fosters et à laquelle la force d'Essa n'avait pas réagi. Baran prétendait contrôler Bazaar-e Panjwayi, mais les opérations des insurgés y étaient étrangement fréquentes, et on posa d'autres questions à ce sujet. À la fin de mars, le commandant de la DNS à Kandahar avait accusé le dévoué et efficace colonel Faiz d'entretenir des liens trop étroits avec ses mentors canadiens et lui avait abruptement dit de prendre sa retraite. Faiz, qui n'avait pas ménagé les efforts pour rétablir la sécurité dans la Panjwayi, a été « profondément troublé » [Traduction], mais il a refusé de quitter son poste¹¹².

D'autres signes d'une grave corruption se sont faits jour dans les activités liées au projet de pavage de l'itinéraire Fosters, que Haji Baran détestait au point d'avoir fait part de ses sentiments à l'Équipe de la COCIM. Des membres de l'entourage de Baran extorquaient de l'argent aux ouvriers, qui étaient des Panjwayiens de la région payés à même les coffres du

gouvernement canadien. En mars, la violence envers les ouvriers s'est accentuée : certains ont été enlevés ou la cible de tirs d'armes légères, et un EEI a même été posé dans leur aire de repos. Il était facile de supposer que ces actes d'intimidation étaient attribuables aux insurgés et qu'ils visaient à entraver un important projet d'infrastructure, mais le personnel de l'organisation chargée des travaux de construction croyait que Haji Baran avait orchestré tout cela, parce qu'il n'avait pas eu sa part du gâteau à l'époque de Laroche quand le projet avait été mis en œuvre¹¹³.

Comme l'accent était davantage mis sur les opérations à Kandahar et que celles-ci retenaient plus d'attention, qu'allait-il advenir du district troublé de Panjwayi?

Opérations dans les districts d'Arghandab et du Bas-Shah Wali Kot, en février et mars 2009

Au début de 2009, le régime de gouvernance s'était effondré dans le district d'Arghandab. Le chef de ce dernier, Ghulam Farooq, avait démissionné en décembre, et il a fallu attendre à la mi-février pour que son successeur, Haji Abdul Jabar, accepte de lui succéder¹¹⁴. L'Équipe de la COCIM, qui avait réduit l'étendue de ses activités dans l'Arghandab, a finalement réussi à faire signer quelques contrats de développement par les vestiges de l'ADD¹¹⁵. Cependant, quand les agents de la COCIM ont creusé davantage la situation en Arghandab, ils ont découvert que la majorité des membres de la choura connaissait mal les programmes de développement de l'ERP. En approfondissant encore plus la question, ils en sont venus à croire que « la plupart des anciens du village [vivaient] à Kandahar et qu'ils [s'aventuraient] rarement en dehors des villages qu'ils représentaient parce qu'ils craignaient pour leur sécurité¹¹⁶. » [Traduction]

Dans le Shah Wali Kot, le chef de police, Haji Daro Khan, n'aimait que l'ADD ait demandé des soumissions à certaines collectivités qui voulaient accéder aux fonds affectés à la COCIM. Les agents de la COCIM étaient divisés : était-ce parce que les membres de l'ADD n'étaient pas abouchés avec lui et qu'il n'avait donc pas sa part du gâteau, ou l'ADD était-elle corrompue elle-même? La question suscitait une tension constante. À tout le moins, l'inscription électorale dans le Shah Wali Kot progressait mieux que dans l'Arghandab¹¹⁷.

Le Maj Dean Tremblay et son Escadron de reco éprouvaient de sérieuses difficultés. Il leur incombait encore de voir à ce que l'itinéraire de service principale reste ouverte jusqu'à Tarinkot, d'occuper la FOB Frontenac et d'appuyer les opérations d'arpentage et d'évaluation autour du joyau dans la couronne du développement canadien, le barrage de Dahla, que SNC Lavalin était en train de remettre à neuf dans le cadre de l'Op SAY. À cause des attaques à l'EEI, l'Escadron de reco avait déjà subi des pertes, et il était privé de plusieurs véhicules. Par ailleurs, les stocks de pièces de rechange des véhicules de surveillance Coyote étaient presque épuisés¹¹⁸ (voir la figure 5-7).

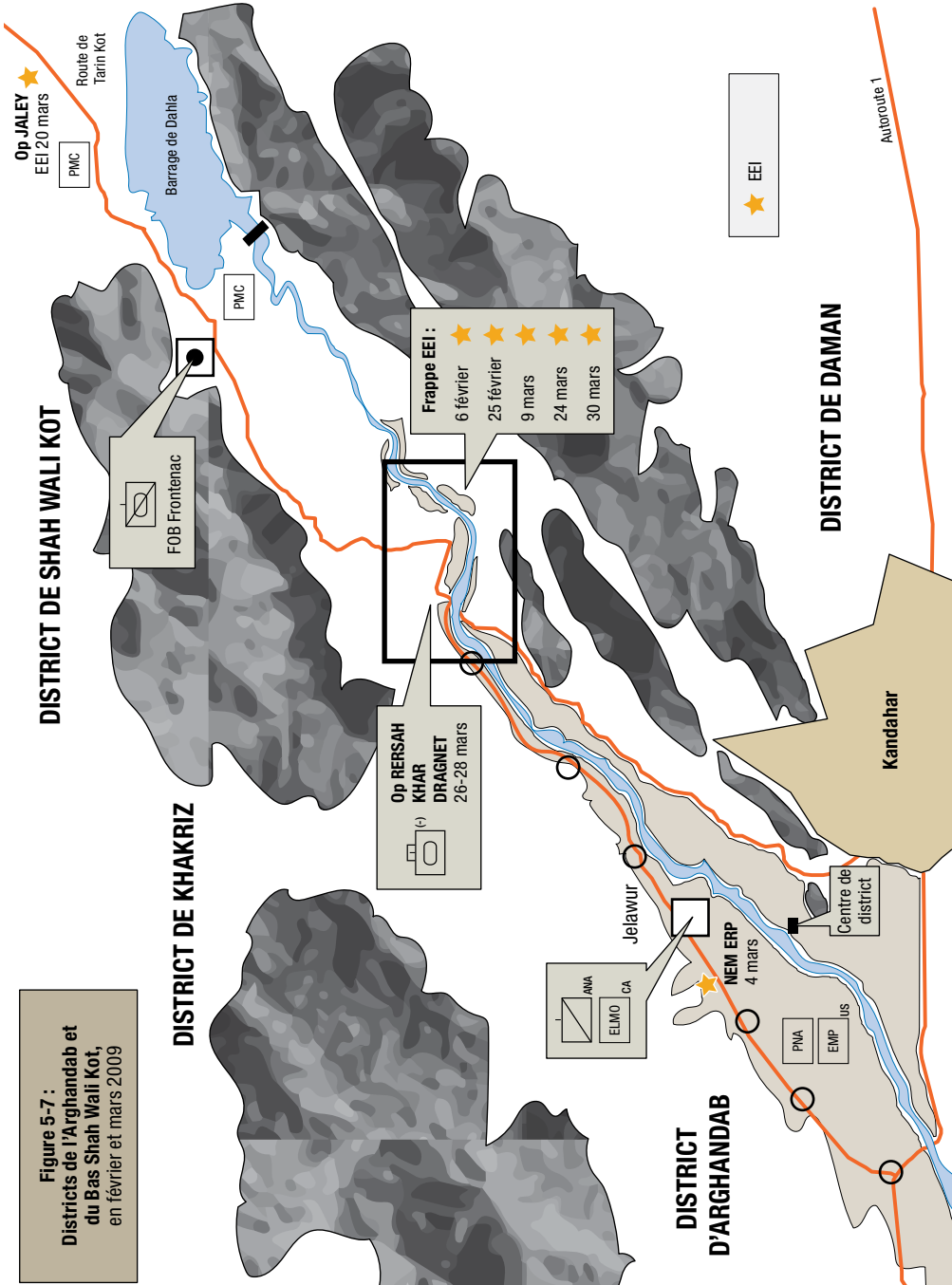


Figure 5-7 : Districts de l'Arghandab et du Bas-Shah Wali Kot, en février et mars 2009

Pour ce qui est des alliés afghans de l'Escadron de reco, les questions foncières en suspens concernant le poste fortifié Jelawur n'avaient pas été réglées en mars, ce qui laissait dans l'incertitude cette compagnie de l'Armée afghane désormais sans mentor. L'ELMO a décidé de ne pas insister sur la question auprès de l'ANA et de s'en servir plutôt pour « encourager le 1-205 Brigade à exploiter au maximum ses ressources intégrantes du Génie pour établir un nouveau poste fortifié de l'ANA » [Traduction]. L'ELMO et le Génie de la Force opérationnelle avaient préparé le terrain, mais ils attendaient l'aval des autorités afghanes avant de commencer les travaux¹¹⁹. La PNA, commandée par Zmaray Khan, était en période de perfectionnement ciblé par district en février, ce qui a réduit l'ampleur des services de sécurité dans le district¹²⁰. L'Équipe de mentorat de la Police des États-Unis est restée sur place pour renforcer la Police afghane du maintien de l'ordre civil qui remplaçait les hommes de Khan.

Pendant le débordement d'activité au barrage de Dahla et dans les environs, l'Escadron de reco et ses alliés ont subi de lourdes pertes attribuables à des EEI. La plupart des attaques ont eu lieu sur l'itinéraire Oregon juste au-delà du point de contrôle Darryl, où divers itinéraires convergeaient vers les ponts enjambant la rivière Arghandab. Un VBL III servant de poste d'observation a été mis hors de combat le 6 février; l'incident a fait deux blessés. Ensuite, le 8 mars, une troupe de reco de sécurité au barrage a été touchée : le cavalier Marc Diab a été tué, et quatre autres soldats ont été blessés. Le 20 mars, les cavaliers Jack Bouthillier et Corey Hayes sont morts quand leur véhicule Coyote a fait exploser un EEI¹²¹.

Les mentors de la police étasunienne s'étaient trouvés au mauvais endroit, au mauvais moment, quand ils évaluaient la localité près de Mansurabad, le 24 mars. Leur Hummer surblindé a fait exploser un gros EEI qui l'a détruit complètement et tué le Capt Brian Bunting et les Sgt Schuyler Patch, Scott Stream et Daniel Thompson. Les mentors de la police canadienne et un Escadron de reco se sont portés au secours des Américains, mais il était trop tard. Tandis que le conducteur du Maj Tremblay faisait reculer son véhicule, celui-ci a heurté un EEI qui n'a pas explosé complètement, ce qui a obligé les sapeurs à ratisser le secteur¹²².

La police afghane a trouvé un EEI sur l'itinéraire Red Dog, le 4 mars. La force de réaction rapide de l'ERP, qui comprenait l'Équipe de NEM, est intervenue et a détruit l'engin. Pendant que l'Équipe de NEM se retirait, son véhicule BISON a fait sauter un autre EEI, qui était énorme et qui a tué l'Adj Dennis Brown (The Lincoln and Welland Regiment), le Cpl Dany Fortin (425^e Escadron) et le Cpl Kenneth O'Quinn (Quartier général et Escadron de transmissions du 2 GBMC). À la fin de mars, les forces coalisées avaient perdu 23 soldats : onze avaient été tués (six Canadiens et cinq Américains) et 12 avaient été blessés, dans le cadre des efforts faits pour garder la route ouverte jusqu'au barrage de Dahla.

CHAPITRE CINQ



Photos : gracieuseté du Lcol Dean Tremblay



Photos : gracieuseté du Lcol Dean Tremblay

L'Escadron de reco dans le district d'Arghandab a essuyé le gros des attaques aux engins explosifs improvisés et il a payé un lourd tribut au cours d'une mission dite « d'économie de forces » dont l'objet était de maintenir les itinéraires ouverts jusqu'au barrage de Dahla.

Le Bgén Vance essayait d'amener le gouverneur Wesa, Ahmad Wali Karzai du Conseil provincial et le chef de district Haji Abdul Jabar à assumer la responsabilité de la sécurité dans leurs régions et à rendre des comptes à cet égard¹²³. Des avertissements sévères donnés à la population des districts d'Arghandab et de Shah Wali Kot n'ont à peu près eu aucun effet, même après la tenue d'une choura de 60 hommes avec les anciens des deux districts; la pose d'EEI a continué. De toute évidence, ce n'était pas dans l'intérêt d'Ahmad Wali Karzai de faire de grands efforts dans le district d'Arghandab. Ses motifs demeuraient obscurs, mais si on les situait dans le contexte de ce qui s'était passé dans ce district depuis novembre 2006, l'absence d'intervention en mars 2009 n'avait rien de surprenant.

La réponse du Canada a consisté à examiner l'état de la surveillance aérienne dans le ciel de la zone, un peu comme il l'avait fait à la verticale de la Route n° 1. Après analyse, la FO Silver Dart a conclu que « [l]e transfert des ressources de renseignement, surveillance et reconnaissance (RSR) de la FO Kandahar à partir du Zharey-Panjwayi jusqu'au district d'Arghandab entraînerait probablement le retour de la menace des EEI dans le Zharey-Panjwayi¹²⁴ » [Traduction]. Le Bgén Vance a dit qu'il fallait trouver une solution. Quand des CH-146 Griffon ont vu leur trajectoire dévier vers Arghandab pour surveiller les opérations de la police du haut des airs, l'un deux a essuyé des tirs d'armes légères¹²⁵. Le GT a alors dépêché à l'Escadron de reco une troupe de chars Leopard, un peloton d'infanterie muni de VBL III, une section du Génie et deux véhicules blindés du Génie. Il a alors été proposé de déployer aussi une capacité d'ouverture d'itinéraire de circonstance (COIC) composée de véhicules anti-EEI, mais aucun véhicule de ce genre n'était disponible à cause de graves problèmes de maintenance.

Avec des ressources minimales, le GT a conçu et organisé l'Op RERSHAH KHAR DRAGNET pour intensifier les opérations dans les localités longeant l'itinéraire Oregon entre les districts d'Arghandab et de Shah Wali Kot afin d'y « empêcher la pose d'EEI et de renforcer la confiance des soldats de l'Esc D¹²⁶ » [Traduction]. La force s'est déplacée jusque dans le secteur de Sayeed Alim Kalay/Dameneh. Avec l'appui de la troupe de chars Leopard, le peloton d'infanterie a exécuté une opération de bouclage et de fouille dans les enceintes. Les sapeurs ont trouvé du matériel explosif et l'ont fait sauter sur place, puis ils se sont servis d'un véhicule Badger pour interdire l'utilisation de l'enceinte d'entreposage, c'est-à-dire qu'ils l'ont détruite. L'opération a pris fin le 26 mars¹²⁷, mais la question se posait toujours : que fallait-il faire dans l'Arghandab et le Shah Wali Kot?

Opérations dans la ville de Kandahar, en février et mars 2009

Quand nous avons examiné la dernière fois les opérations menées dans la ville de Kandahar, les insurgés étaient passés d'une campagne d'assassinats dirigée contre la police à une campagne qui ciblait l'inscription électorale. Dans leurs évaluations, les Canadiens

ont confirmé que les insurgés avaient lancé une campagne à plusieurs volets pour dissuader les membres de la population locale de s'inscrire comme électeurs. Cette campagne comprenait ce qui suit : la diffusion de rumeurs selon lesquelles les centres d'inscription électorale étaient ciblés par des attaques suicides à l'EEI, une distribution de lettres la nuit, des menaces physiques et la prise à partie du personnel assurant la sécurité de l'inscription des électeurs¹²⁸. Cependant, il était difficile de faire la différence entre une campagne particulière contre l'inscription électorale, d'une part, et, d'autre part, les objectifs d'une campagne plus vaste formulés par le mollah Omar à la choura de Quetta et à ses commandants du réseau de la ville de Kandahar. Le chef taliban a exigé un « accroissement de la cadence opérationnelle » [Traduction] dans la ville; les réseaux devaient « inciter les insurgés à perpétrer plus d'attentats à Kandahar et à accroître le recrutement d'insurgés et les efforts de propagande dans les mosquées de la ville¹²⁹ » [Traduction]. Les ressources ISTAR ont été abondamment utilisées pour repérer et prévenir les actions ennemies dans cette zone.

Un attentat à la bombe aurait été perpétré au Centre d'inscription électorale de Kandahar le 3 février. Il n'y aurait eu aucun dommage, mais le prétexte aurait donné à l'agent de sécurité des élections provinciales une excuse pour fermer le centre « temporairement ». En lisant entre les lignes, les Canadiens au Centre provincial de coordination soupçonnaient bien quelque chose, mais ils ne pouvaient aucunement prouver qu'il y avait eu méfaits¹³⁰.

Un AVERTISSEMENT DE MENACE diffusé le 2 février a été jugé assez crédible pour que la FO Kandahar évacue subrepticement tous les employés civils canadiens et étasuniens du Camp Nathan Smith vers le KAF¹³¹. Un CH-47 Chinook canadien et ses CH-146 Griffon d'escorte ont assuré le transport du personnel au cours de ce qui est devenu la première opération de la Force d'hélicoptères du Canada¹³². Pendant que les spécialistes du renseignement cherchaient à exposer la menace de manière plus précise, la FO Kandahar concevait des ripostes avec les organisations alliées. L'une d'elles était l'Op DAREDELAY (Matraque), qui comportait une série de manœuvres de perturbation exécutées par le GT et la PNA dans les localités du district de Panjwayi, au sud-ouest de la ville. La compagnie de protection de la force de l'ERP, qui travaillait avec la police afghane, a produit une grille de patrouille qui l'a amenée dans les districts n^{os} 2 et 6, là aussi pour mener des activités de perturbation. Plus tard, l'Op DAREDELAY a pris de l'ampleur : à la compagnie de protection de la force, qui exécutait des patrouilles à pied et débarquées avec la police, se sont ajoutés des détachements canadiens de la CIVPOL, des opérations psychologiques et de NEM¹³³. Avec, en outre, ses effets perturbants et ses patrouilles de sécurisation, l'Op DAREDELAY a de toute évidence épouvanté certaines cellules d'insurgés qui ont plus tard été identifiées comme faisant partie du réseau Jabar Agha. Après cette opération, des forces d'opérations spéciales ont repéré et ciblé deux des chefs du réseau; quand les remplaçants de ces derniers ont été envoyés depuis le Pakistan, les forces coalisées les ont interceptés à Spin Boldak¹³⁴.

Battant l'air, le réseau Jabar Agha s'est servi de ce dont il disposait pour attaquer les cibles à sa portée. Des opérations de la coalition ont aussi enrayé une tentative d'assassinat qui visait Ahmad Wali Karzai; le complot avait peut-être inclus l'infiltration de son cénacle intérieur ou de sa force de sécurité personnelle. Le CCO-P a transmis à Karzai un MESSAGE D'ALERTE fondé sur des renseignements canadiens¹³⁵. Le 16 février, une attaque à l'EEI contre le chef de la police provinciale, Matiullah Qati Khan, a failli réussir : un garde du corps a été tué et quatre autres ont été blessés. Le 17 février, une attaque d'envergure s'avérant inefficace a été exécutée près du Palais du gouverneur. Elle visait de toute évidence à éliminer Ghulam Haider Hamidi, maire de la ville de Kandahar. Ensuite, le 24 février, un motocycliste transportant un EEI s'en est pris au Lgén Sardar Mohammad Zazai, commandant du 205^e Corps d'armée; l'attentat a échoué, mais quatre personnes ont été blessées. Le maire a été la cible d'une autre attaque le 15 mars, mais les assassins l'ont raté; six autres personnes ont été tuées. L'opposition en étant de toute évidence réduite à son équipe C, les chefs insurgés ont temporairement suspendu les opérations pour panser leurs blessures et réfléchir à leurs échecs.

Les Afghans en avaient eu assez et ils ont dit aux Canadiens qu'ils comptaient exécuter une série d'opérations de bouclage et de fouille dirigées par le Renseignement et faisant intervenir l'ANA, la PNA et la DNS. Les Afghans avaient dressé des plans ambitieux pour mener deux grandes opérations par semaine dans la ville et, sans faire d'éclats et sans planification ni coordination détaillées, ils ont déclenché la première le 29 mars avec 100 policiers, 100 soldats et 20 officiers de la DNS dans le district n° 9, dans le quartier nord. Ont été pris 15 individus figurant sur la liste de surveillance de la DNS, trois faux policiers armés de fusils AK-47, mais n'ayant aucune pièce d'identité et un fabricant de bombes se spécialisant dans les vestes munies d'explosifs; en outre, plusieurs caches d'armes ont été découvertes. Bien que n'étant pas coordonnée, l'opération a montré aux Canadiens quelque peu étonnés que les Afghans étaient tout à fait capables de produire des résultats quand ils le voulaient, au moment qui leur était opportun¹³⁶.

Pendant tout ce temps, les équipes de la COCIM de l'ERP ont fait des sorties depuis le Camp Nathan Smith. En vertu de la nouvelle orientation adoptée par la FO Kandahar, des évaluations détaillées des services municipaux de base étaient nécessaires; cela supposait des visites de la station de traitement de l'eau et du service des incendies. Leur évaluation de la station de traitement a été particulièrement révélatrice :

[La station de traitement de l'eau] emploie 63 personnes. Apparemment, aucun employé n'a fait d'études postsecondaires. Beaucoup d'employés possèdent de 20 à 30 années d'expérience sur le terrain. La Banque mondiale a fourni 3 000 compteurs d'eau pour

permettre la mesure de l'eau consommée par les ménages et d'autres utilisateurs et faciliter la collecte des revenus. Ces compteurs ont été livrés, en même temps que d'autres débitmètres, il y a environ huit mois, et ils sont encore dans des conteneurs maritimes [...] Toutes les instructions sont rédigées en anglais¹³⁷. [Traduction]

Pour ce qui est du service des incendies :

Le commandant du détachement n'était pas très content de voir arriver la patrouille. Il y avait eu de nombreuses visites dans le passé et elles n'avaient rien donné. Le poste de pompiers ne répond qu'aux alertes incendie. Pour ce faire, il dispose de deux véhicules opérationnels qui sont vieux d'environ 40 ans et qui en ont l'air. La formation est donnée sur le tas et de vive voix à partir de ce que les commandants apprennent quand ils vont à Kaboul. Les pompiers ne reçoivent aucune formation professionnelle. Le commandant du poste a déclaré que le service répond à trois ou quatre appels par jour en moyenne, soit 15 ou 16 par semaine¹³⁸. [Traduction]

Les agents de la COCIM et le personnel de l'ACDI ont fait l'impossible pour aider le maire et son personnel novice à se faire une idée de ce qui fonctionnait et ce qui n'allait pas, mais il s'agissait d'une tâche colossale.

Le personnel de la FO Kandahar a amélioré sa connaissance de la situation à Kandahar pendant toute l'année 2009, car plus de ressources étaient affectées à la compréhension de ce qui se passait. Les principales éminences grises de la ville et leurs activités étaient désormais associées en général à des districts particuliers (voir la figure 5-8). Haji Murcha Agha, chef religieux antitaliban, conservait un degré d'influence qui variait beaucoup dans les districts nos 3, 6 et 7. Les collectivités de Popalzai et de Barakzai dominaient le district n° 3, un secteur stable urbano-rural où les insurgés étaient peu nombreux. Le district n° 6 comptait des résidents barakzai, alikozai et popalzai dans sa partie urbaine et des Noorzai dans sa partie rurale, tandis que le district n° 7 était un secteur rural où vivait une population mixte de Noorzai-Alikozai. Les districts nos 6 et 7 étaient considérés comme étant des points de transit pour les insurgés arrivant des districts d'Argbandab, de Zharey et de Panjwayi¹³⁹.

Haji Arif Noorzai, beau-frère du chef du Conseil provincial Ahmad Wali Karzai, avait des liens avec la police de Kandahar par l'intermédiaire de son frère Mirwais. La zone d'influence de Noorzai tendait à se situer dans le secteur de Malajat, au sud des districts nos 6 et 7 qui, il ne faut pas s'en surprendre, étaient dominés par les Noorzai. Malajat, comme nous l'avons vu, était le terminal historique de la route empruntée par les insurgés talibans venant du district de Panjwayi.

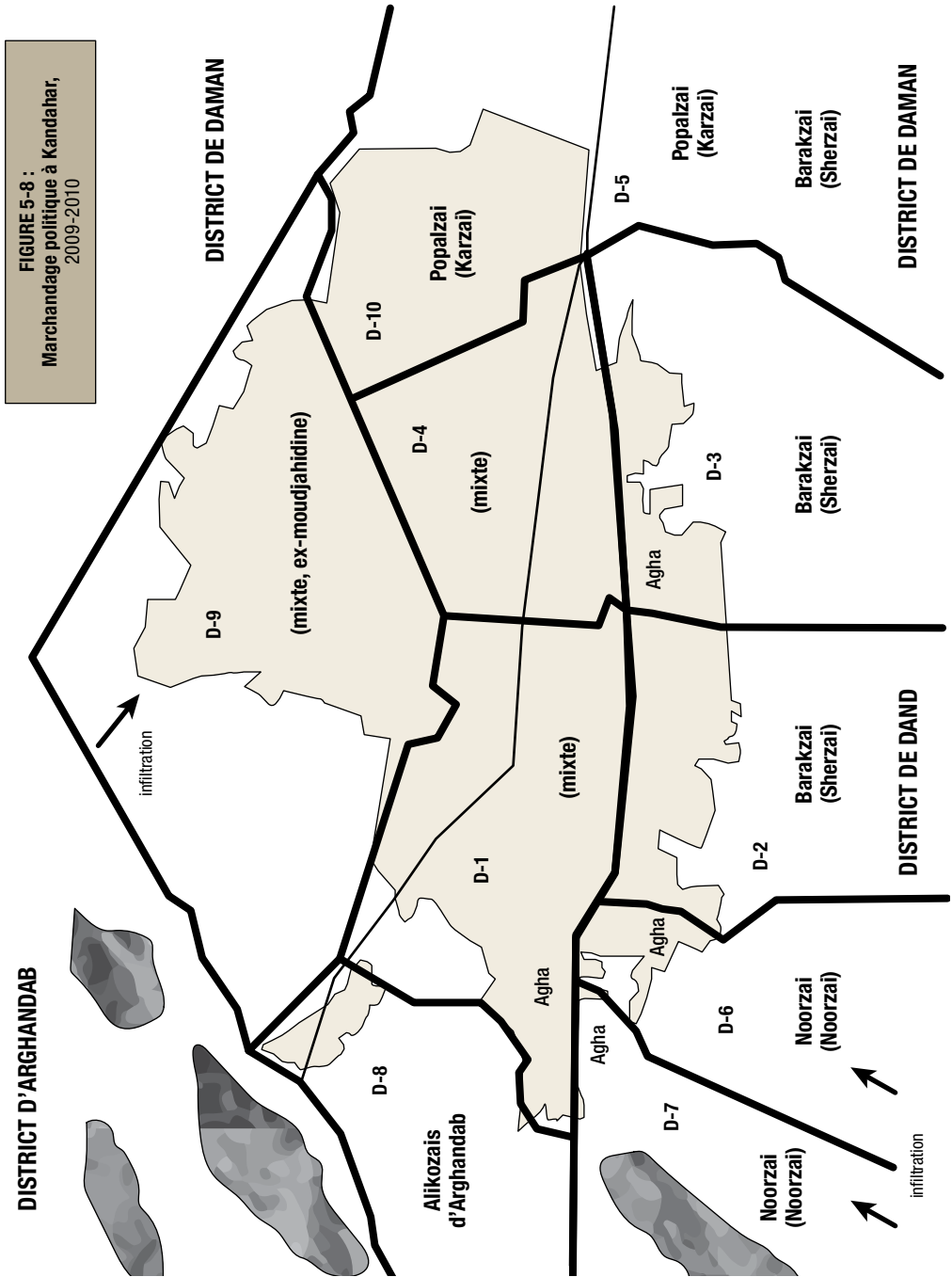


FIGURE 5-8 :
Marchandage politique à Kandahar,
2009-2010

Figure 5-8 : Marchandage politique à Kandahar, 2009-2010

Les Sherzai, qui avaient été exclus de l'appareil de gouvernance par les Karzai, avaient alors regroupé leurs activités commerciales dans plusieurs entreprises de construction très présentes dans le secteur de l'aménagement de terrains, dans les districts n° 2, 3 et 5. Le district n° 2 comprenait surtout des Barakzai, et la population du district n° 5 était formée d'un mélange de Popalzai et d'Achakzai et de nomades kutchies sédentaires. Les Karzai étaient influents dans les districts n° 5 et 10 composés surtout de Popalzai. Ahmad Wali Karzai avait d'importants intérêts dans des entreprises des secteurs du transport et de la sécurité installées dans le district n° 10 et des holdings immobiliers de bonne taille dans les districts n° 2, 3, 5 et 10¹⁴⁰.

Les districts nos 1 et 4 comprenaient la Vieille Ville, et des membres de diverses tribus y vivaient : ils constituaient en fait les centres de la gouvernance et de l'économie de la ville, là où toutes les entités se rencontraient pour faire des affaires. Le district n° 8 était à bien des égards un prolongement, dans les régions rurales, du pouvoir qu'exerçaient les Alikozai dans l'Arghandab, mais il était constitué de membres de diverses tribus dans la ville même. Enfin, dans le district n° 9, de nombreux *moudjahidines* des années 1980, à la retraite ou au chômage, vivaient aux côtés d'ouvriers des services, de personnes déplacées et de toute une gamme de travailleurs migrants non qualifiés. Aucune des éminences grises de Kandahar ne semblait avoir ou vouloir exercer une influence digne de mention dans ce district¹⁴¹.

Les insurgés ont infiltré les parties urbaines du district n° 9 depuis la campagne de la partie nord du district d'Arghandab et ont reçu un appui pour leurs opérations par la route sud-ouest empruntée par les insurgés venant du Panjwayi et du Dand. De toute évidence, la dynamique du district n° 6 intéressait la FO Kandahar, en raison du lien avec le Dand et le Panjwayi, puis vers les districts du Zharey et de Maywand. Si la FO Kandahar voulait défendre la ville de Kandahar à proximité, elle devait comprendre et développer la relation entre le Dand, le Malajat et le district n° 6.

Où les Américains iront-ils?

Au début de 2009, les Américains avaient solidifié leurs plans concernant la configuration de leurs forces qui allaient arriver : l'Équipe de combat de la Brigade Stryker et une brigade d'aviation de combat devaient se déployer dans la province de Kandahar immédiatement et, plus tard, un quartier général divisionnaire devait se charger du Commandement régional (Sud). Afin de faire complément à cette présence militaire étasunienne accrue, des représentants du Département d'État, d'USAID et d'autres organismes arriveraient également, notamment des vétérans chevronnés ayant participé à la guerre en Iraq¹⁴². Ce flot de ressources risquait de déstabiliser complètement la structure, la stratégie, les mesures (efficaces) et les programmes établis par la Force opérationnelle Afghanistan de David Mulroney à Kandahar. Du côté militaire, toutes ces ressources étaient susceptibles

de réduire sensiblement l'importance de la contribution canadienne à l'effort global de la coalition, non seulement dans la province.

Les commandants canadiens avaient été convenablement prévenus à l'automne 2008 de l'arrivée de la Brigade Stryker à Kandahar dans le cadre de la vague McKiernan, mais ils ne savaient pas au juste où la nouvelle formation serait envoyée¹⁴³. La FO Kandahar croyait que Sarah Chayes, qui militait pour les Alikozai, pressait le Gén McKiernan, commandant de la FIAS, de déployer un bataillon de la Brigade Stryker dans le district d'Arghandab. Cette évaluation est devenue un important sujet de discussion dans certains milieux à Ottawa, car elle impliquait que le projet du barrage de Dahla serait protégé par des Américains¹⁴⁴.

Cependant, au sein de l'état-major canadien, on s'interrogeait sur la structure de la Brigade Stryker et on se demandait si elle était adéquate au regard de l'environnement de Kandahar. C'était une brigade d'infanterie dotée de technologies de pointe et munie des moyens pour mener une guerre réseautique contre un adversaire conventionnel. Elle ne possédait ni Équipe de la COCIM ou des OPPSY, ni UAV, ni cellule de connaissance de la situation (blanc), et elle n'avait à peu près aucun élément de Génie construction. En fait, la formation n'avait pas les outils qu'il lui fallait pour mener une lutte anti-insurrectionnelle décentralisée, bien que l'unité de détection des agents nucléaires, biologiques et chimiques eût été restructurée pour remplir certaines de ces tâches. Les unités de la Brigade Stryker tendaient à être liées à leurs véhicules et à leur technologie, contrairement à l'infanterie canadienne qui passait facilement des opérations embarquées exécutées avec des véhicules VBL III à des patrouilles à pied, puis à des assauts aériens avec hélicoptères, puis de nouveau à des opérations embarquées. Certains planificateurs canadiens craignaient que les unités de la Brigade Stryker dans la province de Kandahar ne se limitent à la route et s'exposent ainsi à l'arme préférée des insurgés, les EEI. Or, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, toutes les zones d'opérations ne sont pas accessibles par la route¹⁴⁵.

Pendant que les membres de l'état-major à la FO Kandahar s'occupaient des aspects géographiques liés à l'arrivée des forces étasuniennes avec leurs homologues des Forces terrestres des États-Unis, le MAECI et l'ACDI se démenaient pour définir une stratégie qui permettrait de maintenir l'influence canadienne dans la province. Ils voulaient une équipe canado-étasunienne intégrée qui ferait fond sur les relations existantes établies par l'ERP. Ils ont offert aux É.-U. de cosigner la version révisée du Plan d'action Kandahar, une fois qu'elle serait achevée. Ils ont demandé aux É.-U. de désigner un équivalent étasunien du RCK et ils ont exprimé l'idée que le Canada conserve le contrôle des aspects civils de la mission jusqu'en 2011 par l'intermédiaire du RCK et, par extension, celui de la composante civile de l'ERP. Les É.-U. étaient parfaitement conscients des préoccupations du Canada qui étaient axées sur « son désir d'avoir son mot à dire sur la constitution et la définition des tâches des missions civilo-militaires alliées dans le territoire relevant du

[Commandement régional (Sud)]¹⁴⁶ », et ils étaient disposés à faire un effort pour « apaiser » [Traduction] le Canada dans l'espoir qu'il prolongerait sa mission de combat au-delà de l'échéance de 2011¹⁴⁷.

Le MAECI et l'ACDI se préoccupaient vraiment de ce qu'il adviendrait des projets de prestige du Canada, en particulier celui du barrage de Dahla, car ils savaient que « l'absence d'une participation canadienne réduirait l'influence de notre pays dans la province de Kandahar » [Traduction]. Par ailleurs, la FO Kandahar s'inquiétait de la façon dont les Américains comptaient gérer les programmes de développement au niveau des districts et de la manière dont cela s'agencerait avec les plans du quartier général du Bgén Vance. L'ACDI ne mettait pas vraiment l'accent sur les districts, a fait observer la FO Kandahar, et il y avait « peu de participation de la part des civils¹⁴⁸ » [Traduction] et la FO Kandahar ne s'intéressait pas vraiment au barrage de Dahla. Tant les civils que les soldats ont admis que les É.-U. comptaient déployer dans le district des équipes de soutien, de petites organisations au niveau des districts, qui ressembleraient à une « version évoluée » [Traduction] du Centre interarmées de coordination de district, créé par les Canadiens, ou à « l'ERP avancée » [Traduction], mais avec un personnel civil permanent. Une pseudo-équipe de stabilité de district comprenant du personnel d'USAID, une équipe de mentorat de la police et des agents de la COCIM travaillait déjà avec le 2-2 Infanterie dans le district de Maywand, mais des équipes étasuniennes de soutien de district plus structurées s'envaient avec la Brigade Stryker pour se déployer dans les districts où elles fonctionneraient. Le MAECI croyait que le Comité de synchronisation des projets de l'ERP était un outil clé pour conserver au Canada son influence dans le domaine du développement et, quand le ministère a été mis au courant de l'arrivée éventuelle des équipes de soutien de district, il a envisagé de demander aux Américains d'intégrer son personnel dans ces équipes¹⁴⁹.

La discussion a atteint un moment décisif quand il a fallu décider qui commanderait le district d'Arghandab dans la nouvelle structure. Ce dernier était perçu comme une zone de perturbation par la FO Kandahar (comme les districts de Senjaray, de Zharey et de Panjwayi), l'effort principal étant sur le point de porter sur l'Op KALAY dans le district de Dand, puis sur les opérations de suivi du même nom dans le Panjwayi. Une opération de ce genre serait peut-être menée dans l'Arghandab si les conditions s'y prêtaient. Chose certaine, les Afghans n'accordaient pas la priorité au déploiement de leur armée dans l'Arghandab, et les dirigeants politiques de Kandahar ne mettaient pas non plus l'accent sur ce district. L'Arghandab n'était considéré comme une zone prioritaire que dans le Plan d'action Kandahar quasi périmé dont l'ACDI et le MAECI se faisaient les champions¹⁵⁰.

La Force opérationnelle Afghanistan civile insistait depuis très longtemps sur le fait que les six priorités et les trois projets de prestige devaient constituer le seul souci du Canada; cette attitude, combinée aux antagonismes personnels entre le personnel civil et les militaires,

a empoisonné l'atmosphère. Cela a effectivement rendu les chefs militaires canadiens hostiles à la mission afghane; ils étaient désormais tout à fait disposés à laisser la Brigade Stryker se charger de l'Arghandab. En fait, les Afghans n'accordaient pas la priorité à ce district, et c'était leur propre pays. La FO Kandahar estimait qu'elle n'avait tout simplement pas les ressources canadiennes voulues pour protéger l'Arghandab; les Américains allaient arriver, et c'était nos alliés à Kandahar. Qu'importait qui contrôlait l'Arghandab, dans la mesure où ce n'était pas l'ennemi¹⁵¹? Dans d'autres milieux canadiens, une attitude exprimée officieusement était que, si l'ACDI et le MAECI tenaient à ce point à se distancier de l'effort militaire canadien, qu'ils le fassent! Il revenait dès lors à l'ACDI et au MAECI de négocier avec les É.-U. la façon dont la sécurité du projet du barrage de Dahla s'intégrerait dans les nombreux autres enjeux et priorités de la nouvelle structure.

Au cours des briefings donnés en mai 2009, les commandants de la force opérationnelle qui arrivait alors ont appris que le bataillon étasunien déployé dans le Maywand resterait sous commandement canadien pour le moment et que la FO Kandahar continuerait à s'occuper du Zharey, du Panjwayi, du Dand et de la ville de Kandahar. La Brigade Stryker se chargerait des districts de Spin Boldak, d'Arghandab, de Shah Wali Kot et de Khakrez et de points situés au nord et à l'est, et un escadron du Royal Air Force Regiment continuerait de veiller sur le KAF et sur ses environs. Il restait encore à savoir quand tous ces mouvements se produiraient¹⁵².

La relève sur position : avril 2009

La relève sur position a donné lieu à plusieurs changements structurels dans la FO Kandahar. Le Centre du renseignement toutes sources, dont le personnel était désormais plus nombreux, était dirigé par le Maj Alain Chabot. L'organisation des transmissions du Quartier général de la Force opérationnelle est devenue un escadron des transmissions commandé par le Lcol Gary Whelan. Le Centre de coordination de l'appui du Génie, l'Unité d'appui du Génie (UAG), l'OTC et l'Escadron anti-EEI ont été placés sous le commandement de l'ingénieur de la Force opérationnelle, le Lcol Mike Gilmore.

Les principales unités de la nouvelle rotation étaient les suivantes :

- le Groupement tactique du 2 R22^eR, sous le commandement du Lcol Jocelyn (Jo) Paul;
- l'ERP, sous le commandement du Lcol Carl Turenne;
- l'ELMO, sous le commandement du Col Gregory Burt;

- l'ESN, sous le commandement du Lcol Ann-Marie Tardif;
- la compagnie de police militaire, sous le commandement du Maj Martin Laflamme;
- le soutien des services de santé, sous le commandement du Lcol Danielle Savard.

Le 2-2 Infanterie du Lcol Hurlbut devait aussi être remplacé en juin par le 1^{er} Bataillon du 12^e Régiment d'infanterie (1st Battalion, 12th Infantry Regiment) commandé par le Lcol Reik Andersen.

Le GT est revenu à une structure comprenant trois compagnies d'infanterie dotées de VBL III : la Compagnie A (Maj Charles Bolduc); la Compagnie B (Maj Tim Arsenault) et la Compagnie C (Maj Steve Jourdain). Ses éléments blindés étaient l'Escadron C du Lord Strathcona's Horse, commandé par le Maj John Cochrane et doté de chars Leopard, et l'Escadron B du 12^e Régiment blindé du Canada, commandé par le Maj Jean-François Cauden et muni de véhicules Coyote. L'artillerie se composait de la Batterie X du 5^e Régiment d'artillerie légère du Canada, commandée par le Maj J.P. Duval, et des sapeurs de combat fournis par le 51^e Escadron du Génie de combat, sous le commandement du Maj Yannick Pépin¹⁵³.

La composante militaire de l'ERP a subi une réorganisation profonde. Les ELMOP sont passées de l'ELMO à l'ERP, et des discussions ont porté sur l'intégration dans cette dernière de l'OTC également. Mettant désormais en œuvre le concept des compagnies de stabilisation formulé par le Lcol Dana Woodworth, le Bgén Vance et le Lcol Turenne ont fusionné le personnel de la Compagnie de protection de la force, de la Compagnie de la COCIM et de l'ELMOP pour former les Compagnies Stab A et Stab B. La Compagnie Stab A, commandée par le Maj Frédéric Jean, était chargée des activités dans la ville de Kandahar, tandis que la Compagnie Stab B, sous les ordres du Maj Marc Verret, a été le fer de lance des opérations dans les districts ruraux¹⁵⁴.

L'intention du Bgén Vance, telle qu'il l'a exprimée à la nouvelle force opérationnelle, est demeurée la suivante¹⁵⁵ :

1. stabiliser la situation dans la ville de Kandahar;
2. stabiliser les approches des villages clés au moyen du plan KANTOLO;
3. continuer à mettre l'accent sur la population;

4. collaborer avec les forces de sécurité afghanes dans le cadre des opérations intérieures, dans la ville;
5. continuer à coordonner de près tous les éléments mobiles;
6. perturber l'action des forces ennemies avec des forces de combat loin de la population.

Ce dernier point est important. Le président Karzai est intervenu de plus en plus dans tous les cas où les forces de la coalition ont tué accidentellement des civils, au début de 2009. Il ne s'agissait pas uniquement d'un souci personnel pour lui, mais aussi d'un enjeu électoral. Si trop d'attention était accordée à cette question, le processus politique risquait d'être compromis¹⁵⁶. Quoi qu'il en soit, les insurgés ont exploité ces événements tragiques à leurs propres fins. Soulignons aussi que tous ces points visaient à répondre à des besoins immédiats et pressants liés à la sécurité de la ville et de ses habitants, et non à des efforts de développement à long terme.

Renforcer les capacités : les services de police

Le quartier général canadien précédent avait reconnu, en 2008, la nécessité constante de coordonner toutes les activités de mentorat et de formation de la police dans la province; par conséquent, la FO Kandahar a présidé une réunion de coordination à laquelle ont pris part des représentants de toutes les organisations de police étasuniennes et canadiennes, militaires et civiles. L'absence des Afghans résultait d'un choix délibéré : « Il est évident que le désordre règne dans ce domaine; il ne sert à rien d'inviter les Afghans à le voir. Nous devons mettre nos affaires en ordre, puis intégrer les Afghans dans un plan cohérent¹⁵⁷. » [Traduction]

En travaillant avec le contingent de la Gendarmerie royale du Canada, le Maj Darren McCrank et le Capt Mike Gaber ont aidé à repérer les entités assurant les services de police et à construire une matrice faisant voir leurs divers mandats. Cela a pris un certain temps, mais ils ont appris que le principal problème résidait dans la façon dont les É.-U. financent les activités de police outre-mer. En vertu de la loi étasunienne, les forces armées des É.-U. ne pouvaient pas obtenir de fonds du gouvernement étasunien pour former des forces de police. C'était là une tâche relevant du Département d'État, qui en avait confié l'exécution à l'entreprise DynCorp. Pourtant, des militaires étasuniens encadraient la police afghane. D'où les ressources financières nécessaires à cette activité allaient-elles provenir? Pour le Canada, le problème était que le MAECI ne voulait ou ne pouvait financer que certains aspects de la formation des policiers, tandis que la GRC n'avait pas de fonds lui étant propres à affecter à cela. Cependant, l'Armée canadienne disposait du Fonds de contingence

du commandant et elle avait une police militaire. Les objectifs étaient différents. Certaines organisations accordaient la priorité à « la communication de statistiques au Congrès » [Traduction], plutôt qu'à la production de forces de qualité sur le terrain¹⁵⁸.

Un autre succès canadien dont on a réduit l'importance a consisté à savoir quelle organisation voulait former tel ou tel type de policier (« policier de quartier », milice, ou gendarmerie), puis à lui confier un mandat correspondant à son choix. Par exemple, la FIAS et le Commandement régional (Sud) voulaient former des policiers professionnels, c'est-à-dire des « policiers de quartier ». Or, les spécialistes des deux commandements ont été obligés de reconnaître que les Afghans étaient « illettrés » [Traduction] et « d'admettre qu'ils ne [disposaient] pas des outils abstraits nécessaires pour comprendre ce qu'est une règle juridique constitutionnelle » [Traduction]. Les commandements étasuniens d'intégration des forces de sécurité régionales afghanes voulaient aussi former des policiers de quartier, mais « ils étaient beaucoup moins patients et se limitaient à la réalisation d'effets tactiques en traitant les policiers comme des miliciens, même s'ils savaient que leur mandat et que leur état final étaient de produire des policiers dûment formés » [Traduction]. En revanche, les ELMO de la Police canadienne mettaient en général l'accent sur « la survie de ces membres de la PNA en zone de combat, en veillant à ce qu'ils ne se fassent pas tuer. Parfois, la formation portait sur le soutien logistique, le maintien du bien-être et les habiletés fondamentales » [Traduction]. Les Canadiens offraient une formation tridimensionnelle. La GRC et la CIVPOL mettaient l'accent sur « les enquêtes, la criminalistique et la condamnation même des criminels¹⁵⁹ » [Traduction].

En 2009, les Canadiens travaillant au renforcement des capacités de la police comprenaient qu'il était de plus en plus difficile d'exercer une influence dans les structures de police provinciales. Cela était directement attribuable à l'arrivée des Américains, et « à Ottawa, les autorités avaient du mal à comprendre que nous avions cédé une grande part de nos acquis [...] Il semblait presque arrogant de ne pas admettre que nous jouions un rôle réduit dans la province¹⁶⁰ » [Traduction]. Cela dit, en 2009, le Canada a largement contribué à plusieurs égards à la sphère de la police.

La première a été la réalisation du rêve qu'avait le Surintendant Joe McAllister d'établir une école d'agents de police au Camp Nathan Smith tout près des locaux de l'ERP. Au lieu de se rendre à Kaboul pour y fréquenter l'installation dirigée par les Allemands, les stagiaires pouvaient recevoir leur formation à Kandahar même. Plus tard, le Canada a agrandi cette école en aménageant une installation à l'est de la ville, ce qui mettait en place le contexte en vue d'une autre réalisation importante.

Il fallait plus de policiers pour assurer la sécurité pendant les élections de 2009, et ils ne proviendraient pas de Kaboul. Le Cours de sécurité accéléré, d'une durée de trois mois, a permis de déployer 170 autres agents en août 2009. L'ELMOP et les mentors de la Police

des États-Unis ont collaboré avec les chefs de police des districts dans toute la province pour recruter des candidats valables, et la CIVPOL a formé ces recrues. Les mentors canadiens ont aussi découvert des contenants maritimes perdus ou oubliés remplis d'armes, de véhicules et d'équipement et ils ont pris les mesures voulues pour que ce matériel serve à équiper les nouveaux policiers.

Des questions culturelles fondamentales ont rendu difficile l'établissement d'un lien entre la force de police en devenir et la loi afghane. Le taux d'analphabétisme était astronomique. Il existait un gouffre de différence « entre les diverses perceptions de la valeur de la vie humaine » [Traduction], et toute la population semblait souffrir du trouble de stress post-traumatique. Le désespoir et le fatalisme sociaux constituaient d'autres obstacles auxquels les Canadiens se heurtaient. Il existait un énorme fossé entre la vraie réalité sur le terrain à Kandahar et ce qui avait cours au Canada. Le Capt Mike Gaber a souligné que, pendant que son équipe essayait d'harmoniser les activités de la police et la primauté du droit :

Nous discutons de la façon de concilier les priorités du gouvernement canadien et ce qui importait vraiment pour les Afghans. Les projets de prestige du Canada étaient magnifiques — bien que brefs. Ils reposaient sur un noble idéal, mais à la question de savoir si une école pour filles était importante aux yeux des Afghans, il faut répondre non. Nous avons même discuté de cela avec le MAECI. Nos interlocuteurs ont admis qu'ils étaient coincés entre le marteau et l'enclume [...] il existait des différences culturelles entre le personnel du MAECI en Afghanistan et les fonctionnaires de ce ministère qui prenaient effectivement les décisions à Ottawa. Cela était effrayant [...] [il existait un climat de peur], et il faut aussi mentionner les cliques et les groupes d'influence au sein de toute cette organisation et se poser la question de savoir qui ils courtoisaient et l'intention de qui ils voulaient concrétiser en Afghanistan¹⁶¹. [Traduction]

Appuyer la FO 1-09

L'ESN de la FO 1-09, dirigé par le Lcol Ann-Marie Tardif, ressemblait à ceux des rotations antérieures quant à la structure et à la taille : son effectif comprenait 751 personnes, soit 426 militaires et 325 civils. Les sections de l'approvisionnement et du transport, de la maintenance, du soutien à l'adjudication des contrats et du bien-être, au KAF, n'ont pas changé.

Cependant, par suite de la transformation du concept opérationnel, sous le commandement du Bgén Vance, et de l'accroissement des capacités de transport aérien, il fallait apporter certaines modifications aux détachements de l'ESN dans les zones avancées. La configuration de l'ESN a beaucoup évolué pendant cette période. Quand la nouvelle rotation est arrivée, les éléments canadiens avaient besoin d'un soutien à 14 endroits : le Camp Nathan Smith à Kandahar même et treize bases et avant-postes dans les districts

de Zharey et de Panjwayi. Au milieu de la période de rotation, plusieurs postes de police secondaires dans le Zharey avaient été cédés à la PNA, et une série d'installations — y compris un nouveau centre de district — avait été construite dans le Dand pour appuyer les approches vers les villages clés définies dans le plan de l'Op KANTOLO. Ces changements ont accru la dispersion des forces au niveau des pelotons (plutôt qu'à celui des compagnies). Une étroite coopération avec les sapeurs de la FO était nécessaire pour transférer l'infrastructure existante construite par les Canadiens aux Afghans et aux Américains, et pour construire et équiper les nouvelles installations¹⁶².

En fin de compte, les éléments avancés de l'ESN sont demeurés aux environs du détachement de ce dernier en tant que sous-unité de base. Chaque détachement conservait les fonctions liées à l'approvisionnement, au carburant, à la récupération, à l'alimentation, à la gestion des munitions, au transport et au bien-être. Tous ces services étaient fournis aux FOB Wilson et Ma'Sum Ghar, à la BP Sperwan Ghar et, plus tard dans le Dand. L'ERP avait aussi un détachement qui s'occupait plutôt de la poste et des services de bien-être. L'ESN gardait aussi une force de réaction rapide au Camp Nathan Smith¹⁶³.

Les détachements de l'ESN étaient logés avec les détachements de l'UAG qui étaient chargés des services d'utilité publique dans les emplacements : approvisionnement en électricité et en eau et services (p. ex. salle d'eau commune, manutention des eaux usées et distribution de l'électricité). Ces spécialistes, qui faisaient habituellement partie du personnel d'entretien de leur base au Canada, n'étaient pas nombreux et devaient se déplacer entre les divers endroits. Comme le Lcol Mike Gilmore l'a souligné, « en Afghanistan, la distance se mesure en temps. Même si seulement 15 kilomètres séparaient les FOB Wilson et Ma'Sum Ghar, il pouvait s'agir d'une patrouille d'une demi-journée pour un peloton. » [Traduction] Avec le temps, des membres de l'UAG ont acquis diverses compétences dans d'autres spécialités que les leurs¹⁶⁴.

Comme au cours des rotations précédentes, l'ESN organisait des patrouilles de logistique de combat selon les besoins. Des camions à clochettes fournis par un entrepreneur servaient à transporter des biens non essentiels et des matériaux de construction, tandis que les hélicoptères Mi-17 de l'Unité canadienne de transport aérien à contrat (CCAT) remplissaient les tâches de livraison et de transport dans les environnements permissifs, ce qui libérait les appareils CH-47 Chinook pour les missions tactiques. Ces mouvements étaient tous coordonnés au Centre des opérations logistiques du KAF. En général, les mouvements de soutien logistique ont été exécutés sans difficulté pendant cette rotation¹⁶⁵.

L'un des plus grands défis de l'ESN au cours de la première moitié de 2009 était le taux élevé de dommages de combat que subissaient les véhicules de combat, ce qui menaçait de surcharger les installations d'entretien et de réparation du KAF. Quand la FO Kandahar a fait savoir qu'« il n'y avait plus de véhicules dans les stocks opérationnels » [Traduction],

le plan subséquent de redistribution des véhicules de combat fonctionnels a entraîné « une dégradation des capacités opérationnelles globales de la FO Kandahar » [Traduction]. À la lumière de sa modélisation sur les pertes prévues de véhicules, l'état-major a conclu que, « selon une analyse prudente, si les pertes se maintiennent au taux actuel, une sous-unité complète n'aura plus de véhicules [de combat d'ici juillet ou août] » [Traduction]. Les véhicules Coyote de reco et de surveillance, dont le nombre diminuait à un rythme rapide, avaient été durement éprouvés au cours des opérations¹⁶⁶ » [Traduction], ce qui était encore plus inquiétant. Les techniciens et les mécaniciens faisaient ce qu'ils pouvaient pour réparer les nombreux véhicules, par contre, les véhicules jugés NRSP — non réparables sur place — devaient être remplacés sans tarder.

Le soutien au chapitre des transmissions avait beaucoup évolué en 2009. Deux ans auparavant, les éléments des transmissions étaient décentralisés. Il y avait une troupe des transmissions, le Branche du J6 au QG FOI Afghanistan, les équipes mobiles de guerre électronique et autant de visites d'aide technique que possible faites depuis le Canada pour renforcer les effectifs. Il y avait encore des problèmes qui concernaient la budgétisation, la planification de mi-parcours et les opérations (il n'y avait aucune cellule des opérations). Au cours d'une rotation précédente, le J6, un major, avait aussi été désigné pour commander l'Escadron des transmissions, mais c'était plutôt là un changement théorique, car le plafonnement des effectifs restreignait encore la structure. Plus tard cette année-là, le grade requis pour occuper le poste du J6 a été élevé à celui de lieutenant-colonel, et 15 autres militaires ont été ajoutés de façon permanente à l'effectif¹⁶⁷.

En 2009, l'organisation des transmissions de la FOI Afghanistan a cessé d'être axée sur l'état-major et l'infrastructure pour l'être plutôt sur les opérations. Cela s'expliquait en partie par les préparatifs intenses que le personnel des transmissions du 1^{er} Groupe-brigade mécanisé du Canada avait faits avant de partir en déploiement avec la FO 1-09, dont les activités reposaient en fait sur l'expérience acquise au cours des deux années antérieures. La plupart du temps, il existait, d'une part, une tension entre ceux qui mettaient l'accent sur les communications « stratégiques » quotidiennes au niveau de la garnison au Canada, et, d'autre part, le personnel des transmissions assurant les communications au niveau « tactique » et devant composer avec des questions d'ordre « opérationnel » dans l'environnement afghan¹⁶⁸. À certains égards, cette relation inconfortable reproduisait le problème qui s'était posé au Centre du renseignement toutes sources en 2006. Le système des communications en Afghanistan était-il censé viser de répondre aux besoins d'Ottawa ou à ceux de Kandahar? Comment la structure organisationnelle du KAF devait-elle prendre les besoins des deux en compte?

En 2009, la gamme des instruments des transmissions comprenait des radios à faisceaux hertziens et VHF dans chaque élément de l'infrastructure tactique canadienne. Les signaleurs canadiens ont même réussi à accroître la portée de leurs systèmes VHF et ils l'ont fait passer de 30 à 100 kilomètres en modifiant légèrement l'équipement et en choisissant le site judicieusement. Le système de communication protégé TacNet, entré en service au milieu de 2007, avait été reconstruit complètement en 2008 et il avait été amélioré encore plus en 2009; quand la FO 1-09 s'est déployée, le TacNet était considéré comme étant stable. Il permettait de transmettre les données jusqu'au niveau opérationnel le plus bas possible, ce qui était avantageux, une fois que le GT a commencé à exécuter des opérations dispersées. Les communications des unités et des formations acheminées par un site wiki ont elles aussi été introduites en 2007, et les systèmes connexes étaient également considérés comme étant éprouvés en 2009¹⁶⁹.

La lutte contre les EEI se poursuit

En 2009, les efforts anti-EEI comprenaient ceci : une combinaison de ratissages quotidiens d'itinéraires effectués à pied par les unités de la police et de l'armée afghanes; une surveillance au moyen d'UAV et d'hélicoptères; les équipages de véhicules de COIC dégagant les itinéraires avant les opérations, ou de leur propre initiative; des systèmes de surveillance combinés à des attaques aériennes contre les groupes posant des EEI. Comme auparavant, l'Escadron anti-EEI se chargeait de l'exploitation des emplacements et des dispositifs, ainsi que de l'instruction des troupes et de leur sensibilisation à la menace dans le théâtre. Des UAV armés ou non travaillaient avec des aéronefs emportant des munitions à guidage de précision destinées à des « zones d'abattage » choisies en fonction de la fréquence des attaques à l'EEI. Ce *modus operandi*, baptisé Op KASSAT, a commencé à être utilisé en décembre 2008. Quand les ratissages au sol ont été coordonnés avec l'Op KASSAT, deux nouvelles opérations ont été mises sur pied : l'Op SANGA et l'Op RERSHAH KHAR. Celles-ci étaient mises en œuvre vers janvier 2009 et visaient des itinéraires dans le Zharey, y compris la Route n° 1¹⁷⁰.

En février, tout ce mode de fonctionnement a été remanié, et il a dès lors inclus ce qui suit : des ratissages d'itinéraire, des ratissages avec véhicules de COIC et autres détachements de dégagement d'itinéraires, et de la surveillance de la Route n° 1 et des itinéraires Summit, Fosters et Lake Effect à l'aide d'hélicoptères et d'UAV qui patrouillaient dans le ciel des quadrilatères attribués. Comme des UAV canadiens de plus en plus nombreux arrivaient et que la FO Silver Dart amorçait ses patrouilles aériennes, l'effort anti-EEI combiné se faisait rebaptiser Op DALBOR (Acrobate). Quand les zones d'abattage ont été renommées « quadrilatères de protection », le nom de l'opération est devenu DALBOR SHIELD¹⁷¹.



Photo : Auteur

Comme le nombre de patrouilles débarquées et d'opérations de bouclage et de fouille augmentait, il était nécessaire de disposer d'une protection tactique contre les engins explosifs improvisés de l'ennemi : c'est ainsi que des équipes de chiens détecteurs d'explosifs, fournis par des entrepreneurs, ont été déployées. On voit ici une de ces équipes se préparant à diriger une patrouille à pied dans le district du Panjwayi.

La FO Kandahar permettait déjà d'assurer une surveillance constante grâce à son système de repérage par le son des pièces d'artillerie hostiles (HALO), de ses radars antimortiers légers (RAML), de ses équipes de guerre électronique mobiles (EGEM) et de ses véhicules Coyote de reconnaissance et de surveillance; néanmoins, et en partie à cause d'obstacles doctrinaux, les commandants canadiens n'avaient jamais fusionné ces capacités en un seul système. Seuls les véhicules Coyote étaient munis de systèmes électro-optiques; or, le GT les avait dépêchés dans le district d'Arghandab pour patrouiller sur les routes, conformément aux méthodes classiques de reconnaissance. En 2008, les responsables de la rotation Thompson, voyant qu'un allié installait des détecteurs autonomes au sol (DAS) dans le Spin Boldak, a voulu acquérir une capacité semblable. Quand le DAS Scorpion a été mis à l'essai sur l'itinéraire Lake Effect, cependant, il s'est avéré « peu satisfaisant dans le meilleur des cas » [Traduction] : les détecteurs ont été pris pour des EEI par erreur et ont été détruits par des forces amies ou volés par la population locale, ou ils ont disparu d'autres façons¹⁷².

Les UAV devaient atterrir, les troupes de patrouille devaient rentrer à leur base, et les équipes chargées des détecteurs avaient besoin de repos. Les systèmes étaient utilisés à l'excès et servaient parfois à des fins de ciblage qui n'avaient rien à voir avec la lutte anti-EEI. Cependant, un système était prometteur. Les ballons sont employés à la guerre depuis plus d'un siècle, mais les ballons équipés de caméras thermiques à haute résolution étaient nouveaux. Les Forces terrestres des É.-U. avaient employé ces « aérostats » en Iraq aux fins de la surveillance en 2006, et l'idée de les utiliser pour ce que l'on a appelé la « surveillance persistante » a fait de plus en plus d'adeptes dans les milieux canadiens tout au long de 2008. La FO Kandahar a demandé un tel système en septembre 2008 pour surveiller l'intersection de la Route n° 1 et de l'itinéraire SUMMIT, mais les acteurs du processus d'acquisition canadien ont été peu réceptifs, tout au mieux¹⁷³. La pression exercée pour déployer des aérostats le plus vite possible a continué de croître à Kandahar.

Le jeu de surenchère meurtrier entre les équipes de neutralisation des explosifs et munitions et les fabricants d'EEI s'est poursuivi. Les insurgés ont finalement réussi à déjouer la COIC et mis au point des moyens d'une faible technicité pour en annuler les effets. Par exemple, les fertilisants distribués dans le cadre du programme des semences de blé de l'ACDI et acquis par les insurgés ont servi à produire un explosif artisanal qui a ensuite été mis dans des bidons de plastique. Les contenants métalliques étaient rares. Les poseurs d'engins retiraient les couvercles anti-EEI des ponceaux en faisant levier, puis ils creusaient un tunnel à angle droit par rapport au ponceau et en remplissaient les cavités avec des bidons pleins d'explosif artisanal. Quiconque jetait un coup d'œil rapide dans le ponceau n'y voyait rien d'anormal, surtout si la grille d'accès avait été remise en place. Quand l'Op DALBOR a causé la mort de poseurs d'EEI près des ponceaux, les insurgés se sont mis à creuser des tunnels sous la Route n° 1 depuis les enceintes voisines; dans un cas, 19 bidons contenant 700 livres d'explosif artisanal — soit assez pour détruire n'importe quel véhicule existant — avaient été enfouis sous la route¹⁷⁴. Pendant l'année 2009, le personnel anti-EEI a appris que les fabriques d'EEI au Pakistan fournissaient des engins munis de détonateurs télécommandés à l'épreuve du brouillage causés par les systèmes canadiens existants. Ce renseignement a entraîné un effort précipité pour créer de nouvelles contre-mesures¹⁷⁵.

Quand l'Op DALBOR a causé des pertes importantes dans les rangs des équipes ennemies de poseurs d'engins les plus expérimentés, les insurgés ont changé de méthode : ils ont employé des enfants pour faire le travail. Cette stratégie a été repérée la première fois en juin 2009, quand une équipe canadienne horrifiée d'exploitation d'emplacement a trouvé cinq enfants blessés qui avaient accidentellement fait sauter leur propre EEI à plateau de pression; l'équipe canadienne a par la suite fait évacuer les enfants. Les soldats afghans protégeant les sapeurs leur ont dit que le poseur d'engins en chef était un garçon

de 15 ans. De toute évidence, l'ennemi envoyait des enfants sur les routes pour qu'ils soient tués dans le cadre de l'Op DALBOR, ce qui valait une mauvaise presse aux Canadiens, mettait la population locale en colère et suscitait un tollé au Canada¹⁷⁶.

Après avoir soigneusement observé les techniques canadiennes et afghanes, les insurgés ont décidé de poser les EEI après le ratissage matinal des itinéraires. Les forces coalisées ont réagi en modifiant leurs horaires et en ajoutant un deuxième ratissage quotidien. Les insurgés ont alors posé des mines antipersonnel « défensives » près de leurs engins « offensifs », le long des itinéraires. Les équipes anti-EEI ont recommandé de procurer à toutes les sous-unités, jusqu'au plus bas niveau possible, des détecteurs de mines et de métal. En théorie, cela allait réduire le niveau de dépendances de ces sous-unités envers les sapeurs de combat et réduire les pertes chez les soldats débarqués. Encore une fois, le glacial processus d'approvisionnement canadien n'a pas fourni de détecteurs avant 2010¹⁷⁷.

De même, pendant ce temps, le nombre d'équipes canines de détection d'explosifs est passé de 12 à 48. Les rotations antérieures avaient demandé une telle augmentation à cause de la menace des EEI, mais Travaux publics et Services gouvernementaux Canada l'avait refusée parce que ce ministère craignait de traiter avec quelque entité que ce soit s'apparentant à une société de sécurité privée, après les révélations faites sur la société Blackwater en Iraq. Le Lcol Mike Gilmore, l'ingénieur de la Force opérationnelle, a présenté la question directement au sous-ministre délégué de TPSGC, François Guimont, quand ce dernier était à Kandahar. M. Guimont a promis d'examiner le dossier, mais le suivi fait par la FO Kandahar s'est heurté à un mur de silence. Cette impasse a obligé la FO Kandahar à trouver un autre moyen d'acquérir cette capacité; à l'été de 2009, des chiens détecteurs de bombes et leurs maîtres-chiens ont accompagné les patrouilles canadiennes partout où c'était possible, ce qui a permis à d'innombrables Canadiens d'échapper à la mort ou à la mutilation¹⁷⁸.

On ne sait pas au juste si les insurgés s'en sont pris délibérément à des robots de NEM, mais l'un de ces derniers, le vénérable Johnny 5, a fait sauter un EEI à plaque de pression et a « rendu l'âme » pendant qu'il neutralisait un autre engin¹⁷⁹. D'un autre côté, le laboratoire d'exploitation a été opérationnel en partie dès juillet 2009. La capacité d'exploitation multidisciplinaire a, en fin de compte, procuré une capacité d'analyse locale sensiblement accrue aux entités anti-EEI, de sorte qu'il n'a plus été autant nécessaire de compter sur les alliés à cet égard, une fois les défauts éliminés. En outre, trois groupes complets de véhicules COIC ont été disponibles pour les opérations, juste à temps pour la saison de combat de l'été.



Photo : Auteur

Les robots de neutralisation des explosifs et munitions portaient des surnoms tirés de films de science-fiction (il s'agit peut-être ici d'une représentation du légendaire « Johnny 5 », « tué » par un engin explosif improvisé à plaque de pression); les forces coalisées s'en sont servi tant et plus pour neutraliser des bombes ennemies. En une occasion, un taliban grièvement blessé, qui portait une veste munie d'explosifs, a combattu un robot tandis que l'équipe manœuvrait pour démonter sa veste.

De l'Op GRIZZLY à l'Op KANTOLO, avril et mai 2009

Le Bgén Vance et son état-major ont amélioré le Plan KANTOLO et continué à accumuler les soutiens politiques en faveur de ce plan : « Le plus difficile, ce n'était pas de convaincre les Afghans : la FIAS en raffolait; le hic, c'était de convaincre Ottawa d'y donner son appui¹⁸⁰ » [Traduction]. David Mulroney a continué de faire échec à ce plan jusqu'à une date tardive en avril. Il a fallu le reste du mois, avec les efforts déployés à Ottawa par le RCK, Ken Lewis, pour faire le moindre progrès, mais « certaines personnalités dans ce groupe ont en fait détruit toute possibilité d'avancer¹⁸¹ » [Traduction]. Un officier a attribué à Ken Lewis le mérite d'avoir « fait bouger Mulroney [...] Il a suggéré à Mulroney de remédier aux pénuries de personnel et de nous laisser faire notre travail¹⁸² » [Traduction]. L'argument évoqué pour sauver la face a été que ce n'était pas le concept qui posait problème, mais bien que des éléments à Ottawa « n'étaient pas sûrs de pouvoir intégrer des fonds et le niveau d'effort voulu dans l'équation de stabilisation proposée par leurs acteurs pangouvernementaux, mais ils ont accepté de le faire¹⁸³ » [Traduction]. Selon un autre officier, on pourrait paraphraser comme suit les mots de Vance adressés à Mulroney et aux

autres bureaucrates à Ottawa : « Je ne permettrai pas qu'un autre soldat canadien meure dans la réalisation d'inutiles étapes repères, en vous transportant ici et là, et en combattant pour prendre divers secteurs, sans le faire à KALAY. Je ne permettrai pas que cela continue de se produire¹⁸⁴. » [Traduction]

L'état-major de la FO Kandahar a rétabli les communications avec les représentants des autres ministères et a cherché des moyens de faire valoir le Plan KANTOLO. Il s'est heurté à une résistance constante :

[Le Bgén Vance] disait : « Ce plan doit être mis en œuvre pour éviter que nos soldats ne soient tués. » Or, les gens ne voulaient pas adhérer à ce plan parce que, d'une certaine façon, cela aurait soustrait aux feux de la rampe les fonds affectés aux étapes repères et aux projets de prestige. On ne voulait pas que les forces armées prennent la direction des choses. On ne voulait pas qu'elles obtiennent du succès¹⁸⁵. [Traduction]

Mais une autre forme d'opposition arrivait d'ailleurs :

C'est une chose que d'obliger l'ACDI au sein de l'ERP à participer à la planification tactique de la ligne d'opérations « développement » (Le quartier général du Bgén Vance [...] avait déjà décidé que les civils de l'ERP seraient le fer de lance du plan dans le village, ce qui était une hypothèse ridicule, parce que ces civils ne savaient pas ce qu'était la planification, et encore moins ce qu'était le processus de planification opérationnelle.) L'hypothèse était que le cmdt ERP dirigerait les civils qui contribueraient à la mise en œuvre du plan ... [cela n'a pas marché], car la notion supposait que l'ONU et les ONG (et, quant à cela, les ministères afghans, étant donné que le Directeur de la santé publique ne se souciait pas en priorité de fournir les soins de santé au village) s'aligneraient naturellement sur l'Op KALAY de la FO Kandahar¹⁸⁶. [Traduction]

Par conséquent,

Quand la MANUA a proposé que les groupes de l'ONU participent à l'Op KALAY, les chefs de bureau de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (CDHNU), du Bureau de coordination des affaires humaines (BCAH) et de l'UNICEF pour le sud se sont dits tout à fait en désaccord, lors de la réunion de l'ONU, relativement à la participation à l'Op KALAY, principalement pour les raisons suivantes : 1) Aucun besoin d'ordre humanitaire ne distinguait ce village des autres, et, comme les organismes de l'ONU et les ONG à vocation humanitaire cherchent à susciter des avantages humanitaires, et non à concrétiser des priorités axées sur la stabilisation, la gouvernance ou

la COIN, ils se sont d'emblée opposés à cette option. 2) La participation à l'Op KALAY a été perçue comme une violation de la neutralité de l'ONU et des ONG et comme une façon pas très subtile d'accroître la crédibilité du gouvernement afghan¹⁸⁷. [Traduction]

Le Bgén Vance a vite appris que l'ONU avait élaboré son propre plan des districts critiques et qu'elle tentait, disait-on, de convaincre la FIAS de l'adopter. Le Plan KANTOLO constituait un plan canadien rival; par conséquent, la coexistence était impossible : intransigeante, l'ONU imposait sa solution à tout le monde¹⁸⁸.

Sur le front d'Ottawa, des sources ont dit à l'état-major de la FO Kandahar que certains éléments estimaient que le Plan KANTOLO constituait une nouvelle stratégie et craignaient qu'il s'écarte de nos six priorités¹⁸⁹ [Traduction]. De nouveau, c'était l'impasse.

L'impasse s'est finalement dénouée en mai, quand David Mulroney a été nommé ambassadeur en Chine. Le Bgén Vance a fait remarquer que « Mulroney est parti, et nous nous sommes débarrassés ainsi de tout cet emberlificotage, puis le greffier du Conseil privé [Kevin Lynch] est parti lui aussi, et nous avons été libérés d'une autre source d'encombrement. C'était bien¹⁹⁰. » [Traduction] L'état-major a aussi déclaré ceci : « Les choses étaient très différentes. Tout a commencé à aller de l'avant¹⁹¹. » [Traduction] Le 16 mai, le chef d'état-major de la Défense a finalement approuvé le Plan KANTOLO. À ce stade-là, la situation était devenue de plus en plus orageuse dans les autres districts.

Le district de Dand est menacé

On avait l'impression que le district de Dand était dans l'œil du cyclone de violence près de la ville de Kandahar. Le chef du district, Abdul Nazek, et sa force de police, subissaient encore la violence des terroristes et, comme aucune force coalisée n'était stationnée dans le Dand, il leur revenait à eux de prendre les coups et de poursuivre les activités de développement dans le district. Le mois de février a été particulièrement sanglant pour cette force de police : 15 agents ont été tués et trois autres ont été blessés au cours de trois attaques contre l'infrastructure de la police. En une autre occasion, quand des mentors de la police étasunienne ont été pris dans une embuscade avec leurs homologues afghans, un hélicoptère OH-58D Kiowa Warrior qui passait par là a touché le véhicule des terroristes : il en a tué quatre et blessé deux autres. Une attaque particulièrement brutale s'est produite le 2 mars, quand un homme prétendant être un habitant de la localité est entré dans un poste de contrôle pour demander de l'aide; ensuite, il a drogué sept agents de police pendant qu'il prenait le thé avec eux, puis une équipe d'insurgés est arrivée, a ligoté les agents, les a assassinés et a volé leurs armes¹⁹².



Photo : Auteur

Un acteur clé dans la lutte menée dans le district était le chef de ce dernier, Abdul Nazek. On le voit ici avec l'auteur, en janvier 2008. Nazek a été un chef capable et respecté qui comprenait le délicat équilibre dynamique qui existait entre les volets économique, laïque et religieux dans son district.

Il y avait même une querelle entre des entités de Nakhonay et du Dand, mais on ne savait pas au juste à quel point elle était attribuable à l'action des insurgés. Quand un groupe de Nakhonay a kidnappé un ancien de Ruhabad, un groupe armé de cet endroit a infiltré Nakhonay et en a pris 24 habitants qu'il a ramenés à son village sous la contrainte. Le chef du district Nazek a négocié un échange des otages¹⁹³.

Nazek lui-même a failli être assassiné le 19 mars, quand il s'est porté au secours de son frère qui avait été attaqué. La bombe l'a raté de peu. La police de Dand a continué à maintenir l'ordre, et les agents de la COCIM ont continué à collaborer de près avec l'Assemblée de développement du district de Dand, dont les membres ont refusé d'être intimidés et ont poursuivi leurs travaux. L'intimidation s'est accentuée. Une femme a été trouvée, assassinée et fourrée dans un sac auquel une note avait été attachée : « Quiconque travaille comme espion pour les FSNA et les FC finira comme elle¹⁹⁴! » [Traduction]



Photo : MDN IS2009-1025-10

Le Centre de district de Dand est devenu un élément important de l'effort principal des forces canadiennes et afghanes; c'était un symbole puissant, car les forces combattaient pour conserver la mainmise sur le district. Après avoir fait l'objet d'une attaque par une bombe humaine, l'immeuble a été reconstruit et renforcé.

Enfin, le 30 mars à 11 h 30, le deuxième étage du Centre de district de Dand a fait l'objet d'une attaque par une bombe humaine. Huit personnes ont été tuées, cinq autres ont été blessées, et l'état de la structure a été gravement compromis. L'attentat visait la réunion de la choura du district à laquelle participaient les agents de la COCIM. Il ne s'agissait plus d'une simple querelle : il s'agissait d'une attaque en règle contre les dirigeants du district et contre des personnes qui ne s'intéressaient aucunement aux talibans ou à leur idéologie. Au cours de ses conversations avec l'Équipe de la COCIM, Abdul Nazek a dit clairement qu'il comprenait ce qui se passait et ce qu'il fallait faire dans ce contexte :

[Nazek] a dit croire que la sécurité allait s'améliorer s'ils s'occupaient de leurs voisins ... si vous prenez soin des gens autour de vous, ils vous protégeront. [Nazek] est persuadé de cela ... Le président Hamid Karzai a demandé au chef de district de Dand pourquoi il pensait être si souvent la cible des insurgés. [Nazek] n'a pas pu fournir une explication, mais il a répondu que c'était peut-être à cause de son âge et de ses points de vue sur la politique [...] Les entrepreneurs recourent à leurs cousins et à leur parenté et s'empressent les poches d'argent. [Nazek] a fait valoir qu'il faut gagner le cœur des gens ... que les préoccupations nationales locales ne sont pas entendues au KAF, ou que l'on ne s'en soucie pas assez; [il] a recommandé l'embauche de plus de gens venant du Dand et du Daman pour susciter la confiance à l'égard de la FIAS¹⁹⁵. [Traduction]

Fondamentalement, les analystes canadiens ont conclu que « les insurgés tentaient de répandre leur influence dans le Dand et qu'ils employaient pour cela des tactiques semblables à celles appliquées dans l'Arghandab¹⁹⁶ » [Traduction].

Opérations dans le district de Maywand, avril et mai 2009

Le 2-2 Infanterie a réduit peu à peu le rythme opérationnel en avril et mai en vue de sa relève sur position qu'opérerait le 1^{er} Bataillon du 12^e Régiment d'infanterie [1-12 Infanterie] [1st Battalion, 12th Infantry Regiment] des Forces terrestres des É.-U. [U.S. Army]. Ce ralentissement coïncidait avec la récolte du pavot, ce qui, par ricochet, réduisait l'activité ennemie dans le district. L'Équipe de la COCIM et l'USAID en ont profité pour s'ouvrir à leur environnement et continuer à trouver des projets à appuyer et des villages à évaluer. Par exemple, une seule école sur seize était ouverte dans le district et, il ne faut pas s'en surprendre, c'était à Hutsal. Il y avait 20 enseignants par le passé, mais ce nombre était maintenant réduit à deux. Par ailleurs, deux entrepreneurs afghans se sont dits intéressés par des projets dans le district, ce qui était de bon augure. L'un d'eux, qui n'avait pu travailler dans le Maywand au cours des 18 mois précédents, a déclaré à l'Équipe de la COCIM que le Maywand « [était] moins dangereux que l'année dernière¹⁹⁷ » [Traduction]. Prenant une décision inexplicable, le chef de la police de Kandahar a soudainement congédié et remplacé le gros de l'effectif de la police du Maywand, ce qui a obligé l'Équipe de mentorat de la Police à recommencer le travail avec un effectif entièrement nouveau.

L'activité ennemie manifeste se limitait au secteur entourant l'Avant-poste de combat Terminator. Une succession de cinq attaques à l'EEI (qui n'ont fait aucun mort) et des tirs sporadiques directs ont été compris comme une tentative de l'ennemi de fixer la compagnie d'infanterie étasunienne dans son infrastructure tactique pendant qu'il circulait autour d'elle. Les patrouilles continuaient malgré tout d'exécuter des sorties depuis l'Avant-poste Terminator. Après l'une des attaques à l'EEI, des UAV et des hélicoptères OH-58D ont traqué les insurgés qui se sont rendus dans une enceinte; une patrouille partie à la poursuite de ces derniers a opéré un raid sur les lieux et y a trouvé du matériel servant à fabriquer des EEI¹⁹⁸. Des FOS ont capturé des chefs ennemis qui traversaient le district.

Tant que les insurgés n'avaient ni la volonté ni la capacité d'engager avec fermeté les forces coalisées dans le Maywand, le problème majeur restait celui de la gouvernance. Le gouverneur Wesa avait ordonné à Haji Massoud, le chef du district, d'orchestrer une campagne d'éradication des récoltes de pavot, mais Massoud s'était refusé de le faire, faisant valoir que « si la politique d'éradication du pavot était appliquée, la [Police nationale afghane] ne [pourrait pas] garantir la sécurité dans le Maywand¹⁹⁹ » [Traduction]. Il n'a fallu que quelques jours au président Karzai pour remplacer Massoud par Obaidullah Bawari. Le gouverneur Wesa n'en a été informé qu'ultérieurement. Pris d'une rage folle,

Massoud a prétendu que son remplaçant était un Noorzai ayant des liens avec Ahmad Wali Karzai, qu'il blâmait (plutôt que Wesa) d'avoir causé son congédiement²⁰⁰. Quand Obaidullah est arrivé à Hotal pour prendre ses fonctions, il a été accueilli par une foule de partisans; de toute évidence, les Noorzai de Maywand qui appuyaient l'organisation influente des Popalzais avaient des motifs de se réjouir. Obaidullah n'a pas, lui non plus, lancé de campagne d'éradication du pavot.

Ce qu'il fallait comprendre en filigrane de ce « dialogue » entre factions, c'était que des producteurs de narcotiques concurrents voulaient accéder aux récoltes et aux itinéraires de transit du Maywand. Quiconque occupait le poste de chef de district pouvait détruire sélectivement des récoltes de pavot pour favoriser ses « protecteurs » au détriment de leurs concurrents, tout en créant une bonne impression auprès des « autorités internationales » [Traduction] qui géraient la lutte contre la drogue en Afghanistan. Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, le contrôle exercé sur la police de district était un facteur clé dans ce dialogue. La FIAS, coincée dans cette dynamique, essayait de tuer des talibans et de mettre en œuvre des programmes de reconstruction et de développement. Le Maywand, avec sa population noorzai pro-talibane, était désormais dans le camp de l'influente organisation des Popalzais. Cela ne voulait pas nécessairement dire que le Maywand était dans le camp du gouvernement.

Opérations dans le district de Zharey, avril et mai 2009

En avril, des rapports provenant du district de Zharey révélaient que dans l'ensemble, il n'y avait eu à peu près aucun progrès accompli à cet endroit. Les équipes de la COCIM confirmaient ce que leurs prédécesseurs avaient écrit dans des rapports quasi identiques : « [La source] mentionnait qu'il ne faisait pas confiance aux membres de la choura de Zharey, que ceux-ci sont tous corrompus et que leurs représentants ne peuvent comprendre la situation dans la région parce qu'ils ne viennent jamais dans les villages ... [La source] a signalé que les membres de la choura vendaient les semences au bazar au lieu de les donner à la population²⁰¹. » [Traduction] Le chef de la police du district, Bismillah Khan, a déclaré ceci aux mentors de la police canadienne : « [L]es talibans exercent leur influence partout, y compris dans la choura du district, et il a mentionné que [la source], qui est membre de la choura du Zharey, entretient avec son frère des liens avec les talibans²⁰². » [Traduction] Il n'y avait qu'une clinique opérationnelle affiliée au gouvernement dans le district. Pour ce qui est de la campagne de vaccination contre la polio appuyée par le Canada « les responsables viennent de la ville de Kandahar [et non du district] et ils ne se rendent pas dans le district de Zharey » [Traduction]. Le chef du district, Sahardi, a aussi déclaré aux Canadiens qu'il s'attendait à ce que moins de 20 p. 100 de la population aille voter au moment des élections²⁰³.

Cependant, certains aspects commençaient à fonctionner : le Centre interarmées de coordination de district, sa ligne téléphonique d'urgence de type 911 et, dans une certaine mesure, la police. Des habitants de l'endroit comprenaient le système, en particulier à Asheque et à Senjaray, et ils s'en servaient pour signaler des activités de l'ennemi et même pour proposer des idées sur les projets d'infrastructure²⁰⁴. Des personnes utilisant la ligne ont dénoncé la présence d'insurgés du Waziristan dans le secteur²⁰⁵. La police est même intervenue à Senjaray sans l'aide des mentors : un homme de l'endroit, qui avait perdu un frère aux mains des talibans, « aurait, pris de rage, attaqué les insurgés et aidé la police afghane à en tuer trois d'entre eux » [Traduction]. Un des morts était un commandant taliban subalterne de la région²⁰⁶. Le personnel de l'Armée afghane, au Centre interarmées de coordination de district, a commencé à recevoir des appels d'informateurs qui avaient déjà établi des contacts avec des patrouilles de l'Armée afghane dans le district²⁰⁷. Malheureusement, presque tous ces nouveaux comportements positifs se sont limités à Asheque et Senjaray et ne se sont pas propagés dans le reste du district de Zharey.

Vu le mode de déploiement des forces de sécurité, aucune patrouille n'avait lieu dans la majeure partie du district qui manquait donc d'une présence durable de ces dernières. La moitié de l'infrastructure tactique existante dans le Zharey se trouvait le long de la Route n° 1, l'objectif étant de patrouiller sur celle-ci constamment et de la garder ouverte aux fins du commerce et de la circulation militaire, tandis qu'une proportion importante de l'infrastructure tactique de la police veillait exclusivement sur l'itinéraire Summit pour le maintenir ouvert. Comme des problèmes s'étaient manifestés antérieurement à Senjaray et à Asheque, il y avait là une importante présence militaire afghane : le 1^{er} Kandak avait dépêché deux de ses quatre compagnies dans le secteur, avec leurs mentors canadiens.

En ce qui concerne l'activité ennemie, les ressources ISTAR canadiennes ont établi que, dans le district, l'ennemi consacrait surtout ses efforts sur Asheque et Senjaray et que les chefs insurgés voulaient même construire un centre d'opérations dans ce dernier endroit afin d'appuyer ses opérations terroristes urbaines dans la ville de Kandahar. Une dizaine d'embuscades ont été signalées en avril et mai. Des combattants talibans ont attaqué les convois de l'USPI sur la Route n° 1, mais la pose massive d'EEI sur la route avait cessé pour le moment. On ignorait à peu près tout de ce qui se passait dans le « cœur des ténèbres », soit la région de Sangsar-Nahlgam-Sia Choy, car les ressources ISTAR concentraient leur action ailleurs. Les insurgés conservaient leur habitude d'apporter des approvisionnements dans le Zharey occidental en passant par Band-e-Timor; ils mettaient leurs forces sur pied et se consolidaient dans le centre du Zharey, puis ils se rendaient à des emplacements d'opérations avancés dans le Zharey oriental. La différence résidait dans l'accroissement de l'activité à Sanjaray, laquelle bénéficiait sans doute d'un soutien et des approvisionnements

fournis depuis le réseau ennemi du district de Zharey et depuis celui de l'Arghandab, lequel était à son tour appuyé à partir du Khakrez et du Shah Wali Kot. De nouveaux chefs ennemis commençaient aussi à arriver dans le Zharey²⁰⁸.

En avril, la Compagnie N du 3 RCR se préparait à céder la place à la Compagnie B du 2 R22^eR, mais il fallait mener des opérations pour maintenir les insurgés dans l'instabilité. L'Op SANGA TSUNAMI, la dernière menée par la Compagnie N, avait eu lieu les 9 et 10 avril (voir les figures 5-9 et 5-9a). Exécutée au sud de la Route n° 1, près de Kolk, elle avait un but exploratoire et était essentiellement une mission de manœuvre de collecte du renseignement. La Compagnie N et les mentors de la police étasunienne se déplaçaient vers le sud quand ils se sont heurtés à un système d'alerte ennemi qui a déclenché à leur rencontre des tirs d'armes légères et des grenades propulsées par fusée (GPF). Au même moment, un EEI faisait exploser un véhicule des mentors de la police. Tout l'appareil de commandement ennemi, jusqu'à Sia Choy, s'est démasqué devant les systèmes ISTAR, y compris certains des nouveaux chefs arrivant dans le district²⁰⁹.

À Senjaray, le renseignement canadien a confirmé que l'ennemi augmentait ses forces de quatre groupes de plus faisant environ 65 combattants. Le 19 avril, le Lcol Paul a dépêché la Compagnie B dans la région pour qu'elle collabore avec les forces afghanes locales dans le cadre de l'Op SANGA SENJARAY, qui visait non seulement à perturber le mouvement ennemi dans le sud de Senjaray et à dénicher les caches d'armes et de matériaux servant à fabriquer des EEI, mais aussi à manœuvrer pour recueillir du renseignement. La Compagnie B et des sapeurs du 51^e Escadron se sont joints à la compagnie d'infanterie afghane basée au Poste fortifié de Senjaray et à son équipe de mentors canadiens et ils ont commencé à dégager les enceintes d'intérêt. Ils ont trouvé de petites quantités de matériaux utilisés pour fabriquer des EEI, et plusieurs membres de la Compagnie B souffrant de déshydratation ont été évacués²¹⁰.

L'Op SANGA SENJARAY a eu un effet intrigant sur la population de Senjaray. Le lendemain, 40 chefs communautaires ont déclaré à la choura du district pour la sécurité qu'ils « avaient décidé de s'opposer aux insurgés dans leur village » [Traduction]. Le chef de district Sahardi a dit aux équipes canadiennes de la COCIM que la population locale « se chargerait elle-même de chasser les insurgés du village », mais il a ajouté qu'à son avis, « une présence renforcée des FSNA, ou des FC, ou les deux, serait nécessaire pour que l'influence et la présence des insurgés dans la région ne se remanifestent pas²¹¹ » [Traduction]. Les insurgés ont riposté à cette témérité en tendant une embuscade complexe à une patrouille de l'ANA qui a tué deux soldats afghans et a blessé gravement un soldat canadien et quatre autres Afghans²¹².

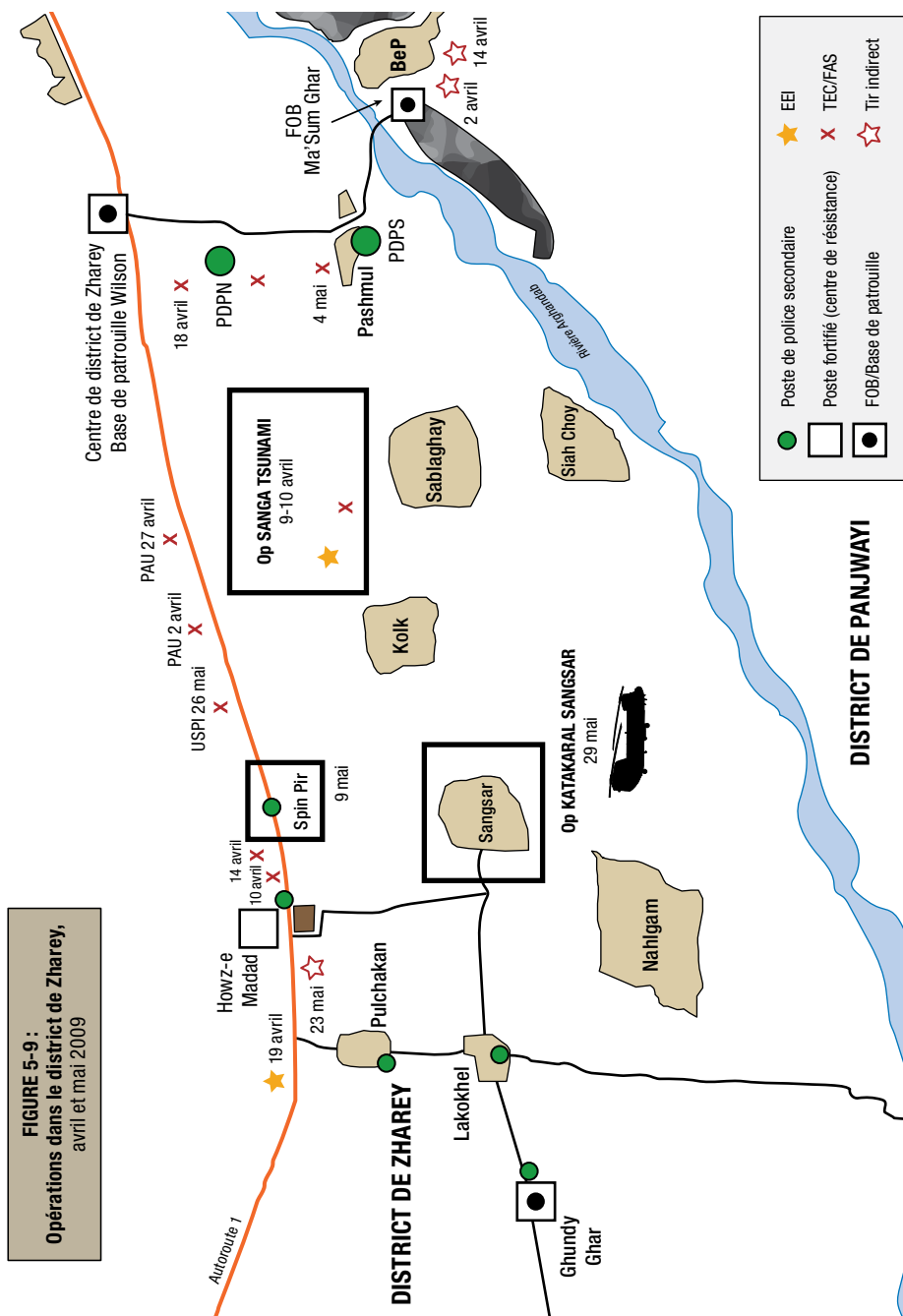


Figure 5-9 : Opérations dans le district de Zharey, avril et mai 2009

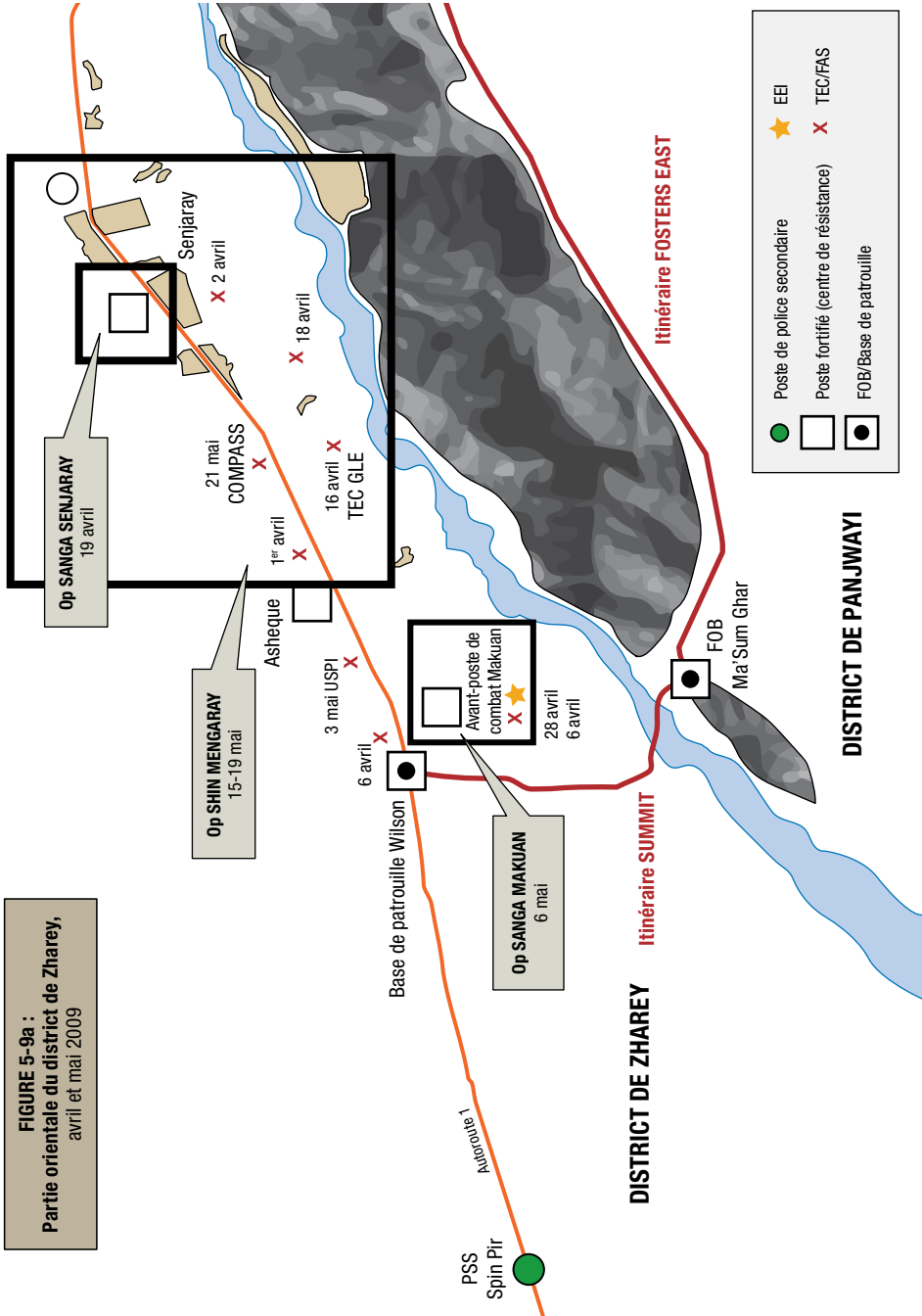


Figure 5-9a : Partie orientale du district de Zharey, avril et mai 2009

Les Canadiens et les Afghans ont multiplié les patrouilles à Senjaray, mais leurs efforts n'ont produit que de petits résultats sans importance. Le 6 mai, la Compagnie B et la force afghane à Makuan ont coopéré pour mener l'Op SANGA MAKUAN, mais celle-ci n'a rien donné. Les insurgés sont allés vers le sud et, depuis les positions qu'ils occupaient à l'est, ils ont fait feu sur les postes de police secondaires de Pashmul-Nord et de Pashmul-Sud, le long de l'itinéraire Summit.

Les insurgés ont de plus en plus paralysé les communications cellulaires dans le district pour empêcher les habitants de l'endroit de transmettre des informations au Centre interarmées de coordination de district. C'était là quelque chose de très préoccupant, car ce système « 911 » portait fruit. Malheureusement, le commandant de la DNS a, du jour au lendemain, perdu le contact avec toutes ses sources. Un projet de construction d'une tour en dehors de la FOB Wilson était supposément en cours, mais personne ne semblait savoir grand-chose à ce sujet, sauf que l'ACDI y participait peut-être. Entre-temps, les trois fournisseurs de services de téléphonie cellulaire du district suspendaient leurs activités²¹³.

Vu les problèmes de main-d'œuvre au poste de police secondaire de Pashmul-Sud, les autorités à Kandahar étaient exaspérées à l'idée de traiter avec la police de Zharey ailleurs qu'à Senjaray. Comme l'ELMOP canadienne avait été réaffectée à des opérations de soutien à Kandahar, il y avait moins de mentors de la police dans le district de Zharey. Les mentors de la police des États-Unis essayaient encore de définir quel serait leur rôle dans le district. Par conséquent, la décision a été prise de fermer les postes de police secondaires de Spin Pir et de Pashmul-Sud et d'en retirer les mentors canadiens. Dans le cadre de l'Op MIKIERANDAL 2, les sapeurs canadiens ont enlevé les installations pour que les insurgés ne puissent pas s'en servir²¹⁴.

Cette évolution des choses a alarmé le chef de district Sahardi :

Selon le CD, la situation donnait l'impression à la population locale et aux insurgés que la FIAS se retirait des districts de Zharey et de Panjwayi. Les membres de la choura ont fait directement référence aux bases de patrouille et aux postes de police secondaires de Spin Pir, Mushan et Pashmul-Sud et ils ont déclaré que ces mesures portent la population locale à croire que les insurgés ont chassé la FIAS de ces régions. Par ailleurs, de nombreux membres de la choura réclamaient des projets de développement dans leurs sous-districts²¹⁵. [Traduction]

Le district de Zharey à l'ouest de Senjaray faisait désormais partie de la zone de déstabilisation. Sans les forces nécessaires pour le dégager et le tenir et vu que la priorité était accordée maintenant à la ville de Kandahar et à ses approches, la FO Kandahar a fait une croix sur la majeure partie du district de Zharey. Les planificateurs canadiens ont mis l'accent sur le renforcement du succès remporté à Senjaray et ont déclenché des opérations

de déstabilisation au hasard juste au sud de la Route n° 1 pour contenir les insurgés dans la zone de Sangsar-Kolk et les éloigner de la route.

À la mi-mai, la FO Kandahar a décidé de retourner à Senjaray dans le cadre de l'Op SHIN MENGARAY. Ce qui était bon pour l'un l'était aussi pour l'autre : par conséquent, le 2-2 Infanterie s'est déployé aux fins de l'Op BOBCAT pour amener les insurgés du district de Maywand à activer leur système de communications de manière que leurs relais radioélectriques dans les collines au nord de la Route n° 1 — désignés comme étant l'objectif PLAGUE — puissent être repérés et détruits avant que le gros des forces s'avance dans le Zharey. L'objectif PLAGUE a temporairement été réduit au silence, après des tirs d'artillerie et des attaques aériennes multiples exécutés à 3 h à l'aube du 16 mai, puis à 8 h le même jour, et après l'entrée de la Compagnie C du 2 R22^eR dans le secteur sud de Senjaray. En même temps, le peloton de reco et l'Escadron C ont adopté des positions d'arrêt au sud de la rivière Arghandab. La Compagnie D du 2-2 Infanterie a dressé une position semblable depuis l'ouest, la Compagnie B a dégagé la Route n° 1 avec les sapeurs, et l'Escadron de reco s'est rendu au nord-est pour établir une telle position également. Les 1^{er} et 4^e Kandaks et leurs mentors canadiens se sont rendus au Poste fortifié de Senjaray en prévision de leur mouvement dans la zone bouclée, quand plusieurs de leurs interprètes ont soudainement démissionné en affirmant que les Américains payaient mieux que les Canadiens et qu'ils avaient décidé d'aller à l'enchérisseur le plus offrant. Cette action tout à fait inattendue a paralysé cette partie de l'opération.

L'ennemi s'est immédiatement fait rare et a caché ses armes. Portant des vêtements civils, beaucoup se sont enfuis vers l'ouest en empruntant les réseaux d'oueds et en longeant la rivière : comme ils n'étaient pas armés, les ressources aériennes et l'artillerie ne pouvaient pas les prendre à partie. Du matériel servant à fabriquer des EEI et un canon sans recul de 82 mm ont été trouvés, et les Afghans ont détenu 30 personnes soupçonnées d'être des insurgés. Un insurgé a sorti un fusil AK-47 dissimulé sous ses vêtements et a tiré sur les troupes canadiennes, mais il a été abattu avant de causer des pertes dans nos rangs. Lors d'un autre incident, un EEI a blessé des membres d'une patrouille étasunienne, mais il n'y a alors eu aucun autre engagement²¹⁶.

Le lendemain, les relais radioélectriques à l'objectif PLAGUE fonctionnaient de nouveau. Un SUAV ScanEagle a été envoyé dans le secteur, de manière que les tirs des obusiers M-777 puissent les atteindre. Pendant que la Compagnie B se repliait, elle s'est butée à de multiples EEI et a demandé une extraction aéromobile. Des appareils CH-47 en ont ramené les membres à la FOB Wilson, pendant que les unités d'arrêt se repliaient progressivement jusqu'à leurs bases. La FO Kandahar a estimé que l'Op SHIN MENGARAY avait produit un effet perturbateur chez les insurgés à Senjaray.

La Compagnie B du 2 R.22^eR a exécuté l'Op KATAKAWAL SANGSAR; il s'agissait d'une insertion aéromobile accomplie avec des hélicoptères canadiens dans la région de Sangsar afin de perturber le réseau d'insurgés ciblant la Route n° 1. Après un échange de feux de deux heures, le 29 mai, la Compagnie B a effectué un retrait au sol, d'abord jusqu'au poste fortifié de Lakokhel, puis jusqu'à la FOB Wilson²¹⁷.

Opérations dans le district de Panjwayi, en avril et mai 2009

Au Panjwayi, Haji Baran est resté chef du district, mais peu de personnes assistaient à la choura bimensuelle du district, et l'Assemblée de développement des districts n'était à peu près pas active. L'équipe montante de la COCIM a eu une rencontre avec Baran et lui a demandé de dresser une liste de projets prioritaires qu'il voulait voir exécuter. Des membres du gouvernement afghan avaient informé Baran qu'un avocat, un procureur et un juge allaient être affectés dans le Panjwayi et qu'il y faudrait donc du matériel de bureau. Baran voulait un entrepôt protégé pour la distribution du blé. Il voulait de surcroît qu'une grande mosquée soit établie près du nouveau Centre du district, et il demandait aussi un terrain de jeu²¹⁸. Il a expliqué que ces éléments seraient entourés par une nouvelle ville qui serait entièrement construite à l'ouest de Bazaar-e Panjwayi et qui s'appellerait Dastagiri. Les agents de la COCIM ne savaient pas trop comment répondre à ces grandioses demandes. Baran a joué la carte des préférences canadiennes à son avantage : il a organisé un groupe témoin de femmes pour exprimer leurs préoccupations sur le sujet, mais l'Équipe de la COCIM a appris que « c'était Baran, le chef de district, qui avait choisi ces femmes [...] et que l'on pensait qu'elles étaient parentes avec lui ou avec certains de ses amis intimes²¹⁹. » [Traduction]

Baran a continué de se plaindre du projet de pavage de l'itinéraire Fosters. Les ouvriers étaient encore la cible d'explosions, et les progrès étaient lents; par ailleurs, les Canadiens sont devenus convaincus que, paradoxalement, Baran torpillait le projet d'une façon ou d'une autre. Au début de mai, l'OTC a cessé ses activités sur la route et a confié le projet à la seule entreprise soumissionnaire, à savoir Bennett-Fouch Associates²²⁰. Quelques semaines plus tard, quand l'Équipe de la COCIM et l'OTC ont fait un contrôle auprès de Bennet-Fouch, rien n'avait été accompli sur l'itinéraire Fosters, et l'entrepreneur leur a fait savoir que Baran lui avait ordonné d'arrêter les travaux²²¹.

En ce qui concerne la police, les problèmes d'effectifs se sont poursuivis. Les mentors ont appris que 50 agents de police affectés au district de Panjwayi vivaient dans la ville de Kandahar et refusaient de travailler dans ce district parce que c'était trop dangereux²²². L'Équipe de mentorat de la Police des États-Unis a estimé que les policiers tadjiks étaient fiables, mais non ceux qui étaient pachtoues, et l'équipe convenait que « la PAU à Bazaar-e Panjwayi était en général plus professionnelle que dans certains autres districts²²³ » [Traduction]. Le chef de police a réussi à convaincre les mentors de la police

canadiens et étasuniens d'organiser une réunion distincte d'un « sous-comité » du Comité de sécurité, parce qu'il ne faisait pas confiance à Baran. Ce « sous-comité » a permis d'améliorer les rapports entre la Police afghane et l'Armée afghane et de circonscrire leurs champs de compétence respectif, surtout en ce qui avait trait aux opérations à Bazaar-e Panjwayi, lesquelles avaient été une pomme de discorde dans le passé²²⁴. Quoi qu'il en soit, la police a été assez compétente pour démasquer une équipe de faux agents de police afghans dans le Panjwayi²²⁵. En fin de compte, cependant, le chef de police était exaspéré et prêt à démissionner :

Il s'est souvent plaint par le passé en disant qu'il était prêt à mener des opérations et disposé à le faire, mais qu'il avait l'impression de ne pas disposer du soutien requis. Il manque constamment de personnel et il a perdu plus de 20 de ses hommes [dans le cadre de leurs fonctions] depuis son arrivée dans le secteur. Il ne voit pas d'amélioration et, par conséquent, il ne voit aucune raison de rester à Bazaar-e Panjwayi; il voudrait travailler dans un endroit où il pourrait susciter un changement [...] Le départ du chef de police risque de nuire grandement à l'amélioration de l'efficacité de la PAU — amélioration qui avait été observée depuis l'arrivée du chef de police de district actuel — et d'avoir un effet sur la stabilité relative créée à Bazaar-e Panjwayi²²⁶. [Traduction]

Il a été convoqué à Kaboul à une réunion avec le ministre de la Justice qui lui a remis une lettre répondant à ses préoccupations au sujet du soutien accordé à la police dans les districts. À son retour au Panjwayi, il a lu la lettre à ses hommes. Les mentors de la police ont observé ce qui suit : « Cette lettre semble répondre à toutes les plaintes visant la [police] [...] C'est là un progrès énorme, à supposer que ces mesures soient appliquées. Étant donné le caractère du chef de police, ces mesures seront rigoureusement mises en œuvre [...] elles amélioreront aussi les relations avec la population locale et les FSNA²²⁷. » [Traduction]

En dépit de son congédiement imminent attribuable à sa trop grande honnêteté, le Col Faiz a continué à fournir au Centre interarmées de coordination de district des renseignements importants et détaillés sur les activités de l'ennemi. Par exemple, l'ennemi se consolidait à Zangabad avec sept groupes différents, dont un qui était complètement constitué d'Arabes et qui encadrait une équipe de sept adolescents. Il y avait des postes de contrôle insurgés tout autour de Zangabad. Un autre nouveau noyau se trouvait à Chowlghor, où une soixantaine de combattants étrangers avait ses quartiers avec ses véhicules de modèle civil. Les sources de Faiz l'ont aussi informé que, pendant une grande réunion tenue à Quetta

sous la présidence du mollah Baradar, ce dernier avait donné ordre aux forces déployées d'organiser une attaque de taille contre certains éléments de l'infrastructure de la FIAS et de les occuper aux fins de la propagande²²⁸. En fait, les insurgés tenaient des chouras à Chalghowr et s'étaient constitués en tant que puissance parallèle avec vingt combattants locaux qui vivaient là²²⁹.

Le Centre interarmées de coordination de district continuait à recevoir un flux d'informations régulier de la part de la population locale sur les mouvements de l'ennemi dans des secteurs du district que les insurgés ne contrôlaient pas. Les détachements de police afghans, en collaboration avec les mentors de la Police des États-Unis, ont découvert plusieurs caches importantes dans le sud et le sud-est de Bazaar-e-Panjwayi, ce qui a réduit les capacités opérationnelles des insurgés. Une de ces caches, qui comprenait une tenue ensanglantée de médecin, se trouvait dans une mosquée de Bazaar-e-Panjwayi. L'insurgé suspect était un mollah de la collectivité même²³⁰.

En avril et mai 2009, les opérations de sécurité canadiennes et afghanes mettaient l'accent sur trois endroits : Mushan, Sperwan et les localités au sud de l'itinéraire Fosters-Est (ce dernier venant d'être renommé itinéraire Hyena). Une augmentation des signalements de mouvements d'insurgés dans Chalghowr, Salavat, Nakhonay et Khenjakak et leur lien avec les opérations continues dans le Dand et la ville de Kandahar ont obligé les commandants de GT (qui exécutaient la relève sur position) à réviser leurs priorités. L'Équipe de la COCIM a examiné la situation à proximité de Salavat en interrogeant la population pour se faire une idée de ce qui s'y passait, mais l'équipe n'a recueilli que des renseignements contradictoires : certains disaient que les agents du poste de police secondaire de Salehan volaient les gens, mais d'autres étaient satisfaits de leurs services. Personne ne se risquait à parler des insurgés.

Le 4 avril, la Compagnie M et l'escadron de chars ont exécuté l'Op ARGHANWANI PIL II. Pendant que la police patrouillait sur l'itinéraire Hyena et que les chars se rendaient à une position d'appui, une seule GPF a été lancée contre eux, sans faire de dégâts; plus tard, un véhicule de la police a heurté un EEI qui a blessé deux hommes. Il n'existait aucune résistance organisée, mais les progrès étaient lents, en raison de la menace des EEI sur l'itinéraire Lake Effect. La couverture ISTAR a permis de recueillir d'autres données sur les activités ennemies dans l'est du Panjwayi, mais l'ennemi n'a pas réagi aux mouvements de l'équipe de combat²³¹ (voir les figures 5-10 et 5-10a).

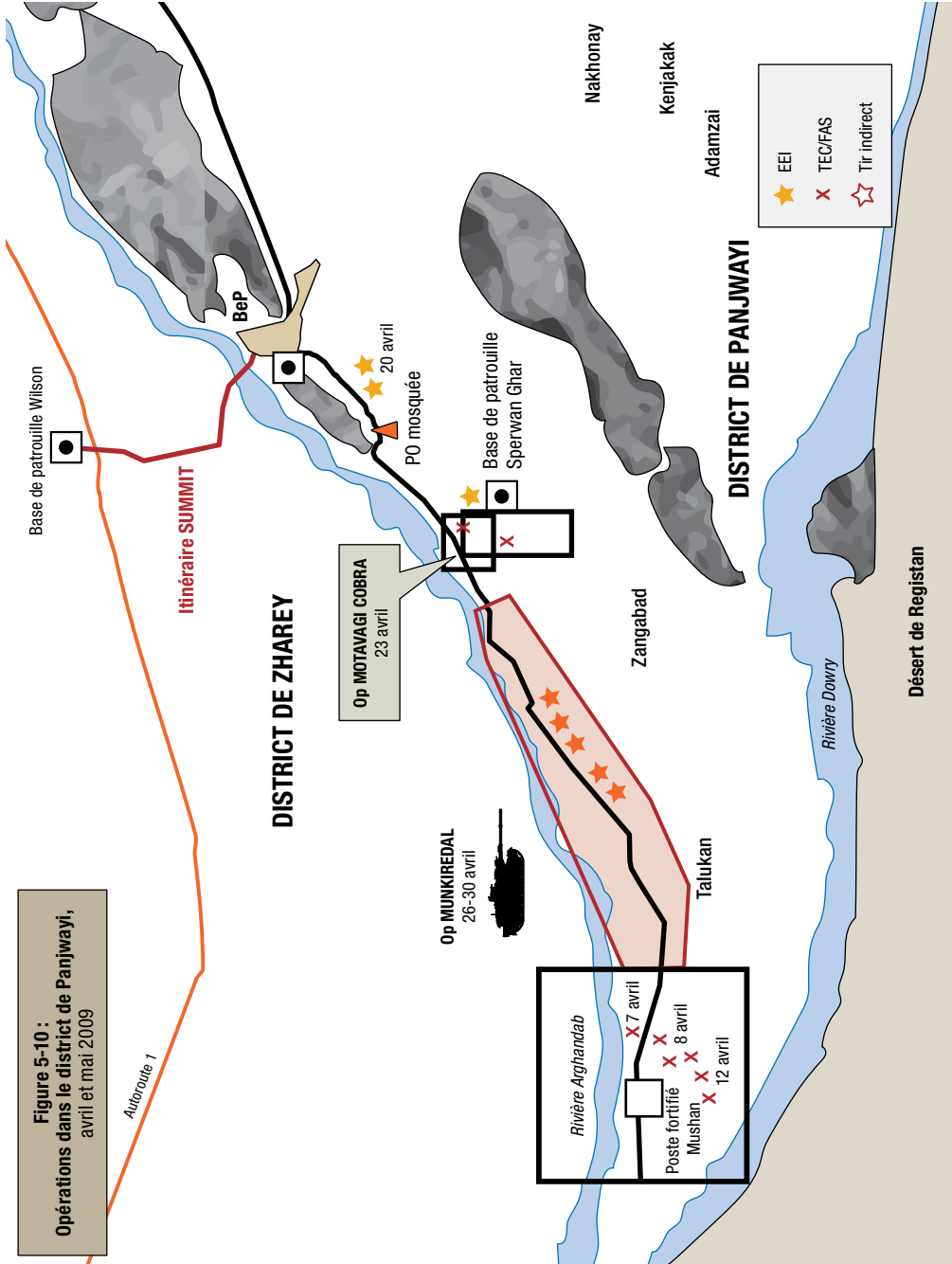


Figure 5-10 : Opérations dans le district de Panjwayi, avril et mai 2009

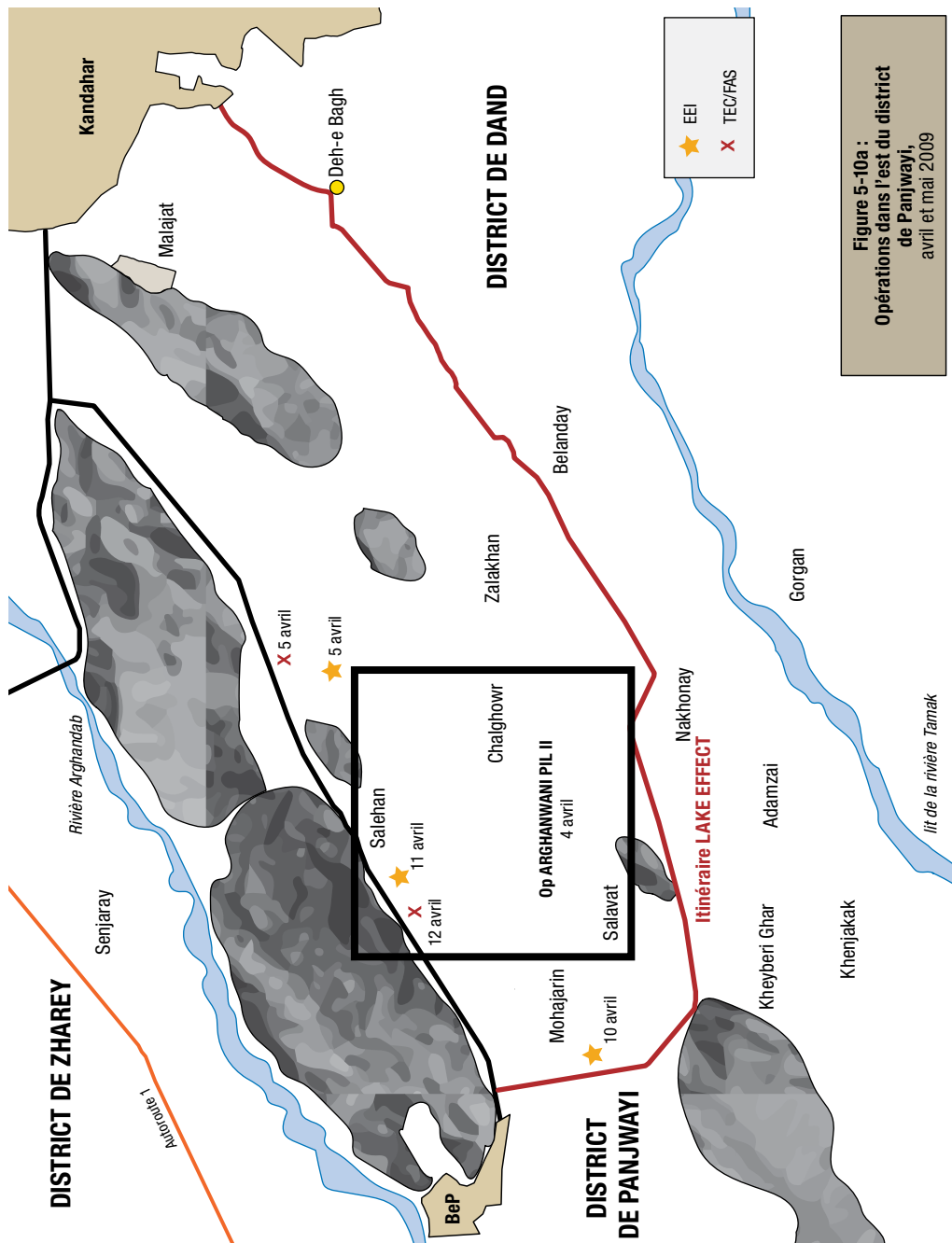


Figure 5-10a :
Opérations dans l'est du district
de Panjwayi,
avril et mai 2009

Figure 5-10a : Opérations dans l'est du district de Panjwayi, avril et mai 2009



Photo : Gracieuseté de l'Escadron C, LdSH, FO 1-09

Cette photo, prise près de Talukan dans la corne du Panjwayi, fait voir le terrain rétréci le long de l'itinéraire Fosters qui a fait accroître la vulnérabilité des convois de ravitaillement.

L'action s'est alors transposée à Mushan, là où une compagnie d'infanterie du 3^e Kandak et ses mentors canadiens avaient mené d'énergiques patrouilles pour désarçonner constamment l'insurrection. En général, les insurgés s'en tenaient à la région située à l'ouest de Mushan et à l'est de Talukan. Lors d'une poussée vers l'est, le 7 avril, les Afghans et les Canadiens ont surpris un groupe d'insurgés : des tirs ont été échangés. Tandis que la patrouille se retirait, la Batterie X, qui venait d'être déployée à la BP Sperwan Ghar, exécutait sa première mission de tir avec ses obusiers M-777 pour couvrir la patrouille, et des hélicoptères OH-58D Kiowa Warrior faisaient des passes de tir au canon contre des insurgés que l'on pouvait identifier²³². Le lendemain, l'infanterie afghane et ses mentors ont fait une nouvelle poussée vers l'est simplement pour savoir ce qu'il adviendrait. Ils ont délogé une patrouille d'insurgés et ont demandé un appui aérien rapproché de la part de deux F-18 du Corps des marines des É.-U. [U.S. Marine Corps]. Tandis que la batterie de M-777 se préparait à faire feu, l'ennemi s'est dispersé. Sur la route de retour au poste fortifié, la patrouille a essuyé les tirs de deux insurgés qui ont pris la fuite quand des tirs nourris les ont pris à partie²³³. La situation s'étant envenimée à un degré extrême, l'infanterie afghane de Mushan est retournée à Talukan, mais elle a dû revenir vers Mushan quand un soldat a été blessé. Les mentors canadiens à Mushan ont conclu qu'ils étaient tombés sur une fabrique d'EEL et une zone d'étape au nord de Talukan²³⁴.

La décision que le Bgén Vance a prise de retirer les troupes du Zharey occidental et du Panjwayi, afin de mettre l'accent sur les approches de la ville de Kandahar, et une réorientation des kandaks de l'Armée afghane au sein de la 1^{re} Brigade du 205^e Corps de l'ANA ont donné lieu à l'Op MUNKIREDAL à la fin d'avril. En deux mots, cette opération était le démantèlement du poste fortifié de Mushan. Ce ne fut pas une décision facile à concrétiser, surtout que certains des soldats du GT avaient combattu à cet endroit en 2007 et que beaucoup de sang canadien avait été versé le long de l'itinéraire FOSTERS. Le tout représentait un important enjeu de leadership pour le Lcol Paul, qui se devait de réaliser la mission. En définitive, elle a été accomplie²³⁵.

Dans l'ensemble, l'Op MUNKIREDAL était une version grossie des opérations exécutées depuis 2007 le long de l'itinéraire Fosters ouest (désormais appelé « itinéraire Hyena »). En l'occurrence, une enceinte d'intérêt décrite comme étant un nœud de commandement et contrôle a d'abord été la cible de bombes GBU-38 (comme en août 2008 lors de l'Op TIMUS PREEM). Par la suite, l'escadron de chars Leopard a fait une feinte au sud de Sperwan Ghar, puis il y a eu une poussée dirigée par des véhicules COID directement sur l'itinéraire Hyena jusqu'à Mushan. Comme il fallait s'y attendre, « la progression a été lente pour les Compagnies B et C [...] plusieurs petits UXO ou EEI ont été trouvés qui ont ralenti l'avance [...] les éléments de tête (des chars avec rouleaux presseurs) ont heurté un EEI [...] des problèmes de mobilité ont aussi retardé l'opération. Cet état de choses était attribuable à la largeur de la route. » [Traduction] Il a fallu 28 heures pour franchir environ 20 kilomètres : une situation remarquablement semblable aux opérations antérieures.

Le démantèlement s'est opéré pendant que deux compagnies du 2-2 Infanterie patrouillaient le long du segment ouest de l'itinéraire Hyena, afin de s'assurer que les insurgés n'y posaient aucun EEI. Comme le niveau de la rivière Arghandab s'était considérablement élevé, la force est retournée à Sperwan Ghar en empruntant ce même segment de l'itinéraire. Sur le parcours, la force est tombée à cinq reprises sur des EEI; un char Léopard ayant heurté l'un de ces engins, deux de ses membres d'équipage ont été blessés. Il n'y a eu aucun autre contact avec l'ennemi, car, « selon les rapports, les insurgés ne comprenaient pas encore le but véritable de l'Op MUNKIREDAL, certains d'entre eux pensant que la FIAS allait venir détruire les récoltes de pavot, et d'autres, que les FSNA et les FC agrandissaient le Poste fortifié de Mushan, ou qu'elles construisaient une nouvelle base²³⁶. » [Traduction] La force a été de retour à ses bases le 30 avril. Désormais, il n'y avait plus aucune présence afghane ou canadienne à l'ouest du 28^e degré de longitude est, et la corne du Panjwayi était maintenant entièrement occupée par les insurgés²³⁷.



Photo : MDN AR2009-Z051-01

Quand il a été établi que le poste fortifié de Mushan avait servi ses fins, le Groupement tactique du 2 R22^eR a lancé l'Op MUNKREDAL pour le démanteler et redéployer la compagnie d'infanterie afghane et ses mentors canadiens qui y avaient été basés.

Par conséquent, la Compagnie C a lancé l'Op KATAKAWAL STRIKE à l'ouest de Sperwan Ghar, en direction de Zangabad, en s'avançant dans une profondeur de deux kilomètres, et ce, dans le but de générer du renseignement pouvant servir à des frappes éventuelles. L'opération a permis de comprendre que la population s'abstenait en tous points de prendre position, en raison de la présence des talibans. L'opération a aussi fait considérablement accroître les activités de communication ennemies et permis de constater que les insurgés étaient libres de se déplacer où bon leur semblait à l'ouest du 28^e degré de longitude est.

Le Maj Jourdain croyait que des mouvements de patrouille, combinés à l'établissement de postes d'observation à l'ouest de Sperwan Ghar, constituaient la meilleure façon d'entraver la liberté de mouvement de l'ennemi et de générer une zone de sécurité depuis la base²³⁸. Ce plan a donné lieu à des patrouilles constantes. C'est dans ce contexte que le Cplc Simon Frigon a été décoré de la Médaille de la vaillance militaire pour ses actions. Il a dirigé deux retraits au combat au cours de deux patrouilles distinctes, après que sa section fut tombée dans une embuscade et eut failli être coincée par des forces ennemies les 7 et 20 mai. Le 21 mai, un peloton de la Compagnie C a mis au défi le système de préalerte de l'ennemi et tué deux combattants, mais les insurgés prévoaient les mouvements du peloton et dirigeaient des tirs nourris sur lui chaque fois qu'il changeait de position; trois soldats du peloton ont

été blessés. Le concours de l'artillerie s'en est suivi, pendant que les véhicules VBL III s'avançaient pour procéder à l'extraction²³⁹. Lors d'un engagement semblable, le 26 mai, des insurgés en motocyclette munis de GPF et bénéficiant du soutien de mortiers ont frappé une patrouille de huit soldats depuis deux endroits. Tandis que les soldats demandaient l'intervention des obusiers M-777 basés à Sperwan Ghar, ils ont constaté que les forces ennemies se déplaçaient sur des itinéraires parallèles dans l'espoir de leur couper la route. Les soldats ont quand même réussi à rentrer, et un seul a été blessé. Plus la Compagnie C envoyait de patrouilles, cependant, plus la population locale était portée à la renseigner sur les activités de l'ennemi²⁴⁰.

C'est ainsi que les choses ont continué, une ligne ayant été tracée sur la carte au 28° degré de longitude est.

Opérations dans les districts d'Arghandab et du Bas-Shah Wali Kot, avril et mai 2009

Pendant les mois d'avril et de mai, le thème dominant dans le district d'Arghandab était l'affaiblissement continu de la gouvernance. Haji Karimullah Naqibi, le chef des Alikozais, refusait obstinément de coopérer avec le gouvernement provincial et, en particulier, avec l'ANA et la FO Kandahar. Plus de huit mois auparavant, l'Armée afghane avait planifié d'établir un poste fortifié dans le village de Jelawur, mais Karimullah faisait en sorte de paralyser sa construction parce le poste devait se construire sur ses terres²⁴¹. Dans tout l'Arghandab, tous savaient que les insurgés renforçaient leur emprise sur la population de Jelawur, mais, comme il n'y avait là aucune infrastructure tactique, il était quasi impossible d'y instaurer un régime de gouvernance²⁴². Les insurgés ont eu l'audace de tenir une choura dans un village voisin du Centre du district d'Arghandab à la mi-avril, et « la FO Kandahar n'a pas pu amener des éléments suffisants dans la bande verte pour en interdire l'accès à ces insurgés » [Traduction]. « On a communiqué avec le CCO-P pour qu'il obtienne la participation de l'ANA, mais celle-ci n'a envoyé aucune troupe²⁴³. » [Traduction] Quand les Canadiens se sont adressés au gouverneur Wesa, « ils lui ont dit que la situation en cours ne pouvait être réglée uniquement avec des opérations cinétiques. Il fallait accroître la présence de la police grâce à des postes de contrôle et à des patrouilles, afin de recueillir du renseignement sur le terrain, tout en perturbant la liberté de mouvement des insurgés²⁴⁴. » [Traduction] Le gouverneur a déclaré qu'il discuterait de la question avec Matiullah Qati Khan, le chef de la police provinciale. Il a fini par convoquer une choura avec certains anciens de l'Arghandab, mais cela n'a rien donné²⁴⁵.

Sur le plan positif, les deux spécialistes talibans qui commandaient le réseau des poseurs d'EEI dans l'Arghandab et que l'on jugeait responsables de nombreuses attaques contre l'Escadron de reco ont été tués par « des éléments du Commandement régional (Sud) »

[Traduction] dans la nuit du 4 avril²⁴⁶. Au cours des deux mois suivants, les Forces canadiennes n'ont subi que quatre attaques à l'EEI. Une seule a causé des pertes aux Canadiens : le 13 avril, pendant que le Maj Dean Tremblay et le Maj Jean-François Cauden procédaient au transfert du commandement de l'Escadron de reco, le Cvr Karine Blais, membre du 12^e Régiment blindé du Canada, a été tuée et quatre autres membres ont été blessés quand un EEI a fait exploser leur véhicule Coyote.

Le Maj Cauden et ses cavaliers ont compris d'emblée que leur tâche dans le Bas-Shah Wali Kot et l'Arghandab en était une d'économie d'effort. Ils ne se faisaient pas d'illusion. Le Bgén Vance a parlé au Maj Cauden directement. Il a limité les tâches de l'escadron à celles-ci : maintenir l'accès à la route de Tarin Kot, perturber les activités ennemies le plus possible et, dans la mesure du faisable, trouver des moyens à l'échelle locale pour que la population continue de se rallier au gouvernement, en prévision des élections du mois d'août. Dès le départ, les troupes savaient pertinemment que des forces viendraient exécuter une relève sur position, mais elles ignoraient quand cela se produirait²⁴⁷. Le Lcol Paul a souligné ce qui suit : « L'Escadron de reco se déplaçait partout dans le district. C'était extrêmement difficile, et l'Escadron n'avait pas une forte présence sur le terrain. J'ai donc dit à mes gars de faire de leur mieux pour éviter les pertes et de choisir judicieusement leurs engagements avec l'ennemi. Je savais que les forces étasuniennes allaient arriver. Dans un tel contexte, il devient inévitable de définir un effort principal. Et cet effort principal était Deh-e Bagh²⁴⁸.

L'état-major de la FO Kandahar a conclu que l'ennemi avait réalisé ce qui suit :

... un certain succès et qu'il poursuivra ses actions jusqu'à ce que les réseaux opérant dans ce secteur soient pris à partie dans le cadre d'une campagne de ciblage soutenue. On estime que certains réseaux dans la région frontalière séparant le [Shah Wali Kot de l'Arghandab] sont locaux, mais de nombreux talibans se rassemblent à Khakrez et dans d'autres endroits du Shah Wali Kot, ou reçoivent un soutien de là, pour exécuter des opérations dans cette région²⁴⁹.

Cela étant, le Commandement régional (Sud) était techniquement chargé de ces secteurs et aurait dû recourir à son propre GT ou à des forces d'opérations spéciales pour monter des opérations de déstabilisation efficaces. En effet, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, l'emploi combiné d'une force opérationnelle étasunienne d'opérations spéciales et du GT du Commandement régional avait bien permis de déséquilibrer l'ennemi. Malgré cela, ces forces n'étaient plus employées de façon cohérente dans le Haut-Ghorak, le Khakrez ou le Haut-Shah Wali Kot, de sorte que les Canadiens et les Afghans dans l'Arghandab et le Bas-Shah Wali Kot faisaient les frais de la recrudescence de l'activité ennemie.

En réalité, quand les ressources ISTAR ont été utilisées à la mi-avril pour examiner le problème, l'évaluation a montré que le réseau d'insurgés dans le district d'Arghandab

comptait tellement de cellules qu'il leur a fallu cerner et nommer les zones d'opérations pour éviter les incidents « fratricides dans leurs rangs ». Il y avait même à ce moment-là un gouverneur taliban fantôme dans le district, et selon des rapports, les insurgés étaient en train de préparer une campagne d'assassinats contre les anciens, les membres de la choura et la police²⁵⁰.

Du côté gouvernemental, l'Arghandab n'avait pas vu de patrouille axée sur la COCIM en près d'un mois, en dépit du fait que des ressources avaient été trouvées pour rendre possible une visite protégée de dignitaires au barrage de Dahla²⁵¹. Quand les agents de la COCIM se sont effectivement réunis avec le chef de district, celui-ci a annoncé à l'équipe, le visage rayonnant, que toutes les écoles étaient ouvertes, que les enseignants étaient à leur poste et que les garçons et les filles étaient en classe. Des entretiens avec l'Assemblée de développement des districts ont révélé que le gouvernement ne contrôlait que les trois villages situés à proximité du Centre du district de l'Arghandab et qu'il ne pouvait réaliser des projets qu'à ces endroits²⁵². Pendant ce temps, le tristement célèbre Jabar Agha était aperçu partout dans le district en train d'organiser des activités et de faire des convertis à Jelawur, Mansurabad, Salam Kalachah et Khvajehmolk²⁵³.

Le 19 mai, le très patient chef de la police du district d'Arghandab, Zmaray Khan, a été grièvement blessé par une attaque suicide à l'EEI contre son quartier général; l'attentat a aussi tué plusieurs de ses agents les plus proches de lui. Il a été transporté à l'hôpital dans un hélicoptère Mi-17 par le Corps de la Force aérienne de l'ANA arrivé de l'aérodrome de Kandahar (KAF)²⁵⁴. Immédiatement après l'attaque contre la police, l'ennemi a posé un EEI près de Jelawur afin d'y attirer une force de réaction rapide canadienne, mais l'embuscade des insurgés a été écrasée par une troupe de chars Leopard et une compagnie d'infanterie afghane accompagnée de ses mentors canadiens.

Comme ses prédécesseurs l'avaient fait dans le passé, le gouverneur Wesa et son épouse ont quitté Kandahar précipitamment en confiant la situation peu reluisante en Arghandab au chef de la police provinciale, Matiullah Qati Khan, qui a déclaré à la FO Kandahar que la population de l'Arghandab pensait que le gouvernement « n'avait pas la capacité d'agir » [Traduction] : elle réclamait la présence immédiate d'une force de sécurité. Entre-temps, le système ISTAR recevait constamment des rapports sur des actions ennemies planifiées et envisagées. Quand les insurgés ont détruit les tours du réseau de téléphonie cellulaire, Matiullah Qati a dirigé une force de police accompagnée de mentors étasuniens dans l'Arghandab occidental. Cette force a été frappée par des EEI et prise dans une embuscade, mais le chef a dirigé deux groupes d'agents de police lancés à la poursuite de l'ennemi, et un insurgé a été tué. Une patrouille de reco canadienne qui était intervenue a aussi heurté un EEI, mais elle n'a subi aucune perte humaine. C'était la fin de mai, et l'Arghandab était de nouveau au bord du gouffre.

Opérations dans la ville de Kandahar, en avril et mai 2009

La ville de Kandahar a subi un assaut de terrorisme pendant tout le mois d'avril. Le 1^{er} avril, un attentat exécuté contre l'immeuble de la choura provinciale par quatre bombes humaines portant la tenue des soldats afghans a fait 17 blessés et sept morts, y compris le directeur de l'éducation et le directeur adjoint des services de santé. Les membres de la choura ont pris les armes et se sont défendus sous la direction de l'ancien *moudjahidine* Haji Agha Lalai Dastagiri. Ensuite, la FOB Walton a été frappée par une seule roquette, quelqu'un a lancé une grenade contre une patrouille de la police, et des convois de l'USPI circulant sur la Route n° 4 à l'est de la ville ont heurté deux EEI; c'était le premier attentat à se produire en plusieurs mois, et le mois venait tout juste de commencer²⁵⁵!

Quand un entrepreneur de travaux routiers a été enlevé et qu'une bombe humaine à bicyclette a fait sauter l'immeuble du quartier général de l'USPI, cela résultait peut-être de la violence commerciale ou d'une action des insurgés, mais l'EEI qui a frappé les ouvriers de l'entreprise de télécommunications se rendant dans le Zharey afin d'y réparer les tours du réseau de téléphonie cellulaire avait probablement été posé par des talibans cherchant à dégrader la sécurité dans ce district, ce qui montrait l'existence d'un lien entre les opérations des insurgés dans le Zharey et le terrorisme à Kandahar²⁵⁶. Cela a été confirmé davantage quand des agents de la PNA et de la DNS ont intercepté un véhicule pour attentat suicide bourré d'EEI qui se rendait à la ville depuis le lieu de construction de l'engin à Senjaray²⁵⁷.

Le 13 avril, quatre assassins ont abattu Sitara Achakzai, membre du Conseil provincial, au moment où elle quittait son domicile. Cet assassinat d'une personne très en vue a grandement attiré l'attention des médias et renforcé la conviction que la situation dans la province de Kandahar se dégradait au point de devenir complètement chaotique²⁵⁸. Seulement sept marchands sont venus au marché des femmes, déclarant à une patrouille de l'Équipe de la COCIM « avoir peur de participer parce qu'une femme membre de la choura avait été tuée au début de la semaine [...] et avoir peur de se déplacer dans la ville de Kandahar²⁵⁹ ». [Traduction]

La violence ne s'est pas arrêtée là. Une autre bombe humaine à bicyclette s'en est prise à une patrouille de la police à l'extérieur de l'hôpital de Mirwais. Le palais du gouverneur a été ciblé ensuite. Dans l'après-midi du 26 avril, trois bombes humaines portant la tenue des agents de la force de sécurité afghane sont entrées dans la zone de sécurité et se sont fait exploser : cinq personnes ont été tuées et le Centre de coordination provincial a été ébranlé. Un UAV CU-170 Heron a été envoyé sur place, et le Bgén Vance et le Lcol Turenne ont déménagé leur quartier général tactique dans le palais afin d'appuyer le gouverneur Wesa. Ils ont notamment déclaré : « L'endroit a été sécurisé avec efficacité, et les FSNA et les FC

l'ont exploité ensemble. Les efforts combinés des forces de réaction rapide de l'ANA et de la PNA démontraient que des progrès importants avaient été accomplis au chapitre du perfectionnement de leurs soldats et de leurs officiers²⁶⁰. » [Traduction]

Le gouverneur et la FO Kandahar ont tout d'abord travaillé dans le contexte de la Réunion sur la sécurité provinciale et avec son groupe de travail pour planifier l'exécution de patrouilles à pied plus fréquentes près des écoles et pour accroître le contrôle aux cinq principaux points d'accès de la ville de Kandahar. C'était comme si l'Op PORTCULLIS, oubliée depuis longtemps, avait été réinstituée. La première opération d'intensification a eu lieu le 29 avril et visait à repérer tout véhicule non autorisé et à détecter l'infiltration ennemie le long des principaux itinéraires. Le plan consistait à affecter un personnel plus nombreux aux cinq portes de la ville. Il s'agissait d'une opération de la police afghane, coordonnée par le Centre de coordination provincial et encadrée par lui²⁶¹.

L'étape suivante prenait la forme d'une intensification coordonnée des interventions par la PNA, l'ANA et la DNS dans des districts clés, pour y exécuter des opérations de bouclage et de fouille. Ces actions étaient planifiées par la nouvelle Réunion interarmées de patrouille et de planification de la ville de Kandahar au sein de laquelle l'ANA, la PNA et la DSN étaient représentées; la Compagnie Stab A assistait aux réunions pour représenter la FO Kandahar. Cependant, quand la Compagnie Stab A s'est rendue aux cinq points de contrôle aux portes de la ville, elle n'y a trouvé personne²⁶². Il a fallu 48 autres heures pour que la situation change. Le Lcol Turenne a ordonné à l'Équipe spécialisée du Génie de l'ERP d'aider la police à renforcer les postes de contrôle aux cinq portes de la ville. L'ANA et la police avaient alors convenu d'organiser des patrouilles interarmées (PI) jour et nuit. Toutefois, les Canadiens ont constaté que la DSN ne fournissait pas les renseignements détaillés nécessaires aux opérations informées par le renseignement. Puis les généraux sont arrivés de Kaboul.

Prenant le relais des choses, les généraux ont ordonné un ratissage conjoint de toute la ville par les forces de sécurité afghane à partir du 3 mai. La planification a commencé le 2 mai à un centre de coordination aménagé à la hâte dans la ville, sur le site de l'ancien quartier général du Corps. Trois compagnies du 2^e Kandak et deux autres du 3^e Kandak ont été dépêchées dans la ville depuis le Camp Hero et d'autres positions qu'elles occupaient dans les districts. Les observateurs canadiens étaient extrêmement inquiets : « Après avoir tenu une pseudoconsultation, ils ont donné un briefing général au gouverneur de Kandahar, puis ils ont exécuté leur plan isolément. » [Traduction] L'Op TOLO ATTAL 26 était donc lancée, avec 500 agents de police de la ville de Kandahar, de la police régionale et de la police frontalière, les trois corps de police travaillant indépendamment l'un de l'autre et de la DSN. L'Équipe canadienne de la COCIM, l'ELMOP, la CIVPOL et les mentors de la police des États-Unis ont tous pris part à l'entreprise²⁶³.

L'ensemble de la force s'est concentré sur deux districts à la fois; les districts n^{os} 9 et 8 ont eu la priorité, et le district n^o 9 était connu comme étant un bastion antigouvernemental. Ensuite, l'effort a porté sur les districts n^{os} 4 et 7. Les Forces canadiennes ont été dépêchées sur place afin de dresser un écran autour de la ville. L'Escadron de reco a déployé des patrouilles depuis Shah Wali Kot jusqu'à des positions au nord-ouest du district n^o 9, tandis que les UAV canadiens survolaient la ville²⁶⁴.

Cet effort massif a permis de découvrir quelques petites caches et une cellule de fabrication d'EEI de trois hommes. Les analystes canadiens étaient d'avis que les insurgés avaient déplacé leurs effectifs et leurs caches clés avant le début des fouilles. L'Op TOLO ATTAL 26 a pris fin le 10 mai et a été considérée comme un succès du point de vue du commandement et contrôle interarmées interagences²⁶⁵. Quand tout a été terminé, la Compagnie Stab A s'est rendue aux cinq postes de contrôle aux portes de la ville, cinq jours plus tard, et elle a constaté qu'ils n'étaient ni bien dotés en personnel ni opérationnels²⁶⁶. En sondant l'atmosphère régnante, cependant, les équipes de la COCIM ont observé qu'il « y avait des effets positifs durables » et que la population disait se sentir « plus en sécurité, surtout parce qu'elle savait que l'ANA et la PNA avaient découvert des munitions et des armes²⁶⁷ ». [Traduction]

Jusqu'à la fin du mois de mai, le nombre d'actes terroristes très médiatisés avait beaucoup diminué, mais les objectifs vulnérables restaient très prisés chez les insurgés. Deux fusillades depuis un véhicule en marche se sont produites et, dans un autre cas, deux interprètes qui travaillaient pour les forces d'opérations spéciales ont été blessés par balle. Deux attentats suicides et une attaque avec EEI radiocommandé ont visé la police et ont fait deux morts et 13 blessés. À un poste de contrôle routier dans le district n^o 9, la police a découvert 193 mines antipersonnel camouflées dans une camionnette Ford Ranger officielle conduite par des agents de police en uniforme possédant des papiers d'identité²⁶⁸.

Vu la violence et les opérations de sécurité ayant eu cours en avril et mai, l'ERP avait du mal à mettre l'accent sur le développement. Dans un rapport décourageant rédigé après que l'Équipe de la COCIM se fut entretenue avec la population locale, y compris un juge, l'Équipe a donné à entendre que les talibans gagnaient du terrain dans plusieurs secteurs clés :

Selon les juges des tribunaux, la FIAS a fait de fausses promesses aux ministères de la Justice pendant six ans, pourtant rien n'a changé. Ces propos visaient directement la COCIM. Ce juge affirme avoir siégé au tribunal de la ville de Kandahar au cours des six dernières années. À son avis, les talibans peuvent rendre des décisions judiciaires vite et bien, et les habitants de l'endroit peuvent se tourner vers eux, et ils le font effectivement, car ils ne font pas confiance à leur système de justice actuel. Ce juge estime que le renforcement de la sécurité dans le cercle du gouvernement ne fera qu'inciter les habitants à ne pas recourir au

système de justice et que ce cercle doit rester accessible, sans que les forces de sécurité y soient très présentes ... Les questions posées aux habitants de l'endroit ont mis l'accent sur les élections fédérales imminentes. S'ils savaient que des élections allaient se tenir, ils n'en connaissaient pas la date ou ne savaient aucunement qui avait effectivement posé sa candidature à la présidence²⁶⁹.

Réorganiser l'Op KALAY

Le district de Dand était l'endroit où serait mis à l'épreuve le concept des principales approches vers les villages. L'analyse de l'ERP, la connaissance de la situation – blanc et toute une gamme d'outils d'analyse ont débouché sur le choix du village de Deh-e Bagh comme point de mire de l'effort, que l'on a appelé « Op KALAY²⁷⁰ ». Du point de vue géographique, Deh-e Bagh se composait de trois collectivités situées le long de l'itinéraire Lake Effect, entre la partie ouest du district de Panjwayi et la ville de Kandahar. Une force qui contrôlerait Deh-e Bagh pourrait bloquer les itinéraires menant à Malajat (et, de là, à la prison de Sarposa, au nord-ouest, et à la Route n° 1) et au district n° 6 de la ville. Une présence renforcée dans le Dand qui aurait son origine à Deh-e Bagh et dans d'autres localités pourrait aussi influencer sur les itinéraires empruntés par les insurgés et menant à l'itinéraire Lake Effect jusqu'aux sites de lancement des fusées aménagés dans le district de Daman et visant le KAF (voir la figure 5-11). Par conséquent, les opérations à Deh-e Bagh pouvaient avoir un effet direct sur la sécurité de la ville de Kandahar, conformément au Plan KANTOLO.

Dans la région, le « terrain humain » comprenait principalement les clans barakzais, mais aussi un petit village peuplé de nomades kutchies. Dans l'ensemble, la population était évaluée comme étant progouvernementale, à la différence des refuges d'insurgés de Nakhonay, Khenjakak et Chalghowr. Très peu d'incidents de sécurité étaient liés à Deh-e-Bagh. De l'autre côté de la route du village, il y avait le complexe d'enceintes désormais lourdement endommagé du Centre de district de Dand²⁷¹.

Au chapitre de la gouvernance, le Dand était dans le camp des Sherzais, et les Barakzais avaient été progressivement marginalisés par l'architecture du pouvoir des Popalzais, mais pas de la même façon que les Alikozais l'avaient été dans l'Arghandab²⁷². En soutenant les Barakzais dans le Dand, on leur garantissait que ce qu'avaient subi les Alikozais en Arghandab aux mains des insurgés et des opportunistes en quête de pouvoir ne leur arriverait pas dans le Dand tant que le Canada veillerait au grain. En fait, certains policiers dans le Dand étaient fermement liés à l'architecture du pouvoir des Popalzais et ils étaient payés par Ahmad Wali Karzai²⁷³, mais on ne savait pas au juste combien il y avait de policiers barakzais, ou s'ils pouvaient faire contrepoids aux Popalzais en cas d'affrontement. Selon le Bgéné Vance, l'Op KALAY était une façon discrète de démontrer que les Barakzais et les Popalzais pouvaient coexister²⁷⁴. Quant à la dynamique des districts provinciaux, le Bgéné Vance croyait que les Canadiens pouvaient collaborer avec les Afghans pour

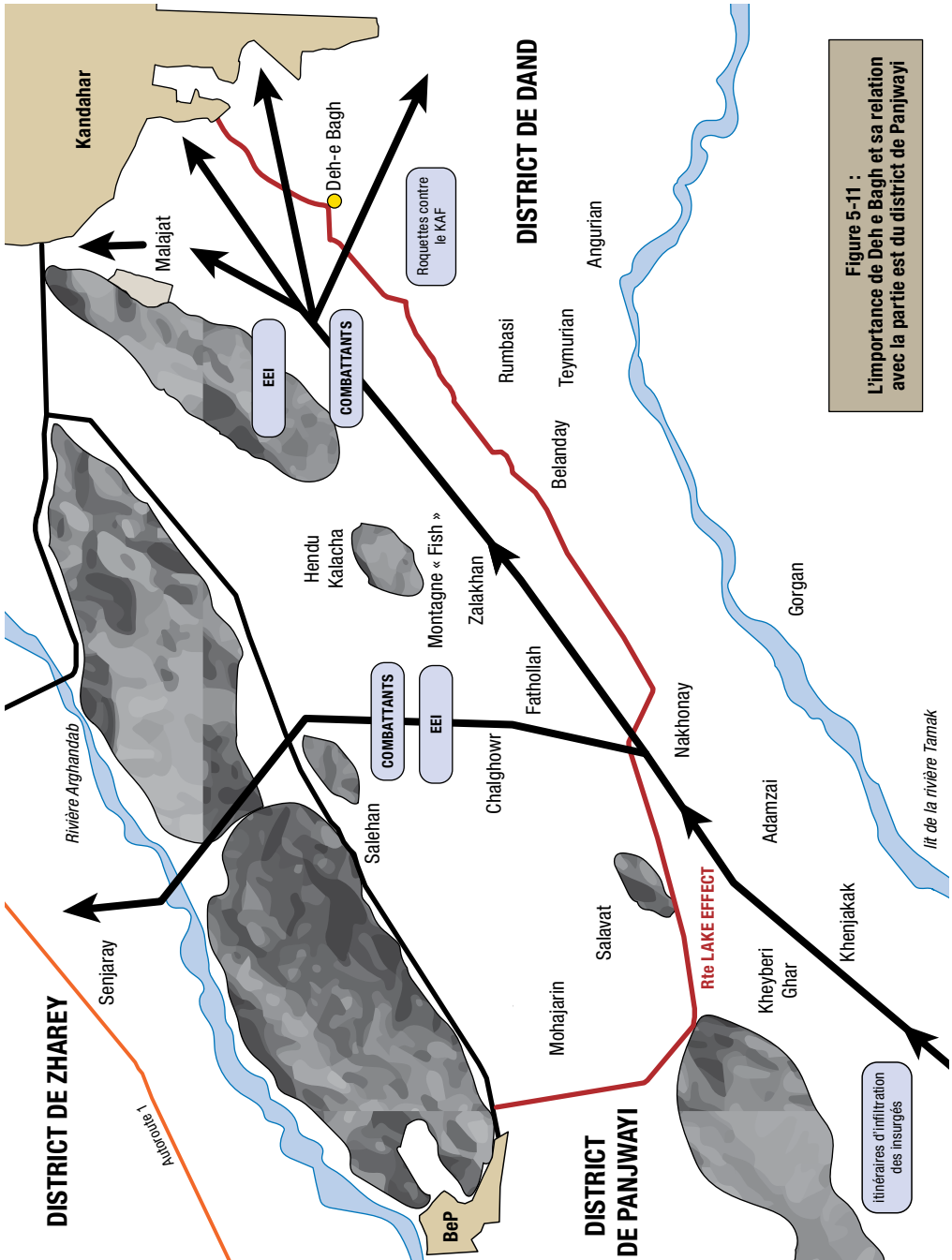


Figure 5-11 : L'importance de Deh e Bagh et sa relation avec la partie est du district de Panjwayi

Figure 5-11 : L'importance de Deh-e Bagh et sa relation avec la partie est du district de Panjwayi

« contourner les mauvais acteurs, parce que nous étions au niveau des villages²⁷⁵ » [Traduction], et cela, un peu comme l'ERP qui travaillait avec les assemblées de développement des districts et les conseils de développement communautaire pour contourner le dysfonctionnel Comité de développement provincial.

Le quartier général du Bgén Vance pouvait maintenant faire fond sur une collectivité relativement permissive, générer des effets négatifs sur l'activité ennemie dans la région et promouvoir des messages positifs aux paliers local et provincial, à celui des districts et peut-être aussi au niveau international. Selon le Bgén Vance, l'image représentant les Canadiens en Afghanistan jusque-là était celle du retour au Canada de cercueils de soldats tombés au combat et ramenés au pays par avion de transport à Trenton. L'Op KALAY, si elle était gérée judicieusement, pourrait donner lieu à de nouveaux messages positifs sur l'action des Canadiens en Afghanistan²⁷⁶.

En vue de l'exécution de l'Op KALAY, la FO Kandahar a procédé à un remaniement en profondeur de ses forces. Le major Marc Verret, à la tête de l'ELMOP, avait été averti par son prédécesseur, le major Alex Haynes, qu'il y aurait des changements à son arrivée. En effet, l'ELMOP devenait un bassin d'effectif pour la Compagnie de stabilisation B (mieux connue sous le nom de Compagnie Stab B). Aux 60 membres de l'ELMOP se sont joints un peloton d'infanterie fourni par la Compagnie de protection des forces et une équipe de mentorat de la Police des États-Unis. Il y avait aussi la 2 EGC qui relevait de l'OTC et qui était dirigée par le très capable capitaine Gary Silliker (la 2 EGC a finalement été renforcée par le personnel de la 1 EGC). Les deux tiers de la Compagnie de la COCIM ont eux aussi été intégrés à la Cie Stab B, comme le furent trois détachements des OPPSY et une EGEM. Les sapeurs de combat ont fourni un EBG Badger. L'Élément de soutien national a créé un détachement pour appuyer le parc de véhicules de la Cie Stab B, lequel comprenait maintenant une gamme complète de véhicules, sauf des chars Leopard. Le Bgén Vance décrivait les 160 membres de la Cie Stab B comme étant l'« Équipe de combat de l'Amour (Combat Team of Love)²⁷⁷ ». [Traduction]

Le schème de manœuvre de l'Op KALAY adhérait au processus façonner-dégager-tenir-construire. Au cours du stade de façonnage, le major Verret s'est particulièrement soucié de faire participer les chefs afghans des villages et des districts au le plus tôt possible et de créer une atmosphère d'inclusivité. Comme cela mettait certains éléments mal à l'aise, il a modifié le plan pour que la Cie Stab B, plutôt que le GT, se charge du stade « dégager », et le GT s'est occupé du cordon de sécurité extérieur. Comme la Cie Stab B l'avait fait voir clairement à tous, « dégager » n'était pas synonyme de « détruire ». Le but était de chasser les insurgés de la zone visée et de les empêcher d'y revenir, de manière que le stade « construire » puisse commencer²⁷⁸. Pour que tout cela se produise, cependant, le major Verret devait établir une relation personnelle avec le chef de district Nazek et

le convaincre que l'Op KALAY n'était pas une mesure temporaire quelconque. Il a fallu du temps pour établir ces bases, mais Nazek et Verret ont fini par s'entendre, et l'Op KALAY a pu aller de l'avant²⁷⁹.

Op KALAY, de mai à juillet 2009

L'Op KALAY a ensuite été retardée par l'opération de sécurité TOLO ATAL dans la ville de Kandahar. Parallèlement, les négociations avec le général Matiullah Qati Khan au sujet de la participation de la police afghane à l'Op KALAY ont pris du temps. Comme le manque de consultation l'avait insulté, il avait fallu le calmer. Après avoir écouté le briefing complet du major Verret, Matiullah a offert avec enthousiasme 50 de ses agents de police pour qu'ils reçoivent une instruction renforcée²⁸⁰. Le stade « façonnage » a commencé le 5 mai et s'est poursuivi pendant cinq jours. Les équipes de la COCIM ont établi des rapports avec les nomades kutchies et tenu des chouras avec le chef du village de Deh-e Bagh, Haji Asadullah Khan²⁸¹ (voir la figure 5-12).

Une des premières affaires inscrites au programme de l'Équipe de la COCIM a consisté à se réunir avec le Conseil de développement communautaire et à se renseigner sur la situation des projets de développement : en fait, le Conseil était moribond. Une autre équipe de la Cie Stab B s'est réunie avec le chef de police du district pour savoir quel rôle serait réservé dans le plan de sécurité de Deh-e Bagh aux trente agents de police qui étaient à l'instruction au Camp Nathan Smith, sous la coupe de la CIVPOL. En définitive, un seul des 30 agents de police s'était qualifié au titre du perfectionnement ciblé par district, ce qui réduisait temporairement les efforts dans cette ligne d'opérations²⁸².

La Cie Stab B s'est déployée à Deh-e Bagh le 19 mai et a établi le poste de commandement des opérations. Pendant ce temps, des éléments de l'ACDI au sein de l'ERP ont élaboré un plan de développement à long terme avec les fonctionnaires de la province de Kandahar représentant le ministère de la Réhabilitation rurale et du Développement et le ministère de l'Agriculture, de l'Irrigation et du Bétail. Une entité ennemie a riposté en lançant une roquette de 107 mm par-dessus le Centre de district de Dand, mais il n'y a eu aucun dommage. Une patrouille de la Cie Stab B et de la police a exécuté des patrouilles d'évaluation, mais aucun problème n'a été repéré²⁸³.

Le 23 mai, la Compagnie A du 2 R22^eR s'est déployée en laagers de la taille d'un peloton à l'ouest et au sud de Deh-e Bagh, pendant que la majeure partie du kandak d'accompagnement et ses mentors canadiens créaient un laager au nord, puis se rendait de l'autre côté du village kutchie. Le peloton de la Police nationale afghane a quitté le Centre de district de Dand. Le lendemain, toute la force a établi un réseau de postes de contrôle des véhicules, de postes d'observation et de postes de contrôle de la circulation autour de Deh-e Bagh, pendant que les sapeurs de combat du 51^e Escadron construisaient

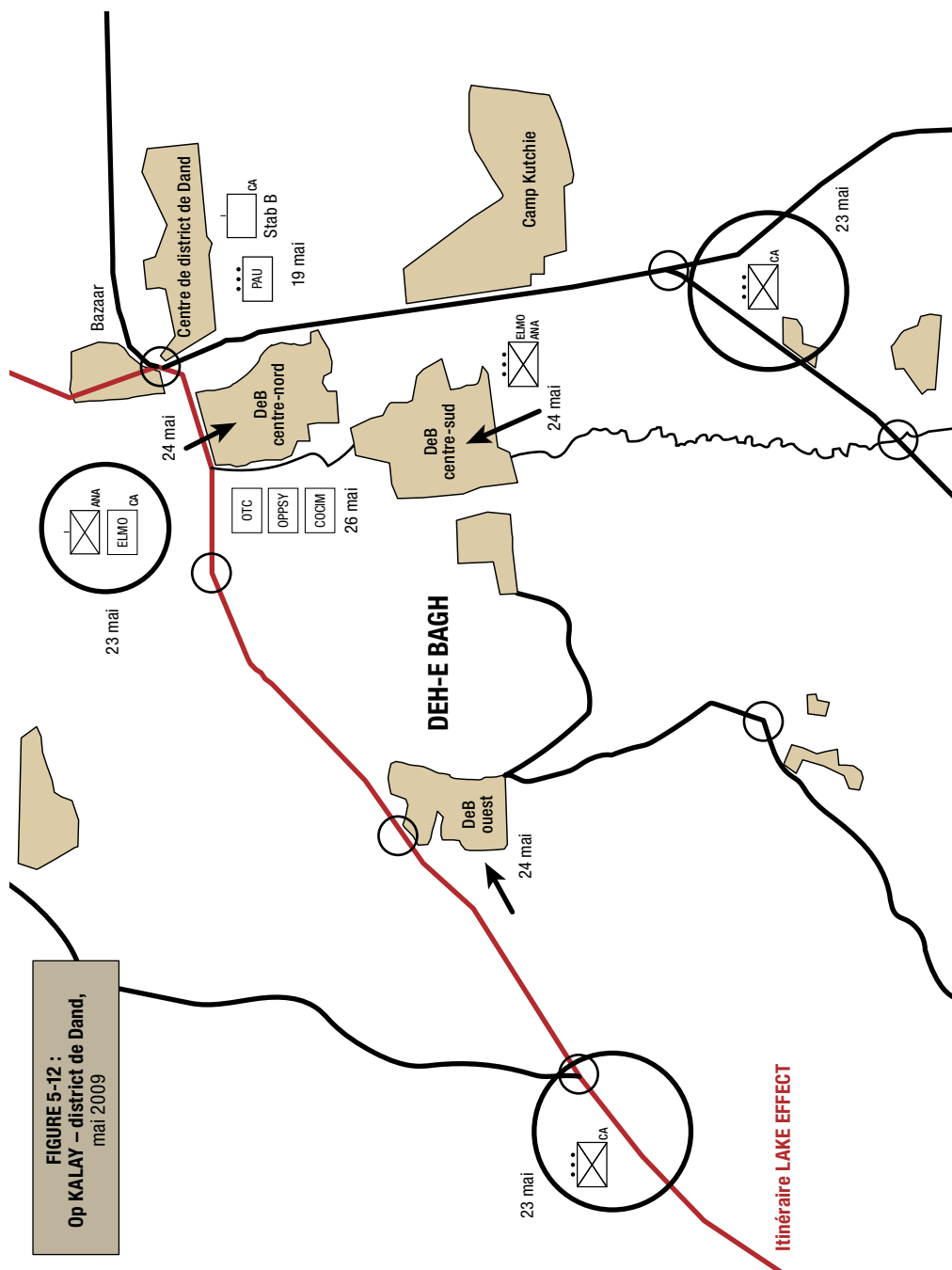


Figure 5-12 : Op KALAY – district de Dand, mai 2009



Photo : MDN AR2011-0200-09

Le 2 R22^eR entre dans la partie est du district de Panjwayi en prévision de l'Op KALAY, dont l'objet est de développer et de protéger Deh-e Bagh dans le district voisin de Dand.

un cantonnement et évaluaient le canal. Divisant la collectivité en deux, la Compagnie A a dégagé les secteurs ouest et sud, pendant que l'Armée et la police afghanes dégageaient le secteur nord. Non loin derrière, l'OTC et un entrepreneur de travaux routiers aménageaient déjà des aires de déchargement des matériaux de voirie. Pendant le stade du dégagement, la seule arme trouvée a été une roquette de 107 mm dirigée vers le Centre de district. L'équipe de NEM l'a détruite²⁸⁴.

Le 26 mai, la Cie Stab B est passée au stade « construire » de l'opération, lequel comportait plusieurs volets. La Compagnie a établi, avec les chefs afghans locaux, que l'effort porterait principalement sur la construction d'un canal, puis que de gros cratères datant de la période soviétique seraient comblés et, enfin, que la route serait améliorée pour assurer la connectivité entre les collectivités de Deh-e-Bagh. La méthode adoptée comprenait le recours à des ouvriers locaux, soit un homme par famille. L'importation d'ouvriers de l'extérieur par l'intermédiaire de courtiers ne serait pas tolérée, car cette façon de faire avait eu des effets négatifs dans le district de Zharey en 2008. L'Organisation chargée des travaux de construction (OTC) a géré tous les projets²⁸⁵.

Le major Verret était au fait des questions antérieures inhérentes à la politique canadienne concernant les engagements religieux et il concentrait ainsi les projets à effets rapides de l'Équipe de la COCIM sur le soutien des mollahs de Deh-e Bagh. Il y avait dix mosquées dans la région, et deux mollahs circulaient entre elles. Le plus gros problème, ont-ils expliqué, résidait dans le manque de lavabos. Le major Verret a veillé à ce que des ressources soient affectées à leur construction. Il a suscité des « réactions négatives » de presque tout le monde, sauf du Bgén Vance et des membres expérimentés de l'état-major de la FO Kandahar qui comprenaient la nécessité de prendre en compte les besoins religieux des collectivités. Un autre projet de COCIM concernait l'école. L'enseignant gagnait plus d'argent à travailler au projet de construction du canal, comme manœuvre terrassier, qu'il n'en aurait touché en classe; par conséquent, des primes d'encouragement lui ont été offertes pour le convaincre de revenir à l'enseignement, et l'école a été modernisée. Les projets à effets rapides sont allés de l'avant²⁸⁶.

Sur le front de la sécurité, la Cie Stab B s'est efforcée de mettre sur pied un Centre interarmées de coordination de district purement afghan et de le doter de lignes téléphoniques de dépannage connexes. L'équipe des OPPSY a distribué des cartes portant les numéros à composer. En une occasion, le Centre a reçu un appel d'un groupe de citoyens qui arrêtaient sans aide extérieure des talibans dans leur collectivité. En outre, au cours de la première semaine d'activité, seize EEI ont été signalés au Centre de coordination par des habitants de l'endroit²⁸⁷. Les EEI avaient été repérés le long de plusieurs itinéraires entrant dans Deh-e Bagh ou en sortant, dans les environs de la ville, et ils ont été détruits par l'équipe de NEM. La Compagnie A a exécuté des patrouilles à la périphérie de la ville, mais elle

n'a eu aucun contact avec des poseurs d'EEL. Une paire de roquettes de 107 mm ont été lancées depuis la localité de Chineh, au sud, mais elles ont raté leurs cibles et n'ont causé aucun dommage²⁸⁸.

Afin que les Kutchies ne soient pas exclus, une Équipe de la COCIM s'est rendue dans leur village et a fourni une aide à leur chef, Dilawey Khan. La police afghane et des mentors de l'ELMOP ont assuré la sécurité au cours de cette partie de l'opération. Les Kutchies étaient surpris et ils ont bien accueilli l'équipe canado-afghane. Le chef de l'Équipe de la COCIM a demandé à Khan si des membres de sa collectivité aimeraient se joindre à la police afghane, et il s'est trouvé que le chef kutchie a réagi favorablement²⁸⁹.

Il fallait remettre en état le Centre de district de Dand le plus tôt possible, car c'était un symbole fonctionnel de gouvernance qui devait absolument être rétabli. À cette fin, l'Équipe spécialisée du Génie (ESG) a quitté les locaux de l'ERP pour aller examiner la situation et lancer un appel d'offres en vue de reconstruire le Centre. L'OTC avait déjà adjugé un contrat local pour faire enlever les débris, et les travaux étaient déjà très avancés quand l'ESG est arrivée²⁹⁰.

Les consultations auprès de la population de Deh-e Bagh, par l'intermédiaire du Conseil de développement communautaire revigoré, ont révélé que sept projets étaient nécessaires : le bazar devait être réparé pour améliorer le commerce; les enfants avaient besoin d'un terrain de jeu; le canal d'irrigation nécessitait des travaux; il fallait une nouvelle route de liaison pour améliorer la circulation et accroître le commerce. Les Kutchies avaient besoin d'une route pour se rendre à leur emplacement et à leurs puits. Leur mosquée locale avait besoin d'être réparée et modernisée. Le plan prévoyait que tous ces travaux seraient exécutés en 60 jours²⁹¹. Le 2 juin, le chef de district Nazek avait reçu plusieurs « appels d'autres villages du district sollicitant une aide », car la bonne nouvelle se répandait dans le reste du district de Dand²⁹².

Selon des rapports des unités ISTAR, l'Op KALAY alarmait les insurgés et ils préparaient une riposte dans le but d'en affaiblir les effets positifs. Le 29 mai, une patrouille de la police afghane, accompagnée par des mentors canadiens, est tombée dans une embuscade à Belanday. Au milieu des combats rapprochés dans le village, le Mat 1 Pier-Vincent Michaud, technicien médical, a traité les blessés malgré des tirs intenses dirigés vers lui et il a réussi à extraire les blessés de la zone d'abattage. Les interventions du Mat 1 Michaud lui ont valu la Médaille de la vaillance militaire.

L'ennemi a fini par mettre au défi le secteur de Belanday, soit la zone de stabilisation qui avait été établie grâce à l'Op KALAY. Le détachement de la police afghane à Belanday a été attaqué et a appelé le Centre de coordination des opérations provincial par téléphone cellulaire pour obtenir des renforts. À ce centre de coordination, les Canadiens ont appelé la FO Kandahar qui a pu dépêcher deux hélicoptères OH-58D Kiowa Warrior à Belanday.



Photo : MDN IS2009-1025-04

Il'Op KALAY a permis de fournir des ressources pour renforcer les services de police et la sécurité dans le district de Dand, au sein duquel se trouvaient les approches sud-ouest de la ville de Kandahar.

L'ennemi s'est caché; le CCO-P a donc ordonné aux hélicoptères de se replier et il a dit à la police de faire feu en direction des insurgés quand ils se montreraient de nouveau. Les hélicoptères sont alors revenus sur les lieux et ont détruit l'ennemi avec des roquettes et des tirs de leurs mitrailleuses de calibre .50²⁹³.

L'ennemi n'en avait pas fini avec Deh-e Bagh. La Cie Stab B a facilité la tenue d'une choura sur la sécurité dans le district de Dand; toutes les forces participantes à Deh-e Bagh et dans les environs y ont participé. À la faveur de cette réunion, la Compagnie a appris que la choura de Quetta avait dépêché 250 talibans pakistanais pour éradiquer le projet de l'Op KALAY. Un autre plan taliban prévoyait la rotation de combattants basés dans le Dand avec des combattants basés dans la province d'Helmand, « pour que les insurgés puissent combattre sans remords » [Traduction]. Pour maintenir la distance de sécurité depuis Deh-e Bagh, la choura sur la sécurité a dressé un plan de patrouille interarmées faisant intervenir l'Armée et la police afghanes, un accent particulier étant mis sur le village de Chineh au sud²⁹⁴. Une équipe d'insurgés a attaqué un point de contrôle périphérique, situé à six kilomètres des limites du Dand, et il y a eu un échange de feux avec la police : deux agents ont été tués et quatre autres ont été blessés²⁹⁵.

Pendant la même période, l'OTC et la population locale ont travaillé ensemble pour nettoyer le réseau du canal, et les travaux dans le canal même ont été achevés le 21 juin. Le Conseil de développement communautaire a ajouté des éléments à sa liste : l'aménagement de lavabos communautaires; des lampes alimentées par l'énergie solaire; la réparation de l'immeuble de la choura et d'une mosquée²⁹⁶. Cependant, le chef du district, Nazek, « s'inquiétait que les ministères d'exécution à Kandahar ne voulaient pas intervenir activement dans le Dand²⁹⁷ » [Traduction]. Les agences onusiennes influuaient probablement sur eux, parce qu'elles ne voulaient pas s'impliquer dans l'opération de Deh-e Bagh, elles qui étaient censées être « neutres »²⁹⁸. Le RCK Ken Lewis a essayé, par la flatterie, d'inciter les ministères concernés à fournir des services²⁹⁹.

L'ennemi continuait d'essayer de voir jusqu'à quel point il pouvait harceler Deh-e Bagh et il a déclenché une attaque à l'EEI contre un poste de contrôle de la police situé à trois kilomètres à l'ouest du Dand, à Walakan. Cet attentat a fait trois morts et deux blessés dans les rangs de la police³⁰⁰. Le 24 juin, l'Op KALAY avait permis d'accomplir des progrès suffisants pour que les trois paliers du gouvernement afghan (les paliers provincial et national et le chef de district) soient disposés à tenir une conférence de presse à Deh-e Bagh pour montrer aux médias nationaux et internationaux les résultats qui avaient été obtenus. Deux jours plus tard, le nouveau commandant de la FIAS, le général Stanley McChrystal, est venu par hélicoptère rendre visite à la collectivité. C'était là un grand pas en avant. Le général McChrystal était en train d'évaluer son nouveau commandement afin d'ajouter à l'évaluation continue de la stratégie Obama, qui s'est poursuivie pendant toute l'année 2009. En examinant les réalisations canadiennes et afghanes dans le district de Dand, le général a constaté qu'il était possible de briser l'impasse en Afghanistan, du moins au niveau local et à celui des districts, et qu'il existait une nouvelle façon pour ce faire³⁰¹.

L'Équipe de la COCIM a élargi son champ d'action depuis Deh-e Bagh pour y inclure les localités voisines. À Teymurian :

Dans le village, sur le plan de la sécurité, tout paraissait normal; il y avait beaucoup d'enfants. Les personnes que [l'Équipe de la COCIM] a abordées pour leur demander comment se rendre à sa destination l'ont accueillie avec courtoisie. [La source] a précisé que ce n'est pas une bonne chose que la FIAS vienne à son village, car les insurgés le menacent ensuite. Il a dit à l'Équipe de la COCIM que, quand elle voulait se réunir avec lui, il valait mieux qu'elle le fasse au Centre de district de Dand [...] la population locale évite d'emprunter l'itinéraire LAKE EFFECT à cause du nombre d'EEI y ayant été posés. Cela nuisait au commerce et à l'acheminement des approvisionnements jusqu'au village [...] [L'Équipe de la COCIM] lui a demandé ce qu'il pensait de la présence de la FIAS à Deh-e Bagh. Il a répondu que, depuis l'arrivée des troupes de la FIAS, la présence des insurgés dans la région avait diminuée³⁰².

Le volet « tenir » de l'Op KALAY s'est heurté à des complications. Les mentors de la police canadienne ont appris qu'en fait, le district de Dand avait quatre groupes de police distincts. Le chef de police du district et ses hommes relevaient du quartier général provincial de la Police nationale afghane à Kandahar. Le chef du district contrôlait des agents de police afghans au nom du gouverneur; d'autres agents de police obéissaient à la famille Sherzai; enfin, la « réserve de la PNA » travaillait sur les lieux de plusieurs postes de contrôle³⁰³. Pour des raisons inexplicables aux Canadiens, cet équilibre du pouvoir était efficace. Cependant, malgré ce réseau inextricable de relations, les mentors canadiens arrivaient à réunir les représentants des quatre groupes dans une seule pièce avec l'ANA, la DNS, l'ELMOP et l'Équipe de la COCIM pour produire des résultats. Il existait une certaine friction entre l'ANA et la force officielle du Dand, et il fallait régler cette situation avant qu'elle n'échappe à tout contrôle³⁰⁴.

À Deh-e Bagh, les choses continuaient de s'améliorer. La collectivité a demandé qu'une route de contournement soit construite pour lui permettre d'accéder à l'itinéraire Lake Effect; pour cela, l'intervention du chef de district était nécessaire, car il fallait acquérir des terrains privés. Grâce au recours à la consultation pour prévenir les griefs relatifs à l'utilisation des terres, une source majeure de comportements antigouvernementaux a été tarie³⁰⁵.

Cependant, d'autres organismes continuaient de refuser de participer au projet de Deh-e Bagh. L'ACDI et le MAECI se réunissaient sans relâche avec ONU-HABITAT pour voir comment le Conseil de développement communautaire de Deh-e Bagh pourrait opérer la transition au nouveau concept de l'ONU, soit celui du Regroupement des conseils de développement communautaire. Un représentant d'ONU-HABITAT a exprimé son opposition :

Ils ne souscrivaient pas à la stratégie consistant à injecter des fonds dans la choura du district, car cela n'autonomiserait qu'une seule tribu. Selon lui, cette stratégie marginaliserait les autres tribus, car elles ne seraient pas représentées à la choura du district et ne bénéficieraient pas de l'AVC. Il a déclaré que l'AVC était une stratégie qui laissait à désirer et qu'il ne croyait pas qu'elle aiderait à vaincre l'insurrection³⁰⁶.

Les représentants de l'ACDI et du MAECI ont aussi collaboré avec le chef du district, Nazek, qui faisait alors le pont entre le chef du village de Deh-e Bagh et le représentant du ministère de la Reconstruction rurale et du Développement du district de Dand. Quelle relation existerait-il avec le nouveau Regroupement des conseils de développement communautaire et l'Assemblée de développement des districts et, ensuite, comment cette formule serait-elle appliquée à Deh-e-Bagh, ou pourrait-elle l'être? Nazek voulait se réunir avec ONU-HABITAT et obtenir son apport³⁰⁷. C'est là que se trouvait le point de friction, car la question s'était posée à Kandahar en 2002 et à Kaboul en 2003. Comment favoriser le développement pour qu'il s'allie à la stabilisation?

Pendant ce temps, la Compagnie A continuait de mener des patrouilles de présence dans les villages à la périphérie de Deh-e Bagh. La partie ouest de Chineh devait être vide de ses habitants, mais en fait ils s’y trouvaient : les habitants ont fui à l’arrivée de la patrouille canadienne. Les systèmes ISTAR ont repéré une équipe de poseurs d’EEI à l’est de la zone de patrouille. Un CU-170 Heron s’est amené et a suivi une trajectoire circulaire d’observation; d’autres renseignements ISTAR ont révélé qu’un commandant taliban était présent. Le centre des opérations de la FO Kandahar a donc dépêché sur les lieux un bombardier B-1B. La force de réaction rapide de l’ERP s’est déployée pour exécuter une mission d’exploitation et elle a constaté que trois combattants ennemis avaient été tués, dont un commandant connu³⁰⁸.

L’ennemi essayait constamment d’insérer dans le quadrilatère de stabilité de KALAY des véhicules pour attentat suicide, mais le cordon de sécurité constitué par les postes de contrôle a forcé l’ennemi à les faire exploser plutôt contre la police. Deux attaques à l’EEI ont eu lieu contre le segment nord du cordon. Dans un de ces cas, une nouvelle arme a été employée, soit une charge à fragmentation directionnelle (CFD), qui était en fait une version artisanale d’une grosse mine Claymore. Le véhicule ennemi prévu pour l’attentat devait frapper l’Armée afghane et des mentors canadiens, après le déclenchement de tirs nourris d’armes légères contre la porte nord. Un soldat a été tué et sept autres, blessés³⁰⁹. Et les insurgés ont fait une nouvelle tentative. Un autre EEI a explosé et touché la police le long de l’itinéraire Lake Effect : deux agents ont été tués, et cinq autres, blessés. Quelques engins secondaires conçus pour frapper les premiers intervenants ont aussi été découverts. Comme Deh-e Bagh demeurait impénétrable, les talibans ont été les instigateurs d’activités antigouvernementales dans le village voisin de Belanday : ils ont kidnappé le chef du village³¹⁰.

Les habitants de Deh-e Bagh ont refusé de se laisser intimider. À la fin de juillet, on estime que 350 personnes employées sur place appuyaient les projets de reconstruction et de développement dans leur village et dans les environs³¹¹. Aucune attaque ne s’était produite dans le Centre de district de Dand en plus de cinq semaines³¹², et la saison estivale des combats atteignait son paroxysme. Le secrétaire général de l’OTAN, Anders Rasmussen, s’est rendu à Deh-e-Bagh avec le commandant de la FIAS, le général McChrystal, et on l’a entendu dire ce qui suit : « J’éprouve la meilleure des impressions. C’est exactement là l’approche que nous suivrons au cours des prochaines années³¹³. »

Opérations dans le district de Panjwayi, juin et juillet 2009

En réaction à l’Op KALAY, les chefs des insurgés dans le district de Panjwayi ont agité la population afin de distraire les forces de sécurité pendant qu’ils préparaient activement des mesures d’escalade contre Deh-e Bagh. Ils ont ordonné à leurs commandants locaux d’exiger

que chaque village sous leur contrôle envoie un ancien et un mollah à Zangabad; c'était de toute évidence une mesure d'escalade visant à établir un régime de gouvernance parallèle³¹⁴. Les talibans ont aussi essayé d'influer sur le chef du district, Haji Baran, en employant des lettres provenant d'anciens de Sperwan et des manifestations à Bazaar-e Panjwayi. Les Canadiens voulaient désamorcer les manifestations et contrer les messages des anciens :

Les anciens ont tous convenu que les insurgés sont à la racine des problèmes; ils se plaignent de la FIAS, de l'ANA et de la PAU, parce qu'ils peuvent le faire. Les anciens ont en fait déclaré qu'ils sont des intermédiaires coincés au milieu d'une lutte pour le pouvoir. Cela montre qu'ils ne se perçoivent pas encore comme bénéficiant des actions [des forces de sécurité]. Ils ont aussi fait état de l'intimidation qui avait cours dans leurs villages³¹⁵.

Les équipes de la COCIM à Bazaar-e Panjwayi ont signalé que « la perception selon laquelle la sécurité se détériore nuit aux affaires dans le bazar [...] [les insurgés] découragent la population locale de parler aux membres de la FIAS et des FSNA et ils ont diffusé des renseignements qui discréditent les FSNA³¹⁶ » [Traduction]. Les équipes de la COCIM et des OPPSY ont collaboré avec Haji Baran pour faire échec aux messages des insurgés.

Parallèlement, Baran coupait l'herbe sous le pied de l'OTC relativement au projet de pavage de l'itinéraire HYENA (autrefois appelé FOSTERS). Blue Hackle, la nouvelle entreprise de sécurité privée qui protégeait l'équipe de pavage de l'entrepreneur Bennett-Fouch, a essuyé des tirs d'armes légères pendant ses activités de dégagement du matin, et l'OTC a dû arrêter les travaux. Baran « n'était pas content que Blue Hackle ait obtenu le contrat pour assurer la sécurité sur le chantier » [Traduction], et d'aucuns pensaient que ce n'était pas nécessairement des insurgés qui avaient attaqué l'équipe de pavage³¹⁷.

Pendant la même période, le Groupement tactique du 2 R22^eR lançait l'Op CONSTRUCTOR pour permettre à ceux qui menaient l'Op KALAY à Deh-e-Bagh de respirer un peu³¹⁸ (voir la figure 5-13). Dans l'ensemble, la participation de l'Armée afghane à l'opération était limitée parce qu'il lui fallait continuer de maintenir des forces dans le cadre de l'Op TOLO ATAL; par ailleurs, la police du district de Panjwayi était occupée par des problèmes ayant surgi ailleurs dans le district. Les éléments de reco avançaient sur la caractéristique de terrain Girowal Ghar, tard le 3 juin, mais ils avaient immédiatement été la cible de tirs d'armes légères et de mortiers pendant le mouvement. Des chasseurs-bombardiers Harrier et des MQ-1 Predator ont attaqué les positions ennemies. Le groupe de véhicules COIC a dégagé l'itinéraire Lake Effect le matin du 4 juin, pour que la Compagnie A puisse quitter ses positions et se rendre à l'ouest jusqu'à Belanday, tandis que la Compagnie B arrivait du Zharey et s'installait à l'ouest de cette localité. Pendant que la Compagnie A prenait position,

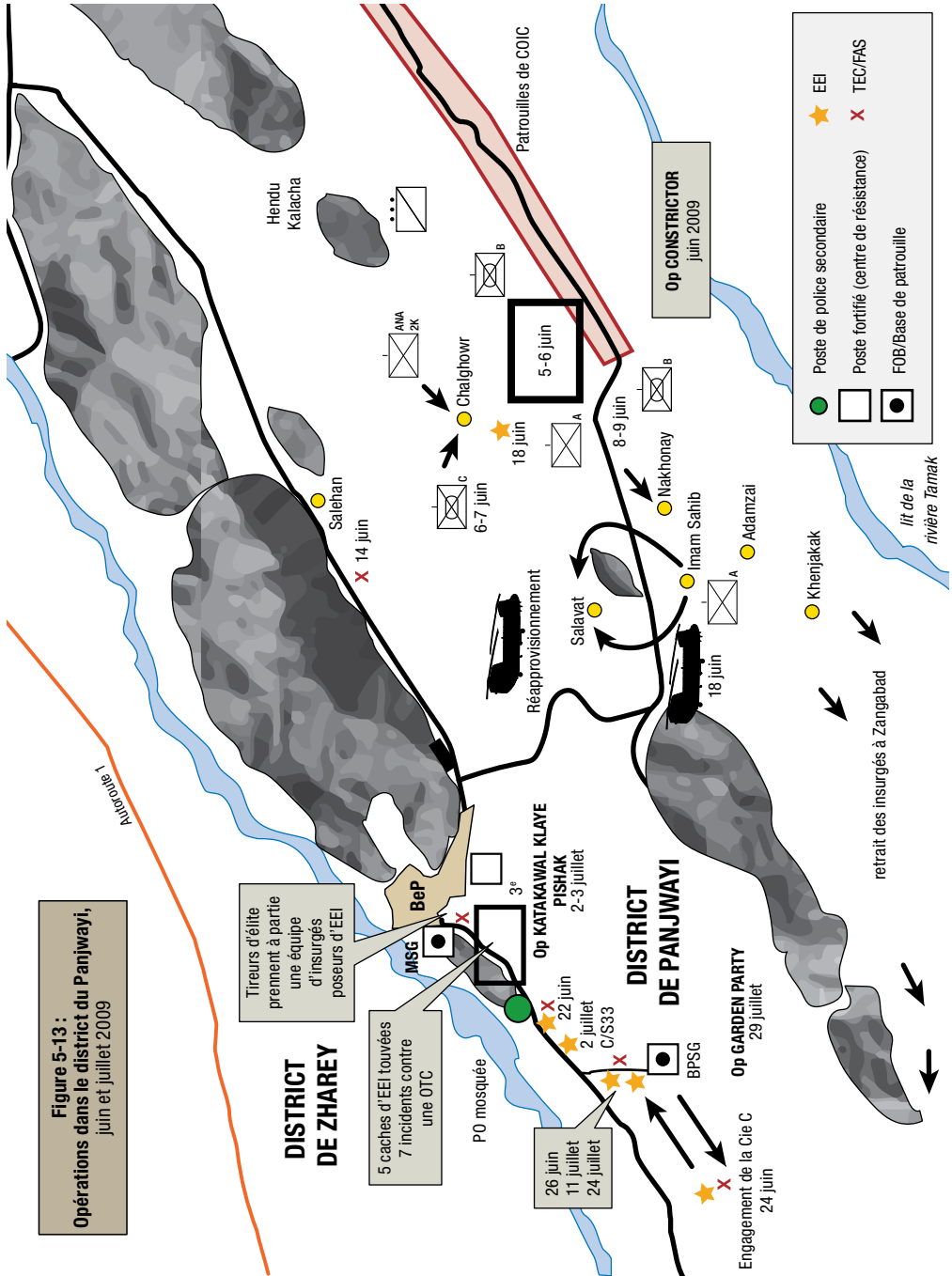


Figure 5-13 : Opérations dans le district du Panjwayi, juin et juillet 2009

elle a été prise à partie par une équipe munie de GPF qui a été supprimée par des tirs d'obusier M-777. Un SUAV MQ-9 qui survolait les lieux a repéré des renforts ennemis et a largué sur eux une bombe GBU-38 et un missile Hellfire; neuf insurgés ont été tués³¹⁹.

Le jour suivant, la Compagnie A a occupé des positions de blocage, de manière que la Compagnie B puisse dégager Fatollah. Le Lcol Paul a donné l'ordre à la Compagnie C de se tenir prête à se déployer depuis le Sperwan Ghar pour aller dégager Chalghowr. Quand la Compagnie B est entrée dans Fatollah, elle « a été accueillie par des habitants de l'endroit favorables à la FIAS et au Gouvernement de la République islamiste d'Afghanistan (GIRoA) » [Traduction]. Ensuite, la Compagnie A a procédé au dégagement du secteur entre Belanday et Nakhonay. Elle a trouvé de petites caches d'armes, notamment dans les mosquées³²⁰. Le troisième jour, la Compagnie B a sécurisé Fatollah, pendant que la Compagnie C achevait de dégager Chalghowr. La Compagnie A a continué son opération de blocage au sud en direction de Nakhonay. Il n'y a eu aucun contact. D'après les rapports ISTAR, les insurgés s'étaient dispersés en direction de Malajat et de Khenjakak³²¹.

Les Compagnies A et B sont ensuite entrées dans Nakhonay. Pendant que la Compagnie B patrouillait à l'ouest de la localité, le Sdt Alexandre Péloquin du 3 R22^eR, qui était à pied, est tombé sur une mine antipersonnel qui a explosé : il a été transporté à un hôpital de rôle 3 au KAF, mais il a fini par succomber à ses blessures. La Compagnie A a trouvé une fabrique d'EEI protégée par des mines antipersonnel et découvert une cache d'armes portatives comprenant trois mitrailleuses et des munitions. Un VBL du Génie du 51^e Escadron a été endommagé quand il a heurté un EEI pendant qu'il manœuvrait³²².

Pendant que l'Op CONSTRICTOR continuait de perturber les insurgés dans Nakhonay, le chef de district Haji Baran a appelé le Centre interarmées de coordination de district (CICD) pour informer l'état-major que ses trois frères avaient été enlevés et que les ravisseurs allaient les décapiter l'un après l'autre si un certain insurgé détenu n'était pas libéré. Baran s'est ensuite rendu sur le chantier du projet de pavage de l'itinéraire Hyena et a ordonné aux ouvriers de cesser leurs activités : « Il a dit aux ouvriers que c'était lui qui avait le pouvoir d'embaucher des ouvriers, que ceux-ci n'avaient pas besoin de [l'entreprise de sécurité] Blue Hackle et qu'il pouvait assurer leur sécurité lui-même. » [Traduction] Il y a eu une certaine consternation chez le personnel canadien de l'OTC et de la COCIM. Cependant, le chef de police du district Naeem a vu Baran en compagnie d'insurgés au Sperwan Ghar plus tard ce jour-là et il a transmis ce renseignement au CICD.

Baran s'est rendu en voiture jusqu'à Kandahar, puis il est revenu le 14 juin pour assister à une choura avec le Bgén Vance. Il a déclaré à ce dernier qu'« il estimait que le chef de police ou lui-même devait être congédié » parce qu'ils ne s'entendaient pas. Baran a appelé Naeem et lui a demandé de venir à la réunion tandis que le Bgén Vance s'appêtait à discuter du projet de pavage. Au milieu de la réunion, la nouvelle leur est parvenue selon laquelle

le chef de police du district, Naeem, était mort, ainsi que le Cpl Martin Dubé, spécialiste en NEM du 5^e Régiment du Génie de combat. La police avait repéré un piège à deux engins près d'un ponceau et avait installé un cordon de sécurité autour du site, dans la partie est de l'itinéraire Hyena, et elle avait appelé la force de réaction rapide. Un des engins a explosé pendant que le Cpl Dubé tentait de le désamorcer³²³.

Les mentors de la police canadienne ont fait savoir que le décès de Naeem avait déstabilisé les services de police dans le Panjwayi. Dans une forte proportion, les agents de police lui témoignaient une loyauté personnelle et n'étaient pas originaires du district. Certains allaient rester dans leur poste par mesure de loyauté envers les fils de Naeem. Plongé dans le désarroi, l'ELMOP a fait savoir à la FO Kandahar que la police retirait son soutien à l'Op CONSTRICTOR³²⁴. L'ennemi a ensuite concentré ses opérations dans le secteur du Sperwan Ghar-OP Mosquée le long du segment ouest de l'itinéraire Hyena, pendant que l'Op CONSTRICTOR se poursuivait encore. Pendant trois jours, un certain nombre d'EEI ont tué et blessé des agents de police et des soldats de l'armée, et la force de réaction rapide est intervenue. Il s'agissait d'embuscades complexes tendues avec des EEI et des tirs d'armes légères³²⁵.

Entre-temps, la Force d'hélicoptères du Canada a inséré la Compagnie A des deux côtés de Salavat pour exécuter une opération d'arrêt, pendant que le Peloton de reco et les tireurs d'élite se déplaçaient vers le sud. La Compagnie C était censée exécuter le ratissage, mais le véhicule de tête du Génie a heurté un EEI au moment où il parvenait à la ligne de départ, au sud de Chowlghor, et l'équipage a été blessé. Les véhicules COIC ont eux aussi heurté un EEI. Le ratissage a eu lieu malgré tout, et les tireurs d'élite ont signalé plusieurs engagements jusque dans la nuit. Il n'y a eu aucune résistance. D'importants renseignements sur la cellule locale des talibans et sur son réseau parent ont été découverts ainsi qu'un certain nombre de caches d'armes. Ce soir-là, des appareils CH-145 Chinook sont venus ravitailler les forces disposées en laagers près de Salavat. Le lendemain, deux caches d'EEI ont été découvertes. A Bazar-e Panjwayi, la force de réaction rapide s'est déployée à cinq reprises là où des EEI avaient été trouvés dans le secteur³²⁶.

L'Op CONSTRICTOR tirant à sa fin, le projet de pavage de l'itinéraire Hyena a été porté à l'avant-scène. Les activités se sont arrêtées pendant une semaine pendant que l'OTC menait des négociations intensives avec Bennett-Fouch et Blue Hackle. Afin d'apaiser Haji Baran, l'OTC a congédié le sous-traitant chargé du pavage, et Baran et son associé ont pris les choses en main. Tandis que les négociations se poursuivaient, les forces de sécurité afghanes patrouillaient dans le segment ouest de l'itinéraire Hyena, entre OP Mosquée et l'itinéraire Brown, ont trouvé sept EEI qu'elles ont déclenchés, ou qu'elles ont fait exploser d'une autre façon. Les ouvriers ne se sentaient pas « en sécurité » [Traduction] et ont refusé de continuer. L'OTC et l'Équipe de la COCIM ont été obligées de recourir à Haji Baran pour faire redémarrer le projet³²⁷.

La Compagnie C, qui ne comptait plus que deux pelotons, car le troisième avait été envoyé à Spin Boldak pour protéger la construction d'une grande FOB destinée à la Brigade Stryker, exécutait énergiquement des patrouilles à proximité de Sperwan Ghar, après avoir participé à l'Op CONSTRICTOR. Chaque fois que les patrouilles se déplaçaient, elles étaient suivies par trois équipes distinctes d'hommes en âge de combattre. La Cie C a fait venir des UAV CU-170 Heron sur les lieux pour recueillir des données sur les habitudes de vie, et l'activité ennemie a alors atteint son paroxysme. Après que les patrouilles eurent essuyé des tirs d'armes légères, des obusiers M-777 ont ouvert le feu, une fois confirmée l'identité de l'adversaire. Cependant, les itinéraires de retour étaient truffés de mines antipersonnel, dont une a blessé un soldat canadien. La Compagnie C mentionne ceci dans son rapport : « Le fait que les insurgés aient pu poser des EEI à moins d'un kilomètre de [la BP Sperwan Ghar] montre qu'ils ont une liberté de mouvement complète dans le secteur. Cette réalité nous empêche par ailleurs d'établir une présence parmi la population locale³²⁸. » [Traduction]

Par conséquent, le Lcol Paul a ordonné au 51^e Escadron de prendre un levé et d'élargir l'itinéraire Brown. Les agents de la COCIM sont intervenus pour gérer le processus d'acquisition des terres, et les engins blindés du Génie (EBG) Badger ont abaissé leur lame et dégagé une zone de sécurité. (L'élargissement des routes aux fins de la sécurité a aussi eu lieu dans d'autres régions du district de Panjwayi dans le cadre de l'Op GARDEN PARTY.) Toute force ennemie voulant aller vers l'est allait dès lors devoir sortir à découvert pour traverser l'itinéraire BROWN, ou longer l'itinéraire HYENA OUEST ou le lit de la rivière, ou encore faire un détour jusqu'au sud du Sperwan Ghar³²⁹.

Cependant, tandis que la chaleur de l'été voyait passer la fin de juin puis le début de juillet, il n'y avait tout simplement pas assez de forces pour « surveiller directement » [Traduction] ces régions, de sorte que l'ennemi se faufilait entre les mailles du filet. La Compagnie C fonctionnait avec un peloton en moins, et la police dans le Panjwayi était inefficace maintenant que le fils du chef Naeem ne voulait plus la diriger. Haji Baran a essayé de faire nommer un marchand non qualifié dans le poste de chef de police, et l'Armée afghane se retirait souvent pour aller exécuter d'autres tâches comme l'Op TOLO ATAL dans la ville. Juste au moment où l'OTC, les agents de la COCIM, l'ELMOP et Blue Hackle parvenaient à s'entendre sur la sécurisation du projet de pavage, la police faisait un pas en arrière et demandait plus d'argent. La Compagnie C a été attaquée à l'EEI le long de l'itinéraire Hyena ouest, pendant qu'elle se rendait du Sperwan Ghar au Ma'Sum Ghar. Heureusement, l'une des équipes ennemies de poseurs d'EEI a été anéantie quand un engin a explosé prématurément, de sorte que l'activité de ces équipes a diminué temporairement³³⁰. La recrudescence dans l'emploi de mines antipersonnel par l'ennemi a coûté la vie à deux personnes. Le Cplc Charles-Philippe Michaud du 2 R22^eR a succombé

le 4 juillet aux blessures qu'il avait subies alors qu'il prenait part à une patrouille le 23 juin; le Sdt Sébastien Courcy, membre de la même unité, a été tué le 16 juillet quand il est tombé en bas d'une falaise après avoir fait sauter une mine par inadvertance.

Le 2 et le 3 juillet, quand les compagnies d'infanterie afghanes sont finalement revenues de Kandahar, elles ont orchestré l'Op KATAKAWAL KLAYE PISHAK pour ratisser la région entourant OP Mosque; les travaux sur l'itinéraire Hyena ont cessé pendant ce temps. Cette nuit-là, des tireurs d'élite canadiens ont pris à partie une équipe d'insurgés poseurs d'EEI le long de l'itinéraire Hyena ouest. Le pavage a recommencé le lendemain, et 300 hommes de l'endroit se sont bientôt présentés pour travailler — et pour se faire payer pour le travail des trois semaines précédentes : « Cela devrait aider à maintenir l'économie de Bazaar-e Panjwayi, étant donné que les marchands locaux ne font plus crédit aux ouvriers affectés au projet³³¹. » [Traduction]

L'ERP a essayé d'accroître son action dans le Panjwayi à ce moment-là et elle a envoyé un représentant du MAECI auprès de Haji Baran pour travailler avec lui à la création d'une « assemblée administrative de district », destinée plus ou moins à remplacer l'assemblée dysfonctionnelle de développement des districts. La nouvelle assemblée a intégré la principale organisation non gouvernementale travaillant dans la région, nommément le Central Asian Development Group (CADG). Le chef de district Baran a jugé que c'était là une évolution positive³³². Cependant, aucun de ces changements n'a permis de réduire l'infiltration ennemie dans la région de Bazaar-e Panjwayi. Les forces de sécurité afghanes ont trouvé huit EEI en deux jours, dont un qui a détruit le lieu saint dans un cimetière situé près du nouveau centre du district³³³.

Un poème composé par un insurgé a été trouvé là où un EEI avait été posé³³⁴ :

Karzai Sahib
 Ici se trouve un champ de bataille de la mort
 Tu joues avec le sort du pays
 Tu n'es pas le chef du peuple afghan
 Et tu n'accomplis pas ce que tu dois faire
 Gul Zade (tu as été élevé mieux que cela)
 Karzai Sahib
 Ici se trouve un champ de bataille de la mort.
 —Haji Bakht Mohammed

Opérations dans la ville de Kandahar, en juin et juillet 2009

En juin, le chef de la police provinciale, Matiullah Qati Khan, a approuvé plusieurs nouvelles approches des opérations de sécurité dans Kandahar, y compris des patrouilles

anti-EEI effectuées tôt le matin le long des itinéraires, en s'inspirant d'opérations semblables menées dans le Zharey et le Panjwayi³³⁵. Pendant la refonte du plan de sécurité de Kandahar, le 205^e Corps a accepté de laisser une force de réaction rapide de la taille d'une compagnie à son ancien quartier général. L'idée d'exécuter des patrouilles interarmées avec la police de Kandahar s'est concrétisée; l'Armée avait plus de crédibilité, mais la police avait besoin d'une puissance de feu accrue pour se protéger pendant qu'elle remplissait ses fonctions de police (par opposition à ses fonctions de milice). Pendant tout le mois de juin, les Canadiens au sein de l'ELMOP et au centre de coordination provincial ont collaboré avec l'armée, la police et la DNS pour mener des opérations lancées sur réception de renseignements. La Cie Stab A a elle aussi mis la main à la pâte et elle a fini par accompagner les Afghans pour les aider à établir le cordon de sécurité extérieur, car elle avait accès à des ressources ISTAR.

Une des premières patrouilles interarmées a en fait été appelée à intervenir à la prison de Sarposa, au début de juin, par suite d'une alerte liée à la sécurité. La Cie Stab A s'est rendue à Sarposa pour y déposer des membres de Service correctionnel Canada et du MAECI afin qu'ils évaluent l'installation et ses environs. Des entretiens avec le commandant de la police du district n° 2 ont révélé ce qui suit :

Certains cas où des membres du personnel de la prison auraient des liens avec les talibans ou des insurgés ont été signalés, mais ils n'ont aucunement été confirmés. Les difficultés de ce genre risquent d'avoir des répercussions sur la sécurité, car les jeux de pouvoir à l'intérieur de la prison pourraient compromettre l'unité du commandement et exposer les dirigeants à des méthodes ou à des décisions corrompues. Il semble vraisemblable que, même dans la ville de Kandahar, les talibans contrôlent la couverture cellulaire [et] que la population locale, les forces de sécurité afghanes et le gouvernement le savent parfaitement³³⁶.

Les patrouilles interarmées quotidiennes exécutées et le CCO-P sont de nouveau devenus des points de mire de la coordination afghano-canadienne. Cependant, les renseignements étaient communiqués d'une manière qui permettait aux forces sur le terrain de les compiler et de les utiliser; c'était donc un bon premier pas³³⁷. Toutefois, les Canadiens ont remarqué que quelque chose n'allait pas. Au cours de trois opérations consécutives dans la région de Malajat, la police a changé d'objectif à la dernière minute en déclarant qu'elle avait reçu de nouveaux renseignements.

Il est devenu clair que la PNA avait encore une fois demandé à l'ANA et aux FAC d'établir le cordon de sécurité loin de la zone cible désignée... il y a lieu de croire que l'intention de la police était soit d'extorquer quelque chose à quelqu'un et d'exécuter des fouilles abusives, soit de mener des opérations de sécurité sans être associée aux [forces coalisées] ou à [l'ANA]³³⁸.

Cela dit, la police a suivi et intercepté par ses propres moyens une bombe humaine qui se dirigeait vers l'immeuble du siège de la DNS.

En plus des patrouilles interarmées, le 205^e Corps a lancé l'Op TOLO ATAL II sans l'annoncer beaucoup et sans l'appui de mentors, et le 5^e Kandak et une partie du 4^e Kandak se sont déployés à des postes de contrôle au sud-est de la ville. L'opération a duré deux jours, mais les mentors canadiens n'ont pas su au juste quels en avaient été les résultats³³⁹.

Le général Matiullah Qati Khan a passé toute la deuxième moitié de juin à faire la lumière sur le dossier de la police du Panjwayi; l'avant-dernier jour du mois, il a décidé qu'Azim Khan serait le nouveau chef de police dans ce district. Haji Baran essayait maintenant de nommer dans ce poste un propriétaire de poste d'essence non qualifié, qui était sans doute sous sa tutelle, mais le général Matiullah n'en avait que faire et il a planifié de se rendre dans le nouveau centre du district pour annoncer son choix. Avant qu'il puisse le faire, un groupe d'agents de la PNA affectés auprès d'une équipe étasunienne d'opérations spéciales a fait irruption dans l'enceinte abritant le bureau du procureur général de la province pour exiger la libération d'un collègue détenu pour avoir fait de faux documents. Matiullah Qati est arrivé pour faire enquête, et un échange de feux a éclaté. Quand les tirs ont cessé, dix hommes étaient morts et huit autres avaient été blessés. Le général Matiullah, son chef des enquêtes criminelles Abdul Khaliq Hamdard et toute leur escorte comptaient parmi les morts. Le Lcol Turenne a déployé la force de réaction rapide de l'ERP, qui a aidé à calmer le jeu pendant que le Bgén Vance ordonnait un renforcement du dispositif des forces coalisées dans la ville³⁴⁰.

L'attaque a secoué la ville de Kandahar. La mort de Matiullah a profondément déstabilisé l'appareil de sécurité, surtout en ce qui concernait la force de police de Kandahar qui commençait tout juste à reprendre la situation en main dans la ville au chapitre de la sécurité³⁴¹. Cependant, le combat qui avait eu lieu dans l'enceinte abritant le bureau du procureur général n'avait pas été le fait d'insurgés : quand une enquête a été faite, elle a révélé l'existence de problèmes plus profonds dans les rapports entre le système de gouvernance et la police. Les membres de l'organisation afghane qui avaient ourdi l'attaque avaient été personnellement recrutés en 2002 par le président Hamid Karzai pour travailler avec les forces d'opérations spéciales étasuniennes dans la campagne contre Al-Qaïda et les talibans³⁴². Plus tard, ils avaient été regroupés avec d'autres organisations pour constituer une force de soutien pour diverses forces d'opérations spéciales, y compris la Force de sécurité d'Ahmad Wali Karzai à Kandahar. En fait, ce dernier a demandé l'amnistie pour ces hommes, après leur arrestation³⁴³. Quarante et un membres de l'unité ont été arrêtés, envoyés à Kaboul et jugés. À la fin de décembre 2011, quatre d'entre eux ont été condamnés à mort, et les 37 autres ont écopé de peines d'emprisonnement d'un à 20 ans³⁴⁴.

À Kandahar, le Bgén Mirwais Noorzai de la PNA a pris la relève à titre de chef de police de la province. Les Canadiens qui s'occupaient des services de police dans la ville ont analysé l'attaque perpétrée contre Matiullah et son escorte et ils ont discerné toutes sortes de motifs éventuels liés à la structure du pouvoir dans la province et à ce que Matiullah et Khaliq avaient pu faire, ou ne pas faire, pour provoquer leur assassinat. La vérité est que cette affaire a porté un dur coup aux efforts de sécurité dans la province de Kandahar et dans sa capitale.

Il y a eu peu d'attaques à l'EEI en juin et juillet dans la ville, mais l'une d'elles, particulièrement vilaine, a ciblé une équipe de mentorat des É.-U. et a fait deux morts. Au début de juillet, les Canadiens soulignaient ce qui suit dans leurs évaluations :

La capacité des FSNA de réagir à des indices fournis par le renseignement et ayant débouché sur des opérations guidées par lui a permis aux FSNA de découvrir de nombreuses caches d'armes et d'EEI, de faire échouer des attentats planifiés par des bombes humaines et de révéler la présence d'un ou deux EEI par jour. Ce sont là des signes prometteurs³⁴⁵.

Incapable de gagner du terrain dans la ville, les insurgés ont entrepris une autre campagne d'intimidation. Un des négociateurs afghans du MAECI a été enlevé avec sa famille et il a été interrogé en profondeur sur les opérations de l'ERP canadienne. Un agent de police a été enlevé et pendu, et deux femmes ont été trouvées mortes : à leur cadavre avaient été fixées des lettres disant que c'était ce qui arriverait à quiconque parlerait aux membres de la FIAS³⁴⁶. Des patrouilles interarmées ont déclaré ce qui suit :

...les insurgés intimident la majorité de la population locale du secteur. Un citoyen de l'endroit a déclaré que plusieurs lettres avaient été déposées de nuit dans les mosquées locales. Quand on lui a demandé d'indiquer dans quelles mosquées cela s'était produit, il a refusé de répondre en disant que les insurgés ont un solide réseau local de renseignement et qu'ils s'en prendraient à lui s'il parlait³⁴⁷.

En effet, on craignait que la campagne d'intimidation et de propagande n'influe sur les élections. Les insurgés « se rendaient dans les mosquées pour fournir de fausses informations à la population locale au sujet des élections³⁴⁸ ».

Le service de téléphonie cellulaire intermittent, qui était le seul lien permettant aux gens de communiquer avec les forces de sécurité la nuit, faisait toujours grandement problème. L'ERP cherchait des moyens d'améliorer les communications de la police, notamment en acquérant et en installant des stations-relais Motorola. Elle voulait aussi coordonner « les efforts entre les FSNA et les sociétés de téléphonie cellulaire afin de renforcer la sécurité des tours de transmission, ce qui améliorerait la couverture du réseau pour la population locale et, partant, sa capacité d'appeler les forces de sécurité jour et nuit si elle était témoin

d'une activité des insurgés, notamment la pose d'EEI³⁴⁹ » [Traduction]. La Cie Stab A a participé aux efforts visant à coordonner les interventions pour régler ce problème, mais quand le service a été rétabli, « les insurgés ont accentué leur menace auprès de la population locale et lui ont interdit de se servir des téléphones cellulaires. Ils auraient, semble-t-il, concrétisé leur menace en enfonçant un clou dans les oreilles de trois habitants qui avaient transgressé cette directive³⁵⁰ » [Traduction].

La ville de Kandahar continuait de souffrir sur le plan du développement. Les patrouilles de la Cie Stab A ont fait savoir que le prix de l'électricité était anormalement élevé, à tel point que la plupart des familles ne pouvaient se permettre qu'une heure d'électricité par jour. L'approvisionnement en eau potable demeurait critique. Les agents de la COCIM se sont réunis avec HABITAT-ONU, qui disposait d'un budget de sept millions de dollars pour les projets d'alimentation en eau, mais cet organisme de l'ONU a rejeté l'idée d'un relevé hydrologique qui aurait été fait par le Corps du Génie des Forces terrestres des É.-U. (U.S. Army Corps of Engineers), et il a refusé de « commencer à construire de nouvelles installations tant qu'une étude n'aurait pas été faite par une société d'experts-conseils de l'extérieur³⁵¹ » [Traduction]. La Cie Stab A « a rendu possible une téléconférence entre le maire d'Edmonton et le maire Hamidi » pour que celui-ci puisse « se renseigner sur la gestion municipale » [Traduction]. De telles conversations étaient importantes. Le MAECI, qui gérait le portefeuille de la gouvernance, avait une structure culturelle axée sur les relations entre les pays, mais son personnel n'avait aucune compétence en gestion municipale.

L'utilisation des mosquées par l'ennemi était un sujet que les forces opérationnelles canadiennes antérieures avaient hésité à aborder; de toute façon, les autres ministères avaient en horreur tout ce qui avait à voir avec la religion. Dans le quartier général du Bgén Vance, cette politique a changé, cependant, et plus particulièrement dans la ville. Une entité importante, nommément la choura Ulema de Kandahar, avait été dévalorisée sous le gouverneur Assadullah Khalid et elle était en train de se redresser sous le gouverneur Raufi au moment où il a été destitué. À ce stade-là, cette choura se remettait de plusieurs années caractérisées par les assassinats et l'intimidation. Elle avait été laissée sans protection pendant le mandat de Khalid, mais le gouverneur Wesa a modifié cette politique et a déménagé la choura dans l'ancienne enceinte du Corps, où une présence de l'armée garantissait sa sécurité. En particulier, la branche des aumôniers de l'Armée afghane au niveau des unités (les mollahs) a pris de l'ampleur en 2009 et elle a joué un rôle sensiblement plus grand dans les opérations locales. Cette synergie a favorisé l'effort de contre-insurrection à tous les niveaux et à tous les égards³⁵².

En revigorant les autorités religieuses, la coalition pouvait amener une composante clé de la société, essentielle à la légitimité, à délaisser la neutralité et à prendre position en faveur du gouvernement. Le bureau du J5 à la FO Kandahar a joué un rôle à cet égard, et

le Bgén Vance a rencontré Haji Murcha Agha, qui exerçait une énorme influence dans les milieux religieux :

Pendant le règne des talibans, Haji Murcha Agha avait rejeté la demande du mollah Omar qui souhaitait se joindre aux talibans parce qu'il voulait rester fidèle à ses disciples. Les talibans ne pouvaient pas faire de mal à Haji Murcha ou à sa famille de peur de susciter une réaction brutale de la population... [le fait qu'il] ait rendu visite au gouverneur et au commandant, au palais du gouverneur, importe grandement, car, normalement, les gens vont voir Haji Murcha Agha, car il ne se rend pas chez eux, peu importe leur poste ou leur grade. Toutefois, Haji Murcha Agha connaissait le père du gouverneur et il a donc fait de sa visite une exception. Au cours de la réunion, Haji Murcha Agha a expliqué son exaspération à l'égard des talibans et des forces de sécurité, car il estimait qu'ils détruisaient les villages dans la province de Kandahar. Cependant, il appuyait avec enthousiasme l'initiative de l'AVC qui visait à aider les habitants de Kandahar, un village à la fois. Au moment de partir, Haji Murcha Agha a honoré le commandant en le bénissant en bonne et due forme³⁵³.

Quand un EEI taliban a endommagé une mosquée à Bazaar-e Panjwayi, un membre du personnel du Bureau des affaires religieuses a accompagné l'Équipe de la COCIM pendant que celle-ci faisait son évaluation. Après un entretien avec le représentant, le mollah a condamné les insurgés et les a blâmés pour le manque de sécurité; les deux hommes ont convenu qu'en réparant de bonne foi la mosquée, les forces de sécurité contribuaient à ranimer la confiance envers le gouvernement³⁵⁴.

Opérations dans les districts de l'Arghandab et du Bas-Shah Wali Kot, en juin et juillet 2009

Pendant que l'été avançait, l'Escadron de reco du Maj Cauden continuait de se soucier de garder ouvertes pendant cette saison les principales voies de service faisant jonction avec le chemin de Tarinkot. Diverses unités des forces d'opérations spéciales qui traquaient les chefs d'insurgés avaient parfois besoin de l'appui de l'Escadron de reco pendant qu'elles travaillaient à interdire la route aux insurgés qui venaient de Khakrez et passaient par la « ligne de démarcation » entre les districts pour se rendre à la ville³⁵⁵.

À cause de la détérioration de la sécurité, l'attitude du gouverneur et des forces de sécurité afghanes dans les districts d'Arghandab et du Bas-Shah Wali Kot a changé du jour au lendemain au début de juin. L'Escadron de reco a déployé un poste de commandement auprès du quartier général de la police du district d'Arghandab, en prévision de la création d'un Centre interarmées de coordination de district qui s'apparenterait à ceux qui fonctionnaient dans le Zharey, le Panjwayi et le Spin Boldak³⁵⁶. Le gouverneur Wesa a ordonné qu'un

représentant de l'Arghandab assiste aux réunions hebdomadaires régulières sur la sécurité, pendant que des pressions s'exerçaient sur Haji Karimullah Naqibi, chef des Alikozais, pour qu'il trouve une solution aux problèmes liés au poste fortifié de Jelawur³⁵⁷. La 1^{re} Brigade du 205 Corps de l'ANA (la 1-205 Brigade) a affecté deux compagnies du 3^e Kandak aux postes fortifiés d'Arghandab, et des mesures ont été prises pour que des mentors et sapeurs canadiens les accompagnent. À leur arrivée, les Afghans et les Canadiens ont immédiatement exécuté des patrouilles dans les localités d'Adirah et de Babur. D'autres éléments de la DNS ont été envoyés dans l'Arghandab pour y améliorer la recherche et la circulation du renseignement³⁵⁸. Cependant, la police faisait problème, car elle ne voulait pas exécuter de patrouilles avec l'Armée (bien qu'elle eût accepté de mener des opérations interarmées). Après avoir fait enquête, les Canadiens ont appris ce qui suit :

Les commandants des postes de contrôle de la PNA négligent leurs fonctions depuis l'attaque contre [le chef de police Zmaray Khan], et ... les villageois commencent à tolérer ou à appuyer les talibans/insurgés, car ils ont l'impression que le gouvernement ne peut pas bien assurer leur sécurité³⁵⁹.

Cependant, l'ANA recueillait des informations auprès de ses propres sources locales et par l'intermédiaire du CCO-P. Se fondant sur ces renseignements, le 3^e Kandak a exécuté une opération-éclair de bouclage et de fouille et il a pu employer la police, les mentors de celle-ci, des hélicoptères OH-58D et des UAV canadiens et faire dans Jelawur des largages d'aide humanitaire s'apparentant à ceux des équipes de la COCIM. L'Escadron B a soutenu le 3^e Kandak en établissant des postes de contrôle routiers et en menant des patrouilles³⁶⁰.

En élargissant leur zone d'action, les patrouilles ont appris qu'il y avait une base d'insurgés dans le Char Bagh, à seulement trois kilomètres de la prison de Sarposa. Les talibans ont établi une structure de gouvernance parallèle qui percevait des taxes auprès des agriculteurs locaux, et ils ont entouré le lieu d'un corridor d'EEI pour décourager les patrouilles³⁶¹. À d'autres endroits, les habitants ont dit aux patrouilles qu'« aucun représentant du gouvernement n'était venu prendre leur nom aux fins de l'inscription des électeurs, mais qu'ils avaient fermement l'intention de voter aux prochaines élections, même s'ils devaient utiliser leur ancienne carte³⁶² » [Traduction].

Il y a eu peu de contacts avec l'ennemi en juin, après l'arrivée de ces forces dans le district. Une surintensification des opérations, appelée RAMBAGH, devait avoir lieu à la fin de juin, mais la disponibilité de sous-unités du Groupement tactique du 2 R22^eR était très incertaine. Les mentors de la police des États-Unis se sont retrouvés dans un engagement contre l'ennemi, tout comme une patrouille de l'Escadron de reco, mais le combat était loin d'être aussi intense que les affrontements des mois précédents.

Des détachements de dégagement d'itinéraires étaient déjà à l'œuvre dans le district et faisaient ce travail régulièrement sur les routes. Le pire incident s'est produit quand un EEI a ciblé une unité de l'Armée afghane et son ELMO : trois soldats afghans ont alors été tués et sept autres, blessés. Les mentors de la police canadienne ont été informés de « deux incidents distincts... au cours desquels des membres de la population locale ont aidé [l'ANA] à des postes de contrôle attaqués par l'ennemi dans les districts de l'Arghandab et de Khakrez; ces civils s'étaient joints aux soldats pour combattre les insurgés³⁶³. » [Traduction]

L'Op RAMBAGH a été lancée le 26 juin et elle a presque aussitôt été suivie de deux autres opérations rapides lancées sur réception de renseignements et nommées WARYAZ et SABUN. Les détachements de l'Armée afghane, de la police et des mentors étasuniens et canadiens et les véhicules Coyote de l'Escadron de reco entraient dans les enceintes d'intérêt; s'ils n'y trouvaient rien, ils se dispersaient, faisaient des patrouilles, puis poursuivaient leur route. Le chef de police Zmaray Khan a conclu que ces attaques par à-coups « rendaient les insurgés nerveux; ceux-ci évitaient alors de passer la nuit dans les villages et allaient établir de petits campements dans le désert au nord de Jelawur » [Traduction] — c'est-à-dire loin des agglomérations du district³⁶⁴.

Entre-temps, le chef du district de l'Arghandab a essayé de rallier sa population, qui était excédée. Il a dressé une liste de projets proposés et il l'a présentée aux agents de la COCIM pendant une choura, mais les Canadiens l'ont refusée en présence des anciens assemblés en déclarant que les projets ne seraient pas approuvés tant que la sécurité ne se serait pas améliorée. Les membres de la choura se sont retirés. Pendant ce temps, les insurgés menaient une campagne d'intimidation systématique. Des villageois ont été menacés de mort après qu'une équipe de mentors des É.-U. eut apporté de la nourriture dans une localité. L'ensemble des menaces s'est avéré avoir « un effet coercitif efficace »³⁶⁵ [Traduction]. Comme dans d'autres districts, les forces de sécurité ne pouvaient être partout à la fois, et le système du Centre interarmées de coordination de district venait tout juste d'être mis sur pied. C'était presque des mesures insuffisantes prises trop tard, mais l'Escadron de reco et l'ELMO ont continué de tenir leur position avec leurs homologues afghans jusqu'à ce que les forces étasuniennes affectées à l'Arghandab puissent se déployer en août.

Opérations dans le district de Zharey, en juin et juillet 2009

L'accent étant mis sur l'Op KALAY et le Panjwayi oriental, le district de Zharey était dorénavant considéré comme une zone de déstabilisation par les planificateurs de la FO Kandahar. L'activité ennemie dans ce district était le prolongement d'actions antérieures : infiltrer le secteur d'Asheque/Senjaray, à l'est de l'itinéraire Summit, avec l'intention de tendre des embuscades aux convois amis empruntant la Route n° 1. Bien qu'affligé par des problèmes de logistique le limitant à une arme pour deux combattants,

l'ennemi s'est lancé à l'attaque de toute façon. Lors d'un engagement à Makuan, la Compagnie B a eu recours aux obusiers M-777 et a signalé que le bombardement avait tué deux commandants talibans locaux et leurs hommes. Pendant que ces combats faisaient rage, une autre cellule ennemie a fait exploser un énorme EEI à l'est de la BP Wilson et elle a ainsi provoqué d'énormes cratères dans la Route n° 1. Le nouvel entrepreneur afghan de travaux routiers est entré en action en vertu de l'entente de service concernant la réparation des ponceaux (négociée par l'équipe spécialisée du Génie de l'ERP et les agents de la COCIM), mais il a fallu au moins dix-huit jours pour réparer la route. Les sapeurs canadiens ont construit un segment de contournement pour favoriser la circulation³⁶⁶ (voir les figures 5-14 et 5-14a).

Des SUAV CU-170 Heron et MQ-1 Predator ont continué d'observer l'activité ennemie dans le district et, de temps à autre, ils ont pu faire des identifications catégoriques et envoyer des F-15 et des OH-58D prendre à partie des combattants ennemis négligents circulant autour de leurs « refuges » à Nahlgam et Sia Choy. Les insurgés ont continué de poser des EEI le long de la Route n° 1, ce qui a entraîné la perte du robot d'une équipe canadienne de NEM, robot qui avait reculé sur un EEI à plaque de pression³⁶⁷.

Le Bgén Vance a collaboré avec le Commandement régional (Sud) pour pouvoir se servir du Groupement tactique régional (Sud) et mener l'Op TORA ARWA, à partir du 10 juin. Cette fois, la tâche a été confiée au 3^e (Black Watch) Bataillon du Royal Regiment of Scotland (3 Scots). Il s'agissait d'un raid aéromobile d'un type désormais quasi familier : le 3 Scots a été déposé dans des zones d'atterrissage aux environs de Nahlgam avec une compagnie d'infanterie afghane et son équipe de mentors canadiens. Toutes ces unités ont été transportées là par des hélicoptères CH-147 Chinook, une fois que les CU-170 Heron eurent dégagé le secteur. Dès l'atterrissage, la force mixte a été attaquée « de toutes parts » [Traduction]. Des tireurs d'élite et des mortiers, discrètement installés sur le Ghundy Ghar, ont fourni un appui pendant que les trois compagnies d'infanterie ratissaient les enceintes à Nahlgam pour y rechercher des fabriques et des caches d'EEI. Les troupes afghanes et britanniques ont commencé à subir des pertes : elles ont découvert des EEI et des pièges « placés dans les murs ... à un endroit [où] elles se seraient normalement groupées avant d'entrer » [Traduction]; c'est ainsi que le Sdt Robert McLean, membre du 3 Scots, a été tué par une mine antichar qu'une mine antipersonnel a fait exploser. Le sergent Joseph Ranger, mentor auprès d'une compagnie de reco afghane, s'est trouvé sous des tirs de mortier nourris après avoir atterri. Les troupes afghanes ont perdu plusieurs hommes, mais le sergent Ranger et les Afghans ont pu exécuter des tirs de suppression intensifs. Les obus de mortier continuant de pleuvoir, il a aménagé et sécurisé un point de rassemblement des blessés pendant que les Afghans et d'autres mentors éloignaient l'ennemi, de manière que les unités d'EVASAN puissent se rendre jusqu'à ce point. Le Sgt Ranger a été décoré de la Médaille de la vaillance militaire pour ses actions dans ces circonstances.

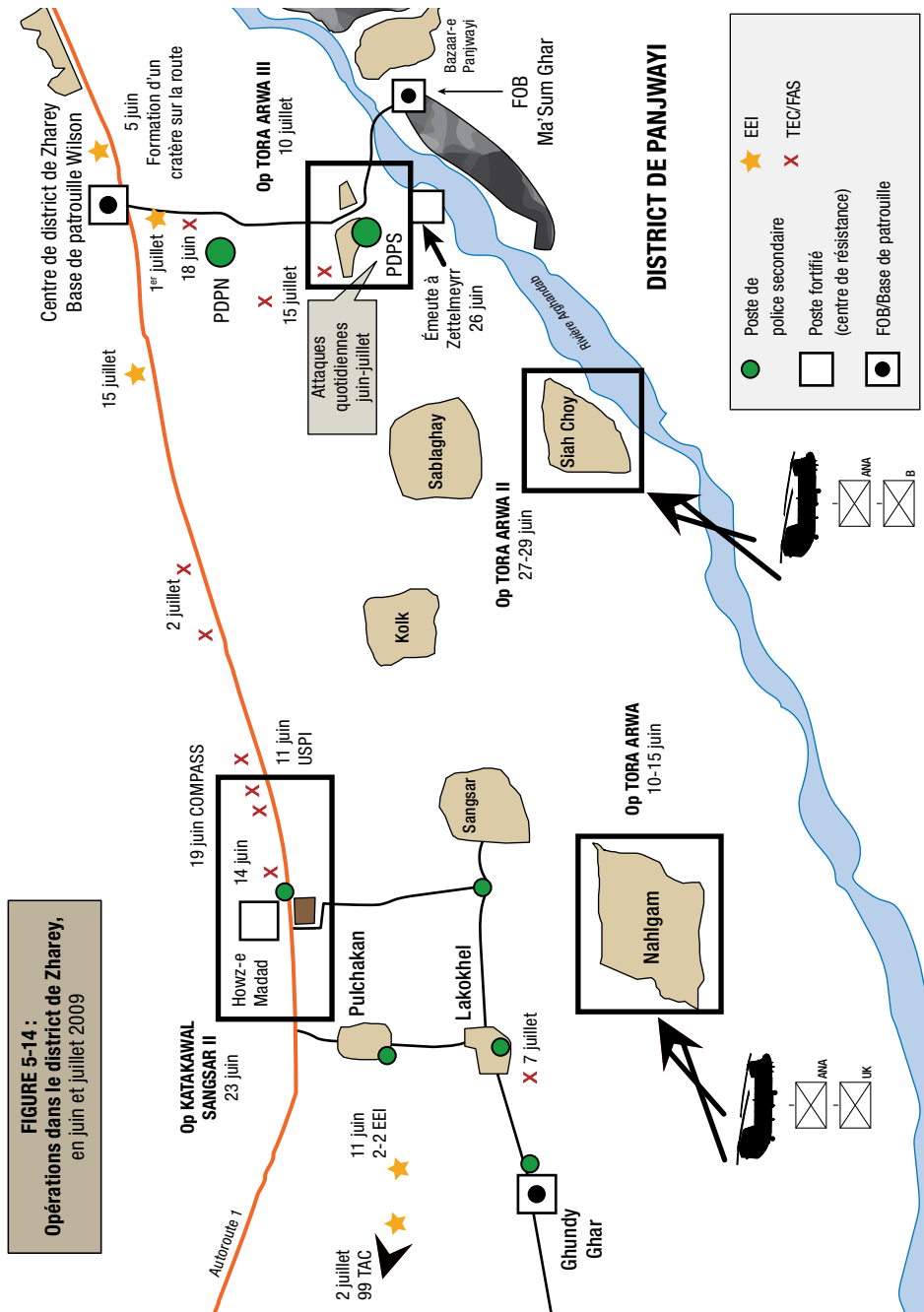


Figure 5-14 : Opérations dans le district de Zharey, en juin et juillet 2009

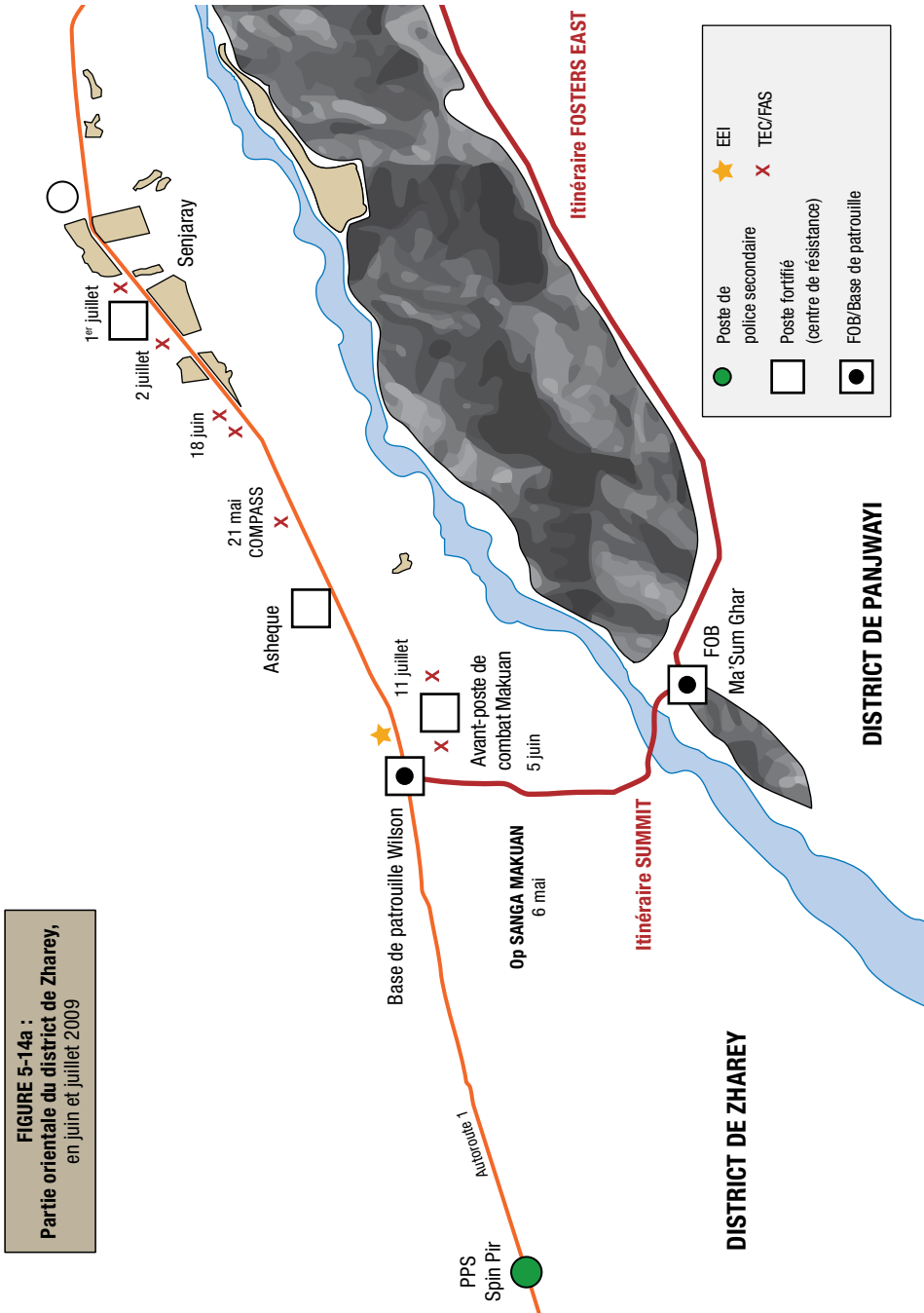


Figure 5-14a : Partie orientale du district de Zharey, en juin et juillet 2009

Les hélicoptères canadiens ravitaillaient la force de nuit, pendant que les Écossais menaient des patrouilles énergiques à toute heure du jour et de la nuit. Quand un peloton du 3 Scots est devenu la cible de tireurs d'élite faisant feu depuis une enceinte d'intérêt, une mission de tir avec un obus d'artillerie M982 Excalibur guidé à portée accrue a été autorisée; l'obus a supprimé une équipe de quatre insurgés. À 0200, le 15 juin, l'Op TORA ARWA s'est conclue avec le retrait de la force coalisée à bord d'hélicoptères canadiens. L'évaluation après action a permis de conclure que la force TORA ARWA s'était posée au milieu d'une zone de rassemblement des insurgés³⁶⁸.

Après l'Op TORA AWRA, il restait encore toute une gamme de problèmes concernant la police du district et son chef. Les rapports sur des cas d'extorsion et d'intimidation contre des entrepreneurs ne se comptaient plus, et, pour empirer les choses, le poste de police du secteur de Pashmul-Sud était pris à partie tous les jours. Comme c'était des unités de police sans mentor, il n'était pas possible de recourir à l'artillerie canadienne pour les appuyer quand elles étaient attaquées. En une occasion, le 2^e Kandak a exécuté une opération non coordonnée dans le secteur, ce qui a embrouillé la situation encore plus. Les affrontements dans la zone de Pashmul ont continué à s'intensifier tandis que les attaques à la roquette se multipliaient contre la FOB de Ma'Sum Ghar. Une nuit, un mortier ennemi s'est joint à la partie. La batterie d'obusiers M-777 a été active et, se servant d'un radar anti-mortier et du HALO pour repérer les positions de tir, la Batterie X a lancé près de quarante obus de 155 mm pour supprimer les tirs indirects³⁶⁹.

Les insurgés faisaient pression sur Howz-e Madad au même moment. Le nombre d'embuscades contre des convois civils s'est de nouveau accru à l'est du poste fortifié, de sorte que le Lcol Paul a ordonné à la Compagnie B d'amorcer l'Op KATAKAWAL SANGSAR II en se dirigeant vers le sud depuis le poste fortifié jusqu'à la première ligne d'oueds, puis en dégageant le terrain d'ouest en est afin de détruire plusieurs structures que l'ennemi utilisait comme bases de tir pour les embuscades. L'Op KATAKAWAL SANGSAR II s'est intensifiée : après avoir été une simple opération de ratissage et de dégagement, elle s'est transformée en une série d'engagements sérieux le 22 juin. La Compagnie B a débarqué et s'est déplacée vers l'est et le sud, pendant que les équipes canadiennes de guerre électronique brouillaient les communications de l'ennemi. Quand le brouillage a pris fin, l'ennemi a réagi en déployant des équipes spécialistes des embuscades. Le peloton de tête de la Compagnie B a essuyé des tirs et il a réagi en faisant appel à l'artillerie. Pendant ce temps, une deuxième force ennemie a attaqué l'arrière de la compagnie : le pointage des canons a été rajusté, et ils ont fait feu sur cette force. Quand une troisième équipe ennemie a ouvert le feu, l'artillerie a de nouveau modifié le pointage de ses pièces et obtenu des résultats semblables. Tandis que la Compagnie B changeait de direction, elle a repéré deux EEI et les a détruits. Des CH-146 Griffon ont eux aussi pu faire feu sur les combattants ennemis

avec leurs mitrailleuses Gatling. Pendant que les Canadiens rentraient à Howz-e Madad, un peloton afghan qui patrouillait au sud du poste fortifié a été frappé par une bombe humaine qui a tué trois hommes et en a blessé sept autres. Tandis que la force de réaction rapide du Canada se déployait depuis la BP Wilson, son véhicule VBL III de tête a été neutralisé par un EEI filocommandé. L'explosion a créé un cratère de 10 mètres de largeur et de trois mètres de profondeur. Une analyse a révélé que les insurgés « ont modifié leur façon de poser les EEI en creusant des tunnels suffisamment profonds pour rendre inefficaces les méthodes de détection actuelles »³⁷⁰ [Traduction].

L'Op TORA ARWA II visait à dégager Sia Choy et à perturber les tirs indirects qui provenaient de cet endroit. En l'occurrence, la Compagnie B, une compagnie afghane et des mentors canadiens ont été déposés là par la Force d'hélicoptères du Canada à 4 h du matin, le 28 juin. Comme au cours d'opérations antérieures, un nœud de commandement ennemi situé dans une enceinte d'intérêt a été attaqué par un B-1B Lancer qui a largué contre lui six bombes GBU-38 pour perturber les insurgés pendant que le transport aéromobile progressait : deux chefs ennemis ont apparemment été surpris et tués dans l'explosion en même temps que douze autres combattants. Des caches de bonne taille ont été découvertes, y compris un canon antiaérien ZPU-1, mais il n'y a eu à peu près aucun contact avec l'ennemi le premier jour. Le lendemain, plusieurs engagements vifs et courts se sont produits au cours desquels les patrouilles ont fait appel à l'artillerie pour rompre le contact. Plusieurs Canadiens ont été blessés quand une GPF a explosé près de leur position³⁷¹.

Ailleurs, dans le district de Zharey, le chaos régnait. Le chef de police du district a menacé d'abandonner les postes secondaires de Pashmul-Nord et de Pashmul-Sud à moins que des forces de la coalition n'y soient affectées en permanence. Les ouvriers de Blue Hackle travaillant à la FOB Zettelmeyer ont déclenché une émeute, ce qui a obligé la force de réaction rapide à se déployer là jusqu'à ce que la police stabilise la situation. Le Bgén Vance observait des manœuvres étasuniennes dans le Zharey occidental quand un VBL III de son convoi a heurté un EEI : le Cpl Nicholas Bulger du 3 PPCLI a perdu la vie et cinq autres soldats ont été blessés. Comme pour marquer les événements, une attaque à l'EEI a failli détruire le véhicule du Lcol Paul pendant qu'il circulait sur l'itinéraire SUMMMIT. L'explosion a gravement endommagé le réseau de ponceaux et menacé de perturber l'agriculture dans le secteur, ce qui a entraîné un affrontement entre la population locale et les forces de sécurité. L'entrepreneur chargé de réparer les ponceaux a refusé de faire le travail, car il prétendait que le chef de police de Zharey voulait la moitié de ses gains. Les agents de la COCIM et l'équipe spécialisée du Génie sont intervenus pour régler la situation³⁷².

Comme la situation se détériorait le long de l'itinéraire Summit, les deux Op TORA ARWA suivantes ont ratissé Pashmul et les localités situées le long de cet itinéraire, du 8 au 10 juillet. Il n'y a eu aucun engagement et aucune cache d'armes

n'a été trouvée, ce qui a surpris la Compagnie B. Les relations avec Bismillah Khan étaient devenues impossibles, mais quand il a été demandé au chef du district Sahardi de le remplacer, ce dernier a prétendu que Bismillah était à Kaboul, en formation. Comme si cela ne suffisait pas, le commandant de la police de Pashmul-Nord a été arrêté pour avoir agressé son personnel sexuellement. La réparation des ponceaux de l'itinéraire Summit n'avait aucunement commencé. Dans une déclaration on ne peut plus fautive, les agents de la COCIM ont fait savoir que « les membres de la choura ne faisaient plus beaucoup confiance aux forces coalisées » [Traduction]. Prenant conscience du désarroi qui régnait à Pashmul-Nord, l'ennemi a attaqué le poste de police et son personnel jour et nuit pendant 72 heures³⁷³.

Le Lcol Paul a informé la FO Kandahar, le 20 juillet, en disant : « La situation dans le Zharey se détériore. L'USPI et les FSNA sont pris à partie tous les jours par les insurgés sur la route périphérique du sud et le long de l'itinéraire Summit. Les attaques se produisent à moins de deux kilomètres à l'ouest, au sud et à l'est de la FOB Wilson. » [Traduction] À la fin de juillet, il a ajouté ce qui suit : « [L]a situation dans les environs de Pashmul-Nord et de Pashmul-Sud a empiré progressivement, de sorte que Pashmul-Sud est attaqué tous les deux jours environ. Si les insurgés réussissent à couper l'itinéraire Summit, ils auront en fait isolé la Compagnie B du reste du GT et l'auront privée de son accès à la force de réaction rapide³⁷⁴. » [Traduction]

Opérations dans le district de Maywand, en juin et juillet 2009

Le moment était venu pour le 2-2 Infanterie de rentrer au pays; le 9 juin, le Lcol Dan Hurlbut et son état-major ont transmis le commandement des opérations au Lcol Reik Andersen et au 1^{er} Bataillon du 12^e Régiment d'infanterie (1-12 Infanterie) [1st Battalion, 12th Infantry Regiment (1-12 Infantry)]. L'équipe canadienne de la COCIM a aidé à opérer la transition grâce à ses contacts dans les milieux de la gouvernance et du développement. Le chef de district, Haji Obaidullah Bawari, était censé être remplacé, mais il est demeuré dans son poste. Bawari avait de graves problèmes dont il devait discuter avec le Lcol Andersen : les puits de Hutaal étaient en train de s'assécher, et, parmi les priorités du district, l'approvisionnement en eau ne le cédait qu'à la sécurité. En fait, le Maywand faisait l'objet d'une campagne anti-téléphonie cellulaire très semblable à celle qui était menée dans le Zharey et le Panjwayi, de sorte que la sécurité était compromise davantage parce que les citoyens ne pouvaient appeler le Centre interarmées de coordination de district³⁷⁵.

Le 1-12 Infanterie a eu du mal à démarrer. Au cours des deux premières semaines, l'état-major du quartier général du bataillon a constaté que l'effectif des pelotons n'était pas complet. Il a fallu nettoyer des munitions rouillées à bord des véhicules et dans les entrepôts, et le manque de pièces de rechange a obligé les équipes de maintenance des véhicules

à s'arrêter. Le peloton de maintenance, surchargé de travail, a fait ce qu'il a pu avec les moyens du bord, mais les véhicules Cougar et MRAP (résistants aux mines et protégés contre les embuscades) — y compris ses ambulances MaxxPro MRAP — ont été immobilisés. Les Canadiens ne pouvaient les aider, car les véhicules MRAP n'étaient pas compatibles avec leur matériel. En fait, la conduite hardie des véhicules avait usé les essieux, et la cadence des patrouilles a dû ralentir pour que les équipes de maintenance puissent reprendre le dessus. Au début de juillet, tout le parc de véhicules du 1-12 Infanterie avait atteint le niveau jaune (Amber). La non-disponibilité des ambulances blindées a forcé le 1-12 Infanterie à limiter le nombre de ses patrouilles embarquées et de ses convois³⁷⁶.

Le 1-12 Infanterie est passé à des patrouilles à pied dans le voisinage de son infrastructure tactique et il a commencé à connaître un certain succès. L'Op TIGER était une patrouille de déstabilisation exécutée dans la région de Mandowzai. Un SUAV ScanEagle a repéré une équipe dotée de mortiers qui harcelait les FOB du 1-12 Infanterie et a permis à l'artillerie canadienne de supprimer l'équipe d'insurgés. Le bataillon étasunien a établi le contact avec une compagnie d'infanterie afghane encadrée par des Canadiens et travaillant depuis la FOB Pegasus sur la Route n° 1; par conséquent, une série de patrouilles interarmées a été organisée. Cela a été suivi de l'Op LAMRAY ZANG, dans le cadre de laquelle deux compagnies du 1-12 Infanterie et une compagnie afghane se sont rendues à la frontière entre le Maywand et le Zharey pour y établir un bloc aux fins des opérations de la FO Kandahar dans le district de Zharey³⁷⁷.

Le 1-12 Infanterie et l'Équipe de la COCIM ont travaillé à dissiper l'animosité qui s'était accrue dans le district entre l'Armée et la police afghanes sous Haji Bawari. Les gens ont déclaré aux patrouilles de la COCIM que Bawari était un chef absent : « La population ne voit pas les chefs du district dans ses villages, et la plupart d'entre eux vivent à Kandahar. » [Traduction] En fait, les agents de la COCIM ont fait savoir que « toutes les chouras [avaient] été annulées à cause du manque de participation au niveau du district. » [Traduction] Face au désarroi existant au Centre de coordination de district, l'état-major du 1-12 Infanterie a déclaré ce qui suit : « Nous devons trouver un moyen de créer un lien entre le poste de combat avancé Rath, la COCIM, USAID, l'ERP, les futurs mentors civils, le QG de la Police nationale afghane, le nouveau centre de district et le futur centre agricole³⁷⁸. » [Traduction] Parallèlement, des rapports portaient à croire que la population locale commençait à se distancier des patrouilles, « ce qui [illustre] une détérioration évidente par rapport à ce qui était le cas deux mois plus tôt » [Traduction]. Comme il n'y a aucun agent des OPPSY dans Maywand, « nous n'avons que les patrouilles à pied comme moyen de transmettre les messages [issus des opérations d'information]³⁷⁹ » [Traduction].

Faute de messages de la coalition susceptibles de contrer ceux de l'ennemi et faute de mesures d'accompagnement, l'ennemi a marqué beaucoup de points au chapitre de la

guerre psychologique dans le Maywand pendant tout le mois de juillet : « Les villageois ont désespérément besoin de carburant diesel pour tirer de l'eau propre de leurs puits, mais ils refusent d'en accepter de notre part, car ils craignent des représailles. » [Traduction] Les insurgés ont assassiné des entrepreneurs en approvisionnement en eau qui avaient fourni des éléments d'infrastructure au 1-12 Infanterie et, dans un cas, des clients et des marchands au bazar de Hutsal ont refusé de porter secours à un entrepreneur qui avait été blessé par balle et l'ont laissé mourir là. La plupart des projets appuyés par l'Équipe de la COCIM s'étaient arrêtés. Aucun des projets (gravier pour le bazar, éclairage solaire, écoles et cliniques) n'allait de l'avant. La tour de surveillance à Hutsal était hors d'usage, et la population attribuait l'audace des insurgés au manque de couverture³⁸⁰.

Son équipement étant brisé et aucune relève à l'horizon, le 1-12 Infanterie a continué d'exécuter des patrouilles à pied, et les villages autour de l'avant-poste de combat Terminator ont bien réagi. Bien inspiré, le 1-12 Infanterie a opté pour des solutions de COCIM plus traditionnelles aux problèmes locaux de protection de la force, tout en essayant de stimuler le développement économique — par exemple, « en mettant plus d'argent dans les poches des habitants et en favorisant un système qui permettait à chacun de voir à la plantation de ses champs ou à la récolte 365 jours par année » [Traduction]. Une autre solution éventuelle a consisté à faire contourner aux convois le bazar de Hutsal, de manière que les véhicules ne soient pas forcés de passer par la sortie ouest de la ville où ils risquaient de heurter des EEI. Le Lcol Andersen a favorisé l'achèvement du nouveau centre de district pour qu'il y ait au moins un symbole de gouvernance en prévision de l'arrivée d'un nouveau personnel administratif pour le district qui ne s'était pas encore concrétisée. Le chef de district Bawari est finalement rentré d'une réunion avec le président Karzai à Kaboul et il a soudainement accepté « d'établir un conseil de district qui participera au processus décisionnel dans le district³⁸¹ » [Traduction]. La date des élections nationales approchant à grands pas, l'apparence de progrès était de toute évidence primordiale, et 300 anciens de la collectivité se sont réunis lors d'une choura dirigée par Bawari et concernant le processus électoral.

L'aube d'une surveillance continue

En juin, les premières étapes de l'acquisition d'un système intégré de surveillance continue ont été franchies, mais « la mise en œuvre s'est heurtée à de graves problèmes » [Traduction]. En mai 2009, Ottawa a décidé de louer un système israélien pendant six mois au lieu d'acheter un système étasunien existant et fonctionnel. Qui pis est, le gouvernement a refusé d'autoriser l'affectation d'un personnel supplémentaire auprès de la FO Kandahar pour qu'il exploite le système. Quand le PSS-112 est arrivé, il comprenait trois éléments : un radar terrestre STS 12000; une caméra Spider; un aérostat SkyStar 300. Le système avait une portée de cinq à 12 kilomètres. Il a été confié à la FOB Wilson dès son arrivée,

mais le personnel nécessaire à son exploitation a dû provenir de la force opérationnelle. En outre, comme il n'existait aucune doctrine sur son utilisation, il a fallu l'intégrer dans le centre des opérations de la FO Kandahar et dans d'autres installations pour rendre possible la circulation des images et des données dans les deux sens. Il a aussi fallu modifier le processus de ciblage au Centre des opérations tactiques de la Force opérationnelle Kandahar. Tout cela a pris du temps³⁸².

Avec les forces étasuniennes est venue une équipe de reco cherchant un emplacement pour un système d'interdiction de menaces persistantes (SIMP) que le Gén McChrystal avait commandé en vue de le déployer dans le ciel de la ville de Kandahar pour protéger à la fois les élections et les forces des É.-U. qui allaient arriver. Le Bgén Vance a fait pression pour que le système soit installé à la FOB Wilson, mais il n'a pas eu gain de cause; le Camp Nathan Smith a été l'emplacement choisi. Le SIMP, qui était exploité par des entrepreneurs étasuniens, comprenait un gros aérostat muni d'une caméra MX-20 WESCAM stabilisée à haute résolution et d'un système non surveillé capteur de signatures acoustiques transitoires s'apparentant à un système HALO pour repérer les équipes effectuant des tirs indirects. Le SIMP est devenu opérationnel à la mi-juillet³⁸³.

Les aérostats et leurs capteurs ont largement accru la capacité des forces de la coalition de surveiller les réseaux routiers et de faire échec aux poseurs d'EEI — plus il y a d'yeux dans le ciel, mieux cela vaut. Avec l'arrivée de ces ballons, le réseau ISTAR s'est étendu encore plus et a obligé les insurgés à s'adapter constamment. Il est venu un temps où personne ne pouvait imaginer que des insurgés puissent opérer comme ceux qui s'étaient manifestés en 2006 pendant l'Op ZAHAR et l'Op MEDUSA. Tout groupe de combattants insurgés assez nombreux pour être repéré et identifié risquait aussi d'être pris à partie. Par conséquent, le Canada a commandé des systèmes de surveillance continue afin de créer une toile dans toute la zone d'opérations de la FO Kandahar. Cinq systèmes PSS-112 semblables à celui qui avait été loué d'Israël, mais dotés d'une meilleure gamme d'appareils de surveillance, ont été déployés et ils ont été opérationnels dès novembre 2009³⁸⁴.

Cette amélioration technique importante comportait un inconvénient, cependant. Les propriétaires de maison près du Camp Nathan Smith étaient consternés en apprenant que le ballon était muni d'une caméra pouvant observer leur enceinte, ce qui violait les normes sociales relatives aux femmes sans voile. Les insurgés ont exploité ces craintes et répandu des rumeurs selon lesquelles les infidèles espionnaient la propriété des hommes afghans. Le 28 juillet, une GPF a touché l'aérostat à la verticale du Camp Nathan Smith et en a endommagé l'enveloppe. On n'a jamais su si la grenade avait été lancée par un habitant mécontent ou par un insurgé³⁸⁵.



Photo : Auteur

La nécessité d'exercer une surveillance permanente dans le contexte d'une contre-insurrection et de la lutte continue contre les EEl a produit au XXI^e siècle une version moderne d'une technologie datant du XIX^e siècle : le ballon captif. Au lieu de nacelles et d'observateurs, les enveloppes remplies de gaz transportaient des caméras et d'autres capteurs. L'Armée canadienne en a employé deux types en Afghanistan : le système d'interdiction de menaces persistantes et le système de surveillance continue -112.



Photo : Auteur

L'arrivée des forces étasuniennes et le Programme de coordination de Kandahar

Comme nous l'avons vu, le 1-12 Infanterie a remplacé le 2-2 Infanterie dans le Maywand, et ce nouveau bataillon est resté sous le commandement de la Force opérationnelle Kandahar. Cependant, des officiers étasuniens chargés de préparer l'arrivée des forces étasuniennes dans la province de Kandahar ont bientôt commencé à se présenter dans l'espace de combat sans s'y être annoncés, en particulier dans le district d'Arghandab³⁸⁶. Leurs activités non coordonnées suscitaient de la confusion. On ne savait plus où les unités devaient aller, à qui passer le commandement ni comment le faire. Au sein de l'ERP, les représentants civils du Canada se heurtaient à des problèmes semblables. Un groupe de dignitaires composé notamment du sous-chef de la mission des É.-U. (de l'ambassade des É.-U.), du nouveau commandant du Commandement régional (Sud), du chef d'USAID en Afghanistan et de trois sénateurs étasuniens sont arrivés sans trop s'annoncer chez les Canadiens pour discuter des liens entre les projets et les programmes canadiens et de ce que les « effectifs civils de renfort » étasuniens voulaient accomplir. D'après la FO Kandahar, les rencontres avaient fait ressortir que les États-Unis « reconnaissent l'utilité de l'approche pangouvernementale du Canada et des trois lignes d'opérations et qu'ils étaient conscients des sacrifices consentis par les soldats canadiens à l'appui des projets de premier plan tels que celui du barrage de Dahla³⁸⁷ » [Traduction].

Les opérations de relève sur position ont commencé à la fin de juillet, avec l'arrivée du 8^e Escadron du 1^{er} Régiment de cavalerie (le 8-1 Cavalerie) [8th Squadron, 1st Cavalry Regiment (8-1 Cavalry)] appartenant à l'Équipe de combat de la 2^e Brigade Stryker. Un peloton du 2 R22^eR et une Équipe de la COCIM, qui étaient à Spin Boldak pour soutenir le Bataillon de construction des Forces navales des É.-U. [U.S Navy Construction Battalion] en train d'aménager une FOB pour le 8-1 Cavalerie, sont retournés au sein de leur unité d'appartenance, et c'est ainsi que la FO Kandahar a cessé de s'occuper de Spin Boldak. Il incombait désormais aux É.-U. de gérer le point d'entrée à la frontière pakistano-afghane³⁸⁸.

Le 1^{er} Bataillon du 17^e Régiment d'infanterie (le 1-17 Infanterie) [1st Battalion, 17th Infantry Regiment (1-17 Infantry)], un bataillon d'infanterie mécanisé de la Brigade Stryker, devait prendre la relève dans le district d'Arghandab. Le 1^{er} août, son équipe de commandement est arrivée au Centre du renseignement toutes sources pour assister à « un briefing exhaustif interarmées [du Centre du renseignement toutes sources et du Centre de fusion du renseignement de Kandahar] sur la passation du commandement au cmdt et membres clés de son état-major³⁸⁹ » [Traduction]. Quand l'équipe canadienne de la COCIM affectée dans le district d'Arghandab a informé le chef de district Haji Abdul Jabar qu'une équipe des Affaires civiles de la Brigade Stryker prendrait la relève, Jabar « n'a pas été content et a semblé hésiter à travailler avec les Forces américaines, car [a-t-il dit à l'Équipe de la COCIM]

ces dernières avaient prétendument fait preuve d'agressivité et d'irrespect à l'endroit de la population d'Argbandab dans le passé³⁹⁰ » [Traduction]. L'équipe canadienne de la COCIM a aussi commencé à céder la responsabilité du district de Shah Wali Kot aux Affaires civiles au cours de la première semaine d'août³⁹¹.

À partir du 8 août, la Brigade Stryker a été chargée des districts de Spin Boldak, de Shorabak, de Maruf, d'Arghistan, d'Argbandab, de Shah Wali Kot, de Neish, de Mianishin et de Khakrez dans la province de Kandahar, et elle a divisé cette responsabilité entre le 8-1 Cavalerie et le 1-17 Infanterie. Le Centre du renseignement toutes sources a signalé ceci : « Toutes les données partageables du CRTS (y compris les renseignements géospatiaux et l'imagerie) ont été fournies au G2 de la FO Stryker, et chaque bataillon a reçu des briefings détaillés et une trousse de passation du commandement en collaboration avec [le Centre de fusion du renseignement de Kandahar], avant qu'il se rende dans sa zone d'opérations³⁹². » [Traduction] De même, les sapeurs de la FO Kandahar ont remis à la Brigade Stryker d'abondantes informations géospatiales (de nombreux téraoctets) sur toute la province, tous ces éléments ayant été méticuleusement réunis depuis 2005. Ils ont utilisé des traceurs pendant des heures pour imprimer les cartes, car les unités de la Brigade Stryker étaient arrivées sans aucune capacité de ce genre. Comme les forces des É.-U. avaient rapidement été redéployés en Afghanistan depuis l'Iraq, ils arrivaient quasi démunis de toute connaissance sur le terrain même et ils dépendaient des efforts canadiens dans ce domaine³⁹³.

D'autres unités et formations étasuniennes étaient en route. Le Commandement de l'intégration des forces de sécurité régionales afghanes (Sud), qui avait travaillé avec la FO Kandahar sur les questions relatives à l'Armée et à la police afghanes, a été remplacé par toute une brigade de la 82^e Division aéroportée [82nd Airborne Division] convertie en une formation de mentors de la police et de l'Armée. L'Équipe de combat de la 4^e Brigade de la 82^e Division aéroportée [4th Brigade Combat Team] relevait de la Force opérationnelle Phœnix, c'est-à-dire le commandement d'instruction et de mentorat dirigé par les É.-U. à Kaboul. Une de ses unités, soit le 2^e Bataillon du 508^e Régiment de parachutistes [2nd Battalion, 508th Parachute Infantry Regiment], devait se charger des tâches dans la province de Kandahar. Le personnel a commencé à arriver en août, et tout le commandement a été dûment constitué et opérationnel avant la fin de septembre. Le 4^e Bataillon du Génie – Force opérationnelle Thor [4th Engineer Battalion — Task Force Thor], qui comprenait neuf détachements de dégagement d'itinéraires (l'équivalent de neuf groupes complets de véhicules COIC canadiens) était déjà sur le terrain, et des EEI avaient déjà fait des victimes dans ses rangs³⁹⁴.

En plus de ces entités, une force opérationnelle spécialisée dans la lutte contre les EEI, soit la FO ODIN, se déployait elle aussi dans la province de Kandahar. La FO ODIN

(Observer, détecter, identifier, neutraliser) résultait d'une initiative que les Forces terrestres des É.-U. avaient lancée en Iraq et qui s'apparentait à ce que la FO Kandahar était en train de créer avec l'Op DALBOR. Contrairement à cette dernière, cependant, la FO ODIN disposait de forces spécialisées dans la protection des itinéraires contre les EEI. La Compagnie Alpha possédait des UAV Warrior Alpha, une version améliorée du Predator, appelée MQ-1C Grey Eagle. La Compagnie Bravo était munie de plusieurs avions C-12 Cessna transportant toute une gamme de capteurs, y compris un dispositif qui « détecte les changements survenus au fil du temps dans le terrain, sous une trajectoire de vol donnée » [Traduction]. La FO ODIN accède aussi aux capteurs des avions U-2 qui, « même à 13 milles au-dessus [...] peuvent détecter les petites variations dans le sol³⁹⁵ » [Traduction]. La FO Kandahar a accueilli avec plaisir cette capacité supplémentaire de surveillance aérienne; à la fin d'août, les trois CU-170 Heron étaient immobilisés au sol et attendaient des pièces de rechange du fabricant israélien³⁹⁶. Ensemble, les FO Thor et Odin ont grandement amélioré la capacité de la coalition de garder les routes ouvertes à Kandahar et elles ont allégé le fardeau des trois groupes épuisés de véhicules COIC de la FO Kandahar.

Enfin, il y a eu le 97^e Bataillon de la Police militaire (97th Military Police Battalion). Le Gén McChrystal en favorisait l'affectation dans la ville de Kandahar, mais il ne savait pas au juste comment l'unité s'intégrerait dans la structure de commandement, ou quel rôle elle assumerait précisément dans le plan de sécurité global de la ville. Une équipe de reco est arrivée au Camp Nathan Smith au début d'août pour examiner les immeubles et le terrain³⁹⁷.

Tout comme dans le cas du 97^e Bataillon de la Police militaire, la relation entre la FO Kandahar et les unités de la Brigade Stryker en matière de commandement n'était pas claire au début, et il en était de même des relations entre les organismes du gouvernement des É.-U. et l'ERP, lesquelles demeuraient vagues. Afin de régler ce problème et d'éliminer d'autres sources éventuelles de malentendus, le Plan de coordination canado-américain pour Kandahar a été signé le 21 août. Le Bgén Vance et le RCK Ken Lewis ont signé le document pour le Canada, tandis que Frank Ruggiero, représentant civil principal pour le Sud de l'Afghanistan, et le Bgén John Nicholson fils, commandant adjoint du Commandement régional (Sud), l'ont signé au nom des États-Unis³⁹⁸.

Le plan avait pour objet de « renforcer le rôle des Afghans dans la stabilisation de la province de Kandahar », grâce à un partenariat cohérent conçu pour concrétiser « les priorités des Afghans : appliquer les concepts afghans, encourager l'adoption de solutions afghanes et ajouter aux capacités afghanes, voilà qui était essentiel à la réussite de notre plan » [Traduction]. En particulier :

Le Plan est lié aux priorités des Afghans énoncées entre autres dans le Pacte pour l'Afghanistan et dans la Stratégie de développement national de l'Afghanistan. Il est aussi entièrement intégré dans le document d'orientation et la directive fournis par la FIAS dirigée par l'OTAN dans des plans stratégiques successifs et des documents opérationnels, y compris le plan de campagne régional pour le Commandement régional (Sud) et la stratégie de contre-insurrection de la FIAS³⁹⁹. [Traduction]

Sur le plan structurel, le Plan de coordination pour Kandahar a donné lieu à la création d'une équipe principale de coordination pour Kandahar composée de représentants militaires et civils supérieurs, de manière qu'une « complémentarité imprègne leurs programmes nationaux respectifs » [Traduction]. Le RCK a été désigné comme étant le responsable principal pour traiter avec le gouverneur et l'ERP en tant que « personne-ressource centrale pour coordonner tous les programmes canadiens et étasuniens liés à la gouvernance, à la primauté du droit, à la reconstruction et au développement à Kandahar » [Traduction]. Dans le document, les signataires ont reconnu les objectifs stratégiques du Canada et des États-Unis. Ceux du Canada ont continué de correspondre aux six priorités du Cabinet et à ses trois projets de premier plan. L'objectif des É.-U. était de « perturber, de démanteler et de vaincre Al-Qaïda et ses alliés, d'éliminer leurs refuges au Pakistan et d'en prévenir le retour au Pakistan ou en Afghanistan » [Traduction]. De cela ont découlé les objectifs secondaires suivants :

- garantir la sécurité de la population;
- étendre l'autorité du Gouvernement de la République islamiste d'Afghanistan;
- favoriser la transition à une société licite fondée sur l'agriculture;
- améliorer et sécuriser la frontière;
- enrayer le cycle des stupéfiants, de la corruption, de l'insurrection et de la criminalité.

Sur le plan militaire, cela signifiait ceci :

Mettre davantage l'accent sur la sécurisation des districts entourant la ville de Kandahar, pour procurer à la Police nationale afghane et à la Force opérationnelle Kandahar la liberté de mouvement nécessaire pour assurer efficacement la sécurité dans cette agglomération clé. De concert avec la Force opérationnelle Kandahar, accroître la sécurité sur les Routes n^{os} 1 et 4 afin de favoriser la liberté de mouvement de la population et d'aider à établir les conditions voulues pour prolonger les chaînes de valeur agricoles dans toute la région. Renforcer les capacités de

la PNA et de la Police frontalière afghane afin d'amener les Afghans à se charger de la sécurité dans le Sud d'ici cinq ans. Mettre davantage l'accent sur la région frontalière entre Chaman et Weish et empêcher le « courant-jet » des insurgés de pénétrer en Afghanistan⁴⁰⁰. [Traduction]

Une nouvelle organisation, la Plate-forme régionale, allait être créée au KAF, près du Commandement régional (Sud). Elle n'était pas prévue dans le Plan, mais c'était, du point de vue conceptuel, une « super-ERP » pour les programmes étasuniens de développement dans le Sud de l'Afghanistan. En outre, le plan établissait que des équipes étasuniennes de soutien du district seraient déployées. Comment tous ces éléments allaient-ils être liés à l'ERP?

L'Équipe de reconstruction provinciale de Kandahar (ERPK) sera une entité bilatérale intégrée qui comprendra des membres du Canada et des É.-U., coordonnera ses activités en coopération avec la Force opérationnelle Kandahar et la Plate-forme régionale du gouvernement des É.-U. et appuiera les équipes de soutien du district (ESD). Les É.-U. mettront sur pied des ESD dans la province de Kandahar... ces équipes coordonneront les opérations avec l'ERPK. Afin de garantir l'intégration complète, le Canada enverra un conseiller auprès d'au moins certaines ESD... chaque ESD élaborera un plan de soutien du district avec l'ERPK, avec d'autres éléments étasuniens et canadiens opérant dans le district et avec des partenaires multinationaux⁴⁰¹.

La FO Kandahar et la Brigade Stryker « exerceraient le commandement et le contrôle militaires dans leurs zones respectives dans l'intention d'atteindre les objectifs nationaux et ceux de la FIAS » [Traduction]. Les districts prioritaires de la FIAS resteraient les mêmes aux fins des opérations en cours visant à « façonner/dégager/tenir/construire » (voir Op TOLO, chapitre 4) dans la ville de Kandahar et dans les districts d'Arghandab, de Zharey, de Maywand et de Spin Boldak. Le plan KANTOLO a été reconnu comme étant le principal plan opérationnel du Canada, bien qu'il fût possible de discerner dans le nouvel accord des vestiges de l'ancien Plan d'action pour Kandahar.

Le Plan de coordination pour Kandahar était de toute évidence un document de compromis qui affirmait simplement la réalité présente sur le terrain, à savoir ceci : le Canada et les États-Unis avaient des programmes différents; certains de ceux-ci allaient de pair les uns avec les autres; la FO Kandahar et la Brigade Stryker avaient leur propre espace de combat, la reconstruction serait coordonnée par les É.-U. au niveau du district, et par les Canadiens, au niveau provincial. Le MAECI et l'ACDI ont obtenu ce qu'ils voulaient — la lutte anti-insurrectionnelle dans les districts et la lutte contre le terrorisme dans la ville. Les craintes du MAECI et de l'ACDI ont été prises en compte, et ces deux acteurs ont pu travailler à satisfaire aux exigences inhérentes aux priorités et aux projets de premier plan du Cabinet, sans avoir à se préoccuper de la guerre continue ou des vicissitudes de la Force opérationnelle interarmées Afghanistan.

La situation avant les élections : du 1^{er} au 19 août 2009

L'ennemi était peu actif dans les districts à l'ouest de la ville de Kandahar pendant que les Afghans, les Canadiens et les Américains poursuivaient leurs opérations-cadres. Dans le district de Maywand, les patrouilles du 1-12 Infanterie avaient l'impression que « la population locale faisait preuve d'optimisme au sujet des élections à venir. Les habitants disaient qu'ils avaient l'intention de voter. Ils ne pensaient pas que le président Karzai faisait du bon travail pour ce qui était de protéger le pays ou de prévenir la corruption⁴⁰². » [Traduction] Dans le Zharey, des préparatifs ont été faits pour céder la responsabilité du district à la FO 1-12 et reconstituer la Compagnie B avec le reste du GT dans le district de Panjwayi. Le poste fortifié de Lakokhel est demeuré un point de mire des tirs de harcèlement ennemis. En une occasion, les mentors canadiens intégrés dans la compagnie afghane dans le poste ont lancé 24 obus de 155 mm sur une position ennemie, et la situation s'est temporairement calmée. Du côté de Sanjaray, une patrouille afghane a été prise à partie et a subi des pertes, et une équipe de dégagement d'itinéraires fournie par la FO Thor a fait son travail sur la route. Le 1^{er} août, une patrouille de la Compagnie B traversant la zone a heurté un EEI qui a mis un véhicule hors combat. Un ratisage destiné à déceler des engins secondaires a provoqué une autre explosion qui a tué le Cpl Christian Bobbitt et le Sap Matthieu Allard du 5^e Régiment du Génie de combat⁴⁰³.

Afin d'établir les conditions en vue d'opérations futures dans le Zharey, le 1-12 Infanterie appuyé par les chars de l'Escadron C a organisé l'Op TORA ARWA V afin de dégager des enceintes d'intérêt dans la partie occidentale du district. C'était le 4 août, au plus fort de l'été, et la chaleur était intense. Les chars ont fait écran le long de la rivière Arghandab pendant que le 1-12 Infanterie entrait dans les localités plus au nord. Une fois sa tâche achevée, l'Escadron C a pris le chemin du retour vers Ma'Sum Ghar en escortant une unité afghane accompagnée par ses propres mentors canadiens et une escouade de mentors de la police des États-Unis. En chemin, le char Leopard C1 de tête, muni de rouleaux, a heurté une mine ou un EEI. L'explosion a été tellement puissante qu'elle a soulevé le char et percé sa coque; le véhicule est retombé à un angle de 45 degrés par rapport à son axe de progression. L'ennemi a déclenché une embuscade de trois côtés; d'autres véhicules du convoi ont été touchés et endommagés. À ce stade-là de l'engagement, quatre hommes avaient déjà été blessés⁴⁰⁴. L'Adjum Richard Stacey, sergent-major de l'Escadron, a tiré la confusion au clair pendant que les chars et les VBL III s'en prenaient aux positions des insurgés embusqués, et il a fait appel à l'artillerie. Stacey a organisé la récupération et l'extraction des véhicules touchés. Au moment où la colonne quittait les lieux, une camionnette Ford Ranger de l'Armée afghane a heurté un EEI qui a tué ou blessé tous les occupants. L'Adjum Stacey a vu au traitement et à l'évacuation de ces soldats également. L'Escadron C et les Afghans se sont extirpés de ces embuscades et sont finalement rentrés à Ma'Sum Ghar, huit heures plus tard. L'Adjum Stacey a été décoré de la Médaille de la vaillance militaire pour ses actions.

Après l'Op TORA ARWA V, le 1-12 Infanterie a laissé une compagnie à Hotal et à la FOB Ramrod; les trois autres compagnies ont emballé leur matériel et sont parties vers l'est. Il leur a fallu presque tout le mois d'août pour se rendre à la FOB Wilson dans le Zharey, cette base ayant été agrandie pour elles par les sapeurs canadiens. Afin de mettre les insurgés en déroute, deux compagnies de l'infanterie afghane et leurs mentors canadiens se sont joints le 15 août à la Compagnie B pour exécuter l'Op KATAKAWAL LAKOKHEL; il y a d'abord eu un survol de la zone par les systèmes ISTAR, puis l'artillerie a bombardé les enceintes soupçonnées d'abriter l'ennemi. Une énorme cache d'explosifs improvisés de plusieurs centaines de livres a été découverte et détruite au cours de l'opération⁴⁰⁵.

Pendant tout le début d'août, la principale question qui persistait dans le Panjwayi concernait le chef de district Haji Baran et sa capacité de gouverner. Le projet de pavage de l'itinéraire Hyena désormais confié à Bennet-Fouch, protégé par Blue Hackle et surveillé par l'OTC, donnait lieu à des « tensions grandissantes » entre ces trois intervenants et Haji Baran. Bennett-Fouch s'est alors soudainement retiré du projet et a refusé d'avoir le moindre rapport avec Baran. L'OTC a décidé de suspendre le projet. Baran « était très affolé » et « il se demandait ce qu'il allait dire à la population du Panjwayi » [Traduction]. L'Équipe de la COCIM était très inquiète : « Le véritable motif de préoccupation, c'était les 300 à 400 personnes embauchées sur place qui étaient désormais au chômage. » En outre, « le retrait de [Bennett-Fouch] avait laissé le projet de pavage Hyena dans une situation précaire. Les 300 à 400 employés du chantier ayant été mis à pied, il y avait lieu de se demander ce qu'ils feraient ensuite. » [Traduction]. Les agents de la COCIM et l'OTC souhaitaient organiser un nouveau projet après le Ramadan, car ils savaient que des centaines d'hommes mécontents et au chômage, en âge de combattre, constituaient une cible rêvée pour n'importe quel recruteur taliban⁴⁰⁶. La gouvernance au Panjwayi était dans un si mauvais état qu'aucun des membres de l'Assemblée de développement des districts ne s'est présenté à la choura du 12 août, de sorte que l'Équipe de la COCIM et le représentant du Central Asian Development Group ont été les seuls à prendre le thé avec Haji Baran⁴⁰⁷. Pendant la même période, la Compagnie C lançait une opération de fouille dans certaines enceintes près de Chalgowr; elle n'a rien trouvé et n'a heurté aucun EEI. Il n'y a eu aucune perte humaine.

À Kandahar, le CCO-P continuait de s'agrandir et demeurait le point central des opérations de sécurité dans la ville. Certains indicateurs laissaient entendre qu'une autre attaque contre la prison de Sarposa était prévue; comme un soir de pleine lune approchait, la Compagnie Stab A a multiplié les patrouilles à cet endroit. Le 2 août, une patrouille interarmées de 30 hommes (accompagnée d'une ELMOP) était prise dans un violent échange de feux dans le district n° 6; la fusillade s'est intensifiée quand les insurgés ont commencé à lancer des obus de mortier, et la Compagnie Stab A a riposté avec un canon de 25 mm

montés sur ses véhicules VBL III. Une patrouille qui rentrait a confirmé que la population locale ne souhaitait aucunement coopérer avec les forces gouvernementales. Une autre patrouille interarmées a rencontré un groupe d'anciens moudjahidines armés antitalibans qui s'occupait de son propre quartier et de ses habitants; l'école du voisinage était ouverte. Cependant, le 12 août, le poste de police secondaire n° 8 a essuyé des tirs de mitrailleuse lourde à grande portée. Un hélicoptère OH-58D Kiowa Warrior a été dirigé vers la position de tir, pendant que la police, accompagnée de mentors étasuniens, manœuvrait pour capturer les insurgés, qui avaient disparu dans la zone bâtie⁴⁰⁸.

Le 30 juillet, la Commission électorale indépendante avait ouvert 223 bureaux de vote dans la province de Kandahar, et ce nombre est finalement passé à 262. Il y avait des bureaux de vote dans tous les districts, sauf trois, soit ceux de Khakrez, Mianishin et Ghorak⁴⁰⁹. La MINUA a été « impressionnée par les nombreuses campagnes qui avaient cours à Kandahar; ces dernières prenaient diverses formes allant des conversations personnelles jusqu'aux grands rassemblements publics⁴¹⁰ » [Traduction]. L'Op ENTEXAB (Élections), c'est-à-dire la planification des mesures de sécurité en vue des élections, s'est poursuivie dans les coulisses. Une complication a résidé dans une opération d'information orchestrée par les talibans et autorisée personnellement par le mollah Omar⁴¹¹ : des affiches de propagande avaient été produites et diffusaient le message de menace suivant : « N'allez pas voter, car vous risquez de mourir le jour des élections! » [Traduction] Les talibans ont confisqué les cartes d'inscription des électeurs dans le district de Zharey, et des lettres ont été livrées de nuit dans les mosquées de la ville⁴¹².

Selon des rapports des agents canadiens de la COCIM :

[L]es opérations d'information menées par les insurgés ont été efficaces; les habitants disent qu'ils craignent les représailles des insurgés s'ils vont voter. Non seulement ils croient que les FC/la FIAS ne pourront pas les protéger le jour des élections, mais aussi qu'ils seront encore plus vulnérables après les élections, une fois que [les forces de sécurité] auront quitté la région ... Nous estimons que les insurgés n'auront pas à recourir à des effets cinétiques directs pour dissuader les habitants de voter⁴¹³. [Traduction]

Il existait des menaces venant de l'intérieur également. Une femme dirigeant un groupe d'anciens de sa tribu est allée au CCO-P, le 19 août, pour se plaindre que les urnes électorales étaient déjà pleines avant le jour du scrutin même. La plainte a été transmise à la Commission électorale indépendante⁴¹⁴.

La veille des élections, les insurgés déclenchaient des attaques simultanées à l'aide de tirs indirects contre les FOB Ma'Sum Ghar et Wilson, Ghundy Ghar, le KAF, le poste fortifié de Howz-e Madad, Pulchakan, Senjaray et Spin Pir. Ensuite, ils dirigeaient des tirs de mortier

et des roquettes sur la ville de Kandahar. Des signes montraient que l'ennemi se rassemblait dans le district d'Arghandab, près de la prison de Sarposa. Sans que les Canadiens lui aient demandé d'agir, le Bgén Basir et ses homologues de la police se sont réunis au CCO-P et ont planifié une opération visant la localité de Char Bagh, d'où les tirs de mortier étaient venus. Une compagnie d'infanterie afghane, accompagnée de 100 agents de police et d'officiers de la DNS sans compter les mentors canadiens, s'est rendue à Char Bagh pendant que la force de réaction rapide de l'ERP surveillait la prison. Des UAV canadiens, l'aérostat du Camp Nathan Smith et des hélicoptères étasuniens OH-58D fournissaient l'appui aérien. La FO 1-17 de la Brigade Stryker se chargeait des manœuvres d'arrêt au nord. Les forces de sécurité afghanes ont capturé 17 insurgés, mais deux de leurs membres ont été blessés au cours de l'opération⁴¹⁵.

Le jour des élections, les Canadiens ont évalué comme suit l'état de la sécurité :

On pense que les insurgés n'ont pas atteint leur objectif et qu'en fait, leurs opérations d'information (OI) ont échoué lamentablement. Dans les districts de Dand et de Spin Boldak, le succès a été énorme, car, selon les rapports, de nombreux Afghans ont franchi la frontière pakistanaise pour venir voter dans leur pays. Le nombre total d'incidents importants dans la province de Kandahar (FO Kandahar et FO Stryker) représente plus de la moitié de tous les incidents dignes de mention survenus dans l'ensemble du territoire du Commandement régional (Sud) ... la plupart de ces derniers ont peu influé sur la population locale, et la situation des insurgés s'est sensiblement dégradée ... les FSNA ont été les plus occupées et elles ont très bien su relever le défi⁴¹⁶.

En outre :

Le 20 août, les élections présidentielles et les élections des membres du Conseil provincial ont eu lieu. Il s'agissait de la deuxième élection nationale à se tenir depuis des décennies; cependant, c'était la première à avoir été organisée et dirigée par les Afghans. Le rendement des FSNA avait dépassé les attentes, et la FIAS n'a pas eu besoin d'appuyer les FSNA dans la zone d'opérations de la FO Kandahar ... les FSNA ont pris l'initiative de sécuriser les installations utilisées pour les élections. Le degré de coordination entre les diverses organisations des FSNA et les éléments de la FIAS a été exceptionnel. Dans l'ensemble, les insurgés n'ont pas réussi à beaucoup perturber le processus électoral ... aucune bombe humaine n'a explosé dans la ville de Kandahar⁴¹⁷.

Cependant, il y a aussi eu des problèmes :

Des signes révèlent que moins d'électeurs que prévu ont voté dans le Sud. Si tel est le cas, cela compliquera davantage les calculs politiques au cours des prochaines semaines, notamment si aucun candidat à la présidence ne remporte 50 p. 100 des suffrages exprimés⁴¹⁸.

La légitimité du gouvernement Karzai était sur le point d'être contestée. Sans un gouvernement légitime en place, la réussite d'une campagne anti-insurrectionnelle devenait d'autant plus difficile. Mohammad Hanif Atmar, ministre de l'Intérieur de l'Afghanistan, déclarait au Gén McChrystal : « Si les élections échouent, [...] je recommanderais à la collectivité internationale de ne pas gaspiller ici d'autres vies humaines ou d'autres fonds⁴¹⁹. » [Traduction]

NOTES

1. Entrevue avec le Bgén Jon Vance, Edmonton, 8 février 2010.
2. Bob Woodward, *Les guerres d'Obama*, Paris, Denoël, 2011, p. 21–29.
3. David E. Sanger, *L'héritage : les grands défis internationaux*, Paris, Belin, 2009, p. 139–142. Voir aussi Stanley McChrystal, *My Share of the Task: A Memoir*, New York, Penguin Books, 2013, p. 283–287.
4. Cowper-Coles, *Cables from Kabul*, Harper Collins, 2012, chapitres 8 et 10. Voir aussi Kai Eide, *Power Struggle Over Afghanistan*, Skyhorse Publishing, 2012, chapitre 6.
5. Woodward, *Les guerres d'Obama*, p. 61–63, 74–77.
6. *Ibid.*, p. 105–109.
7. *Ibid.*, p. 43–146. Voir aussi Michael Hastings, *Machine de guerre : la véritable et terrifiante histoire de la guerre américaine en Afghanistan*, Éditions du sous-sol, 2017.
8. Il suffit de lire attentivement l'ouvrage de Hastings, intitulé *Machine de guerre*, celui de Woodward, *Les guerres d'Obama*, ceux de Sanger, *L'héritage et Obama*, Belin, 2012, celui de Cowper-Coles (*Cables From Kabul*) et celui d'Eides (*Power Struggle Over Afghanistan*), pour se faire une idée du chaos et de la confusion qui teintaient le processus stratégique.
9. Woodward, *Les guerres d'Obama*, chapitre 10; Sanger, *Obama*, p. 18–24; Hastings, *Machine de guerre*, chapitre 14.
10. Rapport au Parlement, « L'engagement du Canada en Afghanistan : décembre 2008 », p. 3–4.
11. Radio-Canada, « Harper sans illusion sur la victoire », 2 mars 2009.
12. L'auteur se trouvait dans un quartier général étasunien et dans un quartier général de la coalition, dans la région de Kaboul, quand cette citation a été radiodiffusée par plusieurs médias. Un dégoût manifeste se lisait sur le visage du personnel allié. Un officier supérieur canadien que j'ai interviewé a déclaré que, selon lui, le gouvernement Harper avait déjà renoncé à la guerre en 2008, et que sa déclaration était un faux pas, mais qu'elle constituait néanmoins une confirmation de cette attitude. Un membre du personnel du MAECI en Afghanistan a informé l'auteur à ce moment-là que la déclaration du premier ministre était « judicieusement calculée » [Traduction], mais il n'en a pas dit davantage.
13. Darcy Heddon, « Keeping Promises and Fostering Hope for the Future in Kandahar, Afghanistan », thèse de maîtrise, Université Royal Roads, 2011), p. 34.

CHAPITRE CINQ

14. Entrevue téléphonique avec le Lcol Lee Hammond, le 10 juillet 2012.
15. Briefing au QG FOI-A, « Operations in Afghanistan: How We Did It February–November 2009 », voir la diapositive intitulée « Operational Planning Challenge ».
16. McChrystal, *My Share of the Task*, p. 322–326.
17. Discussions avec les officiers d'état-major canadiens membres du quartier général du général McChrystal (FIAS).
18. Entrevue téléphonique avec le Lcol Mike Gilmore, 15 octobre 2012.
19. Briefing, « ELMO 1–09 Roto 7 ».
20. Entrevue avec le Col Gregory Burt, Kingston, 18 septembre 2012. Voir aussi le briefing intitulé « OMLT 1–09 Roto 7 ».
21. « OMLT Roto 7 briefing », 30 avril 2010.
22. Entrevue avec le Col Burt.
23. *Ibid.*, « OMLT Roto 7 briefing », 30 avril 2010.
24. Entrevue avec le Col Burt.
25. *Ibid.*
26. *Ibid.*
27. « OMLT Roto 7 briefing », 30 avril 2010.
28. Entrevue avec le Lcol Gilmore.
29. Briefing présenté à l'auteur par l'Escadre aérienne du QG FOI-A, KAF, 8 mars 2009).
30. CRSQ de l'Escadre aérienne, février et mars 2009.
31. Briefing donné à l'auteur par l'Escadre aérienne, KAF, 28 juillet 2010.
32. *Ibid.*
33. Voir Maloney, *Confronting the Chaos*, Annapolis, Naval Institute Press, 2009, p. 229-233.
34. Journal de guerre de l'Unité de cartographie aérienne, d'avril à juillet 2009. Je remercie le Capt Dan Arsenault de m'avoir fourni les renseignements sur l'Op APPLANIX.
35. Entrevue avec le Lcol Carl Turenne, Kingston, 15 avril 2010.
36. Entrevue avec le Lcol Turenne.
37. *Ibid.*
38. *Ibid.*
39. *Ibid.*
40. Discussions de l'auteur avec le personnel de l'ERP, juillet 2010.
41. Renseignements tirés des CRSQ ERP, février 2009.
42. CRSQ ERP, 3 avril 2009.
43. CRSQ QG FOI-A, 12 mars 2009.
44. Eide, *Power Struggle for Afghanistan*, p. 10.
45. Briefing fait à l'auteur par la FO Kandahar, Edmonton, décembre 2008.

CHAPITRE CINQ

46. Entrevue avec le Capt Darcy Heddon, Ottawa, 25 octobre 2012.
47. *Ibid.*
48. Entrevue avec le Bgén Jon Vance, Edmonton, 10 février 2010.
49. Discussions entre l'auteur et le Bgén Jon Vance, Edmonton, 23 juin 2008.
50. *Ibid.*
51. Entrevue avec le Bgén Vance.
52. Entrevue avec le Lcol Hammond. Voir aussi les courriels échangés entre cet officier et S. Maloney, 18 juillet 2012.
53. Observations de l'auteur.
54. Entrevue avec le Lcol Hammond. Voir aussi les courriels échangés entre cet officier et S. Maloney.
55. L'auteur a pris part aux délibérations du COMFEC sur ces questions, en novembre 2008.
56. *Ibid.*
57. *Ibid.* Voir aussi CEFCOM J5 Draft, « Commander's Intent for the Comd CEFCOM Directive for Conduct of Military Operations in Afghanistan: 2009–11 », (s.d).
58. *Ibid.*
59. Entrevue confidentielle.
60. Briefing fait à l'auteur par le Bgén Vance, KAF, 8 mars 2009.
61. *Ibid.* L'auteur assistait à des réunions et à des discussions secondaires quand le Plan GRIZZLY a été annulé.
62. L'auteur assistait à des réunions et à des discussions secondaires quand le Plan GRIZZLY a été annulé.
63. Entrevue avec le Bgén Vance, le 10 février 2010.
64. Entrevue avec le Capt Heddon.
65. Entrevue téléphonique avec le Lcol Mike Patrick, 17 octobre 2012.
66. *Ibid.*
67. *Ibid.*
68. *Ibid.*
69. Voir la chronologie médiatique de Robert Hossal, « Talking with the Taliban: A Timeline », dans le site www.smartwar.org.
70. Voir James Shinn et James Dobbins, « Afghan Peace Talks: A Primer », RAND Corporation National Security Research Division, 2011.
71. *Ibid.*, page 14.
72. Entrevues avec le Lcol Hugh Ferguson, KAF, les 1^{er}, 2 et 10 février 2009.
73. CRSQ QG FOI-A, 1^{er} mai 2009.
74. CRSQ QG FOI-A, 14 juillet 2009.
75. CRSQ QG FOI-A, 3 mars 2009.
76. CRSQ QG FOI-A, 1^{er} janvier 2009; CRSQ QG FOI-A, 6 février 2009; CRSQ QG FOI-A, 11 février 2009; CRSQ QG FOI-A, 2 mars 2009; CRSQ QG FOI-A, 17 mars 2009; CRSQ QG FOI-A, 20 mai 2009.

CHAPITRE CINQ

77. Briefing fait à l'auteur, FOB Hutsal, 14 mars 2009.
78. CRSQ QG FOI-A, les 3, 7, 13 et 17 février 2009, les 12 et 13 et 24 mars 2009.
79. CRSQ QG FOI-A, les 4 au 7 mars 2009 et le 10 mars 2009.
80. CRSQ QG FOI-A, les 10 et 12 février 2009).
81. CRSQ QG FOI-A, les 13 et 14 février 2009.
82. CRSQ QG FOI-A, le 13 février et les 13 et 15 mars 2009.
83. CRSQ QG FOI-A, les 24 au 29 mars 2009.
84. Tiré des CRSQ du Groupement tactique du 3 RCR et de l'ELMO, février 2009.
85. 3 RCR, « Operation SHAHI TANDAR 3 », 31 janvier 2009.
86. Tiré des diapositives sur le SIGACT, pour l'Op SHAHI TANDAR 3 et des CRSQ QG FOI-A, les 1^{er} et 2 février 2009.
87. Tiré des CRSQ du Groupement tactique du 3 RCR, les 8, 10 et 24 février 2009.
88. CRSQ ELMO, les 13 et 14 février.
89. CRSQ ELMO, CRSQ ERP, 14 février 2009.
90. CRSQ du Groupement tactique du 3 RCR, 19 février 2009.
91. CRSQ QG FOI-A, 21 février 2009.
92. CRSQ QG FOI-A, 4 février 2009; CRSQ QG FOI-A, 16 mars 2009.
93. CRSQ QG FOI-A, 19 février 2009.
94. CRSQ QG FOI-A, les 6, 7 et 12 février 2009).
95. L'auteur était à la FOB Ramrod quand le 2-2 Infanterie a planifié l'Op JALEY (les 13 et 14 mars 2009), et au KAF, pour la partie de la planification faite au QG FOI-A (15 mars 2009).
96. CRSQ QG FOI-A, du 6 au 8 mars et le 15 mars 2009.
97. Exposé fait à l'auteur par l'Escadre aérienne de la FOI-A, 8 mars 2009.
98. CRSQ ELMO, 18 mars 2009.
99. L'auteur a pris part à l'Op JALEY et a raconté ses observations initiales dans « Operatio JALEY: An Air-mechanized Assault on Zharey District », paru dans *La guerre en Afghanistan : huit batailles dans le sud* (Magic Light Publishing / Presses de l'Académie canadienne de la Défense, 2012), chapitre 13.
100. *Ibid.*
101. L'auteur a discuté des motifs perçus de la clôture de l'opération avec des membres supérieurs de l'état-major du QG FOI-A, 20 mars 2009.
102. Message du QG FOI-A adressé au COMFEC, 30 mars 2009.
103. CRSQ QG FOI-A, du 1^{er} au 15 février 2009.
104. CRSQ J2, 17 février 2009.
105. CRSQ ELMO, 27 février 2009.
106. CRSQ QG FOI-A, 15 février 2009.
107. CRSQ QG FOI-A, 24 février 2009.

CHAPITRE CINQ

108. CRSQ GT, du 28 février au 2 mars 2009.
109. CRSQ QG FOI-A, 18 février 2009; CRSQ ELMO, 19 février 2009; rapport de l'Équipe de la COCIM à l'ERP, 9 mars 2009; rapport de l'Équipe de la COCIM à l'ERP, 11 mars 2009; rapport de l'Équipe de la COCIM à l'ERP, 13 mars 2009; rapport de l'Équipe de la COCIM et de l'ELMOP à l'ERP, 16 mars 2009.
110. Rapport d'évaluation mensuel du QG FOI-A, février 2009.
111. CRSQ QG FOI-A, 5 mars 2009.
112. CRSQ ERP-COCIM, 11 février 2009; CRSQ QG FOI-A, 12 février 2009; CRSQ QG FOI-A, 31 mars 2009.
113. L'auteur a passé plusieurs jours en compagnie de l'OTC et de l'EGC-1 à discuter du projet de pavage de l'itinéraire Fosters, février 2009.
114. QG FOI-A, Rapport d'évaluation mensuel, février 2009.
115. CRSQ ERP, 2 mars 2009.
116. Rapport de l'Équipe de la COCIM, I/A 55, Arghandab, 9 mars 2009.
117. CRSQ ERP, 3 février 2009.
118. CRSQ QG FOI-A, 3 mars 2009.
119. CRSQ QG FOI-A, 1^{er} mars 2009.
120. CRSQ QG FOI-A, 6 mars 2009.
121. CRSQ QG FOI-A, 21 mars 2009.
122. Rapports sur les SIGACT, « USPMT IED Strike IVO FOB Frontenac » et « BG IED Strike », 25 février 2009.
123. CRSQ QG FOI-A, 9 mars 2009.
124. CRSQ QG FOI-A, 11 mars 2009.
125. Rapport de SIGACT, « Griffon Engaged with SAF West of Kandahar City », 17 mars 2009.
126. CRSQ GT, 24 mars 2009.
127. CRSQ GT, du 24 au 26 mars 2009.
128. CRSQ QG FOI-A, 5 février 2009.
129. CRSQ QG FOI-A, 16 février 2009.
130. CRSQ CCO-P. Le CCO-P ne s'est pas aventuré à le dire, mais il a donné à entendre que le Centre d'inscription électorale avait peut-être été fermé par quelqu'un qui avait des liens avec Ahmad Wali Karzai et que cela visait à réduire le nombre d'électeurs inscrits susceptibles de voter contre le président Hamid Karzai au cours des élections imminentes, plutôt que par des insurgés qui cherchaient à entraver l'inscription des électeurs. Comme il n'existait cependant aucune preuve, le CCO-P a décidé de ne pas aller plus loin (4 février 2009).
131. L'auteur venait d'arriver au QG FOI-A et se préparait à se rendre au Camp Nathan Smith quand l'AVERTISSEMENT DE MENACE a été transmis.
132. Exposé fait à l'auteur par l'Escadre aérienne de la FOI-A, KAF, 8 mars 2009.
133. CRSQ QG FOI-A, du 5 au 15 février 2009.
134. CRSQ QG FOI-A, les 6 et 8 février 2009.
135. CRSQ CCO-P, 16 mars 2009.

CHAPITRE CINQ

136. CRSQ ELMO, 30 mars 2009; CRSQ FOI-A, 31 mars 2009.
137. CRSQ ERP, 9 février 2009.
138. CRSQ ERP, 12 février 2009.
139. Exposé fait à l'auteur, Camp Nathan Smith, 17 juillet 2010.
140. *Ibid.*
141. *Ibid.*
142. Cette expérience ne constituait pas toujours un atout. Comme les Britanniques en Irlande du Nord, elle pouvait donner lieu à une mentalité cloisonnée amenant à mal interpréter les besoins des Afghans de la région.
143. Entrevue avec le Bgén Vance.
144. Entrevue confidentielle.
145. Entrevue avec le Lcol Hammond. Correspondance avec le Maj Innis.
146. Message sur WikiLeaks, US Embassy Ottawa to State, « Canadians Prepare for Meetings in Kabul and London », 9 mars 2009.
147. Message sur WikiLeaks – US Embassy Ottawa to State, « Canada Welcomes Additional US Troops in Afghanistan, Expresses Concern About Civ-Mil Coordination », 3 mars 2009.
148. QG FOI-A, « Chief of Plans Update Briefing to Commander TFK », 6 mai 2009.
149. Message WikiLeaks – US Embassy Kabul to State, « Canadian Embassy Seeks Enhanced Civilian Cooperation in Kandahar », 12 mars 2009.
150. QG FOI-A, « CHOPS Presentation to Minister of National Defence: Kandahar City Approaches », mai 2009; diapositive du briefing fait au QG FOI-A, Emplacements de l'ANA/ELMO, 15 mai 2009; QG FOI-A, « TF 3-08–TF 1-09 Relief in Place Briefings », mai 2009.
151. Entrevue avec le Lcol Patrick.
152. QG FOI-A, « TF 3-08–TF 1-09 Relief in Place Briefings », mai 2009.
153. Entrevue avec le Col Jocelyn Paul, Kingston, 20 juillet 2012.
154. Entrevues avec le Lcol Turenne, 15 avril 2010 et 20 août 2012; entrevue avec le Maj Marc Verret, Ottawa, 6 mai 2014.
155. QG FOI-A, « TF 3-08-TF 1-09 Relief in Place Briefings », mai 2009.
156. Eide, *Power Struggle over Afghanistan*, chapitre 8.
157. Entrevue avec le Capt Mike Gaber, Edmonton, 11 juillet 2012.
158. *Ibid.*
159. *Ibid.*
160. *Ibid.*
161. *Ibid.*
162. Briefing fait par le commandant de l'ESN, le Lcol Ann-Marie Tardif, « ESN, Force opérationnelle Afghanistan, 9 décembre 2009 »; « Préparé pour l'Ex BASTION ERUDIT, 19 novembre 2009 ».
163. *Ibid.*

CHAPITRE CINQ

164. Entrevue avec le Lcol Mike Gilmore, 15 octobre 2012.
165. Briefing fait par le Lcol Tardif, « Préparé pour l'Ex BASTION ERUDIT, 19 novembre 2009 ».
166. TFK MAR Match, 2009.
167. Discussion avec le Maj David Keehn, 8 mars 2009.
168. *Ibid.*
169. *Ibid.*
170. CRSQ FOI-A, 13 mars 2009.
171. Briefing au QG FOI-A, « TFK C-IED Process, November 2009 ».
172. Maj Kevin Barry, Notes sur le SSC adressées à l'auteur.
173. « US Army to Deploy Lockheed Martin Aerostat Surveillance Systems in Iraq », UAV News www.spacedaily.com, 16 février 2004; Christopher Bolkcom, *CRS Report for Congress, Potential Military Use of Airships and Aerostats*, 1^{er} septembre 2006; Briefing au QG FOI-A, « Persistent Surveillance System (PSS) CONOP ».
174. CRSQ QG FOI-A, 3 mars 2009; CRSQ QG FOI-A, 30 mai 2009; CRSQ FOI-A, 23 juin 2009; Briefings sur la lutte contre les EEI faits à l'auteur, 8 février 2009.
175. CRSQ QG FOI-A, 1^{er} avril 2009.
176. CRSQ QG FOI-A, 7 juin 2009.
177. CRSQ QG FOI-A, 25 mars 2009; CRSQ QG FOI-A, 12 juin 2009; discussion de l'auteur avec le personnel patrouillant à Nejat, dans le district de Panjwayi, mai 2011.
178. Entrevue avec le Lcol Gilmore.
179. CRSQ QG FOI-A, 10 juin 2009.
180. Entrevue avec le Bgén Vance.
181. Entrevue avec le Lcol Turenne.
182. Entrevue confidentielle.
183. Entrevue avec le Bgén Vance.
184. Entrevue avec le Capt Heddon.
185. *Ibid.*
186. Correspondence with Patrick Ulrich (22 August 2012).
187. *Ibid.*
188. Entrevue avec le Bgén Jon Vance, , 8 mars 2009. L'auteur s'est heurté à un problème semblable dans la province de Wardak, à ce moment-là.
189. Entrevue confidentielle.
190. Entrevue avec le Bgén Vance.
191. Entrevue avec le Capt Heddon.
192. Renseignement tiré des CRSQ QG FOI-A, février 2009.
193. CRSQ ERP, 18 février 2009.

CHAPITRE CINQ

194. Rapport d'incident significatif, CCO-P, « Intimidation Killing IVO Karizak », 25 mars 2009.
195. CRSQ ERP, 8 avril 2009.
196. CRSQ QG FOI-A, 10 avril 2009.
197. CRSQ ERP, 2 avril 2009; CRSQ ERP, 6 avril 2009.
198. CRSQ QG FOI-A, 5, 11, 16 et 19 avril 2009.
199. CRSQ ERP, 16 avril 2009.
200. CRSQ QG FOI-A, 2 mai 2009.
201. CRSQ ERP, 1^{er} avril 2009.
202. CRSQ ERP, 7 avril 2009.
203. CRSQ ERP, 24 avril 2009.
204. CRSQ ERP, 6 avril 2009.
205. CRSQ ERP, 17 avril 2009.
206. CRSQ QG FOI-A, 15 avril 2009.
207. CRSQ ELMO, 11 avril 2009.
208. Renseignement tiré des rapports du J2 QG FOI-A, avril et mai 2009.
209. CRSQ du Groupement tactique, 10 avril 2009; CRSQ QG FOI-A, 11 avril 2009.
210. CRSQ QG FOI-A, 19 et 20 avril 2009.
211. CRSQ ERP, 23 avril 2009.
212. Rapport d'incident important, « OMLT C/S 71D TIC/IED Strike », 29 avril 2009.
213. CRSQ QG FOI-A, 5 et 6 mai 2009.
214. CRSQ QG FOI-A, du 7 au 9 mai 2009.
215. CRSQ ERP, 13 mai 2009.
216. CRSQ du Groupement tactique et de l'ELMO, du 15 au 19 mai 2009.
217. CRSQ du Groupement tactique, 30 mai 2009.
218. CRSQ ERP, 14 avril 2009.
219. CRSQ ERP, 15 avril 2009.
220. CRSQ QG FOI-A, 9 mai 2009.
221. CRSQ QG FOI-A, 30 mai 2009.
222. CRSQ ERP, 14 avril 2009.
223. CRSQ QG FOI-A, 17 avril 2009.
224. CRSQ QG FOI-A, 6 avril 2009.
225. Rapport d'incident important, « AUP Imposters at NDC Bazaar », 17 avril 2009.
226. CRSQ QG FOI-A, 8 mai 2009.
227. CRSQ ERP, 12 mai 2009.

CHAPITRE CINQ

228. Rapport de l'Équipe de la COCIM à l'ERP, 5 avril 2009.
229. CRSQ QG FOI-A, 6 avril 2009.
230. Rapport d'incident important, « COWBOY 5 Cache Find », 31 mars 2009.
231. CRSQ GT; CRSQ QG FOI-A, du 4 au 6 avril 2009.
232. CRSQ GT, 8 avril 2009.
233. Rapport d'incident important, « OMLT C/S 73A TIC IVO Mushan », 8 avril 2009.
234. Rapport d'incident important, « OMLT C/S 73A TIC IVO Mushan », 12 avril 2009.
235. Entrevue avec le Lcol Paul.
236. CRSQ GT, CRSQ QG FOI-A, du 24 au 30 avril 2009.
237. Entrevue avec le Lcol Paul.
238. CRSQ GT, 12 mai 2009.
239. CRSQ GT, 21 mai 2009.
240. Rapport d'incident important, « BG C/S/ 32 TIC IVO Zangabad », 26 mai 2009; CRSQ GT, 27 mai 2009.
241. CRSQ ERP, 3 avril 2008.
242. CRSQ QG FOI-A, 8 mai 2009.
243. CRSQ QG FOI-A, 10 avril 2009.
244. CRSQ CCO-P, 13 avril 2009.
245. CRSQ ERP, 24 avril 2009.
246. CRSQ QG FOI-A, 5 avril 2009.
247. Entrevue téléphonique avec le Lcol Jean-François Cauden, 19 mars 2012. Voir aussi le briefing intitulé « Armoured Recce Operations in Afghanistan April to October 2009 », 30 avril 2010.
248. Entrevue avec le Lcol Paul.
249. CRSQ QG FOI-A, 15 avril 2009.
250. CRSQ J2, 16 et 20 avril 2009.
251. CRSQ QG FOI-A, 17 avril 2009.
252. CRSQ ERP, 8 mai 2009.
253. CRSQ ERP, 10 mai 2009.
254. CRSQ QG FOI-A, 20 mai 2009.
255. CRSQ QG FOI-A, CRSQ CCO-P; Bill Roggio, « Taliban kills 13 in suicide assault on Kandahar Government Center », 1^{er} avril 2009, http://www.longwarjournal.org/archives/2009/04/taliban_kills_13_in.php.
256. CRSQ CCO-P, du 10 au 15 avril 2009.
257. CRSQ QG FOI-A, 24 avril 2009.

CHAPITRE CINQ

258. L'auteur est au courant de plusieurs théories contradictoires concernant l'assassinat de Sitara Achakzai. Au début, le crime avait été attribué aux talibans et exploité comme tel aux fins des opérations d'information, en raison des aspects plus profonds de l'incident liés à l'égalité hommes-femmes. Cependant, l'auteur a été informé par des sources afghanes et canadiennes qu'Achakzai était en train de faire enquête sur des accusations de traite de personnes liées à une école de filles et à un membre supérieur de la choura provinciale.
259. CRSQ ERP, 18 avril 2009.
260. CRSQ QG FOI-A, 26 avril 2009.
261. CRSQ CCO-P, 29 avril 2009.
262. Rapport de la Compagnie STAB A, 30 avril 2009.
263. CRSQ QG FOI-A, CRSQ ELMO, CRSQ CCO-P, du 1^{er} au 6 mai 2009.
264. CRSQ QG FOI-A, 10 mai 2009.
265. CRSQ QG FOI-A, 11 mai 2009.
266. CRSQ ERP, 15 mai 2009.
267. CRSQ ERP, 17 mai 2009.
268. CRSQ QG FOI-A, 23 et 27 mai 2009.
269. CRSQ ERP, 24 mai 2009.
270. Entrevue avec le Lcol Hammond.
271. Darcy Heddon, « Keeping Promises and Fostering Hope for the Future in Kandahar, Afghanistan », Thèse de maîtrise, Université Royal Roads, 2011, p. 28.
272. Soulignons aussi que l'ancien gouverneur barakzai, Gul Agha Sherzai, était un adversaire possible d'Hamid Karzai dans la course à la présidence au cours des élections de 2009. Le renforcement du pouvoir des Barakzais dans le Dand comportait des retombées éventuelles avantageuses pour le Canada si Sherzai brigua la présidence et l'emportait.
273. CRSQ ERP, 4 juin 2009.
274. Entrevue avec le Bgén Vance.
275. *Ibid.*
276. *Ibid.*
277. Entrevue avec le Maj Verret; briefing avec le Maj Verret, « Op KALAY: Application of COIN, Summer 2009 ».
278. Entrevue avec le Maj Verret; briefing avec le Maj Verret, « Op KALAY: Application of COIN, Summer 2009 ».
279. Entrevue avec le Maj Verret.
280. *Ibid.*
281. CRSQ QG FOI-A, du 1^{er} au 10 mai 2009.
282. CRSQ QG FOI-A, 11 et 12 mai 2009.
283. CRSQ QG FOI-A, Entrevue avec le Maj Verret, du 20 au 22 mai 2009.
284. CRSQ QG FOI-A, du 23 au 25 mai 2009.
285. Entrevue avec le Maj Verret.
286. *Ibid.*

CHAPITRE CINQ

287. *Ibid.*
288. CRSQ QG FOI-A, 26 et 27 mai 2009.
289. CRSQ QG FOI-A, 29 mai 2009.
290. CRSQ QG FOI-A, 30 mai 2009.
291. Briefing du QG FOI-A, « Operations in Afghanistan: How We Did It February –November 2009 ».
292. CRSQ QG FOI-A, 2 juin 2009.
293. CRSQ CCO-P, Rapport d'incident important, « ANP TIC at CP Belanday », 13 juin 2009.
294. CRSQ QG FOI-A, 13 juin 2009.
295. Rapport d'incident important, « Insurgent Attack at Dand ANP CP », 14 juin 2009.
296. CRSQ QG FOI-A, 12 et 13 juin 2009.
297. CRSQ QG FOI-A, 13 juin 2009.
298. Correspondance avec Patrick Ulrich.
299. CRSQ QG FOI-A, 21 juin 2009.
300. Rapport d'incident important, « IED Strike IVO Walakan », 23 juin 2009.
301. Entrevue avec le Bgén Vance.
302. CRSQ ERP, 27 juin 2009.
303. CRSQ ERP, 28 juin 2009.
304. CRSQ ERP, 10 juillet 2009.
305. Entrevue avec le major Verret; CRSQ ERP, 6 juillet 2009.
306. CRSQ QG FOI-A, 9 juillet 2009.
307. CRSQ ERP, 15 juillet 2009.
308. CRSQ QG FOI-A, 11 juillet 2009; CRSQ QG FOI-A, 12 juillet 2009.
309. Rapport d'incident important, « SVBIED Strike and TIC at Dand ANA CP », 13 juillet 2009.
310. Rapport d'incident important, « IED Strike in Deh-E Bagh », 24 juillet 2009; CRSQ ERP, 25 juillet 2009.
311. CRSQ QG FOI-A, 27 juillet 2009.
312. CRSQ QG FOI-A, 20 juillet 2009.
313. CRSQ QG FOI-A, 7 août 2009.
314. CRSQ QG FOI-A, 1^{er} juin 2009.
315. CRSQ ERP, 2 juin 2009.
316. CRSQ ERP, 4 juin 2009.
317. CRSQ QG FOI-A, 1^{er} juin 2009.
318. Entrevue avec le Lcol Paul.
319. CRSQ QG FOI-A, 5 juin 2009; Rapport d'incident important, « RTY Engagement of INS W/RPG », 4 juin 2009.
320. CRSQ QG FOI-A, 6 et 7 juin 2009.

CHAPITRE CINQ

321. CRSQ QG FOI-A, 8 juin 2009.
322. CRSQ QG FOI-A, 9 juin 2009.
323. CRSQ QG FOI-A, 14 juin 2009; Rapport d'incident important, « BG CS 32 IED Strike », 14 juin 2009.
324. CRSQ QG FOI-A, 16 juin 2009.
325. Rapport d'incident important, « ANA Struck an IED », 16 juin 2009; Rapport d'incident important, « ANP Attack IVO of OP BROWN », 17 juin 2009.
326. CRSQ GT, 19 et 20 juin 2009.
327. CRSQ QG FOI-A, 19 juin 2009; CRSQ QG FOI-A, 18 juin 2009.
328. CRSQ GT, 24 juin 2009.
329. CRSQ QG FOI-A, du 19 au 30 juin 2009.
330. CRSQ QG FOI-A, 2 juillet 2009.
331. CRSQ ERP, 7 juillet 2009.
332. CRSQ ERP, du 3 au 11 juillet 2009.
333. CRSQ QG FOI-A, 19 juillet 2009.
334. Lettre trouvée dans la poche d'un insurgé par le Groupement tactique du 2 PPCLI, 24 juillet 2009.
335. CRSQ ERP, 26 juin 2009.
336. CRSQ ERP, 12 juin 2009.
337. CRSQ ERP, 15 juin 2009.
338. CRSQ ERP, 23 juin 2009.
339. CRSQ ELMO, 28 juin 2009.
340. Rapport d'incident important, « Kandahar City Green on Green », 29 juin 2009. Voir aussi Gould, *Worth Dying For*, p. 69.
341. CRSQ CCO-P, 30 juin 2009.
342. Message WikiLeaks, American Embassy Kabul to State, « Karzai on the State of US-Afghan Relations », 7 juillet 2009.
343. Stephen Grey, « Afghan prosecutor issues arrest warrant for U.S. Army officer over police killing », *The Guardian*, 16 mai 2010.
344. Pajhwok Afghan News, « 4 Sentenced to Death in 2009 Kandahar Shooting Case », 23 décembre 2011.
345. CRSQ QG FOI-A, 7 juillet 2009.
346. CRSQ ERP, 15, 16 et 18 juin 2009.
347. CRSQ ERP, 8 juillet 2009.
348. CRSQ QG FOI-A, 24 juillet 2009.
349. CRSQ ERP, 3 juillet 2009.
350. CRSQ QG FOI-A, 30 juin 2009.
351. CRSQ ERP, 9 juillet 2009.
352. CRSQ QG FOI-A, 13 mars 2009; CRSQ ERP, 1^{er} avril 2009.

CHAPITRE CINQ

353. CRSQ QG FOI-A, 9 April 2009.
354. CRSQ ERP, 13 mai 2009.
355. Entrevue avec le major Cauden.
356. *Ibid.*
357. CRSQ QG FOI-A, 3 juin 2009; CRSQ CCO-P, 5 juin 2009.
358. CRSQ ELMO, 7 juin 2009; CRSQ QG FOI-A.
359. CRSQ ERP, 10 juin 2009.
360. CRSQ ELMO, 9 juin 2009; CRSQ GT et ELMO, 14 juin 2009.
361. CRSQ QG FOI-A, 11 juin 2009.
362. CRSQ ERP, 14 juin 2009.
363. CRSQ QG FOI-A, 21 juin 2009.
364. CRSQ QG FOI-A, 9 juillet 2009.
365. CRSQ QG FOI-A, 23 juillet 2009.
366. CRSQ ERP, 1^{er} juin 2009; CRSQ ERP, 6 juin 2009.
367. CRSQ QG FOI-A, les 9 et 10 juin 2009.
368. CRSQ QG FOI-A, du 10 au 15 juin 2009.
369. CRSQ QG FOI-A, du 15 au 20 juin 2009.
370. CRSQ QG FOI-A, les 22 et 23 juin 2009.
371. CRSQ du Groupement tactique, 28 juin 2009.
372. CRSQ QG FOI-A, du 1^{er} au 7 juillet 2009.
373. CRSQ QG FOI-A, du 16 au 18 juillet 2009; CRSQ ERP, 18 juillet 2009.
374. CRSQ QG FOI-A, 24 juillet 2009.
375. CRSQ ERP, les 7 et 8 juin 2009.
376. CRSQ QG FOI-A, les 24 et 26 juin 2009; CRSQ QG FOI-A, 11 juillet 2009; CRSQ QG FOI-A, 12 juillet 2009.
377. CRSQ QG FOI-A, les 26 et 27 juin 2009; CRSQ QG FOI-A, 1^{er} juillet 2009.
378. CRSQ QG FOI-A, les 10 et 11 juillet 2009.
379. CRSQ ERP, 11 juillet 2009.
380. CRSQ QG FOI-A, du 12 au 15 juillet 2009, CRSQ QG FOI-A, 18 juillet 2009; CRSQ QG FOI-A, 22 juillet 2009.
381. CRSQ QG FOI-A, du 24 au 30 juillet 2009.
382. Briefing du QG FOI-A, « Persistent Surveillance System (PSS) CONOP », 6 juin 2009.
383. Briefing de la FO Kandahar, « Persistent Target Detection System (PTDS) TFK CONOP », 3 juillet 2009.
384. Notes fournies par le major Barry à l'auteur sur le SSC / SIMP.
385. CRSQ CCO-P, 2 août 2009.
386. CRSQ QG FOI-A, 12 mai 2009.

CHAPITRE CINQ

387. CRSQ QG FOI-A, 27 mai 2009.
388. CRSQ QG FOI-A, 25 juillet 2009.
389. CRSQ QG FOI-A, 1^{er} août 2009.
390. CRSQ ERP, 3 août 2009.
391. CRSQ ERP, 4 août 2009.
392. CRSQ QG FOI-A, 10 août 2009. Selon moi, les affirmations faites dans le livre de Rajiv Chandrasekaran, intitulé *Little America* (New York, Vintage, 2012, p. 155–157), selon lesquelles le Canada n'a pas fourni de renseignements fondés, suffisants et exacts aux forces étasuniennes montantes sont fausses.
393. Entrevue avec le Lcol Gilmore.
394. SITREP hebdomadaire, QG FOI-A, du 24 au 30 juillet 2009.
395. « The Dragon Lady Lives On, 23 mars 2010; Nathan Hodge, « Army Killer Drone Takes First Shots in Combat », 5 mars 2009; A.T. Ball et Berrien T. McCutcheon, « Task Force ODIN Using Innovative Technology to Support Ground Forces », www.dvidshub.net/news, 20 septembre 2009.
396. SITREP hebdomadaires, QG FOI-A, du 21 au 27 août 2009.
397. SITREP hebdomadaires, QG FOI-A, du 7 au 13 août 2009; SITREP hebdomadaires, QG FOI-A, du 14 au 20 août 2009.
398. « A Common Mission: The Canada-US Kandahar Coordination Plan », 21 août 2009.
399. *Ibid.*
400. *Ibid.*
401. *Ibid.*
402. CRSQ QG FOI-A, 16 août 2009.
403. Rapport d'incident important, 1^{er} août 2009; Rapport d'incident important, « C/S 22 IED Strike », 2 août 2009.
404. Rapport d'incident important du QG FOI-A, intitulé « BG C/S T32B Ambush During Op TORA ARWA V », 4 août 2009.
405. CRSQ du Groupement tactique, 17 août 2009.
406. CRSQ ERP, du 2 au 7 août 2009.
407. CRSQ ERP, du 13 août 2009.
408. CRSQ ERP, du 1^{er} au 15 août 2009.
409. SITREP hebdomadaires, QG FOI-A, du 24 au 30 juillet 2009.
410. SITREP hebdomadaires, QG FOI-A, du 31 juillet au 6 août 2009.
411. CRSQ QG FOI-A, 19 août 2009.
412. CRSQ QG FOI-A, 18 août 2009.
413. CRSQ QG FOI-A, 16 août 2009.
414. CRSQ CCO-P, 20 août 2009.
415. CRSQ QG FOI-A, du 18 au 20 août 2009.
416. CRSQ QG FOI-A, 21 août 2009.

CHAPITRE CINQ

417. SITREP hebdomadaires, QG FOI-A, du 14 au 20 août 2009.
418. *Ibid.*
419. McChrystal, *My Share of the Task*, p. 330.

REPRENDRE L'INITIATIVE :

D'AOÛT 2009 À FÉVRIER 2010

Dans la foulée des élections de 2009

Au début de septembre 2009, un groupe de coopération civilo-militaire (COCIM) au sein de l'Équipe de reconstruction provinciale (ERP) a fait une importante mise en garde dans son rapport au sujet de l'avenir probable de la Force opérationnelle (FO) Kandahar et, en fait, de toute la mission canadienne en Afghanistan.

Les 2 et 3 septembre 2009, les chauffeurs, dont l'indicatif d'appel était 45 (I/A 45), étaient chargés d'escorter les membres de la [Commission électorale indépendante] jusqu'à l'enceinte de cette dernière logée dans l'ancien quartier général du Corps de l'Armée. L'I/A 45 a été mis au courant de nombreux cas de corruption dans le contexte des élections du 20 août 2009. Il a été signalé qu'à ce stade-là, tous les bulletins de vote de la ville de Kandahar étaient encore dans les locaux de la Commission et qu'ils n'avaient pas encore été envoyés à Kaboul parce qu'ils faisaient l'objet d'un examen par suite d'allégations de corruption [...] On rapporte que de nombreux habitants de la ville travaillant pour la Commission étaient eux-mêmes corrompus¹. [Traduction]

Les élections nationales de 2009 en Afghanistan se sont soldées par un désastre total pour les Afghans et, en fin de compte, par un échec majeur des efforts déployés par la communauté internationale dans leur pays. Le président Karzai avait délibérément retardé le processus complet plus tôt dans l'année pour des raisons douteuses, en recourant à des méthodes suspectes pouvant être perçues carrément comme étant antidémocratiques². La liste électorale exacte n'avait toujours pas été établie, même si l'accord de Bonn de 2001 en exigeait une. Ce manquement a par conséquent nui au processus d'inscription des électeurs. Il manquait de personnel préparé et dûment formé dans les bureaux de scrutin. Vu les problèmes de sécurité qui existaient dans certains districts, l'éducation de l'électorat avant l'élection n'a pas pu avoir lieu³. Pire encore, la campagne électorale et la date du scrutin se situaient en plein milieu de la période estivale des combats, ce qui n'est jamais un bon moment en Afghanistan. L'ambassadeur britannique, Sherard Cowper-Coles, a résumé comme suit la situation, en rétrospective :

En raison des ambiguïtés contenues dans la constitution afghane, personne ne savait exactement quand [les élections] devaient se tenir, ou quand le mandat quinquennal du président Karzai prendrait fin précisément. Aspect plus important, les points de vue étaient très divisés sur la question de savoir si les conditions de sécurité présentes dans le sud et l'est étaient propices à l'organisation d'élections crédibles. Cependant, des fonds avaient été levés, et une équipe électorale de l'ONU avait été constituée. Après tout, faisait-on valoir, la tenue d'élections et le rétablissement de la démocratie étaient les raisons de notre présence en Afghanistan. Si, après sept ans, des élections ne pouvaient pas avoir lieu, qu'avions-nous véritablement accompli? D'une façon ou d'une autre, les élections devaient se tenir⁴. [Traduction]

En outre, le gouvernement canadien avait fourni 35 millions de dollars dans le cadre d'une « initiative multilatérale concertée dirigée par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan », et il menait la charge⁵. On vantait « les premières élections dirigées par les Afghans », mais particulièrement après la détection d'irrégularités, la réalité fut tout autre, comme un groupe indépendant l'a souligné :

Par l'intermédiaire du projet du Programme des Nations Unies pour le développement ayant pour but d'améliorer la capacité juridique et électorale en Afghanistan (PNUD-ELECT), la MANUA jouait un grand rôle dans la planification, la préparation et l'organisation logistique. Les Afghans estimaient donc que la communauté internationale participait activement au processus défectueux⁶. [Traduction]

Cependant, il y avait en jeu des éléments de plus grande envergure liés aux tentatives que Karzai avait faites pour parvenir à une entente avec les talibans plus tôt au cours de l'année, tentatives qui se rapportaient aux efforts qu'il déployait pour solidifier les assises ethniques de son pouvoir. Rappelons, comme il est mentionné dans le volume 1, que Karzai a été à l'origine un dirigeant nommé, dénué d'à peu près tout pouvoir à Kaboul et assujetti aux caprices des personnes d'influence telles que Fahim Khan, Abdul Rasool Sayyaf et Rashid Dostum, entre autres. Karzai a réussi à prospérer pendant que la communauté internationale, dirigée par le Canada, tenait les personnes d'influence en respect, démantelait leurs armées et contribuait à leur assimilation dans le processus démocratique en 2004. La situation a procuré à Karzai, et surtout aux Pachtounes popalzais, une chance de raffermir les fondements de leur pouvoir partout en Afghanistan, et comme nous l'avons vu, c'est ce qu'ils faisaient dans le sud depuis au moins 2007 et peut-être même avant (voir les chapitres 2 et 3 du volume II).

Quand il a tâté le terrain auprès des talibans en 2009 au sujet de pourparlers de paix, Karzai voulait probablement qu'ils fassent marche arrière et il était peut-être même disposé à accepter des compromis sur des questions telles que le rôle des femmes dans la société afghane.

La perspective a alarmé de nombreux observateurs qui ont véritablement craint que Karzai cède les gains obtenus par la société afghane après la défaite des talibans, afin de conserver le pouvoir. Parmi les autres intervenants que cette perspective alarmait figuraient ceux qui profitaient des contrats de camionnage, de transport et de construction que les organismes de développement attribuaient et qui se termineraient si la guerre prenait fin. Les seuls acteurs dans l'équation du pouvoir qui ne s'inquiétaient pas étaient ceux qui profitaient du trafic des stupéfiants : ils avaient bien démontré leur aptitude à collaborer avec quiconque était au pouvoir, y compris les talibans.



Photo : Auteur

La légitimité politique était l'objectif des forces tant progouvernementales qu'antigouvernementales en Afghanistan. C'était en assurant ou en refusant les services du gouvernement qu'elles pouvaient atteindre cet objectif. Par conséquent, la promotion de l'inscription des électeurs et de la participation aux élections constituait un élément clé de la lutte pour le contrôle de l'Afghanistan.

Parallèlement, Karzai a essayé d'attirer son ancien adversaire, Mohammad Qasim Fahim, en lui offrant la vice-présidence. Sa décision a alarmé ceux qui avaient lutté en 2003 et 2004 pour réduire les tensions entre les personnes d'influence ethniques et empêcher une autre guerre civile. Abdul Rashid Dostum était même revenu de Turquie, où il s'était exilé, sans subir de répercussions, car Karzai s'est servi de lui pour obtenir le vote des Ouzbeks⁷.

Les médias occidentaux se sont fortement élevés contre de telles solutions de compromis entre Karzai et ces bandits bien connus⁸. Au Département d'État des États-Unis, des éléments dirigés par Richard Holbrooke, lequel s'inquiétait également des décisions de Karzai, ont travaillé en coulisse pour s'assurer que d'autres candidats se présenteraient aux élections de 2009, en plus de Karzai. Ce dernier a eu vent de ces manœuvres, et sa relation avec les États-Unis s'est détériorée⁹, ce qui a contribué à son inflexibilité au sujet des questions électorales.

Pendant plusieurs semaines après la fermeture des bureaux de vote, la Commission électorale indépendante (dont les membres avaient été nommés par Karzai) n'a annoncé aucun résultat clair, mais il semblait que Karzai n'avait pas obtenu la moitié des suffrages, ce dont il avait besoin pour être déclaré victorieux. L'absence de résolution a entraîné une période d'instabilité profonde d'août à novembre. Abdullah, principal adversaire de Karzai, a déclaré les élections frauduleuses, une accusation qui s'est avérée confirmée : 1,3 million de bulletins, soit plus de 25 p. 100 des suffrages exprimés, avaient été rejetés¹⁰. Il fallait donc un deuxième tour de scrutin, mais les candidats anti-Karzai ont semblé vouloir le boycotter. Ce débat procédural prolongé et très public a gravement miné la légitimité du gouvernement Karzai et la confiance que la communauté internationale avait en lui :

Le chef de la MANUA [Kai Eide] n'a pas su prendre des mesures correctives décisives quand les preuves de fraude ont fait surface, ce qui a entaché l'image de l'ONU dans le pays [...] Le fait que Karzai ait conservé le pouvoir dans les circonstances a renforcé l'impression que la communauté internationale s'était désintéressée de la corruption qui s'est propagée sous son gouvernement ou qu'elle n'arrivait pas à lui faire échec. La fraude électorale résultait directement du fait que le gouvernement n'avait pas réussi à renforcer les capacités des institutions gouvernementales. Depuis l'élection présidentielle de 2004, la communauté internationale – la MANUA en particulier – avait à maintes reprises refusé de voir la crise de crédibilité grandissante ayant ses racines dans un processus peu solide [...] les résultats des élections ont profondément miné la capacité de la MANUA de bien fonctionner, ce qui en a affaibli le moral interne et a torpillé la confiance des Afghans dans Kai Eide [...] la mission de l'ONU qui devait procurer la stabilité au pays a été gravement compromise¹¹. [Traduction]

Pour ce qui est des élections dans la province de Kandahar, les chiffres ont été révélateurs. Il y avait 912 778 électeurs admissibles, mais seulement 252 866 (27 p. 100) ont voté. Parmi ces derniers, 221 436 (24 p. 100) ont voté pour Karzai. Le taux de participation au scrutin a été un des plus faibles de tout le pays¹², bien qu'il se fût établi à 70 p. 100 en 2004. La tendance du vote dans certains districts a elle aussi été révélatrice : dans les districts où les forces de sécurité étaient peu présentes ou carrément absentes, par exemple dans l'Arghistan, le Maruf, le Nesh et le Khakrez, près de 100 p. 100 des votes exprimés ont favorisé Karzai. Dans le district de Zharey dominé par les insurgés, 24 085 personnes ont voté, et 22 196 ont choisi Karzai. Dans le

Panjwayi, 11 130 des 13 905 votes sont allés à Karzai, et dans l'Arghandab, ce fut le cas de 13 615 des 15 669 votes. Dans la ville de Kandahar, qui compte près d'un million d'habitants, seulement 60 204 personnes ont pris part au scrutin, et 50 618 d'entre elles ont favorisé Karzai. Plus de personnes vivant à Spin Boldak ont voté que dans la ville de Kandahar¹³. (De nombreux observateurs, y compris ceux des médias, n'ont pas pris conscience du fait que les forces de sécurité liées aux membres de la famille Karzai s'occupaient de la sécurité pour l'ONU dans Kandahar depuis des années et que des plans étaient en cours pour qu'un autre parent de Karzai fournisse des milices spéciales pour gérer la sécurité électorale dans les districts peu sûrs¹⁴.)

Il n'était carrément pas possible que des résultats de ce genre procurent au président Karzai un mandat de la part de la population de la province de Kandahar, encore moins du pays tout entier. Le bourrage des urnes a été la principale forme de fraude et il révélait qu'il y avait eu à cet égard une planification et une préparation préméditées¹⁵. D'aucuns pourraient faire valoir que les opinions et les convictions de la population ont été ignorées à Kandahar. Il était cependant évident que la population n'était pas allée aux urnes à cause d'actes d'intimidation et qu'elle avait rejeté le message du gouvernement; 73 p. 100 des électeurs admissibles étaient indécis ou appuyaient l'ennemi.

L'effort canadien dans la province de Kandahar a révélé en fin de compte que la légitimité du gouvernement de l'Afghanistan, à l'échelle nationale ou provinciale, était douteuse. Pour les Afghans qui rencontraient des Canadiens tous les jours, les élections de 2009 ont été la goutte qui a fait déborder le vase. Ils ne faisaient pas confiance au gouvernement Karzai, ils n'avaient surtout pas confiance en l'ONU et ils étaient terrorisés par les insurgés. Il était plus facile pour eux de retourner à un mode de survie que de participer aux processus politiques au niveau du district. Telle était la situation à laquelle la FO Kandahar faisait face à l'automne 2009.

La situation était paradoxale. Pendant le débat sur la tenue d'un second tour de scrutin en novembre, Sibghatullah Mojaddedi, qui était très respecté, « a reçu un appel de quelqu'un qui était proche des talibans et qui lui aurait dit ceci : "Nous serons du côté de Karzai et réduirons les troubles – contentez-vous de ne pas négocier avec Abdullah"¹⁶ » [Traduction]. Ce dernier était l'adversaire tadjik qui avait été candidat à la présidence et avait dénoncé le caractère frauduleux totalement évident du processus électoral et de ses résultats. Par ailleurs, « les propos de plus en plus ethnicisés employés pour inciter les Pachtounes à voter¹⁷ » [Traduction] suscitaient des préoccupations grandissantes. En outre, vu la possibilité que les Tadjiks et d'autres groupes dans le nord soient mécontents de voir les Pachtounes dominer le nouveau gouvernement, le risque d'une guerre interethnique à l'échelle du pays planait dans le contexte des escarmouches pachtounes intertribales que les Canadiens observaient dans le sud. L'éventualité d'un coup d'État, dirigé cette fois par l'Armée nationale afghane (ANA), alimentait la rumeur, et cette situation a persisté jusqu'à un stade avancé de 2010.

Le rapport McChrystal et ses répercussions

Pendant que le gouvernement Karzai se dissipait, le général (Gén) Stanley McChrystal, commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), a présenté l'examen stratégique amorcé par les États-Unis et l'OTAN plus tôt au cours de l'été. En termes simples, le Gén McChrystal a déclaré à ses auditoires que, comme les ressources (nombre de soldats et systèmes de surveillance) affectées aux efforts anti-insurrectionnels en cours en Afghanistan « étaient insuffisantes » [Traduction], la FIAS avait adopté des méthodes opérationnelles qui n'étaient pas totalement compatibles avec des opérations optimales de contre-insurrection. Ces méthodes ont isolé les troupes de la FIAS de la population. La situation, jumelée à un régime de gouvernance afghan moins que parfait à l'échelle des provinces et des districts, permettait aux insurgés d'affermir leur contrôle sur la population afghane¹⁸. Le rapport en disait long sur les moyens à prendre pour régler les questions, si la FIAS disposait des ressources voulues.

Fondamentalement, le rapport McChrystal énonçait une vérité d'évidence; il n'y avait là rien de nouveau pour les Canadiens qui combattaient dans la province de Kandahar depuis 2005. La majorité des points abordés dans le rapport avaient déjà été cernés par Laroche, Thompson, Vance et leurs états-majors au cours de leurs rotations respectives. L'importance du rapport McChrystal résidait dans ses destinataires, plus précisément l'administration Obama et les pays membres de l'OTAN ayant des forces militaires en Afghanistan. L'administration Obama avait accepté d'envoyer des renforts de 17 000 soldats, ce qui avait déjà commencé, mais – parce qu'elle attendait les conclusions d'un autre examen de la stratégie – elle n'avait pas encore autorisé le déploiement des 30 000 autres soldats que le Gén McChrystal et ses prédécesseurs avaient demandés pour pouvoir exécuter une campagne efficace. Au sein de l'OTAN, il existait beaucoup d'hésitation après que les Néerlandais ont annoncé qu'ils se retireraient de la province d'Oruzgan en 2010. Le rapport McChrystal a réuni tous les intervenants à la même table et les a obligés à voir la situation telle qu'elle était.

Afin d'appuyer les arguments du Gén McChrystal et de présenter un front unifié, le ministre de la Défense Abdul Rahim Wardak a écrit aux dirigeants de l'OTAN et a déclaré ce qui suit avec assurance : « Nous sommes dans la situation actuelle à cause des décisions prises dans le passé : nous avons sous-estimé l'ennemi; nous n'avons pas su cerner la véritable source de la menace; nous n'avons pas créé un plan de campagne anti-insurrectionnel civilo-militaire doté de toutes les ressources voulues, de sorte que nous n'avons pas procuré à la population un solide régime de gouvernance et de développement, et nous avons mené la campagne sans lui affecter des ressources suffisantes » [Traduction]. La réussite demeurerait possible, mais seulement si l'OTAN passait à l'action sans tarder : « Le leadership des talibans n'est pas solide, les talibans n'ont pas l'appui de la population, et les Afghans refusent d'épouser leur idéologie. Pourtant, la menace grandit grâce aux appuis extérieurs dont bénéficie l'adversaire et à la faiblesse de

nos efforts communs » [Traduction]. Le ministre de la Défense a critiqué les discussions en cours sur le retrait de la FIAS en disant : « Tout fléchissement de notre détermination ou toute mention d'une stratégie de retrait ou d'une date de retrait fixée constituerait, comme l'a précisé le secrétaire Gates, une erreur stratégique qui aurait des conséquences catastrophiques pour nous tous¹⁹ » [Traduction]. Tous les acteurs dans l'épisode dramatique en Afghanistan, c'est-à-dire l'OTAN, les Afghans, l'ONU et les organisations non gouvernementales (ONG), faisaient désormais face à un moment décisif.

Cependant, c'était plus facile à dire qu'à faire, parce que les moyens à prendre pour briser l'impasse étaient un des éléments visés par l'examen de la stratégie des États-Unis qui se poursuivait toujours; les résultats des élections de 2009 et la légitimité douteuse du gouvernement Karzai compliquaient d'autant plus cet examen. On était loin d'avoir « accordé » au Gén McChrystal les ressources qu'il avait demandées pour aller de l'avant. Le débat était de plus en plus axé sur ce qu'il fallait faire au sujet du Pakistan et de l'Afghanistan, en y voyant un seul problème systémique, lequel se situait en dehors du domaine de compétence de la FIAS de l'OTAN. Les diverses écoles de pensée des États-Unis relativement au problème étaient les suivantes en septembre et octobre 2009²⁰ :

1. Les refuges pakistanais permettent aux insurgés de poursuivre la lutte en Afghanistan. Tant que ce problème ne sera pas réglé, il faut s'abstenir d'envoyer d'autres troupes terrestres. C'est au Pakistan qu'il incombe d'agir.
2. Il n'est pas nécessaire de vaincre les talibans en Afghanistan : il suffit de les affaiblir suffisamment pour que les forces de sécurité afghanes arrivent à les écraser.
3. Les États-Unis doivent-ils vaincre les talibans pour vaincre Al-Qaïda?
4. Si les talibans l'emportent en Afghanistan, se rendront-ils ensuite maîtres du Pakistan et de son arsenal nucléaire?
5. Il faut combattre les talibans et les obliger à signer une entente politique pour mettre fin à la guerre.

Pendant tout le mois de novembre, l'administration Obama a débattu des moyens de concilier ces points de vue avec le rapport McChrystal. Le secrétaire à la Défense, Robert Gates, est parvenu à une sorte de consensus selon lequel le plan devait comporter six objectifs militaires principaux²¹ :

1. renverser la progression des talibans;
2. interdire aux talibans l'accès aux agglomérations, aux centres de production et aux lignes de communications clés et les empêcher de les contrôler;
3. déstabiliser les talibans en dehors des zones sécurisées, et empêcher Al-Qaïda de rétablir des sanctuaires en Afghanistan;
4. affaiblir les talibans au point que les Afghans puissent les tenir en échec;
5. accroître la taille et les capacités des forces de sécurité afghanes;
6. renforcer le gouvernement afghan, en particulier ses ministères clés.

Le président Obama a assimilé le message et a déclaré ce qui suit à son équipe : « Il nous faut un plan sur la façon dont nous allons transmettre la responsabilité aux Afghans et sortir de leur pays [...] Nous devons bien préciser aux intervenants que c'est au Pakistan que le cancer se trouve » [Traduction]. Par conséquent, la nouvelle stratégie des États-Unis adoptée en novembre 2009 consistait à déployer 30 000 autres soldats, mais seulement jusqu'en juillet 2011. Une campagne anti-insurrectionnelle à l'échelle nationale, telle que le Gén McChrystal et le ministère de la Défense de l'Afghanistan l'avaient envisagée, n'a pas été approuvée, non plus qu'un programme d'« édification de la nation ». Il fallait dégager et tenir un « espace » suffisant pour permettre l'entraînement des forces de sécurité afghanes qui affronteraient les insurgés à elles seules. La campagne aérienne contre Al-Qaïda au Pakistan s'est intensifiée depuis des bases afghanes, pendant que les Forces d'opérations spéciales (FOS) en Afghanistan accentuaient leurs efforts pour supprimer les chefs des talibans. Le président des États-Unis a conclu que son pays ne pouvait pas se permettre de mener une contre-insurrection et des efforts d'édification de la nation à long terme « qui [seraient ruineux] pour le budget de la nation et accentueraient la dépendance du gouvernement afghan à l'égard des États-Unis » [Traduction]. Il a donné les ordres suivants à ses commandants militaires : « Ne dégarez et ne tenez pas ce que vous ne pourrez pas transférer [aux Afghans]. Ne dépassez pas nos limites²². »

Aucun volet de cette stratégie n'était conçu pour régler la troublante question du Pakistan. En fait, comme les dirigeants des États-Unis n'avaient aucune solution viable à cette gamme de problèmes, ils en ont reporté le règlement encore une fois. La nouvelle stratégie des États-Unis, et donc celle de l'OTAN sous la direction du Gén McChrystal, traduisait un compromis entre les positions. Elle visait à désarçonner l'insurrection talibane et à gagner du temps pour que les Afghans arrivent à trouver eux-mêmes des solutions

politiques et militaires avant que les États-Unis et d'autres ne se retirent et quittent le pays. On ne parlait désormais plus de vaincre l'insurrection. Les mots clés demeuraient ceux des trois années antérieures : « perturber » et « renforcer les capacités » [Traduction]. Les Afghans devaient maintenant intensifier leurs efforts, car une échéance avait été fixée : juillet 2011. Il n'y aurait plus de soutien inconditionnel.

À la fin de 2009, la situation des divers contingents de la FIAS partout en l'Afghanistan ressemblait à celle que les Canadiens avaient connue jusque-là à Kandahar : tenir leur position et désorganiser l'insurrection jusqu'à ce que les Afghans puissent accroître leurs forces et que les effectifs des États-Unis soient assez renforcés pour défendre la population. En dépit de toute la publicité qu'elle avait suscitée, la nouvelle stratégie a eu peu d'effets au début sur les activités du contingent canadien dans sa zone d'opérations, dans la province de Kandahar. La date du retrait des Canadiens avait déjà été fixée, et ceux-ci avaient mis en œuvre la majorité des recommandations du Gén McChrystal bien avant qu'il les formule.

Une insurrection chancelante dans la province de Kandahar?

Pendant plusieurs années, les talibans ont adopté un calendrier annuel en vertu duquel leurs forces d'appoint de l'été et leurs commandants supérieurs rentraient au Pakistan au cours de l'automne; par ailleurs, les forces de l'endroit et les terroristes urbains continuaient leurs opérations pour rappeler au gouvernement et à la FIAS que l'insurrection était encore viable. En général, ces mouvements coïncidaient avec la diminution du feuillage qui rendait les combattants plus susceptibles d'être détectés et tués du haut des airs, à mesure que l'automne avançait et que l'hiver s'installait. Les chefs de l'insurrection en profitaient aussi pour rallier psychologiquement leurs combattants, ou, comme l'a décrit un officier canadien, « pour incarner le rôle de djihadiste » [Traduction].

En 2009, les services du renseignement de la FO Kandahar ont eu l'impression que ce calendrier se répétait, mais que, pour une raison quelconque, il commençait plus tôt. Ce changement a d'abord été attribué au début plus hâtif de la période du ramadan. Cependant, les rapports ISTAR ont confirmé que les groupes pakistanais et les groupes afghans à Kandahar s'injuriaient ouvertement les uns les autres, de sorte que les chefs talibans supérieurs à Quetta ont émis des ordres aux insurgés locaux pour intensifier leurs activités pendant le ramadan. Les attaques de la coalition contre les chefs insurgés à l'ouest de Kandahar ont elles aussi contribué à une dégradation du leadership, ce qui a aggravé les problèmes de commandement et contrôle²³. À la fin de septembre, l'évaluation était la suivante :

[...] l'insurrection continue de paraître désorganisée, et de multiples rapports font état de divisions entre les chefs, de l'absence d'une orientation claire venant de Quetta et d'une pénurie de ressources. Dans la province de Kandahar, les insurgés n'ont pas encore repris le rythme des opérations d'avant le ramadan, et le nombre d'activités importantes est inférieur aux normes saisonnières²⁴. [Traduction]

En outre, des combattants de la région quittaient le Dand, le Panjwayi et, dans une moindre mesure, l'Arghandab. Ceux du Dand se rendaient dans la région de Malajat, tandis que d'autres allaient vers l'ouest dans le Maywand, où ils étaient protégés par le chef de district, Haji Bawari. D'autres encore ont déménagé dans le désert de Reg, au sud du Panjwayi²⁵. Le terrorisme urbain n'a pas cessé, mais les forces de sécurité afghanes ont fait savoir que « les patrouilles interarmées dans la ville de Kandahar ont désorganisé les insurgés et [...] qu'ils n'ont plus la liberté de mouvement²⁶ » [Traduction]. Le déménagement des camps d'entraînement situés à la frontière pakistano-afghane vers des points plus à l'est, sur l'ordre des services secrets du Pakistan (ISI), constituait un autre signe²⁷ (voir la figure 6-1).

Dans quelle mesure s'agissait-il d'une activité normale, ou non? Cette question préoccupait le J2 de la FO Kandahar et le Centre du renseignement toutes sources (CRTS). Il y avait les problèmes de logistique habituels – les cellules insurgées se plaignaient de ne pas obtenir tout ce qu'elles voulaient – mais cela n'était pas nouveau. Le premier indice s'est manifesté dans le remplacement forcé des deux commandants talibans chargés du Dand et du Panjwayi, Zia Ul Haq et Janan Agha. Les autorités talibanes ont aussi admonesté d'une certaine façon le tristement célèbre Jabar Agha. Le contre-gouverneur du district de Zharey a lui aussi été remplacé, et le dangereux mollah Zergay a été retiré du Zharey et de Senjaray et envoyé dans le Dand. Il était de plus en plus évident que la choura de Quetta n'aimait pas constater que ses commandants n'arrivaient pas à réduire la progression due à l'opération (Op) KALAY²⁸.

Les analystes canadiens ont conclu que des fissures profondes étaient en train de se former dans l'insurrection, dans la province de Kandahar. Les insurgés de la région étaient de plus en plus insatisfaits de l'effort déployé et ils ont exprimé leur mécontentement à leurs chefs à Quetta, dès l'été 2009. Leurs problèmes se rapportaient à la propension de l'insurrection à vivre à même les ressources naturelles. Les insurgés recouraient régulièrement au pachtounwali pour obtenir cet appui. Après trois ans d'attrition, cependant, il y avait moins de combattants de l'endroit et un nombre accru de combattants venus de l'extérieur : des Pachtounes pakistanais, des réfugiés afghans, des combattants islamistes, des talibans pakistanais, et ainsi de suite. Ces gens abusaient plus que les combattants de la région de l'hospitalité décrite dans le code tribal du pachtounwali, et la colère grondait (il est difficile d'établir dans quelle mesure la situation était facilitée par les opérations d'information canadiennes)²⁹.

Les rapports ISTAR soulignaient que la choura de Quetta s'inquiétait particulièrement de trois éléments bien précis. Tout d'abord, des commandants insurgés se servaient d'enfants pour poser des engins explosifs improvisés (EEI). Au début d'octobre, trois enfants ont été tués, ce faisant. En deuxième lieu, une attaque à l'EEI perpétrée contre un autocar civil dans le Maywand, à la fin de septembre, avait fait de nombreux morts et blessés. Une délégation talibane s'est rendue sur place, en provenance du Pakistan, pour faire enquête et elle a recommandé que les insurgés cessent d'utiliser des EEI à plaque de pression contre des cibles sur l'Autoroute 1. Ils pouvaient continuer à s'en servir dans les villages s'ils faisaient savoir aux habitants où les engins avaient été posés. Troisièmement, une attaque à la roquette contre une enceinte avait tué cinq enfants le 8 octobre. Il s'agissait d'un changement énorme : c'était la première fois que la choura de Quetta semblait se préoccuper de la publicité négative due au meurtre de civils, en particulier d'enfants.

En fait, une choura d'insurgés tenue à Quetta du début à la mi-octobre a réuni, entre autres, des chefs talibans et des représentants de l'ISI et des délégués venus de l'Iran et de l'Arabie saoudite. « Un des sujets abordés pendant la choura concernait les moyens à prendre pour éviter de blesser des habitants de l'endroit pendant que des opérations avaient lieu, afin d'améliorer les relations avec la population afghane³⁰ » [Traduction]. Pendant des années, les opérations d'information canadiennes ont mis en lumière le caractère aveugle des actes de terrorisme perpétrés dans la province de Kandahar, de sorte que, maintenant, l'ennemi modifiait son comportement en fonction des observations du Canada. Parallèlement, toutefois, la choura a fait le constat que « le mouvement avait perdu le soutien des Afghans de la région, qui considéraient désormais les insurgés comme étant leurs ennemis³¹ » [Traduction].

La choura des insurgés aurait, disait-on, évalué les divers membres de la FIAS et leurs capacités. Les analystes canadiens ont été fiers de signaler ce qui suit :

Le dernier thème abordé se rapportait aux différentes perceptions que les insurgés avaient au sujet des membres de la FIAS et des FC. Plus précisément, les insurgés dans la province de Kandahar devaient éviter d'attaquer les troupes canadiennes et ne les prendre à partie que pour assurer leur propre défense. Il en était ainsi parce que les troupes canadiennes étaient justes et qu'elles ne voulaient qu'établir la stabilité en Afghanistan; il fallait donc les respecter pour leurs efforts et ne pas les considérer comme étant des infidèles semblables à d'autres membres de la FIAS³². [Traduction]

Le fait que les chefs ennemis à Quetta ont apporté tous ces changements à leur approche d'un seul coup, tout en rendant hommage aux soldats canadiens nous amène à conclure que les effets cumulatifs de trois ans d'opérations commençaient lentement à donner des résultats³³. Cette lueur d'espoir persisterait-elle après l'échec des élections nationales en 2009 et dans le contexte de la stratégie confuse des États-Unis? Cela était encore incertain.

La choura de Quetta a réorienté ses opérations : elle a délaissé les opérations dans les districts pour le reste de 2009 et elle a plutôt cherché à saper la sécurité dans la ville de Kandahar. Peut-être y avait-il pour elle une nouvelle façon d'investir la ville et d'atteindre ses objectifs, ou peut-être lui suffisait-il de patienter le temps que les renforts des États-Unis arrivent et se retirent?

Passation des responsabilités dans l'Arghandab et le Bas-Shah Wali Kot, août 2009

Les relations étaient exceptionnellement bonnes entre l'escadron de reconnaissance (reco) du major (Maj) J. F. Cauden, les travailleurs en génie construction de l'entreprise SeaBee des États-Unis qui amélioraient la base d'opérations avancée (FOB) Frontenac et la force de sécurité privée à cette FOB. En effet, les anciens membres des opérations spéciales des États-Unis qui faisaient partie de cette force de sécurité comparaient favorablement les opérations canadiennes dans l'Arghandab aux opérations spéciales des États-Unis « en raison de la façon dont nous fonctionnions et de la taille relativement petite de nos patrouilles³⁴ » [Traduction]. Cependant, les relations avec la force opérationnelle entrante ont fait problème, et cela s'est manifesté de diverses façons.

Tout d'abord, le détachement avancé du 1-17 Infanterie avait reçu les coordonnées de l'escadron de reco. Toutefois, le gros des troupes n'a pas communiqué avec le Maj Cauden avant son arrivée. En second lieu, le 1-17 Infanterie était un bataillon Stryker axé sur les systèmes numériques. Concrètement, cette unité mécanisée comptait sur des systèmes de gestion de l'information très perfectionnés mais fragiles. Par exemple, le détachement avancé et le gros des troupes ont attendu pendant plusieurs semaines avant de recevoir leurs cartes électroniques. L'escadron de reco et la FO Kandahar, qui avaient entrevu le problème, ont veillé à ce qu'il y ait suffisamment de cartes imprimées pour combler la lacune.

Du point de vue de l'escadron de reco, le déploiement du bataillon des États-Unis a été troublant. En effet, celui-ci s'est déplacé par bonds tactiques de Kandahar à la FOB Frontenac, mais n'a ni informé l'escadron de reco ni tenté de coordonner ses mouvements avec lui. Au cours de ce déploiement, un véhicule du 1-17 Infanterie s'est renversé. À son arrivée à la FOB, le commandant des États-Unis a reçu un briefing de passation des responsabilités de la part de l'escadron de reco, lequel lui a fourni toute l'information dont il disposait sur la situation, à savoir : « Le renseignement récent était quelque peu limité parce que l'Escadron respectait le principe de l'économie d'efforts avec peu de ressources, et qu'en matière de renseignement, la FO Kandahar et le groupement tactique (GT) concentraient leurs ressources sur le sud³⁵ » [Traduction].

Il y avait des différences importantes entre l'attitude de l'unité de relève des États-Unis et celle de l'unité du Canada dans l'Arghandab. Selon le Maj Cauden, le nouveau commandant « n'écoutait pas du tout » [Traduction] quand, au cours des briefings, l'escadron de reco

indiquait les zones actives dans le district où l'ennemi posait des EEI : ces zones comprenaient l'itinéraire RED DOG, le passage obligé de l'ancien poste de contrôle DARRYL et le secteur de Mansurabad. Le Maj Cauden a expliqué sa tâche, à savoir tenir ouvert l'accès à la route de Tarin Kot, et il a affirmé qu'il limitait délibérément les activités dans les zones actives et leurs environs. Les chefs du 1-17 Infanterie se sont moqués de ces observations et ont déclaré au Maj Cauden qu'à leurs yeux, le Canada s'apparentait à tous les autres pays qui « ne combattaient pas » [Traduction] et qu'ils allaient passer à l'offensive et affirmer leur présence. Un commandant de compagnie a ordonné à ses hommes d'aller partout où les Canadiens avaient recommandé de ne pas se rendre³⁶.

Le premier jour des opérations du 1-17 Infanterie, un de ses véhicules s'est renversé. Le lendemain, cela s'est reproduit, et le chauffeur a été blessé. Ensuite, un EEI a explosé au cours d'un mouvement routier sur l'itinéraire RED DOG. Selon ses procédures, le 1-17 Infanterie devait doubler immédiatement l'endroit où un EEI avait explosé et poursuivre sa route, au lieu de se regrouper et d'appuyer les efforts de récupération. Ces procédures ont exposé l'unité à une autre attaque à l'EEI. En une autre occasion, un véhicule du 1-17 Infanterie s'est enlisé près de la rivière et, parce que l'unité ne voulait pas demander l'aide d'unités n'appartenant pas aux États-Unis, le véhicule est resté là pendant près de trois jours avant d'être récupéré. Avant que la semaine s'achève, un soldat du 1-17 Infanterie a été porté disparu au combat; en fait, il avait été pulvérisé par un EEI, et le bataillon a mis du temps à comprendre comment il avait été tué. Après ces fiascos, les chefs subalternes du 1-17 Infanterie ont discrètement communiqué avec l'escadron de reco pour lui demander conseil, mais ils se sont bien assuré que leurs supérieurs n'étaient pas mis au courant de leur démarche³⁷.

Les Canadiens ont aussi constaté qu'il existait de profondes différences doctrinales au sein du 1-17 Infanterie. Selon le Maj Cauden, « la doctrine de contre-insurrection ordonnée par le COMISAF n'intéressait aucunement les chefs des États-Unis, qui croyaient fermement à la doctrine antiguérilla³⁸ » [Traduction]. Le brigadier général (Bgén) Vance a chargé l'escadron de reco de rester dans l'Arghandab et d'appuyer le 1-17 Infanterie à l'approche des élections, mais le Maj Cauden a dit ceci : « J'ai offert nos services, mais le commandant [des États-Unis] n'en a pas voulu » [Traduction]. On a bientôt cessé de parler de la question; le Bgén Vance s'est de plus en plus préoccupé de la situation dans le sud du district de Dand et, au début de septembre, le Maj Cauden a effectué sa mission de reco en vue du mouvement vers le sud.

Les opérations à Kandahar, d'août à octobre 2009

Il y a eu une recrudescence de la violence à Kandahar en août et septembre après les élections, mais la situation s'est calmée considérablement par la suite. Tout compte fait, il y a

eu quatre attaques à l'EEI, cinq assassinats, une attaque au mortier, une attaque à la roquette et une attaque avec tirs directs. Une telle ventilation est nécessaire, car il existe certaines nuances : tous les actes de violence n'ont pas été manifestement le fait des insurgés. Par exemple, les cinq personnes assassinées étaient un procureur militaire adjoint, un employé de la Commission électorale indépendante, une employée du Bureau de la condition féminine, un fournisseur de services de sécurité et un adolescent sur lequel une « lettre de nuit » avait été attachée. Seulement deux de ces crimes ont pu être attribués indubitablement à des insurgés. De même, la plupart des EEI visaient la MANUA, ONU-HABITAT et le siège de la Direction nationale de la sécurité³⁹. L'attaque contre ONU-HABITAT a été particulièrement problématique : outre qu'elle a fait trois morts et quatre blessés, l'attaque a réduit la probabilité qu'ONU-HABITAT puisse ou veuille continuer à soutenir les Conseils de développement communautaire, qui étaient essentiels, ou encore participer à d'autres formes de soutien de la gouvernance aux niveaux inférieurs à celui des districts.

Cependant, l'énorme explosion d'un camion piégé qui a eu lieu au milieu de la ville le 25 août et qui a fait 50 morts et 70 blessés a suscité des doutes. Au départ, les analystes canadiens ne savaient que penser, car l'engin n'avait pas explosé près d'un immeuble du gouvernement ou des forces coalisées. Certains ont même émis l'hypothèse que l'explosion avait été prématurée. Deux jours plus tard, dans leur propagande, les talibans se sont distanciés de l'attaque en affirmant qu'ils n'en savaient rien⁴⁰. Il est donc revenu au chef du Conseil provincial, Ahmad Wali Karzai, d'annoncer aux médias que la cible était l'entreprise de construction japonaise Saita, qui employait des ouvriers afghans et pakistanais dans le cadre de projets de construction routière financés par l'Agence japonaise de coopération internationale⁴¹. Autre détail qui a rendu l'affaire encore plus intéressante, la police afghane a refusé de fouiller les enceintes où l'on pensait que l'attaque avait été préparée⁴². Certains observateurs canadiens ont conclu que l'attaque du 25 août avait résulté de la violence commerciale et non d'une attaque des talibans, l'objet en ayant été l'adjudication des contrats de construction routière⁴³.

Avec l'arrivée des forces des États-Unis en août, il y avait de plus en plus d'organisations de sécurité dans la ville de Kandahar, et cela risquait d'entraîner de graves problèmes de coordination. Le Bgén Vance a réitéré l'importance du cadre de sécurité de la ville et, en particulier, celle du rôle de ses partenaires afghans, à savoir la police et l'Armée :

Tout d'abord, les FSNA et les FC doivent pouvoir contrôler l'accès à la ville. Il a déclaré que, pour cela, il fallait inspecter tous les véhicules entrant à Kandahar; le Groupe de travail devait travailler à ce processus, et il fallait élaborer des normes. En deuxième lieu, il a déclaré que les patrouilles interarmées devaient avoir lieu dans la ville même [...] ces opérations devaient être exécutées en fonction du renseignement fourni par la Direction nationale de la sécurité.

Il a précisé que, si ces patrouilles étaient très actives, elles rendraient impossible toute activité de la part des insurgés. Troisièmement, il a déclaré que la Police nationale afghane devait exécuter des opérations courantes et que l'Armée nationale afghane devait disposer d'une force de réaction rapide très solide⁴⁴. [Traduction]

Outre la police afghane, la Direction nationale de la sécurité (DNS) et l'Armée, il y avait maintenant l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO) de la police canadienne, les mentors de la police des États-Unis, les conseillers canadiens de la police civile (CIVPOL), la Compagnie de stabilisation A de l'ERP, la nouvelle Police afghane de maintien de l'ordre public (PAMOC) et aussi le 97^e Bataillon de la police militaire [97th MP Battalion]. Le personnel du Centre de coordination des opérations de province (CCO-P) avait les compétences idéales pour s'occuper de ce problème, notamment en enseignant à l'armée, à la police et au personnel de la DNS l'art de la coordination et de la répartition des responsabilités. Il a fait tout ce qu'il a pu pour faire en sorte que les Afghans se chargent de la sécurité dans Kandahar. La Compagnie de stabilisation A était représentée au sein du Groupe de travail sur la sécurité de Kandahar, tandis que l'équipe de liaison et de mentorat opérationnel de la police (ELMOP) et le CCO-P revigoraient les systèmes de liaison entre les organisations afghanes et les forces coalisées. Les forces de sécurité afghanes ont été intriguées par la possibilité de systématiser et de normaliser les opérations TOLO ATAL qu'elles avaient exécutées avec succès plus tôt dans l'année. Par conséquent, ces opérations et le Plan de sécurité pour Kandahar ont été fusionnés et les opérations des patrouilles interarmées y ont aussi été intégrées⁴⁵. Le tournant a été facilité par l'arrivée du nouveau chef de la police provinciale, le major-général (Mgén) Sardar Mohammad Zazai, qui a jeté un regard neuf sur les nouvelles activités.

La CIVPOL canadienne et l'ELMOP ont cherché à améliorer le réseau téléphonique d'urgence rudimentaire de la ville, qui s'apparentait à un système 911. Quand une marée d'appels signalant des activités des insurgés a paralysé le réseau, un agent des communications de la police a ajouté le numéro de son téléphone cellulaire personnel aux annonces diffusées au sujet du réseau de téléphonie d'urgence, de manière à pouvoir absorber une partie des appels. Des ennuis ont pris forme quand les insurgés ont menacé les fournisseurs de services de téléphonie cellulaire. Les observateurs canadiens n'en croyaient pas leurs oreilles quand ils ont appris que le problème avait finalement été résolu à Kaboul parce que les fournisseurs susmentionnés et le gouvernement ont négocié l'emploi du réseau *avec les insurgés*⁴⁶. Et ce n'est pas tout. Le gestionnaire de la Société afghane des communications sans fil pour la région, qui entretenait de bonnes relations avec le CCO-P, a signalé une situation troublante due au fait que son personnel et lui avaient été menacés par des membres de la choura provinciale qui voulaient brancher gratuitement leur résidence personnelle

à la source d'énergie électrique des pylônes du réseau de téléphonie cellulaire. Quand leur demande a été refusée, ils « ont menacé de faire exploser le pylône » [Traduction]. Le personnel de la Société a demandé au gouverneur de régler le problème en précisant qu'il ne voulait pas voir le personnel de la FIAS intervenir, mais que celle-ci devait être mise au courant, « au cas où quelque chose se produirait ultérieurement⁴⁷ » [Traduction].

Dans le cadre du regroupement des activités de sécurité dans la ville et du déménagement de l'ELMOP dans les districts ruraux, le 97^e Bataillon de la police militaire s'est chargé d'encadrer quatre postes de police secondaires à la fin de septembre 2009 et il a aussi assumé les fonctions de l'Équipe de mentorat de la police des États-Unis au début d'octobre. Ainsi, 300 policiers militaires des États-Unis ont exercé les fonctions de mentors auprès de toute la police afghane de Kandahar, fonctions que remplissaient auparavant 60 Canadiens et 60 Étatsuniens. Le changement a presque triplé la capacité des services de police coalisés et multiplié grandement le nombre de patrouilles interarmées⁴⁸.

La Compagnie de stabilisation A continuait de surveiller l'état de l'infrastructure essentielle dans la ville, en particulier celui de la centrale électrique et du réseau d'alimentation en électricité – le barrage de Kajaki ne fournissait que deux heures d'électricité par jour à la ville de Kandahar. Les agents canadiens de la COCIM ont appris que les talibans extorquaient de l'argent à la société d'électricité : celle-ci « les payait pour qu'ils n'attaquent pas les lignes de transport d'énergie » [Traduction], et les talibans « minaient les postes d'entretien le long des lignes de manière à se faire payer pour montrer [aux travailleurs de la société] où les mines se trouvaient⁴⁹ » [Traduction]. En octobre, la société d'électricité a reçu des fonds pour agrandir ses installations et elle a ainsi acquis le droit d'avoir une force de sécurité. La société Hart Security est arrivée d'Afrique du Sud pour remplir ce rôle, ce qui a ajouté une autre force de sécurité privée dont le CCO-P a dû suivre les activités⁵⁰. Les équipes de la COCIM ont appris qu'avant l'ingérence des insurgés et les problèmes au barrage de Kajaki, Kandahar consommait d'habitude quarante mégawatts d'électricité. Maintenant, elle survivait avec onze mégawatts, soit quatre fournis par le barrage et sept par la centrale de la ville. L'énergie était distribuée manuellement au moyen de pannes rotatives contrôlées. Ce n'était pas l'idéal, mais la situation était ainsi meilleure que celle de l'année précédente⁵¹.

La force de réaction rapide de l'ERP, munie de capacités de neutralisation d'explosifs et de munitions, était régulièrement déployée. Un cas est ici digne de mention : le 28 septembre, la Police nationale afghane (PNA), au poste secondaire n° 9, a signalé la présence d'un EEI et l'a entouré d'un cordon de sécurité. L'engin a explosé, mais personne n'a été blessé; cependant, l'équipe canadienne qui venait d'arriver pour dégager l'endroit a trouvé, non pas un dispositif, mais bien trois charges à fragmentation directionnelle réglées pour tuer les premiers intervenants :

Pendant qu'elle désarmait la [charge à fragmentation], l'équipe anti-EEI a entendu la tonalité de numérotation déclenchée par l'insurgé qui tentait de faire exploser l'engin; cependant, l'équipe avait enlevé le [récepteur à double tonalité multifréquence]. L'équipe a [détruit sur place] les EEI et a ramené les éléments de preuve au Camp Nathan Smith⁵². [Traduction]

En une autre occasion, la force de réaction rapide de l'ERP a dû s'occuper d'un explosif artisanal de 5 500 livres qui avait été apporté au Camp Nathan Smith pour être neutralisé – au milieu de la nuit.

À la fin de septembre, les enfants et les jeunes hommes de plusieurs districts avaient pris l'habitude de lancer des pierres et des briques vers les patrouilles canadiennes; au début d'octobre, ces actes agressifs étaient très répandus. Quand les patrouilles d'opérations psychologiques (OPPSY) se sont attaquées au problème, elles ont appris que les habitants d'un endroit avaient entendu dire que des innocents mouraient au cours des attaques aériennes de la FIAS; par conséquent, la population « ne savait parfois pas de quel côté se ranger, car la même chose se produisait quand les insurgés arrivaient et que des innocents étaient tués⁵³ » [Traduction]. Une enquête approfondie a révélé que des membres de la choura dans la ville essayaient :

[...] d'indiquer aux adultes comment apprendre à leurs enfants à faire la différence entre le bien et le mal, et les membres de la choura admettaient qu'il était probable que les parents et les insurgés encourageaient les enfants à se comporter de la sorte. Les mollahs croyaient que les insurgés disaient aux enfants de lancer des pierres et de nuire aux véhicules de la FIAS dans l'espoir que les enfants soient arrêtés ou blessés, ce que les insurgés pourraient exploiter ensuite dans le cadre de leurs opérations d'information [OI] contre la FIAS⁵⁴. [Traduction]

Une fois de plus, les insurgés ont exploité le respect des Canadiens pour les convictions religieuses d'autrui afin de nuire à l'effort de la coalition. Les forces de sécurité afghanes ont décidé de lancer leurs propres patrouilles interarmées pour boucler et fouiller trois mosquées suspectes. L'une d'elles abritait un petit hôpital ou une infirmerie pour insurgés. Dans une autre, les insurgés avaient entreposé des instruments de propagande anti-étasunienne⁵⁵.

Finalement, la décision a été prise d'établir une relation plus étroite avec la choura des oulémas de Kandahar, et les équipes de la COCIM et des OPPSY du lieutenant-colonel (Lcol) Carl Turenne ont dirigé l'effort fait en ce sens. Lors d'une réunion avec Sayed Hanifi, directeur de cette choura, la FO Kandahar a réussi à accroître ses connaissances sur la dimension religieuse du conflit :

La choura entretient de solides liens d'amitié avec différents médias qui lui fournissent un soutien technique relatif à son équipement. [Hanifi] était directeur depuis maintenant quatre ans et il a déclaré qu'il n'existait aucune tension dans la choura. Quand celle-ci a été interrogée au sujet d'une station de radio appelée Talimul Islam, ses membres ont réagi avec crainte, car cette station leur faisait grandement problème à bien des égards. La station [...] est dirigée par Mohammad Omar Khitabi [...] [qui] a appelé les Canadiens pour contester l'autorité morale de la choura des oulémas. Khitabi a fait valoir que le coran ne dit nulle part que les attentats-suicides à la bombe sont interdits et que le djihad n'est pas justifié contre les étrangers. La choura des oulémas a demandé [à l'équipe canadienne] qui finançait la station de radio; les Canadiens ont répondu que, d'après ce que l'on disait, elle était financée, semblait-il, par des gens d'affaires et des collectivités, mais qu'ils soupçonnaient fortement les insurgés d'être la principale source de fonds. La choura des oulémas encourage fortement la FIAS à enquêter sur les sources de financement de la station⁵⁶. [Traduction]

Avec la bénédiction du Bgénéral Vance, le Lcol Turenne a établi des relations officielles avec la choura des oulémas, dont les membres « [ont reconnu] le magnifique travail que l'ERP de Kandahar accomplissait pour la population » [Traduction]. Pour répondre aux interventions de la Compagnie de stabilisation A, qui demandait une aide afin de régler le problème des pierres lancées contre elle, la choura des oulémas a publiquement condamné ce comportement et exigé des parents qu'ils ordonnent à leurs enfants d'y mettre fin. Sayed Hanifi a expliqué au Lcol Turenne que « la choura faisait face à des défis de taille, par exemple l'assassinat de 23 de ses membres [au cours des cinq années précédentes] » [Traduction]. Le Lcol Turenne a déclaré à Hanifi que « son équipe ferait de tout projet concernant la choura des oulémas sa priorité absolue⁵⁷ » [Traduction]. *Trois ans* auparavant, le capitaine (Capt) Suleyman Demiray, l'imam qui avait été le premier aumônier musulman des FAC, avait fait une mise en garde : le Canada devait se préoccuper systématiquement de la dimension religieuse et, en particulier de la choura des oulémas, s'il veut que ses efforts visant à aider les Afghans à Kandahar soient couronnés de succès⁵⁸.

Tout indiquait que les problèmes persistaient dans le district n° 6, ce qui ne surprenait personne, car en prévision du nettoyage de Malajat, le maire Hamidi avait congédié le gestionnaire de ce district. Les 8 et 9 octobre, le 3^e Kandak et ses mentors canadiens se sont joints à la police afghane et à ses mentors pour exécuter l'Op KATAKAWAL KALAY PISHAK V, c'est-à-dire le ratissage du district n° 6. La Compagnie de stabilisation A s'est déployée sur des positions situées au sud de Malajat pour y arrêter tout insurgé qui tenterait de fuir dans cette direction pendant l'exécution du ratissage. Il n'y a eu aucun contact avec l'ennemi, et peu d'éléments hostiles ont été découverts⁵⁹.

Pendant cette opération, de l'information a été reçue sur une madrasa suspecte à Malajat. La Compagnie de stabilisation A est retournée à Malajat le 12 octobre, en partie pour façonner l'Op KALAY III et en partie pour étudier la possibilité d'y établir une maison de peloton. Pendant qu'elle se renseignait sur l'école religieuse, l'équipe de la Compagnie de stabilisation A a été la cible de pierres lancées contre elle, pendant que fusaient des cris disant « Allah Akbar! » et que les enfants faisaient des gestes de leur main gauche. De toute évidence, tout n'était pas au beau fixe à Malajat⁶⁰.

Opérations dans le district de Zharey, d'août à novembre 2009

La détérioration de la situation dans le district de Zharey, constatée au cours de l'été et à l'approche des élections, a provoqué une réaffectation des forces au sein de la FO Kandahar. Le Bgén Vance a décidé de retirer le gros du 1-12 Infanterie du Maywand et de l'envoyer dans le Zharey : ce mouvement, appelé l'Op LUR SAPA, a commencé le 1^{er} septembre. Parallèlement, des discussions ont eu lieu sur le déploiement d'un sixième kandak auprès de la 1-205 Brigade. Le 6^e Kandak était partiellement entraîné et il était donc désigné comme étant un « kandak affecté à la sécurité des routes ». La question se posait de savoir qui allait encadrer le 6^e Kandak. Tous les éléments de l'ELMO canadienne étaient déjà occupés. La planification du remplacement du 1^{er} Kandak dans le Zharey par le 6^e Kandak a commencé au cours de l'automne 2009.

Comme la situation se présentait dans le Zharey à la fin d'août et au début de septembre, l'ennemi exerçait des pressions sur les postes fortifiés d'Howz-e-Madad, de Lakhokhel et de Pulchakan dans l'ouest, et il organisait une campagne de harcèlement d'envergure le long de l'Autoroute 1, entre la FOB Wilson et le poste fortifié de Senjaray (voir les figures 6-2 et 6-2a). Sur ce tronçon situé entre la FOB Wilson et Senjaray, les forces coalisées avaient subi six attaques majeures à l'EEI et quinze embuscades, et elles avaient tué trois équipes de poseurs d'engins au cours d'attaques aériennes en septembre seulement. Le 1-12 Infanterie a perdu le soldat de première classe (Sdt 1^{re}) Matthew Wildes qui a été tué par un EEI pendant que les unités déménageaient au Zharey. La FO Thor (l'unité des États-Unis chargée de dégager les itinéraires) a subi six attaques qui ont fait au moins douze blessés et qui ont coûté la vie au sergent d'état-major (Sgt é-m) Glen Stivison Jr, au spécialiste (Spéc) Jesús Flores, au Spéc Daniel Lawson, au Sdt 1^{re} Jeremiah Monroe et au Sdt 1^{re} Brandon M. Styer⁶¹.

Une de ces attaques s'est accompagnée d'une embuscade avec tirs directs qui s'est transformée en un échange de feu pendant six heures. Le 24 août, une équipe de dégagement d'itinéraires de la FO Thor a été prise à partie pendant qu'elle neutralisait un emplacement d'EEI sur l'Autoroute 1. Une force de réaction rapide canadienne, composée de chars Leopard 2A6M et d'un peloton de la Compagnie B du 2^e Bataillon du Royal 22^e Régiment (2 R 22^e R), est sortie en appui et elle a bientôt essuyé des tirs elle aussi. Les chars ont fait feu

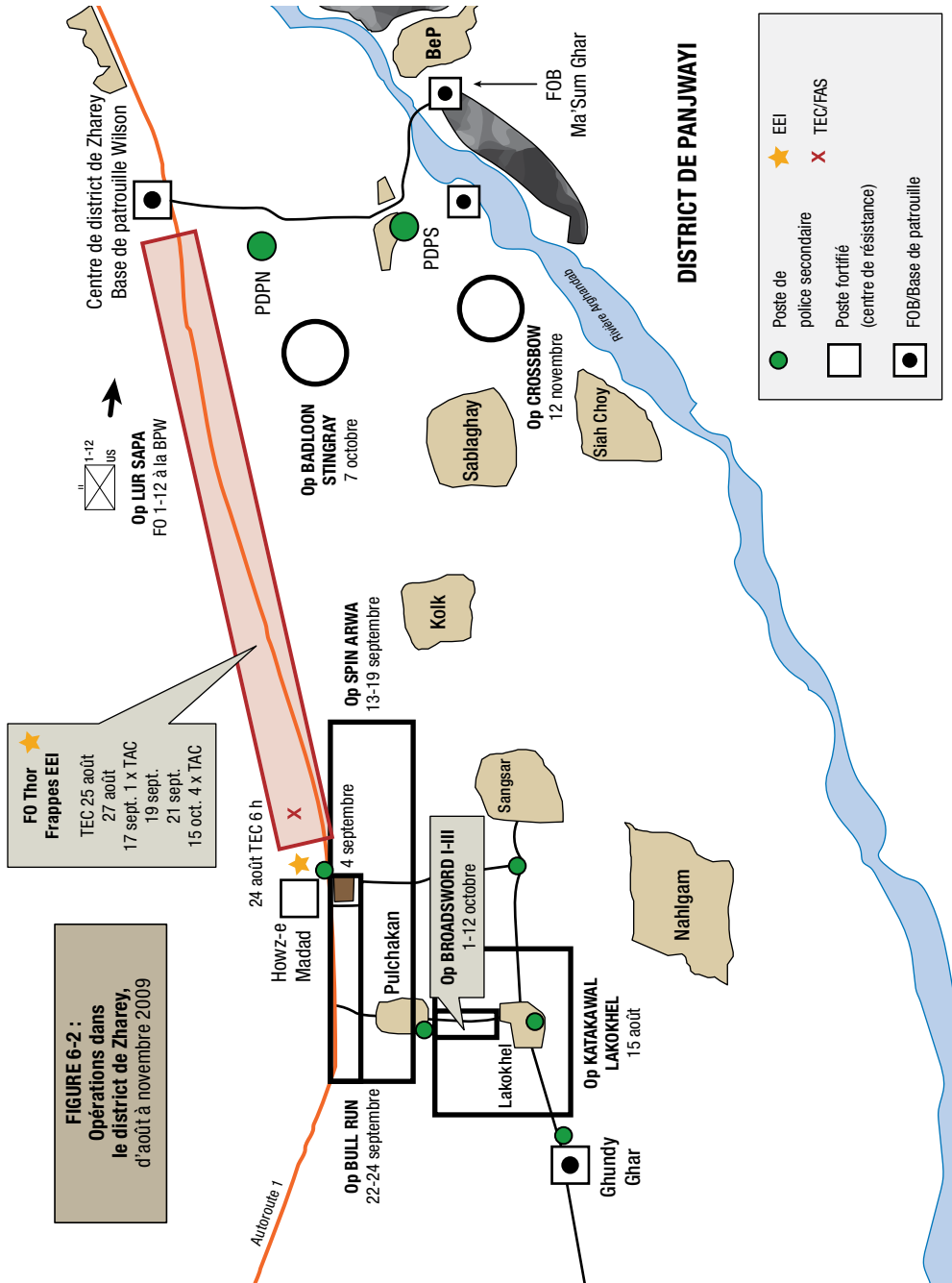


Figure 6-2 : Opérations dans le district de Zharey, d'août à novembre 2009

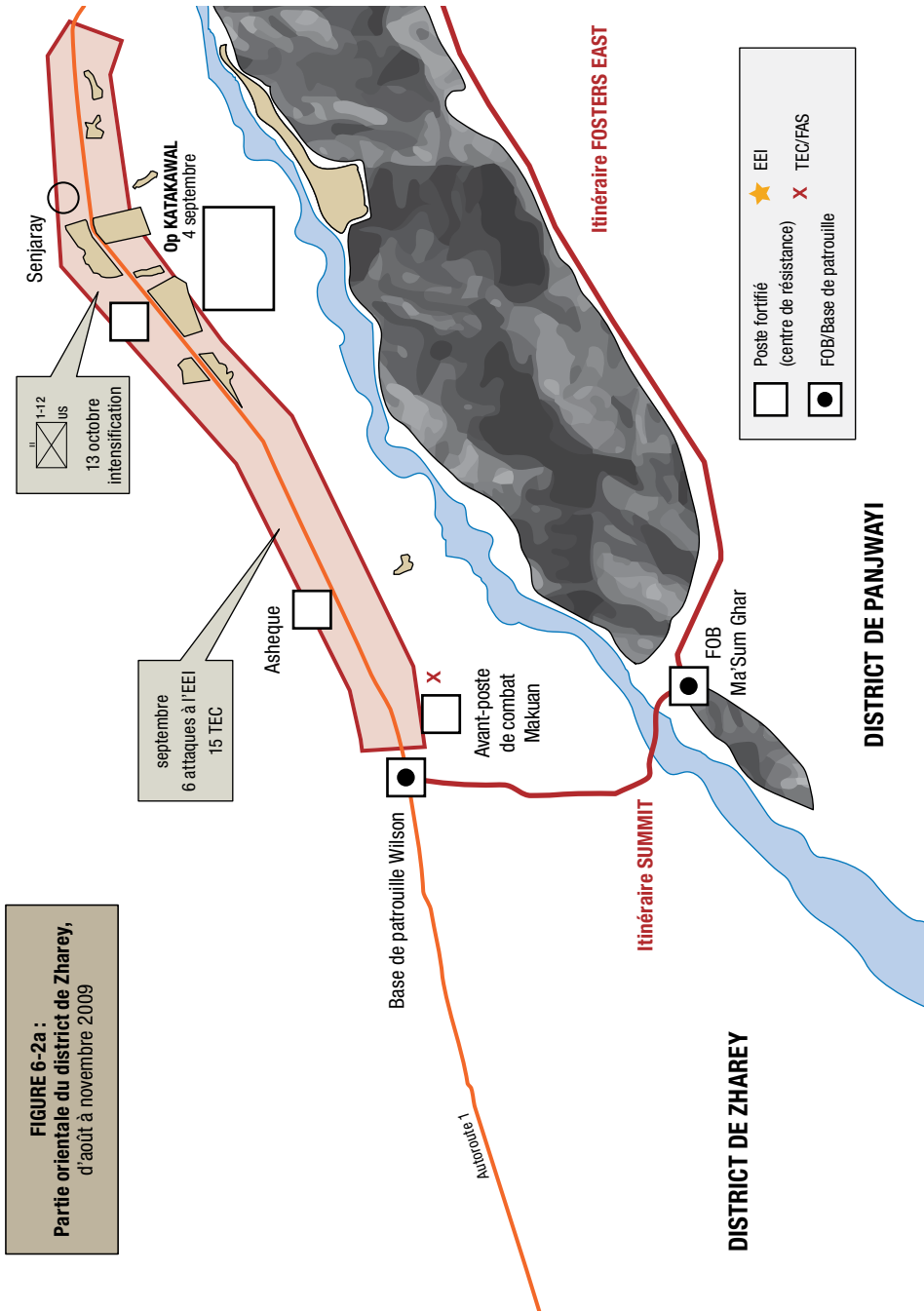


FIGURE 6-2a :
Partie orientale du district de Zharey,
d'août à novembre 2009

Figure 6-2a : Partie orientale du district de Zharey, d'août à novembre 2009

avec leur canon de 120 mm pendant que l'infanterie avançait vers les positions ennemies au sud de la route. Un hélicoptère OH-58D Warrior qui volait en cercle au-dessus des lieux a repéré des renforts ennemis et les a attaqués avec des roquettes et des mitrailleuses de calibre .50. L'équipage de l'hélicoptère a repéré une autre équipe ennemie et en a signalé la position aux chars qui l'ont supprimée avec des obus de 120 mm. L'équipe canado-étatsunienne a gagné la bataille contre les forces embusquées et s'est retirée dans la FOB Wilson⁶².

La FO Kandahar était de plus en plus préoccupée :

La taille des EEI et les cibles qu'ils visaient le long de l'Autoroute 1 sont de plus en plus à même de causer régulièrement des dégâts catastrophiques quand les engins sont destinés à frapper des véhicules blindés des FC; en plusieurs endroits et à trois occasions, de gros EEI (de 350 à 1 000 livres d'explosifs de fabrication artisanale ont explosé⁶³). [Traduction]

Ces « charges à enfouissement profond » étaient de plus en plus utilisées par les insurgés, et elles visaient particulièrement la FO Thor, l'objectif étant de réduire sa capacité de dégager l'itinéraire empruntant l'Autoroute 1⁶⁴.

Afin d'aider le 1-12 Infanterie à se redéployer, la FO Kandahar, la 1-205 Brigade et le Groupement tactique régional (Sud) se sont tous affairés à réduire la pression que l'ennemi exerçait sur le secteur de Lakokhel-Pulchakhan-Howz-e-Madad. Le 1^{er} Kandak et la Compagnie B du 2 R22^eR avaient déjà mené l'Op KATAKAWAL LAKOKHEL, les 16 et 17 août, pour permettre aux forces coalisées de respirer au sud de ce poste fortifié; par ailleurs, l'artillerie et ses obusiers M-777 conjuguant leurs efforts avec les SUAV ScanEagle ont vite mis fin aux efforts des insurgés cherchant à entraver le ratisage effectué par le 1^{er} Kandak⁶⁵. La riposte des insurgés qui ont déclenché des « attaques comportant des tirs puis un changement de position » [Traduction] le 1^{er} septembre, a été supprimée par le 1^{er} Kandak et l'ELMO.

Les éléments de relève du 6^e Kandak sont arrivés le 1^{er} septembre, et ils ont lancé le lendemain l'Op KATAKAWA KALAYE PISHAK IV avec le 1^{er} Kandak et l'ELMO canadienne en appui. Cette opération a comporté une poussée au sud d'Howz-e-Madad jusqu'à la première ligne d'oueds, puis une seconde poussée au sud de Senjaray, le 5 septembre. Au cours de la première poussée, il y a eu plusieurs contacts avec l'ennemi, et le 1^{er} Kandak a dû intervenir, avec l'aide d'hélicoptères OH-58D Warrior pour dégager le 6^e Kandak. Un EEI, sur l'Autoroute 1, a blessé plusieurs soldats afghans venus en renfort dans ce contexte.

Comme nous l'avons vu, l'activité ennemie dans Howz-e-Madad et les environs était d'habitude appuyée depuis le secteur de Sangsar-Kolk. Le Bgén Vance a obtenu les services du Groupement tactique régional (Sud) pour lancer une opération aéro-mobilité dans cet endroit. Dans la nuit du 13 septembre, l'Op SPIN ARWA a commencé : le Groupement

tactique du 2 R22^eR a envoyé une compagnie et des chars sur la route, pour occuper une position d'arrêt, et une partie d'une autre compagnie dans Howz-e-Madad pour remplacer la police et ses mentors qui se déplaçaient vers les lignes d'oueds pour bloquer la route à l'ouest pendant l'insertion aéromobile. Les insurgés ont ouvert le feu sur les hélicoptères de transport qui arrivaient, mais les appareils AH-64 Apache, qui appuyaient l'insertion, ont tué vingt combattants insurgés et en ont blessé dix autres. Lorsque les enceintes d'intérêt ont été fouillées, les forces coalisées y ont trouvé des mortiers, des canons sans recul et des lance-grenades automatiques AGS-17. Tous les éléments coalisés prenant part à l'attaque SPIN ARWA ont été pris à partie à divers moments le lendemain, et au moins seize insurgés ont été tués au cours de ces engagements. Les sapeurs canadiens sont arrivés pour aider à dégager les enceintes, mais une équipe a déclenché une mine antipersonnel qui a blessé deux soldats. L'ennemi en retraite s'est d'abord déplacé vers l'est en direction de Spin Pir, le long des lignes d'oueds, mais il a ensuite changé de direction et a fait route vers le sud en s'éloignant des forces coalisées. Les hélicoptères les ont harcelés pendant qu'ils se dispersaient⁶⁶.

Les 23 et 24 septembre, le 1-12 Infanterie a lancé l'Op BULL RUN avec son unité de reco au sud d'Howz-e-Madad pour multiplier les perturbations pendant que le bataillon se redéployait et exécutait une relève sur position à Ghundy Ghar. L'objectif était d'intercepter les insurgés qui revenaient là après l'Op SPIN ARWA, mais il n'y a eu aucun contact digne de mention. Afin d'assurer un suivi et de faire complément à l'action antérieure, les forces afghanes et leurs mentors des postes fortifiés dans le secteur ont exécuté une série de patrouilles nocturnes anti-embuscades du 10 au 12 octobre. Encore une fois, aucun contact important n'a eu lieu⁶⁷.

Les mentors canadiens ont écrit ce qui suit :

L'Op BROADSWORD III a été menée la nuit dernière et tôt ce matin. Elle a comporté trois embuscades tendues par des escouades (toutes accompagnées de mentors) [près des postes fortifiés] de Lakokhel et d'Howz-e-Madad. Il n'y a eu aucun contact avec l'ennemi. Cependant, aucun EEI n'a été trouvé dans ces endroits pendant les ratissages de la route ce matin. Le 1^{er} Kandak de la 1-205 Brigade continue de repérer deux ou trois EEI par jour. Ses soldats deviennent nécessairement des détecteurs intelligents et astucieux d'EEI, mais ils ont aussi payé un prix élevé : 19 membres du kandak ont été tués depuis mars 2009, et 40 autres ont été gravement blessés, principalement par des EEI⁶⁸. [Traduction]

Les agents canadiens de la COCIM ont poursuivi leur travail dans le district de Zharey pendant quelque temps tandis que le bataillon des États-Unis arrivait et prenait charge des opérations du Centre des opérations tactiques (COT), les 7 et 8 septembre. Le lendemain,

les mentors de la police des États-Unis se sont occupés de gérer ce qui restait de la Police afghane en uniforme dans le Zharey. Leurs rapports ont été décourageants. Très peu de progrès mesurables avaient été accomplis dans ce district. La population locale abusait des processus de réclamation foncière et de réclamation pour dommages. Le chef de district a précisé qu'« il n'y avait aucun moyen de confirmer que les dommages avaient véritablement été causés » et que, « quand les réclamants recevaient l'argent [...] beaucoup quittaient le district et ne reconstruisaient pas ce qui avait été détruit »⁶⁹ [Traduction]. Les talibans étaient tellement sûrs d'eux-mêmes qu'ils ont enlevé un médecin et son chauffeur à la clinique du Centre du district de Zharey, juste à côté de la FOB Wilson⁷⁰. Le 1-12 Infanterie a signalé que « les villageois veulent nous aider, mais ils nous ont dit que s'ils le font, les talibans les décapiteront⁷¹ » [Traduction]. Le réseau de téléphonie cellulaire est resté en panne dans tout le district. Les habitants ont dit aux équipes de la CIMIC que l'ennemi contrôlait Pashmul et que des lettres de nuit étaient fréquemment déposées dans chaque mosquée du district⁷².

À la mi-octobre, il fallait remettre en marche les nombreux rouages du district de Zharey. Le 1-12 Infanterie devait reprendre le terrain perdu pour qu'un cadre d'aide et de gouvernance puisse être reconstitué et, espérait-on, inclure les endroits essentiels. Ensuite, les attaques sur l'Autoroute 1 se sont de nouveau multipliées. Les surfaces pavées étaient lourdement endommagées à certains endroits, en particulier à Senjaray, et elles avaient besoin d'être réparées. Partout, le terrain était jonché des carcasses détruites de camions tombés dans une embuscade. Les forces coalisées devaient reprendre l'initiative dans le Zharey, mais y avait-il assez de ressources pour régler tous ces problèmes?

Le Commandement régional (Sud) était très inquiet de la perte éventuelle de la liberté de mouvement en direction du district d'Helmand; par conséquent, il a de nouveau réaffecté les ressources ISTAR à la FO Kandahar pour surveiller la route dans le cadre d'une nouvelle opération appelée DALBOR SHIELD. Une autre opération – BAERBADI – a été conçue pour enlever les épaves sur la route avec l'aide des ressources du génie⁷³. Des éléments de la FO de théâtre (le 2^e Bataillon du 508^e Régiment de parachutistes [2nd Battalion 508th Parachute Infantry Regiment], mieux connu sous le nom de FO 2 « Fury ») sont arrivés de l'aérodrome de Bagram pour exécuter l'Op DALBOR SHIELD, et le Commandement régional (Sud) a aussi autorisé l'emploi de FOS et d'une équipe canadienne des OPPSY en appui. Pour faire de la place à l'Op DALBOR SHIELD, la FO Kandahar a reporté l'Op BADLOON – qui avait pour objectif de reprendre du terrain et de rétablir son influence sur la population de la partie orientale du Zharey – et une autre Op SPIN ARWA avec le Groupement tactique régional (Sud).

L'Op DALBOR SHIELD a bénéficié d'une analyse exécutée par le Maj Nils French et par une petite équipe de la FO Kandahar, qui ont transcendé les paradigmes existants pour voir comment et, aspect plus important, quand l'ennemi menait ses opérations

à certains endroits en particulier. Recourant à des renseignements officiels obtenus au cours d'entretiens amicaux avec diverses entités des États-Unis, ils ont pu formuler des recommandations au Lcol Mike Patrick sur la répartition des forces pour protéger l'Autoroute 1. Le Commandement régional (Sud) était trop absorbé par ses opérations dans le district d'Helmand pour s'intéresser à l'Op DALBOR SHIELD, mais la FO ODIN – c'est-à-dire la FO anti-EEI des États-Unis – a été impressionnée par la méthodologie canadienne et a discrètement réaffecté des ressources ISTAR de l'Helmand à Kandahar pour appuyer l'Op DALBOR SHIELD⁷⁴.

Hormis les opérations des FO Thor et ODIN, le 1-12 Infanterie a exécuté 12 patrouilles de combat par jour, en moyenne, le long de l'Autoroute 1. Le 6^e Kandak s'est finalement déployé au complet, et ses soldats ont agrandi la grille des patrouilles au côté du 1-12 Infanterie. Les mentors des États-Unis sont venus travailler avec le 6^e Kandak, mais l'équipe des mentors du Canada est restée dans le secteur pour contribuer à cet effort. Des postes de contrôle routiers ont été mis sur pied, et des inspections surprises ont eu lieu le long de toute la route. Des ressources aériennes ont été réaffectées à l'Op DALBOR SHIELD et ont remporté leurs premières victoires les 22 et 23 octobre. Une équipe d'insurgés poseurs d'EEI qui menaient des opérations près d'Howz-e-Madad a été prise à partie par un hélicoptère OH-58D Kiowa Warrior, dont l'attaque a entraîné une deuxième déflagration d'une grande quantité d'explosifs artisanaux transportés dans des bidons jaunes. Un avion A-10 Warhog a détruit une autre équipe de poseurs d'EEI en tuant de trois à cinq membres et en blessant d'autres. Cette dernière attaque a aussi blessé un chef ennemi non loin de l'emplacement, et des ressources ISTAR ont cherché à savoir qui il était et quelle incidence l'attaque pourrait avoir sur la structure de commandement des insurgés⁷⁵.

Les insurgés ont cessé d'utiliser des EEI sur la route et ont recouru à des embuscades. Après plusieurs affrontements, le 1-12 Infanterie a conclu que ces dernières visaient à attirer les forces coalisées dans des embuscades encore plus grandes sur des itinéraires locaux truffés d'EEI. Des équipes d'hélicoptères OH-58D Kiowa Warrior et AH-64 Apache ont patrouillé les première et deuxième lignes d'oueds en espérant surprendre des insurgés en train de se rendre de Kolk et de Sangsar jusqu'aux combats ayant lieu sur la route. En une occasion, une patrouille afghane accompagnée de mentors canadiens a fait exploser un EEI qui a grièvement blessé un soldat afghan et déclenché une embuscade. Sous le feu ennemi, le caporal-chef (Cplc) Gilles-Rémi Mikkelson est sorti à découvert pour procurer des premiers soins assurant la survie au blessé pendant que la patrouille le couvrait de ses tirs, de manière que tous puissent se replier en sécurité. Cet acte de courage a valu au Cplc Mikkelson d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire.



Photo : Auteur



Photo : Auteur

Les unités des Forces terrestres des É.-U. [U.S. Army] qui travaillaient dans le district du Zharey avec la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan n'avaient pas accès au début aux ressources des États-Unis au niveau de la brigade. Dans de nombreux cas, elles ont pu profiter de tout le soutien offert par l'Armée canadienne, y compris les équipes d'opérations psychologiques et de coopération civilo-militaire et une troupe d'obusiers M-777 complétée par des mortiers de 81 mm.

Dans un compte rendu quotidien destiné à la FO Kandahar, le 1-12 Infanterie a décrit sa situation :

Nous sommes maintenant isolés de la population, et les routes secondaires que celle-ci emprunte sont truffées d'EEI [...] Les habitants du district de Zharey vivent dans la crainte des talibans et ils sont désormais séparés de la FIAS, de l'Armée nationale afghane et de la Police nationale afghane, vu le nombre limité de patrouilles faites au sud de l'Autoroute 1. Le bataillon n'a pas réussi à se concentrer sur des projets ou sur le développement économique, car c'est principalement sur la route que sa puissance de combat est utilisée⁷⁶. [Traduction]

Au début de novembre, un compte rendu quotidien du 1-12 Infanterie a révélé que peu avait changé :

Le maintien en puissance du bataillon aux fins de l'Op DALBOR SHIELD épuise les soldats. Ils veulent aller au-delà de la sécurité de la route et amorcer les étapes « dégager, tenir et construire » dans les secteurs de Senjaray et de Bagh-e Pol⁷⁷. [Traduction]

Le 6^e Kandak « souffrait d'un manque d'encadrement » et n'était pas aussi efficace que ce à quoi l'on s'attendait. Les ressources ISTAR ont été affectées ailleurs, loin de la région, quand les insurgés ont réduit le nombre de leurs attaques à l'EEI, mais une fois ces ressources parties, ces attaques ont recommencé. Les obus de mortier ont commencé à pleuvoir sur la FOB Wilson. Le 23 novembre, un bombardement au mortier a gravement blessé plusieurs soldats étatsuniens et déclenché des incendies dans la FOB, y compris dans un conteneur maritime. Après s'être occupé des blessés dans les zones à découvert, le soldat (Sdt) Tony Harris a secouru un soldat coincé dans le conteneur en flammes et, avec l'aide de Sdt Phillip Millar, il a pu lui prodiguer les premiers soins pendant que les obus de mortier continuaient à tomber. Les interventions du Sdt Harris et du Sdt Millar, qui ont sauvé plusieurs vies ce jour-là, leur ont valu d'être décorés de la Médaille de la vaillance militaire.

L'ennemi a ensuite décidé d'attaquer la circulation sur l'itinéraire SUMMIT : de l'équipement de capacité d'ouverture d'itinéraire de circonstances (COIC) a été pris à partie par un canon sans recul de 82 mm. Une équipe de mentors de la police a ensuite été en contact avec les forces ennemies pendant toute la journée sur l'itinéraire SUMMIT. Des chars Leopard 2 sont sortis pour fournir leur soutien, et des obus de mortier ont été lancés depuis la FOB Wilson. Après avoir vu cinq des leurs être tués, les insurgés ont disparu à l'ouest, et les hélicoptères les ont harcelés pendant qu'ils se dispersaient. La Force d'hélicoptères du Canada a déposé une partie du 1-12 Infanterie au nord de Pashmul, mais il

n'y a alors eu aucun contact avec l'ennemi, tandis que le 1^{er} Kandak et ses mentors canadiens partaient à la recherche des équipes d'insurgés munies de canons sans recul de 82 mm.

À la fin de novembre, les lignes étaient lentement en train d'être redessinées. L'itinéraire SUMMIT a été maintenu ouvert, l'Autoroute 1 demeurait passable, et les patrouilles étatsuniennes et afghanes commençaient à avoir un effet dans les collectivités de la partie orientale du Zharey. Il restait encore à convaincre les sociétés de téléphonie cellulaire de rétablir le service, mais, et c'est un aspect important, plus de renseignements arrivaient au Centre interarmées de coordination du district. Un seul employé d'USAID est arrivé pour se joindre aux agents canadiens de la COCIM pour former une petite équipe de soutien dans le district⁷⁸.

Opérations dans le district de Dand, d'août à octobre 2009

La FO Kandahar a continué de mettre l'accent sur les éléments positifs dans le district de Dand pendant l'automne 2009. Comme nous nous le rappellerons, l'Op KALAY I a permis de stabiliser la collectivité de Deh-e Bagh et d'accroître la présence de la coalition vers le sud en direction de Chineh et de Monar. L'organisation chargée des travaux de construction a collaboré avec les chefs locaux pour mettre en œuvre des projets d'infrastructure, par exemple des routes et des canaux, pendant que l'équipe spécialisée du Génie s'efforçait d'intéresser des entreprises de construction à des projets plus vastes tels que la remise à neuf du Centre du district de Dand, la construction d'un poste de police de district et le pavage des principaux itinéraires de service. La Compagnie de stabilisation B a joué un rôle clé pour faciliter toutes ces activités, en collaborant étroitement avec le chef de district Abdul Nazek, qui impressionnait de plus en plus.

À la fin d'août, le Dand possédait un centre interarmées fonctionnel de coordination de district, mais sa force de police n'était pas suffisante pour remplacer les forces militaires canadiennes quand elles partiraient. L'ELMOP avait ses limites : elle travaillait à Deh-e Bagh, à Chineh et à Monar et elle attendait qu'une solution soit trouvée au problème de recrutement de la police⁷⁹.

La FO Kandahar a lancé l'Op KALAY II en même temps que ces mouvements (voir la figure 6-3). Les villages visés par l'opération étaient Belanday, Rumbasi et Teymurian, soit trois localités choisies parce qu'elles étaient proches de l'itinéraire LAKE EFFECT (Belanday et Rumbasi) et qu'elles faisaient écran à la zone de stabilité de Deh-e-Bagh (désormais appelé « quadrilatère de stabilité TONKA »), depuis l'ouest et le sud-ouest (Rumbasi et Teymurian). Deh-e Bagh servait de porte donnant accès à Malajat et à la ville de Kandahar, et Belanday, Rumbasi et Teymurian faisaient de même pour Deh-e Bagh. La menace, nous nous le rappellerons, venait du secteur de Nahkonay, appuyé par les refuges de Talukan et de Zangabad, situés dans la Corne du Panjwayi.

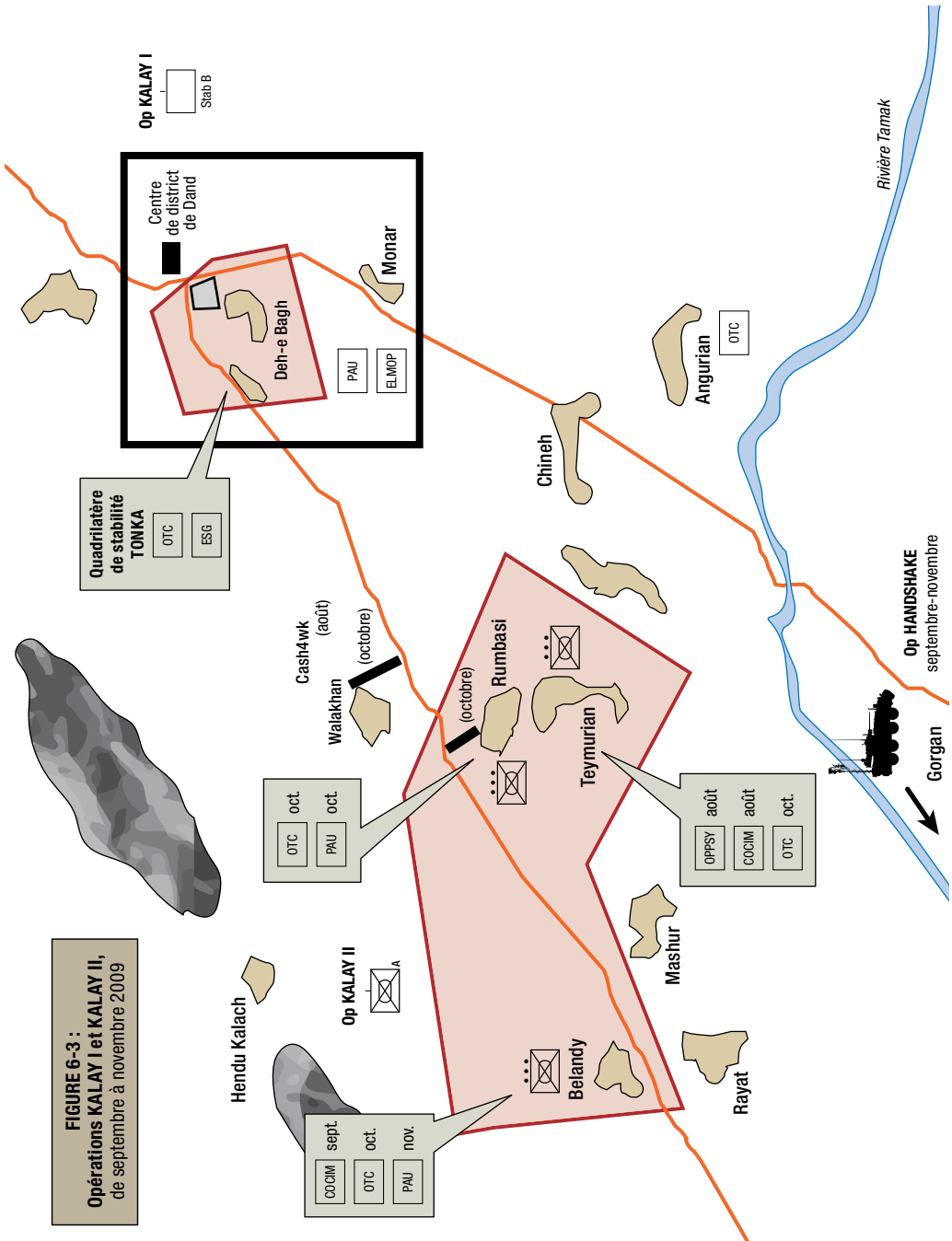


FIGURE 6-3 :
Opérations KALAY I et KALAY II,
de septembre à novembre 2009

Figure 6-3 : Opérations KALAY I et KALAY II, de septembre à novembre 2009



Photo : Auteur

L'amélioration de l'état de la sécurité dans le district de Dand a donné lieu à d'importants progrès économiques. On aperçoit ici deux des fameux fours à briques de Dand et les produits en étant issus, le long d'une route pavée, par opposition aux routes de terre battue et aux activités plutôt agraires dans le district de Panjwayi, plus violent. Ces mêmes fours tombaient en ruines quand l'auteur est passé par là en véhicule en 2005.

Le processus « Façonner-Dégager-Tenir-Construire » a alors été appliqué à Belanday, à Rumbasi et à Teymurian. Les équipes de la COCIM et des OPPSY sont entrées en rapport avec les chefs des villages à la fin d'août et au début de septembre et, quand cela a été possible, elles ont obtenu d'être présentées au chef de district. La Compagnie A du 2 R22^eR est arrivée ensuite pour établir une présence de sécurisation immédiate, puis elle a cédé la place à la Compagnie de stabilisation B. Les agents de la COCIM ont évalué l'état du Conseil de développement communautaire (s'il y en avait un), puis ils ont travaillé avec les chefs locaux pour définir des projets. En octobre, les équipes d'évaluation de l'organisation chargée des travaux de construction sont arrivées pour aider les chefs de la région à classer les projets par ordre de priorité, discerner les aspects intéressants le Génie, puis embaucher des ouvriers sur place pour exécuter les projets. En octobre, les projets de construction routière et d'aménagement des canaux allaient bon train à Belanday, à Rumbasi et à Teymurian⁸⁰.

Ces projets de développement ont été couronnés de succès au point que la FO Kandahar a décidé d'élargir la portée de l'Op KALAY II pour y inclure la localité d'Angurian, puis d'envisager de la prolonger dans les localités au sud de la rivière Dori. L'Escadron B, désormais libéré du district d'Arghandab, a déplacé son quartier général à Teymurian et

projeté sa présence au sud-ouest vers Gorgan⁸¹. Jusque-là, toutes les localités choisies avaient bien accueilli l'Op KALAY II. En fait, les habitants de ces endroits en avaient observé les bienfaits, et ils voulaient maintenant prendre part à l'action. Le chef du district s'est rendu à Rembasi pour remédier au piètre leadership⁸².

Le principal problème résidait désormais dans la partie « Tenir » du plan. Trente-huit nouveaux agents de police sont arrivés dans le Dand, mais « seulement dix-sept avaient reçu le perfectionnement ciblé par district (PCD) et seulement deux possédaient une arme personnelle » [Traduction]. Certains étaient des « réfugiés » du Zharey et n'avaient « aucune discipline »; pour les garder dans une pièce pendant plus de vingt minutes, il aurait fallu recourir à la force physique » [Traduction]. Quand quinze de ces nouveaux agents ont été affectés à Teymurian, six d'entre eux ont déserté, et les autres sont retournés au poste de police du district. Même les agents de Deh-e Bagh étaient absents⁸³. L'ELMOP et le chef de police du district, le colonel (Col) Sher Shah, qui était au désespoir, ont fait ce qu'ils ont pu avec les moyens du bord. À ce moment-là, l'ELMOP a appris par hasard qu'une milice armée de Barakzais appartenant à la famille Sherzai menait des opérations dans la partie orientale du Dand et dans le district voisin de Daman. En communiquant avec leur chef, le Gén Muhammad Dawood, l'ELMOP a appris que « [...] huit postes de contrôle sherzais fonctionnaient encore. Quand le mentor de l'ELMOP a demandé pourquoi l'état de la sécurité était si bon [...], Dawood a répondu que les familles vivant là appartiennent toutes à la tribu des Barakzais et qu'elles y vivent depuis des centaines d'années; par conséquent, n'importe quel étranger est expulsé très vite⁸⁴ » [Traduction]. Des mesures ont été prises pour assimiler les milices barakzaies dans la Police afghane en uniforme dès que possible⁸⁵.

Pourquoi le Dand recevait-il la lie de la force de police de Kandahar? La situation était sans doute due à l'accent renouvelé mis sur les opérations dans la ville de Kandahar, lesquelles accaparaient les bons éléments de la police, et la situation n'augurait rien de bon pour les opérations KALAY. Quant à l'Armée afghane, les kandaks de la 1-205 Brigade étaient tous occupés, et seule la compagnie de reco du 4^e Kandak pouvait être rendue disponible pour appuyer ces opérations⁸⁶. Finalement, l'organisation de mentorat des États-Unis, la FO 2 « Fury », a pris des mesures pour réaffecter dans le Dand une équipe consultative de la police du district de Daman⁸⁷.

En dépit de ces difficultés, l'Op KALAY I est parvenue à un état stable au début d'octobre. Le chef de district Nazeek a contribué à ce succès en tendant la main aux collectivités de Deh-e-Bagh et en les encourageant à accroître la fréquentation scolaire, ce qui a été renforcé avec les ressources des équipes de la COCIM⁸⁸. À la mi-octobre, la FO Kandahar s'est sentie suffisamment à l'aise dans la conjoncture d'alors pour recommander que les activités de reconstruction et de développement à Deh-e Bagh, prises en charge par l'organisation chargée des travaux de construction, soient cédées aux partenaires pangouvernementaux au sein de l'ERP⁸⁹.

Le niveau de violence dans les secteurs où l'Op KALAY était mise en œuvre a été relativement faible pendant tout l'automne. Les actions ennemies se sont limitées à des opérations d'intimidation dirigées contre Rumbasi et Gorgan, à un incendie suspect à la clinique de Teymurian et à une certaine activité liée aux EEI le long de l'itinéraire LAKE EFFECT. Les forces coalisées ont répliqué en affectant dans le secteur un détachement de dégagement d'itinéraire des États-Unis qui a ratissé régulièrement les routes. Il y a eu une alerte au terroriste suicidaire à Deh-e Bagh, mais un renforcement des forces de sécurité (Op GAME SHOW) a dissuadé l'insurgé de passer à l'action. Les habitants de l'endroit fournissaient régulièrement des renseignements aux forces de sécurité, là où elles étaient à l'œuvre, et des foules d'ouvriers se présentaient pour participer aux projets de construction, mais la population de Rumbasi n'était pas aussi accueillante que celle des autres localités⁹⁰.

Le chef de district Nazek comprenait le rôle des mollahs dans la vie des villages et il a pris des mesures spéciales pour rééquilibrer la gouvernance de ces derniers. Dans le passé, les rôles du chef de village (le malik) et du mollah dans chaque collectivité étaient complémentaires, mais pendant l'occupation soviétique, le rôle des mollahs a été réduit, et la primauté a été accordée au malik. Sous le régime des talibans, le mollah a eu préséance sur le malik. Comme les divers organismes de reconstruction et de développement ne voulaient pas traiter avec les mollahs et préféraient que les maliks soient leurs points de contact, certains Afghans ont compris que les organismes d'aide suivaient le modus operandi des Soviétiques, ce qui a accru leur susceptibilité aux « mollahs itinérants » talibans, qui suscitaient des griefs et l'agitation. (Le Conseil de développement communautaire pouvait inclure le mollah de l'endroit et il constituait donc un outil plus utile aux promoteurs et aux sociétés de reconstruction⁹¹.) Nazek a réuni les mollahs pour tenir une choura au Centre de district de Dand :

Le chef de district était impressionnant par la façon dont il traitait avec les mollahs beaucoup plus âgés et entêtés que lui. En présence de [30 à 40 personnes], il a vigoureusement déclaré qu'il leur incombait d'affronter ceux qui viendraient dans leur village pour poser ou dissimuler des EEI. Il leur a expliqué que leur silence risquait de coûter la vie aux femmes et aux enfants de leur village respectif. Il a en outre souligné l'importance de ce que la FIAS faisait dans la région et affirmé qu'elle n'était pas l'ennemi. La choura a duré deux heures et elle a été assez animée à certains moments⁹². [Traduction]

Quand Malajat a été intégrée dans le district de Dand en novembre, Nazek a convoqué une autre choura; il a réuni tous les mollahs et a fait savoir à ceux venus de Malajat qu'ils devaient s'enregistrer, eux et leur madrasa, sinon ils devraient quitter le district. Il y a eu des récriminations, mais l'approche de Nazek allait peut-être régler le problème des madrasas subversives de Malajat sans le recours à des moyens manifestes⁹³.

Le Maj Cauden et l'escadron de reco sont arrivés du district d'Arghandab et se sont installés dans la partie sud-est du district de Dand; leur tâche a consisté à se tenir au courant de la situation. Le Maj Cauden a choisi deux anciennes positions opérationnelles surélevées datant de l'époque soviétique, soit une près de Teymurian et l'autre à proximité de Gorgan. Grâce aux véhicules Coyote munis d'un mât, ces positions ont permis de bien observer ce que l'on a appelé la chaîne d'Adamzai, près de Kenjakak, et les localités situées entre les deux positions et le désert de Reg. L'escadron de reco, renforcé par un peloton de reco, a exécuté des patrouilles à pied dans ses secteurs et développé le mode de vie. Finalement, une troupe de chars Leopard est arrivée et elle s'est installée sur les hauteurs d'observation de Gorgan. Elle pouvait observer et interdire avec ses tirs tout mouvement venant de l'ouest. Avec le temps, de petits projets de COCIM ont été mis en œuvre à Gorgan et à Teymurian⁹⁴.

Le Maj Cauden devait aussi surveiller le projet d'autoroute PBR pour s'assurer que les poseurs d'EEI n'entravaient pas les efforts de ravitaillement de l'escadron. Les patrouilles de reco ont estimé que les personnes vivant au sud du désert étaient en mode de survie, mais qu'elles semblaient favoriser le gouvernement. En effet, le chef de district Nazek était originaire de Gorgan⁹⁵.

Pendant toute cette période, l'organisation chargée des travaux de construction a employé sans arrêt entre 750 et 1 000 ouvriers, qui étaient presque tous des hommes en âge de combattre⁹⁶. Pour que ceux-ci ne retournent pas dans le camp ennemi, il fallait leur procurer un travail viable et durable; par conséquent, le moment était venu de céder ces projets menés par l'organisation aux divers « partenaires de la mise en œuvre », gérés par l'ONU, et aux partenaires pangouvernementaux canadiens. Un ralentissement des activités risquait donc d'être très problématique s'il procurait aux insurgés une occasion de recruter ces hommes. Au début de novembre, les projets de construction routière de l'UNOPS devant avoir lieu dans le Dand n'avaient pas encore commencé. Il était essentiel que ce transfert de responsabilités soit judicieusement géré pendant l'imminente relève sur position entre le quartier général entrant de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan et celui qui partait. Arriverait-on à maintenir la continuité et l'élan amorcé dans le Dand pendant toute cette activité⁹⁷?

Opérations dans le district de Panjwayi, en août et septembre 2009

À la fin de l'été, le district de Panjwayi était dans le désarroi sur tous les plans. L'organisation chargée des travaux de construction en avait assez du projet de pavage de l'itinéraire HYENA. L'entrepreneur, Bennett-Fouch, était intransigeant, l'entreprise de sécurité Blue Hackle était exaspérée, et la présence de 300 à 400 hommes en âge de combattre et désœuvrés alarmait la FO Kandahar. Cherchant à gagner la faveur des Canadiens, le chef de district Haji Baran est « obligeamment » intervenu et a dit aux ouvriers que

le projet était suspendu en raison du ramadan. Cela a donné un mois de plus aux autorités pour régler la situation⁹⁸. Cependant, les problèmes liés à Bennett-Fouch étaient insolubles. Accusée d'avoir escroqué des millions de dollars au gouvernement afghan, la propriétaire de cette entreprise a feint de se suicider, de manière à éviter d'être extradée des États-Unis à Kaboul où elle aurait été traduite en justice. L'entreprise a fait l'objet d'examen de plus en plus minutieux de la part des inspecteurs des États-Unis et elle a finalement dû cesser de faire des affaires en Afghanistan⁹⁹. Les équipes de la COCIM ont bien vu l'ironie dans l'aide magnanime qu'Haji Baran a fournie pour mettre fin à un projet qu'il avait tellement entravé auparavant.

Les efforts déployés pour faire fonctionner l'Assemblée de développement des districts (ADD) se sont arrêtés. Lors de la deuxième réunion entre l'ADD et le Central Asian Development Group, personne n'est venu sauf les représentants de la Compagnie de stabilisation B et de l'équipe canadienne de la COCIM. Cette dernière a souligné que Baran s'était conformé à son obligation de tenir une réunion de l'ADD tous les mois, mais cela ne signifiait pas nécessairement qu'il s'y faisait quelque chose de concret¹⁰⁰.

Pour ce qui est de la police, la situation s'était complètement détériorée : les relations entre l'ELMOP et la police « n'ont jamais été aussi mauvaises » [Traduction]. La situation s'expliquait manifestement par les accusations de vol d'une paire de lunettes de vision nocturne, mais la réalité sous-jacente était que la police était dépourvue de leadership.

Le soutien et les pouvoirs accordés au chef de police du district sont nuls, et il est constamment menacé d'être remplacé, de sorte qu'il n'a à peu près aucune motivation. La Police afghane en uniforme (PAU) ne fait aucune patrouille, ou elle n'affirme pas sa présence dans le secteur de Bazaar-e Panjwayi; cependant, elle continue à faire les ratissages d'itinéraire le matin et elle a exécuté une opération délibérée avec l'équipe de mentorat de la police (EMP)¹⁰¹. [Traduction]

Qui pis est,

[...] la Police nationale afghane a tué par balle un homme qu'elle croyait être un insurgé; ensuite, elle a jeté son corps devant une mosquée dans Bazaar-e Panjwayi et dit aux habitants que c'était un taliban et que c'était le sort réservé aux talibans. L'absence totale de professionnalisme manifestée par la Police nationale afghane dans le Panjwayi est très préoccupante, et c'est un signe de l'existence de problèmes beaucoup plus profonds¹⁰². [Traduction]

Deux attaques suicides à la bombe exécutées au milieu de Bazaar-e Panjwayi ont fait monter l'angoisse en flèche : une bombe humaine a sauté dans un véhicule Ranger de l'Armée afghane et s'est fait exploser; la déflagration a blessé onze personnes. L'autre s'est

fait exploser, mais l'attentat n'a causé aucun dommage¹⁰³. Ces incidents ont mis en lumière le manque de sécurité dans la ville même, mais le 17 septembre, l'ennemi s'en est pris à un convoi canadien pendant qu'il passait dans Bazaar-e Panjwayi. L'EEI avait été posé pour frapper des forces de sécurité effectuant la fouille d'un point vital : il a blessé onze personnes et tué le Sdt Jonathan Couturier du 2 R22^eR¹⁰⁴.

Finalement, par suite de vols d'essence perpétrés par la police à la FOB de Ma'Sum Ghar, elle a été bannie de la base. Le nombre des mentors de la police des États-Unis a fini par passer de 14 à 44, mais leurs interprètes se sont alors mis à se poignarder les uns les autres, ce qui a entraîné une série d'enquêtes. Tout l'effort de la police dans le district avait été considérablement réduit à la fin de septembre¹⁰⁵. Le Lcol Paul craignait beaucoup que les problèmes paralysant la police de Panjwayi nuisent à l'Op KALAY II et à l'imminente Op BADLOON, qui était censée mettre en lumière la transition entre les « grandes opérations » et les opérations menées par les maisons de peloton dans la partie orientale du district¹⁰⁶.



Photo : Gracieuseté des membres de l'Escadron de chars de la FO 1-09

Par suite du manque d'hélicoptères, les troupes ont dépendu des déplacements par voie terrestre, ce qui était risqué. Les insurgés ont vite pris conscience de ce fait et ont employé des EEI en grande quantité et causé ainsi des résultats ignobles. La photo montre un camion Ranger de la Police nationale afghane qui a été complètement détruit et dont les occupants ont tous été tués, dans le district de Panjwayi.

Par conséquent, le commandant régional adjoint de la PNA, le Bgénéral Mirwais, est venu de Kandahar pour tirer la situation au clair. Il a convaincu le chef de police du Panjwayi de rester dans son poste, et les Canadiens, d'être plus patients et d'appuyer ce chef de police. Tout compte fait, le principal problème résidait dans la dotation en agents de police au site de la « colline des trois chars ». Les agents ne voulaient pas être utilisés comme fantassins pour défendre cet endroit, mais ils demandaient d'être employés pour assumer des fonctions policières. Des mesures ont été prises pour confier à l'Armée afghane les positions de la colline et relever la police de ce rôle. Ces mesures ont eu un effet apaisant sur la situation¹⁰⁷.

Les questions de gouvernance ont continué d'empoisonner la situation dans le district. Quand la nouvelle équipe de la COCIM est arrivée à la fin de septembre, les « suspects habituels » sont sortis de l'ombre pour chercher à gagner sa faveur : Haji « Dollars » Agha Lalai, Haji Mahmood et le chef de district Haji Baran. Ce dernier a immédiatement demandé des télécartes et des cartes d'approvisionnement en carburant, mais l'équipe de la COCIM lui a répondu qu'une nouvelle organisation, appelée Assemblée d'administration de district, entrerait en service et que toutes les demandes de cette nature devaient lui être adressées, et non à l'équipe de la COCIM¹⁰⁸. Les agents canadiens de la COCIM n'ont pas été surpris quand ils ont appris que Baran avait dit aux habitants, le lendemain du jour de la confrontation, « qu'ils devaient manifester contre les Canadiens parce qu'ils ne voulaient ni s'occuper de leurs revendications foncières ni donner de l'argent à la population¹⁰⁹ » [Traduction]. Pire encore, quand l'équipe de la COCIM a obtenu qu'un dédommagement soit payé à la famille d'un homme tué accidentellement par les forces de sécurité, Baran a envoyé à la cérémonie des amis qui ont prétendu appartenir à la parenté de cet homme et qui ont pris une partie de l'argent versé à la famille¹¹⁰.

Pendant l'automne de 2009, les opérations du GT dans le Panjwayi ont mis l'accent sur une transition entre les grandes opérations menées au niveau du district, d'une part, et, d'autre part, des opérations dispersées exécutées au niveau des localités, en préparation de l'Op KALAY III¹¹¹. Comme nous l'avons vu, l'Op KALAY I était parvenue à un état stable au stade « Construire », tandis que l'Op KALAY II était bien partie pour passer du stade « Tenir » au stade « Construire ». Les problèmes liés à la police continuaient à entraver la réalisation du stade « Tenir » de l'Op KALAY II, mais le GT du 2 R.22^eR a tout de même amorcé les stades « Façonner » et « Dégager » de l'Op KALAY III en septembre. « Le mandat que le Général Vance a donné au Lcol Paul était très simple : “Jo, vous allez mettre ces maisons de peloton sur pied, et les sections de l'Armée afghane vivront avec vous dans le même élément d'infrastructure. Je veux aussi que ces maisons puissent se déplacer dans un délai de 24 heures”¹¹² » [Traduction].

Les premiers mouvements ont compris l'Op LEOPARD ASSERTION, une feinte effectuée par les chars de l'Escadron C dans la partie sud du district de Panjwayi,

puis une jonction avec l'escadron de reco à la frontière entre le Dand et le Panjwayi, près de Gorgan, au sud-est de Nakhonay¹¹³. Cette partie du plan a d'abord été gâchée par la neutralisation d'un char par un EEI, mais plus tard, le même jour, le convoi du quartier général tactique du Lcol Paul a été ciblé par un EEI filocommandé. L'explosion a fait capoter le VBL III des sapeurs, a tué le Maj Yannick Pépin et le Cpl Jean-François Drouin du 5^e Régiment du génie de combat et a blessé cinq autres Canadiens. L'insurgé à l'origine de l'attentat a été appréhendé¹¹⁴.

Le Lcol Paul a alors amorcé une série de trois opérations appelées NAFIZ (voir la figure 6-4) au cours desquelles la Force d'hélicoptères du Canada a inséré le peloton de reco du 2 R22^eR dans les villages de Chalghowr, de Fathollah et de Salavat pour qu'ils y exécutent des ratissages surprises avec l'appui de la Compagnie A sur le terrain. À Fathollah, le 2 septembre, le peloton de reco s'est rendu dans le village et en est sorti de nouveau sans entrer en contact avec l'ennemi et sans éprouver de problème. Le 7 septembre, le peloton de reco a été attaqué dans la zone d'atterrissage par un détachement ennemi de dix hommes. Harcelés par des hélicoptères OH-58D Warrior et suivis par des UAV Heron et Reaper, ils ont succombé à une pluie de missiles Hellfire et de roquettes lancées par les hélicoptères. Le peloton de reco ne s'est heurté à aucune autre opposition. Un appareil Chinook canadien a été touché par des tirs ennemis, mais il a pu rentrer à l'aérodrome de Kandahar (KAF) après avoir subi certains dommages. Quand les opérations NAFIZ ont atteint Chalghowr, le 25 septembre, une situation semblable s'est produite : un détachement ennemi de dix hommes a déclenché des tirs de mitrailleuses PK et de grenades propulsées par fusée (GPF) à trois reprises au cours de la journée, ce qui a amené les hélicoptères CH-146 Griffon et OH-58D Warrior à riposter : ils ont tué deux insurgés et dispersés les autres¹¹⁵. Le 13 septembre, un VBL III de la Compagnie A qui appuyait les opérations NAFIX a heurté un EEI pendant qu'il faisait écran le long de l'itinéraire LAKE EFFECT. Le Sdt Patrick Lormand du 2 R22^eR a été tué et quatre autres soldats ont été blessés¹¹⁶.

Les opérations NAFIZ ont aidé à définir la limite des activités ennemies à découvert dans la partie orientale du Panjwayi et elles ont été synchronisées avec l'avance de la Compagnie B, le 25 septembre jusqu'au secteur de Mohajerin pour préparer le terrain en vue des opérations des maisons de peloton – le début de l'Op BADLOON. La Compagnie B a essuyé des tirs de harcèlement et découvert une guirlande complexe d'EEI, mais pas grand-chose d'autre. Dans la foulée de la Compagnie B, l'escadron des sapeurs s'est amené et a construit des maisons de peloton, pendant que l'équipe de la COCIM communiquait avec les chefs locaux qui se sont dits heureux de voir les Canadiens arriver, après avoir entendu parler des activités fructueuses qui ont été menées dans le Dand. Les habitants de l'endroit ont eux aussi signalé des activités d'insurgés et, en une occasion, ils ont même mis ces derniers en fuite¹¹⁷. Comme le Lcol Paul l'a souligné :

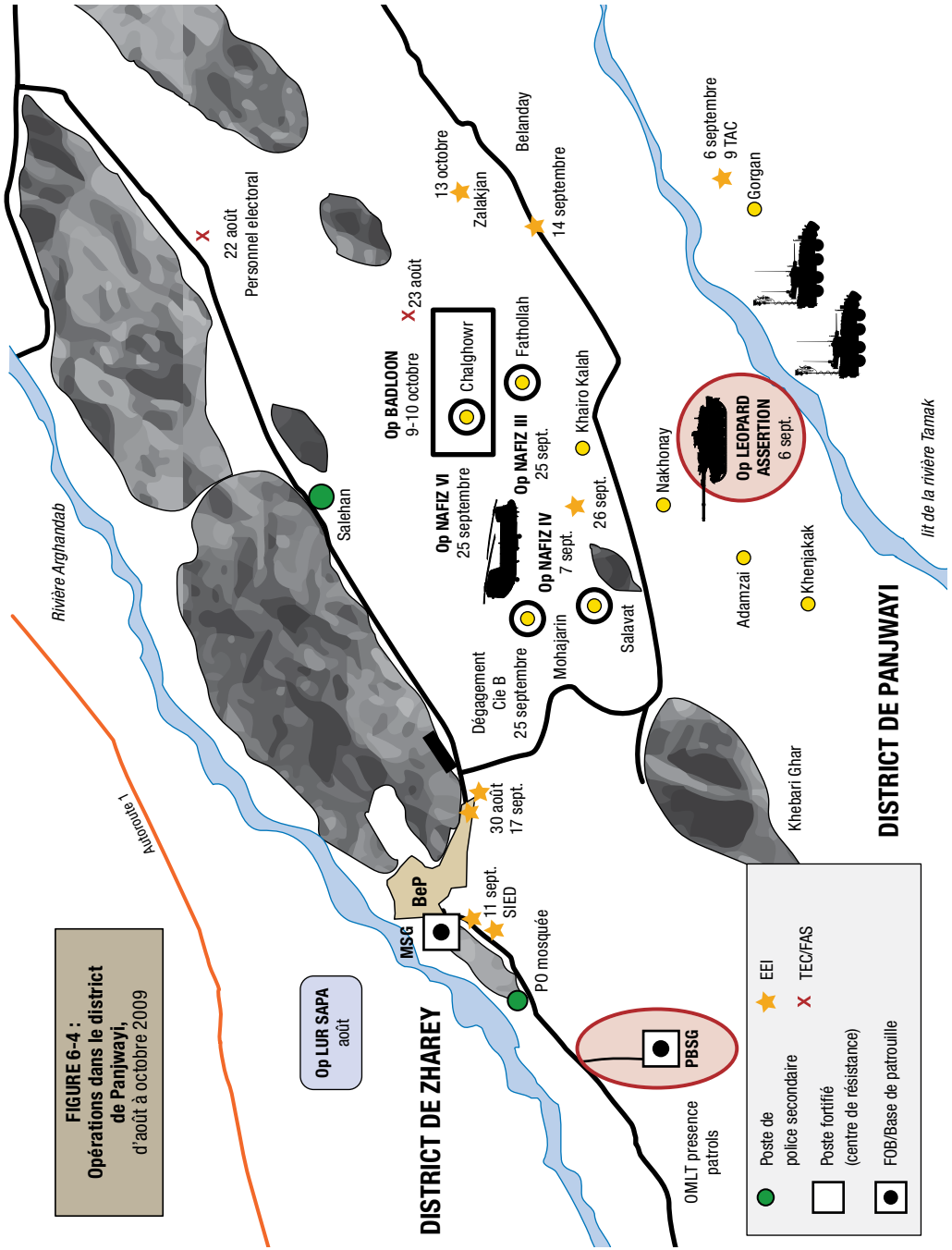


Figure 6-4 : Opérations dans le district de Panjwayi, d'août à octobre 2009

Il nous a fallu un mois pour nous rendre compte des fondements de cette relation et comprendre ce qui importait pour les habitants. C'est purement et simplement la théorie de la contre-insurrection (COIN) : ces habitants sont pris entre le marteau et l'enclume. Ils sont indécis. Tant que vous n'allez pas vivre parmi eux en permanence et que vous ne les protégez pas, vous n'avez aucune chance de réussir. Ils ne sont pas stupides, et je ne les blâme aucunement. Qui oserait les blâmer? Selon moi, l'établissement des maisons de peloton a clairement marqué un tournant¹¹⁸. [Traduction]

Les opérations de petite envergure ont eu des retombées considérables et mesurables : « Mes deux cellules [du renseignement] entretenaient des rapports très étroits avec le CRTS; elles comparaient leurs notes avec celles du CRTS, puis nous fusionnions l'information¹¹⁹ » [Traduction]. Cependant, la collectivité de Nakhonay a fait remarquablement problème : plus le GT du 2 R22^eR se rapprochait d'elle, plus le nombre d'explosions d'EEI augmentait : « Nous avons commencé à contenir Nakhonay; l'ERP fournissait au secteur de grandes quantités d'argent pour l'exécution de projets. Nous savions que les talibans étaient là. Ils n'aimaient pas la situation parce qu'ils étaient en train de perdre leur main-d'œuvre. Les jeunes de l'endroit travaillaient pour nous¹²⁰ » [Traduction].

Relève du GT sur position, octobre 2009

Le moment du départ était arrivé pour le GT du 2 R22^eR, qui allait être remplacé par le GT du 1^{er} Bataillon du Princess Patricia's Canadian Light Infantry (1 PPCLI) au cours d'octobre. Ce dernier groupement, commandé par le Lcol Jerry Walsh, était structuré comme ses prédécesseurs, avec trois compagnies de fusiliers : la Compagnie A, commandée par le Maj Ryan Jurkowski, la Compagnie C, par le Maj Wade Rutland, et la Compagnie D, par le Maj Wayne Niven; à cela s'ajoutait le peloton de reco commandé par le Capt Mike MacKillop. L'Escadron B du Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians) fournissait les chars sous le commandement du Maj Rob Hume, et l'Escadron B du Royal Canadian Dragoons assurait la reco blindée avec à sa tête le Maj Mark Popov. L'artillerie était fournie par la Batterie C du 1^{er} Régiment du Royal Canadian Horse Artillery et elle était commandée par le Maj Shawn Fortin, tandis que l'élément du Génie était constitué du 11^e Escadron du génie provenant du 1^{er} Régiment du génie de combat, sous le commandement du Maj Trevor Friesen. Contrairement à ses prédécesseurs immédiats, le GT du 1 PPCLI comprenait aussi une compagnie d'administration commandée par le Maj Darcy Wright, un vétéran de la Force opérationnelle multinationale (FOM) Aegis de 2006. L'ajout de cette sous-unité confirmait le retour à la normalité doctrinale.

La structure du GT du PPCLI a d'abord ressemblé à celle de ses prédécesseurs, une fois les effectifs installés dans les maisons de peloton. La Compagnie A du 1 PPCLI, travaillant depuis Ma'Sum Ghar, avait des bases de patrouille de la taille d'un peloton à

Mohajerin et à Salavat. La Compagnie A du 2 R22^eR est restée à Rumbasi, Zalakhan et Belanday et à une base de patrouille appelée A-10 (plus tard rebaptisée Shoja). Ces deux compagnies étaient ensemble chargées des opérations s'apparentant aux Op KALAY au nord de l'itinéraire LAKE EFFECT jusqu'à l'itinéraire HYENA. La Compagnie C et le peloton de reco du 1 PPCLI étaient à la base de patrouille de Sherwan Ghar, tandis que les chars avaient toujours Ma'Sum Ghar pour base. L'escadron de reco s'est chargé des opérations dans le Dand, avec les bases de patrouille Echo et Marianne, et un véhicule Coyote a servi de poste d'observation. Les canons ont été répartis entre Sperwan Ghar et la FOB Wilson dans le Zharey, tandis que les éléments du 11^e Escadron du génie étaient partagés entre les compagnies d'infanterie. La Compagnie D du 1 PPCLI se préparait à se déployer pour aller remplacer une compagnie du 2 R22^eR entre le milieu et la fin d'octobre¹²¹.

Le GT du 1 PPCLI est arrivé en une période de turbulences. Le Bgén Vance et le Mgén de Kruif étaient sur le point d'être remplacés par le Bgén Daniel Ménard et le Mgén Nick Carter, respectivement. L'arrivée des troupes des États-Unis se poursuivait, tout comme d'importants changements dans la façon dont les équipes opérationnelles de mentorat allaient se restructurer. Par conséquent, le Lcol Wash et ses planificateurs ont reporté à la fin d'octobre la diffusion du plan d'action tactique du GT du 1 PPCLI. Ce dernier était jumelé au 2^e Kandak de la 1-205 Brigade, placé sous les ordres du Lcol Baris, un chef qui avait beaucoup travaillé avec les Canadiens. Malheureusement, l'effectif de son kandak n'était pas complet¹²².

Pendant la relève sur position, le Bgén Vance a défini les objectifs de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan pour le reste d'octobre et le mois de novembre. Les priorités stratégiques étaient les suivantes¹²³ :

1. convaincre les quartiers généraux supérieurs et le gouvernement afghan qu'en 2010, la province de Kandahar devait constituer l'effort principal;
2. se préparer à l'arrivée du nouveau commandant du Commandement régional (Sud), le Mgén Nick Carter;
3. éliminer les visites de gens venant de l'extérieur pendant la relève sur position.

Les priorités opérationnelles comprenaient ce qui suit :

1. renforcer le dispositif et la structure de l'ANA;
2. se tenir au courant de ce qui se passait dans la ville de Kandahar.

Les priorités tactiques étaient les suivantes :

1. exécuter des opérations contre l'ennemi à Nakhonay;
2. assurer la sécurité de l'Autoroute 1;
3. sécuriser les lignes de communications intérieures;
4. voir à la sécurité et aux opérations dans le district de Dand pour favoriser la gouvernance, la reconstruction et le développement;
5. obtenir des ressources anti-EEI pour protéger les lignes intérieures et l'Autoroute 1.

L'Op BADLOON s'est poursuivie pendant que le nouveau GT collaborait avec le Génie et les Afghans pour solidifier sa présence dans les villages et les villes au nord de l'itinéraire LAKE EFFECT.

Opérations dans le district de Panjwayi, en octobre et novembre 2009

La nouvelle structure adoptée dans la partie orientale du Panjwayi a débouché sur des plans de création de routes de combat entre les diverses maisons de peloton et les bases de patrouille, ce qui a donné lieu à une expansion des activités des équipes de la COCIM et de l'organisation chargée des travaux de construction et donc à la possibilité de retombées secondaires au profit de la population locale. Les activités ont été coordonnées à fond avec le Lcol Baris du 2^e Kandak, pendant le déploiement de la Compagnie A et de la Compagnie D. La Compagnie A avait un peloton à Salavat, un autre à Mohajerin et un troisième en réserve à Ma'Sum Ghar, tandis que les compagnies du 2^e Kandak déployaient des pelotons à Salavat et à Mohajerin de concert avec les Canadiens. Le 2 R22^eR s'était installé peu de temps avant la rotation; il était donc essentiel de définir la région en exécutant des patrouilles à pied et embarquées. Ces patrouilles ont eu lieu dans l'intention, au niveau des compagnies et à celui du GT, de tromper l'ennemi au maximum et elles ont été conçues pour convaincre ce dernier que le GT ne se préoccupait pas de Nakhonay dans la période antérieure à l'Op HYDRA¹²⁴.

Pendant cette étape, la Compagnie A a pu définir la situation plus clairement. En travaillant avec les anciens du village, le Maj Jurkowski a compris que chaque village avait sa propre dynamique et que c'était en fait une sorte de « village-État » où l'interprétation religieuse, la culture locale ou tribale, ou des vendettas régissaient les comportements. Nakhonay et Chalgowr étaient « rouges »; autrement dit, ces endroits étaient dominés par

les insurgés. Mohajerin était neutre, mais penchait en faveur du gouvernement; Salavat, la plus grande des localités, était dirigée par une population d'indécis indifférents. À Salavat, les habitants échangeaient des renseignements avec l'Armée afghane, mais des patrouilles y ont découvert des EEI complexes par accident. D'un autre côté, le village de Fatollah était indécis, mais semblait favoriser le gouvernement¹²⁵.

L'ennemi convoquait des contre-chouras le soir, après que la Compagnie A et ses homologues afghans tenaient des réunions dans les collectivités pendant la journée. Tout ce que les forces coalisées avaient fourni à la population locale était confisqué et détruit, y compris les outils et la nourriture. Quand les Canadiens ont voulu se lancer à la poursuite de ces équipes ennemies, leurs homologues de l'ANA leur ont dit de ne pas le faire et de laisser l'ennemi se discréditer aux yeux de la population. Résultat : les habitants de l'endroit ont commencé à fournir des renseignements plus nombreux et meilleurs¹²⁶.

Par exemple, un des tireurs d'élite affectés auprès de la Compagnie A remplissait aussi le rôle d'évaluateur du renseignement. Son analyse a amené la Compagnie A à une cache de composantes d'EEI située entre Mohajerin et Chalghowr. Un peloton a été envoyé sur les lieux où il a trouvé une énorme quantité d'EEI radiocommandés. Au stade de l'exploitation, l'intérêt du CRTS a atteint un tel niveau qu'un hélicoptère a été envoyé depuis le KAF pour récupérer un objet bien précis qui a ensuite été chargé immédiatement à bord d'un avion de transport en partance pour les États-Unis, où il a fait l'objet d'un examen approfondi. Le personnel de la Compagnie A a par la suite appris que cette découverte se comparait au déchiffrement du code Enigma dans le contexte de la lutte contre les EEI¹²⁷.

Quand l'organisation chargée des travaux de construction a obtenu des fonds pour embaucher des ouvriers de l'endroit afin de construire des routes, l'ennemi a commencé ses actes d'intimidation à Mohajerin et à Salavat en vue d'entraver les efforts. La Compagnie A et ses partenaires afghans ont organisé des patrouilles nocturnes pour rassurer la population, ce qui leur a également permis de recueillir de nombreux renseignements importants sur les activités des talibans dans la région. L'ennemi a exprimé son mécontentement en lançant quelques obus de mortier dans la base de patrouille de Shojah, puis en sondant les défenses. Il a été repoussé à deux reprises par des tirs d'obus de 155 mm provenant de la Batterie C. Les patrouilles canadiennes et afghanes ont constaté que les observateurs ennemis se servaient de cerfs-volants pour envoyer des signaux, et des informateurs ont fait savoir que la population de Nakhonay s'affairait à remplir de nombreux sacs de sable¹²⁸ (voir la figure 6-5).

Entre-temps, à Sperwan Ghar, le Maj Wade Rutland et la Compagnie C ont exécuté une série de patrouilles musclées dans les localités de Nal Bazaar et de Pay-e Moluk, à l'ouest de l'itinéraire BROWN. Elles ont porté fruit, car, en l'espace de quelques jours, les habitants qui en avaient assez d'être harcelés par les talibans de Zangabad ont commencé

à transmettre des renseignements. Cette collaboration s'est considérablement intensifiée après qu'un certain nombre d'enfants ont été mis en charpie par un EEI taliban, quelque temps après le 22 octobre. Le Maj Rutland n'avait pas les forces combattantes suffisantes pour s'emparer de ce secteur, mais cela n'a pas empêché la Compagnie C de le dominer autant qu'elle l'a pu¹²⁹.

Le Bgén Vance avait Nakhonay dans son collimateur depuis quelque temps. Ce n'était pas un nouveau problème : on savait que le village était situé sur la route que les insurgés empruntaient depuis 2005 pour entrer dans la ville de Kandahar. On savait aussi que les talibans s'étaient réfugiés là après l'évasion des prisonniers de Sarposa en 2008 et que les insurgés partaient vers l'ouest depuis Nakhonay pour aller semer la violence dans le district de Dand. Depuis lors, des priorités contradictoires avaient empêché la FO Kandahar d'établir une présence permanente à cet endroit. Le Groupement tactique régional (Sud) s'était rendu à Nakhonay, et les Afghans avaient exécuté des manœuvres dans le secteur, mais toute cette activité n'avait abouti à rien de plus qu'une « vidange des ordures ». À vrai dire, personne ne savait grand-chose sur les habitants de Nakhonay, mais ces derniers et leurs amis étaient en mesure de gêner l'Op KALAY. Comme l'Op KALAY II et l'Op KALAY III allaient avoir lieu à l'ouest, il fallait faire quelque chose pour régler le problème de Nakhonay.

Des discussions entre le chef de district Haji Baran, le Lcol Baris et le Lcol Walsh se sont soldées par une entente véhémente sur deux problèmes principaux. D'abord, il existait une brèche au sud de Bazaar-e Panjwayi, et la base de patrouille de la police à la « colline des trois chars » – celle où se trouvaient les agents de la PNA qui préféreraient ne pas servir comme fantassins – n'occupait pas une position lui permettant de la contrôler. La collectivité d'Haji Habibullah était un lieu de rassemblement pour les mouvements entre Zangabad et Sperwan Ghar, à l'ouest, et le complexe de Nakhonay, à l'est. Elle servait aussi de carrefour de soutien des opérations ennemies dans Bazaar-e Panjwayi, et il fallait faire quelque chose à ce sujet. Le second problème d'envergure résidait dans Nakhonay même; Baran « a mis l'accent sur le contrôle que les talibans exerçaient sur Nakhonay et il a affirmé que, si nous n'installions pas une force permanente dans le secteur, les talibans continueraient de dominer la population locale¹³⁰ » [Traduction]. Le Bgén Vance s'est dit d'accord quand il a transmis le commandement au Bgén Ménard, de sorte que la FO Kandahar a accéléré la préparation de ses plans pour régler la situation à Nakhonay.

Le Capt Mike MacKillop et le peloton de reco ont alors été chargés d'exécuter l'Op EAGLE, c'est-à-dire une série de sorties exploratoires conçues pour définir la façon dont le GT et le 2^e Kandak entreraient dans Nakhonay. Le 25 octobre, une de ces sorties a entraîné une bataille mobile qui a obligé le peloton de reco à se replier au poste fortifié de Gorgan. (Pour cette action, entre autres, le Capt MacKillop a été décoré de la Médaille de la valeur militaire.) D'autres sorties exploratoires ont aidé à mieux connaître le mode de vie de la population du secteur.

À cela se sont ajoutées des opérations « sauterelles » exécutées par des équipes SEAL des Forces navales des É.-U. [U.S. Navy] au cours d'une période de trois semaines. Une équipe SEAL était déposée par hélicoptère dans une localité, elle y laissait des fournitures utiles, y exécutait une fouille, y tenait une choura, puis elle repartait, mais elle y revenait sept ou huit minutes plus tard pour voir qui était sorti des profondes tranchées de vignoble dans le secteur. Ces opérations ont eu des effets psychologiques et des effets de façonnage profonds sur les cellules ennemies du secteur¹³¹.

La campagne d'intimidation de l'ennemi à Salavat battait maintenant son plein. L'organisation chargée des travaux de construction est venue embaucher des ouvriers de l'endroit pour travailler sur les routes, mais des lettres nocturnes ont été clouées aux portes dans le but de les intimider. Quelques obus de mortier ont été lancés contre les patrouilles, mais ils ont eu peu d'effets. En fin de compte, des renseignements ont été recueillis en quantité suffisante pour permettre la préparation d'une opération spéciale qui a eu lieu le 26 octobre et qui a tué ou blessé gravement un des principaux chefs talibans qui menaient des opérations au sud de Bazaar-e Panjwayi. Le 28 octobre, cependant, un EEI a tué le lieutenant (Lt) Justin Boyes, membre de l'ELMOP du 3 PPCLI, au cours d'une patrouille à pied au sud de ce même endroit. Le 30 octobre, le sapeur (Sap) Steve Marshall du 11^e Escadron du génie a fait sauter un EEI qui l'a tué, près de Zalakhan¹³².

Pendant que l'Op EAGLE se poursuivait, le GT a exécuté l'Op ROAMING DEVIL dans le secteur de Salavat-Mohajerin. Les chars et la Compagnie A ont démontré leur force pour faire échec à l'intimidation ennemie, de manière que l'organisation chargée des travaux de construction puisse recruter d'autres ouvriers. Soixante-quatorze ont été embauchés. Puis, tout d'un coup, un important revirement de situation s'est produit à Mohajerin :

Les habitants de Mohajerin ont dit aux [insurgés] de cesser de poser des EEI et de partir. Les [insurgés] les ont informés qu'ils resteraient sur place et qu'ils combattraient [les Afghans et les Canadiens] dans le secteur. Les villageois ont alors rassemblé leurs femmes et leurs enfants et les ont emmenés en dehors du village, une fois la nuit tombée, pour garantir leur sécurité. Les habitants de Mohajerin sont restés dans leur village fort probablement pour le défendre contre les insurgés. [Un peloton d'infanterie canadien] s'est déployé pour appuyer la population locale et il a occupé des positions d'arrêt et de surveillance¹³³. [Traduction]

Des patrouilles ont découvert que les habitants de Fathollah étaient gentils et qu'ils détestaient l'instabilité provenant de Chalghowr. Des renseignements sur les EEI ont commencé à parvenir aux forces coalisées depuis toutes les parties de la région¹³⁴.

L'Op EAGLE et l'Op ROAMING DEVIL étaient essentielles pour façonner le contexte en prévision de l'Op HYDRA à Nakhonay, mais de graves problèmes n'étaient toujours pas résolus. Le principal consistait à acquérir assez d'agents de police pour exécuter les volets « Tenir » et « Construire » de l'opération. Des engagements ont été pris, mais le réalignement de l'ELMOP et la réduction de l'influence canadienne auprès de l'administration provinciale ont peut-être contribué à réduire l'enthousiasme de la police pour le projet¹³⁵.

Les conditions nécessaires à l'exécution de l'Op HYDRA ont finalement été réunies à la mi-novembre. Cependant, l'ennemi avait observé la situation et il attendait depuis longtemps le déclenchement d'une offensive. Le GT ayant finalement été assemblé, des éléments de la Compagnie A et de la Compagnie C, accompagnés par des chars Leopard du Maj Hume, a ouvert une brèche le 14 novembre. Cette force a repéré onze EEI distincts la première journée, avant d'atteindre ses objectifs le long de l'itinéraire LAKE EFFECT. Cette situation a tenu le Maj Trevor Friesen et ses sapeurs de combat occupés. Entre 20 et 30 autres EEI ont été découverts dans les 500 premiers mètres de terrain. L'étape « Dégager » a été lente et un incident de tir fratricide a été évité de justesse. Il a fallu presque quatre jours avant que la Compagnie D puisse aller occuper ses positions à Nakhonay, après avoir emprunté l'itinéraire dégagé par la Compagnie A¹³⁶.

La première choura s'est tenue le 21 novembre en présence de Haji Baran. Il s'est avéré que le chef de Nakhonay était un homme appelé Haji Malim. On en savait très peu sur lui ou sur ses liens ou ses rapports avec les anciens de la collectivité. Les équipes de la COCIM et des OPPSY sont arrivées avec d'autres ressources ISTAR pour tirer la situation au clair le plus rapidement possible. Les sapeurs ont commencé à construire les maisons de peloton. La Compagnie D était à Nakhonay pour y rester.

Face à l'Op HYDRA, l'ennemi s'est d'abord replié vers le sud et a posé d'autres EEI. Les rapports ISTAR ont porté à croire qu'en occupant Nakhonay, les Canadiens et les Afghans « avaient réduit la liberté de mouvement des insurgés qui circulaient entre la partie nord du Panjwayi et la ville de Kandahar » [Traduction]. Par ailleurs, la FO Kandahar a conclu que cela « avait créé les conditions propices à l'exécution du stade "Construire" le long de l'itinéraire LAKE EFFECT [...] et rendu possible sans entrave les étapes "Construire" et "habiliter" dans le district de Dand » [Traduction]. Un autre effet observé a été l'arrêt complet de la pose d'EEI le long du segment oriental de l'itinéraire HYENA¹³⁷. En outre, ces résultats ont permis au GT et au 2^e Kandak de chasser les insurgés de Chalgowr plus tard en décembre, pendant l'Op DEVIL'S STRIKE (des EBG Badger ont alors heurté quelques EEI, mais rien d'autre d'important ne s'est produit). Quand des insurgés ont tenté de poser des EEI sur l'itinéraire LAKE EFFECT en d'autres occasions, ils ont été neutralisés par des UAV armés¹³⁸.

À la fin de novembre, l'appareil canadien du renseignement pouvait mieux définir l'activité ennemie dans le Panjwayi à l'aide de toutes ses ressources, qui mettaient désormais l'accent sur un ou deux districts, au lieu de quatre ou cinq. Il existait essentiellement trois problèmes distincts mais connexes. D'abord, et c'était un problème mieux défini après plusieurs années d'opérations, il y avait l'abscisse 28 dans la région de Sperwan Ghar. Zangabad était le carrefour de toutes les formes de l'activité ennemie dans la Corne, y compris un régime de gouvernance parallèle, et la ville était appuyée par le Mushan et de points situés à l'ouest et aussi par des fabricants de bombes dans le Zharey. En fait, l'ennemi disposait d'une bande défensive nord-sud qui allait de la rivière Arghandab jusqu'au désert de Reg. Sa zone d'opérations avancée était celle de Sperwan Ghar. Le deuxième problème était axé sur le réseau Nabi fonctionnant dans la région de Sperwan Ghar-Bazaar-e Panjwayi : il comprenait un nœud de commandement à Haji Habibullah et un nœud de logistique qui était relié à Zangabad par le Regay. Ce réseau se concentrait sur les opérations d'intimidation et sur la facilitation de la pose d'EEI¹³⁹.

Le troisième problème était Nakhonay. Les opérations KALAY ont profondément modifié le point de vue de l'ennemi sur la partie orientale du Panjwayi. Nakhonay avait été une étape sur une route empruntée par les insurgés, un endroit où cacher des armes et un refuge pour les cellules d'insurgés projetant leur force et leur influence dans les districts de Dand et de Daman. Désormais, Nakhonay était une zone d'opérations avancée, la ligne de front. L'ennemi disposait de deux moyens distincts d'appuyer les opérations à cet endroit. Le premier consistait à passer par Emierin, qui servait de nœud logistique, le commandement et contrôle étant exercés à Gorgan. Le deuxième, et le plus important, était la chaîne d'Adamzai. Partant de la localité de Molla Dust et passant ensuite par Riglai Sofla, Kenjakak et Adamzai jusqu'à Nakhonay, les armes et les combattants de l'ennemi allaient de Zangabad jusqu'à Nakhonay. Un réseau distinct fonctionnait au nord de l'itinéraire LAKE EFFECT, avec un nœud de commandement situé à Fathollah et une route qu'empruntaient les insurgés pour appuyer le réseau Nabi à l'ouest¹⁴⁰. Les chefs insurgés faisaient face à un défi : que pouvaient-ils accomplir maintenant que la situation dans la partie orientale du Panjwayi avait tellement changé?

Cependant, les forces afghanes et canadiennes à Nakhonay travaillaient encore au stade « Tenir » de l'opération, et le mois de décembre était déjà avancé. Les forces de police nécessaires pour aider à réaliser cette étape n'étaient pas arrivées, et, par suite de la réorganisation de l'ELMOP, la Compagnie D devait encadrer le petit nombre de policiers afghans qui arrivaient et dont aucun n'avait suivi le processus ciblé de développement des districts. Il y avait une compagnie d'infanterie afghane à Haji Baba et elle avait des mentors canadiens, mais après la restructuration de l'ELMO, sa participation aux opérations était problématique. La Compagnie D a alors dressé et exécuté un plan de patrouille de jour et de nuit¹⁴¹.

La localité de Haji Baba, voisine de Nakhonay, a fait preuve d'une coopération extrême et elle a commencé à bénéficier de projets lancés par l'équipe de la COCIM et par l'organisation chargée des travaux de construction. Cependant, tout d'un coup, « comme si quelqu'un avait appuyé sur un commutateur » [Traduction], il y a eu des enlèvements et la distribution de lettres nocturnes. Il s'est avéré qu'Haji Malim, qui avait accueilli la Compagnie D dans Nakhonay pendant l'Op HYDRA, jouait un double jeu, mais il fallait plus de précisions à ce sujet. Les forces coalisées ont concentré leurs ressources ISTAR sur lui et son entourage pour savoir ce qui se passait au juste¹⁴². Le Maj Niven et la Compagnie D voulaient mener dans Nakhonay des programmes semblables à ceux de l'Op KALAY, une fois que les équipes de la COCIM auraient terminé leur évaluation, mais ils étaient sur le point d'apprendre qu'il existait d'importantes déconnexions dans ce domaine, et cela a influé sur leur capacité d'acquiescer le contrôle de Nakhonay.

Changements dans les programmes de développement et de gouvernance dans les districts

Comme nous en avons parlé dans les volumes précédents, la tâche qui consistait à acheminer l'aide et les ressources nécessaires à la reconstruction depuis le gouvernement à Kaboul jusqu'au gouvernement provincial à Kandahar, et ensuite aux districts et aux collectivités, a posé problème. La structure établie en 2009 n'a pas bien fonctionné pour une multitude de raisons.

Nous connaissons déjà le Programme national de solidarité administré par le ministère de la Reconstruction rurale et du Développement et son système composé des comités de développement provinciaux, des assemblées de développement des districts et des conseils de développement communautaire. Nous avons aussi décrit les organisations formées par le contingent canadien pour appuyer ce processus : l'ERP, les équipes de la COCIM, l'organisation chargée des travaux de construction et l'équipe spécialisée du Génie. Rappelons que les organisations canadiennes aidaient souvent les Afghans à combler les lacunes dans la bureaucratie et le régime de gouvernance afin de favoriser la progression des efforts face à la violence des insurgés et à la corruption.

Le manque de sécurité constituait le principal obstacle à la prestation des services au niveau des districts et des collectivités. Les mécanismes clés que le Canada favorisait pour surmonter ce problème étaient le Centre interarmées de coordination de district (CICD) et l'ELMOP. Le CICD et l'ADD ont fusionné le développement et la sécurité au niveau des districts. Dans presque tous les cas, toutefois, le problème résidait dans la gouvernance au niveau du district et dans l'incapacité des personnalités afghanes de fusionner le CICD et l'ADD de manière que ceux-ci puissent communiquer avec les collectivités et leur fournir des services efficaces. Dans de nombreux cas, le problème se situait dans la relation entre

le gouverneur provincial nommé et ses chefs de district désignés, d'une part, et les parties mécontentes ou laissées pour compte, de l'autre part, qu'elles fussent tribales, ou commerciales, ou les deux. Naturellement, ces fissures dans le système favorisaient l'insurrection locale et les opérations de communication extérieures des insurgés et la diffusion de leurs messages. En fait, il existait une crise de légitimité au niveau des provinces et des districts tout comme au palier national. Les gouvernements de district ne pouvaient pas assurer la sécurité, la justice et le développement au niveau communautaire, ce qui avantageait les structures de gouvernance parallèles de l'ennemi qui, elles, pouvaient fournir les services à ces égards au niveau local sinon à celui des districts.

La situation a mis au jour une importante faille entre les coalitions militaires, d'une part, et les agents de développement civils dans les organisations d'aide non gouvernementales et les organisations internationales, d'autre part. Comme nous l'avons vu dans le volume I, les organisations d'aide voyaient les forces militaires d'un œil suspect, et des questions importantes subsistaient relativement à l'intégration des activités de COCIM et à la transition entre celles-ci et les projets de développement. Il s'agissait là essentiellement d'un problème idéologique : les entités de développement se percevaient comme étant des intervenants neutres chargés d'aider « la population » et, pour elles, les coalitions militaires avaient pour rôle de soutenir le gouvernement. Le problème s'est manifesté au niveau provincial pendant la mise sur pied des équipes de reconstruction provinciale en 2004 et 2005.

Les commandants de la FIAS et les commandants canadiens de la FO Kandahar savaient instinctivement que les fondements de toute campagne anti-insurrectionnelle se trouvent au niveau local, mais que, sans forces de sécurité suffisantes, il n'est pas possible d'instaurer une sécurité durable. Or, avec l'arrivée des troupes étasuniennes, l'accroissement de ces forces est devenu possible. Par conséquent, tout au long de 2009, une réévaluation discrète de la gouvernance et du développement au niveau des districts et des localités a eu lieu, et de nouveaux programmes ont été mis en œuvre, la plupart étaient financés par des sources étasuniennes et britanniques, mais aussi par des entités canadiennes dans une certaine mesure. Certains des mécanismes ont été mis à l'essai discrètement. D'autres sont devenus publics et ont suscité des protestations de diverses intensités. Quoi qu'il en soit, hormis le Programme national de solidarité et ses mécanismes, un autre système a été mis en place. Tout comme il y avait divers genres d'ERP en 2004-2005, il y aurait dès lors deux structures différentes de gouvernance et de développement, mais elles se chevaucheraient. Ce nouveau système a été mis en œuvre progressivement à Kandahar à partir de la fin de 2009 et tout au long de 2010, et il a eu des répercussions importantes sur les opérations canadiennes au fil du temps.

Le système n'avait pas vraiment de nom et il donnait l'impression d'intégrer des programmes existants et nouveaux. En réalité, c'était un système parallèle conçu pour être appliqué discrètement dans les régions assujetties à des menaces critiques et pour contourner l'attitude scrupuleuse des ONG et faire échec à la corruption au niveau des provinces afghanes. Le système a même mis à profit les succès de l'Op KALAY, que les promoteurs du nouveau système observaient de près.

Un aspect important du nouveau système résidait dans la façon dont il évoluait parallèlement aux mécanismes existants (voir la figure 6-6), mais en augmentant les capacités. L'équipe de soutien du district constituait un ajout; entre autres tâches, il lui incombait d'encadrer le chef de district et l'ADD. Le Programme d'application des projets au niveau des districts, mis sur pied en mars 2010, a créé des postes de représentants des ministères d'exécution dans les districts, puis il a servi à envoyer de l'argent aux représentants. L'équipe de soutien et le Programme d'application des projets ont en théorie réduit la capacité du chef de district d'influer sur la distribution des fonds et l'ont placé dans une structure où il était surveillé et pouvait être tenu de rendre des comptes¹⁴³.

Au niveau des districts, le Conseil communautaire de district (CCD) a constitué un autre ajout qui s'apparentait à une « ADD pour la sécurité », mais il a pris la relève des assemblées de développement dysfonctionnelles dans certains districts. Le CCD a été ajouté en 2009, et trois sous-comités relevaient de lui : les sous-comités de la justice, de la sécurité et des affaires sociales. Le CICD est resté le carrefour de coordination des diverses forces de sécurité dans le contexte de leurs opérations quotidiennes. Ici encore, comme le Programme d'application des projets au niveau des districts, le CCD a réduit le pouvoir absolu du chef de district et a intégré ce dernier dans un cadre organisationnel systématisé. Ses sous-comités étaient censés utiliser des mécanismes traditionnels et locaux de règlement des différends et les harmoniser avec le nouveau système de justice afin de réduire au maximum les motifs de friction¹⁴⁴.

Contrairement à l'ADD, le CCD faisait partie du Programme de sensibilisation sociale en Afghanistan (PSSA), mis sur pied en 2008. L'ADD était reliée au ministère de la Reconstruction rurale, mais le PSSA relevait de la Direction indépendante pour la gouvernance locale (DIGL), créée en 2007 par le président Karzai; cette entité devait régler le problème de la gouvernance des districts, mais sa crédibilité a été mise en doute dès le départ : en effet, la DIGL à Kaboul s'est chargée de nommer les chefs de district au lieu que les gouverneurs provinciaux le fassent, ce qui a vraisemblablement miné l'autorité des gouverneurs [...] or, c'était Karzai qui les avait nommés au départ. Le PSSA avait en partie pour but de revigorer la DIGL et il est devenu le mécanisme de financement des programmes du CCD¹⁴⁵.

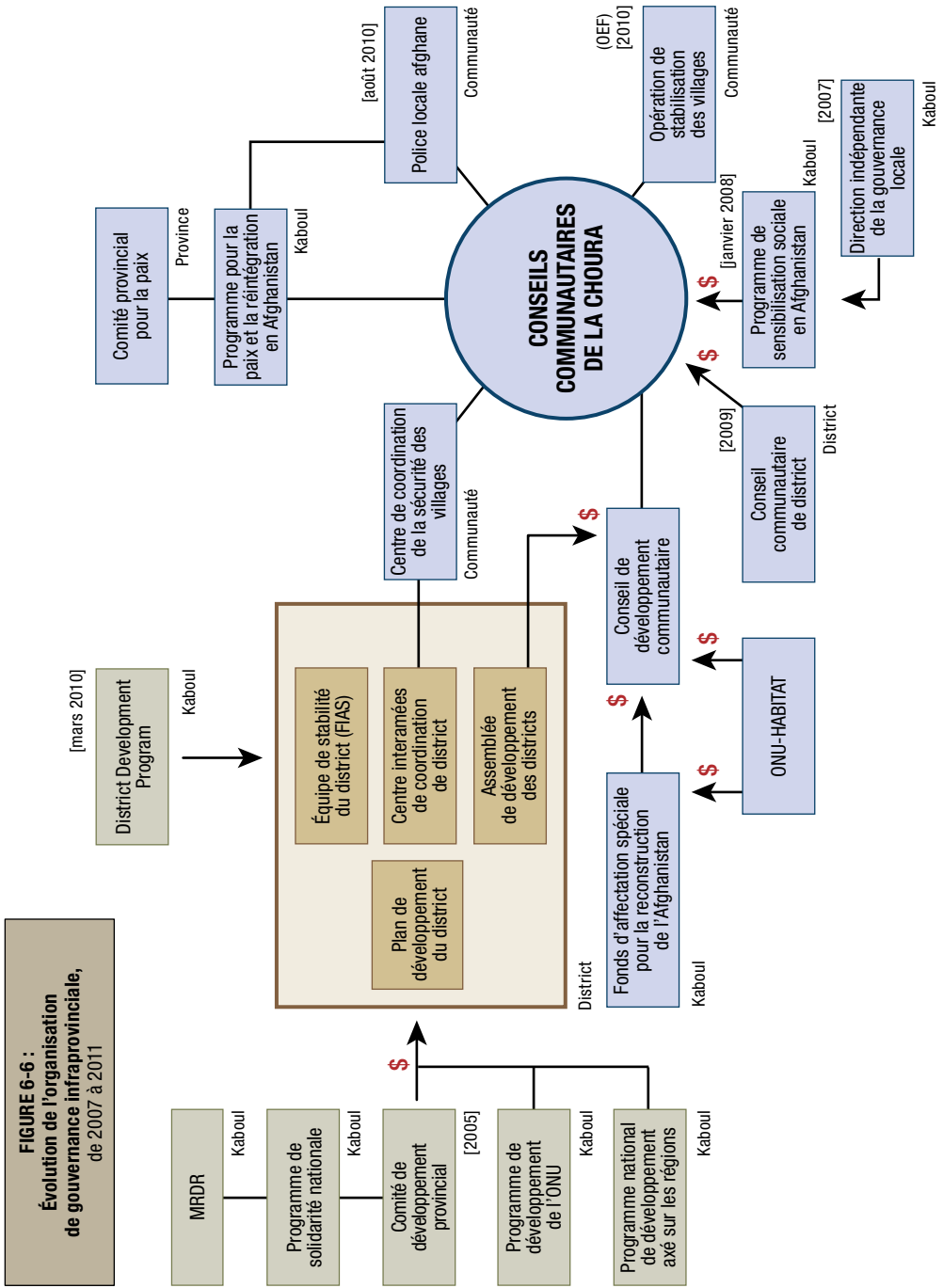


Figure 6-6 : Évolution de l'organisation de gouvernance infraprovinciale, de 2007 à 2011

Un chevauchement existait entre les activités du PSSA et celles d'une autre structure appelée Programme pour la paix et la réintégration en Afghanistan mis sur pied en juin 2010. Rappelons le Programme de désarmement, de démilitarisation et de réintégration et le Programme de désarmement des groupes armés illégaux, tous deux disparus depuis longtemps, ainsi que le programme « Paix par la force » axé sur la réconciliation avec les talibans, qui avait échoué. Le Programme pour la paix et la réintégration en Afghanistan devait favoriser la réconciliation avec les combattants talibans locaux et leur réintégration dans les collectivités et les districts. Il était appuyé au niveau provincial par le Conseil provincial pour la paix qui s'occupait de la réconciliation avec les talibans et du déploiement d'équipes de règlement des griefs destinées à travailler dans les districts pour régler les griefs locaux en passant par le CDD et d'autres mécanismes. Le Programme de sensibilisation sociale en Afghanistan faisait partie du mécanisme de contrôle du Programme pour la paix et la réintégration en Afghanistan¹⁴⁶.

Le Programme pour la paix et la réintégration en Afghanistan avait aussi un lien avec la nouvelle structure la plus controversée, à savoir la Police locale afghane (PLA), qui était entrée en service officiellement en août 2010, mais qui avait été mise à l'essai sous diverses formes tout au long de 2009. Le concept sous-jacent à la PLA était de créer une milice de village approuvée par les chefs locaux, entraînée par les forces spéciales, mais relevant du chef de police du district. Avec un centre de coordination de la stabilisation des villages, la PLA était censée réussir à résister à l'intimidation des talibans au niveau communautaire, puis faire appel à la Police afghane en uniforme au niveau du district, puis à l'Armée si l'intervention de la force ennemie allait au-delà de l'intimidation. Il y avait un concept en vertu duquel le Programme pour la paix et la réintégration en Afghanistan et le Programme de sensibilisation sociale en Afghanistan pouvaient être utilisés pour réintégrer les anciens talibans locaux dans la PLA. Plus tard, on a employé l'expression générique « Opérations de stabilisation des villages » pour décrire toute cette structure; ces opérations devaient être menées dans les districts en position clé (DPC); encore une fois, la démarche s'apparentait beaucoup à celle de l'Op KALAY, sauf qu'un accent plus fort était mis sur la police¹⁴⁷.

Dans le camp canadien, il existait beaucoup de scepticisme chez le MAECI et l'ACDI relativement aux nouveaux programmes et structures pendant leur conception à la fin de 2009 et leur mise en œuvre en 2010. Certains estimaient que le programme de la PLA et le Programme pour la paix et la réintégration en Afghanistan effaçaient le travail accompli par le Programme de désarmement, de démilitarisation et de réintégration et le Programme de désarmement des groupes armés illégaux. Le Programme des opérations de stabilisation des villages a suscité les mêmes objections que les équipes originales de reconstruction provinciale, en ce sens que certains agents de l'ACDI considéraient qu'il « politisait » l'aide et « violait l'espace humanitaire ». Le MAECI préférait renforcer la

Police afghane en uniforme et n'aimait pas les « milices », surtout celles risquant d'être encadrées par les Forces spéciales des États-Unis, qu'il voyait d'un œil suspect. Les critiques n'ont pas compris que le combat dans les districts avait lieu au niveau des collectivités et que les programmes bureaucratiques indépendants et profanes menés aux niveaux national et provincial ne prendraient pas en compte les réalités propres à la sécurité, à la gouvernance et au développement dans les collectivités¹⁴⁸.

L'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel à la fin de 2009

En octobre 2009, la 1-205 Brigade du Bgén Basir comptait six kandaks. Le 6^e Kandak, qui était désormais une unité spécialiste de la sécurité des routes, occupait des positions le long de l'Autoroute 1, tandis que le 1^{er} Kandak était basé à la FOB Wilson. Le 3^e Kandak menait des opérations dans la ville de Kandahar et le district d'Arghandab, et le 2^e Kandak travaillait côte à côte avec le GT du 1 PPCLI dans le district de Panjwayi. L'ELMO canadienne, dirigée par le Col Greg Burt, a continué d'encadrer tous les kandaks, sauf le 6^e Kandak; les instructeurs étatsuniens sont arrivés au milieu de l'automne et se sont intégrés dans ce bataillon¹⁴⁹.

Comme cela avait été le cas depuis le début de la collaboration entre le Canada et l'Armée afghane, le principal problème était le taux d'absences sans permission toujours élevé dans les unités et les formations. Dans le cas de la 1-205 Brigade, l'état-major du Col Burt a estimé que 50 p. 100 des membres de la Brigade étaient présents et prêts aux opérations, ou que l'on savait où ils étaient, que 25 p. 100 étaient absents et que le dernier quart n'était pas prêt à participer aux opérations, pour une raison ou pour une autre¹⁵⁰. La situation dans les districts exaspérait les troupes afghanes mêmes, qui étaient dégoûtées par le comportement des autorités de l'endroit et de certains de leurs chefs. Cette animosité amenuisait clairement la sympathie qu'elles éprouvaient pour la population :

Le cmdA a répondu que les patrouilles menées parmi la population ne faisaient que la mettre en danger. Interrogé sur la livraison de l'aide humanitaire, le cmdt lui-même a déclaré que dans le Zharey, les chefs des villages allaient tout simplement vendre à Kandahar le matériel et la nourriture qu'on avait livrés¹⁵¹. [Traduction]

Les interventions des autorités à Kaboul étaient continues. Pendant la fête de l'Aïd en septembre, toutes les unités de l'Armée afghane ont reçu l'ordre de cesser toutes leurs opérations et de ne pas quitter leur base. Cela a ajouté au fardeau des contingents de la FIAS qui ont dû remplacer les Afghans dans le cadre des opérations, ce qui a influé sur leur planification¹⁵².

Pour compliquer la situation encore plus, la 1-205 Brigade était en déploiement dans des districts relevant du commandement du Canada, tandis que d'autres l'étaient dans des districts placés sous le commandement des États-Unis. Des mentors canadiens travaillaient avec des forces de l'Armée afghane dans des zones relevant d'un commandant étatsunien, tandis que des mentors étatsuniens affectés auprès de l'Armée afghane travaillaient côte à côte avec un bataillon des États-Unis qui relevait du commandement du Canada. Ces arrangements n'ont pas toujours fonctionné harmonieusement : par exemple, les règles d'engagement du Canada et des États-Unis ne sont pas les mêmes, ce qui a suscité des frictions au sein du processus d'appui-feu.

Toujours dans l'esprit de la philosophie selon laquelle « un tant soit peu est utile », les Canadiens du FO Kandahar ont travaillé avec leurs homologues de la 1-205 Brigade par l'intermédiaire de l'ELMO. Cela a été particulièrement important dans la lutte contre les EEI et dans le domaine médical. Le médecin de la brigade de la FO Kandahar a créé un cours élémentaire sur les soins médicaux qui a duré huit semaines et a permis de former 60 soldats afghans en tant que techniciens médicaux¹⁵³. Des cours d'hygiène élémentaire ont aussi été donnés, mais à cause de leur faible degré de scolarité, les troupes afghanes ont eu du mal à comprendre les notions biologiques sous-jacentes au rapport entre des conditions insalubres et un bon état de santé.

Une des distractions les plus agaçantes a été due aux tentatives répétées qu'Ahmad Wali Karzai a faites pour inciter les commandants de l'Armée afghane à Kandahar à engager des troupes dans les districts dans le nord. Ses manœuvres ont commencé au début de septembre, et ses demandes étaient acheminées par le comité directeur provincial de la sécurité. Karzai a partiellement réussi à convaincre les dirigeants de la police que la PNA devait recommencer à mener des opérations dans le district de Khakrez, mais le commandant adjoint de la 1-205 Brigade a refusé parce que cette dernière était occupée dans l'Arghandab. Le gouverneur Wesa a alors fait pression pour que des unités de la police et de l'Armée soient déployées en permanence dans le Khakrez. Ahmad Wali Karzai a insisté davantage et a fait valoir que des forces devaient occuper la localité de Lam dans le Khakrez : cela était critique, selon Wesa et Karzai. Ce dernier a soutenu que des forces basées à cet endroit pourraient intercepter les ennemis circulant dans l'axe est-ouest entre les provinces d'Helmand, de Kandahar et d'Oruzgan¹⁵⁴.

La tournure des événements préoccupait le Bgén Vance au plus haut point. La ville de Kandahar et ses approches étaient primordiales, et non Lam et le Khakrez¹⁵⁵. Étant déjà à la limite de ses capacités, l'ELMO n'était pas en mesure de soutenir des opérations en dehors des zones où elle était déjà engagée. La situation dans le Khakrez reproduisait essentiellement les problèmes qui s'étaient posés aux commandants canadiens précédents de la FO Kandahar au sujet du Ghorak. Les motifs étaient vraisemblablement les mêmes : protéger l'itinéraire des contrebandiers de stupéfiants hors de la province d'Helmand

(ou s'ingérer dans ce trafic, selon les circonstances). Cependant, les commandants de la police afghane ont été amenés à déployer des éléments dans le Khakrez, « aux fins de la sécurité des élections », au cas où un scrutin de ballottage aurait lieu en novembre. Ce déploiement a à son tour provoqué l'intervention d'une partie d'un kandak de l'Armée afghane et de ses mentors. Le Col Burt et le Bgénéral Vance ont réussi à bloquer ce plan pendant l'automne de 2009, mais en fin de compte, une compagnie afghane et des mentors se sont rendus dans le Khakrez – mais, heureusement, pas à Lam¹⁵⁶.

En octobre 2009, les six unités principales de la 1-205 Brigade du Bgénéral Basir en étaient à l'étape 1 ou 2 de leur capacité totale : le quartier général de la Brigade, le 2^e Kandak et le 5^e Kandak (le kandak de soutien logistique au combat) en étaient à l'étape 1, c'est-à-dire qu'ils étaient tout à fait capables d'exécuter les opérations, et les 1^{er}, 3^e et 4^e Kandaks en étaient à l'étape 2 et pouvaient donc mener des opérations avec le soutien de l'ELMO¹⁵⁷.

En trois ans, la 1-205 Brigade encadrée par les Canadiens a progressé de la capacité de fonctionner au niveau des pelotons avec partenaires, au sein d'un seul bataillon, à l'exécution d'opérations avec mentors et de certaines opérations indépendantes avec trois bataillons d'infanterie renforcés par un bataillon d'appui tactique et par un bataillon de soutien logistique au combat. Ces unités ont orchestré leurs propres opérations de sécurité dans la ville de Kandahar et ont subi de lourdes pertes pour maintenir l'Autoroute 1 ouverte. Une fois de plus, la participation des Canadiens à l'encadrement de l'ANA a bien porté fruit, malgré les inconvénients liés à l'endommagement démographique de la culture afghane et au faible niveau de scolarité de la population. Aspect important, les soldats canadiens membres de l'ELMO ont prouvé jour après jour à leurs homologues afghans à tous les niveaux que le Canada avait à cœur de soutenir le combat qu'ils menaient pour leur pays.

Le Col Greg Burt a terminé sa rotation au cours de l'automne 2009, et une nouvelle ELMO est arrivée à Kandahar sous la direction du Col Shane Brennan, dont l'équipe comprenait des officiers qui avaient accompli de multiples périodes de service en Afghanistan : les majors Derek Prohar, Steve MacBeth, Andrew Vivian et Alex Watson. Prohar est devenu chef d'état-major, tandis que les autres ont servi de mentors aux trois kandaks de fusiliers de la 1-205 Brigade qui étaient déployés dans l'Arghandab, dans la ville de Kandahar et dans le district du Panjwayi (le 6^e Kandak – qui veillait à la sécurité de l'Autoroute 1 – n'a eu l'aide de mentors qu'au moment où des instructeurs étasuniens ont pu y être intégrés). Le Col Brennan a travaillé tous les jours avec le Bgénéral Basir.

À ce moment-là, le cycle de préparation rouge-jaune-vert établi en 2007 était encore officiellement en vigueur, mais, comme le disait le Col Brennan, « il n'avait vraiment aucune importance, car il fallait toujours être au vert¹⁵⁸ » [Traduction]. En effet, l'idée que la FO Kandahar puisse employer l'ELMO d'une certaine façon comme une unité de manœuvre avait été abandonnée depuis longtemps; le Commandement régional (Sud) exerçait le contrôle,

et la FIAS était en train d'aborder différemment son engagement auprès de l'ANA. En vertu de sa nouvelle approche, appelée « partenariat », chaque kandak de l'ANA serait jumelé à un GT ou à un bataillon de la FIAS, et les mentors des compagnies seraient réaffectés :

Le [Mgén] Nick Carter était à l'origine de ce changement [...] Il devait réaffecter impitoyablement les forces de l'OTAN dans son espace de combat et il lui manquait des conseillers et des mentors pour les fonctions de police. Il essayait de nous éloigner du mentorat de l'Armée afghane en disant : « Tout est fait, tout a été réglé; nous voulons que vous deveniez des mentors de la police¹⁵⁹. » [Traduction]

La politique du « partenariat » risquait de modifier fondamentalement la façon dont l'ELMO canadienne gérait sa tâche. Elle préoccupait énormément le Col Brennan, qui a envoyé le message suivant à la FO Kandahar :

Pour le Canada, le problème réside dans le fait qu'il s'agit ici, sur le plan tactique, d'un changement ayant des motifs opérationnels et des effets stratégiques importants sur notre contribution. Il importe de se rappeler que ce n'est pas une demande stratégique venant des dirigeants de l'OTAN. C'est l'évaluation du commandant du Commandement régional (Sud), cachée dans les directives des chefs supérieurs de la FIAS. Le partenariat est vanté comme étant la solution pour améliorer l'Armée nationale afghane sous tous les aspects, l'objectif étant de faire valoir que le mentorat est désormais un instrument vétuste. Je n'ai pas donné mon accord au [partenariat] [...] le partenariat signifiait que nous remorquerions les Afghans au cours d'une mission dirigée par la FIAS, au lieu de les encadrer pour leur montrer comment exécuter la mission¹⁶⁰. [Traduction]

Certains pensaient que le partenariat découlait directement des pressions que le président Karzai exerçait sur le Gén McChrystal pour réduire les pertes humaines civiles et le nombre de raids nocturnes unilatéraux exécutés par les FOS. D'autres estimaient que le partenariat exposerait les Afghans « à une partie de la pression » [Traduction] si jamais quelque chose tournait mal pendant une opération de la FIAS¹⁶¹.

Les intérêts du Canada n'étaient pas protégés, et c'était ce qui préoccupait le plus le Col Brennan. « Le Canada doit tenir bon pour contrôler rigoureusement la façon dont les soldats canadiens sont employés » [Traduction]. Il craignait on ne peut plus que « nos troupes soient affectées au coup par coup auprès de commandants d'autres pays, surtout dans la province d'Helmand » [Traduction]. Ce fut là un thème constant pendant le mandat de l'ELMO du Col Brennan, à mesure que la transition entre le mentorat et le partenariat s'opérait lentement et que des ressources nécessaires à la lutte canado-afghane contre l'insurrection à Kandahar risquaient de plus en plus d'être déployées ailleurs¹⁶².

Le développement et l'ERP à la fin de 2009

Le commandant de l'ERP, le Lcol Carl Turenne, et le directeur de l'ERP, Jess Dutton, ont travaillé sans relâche pour améliorer la coopération entre la FO Kandahar et les autres ministères, tout en favorisant les objectifs du développement là où ils le pouvaient.

Sur le plan structurel, l'ERP a gardé la Compagnie de stabilisation A à Kandahar, et la Compagnie de stabilisation B, dans les districts de Dand et de Panjwayi. Chaque compagnie de stabilisation comprenait désormais un agent civil de la stabilisation fourni par un des autres ministères. L'ELMOP, qui faisait maintenant partie de l'ERP, comptait quatre équipes de mentors déployées dans le Dand et le Panjwayi, où elles étaient intégrées dans la Compagnie de stabilisation B, et dans les districts de Zharey et d'Arghandab, où elles travaillaient indépendamment. L'équipe spécialisée du Génie et l'organisation chargée des travaux de construction relevaient du commandement opérationnel de l'ERP, l'objectif étant ici d'améliorer la coordination dans les districts. Comme nous l'avons vu, leurs pendants tactiques étaient les équipes de gestion de la construction¹⁶³.

Dans le Dand et le Panjwayi, la Compagnie de stabilisation B est entrée en contact avec les CICD, qui sont devenus des centres de coordination des opérations de district (CCO-D); c'était en fait la même chose, mais avec un nom étasunien. À Kandahar, chaque district avait maintenant un bureau de soutien municipal qui agissait comme une assemblée de développement des districts, mais dans un contexte urbain. La Compagnie de stabilisation A entretenait des liens avec les bureaux de soutien municipaux, tout comme la Compagnie de stabilisation B travaillait avec les assemblées de développement des districts. Une nouvelle organisation, soit le Centre de coordination des opérations de Kandahar [CCO (K)], était envisagée, mais la façon dont elle entretenait des liens avec le CCO-P a fait l'objet de débats jusqu'en juin 2010, date où les deux entités ont fusionné pour former le CCO (K). Ce qui importe ici, dans cette nouvelle mer d'acronymes, c'est qu'il y avait des organes de coordination de la sécurité, du développement et de la gouvernance à tous les paliers de gouvernement dans la province de Kandahar, y compris dans la ville du même nom. Tous ces organes n'étaient pas fonctionnels et tous n'avaient pas d'agents permanents, mais les compagnies de stabilisation de l'ERP s'efforçaient d'améliorer la situation partout où elles se déployaient, afin que le système fonctionne¹⁶⁴.

Le *modus operandi* dominant de l'ACDI et du MAECI au sein de l'ERP consistait à travailler par l'intermédiaire d'autres organisations et à leur fournir des fonds, puis à s'approprier la réussite dans le contexte des critères de mesures établis par Ottawa. Par exemple, l'ACDI a versé directement des fonds du Programme d'initiatives locales de Kandahar à deux ONG afghanes pour la remise en état d'une garderie et de terrains de jeux, des cultures en serre et des régimes d'auto-assistance des agriculteurs. L'argent de l'ACDI était aussi acheminé par l'intermédiaire du Programme intégré de promotion d'autres modes de

subsistance, qui le distribuait ensuite à des organisations d'aide, y compris celles qui participaient à la lutte antidrogue¹⁶⁵.

Comme nous l'avons vu dans le dernier chapitre, des progrès avaient été accomplis avec la FIAS et la MANUA pour renforcer la présence des organismes de l'ONU à Kandahar et coordonner leurs actions avec celles de l'ERP. L'UNICEF et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) exécutaient une « évaluation globale » (redondante) du réseau d'approvisionnement en eau et de services sanitaires dans la ville, pendant que le Commissariat à l'aide humanitaire y établissait un bureau. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés travaillait avec le camp de Zharey Dasht pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays afin de les préparer à se réinstaller. ONU-Habitat s'intéressait aussi au projet d'approvisionnement en eau et de services sanitaires de Kandahar, de sorte qu'en fin de compte, trois organisations internationales évaluaient le même problème en même temps¹⁶⁶.

La question se posait encore de savoir dans quelle mesure les ministères canadiens pouvaient influencer sur cette activité, ou en évaluer l'efficacité. Si le Canada donnait de l'argent à l'ONU à New York et que celle-ci en utilisait une partie pour mener des programmes à Kandahar, s'agissait-il d'une réussite canadienne ou non? L'idée que l'affectation de fonds à d'autres organisations non canadiennes constituait un succès en soi ne cadrait pas avec les résultats concrets observés quant à l'amélioration de la vie des Afghans à Kandahar et encore moins pour ce qui était de réduire l'ampleur de l'insurrection.

Le Lcol Turenne estimait que les principales réussites de l'ERP à la fin de 2009 comprenaient le programme d'éradication de la polio, l'intervention de Service correctionnel Canada à la prison de Sarposha et l'amélioration du système d'éducation à Kandahar. Une autre s'est concrétisée dans le retrait de la CIVPOL canadienne du Centre d'instruction régional dirigé par DynCorp et dans l'accent accru mis sur la formation des agents de police au centre d'instruction du Camp Nathan Smith. L'augmentation des fonds investis par le MAECI dans l'infrastructure de la police à Kandahar a constitué une autre réalisation positive et, paradoxalement, le retrait des fonds de ce ministère qui devaient servir à financer l'équipement de la police afghane a forcé celle-ci à utiliser son propre système de logistique. Le portefeuille de la Justice a été le seul à n'avoir pas de quoi se vanter. Le ministère de la Justice du Canada ne voulait pas envoyer de représentants à Kandahar, et peu de progrès ont été accomplis dans ce domaine, hormis ceux qui ont été le fait des conseillers juridiques de l'ERP militaire canadienne en 2007 et 2008¹⁶⁷.

Même les fondements du programme d'éradication de la polio étaient fragiles, l'ACDI, qui voulait recourir à l'OMS à titre de « partenaire de la mise en œuvre » s'est heurtée à un refus catégorique :

Tout ce que l'[ACDI] a fait a été de donner dix millions de dollars à l'OMS pour que celle-ci l'aide à réaliser son programme. Or, quand l'ACDI a fait pression sur l'OMS en disant : « Venez nous aider dans ces régions, etc. », l'OMS a répondu : « Vous êtes bien gentils et généreux, mais maintenant, allez vous faire foutre parce que nous ne recevons aucun ordre de vous. » Les paroles exactes de Patrick Oliver, représentant de l'OMS, ont été les suivantes : « Nous vous remercions beaucoup d'avoir envoyé cet argent à l'OMS, mais l'ACDI est un partenaire contributeur. Ce n'est pas elle qui fixe les priorités et qui nous dit comment le faire. Nous travaillerons avec vous pour faciliter la vaccination dans cette région, mais il n'appartient pas à l'ACDI de nous dire comment procéder à cet égard¹⁶⁸. » [Traduction]

Les talibans ont exploité la situation à leurs fins. Ils ont mené « une campagne pour perturber le travail même de l'OMS, parce qu'ils ne voulaient pas qu'elle vaccine la population dans la région. Ils ne voulaient voir aucun résultat positif pour la population » [Traduction]. Afin de s'assurer que son personnel pourrait accéder aux zones contestées ou contrôlées, « l'OMS s'entretenait avec les talibans pour confirmer que, certains jours, ses équipes pourraient se rendre là et y vacciner des gens » [Traduction]. Cependant, voici ce qui s'est vraiment passé : « À de multiples reprises, l'OMS a prétendu avoir vacciné des gens, mais tel n'était pas le cas. Et comment faisait-elle respecter l'entente avec les talibans? Elle n'avait aucun moyen de faire exécuter le [programme] de vaccination. Et c'était le bureau à Kandahar qui parlait à deux ou trois intermédiaires avant d'arriver à parler aux villageois sur le terrain. Et il n'était pas du tout possible de confirmer cela¹⁶⁹ » [Traduction].

En ce qui concerne le projet du barrage de Dahla, SNC Lavalin, le principal entrepreneur canadien chargé de remettre l'ouvrage à neuf, avait besoin d'une force de sécurité, mais on lui avait dit au Canada de ne traiter avec aucune des entreprises de sécurité appartenant à Ahmad Wali Karzai. La FO Kandahar a patiemment expliqué qu'il n'était pas possible de ce faire, car Ahmad Wali Karzai exerçait un monopole sur les contrats adjugés aux entreprises de sécurité à Kandahar¹⁷⁰. La Force opérationnelle interarmées en Afghanistan a fait savoir à la mi-septembre 2009 que la route menant au barrage était terminée à 90 p. 100, mais le partenaire exécutant canadien, c'est-à-dire le sous-traitant du Central Asian Development Group, avait été congédié, et de nouveaux appels d'offres avaient été lancés. L'ERP a approuvé l'adjudication d'un contrat de plusieurs millions de dollars à la Dastagiri Construction Company pour terminer le travail¹⁷¹. Ces faits et d'autres facteurs commerciaux ont ralenti le projet, mais une fois apaisées les factions de Dastagiri et d'Ahmad Wali Karzai, dans les milieux influents de Kandahar, les choses ont semblé s'améliorer.

Cela dit, la décision d'intégrer le projet du barrage et d'autres projets d'irrigation et d'approvisionnement en eau dans la Vision du développement intégré de la vallée de l'Arghandab (VDIVA) a fait des adeptes. L'Arghandab était considéré comme étant le « grenier de l'Afghanistan », et de plus en plus de liens étaient établis entre la stabilisation de la sécurité dans ce district et la VDIVA. Le projet du barrage de Dahla a désormais été appelé « projet de remise en état du réseau d'irrigation de l'Arghandab » et il a été lié à une vision de développement régional. Personne ne le savait avec certitude, mais le Canada avait jusque-là investi 50 millions de dollars dans ce projet et sacrifié plusieurs vies pour le poursuivre, puis il avait accepté de le soutenir pendant trois autres années¹⁷².

L'approvisionnement en eau était essentiel à la sécurité de Kandahar; la maladie risquait de miner tous les aspects de la reconstruction, et l'insurrection pouvait facilement exploiter la situation en sa faveur. L'approvisionnement en eau potable faisait grandement problème à Kandahar, et l'ACDI le savait depuis 2007 : une étude sur l'eau commandée par elle a révélé que, comme le niveau de la rivière était très bas et que les réseaux d'acheminement ne fonctionnaient pas, les aquifères sous la ville étaient soit épuisés, soit contaminés. En septembre 2009, des flambées de choléra ont été signalées dans le Shah Wali Kot et le Maywand et, même si elles avaient été contenues, ce n'était qu'une question de temps avant qu'un fléau semblable ne sévisse à Kandahar¹⁷³.

La santé publique ne relevait pas de la FIAS, mais elle avait des conséquences inévitables pour la sécurité. Un problème résidait dans le fait que la Croix-Rouge et certains éléments canadiens croyaient que l'hôpital Mirwais, financé par la Chine, était en quelque sorte une zone neutre où les forces de sécurité ne pouvaient entrer. En fait, l'hôpital était une installation du gouvernement afghan, et non un refuge de la Croix-Rouge, et l'on savait que les insurgés s'en servaient régulièrement à leurs fins. Les Canadiens qui encadraient les forces de sécurité afghanes ont proposé de limiter le droit d'entrer dans ce lieu aux forces de police pour qu'elles y mènent des enquêtes¹⁷⁴.

Dans l'ensemble, le Canada n'avait pas les moyens d'évaluer les problèmes relatifs à l'emploi d'organisations non gouvernementales pour remplir des fonctions gouvernementales, et de s'y attaquer, en particulier la relation parasitaire entre l'insurrection et les diverses agences qui mettaient en œuvre les programmes d'aide et de développement. Cette lacune infirmait fondamentalement la prestation des services et la légitimité et elle se rapportait aux problèmes liés à la nature du conflit. Les Canadiens en Afghanistan n'étaient pas des soldats de la paix, et le Canada n'était pas neutre; cependant, la légitimité du gouvernement afghan était minée de l'intérieur par les querelles intestines, les intervenants cherchant à réaliser des profits excessifs, la corruption et la cession de pouvoirs trop grands à des organisations de l'extérieur. C'est dans ce borborygme de plus en plus profond que les Canadiens membres de l'ERP cherchaient à naviguer en se servant du cadre

stratégique déficient des priorités et des projets. À tout le moins, l'ERP et l'équipe de la COCIM offraient une fenêtre pour observer l'activité parasitaire des insurgés et les rivalités commerciales et pour essayer d'en suivre l'évolution avec les organisations de connaissance de la situation blanche.

En dépit du succès remporté, nous ne pouvons passer outre au fait qu'il y avait de profonds conflits de personnalités et d'importantes divergences idéologiques à tous les niveaux de l'appareil canadien du développement, de la reconstruction et de la gouvernance à Kandahar¹⁷⁵. Le Lcol Turenne et son équipe étaient de plus en plus perçus comme des victimes du syndrome de Stockholm par des éléments du quartier général de relève de la FO Kandahar; l'établissement consciencieux des relations et les étapes progressives franchies en 2009 ont finalement atteint leur paroxysme au début de 2010.

Les changements dans le commandement, en novembre 2009 : de Vance à Ménard et de De Kruif à Carter

À la mi-novembre, le moment était venu pour l'équipe Vance d'exécuter une relève sur position avec le prochain quartier général dirigé par le Bgén Daniel Ménard. La nouvelle FO Kandahar reposait sur le 5^e Groupe-brigade mécanisé du Canada et elle s'accompagnait d'une nouvelle ELMO commandée par le Col Shane Brennan. Le Lcol Turenne a conservé le commandement de l'ERP, et le GT du 1 PPCLI, dirigé par le Lcol Jerry Walsh, a poursuivi sa période de service au sein de la FO Kandahar en en demeurant le GT. Un nouveau contingent de la Force d'hélicoptères du Canada en Afghanistan, dirigé par le Col Christian Drouin, est lui aussi arrivé à ce moment-là. Le nouvel élément de soutien national, commandé par le Lcol Jim Jensen, est arrivé en octobre, et le Maj Lisa Elliott a dirigé une nouvelle rotation du CRTS à partir de novembre.

Au Commandement régional (Sud), le Mgén Nick Carter de l'Armée britannique et un quartier général dominé par la 6^e Division britannique [6(UK) Division] ont pris la relève du quartier général multinational placé sous le commandement du général néerlandais De Kruif. Une des premières décisions du Mgén Carter a consisté à réaligner ses forces dans la province de Kandahar, en particulier la Brigade Stryker en proie à des difficultés. En seulement quatre mois dans le district d'Arghandab, le 1-17 Infanterie avait perdu 22 soldats, et les chefs du bataillon ne pouvaient s'entendre sur la question de savoir s'ils étaient censés mener des opérations de contre-insurrection ou de contre-guérilla. Des critiques décrivaient même la Brigade Stryker comme étant le « régiment de fusiliers motorisés » parce que, selon certains, l'accent y était mis sur des tactiques répressives. Au cours de ce débat, un commandant de compagnie du 1-17 Infanterie a été remplacé, et son commandant de brigade, le Col Harry Tunnell, a eu de fréquentes altercations avec le Mgén Carter au sujet des méthodes opérationnelles de la Brigade Stryker. Le Mgén Carter a retiré cette brigade du sud et du centre du district d'Arghandab et il en a réaffecté les

bataillons au maintien de la liberté de mouvement sur les principaux itinéraires de service. Le diplomate canadien Neil Clegg, qui avait à l'origine été conseiller en politiques auprès de la Brigade Stryker, a été muté dans l'ERP. Le 2-508 Régiment de parachutistes, également appelé FO 2 « Fury », a remplacé la Brigade Stryker dans l'Arghandab¹⁷⁶.

La création à Kaboul d'un nouveau quartier général de l'OTAN, appelé Commandement interarmées de la FIAS (CIFIAS), a entraîné d'autres changements qui ont touché le Commandement régional (Sud) et la FO Kandahar¹⁷⁷. Le CIFIAS a, en un premier temps, diffusé un ordre opérationnel permanent (IJC OPORD 001-2009 OP OMID) qui a énoncé un concept d'opération commun pour toute la zone des opérations multinationales et interarmées.

Ce concept prévoyait cinq lignes d'opérations pour toute l'étape 3 de la campagne stratégique de l'OTAN qui allait de la fin de 2009 à la fin de 2010. Le but opérationnel était de prendre l'initiative, mais le libellé exact était obscur. Un jeu de concepts secondaires (il y en avait 17 en tout) faisait complément aux cinq lignes d'opérations et il comportait notamment le partenariat, la réintégration et le soutien médical. Les concepts tactiques « façonner, dégager, tenir et construire » y étaient expliqués dans divers paragraphes, tout comme leur enchaînement tactique. Les composantes n'étaient pas résumées dans un concept d'opération à l'échelle du théâtre et elles étaient plus ou moins indépendantes les unes des autres, sans qu'un véritable ordre de priorité ait été établi.

Comme nous l'avons vu, le principal changement consistait à « établir des partenariats » avec les Afghans à tous les niveaux¹⁷⁸. Il y en avait d'autres. Le CIFIAS a aussi introduit la formule du « plongeon en profondeur » [Traduction], c'est-à-dire une étude ciblée portant sur des districts, des localités ou des groupes de localités en particulier devant servir d'indicateurs des progrès. Par ailleurs, une nouvelle directive sur la surveillance de la corruption a été adoptée. En fin de compte, ces changements ont beaucoup accru la quantité de travail de l'état-major de la FO Kandahar, car il lui fallait dresser des rapports, ce qui a influé sur la capacité limitée qu'il a pu mettre à la disposition du quartier général¹⁷⁹. L'instruction reçue avant le déploiement n'avait pas préparé l'équipe du quartier général à la réalité à laquelle elle faisait maintenant face.

Le Mgén Carter a aussi modifié le concept de la planification opérationnelle du Commandement régional (Sud). L'Op MOSHTARAK – c'est le nom qui lui a été donné – a découlé au départ des préoccupations britanniques, intensifiées par l'intermédiaire du Commandement régional (Sud) dirigé par De Kruif; les Britanniques craignaient que le district de Marjah fût en train de devenir un nouveau noyau ennemi qui nuisait à la survie du gouvernement de la province d'Helmand à Lashkar Gah. Telle était la situation en juin 2009¹⁸⁰. L'approche de Carter était régie par un certain nombre de thèmes, dont le plus important concernait la FIAS, qui devait :

[...] favoriser le rétablissement des organes politiques à tous les niveaux et les obliger à rendre des comptes. Et [pour] les responsabiliser ainsi, il fallait voir à ce qu'ils rendent des comptes à eux-mêmes, puis à la population, [de manière à] briser en fin de compte le cycle de corruption qui dépassait le degré normalement accepté par la société en Afghanistan [...] briser le cycle axé sur la culture de l'impunité¹⁸¹. [Traduction]

D'après ce que le Bgén Ménard comprenait, cependant, la bataille que la FIAS et les forces afghanes livraient dans la province d'Helmand en était une qui visait en fait à protéger cette province et, par conséquent, la ville de Kandahar. Les ressources seraient fournies à la province pour la force de protection, puis elles seraient ramenées à Kandahar. Les deux premières étapes du plan global auraient lieu dans la province, et la troisième et la quatrième étapes, à Kandahar¹⁸².

La planification sous le Bgén Ménard : vers l'Op WADANA WAL

L'intention du quartier général du Bgén Vance était que la FO Kandahar de relève poursuivrait l'Op KANTOLO et la série des Op KALAY sans les modifier. Le GT et l'ELMO du 1 PPCLI occupaient déjà les positions voulues pour ce faire et ils étaient en train d'exécuter l'Op KALAY III. L'Op KALAY I et l'Op KALAY II progressaient bien, avec la Compagnie de stabilisation B, l'ELMOP, l'organisation chargée des travaux de construction et l'équipe spécialisée du Génie. Les opérations dans la ville de Kandahar avançaient bien également, la Compagnie de stabilisation A, le CCO-P et le 97^e Bataillon de la police militaire ayant pris les devants pour veiller à ce que les activités des gouvernements municipaux et provincial étaient bien appuyées. Dans le district d'Arghandab, les EEI donnaient du mal aux forces étasuniennes, en particulier à la Brigade Stryker, mais celles-ci réussissaient tout de même à chasser les insurgés des parties essentielles du district, surtout des zones voisines de la ville. Le Spin Boldak était aussi sécurisé que possible. Par ailleurs, comme cela avait été le cas dans le passé, l'équipe du quartier général du Bgén Ménard ne savait pas au juste, dès le départ, quelle partie des ressources du Commandement régional (Sud) serait transférée dans la province d'Helmand sous le commandement d'un officier britannique.

Cela dit, le Commandement régional (Sud) a ordonné à la FO Kandahar de se préparer à redéfinir les limites des secteurs des unités et d'assumer le contrôle tactique de certaines unités étasuniennes. La nouvelle zone d'opérations de la FO Kandahar comprenait la ville de Kandahar, le district de Dand, la partie orientale du district de Panjwayi, le sud et l'est du Zharey, le sud de l'Arghandab et une partie du Daman. La FO 2 « Fury » remplacerait le 1-17 Infanterie dans le district d'Arghandab et serait sous le contrôle de Kandahar

à la fin de décembre. Pour ce qui était du partenariat, le Commandement régional (Sud) ne savait pas encore précisément comment il gérerait cet aspect et il a décidé tout simplement d'attendre la suite des événements¹⁸³.

Étant donné les changements survenus au Commandement régional (Sud) et le caractère des forces étasuniennes qui arrivaient, l'équipe du quartier général du Bgén Ménard faisait face à une réalité opérationnelle pour laquelle son instruction préalable au déploiement ne l'avait pas préparée. Par conséquent, la planification de la FO Kandahar se poursuivait alors que décembre était bien entamé, et l'adjoint du Bgén Ménard, le Col Simon Hetherington, l'a exhorté à diffuser une directive de planification provisoire pour que les unités de la FO puissent au moins poursuivre leurs activités dans l'axe tracé par le Bgén Vance. Refusant d'accepter un tel compromis et mécontent de la situation, le Bgén Ménard a déclaré au Col Hetherington que les plans existants n'étaient désormais plus valides¹⁸⁴. Au cours de cette période, il a été interdit aux membres de l'état-major d'employer les mots KANTOLO ou KALAY dans l'immeuble du quartier général et de discuter du concept d'opération de l'Op KANTOLO. Parallèlement, toutefois, le Lgén Marc Lessard, au COMFEC, a averti le Bgén Ménard de ne pas modifier l'Op KANTOLO, à cause de la « cicatrice » qu'avait laissée la friction avec les autres ministères au moment de sa création au début de 2009¹⁸⁵.

Dans sa directive de planification publiée le 12 décembre, le Bgén Ménard a « tricoté » autour du problème des autres ministères et affirmé que l'effort principal et le succès de la mission résidaient dans « l'établissement et le maintien réussi de la perception de sécurité » [Traduction] pour la population de Kandahar. Afin d'atteindre cet objectif, la FO Kandahar établirait un « périmètre de stabilité » [Traduction] dans les districts situés à l'ouest de la ville pour faire obstacle aux insurgés. La stabilité a été définie comme suit : « [U]n climat d'ordre [...] grâce auquel un gouvernement responsable peut fonctionner efficacement et des progrès mesurables peuvent être accomplis » [Traduction]. Chaque district devait avoir un « commandant de l'espace de combat » qui atteindrait l'objectif en appliquant la formule « définir-façonner-dégager-tenir-construire-habiller » (la nouvelle version du concept « dégager-tenir-construire ») dans les collectivités de sa zone d'opérations. Au départ, les principales collectivités ont été Nakhonay, Salavat, Asheque et Senjaray¹⁸⁶.

En dehors du périmètre de stabilité, la FO Kandahar et « des ressources d'un niveau supérieur » devaient exécuter des opérations de perturbation et d'interdiction. C'était ce que l'on devait appeler la zone « de combat en profondeur » [Traduction]. Aspect important, le Bgén Ménard a fortement souligné, dans sa directive, que toutes les activités devaient être coordonnées et planifiées au niveau de la FO et il a bien précisé ceci : « C'est moi qui définirai les priorités, et elles se fonderont dans le concept opérationnel du Commandement régional (Sud) [...] aucune opération ni initiative ne sera planifiée ou exécutée isolément¹⁸⁷ » [Traduction].

Sous la direction du chef d'état-major, le Lcol Craig Dalton, l'équipe du quartier général a rapidement conçu un plan qu'elle a officieusement appelé « KANTOLO gonflée aux stéroïdes », ou « KANTOLO PLUS », puis WADANA WAL (Progrès) (voir la figure 6-7). Il était entendu que ce n'était pas la période estivale des combats; par conséquent, il n'était pas question de lancer des opérations d'envergure contre les insurgés. Le district de Zharey était un sanctuaire ennemi constamment en proie à la violence. Les opérations dans l'Arghandab et le Bas-Shah Wali Kot étaient considérées comme étant fructueuses. Étant donné la situation, l'idée générale consistait à établir un « périmètre de stabilité » à l'ouest de la ville, dans le Dand, la partie orientale du Panjwayi et l'Arghandab; tout le territoire situé à l'ouest de cette zone serait appelé la zone « de combat en profondeur ». La formule « définir-façonner-dégager-tenir-construire-habiller » demeurerait la méthodologie opérationnelle employée pour sécuriser les collectivités auxquelles aucune attention n'avait été accordée jusque-là, à l'intérieur du périmètre. Mises à part les localités nommées dans la directive du Bgén Ménard, la liste allongée des endroits visés comprenait les villages du Dand; Belanday, Nakhonay et Bazaar-e Panjwayi dans le Panjwayi; Senjaray dans le Zharey, et Jelawur dans l'Arghandab¹⁸⁸.

Le périmètre de stabilité décrit dans le nouveau plan se fondait essentiellement sur l'Op KALAY III et s'étirait vers le nord dans Senjaray. Il ne restait plus que Jelawur. Or, comme nous l'avons vu, Jelawur est située dans l'Arghandab, qui relevait de la Brigade Stryker, et non de la FO Kandahar. Cependant, les autorités envisageaient alors de retirer de l'Arghandab les unités de la Brigade Stryker et de confier la responsabilité de cette zone au 2^e Bataillon (l'équipe d'entraînement intégrée) du 508^e Régiment de parachutistes (le 2-508), en le plaçant éventuellement sous commandement canadien¹⁸⁹.

La décision que le Lgén Lessard a prise de soustraire le COMFEC aux complexités de la planification tactique et opérationnelle dans la province de Kandahar a constitué un autre changement très important. Il a cessé de travailler sur tout plan de campagne du COMFEC concernant l'Afghanistan à Ottawa et a dit à la FO Kandahar que le plan de campagne était celui du Commandement régional (Sud)¹⁹⁰. Comme la dernière main a été apportée à l'Op KANTOLO PLUS à la fin de décembre, le plan devait désormais s'harmoniser avec le nouvel ordre d'opération du Commandement régional (Sud). Cela allait à l'encontre de la directive du Bgén Ménard selon laquelle le nouveau plan canadien devait être le seul en vigueur¹⁹¹.

Pendant que s'opérait la relève sur position de la FO Kandahar, un processus semblable avait lieu au Commandement régional (Sud). Le Mgén Carter commençait sa deuxième période de service en Afghanistan, après avoir servi au sein de l'état-major étasunien de la FOIM-180 en 2002, et il avait plus récemment commandé le contingent britannique basé à

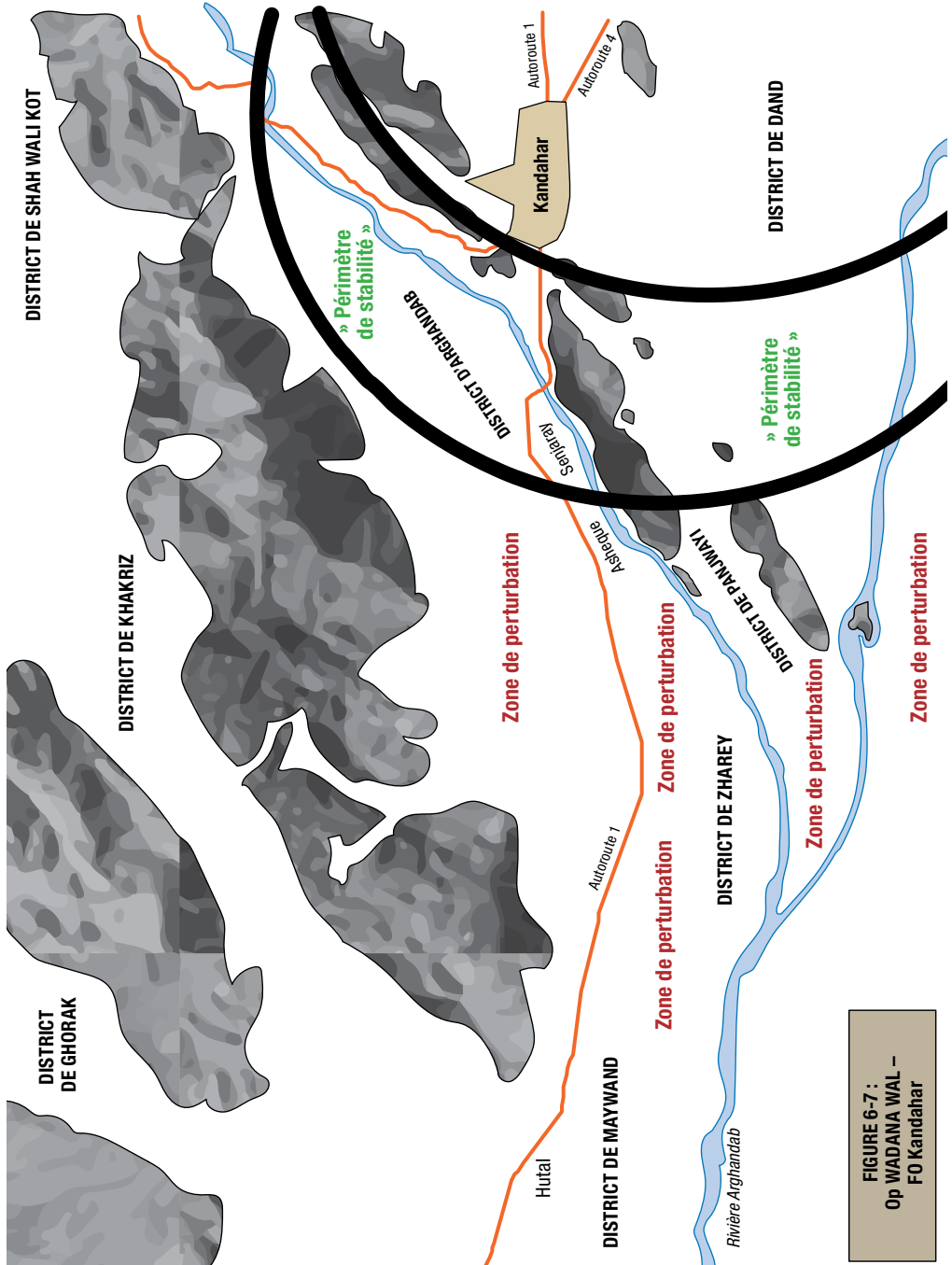


FIGURE 6-7 :
Op WADANA WAL –
FO Kandahar

Figure 6-7 : Op WADANA WAL – FO Kandahar

Bassora, en Iraq. Son quartier général, dominé par les Britanniques, comprenait encore un certain nombre de Canadiens, mais « des conflits de personnalités manifestes » ont entraîné la démission et le départ précoces du Bgénéral Gerry Champagne, commandant adjoint canadien pour les effets stratégiques, et l'arrivée du Bgénéral Craig King en remplacement.

Toujours en novembre, un autre changement important a eu lieu, à savoir la dissolution du Groupement tactique régional (Sud), qui avait antérieurement servi à exécuter des opérations de perturbation dans la province de Kandahar. Étant donné l'arrivée des troupes étasuniennes et, en particulier, le nombre accru et la variété des FOS, une unité d'infanterie légère n'était plus nécessaire pour remplir la fonction de perturbation dans la province. Le déploiement des divers Groupements tactiques régionaux (Sud) au cours des deux années antérieures à Kandahar a grandement contribué à démontrer qu'un rigoureux professionnalisme persistait au niveau des unités des armées du Canada et du R.-U., peu importe les vues politiques relativement au Commandement régional (Sud) et aux provinces d'Helmand et de Kandahar.

La planification de la FO Kandahar ne correspondait pas à la nouvelle planification du Commandement régional (Sud), en partie à cause des piètres relations personnelles qui s'étaient établies à divers niveaux. Le vif du problème, tel qu'il s'est manifesté, était que la FO Kandahar résistait au Commandement régional (Sud) sur plusieurs questions fondamentales. Comme auparavant, les problèmes étaient liés à la relation entre les provinces d'Helmand et de Kandahar dans le grand contexte de la guerre, au conflit entre les intérêts du R.-U. et ceux du Canada, et à la façon dont ces facteurs avaient quelque chose à voir avec l'affectation des ressources. L'arrivée massive des forces étasuniennes a exacerbé tout cela.

À un autre niveau, il y avait le plan du Mgénéral Carter, appelé MOSHTARAK, et celui du Bgénéral Ménard, baptisé WADANA WAL. Le Bgénéral Ménard a expliqué plus tard la relation entre les deux et il a admis qu'ils pouvaient en fait se compléter : l'Op MOSHTARAK faisait pour le Commandement régional (Sud) ce que l'Op WADANA WAL accomplissait pour la province de Kandahar. Le Bgénéral Ménard comprenait que son périmètre de stabilité devait être en place avant le début de la période estivale des combats parce qu'il voulait que les hommes en âge de combattre « ne soient pas dans les rues » [Traduction], mais plutôt au travail dans le cadre des projets de développement et à l'abri des recruteurs talibans. Il voulait aussi que les entreprises de la région fonctionnent et répondent aux besoins de base pour qu'existe un climat de stabilité. Par conséquent, son périmètre de stabilité devait être établi à l'avance. Or, le calendrier de l'Op WADANA WAL ne concordait pas avec l'affectation du Renseignement, surveillance et reconnaissance (RSR), des hélicoptères, des sapeurs, des FOS et d'autres ressources à l'Op MOSHTARAK¹⁹².

En outre, certains planificateurs canadiens croyaient que, sous l'autorité du Commandement régional (Sud), la ville de Kandahar risquait de devenir une « zone verte »,

comme cela avait été le cas de secteurs de Bagdad en Iraq¹⁹³. Quand le Commandement régional (Sud) a ordonné à la FO Kandahar de réviser son Plan de sécurité de la ville de Kandahar, les membres du personnel ont consulté leurs homologues de l'Armée et de la police afghanes qui ont fait savoir qu'ils étaient satisfaits du plan en vigueur, lequel comprenait l'installation aléatoire de postes de contrôle, l'exécution de patrouilles interarmées et l'aménagement de postes de contrôle de l'accès à la périphérie de la ville. Le quartier général du Mgén Carter, se fondant sur ce qui avait été fait à Bassora ou peut-être aussi à Kaboul en 2002 et 2003, voulait établir un réseau de postes de contrôle autour de la ville. Les Afghans préféraient malgré tout le plan qu'ils avaient élaboré eux-mêmes avec l'aide des Canadiens. Le Commandement régional (Sud) a dit à la FO Kandahar « de les obliger » à se conformer à son plan à lui. Éclairés par l'expérience que le Col Hetherington avait acquise relativement aux problèmes de sécurité à Kandahar au cours de l'Op PORTCULLIS, les commandants canadiens ont résisté et porté la question devant le ministère de l'Intérieur, où elle est devenue lettre morte¹⁹⁴.

Il y a eu d'autres exemples du mode de pensée du Commandement régional (Sud) qui « rendaient fous » les planificateurs de la FO Kandahar, parce que les chefs du Commandement régional (Sud) ne comprenaient rien à la réalité que lui avait laissée le quartier général du Bgén Vance. Dans un cas, un officier canadien a vu le commandant du Commandement régional (Sud) choisir personnellement l'emplacement de postes de contrôle sur une carte¹⁹⁵. Fondamentalement, toutefois, l'équipe de chaque quartier général ne comprenait pas celle de l'autre. Sous le Mgén de Kruif, le Commandement régional (Sud) était « un quartier général multinational sans mordant » [Traduction], ou un « quartier général de coordination » [Traduction], et la FO Kandahar faisait ce qu'elle voulait. Le Mgén Carter percevait le Commandement régional (Sud) comme étant un quartier général « de commandement » [Traduction], et la FO Kandahar, comme une brigade relevant de ce dernier¹⁹⁶. Ce problème, entre autres, s'est manifesté sous la pression de l'Op MOSHTARAK et pendant la réorganisation de l'ELMO.

La réorganisation du Bgén Ménard

Toute la force opérationnelle interarmées du Canada a été réorganisée en décembre 2009. Le Bgén Ménard a décrit ces changements comme étant essentiels en raison de la transformation du contexte de la reconstruction et du développement, d'une part, et, d'autre part, de l'arrivée des forces étasuniennes¹⁹⁷. La réorganisation s'expliquait aussi par le penchant du Bgén Ménard pour la cohérence doctrinale et elle a en fin de compte eu des effets positifs et négatifs sur les opérations canadiennes.

Le Centre d'opérations de la province (COP) a été établi dans l'enceinte du Canada au KAF en 2007; en 2008, il est devenu le Centre d'opérations de la province de Kandahar

et il a engendré le Centre interarmées d'opérations de la province en 2009, qui a été renommé le Centre des opérations tactiques de la FO Kandahar. Voilà qui a suscité la confusion parce que le GT a conservé son propre COT dans une autre enceinte. C'était dans le COT de la FO Kandahar qu'avait lieu la planification des frappes aériennes du « combat en profondeur » : cette responsabilité avait été assumée de plus en plus par le Centre des opérations interarmées de la province de Kandahar et de moins en moins par le centre d'opérations du GT pendant le mandat du Bgén Vance, mais le Bgén Ménard l'avait redonnée entièrement au nouveau Centre des opérations tactiques de la FO Kandahar. Ce changement a obligé le GT à « faire une offre » pour obtenir des UAV de la FO Kandahar. La relation spéciale que le Maj Jay Adair avait établie en 2008 avec les unités d'UAV des États-Unis n'existait désormais plus. Le COT de la FO Kandahar a continué à coordonner et à harmoniser les ressources du Génie et les ressources aériennes de niveau supérieur, comme il le faisait depuis le début. Toutes ces fonctions sont devenues encore plus vitales, car d'autres unités entraient dans l'espace de combat, et il fallait donc accroître le personnel. Quand le quartier général du Bgén Ménard a pris les commandes, le GT canadien, le 1-12 Infantry (États-Unis) et les unités canadiennes présentes dans la ville relevaient tous du Centre des opérations de la FO Kandahar. Ce dernier devait aussi entretenir des rapports avec l'unité de la Brigade Stryker dans l'Arghandab, soit le 1-17 Infanterie. Au cours des cinq mois suivants, la FO Kandahar a dû coordonner et parfois commander les opérations de ces deux unités, celles de la FO 2 « Fury » (le 2-508 Régiment de parachutistes relevant de la 82^e Division aéroportée), celles du 97^e Bataillon de la police militaire et du 1-71 Escadron de cavalerie (une unité de reco des États-Unis affectée à la FO Kandahar en avril 2010) et, plus tard, en juin, celles de la FO 1 « Fury » qui a remplacé le 1-17 Infanterie. La FO Kandahar a aussi dû coordonner les opérations avec les quatre kandaks de fusiliers ou de sécurité de la 1-205 Brigade¹⁹⁸.

Au cours de son instruction préalable au déploiement, le quartier général du Bgén Ménard ne s'attendait pas du tout à hériter d'une telle charge de travail; par conséquent, l'état-major du COT a dû s'adapter sur le terrain. Le Bgén Ménard craignait que les Étatsuniens refusent de placer leurs unités sous commandement canadien si elles ne pouvaient s'accommoder de structures ne leur étant pas familières sur le plan doctrinal; par conséquent, il a ordonné aux branches de son quartier général chargées du génie, des transmissions et de l'aviation de se restructurer et d'adopter un nouveau nom. Par exemple, le Régiment du génie de la FO Kandahar a réuni toutes les ressources canadiennes du Génie sous un seul commandant et est devenu une ressource de la brigade pouvant servir à soutenir les unités étasuniennes sous contrôle canadien. Il était plus facile d'avoir un nouvel état-major visiteur étasunien s'occupant d'un escadron des transmissions que d'avoir uniquement un poste d'état-major au quartier général à cet égard¹⁹⁹.

Le J5 a été sensiblement transformé, en partie pour refléter les exigences nouvelles et accrues en matière de présentation des rapports sous le Gén McChrystal et, parallèlement, pour traiter avec le quartier général du Commandement régional (Sud) dirigé par le Mgén Carter. Le J5 a continué de gérer le perfectionnement des Forces de sécurité nationales afghanes, les opérations d'information, les tâches liées à la connaissance de la situation blanche et l'analyse des opérations. À ces fonctions se sont ajoutés les éléments suivants : une cellule d'évaluation; une capacité accrue d'analyse culturelle; un « tissu conjonctif » renforcé pour le développement et les aspects politiques, dans le sillage de la centralisation progressive des capacités de l'ERP de la FO Kandahar, au KAF.

Le quartier général du Bgén Ménard a aussi mis sur pied une nouvelle entité appelée « Troupes de la brigade ». Les changements apportés à l'ERP ont entraîné le transfert de la Compagnie de stabilisation A, de la COCIM et des OPpsy à ces dernières placées sous le commandement du Lcol Marc Fortier, qui était aussi chef des tirs au COT de la FO Kandahar²⁰⁰. Les Troupes de la brigade se sont aussi chargées des opérations des SUAV. La Compagnie de stabilisation A a poursuivi ses opérations, mais le commandant de l'ERP lui a aussi demandé de veiller à la mobilité et à la protection du personnel des autres ministères, rôle que la Compagnie de protection avait assumé dans le passé. Les patrouilles de la Compagnie de stabilisation A dans la ville de Kandahar ont aussi pris fin avec la réorganisation de l'ERP²⁰¹.

Un des plus grands changements a été la réorganisation des unités du Génie de la FO Kandahar en un régiment du Génie de cette dernière. Le nouveau chef du Génie de la Force, le Lcol Jennie Carignan, commandait maintenant toutes les entités du Génie, sauf l'escadron de campagne du GT. L'organisation chargée des travaux de construction et l'équipe spécialisée du Génie ont fusionné pour former l'Escadron de construction du Génie (Esc CG), et les équipes de gestion de la construction n^{os} 1 et 2 ont été transformées, avec l'ajout de personnel, en quatre équipes de construction du génie (ECG). Quand l'ERP a été réorganisée, une troupe de reco du Génie axée sur l'infanterie a aussi été créée pour que la FO Kandahar dispose d'une capacité protégée et mobile de reco du Génie. Cela était nécessaire pour que la FO Kandahar puisse vérifier (et voir au contrôle de la qualité dans ce contexte) la multitude de projets du Génie exécutés en vertu de contrats que les ministères du gouvernement représentés au sein de l'ERP finançaient, mais qu'ils ne pouvaient évaluer, faute des moyens de protection voulus. Les techniciens de l'Équipe de soutien géospatial membres de l'ERP ont eux aussi été ramenés au KAF, et toute la structure des services de cartographie a été simplifiée. À tout le moins, cela a eu pour effet de centraliser la base de données sur les champs de mines, qui était répartie entre trois organisations différentes. En mai 2010, l'équipe consultative du Génie de l'ANA, qui travaillait au Camp Hero, est elle aussi passée sous la coupe du chef du Génie de la Force. Enfin, les équipes canines

de détection des mines, fournies par des entrepreneurs, ont aussi relevé de ce chef, et les opérations anti-EEI ont été réorganisées également²⁰².

Le Bgén Ménard et son équipe ont aussi regroupé les opérations de la police militaire et placé sous le commandement du Grand Prévôt de la FO Kandahar la Compagnie de police militaire (qui a absorbé l'ELMOP) et le détachement du Service national des enquêtes des Forces canadiennes. Le passage de l'ELMOP sous la coupe du Grand Prévôt a constitué le troisième changement de commandement en moins d'un an; il a eu lieu parce que certains croyaient que les compagnies de stabilisation avaient mal utilisé l'ELMOP en lui confiant des tâches légères d'infanterie au lieu de la limiter au mentorat de la police. Malheureusement, l'ELMOP avait besoin, en matière de transport et de maintenance, d'un soutien que la Compagnie de police militaire ne pouvait fournir, faute de ressources, de sorte que le nombre de sorties de l'ELMOP a diminué considérablement²⁰³.

Le concept de commandant de l'environnement d'opérations (cmdt EO) a été adopté de plus en plus pendant la réorganisation menée par le Bgén Ménard. Dans chaque district où l'Op WADANA-WAL était exécutée, elle l'était généralement dans les limites de la zone d'opérations d'un des bataillons ou des GT. Au fil du temps, le commandant du 1-12 Infanterie a été désigné comme étant le cmdt EO dans le Zharey, celui du GT du 1 PPCLI, l'a été dans le Panjwayi et le Dand, et celui du 97^e Bataillon de la police militaire, l'a été dans la ville de Kandahar. L'idée consistait à retirer à la FO Kandahar les ressources de la COCIM, de l'Esc CG et de l'ELMOP pour les affecter directement aux districts. Cela entraînait bien sûr la suppression de l'ERP en faveur du travail direct avec les districts. Certains Canadiens qui collaboraient de près avec l'Armée et les forces de police afghanes ont vu là une décision arrogante, et d'autres ont estimé qu'il s'agissait d'une renonciation à des gains acquis de haute lutte dans le domaine du mentorat. Les Afghans ne devaient-ils pas être les « commandants de l'environnement d'opérations » dans leur propre pays? N'était-ce pas là ce vers quoi le Canada était censé tendre²⁰⁴? D'un autre côté, l'appareil afghan de commandement et de contrôle changeait lui aussi constamment, car l'Armée afghane était en train de se restructurer en deux brigades dans la province de Kandahar, et une solide présence sur le terrain était nécessaire pendant ce changement. Par ailleurs, cela se rapportait aux profonds changements qui allaient suivre dans les opérations de l'ELMO²⁰⁵.

Turbulences dans l'ERP

L'élément central de la réorganisation menée par le Bgén Ménard était l'ERP et la manière dont lui et d'autres percevaient celle-ci dans le grand contexte de l'effort du Canada à Kandahar. Ce problème comportait deux volets clés. Tout d'abord, il y avait le choc de deux philosophies, soit celles de la stabilisation et du développement. D'une certaine façon, c'était une relance du problème dû à la dichotomie projets-programmes dont nous

avons déjà vu la manifestation au cours des rotations antérieures en remontant jusqu'à 2003 à Kaboul. Au cours de leur préparation à leur déploiement en 2009, les membres du quartier général du Bgén Ménard ont pris connaissance des sordides détails de la lutte civilo-militaire telle qu'elle s'était déroulée dans le contexte des Op GRIZZLY-KANTOLO. Certains doutaient de l'efficacité du développement dans un environnement peu sûr. Il existait déjà un parti pris contre le développement dû en partie à la piètre réputation d'autres ministères fédéraux, laquelle s'était répandue jusque chez leurs compagnons d'armes revenus de rotations antérieures²⁰⁶.

Le deuxième volet clé résidait dans la réduction de la pertinence de la FO Kandahar au début de 2010. Comme nous l'avons vu, l'ERP était une unité subordonnée de la FO Kandahar, et celle-ci était la principale entité militaire de la FIAS dans la province, comme cela avait été le cas depuis 2006. Avec l'arrivée des troupes étasuniennes, la FO Kandahar n'était plus le seul point de mire militaire de la FIAS dans la province. Il y avait la Brigade Stryker, les unités de police du Commandement de l'intégration des forces de sécurité régionales afghanes, des FOS plus nombreuses, et ainsi de suite. La FO Kandahar n'était plus présente que dans trois districts, dont un était contrôlé par une unité des États-Unis qui relevait du commandement du Canada. En d'autres mots, la FO Kandahar n'avait plus de pertinence au niveau provincial, mais l'ERP en avait parce qu'elle travaillait au développement à ce même niveau²⁰⁷.

Par suite de tout cela et d'autres facteurs, le représentant du Canada à Kandahar, Ben Rowswell, a décidé de déménager du KAF au Camp Nathan Smith. Il était de plus en plus évident que les efforts civils canadiens à Kandahar au sein de l'ERP devenaient désormais « le propre de l'ambassade » et qu'ils se distançaient progressivement des opérations de la FO Kandahar. L'attitude du Bgén Ménard, au dire de membres de son état-major, se résumait parfaitement par la phrase suivante : « Je n'ai rien à foutre de ce que font les civils²⁰⁸. » [Traduction] Cela a mené à ce qui a été officieusement appelé « le divorce » [Traduction].

Quand la dimension émotive de l'analyse s'est estompée plus tard, il a été clair que les troupes étasuniennes qui arrivaient comprenaient un fort contingent civil davantage tourné vers l'action dans les districts et moins préoccupé par les projets au niveau provincial, bien qu'il ait aussi établi de nombreux programmes à ce niveau également. Le Bgén Ménard estimait que la composante des forces étasuniennes axée sur l'aide s'harmonisait plus avec les opérations de la FO Kandahar visant les districts et les villages que l'action de Ben Rowswell et de ses gens au sein de l'ERP; le quartier général du Bgén Ménard allait donc favoriser, c'était plus probable, ceux qui poursuivaient des objectifs semblables aux siens²⁰⁹.

Comme nous l'avons vu, la Compagnie de stabilisation A est restée au Camp Nathan Smith à titre de service de taxi blindé pour les autres ministères, mais sous le contrôle de la FO Kandahar. La Compagnie de stabilisation B est devenue la compagnie de COCIM

et n'a plus été sous le contrôle de l'ERP. Le Centre des opérations de COCIM a déménagé au KAF, et les cinq équipes de la Compagnie de COCIM se sont déployées au Panjwayi, au Dand et à Kandahar. Ces équipes ont été chargées des projets à impact rapide et ont été retirées des programmes de développement. Elles ont travaillé avec les collectivités dans les districts pour définir les projets, puis la mise en œuvre de ceux-ci a été confiée à l'Esc CG. L'ERP était dès lors totalement exclue au niveau des districts²¹⁰.

En tant qu'ancien commandant de l'ERP, le commandant adjoint de la FO Kandahar, le Col Hetherington, était profondément inquiet à ce stade-ci et il a conclu que le Bgén Ménard était dépassé par la situation. Il lui était de plus en plus évident que ce dernier ne comprenait ni la nature complexe du contexte sociopolitique de Kandahar ni les mécanismes délicats que le Canada avait créés pour y fonctionner. Les structures doctrinales étaient sans doute idéales au collège d'état-major, mais elles n'étaient pas nécessairement utiles à Kandahar, au milieu d'une guerre²¹¹.

Certes, il y avait des problèmes graves dans la relation entre les civils et les militaires, et il faut admettre que la stratégie canadienne était alambiquée et peut-être mal adaptée aux circonstances qui évoluaient rapidement. L'idée que la FO Kandahar puisse travailler seule dans les districts, sans avoir d'appuis au chapitre de la gouvernance et du développement au niveau provincial, était, en deux mots, mal fondée, en dépit des problèmes liés à l'ACDI et au MAECI.

Le Lcol Carl Turenne, qui commandait encore l'ERP, s'est opposé à la réorganisation proposée par le Bgén Ménard et il s'est battu pendant trois longs mois pour préserver les liens précaires tissés en 2009 entre les soldats et leurs homologues civils au Camp Nathan Smith. Cependant, Turenne menait un combat perdu d'avance. Bill Harris, qui arrivait à titre de directeur adjoint étatsunien de l'ERP, était un homme chevronné qui comprenait, après des années passées en Colombie et dans d'autres zones de conflit, comment la puissance brute était utilisée. Il avait accès à des ressources financières qui submergeaient l'ERP et menaçaient sérieusement de réduire la pertinence du Canada dans le contexte du développement. Parallèlement, les chefs du Commandement régional (Sud) et les Étatsuniens ont fait savoir que, sous la direction du Bgén Ménard, la FO Kandahar « a limité le point de mire de l'ERP » [Traduction] et que ce point de mire s'était élargi en préparation de la série imminente des opérations MOSHTARAK²¹². Comme le Lcol Turenne l'a souligné :

Les États-Unis arrivaient, déterminés à gagner : « Nous produirons les effets voulus pour gagner. » Et Ottawa disait : « Nous retirerons nos forces en 2010; alors, allez-y mollo [...] vous ne recevrez pas d'autres fonds. » USAID arrivait avec des enveloppes de financement de 300 millions de dollars [...] Entre-temps, nous posons la question suivante : « L'ACDI peut-elle obtenir quinze ou vingt millions de plus pour exécuter le PILK [Programme d'initiatives locales de Kandahar]? » Non. Et que dire de deux ou trois autres personnes avec un peu d'argent pour que nous soyons

plus proactifs et luttons mieux contre l'insurrection sur le terrain? Oh, Dieu m'en garde, non! Jim Melanson et Jess Dutton [ont exercé] des pressions sur leurs chaînes [de commandement] pour obtenir d'autres fonds et plus d'agents [...] [Non], nous avons ce qu'il nous faut : six priorités canadiennes, trois projets de prestige. Nous n'avons pas besoin d'en faire plus²¹³. [Traduction]

Le Bgén Ménard croyait que le Lcol Turenne et Ben Rowswell travaillaient en fonction d'hypothèses périmées fondées sur ce qui s'était produit en 2009 et non sur ce qui allait arriver en 2010²¹⁴. Il a remplacé le Lcol Turenne par le Lcol Craig Dalton au début de février 2010. Sous le Lcol Dalton, la composante militaire a été réduite à la Compagnie de stabilisation A, à ce que l'on a appelé le « maintien des fonctions vitales de l'ERP » [Traduction], et à une organisation petite, mais efficace appelée CRTS « avancé ». Maintenant que l'organisation chargée des travaux de construction, l'équipe spécialisée du Génie et l'ELMOP n'étaient plus là, le Bgén Ménard a fait valoir qu'un quartier général militaire n'était plus vraiment nécessaire au sein de l'ERP²¹⁵. En effet, l'attitude dominante était alors que, si les ministères tels que l'ACDI et le MAECI voulaient à ce point exercer le contrôle, ils étaient libres de le faire, mais pas sur les ressources militaires. Ils pourraient s'adresser aux États-Unis pour obtenir des moyens de transport protégés jusqu'au barrage de Dahla s'ils en avaient vraiment besoin.

Le Lcol Joe Pospolita a finalement remplacé le Lcol Dalton et est devenu « conseiller militaire » auprès du représentant du Canada à Kandahar, au sein de l'ERP, et, après presque cinq ans, la fonction de commandement de l'Armée de terre au Camp Nathan Smith a disparu. Dans le message qu'Hetherington, préoccupé par les excès du Bgén Ménard à l'égard de l'ERP, a adressé au Lcol Pospolita, il lui a recommandé « de mettre [l'ERP] en ordre et de veiller à ce qu'elle fonctionne bien » [Traduction] et à ce qu'elle continue d'être le « ciment » entre les autres ministères, qui ne sauraient sûrement pas trop quoi faire par suite de la réorganisation. La Compagnie de stabilisation A est restée sur place pour fournir les moyens de transport protégés²¹⁶.

Le CRTS « avancé » n'a d'abord compté que quelques personnes affectées auprès de l'ERP pour tenir à jour les bases de données liées aux activités de recherche d'informations des autres ministères. Après « le divorce », cependant, le J2 de la FO Kandahar a compris qu'il fallait une cellule d'analystes plus solide pour appuyer les autres ministères. Sous la direction du Maj Lisa Elliott, le CRTS comptait déjà des civils du MAECI, du MDN et d'autres ministères qui s'occupaient des bases de données. Le Maj Elliott et son état-major ont donc rapidement converti ce groupe en une équipe d'analyse, ce qu'elle a fait du jour au lendemain. Le Maj John McLearn a alors été chargé de diriger ce qui a ensuite été appelé le CRTS « avancé ». (Cette entité est devenue essentielle au cours de ce qui s'est passé à Kandahar pendant le reste de 2010; nous parlerons de ses opérations dans le prochain chapitre²¹⁷.)

La FO Kandahar n'avait pas tout à fait délaissé l'ERP et elle était encore présente au Camp Nathan Smith, mais son rôle pour ce qui concernait le travail de haut niveau en matière de développement et de gouvernance était nettement sur son déclin. En mars 2010, l'ERP dirigée par les civils s'est alignée sur le Commandement régional (Sud) et sur ce qui allait devenir, selon l'espoir de certains, une « super-ERP » régionale, soit la Plate-forme régionale (Sud)²¹⁸.

L'ELMO : des changements à l'horizon

Comme nous l'avons vu, le Col Shane Brennan et l'ELMO s'inquiétaient énormément de la transition entre le mentorat et le partenariat. Après avoir fait plusieurs visites pour observer les activités de l'ELMO et du GT canadiens, le Gén McChrystal, commandant de la FIAS, s'est dit satisfait de ce qu'il avait vu et il a envisagé d'aller au-delà des unités spécialisées de mentorat; il a examiné l'idée d'un partenariat global entre les formations, unités et sous-unités de l'Armée afghane et les formations, unités et sous-unités de la FIAS²¹⁹. À la fin d'août, il a diffusé sa directive sur le partenariat :

La FIAS a régulièrement planifié et exécuté des opérations multinationales avec les [forces de sécurité nationale afghanes] en les décrivant comme étant des opérations en partenariat. Ces « partenariats » étaient temporaires; ils prenaient fin quand la FIAS et les FSNA retournaient à leurs propres FOB après avoir mené une opération²²⁰. [Traduction]

Le Gén McChrystal voulait voir un changement philosophique en vertu duquel les unités de la FIAS et des FSNA vivraient, travailleraient et planifieraient leurs activités côte à côte à tous les niveaux, même jusqu'au niveau des pelotons. C'est ce qui serait appelé « partenariat intégré ». [Traduction] Les partenaires auraient recours aux atouts les uns des autres. Les forces de sécurité afghanes constitueraient « le commandement appuyé » [Traduction], et la FIAS, « le commandement en appui²²¹ ». [Traduction]

Le Gén McChrystal répondait à un impératif stratégique. Dans les milieux étatsuniens, des pressions s'exerçaient en faveur de l'intégration du concept de « transfert » dans toute nouvelle stratégie afghane, lequel supposait le passage de la formule « Dégager-Tenir-Construire » au régime « Dégager-Tenir-Construire-Transférer », en vertu duquel la FIAS devait commencer à céder au gouvernement afghan la responsabilité de la sécurité dans certaines parties du pays. Parallèlement, plus le nombre de ces dernières serait grand au cours de l'année suivante, plus cette réussite pourrait servir de critère pour mesurer l'efficacité et démontrer aux critiques que des progrès s'accomplissaient. Cette démarche indiquerait aussi aux autorités afghanes que la FIAS n'allait pas rester là indéfiniment²²². En novembre 2009, le président Hamid Karzai a ajouté qu'il aspirait à une situation où les Afghans assureraient totalement la sécurité dans leur pays avant la fin de son mandat en 2014²²³. [Traduction]

À cette fin, l'OTAN a réorganisé sa structure de gestion de l'instruction et du mentorat en Afghanistan. Cette rationalisation a eu lieu à la fin de novembre 2009, quand la Mission de formation de l'OTAN en Afghanistan (MFO-A) a été créée à Kaboul. La mise sur pied de la MFO-A faisait partie d'une politique exhaustive qui prenait en compte le partenariat intégré. De bien des façons, la MFO-A a fait écho au Commandement de la transition conjointe de la sécurité en Afghanistan (CTCS-A), mais la façon dont les deux se sont harmonisées n'a pas été claire au début. Ce problème de définition a aussi été dû à la création d'un autre quartier général de l'OTAN, à savoir le Commandement interarmées de la FIAS (CIFIAS), qui a constitué un quartier général subalterne du QG de la FIAS. Le CIFIAS a chapeauté les commandements régionaux de la FIAS, mais il a aussi dû servir de « partenaire » au QG de l'ANA.

La nouvelle approche a suscité la confusion et, dans ses déclarations publiques, le QG de la FIAS a affirmé ce qui suit : « Le mentorat traditionnel, rendu possible par les équipes de liaison et de mentorat opérationnel, a aidé et continuera d'aider les commandants à améliorer les compétences et le savoir des FSNA²²⁴. » [Traduction] La question à laquelle on n'a pas répondu, et elle était fondamentale pour la FO Kandahar, était la suivante : Que fallait-il faire des ELMO? Relevaient-elles de la MFO-A? Ont-elles cessé d'exister? Au sein de la FO Kandahar, personne ne semblait savoir où toute cette évolution allait aboutir. Cette situation a compliqué la planification énormément.

À la directive sur le partenariat formulée par le Gén McChrystal, le Bgén Ménard a répondu que la FO Kandahar agissait déjà en ce sens dans le district de Panjwayi, où les pelotons afghans et canadiens travaillaient ensemble et occupaient la même infrastructure tactique. Si un kandak et un GT jumelaient leurs divers pelotons et les disséminaient dans une zone telle que la partie orientale du Panjwayi, a fait valoir le Bgén Ménard, l'ELMO n'était pas vraiment nécessaire telle qu'elle avait fonctionné à partir de 2007. Si les deux unités n'exécutaient pas d'opérations au niveau de la compagnie, il n'était pas nécessaire d'avoir un mentor canadien distinct dans la compagnie, en sus du commandant de la compagnie canadienne²²⁵.

L'ELMO ne voyait toujours pas cela d'un bon œil. Le Col Shane Brennan et ses équipes de mentorat étaient à l'œuvre depuis plusieurs mois et, comme leur mandat allait prendre fin deux mois plus tard, la capacité du commandant de la FO Kandahar de modifier radicalement les opérations de l'ELMO était limitée. Parallèlement, le Commandement régional (Sud), sous la gouverne du Mgén Carter, a examiné comment il voulait interpréter et appliquer la directive sur le partenariat, mais cela prenait du temps, et l'échéance approchait rapidement. Les soldats du Col Brennan ont continué à remplir leurs tâches de mentor dans les compagnies, aux côtés des kandaks de la 1-205 Brigade dans toute la province²²⁶.

Comment le partenariat a-t-il influé sur les opérations dans les districts? Le Maj Lee Mossop, officier des opérations du GT du 1 PPCLI qui avait fait partie de l'ELMO de 2007, a décrit la différence comme suit :

Il y avait eu des opérations menées conjointement par la police, l'Armée afghane et les Canadiens, mais les divers éléments n'étaient pas intégrés autant et de façon aussi formelle que dans le cadre d'un partenariat. La formule du partenariat représentait un énorme changement. À telle enseigne que les Canadiens disaient : « Si l'Armée ou la police ne participaient aucunement à une opération donnée, même si ce n'était qu'une patrouille quotidienne – n'exécutez aucune patrouille. » Si, pour quelque raison que ce soit, l'Armée afghane à Sperwan disait : « Nous ne faisons aucune patrouille aujourd'hui; nous prenons un jour de congé », nous n'envoyions aucune patrouille²²⁷. [Traduction]

Le GT du 1 PPCLI et le 2^e Kandak ont formé un poste de commandement conjoint à Ma'Sum Ghar, et les compagnies de fusiliers ont fait de même avec les compagnies afghanes correspondantes. La police afghane était censée prendre la direction des fouilles à partir de ce moment-là. On ne savait pas au juste, cependant, où l'ELMOP se situait dans la nouvelle structure.

Les équipes de mentors canadiennes affectées auprès des kandaks afghans ont alors continué leur travail au niveau des compagnies et elles sont restées dispersées dans l'Arghandab, à Kandahar et dans le Panjwayi avec les kandaks de la 1-205 Brigade. L'arrivée des forces étasuniennes et une expansion possible de l'Armée afghane dans le sud de l'Afghanistan menaçaient à ce moment-là l'organisation et les structures existantes.

Opérations dans le district de Dand, d'octobre à décembre 2009

L'escadron de reco entrant des Dragoons, dirigé par le Maj Mark Popov, a relevé sur position les troupes du Maj J.-F. Cauden en octobre. Il était structuré de la même façon que l'escadron précédent et comprenait seulement deux troupes de huit véhicules Coyote, deux VBL du Génie et leurs sections de sapeurs de combat, un détachement de la COCIM, un véhicule-ambulance Bison et des techniciens médicaux. Pendant le premier mois des opérations, l'escadron de reco a aussi possédé une troupe de chars Leopard appartenant à l'escadron de chars du major Rob Hume²²⁸.



Photo : Auteur

Le débat sur l'efficacité du partenariat en 2009 a soulevé de nombreuses questions, dont les plus importantes étaient les suivantes : Dans quelle mesure les forces de sécurité afghanes étaient-elles encadrées et à quel point servaient-elles à donner une « allure » afghane aux opérations de la coalition?

La tâche existante, établie pendant la rotation précédente, consistait à occuper deux postes d'observation dans le sud du Dand, à Gorgan et à Nakudak (voir la figure 6-8). Comme nous l'avons vu, la plupart des activités de développement étaient exécutées par d'autres unités pendant que l'escadron de reco faisait écran au sud et à l'ouest. C'était des environnements austères qui s'apparentaient à d'autres « postes de commandement perdus » comme celui de Spin Boldak ou la FOB Frontenac. Les patrouilles des détachements de logistique de combat ne se hasardaient pas dans cette région, et l'escadron de reco était obligé d'utiliser son petit échelon pour retourner au KAF et en ramener les ravitaillements. La connectivité aux fins des communications était irrégulière. La seule unité qui venait assez près de l'escadron de reco était un détachement de dégagement d'itinéraires des États-Unis qui passait un rouleau sur les routes depuis le centre du district de Dand²²⁹.

Le Maj Popov n'avait reçu à peu près aucune directive de la part des quartiers généraux supérieurs au sujet de ses tâches initiales, sauf la consigne suivante : « Observer, faire rapport et éviter d'être réduit en pièces par des explosifs. » [Traduction] Le CRTS ne lui avait par

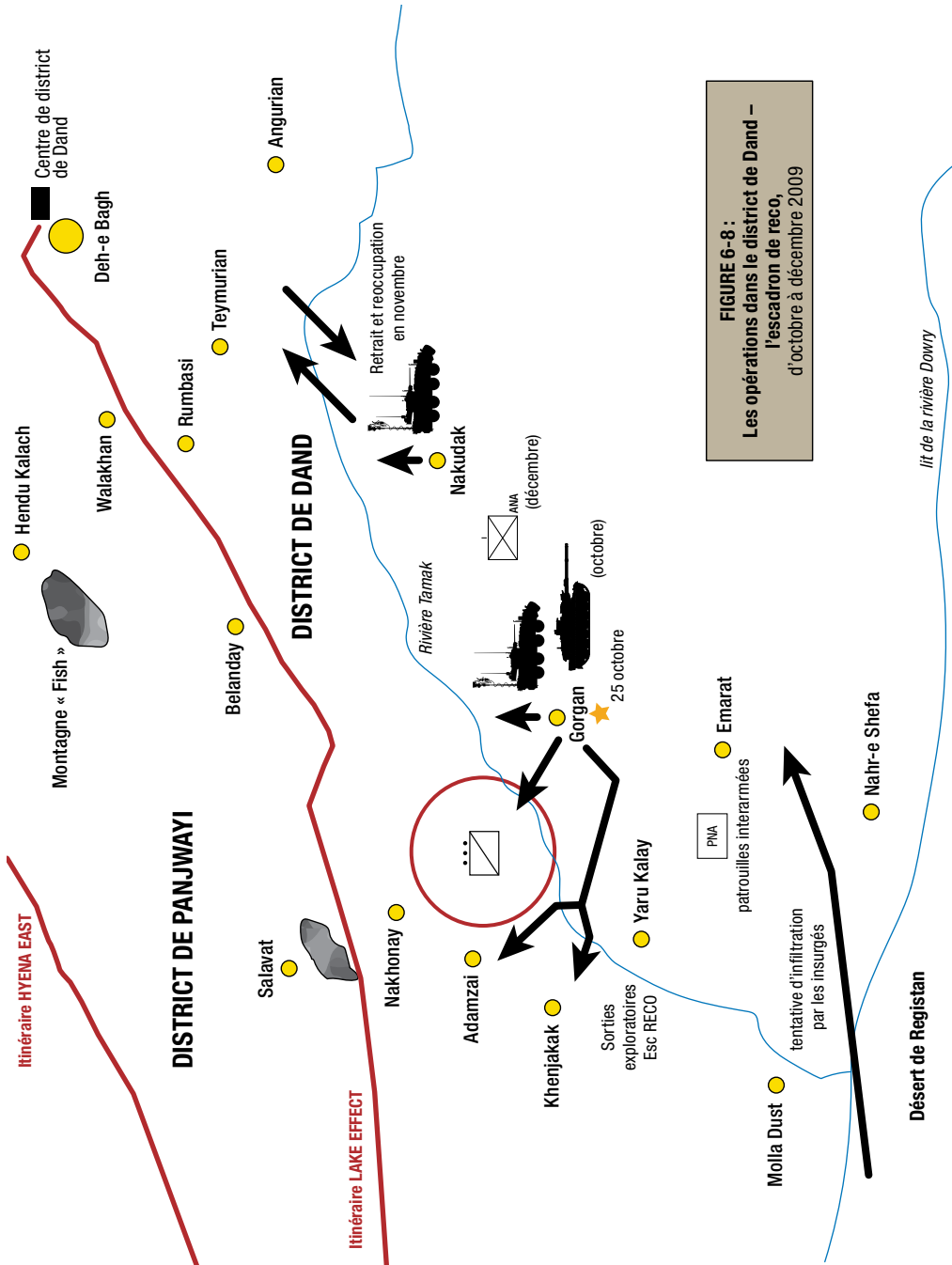


Figure 6-8 : Les opérations dans le district de Dand – l'escadron de reco, d'octobre à décembre 2009

ailleurs fourni que peu ou pas de renseignements sur ce que l'ennemi était en train de faire. Préoccupé par les effets nuisibles du fait qu'il était rattaché à deux éléments d'infrastructure tactique et qu'il ne savait pas ce qui se passait dans les collectivités au sud de Gorgan et au nord du désert de Reg, le Maj Popov a dressé un solide calendrier de patrouilles avec la police du Dand dans cette région. L'équipe de la COCIM menait un projet à Teymurian, mais elle a été intégrée dans les patrouilles pour évaluer les localités et leurs besoins. L'escadron de reco a découvert des réalités surprenantes : les insurgés empruntaient un itinéraire qui allait d'ouest en est pour entrer dans le Dand et le Daman, et ils essayaient de contourner la zone où avait lieu l'Op KALAY. Par conséquent, l'escadron de reco a exécuté au hasard une série de patrouilles de déstabilisation et débarquées dans ces collectivités pendant tous les mois d'octobre et de novembre²³⁰.

Le peloton de reco du Capt Mike McKillop, membre du 1 PPCLI, a été rattaché à l'escadron du Maj Popov, après le retrait provisoire des chars, et il s'est rendu dans le nord depuis Gorgan pour entrer dans le secteur de Nakhonay et y exécuter des patrouilles. En une occasion, le peloton du Capt McKillop a été repéré par la chaîne de guetteurs de l'ennemi qui assurait l'alerte lointaine. Les chars et les véhicules Coyote à Gorgan ont repéré la position des guetteurs insurgés et les ont pris à partie depuis une distance de 1 500 mètres, à la grande surprise de ces derniers. Quand les insurgés ont tenté de renforcer leurs troupes, deux appareils Griffon sont arrivés sur les lieux, et les ennemis se sont dispersés dans le secteur bâti²³¹.

Les activités de l'escadron de reco ont de plus en plus attiré l'attention de l'ennemi. L'escadron a heurté son premier EEI le 25 octobre à 600 mètres du poste fortifié de Gorgan. Les patrouilles nocturnes de reco se sont avancées plus loin pour perturber l'activité des poseurs d'EEI ennemis et pour « les importuner ». Une fois les patrouilles terminées, les localités au sud de la rivière ont été évaluées comme étant de plus en plus hostiles à mesure que l'escadron se rendait plus à l'ouest; le village de Gorgan a été jugé comme étant neutre, et ceux d'Angurian et de Teymurian à l'est, comme étant stables et dotés de chefs solides²³².

En novembre, la relève sur position de la FO Kandahar a modifié le dispositif de l'escadron de reco et perturbé temporairement ses opérations. Le Maj Popov a soudainement et sans explication reçu du Lcol Walsh l'ordre d'abandonner le poste fortifié de Gorgan, de se rendre au poste fortifié de Nakudak, puis de se redéployer jusqu'au centre du district de Dand. Après un retrait précipité, au cours duquel le camion des lavabos fourni par un entrepreneur a été abandonné, l'escadron de reco a été rejoint par une partie d'une des compagnies de stabilisation de l'ERP dont les chefs à bout de souffle ont dit au Maj Popov que la FO Kandahar lui ordonnait de « reprendre le poste de Gorgan » [Traduction] parce qu'il était, semblait-il, tombé aux mains de l'ennemi. En même temps, l'entrepreneur qui possédait le camion des lavabos voulait le récupérer et il a adressé des plaintes de plus en plus véhémentes au GT²³³.

Malgré cette confusion troublante dans la chaîne de commandement, le Maj Popov a examiné la situation froidement. Un UAV a repéré le camion, car il avait été volé et conduit à Nakhonay, et une patrouille y a été envoyée pour le récupérer. En fin de compte, la FO Kandahar s'était elle-même plongée dans un état de panique. Le chef de district Nazek s'est renseigné pour savoir ce qui se passait dans sa ville natale de Gorgan. Cela a donné lieu à une discussion animée entre le GT et le QG quant à savoir pourquoi l'escadron de reco avait été retiré de Gorgan. Finalement, le Maj Popov a reçu l'ordre de retourner occuper l'endroit²³⁴.

À ce moment-là, le Maj Wayne Niven et la Compagnie D étaient rendus à Nakhonay et ils s'y heurtaient à une activité accrue de la part des insurgés. Tournées vers le nord, les troupes de reco du Maj Popov ont fait écran aux activités du Maj Niven en bloquant la vue aux deux postes d'observation, et elles ont pu aider le Maj Niven à définir la chaîne logistique ennemie venant de Kenjakak et de points situés à l'ouest. Le Maj Popov a lancé une série de missions de recherche depuis Gorgan dans le secteur de Nakhonay-Kenjakak; c'était en gros des manœuvres de collecte de renseignements qui avaient aussi des effets perturbateurs. Les ressources ISTAR rattachées à l'escadron de reco ont pu réunir d'importants renseignements qui ont sensiblement amélioré la façon dont le CRTS comprenait le problème dans ce secteur particulier. De même, la relation entre l'escadron de reco et l'équipe du CRTS du Maj Lisa Elliott a donné lieu à l'Op FLASH LIGHT au cours de laquelle les troupes de l'escadron de reco en congé ont été débriefées en détail au KAF au sujet des expériences qu'elles avaient vécues dans les districts de Dand et de Panjwayi. L'analyse du CRTS a permis de conclure que l'escadron de reco avait eu un profond effet déstabilisant sur les mouvements de l'ennemi dans le secteur, tant à l'est, dans le Daman, qu'au nord-est à Nakhonay. Les insurgés ont été forcés de s'arrêter et de réévaluer comment ils allaient attaquer les Canadiens et les Afghans²³⁵.

Par suite de la réorganisation menée par le Bgén Ménard, l'escadron de reco a été désigné comme étant le cmdt EO du district de Dand. Tous les éléments canadiens présents dans le Dand, tant ceux qui étaient venus à l'origine de l'ERP ou du KAF que ceux déjà basés dans le district, ont été affectés à l'équipe de combat du district. Ces éléments comprenaient un détachement de radars antimortiers légers (RAML), une équipe d'officiers observateurs avancés/de contrôleurs aériens avancés (OOA/CAA), un peloton de la Compagnie C du 1 PPCLI et un détachement de l'Élément de soutien national (ESN)²³⁶.

En outre, le Maj Popov a reçu l'ordre d'établir le Centre de coordination des opérations du district de Dand (CCO-D [D]), qui était essentiellement le centre interarmées de coordination de district sous un nouveau nom. Il ne lui a été accordé aucune ressource pour ce faire; par conséquent, le capitaine de bataille de l'escadron de reco, Enno Kerchkoff, est devenu officier des opérations du CCO-D (D). L'escadron de reco a dès lors dû assimiler rapidement tout ce qui concernait la sécurité, la gouvernance, le développement et les opérations

d'information [...] et il y avait de nouvelles tâches : tenir l'itinéraire LAKE EFFECT ouvert et établir une position à Walakan près du sanctuaire, tout en continuant d'occuper les postes d'observation au sud de Nakhonay et en gardant ouverts l'itinéraire reliant Gorgan à Nakudak et le centre du district. Heureusement, une autre compagnie d'infanterie afghane a été envoyée dans le Dand pour aider à remplir toutes ces tâches :

Quand une unité partenaire de l'Armée nationale afghane a commencé à travailler avec nous [...] et à patrouiller dans un village clé, elle a tellement effrayé les insurgés et tellement bien réussi à communiquer avec la population que les insurgés ont été pris de panique. Un insurgé de l'endroit a ordonné à ses combattants d'essayer d'arrêter l'Armée nationale afghane. Peu après, deux équipes de poseurs [d'EEI] sont sorties de nuit et ont tenté effrontément d'enfourer des EEI [filocommandés] reliés à leurs postes d'observation. Nous les avons abattus²³⁷. [Traduction]

La relation entre l'escadron de reco et la police du Dand était excellente. Un soldat réserviste du Queen's York Rangers était agent de police à Toronto dans le civil et il est devenu l'agent de liaison entre l'escadron et la police du Dand. Plus tard, une équipe de l'ELMOP est arrivée, et les effectifs de l'équipe de la COCIM ont été renforcés et ont dès lors compris une équipe de gestion de la construction fournie par l'Esc CG. Le Maj Popov a décidé d'harmoniser les plans et les priorités du peloton de reco avec les patrouilles et les autres opérations ordonnées par le chef de police du district, le Col Sher Shah, l'escadron de reco appuyant alors la police, et non l'inverse. « J'ai la puissance de feu, et vous avez la police et les connaissances nécessaires », [Traduction] a expliqué le Maj Popov. L'escadron de reco n'a ménagé aucun effort pour faire en sorte que le Col Shah et le chef de district Nazek demeurent au premier plan et soient toujours perçus comme assumant la direction des opérations. L'ELMOP et le CCO-D (D) ont servi d'organisations de liaison, car les soldats du Col Shah n'avaient pas besoin d'un mentorat considérable : il leur fallait surtout des équipements qu'ils ne pouvaient obtenir de la chaîne d'approvisionnement trop bureaucratifiée de la Police nationale afghane. Avec l'appui de l'escadron de reco et d'autres ressources ISTAR, la police du Col Shah a lancé une série de raids et de patrouilles. Cette cadence opérationnelle élevée a empêché les insurgés d'amorcer quoi que ce soit dans le Dand²³⁸.

L'escadron de reco n'avait aucune expérience des opérations d'information. Malgré cela, le Maj Popov et ses subalternes ont formulé quatre messages clés : nous sommes ici à la demande de votre chef de district, Haji Nazek; nous avons trouvé de nombreuses bombes sous les routes et près d'elles, et nous les repérerons toutes et protégerons vos enfants; les forces de sécurité afghanes et canadiennes doivent fouiller les enceintes et les véhicules pour garantir votre sécurité et la nôtre, et nous vous respectons²³⁹.



En collaborant de près avec le chef de district Nazek, le Maj Mark Popov et l'escadron de reco ont solidifié les efforts de sécurité canado-afghans dans le district de Dand et fait en sorte que les forces de sécurité afghanes prennent la direction de toutes les opérations.

Tous les messages étaient essentiellement dans ma tête – Je n'avais rien reçu d'officiel à cet égard [...] J'ai composé les messages clés et je les ai transmis à mes supérieurs. J'ai reçu de bons commentaires de la part du Rens, des OI, des OPPSY et de l'O Ops, mais rien à ce sujet de la part du cmdt. Je souligne que l'officier des OI n'avait préparé aucun message et qu'aucun ne lui était parvenu des niveaux supérieurs; il n'en avait aucun à me donner quand je lui en ai demandé. Quand il a vu mes quatre messages, il m'a demandé s'il pouvait s'en servir²⁴⁰. [Traduction]

Pour ce qui est du développement :

Il m'a semblé que les messages à cet égard relevaient d'un niveau très élevé (p. ex. les messages concernant le barrage de Dahla), mais il me fallait des éléments qui intéresseraient les fermiers dans mon district qui pouvaient être amicaux ou neutres, ou poser des bombes sous les routes; par conséquent, j'avais besoin d'éléments tactiques à utiliser sur-le-champ. Les fermiers du Dand se fichaient éperdument du barrage de Dahla²⁴¹. [Traduction]

Pendant ce temps, le district de Dand alternait entre les stades « Tenir » et « Construire ». Les tâches primordiales de l'escadron de reco ont alors consisté à définir la situation, en particulier dans le sud-ouest du district, et à accroître la coordination au Centre de ce dernier. L'escadron de reco a conçu lui-même l'Op SALADIN pour systématiser davantage ses interventions. Cette opération était essentiellement un effort qui visait à cerner la situation blanche afin d'aider Nazek et Shah en leur procurant un jeu de données constamment mises à jour et fondées sur les résultats des patrouilles régulières et de l'engagement des chefs clés. L'opération a permis de connaître chaque localité, d'établir des liens avec elle et de l'évaluer, puis de transmettre les données obtenues au centre de coordination du district, de renseigner les équipes de la COCIM et les gestionnaires des travaux de construction, et enfin de retourner auprès des chefs locaux pour confirmer que les activités avaient été utiles²⁴². Les véritables répercussions de l'Op SALADIN n'allaient être reconnues qu'au printemps 2010, quand le 1-71 Cavalerie commandé par le Lcol John Paganini a relevé l'escadron de reco. La FO axée sur le 1-71 Cavalerie a alors reçu un jeu de données complet sur ce qui se passait dans le district ainsi que sur les personnes et les endroits concernés²⁴³.

La situation en décembre 2009

Les détails des changements importants apportés aux relations, aux plans et à la structure de la FO Kandahar pendant la transition entre le Bgén Vance et le Bgén Ménard ont presque complètement éclipsé le fait que des opérations se poursuivaient alors dans les districts. Essentiellement, les troupes canadiennes se sont adonnées à des patrouilles régulières, difficiles et répétitives, elles ont réalisé des opérations de ratissage le long des routes avec leurs homologues de l'Armée et de la police afghanes, elles ont travaillé avec les villages à la réalisation de projets de développement et elles ont encadré les chefs afghans. Les agents de développement ont persisté dans leurs efforts par l'intermédiaire de leurs partenaires exécutants. Il y a eu quelques attaques à l'EEI qui ont mis des véhicules hors de combat et blessé des soldats, mais de très nombreux engins de ce genre ont aussi été découverts. Des insurgés ont parfois pris à partie, généralement en vain, des hélicoptères des États-Unis et du Canada. Le rythme des opérations a été faible, car l'Armée et les forces de police afghanes travaillaient avec le Commandement régional (Sud) et la FO Kandahar aux fins du réaligement des forces, de la réorganisation et de la planification.

Fait assez étrange, le district de Zharey a été comparativement paisible pendant cette période. Cela a sans doute été dû aux effets de l'Op DALBOR SHIELD et à la réduction de la zone d'opérations du bataillon qui excluait désormais la majorité du Zharey au sud de l'Autoroute 1 et à l'ouest de l'itinéraire SUMMIT. Un autre facteur a résidé dans une opération fructueuse des FOS qui ont alors tué un des principaux commandants talibans dans le Zharey, lequel était resté sur place pendant l'hiver afin d'entretenir la motivation des

combattants locaux. Son successeur a lui aussi été tué quelques jours plus tard. Le problème de leadership ainsi créé a entraîné une profonde discorde parmi les commandants insurgés subalternes locaux qui ont exprimé leur mécontentement en faisant preuve d'insubordination à l'égard des commandants supérieurs vivant à l'extérieur de l'Afghanistan. Les réseaux du Zharey ont alors été évalués comme étant complètement perturbés²⁴⁴.

En décembre, les opérations dans le district de Panjwayi ont comporté une série de mouvements exécutés par le GT du 1 PPCLI et par le 2^e Kandak (voir la figure 6-9). Après l'Op HYDRA, les compagnies canadiennes et afghanes ont dégagé des enceintes à l'ouest et au nord-ouest de Nakhonay et elles ont continué à sécuriser Belanday et Haji Baba, où les opérations de COCIM étaient prédominantes. Un écran établi entre Nakhonay et la rivière Tarnak est resté en place. Pendant que l'ennemi mettait l'accent sur ces activités, le 1 PPCLI et le 2^e Kandak sont intervenus à Chalgowr plutôt qu'à Nakhonay pour circonscrire, puis démanteler, un nœud de logistique et de transit dont on soupçonnait l'existence. Des chouras ont été convoquées, et les agents de la COCIM sont venus pour établir des liens avec les chefs locaux. L'occupation de Chalgowr a grandement perturbé un itinéraire emprunté par les insurgés entre Nakhonay et Salehan, puis vers Senjaray au nord dans le district de Zharey²⁴⁵.

Parallèlement, l'ELMOP a accompli des progrès auprès des agents de police, qui étaient de moins en moins impressionnés par le chef de police en poste et voulaient travailler avec les Canadiens, ce qui a entraîné une augmentation du nombre normal de patrouilles dans Bazaar-e Panjwayi même. Le seul incident digne de mention dans ce secteur s'est produit quand une fusée a été lancée contre le partenaire d'exécution, le Central Asian Development Group. Les habitants de l'endroit ont dit aux Canadiens qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter : quelqu'un n'aimait pas la façon dont l'entreprise menait ses affaires, et c'est ainsi que s'est exprimé le mécontentement de l'intéressé. Vers la fin de décembre, le Lcol Walsh et son homologue du 2^e Kandak, le Col Baris, ont organisé l'Op AZH DAHAR, une opération multinationale, dans le secteur de Sperwan Ghar : le secteur a été ratissé avec tambours et trompettes, mais sans grand contact avec les insurgés²⁴⁶.

Cependant, Nakhonay et ses environs ont continué de faire grandement problème. Le Lt Andrew Nuttall, qui dirigeait le 12^e Peloton de la Compagnie D a été tué par un EEI le 23 décembre. Des rapports ISTAR ont porté à croire qu'il y avait peut-être une fabrique d'EEI dans le village de Khenjakak. Le Lcol Walsh a décidé de lancer l'Op TOFFAN pour régler le problème. Le lendemain, l'escadron de chars a feint une opération dans le secteur de Mohajerin pendant que la Compagnie A établissait une présence dans le secteur de Folad, manifestement dans le cadre d'une opération qui visait Chowlghar. Tandis que la Compagnie D et une compagnie du 2^e Kandak tenaient leur position à Nakhonay, l'escadron de reco a établi un poste d'observation et un écran le long de la rivière Dowry. Après que le mode de

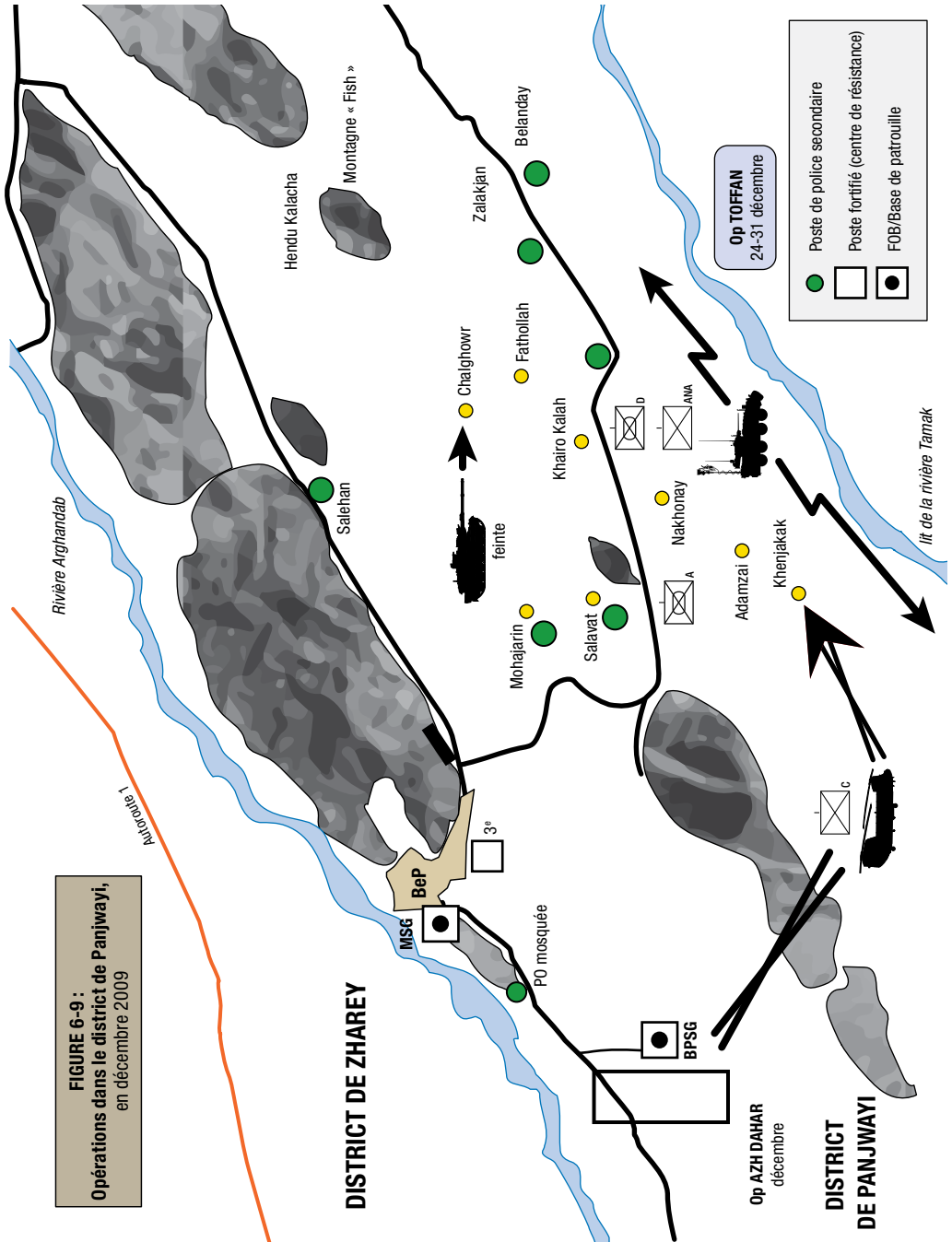


Figure 6-9 : Opérations dans le district de Panjwayi, en décembre 2009

vie des habitants eut été observé pendant plusieurs jours, des CH-47 canadiens escortés de CH-146 Griffon ont déposé la Compagnie C dans des zones d'atterrissage au nord-ouest et au sud-ouest de Khenjakak dans le cadre d'un assaut aérien. En ratisant toute la localité, les Canadiens ont découvert trois caches distinctes de matériel de construction d'EEI. Il n'y a eu aucun contact avec l'ennemi, et la Compagnie C a quitté les lieux par hélicoptère²⁴⁷.

Le seul problème signalé relativement à la sécurité dans le Dand en décembre a concerné l'entreprise de sécurité Fatay Khan, et non l'insurrection. Cette entité extorquait de l'argent aux entrepreneurs pendant que ses employés portaient l'uniforme de la police et conduisaient ses véhicules. Quand les membres de la police canadienne ont fait enquête sur la situation, ils ont appris que l'entreprise en question appartenait à Fatay Khan, le frère du chef de district Nazek. Le caractère délicat de cette affaire a donné lieu à une analyse approfondie, ce qui a empêché l'adoption de mesures immédiates. L'équipe de la COCIM qui travaillait avec des éléments de l'ERP a réussi dans une bonne mesure à convaincre Nazek de convoquer une choura de l'ADD. L'assistance n'a pas été nombreuse, mais un premier pas a été franchi. Il fallait maintenant établir des liens entre les Conseils de développement communautaire, désormais connus, et le gouvernement du district. Un partenaire d'exécution des États-Unis, Agriteam, s'est dit intéressé par la réalisation de projets et de programmes dans le district, et les membres du Génie du Canada de l'organisation chargée des travaux de construction ont fait savoir que 920 personnes travaillaient à l'exécution de projets de développement dans les collectivités²⁴⁸.

Un nouveau programme important a été lancé dans le district de Dand en décembre. Il s'agissait du programme des « Fils de Nakhonay », dont le nom plus officiel était « Programme culturellement structuré d'emploi des jeunes ». Il visait à créer un « corps des jeunes » semblable à Katimavik au Canada pour accomplir des travaux sociaux utiles dans les localités; le personnel serait approuvé et doté d'un uniforme et d'une carte d'identité²⁴⁹. [Traduction]

Le Capt Whit Tyerman a été un pilier des Fils de Nakhonay.

Deux éléments m'ont amené à rédiger ma proposition sur les Fils de Nakhonay. Nous étions toujours, semblait-il, en train de planifier la prochaine grande opération du GT. Les grandes opérations produisaient peu de résultats concrets, car toute opposition s'évanouissait dans la nature face à la puissance écrasante de nos forces. Notre présence persistante dans les villages avait un effet très différent. J'ai eu l'occasion de travailler dans plusieurs de nos petits emplacements clés avancés pour les aider à mettre sur pied leur programme de soutien. C'était ainsi que des effets concrets durables pouvaient se produire. En second lieu, je me rappelle très nettement qu'au cours d'un groupe d'ordres, le commandant du GT a décrit sa dernière choura dans le voisinage de Nakhonay – car il y avait toujours des chouras – avec les anciens du village.

La situation l'exaspérait, et cela était évident. Les anciens voulaient travailler avec nous, ils nous voulaient parmi eux. Quand la question « Pourquoi donc des EEI continuent-ils d'être posés? » a été posée, un fossé intergénérationnel est devenu manifeste. Les anciens ont déclaré qu'ils nous appuyaient, mais que c'était sur leurs fils que les talibans exerçaient leur influence. Comment y arrivaient-ils? J'ai supposé que les jeunes étaient payés pour poser des EEI, qu'ils avaient l'impression [de combattre] pour leur collectivité et qu'ils croyaient que leurs actions avaient des répercussions. Par conséquent, pouvions-nous infirmer ces arguments en offrant mieux à ces jeunes gens? Je me suis posé la question tant et plus [...] comment intéresser les fils à nos plans? Cette nuit-là, je n'ai pas dormi du tout et j'ai formulé ma proposition avec des diapositives PowerPoint – la moitié de mes efforts a servi à décrire les éléments et la synergie des objectifs du programme, et l'autre moitié, à réfléchir à la façon dont je pourrais faire valoir le programme, obtenir des appuis et le faire approuver rapidement. Nous voulions créer des effets sur le terrain, et non de longues discussions. Comme je suis officier du Génie électrique et mécanique, la seule crédibilité que j'avais auprès du PPCLI était issue de ma période de service en Iraq avec les « Desert Rats », dans le cadre d'un échange avec l'Armée britannique. J'ai donc rédigé ma présentation en établissant des parallèles avec un programme semblable nommé que les États-Unis avaient appliqué quand ils avaient été chargés de contrôler des quartiers de villes iraqiennes. Ils avaient eux aussi donné des cartes d'identité aux hommes en âge de combattre dans le cadre du programme d'emploi – et soudainement, non seulement les fauteurs de troubles avaient été identifiables, mais encore ils avaient travaillé pour les États-Unis. Le temps que deux personnes passent ensemble les amène à se comprendre. Le GT a donc épousé l'idée; le Maj Darcy Wright a fait des démarches et a obtenu des fonds, puis un miracle s'est vraiment produit par le biais de nos hommes dans les villages – tout le crédit leur revient relativement au succès remporté par le programme. Belanday a été le premier village à l'adopter. Nakhonay était considéré comme « n'étant pas tout à fait prêt », donc (d'après mes souvenirs), le programme a été mis en œuvre dans trois villages autour de Nakhonay. Il a aidé à mieux structurer et orienter les efforts de nos équipes de la COCIM et à accroître le niveau de mobilisation. Une fois que les jeunes (et certains anciens) se sont mis à travailler à des projets prioritaires dans chaque village, les cas de réussite ont commencé à être signalés. Le dernier stade a vraiment consisté à céder la direction du programme aux États-Unis, à mesure que la responsabilité de la région leur était confiée, village par village. Je crois qu'ils se sont fondés sur notre succès et qu'ils avaient les fonds nécessaires pour donner véritablement de l'ampleur au programme. Autre détail complémentaire de ce récit : à un moment donné, un journaliste a entendu le nom « Fils de Nakhonay » et a pensé que nous finacions peut-être des milices de jeunes dans les villages. Nous avons donc utilisé une nouvelle désignation [...] mais tout le monde a continué d'employer le nom original du programme²⁵⁰. [Traduction]

Il y a eu une activité débordante à Kandahar pendant tout le mois de décembre. Le nouveau Commandement régional (Sud), dirigé par le Mgén Nick Carter, et la Plate-forme régionale (Sud), qui allait bientôt entrer en action sous la direction de Frank Ruggiero, se sont affirmés au sein des milieux des forces de sécurité afghanes, dans le sillage des nouvelles directives sur le partenariat. Cette activité a fait intervenir l'ERP de diverses façons, même si le statut du Canada en tant que partenaire dans cet effort avait été réduit.

Le Canada a réussi à conserver une certaine pertinence grâce à la réaffectation du diplomate Neil Clegg, membre du MAECI, qui avait été conseiller politique auprès de la Brigade Stryker avant qu'elle soit réassignée. Le très chevronné Clegg, autrefois officier des Forces canadiennes, est devenu conseiller spécial auprès du gouverneur Wesa. Ce dernier était loin d'être impressionné par le travail des organisations internationales de développement communautaire à Kandahar, surtout par celui des partenaires exécutants qu'employaient les organismes d'aide nationaux des pays occidentaux :

Lors d'une conférence de presse tenue le 19 décembre pour mettre en lumière les réalisations du gouvernement provincial au cours de l'année écoulée, il a déclaré que la communauté internationale était en partie responsable du degré de corruption, car elle n'accordait aucun rôle au [gouvernement] dans les processus d'adjudication des contrats. Il a souligné trois principaux défis auxquels son bureau faisait face : 1) la présentation d'ateliers inutiles par la communauté internationale; 2) le fait que les organismes de financement mettaient en œuvre leurs propres plans au lieu de prendre les besoins des Afghans en considération; 3) le manque de coordination entre le gouvernement et les ONG²⁵¹. [Traduction]

Il y avait aussi quelques organisations dominées par les Canadiens, par exemple l'Équipe des effets de la ville de Kandahar, et plus tard, le CRTS « avancé ». Le CCO-P au Palais a été renforcé par une présence accrue des forces de sécurité afghanes et par une meilleure connectivité.

En ce qui concerne la police, tout le mécanisme de soutien de la police établi par la coalition était sur le point d'être réorganisé par toutes les entités y contribuant, et c'était là une intervention réclamée plusieurs années auparavant. Avec l'arrivée d'organisations des États-Unis et, par conséquent, l'attention accrue accordée au problème par Kaboul, cette réorganisation pouvait enfin avoir lieu. Les unités des États-Unis ont été réorganisées aux fins du partenariat et elles ont été appelées des équipes consultatives de la force de sécurité (ECFS); elles s'apparentaient davantage aux ELMOP qu'aux anciennes équipes de mentorat de la police des États-Unis.

Comme il fallait s'y attendre, les changements apportés inquiétaient beaucoup les éléments douteux de la Police de Kandahar. Plus l'examen de la structure existante se poursuivait,

plus la corruption était mise au jour. Par exemple, les intérêts commerciaux du commandant du poste de police secondaire n° 11 ont été pointés du doigt : on lui a ordonné de mettre fin à ses pratiques. Il allait être dédommagé, mais l'époque de ses profits excessifs était terminée. Les autorités ont estimé qu'il risquait de « susciter le chaos afin de promouvoir ses propres intérêts et d'accroître ses revenus personnels ». [Traduction] Par conséquent, il a été congédié²⁵². Les recoupements entre la police et l'insurrection ont eux aussi été cernés et visés. À un moment donné, toutefois, les chasseurs sont devenus les pourchassés, et un agent de la lutte contre la corruption a été attaqué et tué, tout comme le commandant d'un poste de contrôle. Des policiers véreux ont pris part à un des assassinats, mais les motifs de leurs actions n'ont pas été clairs aux yeux des analystes canadiens²⁵³. En effet, le CCO-P a fourni à la police des renseignements pour qu'elle appréhende le chef d'une cellule talibane; la police s'est ensuite préparée à faire une descente dans l'enceinte où le taliban se cachait. La descente était sur le point d'avoir lieu, mais le CCO-P a reçu un appel téléphonique et a été informé que l'enceinte appartenait à l'ancien chef de police Mirwais, qui était le jeune frère du député Mohommad Arif Noorzai et, soit dit en passant, le chef de la tribu des Noorzais. Le raid a été annulé²⁵⁴.

Le nouveau point de vue sur la corruption a aussi produit des résultats à la prison de Sarposa. Après une grève de la faim des prisonniers en novembre, les Canadiens qui y travaillaient ont reçu des renseignements qui les ont convaincus que quelque chose clochait au sein de la direction de la prison. Quatre membres du personnel étaient soupçonnés d'accepter des pots-de-vin et d'aider des détenus du secteur de la sécurité nationale²⁵⁵. Un examen plus approfondi a eu lieu, et assez de renseignements ont été réunis qui ont révélé que l'insurrection avait des partisans dans la prison. Ces révélations ont permis à l'ERP d'aborder les autorités à Kaboul et d'exiger le congédiement du gouverneur de la prison²⁵⁶. Son remplaçant, le Gén Ghulam Dastageer Mayar, a découvert toutes sortes d'appareils de communication dans le secteur de la sécurité nationale; il a identifié 14 détenus qui étaient en fait des commandants insurgés de divers grades, et il a recommandé leur transfert immédiat à la prison Pul-e-Charkhi, à Kaboul²⁵⁷. En fait, la prison de Sarposa avait été un nœud de commandement et contrôle de l'insurrection dans la province de Kandahar.

Il a été regrettable que décembre se soit terminé, comme l'année précédente, par une attaque catastrophique à l'EEI. Le 30 décembre, des travaux routiers à la frontière entre la ville de Kandahar et le district de Dand ont obligé une patrouille de l'ERP à faire un détour. Trois jours plus tôt, une patrouille de logistique de combat de l'ESN avait heurté un EEI au même endroit. Ce premier engin n'a pas explosé, mais cela n'a pas été le cas du second. L'explosion a détruit le système d'arme télécommandé du VBL et tué cinq personnes : le Sgt Kirk Taylor de la 84^e Batterie autonome de campagne de l'Artillerie royale canadienne; le Sgt George Miok du 41^e Régiment du génie de combat; le Cpl Zachery McCormack du

Loyal Edmonton Regiment; le Sdt Garrett Chidley du 2^e Bataillon du Princess Patricia's Canadian Light Infantry, et la journaliste Michelle Lang du *Calgary Herald*. Quatre autres soldats et la représentante du MAECI, Bushra Saeed, ont été gravement blessés.

Outre que l'attaque avait fait des morts et des blessés, elle a comporté d'autres aspects troublants. Elle avait été bien orchestrée, avec des EEI perfectionnés qui n'avaient pas été utilisés auparavant dans le Dand. On a aussi observé un véhicule et un individu qui filmait les résultats de l'attaque. Ce véhicule a été repéré et suivi par un UAV qui a conduit à ce qui semblait être la réunion d'une cellule d'insurgés faisant une analyse après action. Par la suite, les participants à la réunion ont apporté un article à un complice à un poste de contrôle de la police. Il a plus tard été établi que la réunion avait eu lieu dans une enceinte qui appartenait à Gul Agha Sherzai, chef de la tribu des Barakzais et ancien gouverneur de Kandahar²⁵⁸.

Le 24 janvier, une partie de la cellule qui avait exécuté l'attaque de décembre a été repérée par les ressources ISTAR, puis aperçue par hasard dans le Dand par deux hélicoptères CH-146 Griffon et un CH-147 Chinook transportant un dignitaire qui se rendait visiter la prison de Sarposa. Un des Griffon était muni d'une caméra MX-15 et a repéré la cible à plus de 10 kilomètres de distance. Un UAV MQ-9 Reaper a été envoyé sur les lieux pour confirmer l'identité de la cible, mais il n'était pas armé. Une équipe d'hélicoptères Griffon armés a été dépêchée là depuis le KAF pendant que celui-ci subissait un bombardement à la roquette (qui a blessé huit Roumains). Les Griffon ont acquis l'objectif, ont été autorisés à faire feu avec leurs canons Dillon Gatling et ont ainsi supprimé deux poseurs d'EEI²⁵⁹.

De retour dans l'Arghandab?

Quand la zone d'opérations de la Brigade Stryker dans le district d'Arghandab a été modifiée, le Lcol Frank Jenio et le 2^e Bataillon du 508^e Régiment de parachutistes (le 2-508 Infanterie, ou la FO 2 « Fury ») ont déménagé dans une zone d'opérations qui s'étirait du centre du district d'Arghandab vers le nord-ouest jusqu'à Jelawur, vers le sud-ouest jusqu'à un point près de l'Autoroute 1, vers le sud jusqu'au pont enjambant la rivière Arghandab, puis vers le nord-est jusqu'au centre du district. La responsabilité de Senjaray a continué d'incomber au 1-12 Infanterie, tandis que la zone d'opérations du 97^e Bataillon de la police militaire s'est étendue à l'est le long de l'Autoroute 1. Le 3^e Kandak de la 1-205 Brigade est resté dans l'Arghandab pour travailler en partenariat avec la FO 2 « Fury ».

Cependant, la relation de commandement entre les unités étatsuniennes et canadiennes était alambiquée. La FO 2 « Fury » était constituée pour encadrer les forces de sécurité afghanes dans le cadre d'une structure de commandement étatsunienne, mais elle fonctionnait maintenant comme un bataillon régulier d'infanterie légère qui menait des opérations avec des troupes afghanes et leurs mentors canadiens. Comme le 2-2 Infanterie, la FO 2 « Fury » n'était

pas munie de tous les éléments habilitants propres à une brigade et fournis habituellement par un quartier général supérieur. Il lui manquait aussi des liens avec les structures et les programmes provinciaux de gouvernance et de développement. Par conséquent, la FO 2 « Fury » est temporairement passée sous la coupe de la FO Kandahar en décembre 2009, en attendant qu'une réorganisation plus vaste ait lieu en août 2010. Pendant ce temps, il y a eu divers autres problèmes de commandement liés au quartier général supérieur étatsunien de la FO 2 « Fury ». En janvier 2010, juste après l'établissement de la FO 2 « Fury » dans son nouveau rôle, le Lcol Jenio a soudainement été relevé de son commandement par ses supérieurs étatsuniens, et le Lcol Guy Jones l'a remplacé. Le 19 janvier, le commandant de la Compagnie A, le Capt Paul Pena, a été tué par un EEI²⁶⁰. Les effets combinés de ces facteurs ont perturbé le commandement pendant tout le mois de janvier.

La FO Kandahar ne s'était essentiellement pas tenue au courant des détails de ce qui se passait dans l'Arghandab depuis qu'elle avait cédé la responsabilité du district au 1-17 Infanterie en août. Il s'y était produit beaucoup de changements. Un ancien moujahidine devenu taliban, Haji Abdul Jabbar, s'était rangé du côté du gouvernement et avait été nommé chef du district. Karimullah, le fils de Naquib, était toujours chef de la tribu des Alikozais, mais beaucoup le trouvaient faible. Jabbar avait de l'influence dans quelques « zones isolées » dans le voisinage du centre du district, tandis que Karimullah exerçait la sienne dans les secteurs longeant la rive est de la rivière Arghandab. Ni l'un ni l'autre ne dominait les localités de la rive ouest. Les analystes canadiens ont estimé qu'il n'existait aucune unité dans le district et que chaque village était laissé à lui-même. La choura du district se composait d'Alikozais, et les autres tribus n'y étaient pas représentées²⁶¹.

Malgré ses difficultés internes et la scène sociale divisée, la FO 2 « Fury » avait, estimait-on, stabilisé la situation au début de janvier. La réussite reposait sur des patrouilles à pied de bas niveau et sur le rétablissement des rapports avec les chefs communautaires de la région. Une opération menée par les compagnies du 2^e Kandak et une compagnie de la FO 2 « Fury » a montré à la population locale que les deux entités pouvaient effectivement travailler ensemble. La confiance grandissante des habitants a amené le gouvernement afghan à déployer une équipe du ministère de l'Agriculture et à convoquer une choura sur le développement dans la partie occidentale de l'Arghandab sous la direction de l'Équipe de soutien du district composée de mentors d'USAID et du Département d'État²⁶².

Après cette choura, les forces coalisées ont exécuté l'Op FAZILAT qui visait à dégager la localité de Jeleran, laquelle avait la réputation d'être un village-dortoir pour les insurgés. Cette fois-là, un peloton canadien de stabilisation et une ELMOP travaillant de concert avec la Police afghane en uniforme ont pris part à l'action avec des éléments du 3^e Kandak et la FO 2 « Fury ». L'ELMOP et la police ont exécuté les fouilles dans les enceintes,

et le village a été dégagé sans incident. Les habitants de l'endroit ont dit à l'équipe de la COCIM que « le gouvernement ne fonctionnait plus » [Traduction] et que la population acceptait avec plaisir toutes les formes de développement lui étant offertes²⁶³.

Maintenant que l'équipe de la COCIM et l'ELMOP du Canada étaient de nouveau à l'œuvre dans l'Arghandab, la FO Kandahar a réacquis sa connaissance de la situation. Le chef de district Jabbar était considéré comme étant compétent et, aspect intéressant, il partageait le désir de l'équipe de la COCIM de remplacer la moquette dans les mosquées du district. Jabbar a dit à l'équipe que « c'était une bonne idée et qu'il convenait de faire d'abord le travail dans les mosquées des villages indécis, au lieu de favoriser uniquement celles situées dans les villages qui accueillait bien les FC » [Traduction]. Dans la plupart des cas, USAID et ses partenaires exécutants se sont occupés du développement dans l'Arghandab. Leur mentor du Département d'État a travaillé avec ardeur pour renforcer le rôle du nouveau chef de la choura, Haji Mohommad, mais ce dernier et Jabbar ne s'entendaient pas bien. Jabbar estimait que Mohammad était corrompu et il voulait qu'il soit démis de ses fonctions²⁶⁴.

En ce qui concerne la police, l'ELMOP s'est mise en rapport rapidement et facilement avec le chef de police du district et ses détachements. Elle a aussi donné à la police une formation de base sur la lutte contre les EEI. Encore une fois, les agents de police afghans étaient mécontents parce qu'ils n'avaient pas été payés depuis plusieurs mois, et ils menaçaient de démissionner. Les mentors de l'ELMOP ont travaillé avec le quartier général de la police provinciale afin de tirer la situation au clair. Parallèlement, certains soupçonnaient la FO 2 « Fury » d'essayer de séduire les agents de police dans le Panjwayi en leur offrant toutes sortes d'encouragements. Après enquête sur cette plainte, on a eu l'impression que des agents de police mécontents du Panjwayi montaient les États-Uniens et les Canadiens les uns contre les autres; cette approche a infecté la structure du pouvoir dans le Panjwayi en 2011²⁶⁵.

Un développement particulièrement positif a été la reprise du service de téléphonie cellulaire dans le district et la distribution de cartes (facilitée par les efforts du Canada et des États-Unis) portant le numéro du CCO-D à composer en cas d'urgence pour encourager les habitants à appeler les autorités compétentes²⁶⁶.

Les activités de la FO 2 « Fury » et des unités canadiennes lui étant rattachées ont attiré l'attention des autorités supérieures sur le district d'Arghandab. Le Bgén Basir de la 1-205 Brigade a convoqué une choura sur la sécurité avec les intervenants afghans encore présents dans le district après les opérations de l'automne, ce qui a favorisé un rapprochement opérationnel entre le 3^e Kandak (et ses mentors canadiens) et la FO 2 « Fury ». Malheureusement, la participation de la 1-205 Brigade à l'Op MOSHTARAK dans

la province d'Helmand a affaibli l'Op MESMAR que devaient mener en février des forces afghanes, canadiennes et étasuniennes aux stades « dégager et tenir » du processus anti-insurrectionnel²⁶⁷.

L'équipe canadienne de la COCIM a collaboré avec l'Équipe de soutien du district (ESD) pour définir les paramètres de la nouvelle structure du pouvoir. Le Bgéné Basir a averti les intéressés que « les chefs tribaux et les criminels utilisaient les troupes de la FIAS comme des pions dans leurs conflits intestins ». [Traduction] Par ailleurs, l'équipe de la CIMIC a mis au jour d'importants problèmes liés au chef de la choura, Haji Mohommad. Ce dernier usait en fait de son influence pour adjudger des contrats à une entreprise de construction inscrite sur la liste noire de l'ERP. Jabbar a lui aussi été blâmé d'avoir trempé dans la corruption, et il semblait qu'une fois de plus, la confusion régnait à la direction du district. Cela dit, l'équipe spécialisée du Génie s'est occupée d'étudier l'état des itinéraires, de manière à ce que les ponts ayant été endommagés par des EEI puissent être réparés, pendant que l'Équipe des affaires civiles des États-Unis examinait les moyens à prendre pour enlever les ponceaux et dériver les systèmes d'irrigation²⁶⁸.

À la fin de février, diverses caches d'armes importantes ont été découvertes grâce à des renseignements fournis par la population locale, et le nombre d'EEI trouvés avec l'aide des habitants était à la hausse. Pendant ce temps, les FOS ont activement supprimé des chefs de l'insurrection, et la FO 2 « Fury » a finalement fait savoir que les insurgés capturés dans le district étaient désormais âgés en moyenne de 16 à 19 ans. Ces combattants inexpérimentés n'avaient pas les mêmes compétences que leurs prédécesseurs, de sorte que de nombreuses tentatives de faire exploser des EEI ont échoué. Ces insurgés néophytes pouvaient tirer des armes automatiques de manière indisciplinée sans viser contre l'infrastructure tactique, mais tant que des combattants plus expérimentés n'ont pas été réintroduits dans l'Arghandab, les forces afghanes, canadiennes et étasuniennes ont eu l'avantage²⁶⁹.

Les opérations dans le district de Panjwayi, en janvier et février 2010

Au cours des deux premiers mois de 2010, la situation dans le district de Panjwayi a comporté quatre volets géographiques distincts, mais reliés entre eux : Sperwan Ghar, Bazaar-e Panjwayi, le centre-est du Panjwayi (entre Mohajerin et Zalakhan), et Nakhonay. La Compagnie C du 1 PPCLI et une compagnie afghane du 2^e Kandak se sont occupées de Sperwan Ghar. Une compagnie du 2^e Kandak, la police afghane, l'équipe de la COCIM de la Compagnie de stabilisation B et une partie de la Compagnie A du 1 PPCLI se sont déployées dans Bazaar-e Panjwayi. Une partie du 2^e Kandak et des éléments de la Compagnie A du 1 PPCLI ont occupé le centre-est du Panjwayi, tandis que la Compagnie D et une compagnie afghane se sont chargées de Nakhonay et des environs (voir la figure 6-10).

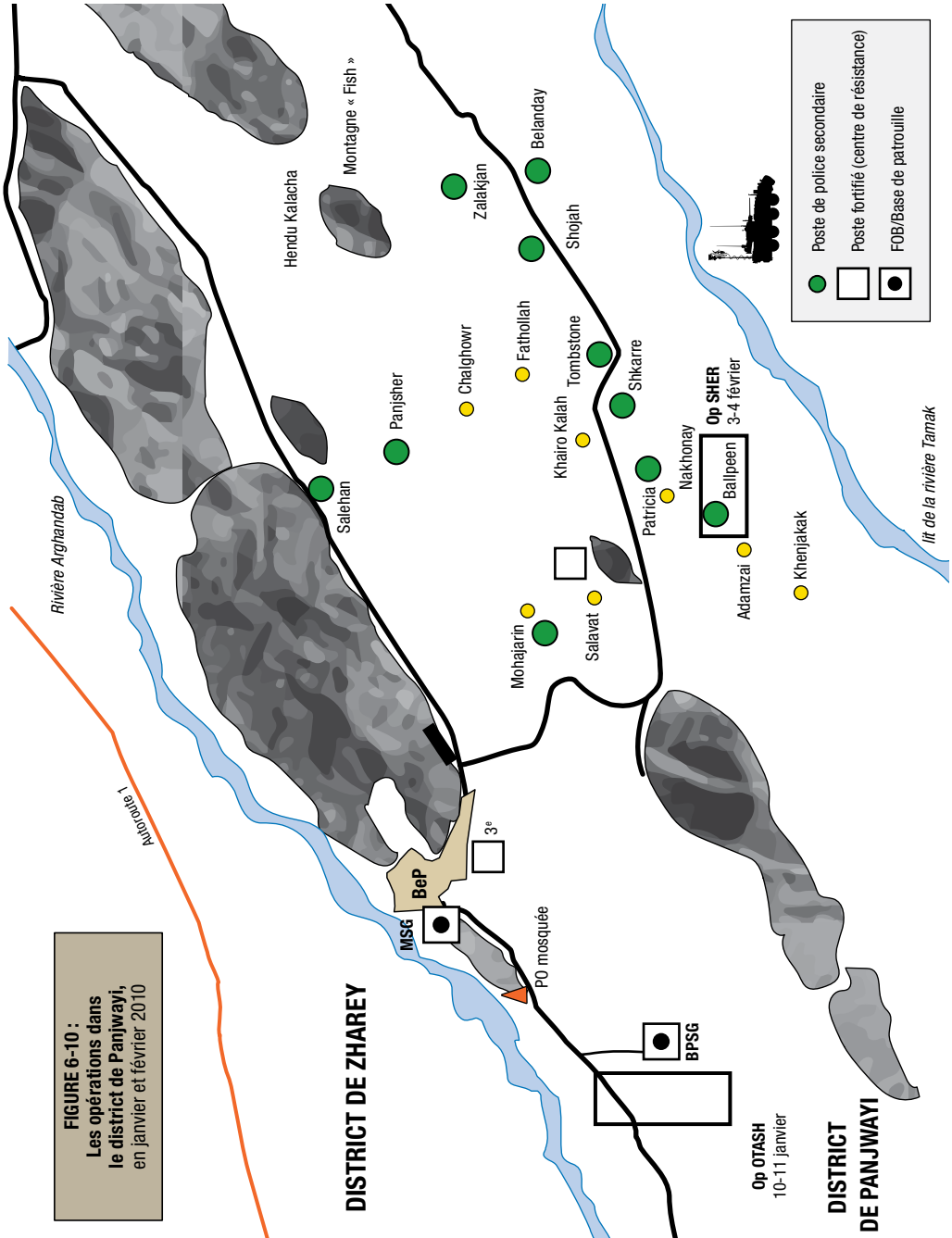


FIGURE 6-10 :
Les opérations dans
le district de Panjwayi,
en janvier et février 2010

Figure 6-10 : Les opérations dans le district de Panjwayi, en janvier et février 2010

En général, la Compagnie C a maintenu la pression dans Sperwan avec des patrouilles et des chouras. Cela a amené les anciens de Pay-e Moluk à aborder les Canadiens et les Afghans pour obtenir d'eux une aide plus grande dans leur localité. Cette demande et une attaque à l'EEI contre la Compagnie C sur l'itinéraire BROWN ont donné lieu à l'Op OTASH le 6 janvier. Les localités visées étaient Pay-e Moluk et Nal Bazaar, et l'objectif consistait à y éliminer les fabriques et les caches d'EEI et à susciter la bonne volonté de la population. Il s'agissait d'insérer un peloton de reco et des tireurs d'élite à l'ouest des localités, de sécuriser le poste d'observation de KYBER et la jonction entre les itinéraires BROWN et HYENA avec une troupe de Leopard et un peloton de VBL III, puis de ratisser les deux villages avec la compagnie d'infanterie afghane appuyée par un peloton de la Compagnie C et des sapeurs²⁷⁰.

Les tireurs d'élite et le peloton de reco ont été pris à partie depuis l'écran ennemi installé à l'abscisse 28. Les Canadiens ont riposté et ont tué leurs adversaires que leurs compatriotes avaient abandonnés sous un soleil brûlant, de façon peu caractéristique. Les équipes de ratissage ont trouvé de nombreux sacs de nitrate d'ammonium et des obus d'artillerie. Sous la direction du Lcol Baris, les chouras ont révélé que les habitants en avaient assez des EEI, que leurs enfants se faisaient tuer et que les talibans les empêchaient de cultiver leurs champs à l'ouest. Ils voulaient aussi une école. L'ennemi a continué de sonder l'écran établi par les unités de reco, ce qui a donné lieu à des escarmouches entre tireurs d'élite, et il a même essayé de s'en prendre aux participants à l'Op KYBER : cela a entraîné un bombardement avec des obus de 25 mm qui ont déchiqueté les insurgés. Un UAV survolant les lieux a plus tard repéré des ennemis qui recueillaient des restes humains avec des brouettes. Le Maj Rutland a compris avec regret que les forces coalisées n'étaient pas en mesure de rester dans les deux localités pour aider au développement et que l'ennemi continuerait donc à entrer dans Nal Bazaar et Pay-e Moluk. Les talibans basés à Zangabad étaient trop nombreux et trop agiles, et l'on ne pouvait que les tenir en échec jusqu'à ce qu'une opération soit organisée pour nettoyer la Corne du Panjwayi [...] encore une fois²⁷¹.

Par conséquent, le quartier général supérieur a pris la décision de déployer la FO Trident à l'ouest de l'abscisse 28 afin de perturber l'ennemi et de façonner la situation en vue d'une poussée éventuelle dans la Corne du Panjwayi plus tard en 2010. La FO Trident était une entité compacte et agile axée sur l'équipe SEAL des Forces navales des États-Unis; elle avait ses propres hélicoptères Chinook et son soutien intégré. La FO Trident a affecté un officier de liaison dans le GT et a organisé de nombreuses opérations. Le Maj Lee Mossop, officier des opérations du GT, a fait l'observation suivante :

Nous avons travaillé une dizaine de fois avec la FO Trident, soit nettement plus souvent qu'avec le COMFOSCAN et le ROSC. Nous n'avons rien fait avec [la FOI-2] parce que c'était compliqué, tandis que coopérer avec la FO Trident était simple²⁷². [Traduction]

L'équipe SEAL s'en est prise aux chefs insurgés et a mené des opérations d'influence à Zangabad et dans des localités à l'ouest. Une de ces opérations a permis de supprimer Nabi, chef du réseau établi dans Bazaar-e Panjwayi. Il a été tué au cours d'une réunion d'insurgés près de Zangabad. Ces interventions ont atténué la pression dans cette localité, et la multiplication des patrouilles dans Haji Habibullah, au sud, a aussi contribué à améliorer la situation²⁷³.

Les débats au sujet du développement et de la gouvernance se sont poursuivis dans les salles de réunion du nouveau Centre de district, à Bazaar-e Panjwayi. Les quatre enjeux dominants, qui avaient été les mêmes au cours de plusieurs rotations, concernaient les écoles, les routes, la police et la gouvernance, et le problème primordial des Canadiens se rapportait à la façon dont le gouverneur du district, Haji Baran, abordait ces quatre enjeux²⁷⁴.

Au début de 2010, Kaboul a déployé des efforts soutenus pour faire progresser le dossier de l'éducation, et les effets se sont propagés jusque dans les districts. Dans de nombreux villages, mais surtout à Mohajerin, à Pay-e Moluk et à Sperwan, les habitants ont commencé à interroger les Canadiens de passage au sujet des écoles; par conséquent, les patrouilles canadiennes et afghanes se sont mises à évaluer le degré d'intérêt des gens en leur demandant s'ils pensaient que leur collectivité allait bénéficier de la présence d'écoles. Parallèlement, les agents de la COCIM ont commencé à évaluer l'état de l'éducation dans le district afin d'établir un niveau de référence²⁷⁵.

Le gouverneur du district, Haji Baran, n'était pas très enthousiasmé par l'idée au début et il a déclaré plus tard à l'équipe de la COCIM que la sécurité des écoles faisait problème et qu'il voulait plutôt utiliser les ressources à d'autres fins. Baran était illettré, ce qui influait probablement sur sa position en la matière, mais il avait raison d'affirmer qu'il fallait d'abord assurer la présence continue de forces de sécurité dans les localités, de manière à ce que les écoles et ceux qui les dirigeaient ne soient pas attaqués par les insurgés. Tristement, l'école de Bazaar-e Panjwayi, autrefois active, avait elle-même été dévalisée pour une raison quelconque en août. Baran ne savait plus où il en était. Une enquête a établi que l'école était fermée parce que le commandant des insurgés l'avait ordonné, mais Baran soutenait auprès des Canadiens qu'elle était ouverte et active. Qui dirigeait Bazaar-e Panjwayi en réalité? Quand le Maj Niven et la Compagnie D ont interrogé la population de Nakhonay, ils ont appris qu'elle voulait elle aussi une école, mais que Baran avait déclaré qu'aucune école n'y était nécessaire²⁷⁶. La question en est venue à un point critique quand le gouverneur Wesa est intervenu et a convoqué une choura sur l'éducation à Kandahar. Les Canadiens ont estimé que, « même si Haji Baran savait très habilement faire des discours et dire aux habitants du district quoi faire, il n'était de toute évidence pas au courant de leurs besoins et ne prenait aucune mesure au profit de la population du Panjwayi²⁷⁷ ». Pire encore, Baran estimait véritablement que les écoles devaient suivre

un programme d'études acceptable aux yeux des talibans, pour que les insurgés les laissent tranquilles²⁷⁸. Quand l'école de Bazaar-e Panjwayi a rouvert ses portes à la fin de février, le directeur a déclaré à la patrouille de l'ANA que, même si l'ennemi lui avait ordonné de fermer l'école, les parents et le personnel enseignant « avaient décidé de la garder ouverte, peu importe les menaces ». [Traduction] Les anciens « avaient dit aux chefs talibans qu'il était acceptable que les talibans combattent la FIAS, l'Armée nationale afghane et la Police nationale afghane, mais non qu'ils menacent l'éducation de leurs enfants²⁷⁹ », [Traduction]

Baran a continué de gêner la construction routière dans tout le district. Dans un cas, il a agressé des ouvriers sur l'itinéraire HYENA, puis il a ordonné à son personnel de détruire le projet en cours. Le projet de construction routière de l'UNOPS/SAITA exécuté sur l'itinéraire LAKE EFFECT l'avait carrément mis hors de lui, et il a fallu toutes les ressources des agents de développement canadiens pour calmer sa colère. Par ailleurs, Baran s'est opposé à l'entreprise de construction NISAY qui était en train de réparer les ponceaux près de Sperwan²⁸⁰. Une enquête des agents de la COCIM a porté à croire que le problème était dû purement et simplement au favoritisme tribal, mais que les effets étaient importants :

Les agents de la [COCIM] se sont entretenus avec un représentant des ouvriers qui leur a dit qu'ils étaient exaspérés parce que ceux qui n'étaient ni alikozaïs ni noorzaïs avaient du mal à trouver du travail à Bazaar-e Panjwayi. [II] a fait écho à des commentaires formulés pendant les patrouilles du 11 janvier, selon lesquels Haji Mahmood (chef du village de Bazaar-e Panjwayi) et Haji Baran (chef du district de Panjwayi) avaient empêché le congédiement d'ouvriers kakars et d'autres pendant le projet routier de Sperwan en 2008-2009 et des projets plus récents dans la région [...]. Selon ce représentant, le manque d'emplois acceptables incitait davantage les habitants à aller travailler pour les talibans que les opinions religieuses. Il a affirmé que les gens avaient désespérément besoin de travailler et ils étaient mécontents de voir que les emplois leur étaient refusés à cause de leur tribu d'appartenance [...] à [Kandahar], il n'estimait pas qu'il y avait des tensions tribales entre lui et ses voisins, sauf quand le gouvernement attribuait des emplois ou des contrats²⁸¹. [Traduction]

Baran voulait contrôler chaque projet dans le district pour en profiter financièrement et par le biais du favoritisme, mais il percevait les agents de la COCIM et d'autres promoteurs comme étant des concurrents. Tout le monde, sauf Baran, savait très bien qu'il n'avait pas les atouts intellectuels voulus pour s'adapter au nouveau mode de fonctionnement que le gouverneur Wesa et ses partisans étaient en train de mettre en œuvre dans la province. Pourtant Wesa refusait de congédier Baran. Ce dernier avait des relations avec le complexe réseau de personnes d'influence de Kandahar, et il y aurait des répercussions s'il était démis de ses fonctions.

D'après l'évaluation des Canadiens, Wesa avait la réputation d'un faible et, maintenant que les Alikozais dirigés par Naquib avaient été neutralisés, Ahmad Wali Karzai et les Barakzaïs

dirigés par Sherzai étaient en pleine montée. Baran estimait qu'il était assiégé par les autres détenteurs de pouvoir dans le Panjwayi, nommément Haji Agha Lalai Dastagiri, Haji « Dollars » Agha Lalai et Haji Mahmood (qui cherchait constamment à susciter des différends entre les agents de la COCIM, l'ELMOP et Baran). Tous avaient des relations avec Ahmad Wali Karzai, même s'ils étaient ou alikozais ou noorzais. Baran, qui était noorzai, appartenait aussi à une tribu minoritaire, ce qui contribuait à son isolement et à son insécurité politiques²⁸². Cependant, Baran subissait l'influence d'Ahmad Wali Karzai. Ni Karzai ni Wesa n'ont pris des mesures pour remplacer Baran, et ni l'un ni l'autre n'a dissuadé les autres détenteurs de pouvoir qui s'alignaient sur eux de faire marche arrière. En ce sens, la gouvernance du Panjwayi a continué de s'apparenter à une mafia, vu que tous les détenteurs de pouvoir rivaux appartenaient au même gang et se faisaient la lutte pour acquérir le même butin, les caïds trouvant plaisir à observer la lutte entre les concurrents qui s'affrontaient dans l'arène du Panjwayi.

Bien sûr, il était utile de laisser la police dans un état de faiblesse et de la tenir en échec dans un tel contexte, et la restructuration des mentors de la police canadienne n'aidait pas les choses. À ce moment-là, il n'y avait aucun chef de police en poste dans le district, et seulement 50 agents sur les 312 qui étaient nécessaires se présentaient à leur poste régulièrement. Le chef de police dysfonctionnel annulait régulièrement les classes de l'ELMOP. Parallèlement, pourtant, ces cinquante agents de police fournissaient un bon rendement malgré le piètre leadership et leur faible nombre. Le chef de police a été relevé de ses fonctions à la fin de janvier. L'ELMOP couvrait maintenant un territoire plus vaste et, par conséquent, plus de patrouilles de présence et plus d'activités de mentorat avaient lieu, ce qui améliorait la sécurité dans Bazaar-e Panjwayi même. Il n'y avait tout simplement pas assez d'agents de police et pas assez d'équipement pour ceux qui étaient présents et à leur poste dans le district. Kandahar promettait mer et monde, mais aucune mesure n'était prise²⁸³. L'incapacité de la FO Kandahar d'obtenir des ressources policières auprès du gouvernement provincial pour les zones d'opérations canadiennes a engendré une situation extrêmement problématique dans le Panjwayi.

À la fin de janvier, le déploiement de l'ESD a enfin permis de remédier à l'absence d'une approche coordonnée de la gouvernance et du développement à l'échelle du district. L'ESD comprenait des représentants du Département d'État des États-Unis et d'USAID et un Canadien du MAECI. L'ESD a travaillé avec le Centre de coordination des opérations du district de Panjwayi et avec le Bureau du gouverneur du district, nouvellement formé. Les composantes militaires canadiennes comprenaient un peloton de stabilisation, une équipe de construction du Génie, un détachement de l'équipe spécialisée du Génie pour gérer l'adjudication des contrats, ainsi qu'une cellule du renseignement et des OPPSY²⁸⁴.

Le rôle de l'ESD consistait à encadrer les responsables de la gouvernance et à financer les projets de développement. Elle n'appartenait pas à l'ERP, même si elle ressemblait à

l'ERP (avancée), telle que les planificateurs canadiens l'avaient envisagée en 2007 et 2008. En général, l'ESD entretenait une relation avec le Commandement régional (Sud) et avec les personnes qui contrôlaient le financement des États-Unis au sein de l'ERP. Idéalement, l'ESD voulait que huit membres afghans fassent partie du bureau du district; ils pourraient accéder aux fonds du ministère du Relèvement rural et du Développement réservés au développement, et ce ministère pourrait à son tour se mettre en rapport avec les entités homologues au niveau provincial et écarter ainsi entièrement l'ERP²⁸⁵.

Ron Melvin, représentant du Département d'État et chef *de facto* de l'ESD, a vite compris qu'il fallait donner suite aux griefs et rétablir les tours de téléphonie cellulaire. Il fallait étoffer et parfaire le plan provisoire de stabilisation du district. Il a aussi pris des mesures pour renforcer les organisations en train de disparaître, telles que l'ADD, afin d'acculer Haji Baran au mur sur le plan procédural pour l'empêcher d'agir unilatéralement autant que possible²⁸⁶.

Dans la partie centrale du district, les interventions comprenaient surtout des patrouilles locales, et des chouras étaient convoqués par la Compagnie A du Maj Ryan Jurkowski et par sa compagnie afghane partenaire du 2^e Kandak dans le quadrilatère défini par les villages de Mohajerin, de Salavat, de Fatollah et de Chawlgor. En général, l'activité ennemie s'est limitée à des opérations d'intimidation; le mollah d'une mosquée a déblatéré des propos antigouvernementaux, et une équipe d'insurgés de Nakhonay a détruit des téléphones cellulaires et distribué des lettres de menace pendant la nuit. Un groupe de poseurs d'EEI était sporadiquement actif, mais des renseignements fournis par des enfants de la localité ont permis de repérer les engins avant qu'ils n'exploient. La plupart de ces villages étaient prêts à amorcer des programmes de développement; par conséquent, les équipes de la COCIM et de l'organisation chargée des travaux de construction ont travaillé avec eux pour dresser des listes de projets et commencer à exécuter ces derniers²⁸⁷.

Nakhonay constituait le principal problème pour le GT et surtout pour le Maj Wayne Niven et la Compagnie D. Les patrouilles ont révélé que la population était divisée : la partie est du village était progouvernementale, contrairement à l'ouest. Les insurgés interdisaient les téléphones cellulaires et distribuaient des « permis » d'utilisation en prétendant que leur objectif était d'empêcher les habitants de faire sauter des EEI par accident sur l'itinéraire LAKE EFFECT²⁸⁸. Les rapports abondaient sur des talibans armés et masqués qui, avec des haut-parleurs, étaient « actifs dans les villages » à l'est de Nakhonay, avec l'appui du village même²⁸⁹.

La Compagnie D du 1 PPCLI et la 3^e Compagnie du 2^e Kandak ont poursuivi leur programme de patrouille, mais ils n'ont eu aucun contact avec l'ennemi jusqu'au 14 janvier, jour où une patrouille débarquée dirigée par le Sgt John Wayne Fraught a fait sauter un EEI à fragmentation et à déclenchement direct dissimulé dans un mur. Le Sgt Fraught a

été tué, mais l'auteur de l'attentat a été capturé²⁹⁰. Par coïncidence, le Maj Niven a observé l'attaque depuis un SUAV auquel il était relié :

J'en avais ras le bol, plus qu'autre chose. Nous faisons du bien ici, nous sommes présents ici, nous commençons à produire un effet positif, mais les insurgés nous harcèlent encore, et j'étais tellement fâché! Nous ne prenons part à aucun échange de feux à ce stade-ci [...] Et nous ne réussissons pas à faire démarrer grand-chose. Nous voyons une bouffée de fumée, et merde, John Wayne est tué²⁹¹! [Traduction]

La mort du Sgt Fraught a eu un effet catalytique :

Je me suis assis avec le [Lcol] Jerry Walsh et je lui ai dit : « Okay, mon Colonel, ce que nous faisons, en jouant le rôle des messieurs très gentils, ne donne rien! Nous devons changer la dynamique des choses. J'ai besoin d'agir comme dur détestable pendant quelque temps. J'ai besoin que vous et le commandant de la brigade me donniez les ressources voulues pour agir comme un dur. » Et il a répondu : « Qu'est-ce qu'il te faut? » J'ai besoin d'une présence plus permanente dans le village, je veux avoir une protection aérienne en tout temps, l'aviation ou des unités d'appui rapproché. Je veux des missions avec obus éclairants le soir dans le ciel du village. Je veux que ça bouge 24 heures par jour, sept jours par semaine [...] une présence partout. Car je veux attirer leur attention. J'en ai assez de faire ce que nous faisons maintenant. Trois de mes soldats sont morts maintenant, et hormis les petits résultats obtenus ici, je n'arrive pas à me convaincre que les risques que nous courons ici sont justifiés. » Ils m'ont donné tout ce que je voulais²⁹². [Traduction]

La Compagnie D a obtenu sa propre équipe anti-EEI et elle a constitué une force de réaction rapide (FRR) de manière à ne pas dépendre de la FRR composée de chars et basée au loin, à Ma'Sum Ghar; c'était en quelque sorte « une opération délibérée sur [l'itinéraire] LAKE EFFECT ». [Traduction] Les équipes anti-EEI ont trouvé trois engins par jour : des EEI à plaque de pression, des explosifs à fragmentation, des engins de fabrication artisanale et des caches de composantes. Des hélicoptères OH-58D Kiowa Warrior « nous survolaient tous les jours, pendant toute la journée. Je me rappelle avoir été en patrouille, un jour, et avoir vu un bombardier B-1 au-dessus de nous et du village à basse altitude. Mon contrôleur interarmées de la finale de l'attaque (CIFA), Bill Hunt, m'a dit : "Monsieur, je ne pensais jamais voir le jour où nous serions en train de faire cela." Et j'ai répondu : "Ouais, Bill, quand j'étais jeune, le B-1 était un bombardier nucléaire stratégique, et aujourd'hui, il appuie la compagnie"²⁹³». [Traduction] La Batterie C a continué de lancer des fusées et des obus éclairants, et « elle a suscité l'attention des anciens du village. "Qu'est-ce qui se passe? Qu'est-ce qui se passe?" J'ai répondu : "Messieurs, dites-moi donc ce qui se passe dans votre village et qui y fait du mal à autrui." J'ai affecté le 12^e Peloton à cet endroit ». [Traduction] L'escadron de reco a surveillé les approches sud-est.

La Compagnie de stabilisation B a remplacé le « bâton » par une « carotte ». Que voulaient les chefs de Nakhonay? Malim voulait des routes. On lui a répondu : « Sans sécurité, pas de routes ». [Traduction] Les efforts déployés pour obtenir plus d'agents de police ont échoué. Quand le GT a demandé à Haji Baran de s'adresser aux anciens, il a fait savoir que la population du village souhaitait mettre sur pied une position au sud-ouest du village pour arrêter les insurgés qui venaient de Khenjakak²⁹⁴. Baran a été envoyé dans le village de nouveau pour dialoguer avec les anciens de Nakhonay, mais cette fois, il s'est heurté à Haji Malim :

[Baran] a déclaré que, si les habitants de Nakhonay n'aidaient pas la FIAS et les FSNA, elles construiraient un poste de contrôle au centre du village. [Haji Malim] a affirmé que la FIAS travaillait dans le Dand depuis quelque temps, mais que très peu y avait été accompli. Plus précisément, Malim a souligné que 30 villages du Dand n'avaient pas d'école et que la FIAS payait 400 Afghans par jour depuis deux ans pour construire une route, mais que rien n'avait été construit [il faisait allusion au projet de pavage des itinéraires FOSTERS-HYENA]. Baran a déclaré plus tard que Malim était un taliban et qu'un de ses fils commandait un groupe d'insurgés. Pendant toute la choura, Malim a parlé le premier, et tous les autres anciens le regardaient avant de parler [...] Baran a plus tard déclaré que, si [Malim] ne coopérait pas avant la tenue de la prochaine choura, il ferait arrêter et détenir tout le monde par la police²⁹⁵. [Traduction]

Les ressources ISTAR et les patrouilles locales ont donné lieu à la théorie selon laquelle le fils de Malim était un chef taliban branché aux autres réseaux d'insurgés dans la province de Kandahar, mais on ne savait pas au juste si Malim était un taliban ou non. Certains pensaient que Malim appuyait les insurgés en passant par son fils, ou que c'était peut-être le contraire. D'autres renseignements ont révélé que Malim avait deux fils et que les trois hommes avaient des rapports avec des commandants talibans dans le Dand et le Panjwayi²⁹⁶.

Entre-temps, le Lcol Walsh et le Lcol Bahris ont préparé le GT et le 2^e Kandak à exécuter l'Op SHER PAKA-WAL. La reco et les UAV ont dressé les écrans habituels dans le village le 1^{er} février; Haji Baran est arrivé pour une choura, tandis que Malim et ses acolytes sont arrivés le lendemain. Au cours de cette choura, ces derniers ont nié catégoriquement qu'ils étaient des insurgés et ils ont affirmé que les insurgés étaient tous des combattants venus de l'extérieur. Malim a peu à peu cédé. Il a accepté une présence des forces coalisées dans le village et s'est engagé à coopérer davantage avec elles²⁹⁷. Vingt-quatre heures plus tard, la Compagnie D du 1 PPCLI, la 3^e Compagnie du 2^e Kandak en tête, a dégagé Nakhonay jusqu'à un endroit situé à la limite sud de la localité et appelé Objectif BALLPEEN; les sapeurs sont arrivés ensuite pour construire une base de patrouille. Les deux compagnies susmentionnées ont réaligné leurs positions de manière que trois postes avancés de combat soient disposés en réseau à travers le centre de la localité : Shkarre à Haji Baba, et Patricia

et BALLPEEN à Nakhonay. Six caches d'EEI ont été découvertes pendant l'Op SHER PAKA-WAL. En fin de compte, cependant, un certain nombre de commandants talibans qui étaient à Nakhonay avaient été mis au courant de l'opération par l'intermédiaire de Malim, qui avait un agent dans l'appareil gouvernemental et lui fournissait des renseignements. Ces commandants ont fui à Kenjakak, où ils se sont joints à un autre commandant et à vingt de ses hommes²⁹⁸.

L'opération n'a pas décontenancé Malim qui avait déjà préparé des excuses quand les patrouilles de la COCIM de la Compagnie de stabilisation B lui ont demandé des réponses : les caches étaient vieilles; elles appartenaient à quelqu'un d'autre; personne ne pouvait parler, car quiconque parlerait ferait l'objet de représailles de la part des talibans²⁹⁹. En fait, Malim influait sur le cours des choses dans la localité voisine d'Haji Baba. Selon les rapports ISTAR, il a intimidé tous les chefs de ce village et y a « permis » que des travaux de développement y aient lieu à condition que Nakhonay y trouve son compte. Ce comportement a nui aux efforts de développement de l'organisation chargée des travaux de construction dans la région voisine. Malim a aussi envoyé ses anciens subalternes chez Haji Baran pour le convaincre que les Nakhoniens avaient révélé l'emplacement de caches d'EEI à la Compagnie D et qu'ils avaient livré des talibans à cette dernière pour que des projets puissent commencer dans la localité³⁰⁰. Ces renseignements n'ont pas pu être conciliés avec les faits, de la façon dont la Compagnie D les comprenait.

La conduite de Malim a continué de faire problème pendant tout le mois de février, et le Maj Niven savait très bien que l'autre se payait sa tête. Les chefs d'Haji Baba ont fait l'objet de diverses formes d'intimidation, parce qu'ils acceptaient les projets offerts par les agents de la COCIM. La Compagnie D et les équipes de la COCIM ont conclu que cette intimidation et d'autres mesures « visaient probablement à discréditer les agents de la COCIM et à semer la confusion dans la population locale. Cette estimation correspondait à la situation à Haji Baba/Nakhonay, car le malik de Nakhonay avait constamment perturbé les projets [...] Haji Malim appuyait un projet, puis il retirait son soutien à la dernière minute [...] [Malim essaie] de discréditer les agents de la COCIM et d'amener ainsi les ouvriers éventuels à refuser de travailler à la réalisation des projets³⁰¹ ». [Traduction]

Pendant que Malim se traînait les pieds, la choura de Quetta a réorganisé l'effort des insurgés dans la partie orientale du Panjwayi. Le commandant chevronné et respecté Haji Amir a été chargé d'organiser les cellules de Nakhonay, de Salavat et de Chalghowr pour en faire une entité unifiée destinée à combattre les Canadiens et les Afghans. Il avait des relations personnelles dans la région et a reçu l'ordre de les exploiter³⁰².

La situation n'était guère mieux au niveau du district. L'ESD a contribué à amener l'ADD à se réunir pour la première fois en deux ans. Cependant, les membres « ont estimé que le gouvernement ne répondait pas à leurs besoins » et ils ont collectivement déclaré qu'ils

ne faisaient pas confiance à Haji Baran. Les membres de l'ADD ont fait savoir à l'équipe de soutien qu'en fait, ils craignaient Baran, mais qu'ils aimaient voir l'ESD s'intéresser à eux et ils ont convenu de travailler avec les nouveaux membres³⁰³.

Les opérations dans la ville de Kandahar, en janvier et en février 2010

Au début de 2010, la structure de commandement ennemie à Kandahar comprenait, pensait-on, le tristement célèbre Jabar Agha, commandant principal taliban dans la province de Kandahar, Hafiz Majid, commandant principal à Kandahar, et deux commandants subalternes, soit le mollah Qasim et Spin Talib. Les forces contrôlées par Haji Amir, commandant ennemi dans le Dand, et le mollah Zergay, son homologue dans l'Arghandab, jouaient un rôle de soutien. La convergence des insurgés et d'éléments de l'appareil gouvernemental était alors mieux définie après des opérations ISTAR intenses. Arif Khan Noorzai, qui était un personnage influent dans le secteur de Malajat et dans les régions rurales du nord du Dand et dont le frère Mirwais était un intervenant dans les rouages politiques de la Police de Kandahar, avait des relations avec Hafiz Majid. On peut conclure que ces relations n'étaient pas entièrement anodines, vu la violence qui se déchaînait contre la police dans les districts occidentaux de la ville³⁰⁴.

Le maire Gulam Haidar Hamedî était un important allié du Canada et il incarnait mieux que quiconque ce que pouvait être une personne d'influence honnête, d'après les normes occidentales, à Kandahar à ce moment-là. Hamedî, qui avait son franc-parler, mettait constamment au pied du mur les gens d'affaires louches et il est même allé jusqu'à démolir un marché contrôlé par des personnages suspects. Au dire des Canadiens, Hamedî ne pouvait pas être soudoyé, ce qui faisait sourciller des personnes d'influence au niveau provincial. Paralysé par un manque de personnel et par les tentatives suspectes que l'ONU faisait pour lui trouver des adjoints, Hamedî s'occupait de tout, notamment de la distribution de l'électricité, de l'approvisionnement en eau et de l'économie. À ce moment-là, il cherchait à régler les questions liées aux droits d'accès dans le contexte de la construction de l'autoroute devant contourner la ville de Kandahar au sud de la ville. Il savait que ce projet de plusieurs millions de dollars attirait tous les mauvais éléments et qu'il risquait de déstabiliser la situation. De même, Hamedî s'inquiétait on ne peut plus de la pénurie persistante d'eau propre dans Kandahar. Pour une raison quelconque, il préférait traiter avec les agents canadiens de la COCIM, même après que d'autres éléments ont essayé de travailler avec lui. Il se méfiait de la police et a même menacé de remettre aux médias une liste des fonctionnaires corrompus contenant aussi les détails de leurs activités criminelles. Voilà qui rendait instable la dynamique politique³⁰⁵!

Hamedî était parent avec le gouverneur Wesa, ce qui s'est avéré un facteur clé quand il a fallu atteindre un certain degré de coordination relativement aux projets de développement dans la ville. Par l'intermédiaire de l'équipe de la COCIM, l'ERP a travaillé avec les deux hommes et elle a aidé à coordonner la mise en œuvre du Programme de développement

dans les districts de la ville, tout comme les ADD avaient travaillé dans les régions rurales. Comme toujours, la question a consisté à trouver des Afghans qualifiés et courageux qui accepteraient de prendre les choses en main³⁰⁶.

Il y a aussi eu une importante émeute à la prison de Sarposa, et les forces de sécurité de la prison qui étaient encadrées par Service correctionnel Canada ont magnifiquement bien géré la situation. Le gouverneur adjoint a fait pression pour que le personnel intervienne avec violence afin de mettre fin à l'émeute, mais ce dernier a réussi à négocier avec les chefs des émeutiers et à les isoler. Il n'y a eu ni mort ni blessé³⁰⁷. Pour ce qui concerne la violence dans la ville pendant cette période, il y a eu quatre attentats graves à l'EEI contre la police en janvier, et des EEI ont été trouvés à divers endroits presque tous les jours par les patrouilles de la police. Après qu'un insurgé au volant d'une voiture bourrée d'explosifs a fait détoner ces derniers prématurément, la police afghane, appuyée par le 97^e Bataillon de la police militaire, a réuni des renseignements et exécuté l'Op JANGYALAY dans le district n° 6. L'opération n'a pas permis de découvrir grand-chose, mais elle avait été planifiée et dirigée par la Police nationale afghane³⁰⁸.

Le 18 janvier, les talibans ont déclenché une grande attaque coordonnée contre le Palais présidentiel et d'autres installations clés du gouvernement à Kaboul. L'ennemi a employé des bombes humaines, puis des forces terrestres. Craignant une attaque semblable, tous les commandants des forces de sécurité afghanes à Kandahar ont planifié et exécuté l'Op MAYWAND. Les observateurs canadiens ont été stupéfiés. L'ampleur de cette opération a été spectaculaire : près de 500 membres des forces de sécurité afghanes y ont pris part. Le CCO-P, au Camp Nathan Smith, a assuré la surveillance avec ses caméras montées sur des aérostats, et le 97^e Bataillon de la police militaire a encadré certaines des opérations, mais ce fut essentiellement une intervention afghane qui a duré près d'une semaine. Les forces de sécurité afghanes ont été particulièrement séduites par les capacités des aérostats. Il a été établi que l'Op MAYWAND avait complètement perturbé l'activité ennemie dans la ville de Kandahar et qu'elle avait même incité certains chefs ennemis à quitter les zones urbaines pendant un certain temps³⁰⁹. Le 97^e Bataillon de la police militaire a analysé la situation et il a exprimé à la FO Kandahar ses craintes :

[V]u nos opérations et la multiplication des opérations de sécurité de la Police nationale afghane, les insurgés changeront probablement de tactique par suite des échecs répétés de leurs attaques avec des VBIED et des EEI. Ils s'adonneront sans doute de nouveau à des assassinats et à des enlèvements et ils recommenceront peut-être à poser des EEI en bordure des routes afin de conserver une certaine influence sur la population locale³¹⁰. [Traduction]

Pendant l'Op MAYWAND, les opérations de sécurité ont prévenu quatre tentatives d'assassinat contre des personnalités en vue. Les forces afghanes ont éprouvé une telle rage qu'elles ont amorcé la planification de l'Op MAYWAND II pendant que l'autre se poursuivait encore. Pendant ce temps, le 97^e Bataillon de la police militaire a relevé l'ERP dans sa fonction de commandant de l'environnement d'opérations à Kandahar.

Exaspéré par ses échecs répétés, l'ennemi s'est mis à tuer des personnes qui avaient des liens de bas niveau avec le gouvernement. Le 1^{er} février, Khudi Dad Saha Agha, un travailleur de la construction du Dand, a été trouvé mort. Quelques heures plus tard, dans des incidents distincts, un chef religieux chiite a été abattu, et trois employés d'une entreprise de sécurité ont été tués dans leur véhicule dans le district n° 3 alors qu'ils rentraient chez eux : deux d'entre eux étaient parents avec Ahmad Wali Karzai. Cette dernière attaque n'était de toute évidence pas une coïncidence³¹¹. La police militaire des États-Unis a été ciblée par un EEI le lendemain, et immédiatement après, un EEI a tué quatre policiers afghans.

L'Op MAYWAND II a été suivie des versions III et IV, et les Canadiens ont continué de les appuyer comme auparavant au CCO-P et depuis le Camp Nathan Smith. La pression exercée sur l'ennemi a été telle qu'une personnalité religieuse a abordé les forces coalisées pour leur offrir de négocier la réconciliation avec les commandants des quatre cellules talibanes de la ville³¹². L'équipe canadienne des OPpsy a été chargée de surveiller les attitudes de la population pendant les opérations MAYWAND. La principale question qui s'est posée a été la suivante : Que devait fournir le gouvernement pour amener les habitants de la ville à cesser de soutenir les insurgés?

La majorité des Afghans de la ville ont évoqué les possibilités d'emploi dans leurs réponses. L'emploi et l'alimentation en électricité sont les deux domaines, hormis la sécurité, où le gouvernement peut intervenir pour améliorer leur vie, selon les habitants. Interrogée sur la question de savoir ce que leur gouvernement devait faire pour développer la ville de Kandahar, la majorité a mis l'accent sur la sécurité. Pour les habitants de l'endroit, la paix et la sécurité reposent sur la *sulha* (politesse et bonté), l'unité et la stabilité. Les habitants de la ville sont en faveur d'établir la paix avec les talibans, mais ils estiment que « la paix avec les insurgés ne se réalisera jamais à cause de l'influence étrangère. Ces derniers posent trop de conditions pour conclure un accord de paix³¹³ ». [Traduction]

Cependant, aucun accord de paix n'a été conclu. Intimidés par le renforcement de la sécurité, les talibans ont amorcé leur campagne d'assassinats le 24 février en tuant Abdul Majid Babai, ancien directeur de l'information et de la culture de l'Afghanistan et conseiller discret du gouverneur Wesa. Des chauffeurs de camion de chantier de construction vivant dans le district n° 10 ont trouvé des EEI attachés à leur porte³¹⁴. La campagne systématique d'assassinats visant des « cibles non protégées » et menée par les

insurgés faisait maintenant rage. Le problème pour les forces coalisées résidait désormais dans le fait que l'Op MOSHTARAK ponctionnait des éléments des unités afghanes dans la province de Kandahar. Il allait peut-être falloir réduire la pression exercée alors sur les insurgés à Kandahar par les opérations MAYWAND, à cause des ressources accrues exigées dans la province d'Helmand³¹⁵. La seule perte de vie subie par les Canadiens à Kandahar pendant cette période a été la mort accidentelle du Cpl Joshua Baker du Loyal Edmonton Regiment au cours de ce que les enquêteurs ont décrit comme ayant été une activité d'entraînement mal dirigée.

Le développement et la gouvernance dans la province au début de 2010

Tandis que le quartier général du Bgén Ménard cherchait à s'extirper de la toile de questions liées au développement et à la gouvernance pour se concentrer sur les districts, l'état-major constatait que ce processus était plus facile à décrire qu'à réaliser. Le Commandement régional (Sud) l'a emporté de plus en plus sur le tandem de la FO Kandahar et du gouvernement provincial, de sorte qu'à la fin de décembre, il a fait savoir que ses priorités en matière de développement seraient dès lors l'éducation, la santé et la gouvernance³¹⁶. Les mécanismes devant permettre d'exprimer concrètement ces priorités n'existaient pas encore, mais dans les milieux du Commandement régional (Sud), on espérait beaucoup qu'une nouvelle organisation, appelée Plate-forme régionale (Sud), pût agir comme une « super-ERP » [Traduction]. Cependant, tant que cette plate-forme n'a pas été mise sur pied, c'est-à-dire jusqu'au début de 2010, les relations entre la FO Kandahar et les diverses entités de gouvernance et de développement sont restées embrouillées.

Au début de 2010, la FO Kandahar ne participait à peu près pas au projet du barrage de Dahla³¹⁷. La manipulation de contrats relatifs à ce projet par de hauts fonctionnaires afghans a été signalée, mais la question a été perçue par la FO Kandahar comme ayant de moins en moins de pertinence³¹⁸.

À mesure que l'influence de la FO Kandahar diminuait, il s'est avéré de plus en plus difficile d'exploiter les questions provinciales pour appuyer les opérations canadiennes. Si les relations avec la police par l'intermédiaire de l'ERP n'étaient pas complètement coupées, elles étaient réduites au point que la FO Kandahar passait de plus en plus par le CCO-P au Palais pour influencer sur les questions intéressant la police³¹⁹. Cela dit, cependant, le chef de police canadien a plus tard joué un rôle important lorsqu'il s'est agi d'appuyer les efforts de la police dans le Dand. Comme ce dernier n'était pas officiellement un district, il n'avait aucun niveau de dotation approuvé (*Tashkil*) pour la police. Tant que cette anomalie du régime de gouvernance n'a pas été réglée, il n'y a eu aucun financement de la police, ce qui a eu des conséquences négatives pour les opérations de contre-insurrection dans le Dand. Toute une gamme de mécanismes d'influence a été employée pour établir « un *Tashkil* provisoire » dans le Dand³²⁰.

Un nouvel accent mis sur l'éducation dans la province de Kandahar a transcendé la distinction faite par le Canada entre la province et les districts. Encouragées, semblait-il, par les chefs de district faisant valoir les points de vue de leurs collectivités respectives, la construction d'écoles et leur dotation en personnel sont devenues en janvier 2010 un « thème de la stabilisation » au sein du Commandement régional (Sud) et de l'ERP³²¹. Comme la construction d'écoles était aussi liée aux priorités du Canada, l'éducation dans les districts constituait un moyen de rapprochement possible entre la FO Kandahar et l'ERP. Cela a fini par être le cas plus tard.

L'éradication de la polio est devenu nettement moins important dans le discours de l'Armée canadienne à Kandahar au début de 2010, hormis le fait que les activités des ONG dans les zones contrôlées par les insurgés entravaient les efforts que le gouvernement faisait pour affirmer son autorité. Plus tard en 2010, un raid mené dans une enceinte dans le district de Daman a permis de découvrir une cache d'armes, mais aussi des flacons contenant une culture vivante du virus de la polio, un microscope et une centrifugeuse. Les Canadiens ont conclu ce qui suit :

[I]l est possible que les insurgés cherchent à militariser l'agent biologique en versant la culture vivante dans les flacons de vaccin vides, puis à redistribuer les flacons pour infecter la population locale [...] un insurgé basé au Pakistan savait qu'un agent chimique était mis à l'essai dans un endroit secret. L'agent avait été administré à des personnes, et des rapports ultérieurs fiables ont révélé que ces essais avaient échoué³²². [Traduction]

Encore une fois, les défenseurs de l'insurrection, qui la présentait comme une série d'attaques désordonnées exécutées par des habitants de l'endroit mécontents et peu raffinés, ont été confondus.

Au chapitre de la gouvernance, la légitimité du gouvernement continuait d'être mise en doute. Les rapports sur la situation politique révélaient ce qui suit :

Les médias de Kandahar, les analystes politiques et le public s'entendent de plus en plus pour dire que les membres du nouveau cabinet formé par le président Karzai comprendront un nouveau gouverneur provincial. Les défis qui se poseront au successeur de Wesa sont énormes : il fera face aux pressions intenses que les intervenants internationaux et locaux exerceront pour que des efforts plus grands soient faits afin de juguler la corruption et de réduire les intérêts contradictoires des personnes d'influence ([en] particulier, ceux d'Ahmad Wali Karzai). Bien que le président Karzai a promis de faire plus pour mettre fin à la culture d'impunité perçue, les Kandaharis doutent encore qu'un gouverneur plus fort et plus compétent soit nommé [...] La FO Kandahar craint beaucoup que le nouveau gouverneur ne possède pas un appui suffisant de la part de Kaboul pour obtenir véritablement la coopération de la population de la province³²³. [Traduction]



Photo : Auteurs

Les talibans et leurs alliés ont cherché à remplir avec un agent chimique ou biologique des flacons vides de vaccin contre la polio comme celui-ci afin de miner le programme de vaccination appuyé par le Canada.

Cependant, aucun remplaçant n'est arrivé, mais la possibilité que Gul Agha Sherzai soit ramené à Kandahar depuis Nangarhar pour devenir le nouveau gouverneur a enthousiasmé les personnes d'influence de Kandahar. Sherzai est effectivement venu à Kandahar et s'est réuni avec Ahmad Wali Karzai qui, méfiant, voulait sonder les intentions de Sherzai. Non par pure coïncidence, le gouverneur Wesa a été convoqué à Kaboul pour parler affaires au cours de cette période³²⁴. Il est difficile d'exagérer l'importance de ce glissement éventuel des rapports de force pour l'effort canadien. Les Barakzais soutenaient sans doute l'insurrection tacitement (mais cela n'avait pas été prouvé) depuis 2005, année où ils avaient perdu le pouvoir aux mains des Popalzais. En effet, la décapitation des tribus des Alikozais et des Alizais dans le district d'Arghandab et dans la région de Senjaray-Asheque ne laissait plus en lice que les Barakzais, les Popalzais et les Noorzais opprimés, et les Noorzais – qui constituaient l'épine dorsale de l'insurrection dans de nombreuses localités – étaient terriblement affaiblis. Le retour d'un gouverneur barakzai (surtout si c'était le puissant Gul Agha Sherzai) qui pourrait tendre la main aux Noorzais aurait pu affaiblir les insurrections locales, pendant que les éléments basés à l'extérieur et soutenus depuis l'extérieur auraient poursuivi leurs

activités comme auparavant. La violence commerciale entre les factions serait peut-être réduite par un rapprochement négocié par les États-Unis, ou à tout le moins influencée par l'énorme capacité financière inhérente à l'arrivée massive des troupes étasuniennes et par le besoin connexe d'ouvrages d'infrastructure. C'était là un avenir possible, et tout cela est resté à voir jusqu'à une date avancée de 2010.

Les opérations dans le district de Dand, en janvier et février 2010

Au dire de tous, les efforts déployés dans le district de Dand ont continué d'être fructueux au début de 2010; la FO Kandahar entretenait le dialogue avec les collectivités et leurs dirigeants par l'intermédiaire de la Compagnie de stabilisation B, de l'organisation chargée des travaux de construction (OTC), de l'ELMOP et du GT. Certes, l'ennemi n'a pas cessé ses activités, mais les opérations menées dans le Dand ont montré ce qu'il était possible d'accomplir avec une forte participation et un intérêt marqué de la part des intervenants canado-afghans. Les projets locaux dans toutes les collectivités ayant bénéficié des opérations KALAY se sont poursuivis, malgré quelques problèmes liés à l'attribution des contrats, problèmes qui ont été réglés grâce à des négociations orchestrées par l'OTC. Dans la plupart des cas, il s'agissait de connaître les alliances établies dans les diverses localités et de savoir comment elles influençaient sur l'embauche; autrement dit, la situation s'apparentait beaucoup au régime d'adjudication des contrats municipaux au Canada. L'équipe de la COCIM a constaté à maintes reprises que les maliks des villages situés à la périphérie des secteurs où les opérations KALAY avaient eu lieu voulaient eux aussi réaliser dans leurs collectivités des projets d'irrigation et de construction de routes semblables à ceux exécutés dans ces villages³²⁵.

Le *modus operandi* canadien dans le Dand consistait à faire en sorte que l'équipe de la COCIM aide l'agent de l'ACDI chargé de stabiliser le district à s'associer aux grands programmes au niveau provincial, pendant qu'elle et l'OTC maintenaient l'essor au niveau du district et des localités avec les autorités afghanes. Par exemple, l'équipe de la COCIM et l'ACDI ont facilité le travail de l'agent des soins de santé du district au cours de ses tournées dans les villages du Dand, puis elles ont veillé à ce qu'il soit appuyé au niveau provincial. L'équipe de la COCIM et l'ACDI ont aussi coopéré pour amener les organismes de l'ONU à fournir leur aide à un camp pour personnes déplacées internes, à la frontière entre le Dand et le district n° 5. Pour une raison quelconque, les autorités supérieures n'avaient pas pris conscience de l'existence de ce camp³²⁶.

Le Dand est devenu le lieu où a été mis en œuvre un nouveau programme appelé « Programme culturellement structuré d'emploi des jeunes » (PCSEJ), mieux connu sous le nom de « Fils de Kandahar » (auparavant, « Fils de Nakhoney »). En gros, ce programme reproduisait en Afghanistan le programme Katimavik canadien, ou il s'apparentait aux programmes liés aux opérations de stabilisation des villages, ou les deux. Les maliks des villages ont été abordés

par un chef de projet du PCSEJ, qui leur a demandé de fournir dix jeunes hommes et un superviseur. Ceux-ci ont reçu un uniforme de travail et du matériel. Leur rôle consistait à entretenir les routes locales et à remettre les mosquées à neuf. Il leur incombait aussi de repérer les familles dans le besoin et de leur distribuer ensuite des biens achetés localement pour assurer leur subsistance pendant l'hiver. L'OTC a pris note des réactions des habitants de Belanday, de New Mashor et de Zor Mashor : ils étaient « enthousiasmés » par la possibilité d'entreprendre ces travaux dans leurs collectivités respectives³²⁷.

En ce qui concerne la police, des progrès qualitatifs considérables s'accomplissaient malgré l'intransigeance bureaucratique. La Direction indépendante pour la gouvernance locale refusait toujours d'accorder le statut de district au Dand; par conséquent, il n'existait encore aucun niveau de dotation approuvé (*Tashkil*) pour la police³²⁸. La situation n'a pas empêché les chefs de police du district et de la province d'assurer d'efficaces services de sécurité dans les localités. Le chef de police du district et la Direction nationale de la sécurité ont collaboré pour enrayer un complot visant à assassiner le gouverneur du district Nazek, et le chef provincial a visité les milices des villages pour les encourager à suivre l'entraînement de la police. La police du Dand était dès lors à même de déployer indépendamment sa FRR en cas d'attaques à l'EEI et de le faire efficacement quand ses patrouilles étaient attaquées³²⁹.

Seulement trois attentats à l'EEI ont été perpétrés contre les forces canadiennes en deux mois, et personne n'a été tué au combat. Cependant, les insurgés ont continué d'intimider la collectivité de Gorgan à tel point que les habitants ont demandé des armes pour leur résister. Toutefois, ces derniers ont dû attendre. La FO 72, chargée d'organiser des opérations de stabilisation des villages dans le Dand, menait dans Angurian un projet pilote qui n'en était cependant qu'aux stades préliminaires³³⁰. Belanday a aussi attiré l'attention des talibans : des lettres de nuit ont été affichées, et le malik Sayed Gul Agha a été enlevé³³¹.

Le principal problème qui s'est fait jour dans le Dand au début de 2010 concernait la gouvernance. Le gouverneur du district Nazek, qui entretenait une superbe relation avec les Canadiens depuis 2008, s'est soudainement distancié d'eux et a commencé à gêner la coordination des efforts de sécurité dans le Dand, en particulier quand le chef de police de la province a renforcé la présence de la police dans le district. L'obstruction de Nazek a pris plusieurs formes; par exemple, il voulait que le CCO-D (D) soit séparé du Centre de district. Il passait d'un extrême à l'autre relativement au rôle de l'ADD, tout dépendant de la personne présente. Certains ont cru qu'il avait même organisé une manifestation contre le CCO-D (D) en une occasion³³².

Une analyse méticuleuse a pointé du doigt le frère de Nazek, Fatay Khan, qui était à la tête d'une société de sécurité privée et d'une entreprise de construction. On ne savait pas au juste quels liens existaient entre Fatay Khan et les intérêts des Barakzais, ou avec l'organisation popalzaie complexe en matière de construction et de sécurité à Kandahar,

mais les agents de sécurité privés de Khan circulaient dans le Dand dans des véhicules Ranger de la police et se comportaient de plus en plus, aux yeux des observateurs canadiens, comme une milice privée de Nazek. Les interprètes de Khan manipulaient les relations entre l'OTC et les agents de la COCIM, d'une part, et les habitants locaux, d'autre part, au CCO-D (D) et au Centre de district en fournissant des traductions fausses ou trompeuses des plaintes émanant de la population. Les agents de sécurité de Khan étaient, semblait-il, accusés de soutirer de l'argent aux camionneurs sous-traitants travaillant à des projets appuyés par l'OTC. La population locale s'adressait à Fatay Khan au sujet des questions de sécurité au lieu d'aller à la police³³³.

Nazek a alors menacé de démissionner et de s'adresser aux médias. Une première analyse a révélé ce qui suit :

[Nazek a tenté] d'affirmer son autorité devant la population locale [...] le fait que [l'agent des opérations] du CCO-D (D) ait géré la question avec calme et courtoisie a probablement rendu [Nazek] encore plus furieux, car il n'obtenait pas les résultats qu'il voulait, et la population se disait d'accord avec [les forces coalisées]. Les bonnes communications entre [le cmdt de l'escadron de reco] et l'ERPK ont permis de déjouer ce qui aurait pu être un stratagème adopté par le chef de district pour mettre deux unités différentes en concurrence l'une contre l'autre pour parvenir à ses propres fins³³⁴. [Traduction]

L'analyse de la FO Kandahar a établi que :

Les actions de [Nazek] révèlent que la contestation récente de son autorité lui déplaisait. Mentionnons à cet égard l'autonomie grandissante de la Police afghane en uniforme, l'assurance manifestée par la choura du district et la perte possible des contrats adjudés à la société de sécurité privée de sa famille. C'était là autant de signes que la primauté du droit et la gouvernance prenaient de plus en plus racine dans la région³³⁵. [Traduction]

Nazek avait sans doute joué un rôle favorable et utile dans le passé, mais son frère et lui poursuivaient désormais des objectifs opposés à ceux de la FO Kandahar dans le Dand.

Tout compte fait, toutefois, la réussite du Canada dans le Dand jusqu'à ce moment-là a été observée par la Compagnie de stabilisation B quand elle s'est rendue à Teymurian à la fin de janvier :

Pendant les entretiens avec les habitants de l'endroit, ils ont demandé pourquoi nous n'arborions plus le drapeau afghan. Nous leur avons dit que l'ancien drapeau avait été retiré et hissé au CCO-D (D) et que le nouveau drapeau n'était pas encore arrivé. La population locale se disait très intéressée par cette question, car elle « éprouvait de la fierté » en pensant que nos drapeaux flotteraient côte à côte³³⁶. [Traduction]

Le 19 février, de petits groupes d'agents talibans sont entrés dans les villages de Nakudak et de Molla Kuchi et y ont assassiné les mollahs. Comme la ville de Kandahar, les districts allaient bientôt vivre une sournoise campagne d'assassinats dirigée contre ce que la FO Kandahar appelait des « objectifs vulnérables »³³⁷.

Les opérations dans le district de Zharey, en janvier et février 2010

Au début de janvier, le Zharey a d'abord été déclaré « stable », même si des combattants locaux continuaient à y poser des EEI; de nombreux commandants ennemis avaient été tués ou étaient allés se réfugier en lieu sûr au Pakistan. Le principal problème pour le 1-12 Infanterie était que le 1^{er} Kandak allait bientôt être retiré du Zharey pour être envoyé dans la province d'Helmand, ce qui allait créer une brèche importante dans l'appareil de sécurité. Rappelons que le 6^e Kandak était un bataillon de protection des routes non encadré par des mentors et ayant du mal à s'acclimater au district de Zharey. Le commandant de l'ELMO, le Col Shane Brennan, a travaillé avec le Bgén Basir pour colmater la brèche susmentionnée. En définitive, Kaboul a décidé de constituer une quatrième compagnie dans chacun des trois kandaks d'infanterie de la 1-205 Brigade. Cependant, ces compagnies étaient à peine entraînées et n'avaient aucun mentor. Elles ont été affectées dans le Zharey à la fin de janvier, et l'ELMO canadienne s'est précipitée pour envoyer deux équipes de mentors travailler avec elles³³⁸.

L'Op DALBOR SHIELD s'est poursuivie, mais sans les ressources qui lui avaient été affectées en 2009. Malgré tout, un CU-170 Heron a pu repérer une équipe de poseurs d'EEI qui a ensuite été éliminée par un UAV armé. En une autre occasion, un ScanEagle a aperçu une autre équipe de ce genre et en a signalé la présence à un bombardier B-1B qui l'a prise à partie et détruite³³⁹.

Le principal problème dans le Zharey était encore le corridor d'Asheque-Senjaray. Trois attaques à l'EEI, dont l'une exécutée par une bombe humaine, ont coûté la vie à huit soldats des États-Unis en janvier et février 2010. Pendant cette période, il y a eu six autres attentats à l'EEI qui ont fait de nombreuses victimes chez les militaires et civils afghans. Le village de Bag-e Pol était « corrompu », en particulier la police locale, et les propriétaires de boutique y servaient d'informateurs pour les insurgés. Des efforts ont été faits pour lancer des projets de développement dans la région, y compris la construction d'une école, mais c'était chaque fois une tâche pénible pour l'équipe canadienne de la COCIM et l'ESD des États-Unis. Le 1-12 Infanterie a injecté là des fonds du CERP, ce qui a aidé à faire progresser les projets peu à peu, mais les personnes d'influence de la localité, y compris la police, ne s'y intéressaient pas du tout³⁴⁰.

Une équipe canadienne de mentorat de la police est revenue dans le Zharey, mais elle a constaté que la corruption y sévissait encore sous Bismullah Jan qui avait étonnamment

réussi à s'y maintenir en poste pendant tout ce temps. Comme Jan n'était habituellement pas accessible, les mentors canadiens se sont déployés dans les postes de contrôle de la police pour y donner sur place, dans chaque peloton de la police, une formation sur la lutte contre les EEI, sur la primauté du droit et sur les premiers soins. L'état de la police de Bag-e Pol demeurait fort problématique, et les Canadiens ont pensé qu'elle avait été intégralement infiltrée par les insurgés³⁴¹.

La gouvernance dans le Zharey est demeurée quasi inexistante. Environ 200 insurgés de la province d'Helmand passaient l'hiver dans les zones intérieures du district, et les chefs locaux membres des diverses chouras et assemblées ne vivaient pas en fait dans le Zharey; la situation réduisait l'influence de Sahardi, chef du district, auprès de ces collectivités situées le long de l'Autoroute 1. L'ADD poursuivait son travail de façade, et l'équipe canadienne de la COCIM et l'ESD des États-Unis faisaient ce qu'elles pouvaient avec les ressources dont elles disposaient. USAID a lancé quelques projets rémunérés à l'acte, mais le seul projet digne de mention qu'elles ont pu amorcer a été la construction d'une école à Bag-e Pol, et même ce projet a été bloqué par les personnes d'influence de la localité. La nature étrange de la politique de district a persisté quand Essa Khan, originaire de Sangsar, une localité contrôlée par les insurgés, est arrivé pour assister à l'ADD. La raison avouée donnée pour expliquer la présence de Khan a été qu'il était un ami du gouverneur du district. Finalement, une équipe de vérification venue de quelque part, peut-être de Kandahar ou de Kaboul, est arrivée à la fin de janvier. Sahardi était « inquiet », et l'on avait l'impression qu'il serait peut-être démis de ses fonctions. La FO Kandahar a essayé de faire renvoyer le chef de police du district. Les observateurs canadiens ne savaient pas au juste si Sahardi ou Jan était au cœur du problème, mais il fallait que l'un d'eux soit remplacé pour que les choses puissent progresser dans le district de Zharey³⁴².

Étant donné les restrictions imposées au district par l'Op MOSHTARAK et par l'imbroglie quasi impossible concernant la gouvernance et la police, la FO Kandahar ne pouvait espérer faire mieux que de maintenir l'Autoroute 1 ouverte aussi loin vers le sud que possible.

Opérations de l'Escadre aérienne

L'Escadre aérienne de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan, encore appelée FO Silver Dart, a continué à se stabiliser pendant toute l'année 2009. Parce que le Bgén Ménard l'exigeait, le nouveau commandant de l'Escadre, le Col Christian Drouin, a reçu l'ordre de fournir un indicatif à chacun des éléments de l'Escadre aux fins de la Force opérationnelle. La Force d'hélicoptères du Canada en Afghanistan a dès lors été appelée FO Freedom et elle a continué d'être munie de huit CH-46 Griffon et de six CH-147 Chinook. L'ancien détachement canadien d'UAV Heron, constitué d'anciens équipages des avions de patrouille Aurora, est devenu la FO Erebus; par ailleurs, l'élément

de soutien du théâtre, avec ses CC-130 et ses CC-17, et l'Escadron de soutien de mission ont dès lors porté le nom de FO Canuck. À ce moment-là, l'Escadre aérienne comptait 450 membres. Sur l'organigramme, les hélicoptères loués de l'Unité canadienne de transport aérien à contrat (CCAT) étaient reliés en pointillé à la FO Silver Dart : ses ex-pilotes soviétiques non conformistes volaient aux commandes de deux KA-32 HELIX et de quatre appareils de transport Mi-8 HIP. Le mystérieux détachement aérien d'opérations spéciales était aussi de la partie, avec ses appareils spéciaux également. Le Col Drouin et les autres équipages d'hélicoptère tactique décrivaient constamment l'Escadre comme étant le « Bataillon d'aviation », à la grande déception de certains des chefs plus conservateurs de la Force aérienne³⁴³. Les Forces terrestres des États-Unis et les Forces aériennes des États-Unis [U.S. Air Force], dotées d'appareils UH-160 Black Hawk et HH-60 PAVE et de techniciens paramédicaux basés au KAF, ont continué d'exécuter les évacuations sanitaires³⁴⁴.

La FO Freedom avait pour principale mission de veiller à ce que les opérations de maintien en puissance des forces combattant dans les districts occidentaux ne dépendent pas des routes, l'objectif étant de réduire le nombre d'attaques à l'EEI et, par conséquent, les pertes humaines. En l'occurrence, le maintien en puissance comprenait la livraison des ravitaillements et la rotation du personnel (renforts, remplacements, ou congé de retour au domicile)³⁴⁵.

Le nouveau fait primordial pendant cette période a été la mise en service de l'ensemble de capteurs MX-15 pour les hélicoptères CH-146 Griffon. Ce système de caméra sphérique a procuré à ces derniers une capacité de surveillance semblable à celle des UAV. Des mesures ont été prises pour que les images soient acheminées en temps réel aux utilisateurs finaux appropriés de la FO Kandahar, mais cela s'est avéré problématique à ce moment-là. Quatre de ces systèmes ont été mis en service en novembre 2009, et en mars 2010, les huit Griffon en ont été munis³⁴⁶.

Le concept du tandem de Griffon armé a été formulé parallèlement à la mise en service du système MX-15. Le 408^e Escadron, dirigé par le Lcol Jeff « Smytty » Smyth, a jumelé un Griffon doté d'un système MX-15 à un Griffon armé d'un canon M-134D Dillon Gatling. Le premier repérait la cible, et l'autre faisait feu sur elle. Ce tandem s'est avéré inestimable quand il a fallu prendre à partie des cibles fugaces telles que des postes de contrôle illégaux mis sur pied par des insurgés et leurs guetteurs donnant l'alerte tôt. Avec les bonnes règles d'engagement, ces deux catégories inquiétantes d'activités ennemies ont pu être supprimées rapidement. Cependant, la principale mission du Griffon était d'escorter les CH-147 Chinook pendant qu'ils assuraient le ravitaillement aérien et transportaient les troupes d'assaut. Leur mission secondaire était d'appuyer les forces terrestres pendant qu'elles étaient en contact avec l'ennemi (TEC). C'était là des interventions exécutées « au pied levé » au cours desquelles un tandem de Griffon armé interrompait son vol d'escorte quand des troupes terrestres étaient attaquées : le Chinook était escorté jusqu'à la FOB vers laquelle

il se dirigeait, puis les Griffon partaient à la chasse. À mesure que les équipages ont acquis de l'expérience et que les congés de retour au domicile sont devenus moins nombreux plus tard au cours de la période de service, le Col Drouin a mis un tandem de Griffon armé en état d'alerte au sol, pour qu'il puisse intervenir en quelques minutes quand des forces canadiennes entraient en contact avec l'ennemi. Le Commandement régional (Sud) n'a pas été informé de l'existence de cette capacité, qui est demeurée un atout de secours proprement canadien³⁴⁷.

D'autres tactiques jumelant l'emploi d'UAV, des tandems de Griffon armés et des assauts aériens ont été mises au point pendant cette rotation. Par exemple, un UAV CU-170 Heron était envoyé d'avance pour repérer une zone d'atterrissage. Le tandem de Griffon armé s'amenait pour confirmer le choix de la zone et supprimer toute menace repérée par l'UAV; ensuite, les Chinook déposaient les troupes ou exécutaient une évacuation sanitaire (MEDEVAC)³⁴⁸. Le Col Drouin et son état-major ont fait l'évaluation suivante : « Quand nous nous amenons, tout le monde se cache. Est-ce l'effet que nous voulons? Oui. Cela calme les choses et réprime l'activité de l'ennemi. » Les combattants ennemis qui sortaient de la zone à cause de la présence des hélicoptères étaient alors repérés par les CU-170, suivis, puis ciblés par les ressources aériennes disponibles à ce moment-là³⁴⁹.

La question du regroupement des capacités canadiennes d'assaut aérien avec celles du Commandement régional (Sud) s'est posée en 2009-2010. Un des problèmes qui ont transpiré de l'enquête sur l'écrasement d'un Griffon à Qalat pendant l'été 2009 était que les hélicoptères canadiens n'étaient pas munis d'un système de communication à grande portée; par conséquent, il était difficile d'exercer le commandement et contrôle sur eux une fois qu'ils sortaient de la région de Kandahar. En effet, la Force d'hélicoptères du Canada se déployait en dehors de la province de Kandahar presque autant qu'elle était employée dans les limites de celle-ci, ce qui réduisait la couverture de la zone d'opérations du Canada par les aéronefs de notre pays. Quand le Commandement régional (Sud) s'est scindé en deux commandements et que la zone du Commandement régional (Sud) a été réduite, la décision a été prise de limiter les opérations des hélicoptères canadiens à la province de Kandahar autant que possible. Le Col Drouin estimait que ses équipages étaient pressés de se rendre dans des endroits qui n'étaient pas à même de soutenir les opérations des Griffon, et d'y mener des opérations. Ces appareils n'étaient compatibles ni avec d'autres aéronefs alliés ni avec leurs installations de soutien³⁵⁰.

Le fait que les CU-70 Heron étaient loués risquait parfois de faire problème. La FO Kandahar voulait accroître la zone couverte par les UAV, car plus de systèmes des États-Unis étaient réservés aux activités nationales des troupes étasuniennes, proportionnellement à leur nombre. Au lieu d'accroître tout simplement le taux de sorties des UAV et de consacrer des ressources supplémentaires au maintien en puissance de ces

engins, on a amorcé un laborieux processus pour amener le gouvernement canadien à accepter de verser plus d'argent à l'entrepreneur pour qu'il soit possible d'accroître le taux de sorties. Il a fallu trois mois pour régler la question dont le dossier s'est rendu jusqu'au Cabinet. Entre-temps, le Bgénéral Ménard, qui avait été mis au courant de l'Op APPLANIX, a demandé le déploiement d'avions CP-140 Aurora avec leurs caméras MX-20. Cela lui a été refusé parce que, lui a-t-on dit, ces avions n'avaient pas les moyens de défense voulus pour remplir ce rôle. L'Escadre aérienne a plutôt poussé à leurs limites hommes et machines et interprété à l'extrême le verbiage du contrat pour tirer 630 heures de couverture d'un CU-170, ce qui équivalait à 21 heures de couverture par période de 24 heures pendant plusieurs semaines³⁵¹.

En 2009 et 2010, les avions de transport CC-130 Hercules de l'Escadre aérienne ont été employés d'une façon plus ingénieuse. Les capacités considérablement accrues de combat de nuit manifestées tout au long de la guerre en Afghanistan ont entraîné d'importantes innovations, dont l'une a été appelée « éclairage noir » [Black Illumination]. Les systèmes de vision nocturne étaient surtout directionnels, c'est-à-dire que les lunettes de vision nocturne ou les capteurs installés sur les véhicules Coyote étaient pointés dans une direction comme une lampe de poche sur une cible donnée. L'éclairage noir comportait le largage de fusées éclairantes à l'infrarouge pour « illuminer » de vastes zones, sauf que seules les personnes utilisant du matériel de vision nocturne pouvaient voir ce qui était illuminé³⁵².

Les forces du Corps des Marines des États-Unis [U.S. Marine Corps] présentes dans la province d'Helmand utilisaient l'éclairage noir et, avec l'arrivée d'unités des États-Unis à Kandahar, la possibilité que cette capacité soit utile aux forces tant canadiennes qu'étatsuniennes s'est concrétisée. Le Col Drouin a envoyé des membres des équipages d'avions CC-130 recevoir une formation dans l'unité des Marines et, le 19 mars 2010, la première mission canadienne avec éclairage noir a été exécutée. Elle a comporté l'emploi d'un Chinook escorté par des Griffon et transportant des équipes de tireurs d'élite des Forces terrestres des États-Unis qui ont été déposées dans les collines au nord d'Asheque dans le district de Zharey. Un CU-170 Heron a d'abord observé le mode de vie des habitants, puis l'insertion a eu lieu. Toute cette activité s'est déroulée sous un CC-130 canadien qui larguait des fusées à infrarouge. D'autres organisations alliées travaillant dans la province de Kandahar ont trouvé intéressante et utile cette capacité canadienne. Soit dit en passant, les membres de ces dernières ont aussi pu manger et boire dans certains cas parce que les avions de transport CC-130 canadiens pouvaient également se servir d'un système de largage de conteneurs avec des parachutes dirigeables guidés par ordinateur³⁵³.

Appuyer la FO Kandahar

L'ESN composé de 450 personnes et commandé par le Lcol Jim Jensen possédait au départ une structure semblable à celle de ses prédécesseurs : il comprenait une compagnie de maintenance, une compagnie d'approvisionnement et de transport (avec un peloton de protection de la force), une compagnie de services du camp, un centre des opérations de logistique et environ 300 civils en renfort fournis par le Programme de soutien contractuel des Forces canadiennes (CANCAP) et les Services de bien-être et moral des Forces canadiennes (SSPFFC). Le concept du soutien a évolué en même temps que celui des opérations de la FO Kandahar. Au début, l'ESN en dehors du KAF comportait des détachements à la FOB Wilson, à la FOB de Ma'Sum Ghar, à la Base de patrouille Sperwan Ghar et au Centre de district de Dand. Avec l'arrivée des troupes étasuniennes, cependant, des changements importants ont été apportés pendant cette rotation³⁵⁴.

Le premier changement a concerné la FOB Wilson, où se trouvaient au départ 300 soldats canadiens, mais en décembre 2009, il y avait là 700 soldats des États-Unis membres de la FO du 1-12 Infanterie. Ensuite, des changements se sont opérés au Camp Nathan Smith, qui abritait l'ERP. Quand la décision a été prise, en février, de réduire la présence de l'Armée canadienne à cet endroit et que les troupes étasuniennes du 97^e Bataillon de la police militaire sont arrivées, le commandement des dernières unités canadiennes présentes au Camp Nathan Smith a été confié à l'ESN. De même, la taille du détachement de l'ESN qui appuyait l'escadron de reco du Maj Mark Popov dans le district de Dand a été réduite quand la FO du 1-71 Cavalerie a pris la relève en mars. Dans le Panjwayi, cependant, la dispersion du GT du 1 PPCLI conformément à sa nouvelle configuration dans la partie orientale de ce district a nécessité la modification de la façon dont il était ravitaillé³⁵⁵.

Afin de gérer les nouveaux dispositifs, l'ESN a continué à recourir à des patrouilles logistiques de combat au sol et au soutien d'hélicoptères fournis par des entrepreneurs. Ce soutien a changé dans une certaine mesure pendant cette rotation, car la surveillance exclusive assurée à chaque patrouille logistique de combat a pris fin. Vu l'augmentation importante du nombre d'hélicoptères étasuniens et canadiens dans le ciel de la province de Kandahar, il était de toute façon assez facile d'obtenir rapidement du soutien. Les CH-147 Chinook canadiens tendaient à être employés pour les assauts aériens et le soutien logistique des unités se trouvant temporairement à l'extérieur de la zone de soutien relevant de l'ESN, tandis que les Mi-17 et les Ka-25 de la CCAT s'occupaient de ravitailler les unités canadiennes dans leurs emplacements opérationnels, à condition que le niveau de la menace fût faible³⁵⁶.

Le niveau de risque a fait problème pendant cette période, car les équipages des hélicoptères de l'entrepreneur ont refusé de se rendre dans les bases d'opérations avancées si elles se situaient dans une zone rouge, où des tirs d'armes légères menaçaient les appareils.

On ne savait pas au juste qui attribuait la cote rouge aux divers endroits; par conséquent, l'ESN a fini par traiter avec les entrepreneurs et le Commandement régional (Sud) afin de préciser les critères liés à la cote rouge. Les parties sont parvenues à une solution satisfaisante, de sorte que les opérations de ravitaillement se sont poursuivies³⁵⁷.

Outre que l'ESN a appuyé les forces canadiennes en déploiement, il a joué un grand rôle dans le contexte de l'arrivée des unités étasuniennes. Aucune de ces dernières – la FO du 1-12 Infanterie, la FO du 1 71 Cavalerie, la FO 2 « Fury » ou le 97^e Bataillon de la police militaire – ne provenait de la même brigade. Les unités des États-Unis tendaient à ne pas fonctionner indépendamment au niveau du bataillon; par conséquent, la structure de soutien de ces quatre unités au KAF travaillait relativement au coup par coup et, en même temps, elle n'offrait pas la possibilité de recourir à des contrats pour assurer « le maintien des fonctions essentielles » dans les emplacements d'opérations avancés. Dans bien des cas, l'ESN canadien est intervenu pour faciliter les choses. Par exemple, les 700 soldats étasuniens arrivant à la FOB Wilson n'avaient ni cuisine de campagne ni la capacité de produire des rations fraîches; c'était là une situation qui exaspérait énormément l'état-major de la FO du 1-12 Infanterie. Ces soldats auraient été privés de ces nécessités pendant près de trois mois à cause de problèmes liés à l'adjudication des contrats. Par conséquent, les trois cuisiniers de l'ESN à la FOB Wilson ont nourri 700 soldats étasuniens et 150 soldats canadiens. Si les troupes des États-Unis avaient dû se contenter de conserves pendant trois mois, cela aurait grandement nui au moral; or la FO Kandahar avait besoin que cette unité soit pleinement opérationnelle pour s'occuper du district de Zharey³⁵⁸.

En deuxième lieu, parlons du déploiement de la FO du 1-71 Cavalerie dans le Dand. Cette unité possédait une capacité de construction sous la forme d'un bataillon de construction des Forces navales des États-Unis, mais l'unité de logistique des États-Unis au KAF n'avait pas les moyens logistiques voulus pour envoyer à la FO du 1-71 Cavalerie les matériaux de base dont elle avait besoin pour son infrastructure dans le Dand. L'ESN canadien a fait en sorte que ces matériaux soient déposés au bon endroit dans le Dand et que des contrats locaux soient attribués pour aider à accomplir les travaux de construction. Soit dit en passant, cela a créé des emplois dans le district, ce qui a occupé des hommes en âge de combattre³⁵⁹.

Un troisième problème a concerné les équipes mobiles de dépannage de l'ESN. Vu l'accroissement du nombre de véhicules circulant sur les routes dans Kandahar, autour de la ville ou la traversant, il s'est inévitablement produit des pannes et des pertes dues à l'action ennemie. Quand la FO du 1-12 Infanterie et la FO 2 « Fury » se sont déployées dans le Zharey et l'Arghandab, les équipes de dépannage canadiennes ont collaboré de façon interchangeable avec leurs équivalents étasuniens, car elles pouvaient mettre à profit leur vaste connaissance du terrain et leurs nombreuses relations sur place³⁶⁰.

Les techniciens de la maintenance de l'ESN ont dû réparer de nouveaux équipements pendant cette rotation. Cela a compris les VBL munis d'un système d'arme télécommandé (SAT) et leurs ensembles de capteurs ainsi que les aérostats avec système de surveillance continue (SSC) et les tours RAID avec leurs caméras commandées par ordinateur. Aucun spécialiste de l'entretien des caméras montées sur les aérostats n'accompagnait ces dernières, car c'était des appareils achetés dans le commerce. Le Cpl J.T. Salois, technicien en systèmes de conduite du tir et informaticien autodidacte, a constaté, pendant qu'il assemblait les systèmes, qu'il pouvait en accroître la portée et la capacité de traitement de l'information. Par conséquent, la capacité des SSC dans le district de Panjwayi s'est grandement améliorée, ce qui a influé positivement sur la sécurité³⁶¹.

Par ailleurs, l'ESN s'est chargé d'établir une relation de mentorat avec le 5^e Kandak de soutien logistique au combat de la 1-205 Brigade. Sur les ordres du Bgén Ménard, l'ESN a fourni divers programmes élémentaires d'aide. Il s'agissait d'éléments très simples, vu le faible niveau de scolarité et d'expertise technique des membres du kandak afghan. L'accent a donc été mis en priorité sur les éléments fondamentaux de l'équipement de manutention du matériel, sur la façon de gérer un entrepôt, sur la manutention sécuritaire de l'équipement et sur la formation des conducteurs de véhicules. Cependant, les Afghans n'avaient ni pièces de rechange ni outils et ils faisaient faire presque toutes les réparations par des entrepreneurs. Les efforts pour exécuter des patrouilles logistiques de combat multinationales se sont heurtés à des problèmes liés aux règles d'engagement et aux procédures tactiques différentes, à cause de l'incompatibilité des véhicules et des systèmes de communications³⁶².

L'Op MOSHTARAK, en février 2010

Plusieurs aspects de l'Op MOSHTARAK (mot qui signifie « ensemble ») dans la province d'Helmand sont importants pour comprendre l'histoire de l'Armée canadienne en Afghanistan. Tout d'abord, il y a eu la participation d'unités canadiennes à l'opération même et les questions ayant entouré leur déploiement. Ensuite, les répercussions plus vastes de l'opération ont fortement mis en évidence pour la coalition les problèmes fondamentaux auxquels notre pays et la coalition se sont heurtés dans la province de Kandahar. Il n'était plus possible d'y passer outre.

L'Op MOSHTARAK avait de multiples objectifs. Au niveau opérationnel, le district de Nad Ali, à l'ouest de Lashkar Gah, grouillait d'insurgés qui menaient des opérations depuis le réseau de canaux et de villages et en sortaient pour aller harceler la capitale. Dans ce contexte, la ville de Marjah était un de ces foyers de tension. Une opération menée par étape pour dégager cet endroit a été un exercice utile de toute façon, malgré le caractère temporaire de ses effets. Il existait cependant des préoccupations

plus profondes. Le Gén McChrystal, commandant de la FIAS, voulait une opération qui prouverait la validité du concept dégager-tenir-construire à une échelle plus grande, une opération qui amènerait le président Karzai, le gouverneur et les chefs afghans supérieurs à mettre l'accent sur le stade « construire » et qui aurait des effets stratégiques sur les opérations d'information en dehors de l'Afghanistan³⁶³. Le Commandement régional (Sud) a été chargé de trouver un endroit pour atteindre ces objectifs.

Comme on pouvait s'y attendre, le Commandement régional (Sud), dirigé par les Britanniques, a choisi la province d'Helmand comme théâtre approprié et a fait valoir que l'Op MOSHTARAK « prouverait la valeur du concept » [Traduction] en vue d'une opération semblable future dans la province de Kandahar. Bien sûr, pour exécuter l'opération, il allait falloir dépouiller la province de Kandahar de ses forces et les redéployer dans la province d'Helmand, encore une fois. Les Britanniques et leurs agents de publicité faisaient valoir à en perdre le souffle que le Commandement régional (Sud) se comportait de nouveau comme un commandement et qu'il « remettait au pas » [Traduction] ses forces opérationnelles nationales subalternes indisciplinées³⁶⁴. Naturellement, cette attitude a suscité la colère des Canadiens membres de la FO Kandahar.

La FO Kandahar a examiné les plans et constaté qu'elle perdrait accès à un certain nombre d'éléments habilitants quand l'opération serait organisée. D'abord, la capacité d'attaquer avec des UAV lui serait enlevée, car elle serait envoyée à l'ouest (les limites de la décision de louer les UAV Heron non armés et de ne pas acheter des engins Predator ou Reaper ont alors été mises au jour). Le même sort serait réservé à une partie de la FO Thor des États-Unis, dont les détachements s'étaient occupés de dégager l'Autoroute 1. Les unités d'appui aérien rapproché, dont le Canada ne s'était pas muni en Afghanistan, seraient aussi fortement réduites³⁶⁵.

Or, le pire était encore à venir! Les personnes influentes au sein du Commandement régional (Sud) et à Kaboul ont convaincu le ministère de la Défense de l'Afghanistan qu'un des kandaks de la 1-205 Brigade devait aussi participer à l'opération, avec son ELMO. On ne sait toujours pas au juste pourquoi les autorités diplomatiques supérieures du Canada ne sont pas intervenues pour empêcher cela. Les effets du retrait du 1^{er} Kandak de ses positions où il patrouillait et établissait des liens tous les jours avec la population locale et de son transfert dans une province qui lui était totalement étrangère faisaient de toute évidence problème, surtout le long de l'Autoroute 1; par conséquent, trois compagnies d'infanterie afghanes non entraînées et n'appartenant pas à la 1-205 Brigade ont été envoyées d'ailleurs pour remplacer le 1^{er} Kandak. Parallèlement, les forces spéciales venaient prendre les soldats chevronnés du 1^{er} Kandak, ce qui en réduisait encore plus les capacités³⁶⁶.

Ensuite, il y a eu l'inexplicable désir du Commandement régional (Sud) d'exécuter la plus vaste opération aéromobile de la guerre. Cela signifiait que la Force d'hélicoptères du Canada serait amoindrie elle aussi, en perdant trois appareils Chinook et quatre Griffon. Par conséquent, la FO Kandahar a dû réduire le rythme des opérations pendant la majeure partie de février. Cela a eu des répercussions jusqu'à une date avancée du mandat du prochain GT³⁶⁷.

Les communiqués de l'OTAN ont à toutes fins utiles passé sous silence la contribution du Canada et porté aux nues la participation des forces britanniques et étatsuniennes³⁶⁸. La FO Kandahar a donc fait monter les journalistes canadiens à bord des hélicoptères pour qu'ils couvrent « la plus vaste opération aéromobile jamais menée par la FIAS en Afghanistan ». [Traduction] Le 1^{er} Kandak et ses mentors canadiens se sont déployés dans la province d'Helmand le 21 janvier dans une zone d'étape pendant que les autres forces se rassemblaient. Puis, l'exécution de toute l'Op MOSHTARAK a été mise en attente parce que le président Karzai n'arrivait pas à décider si elle devait être lancée ou non : son état-major a dit au Gén McChrystal que le président avait un rhume³⁶⁹.



Photo : Auteur

Le gros de la Force d'hélicoptères du Canada s'est déployé dans la province d'Helmand aux fins de l'Op MOSHTARAK, décrite comme ayant été la plus vaste opération aéromobile de la guerre.

Le Lcol Jeff Smyth et la FO Freedom ont été mis au courant de l'Op MOSHTARAK vers la fin de décembre 2009. La FO Freedom et la FO Jaguar, nom de la force d'hélicoptères britannique, ont reçu un préavis leur annonçant une grande opération aéromobile (le corps aérien de l'Armée afghane devait y prendre part, mais le Gén Rezziq Sherzai, qui commandait la poignée d'appareils Mi-17 au KAF, les avait affectés à d'autres fins). La région où les hélicoptères canadiens allaient se rendre a été appelée TCA (en anglais, CAT) : triangle de Chahar-e Anjin³⁷⁰ (voir la figure 6-11)

Quatre hélicoptères CH-147D Chinook et quatre CH-146 Griffon se sont rendus au Camp Bastion dans la province d'Helmand, le 8 février. Là, ils ont rejoint leurs unités homologues des forces britanniques, des Marines et des Forces terrestres des États-Unis et ils ont exécuté des exercices de chargement et de déchargement des troupes afghanes, britanniques, néerlandaises et estoniennes qu'ils déposeraient plus tard en territoire ennemi. La sécurité opérationnelle était rigoureuse : un soldat afghan a été surpris en train d'appeler chez lui pendant un exercice de chargement parce qu'il pensait que l'opération avait commencé. On ne pouvait pas vraiment compter sur un effet de surprise stratégique, cependant, étant donné la nature de l'opération. Seule la surprise tactique était possible³⁷¹.

Quand la décision a finalement été prise de lancer l'Op MOSHTARAK, des avions C-130 Hercules des Marines des États-Unis ont exécuté une mission d'« éclairage noir » soigneusement coordonnée à la verticale des zones cibles. La FO Freedom a décollé à 3 h 30 du matin le 13 février. Le Lcol Smith l'a dirigée depuis un appareil CH-146 Griffon et il s'est servi d'un capteur MX-15 pour observer les zones d'atterrissage des hélicoptères. Un UAV MQ-9 Reaper britannique les a survolés pendant ce temps. Ces deux systèmes ont fourni des points de vue vertical et oblique de la zone visée. Ils étaient accompagnés d'un Sea King britannique emportant un gros ensemble de capteurs pour observer le mouvement terrestre.

La première mission a consisté à insérer une force opérationnelle d'opérations spéciales à 3 h 34. La zone cible initiale des forces conventionnelles a été, par suite d'une intéressante coïncidence, le secteur de Spin Masjed que le 2^e Kandak (d'assaut) et ses mentors canadiens avaient défendu dans le passé. Après que tous les systèmes de surveillance ont eu établi qu'aucun ennemi observable n'était présent, les Chinook canadiens se sont amenés et ont déposé les troupes britanniques pour qu'elles rendent le secteur sûr, à 4 h 13³⁷². En second lieu, les hélicoptères canadiens ont transporté les Estoniens jusqu'à une position d'arrêt à l'est, à 4 h 28; en dernier lieu, des troupes britanniques ont été transportées sur les lieux à 4 h 53. Il n'y a eu ni contact avec l'ennemi ni incident. Les hélicoptères sont ensuite restés disponibles pour exécuter des tâches propres à une force de réaction rapide³⁷³.

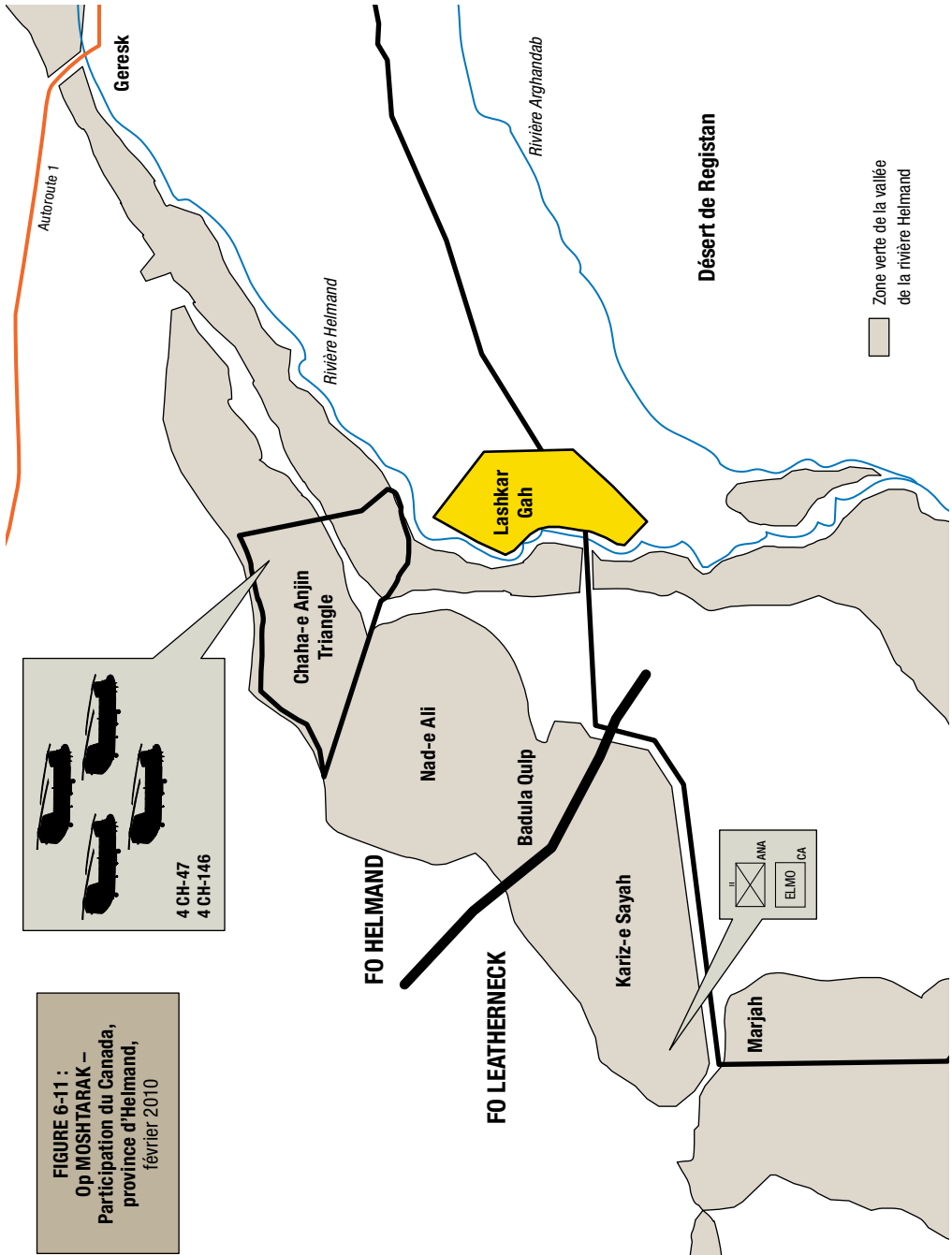


Figure 6-11 : Op MOSHTARAK – Participation du Canada, province d’Helmand, février 2010

Le Col Shane Brennan, membre de l'ELMO, avait des doutes au sujet de la nouvelle importance accordée à la province d'Helmand. « Tout d'un coup, la priorité du CR (Sud) a été la province d'Helmand, et non Kandahar. [...] Pourquoi cette province importait-elle plus que la région de Kandahar? Tout cela sonnait creux, à vrai dire. Rien n'importait plus que la région de Kandahar! Et cette question persiste à ce jour. Ce qui arrive dans la province d'Helmand ne risque pas d'influer sur l'ensemble de l'Afghanistan, mais ce pourrait être le cas de ce qui se passe à Kandahar [...]»³⁷⁴ » [Traduction] Les Afghans ont décidé de déployer un kandak. Les mentors de l'ELMO partiraient-ils eux aussi? Le Col Brennan et le Bgén Ménard ont dû tirer la question au clair. Le Bgén Ménard a finalement décidé de les envoyer en déploiement parce que, selon le Col Brennan : « Si votre patron vous dit avec force de faire certaines choses, vous allez probablement essayer de les faire assez vigoureusement. Vous allez essayer de travailler en fonction des directives reçues de la FIAS et d'utiliser toutes les ressources et les conseils de votre propre équipe pour tenter de modeler tout cela»³⁷⁵ ». [Traduction]

Cependant, il allait être difficile de soutenir l'ELMO jusque dans la province d'Helmand. Par conséquent, l'ESN a fait en sorte qu'il y ait suffisamment d'hélicoptères britanniques et il a déployé un de ses deux véhicules de soutien blindé lourd de son équipe mobile de dépannage avec l'ELMO³⁷⁶.

Le 1^{er} Kandak et ses mentors canadiens se sont déployés au nord de Marjah et se sont heurtés à des forces ennemies au cours de plusieurs engagements courts, mais intenses. Le 18 février, une patrouille de l'Armée afghane a été touchée et a subi plusieurs pertes. Le Cpl Bradley Casey, technicien médical, a prodigué, sous le feu ennemi, des soins à des Afghans blessés, et il les a mis à bord d'un hélicoptère MEDEVAC. Ses actions lui ont valu d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire.

Malgré un stade de dégagement rapide et fructueux, le détachement de stabilisation – décrit comme étant « le gouvernement en boîte » [Traduction] – qui a été amené sur les lieux par la suite s'est avéré difficile à établir. L'Op MOSHTARAK est devenue un autre exemple de « mesures temporaires » ou « de nettoyage » [Traduction], sauf qu'il s'agissait cette fois d'une intervention de grande envergure. En fin de compte, les journalistes ont tourné l'Op MOSHTARAK en ridicule, et les analystes ont affirmé qu'elle avait été un échec, après que les insurgés ont réintégré la zone d'opérations où l'Op MOSHTARAK avait eu lieu. La violence a recommencé un mois plus tard³⁷⁷.

Personne n'a compris à ce moment-là que l'Op MOSHTARAK avait été torpillée avant même le franchissement de la ligne de départ par les premières troupes. Une partie des stades « tenir » et « construire » dépendait de la police, comme auparavant. La décision a été prise de ne pas faire participer les agents de police d'Helmand à l'opération à cause de leurs relations avec « de mauvais acteurs » [Traduction], et de les remplacer par la Police nationale afghane pour l'ordre civil (PNAOC) dans les zones dégagées. Ces unités de la

PNAOC étaient dominées par les Tadjiks et perçues comme étant des forces d'occupation par la population pachtoune locale³⁷⁸. En outre, ces agents étaient censés être employés pendant six mois, mais le ministère de l'Intérieur de Karzai ne voulait s'engager envers eux que pendant quatre mois et peut-être même pour aussi peu que trois mois. Comme un rapport l'a souligné, « cela n'accordera pas assez de temps à la FO Helmand et à la FO Leatherneck pour entraîner convenablement la force de la PNA devant aller relever les éléments de la PNAOC. Cette situation est empirée par le fait que le ministère de l'Intérieur n'a pas nommé de chef de police dans le Nad Ali [...]»³⁷⁹ » [Traduction]. Cependant, le ministère de l'Intérieur n'était pas le seul à avoir manqué à ses obligations. Le problème avait des racines plus profondes, à des niveaux plus élevés de la hiérarchie :

L'ancien gouverneur de la province d'Helmand et actuel sénateur Sher Mohammad [Akhundzada] [SMA] sont arrivés avec le ministre Atmar et le reste de la délégation de Kaboul [à la choura tribale de Nad Ali], et avec lui s'est joint à la choura l'ancien chef de police de la province d'Helmand, Abdul Rahman Jan (ARJ); les deux hommes avaient été chassés de leur poste antérieur par suite de leurs activités corrompues. Tout au long de la journée, ces deux anciens dirigeants de la province ont harangué l'assistance et milité activement contre l'ancien gouverneur adjoint du district à Marjah, Haji Zahir. Ces anciens fonctionnaires exercent encore une grande influence sur la population de Nad Ali et une bonne partie de la province et ils semblaient résolus à jouer un rôle dans la gouvernance future de Nad Ali. (Observation : SMA et ARJ sont à même de rétablir l'ancien régime corrompu qui régissait Marjah auparavant; cela représenterait un recul grave du travail fait pour améliorer la gouvernance dans l'Helmand. SMA a encore un accès direct à Karzai et il pourrait profiter de ses relations commerciales avec ARJ pour empêcher l'amélioration de la gouvernance dans le Nad Ali³⁸⁰. [Traduction]

Quand l'Op MOSHTARAK était en cours, ces deux acteurs malveillants des jours sombres de 2006 ont agi pour installer « leur police » dans le Nad Ali et ils ont contribué à nuire aux chouras locales, au point que, « vu la façon dont ARJ dirigeait la choura, la population craignait qu'il fasse partie de la solution politique définitive ». [Traduction] Le Mgén Carter a dû faire appel aux entités de Kaboul pour qu'elles fassent pression sur Karzai « afin d'empêcher une évolution des circonstances qui permettrait aux personnes d'influence d'exercer le contrôle sur la PNA et sur d'autres postes de direction ». [Traduction] Il fallait empêcher cela « car ces personnes expliquent en partie pourquoi nous combattons comme nous le faisons aujourd'hui et elles torpilleraient toute solution politique à long terme, au lieu d'en favoriser l'adoption [...]»³⁸¹ » [Traduction]. Tout est revenu à la normale pour Sher Mohammad Akhundzada et Abdul Rahman Jan, gracieuseté du président Karzai, de l'Op MOSHTARAK et du « gouvernement en boîte ». [Traduction] Il ne faut pas

s'étonner que de nombreux habitants de la région aient accueilli favorablement les insurgés dans leurs collectivités et que la violence se soit poursuivie.

L'Op MOSHTARAK a montré que la FIAS et l'Armée afghane pouvaient travailler ensemble et bien faire les choses : elles pouvaient enregistrer des réussites tactiques sur le terrain, avoir des rapports efficaces avec la population et promouvoir les initiatives locales de développement. L'Op MOSHTARAK a aussi montré comment les personnes d'influence nationales et provinciales pouvaient saper gravement les efforts en matière de gouvernance et de stabilisation et, en fin de compte, elle a fait voir aux dirigeants de la FIAS comment le président Hamid Karzai appuyait tacitement cette activité. Une action semblable à l'Op MOSHTARAK devait être organisée ensuite dans la province de Kandahar. Quelle était la nature du contexte politique où la prochaine opération allait devoir se dérouler?

La neutralisation du mollah Baradar

Vers la mi-février, la FO Kandahar a appris que le mollah Baradar, principal chef militaire dans la choura de Quetta dirigée par le mollah Omar, avait été arrêté d'une certaine façon au Pakistan par les autorités pakistanaises³⁸². Les circonstances exactes demeurent obscures aux yeux des observateurs publics. Comme il était le principal chef coordonnant l'action des talibans et les activités connexes dans le sud de l'Afghanistan, la neutralisation du mollah Baradar aurait dû avoir un effet mesurable sur la poursuite de la campagne du Canada dans la province de Kandahar. Comme l'arrestation de Baradar s'est produite à la fin de la période hivernale des combats, elle a mis en lumière les volets de l'insurrection que contrôlait directement la choura de Quetta, par opposition à ceux qui lui échappaient.

L'élimination apparente de Baradar de la scène a eu d'autres conséquences importantes. Il y a eu deux théories de base au sujet de sa situation : il était carrément prisonnier des Pakistanais, ou on l'avait mis sous garde pour le protéger contre une autre entité³⁸³. Il existait aussi plusieurs théories sur la raison de sa détention sous garde. La première supposait qu'une certaine lutte de pouvoir interne sévissait dans la choura de Quetta sur la façon d'établir celle-ci en Afghanistan; cette théorie posait aussi que Baradar avait été ravi aux Pakistanais par une entité rivale jalouse qui voulait l'éliminer. Selon une opinion connexe, Baradar avait essayé de s'emparer de la choura Quetta et il en avait été empêché de la même façon. D'autres disaient par ailleurs que Baradar en avait eu assez, qu'il avait démissionné et qu'il avait été enlevé parce qu'il en savait trop. Il était possible également qu'il se fût querellé avec l'ISI, al-Qaïda ou les représentants du HiG au sujet d'une question quelconque et qu'il eût été appréhendé³⁸⁴.

Selon une autre hypothèse, qui a fait des adeptes dans certains milieux, Baradar était le représentant du mollah Omar à des pourparlers de paix très secrets avec le gouvernement Karzai en 2009³⁸⁵. D'après un rapport, Baradar s'est réuni avec les représentants de Karzai pendant

le Hajj en Arabie saoudite. Comme nous l'avons vu précédemment (dans le prologue du volume I), certains éléments pakistanais ne voulaient pas que les insurgés afghans fassent eux-mêmes des offres de paix au gouvernement afghan³⁸⁶. De toute évidence, Baradar en savait beaucoup trop sur l'appui que l'ISI accordait à l'insurrection pour être laissé libre de circuler³⁸⁷.

On ne sait toujours pas exactement avec quels membres du gouvernement afghan Baradar a pu se réunir. Selon un rapport, l'intermédiaire n'était nul autre qu'Ahmad Wali Karzai, ou peut-être Qayyum Karzai³⁸⁸. Cela peut expliquer deux faits : la décision que les dirigeants de la FIAS ont prise de cesser de réclamer le retrait d'Ahmad Wali Karzai à la fin de 2009, et l'arrogant comportement de ce dernier au sujet du franchissement de « la ligne rouge » au début de 2010. Si Karzai était l'intermédiaire consacré, il n'avait rien à perdre. En effet, le Bgén Ménard a observé à son arrivée à la fin de 2009 qu'Ahmad Wali Karzai essayait de se faire discret et qu'il veillait à ce que les liens entre ses activités illicites et lui-même fussent aussi ténus que possible³⁸⁹.

La disparition de Baradar de la circulation a causé d'importants bouleversements chez les insurgés du sud du pays. Il demeure également possible que des forces antitalibanes ou d'autres éléments se soient servis d'Ahmad Wali Karzai pour repérer Baradar et l'appréhender, ou qu'une combinaison de facteurs ait joué. Il se peut même qu'il se soit agi d'un pur coup de chance. Certains récits attribuent l'enlèvement de Baradar à la CIA, mais le fait a surpris les services du renseignement du Commandement régional (Sud), et il a fallu trois jours à la Maison-Blanche pour confirmer que Baradar avait effectivement été enlevé³⁹⁰. Cela dit, la neutralisation de Baradar a constitué un événement particulièrement important dont les effets sur l'insurrection à Kandahar se sont fait sentir jusqu'à la fin de 2010.

Ahmad Wali Karzai et la légitimité du gouvernement dans la province de Kandahar

La situation telle qu'elle se présentait en 2009 et 2010 a entraîné un réexamen du rôle d'Ahmad Wali Karzai dans les rouages politiques de Kandahar et un débat sur la question de savoir au juste dans quelle mesure ses activités malveillantes contribuaient à attiser l'insurrection dans la province. Les discussions sur ce sujet extrêmement délicat avaient essentiellement été reportées pendant des mois, voire des années. L'arrivée des troupes étasuniennes et l'opinion du Gén McChrystal en la matière ont en fait été des déclencheurs clés pour relancer la discussion, en particulier après le fiasco des élections de 2009 et la résurgence de l'intérêt de toutes les parties pour le lien entre la gouvernance et la légitimité.

Les écoles de pensée qui existaient au sujet de Karzai étaient les suivantes. Selon la première, c'était un « gentil entrepreneur voyou » ne voulant que ce qu'il y avait de mieux pour sa tribu, soit celle des Popalzais. C'était un représentant élu; par conséquent, la coalition devait travailler avec et non contre lui. D'après la seconde, Karzai était un narcokhan

impitoyable et malveillant sous ses dehors de gentil voyou; il éliminait ses rivaux tribaux et commerciaux aussi bien que les insurgés, qui étaient essentiellement tous les mêmes à ses yeux. Selon une troisième école, Karzai aurait été à la solde de la CIA; tout ce qu'il faisait était donc sanctionné par le gouvernement des États-Unis. Il ne fallait donc pas le toucher, et l'on devait satisfaire à ses demandes. En quatrième lieu, d'aucuns pensaient que, comme c'était le demi-frère du président, tout ce qu'il faisait était sanctionné par le gouvernement afghan et que, par conséquent, il était intouchable et il ne fallait pas le contrarier³⁹¹.

Ce n'était pas seulement une question destinée aux « échelons supérieurs ». Comme nous l'avons vu jusqu'ici dans le présent volume, les soldats canadiens sur le terrain devaient subir les effets des choix d'Ahmad Wali Karzai et de son comportement dans diverses dimensions. Les commandants canadiens devaient travailler avec ses alliés et ses subalternes sur le terrain. Des Canadiens ont probablement été tués ou blessés par suite de ces comportements. À tout le moins, le soldat canadien moyen sur le terrain a dû faire face à la friction engendrée par les machinations de Karzai, et cela a influé sur les opérations. Il a fallu un examen minutieux et sérieux en 2009 et 2010 pour cerner les dimensions du problème. Était-il maintenant possible de s'attaquer à ces questions?

Les commandants canadiens à Kandahar savaient qu'Ahmad Wali Karzai était partie à plusieurs activités illicites et licites qui sapait toutes la légitimité du gouvernement provincial, en particulier aux yeux de la population non popalzaie. Les tentatives de prendre l'insaisissable Karzai en défaut dans le domaine des stupéfiants étaient vaines, et c'était sur ce plan que la coalition concentrait la majeure partie de ses enquêtes, peut-être délibérément. Cependant, Karzai était soupçonné de tremper dans le commerce de personnes et de profiter en particulier du transport de main-d'œuvre bon marché à destination des Émirats arabes unis. Cela allait de pair avec son rôle dans une fraude du logement qui faisait des emprunteurs des débiteurs esclaves et servait à financer le commerce susmentionné. Il était partie à l'appropriation et à la revente de terrains dans des zones dont il savait qu'elles seraient utiles à la FIAS : l'autoroute contournant la ville de Kandahar au sud, en particulier, traversait ces zones. Karzai orchestrait aussi les efforts déployés pour centraliser toutes les forces de sécurité privées dans la province de Kandahar sous la coupe de la société de sécurité Watan qu'il contrôlait en fait, ce qu'il a cependant nié publiquement. Parallèlement, il militait pour la création de la force de protection publique afghane, une milice qui serait autorisée par le gouvernement afghan à agir comme une organisation-cadre pour les sociétés de sécurité. Par l'intermédiaire de ces dernières, il fournissait des services de camionnage à la FIAS au KAF. On savait qu'il dirigeait une prison privée dans le district de Daman et qu'il utilisait ses forces de sécurité pour appréhender des gens et les envoyer à cette prison où il les exploitait à des fins financières et politiques³⁹².

Il n'était pas possible de prouver qu'Ahmad Wali Karzai était directement lié à toutes ces activités, mais il agissait, comme un officier canadien bien renseigné l'a précisé, de manière à « créer les conditions qui facilitaient l'exécution de ces activités » [Traduction] par d'autres intervenants de connivence avec lui. Quoi qu'il en soit, peu importe la présence ou l'absence de preuves formelles détaillées, les membres non popalzais de la population de la province et ceux qui subissaient les effets de ces activités croyaient qu'elles avaient lieu et ils n'étaient pas enclins à appuyer un gouvernement popalzai dirigé par Karzai. En 2010, le Col Simon Hetherington, commandant adjoint de la FO Kandahar, a décrit Ahmad Wali Karzai comme étant un « créateur de griefs » qui « attisait l'insurrection »³⁹³ [Traduction].

C'est le Gén Stanley McChrystal, commandant de la FIAS, qui s'est le premier attaqué à la situation. Les instances supérieures ont discuté de la possibilité d'évincer Ahmad Wali Karzai en novembre 2009, mais il a été décidé de réunir des renseignements négatifs sur lui pour prouver le bien-fondé de la mesure envisagée. Certains ont vu dans cette décision un faux-fuyant de la part de ceux qui ne voulaient tout simplement pas faire face au problème. En mars 2010, il y a eu une autre réunion de représentants étatsuniens, britanniques et canadiens supérieurs. Les options étaient les suivantes : exercer des pressions pour faire nommer Ahmad Wali Karzai ambassadeur au Paraguay, par exemple, ou adopter un plan pour « bloquer et contrôler Karzai », plan qui consistait à « assujettir Karzai à des interdictions » et à déclarer qu'il serait chassé s'il les enfreignait. Le Gén McChrystal a semblé favoriser l'éviction de Karzai, tout comme le représentant canadien, mais les autres représentants étatsuniens et britanniques présents se sont cantonnés dans l'indécision³⁹⁴.

Les trois interdictions étaient les suivantes : Karzai ne devait aucunement chercher à influencer sur la grande conférence (*jirga*) de paix qui allait se tenir à Kandahar; il devait s'abstenir d'influer sur le choix des membres du conseil provincial ou de le gêner, et il devait éviter de pratiquer toute forme d'ingérence électorale. Ceux qui favorisaient la solution axée sur les interdictions croyaient que, s'il était fait obstacle à Ahmad Wali Karzai et à ses partisans et alliés, la FIAS éprouverait un énorme problème de réapprovisionnement dans le sud de l'Afghanistan, parce que Karzai contrôlait le camionnage et les forces de sécurité connexes. On craignait une augmentation des pertes de la FIAS par suite de ce comportement³⁹⁵.

En définitive, Ahmad Wali Karzai a enfreint les trois interdictions, et son attitude belligérante à l'endroit de la FIAS s'est même intensifiée à Kandahar en 2010. Lors de la conférence de paix, un ancien a déclaré à l'assemblée, dont Hamid Karzai faisait partie, qu'il avait peur de prendre la parole, car, s'il le faisait, il serait assassiné. Quand Karzai lui a dit qu'il pouvait parler sans crainte et qu'il serait protégé, l'ancien a dit au président que son beau-frère était au cœur du problème. Quelques jours plus tard, cet ancien a été tué. La nouvelle de ce qui s'était passé s'est répandue dans toute la province. Le message était

clair : quiconque parlerait contre les Popalzais mourrait. On ne sait pas au juste ce qui a enhardi Ahmad Wali Karzai. La rumeur circulait partout selon laquelle une réunion entre le président Karzai et le président Obama à Washington s'était soldée par une politique selon laquelle il fallait « laisser le frère [du président afghan] tranquille ». [Traduction] La question de savoir si cette consigne était liée ou non à des activités que les Karzais avaient menées au nom des États-Unis dans d'autres régions est devenue un élément du débat, même si une distanciation considérable s'était produite entre le gouvernement des États-Unis et Hamid Karzai dans ces régions au cours des deux années antérieures³⁹⁶. Comme un observateur l'a souligné :

Notre réussite dépendra en fin de compte de l'adoption d'une vision semblable par le président Karzai; il sera fortement pressé d'appuyer des acteurs malveillants tels que Sher Mohammad Akhundzada, Abdul Rahman Jan et Ahmad Wali Karzai et d'autres dans les provinces d'Helmand et de Kandahar, acteurs dont les intérêts reposent sur le maintien de structures de gouvernance parallèles et sur des liens tribaux non impartiaux plutôt que sur une présence plus représentative du [gouvernement de l'Afghanistan]³⁹⁷. [Traduction]

Cependant, avant que quelque mesure que ce soit au sujet d'Ahmad Wali Karzai ne soit prise, et juste au moment où la seconde Op MOSHTARAK à Kandahar commençait à prendre de l'élan, le Gén McChrystal a lui-même été pris dans les rouages de la politique des États-Unis. Sa démission – qui a compté parmi plusieurs autres imposées à des chefs de la FIAS pendant l'été 2010 – a fait planer l'incertitude sur les efforts de la coalition. Parmi les autres chefs concernés de la FIAS figuraient le commandant de la FO Kandahar, le Bgén Daniel Ménard, et le commandant d'un des bataillons des États-Unis de la FO Kandahar. Au milieu de 2010, les effets combinés des tractations politiques intérieures, des intrigues personnelles et de la surveillance minutieuse exercée par les médias ont presque fait avorter les efforts du Canada dans la province de Kandahar.

NOTES

1. CRSQ QG FOI-A, 4 septembre 2009.
2. Voir la description fournie dans le livre de Kai Eide, *Power Struggle Over Afghanistan*, New York, Skyhorse Publishing, 2012, p. 99-102.
3. Voir l'article du National Democratic Institute for International Affairs, « The 2009 Presidential and Provincial Council Elections in Afghanistan », dans le site http://www.ndi.org/files/Elections_in_Afghanistan_2009.pdf.
4. Sherard Cowper-Coles, *Cables From Kabul*, New York, Harper Collins, 2012, p. 202-203.
5. « Élections en Afghanistan 2009 : La contribution du Canada », www.afghanistan.gc.ca/canada-afghanistan/progress-progres/elections.aspx?lang=fra&view=d.

CHAPITRE SIX

6. International Crisis Group, « Asia Briefing No 96: Afghanistan: Elections and the Crisis of Governance », 25 novembre 2009.
7. Message sur WikiLeaks, U.S. Embassy Kabul to State, « Karzai on Elections and the Future », 3 septembre 2009.
8. Eide, *Power Struggle Over Afghanistan*, chapitre 20.
9. Cowper-Coles, *Cables from Kabul*, p. 235.
10. International Crisis Group, « Asia Briefing No 117: Afghanistan's Election Stalemate », 23 février 2011.
11. International Crisis Group, « Asia Briefing No 96: Afghanistan: Elections and the Crisis of Governance », 25 novembre 2009.
12. www.afghanistanelection.org/elections/2009/data, directement fondé sur les données de la CEI, du CCE et du PNUD-ELECT.
13. *Ibid.*
14. National Democratic Institute for International Affairs, « The 2009 Presidential and Provincial Council Elections in Afghanistan », 2010.
15. *Ibid.* La fraude a pris d'autres formes plus complexes. Voir Peter W. Galbraith, « How the Afghan Election Was Rigged », *Time*, 19 octobre 2009.
16. Message sur Wikileaks, U.S. Embassy Kabul to State, « Engaging Karzai's Inner Circle on Elections and a Second Term », 26 octobre 2009.
17. Message sur WikiLeaks, U.S. Embassy Kabul to State, « First Reactions to Abdullah's Announcement: Relief », 2 novembre 2009.
18. QG FIAS, « Commander's Initial Assessment (30 août 2009) ».
19. Message sur Wikileaks, US Embassy Kabul to State, « Afghan Minister of Defense: I Support McChrystal's Way Ahead », 8 octobre 2009.
20. Ces diverses opinions exprimées par Eikenberry, Clinton, Biden et d'autres membres de l'administration Obama sont résumées dans l'ouvrage de David E. Sanger intitulé *Obama* [Paris, Belin, 2012, p. 34-41]. Bob Woodward, dans son livre, *Les guerres d'Obama* [Paris, Denoël, 2011, p. 343-351], fait écho à ces opinions.
21. Woodward, *Les guerres d'Obama*, p. 384-385.
22. *Ibid.*, chapitres 27 à 29.
23. CRSQ QG FOI-A, 6 septembre 2009; CRSQ QG FOI-A, 11 septembre 2009.
24. SITREP hebdomadaire, QG FOI-A, du 25 septembre au 1^{er} octobre 2009.
25. CRSQ QG FOI-A, du 11 au 14 septembre 2009.
26. SITREP hebdomadaire, QG FOI-A, du 25 septembre au 1^{er} octobre 2009.
27. CRSQ QG FOI-A, 6 octobre 2009.
28. SITREP hebdomadaire, QG FOI-A, du 2 au 8 octobre 2009; SITREP hebdomadaire, QG FOI-A, du 9 au 15 octobre 2009.
29. Briefing fait par le J2 à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 11 juillet 2010.
30. CRSQ QG FOI-A, 12 octobre 2009.
31. CRSQ QG FOI-A, 10 octobre 2009.

CHAPITRE SIX

32. CRSQ QG FOI-A, 18 octobre 2009.
33. C'était l'impression qu'avaient les chefs des opérations, le Lcol Mike Patrick, entre autres, à l'automne de 2009. Voir l'entrevue avec le Lcol Patrick.
34. Courriel envoyé par le Lcol Jean-Francois Cauden à Sean Maloney, 22 avril 2013.
35. *Ibid.*
36. Entrevue téléphonique avec le Lcol Jean-François Cauden, 19 mars 2012. Voir aussi le courriel de suivi entre le Lcol Cauden et Sean Maloney.
37. Entrevue avec le Lcol Cauden.
38. Courriel entre le Lcol Cauden et Sean Maloney.
39. Éléments tirés des CRSQ du CCO-P et de l'ERP, août et septembre 2009.
40. CRSQ QG FOI-A, 26 août 2009; CRSQ QG FOI-A, 27 août 2009.
41. Hameed Zalmal, « Bomb kills 36 in Afghanistan's Kandahar: Officials », Agence France-Presse, 26 août 2009. Voir <http://news.smh.com.au/>.
42. CRSQ QG FOI-A, 2 septembre 2009.
43. Entretiens confidentiels avec du personnel canadien.
44. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 4 au 10 septembre 2009.
45. CRSQ QG FOI-A, 8 septembre 2009.
46. CRSQ ERP, les 6 et 7 octobre 2009.
47. CRSQ CCO-P, 16 août 2009.
48. SITREP hebdomadaires du QG FOI-A, du 18 au 24 septembre 2009; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 25 septembre au 1^{er} octobre 2009. À titre de comparaison, les États-Unis ont fourni un bataillon de la PM de cinq compagnies (500 militaires, tous grades confondus) pour gérer la sécurité dans la ville de Bagdad en 2003 et 2004. Voir Mark R. Depue, *Patrolling Baghdad: A Military Police Company and the War in Iraq*, University Press of Kansas, 2007.
49. CRSQ ERP, 27 septembre 2009.
50. CRSQ ERP, 11 octobre 2009.
51. CRSQ ERP, 20 octobre 2009.
52. CRSQ QG FOI-A, 29 septembre 2009.
53. CRSQ QG FOI-A, 25 septembre 2009.
54. CRSQ ERP, 29 septembre 2009.
55. CRSQ CCO-P, 30 septembre 2009.
56. CRSQ ERP, 10 octobre 2009.
57. CRSQ ERP, 14 octobre 2009.
58. Certes, des Canadiens avaient établi des liens officieux avec la choura des oulémas de Kandahar dès 2006, mais cela ne constituait pas un engagement religieux systématique.
59. CRSQ QG FOI-A, 9 octobre 2009.

CHAPITRE SIX

60. CRSQ ERP, 12 octobre 2009.
61. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A, d'août, de septembre et d'octobre 2009.
62. CRSQ du Groupement tactique, 26 août 2009.
63. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 25 septembre au 1^{er} octobre 2009.
64. Entrevue téléphonique avec le Lcol Mike Gilmore, 15 octobre 2012.
65. CRSQ ELMO, 17 août 2009.
66. CRSQ QG FOI-A, du 13 au 30 septembre 2009.
67. CRSQ QG FOI-A, des 23, 24, 25 et 30 septembre 2009.
68. CRSQ QG FOI-A, 11 octobre 2009.
69. CRSQ ERP, 8 septembre 2009.
70. CRSQ ERP, 14 septembre 2009.
71. CRSQ QG FOI-A, 12 octobre 2009.
72. CRSQ QG FOI-A, 18 octobre 2009; CRSQ ERP, 22 octobre 2009.
73. CRSQ QG FOI-A, 16 octobre 2009; CRSQ QG FOI-A, 18 octobre 2009; CRSQ QG FOI-A, 20 octobre 2009.
74. Entrevue avec le Lcol Gilmore.
75. CRSQ QG FOI-A, 23 octobre 2009.
76. CRSQ QG FOI-A, 28 octobre 2009.
77. CRSQ QG FOI-A, 3 novembre 2009.
78. CRSQ QG FOI-A, 4 novembre 2009; CRSQ QG FOI-A, 10 4 novembre 2009; CRSQ QG FOI-A, 12 novembre 2009; SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 23 au 29 octobre 2009.
79. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 21 au 27 août 2009; SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 28 août au 3 septembre 2009.
80. *Ibid.* SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 25 septembre au 1^{er} octobre 2009.
81. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 25 septembre au 1^{er} octobre 2009.
82. CRSQ QG FOI-A, 4 octobre 2009.
83. CRSQ ERP, 1^{er} octobre 2009.
84. CRSQ ERP, 6 octobre 2009.
85. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 2 au 8 octobre 2009.
86. Briefing, « OMLT 1-09 Roto 7 ».
87. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 9 au 15 octobre 2009.
88. CRSQ QG FOI-A, 2 octobre 2009; CRSQ QG FOI-A, 10 octobre 2009.
89. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 16 au 22 octobre 2009; SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 23 au 29 octobre 2009.
90. CRSQ QG FOI-A, 3 octobre 2009; CRSQ QG FOI-A, 7 octobre 2009; CRSQ QG FOI-A, 8 octobre 2009; CRSQ QG FOI-A, du 10 au 12 octobre 2009.

CHAPITRE SIX

91. Entretiens entre le chef de District Nazek et l'auteur, 27 janvier 2008.
92. CRSQ ERP, 27 octobre 2009.
93. CRSQ ERP, 1^{er} novembre 2009.
94. Entrevue avec le Maj Cauden.
95. *Ibid.*
96. Renseignements tirés des SITREP hebdomadaires du QG FOI-A, de septembre à novembre 2009.
97. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, de 30 octobre au 5 novembre 2009.
98. CRSQ QG FOI-A, 7 août 2009; CRSQ QG FOI-A, 10 août 2009.
99. Dan McCue, « Cold-Blooded Scam Alleged in Afghanistan », 1^{er} juin 2011; Courthouse News Service, www.courthousenews.com/2011/06/01/36993.html; communiqué du CENTCOM, « CENTCOM Suspends U.S. Contractor Amid Non-Payment Allegation », 5 janvier 2011.
100. CRSQ QG FOI-A, 13 août 2009.
101. CRSQ QG FOI-A, 6 septembre 2009.
102. CRSQ du Groupement tactique, 13 septembre 2009.
103. CRSQ QG FOI-A, 11 septembre 2009.
104. Rapport d'incident important, « BG CS 31 Struck an IED », 16 septembre 2009.
105. CRSQ QG FOI-A, 14 septembre 2009.
106. CRSQ du Groupement tactique, 6 septembre 2009.
107. CRSQ QG FOA-A, 21 septembre 2009; CRSQ QG FOA-A, 28 septembre 2009.
108. CRSQ ERP, 30 septembre 2009.
109. CRSQ ERP, 1^{er} octobre 2009.
110. CRSQ ERP, 13 octobre 2009.
111. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 11 au 18 septembre 2009.
112. Entrevue avec le Col Jocelyn Paul, Kingston, 20 juillet 2012.
113. CRSQ du Groupement tactique, 6 septembre 2009.
114. Rapport d'incident important, « BG 9TAC Struck an IED », 7 septembre 2009.
115. CRSQ QG FOA-A, 3 septembre 2009; CRSQ QG FOA-A, 8 septembre 2009; CRSQ QG FOA-A, 26 septembre 2009.
116. Rapport d'incident important, « BGCS 12 Struck and IED », 13 septembre 2009.
117. CRSQ QG FOA-A, 26 septembre 2009; CRSQ QG FOA-A, 4 octobre 2009; CRSQ QG FOA-A, 6 octobre 2009.
118. Entrevue avec le Lcol Paul.
119. *Ibid.*
120. *Ibid.*
121. Journal de guerre du 1 PPCLI, du 15 au 31 octobre 2009.

CHAPITRE SIX

122. Entrevue avec le Maj Lee Mossop, Edmonton, 9 juillet 2012.
123. SITREP hebdomadaire, QG FOI-A, du 9 au 15 octobre 2009.
124. Entrevue avec le Lcol Ryan Jurkowski, Kingston, 19 juin 2014.
125. *Ibid.*
126. *Ibid.*
127. *Ibid.*
128. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A, du 15 au 25 octobre 2009.
129. *Ibid.*
130. CRSQ QG FOI-A, 5 novembre 2009.
131. Entrevue avec le Lcol Jurkowski.
132. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A, du 25 au 30 octobre 2009.
133. CRSQ QG FOI-A, 5 novembre 2009.
134. Entrevue avec le Lcol Jurkowski.
135. CRSQ QG FOI-A, 1^{er} novembre 2009; CRSQ QG FOI-A, 3 novembre 2009; CRSQ QG FOI-A, 6 novembre 2009. Entrevue avec le Maj Wayne Niven, Edmonton, 11 juillet 2012.
136. Entrevue avec le Maj Niven. Voir aussi 1 PPCLI, « Operation HYDRA POR ». Voir l'entrevue avec le Lcol Jurkowski.
137. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 27 novembre au 3 décembre 2009.
138. CRSQ QG FOI-A, 7 décembre 2009.
139. Exposé, GT 1 PPCLI, « Nakhonay Back Brief », 15 janvier 2010.
140. *Ibid.*
141. Entrevue avec le Lcol Niven.
142. *Ibid.*
143. Briefing de la DIGL, « District Delivery Program », 10 mars 2010. Voir aussi Robert Kemp, « The District Delivery Program in Afghanistan: A Case Study in Organizational Challenges », <http://smallwarsjournal.com>, 26 juin 2012.
144. Robert Kemp, « The District Delivery Program in Afghanistan: A Case Study in Organizational Challenges », <http://smallwarsjournal.com>, 26 juin 2012. Voir aussi : The Afghanistan Research and Evaluation Unit, « District Councils: The Missing Middle of Local Governance », 27 juin 2011.
145. Programme des Nations Unies pour le développement, « National Area Based Development Programme: First Quarter Progress Reports 2012 », 11 janvier 2011, p. 3 et 7. Le R.-U. en Afghanistan, « Governance and Rule of Law », <http://ukinafghanistan.fco.gov.uk>; Colin Cookman et Caroline Wadhams, « Governance in Afghanistan: Looking Ahead to What We Leave Behind », Center for American Progress, <https://www.americanprogress.org/>, mai 2010.
146. QG FIAS – Cellule de réintégration des forces, « A Guide to the Afghanistan Peace and Reintegration Process (APRP) », mars 2010. Voir aussi Fiche documentaire d'USAID, « Afghan Social Outreach Programme », juin 2011.
147. Robert Hulslander et Jake Spivey, « Village Stability Operations and Afghan Local Police », *Prism*, vol. 3, n° 3, p. 125 à 138. Pour lire un résumé sur l'élaboration des programmes de la Police locale afghane, voir le rapport de Human Rights Watch, « Just Don't Call It a Militia: Impunity, Militias, and the Afghan Local Police », 2011.

CHAPITRE SIX

148. L'auteur s'est rendu dans la province de Wardak pour évaluer le Programme de protection publique de l'Afghanistan (PPPA), en 2009 pour le QG FOI-A, et il a pris part à des discussions sur ces programmes. Le PPPA était essentiellement une version provisoire de ce qui allait devenir la PLA.
149. Briefing, « OMLT 1-09 Roto 7 ».
150. CRSQ ELMO, 17 septembre 2009.
151. CRSQ ELMO, 7 octobre 2009.
152. CRSQ ELMO, 20 septembre 2009.
153. CRSQ ELMO, 28 septembre 2009.
154. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 28 août au 3 septembre 2009.
155. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 4 au 10 septembre 2009.
156. *Ibid.*
157. Briefing de l'ELMO au QG, du 5 au 10 avril 2010 et le 30 avril 2010.
158. Entrevue avec le Bgénéral Shane Brennan, à Ottawa, le 23 octobre 2012.
159. Entrevue avec le Bgénéral Brennan.
160. *Ibid.*
161. Discussions avec des membres de l'ELMO.
162. Entrevue avec le Bgénéral Brennan.
163. Entrevue avec le Lcol Joe Pospolita, KAF, 12 juillet 2010.
164. Entrevue avec le Lcol Pospolita.
165. CRSQ QG FOI-A, 16 mai 2009.
166. *Ibid.*; CRSQ QG FOI-A, 16 mai 2009.
167. Entrevue avec le Lcol Carl Turenne, Kingston, 15 avril 2010.
168. Entrevue avec le Capt Darcy Heddon, Ottawa, 25 octobre 2012.
169. *Ibid.*
170. Entrevue téléphonique avec le Lcol Lee Hammond, 10 juillet 2012.
171. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 11 au 18 septembre 2009.
172. Entrevue avec le Lcol Turenne; briefing de l'ERP, « Arghandab Valley Integrated Development Vision July 2009 »; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 4 au 10 septembre 2009.
173. CRSQ, 4 septembre 2009; CRSQ QG FOI-A, 6 septembre 2009; CRSQ QG FOI-A, 7 septembre 2009.
174. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 18 au 24 septembre 2009.
175. Un exemple de la nature juvénile de ces conflits de personnalités a été donné par un officier canadien à qui une employée de l'ACDI a déclaré qu'elle n'aimait pas venir à une conférence de l'ERP « parce qu'il y aurait là tout un groupe de gars de l'armée » [Traduction]. Interrogée au sujet de ses craintes, l'employée de l'ACDI a affirmé que la situation la mettait mal à l'aise parce que ces gars « avaient tué des gens ». Entrevue confidentielle.
176. Sean D. Naylor, « Stryker Soldiers Say Commanders Failed Them », *Army Times*, 21 décembre 2009; Adam Ashton, « Stryker Brigade Commander Nearly Lost His Job », *Seattle Times*, 16 octobre 2011.

177. Le CIFIAS était un quartier général opérationnel nécessaire entre le QG FIAS et les commandements régionaux, tels qu'ils avaient été désignés en 2008 et 2009 dans le cadre de la réorganisation des efforts des É.-U. et de l'OTAN en Afghanistan. Cela reflétait une structure semblable appliquée en Iraq. Le CIFIAS est chargé de mener la campagne en Afghanistan, ce qui laisse essentiellement au QG FIAS le soin de gérer les relations internationales et les relations au niveau ministériel. Le CIFIAS s'apparente en gros à un commandement de corps d'armée : son commandant est un général à trois étoiles, et sa structure reprend en partie celle d'un commandement permanent de corps d'armée de l'OTAN ou des É.-U. Cependant, ses responsabilités ne correspondent pas à celle d'un corps d'armée classique.
178. COMISAF Partnering Directive, 29 août 2009.
179. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 6 au 12 novembre 2009.
180. Gén Stanley McChrystal, *My Share of the Task*, New York, Penguin Books, 2013, p. 363-369.
181. Entrevue avec le Mgén Jon Vance, Ottawa, 11 décembre 2012.
182. Entrevue téléphonique avec le Col (ret.) Dan Ménard, 6 novembre 2012.
183. SITREP hebdomadaires du QG FOI-A, du 6 au 12 novembre 2009 et du 13 au 19 novembre 2009.
184. Entrevue avec le Col Simon Hetherington à bord d'un CC-130 en transit entre et le KAF, 9 juillet 2010.
185. Briefing fait par le J3 QG FOI-A à l'auteur, KAF, 15 juillet 2010.
186. Lettre du Bgén Ménard aux personnes figurant sur la liste de distribution, « Concept of Operations for TF Kandahar December 2009-December 2010 », 12 décembre 2009.
187. *Ibid.*
188. Entrevues avec le Lcol Craig Dalton et le Col Simon Hetherington, KAF, 10 juillet 2010.
189. Briefing fait par le J3 QG FOI-A à l'auteur, KAF, 15 juillet 2010.
190. Briefing fait par le J5 QG FOI-A à l'auteur, KAF, 15 juillet 2010.
191. Briefing fait par le J3 QG FOI-A à l'auteur, KAF, 15 juillet 2010.
192. Entrevue avec le Bgén Ménard; entrevues avec le Lcol Dalton et le Col Hetherington.
193. La zone verte était le district fortement protégé du commandement des forces étasuniennes et coalisées à Bagdad; ce district est devenu une collectivité occidentale à l'aise, imprégnée d'une pensée groupale et déconnectée de la population iraquienne qu'elle gouvernait ostensiblement.
194. Entrevues avec le Lcol Dalton et le Col Hetherington.
195. Entrevue confidentielle.
196. Entrevues avec le Lcol Dalton et le Col Hetherington.
197. Entrevue avec le Bgén Ménard.
198. Entrevue avec le Maj Josh Major, KAF, 15 juillet 2010.
199. Entrevue avec le Bgén Ménard.
200. Entrevue avec le Maj Josh Major, KAF, 15 juillet 2010.
201. Entrevue avec le Lcol J.S.S.D. Fortier, KAF, 15 juillet 2010.
202. Entrevue avec le Lcol Jennie Carignan, KAF, 12 juillet 2010.
203. Entrevue avec le Maj Michael Wright, KAF, 15 juillet 2010. Voir aussi le briefing fait à l'auteur par le J5 QG FOI-A, KAF, 15 juillet 2010.

CHAPITRE SIX

204. Entrevues avec le Lcol Turenne.
205. Entrevue avec le Bgén Ménard.
206. Entrevue avec le Col Hetherington. Par ailleurs, l'auteur a été envoyé aider le QG du Bgén Ménard pendant qu'il se préparait à son déploiement en 2009, et il a constaté le climat qui régnait alors.
207. Entrevue avec le Lcol Turenne.
208. Entrevue confidentielle.
209. Entrevue avec le Bgén Ménard.
210. Entrevue avec le Lcol Fortin
211. Entrevue avec le Col Hetherington.
212. Message sur WikiLeaks, Embassy Kabul to State, « Operation MOSHTARAK: Moving to Governance Phase », 25 février 2010.
213. Entrevue avec le Lcol Turenne.
214. Entrevue avec le Bgén Ménard.
215. Entrevue avec le Lcol Pospolita.
216. *Ibid.*
217. Entretien avec le Maj Lisa Elliott, 15 octobre 2012.
218. Entrevue avec le Lcol Pospolita.
219. Entrevue avec le Col Ian Creighton, Ottawa, 21 novembre 2012.
220. Le QG FIAS aux personnes inscrites sur la liste de distribution, « Partnering Directive ». Voir le site www.publicintelligence.net, 29 août 2009.
221. *Ibid.*
222. Sanger, *Obama*, p. 40-41; Woodward, *Les guerres d'Obama*, p. 309-311, 385-386, 462-463.
223. Assemblée parlementaire de l'OTAN, session annuelle de 2010, Varsovie, « Preparing the Afghan National Security Forces for Transition ».
224. Document d'information sur la FIAS de l'OTAN, « Transition and ISAF Partnering », décembre 2009.
225. Entrevue avec le Bgén Ménard.
226. Entrevue avec le Bgén Shane Brenan, Ottawa, 23 octobre 2012.
227. Entrevue avec le Maj Mossop.
228. Présentation et briefing, « Road to War 2008-2010 – Recce Squadron Current Ops Lessons Learned », s.d.
229. Entrevue téléphonique avec le Maj Mark Popov, 14 mars 2013.
230. *Ibid.*
231. *Ibid.*
232. *Ibid.*
233. *Ibid.*
234. *Ibid.*
235. *Ibid.*

CHAPITRE SIX

236. *Ibid.*
237. « OC Recce Sqn Handover Notes-TF 3-09 to TF 1-10 », 6 mai 2010.
238. Entrevue avec le Maj Popov; présentation et briefing, « Road to War 2008-2010 – Recce Squadron Current Ops Lessons Learned », s.d.
239. Diapositive d'une présentation de l'escadron de reco, « Four Key Messages », s.d.
240. Courriel du Maj Popov adressé à l'auteur, 17 mars 2013.
241. *Ibid.*
242. Escadron de reco, « Opération SALADIN », 28 février 2010.
243. Entrevue avec le Major Popov.
244. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 27 novembre au 3 décembre 2009; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 11 au 17 décembre 2009; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 18 au 24 décembre 2009.
245. Entrevue avec le Maj Jurkowski.
246. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 4 au 10 décembre 2009; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 11 au 17 décembre 2009; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 18 au 24 décembre 2009.
247. Rapport post-opération du 1 PPCLI, « Opération TOFAN – Du 24 au 31 décembre 2009 ».
248. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 4 au 10 décembre 2009; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 11 au 17 décembre 2009; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 18 au 24 décembre 2009.
249. CRSQ QG FOI-A, 5 décembre 2009; CRSQ QG FOI-A, 7 décembre 2010.
250. Courriel du Capt Whit Tyerman adressé à l'auteur par l'intermédiaire du Maj Darcy Wright, mai 2013.
251. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 18 au 24 décembre 2009.
252. CRSQ QG FOI-A, 16 décembre 2009.
253. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 11 au 17 décembre 2009.
254. CRSQ QG FOI-A, 21 décembre 2009.
255. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 13 au 19 novembre 2009.
256. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 11 au 17 décembre 2009.
257. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 18 au 24 décembre 2009.
258. CRSQ, 31 décembre 2009; INTSUM FO Kandahar, 31 décembre 2010.
259. Briefing fait par l'Escadre aérienne à l'auteur, KAF, 28 juillet 2010.
260. « What the Hell is Going on in the Arghandab River Valley? », Ink Spots, <http://tachesdhuile.blogspot.ca>, 27 janvier 2010.
261. Groupe d'ordres du commandement de la FO Kandahar, 14 mars 2010.
262. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A de janvier 2010.
263. CRSQ QG FOI-A, 11 janvier 2010.
264. CRSQ QG FOI-A, 12, 13 et 15 janvier 2010.
265. CRSQ QG FOI-A, 20 et 21 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 16 février 2010.
266. CRSQ QG FOI-A, 28 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 4 février 2010.

CHAPITRE SIX

267. CRSQ QG FOI-A, 10 et 11 février 2010; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 20 au 26 janvier 2010.
268. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A, février 2010.
269. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 3 au 9 février 2010.
270. Rapport post-opération du 1 PPCLI, « Op OTASH POR 10-14 January 2010 ».
271. *Ibid.*
272. Entrevue avec le Maj Mossop.
273. CRSQ QG FOI-A, 19 janvier 2010.
274. En 2009, le titre de chef de district est devenu « gouverneur de district ».
275. Renseignements tirés des CRSQ et des SITREP hebdomadaires du QG FOI-A de janvier et février 2010.
276. CRSQ QG FOI-A, 3 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 10 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 20 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 21 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 7 février 2010.
277. CRSQ QG FOI-A, 8 février 2010.
278. CRSQ QG FOI-A, 7 janvier 2010.
279. CRSQ QG FOI-A, 23 février 2010.
280. CRSQ QG FOI-A, 7 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 10 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 11 janvier 2010;
281. CRSQ QG FOI-A, 17 janvier 2010.
282. 1 PPCLI, « Roto 8 End Tour Briefing », 3 mai 2010; voir aussi CRSQ QG FOI-A, 2 janvier 2010.
283. CRSQ QG FOI-A, 18 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 31 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 2 février 2010; CRSQ QG FOI-A, 12 février 2010; CRSQ QG FOI-A, 17 février 2010.
284. Briefings de l'ESD et du CCO-D (P) faits à l'auteur, nouveau Centre du district, CCO-D(P), 7 août 2010.
285. *Ibid.*
286. *Ibid.*
287. CRSQ QG FOI-A, 5 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 10 janvier 2010.
288. INTSUM de la FO Kandahar, 9 janvier 2010; INTSUM de la FO Kandahar, 10 janvier 2010.
289. CRSQ QG FOI-A, 11 janvier 2010.
290. CRSQ QG FOI-A, 17 janvier 2010.
291. Entrevue avec le Maj Niven.
292. *Ibid.*
293. *Ibid.*
294. CRSQ QG FOI-A, 18 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 25 janvier 2010.
295. CRSQ QG FOI-A, 27 janvier 2010.
296. INTSUM de la FO Kandahar, 18 janvier 2010 et 31 janvier 2010.
297. CRSQ QG FOI-A, 3 février 2010.
298. 1 PPCLI, « Operation SHER POR, 3-4 February 2010 »; INTSUM de la FO Kandahar, 8 février 2010 et 15 février 2010.
299. CRSQ QG FOI-A, 10 février 2010.

CHAPITRE SIX

300. CRSQ QG FOI-A, 11 février 2010, 16 février 2010 et CRSQ QG FOI-A, 18 février 2010.
301. CRSQ QG FOI-A, 28 février 2010.
302. INTSUM de la FO Kandahar, 28 février 2010.
303. CRSQ QG FOI-A, 21 février 2010.
304. Briefing fait à l'auteur, Camp Nathan Smith, 17 juillet 2010.
305. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A de janvier et février 2010; Briefing fait à l'auteur, Camp Nathan Smith, 17 juillet 2010.
306. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 6 au 12 janvier 2010.
307. CRSQ QG FOI-A, 8 et 9 janvier 2010.
308. CRSQ QG FOI-A, 17 janvier 2010.
309. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A du 22 au 28 janvier 2010.
310. CRSQ QG FOI-A, 26 janvier 2010.
311. CRSQ QG FOI-A, 2 février 2010. Une discussion ultérieure a porté à croire que l'attentat avait peut-être eu des motifs commerciaux, car un des hommes tués, Haji Mohammad, un garde du corps et « un collègue intime de Karzai », avait été partie à des démêlés fonciers liés au renvoi du gouverneur Raufi en 2008. Voir le SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 3 au 9 février 2010.
312. CRSQ QG FOI-A, 15 février 2010.
313. CRSQ QG FOI-A, 20 février 2010.
314. CRSQ QG FOI-A, 27 et 28 février 2010.
315. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 17 au 23 février 2010.
316. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 27 novembre au 3 décembre 2009.
317. Renseignements tirés des SITREP hebdomadaires du QG FOI-A, de décembre 2009 à février 2010.
318. CRSQ QG FOI-A, du 10 au 16 février 2010.
319. CRSQ QG FOI-A, 6 janvier 2010.
320. CRSQ QG FOI-A, du 25 décembre 2009 au 5 janvier 2010.
321. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 6 au 12 janvier 2010.
322. INTSUM de la FO Kandahar, 21 mai 2010).
323. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 4 au 10 décembre 2009.
324. Renseignements tirés des SITREP hebdomadaires du QG FOI-A, de janvier et février 2010.
325. CRSQ QG FOI-A, 17 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 18 janvier 2010.
326. CRSQ QG FOI-A, 10 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 12 janvier 2010.
327. CRSQ QG FOI-A, 17 janvier 2010, CRSQ QG FOI-A, 23 janvier 2010. Voir aussi Tony Foster, « Une nouvelle arme contre l'insurrection », <http://www.forces.gc.ca/site/commun/ml-fe/article-eng.asp?id=5991>.
328. CRSQ et SITREP hebdomadaires du QG FOI-A, du 25 décembre 2009 à janvier 2010.
329. CRSQ QG FOI-A, 4 février 2010; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 27 janvier au 2 février 2010; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 10 au 16 février 2010.

CHAPITRE SIX

330. CRSQ QG FOI-A, 23 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 27 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 8 janvier 2010.
331. CRSQ QG FOI-A, 25 janvier 2010.
332. CRSQ QG FOI-A, 11 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 12 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 15 janvier 2010.
333. CRSQ QG FOI-A, 3 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 4 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 5 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 26 janvier 2010.
334. CRSQ QG FOI-A, 18 février 2010.
335. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 17 au 23 février 2010.
336. CRSQ QG FOI-A, 18 janvier 2010.
337. CRSQ QG FOI-A, 19 février 2010.
338. SITREP hebdomadaires du QG FOI-A, du 25 décembre au 5 janvier 2010; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 6 au 12 janvier 2010; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 20 au 26 janvier 2010.
339. CRSQ QG FOI-A, 2 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 14 février 2010.
340. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 20 au 26 janvier 2010.
341. Renseignements tirés des SITREP hebdomadaires de janvier et février 2010. Voir aussi le CRSQ QG FOI-A du 31 janvier 2010.
342. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A et des SITREP hebdomadaires, de janvier et février 2010.
343. Entrevue avec le Col Christian Drouin, KAF, 28 juillet 2010.
344. La question de savoir pourquoi le Canada ne pouvait pas ou ne voulait pas envoyer en Afghanistan des techniciens SAR et des hélicoptères CH-149 Cormorant aux fins des évacuations sanitaires fait encore l'objet de débats.
345. Briefing fait par l'Escadre aérienne à l'auteur, KAF, 28 juillet 2010.
346. Entrevue téléphonique avec le Col Christian Drouin, 1^{er} mars 2013; Briefing fait par l'Escadre aérienne à l'auteur, KAF, 28 juillet 2010.
347. Entrevue téléphonique avec le Col Drouin.
348. *Ibid.*
349. Briefing fait par l'Escadre aérienne à l'auteur.
350. Entrevue téléphonique avec le Col Drouin.
351. Briefing fait par l'Escadre aérienne à l'auteur.
352. Cela n'était pas nécessairement nouveau, car les feux stroboscopiques IR avaient été utilisés par des FOS dès le début des années 1990. Cet emploi est illustré dans le film « Blackhawk Down » (La chute du faucon noir).
353. Briefing fait par l'Escadre aérienne à l'auteur.
354. Entrevue avec le Lcol Jim Jensen, Kingston, 28 février 2013.
355. Entrevue avec le Lcol Jensen.
356. *Ibid.*
357. *Ibid.*
358. *Ibid.*

CHAPITRE SIX

359. *Ibid.*
360. *Ibid.*
361. *Ibid.*
362. *Ibid.*
363. Michael Hastings, *Machine de guerre : la véritable et terrifiante histoire de la guerre américaine en Afghanistan*, Éditions du sous-sol, 2017, chapitre 32. Voir aussi McChrystal, *My Share of the Task*, p. 322-326.
364. Voir Theo Farrell, « Appraising MOSHTARAK: The Campaign in Nad-e Ali District, Helmand », Royal United Services Institute Briefing Note, www.rusi.org.
365. Briefing du groupe d'ordres de la FOI Kandahar, 2 février 2010.
366. CRSQ QG FOI-A, 19 janvier 2010; RSOP QG FOI-A, 7 janvier 2010; SITREP QG FOI-A, du 6 au 12 janvier 2010.
367. Entrevue avec le Maj Mossop.
368. ISAF Joint Command Afghanistan News Release, « Operation MOSHTARAK », 13 février 2010.
369. Michael Hastings, *Machine de guerre*, chapitre 32. McChrystal décrit l'indécision due au fait que Karzai n'avait pas l'habitude d'autoriser des opérations. McChrystal, *My Share of the Task*, chapitre 20.
370. Entrevue avec le Lcol Jeff Smyth, Kingston, 21 mars 2013.
371. Entrevue avec le Lcol Smyth.
372. *Ibid.*
373. *Ibid.*
374. Entrevue avec le Col Brennan.
375. *Ibid.*
376. Entrevue avec le Lcol Jensen.
377. Voir Astri Suhrke, *When More is Less: The International Project in Afghanistan*, New York, Columbia University Press, 2011, p. 63-66; Frank Lewidge, *Losing Small Wars: British Military Failure in Iraq and Afghanistan*, New Haven, Yale University Press, 2011, p. 215-217.
378. Suhrke, *When More is Less*, p. 63-66.
379. Message Wikileaks, American Embassy Kabul to State, « Nad Ali/Marjah Operation: Stabilization Planning », 7 février 2010.
380. Message WikiLeaks, American Embassy Kabul to State, « Full Support by Local Shura for Operation MOSHTARAK », 13 février 2010.
381. Message WikiLeaks, American Embassy Kabul to State, « Operation MOSHTARAK Moving to Governance Phase », 25 février 2010.
382. Entrevue confidentielle.
383. Ali K. Chishti, « Mullah Baradar Released? », *Daily Times*, 16 octobre 2010, <http://www.dailytimes.com.pk>.
384. Voir Waliullah Rahmani, « Mullah Baradar's Capture and the Future of the Afghan Insurgency », Kabul Center for Strategic Studies, <http://kabalcenter.org/>. Voir aussi Abubakar Siddique, « Mystery of Taliban Leader's Capture Deepens », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 17 février 2010, http://www.rferl.org/content/Mystery_Of_Taliban_Military_Leaders_Capture_Deepens/1961093.html#hash=relatedInfoContainer.

385. Joshua Partlow et Karen De Young, « Afghan Officials say Pakistan's Arrest of Taliban Leader Threatens Peace Talks », *The Washington Post*, 10 avril 2010, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/04/09/AR2010040904807.html>.
386. Kamran Yousaf, « Afghan Reconciliation: Pakistan May Release Former Head of Quetta Shura », *The Express Tribune*, 8 août 2012, <http://tribune.com.pk/story/419044/afghan-reconciliation-pakistan-may-release-former-chief-of-quetta-shura/>; Reuters, « Afghanistan's Peace Hopes May Rest with Mullah Baradar », <http://www.nation.com.pk/pakistan-news-newspaper-daily-english-online/national/23-Aug-2012/afghanistan-s-peace-hopes-rest-on-mullah-baradar>. Voir aussi J. Tellis, « Baradar, Pakistan, and the Afghan Taliban: What Gives? », Carnegie Endowment for Peace, *Policy Outlook*, mars 2010.
387. Message, American Embassy Islamabad, « GOP denies Agreement to Transfer Baradar to Afghanistan, Lahore High Court Intervenes », 26 février 2010.
388. Dean Nelson et Ben Farmer, « Hamid Karzai Held Secret Talks with Mullah Baradar in Afghanistan », *The Telegraph*, 16 mars 2010.
389. Entrevue téléphonique avec le Bgéné Ménéard, 6 novembre 2012.
390. Patricia Zengerle, « White House Hails Capture of Taliban Leader », Reuters, <http://www.reuters.com/article/2010/02/17/us-afghanistan-obama-idUSTRE61G5DE20100217>; entrevue confidentielle.
391. L'auteur a résumé ces opinions en se fondant sur de nombreuses conversations avec des Afghans et des Canadiens ayant pris part aux discussions politiques afghanes entre 2005 et 2011.
392. Entrevues confidentielles. Voir aussi : Message WikiLeaks, American Embassy Kabul to State, « Kandahar Politics Complicate U.S. Objectives in Afghanistan », 6 décembre 2009; American Embassy Kabul to State, « Ahmed Wali Karzai and Governor Wesa on Governance in Kandahar », 3 novembre 2009; American Embassy Kabul to State, « Ahmed Wali Karzai: Seeking to Define Himself as U.S. Partner? », 25 février 2010.
393. Entrevue avec le Col Simon Hetherington, KAF, 9 juillet 2010.
394. Entrevues confidentielles.
395. *Ibid.*
396. *Ibid.*
397. Message WikiLeaks, American Embassy Islamabad, « GOP Demoes Agreement to Transfer Baradar to Afghanistan, Lahore High Court Intervenes », 26 février 2010.

LES AFFAIRES KANDAHAR :

DE MARS À AOÛT 2010

Au cours du reste de son mandat, en 2010, le quartier général du Bgén Ménard a été secoué par une série de scandales qui ont menacé d'assombrir non seulement le travail accompli par l'Armée canadienne jusque-là en Afghanistan, mais aussi la crédibilité des relations canadiennes avec les États-Unis et, en définitive, avec la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). Les scandales, qui n'étaient pas tous reliés entre eux nécessairement, ouvraient une brèche que l'ennemi et d'autres parties prenantes ont su exploiter au maximum, ce qui plongea les efforts de la coalition dans le chaos jusqu'à une date avancée de l'été de 2010. La suite de l'opération (Op) MOSHTARAK dans la province de Kandahar a été reportée indéfiniment, de même que la promesse de contester la domination des personnes d'influence dans les structures de gouvernance dans cette province. Les insurgés et d'autres parties ont de toute évidence profité de cette temporisation involontaire, cette dernière ayant d'ailleurs procuré aux talibans la latitude voulue pour qu'ils s'adaptent encore une fois à la méthodologie de la FIAS pour mieux y résister. La pièce maîtresse de la transformation de l'approche talibane a été la campagne d'assassinats à Kandahar en 2010.

Une fois que les médias ont eu vent des scandales, ils n'ont plus lâché le morceau. Les problèmes d'ordre disciplinaire et de moralité prenaient toute la place dans les médias, et les progrès cumulatifs accomplis sur le terrain passaient inaperçus. Dans ce contexte, le gouvernement de Karzai et ses représentants à Kandahar conservaient une légitimité douteuse qui en revanche menaçait la légitimité des élections provinciales imminentes. La population était moins portée à se ranger du côté du gouvernement afghan et, tandis que les médias concentraient de plus en plus leur attention sur les scandales impliquant les commandants de la FIAS, la population en est venue à moins appuyer la FIAS en général. Le comportement personnel de certains commandants aurait peut-être été acceptable dans leur pays d'origine, mais en Afghanistan, l'indignation morale surgissait facilement dans les milieux culturels nourrissant des points de vue différents sur le caractère sacré des rapports conjugaux. À un certain moment, l'Armée canadienne a été obligée de retirer le Bgén Daniel Ménard de son poste de commandement et de ramener le Bgén Jon Vance dans l'arène pour stabiliser la situation. Pendant tout ce temps, bien sûr, les soldats canadiens continuaient à remplir leurs fonctions dangereuses dans les districts et la ville de Kandahar en espérant des jours meilleurs, alors que les combattants talibans léchaient les plaies qui leur avaient été infligées en 2009.

Une confiance réduite envers le Canada?

Comme nous l'avons vu dans le volume I, la Force opérationnelle multinationale AEGIS, commandée par le Bgén David Fraser, a traversé une période pénible dans la foulée de la décision prise en 2003 au sujet de l'invasion de l'Iraq. Le Canada n'avait pris part à aucune guerre depuis le conflit coréen des années 1950; il avait donc peu de crédibilité auprès des forces étasuniennes plus nombreuses qui fournissaient des éléments dynamisants clés. Après les événements de 2006, et malgré les efforts hautement professionnels des soldats canadiens dans les provinces de Kandahar et d'Helmand, le degré de crédibilité était minimal, et pas aussi élevé que certains Canadiens l'auraient voulu ou pensé. Parallèlement, la crédibilité des Forces aériennes des É.-U. était faible auprès des Canadiens, par suite des attaques de 2002 à la Ferme Tarnak et de l'opération (Op) MEDUSA en 2006, mais elle s'était améliorée quelque peu grâce aux relations informelles ayant procuré aux Canadiens l'accès à des UAV armés étasuniens. À mesure que le Canada acquérait le contrôle de la zone des opérations de la province de Kandahar en 2007 et comme la densité de ses troupes par rapport à celle des troupes étasuniennes dans la province était élevée, il pouvait se permettre de ne pas se préoccuper exagérément de ce que les Américains pensaient. Ensuite, après 2008, les États-Unis ont mis un de leurs bataillons sous le commandement du Canada, ce qui a montré que les niveaux de crédibilité étaient en fait plus élevés que prévu. Malgré tout, les Forces terrestres des É.-U., leurs chefs et leurs troupes détestaient l'idée d'avoir à servir sous un commandant non étasunien. Cela ne veut pas dire qu'ils ne l'ont pas fait ou qu'ils n'étaient pas en mesure de le faire. Dans l'ensemble, toutefois, les légions de la superpuissance n'aimaient pas devoir obéir aux ordres d'un commandant d'un autre pays que le leur. Certains analystes hyperpatriotiques de la presse étasunienne éprouvaient des sentiments semblables.

Normalement, les frictions entre les unités subalternes étasuniennes et les commandants des formations canadiennes se réglaient au niveau du commandement. D'habitude, et comme nous l'avons vu dans le cas du 2-2 Infanterie, cela ne posait pas de problème. Le retrait d'un mentor supérieur de la police des É.-U. a constitué un autre exemple. Néanmoins, quand le quartier général du Bgén Ménard a pris la relève en novembre 2009, des éléments du 1-12 Infanterie ont, semble-t-il, été pris à rebrousse-poil après le contact initial. Le quartier général du Bgén Ménard était nouveau et il ne possédait pas le même degré d'expérience dans la zone d'opérations; par ailleurs, certains membres du 1-12 Infanterie s'offusquaient d'être traités avec ce qu'ils percevaient comme du mépris et de l'arrogance. En outre, le quartier général du Bgén Vance avait dû gérer une divergence d'opinions avec le 1-12 Infanterie en ce qui concernait les règles d'engagement et la conduite du tir, avant l'arrivée du quartier général du Bgén Ménard. Le problème avait été réglé avec l'aide de

McChrystal, mais cela avait peut-être contribué à la rupture ultérieure des relations en suscitant une certaine méfiance entre les deux organisations¹.

Selon le Bgén Ménard, le 1-12 Infanterie éprouvait des problèmes semblables à ceux de l'Équipe de reconstruction provinciale (ERP). Les choses avaient changé. Le 1-12 Infanterie était là depuis longtemps et ne voulait pas modifier son modus operandi pour se conformer aux nouvelles façons de faire. Le Bgén Ménard admettait que le Zharey était un district problématique à bien des égards, depuis la gouvernance jusqu'aux services de police, et il croyait que le 1-12 Infanterie était structuré plutôt pour une guerre centralisée – exécuter des sorties depuis la FOB Wilson – que pour des opérations décentralisées dans les collectivités. Le commandant du 1-12 Infanterie avait essayé, mais sans grand succès, d'établir un véritable lien avec Sahardi, le chef de district, ce dernier ne voulant probablement pas nouer de tels liens de toute façon².

La prolifération des journalistes qui accompagnaient les troupes étasuniennes arrivant à Kandahar a engendré des conditions à la faveur desquelles le mécontentement des militaires américains a été porté sous une certaine forme à la connaissance du public. À tout le moins, les représentants des médias prenaient note des récriminations, et à un moment donné, la nouvelle est sortie, et a eu l'effet d'une bombe médiatique. Par exemple, le commandant de la Brigade Stryker, le Col Harry Tunnell, se serait plaint en disant que le Canada avait perdu la maîtrise de l'Arghandab et l'avait mal renseigné sur l'effectif ennemi, et qu'à cause de cela, certains de ses soldats avaient été tués ou blessés³. Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, la situation était beaucoup plus compliquée que cela, mais cette vérité importait peu aux yeux des médias.

Pendant cette période, le problème de la Force opérationnelle 2 « Fury » s'ajoutait à la série de situations qui minaient la confiance. De sérieux conflits de personnalités aux États-Unis qui se rapportaient à son commandant, le Lcol Frank Jenio, et au commandant de sa brigade mère, le Col Brian Drinkwine, ont amené l'opinion publique à douter de la fonctionnalité de cette unité. La FO 2 « Fury » relevait du commandement tactique de la FO Kandahar et elle couvrait la jonction vitale entre le Zharey et l'Arghandab. Le commandant de division de Drinkwine a renvoyé Jenio en janvier 2010 en l'accusant d'avoir perdu la maîtrise de ses troupes, mais au début de février, il était devenu clair que cette situation avait bien d'autres dessous, et l'affaire a causé un énorme embarras institutionnel aux Forces terrestres des É.-U. Quasi aucun détail de cet imbroglio n'a fait l'objet de reportages dans les médias étasuniens à Kandahar, qui ont plutôt tourné leur attention vers le quartier général du Bgén Ménard⁴.

La FO 2 « Fury » se démenait sous les pressions combinées d'une enquête interne, de l'action ennemie et d'un examen minutieux défavorable de la part des médias. Le 1-12 Infanterie avait des démêlés persistants avec le quartier général du Bgén Ménard, tandis que les unités

de la Brigade Stryker du Col Harry Tunnell subissaient d'importantes pertes dans l'Arghandab. C'est à ce moment-là que s'est produit l'incident du pont de Tarnak.

Dans le district de Daman, la situation s'était détériorée en janvier et février. Plus de roquettes avaient été lancées contre l'aérodrome de Kandahar (le KAF) au début de 2010 que pendant la majeure partie de 2009. Le 14 janvier, un insurgé vêtu d'une veste munie d'explosifs a attaqué le Centre de district de Daman. Par la suite, les soldats du 97^e Bataillon de la PM ont accru leurs rapports avec la police du Daman et collaboré avec elle pour améliorer ses capacités, de manière qu'elle puisse faire face à l'intensification de l'activité ennemie. Cela a compris la formation de patrouilles conjointes et la mise sur pied de postes de contrôle routiers, surtout le long de la Route n° 4 vitale menant à la ville de Kandahar. Cependant, le degré de violence dans le Daman était très loin d'être aussi grave que celui observé dans les districts situés à l'ouest de la ville, et il n'y avait de toute façon pas d'autres ressources à y déployer⁵.

Le 1^{er} mars 2010, un insurgé portant une veste munie d'explosifs s'est fait exploser alors qu'il s'était arrêté sur le pont de Tarnak pour attendre l'inspection de la police afghane. La détonation a détruit un véhicule renforcé contre les mines dans les embuscades (MRAP) des É.-U. et tué deux Afghans, en plus du spécialiste (Spéc) Ian T.D. Gelig du 82^e Régiment aéroporté, tout en blessant cinq autres Afghans et Américains. Le Régiment de la Royal Air Force (RAF) a déployé une force de réaction rapide pour évacuer les morts et les blessés, et la FO Kandahar a envoyé un UAV vers l'avant pour surveiller la situation. La FO Kandahar a ensuite chargé une unité de reco du Génie d'évaluer l'état du pont. Ce dernier est resté ouvert, mais à une seule voie. Les industriels Afghans avaient déjà aménagé leur propre pont provisoire sur le lit de la rivière, et la circulation reprenait pendant que la FIAS amorçait aussitôt ses opérations d'évaluation et de réparation, sous la direction des sapeurs de la FO Kandahar. Quelques heures plus tard, un autre insurgé vêtu d'une veste munie d'explosifs a attaqué le quartier général de la Police à Kandahar; deux personnes ont été tuées, et seize autres blessées. Fort probablement, l'insurgé s'étant fait exploser sur le pont de Tarnak avait été pris de panique pendant la fouille et avait fait sauter son engin avant de parvenir à son objectif dans Kandahar⁶.

Bien que l'Australian Broadcasting Corporation ait été la première à faire connaître les détails de l'attaque, les médias étasuniens ont pris la FO Kandahar à partie et blâmé le Canada pour l'incident :

Nos combattants ne devraient pas être commandés par un pays qui abandonne le combat. Le fiasco survenu lundi sur le pont de Tarnak met cette vérité en lumière. Comme notre prochaine grande offensive doit avoir lieu à Kandahar, le commandement devrait en être confié aux forces britanniques et étasuniennes. Le Canada doit s'ôter du chemin⁷. [Traduction]

Et :

Une bombe humaine a tué un de nos soldats sur un pont situé non loin [du KAF] ... Pendant ce temps, dans cette base grouillante d'activités, des soldats sous-employés de divers pays se rassemblent pour regarder des joutes de hockey et écouter des groupes de musiciens et se détendent dans une cafétéria. Le pont endommagé n'est qu'à une courte distance à bicyclette de soldats trop occupés à célébrer l'obtention de médailles olympiques pour protéger ce pont ... Le général responsable de la protection de ce pont devrait être démis de ses fonctions⁸. [Traduction]



Photo : Auteur

La photo montre le pont de Tarnak, sur la Route n° 4, où un attentat-suicide à l'EEI a détruit un MRAP étasunien et rendu le pont inutilisable. Les médias des É.-U. ont injustement accusé la FO Kandahar de n'être pas intervenue lors de l'incident. En réalité, l'unité qui était censée couvrir cette zone d'opérations était étasunienne.

Les principaux médias étasuniens, désormais obsédés par l'incident du pont de Tarnak, ont supposé que la FO Kandahar était la formation responsable du secteur, et c'est ainsi qu'ils ont tiré leurs conclusions. Dans cette atmosphère négative, ils ont blâmé le Bgén Ménard pour la « perte de troupes américaines » (il s'agissait d'un seul soldat) parce que les Canadiens n'arrivaient pas, supposément, d'une façon ou d'une autre, à « contrôler » le pont de Tarnak.

En réalité, le pont se trouvait à la frontière de deux zones. Il était à la fois situé dans la zone du 97^e Bataillon de la PM à Kandahar, désignée comme étant la « zone de défense au sol de la FO Kandahar » (ZDS FO Kand), et, aspect plus important, dans le corridor clairement marqué « FOM FO Stryker », c'est-à-dire le corridor de liberté de circulation de la Force opérationnelle Stryker, le long de la Route n° 4 allant de Spin Boldak à Kandahar. Les commentateurs ont passé outre au fait que la protection du pont de Tarnak incombait en partie aux forces de sécurité afghanes, qui en avaient assuré la protection en permanence à partir de 2003 au moins⁹. La délimitation de la zone d'opérations de la FO Kandahar et de la zone de défense au sol contrôlée par le Régiment de la RAF autour du KAF était ambiguë depuis 2007, et tel était encore le cas en 2010¹⁰. La responsabilité de garantir la liberté de mouvement sur la Route n° 4 dans la zone de défense au sol a officiellement été cédée à la FO Kandahar par la FO Stryker, le 1^{er} avril 2010¹¹.

La vérité et le contexte n'importaient pas, en particulier le fait gênant qu'il s'agissait d'une action ennemie et non pas nécessairement d'une négligence¹². De la même façon, personne ne s'inquiétait du fait qu'en fixant une date ferme pour le retrait des forces canadiennes d'Afghanistan, le gouvernement du Canada s'était exposé aux critiques de ceux qui venaient tout juste de comprendre qu'une guerre était en cours. La réputation du Canada était désormais gravement endommagée, et l'incident du pont de Tarnak a servi à confirmer les rumeurs selon lesquelles il existait de graves problèmes dans la relation entre les commandants canadien et américain à Kandahar. Tous les éléments étaient dès lors réunis pour l'affaire Ménard plus tard au cours du printemps.

La situation dans la province de Kandahar, en mars 2010

Le quartier général du Commandement régional (Sud), dirigé par le Mgén Carter, a continué à consolider sa planification opérationnelle en préparation pour l'été, pendant que les étapes I et II de l'Op MOSHTARAK s'exécutaient dans la province d'Helmand. Selon le J5 de la FO Kandahar, l'étape III allait être une vaste opération qui aurait lieu en juin ou juillet dans les districts de Zharey, de Panjwayi et d'Arghandab. Le Commandement régional (Sud) s'est aussi chargé du Plan de sécurité de la ville de Kandahar et il a remplacé les représentants supérieurs de la coalition au sein du Comité de sécurité de la ville Kandahar¹³. La planification de l'étape III de l'Op MOSHTARAK et la coordination avec la FO Kandahar se sont poursuivies pendant les mois de mars et d'avril¹⁴.

Entre-temps, la FO Kandahar a élaboré un moyen de clarifier l'état de la situation, selon elle, dans sa zone d'influence. En utilisant le concept « Définir-Façonner-Dégager-Tenir-Construire-Habiliter » comme critère pour mesurer les progrès ou l'état de la situation, l'état-major a divisé les districts en secteurs où il pensait que ce critère s'appliquait¹⁵.

L'état-major a procédé d'ouest en est et a établi que la « corne du Panjwayi » en était aux stades « Définir et façonner ». Le Zharey occidental était essentiellement abandonné et n'a même pas été évalué. La FO Kandahar n'a pas suivi l'évolution de la situation dans le district de Maywand parce qu'il était passé sous la coupe de la Brigade Stryker longtemps auparavant. La région située entre les abscisses 28 et 32 dans le Zharey était elle aussi considérée comme en étant aux stades « Définir et façonner ». Sperwan Ghar dans le Panjwayi en était au stade « Façonner », et Bazaar-e Panjwayi, à l'étape « Tenir ». Le secteur situé au sud de ce dernier endroit a été considéré comme se situant aux étapes « Tenir et construire ». Senjaray dans le district de Zharey traversait l'étape « Dégager », tandis que la partie sud de l'Arghandab franchissait les stades « Façonner et dégager ». L'Arghandab central et la région à l'est de la rivière en étaient à l'étape « Tenir », et le nord, aux étapes « Dégager et tenir ». Au sud, le Panjwayi occidental en était au stade « Construire », et le Dand, aux étapes « Construire et habilitier ». Nakhonay et des endroits au sud se situaient aux étapes « Définir et façonner ». La ville de Kandahar était considérée comme ayant atteint le stade « Construire », et le Daman, les étapes « Construire et habilitier ». Certains secteurs au nord-ouest du KAF étaient parvenus au stade « Définir »¹⁶. (Voir la figure 7-1.)

Bien sûr, il fallait aussi composer avec les insurgés et ce qu'ils voulaient. Les analystes de la FO Kandahar disposaient de données contradictoires sur une série de bouleversements dans la choura de Quetta, dont certains se rapportaient à la capture du mollah Barader. À un certain moment en janvier, le tristement célèbre Jabbar Agha a exprimé ses craintes aux chefs supérieurs de l'insurrection, en disant que les pertes humaines et matérielles subies d'août à janvier étaient grandes et qu'elles risquaient de retarder les opérations offensives de l'été ou même d'obliger leur report. Il a apparemment recommandé qu'afin de conserver l'initiative, les insurgés recourent à l'emploi généralisé et soutenu d'EEI et à la perpétration d'une vague d'assassinats contre les forces coalisées et les Afghans¹⁷.

Pendant que ce débat se poursuivait, les chefs talibans devaient aussi composer avec l'Op MOSHTARAK en février. Encore une fois, les renseignements étaient contradictoires. Certains groupes insurgés ont été redéployés depuis la province de Kandahar pour aller lutter contre cette opération dans l'Helmand, tandis que d'autres groupes ont apparemment été retirés des zones cibles et envoyés dans les districts de Zharey et de Panjwayi dans la province de Kandahar, ou s'y sont rendus pour se rééquiper¹⁸.

À un moment donné après l'enlèvement du mollah Barader, beaucoup de chefs talibans de Kandahar se sont réunis avec de nombreux anciens qui appuyaient l'insurrection. Ils semblaient croire que le mollah Omar était détenu à domicile d'une façon quelconque au Pakistan. Omar aurait, dit-on, fait savoir à ces chefs que les opérations devaient se poursuivre, mais qu'ils ne devaient toucher ni aux écoles ni aux projets de vaccination et de reconstruction.

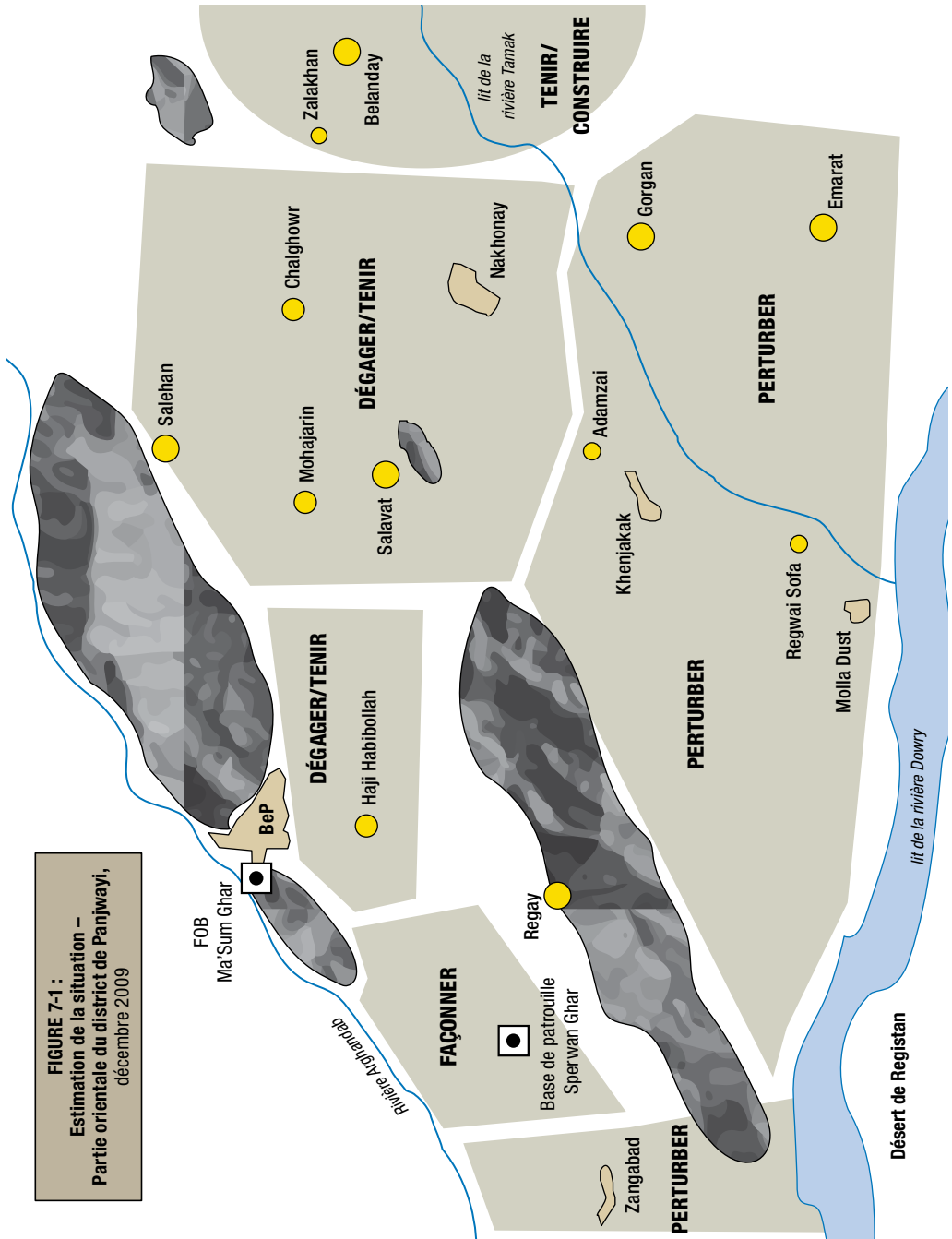


FIGURE 7-1 :
Estimation de la situation –
Partie orientale du district de Panjwayi,
 décembre 2009

Figure 7-1 : Estimation de la situation – Partie orientale du district de Panjwayi, décembre 2009

Les insurgés commençaient à débattre entre eux et se demandaient si l'insurrection avait encore sa place dans l'avenir. La majorité des combattants talibans endurcis encore vivants après avoir lutté contre les forces canadiennes depuis 2006 – et cela comprenait le détesté Jabbar Agha, le mollah Zergay, Sadiq Agha et « l'oncle » Kaka – commençaient à penser qu'ils seraient obligés de faire la paix. Il y avait deux survivants invétérés qui n'étaient pas d'accord et voulaient continuer à combattre, nommément les mollahs Sartar Akhund et Izzatullah. D'autres ont souligné que Barader était le « financier » et qu'à cause de son enlèvement, l'offensive d'été ne pourrait pas commencer. Les partisans de la poursuite des opérations ont souligné que le renseignement interservices (ISI) financerait la pose d'EEI et la campagne d'assassinats, même si les sources de financement n'étaient pas accessibles. Certains croyaient que l'ISI donnerait des ordres au nom des chefs talibans, de toute façon, si ceux-ci n'amorçaient pas les opérations¹⁹.

La décision a été prise de poursuivre les opérations dans la province de Kandahar, en mettant l'accent sur la ville de Kandahar. La corne du Panjwayi demeurerait une zone défendue et servirait de base d'entraînement d'où partirait les insurgés pour s'infiltrer dans la ville (voir la figure 7-2). Les cellules installées dans la ville, qui étaient indépendantes des groupes basés dans l'Arghandab et le Panjwayi, accéléreraient leur cadence opérationnelle. Une nouvelle organisation devait être créée pour gérer les assassinats systématiques. En outre, à l'insu de chefs loyaux et efficaces tels qu'Agha et Zergay, d'autres ont discrètement commencé à manœuvrer pour les remplacer par des chefs plus jeunes et plus agressifs. La mise en doute de la mission était plus ou moins considérée comme étant une capitulation²⁰.

Mieux renseignée sur le monde obscur chamboulé des rouages politiques des insurgés au Pakistan, la FOI Afghanistan a même fait savoir à Ottawa que c'était l'ISI qui pressait les talibans de mettre fin aux opérations parce que l'Op MOSHTARAK entravait le commerce de la drogue dans l'Helmand²¹. En définitive, cependant, on aurait dit que les chefs talibans au Pakistan étaient acculés au pied du mur et qu'ils étaient désormais forcés d'exécuter des actions qui ne leur plaisaient pas nécessairement. Leur rôle central dans le conflit dans le sud de l'Afghanistan semblait diminuer, alors que d'autres entités menaçaient de les contourner pour poursuivre la campagne de violence à d'autres fins.

Au début de l'été, même les combattants locaux remettaient en question les buts et le leadership de la choura de Quetta. Cette situation a empiré considérablement quand la coalition s'est attaquée délibérément aux structures de commandement intermédiaires dans tout le territoire relevant du Commandement régional (Sud), mais surtout à Kandahar. Il y avait un autre facteur exaspérant à mesure que le temps passait, à savoir l'utilisation accrue de combattants waziris et d'autres combattants d'en dehors de la région. Cela a suscité d'autres problèmes pour les cellules locales : ces étrangers étiraient à la limite les règles du pachtounwali concernant l'hospitalité et ils allaient même jusqu'à en abuser. En d'autres mots, il existait des fissures à exploiter dans l'appareil ennemi à Kandahar²².

La campagne d'assassinats dans la ville de Kandahar, en mars et avril 2010

Les opérations terroristes urbaines se sont grandement intensifiées après l'assassinat de Babi à la fin de février. De janvier à février, quatre personnalités en vue ont été assassinées, et il y a eu une tentative d'assassinat. En mars, cependant, une vague d'attentats à l'EEI a été suivie par une série d'assassinats. Le gouverneur Wesa a été informé que le mollah Omar et la choura de Quetta avaient lancé une fatwa contre les employés du gouvernement. Presque toutes les personnes qui travaillaient pour le gouvernement provincial ont reçu une « lettre de nuit » ou ont fait l'objet d'une autre forme d'intimidation explicite. Ces menaces ont été faites au moyen d'appels faits avec les téléphones cellulaires de la parenté des personnes visées et même sous la forme de messages textes. Selon Wesa, « les insurgés n'étaient pas contents de cette initiative, car elle les empêchait d'utiliser librement les madrasas pour diffuser leur message²³ ». [Traduction]

Cependant, les analystes du Centre du renseignement toutes sources (CRTS) n'étaient pas enclins à conclure que toute la violence à Kandahar était attribuable aux insurgés; à leur honneur, ils ont analysé les incidents qui leur semblaient suspects. Par exemple, le 2 mars, un attentat à la bombe perpétré au quartier général de la police afghane à Kandahar a fait deux morts et 16 blessés. D'après les évaluations canadiennes, cela avait été le fait d'agents popalzais de la police qui tentaient alors de discréditer ou même de tuer le Gén Sardai Zazai, chef de la sécurité de la province. Ahmad Wali Karzai voulait écarter Zazai parce qu'il avait récemment entrepris une enquête sur des confiscations foncières exécutées par les associés de Karzai. Ce dernier a demandé au président de congédier Zazai, mais le président a tergiversé. En fin de compte, le commandant de la garde de la Police nationale afghane avait été antérieurement incarcéré à la prison de Sarposa, il avait été gracié par Ahmad Wali Karzai et il avait été rétabli dans un poste d'agent de police²⁴.

De même, le 5 mars, six autres employés de l'entreprise de construction SAITA ont été tués par un assassin dans des circonstances suspectes. Or, comme dans le cas de toute autre affaire concernant cette entreprise, les pistes dont disposaient les analystes en l'occurrence étaient profondément brouillées. C'était la deuxième fois que SAITA était ciblée à Kandahar. De toute évidence, quelqu'un ne voulait pas que cette entreprise en travaux routiers choisie par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) fasse des affaires dans la province de Kandahar. Il était impossible de savoir s'il s'agissait d'actes de violence commerciale commis par un autre entrepreneur, ou d'actes perpétrés par les talibans pour faire cesser le programme d'aménagement de routes dans le Dand, ou encore si c'était là un message envoyé par une quelconque entité à l'ISI afin qu'il cesse d'utiliser SAITA pour se couvrir, ou si Lashkar-e Taiba était en ville en train de chercher à se mettre encore une fois « en évidence²⁵ ». [Traduction] Les Canadiens ont conclu que « des éléments de preuve portent à croire que les réseaux d'Ahmad Wali Karzai et de Gul Agha Sherzai

se livrent peut-être une sorte de guerre de gangs pour le contrôle de l'avenir de Kandahar sur les plans politique et financier et au chapitre de la propriété foncière²⁶ ». [Traduction]

La réponse des Afghans a été de poursuivre les opérations d'intensification PAMIR avec l'appui des unités canadiennes et étasuniennes. Au début de mars, il y a eu trois raids importants qui ont permis de découvrir plusieurs caches d'EEI et même d'appréhender un facilitateur d'activités d'EEI. Quatre autres gros EEI ont été trouvés grâce aux renseignements réunis pendant PAMIR avant que l'ennemi pût s'en servir²⁷.

Le 13 mars, cependant, il est devenu très clair que les talibans coordonnaient des activités terroristes d'envergure en milieu urbain. Il y a eu un avertissement selon lequel une cellule de facilitation liée à l'ISI amenait des véhicules pour y installer des EEI en vue d'attentats-suicides (SVBIED), et des signalements selon lesquels des commandants ennemis se réunissaient quelque part à Malajat, mais il existait peu de renseignements précis à exploiter²⁸. Plus tard dans la journée, en l'espace de 40 minutes, cinq EEI ont détonné : un EEI transporté par un cycliste a explosé dans le marché d'Al-Jidad; un autre placé à bord d'un véhicule a frappé la barrière de la prison de Sarposa; un troisième a explosé au quartier général de la police afghane; une autre bombe a explosé sans qu'ait été visé un objectif précis, et un EEI transporté par un motocycliste a sauté à la mosquée Rouge. Le bilan meurtrier du 13 mars a été d'environ 30 morts et 60 blessés²⁹.

Les Forces de sécurité afghanes ont malgré tout pu réagir efficacement malgré la perte du système de communications de la police au cours de l'attaque. Des renseignements ont été reçus au sujet d'une cache d'EEI qui a immédiatement fait l'objet d'un raid. La prison a rapidement été sécurisée, et aucun prisonnier n'a pu s'échapper. Une attaque subséquente exécutée par un malfaiteur armé à la mosquée Rouge a été enrayée³⁰. Les Canadiens ont jugé que cette attaque coordonnée avait été exécutée par des cellules talibanes, mais que les ordres avaient été donnés par l'ISI, dont des membres s'étaient présentés comme étant des chefs supérieurs talibans. Il était possible que l'objectif des attaques ait été de provoquer le début de la saison estivale des combats, voire de torpiller le processus de paix naissant³¹. En effet, les analystes canadiens ont appris que les commandants talibans sur le terrain avaient en fait cessé toute autre opération le 13 mars, à cause du nombre grandissant de morts chez les civils et des effets négatifs éventuels sur les efforts investis pour obtenir le soutien de la population³².

Entre le 17 mars et le 5 avril, les forces de sécurité afghanes, canadiennes et étasuniennes travaillant de concert dans la ville ont organisé trois autres versions de l'Op PAMIR. Elles ont ainsi déniché une grosse cache à l'est de la ville, mais il n'y a eu aucun autre résultat digne de mention³³. Les insurgés se sont terrés, cantonnés dans l'observation. Évidemment, leurs éléments de soutien au Pakistan ont aimé les résultats, de sorte qu'au début d'avril, pas moins de dix nouveaux commandants de cellule, soit un pour chaque district de la

ville, se préparaient à infiltrer cette dernière et à relancer les opérations. D'autres ressources leur ont été accordées; aucun des nouveaux chefs ne semblait avoir de liens avec les cellules existantes ou les commandants déjà en poste dans les districts entourant la ville³⁴.

Au cours de la première opération des nouveaux commandants, le 12 avril, deux bombes humaines ont attaqué un refuge de la Direction nationale de la sécurité : quatre agents et cinq enfants ont été blessés. Le lendemain, une adolescente de 18 ans employée par un organisme non gouvernemental a été assassinée, et un véhicule-bombe conduit par un insurgé a tué trois personnes et en a blessé 25 autres dans une enceinte occupée par l'organisation d'aide humanitaire Chemonics, un partenaire de mise en œuvre de l'USAID³⁵.

La semaine du 20 avril a été particulièrement pénible. Un EEI porté par un âne a explosé et tué trois enfants : la cible, qui a survécu, était Haji Fazluddin Agha, gestionnaire de la campagne du président Karzai à Kandahar. Un insurgé a abattu le maire adjoint, Haji Azizullah Yaramal, en lui tirant deux balles dans la tête par-derrière pendant qu'il priait dans une mosquée. Mohammad Hussain, membre de l'ONG Coopératives agricoles, a été abattu, tout comme Haji Abdul Haim, frère du Directeur provincial des droits de la personne. Le lendemain de ce dernier assassinat, un autre véhicule bourré d'explosifs a frappé le quartier général de la police afghane³⁶.

L'Op PAMIR s'est intensifiée et est devenue l'Op ATAL. Les troupes afghanes ont envahi la ville, pendant que d'autres forces de coalition s'amaient pour les aider. L'Op PAMIR a permis de découvrir plusieurs grandes caches d'EEI, mais bien d'autres situations allaient suivre. La pression était désormais énorme, et il n'y a eu aucun répit au début de mai. Malheureusement, l'ONU a décidé que la situation était trop tendue et elle a réduit l'ampleur de ses opérations dans la province de Kandahar, par mesure de sécurité. L'ERP était consternée, et elle allait s'exprimer ainsi : « cela nuira au travail d'ONU HABITAT dans la ville de Kandahar et à celui d'autres partenaires tels que l'UNICEF³⁷ ». [Traduction]

Les activités de l'ennemi suivaient un schéma un peu particulier. D'une part, les insurgés s'en prenaient aux forces de sécurité et au gouvernement en attaquant des lieux symboliques tels que la prison de Sarposa et le quartier général de la police. D'autre part, ils intimidaient de façon insidieuse et délibérée les organisations vulnérables d'aide humanitaire et de développement. Dans les deux cas, l'ennemi recourait aux assassinats et aux EEI, mais l'exécution des attentats semblait être le fait d'entités différentes. Tout cela s'ajoutait à la violence commerciale dans laquelle la structure de pouvoir à Kandahar trempait déjà.

Il est juste de dire que la FO Kandahar ne pouvait pas s'attaquer efficacement à ces cercles de violence qui se recoupaient tout en contrôlant trois bataillons ou groupements tactiques, dont chacun évoluait dans son propre environnement complexe à l'ouest de la ville. En fait, il est assez évident que les ceintures de sécurité envisagées par les organisateurs de l'Op WADANA WAL ont très peu miné la capacité de l'ennemi de planifier et d'exécuter

des opérations urbaines, lesquelles ont été exécutées en mars et avril 2010, et encore moins d'influer sur la structure de pouvoir Kandahari dans la poursuite de ses intérêts. La solution? Il fallait absolument améliorer la capacité des forces de sécurité afghanes de s'attaquer au terrorisme urbain tout en se protégeant contre les prédatons de la structure de pouvoir dans Kandahar. Comme nous le verrons, la FO Kandahar pouvait apporter son aide dans la première de ces deux ambitions, mais pas dans la seconde. La décision qu'a prise le commandant de la force opérationnelle de renoncer à des outils vitaux d'influence au niveau provincial a malheureusement contribué à cet état de choses.

Les opérations dans le district de Dand, en mars et avril 2010

En mars et avril, les insurgés menaient peu d'activités évidentes dans le district de Dand, ce qui a permis de faire progresser considérablement les opérations aux stades « Tenir » et « Construire ». Tous les mécanismes requis étaient actifs, y compris le Centre de coordination des opérations du district (CCO-D), l'Assemblée de développement de district et plusieurs conseils de développement communautaires. Le gouverneur du district, Nazek, était parvenu à des ententes relativement à la plupart des questions qui l'avaient gêné plus tôt dans l'année, tandis que l'équipe de la COCIM et l'Organisation chargée des travaux de construction (OTC) continuaient à soutenir les organisations afghanes³⁸.

Au chapitre de la sécurité, les questions pratiques liées à l'intégration de la milice barakzaie dans la force de police du Dand se posaient encore. À cet égard, l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel de la police (ELMOP) a joué un rôle clé en travaillant avec le chef de police du district. La décision a été prise d'attendre qu'un programme de perfectionnement ciblé par district soit établi plus tard avec la Police nationale afghane pour l'ordre civil afin de réentraîner la milice en bonne et due forme pour qu'elle fasse ensuite partie de la police. La coordination de la police avec les forces coalisées dans le Dand était considérée comme exceptionnelle et, dans de nombreux cas, la police afghane du district menait des opérations en solitaire³⁹, mais aussi avec des partenaires en mars et avril³⁹. Un autre changement important s'est manifesté dans l'attitude de l'entreprise de sécurité de Fatay Khan. Ce dernier a renommé l'entreprise « Sécurité de Kandahar ». Il s'est activement occupé de l'enregistrement de ses hommes et de leurs armes : il avait en fait opté pour la légitimité, sans protester aucunement. Il a été récompensé quand un contrat de prestation des services de sécurité lui a été accordé à l'égard d'une partie du projet de construction routière mené par l'UNOPS⁴⁰.

Au chapitre du développement, l'équipe de la COCIM affectée dans le Dand continuait de surveiller les organes de développement et, autant que possible, de servir d'agent de liaison avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI). L'équipe de

la COCIM se devait encore de surveiller de près les conseils de développement communautaire, mais elle hésitait à se laisser convaincre d'adopter un rôle d'intermédiaire s'il y avait des allégations de corruption. Déjà, un agent de stabilisation membre de l'ERP était revenu sur place, soit au Centre de district de Dand; il travaillait avec Nazek qui, en général, avait réussi à remettre les efforts de développement sur la bonne voie⁴¹. L'Organisation non gouvernementale (ONG) Agriteam de même que le Central Asian Development Group étaient maintenant en activité tous les deux dans le district avec l'autorisation de Nazek. Ces programmes impliquaient de la distribution de bétail, de la formation professionnelle et de l'entreposage de céréales. AVIPA (Afghanistan Vouchers for Increased Production in Agriculture) distribuait activement les semences, pendant que le Programme culturellement structuré d'emploi des jeunes continuait à rapporter des dividendes. Ici encore, cela attestait de la stabilité relative de la situation dans le Dand⁴².

Le gros projet en cours dans le Dand à ce moment-là était la construction d'une route par l'UNOPS. SAITA demeurait l'entrepreneur principal, malgré les pertes humaines qu'elle avait subies au cours des huit mois antérieurs. Or, les magasins locaux refusaient de servir les ouvriers des équipes de pavage parce que les propriétaires de ces magasins avaient reçu des lettres de nuit qui les menaçaient de représailles s'ils acceptaient de les servir. Ensuite, toute une gamme d'EEI perfectionnés et radiocommandés a été découverte le long de la route à mesure qu'elle se prolongeait dans le Panjwayi. Ces engins ont été repérés avant que l'ennemi ne réussisse à les faire détonner⁴³.

La campagne contre le projet de construction de la route était-elle menée par les insurgés à Nakhonay, qui savaient que les EEI étaient plus difficiles à poser sur une route pavée et que la route amènerait plus de soldats de la FIAS et plus de troupes afghanes dans la région? Ou s'agissait-il d'actes de sabotage commis par des entrepreneurs en construction ou en services de sécurité qui avaient été exclus du projet? Ou était-ce les deux? Le projet de construction de la route s'est poursuivi.

Le seul acte de violence majeur pendant cette période a été l'embuscade d'une patrouille de police près des limites de la ville de Kandahar; l'attentat a coûté la vie à un policier, et le malik d'Angurian, Fazil Karam, a fait l'objet d'une tentative d'assassinat. Karam, qui se rendait à son lieu de prière, a été touché deux fois par les balles d'une équipe d'assassins à motocyclette. Il a survécu et est devenu un héros local de la résistance⁴⁴. Cependant, de nombreux rapports ISTAR montraient que le malik de Teymurian était observé par les insurgés et qu'il serait la prochaine victime des assassins. Des mesures de sécurité supplémentaires ont été prises pour le protéger⁴⁵.

Heureusement, l'insurrection dans le Dand était alors complètement désorganisée à cause de problèmes de discipline intestins. Des rapports ISTAR donnaient à penser que le gouverneur fantôme taliban de Kandahar était intervenu entre deux commandants. Le mollah Qasim, qui était chargé des opérations dans le Dand, a été relevé de ses fonctions parce qu'il n'avait pas atteint ses objectifs et qu'il avait tué un parent du dynamique commandant taliban, Hafiz Majid. Qasim a protesté, mais il a été désarmé et envoyé au Pakistan avec ses combattants. Un nouveau commandant dans le Dand, en la personne de Haji Amir, l'a remplacé. Ce dernier s'est dès lors lancé dans la reconstruction du réseau du Dand⁴⁶.

Pendant tout le mois d'avril, une force opérationnelle étasunienne fondée sur les effectifs du 1^{er} Escadron du 71^e Régiment de cavalerie (le 1-71 Cavalerie, ou Escadron fantôme) se préparait à prendre la relève des Canadiens dans le Dand. Le Lcol John Paganini commandait le 1-71 Cavalerie, composé de 450 membres; c'était une unité de reconnaissance, de surveillance et d'acquisition d'objectifs au sein de la 1^{re} Brigade de la 10^e Division de montagne, unité qui avait été entraînée pour servir d'équipe consultative auprès des forces de sécurité, avant son déploiement en Afghanistan⁴⁷. Les membres de l'escadron de cavalerie de Paganini ont déferlé sur le district, et les pouvoirs lui ont été cédés vers la fin d'avril.

Les opérations dans le district de Panjwayi, en mars et avril 2010

Comme par le passé, les opérations canadiennes et afghanes dans le district de Panjwayi étaient réparties entre quatre secteurs : Sperwan Ghar, Bazaar-e Panjwayi, les collectivités du centre-est, et Nakhonay (voir la figure 7-3). De plus, les principales activités comprenaient un engagement complexe contre une équipe de poseurs d'EEI : un avion F-16 a effectué un mitraillage au sol, puis un Heron, un Predator et un bombardier B-1B ont traqué puis tué les insurgés. La nuit suivant cette action, un VBL III prenait à partie une autre équipe de poseurs d'EEI, à l'aide de son canon de 25 mm, pendant qu'un Heron traquait les insurgés blessés. Une patrouille les a capturés le lendemain matin dans une enceinte⁴⁸. L'intérêt que la Compagnie C portait aux dirigeants locaux donnait des résultats; en effet, elle a appris que la population de Pay-e Moluk se cantonnait dans l'indécision parce qu'elle n'avait pas de dirigeants dignes de ce nom et qu'elle ne pouvait donc pas se défendre contre l'intimidation des talibans. La Compagnie a aussi appris que « la majeure partie des poseurs d'EEI et des combattants insurgés des niveaux inférieurs n'étaient motivés que parce qu'il vivait dans la pauvreté ». [Traduction] L'intimidation existait aussi à Sperwan, où les quatre écoles de l'endroit étaient fermées et où le mollah local et sa femme étaient obligés d'enseigner aux enfants dans leur propre maison⁴⁹. Quand les combattants talibans sont arrivés et qu'ils ont décoché leurs tirs en coup de vent contre les positions afghanes, on a fait appel aux tireurs d'élite du 1 PPCLI. En une occasion, ces tireurs ont utilisé un MQ-9 Reaper et tué un détachement embusqué d'insurgés. Les blessés ont été capturés.

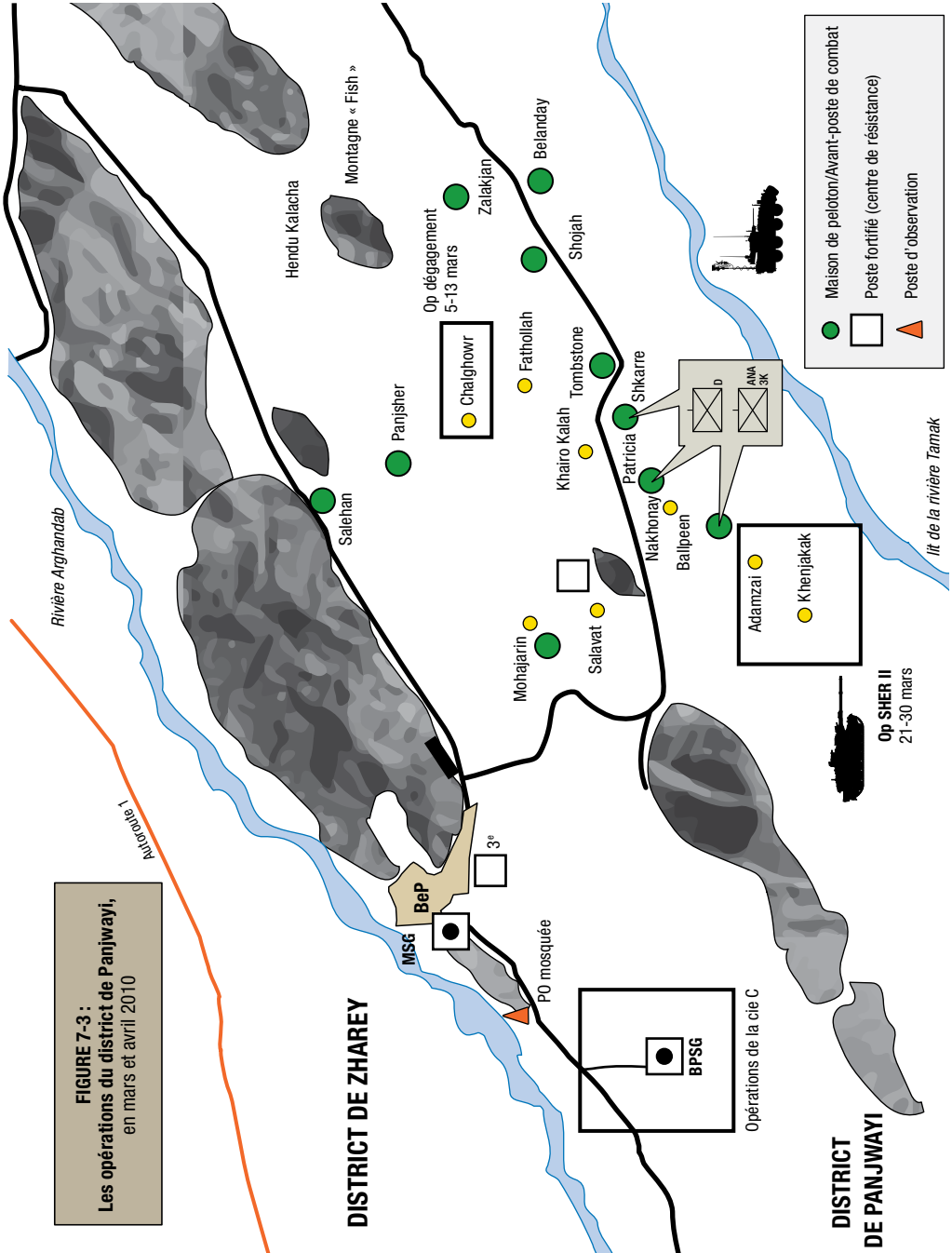


Figure 7-3 : Les opérations du district de Panjwayi, en mars et avril 2010

La situation est demeurée relativement stable dans le secteur de Sperwan au cours du mois de mars. Cet état de choses favorisait la tenue de chouras fructueuses et le retour du personnage d'influence qu'était Haji « Dollars » Agha Lalai de Sperwan, qui s'était fait discret au cours de l'année écoulée. Les travaux routiers sur l'itinéraire BROWN ont commencé en avril, et le gouverneur du district, Haji Baran, s'est de nouveau intéressé à l'amélioration de l'itinéraire HYENA. À mesure que les fonds destinés aux projets ont commencé à arriver, les renseignements sur les EEI se sont mis à affluer. Cela a été suivi d'actes d'intimidation nocturnes commis par des talibans masqués qui ont apporté avec des listes des noms des ouvriers travaillant à la construction des routes. Les chefs des équipes d'ouvriers se sont adressés à l'équipe de la COCIM et ont demandé la protection des troupes canadiennes, « car c'était, de toutes les troupes étrangères, celles qui travaillaient le plus fort »⁵⁰. [Traduction]

Le Sperwan était un bon endroit où les Canadiens pouvaient recueillir des renseignements sur les conditions dans la corne du Panjwayi et dans les régions du Zharey dominées par l'ennemi au nord, là où les habitants étaient assujettis à un contrôle sévère. Ceux-ci n'étaient autorisés à se servir de leur téléphone cellulaire que dans leur résidence et seulement le jour, entre 0530 et 1830. Un couvre-feu était en vigueur après 1600, et les contrevenants étaient battus immédiatement et détenus pendant deux jours. Un tribunal insurgé réglait tous les différends, et les contrevenants étaient battus à l'aide de cannes. Une taxe de 2 p. 100 était imposée sur l'opium brut, et il fallait la payer en nature⁵¹. La structure de contrôle talibane dans la corne a été renforcée au début d'avril, quand le tristement célèbre Jabbar Agha est arrivé avec 75 combattants venus de l'extérieur et qu'il a mis sur pied un tribunal spécial pour assurer la discipline dans les rangs talibans. Agha s'était apparemment manifesté parce qu'il était en colère contre les insurgés qui ne faisaient pas assez pour le djihad. Deux autres groupes de 20 combattants chacun sont arrivés peu après⁵².

Jabbar Agha est arrivé à peu près au moment où une suite d'opérations des Forces opérationnelles spéciales (FOS) et de la police à Nakhonay et à Bazaar-e Panjwayi, dirigées contre les chefs talibans du district de Panjwayi, a réussi à perturber temporairement le cours des événements. Une des cibles était le mollah Izzatullah, commandant expérimenté et invétéré qui avait combattu contre les forces coalisées au cours des trois années précédentes dans le Zharey et le Panjwayi⁵³.

Les choses ont commencé à chauffer dans le centre-est du Panjwayi pendant cette période. La Compagnie A et une compagnie du 2^e Kandak ont dégagé Chalthowr à partir du 5 mars. Leur intervention avait été précédée par une suite d'opérations des FOS qui s'étaient soldées par la capture de trois commandants locaux, ce qui a en fait paralysé le réseau de soutien des insurgés de Chalthowr et perturbé la route qu'empruntaient les insurgés pour s'infiltrer dans Malajat et qui favorisait la campagne d'assassinats dans la ville

de Kandahar. Jabbar Agha est devenu convaincu qu'un insurgé de niveau intermédiaire, spécialiste des EEI et lié à cette cellule, était un informateur; il a donc fait en sorte qu'il soit amené à Zangabad, traduit devant le tribunal taliban et pendu⁵⁴.

L'opération de dégagement de Chalthowr a eu un effet positif sur la localité voisine de Salavat, où la Compagnie A a fait savoir que les conditions s'étaient améliorées. L'école de Chalthowr a rouvert ses portes, et les habitants ont commencé à dénoncer des insurgés aux forces de sécurité. Le village de Mohajerin a lui aussi demandé une école, après avoir constaté les progrès accomplis à Chalthowr. Les anciens ont ensuite demandé la présence permanente de forces de sécurité à Chalthowr. L'équipe de la COCIM et l'OTC se sont mises à envisager le lancement de projets à cet endroit, après avoir établi clairement que la collectivité réfléchissait sérieusement à son avenir⁵⁵. L'insurrection, désormais basée à Nakhonay, a riposté en prenant d'assaut l'Avant-poste de Panjsher le 23 mars et en infiltrant une équipe de poseurs d'EEI dans le secteur de Mohajerin, où un véhicule Coyote de l'Escadron de reco a été frappé au début d'avril. L'insurrection dans cette localité était déjà gravement perturbée : au moins deux de ses chefs soupçonnés avaient pris la fuite. Malgré tout, l'ennemi a continué d'y amener des combattants pour démontrer qu'il y conservait son influence⁵⁶.

Il était de plus en plus évident que la ville de Nakhonay était devenue un emplacement essentiel avancé d'opérations tant pour les forces de sécurité que pour les insurgés. À l'ouest de Nakhonay s'étendait un terrain découvert jusqu'au Khabari Ghar. Pour emprunter les routes qui les amenaient à Kandahar et dans centre-est du Panjwayi, les insurgés dépendaient des villages qui s'échelonnaient au sud-ouest de Nakhonay et de Khenjakak, le long des collines de la chaîne d'Adamzai. Un terrain découvert s'étirait à l'est jusque dans le Dand; par conséquent, si les insurgés voulaient continuer à opérer dans le Panjwayi oriental, il leur fallait maintenir leur influence dans Nakhonay, sinon contrôler la ville. Cela était de plus en plus clair pour les chefs insurgés à Zangabad, tandis que la Compagnie D et la 3^e Compagnie du 2^e Kandak collaboraient avec leurs partenaires habilitants pour intensifier leurs efforts qui permettraient de tenir la localité.

Le Maj Wayne Niven, commandant de la Compagnie A, voulait une aide en matière de gouvernance, une clinique et peut-être même une école, mais l'Équipe de soutien de district continuait de mettre l'accent sur l'encadrement du gouverneur de district, Haji Baran, et le membre canadien de l'équipe ne pouvait pas obtenir la permission d'Ottawa pour venir sur place. Il a fallu l'enlèvement du malik d'Haji Baba, qui a été amené à Zangabad et battu, pour que Baran aille participer aux chouras de Nakhonay et d'Haji Baba. Quant à la clinique demandée, la question a été portée à l'attention de Kandahar, au niveau provincial, et personne n'a eu de nouvelles de la part du ministère de la Santé à cet égard.



Photo : Auteur

Décrite comme étant un « abcès », la ville de Nakhonay dans la partie orientale du district de Panjwayi était un carrefour sur la route que les terroristes empruntaient pour entrer dans la ville de Kandahar. En 2010, l'attention accrue accordée par les forces canadiennes et afghanes à cet endroit a incité les insurgés à riposter, ce qui y a entraîné un renforcement de la présence de la coalition.

Le major Niven a décidé de recourir aux assistants médicaux de l'Armée afghane appuyés par les Services de soutien de santé canadiens dans le cadre d'une opération de sensibilisation médicale dans les villages, mais il « s'est aussi heurté à la résistance du personnel médical canadien au KAF, qui encadrait les autorités locales des soins de santé; l'ACDI lui mettait aussi des bâtons dans les roues en disant : « Vous essayez de mettre sur pied un service insoutenable ». [Traduction] Quant à moi, j'ai répondu : “ Un instant, un instant! Tout ce que j'essaie de faire, c'est de m'assurer que la maison n'ait pas de trous dans le plafond et qu'elle soit munie de fenêtres ”. Je voulais que le médecin du 2^e Kandak y vienne deux fois par mois. Eh bien, ce n'était pas une priorité assez grande⁵⁷. »

Le Maj Niven était furieux parce ce qu'il ne réussissait pas à obtenir du soutien de la part de l'ERP. Le chef de l'Équipe de soutien de district lui a dit de ne pas tenir compte de l'ERP : « Venez à moi qui suis le représentant pour la stabilisation du district de Panjwayi; je peux obtenir des fonds des É.-U. pour vous aider ». [Traduction] « Je n'obtenais pas de la part des Canadiens le soutien dont j'avais besoin, disait le Maj Niven [...] nous étions coupés de tout le monde⁵⁸ ». [Traduction]



Photo : Gracieuseté du major Wayne Niven

Nakhonay était un nid d'activités insurgées et une étape vitale sur l'itinéraire qu'ils empruntaient pour se rendre à Kandahar. Les troupes de la Compagnie D sont allées dans le centre de la ville afin d'essayer de perturber les activités ennemies.

Le Lcol Baris pensait que l'idée du Maj Niven relative aux soins de santé était bonne et il a envoyé du personnel médical de l'Armée afghane à Nakhonay, en dépit de ce que les services de soutien sanitaire canadiens percevaient comme étant ses priorités, et la clinique a été mise sur pied. La question était la suivante : le système médical de l'Armée canadienne à Kandahar était-il censé donner suite à ce que, selon lui, le ministère civil de la Santé voulait, ou devait-il appuyer l'Armée canadienne pendant qu'elle prenait part à des opérations en partenariat avec les troupes afghanes? Dans quelle mesure les opérations médicales de niveau inférieur relevaient-elles d'un autre ministère ou de l'armée? La question n'a jamais été réglée complètement et elle a mis au jour un autre domaine ambigu où les préoccupations bureaucratiques pouvaient l'emporter sur des effets positifs de faible niveau. Après tout, si les Afghans voulaient faire quelque chose dans leur propre pays, pourquoi le système médical militaire canadien croyait-il avoir le droit d'y mettre son veto au nom d'un ministère gouvernemental naissant à Kandahar?

La soi-disant patrouille médicale dans les villages (PMV) a contribué à produire des changements positifs à Nakhonay. Le Maj Niven a bientôt commencé à recevoir une série de « tuyaux » de la part des habitants de l'endroit au sujet de caches de grenades propulsées par fusée (GPF) et d'EEI, et ces armes ont été récupérées par les patrouilles interarmées canadiennes et afghanes. Le nouveau chef de police du district s'est intéressé activement à ce qui se passait et il a accepté d'envoyer quinze agents de police à Nakhonay. Il s'est dit intéressé par la création d'un poste de police secondaire permanent s'il pouvait obtenir d'autres agents entraînés. Une grande choura avec les autorités du district et de la province a mené à des discussions sur la construction d'une école et sur sa dotation en personnel. Les anciens ont dit à l'équipe de la COCIM que la sécurité s'était améliorée et qu'à la mi-mars, l'avenir s'annonçait prometteur à Nakhonay⁵⁹.

L'élément perturbateur était Haji Malim, malik de Nakhonay, qui avait attendu son heure pour voir comment les choses évolueraient. Ayant été réprimandé par un sergent afghan pour lâcheté parce qu'il n'aidait pas sa collectivité, Malim boudait pendant que les projets se poursuivaient. Les rapports canadiens soulignent que « la population locale ne craint plus Malim et elle est disposée à dénoncer les activités des insurgés ». [Traduction] Les villageois qui ont accès au chef taliban, le mollah Qasim, « ont l'intention de lui faire savoir que la population ne veut plus voir d'insurgés dans le secteur et qu'elle cessera totalement de les appuyer⁶⁰ ». [Traduction]

Les insurgés ont riposté par l'enlèvement du malik d'Haji Baba. Il l'ont vivement transporté à Zangabad en passant par Kenjakak, ils l'ont battu, puis l'ont ramené dans sa localité pour inciter celle-ci à réduire sa coopération avec l'équipe de la COCIM et l'OTC. Un autre ancien qui s'est rendu auprès des talibans pour demander la libération du malik a été traité de la même façon. Un officier canadien, qui avait l'habitude de traiter avec cet ancien d'Haji Baba, a observé « qu'il n'a plus jamais été le même par la suite⁶¹ ». [Traduction]

Le Groupement tactique (GT) du 1 PPCLI et le 2^e Kandak ont lancé l'Op SHER 2 le 25 mars pour dégager toute la chaîne d'Adamzai. L'escadron de chars du Strathcona, commandé par le Maj Rob Hume, est allé couvrir Molla Dust au bas de la chaîne, et les éléments de reco ont appuyé les collectivités intermédiaires. La Compagnie D et la 3^e Compagnie du 2^e Kandak ont parcouru la chaîne de localités dans les deux sens pendant plusieurs jours avec les chars et les escadrons de reco, en adoptant des positions d'arrêt et de garde, selon les besoins. Des hélicoptères CH-47 et CH-146 canadiens ont exécuté une insertion surprise aéromobile avec une partie de la Compagnie C près de Kenjakak, où les troupes ont établi des postes de contrôle des véhicules. Dans tous les cas, la population de ces secteurs a été catégorisée comme étant neutre et elle a affirmé avec insistance qu'il n'y avait pas d'insurgés chez elle. Aucun contact avec l'ennemi n'a eu lieu ni aucune découverte de cache⁶².

La Compagnie D et la 3^e Compagnie du 2^e Kandak ont repris ensuite leurs patrouilles régulières, et les projets ont repris leur cours. Les forces de sécurité ont capturé un insurgé transportant des radios, des Icom et des antennes. Puis, les explosions d'EEI ont repris. Une patrouille canadienne en a heurté un qui a gravement blessé un militaire. Un gros engin secondaire, composé d'un obus de 105 mm et de deux obus de mortier a aussi été découvert. C'était là quelque chose de nouveau⁶³. D'autres EEI ont été trouvés dans l'espace de combat; le 11 avril, le Cpl Tyler Todd de la Compagnie D du 1 PPCLI a été tué par un engin à fragmentation au cours d'une patrouille à pied.

Deux semaines plus tard, une grande cache a été découverte grâce à un « tuyau » obtenu par un habitant de la région. D'autres renseignements ont suivi et, le 20 avril, la Compagnie D a fait savoir que trois caches d'EEI et trois grandes caches d'armes avaient été saisies dans le secteur de Nakhonay-Haji Baba. Haji Amir, commandant insurgé chargé du secteur, était furieux, car c'était là le gros des armes dont il disposait pour la prochaine période estivale des combats. Il s'est réuni avec d'autres chefs et combattants insurgés afin d'identifier la personne qui renseignait les forces coalisées. Ils soupçonnaient que la fuite provenait de leurs propres rangs, et la chasse au délateur a perturbé leurs opérations⁶⁴.

À la fin d'avril, les Canadiens et les Afghans patrouillant dans Nakhonay ont été renforcés par quinze agents de police, et les renseignements sur les caches d'armes et les EEI ont continué d'affluer. Les projets et l'aide médicale se sont poursuivis, et le dialogue entre la population et les forces de sécurité s'est amélioré. Cela a permis de mieux comprendre la dynamique sociale de Nakhonay :

[Les habitants de l'endroit] veulent que les projets de l'OTC se poursuivent [...] et] ils ont affirmé que si on retirait Haji Malim, une coopération serait possible avec les forces [canadiennes et afghanes]. Cependant, les insurgés bénéficient d'un appui à Nakhonay; en effet, comme à Haji Baba, la plupart des habitants disent ne pas avoir le choix, car ils craignent des représailles [...] Malim adresse de belles paroles aux [forces de sécurité], tout en permettant aux insurgés d'agir en coulisse. En outre, les habitants ont déclaré qu'Haji Malim avait des liens étroits avec le chef du district de Panjwayi, Haji Baran, [...] et que ce dernier avait besoin de personnes entretenant des liens avec les insurgés pour mener ses activités⁶⁵ ... [Traduction]

Ceux qui étudiaient la dynamique politique du district trouvaient intéressant que Malim et Baran étaient tous deux des Noorzais. En effet, Baran se trouvait de plus en plus pris à partie par les nouvelles réalités du régime que l'Équipe de soutien du district avait mis en place. Incapable de gérer le stress, il est tombé malade et a quitté le district pour aller recevoir

des traitements. Les requins rôdaient sous la direction d'Haji Haji Agha Lalai Dastagiri, de son bras droit, Fazil Mohommad, et tous les membres de la choura du Panjwayi qui ont signé une pétition demandant le congédiement de Baran.

De l'étape III de l'Op MOSHTARAK au processus HAMKARI, en avril et mai 2010

Comme nous l'avons vu, le plan préliminaire consistait à transférer l'étape III de l'Op MOSHTARAK dans la province de Kandahar. À mesure que la situation évoluait, les planificateurs du Commandement régional (Sud) et ceux de la FO Kandahar ont entrepris des pourparlers déroutants pour définir comment tout cela aurait lieu. Au début de mars, l'idée était que l'étape III comporterait deux stades : en un premier temps, le Plan de sécurité de la ville de Kandahar serait réévalué, et des pressions seraient exercées sur Kaboul pour que le statut officiel de district soit accordé au Dand. En second lieu, il s'agirait d'affirmer « l'autorité du gouvernement » dans le Zharey et l'Arghandab, parallèlement à l'arrivée d'une brigade étasunienne au cours de l'été⁶⁶. À la fin de mars, cette façon de penser a changé. Le stade I comportait encore l'application du Plan de sécurité de la ville de Kandahar et l'insertion d'un nouveau bataillon de cavalerie des É.-U. dans le Dand, mais le stade II a été sensiblement modifié et a désormais inclus des « opérations axées sur la gouvernance » dans les districts de Zharey, d'Arghandab et de Panjwayi et l'arrivée concomitante de la brigade étasunienne dans le Zharey et l'Arghandab. L'ERP a reçu l'ordre de dresser des plans de stabilisation pour ces districts⁶⁷.

L'accélération de la campagne d'assassinats dans la ville de Kandahar était extrêmement grave : « Les interventions perturbatrices des insurgés dans la province de Kandahar contre le personnel du gouvernement et les ONG constituent une menace grave pour la réalisation des objectifs de la FIAS, car elles creusent davantage le fossé entre la population et [le gouvernement]⁶⁸. » [Traduction] À la mi-avril, l'étape III de l'Op MOSHTARAK a été transformée, au sens le plus large du terme, en un processus appelé HAMKARI [« Coopération »]⁶⁹.

Le statut exact d'HAMKARI au sein de la FO Kandahar faisait l'objet de discussions. Les planificateurs prétendaient que c'était une « non-opération ». À maintes reprises, on répétait qu'il s'agissait d'une « série de briefings » ou d'une « série d'événements », en soulignant que ce n'était pas une opération⁷⁰. Cette situation mettait encore une fois en lumière les sensibilités des autres ministères, qui se rappelaient les problèmes causés en 2009 par l'Op GRIZZLY-KANTOLO. Le « non-plan » HAMKARI relevait du Commandement régional [CR] (Sud), et la vague de proue engendrée par ce « navire » balayait le radeau de caoutchouc qu'étaient les ministères canadiens, tandis que le CR (Sud) poursuivait ses efforts pour garantir la sécurité des leaders et bureaucrates du gouvernement afghan (alors) terrifiés.

Il a fallu du temps aux planificateurs de la FO Kandahar pour confirmer que l'étape III de l'Op MOSHTARAK était bel et bien HAMKARI, tandis que le Commandement régional (Sud) traitait directement avec les autorités afghanes. Les planificateurs du J5 ont dû élaborer des « ordres et une intention par osmose »⁷¹. La coordination avec le plan opérationnel de base de la FO Kandahar, appelé Op WADANA WAL, a semblé inexistante ou presque. Le Commandement régional (Sud) a essentiellement combiné plusieurs éléments sous la rubrique « non-plan ». Il a fallu examiner et réviser la version existante du Plan de sécurité de la ville de Kandahar. Les fonctionnaires de l'État afghan devaient être protégés quand ils étaient chez eux, quand ils se déplaçaient entre leur résidence et leur lieu de travail et vice-versa, et à leur lieu de travail même. Il a fallu construire et doter en personnel une nouvelle série de postes de contrôle situés en périphérie de la ville. Les soldats de ces postes constituaient l'entité appelée « Force de protection de la zone de sécurité (FPZS) ». Toutes les armes, tous les véhicules et, aspect primordial, toutes les madrasas devaient être enregistrées auprès du gouvernement. La fusion du renseignement était capitale : ce processus requérait une refonte complète⁷².

À vrai dire, la mise en œuvre d'un tel plan dépassait la capacité de la FO Kandahar à ce stade-là. Les ressources de celle-ci étaient déjà étirées à leur limite, car elle devait déjà composer avec un GT canadien et deux groupements tactiques étasuniens, travailler avec la 1-205 Brigade afghane et se préparer à exécuter des relèves sur position complexes avec un escadron de cavalerie des É.-U. dans le Dand et une brigade des É.-U. dans le Zharey et l'Arghandab.

Dans sa hâte pour accomplir la tâche, le Commandement régional (Sud) n'a pas été en mesure d'assurer une liaison efficace avec les dirigeants afghans. Beaucoup au sein de la FO Kandahar étaient d'avis que le quartier général du Mgén Carter s'imposait en fait aux forces de sécurité afghanes plutôt que de collaborer avec elles. Par exemple, les dirigeants afghans n'acceptaient pas la FPZS, et ils veillaient à ce que ces préoccupations soient communiquées à l'état-major de la FO Kandahar. Ils ne pensaient pas non plus que le Plan de sécurité de la ville de Kandahar, qu'ils avaient dressé avec des mentors canadiens, nécessitait des changements radicaux. Les commandants de l'Armée afghane se méfiaient de la FPZS : ils savaient que leurs troupes préféraient mener des opérations militaires dans les districts au lieu d'exécuter des missions de police dans la ville. En définitive, le Commandement régional (Sud) a su exploiter avantageusement ses activités d'influence à Kaboul et a lentement amené les Afghans à accepter son approche, mais il lui a fallu du temps pour ce faire⁷³.

Les répercussions du « non-plan » HAMKARI sur la FO Kandahar étaient considérables, et les contributions canadiennes pouvaient encore être utiles. Vu la nécessité d'améliorer substantiellement l'infrastructure, il fallait accroître les capacités du Génie et recourir davantage à des contrats. Par exemple, tous les postes de police secondaires en place dans la ville avaient

besoin d'être remis à neuf, et il fallait trouver des emplacements pour neuf autres et les construire. Les bureaux de soutien municipaux, qui équivalaient aux centres interarmées de coordination de district, nécessitaient eux aussi quelques améliorations. Tout cela exigeait aussi une solide capacité d'adjudication de contrats. Le régiment du Génie de la Force opérationnelle, commandé par le Lcol Jennie Carignan, était déjà bien placé pour se charger de cette tâche et d'autres encore avec l'Escadron de Génie construction (GC) commandé par le Maj Bryan Mialkowsky, auquel l'ancienne équipe spécialisée du Génie était maintenant intégrée⁷⁴.

La décision de créer le régiment a été fructueuse en l'occurrence. La FO Kandahar n'avait pas d'équipe de construction du Génie pour se charger d'HAMKARI, mais elle pouvait commander des unités qui en étaient dotées. À ce moment-là, Le 22^e Régiment de construction navale (22nd Naval Construction Regiment) [22 NCR] des Forces navales des É.-U. (appelé « Seebees » depuis toujours), était en train d'aménager les cantonnements des unités américaines qui allaient bientôt arriver. L'ordre a été donné au 22 NCR de fournir une de ses unités à la FO Kandahar, pour que l'infrastructure de sécurité de Kandahar soit construite aussi vite que possible⁷⁵.

Les aspects du commandement et du contrôle étaient primordiaux, étant donné les nombreuses activités qui avaient lieu simultanément. Cela a entraîné la création d'un Centre de coordination des opérations de Kandahar, qui s'apparentait au Centre de coordination des opérations de province (CCO-P), au niveau provincial. Cet élément nouveau a en fait ajouté à la confusion, de sorte que les deux organisations ont été fusionnées à toutes fins utiles pour former le Centre de coordination des opérations de Kandahar (CCO [K]) en mai⁷⁶. Finalement, l'Équipe combinée de Kandahar a été mise sur pied en juillet et elle a assumé le contrôle de la majorité des activités d'HAMKARI, à mesure que le printemps et l'été avançaient.

Le CRTS (Avancé), une autre organisation importante participant à HAMKARI, était installé au Camp Nathan Smith. Il s'agissait d'une petite équipe multidisciplinaire, multinationale et multiservices qui pouvait fusionner toute une gamme d'informations reçues sur la situation [CS (blanc)] ainsi que sur les activités ennemies dans la ville de Kandahar et dans les environs immédiats; elle pouvait ensuite acheminer ces données sans tarder à ceux qui en avaient le plus besoin. Le CRTS (Avancé) avait d'abord été mis sur pied pour fournir du renseignement au représentant du Canada à Kandahar, mais Ben Rowswell ne s'est pas montré très intéressé par les capacités ou les produits du Centre. Parallèlement, toutefois, le major Bill Watkins au CRTS a compris qu'il fallait quelqu'un de plus dynamique dans la ville et il a choisi le major Gordon Ohlke, en poste au J2 / J35 du Commandement régional (Sud), pour diriger la nouvelle organisation.



Photo : Auteur

Le Centre de coordination conjointe de la sécurité et ses versions ultérieures étaient essentiels à la lutte pour Kandahar, en particulier lorsqu'il s'est agi de nouer des relations avec les forces de police afghanes et d'échanger des renseignements avec elles. Sous sa forme définitive, l'organisation était presque exclusivement constituée d'un personnel afghan.

Le CRTS (Avancé) était relié à diverses forces de sécurité afghanes par l'intermédiaire du CCO (K), au Palais, du ministère afghan de l'Intérieur, au bureau de l'ERP, et du CRTS canadien, au KAF. Le personnel du CRTS était en contact avec une dizaine d'entités alliées installées au Camp Nathan Smith et avec l'Équipe multinationale de Kandahar, dirigée par les États-Unis, bien que celle-ci eût même essayé de prendre le contrôle du CRTS (Avancé). Le personnel du CRTS avait aussi des liens officiels avec les forces de sécurité de certaines personnes d'influence à Kandahar. Aspect clé, ce centre pouvait mener des opérations à l'intérieur de la prison de Sarposa avec l'aide d'autres organisations canadiennes, ce qui minait la capacité de l'ennemi d'exploiter cet établissement à ses fins⁷⁷. Le CRTS (Avancé) a aussi aidé à améliorer les relations canado-américaines après diverses débâcles : Bill Harris, sous-directeur de l'ERP étasunienne, entretenait une relation exceptionnellement fructueuse avec l'organisation du major Ohlke. Le CRTS (Avancé) contribuait également à guider diverses interventions efficaces pour faire échec aux activités terroristes en milieu urbain⁷⁸.

L'ennemi a appris l'existence d'HAMKARI au début de mai. Un ordre initial a été donné aux insurgés de rester où ils étaient et de ne pas trop circuler, étant donné la nature de la toile des postes de contrôle et patrouilles déployées dans le cadre d'HAMKARI. Les chefs insurgés

dans le Dand ont ordonné à leurs combattants de contourner la ville, et d'autres commandants ont été informés qu'ils devaient avoir la permission des chefs talibans de Quetta ne serait-ce que pour circuler dans Kandahar ou traverser la ville⁷⁹. À ce stade-là, l'exécution du plan de « renforcement » était bien lancée et elle s'est poursuivie pendant les mois d'été.

L'ELMO : du mentorat au partenariat?

Le Col Shane Brennan a remis le commandement de l'ELMO au colonel Ian Creighton et à son équipe au début de mai. À son arrivée, le Col Creighton a appris à sa grande surprise que le commandant de la FO Kandahar envisageait de démanteler l'ELMO. Ce fait n'avait pas été communiqué à Creighton et à ses soldats pendant qu'ils se préparaient au déploiement au cours de l'hiver, de sorte qu'ils étaient quelque peu consternés. En fait, la pression ne venait pas du Bgén Ménard, mais plutôt du Commandement régional (Sud). Au sein de cet élément, on avait examiné les directives du Gén McChrystal sur le partenariat, et on en avait déduit que les ELMO n'étaient plus nécessaires et que leur personnel pouvait être réaffecté dans un autre rôle. Selon la nouvelle idée du Commandement régional (Sud), le Canada devait se charger d'encadrer une nouvelle organisation, à savoir le 404^e Corps Maywand (404 Maywand Corps), qui était une formation de la Police afghane équivalant au 205^e Corps et au CR (Sud). Les É.-U. allaient apparemment céder le mentorat de la police, et l'organisation qui allait se charger du mentorat de cette nouvelle formation manquerait de personnel⁸⁰.

La FO Kandahar résistait à cette idée. Ceux qui prenaient part aux opérations de l'ELMO croyaient que l'élimination des équipes de mentorat au niveau des compagnies constituait un énorme pas en arrière. À ce niveau, les kandaks afghans avaient encore besoin de mentors et de l'accès à des « éléments habilitants » : EVASAN, tirs, liaison et communications avec les unités de la FIAS. Aux yeux de certains, des instances au sein de la FIAS voulaient faire paraître l'Armée afghane comme étant plus compétente qu'elle ne l'était en réalité aux fins politiques des autorités supérieures à Kaboul et ailleurs. Certains croyaient aussi que les Britanniques s'adonnaient à une sorte de « maraudage » : le Lcol Sherin Shah, commandant extrêmement capable du 2^e Kandak, a été sommé de se rendre dans l'Helmand pour y devenir commandant adjoint d'une brigade autre que la 1-205 Brigade. Le 2^e Kandak, qui avait été le kandak d'assaut, a été transformé en ce que les mentors ont appelé une « banque de sang » pour les autres kandaks de la 1-205 Brigade⁸¹.

Pour une raison quelconque, le Bgén Ménard ne voulait pas tenir tête au Commandement régional (Sud) et comprenait que l'ELMO « appartenait » techniquement à ce dernier. Encore une fois, les prérogatives des Canadiens de la FO Kandahar et celles du Commandement régional (Sud) dirigé par les Britanniques s'entrechoquaient, et les officiers d'état-major canadiens en poste au CR (Sud) étaient coincés entre les deux positions. Les Australiens, quand ils s'étaient trouvés dans la même situation dans l'Oruzgan,

« ont dit au CR (Sud) d'aller se faire foutre », [Traduction] et il semble aussi que les ELMO britanniques dans l'Helmand n'aient pas été démantelées non plus. Le Bgén Ménard a cédé, mais il a travaillé avec Creighton pour trouver une solution intermédiaire en vertu de laquelle certaines équipes de mentors des compagnies sont restées en poste pendant la transition avec les forces étasuniennes et un nombre suffisant d'équipes de mentors ont été dissoutes pour répondre aux besoins du 404^e Corps Maywand mis sur pied par le Commandement régional (Sud)⁸². Encore une fois, l'incapacité du Canada d'exploiter son influence à Kaboul a empêché des questions légitimes liées au partenariat d'être soulevées d'une manière qui aurait fait une différence.

Dans le contexte canadien de la FO Kandahar, les enjeux inhérents au partenariat versus mentorat étaient légitimes. En théorie, chaque kandak afghan devait désormais être jumelé à un bataillon ou à un GT de la FIAS. Cependant, qu'arrivait-il s'il y avait plus de kandaks que de groupements tactiques ou de bataillons comme, par exemple, dans le district de Panjwayi, qui devait recevoir deux kandaks? Les membres de l'ELMO, au niveau des compagnies, étaient plus que de simples mentors : ils soutenaient ces dernières de manière à rendre possible l'emploi des tirs et ressources ISTAR et autres de la FIAS dans les secteurs où la FIAS n'avait pas de forces de manœuvre. Ces mécanismes de soutien seraient aussi appelés à servir dans le contexte du partenariat, par l'intermédiaire du GT jumelé de la FIAS, mais non dans un kandak non jumelé et non encadré par des mentors. Les membres canadiens des ELMO décrivaient le partenariat comme suit : « Excellent goût! Moins de garniture⁸³! ». [Traduction] Des distorsions bizarres se manifestaient : si toutes les opérations devaient être exécutées par des unités partenaires, comment la FO Kandahar associait-elle ses équipes d'ouverture d'itinéraire de circonstance ou ses détachements de dégagement d'itinéraire à des forces afghanes qui, elles, n'avaient aucune capacité comparable⁸⁴?

Le nouveau rôle de mentorat assumé par le quartier général du 404^e Corps Maywand allait dans les deux sens. Le Royal Canadian Dragoons, qui s'attendait à son arrivée à encadrer des compagnies de l'Armée afghane, s'est essentiellement retrouvé à encadrer le personnel administratif de la police afghane. D'autres voyaient les possibilités de mentorat canadien avec le 404^e Corps Maywand comme une occasion d'exercer une influence sur la police afghane. Or, ceux-là ont dû limiter leurs ambitions, ayant compris que toute tentative de ce genre était incohérente⁸⁵ étant donné la connectivité avec la police civile (CIVPOL) au sein de l'ERP et du fait que la FO Kandahar allait céder le contrôle de la ville de Kandahar. Quoi qu'il en soit, les mentors canadiens qui avaient emménagé dans l'installation partiellement construite ont fait savoir qu'ils étaient gênés par des retards constants dans la construction, les communications et l'« assistance vitale ». Il allait falloir pas mal de temps avant que le QG du 404^e Corps Maywand soit pleinement opérationnel⁸⁶.

Le Col Creighton a réussi à conserver quelques équipes de mentors dans le Zharey et l'Arghandab, où les É.-U. n'avaient pas assez de bataillons pour travailler en partenariat avec les trois kandaks. Quand les représentants du Commandement régional (Sud) sont venus fouiner et qu'ils ont furieusement dénoncé la « mauvaise utilisation » des mentors, ils ont essayé d'amener les chefs des bataillons étasuniens à déposer une plainte, mais ceux-ci ont refusé de le faire. La plupart du temps, les unités étasuniennes à Kandahar n'aimaient pas ou ne voulaient pas s'associer aux unités de l'Armée afghane (bien que certaines l'aient fait, avec efficacité); en vérité, elles préféraient laisser aux Canadiens le soin de faire ce qui leur paraissait être le « sale travail ». Comme les mentors canadiens excellaient dans cette tâche, il s'agissait pour eux d'un travail gratifiant sur le plan professionnel. Pourquoi alors essayer de réparer ce qui n'était pas brisé⁸⁷?

L'ELMO était particulièrement fière des améliorations observées dans les kandaks d'appui tactique et de soutien logistique au combat (SLC). Dans ce contexte aussi, il était facile de mettre l'accent sur les combats, mais le but de l'ELMO était de renforcer les capacités, ce qui comportait l'amélioration des services administratifs et médicaux et aussi celle des fonctions de logistique et de soutien. En août 2010, l'ELMO a signalé que le 5^e Kandak (voué au SLC) avait de nombreuses longueurs d'avance sur les unités homologues des autres brigades qui avaient tendance à voler à leur kandak de SLC des « corps chauds » [Traduction] pour renforcer leurs propres kandaks de fusiliers avec des soldats destinés ensuite à s'occuper des postes de contrôle. Le kandak d'appui au combat avait apparemment pris de l'avance sur les unités homologues ailleurs. La compagnie de reco était active dans la province à titre de force de réaction rapide. Les sapeurs de combat donnaient des cours de conducteur d'équipement lourd et ils possédaient désormais des camions à benne, des bulldozers et autres attirails. La compagnie d'artillerie tardait encore à se développer, mais elle pouvait exécuter des tirs d'obus éclairants⁸⁸.

Le Col Creighton continuait de travailler avec Basir, mais il était de plus en plus évident que ce dernier avait des problèmes de santé. Il hésitait de plus en plus à se rendre en dehors du Camp Hero et il s'occupait à régler des détails administratifs. Après presque trois ans de guerre sans grande période de répit, cela n'était pas surprenant chez un homme qui avait été entraîné par les Soviétiques, avait combattu pendant les années 1980, dirigé les vestiges de son commandement pour en faire une armée post-apocalyptique contre les talibans, puis aidé à professionnaliser les restes de cette armée pour jeter les bases de l'Armée nationale afghane dans le sud de l'Afghanistan. L'Armée afghane avait subi de profonds changements à Kandahar qui ont failli terrasser Basir.

Le premier de ces changements a résidé dans la croissance remarquable de l'Armée afghane, surtout par suite de l'arrivée massive de troupes étasuniennes et après la diffusion de la directive sur le partenariat, telle que la comprenait le quartier général du Commandement

régional (Sud). Pendant les six premiers mois de 2010, l'organisation de la brigade a été la suivante : le 2^e Kandak et le 6^e Kandak déployés dans le district de Panjwayi avec le GT canadien; le 1^{er} Kandak envoyé dans le nord de l'Arghandab et travaillant avec un bataillon américain; le 3^e Kandak déployé dans la ville de Kandahar et dans l'Arghandab inférieur. Un septième kandak s'est finalement déployé dans le Dand, tandis que le 5^e Kandak était basé au Camp Hero avec le quartier général de la 1-205 Brigade⁸⁹.

Le district d'Arghandab était désormais hors de la zone de responsabilité de la FO Kandahar, mais les mentors canadiens ont continué à y travailler pendant tout l'été de 2010, souvent en passant inaperçus, car les Canadiens concentraient alors leurs ressources et leur attention dans le Panjwayi et le Dand. À la fin de juillet, au cours d'une opération de dégagement de quatre jours menée par des troupes afghanes dans l'Arghandab, un de ces mentors, le Bdrcl Adam Holmes, a demandé à plusieurs reprises le soutien de l'artillerie et un appui aérien rapproché pendant que son équipe était sous le feu ennemi. Les insurgés qui approchaient de sa position n'étaient qu'à 50 mètres de distance quand le Bdrcl Holmes les a repoussés à lui seul. Il a été finalement blessé par un tir de mortier, et ses actions lui ont valu d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire.

Il allait désormais y avoir toute une brigade étasunienne dans les districts de Zharey et d'Arghandab. Cela signifiait qu'il fallait y déployer une brigade afghane partenaire. La formation qui en est résultée a été appelée « 3-205 Brigade » et elle a été constituée pendant l'été de 2010. Plusieurs kandaks ou parties de kandak ont été regroupés tant bien que mal ou cannibalisés autrement et intégrés dans les kandaks de manœuvre de cette nouvelle brigade. Des éléments ont été prélevés dans la 1-205 Brigade pour former la 3-205 Brigade, ce qui a bouleversé les choses pendant des mois. Il n'y avait pas assez de sapeurs pour les deux formations afghanes, ce qui était dangereux de toute évidence dans un environnement truffé d'EEI. La mise sur pied du quartier général de la 3-205 a échoué en juillet. La situation était si mauvaise que le Commandement régional (Sud) a fini par demander à l'ELMO canadienne si elle pouvait envoyer des mentors travailler avec la 3-205 Brigade. L'ironie de la situation n'a pas échappé au Lcol Creighton et à son état-major, qui ont pu répondre favorablement, car ils avaient gardé une telle capacité en réserve au lieu de céder tous leurs mentors au 404^e Corps Maywand⁹⁰.

Cependant, certains membres de l'ELMO ont été déconcertés en apprenant auprès de leurs contacts afghans que des kandaks expérimentés étaient manifestement gardés en réserve par le ministère de la Défense à Kaboul et que cela visait à décourager dans la ville et ses environs toute action de la part d'éléments possiblement hostiles, en sus des insurgés. Ou alors, le ministère poursuivait peut-être d'autres fins non précisées qui ne pouvaient pas être confirmées « dans le sud⁹¹ ». [Traduction]

Les enjeux stratégiques, en mai et juin 2010

En avril 2010, les spécialistes de la sécurité nationale d'Obama à la Maison-Blanche croyaient, dans le sillage de l'Op MOSHTARAK dans l'Helmand, que la mission de contre-insurrection à Kandahar allait échouer. Par conséquent, le Gén Stanley McChrystal, commandant de la FIAS, et le Gén David Petraeus, commandant du CENTCOM, ont mis le président des États-Unis au courant de la situation, le 6 mai. Le premier mettait l'accent sur les effets nuisibles que les personnes d'influence à Kandahar avaient sur les efforts déployés par la coalition, effets qui étaient presque aussi grands que ceux de l'insurrection talibane. Après avoir regardé trop de diagrammes d'analyse par liens, le président Obama a déclaré : « Ça me rappelle la politique à Chicago... Vous me demandez de comprendre les interrelations et les interconnexions entre les chefs de guerre, les chefs de district et les tribus de Kandahar comme si c'étaient les tribus de Chicago. Il faut que je vous avoue une chose : j'ai longtemps vécu à Chicago et je n'y comprends rien. » McChrystal et Petraeus ont confirmé que « [n]ous n'allons pas transformer Kandahar en une cité radieuse sur la colline⁹² ».

Le briefing avait révélé l'existence d'un nouveau pessimisme aux plus hauts niveaux de l'administration étasunienne. Le général McChrystal était sceptique lui aussi, mais il a déclaré aux dirigeants étasuniens supérieurs que Kandahar – il faisait allusion à l'étape III de l'Op MOSTARAK – « marquerait peut-être un tournant ». Cependant, des pressions s'exerçaient maintenant sur lui pour qu'il produise des résultats mesurables; or, cette mesure d'efficacité résidait dans la capacité de transférer sans tarder aux Afghans les parties dégagées et tenues de l'Helmand. Cela ne s'était pas produit six mois après la confirmation par le président que le transfert faisait partie de la nouvelle stratégie. L'absence de transfert ne plaisait pas aux hauts dirigeants des États-Unis⁹³.

Peu importait les effets opérationnels positifs que l'Op MOSHTARAK avait sur la situation dans le sud de l'Afghanistan, elle était perçue comme un échec stratégique dans les hautes sphères politiques étasuniennes – mais non, soit dit en passant, dans les médias –, car le transfert du contrôle aux Afghans n'avait pas eu lieu aussi efficacement que prévu. Comme nous l'avons vu dans le dernier chapitre, cette évolution a été torpillée irrémédiablement par la présence des alliés de Karzai dans l'Helmand et par la chute précipitée de la cote de légitimité du président qui s'est ensuivie. Mais plus on remontait dans la chaîne de commandement à Washington, moins ces raisons et ces détails importaient. Combiné à l'échec des élections de 2009 et à l'intransigeance des autorités pakistanaises, cet esprit pessimiste a engendré une autre approche stratégique des É.-U., résumée par la phrase « En Afghanistan, les résultats accomplis sont suffisants ». [Traduction] Cette approche rappelait une idée semblable qui avait transpiré en Iraq vers 2005 ou 2006⁹⁴.

La phrase « En Afghanistan, les résultats accomplis sont suffisants » décrivait un courant d'idées selon lequel il fallait se limiter à l'effort minimum en Afghanistan de manière à pouvoir poursuivre des objectifs stratégiques étasuniens plus importants, en particulier le repérage et l'élimination des membres d'Al-Qaïda au Pakistan. Selon ce courant d'idées, il convenait de soutenir le gouvernement Karzai, mais non de façon massive, pendant que des véhicules aériens sans pilote et des FOS étaient employés pour repérer les sanctuaires des insurgés au Pakistan, depuis des bases situées en Afghanistan. Qui plus est, la complexité des questions liées au développement, à la légitimité et à la contre-insurrection n'avait plus qu'une importance secondaire. Il existait un autre courant d'opinions contraire au premier dans les milieux politiques des É.-U., courant qui mettait l'accent sur une doctrine conçue pour « pérenniser tous les progrès accomplis ces dix dernières années en matière de développement et pour obtenir un accord crédible et négocié avec les talibans ». Les tenants de cette approche savaient que cet objectif « serait plus difficile à atteindre avec une présence militaire réduite ». Il fallait forcer les talibans à négocier, à la lumière des résultats obtenus sur le terrain, et cela signifiait que la coalition devait infirmer leur leadership, tenir les régions occupées par la FIAS et continuer à renforcer les capacités afghanes. La tension entre les partisans de l'approche « En Afghanistan, les résultats accomplis sont suffisants » et ce deuxième courant d'opinions a persisté pendant toute l'année 2010, tandis que les généraux McChrystal et Petraeus et le secrétaire d'État Hillary Clinton se prononçaient contre le premier courant⁹⁵.

Qu'est-ce que cela signifiait au regard de l'effort canadien? Le Canada avait déjà décidé de se retirer du pays en 2011. Comme nous l'avons déjà vu, le Canada était divisé quant à la démarche à suivre. Les partisans du développement voulaient poursuivre leur version du développement, peu importe l'état de la sécurité, tandis que la FOI-A voulait tenir et construire, puis céder la responsabilité des districts contrôlés par la FO Kandahar aux forces afghanes et étasuniennes dans le cadre de l'effort déployé pour maintenir la pression sur les talibans. Bien sûr, les FOS contribuaient à l'attrition des dirigeants ennemis et, ce faisant, elles exerçaient une pression sur la choura de Quetta et ses partisans. Le manque de confiance manifesté par Washington à l'égard des efforts dirigés ou coordonnés par les Canadiens à Kandahar était déconcertant. Les enjeux étaient grands pour quiconque était concerné, et le Canada ne pouvait se permettre aucun faux pas. L'étape III de l'Op MOSHTARAK allait changer le cours des choses à de nombreux paliers : à Washington, au sein de la FIAS à Kaboul, et à Kandahar. On ne savait pas au juste si la FO Kandahar dirigée par le Bgén Ménard comprenait à fond le caractère vital que revêtait l'imminente opération.

Relève sur position et réalignement, d'avril à juillet 2010

Il ne faut pas sous-estimer la tâche herculéenne qui consistait à coordonner les transferts de responsabilités aux forces étasuniennes qui arrivaient en renfort dans la province de Kandahar. Ces unités provenaient de plusieurs formations différentes et, outre qu'elles étaient américaines, chacune avait sa propre culture organisationnelle. Tout comme les régiments canadiens qui n'étaient pas tous identiques, il n'y avait pas deux formations étasuniennes qui se ressemblaient à tous les égards. Le processus a nécessité une énorme patience à tous les niveaux. De plus, comme auparavant, la FO Kandahar cherchait surtout à éviter une répétition des problèmes qui s'étaient manifestés en 2005, lors du transfert de l'ERP. Tout comme les équipes de géodésie dans le régiment du Génie de la FO Kandahar, le CRTS et le CRTS (Avancé) ont joué un rôle important en veillant à ce que les renseignements circulent aussi harmonieusement que possible.

Au mois de juin, en même temps que la « non-opération » HAMKARI, un quartier général multinational de la taille d'une brigade, appelé « Équipe combinée de Kandahar (ECK) », a été mis sur pied. Plus tard au cours de l'été, il a fini par être absorbé par le quartier général de la 4^e Brigade (82^e Division aéroportée), avant de devenir une organisation relevant des É.-U. Au début (soit en juin), le 97^e Bataillon de la police militaire (PM), tactiquement contrôlé par la FO Kandahar, s'est mis à relever de l'ECK jusqu'à sa relève sur position par le 504^e Bataillon de PM. Après ces changements survenus à l'été de 2010, la FO Kandahar n'a plus participé aux fonctions de commandement à Kandahar. La Compagnie Stab A et le CRTS (Avancé) ont poursuivi leurs opérations au Camp Nathan Smith pendant un certain temps dans ce qui était ni plus ni moins qu'un cadre sans commandement. Le CCO-P, désormais appelé [CCO-K], revêtait une extrême importance. Cette entité a continué de mener ses activités sous commandement canadien⁹⁶.

Le plus grosse action a été le transfert des districts de Zharey et d'Arghandab aux forces étasuniennes. La FO 1-12 et la FO 2 « Fury », nous nous le rappellerons, provenaient de deux brigades différentes, mais la FO Kandahar exerçait le contrôle tactique sur elles pendant la première moitié de 2010. Ce transfert a été surnommé « la relève sur position (RSP) qui n'en finissait plus » [Traduction] par l'état-major de la FO Kandahar, car il a fallu quatre mois pour coordonner le retrait des deux bataillons étasuniens et leur remplacement par une équipe de combat composée d'une brigade de cinq bataillons et commandée par la 2^e Brigade de la 101^e Division aéroportée (aéromobile). Cette brigade était organisée pour couvrir le territoire allant du Maywand, à l'ouest, jusqu'au Shah Wali Kot inférieur, à l'est, et depuis le Khakrez jusqu'à la rivière Arghandab, du nord au sud. Une fois que la Force opérationnelle multinationale Strike a été en place, à la fin de juin 2010, les opérations de la FO Kandahar ont cessé au nord de la rivière Arghandab pour la première fois depuis 2005⁹⁷ (voir la figure 7-4).

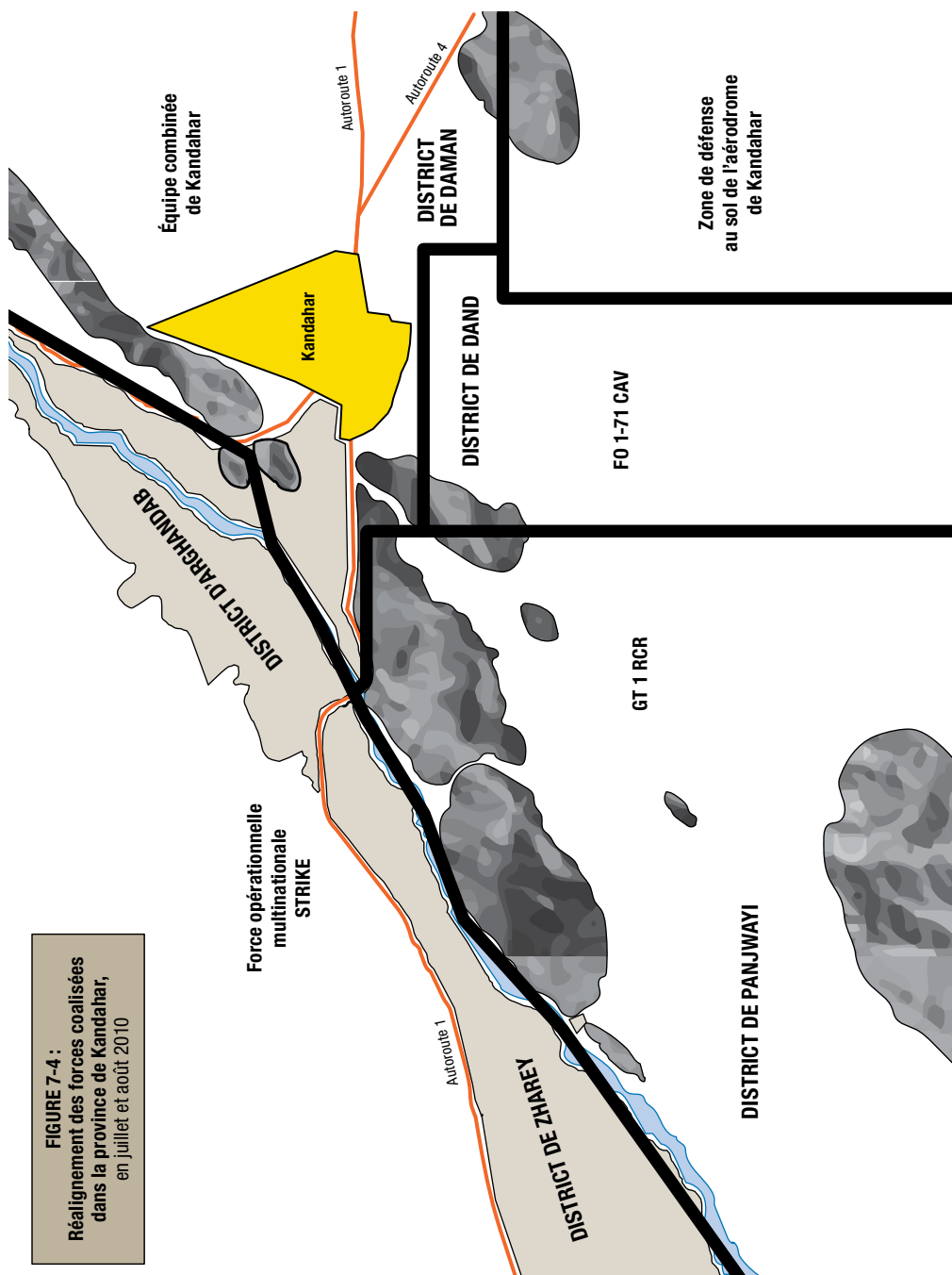


FIGURE 7-4 :
Réalignement des forces coalisées
dans la province de Kandahar,
en juillet et août 2010

Figure 7-4 : Réalignement des forces coalisées dans la province de Kandahar, en juillet et août 2010

Il est difficile d'expliquer aujourd'hui à quel point ce changement a été profond pour la coalition à Kandahar et, en particulier, pour le Canada. En 2006, un seul GT canadien, une équipe de reconstruction provinciale de 250 membres, une compagnie d'infanterie de l'Armée nationale afghane et une compagnie de policiers miliciens s'occupaient de toute la province sous la direction d'un quartier général de force opérationnelle coalisée de la taille d'une brigade, lequel était lui-même responsable des opérations dans les cinq provinces du sud de l'Afghanistan. À l'été de 2010, il y avait désormais neuf unités étasuniennes de la taille d'un bataillon et deux quartiers généraux de brigade, ainsi qu'un GT et un quartier général de brigade canadiens qui travaillaient pour ce qui équivalait à un quartier général divisionnaire multinational dans une province. Les Afghans disposaient maintenant de deux brigades complètes dans la province de Kandahar, sous la direction d'un quartier général de corps d'armée, et la police était organisée en une formation de la taille d'une division et avait son propre quartier général.

Cette transformation a eu des effets psychologiques sur les chefs militaires et civils canadiens qui ont dès lors dû s'adapter au fait qu'ils ne dirigeaient plus l'effort de la coalition dans Kandahar après presque cinq ans de guerre. La FO Kandahar s'occupait désormais des districts de Panjwayi et de Dand, et il lui incombait d'appuyer les opérations de l'ERP canadienne, ou de ce qu'il en restait. La FO du 1-71 Cavalerie est restée sous le contrôle tactique canadien dans la zone d'opérations désormais réduite.

Les attentes ont dû changer, comme le style des opérations. Il n'y aurait désormais plus d'opérations telles que ZAHAR ou MEDUSA. En fait, il n'y en avait vraiment eu aucune depuis 2006. Comme nous l'avons vu dans le présent volume, l'Armée canadienne avait déjà pris les devants en organisant des opérations plus décentralisées et en s'associant aux forces de sécurité afghanes. Maintenant, à tout le moins, les ressources canadiennes et afghanes ne seraient plus déplacées pour exécuter des tâches dans l'Helmand : un nouveau commandement régional de FIAS, le Commandement régional (Sud-Ouest), y était maintenant établi, et les jeux de va-et-vient avec les Britanniques au sujet de l'affectation des ressources ont finalement pris fin.

Ces changements ont permis à la FO Kandahar de mettre l'accent sur les réalités complexes de deux districts et de ne plus se préoccuper des questions intéressantes plutôt que le niveau opérationnel. En revanche, cet état de choses a réduit davantage l'importance du point de vue canadien dans la coalition au niveau stratégique, bien qu'il y eût encore des officiers canadiens dans les divers quartiers généraux de la FIAS pour protéger les intérêts du Canada autant que possible. Le démantèlement de l'ECS-A en 2009 et « le divorce » de 2010 ont eu pour effet d'éliminer toute cohérence nationale dans le contexte de la mission canadienne en Afghanistan. La guerre menée par le Canada s'est ainsi résumée à une mission tactique de contre-insurrection dans deux districts et au maintien d'une présence

opérationnelle en déclin à Kandahar. Sous cette forme, il y avait beaucoup de patrouilles régulières, d'activités de liaison avec l'équipe de la COCIM et de travaux de construction, mais peu d'opérations et de manœuvres dignes d'une force de la taille d'un GT.

Le GT du 1 RCR, commandé par le Lcol Conrad Mialkowski, est arrivé graduellement pour relever le GT du 1 PPCLI, au début de mai. Il était jumelé au 2^e Kandak du Lcol Baris et a eu le bonheur d'apprendre que son commandant adjoint, le Maj James Price, avait travaillé avec le 2^e Kandak quand il faisait partie de l'ELMO en 2007. Le GT du 1 RCR a repris le dispositif du 1 PPCLI, de sorte que la Compagnie O du Maj Steve Brown s'est chargée du secteur centre-est du district, depuis les avant-postes de combat de Folad et de Chalghowr, tandis que les Afghans se chargeaient de Mohajerin et de Salavat. La Compagnie B du major Austin Douglas a remplacé la Compagnie D dans les positions de Nakhonay et des environs, à savoir les positions Ballpeen, Patricia, Shkarre et Shojah. La Compagnie C (Charles), commandée par le Maj Eleanor Taylor, a été chargée du secteur de Sperwan Ghar et a été renforcée par le peloton de reco du Capt Mike Mendyka. La compagnie afghane a géré les positions le long de l'itinéraire HYENA jusqu'à Ma'Sum Ghar. En fait, chaque compagnie canadienne a travaillé avec une compagnie du 2^e Kandak⁹⁸.

L'Escadron de reco commandé par le Maj Chris Lillington a été redéployé depuis le district de Dand dans une série de postes d'observation (PO), de manière à pouvoir observer tous les principaux itinéraires entre les diverses positions, surtout pendant les travaux de pavage. Il s'agissait notamment des PO Cliff, Onya et Salavat Ghar. Le quartier général de l'Escadron de reco s'est rendu au nouveau centre de district, où le Maj Lillington assurait aussi la liaison entre le GT et le CCO-D Panjwayi. À ce stade, l'Escadron de reco avait subi de nombreuses pertes et n'avait plus que deux troupes de sept véhicules. Les véhicules Coyote tombaient en panne, et beaucoup avaient été détruits au cours des trois années antérieures. Certains véhicules ont été mis en place. Dans un cas, un véhicule Coyote, qui avait été immobilisé faute de pièces de rechange, a été installé à Sperwan Ghar : sa tourelle, son canon et ses systèmes de surveillance fonctionnaient encore la plupart du temps, et l'escadron s'en est servi pour prendre à partie les poseurs d'EEI le long de l'itinéraire Brown⁹⁹.

Les équipages de chars (maintenant faisant partie de l'Escadron A du Lord Strathcona's Horse commandé par le Maj Rob McKenzie) ont continué de mener des activités à partir de Ma'Sum Ghar; puis ils se sont déployés et ont exécuté des missions de perturbation depuis le lieu de leur laager de nuit, dans le désert à l'ouest de Nakhonay. La Batterie D du 2 RCHA, commandée par le Maj Stephen Haire, n'avait que deux paires d'obusiers M-777 respectivement installées à la BP Sperwan Ghar et à l'Avant-poste de combat de Shojah. Les sapeurs de combat du GT appartenaient au 23^e Escadron de campagne, commandé par le Maj Jim Smith.

Il a aussi incombé au GT du 1 RCR de gérer un certain nombre d'aérostats, de sorte qu'il a dû former un « peloton des ballons ». [Traduction] Ces derniers ont été utilisés par des soldats canadiens et des entrepreneurs. Il y avait un gros aérostat à la FOB Ma'Sum Ghar, et deux autres, plus petits, à Sperwan Ghar et à Shojah.

Pendant la relève sur position du GT, un débat a eu lieu au sein de la FO Kandahar quant à savoir où les opérations dans le district de Panjwayi se situaient dans le grand plan en devenir. Selon son état-major, le Bgén Ménard voulait passer à l'action et il a choisi la corne du Panjwayi pour ce faire. D'une part, les arguments en faveur du dégagement de l'axe Zangabad-Mushan étaient irréfutables. L'ennemi y appliquait un régime de gouvernance parallèle, et les réseaux alimentaient les cellules agissant au sud et au sein de Bazaar-e Panjwayi et dans Nakhonay. D'autre part, il n'était pas possible de s'occuper de la corne du Panjwayi indépendamment du Zharey occidental et, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, les deux zones d'opérations étaient reliées. Cela signifiait qu'il fallait mettre sur pied une grande opération pour intervenir dans les deux zones en même temps, ce qui nécessitait une coordination à un niveau supérieur : en d'autres mots, le Commandement régional (Sud) devait être de la partie.

Le Bgén Ménard a demandé à son état-major de mettre les bouchées doubles pour préparer un dossier convaincant en faveur de la reconquête de la corne du Panjwayi. Afin d'exécuter une telle opération, il fallait toutefois desserrer l'emprise fragile sur Nakhonay et déplacer des forces vers l'ouest. Il fallait aussi trouver des éléments pour occuper cet espace, et l'unité de cavalerie étasunienne n'était pas suffisante. Le Mgén Carter s'est rendu en visite au nouveau centre de district par la voie des airs et il a demandé à plusieurs officiers canadiens, en l'absence du Bgén Ménard, s'ils estimaient que cette opération était réalisable. Au cours d'une réunion teintée de beaucoup d'inconfort, les officiers lui ont dit que non, que le GT ne l'appuyait pas et que l'objectif était essentiellement inatteignable à ce stade. En fait, les événements de mai 2010 ont rendu une telle opération irréalisable. Le Mgén Carter, qui voulait « nettoyer » [Traduction] la corne, a mis le concept en veilleuse, mais il l'envisageait sérieusement¹⁰⁰.

L'insurrection au milieu de 2010

À ce stade de la guerre, un important débat avait cours sur la nature de l'insurrection en Afghanistan et dans la province de Kandahar. Au quartier général du Bgén Ménard, deux théories opposées étaient présentées. La première établissait que l'insurrection était principalement un phénomène autochtone rural. Les partisans de la seconde acceptaient l'existence d'une composante autochtone rurale, mais ils ajoutaient que l'insurrection avait d'autres volets de nature urbaine et d'autres encore qui étaient extérieurs au pays. Le commandant de la FIAS, le Gén McChrystal, tendait à favoriser la première théorie :

selon lui, il existait de multiples insurrections concomitantes dans tout le pays, au niveau local. Ceux qui avaient passé un certain temps en Afghanistan, toutefois, savaient que la seconde théorie correspondait à une évaluation plus réaliste de la situation, surtout en ce qui concernait Kandahar, mais en fait, ceux qui voulaient voir des progrès mesurables s'accomplir tendaient à favoriser la première théorie, parce qu'elle passait outre aux questions gênantes liées au Pakistan et à ses complications¹⁰¹.

Un autre élément compliquait davantage la donne : les perturbations à Quetta, qui touchaient la choura, le mollah Barader, l'ISI et ainsi de suite renforçaient l'argument selon lequel l'insurrection était effectivement de nature plutôt autochtone. Le contre-argument voulait que la baisse du pouvoir relatif des talibans à la choura de Quetta signifiait que d'autres intervenants, tels que HiG et Al-Qaïda, risquaient de combler le vide apparent au niveau des chefs supérieurs de l'organisation. Cela a été confirmé par la campagne d'assassinats menée à Kandahar et par l'intervention accrue de forces extérieures.

Dans le Panjwayi, l'insurrection est devenue plus dangereuse en 2010 qu'au cours des années antérieures. Pourquoi? À cause du renforcement des régimes de gouvernance parallèles dans les districts qui s'éloignaient de la gouvernance négative au profit de la gouvernance concurrentielle. L'existence continue au Panjwayi d'un régime juridique parallèle qui comprenait les « tribunaux » de Zangabad et la « police », qui « appréhendait » (enlevait) les « criminels » (les citoyens qui transgressaient la loi talibane) et qui leur faisait subir un procès, leur imposait une peine, puis les battait ou les pendait avec une quasi-impunité, constituait la principale menace pour le contrôle gouvernemental dans le district. L'arbitrage des griefs par les « fonctionnaires » talibans constituait de près la deuxième menace en importance. Le contrôle exercé sur les communications de base – en l'occurrence le réseau de téléphonie cellulaire – et par conséquent sur l'accès aux forces de sécurité contribuait grandement au problème. Ensuite, à la fin de 2009 et au début de 2010, il y a eu la campagne contre les écoles qui a en réalité éliminé l'éducation au Panjwayi, sauf dans les madrasas. Des patrouilles canadiennes ont aussi appris que, dans certains secteurs du district, la monnaie pakistanaise était utilisée au lieu de la devise afghane¹⁰².

Les attaques à la roquette se multipliaient au KAF pendant toute l'année 2010. Au cours de l'été, les attaques avaient lieu tous les trois jours, y compris pendant le jour. Les roquettes de 107 mm étaient de fabrication chinoise et iranienne, et non d'origine locale¹⁰³.

À l'été de 2010, le personnel ennemi dans la zone d'opérations canadienne se composait à 20 p. 100 de combattants de l'extérieur. Les analystes canadiens estimaient que l'esprit de l'insurrection locale « était brisé » et que celle-ci était de plus en plus dirigée par des combattants venus du Waziristan. Les Canadiens ont détecté une peur plus grande dans la population. Les gens craignaient les combattants basés au Pakistan, et cela a contribué à une augmentation des renseignements communiqués par les Afghans aux Canadiens sur l'activité des insurgés¹⁰⁴.

La population du district de Panjwayi était coincée entre l'arbre et l'écorce. Elle ne faisait généralement pas confiance au gouvernement afghan, et ce, pour de bonnes raisons. Elle acceptait des projets et de l'argent de la part des Canadiens, et elle appuyait l'insurrection au besoin, mais elle succombait lentement aux moyens de contrôle auxquels recouraient des hommes au Pakistan. Or, les Canadiens et les Afghans étaient incapables de faire concurrence à ces moyens dans certaines parties du Panjwayi.

Dans le Dand, il y avait moins d'insatisfaction, le régime de gouvernance était plus fort, et on communiquait avec des personnes d'influence d'un niveau supérieur qui avaient à cœur les intérêts du district. Un programme de dégageant avait donné de bons résultats, et une force de sécurité avait été mise sur pied. Aspect plus important, il y avait dans le Dand un courant psychologique favorable qui n'existait pas dans le Panjwayi. Le Dand donnait l'impression de vouloir aller de l'avant. Le Panjwayi était synonyme de stagnation.

La ville de Kandahar, c'était essentiellement Chicago dans les années 1930. La grande intensité de la violence remettait véritablement en question l'autorité du gouvernement afghan. Cette violence était interne, et elle avait des origines extérieures. Elle était tribale et commerciale, aussi bien que religieuse ou idéologique. Comment l'espoir pouvait-il germer dans un endroit comme le Panjwayi, pendant que le centre spirituel, politique et commercial de la province était bouleversé à ce point... en particulier si les dirigeants du district étaient constamment impliqués dans un tel chambardement?

Les enjeux du développement et de la gouvernance, à l'été de 2010

Au printemps et à l'été de 2010, la campagne d'assassinats dans la ville de Kandahar a entravé les efforts de développement. En mars, la mission de l'ONU a haussé le niveau de la menace pesant sur son personnel travaillant à Kandahar. Dans l'immédiat, la FO Kandahar craignait les effets que risquaient d'avoir la fermeture d'ONU-HABITAT et des programmes de l'UNOPS par l'ONU dans les districts¹⁰⁵. En avril, les techniciens de l'Agence de déminage de l'Afghanistan (DAFA) ont été ciblés; quatre ont été tués et 18 autres ont été blessés. La DAFA s'est retirée de Kandahar. Dix jours plus tard, la MANUA a annoncé qu'elle retirait le personnel de l'ONU. Cela ne présageait rien de bon pour l'étape III de l'Op MOSHTARAK :

Si cette tendance se poursuit, les employés du gouvernement et les partenaires d'exécution essentiels à la mise en œuvre de toute une gamme de projets de gouvernance et de développement à l'appui d'HAMKARI refuseront probablement de travailler, ou seront incapables de le faire. De concert avec le Commandement régional (Sud), [la FO Kandahar] et [l'Équipe de reconstruction provinciale de Kandahar] s'efforcent de lancer des projets pour régler ces problèmes promptement ...¹⁰⁶.

Le 26 avril 2010, tous les projets de reconstruction et de développement de l'ACDI menés dans la province de Kandahar par des partenaires d'exécution liés à l'ONU se sont arrêtés, ce qui mettait encore une fois au jour une faille importante dans le système des partenariats dans l'environnement hostile de Kandahar.

Cependant, les projets de reconstruction et de développement ne se sont pas complètement arrêtés dans les districts. Les équipes canadiennes de la COCIM pouvaient encore se déplacer et travailler avec les collectivités locales. La Cie Stab A pouvait transporter les agents canadiens de stabilisation jusqu'à leur lieu de travail dans les districts. Les équipes de soutien des districts sont restées en place et ne dépendaient pas entièrement des partenaires d'exécution de l'ONU. Aspect important, le régiment de Génie de la FO Kandahar n'a pas dû réduire ses opérations de façon aussi dramatique ou abrupte. L'Escadron de construction du Génie (Esc GC) a gardé entre 500 et 800 employés locaux pour exécuter divers projets d'infrastructure pendant que la campagne d'assassinats atteignait son paroxysme¹⁰⁷.

La mise en œuvre de la stratégie de construction et d'amélioration des routes, commencée en 2009, se poursuivait dans la zone d'opérations de la FO Kandahar pendant cette période. En juillet, l'itinéraire BROWN avait été pavé entre Sperwan Ghar et l'itinéraire HYENA. Cela a considérablement réduit le nombre d'attaques à l'EEL. À l'été de 2010, plus de 55 p. 100 de l'itinéraire LAKE EFFECT avait été pavé par SAITA qui travaillait avec l'Esc GC. Il y avait quatre routes plus petites qui reliaient Chineh, Haji Baba, Masur Ghar et un certain nombre de petites localités aux routes principales dans le Dand et le Panjwayi occidental. Ces routes permettaient aux forces de sécurité de se rendre dans ces endroits, et aux biens d'être acheminés aux fins du commerce. Tous ces travaux étaient financés à même le Fonds de contingence du commandant, plutôt qu'avec les fonds de développement « blanchis » par l'intermédiaire de divers organismes de l'ONU et diverses ONG. Aspect important, tous les projets avaient « l'aval » des localités, qui aidaient à régler les réclamations liées au tracé des routes et aux terres. Tout aussi important était le fait que le gouverneur Wesa continuait à soutenir fortement ces travaux et d'autres projets de construction routière; il favorisait aussi le pavage du plus grand nombre possible de routes afin d'accroître la sécurité¹⁰⁸.

Pendant qu'il recueillait des renseignements pour aider le représentant du Canada à Kandahar, le CRTS (Avancé) a appris en juillet auprès de l'équipe de gestion des projets de génie, qui relevait de l'Équipe de reconstruction provinciale, qu'en raison des projets de développement non réglementés et de l'arrivée constante de réfugiés, l'infrastructure d'approvisionnement en eau de la ville ne suffisait plus aux besoins. Il y avait quinze puits publics gérés par la ville, dont six ne fonctionnaient pas. Ainsi, plus des deux tiers de la population n'avaient pas accès à des sources d'eau potable. ONU-Habitat avait déjà reçu du Canada en 2008 sept millions de dollars dans le cadre d'un grand projet d'approvisionnement en eau de 24 millions de dollars, mais il n'y avait toujours pas d'énoncé des travaux.

Le Corps du Génie des Forces terrestres des É.-U. a entrepris un vaste projet de relevé hydrogéologique de la ville de Kandahar qui a permis de repérer d'autres puits et de définir les moyens de les entretenir. Les renseignements existaient, mais ONU-Habitat refusait de s'en servir parce qu'ils provenaient d'un combattant. ONU-Habitat n'avait toujours pas commencé à faire sa propre évaluation cartographique de la situation. C'était là de toute évidence une situation fort gênante pour l'ACDI et cela a causé un désaccord entre l'Agence et le CRTS (Avancé). L'information a été transmise à un bataillon des affaires civiles des Forces terrestres des É.-U. qui arrivait dans la région, pour qu'il tire la question au clair. Comme de nombreuses ONG, l'ACDI a carrément rejeté la participation des forces armées aux efforts de développement. Les méthodes choisies par le Canada pour fournir l'aide humanitaire se sont avérées faibles et inefficaces. Si de l'eau propre avait été fournie à la ville de Kandahar, cela aurait constitué une grande victoire politique pour le gouvernement de l'Afghanistan et un noble objectif pour le Canada. Malheureusement, cette question a grandement affaibli la crédibilité du Canada aux yeux des représentants afghans aux niveaux municipal et provincial et elle a suscité beaucoup de mécontentement chez les habitants de Kandahar¹⁰⁹.

Pour ce qui concerne la police, la mobilisation des ressources pour enrayer la menace pesant sur la ville de Kandahar a favorisé la revitalisation de la planification de l'étape III de l'Op MOSHTARAK III dans le Panjwayi, le Zharey et l'Arghandab. Le Commandement régional (Sud) et la FO Kandahar, travaillant de concert avec le ministère de l'Intérieur et les autorités policières provinciales, ont réussi à obtenir des engagements en faveur d'un déploiement axé sur le perfectionnement ciblé de la police dans ces trois districts. Le déploiement prévu dans le Panjwayi des forces de la Police nationale afghane pour l'ordre civil était important pour la FO Kandahar, car ainsi, toutes les forces de police pourraient être restructurées¹¹⁰.

Cependant, la gouvernance provinciale était paralysée. Comme d'habitude, le problème était attribuable à Ahmad Wali Karzai. Des efforts pour réunir les personnes d'influence des diverses tribus en mars ont été « torpillés par AWK à la dernière minute, de sorte que la réunion s'est transformée en une conférence de presse de deux heures qui a comporté huit discours prononcés par des personnalités de Kandahar et par un ministre en visite »; cela a amené les délégués à quitter les lieux abruptement¹¹¹. C'était là une des « lignes rouges » établies par les chefs de la FIAS à la fin de 2009. La FO Kandahar et le Commandement régional (Sud) ont continué de soutenir la jirga planifiée sur la paix, mais ils ont appris trop tard qu'« une soixantaine d'ânés tribaux bien connus qui avaient des réputations très variées reflétant les intérêts des personnes d'influence et ne représentant pas nécessairement une forte proportion de la collectivité de Kandahar avaient été choisis pour la [jirga] ... En raison de l'ingérence du Conseil provincial, la légitimité du processus de sélection était douteuse¹¹² ». [Traduction] C'était la deuxième ligne rouge.

Les éléments canadiens ont poursuivi leurs efforts au moyen de dialogues polis, mais à la fin d'avril, ils ont conclu ce qui suit :

L'approche axée sur la diplomatie d'influence n'a permis jusqu'ici de produire aucun résultat concret. L'intention serait peut-être de réduire la participation d'[Ahmad Wali Karzai] dans les affaires de Kandahar ainsi que l'influence qu'il y exerce. Toutefois, la convivialité des réunions et l'âge avancé des fonctionnaires traitant avec lui semblent lui donner l'impression que son influence grandit et que son point de vue sur l'approche de la stabilisation est très apprécié¹¹³. [Traduction]

Karzai continuait d'essayer d'exploiter encore une fois ses relations pour obtenir que des forces soient déployées dans la partie nord du Khakrez. Les analystes canadiens, qui ne semblaient pas être au courant de la longue histoire des manipulations de Karzai concernant le Ghorak et le Khakrez, croyaient que c'était là un intérêt légitime de sa part en matière de sécurité¹¹⁴.

Toute la situation a failli échapper à tout contrôle en mai. Le Mgén Sher Mohammad Zazai de l'Armée afghane a ouvertement accusé Ahmad Wali Karzai d'exproprier des terres illégalement. Cela a entraîné la suspension des travaux du Conseil provincial par les membres et le président de ce dernier, Ahmad Wali Karzai. Zazai a formulé ses allégations immédiatement après la communication à un journaliste américain de renseignements selon lesquels Karzai importait présumément des engrais à base de nitrate d'ammonium que l'ennemi utilisait pour fabriquer des EEI. Soudainement, de multiples sources extérieures ont exercé des pressions, car les médias internationaux s'intéressaient à la question¹¹⁵.

Comme toujours, les rouages de l'affaire n'étaient pas simples, et comme auparavant, cette situation complexe avait des effets sur les opérations canadiennes à Kandahar. Le Mgén Zazai était au milieu d'une manœuvre bureaucratique extrêmement complexe comportant la création d'une deuxième brigade pour Kandahar et le déploiement d'autres kandaks dans la province. Cette évolution était essentielle au plan de la stabilisation des districts de Panjwayi, de Zharey, d'Arghandab et de Dand. Quand Karzai et ses alliés ont contre-attaqué pour discréditer Zazai, les plans ont été ébranlés, et la situation est devenue instable. La rumeur selon laquelle Zazai allait bientôt être réaffecté loin de Kandahar s'est mise à circuler.

Puis, la nouvelle a été annoncée qu'un nouveau général de la police provinciale allait arriver : Khan Mohammed. Ce dernier était le dernier chef alikozai survivant de l'époque du mollah Naqib, les autres ayant été assassinés en 2008. Élément intéressant, Khan Mohammed était loin de parler avec enthousiasme des structures d'influence popalzaies et barakzaies à Kandahar¹¹⁶.

La pression s'exerçant sur Ahmad Wali Karzai s'est accentuée de nouveau en mai. Une plainte a été déposée par deux personnes qui soutenaient avoir été prisonniers dans une prison illégale dirigée par Karzai dans le district de Daman. Hormis toutes les autres

accusations de corruption habituelles, une de ces personnes a même prétendu qu'une relation criminelle existait entre Ahmad Wali Karzai et le commandant taliban, le mollah Shakur, et que Karzai avait manipulé les forces coalisées pour que le mollah Shakur soit assassiné et qu'« ainsi, sa relation avec ce dernier ne soit jamais rendue publique¹¹⁷ ». [Traduction] La situation a fait boule de neige, et la saga s'est poursuivie jusqu'à ce que le garde du corps de Karzai l'abatte, le 12 juillet 2011.

Ce qu'il importe ici de comprendre, c'est que la gouvernance à Kandahar a été intégralement compromise pendant l'été de 2010, ce qui a eu des effets négatifs sur le commandement et le contrôle des forces de sécurité afghanes. Dans la foulée de l'échec des élections nationales de 2009 et au beau milieu d'une campagne d'assassinats, il était impossible que la population appuie quelque chef provincial que ce soit alors en poste. La FO Kandahar ne pouvait pas faire grand-chose, sauf appuyer les éléments afghans encore en scène, contre-attaquer judicieusement les insurgés quand et où c'était possible, et faciliter l'arrivée des troupes étasuniennes.

La campagne d'assassinats dans la ville de Kandahar, en mai 2010

Les assassinats de la fin d'avril ont donné lieu à la riposte (dès lors déjà orchestrée) appelée Op ATAL. Au début de mai, plusieurs caches et un local de production de documents de propagande ont été découverts pendant de vastes opérations de bouclage et de fouille. Cependant, la véritable réussite de l'Op ATAL a résidé dans le fait qu'elle a mis au jour « le plan de jeu » des insurgés, au profit des chasseurs spécialisés. Plusieurs raids effectués le 3 et le 4 mai et s'étant ajoutés à l'Op ATAL se sont soldés par la capture de cinq chefs de cellule, et un autre a été abattu. Un autre chef de cellule a été capturé alors qu'il essayait de sortir de la ville¹¹⁸.

Les renseignements recueillis au cours de cette opération aidaient à comprendre la méthodologie des insurgés dans la ville. En gros, il y avait deux types de cellules « exécutantes ». D'une part, il y avait les cellules existantes dans Kandahar qui étaient reliées aux réseaux établis dans les districts adjacents. Il s'agissait sans doute d'organisations plus anciennes. Par ailleurs, il y avait plusieurs cellules autonomes qui menaient leurs propres opérations dans la ville et qui n'avaient aucun lien avec les cellules et les réseaux existants. Ces organisations étaient plus récentes. Il semblait que les chefs talibans, ou l'ISI, ou les deux pouvaient au besoin diriger les cellules autonomes aux fins d'une opération donnée, et que des spécialistes membres d'Al-Qaïda et de Lashkar-e Taiba pouvaient être envoyés en déploiement pour opérer seuls ou en collaboration avec n'importe laquelle des cellules, s'il le fallait.

L'aspect important de cette mutation structurelle était que les opérations terroristes urbaines dépendaient de moins en moins des forces et des réseaux insurgés dans les districts

occidentaux et que, partant, elles étaient sans doute moins vulnérables aux opérations de la coalition en général. Ce n'était pas une coïncidence qu'ils fussent aussi plus réceptifs aux ordres venant du Pakistan. En effet, il y avait de plus en plus d'informations sur la participation d'ISI aux opérations. Un commandant taliban a prétendu qu'ISI avait rédigé le plan de campagne de la saison¹¹⁹.

L'accalmie après les raids a duré une semaine environ. Le Lcol Nabi Gul, chef de bureau de la prison de Sarposa, a ensuite été abattu. Gul entretenait des relations exceptionnellement étroites avec le personnel de Service correctionnel Canada et il était considéré comme étant un des « incorruptibles ». Cet assassinat était particulièrement troublant, car il risquait de torpiller les importants progrès qui s'accomplissaient à Sarposa. Par exemple, le Gén McChrystal, commandant de la FIAS, avait mis sur pied une force opérationnelle interarmées spéciale, appelée FOI 435, en la chargeant de surveiller les activités des détenus, après avoir compris que le système carcéral en Afghanistan était devenu une pépinière débridée d'insurgés¹²⁰. La FOI 435 a été impressionnée par les opérations canadiennes après sa première visite à Sarposa et elle a ultérieurement établi des liens étroits avec les Canadiens pour surveiller les détenus insurgés¹²¹. Plus tard, on a confirmé qu'un commandant taliban capturé et incarcéré à Sarposa, qui était sur le point d'être transféré à la prison de Pul-e-Charkhi près de Kaboul dans le cadre d'un programme qui visait à saper les réseaux insurgés dans les prisons, avait orchestré l'assassinat de Nabi¹²². D'autres opérations menées après cet assassinat ont révélé que ce commandant taliban avait aussi des relations dans la structure d'influence de Kandahar, ce qui a mis ces relations au jour pour ceux qui s'intéressaient à de tels aspects du conflit.

Le 16 mai, le quartier général de la Police frontalière afghane a été le théâtre de trois attaques suicides. Le 20 mai, le nombre de personnes tuées a augmenté considérablement, à telle enseigne que le CRTS et le CRTS (Avancé) ont eu du mal à signaler tous les attentats. Il y a eu douze meurtres en sept jours; là-dessus, on a estimé que quatre n'avaient pas été commis par des insurgés, que cinq l'avaient été, et que les trois autres avaient possiblement été perpétrés par des insurgés ou quelqu'un d'autre. Le 26 mai, un entrepreneur de l'USPI a été abattu. Ensuite, un attentat-suicide commis à l'aide d'EEI placés dans un véhicule se rendant au Camp Nathan Smith a été déjoué, le 27 mai : le véhicule a explosé sans faire de blessés¹²³.

À peu près à ce moment-là, une suite d'opérations de sécurité menées dans l'Arghandab ont abouti à la neutralisation progressive de chefs ennemis. Les renseignements recueillis pendant ces opérations ont mené les chasseurs à des cellules dans la ville de Kandahar. Un raid exécuté tard au mois de mai a éliminé un des chefs de cellule de la ville qui comptait sur une route empruntée par les insurgés pour se rendre dans l'Arghandab. En outre, lors d'un raid indépendant, la DNS a capturé un autre commandant taliban qui avait organisé l'attaque contre le quartier général régional de la Police frontalière afghane. Une autre opération indépendante a permis de débarrasser la ville d'un chef ennemi : soit il passait par Zangabad (Panjwayi),

ou bien il s’y reposait. Le nombre d’attaques à l’EEI dans la ville de Kandahar a chuté, mais les assassinats du personnel de niveau intermédiaire se sont poursuivis.

Les opérations dans le district de Dand, mai 2010

Au cours des 48 premières heures de mai, l’escadron de cavalerie du Lcol John Paganini lançait l’Op MA SHAM dont l’objectif était de dégager Gorgan et d’y établir un poste fortifié de la FO 1-71. Le tout se fit sans incident. La police afghane et les volets « Tenir » et « Construire » des opérations dans le Dand étaient devenus sources de problèmes, non pas à cause de la police du district, mais plutôt cette fois en raison de la Police nationale afghane pour l’ordre civil (PNAOC). Cette dernière avait été amenée là dans le cadre du Programme de perfectionnement ciblé de la police par district, au moment où la milice barakzaie avait communiqué sa volonté d’être intégrée dans la police. Toutefois, seulement la moitié des effectifs que la PNAOC devait envoyer est arrivée, ce qui ne suffisait pas pour compléter les effectifs de la police du Dand. C’est ainsi que des éléments de la Réserve provinciale de la police ont fait leur entrée dans l’équation. L’ELMOP canadienne dans le Dand a signalé que cette unité de la PNAOC était problématique. En gros, les membres de l’unité étaient extrêmement réticents à coopérer avec la FO 1-71, l’ELMOP ou le CCO-D, et ce, pour des raisons comprises par eux seuls. C’était inhabituel, car généralement, les unités de la PNAOC avaient bonne réputation¹²⁴.

Le Lcol Paganini voyait bien que Nazek tenait la barre de la gouvernance dans le Dand. Nazek se rendait régulièrement dans les localités pour régler les différends en matière de gouvernance et il veillait à rester en contact avec la population. À titre d’exemple, citons sa mise en œuvre d’une nouvelle politique gouvernementale mettant l’accent sur les écoles. Il a déclaré aux localités peu nombreuses qui hésitaient à se doter d’une école qu’elles seraient exclues de l’Assemblée de développement des districts et que, si elles voulaient que des projets soient exécutés chez elles, elles devaient y installer des écoles. Selon un rapport de la COCIM à cet égard :

Il leur a été répété à maintes et maintes reprises que la sécurité et les questions d’éducation dans chaque village relevaient d’abord et avant tout de ses habitants, sous la direction de ses maliks [...] Il était largement accepté et convenu que les enfants du Dand incarnaient l’avenir du pays et qu’ils devaient par conséquent recevoir une éducation, mais il était évident que les chefs des villages semblaient se contenter de se plaindre des problèmes et de s’entendre sur des solutions sans toutefois prendre des mesures pour les mettre en œuvre. Le commandant de l’Armée nationale afghane (ANA) a très bien précisé que les villages devaient cesser de dépendre de la FIAS et que les habitants du Dand devaient fièrement se charger de combattre pour la liberté dont ils profitaient alors, au lieu de se quereller au sujet des vieux problèmes et des divergences de vues entre tribus¹²⁵.

Parallèlement, Nazek travaillait avec la COCIM, l'ACDI, le MAECI, l'ELMOP, la FO 1-71 et le CCO-D pour mettre en œuvre un plan de stabilisation du district qui mettait en scène l'amélioration des relations entre les 134 conseils de développement communautaire et les instances de gouvernance au niveau du district¹²⁶. Dans certains secteurs, la COCIM canadienne était déjà en train de céder certaines fonctions au Programme culturellement structuré d'emploi des jeunes dans les collectivités¹²⁷.

Sur le front de la sécurité dans le Dand, les choses étaient passablement calmes. Il y a eu trois attaques à l'EEI, qui ont toutes été exécutées avec des méthodes permettant de déjouer les systèmes de contre-mesures installés sur les véhicules amis. Dans deux cas, les véhicules aériens sans pilote survolant le district et autres ressources ISTAR ont traqué les auteurs de ces attentats depuis leurs caches. Deux équipes ont été appréhendées et, dans un autre cas, une équipe a été traquée jusqu'à sa fabrique d'EEI, qui a ensuite fait l'objet d'un raid et puis a été fermée. La police pour l'ordre civil a été engagée dans une escarmouche vers la fin du mois et elle a capturé un membre d'une petite équipe d'insurgés poseurs d'EEI¹²⁸.

Dans l'ensemble, l'insurrection dans le Dand battait de l'aile. Un petit nombre d'insurgés passaient par la partie nord du district pour se rendre à Malajat, mais ces itinéraires de contournement étaient difficiles repérer. Quelques localités du Dand occidental étaient témoins d'actes d'intimidation. Le centre du Dand se consolidait déjà sous le contrôle du gouvernement. Néanmoins, le secteur au sud de la rivière Tarnak posait des difficultés, en particulier les villages de Khadan et de Nakudak qui n'avaient envoyé aucun représentant auprès du gouvernement du Dand. Il a été établi que Nakudak était un lieu de rassemblement des insurgés de Nakhonay. Tard en mai, on apprenait qu'un certain mollah Monib allait bientôt arriver dans le district pour revigorer l'insurrection qui était en perte d'aplomb¹²⁹.

Les opérations dans le district de Panjwayi, mai 2010

Le 5 mai, le GT du 1 RCR prenait officiellement le contrôle de sa zone d'opérations. Les compagnies d'infanterie et la COCIM continuaient d'exécuter les tâches qui leur avaient été attribuées : assurer la liaison avec les responsables du projet routier de l'UNOPS, discuter de la construction d'écoles à Chalghowr et de l'installation de nouveaux haut-parleurs de mosquée à Loi Kala. En moins d'une semaine, le Lcol Mialkowski et ses hommes « livraient bataille partout où nous allions. Les contacts se multipliaient. Nos troupes ont été en contact avec l'ennemi aux Avant-postes de combat Panjsher, Ballpeen et Patricia. Chaque fois que nous prenions la route ou que nous nous déplaçons, nous nous heurtions à l'ennemi. Sperwan n'était ni plus ni moins qu'un nid de guêpes. La situation commençait à devenir démentielle¹³⁰. [Traduction] (Voir la figure 7-5.)

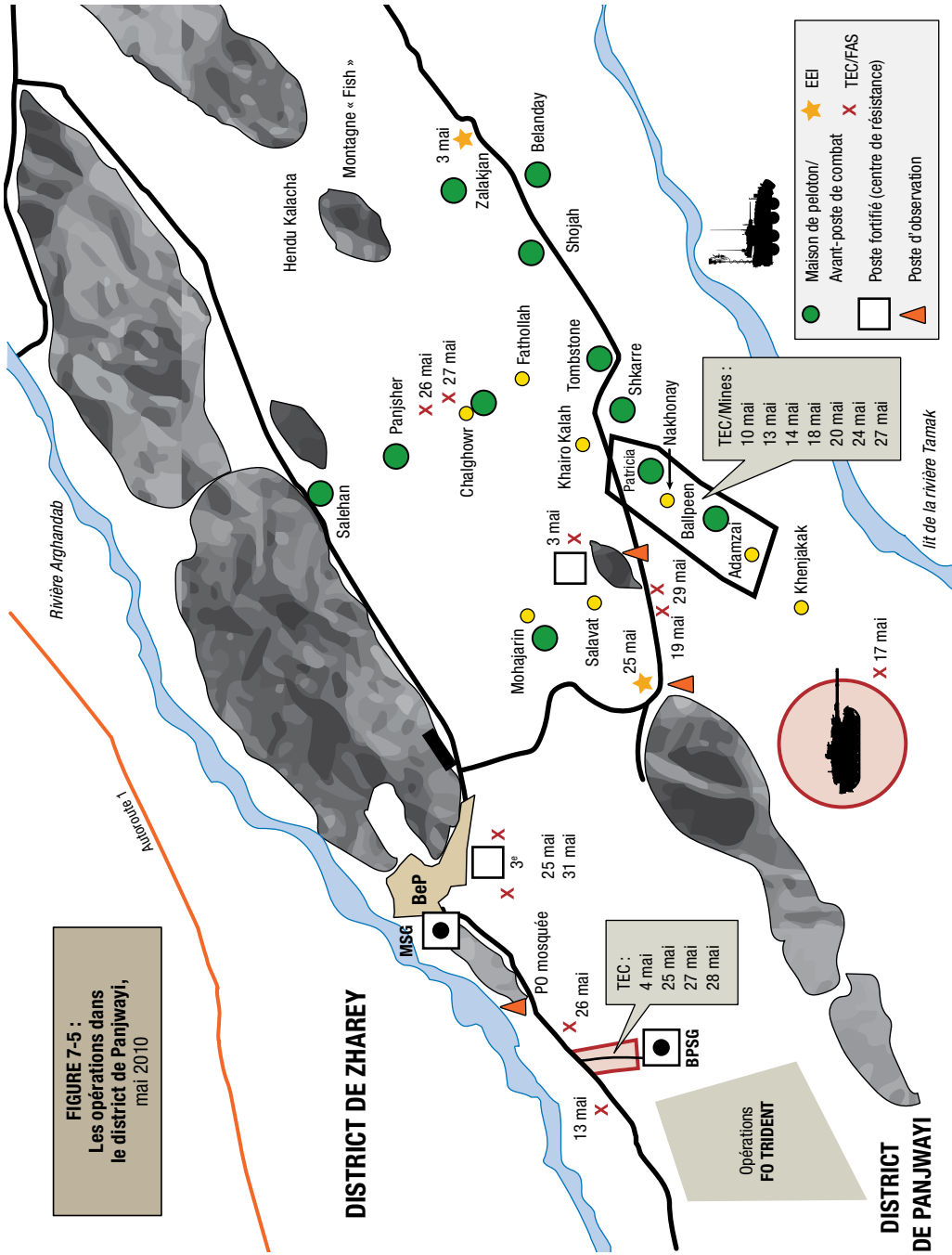


Figure 7-5 : Les opérations dans le district de Panjwayi, mai 2010

Selon l'appréciation des Canadiens, le commandant insurgé Hafiz Majid était de retour, avec ordre direct de la choura de Quetta d'exercer des pressions sur le district de Panjwayi. Le mollah Qasim et Haji Amir, deux survivants expérimentés, l'ont rencontré à Zangabad pour d'autres instructions. Une équipe d'Al Jazeera composée de huit hommes est arrivée à Mushan peu après avec des lettres d'accréditation de la choura de Quetta. Cette équipe s'est réunie avec Majid et d'autres qui ont ensuite communiqué avec les chefs supérieurs des insurgés à Kandahar et leur ont dit d'aider cette équipe de toutes les façons possibles. Les journalistes avaient apparemment laissé derrière eux plusieurs caméras numériques pour que les insurgés s'en servent pendant leur campagne d'été contre les Canadiens et qu'ils transmettent ensuite les images à Al Jazeera en vue de futures radiodiffusions¹³¹.

La période estivale des combats a commencé en trombe, le premier EEI ayant été dirigé contre le détachement de dégagement des itinéraires de la FO Thor pendant qu'il dégagait la route près de Salavat, une région qui avait été relativement tranquille pendant plusieurs mois. Le jour suivant l'explosion, une patrouille de la Compagnie Charles a découvert un EEI de grande puissance sur l'itinéraire BROWN. L'Escadron de neutralisation des explosifs et munitions (NEM) est entré dans le secteur pour exploiter l'engin. À sa sortie, il a heurté un EEI : le M 2 Craig Blake, membre de l'Unité de plongée de la Flotte (Atlantique), a été tué, et deux soldats ont été blessés. Il a été établi que les chefs à Zangabad avaient prévu qu'une offensive canado-afghane aurait lieu le long de l'itinéraire HYENA en direction de Mushan et qu'ils avaient saturé d'EEI tout le secteur¹³².

Le Maj Steve Brown et la Compagnie O étaient confrontés à une nouvelle réalité dans leur secteur. Comme des patrouilles dynamiques étaient menées dans le centre est du Panjwayi, les habitants de l'endroit les ont informées que l'ennemi préparait une campagne d'intimidation contre les populations de Salavat, Mohajerin et Chalghowr. Les chefs de village ont reçu des insurgés l'ordre d'aller rencontrer les chefs talibans et ils ont été avertis qu'ils seraient « sommés » de comparaître devant un tribunal taliban. Un ancien a reçu l'ordre d'aller rencontrer un représentant des talibans à Sperwan – y avait-il pire endroit? – où on lui a dit qu'il serait « accusé » d'avoir coopéré avec les FIAS. Cet ancien avait apparemment tenu tête au représentant insurgé en lui répondant qu'il « coopérait avec la FIAS parce qu'elle veut améliorer son village en aidant la population, en réparant les puits et en remettant l'école en état¹³³ ». [Traduction] Les habitants de l'endroit continuaient à remettre des munitions non explosées aux Canadiens et à révéler l'emplacement d'EEI aux forces de sécurité. Les actes d'intimidation visaient aussi un projet exécuté par l'OTC à Belanday, et un EEI y avait été posé pour frapper l'équipe canadienne.

La Compagnie B du Maj Austin Douglas, à Nakhonay, était la cible de multiples EEI. En une semaine, quatre attentats distincts ont tué le Sdt Kevin McKay du 1 PPCLI et blessé gravement six autres Canadiens et un maître-chien contractuel. Des patrouilles dynamiques et des renseignements fournis par la population locale ont permis de découvrir une grosse cache d'EEI à fragmentation directe avant qu'ils n'aient pu être utilisés¹³⁴.



Photo : Auteur

Plusieurs chouras ont eu lieu avec les anciens de Nakhonay pour les convaincre qu'il était dans l'intérêt de la collectivité de chasser les insurgés. Malheureusement, certains de ces anciens, y compris des personnes prises en photo ici, étaient en fait des chefs insurgés.

Vers la fin de mai, l'ennemi a attaqué la Compagnie B à l'aide de tirs d'armes légères au cours d'engagements directs, et le nouveau chef de police du district a envoyé vingt agents dans Nakhonay. L'escadron de chars du Maj Rob Mackenzie s'est alors déployé dans un laager, à l'ouest de la chaîne d'Adamzai, afin de perturber les mouvements ennemis.

De temps à autre, les chars Leopard manœuvraient pour appuyer la Compagnie B tandis que ses pelotons opéraient à partir de l'Avant-poste de combat Ballpeen. Même en plein jour, les insurgés tiraient des GPF sur les chars dans différents secteurs, mais ces chars n'ont pas été endommagés : dans leur riposte, ils ont supprimé les équipes ennemies¹³⁵.

Au début, les conditions étaient bonnes à Bazaar-e Panjwayi. Des patrouilles régulières exécutées par les forces de sécurité afghanes, avec ou sans partenaire, donnaient à penser que « l'absence d'activité de la part des insurgés pouvait être attribuée au solide rendement de l'ANA (2/1/205). Selon la population locale, les insurgés évitent Bazaar-e Panjwayi et les environs parce que l'ANA les y découvrirait [...] Par suite de l'arrivée récente d'un nouveau commandant de la PNA à Bazaar-e Panjwayi, le rendement de la police locale s'est amélioré¹³⁶. » [Traduction]

La dynamique des activités de la police dans le district intriguait les observateurs canadiens. Entre mai et septembre 2010, le chef de police du district avait été démis de ses fonctions et remplacé à quatre reprises. Le titulaire resté en poste le plus longtemps s'est immédiatement attaqué à Issa Khan, le policier survivant corrompu qui commandait le poste de contrôle de Salehan, sur l'itinéraire HYENA EST, et qui était le frère du malik de Salehan. Des rapports ont révélé que les talibans étaient invités à Salehan, et les Canadiens ont dit craindre qu'une cellule de poseurs d'EEI fût en route pour venir s'installer dans le village pour en faire leur base. Le nouveau chef n'hésitait aucunement à envoyer des agents à Nakhonay et il l'a effectivement fait, au grand chagrin des agents de police qui devaient s'y rendre et y vivre. L'absence d'Haji Baran, qui était malade, favorisait l'amélioration des services de police dans le district¹³⁷.

Finalement, grâce aux renseignements dont disposait la police, on a appris que les derniers membres du réseau Nabi opéraient encore depuis Haji Habibollah, au sud de Bazaar-e Panjwayi, et ils ont été repérés. Le 2^e Kandak a orchestré l'Op OBEH SURKH. C'est ainsi que le 21 mai, une compagnie d'infanterie afghane a réussi, avec l'aide d'un peloton de la Compagnie Charles, à dégager Haji Habibollah, y établissant une position de l'Armée afghane afin d'en assurer la sécurité. Après un bref échange de feux, les Afghans ont capturé les tireurs ennemis¹³⁸. Haji Habibollah devenait la « ligne de front » contre laquelle les insurgés s'en prenaient à l'aide d'armes légères. Des pertes humaines ont été recensées dans les deux camps, mais les tireurs ennemis ont encore une fois été arrêtés par les Afghans. L'Op OBEH SURKH a vraisemblablement contribué à améliorer la sécurité à Bazaar-e Panjwayi en interdisant aux insurgés l'accès à leur lieu traditionnel de rassemblement dans le village.



Photo : Auteurs

Au cours de l'année 2010, contrairement à Nakhonay, Bazaar-e Panjwayi prospérait. La photo montre une patrouille canadienne se frayant un chemin dans un marché très achalandé.

Un certain nombre de problèmes se posaient au Maj Eleanor Taylor et à la Compagnie Charles. L'abscisse 28 demeurait une ligne de front tant physique que psychologique, et le Maj Taylor devait sécuriser l'itinéraire BROWN et sa jonction avec l'itinéraire HYENA. Des patrouilles et des mesures de sécurité s'imposaient dans trois secteurs : Na'al Bazaar et Pay-e Moluk, à l'ouest de l'itinéraire BROWN; le groupe de localités à l'est de ce dernier et jusqu'à celles de Sperwan, à l'est de la base d'opérations avancée; les localités situées à l'est et au sud-est de la base, collectivement appelées Sketcha (c'était approximativement la région de l'ancien quadrilatère de stabilité de Sperwan décrit dans les chapitres 3 et 4)¹³⁹.

Ont été chargées de ces tâches les unités suivantes : la Compagnie Charles; une compagnie afghane d'infanterie du 2^e Kandak; trois pelotons de la Compagnie des armes du 2^e Kandak dans les trois positions le long de l'itinéraire HYENA; des troupes d'artillerie canadiennes et afghanes. Le peloton de reco du Capt Mike Mendyka a renforcé la Compagnie Charles.

Au cours de ses patrouilles, la Compagnie Charles a appris que les mêmes tactiques d'intimidation employées dans le centre est du Panjwayi l'étaient aussi contre les ouvriers qui travaillaient sur l'itinéraire BROWN. Un individu a appelé un ancien par téléphone cellulaire en prétendant représenter un commandant taliban. L'ancien a demandé les motifs des menaces et la permission de travailler de manière à ce que ses hommes et lui puissent nourrir leur famille. L'ancien a ensuite exigé de son interlocuteur qu'il lui donne le nom de son commandant. L'insurgé s'est mis à rechigner et a raccroché. L'ancien a communiqué avec l'Équipe de la COCIM et lui a dit que ses hommes et lui continueraient à travailler à condition d'être protégés¹⁴⁰.

Cependant, il n'y avait aucun agent de police. La compagnie afghane, désormais dépourvue de mentors, refusait d'exécuter des opérations de plusieurs jours seule ou avec la Compagnie Charles. Des pelotons canadiens ont été affectés à des tâches prioritaires ailleurs, et puis il y avait les congés de retour au domicile qui réduisaient l'effectif réel. Il n'y avait tout simplement pas assez d'effectifs pour poursuivre le principal objectif, c'est-à-dire assurer la protection de la population. La tactique de l'ennemi consistant à « faire feu puis à fuir » mettait de façon disproportionnée les forces coalisées sur le qui-vive¹⁴¹. À plusieurs reprises, cependant, des insurgés en train de poser des EEI dans les ponceaux ont été ciblés par les canons de 25 mm et ils ont tous été tués¹⁴². L'équipe de NEM a été appelée pour désamorcer un autre engin qui a explosé et blessé un de ses membres. L'ennemi a continué à poser des EEI le long de BROWN, et la Compagnie Charles s'est étonnée que cela puisse se produire tandis que l'itinéraire était surveillé. Des habitants de l'endroit ont découvert un EEI dans un des ponceaux, ce qui a entraîné le déploiement d'une patrouille pour évaluer l'engin en attendant l'arrivée de l'équipe de NEM. L'ennemi a attaqué la patrouille avec des armes légères. Pendant le combat, un soldat canadien a buté contre un autre EEI qui a explosé. Ce soldat a été blessé¹⁴³. Le 13 mai, un incident plus choquant a comporté une attaque contre les troupes afghanes au PO Kyber, en même temps qu'une équipe munie de GPF tirait sur un convoi de camions de gravier qui a ensuite accéléré pour sortir de la zone d'abattage. La force qui avait tendu l'embuscade était constituée de combattants disciplinés d'en dehors de la région¹⁴⁴.

Résultat : le Maj Taylor ne pouvait ni assurer une présence suffisante dans les localités autour de Sperwan Ghar ni produire les effets de protection nécessaires aux activités de développement ou à celles de l'équipe de la COCIM, effets qu'aurait garantis l'affectation de pelotons dans des localités précises. Le Maj Taylor a donc modifié la mission de la compagnie : elle lui a demandé de perturber l'ennemi dans la région, cela pour mieux protéger la population. Des patrouilles faites au hasard et d'autres mesures ont été employées, mais il était évident que ni les forces du gouvernement ni les forces coalisées ne pouvaient rassurer convenablement la population, de sorte que celle-ci a essentiellement coupé ses liens avec la Compagnie Charles et a fermé Na'al Bazaar¹⁴⁵.

L'Escadron de reco a poursuivi sa tâche fastidieuse, mais vitale, consistant à observer les itinéraires entre Bazaar-e Panjwayi et les collectivités du centre est du Panjwayi. Le PO Cliff, installé dans un lieu désolé envahi par la poussière d'ange et jonché de gros rochers chauds, contribuait à la surveillance de la jonction routière « à cinq rayons ». Cependant, le 24 mai, un convoi de ravitaillement se dirigeant vers le PO Cliff a été touché par un EEI qui a tué le Cvr Larry Rudd, des Royal Canadian Dragoons (RCD), et qui a blessé cinq autres soldats¹⁴⁶.

La Compagnie A a continué de patrouiller dans les localités du centre est avec ses partenaires afghans du 2^e Kandak. Des habitants de Chalthowr et des environs lui ont signalé de multiples cas d'intimidation. L'ennemi s'en est alors pris ouvertement, en plein jour, à une patrouille de la Compagnie A. Au cours d'une fusillade, les Canadiens ont tué un insurgé qui portait une veste tactique et des bottines de randonnée Merrell, ce qui ne correspondait pas à l'équipement employé par les talibans locaux¹⁴⁷. Le lendemain, l'ennemi attaquait l'Avant-poste de combat Panjsher avec des armes légères. Des discussions avec des habitants de l'endroit ont révélé que l'ennemi avait déjà imposé un couvre-feu à Chalthowr : quiconque serait aperçu dans les rues après le couvre-feu serait abattu, et toutes les antennes devaient être rentrées. Quiconque se servirait d'un téléphone cellulaire recevrait une amende¹⁴⁸. La Compagnie A a accru le nombre de patrouilles pour protéger la population.

À la fin de mai, des combats avaient constamment lieu sur l'itinéraire BROWN, à Nakhonay, au sud d'Haji Habibollah, et c'était maintenant aussi le cas à Chalthowr. Des EEI étaient maintenant repérés régulièrement le long de l'itinéraire LAKE EFFECT, et l'un d'eux visait le convoi du QG du contrôle aérien tactique (CAT) qui transportait le commandant adjoint du GT du 1 RCR. Les chouras ont été annulées, et aucun progrès n'a été accompli à l'Assemblée de développement des districts. Le gouverneur du district, Haji Baran, était absent pour des raisons médicales, de sorte que le leadership était quasi inexistant. Encore une fois, le Panjwayi était en difficulté. Le seul gain apparent avait été la destitution du commandant insurgé Haji Amir par les forces coalisées, le 30 mai, dans le district. Ce succès a suscité une paranoïa utile importante chez les chefs talibans, car ils se demandaient qui avait livré Haji Amir à leur adversaire, et ils ont impitoyablement fouillé leurs rangs pour y trouver un traître qui n'existait peut-être même pas, ce qui y provoquait une perturbation encore plus grande¹⁴⁹.

Le peloton de reco du Capt Mike Mendyka exécutait des missions de reconnaissance rapprochée des cibles et des tâches secrètes d'observation rapprochée, d'habitude à l'appui d'opérations de dégagement, de 24 à 48 heures avant celles-ci. Cela comprenait l'acquisition de renseignements sur le mode de vie de la population locale. Le long de l'itinéraire HYENA, le peloton de reco a camouflé une caméra infrarouge (IR) télécommandée et a ainsi recueilli des données sur les mouvements pendant plusieurs semaines. Il a aussi utilisé les toits d'enceintes abandonnées et les hauteurs du terrain comme postes d'observation.

Les membres du peloton ont aussi cherché des signes révélant la présence d'EEI, ils ont traqué des personnes d'intérêt, ils ont rassemblé des renseignements sur le « terrain humain » et ils ont fourni au Lcol Mialkowski des données sur la « CS (brun) ». Le peloton de reco opérait dans l'ensemble du district de Panjwayi : il accompagnait les patrouilles ou occupait des « caches » secrètes à Salavat Ghar et à d'autres endroits¹⁵⁰. Ces capacités ont aidé à décrire avec plus de précision les caractéristiques propres aux zones clés qui n'étaient pas régulièrement observées et elles ont permis de grandement renforcer les opérations du GT.

Les opérations anti-EEI en 2010

En 2010, des changements importants avaient été apportés aux opérations anti-EEI. Le pivot de cet effort était maintenant l'escadron de NEM. Du point de vue philosophique, cet escadron avait cessé d'« attaquer le réseau », comme ses prédécesseurs le faisaient, pour chercher plutôt à « neutraliser le dispositif ». L'« attaque du réseau » faisait désormais fait partie d'un combat de plus haut niveau qui faisait intervenir le Commandement régional (Sud) et les unités étatsuniennes spécialisées intégrées qui affluaient dans Kandahar. Le CRTS assumait des responsabilités accrues à l'égard du renseignement anti-EEI, tandis que l'escadron de NEM lui transmettait des données techniques à mesure qu'il les recueillait. Le CRTS se chargeait aussi du laboratoire, et une autre entité s'est occupée d'analyser les composants physiques et les éléments biologiques. L'escadron de NEM continuait de donner l'instruction « préparer la force ». Il a aussi déployé quatre équipes anti-EEI qui pouvaient faire l'exploitation technique, et il assumait la responsabilité de « l'ELMO-B », une équipe qui enseignait les techniques anti-EEI à l'Armée afghane¹⁵¹.

Le déploiement en plus grand nombre de véhicules Cougar de l'équipe anti-EEI facilitait les opérations de NEM. Chaque équipe pouvait exécuter les opérations pour neutraliser le dispositif tout en l'exploitant techniquement. Le principal robot employé par les équipes demeurait le Telerob EOD, mais le robot léger appelé Dragon Runner a aussi été mis en service à ce moment-là. Le vieux Vanguard avait terminé sa vie utile¹⁵². La Force opérationnelle étatsunienne THOR et les équipes d'ouverture d'itinéraire de circonstance (COIC) canadiennes, qui participaient à l'effort anti-EEI, mais ne faisaient pas partie de l'escadron de NEM, continuaient sur une base régulière leurs manœuvres de dégagement d'itinéraires dans la zone d'opérations. Si elles trouvaient un engin, une équipe de NEM se rendait sur les lieux et s'en occupait.

Les fabricants d'EEI ont continué d'innover. Ils comprenaient maintenant le fonctionnement des contre-mesures électroniques et leurs limites. Ils n'y étaient pas parvenus uniquement en manœuvrant par essais et erreurs contre les troupes canadiennes. Ils avaient eu accès à une formation continue fournie par des spécialistes qui s'étaient infiltrés dans leurs zones d'opérations, et ils pouvaient compter sur une encyclopédie virtuelle de données constituée notamment grâce à des échanges avec toute une gamme de groupes d'insurgés de l'intérieur et d'en dehors de l'Afghanistan.

Il y avait de plus en plus d'engins déclenchés par la victime, et beaucoup étaient activées par des mines antipersonnel. Ces dernières n'étaient pas des engins de circonstance, en ce sens qu'elles provenaient de l'Iran et du Pakistan. L'utilisation des mines antichars iraniennes s'est accrue progressivement en 2010. Jusque-là, les pénétrateurs formés par explosion fabriqués en Iran et utilisés contre les forces étasuniennes en Iraq n'avaient pas été employés à Kandahar. Le recours aux engins radiocommandés a diminué, mais ils étaient encore présents, et des signes montraient que les insurgés qui les posaient savaient comment déjouer les contre-mesures électroniques¹⁵³.

Du point de vue canadien, le changement le plus important était l'utilisation de charges à fragmentation directionnelle (CFD), autrefois appelées « charges à fragmentation directionnelle précise ». La CFD était une arme de circonstance composée d'une douille d'obus, d'un explosif de fabrication artisanale et de roches, d'écrous, de boulons ou de tout autre article pouvant servir de shrapnel. Ces armes étaient enfouies dans les murs de boue à hauteur de la tête et des épaules, ou placées dans les arbres et elles étaient conçues pour décapiter les soldats. Certains étaient activés par un fil de traction et d'autres étaient filocommandés¹⁵⁴.

Selon l'appréciation des Canadiens, ces EEI étaient essentiellement des armes tactiques du niveau d'un peloton, posées par des sapeurs, plutôt que des engins « opérationnels ou stratégiques » conçus pour causer des pertes massives et pour influencer sur les opérations d'information nationales. Le terrorisme avec bombes humaines demeurait un jeu très spécialisé qui était joué par des cellules professionnelles s'intéressant aux volets religieux et idéologiques d'un conflit qui allait au-delà de l'Afghanistan. La piste remontant à l'origine de ces opérations amenait les analystes aux madrasas pakistanaïses et de plus en plus en dehors de la zone d'opérations de moins en moins grande du Canada dans la province de Kandahar¹⁵⁵.

L'affaire Ménard et le retour du Bgén Vance

Le 25 mars, le Bgén Ménard a déchargé son arme par accident (tir négligent) au KAF : de trois à cinq balles ont été tirées au moment où il montait à bord d'un hélicoptère avec le chef d'état-major de la Défense. Une enquête sur l'incident a commencé le lendemain. Le 16 avril, près de trois semaines plus tard, *The Montreal Gazette* a fait sortir la nouvelle. Des éléments hyperpatriotiques des médias des É.-U., encore vexés par ce qui s'était passé au pont de Tarnak et par le rôle que Ménard avait alors joué selon eux, se sont acharnés de nouveau sur le commandant de la FO Kandahar et se sont mis en quête de renseignements susceptibles de lui être préjudiciables. Finalement, il a été révélé que le Bgén Ménard avait eu une relation inappropriée avec une subalterne pendant qu'il était dans le théâtre d'opérations et qu'en fait, il s'était ingéré dans l'enquête qui avait porté sur cette relation. Ces renseignements ont proliféré rapidement dans les milieux médiatiques, bien qu'ils fussent déjà bien connus dans les cercles de l'Armée canadienne¹⁵⁶.



Photo : Auteur

Quand les troupes canadiennes ont délaissé les opérations embarquées pour mettre l'accent sur les patrouilles locales, les insurgés ont eux aussi modifié leurs tactiques et eu recours à des EEI antipersonnel prenant la forme de charges à fragmentation directionnelle (CFD). Ces engins sont constitués d'une douille d'obus russe de 152 mm remplie d'explosifs artisanaux, de roches et de clous.

À cause de cette affaire, les relations entre l'Armée canadienne et les Forces terrestres des É.-U. à Kandahar se sont détériorées plus que jamais. Le système culturel militaire étasunien voyait d'un mauvais œil les relations extramatrimoniales, et une liaison de ce genre justifiait le renvoi à leurs yeux. La culture militaire canadienne tolérait les relations extramatrimoniales, mais non la fraternisation dans un théâtre d'opérations. Cela n'a fait qu'ajouter aux problèmes existants et perçus entre les divers commandants alliés. Le fait qu'existait une certaine forme de scandale sexuel, même bénin d'après les normes nord-américaines, risquait d'être fort mal perçu dans la culture du sud de l'Afghanistan. Bien sûr, les talibans pouvaient désormais décrire les chefs de la FIAS comme étant adultères (l'adultère est un motif possible d'exécution selon les formes plus strictes de la loi islamique) et sans moralité¹⁵⁷.

À ce moment-là, le Bgénéral Ménard affichait un comportement qui préoccupait grandement son état-major. L'opposition à sa liaison extrapatrimoniale a amené son aide de camp à demander une réaffectation au Camp Nathan Smith. Le commandant adjoint, le Col Simon Hetherington, en a finalement eu assez de voir la situation se détériorer et il a informé le Lgénéral Marc Lessard, commandant du Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC), que la situation était devenue intenable à la tête de la FO Kandahar¹⁵⁸. Le Bgénéral Dan Ménard a été relevé de son commandement le 29 mai 2010 et renvoyé au Canada pour être traduit en cour martiale. Les cris de « victoire » de la part des médias américains envenimaient la relation entre les Canadiens et les Américains en Afghanistan, ce qui a rendu les choses encore plus difficiles pour le successeur du Bgénéral Ménard, le Bgénéral Jon Vance, lorsqu'il s'est agi pour lui de rétablir l'image du Canada dans la province de Kandahar.

Par ailleurs, la relation entre les Canadiens et les Américains, lourdement endommagée au cours des six mois précédents, nécessitait une gestion spéciale de part et d'autre. Le Col Hetherington a pris les devants en mettant son état-major au pas et en diffusant des instructions précises interdisant à quiconque de dénigrer les Américains. Contrairement à ce qui était le cas en 2006, le Canada ne dirigeait plus les choses, et le plan consistait à transférer les responsabilités aux unités étasuniennes montantes, et non à poursuivre artificiellement des opérations canadiennes indépendantes¹⁵⁹.

Le Bgénéral Jon Vance se rendait en voiture d'Ottawa à Kingston et il venait tout juste d'emprunter l'autoroute 416 quand son appareil BlackBerry a sonné. « C'était le général Leslie. Il m'a demandé si j'étais au volant. J'ai répondu que oui. Il m'a dit : « Arrêtez-vous en bordure de la route. » Je l'ai fait. Il m'a ensuite expliqué que le général Ménard allait être relevé de son commandement et que les autorités voulaient que je retourne à Kandahar pour reprendre le commandement de la force opérationnelle. J'ai accepté¹⁶⁰. » [Traduction]

À son arrivée dans le théâtre de la FO Kandahar, le Bgén Vance a appris à quel point la situation s'était détériorée. À ses yeux, le plan existant équivalait essentiellement à « l'Op KALAY gonflée aux stéroïdes ». [Traduction] Ce que le Canada a accompli à Kandahar dans le passé était maintenant fait en grande partie par le Commandement régional (Sud) du Mgén Carter. L'ERP ne se souciait désormais plus d'appuyer la lutte contre l'insurrection, ce qui minait, selon lui, tout ce que son quartier général et lui avaient espéré accomplir en 2009. La relation civilo-militaire en Afghanistan était « complètement foutue », que ce fût entre l'ERP et la FO Kandahar, ou entre la FO Kandahar et le Commandement régional (Sud). Selon le Bgén Vance, la FO Kandahar ne semblait pas faire partie du plan de bataille du Commandement régional (Sud) et, au dire de l'état-major canadien, l'état-major du CR (Sud) n'était qu'un autre commandement à contourner pour arriver à faire le travail. Il semblait même que l'état-major du CR (Sud) supervisait directement l'état-major de la FO Kandahar dans certains domaines. Au fil du temps, cette situation avait engendré une relation de travail extrêmement toxique entre les deux quartiers généraux, le respect en étant absent ou presque. Même l'aumônier était peiné de voir le moral aussi bas à la FO Kandahar. L'Op HAMKARI, a appris le Bgén Vance, était dirigée par l'état-major du CR (Sud) qui avait contourné le Bgén Ménard et attribué des tâches à l'état-major canadien de la FO Kandahar. Le CR (Sud) a prétendu qu'il n'arrivait pas à « intéresser » le Bgén Ménard au Plan de sécurité de la ville de Kandahar et que, par conséquent, il lui avait fallu donner des ordres à ses subalternes. Le Bgén Vance a mis toute une semaine pour arriver à comprendre cette incursion de la part des quartiers généraux supérieurs¹⁶¹.

En ce qui concernait la relation avec les Américains, le Bgén Vance misait sur les fondements établis par le Col Hetherington et sur ses relations personnelles déjà considérables avec des officiers américains qui étaient restés en Afghanistan depuis l'époque où il commandait la FO Kandahar. Le Bgén Vance a constaté qu'il bénéficiait encore d'une « bonne image de marque » [Traduction] et il a travaillé fort pour réparer les pots cassés¹⁶².

Le Bgén Vance devait en premier lieu se pencher sur la question du transfert des districts de Zharey et d'Arghandab à la 2^e Brigade (101^e Division aéromobile). Cette transition complexe – faire passer deux bataillons des É.-U. appartenant à deux brigades différentes, mais relevant du contrôle tactique de la FO Kandahar, à une seule brigade étasunienne – devait être exécutée avec soin et de façon délibérée. De même, la 4^e Brigade de la 82^e Division aéroportée allait arriver pour commander la ville de Kandahar : il y avait donc deux transitions complexes à opérer de façon presque simultanée. Il fallait regrouper les unités canadiennes de ces autres districts dans le Panjwayi et le Dand. Le Bgén Vance s'inquiétait particulièrement de la décision de céder le commandement et le contrôle de la ville de Kandahar; selon lui, les civils de l'ERP « se sentaient abandonnés » dans le processus¹⁶³.

Le Bgén Vance souhaitait même transférer le district de Dand aux forces afghanes et déplacer le 1-71 Cavalerie vers l'ouest dans le district de Panjwayi. Il voulait aussi extraire complètement l'Armée canadienne de l'ERP et « réinvestir » les ressources ainsi récupérées dans le combat au Panjwayi et au Dand. Cependant, tout devait se faire délibérément, et il fallait que ce soit un transfert solide, et non une répétition de la situation de 2005, quand l'ERP étasunienne avait exécuté un transfert inadéquat avec l'ERP canadienne qui arrivait. En définitive, le Bgén Vance voulait présenter au Bgén Dean Milner et à son quartier général qui arriveraient en septembre pour le remplacer un concept opérationnel fonctionnel pour le reste du mandat du Canada à Kandahar¹⁶⁴.

Les opérations dans le district de Panjwayi en juin 2010

Pendant la première moitié de juin, le GT et le 2^e Kandak ont affronté les insurgés dans trois secteurs : Sperwan Ghar et ses environs; Nakhonay et, maintenant, Chalghwor. La Compagnie Charles du Maj Eleanor Taylor continuait de mener des opérations de perturbation dans les localités du secteur de Sperwan Ghar, bien qu'il ne fût pas possible de faire grand-chose là en matière de développement. Les contacts avec l'ennemi étaient fréquents, d'habitude des escarmouches du type « faire feu et fuir », mais l'ennemi faisait aussi beaucoup d'intimidation. Quand une patrouille est entrée en contact avec l'ennemi, l'engagement s'est envenimé : il a fallu recourir à des tirs de mortiers de 81 mm; une équipe ennemie de quatre hommes a été appréhendée après un échange de feux¹⁶⁵ (voir la figure 7-6).

La couverture végétale, qui avait été réduite plus tôt au cours de l'année, avait repoussé de plus belle et empêchait de bien observer l'itinéraire BROWN sur un certain tronçon. Cependant, il y avait maintenant un aérostat fonctionnel, ce qui améliorerait considérablement les capacités de surveillance. Les patrouilles continuaient de se réunir avec les anciens de l'endroit qui leur transmettaient de mauvaises nouvelles : le bazar était presque fermé à cause de la présence des talibans, et les insurgés avaient averti les anciens de ne traiter aucunement avec le gouvernement du district. Il n'y avait tout simplement pas assez de personnel pour conserver le contrôle des deux localités près de l'itinéraire BROWN. Personne ne venait plus à la choura de Sperwan¹⁶⁶.

Il y avait sporadiquement de l'activité dans la région au sud de Bazaar-e Panjwayi. À Sperwan Ghar, l'aérostat a repéré une équipe ennemie de six poseurs d'EEI au sud de l'itinéraire HYENA, le 11 juin. Un UAV Predator se trouvait dans le secteur. Il s'est dirigé vers l'équipe et a lancé sur elle un missile Hellfire. Deux des hommes ont été tués, et les blessés ont battu en retraite vers deux enceintes au sud et à l'est du lieu de l'attaque. La Compagnie Charles a envoyé un peloton exécuter un raid dans les enceintes. Dans l'une d'elles, les Canadiens ont découvert deux grosses maquettes cartographiques faites de roches et illustrant les positions canadiennes et afghanes. Un nombre d'EEI a aussi pu être exploité¹⁶⁷.

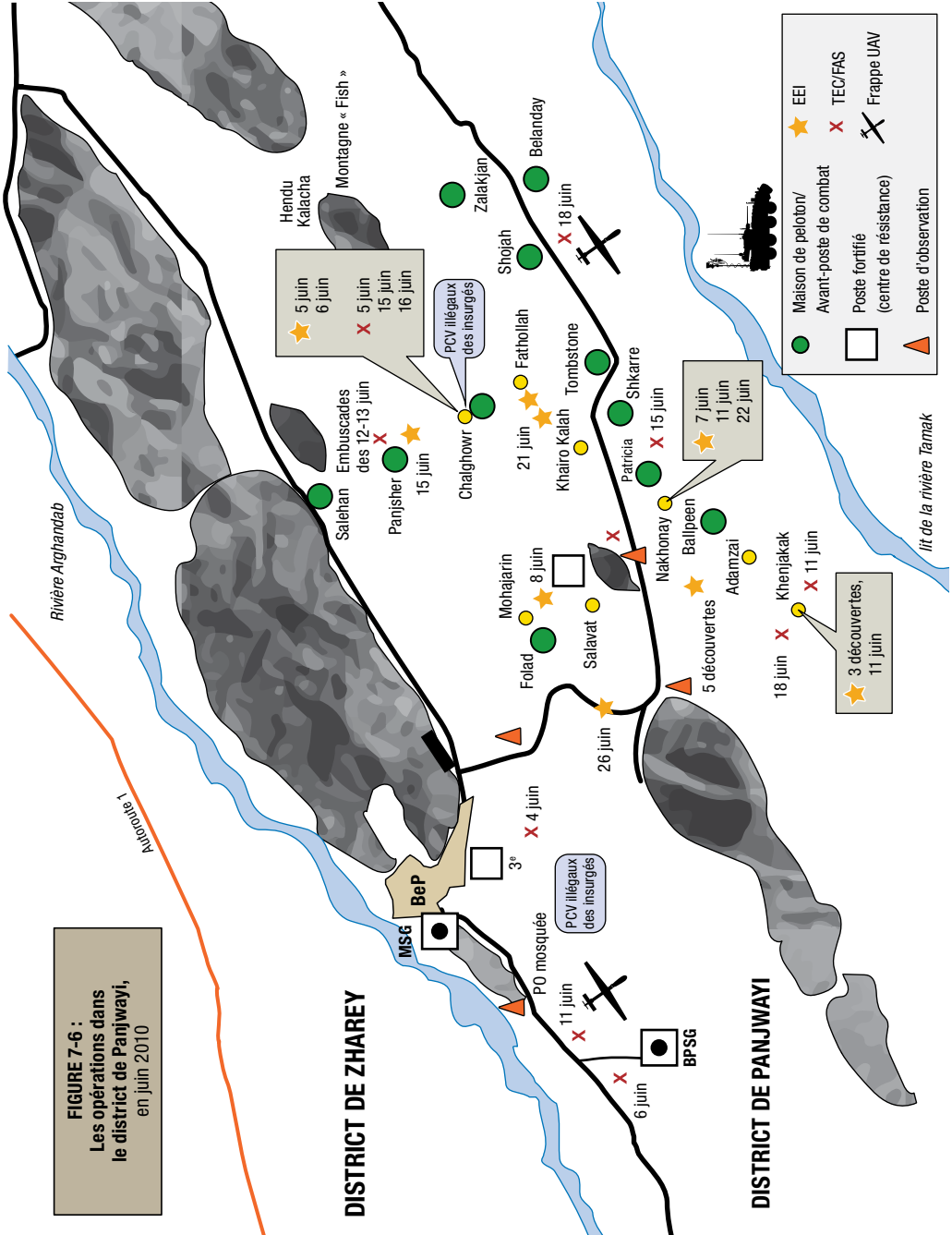


Figure 7-6 : Les opérations dans le district de Panjwayi en juin 2010

À peu près à ce moment-là, la Compagnie Charles apprenait que les insurgés avaient établi des postes de contrôle des véhicules au sud et à l'ouest d'Haji Habibollah. Une fois encore, l'aérostat s'est avéré très utile : les observateurs ont repéré quatre insurgés à motocyclette qui arrêtaient et fouillaient les véhicules. La police refusait d'intervenir, prétextant que la route était probablement truffée d'EEI, c'est pourquoi un peloton canadien a fait mouvement pour frapper le groupe ennemi. Un MQ-1 Predator est entré en jeu, et deux F-16 ont été rendus disponibles. Tandis que le peloton canadien s'avançait, une équipe ennemie armée de GPF occupait ses positions : un F-16 a tenté de l'attaquer, mais le pilote a raté sa cible. L'ennemi s'est enfui¹⁶⁸.

La présence de postes de contrôle illégaux de véhicules était préoccupante. C'était là une autre tactique que l'insurrection employait pour assujettir la population et contester la légitimité du gouvernement. Une fois que les guetteurs ont su quoi rechercher, d'autres postes de contrôle des véhicules ont été identifiés. Il n'y avait néanmoins pas de solution immédiate.

En juin, Nakhonay demeurait un lieu d'affrontements. Le principal signe indiquant que la situation s'était détériorée a été le retour d'Haji Malim et son ingérence fructueuse dans la choura locale. En cela, il avait l'appui d'un commandant taliban secrètement infiltré dans la choura et intimidant le reste des chefs. On savait que ce commandant avait des relations avec les chefs insurgés supérieurs et que sa présence avait pour effet de supprimer tout enthousiasme pour les projets ou les programmes. Enhardi par ce soutien, Malim est devenu encore plus intransigent. Tous les projets de développement communautaire ont alors cessé, faute de participation de la part des Afghans. En effet, il s'est avéré que les talibans payaient les Nakhoniens pour qu'ils NE travaillent PAS. Cela constituait une source de pouvoir pour Malim, qui était le médiateur¹⁶⁹.

Cette situation a mené directement à une vague d'attaques contre les forces coalisées. Malheureusement, le Sgt Martin Goudreault, un sapeur de combat du 23^e Escadron de campagne, a été tué par un EEI le 6 juin. Le 11 juin, quatre attentats à l'EEI ont eu lieu sur les routes entre Nakhonay et Kenjakak et personne n'a été tué ou blessé. La Compagnie B a fait une sortie en force et, donnant suite à des informations fournies par des habitants de l'endroit, elle a découvert une cache d'EEI juste à l'ouest de Nakhonay. Deux attaques ont visé les patrouilles canadiennes les 15 et 18 juin. La pièce de résistance a été un assaut coordonné contre l'Avant-poste de combat Ballpeen; les attaquants ont alors fait feu depuis quatre positions différentes, accompagnés de canons sans recul de 82 mm¹⁷⁰.



Photo : Auteur

L'itinéraire LAKE EFFECT, principale voie de service reliant Bazaar-e Panjwayi au Dand puis à la ville de Kandahar, passait près de la localité problématique de Nakhonay. La route a finalement été asphaltée, ce qui entravait le travail des poseurs d'EEI. La photo montre une patrouille canadienne se déplaçant vers l'est sur l'itinéraire LAKE EFFECT. On aperçoit Khabari Ghar au loin et le poste d'observation CLIFF, à gauche.

Le nouveau « front » ennemi dans le Panjwayi était Chalghowr. D'après les rapports ISTAR, il y avait là quatre commandants talibans subalternes et environ 25 insurgés équipés de nouvelles armes d'origine russe. On ne savait pas au juste quelles étaient leurs intentions¹⁷¹. Étaient-ils là pour aider les insurgés qui empruntaient leur itinéraire particulier menant à la ville, ou pour réduire la pression qui s'exerçait sur Nakhonay? Cette localité avait été calme pendant des mois, mais le 5 juin, une patrouille canado-afghane dirigée par la Compagnie O y a essuyé des tirs d'armes légères, et un de ses membres a été touché dans le secteur. Le jour suivant, pendant qu'elle donnait suite à un renseignement d'origine locale au sujet d'EEI, une patrouille canadienne débarquée a fait sauter un engin qui a blessé cinq soldats. Pendant que la patrouille exploitait les lieux, un autre engin a explosé et blessé un sixième soldat. Les techniciens en NEM ont établi que l'EEI était constitué de cinq obus de mortier attachés à une mine antipersonnel PMN employant un cordeau détonant iranien. Le lendemain, une autre patrouille a heurté un EEI. Les rapports ISTAR

ont révélé que les insurgés essayaient de causer des pertes de manière à pouvoir cibler et abattre un hélicoptère d'EVASAN. Le Lcol Mialkowski a fermé tous les itinéraires de patrouille autour de la localité¹⁷².

Une analyse du mode de vie a permis de déterminer qu'il n'y avait pratiquement aucun mouvement dans les rues et que des civils avaient même été vus en train de quitter le secteur. Le GT et ses partenaires afghans ont fait d'autres observations et, pendant qu'ils retournaient à l'Avant-poste de combat Panjsher, ils ont découvert des EEI à deux reprises le long des voies d'exfiltration employées par les patrouilles. Le 12 juin, une patrouille s'est fait prendre dans une embuscade complexe. Les membres de la patrouille ont riposté et livré bataille, mais l'ennemi n'a pas décroché et a semblé travailler avec une autre sous-unité insurgée pendant tout le combat¹⁷³.

Les Canadiens se sont servis de leurs ressources aériennes pour circonscrire le problème. Un UAV Heron a repéré des postes de contrôle illégaux établis par les insurgés à Chalgowr, et les analystes ont estimé que c'était un signe que l'ennemi resserrait son emprise sur la localité. Un CH-146 Griffon muni d'une nacelle MX-15 a aussi repéré un emplacement éventuel d'EEI. Une autre patrouille a ausculté le périmètre, mais elle a été ciblée par une autre embuscade complexe. La liaison avec le Heron a permis d'éloigner la patrouille des emplacements possibles d'EEI et des positions des ennemis embusqués. Enhardis, les insurgés ont posé des EEI le long d'itinéraires plus proches de l'Avant-poste de combat Panjsher : une équipe de dégagement d'itinéraire a été touchée pendant qu'elle faisait son travail, et un véhicule Husky et sa remorque ont été mis hors de combat¹⁷⁴.

Tandis que d'autres ressources ISTAR se concentraient sur Chalgowr, la nature du dispositif ennemi est devenue plus précise. Les poseurs d'EEI créaient une ceinture d'engins, puis ils les désactivaient à des moments particuliers pour permettre aux habitants de l'endroit de travailler dans les champs. Il y avait un noyau de dix insurgés pakistanais associés à quinze combattants locaux. Ils comprenaient les règles d'engagement des Canadiens et de la FIAS, de sorte qu'ils se déplaçaient en dissimulant leurs armes. Dans certains cas, ils ne portaient aucune arme. Les motocyclettes étaient le moyen qu'ils privilégiaient pour contrer l'action des patrouilles canadiennes et afghanes : les insurgés disposaient aussi d'un réseau de guetteurs appuyés par des moyens de communication. Ils avaient aussi planifié d'assassiner ou d'enlever autant de représentants du gouvernement qu'ils le pouvaient dans la région environnante¹⁷⁵.

Cependant, l'insurrection à Chalgowr éprouvait des problèmes internes. Le 14 juin, cinq insurgés sans expérience ont fait exploser leur propre EEI : quatre d'entre eux ont été tués, et le cinquième a été gravement blessé. L'explosion a aussi tué cinq enfants qui étaient présents sur les lieux. Comme pour démontrer qu'ils pouvaient encore combattre, les insurgés ont provoqué un contact avec une patrouille canadienne. Un Canadien a été blessé au cours de la volée de GPF et de tirs d'armes légères. Le Sdt John Nelson s'est

précipité sous le feu ennemi pour récupérer le soldat blessé et lui prodiguer les premiers soins. Un CH-146 Griffon s'est amené sur les lieux, et les insurgés ont fui pour s'en éloigner. À ce moment-là, le centre des opérations de la FO Kandahar a repéré un mouvement ennemi près de l'Avant-poste de combat Shojah grâce à une liaison avec un UAV MQ-1 Predator. Un obus éclairant a été tiré pour débusquer cette équipe cachée dans les arbres, mais elle s'est contentée de récupérer la douille de l'obus afin de l'utiliser plus tard pour fabriquer un EEI. Le véhicule MQ-1 a lancé un missile Hellfire, mais a raté sa cible. Pendant le taquage des ennemis en fuite, un autre Hellfire a été lancé et les a finalement neutralisés : quatre insurgés ont été tués et deux autres ont été blessés. Les actions du Sdt John Nelson lui ont valu d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire¹⁷⁶.

Tandis que les équipes de dégagement de la COIC et de la FO Thor continuaient à se heurter à une série d'EEI sur les principaux itinéraires du Panywayi oriental, la procédure de combat en vue de l'Op AZADI progressait. L'objectif était de dégager Chalghowr, mais l'établissement d'une présence permanente posait problème. En effet, la compagnie de l'Armée afghane déployée à Mohajerin et Salavat ne voulait pas prendre part à l'opération parce qu'il n'y avait pas de puits dans son avant-poste de combat. Pendant que ce problème était tiré au clair, la situation s'est envenimée de nouveau à Nakhonay. Le 21 juin, le Sgt James MacNeil, sapeur de combat, a fait sauter un engin secondaire pendant l'exploitation d'un autre EEI, et il a été tué sur le coup. Cela a temporairement retardé l'Op AZADI, mais le 23 juin, le GT, l'Armée afghane et la police ont bouclé le secteur et amorcé le travail de dégagement. De nombreux EEI ont été trouvés sur place et détruits, et une cache d'EEI a été découverte. On a relevé des résidus d'explosif sur dix individus, qui ont été détenus. Pendant l'opération, un MQ-9 Reaper qui rôdait par-là a repéré une équipe de poseurs d'EEI, puis il l'a attaquée et supprimée. Le deuxième jour de l'Op AZADI, de plus en plus de matériel de fabrication d'EEI a été découvert et, le 25 juin, le GT s'est retiré. L'ennemi a aussitôt réintégré l'endroit et a commencé à s'imposer dans Chalghowr le lendemain. Les insurgés ont ordonné à la population locale de brûler toute la nourriture et tout le matériel qui lui avaient été donnés par la FIAS et les forces afghanes¹⁷⁷.

Les EEI ont continué de faire des victimes dans tout le district tandis que les équipes de dégagement en heurtaient constamment le long des itinéraires principaux. Quatre soldats afghans ont été tués au cours d'une attaque. Une mine PMN a été placée de manière à tuer un ancien dans le village normalement tranquille de Salavat. Tandis que le convoi de la force de réaction se rendait à l'endroit pour le dégager, il a été attaqué avec un EEI près du PO Onya. L'explosion a complètement détruit un véhicule Bison portant clairement la désignation des ambulances : l'explosion a tué le Sdt Andrew Miller et le Cplc Kristal Giesebrecht, tous deux membres du personnel médical et appartenant respectivement à la 2^e Ambulance de campagne et au 1^{er} Hôpital de campagne du Canada¹⁷⁸.



Photo : Auteurs



Photo : Auteurs

Les insurgés se servaient parfois de campements de nomades pour dissimuler leurs activités. Après une attaque à l'EEl particulièrement haineuse perpétrée contre une ambulance canadienne et ayant tué deux ambulanciers paramédicaux, la police afghane, accompagnée de l'infanterie canadienne qui a établi le cordon extérieur, s'est déployée dans l'espoir de trouver les coupables dans un de ces campements.

Ni la FO Kandahar ni le gouvernement du Canada n'ont exploité cet épisode judicieusement dans le contexte de leurs opérations d'information. Ni le Canada ni la Croix-Rouge n'ont adressé une protestation publique aux talibans et à leurs partisans par suite du meurtre des soldats Miller et Giesebrecht. Par ailleurs, les médias canadiens et d'autres médias n'ont soulevé aucun tollé au sujet de ces deux décès; chose certaine, ils n'ont rien fait de comparable aux critiques publiques excessives formulées par des groupes canadiens et autres contre le Canada au sujet de ses politiques à l'égard des détenus. Human Rights Watch, par exemple, n'a produit aucune étude détaillée afin de dénoncer les talibans pour le meurtre de deux membres du personnel médical de la FIAS; pourtant, cette organisation et d'autres entités du même genre ont constamment critiqué les prétendues erreurs de la FIAS et des Afghans au cours du conflit. Parallèlement, le personnel des Services d'appui à la santé au KAF se tourmentait à propos des répercussions juridiques de la confiscation, par les patrouilles canadiennes, de fournitures médicales cachées par les talibans¹⁷⁹.

Virement de bord : l'Op GADA HATSA et la saison des combats

À peine 36 heures après son arrivée à Kandahar, le Bgén Vance a rencontré le Lcol Conrad Mialkowski :

Il nous a tous réunis et a déclaré : « Cessez tous immédiatement de faire ce que vous faites. Vous agissez comme si nous étions en novembre ou en janvier. Vous êtes en pleine saison des combats. Nous changeons les règles dès maintenant. Vous ne menez aucune opération de contre-insurrection (COIN). Vous n'avez pas ce qu'il faut pour le faire à l'heure actuelle. Mettez fin à tout travail de développement. » Il a ajouté : « Nous devons amorcer des opérations très, très délibérées qui vont perturber les activités [ennemies]¹⁸⁰. » [Traduction]

Une semaine plus tard, le Bgén Vance a envoyé le rapport suivant à Ottawa : « Maintenant que la saison des combats est bien entamée, elle qui se caractérise par l'arrivée de combattants étrangers qui renforcent les rangs des insurgés locaux, la FO Kandahar a atteint sa capacité maximale de créer des effets de COIN dans la majeure partie de sa zone d'opérations¹⁸¹. » [Traduction] En outre, la situation « nécessite l'élaboration d'un nouveau modèle opérationnel pour la FO Kandahar¹⁸² ». [Traduction] Ce fut là le fondement de l'Op GADA HATSA, c'est-à-dire le plan de campagne d'été de la FO Kandahar. Le Bgén Vance était résolu à améliorer la protection de la force et, aspect plus important, à reprendre l'initiative¹⁸³.

L'Op GADA HATSA représentait le concept primordial pour les mois de juillet et d'août. La série d'opérations perturbatrices du GT a été appelée AZADI 1 à 3, et ces dernières mettaient l'accent sur le secteur de Sperwan-Bazaar-e Panjwayi. La partie II comprenait la prestation de tout soutien dont les Afghans et la FO 1-71 auraient besoin

pour opérer dans Malajat et les régions environnantes; la lutte contre les postes de contrôle illégaux établis par les insurgés, et toute aide nécessaire pour appuyer les postes fortifiés de la police, dans le cadre d'HAMKARI, dans le sud-ouest de la ville de Kandahar. La partie III était mal définie. Si des opérations dans le district n° 6 ou à Malajat avaient besoin d'être soutenues, ou si un balayage dans le secteur de Zhalakan s'imposait, la FO Kandahar était prête à intervenir. Ces mouvements étaient provisoires et sujets à changement d'une minute à l'autre. Par exemple, le 3^e volet de l'Op AZADI a plus tard été modifié, et celle-ci a plutôt ciblé Kenjakak. Un plan de contingence dérivé appelé NOLAI comportait des opérations spéciales multinationales alliant le GT et le 2^e Kandak, dans le contexte d'un balayage exécuté par la FO 58 dans Nakhonay, et l'exécution possible d'une action « Tenir ». La FO 1-71 Cavalerie avait des idées sur les opérations le long de la rivière Dowry. La planification reposait sur des interventions imprévisibles et perturbatrices dans le Panjwayi, qui permettraient malgré tout d'accomplir toutes les tâches exigées par HAMKARI¹⁸⁴.

La campagne d'été reposait fondamentalement sur l'acceptation par toutes les parties que les efforts de développement seraient suspendus temporairement. D'un autre côté, les travaux de construction des routes devaient continuer, notamment parce que la protection des forces contre les EEI en dépendait. La FO Kandahar concentrait les travaux sur les routes de jonction menant aux localités du Panjwayi oriental et en revenant, plutôt que sur les gros projets qui étaient censément gérés par l'entreprise Saita. La rupture avec l'ERP signifiait que ces travaux pouvaient commencer immédiatement grâce au Fonds de contingence du commandant, au lieu que l'on attende des résultats de la part des instances provinciales embourbées dans un processus aussi lent que le déplacement d'un glacier. Les secteurs d'importance sont devenus les suivants : itinéraire BROWN (près de Sperwan Ghar) et zone de Walakan à Chineh; Haji Baba (c'est-à-dire itinéraire LAKE EFFECT). Les meilleures entités pour exécuter ces tâches étaient l'Esc GC et l'Équipe spécialisée du Génie (pour qu'ils exploitent leurs relations avec les entrepreneurs locaux)¹⁸⁵.

Un autre volet essentiel du plan concernait, d'une part, la récupération de l'accès aux hélicoptères de transport canadiens faisant partie des bassins d'aéronefs de la coalition et, d'autre part, la réorientation de cet accès aux objectifs canadiens. Plusieurs itinéraires aériens internes ont été réorganisés, de manière à réduire le recours au transport terrestre, surtout pendant l'été, époque où l'insurrection recourait davantage aux EEI¹⁸⁶.

Les répercussions psychologiques de la présence du Bgén Vance à la tête de la FO Kandahar à ce moment-là ont été considérables. Son expérience était reconnue par les alliés, en particulier par les Afghans et les Américains, et cela a contribué à remédier à la faiblesse persistante du moral au sein de la FIAS pendant l'été de 2010. L'Op GADA HATSA a été l'expression de la confiance retrouvée.

Les opérations dans le district de Dand, en juin 2010

Le Dand a continué d'être une réussite au chapitre du développement et de la sécurité jusqu'à une date avancée de l'été. Des rapports provenant des diverses entités canadiennes travaillant dans le Dand ont confirmé que Nazek, gouverneur du district, était en train d'intégrer toutes les composantes de la gouvernance et du développement. Les conseils communautaires de développement avaient été formés et menaient leurs activités. Ils entretenaient des rapports avec l'Assemblée de développement des districts. Le CCO-D (Dand) était « optimiste » pour ce qui était du développement. Cependant, l'ELMOP a fait savoir que la police du district était gravement sous-équipée. Elle avait cinq véhicules qui fonctionnaient et elle devait quêter des transports auprès des patrouilles étasuniennes de la FO 1-71 Cavalerie pour pouvoir se déplacer. Cependant, elle a fait preuve d'efficacité quand elle a pisté et arrêté un véhicule transportant un EEI destiné à un attentat-suicide, avant que l'engin ne soit employé¹⁸⁷.

En matière de sécurité, le principal problème dans le Dand, comme les troupes de reco du Lcol Paganini l'ont précisé, concernait Gorgan. Les ressources ISTAR y avaient signalé la présence possible de poseurs d'EEI, et les troupes de reco avaient entendu dire qu'il y avait un gouverneur fantôme taliban dans le district. Selon la rumeur, les insurgés avaient établi à Gorgan un poste de contrôle illégal des véhicules¹⁸⁸.

La FO 1-71 Cavalerie a fait savoir que le 24 juin, un EEI avait explosé à Gorgan, mais que c'étaient les insurgés eux-mêmes qui l'avaient fait détonner par erreur, et ce faisant, ils avaient tous été tués. La FO 1-71 Cavalerie avait aussi appris que le malik de Gorgan communiquait avec le gouverneur fantôme taliban et que la situation semblait s'apparenter au problème que Malim avait suscité à Nakhonay. Le malik a déclaré aux anciens de Gorgan que l'explosion de l'EEI avait en fait été causée par un hélicoptère de la FIAS et que les hommes étaient innocents. La FO 1-71 Cavalerie a aussi relevé des signes indiquant que l'ennemi sondait la périphérie du Dand en essayant d'y trouver un logement. Les insurgés s'intéressaient à Gorgan, mais ils tentaient aussi de s'implanter dans Chineh et de mener des opérations de propagande. Des ressources ont été affectées à l'endiguement de cet élément nouveau. Selon la FO 1-71 Cavalerie, la cellule ennemie était inexpérimentée et en était encore à ses tout débuts¹⁸⁹.

Autre turbulence au sein du commandement : le Gén McChrystal démissionne, juin 2010

Le principal promoteur d'une stratégie de contre-insurrection en Afghanistan, le général Stanley McChrystal, a été démis de ses fonctions par le président Obama, le 22 juin 2010, après que des observations immodérées eurent été faites à un journaliste par son état-major concernant des alliés et des personnalités politiques supérieures des États-Unis. Le congédiement du Gén McChrystal a eu plusieurs effets. Tout d'abord,

il a renforcé le courant de pensée « En Afghanistan, les résultats sont suffisants » dans les milieux stratégiques étasuniens, dont les promoteurs voulaient réduire l'accent mis sur les opérations anti-insurrectionnelles. En second lieu, le départ du Gén McChrystal a torpillé l'étape III de l'Op MOSHTARAK en tant que mécanisme destiné à maintenir l'élan opérationnel engendré par les deux premières étapes de cette opération. À la fin de juin 2010, un journaliste a écrit que, « très discrètement, la très médiatisée offensive de Kandahar sera mise sous le boisseau pour ne plus attirer l'attention du public »¹⁹⁰.

En l'espace de six mois, l'orientation militaire des opérations dans la province de Kandahar a souffert des effets cumulatifs sans précédent du renvoi d'un commandant de bataillon, d'un commandant de groupe-brigade, d'un brigadier-général du Commandement régional (Sud) et, finalement, du commandant de la FIAS. Pendant ce temps, l'efficacité de deux autres commandants de brigade était sérieusement remise en question.

Ironiquement, le pilier de continuité pendant ce temps est devenu le Mgén Nick Carter et son état-major au Commandement régional (Sud). Comme ce dernier avait déjà joué sa dernière carte dans l'Helmand, il pouvait désormais se concentrer sur Kandahar. Avec le retour du Bgén Jon Vance en juin, le Mgén Carter pouvait compter sur un chef expérimenté en Afghanistan et reconstruire les relations entre les deux commandements, en dépit d'un avenir incertain.

Le Gén McChrystal a été remplacé par le Gén David Petraeus, à qui l'on avait publiquement attribué le revirement favorable de la situation en Iraq. Le Gén Petraeus est arrivé en juillet et il a immédiatement concentré son attention sur ce qui se passait à Kandahar. Le président Obama lui a ordonné – et je reprends ici les mots de son biographe – de « créer les conditions pour susciter un état final tolérable : un Afghanistan qui pourrait assurer sa sécurité et se gouverner suffisamment bien afin d'éviter de devenir de nouveau un refuge pour Al-Qaïda¹⁹¹ ». [Traduction] Le président lui a donné un an pour atteindre cet objectif.

Le Gén Petraeus s'est d'abord rendu à Kandahar :

En allant sur le champ de bataille pour rendre visite aux Canadiens dans le bastion taliban de Kandahar, le Gén Petraeus visait à diffuser le message suivant : l'alliance tiendra bon ... Le Gén Petraeus n'avait pas ménagé les efforts pendant qu'il était au Commandement central pour entretenir le dialogue avec les Canadiens qui avaient annoncé plus tôt cette année-là que leur mission en Afghanistan prendrait fin à l'été de 2011 [...] La coalition revêtait une énorme importance aux yeux du Gén Petraeus qui voulait l'appui de tous les pays contribuant à la mission de la coalition aussi longtemps qu'il arriverait à le conserver¹⁹². [Traduction]

L'effort continu fait pour réparer les relations canado-américaines bénéficiait maintenant de l'appui du commandant de la FIAS lui-même et, avec le Bgén Vance de l'autre côté du gouffre, ce dernier a semblé d'autant plus étroit qu'il ne l'avait été plus tôt en 2010.

La campagne d'assassinats à Kandahar, en juin et juillet 2010

L'ennemi a de nouveau modifié le cours de ses opérations à Kandahar en juin, tandis que les opérations des forces coalisées et afghanes supprimaient des cellules de poseurs d'EEI de plus en plus nombreuses. Une série d'opérations menées en dehors de la ville a permis d'éliminer un nombre grandissant de chefs ennemis, tandis que l'Op ATAL maintenait la pression dans la ville, ce qui limitait la liberté de mouvement de l'ennemi. La situation avait changé du tout au tout en ce sens que les chefs ennemis supérieurs voulaient maintenant que les commandants à Kandahar déménagent leurs ressources et les renouvellent ailleurs pour en empêcher la neutralisation par les forces de sécurité¹⁹³.

Cependant, le nombre d'Afghans tués a continué de grimper, car de plus en plus d'insurgés échangeaient leur fusil AK-47 pour des pistolets et des motocyclettes. Un réseau rural d'insurgés dans les districts s'est vu confier un rôle tout à fait nouveau et a été renvoyé dans la mêlée¹⁹⁴. Deux autres cellules autonomes ont été activées et ont commencé leurs opérations. Leurs cibles étaient variées : un représentant d'une société de téléphonie; un commandant de police dans le district n° 9; un agent de la Direction nationale de la sécurité (DNS) à la retraite; un conducteur de la police; un employé travaillant dans le bureau du procureur; un technicien en armement de la police afghane¹⁹⁵.

L'ennemi a ajouté un autre élément à ses tactiques, techniques et procédures (TTP) à la fin de juin, quand deux présumés informateurs ont été trouvés pendus dans le district n° 8. C'était là quelque chose de nouveau dans la ville; ces exécutions montraient qu'un tribunal taliban traduisait maintenant des gens en justice, les condamnait et les exécutait directement dans la ville. C'était une contestation directe de la légitimité de l'État¹⁹⁶. La situation était tout simplement trop terrifiante pour le chef du renseignement de la police afghane, de sorte qu'il a plié bagage et quitté Kandahar.

Le nombre des décès attribuables à la campagne d'assassinats a continué d'augmenter. Abdul Jabbar, le chef de district de plus en plus efficace dans l'Arghandab, a été tué avec son fils et son garde du corps lors d'un attentat-suicide soigneusement planifié et commis à l'aide d'un EEI placé dans un véhicule, le 4 juillet. Il y a eu trois autres morts le lendemain, tous dans le district n° 2. C'étaient trois personnes qui travaillaient avec les forces de sécurité, et elles ont toutes été tuées par des équipes de deux hommes munis de pistolets et circulant à motocyclette. La police a capturé une de ces équipes. Un autre agent de police a été abattu

au moment où il quittait une mosquée, et une tentative de meurtre a été commise contre un membre du conseil provincial. Dans un cas bizarre, un âne transportant un EEI a été employé contre la police de la ville, mais c'est un enfant qui a été tué¹⁹⁷.

Autre fait nouveau étrange, les talibans ont créé une ligne de dénonciation que les habitants pouvaient utiliser pour les informer sur les employés du gouvernement. Les insurgés ont aussi ajouté une ligne de dépannage pour que la population puisse se plaindre au sujet du manque de projets de développement dans les divers quartiers. Grâce à son analyse, la police a conclu que les mollahs dans certaines mosquées désignaient des employés de l'État pour que les équipes de tueurs talibans puissent ensuite les attaquer; cela a confirmé encore une fois que l'implication des autorités religieuses constituait un élément clé dont la coalition devait tenir compte dans son combat¹⁹⁸.

La campagne d'assassinats a incité le président Hamid Karzai à se rendre à Kandahar et à tenir une choura avec les chefs et les anciens des districts :

De nombreux chefs de district de la ville de Kandahar ne croient pas qu'HAMKARI aura un effet considérable, même s'ils appuient cette opération. Ils s'inquiètent du fait que les ressources affectées à l'opération ne sont pas suffisantes et qu'ils n'auront pas le pouvoir de tenir les insurgés en échec, une fois que ceux-ci seront revenus dans leur village si le soutien des FNSA et des FC n'est pas assez fort. L'idée de négocier avec les talibans modérés leur plaît, mais ils aimeraient pouvoir négocier au niveau local. Vu que de nombreux combattants insurgés se situent au bas de l'échelle et qu'ils appartiennent aux mêmes tribus qu'eux, ils sont plus susceptibles de faire confiance aux aînés des villages¹⁹⁹. [Traduction]

Entre-temps, les FOS avaient très bien entamé leurs opérations. Un raid important a ciblé un spécialiste taliban des EEI. Huit insurgés ont été tués, et l'installation a été exploitée. D'autres renseignements reçus ont mené à la découverte d'une cache contenant dix EEI filocommandés, tous prêts à servir. Selon des informations supplémentaires, une opération majeure était prévue, sans doute contre la prison de Sarposa ou la FOB Ghecko²⁰⁰.

Les autorités afghanes ont décidé d'intervenir vigoureusement dans Malajat et le district n° 7, adjacent à la prison de Sarposa et lieu où avaient eu lieu de multiples assassinats. Cinq cents membres de l'armée et de la police ont fait irruption dans le district à problèmes, les 8 et 9 juillet, mais l'Op KHAYBER n'a rien donné : aucun détenu, aucune cache découverte ni information recueillie. Elle avait sans doute été compromise avant même de commencer²⁰¹.

Il est possible, cependant, que l'Op KHAYBER ait perturbé le plan d'attaque qui visait la prison de Sarposa. L'ennemi a tourné ses collimateurs vers le nouveau quartier général de la Police nationale afghane pour l'ordre civil dans la partie ouest de la ville. À 21 h 20,

le 13 juillet, recourant à un attentat-suicide à l'aide d'un EEI placé dans un véhicule, l'ennemi a créé une brèche dans le mur de la base, et deux insurgés à pied portant une bombe munie d'explosifs se sont infiltrés par là avec des GPF qu'ils ont dirigées vers les forces de sécurité avant de se faire exploser. Des unités afghanes et étasuniennes qui sont intervenues alors ont été touchées par des EEI à leur entrée dans le secteur. Le bilan initial a été lourd : trois soldats américains ont été tués, et quinze autres ont été blessés, il y a eu un mort et huit blessés chez la PNAOC, et cinq morts dans la population locale. La FO Kandahar a considéré comme important le fait que l'ennemi avait été repoussé au mur de la base et qu'il n'avait pas pu pénétrer plus loin dans celle-ci pour tuer d'autres membres de la PNAOC qui devait jouer un rôle essentiel dans les opérations futures envisagées dans le Panjwayi²⁰².

La FO Kandahar a cédé la responsabilité de l'Équipe multinationale de la ville de Kandahar aux unités étasuniennes qui sont arrivées le 15 juillet et elle a alors cessé de mener des opérations dans la ville. Un dernier assassinat a beaucoup touché les Canadiens. Fida Mohammad travaillait au Camp Nathan Smith en tant que jardinier depuis au moins la date où les Canadiens, dirigés par le Col Steve Bowes, avaient pris le commandement de l'ERP en 2005, et peut-être même avant. Fida, surnommé Popeye, entretenait le terrain pendant que son fils s'adonnait à des jeux vidéo avec les troupes canadiennes. Popeye, qui souriait toujours sans mot dire, avait l'habitude d'envoyer la main tandis qu'il conduisait son véhicule Gator et arrosait les arbres. Le soir du 17 juillet, alors qu'il quittait le Camp par la barrière, il a envoyé la main au Maj Steve Knowell et à l'historien de l'Armée de terre, Sean Maloney, Ph. D., qui se tenaient tout près de la salle Berry. Quelques minutes après son départ, une motocyclette s'est avancée, Popeye a été poussé contre un mur par deux hommes. Un pistolet a été placé sous son menton, et le meurtrier a tiré à maintes reprises. On croit que les talibans ont assassiné Fida Mohammad, un doux et inoffensif père de famille et jardinier, pour terroriser le personnel de l'ERP (mais une querelle de famille y est peut-être aussi pour quelque chose). Au moment de ses funérailles, deux jours plus tard, il a été déclaré *shahid*.

L'assassinat a bouleversé le personnel civil de l'ERP qui a été quasi paralysé pendant plusieurs jours, tandis que le major Gordon Ohlke du CRTS (Avancé) et Bill Harris, représentant du département d'État, stabilisaient et soutenaient émotionnellement la direction de l'ERP canadienne. Les hommes du colonel Tor Jan ont fait savoir que les meurtriers de Fida Mohammad avaient été identifiés, mais qu'ils seraient traités conformément à une méthodologie afghane plus étroitement associée à l'époque des talibans. La mort de Fida Mohammad a illustré la brutalité habituelle de la campagne des talibans dans le sud de l'Afghanistan.



Photo : Gracieuseté du Maj Tammy Tremblay

Le jardinier du Camp Nathan Smith, Fida Mohammad, surnommé Popeye par les Canadiens. Les talibans l'ont assassiné pour terroriser le personnel civil, et les autorités religieuses l'ont élevé au rang de shahid, ce qui veut dire « martyr ».

Les opérations dans le district de Dand, en juillet et août 2010

La situation du développement dans le Dand a continué de s'améliorer pendant l'été de 2010, même si la sécurité s'y détériorait. De nombreux travaux routiers avaient lieu, et des murs de soutènement étaient construits alors que l'Équipe de soutien du district se concentrait sur le secteur agricole dans tout le district. On a commencé à évaluer la qualité de l'eau et on a ainsi découvert un taux insalubre d'E. coli et d'arsenic dans les puits, ce qui a incité la population à demander de meilleures capacités de traitement de l'eau. Le 5 juillet, le Dand a été officiellement reconnu comme étant un district par le gouvernement national : c'était là une importante victoire²⁰³.

Cependant, les forces de sécurité ont essuyé chaque jour une série d'attaques à l'EEI pendant la première semaine de juillet. Onze soldats étasuniens et agents de police afghans ont été blessés, et le Sgt é-m Francis Cabacoy et le Sdt 1^{er} Edwin Wood ont été tués quand leur VTT-M a été détruit au cours d'une patrouille. Seule consolation : un malik peu important dans un village voisin de Gorgan, qui avait pris part à une des attaques, a été arrêté.

La FO 1-71, la police afghane et l'ELMOP ont organisé un raid dans la région du « mont du Poisson » (Fish Mountain). L'Op CHANGAK a mis l'accent sur les localités de Walakan, où le VTT-M avait été détruit, et d'Hendu Kalachech : les deux endroits abritaient des fabriques d'EEI. En général, cet axe ne faisait pas souvent l'objet de patrouilles. Il se situait au sud de l'itinéraire HYENA-EST, au nord-est de Chalthowr et à l'ouest de Malajat (un repaire d'insurgés) juste au-delà des montagnes, mais au nord de la majorité des endroits où la coalition menait ses activités dans le Dand. Les forces coalisées ont fait irruption dans ce secteur les 10 et 11 juillet et elles y ont repéré quatre-vingt-sept personnes d'intérêt dont le traitement a été confié à la police afghane et à ses mentors canadiens. Pendant l'opération, toutefois, deux autres attaques à l'EEI ont eu lieu : trois soldats ont été blessés, et le Sgt é-m Jessé Ainsworth et le Sgt Donald Edgerton, membres du 1-71 Cavalerie, ont été tués.

Les EEI continuaient à poser problème, et c'est pourquoi des tours RAID (Déploiement initial rapide d'aérostats) ont été installées aux bases d'opérations avancées étasuniennes. Toujours vigilantes, elles ont permis de repérer deux équipes de poseurs d'EEI : un avion A-10 et des UAV MQ-9 Reaper ont été envoyés dans le Dand, et les deux équipes ont été supprimées avec des bombes ou des missiles Hellfire. La police afghane a donné suite aux renseignements recueillis aux deux endroits et elle a ensuite effectué une descente dans une fabrique d'EEI remplie d'explosifs de fabrication artisanale et d'obus éclairants de 155 mm.

Le gouverneur du district Nazek s'est rendu à Gorgan pour s'entretenir avec les chefs locaux qui se sont dits intéressés par la construction d'une école et ont demandé le renvoi du malik en poste. Ils avaient entendu parler de l'école de Belanday et souhaitaient en avoir une également. Les insurgés n'aimaient pas les interventions diplomatiques de Nazek dans la localité, de sorte qu'ils ont fait venir un insurgé portant une veste munie d'explosifs pour le tuer. L'attaque a échoué, mais cinq habitants de l'endroit ont été tués, ce qui a suscité une vague d'indignation dans la population du Dand à l'endroit des insurgés.

Cependant, la police du Dand a cerné le principal problème en matière de sécurité. Comme Nazek, elle a compris la nécessité de faire intervenir les autorités religieuses :

... [le chef de district Nazek] a diffusé une lettre demandant à chaque mosquée de faire en sorte que le mollah et deux anciens soient présents. Il a déclaré qu'il fermerait les mosquées dont le mollah ne participerait pas aux entretiens. L'ELMOP et le chef de police du district ont discuté de la valeur de la choura et de l'importance de y faire participer les mollahs et de ne pas les aliéner. Leur participation revêt une grande importance. Les mollahs ont la capacité d'encourager la population locale à faire le bien ou le mal, en fonction de la façon dont on les aborde et les traite. [Le chef de police du district] a l'intention de faire tout en son pouvoir pour qu'à tout le moins, ils ne soient pas hostiles aux FNSA ou à la FIAS²⁰⁴. [Traduction]

Cependant, l'attitude négligente des autorités de Kandahar à l'endroit de la police du Dand usait le chef de police et ses hommes. L'ELMOP canadienne collaborait avec le GT pour que les carabines AK-47 prises à l'ennemi soient données à la police du Dand à titre de mesure provisoire, mais cela n'était pas suffisant. La police s'est mise en grève et a menacé de quitter le Dand à la fin d'août. Les agents voulaient un programme de perfectionnement ciblé dans le district, des armes, des véhicules, du carburant et des vivres. Les mentors canadiens ont signalé ce qui suit : « Ce problème risque maintenant d'avoir des répercussions opérationnelles et de saper d'importants progrès accomplis dans les sphères gouvernementales²⁰⁵ ». [Traduction]

Les opérations dans le district de Panjwayi, en juillet 2010

Pendant le mois de juillet et au début d'août, le GT du 1 RCR et le 2^e Kandak ont ressenti les effets de l'arrivée dans le Panjwayi oriental du commandant taliban Janan Agha, que le tristement célèbre Hafiz Majid avait envoyé là pour stimuler les insurgés de la région²⁰⁶. Pendant que les insurgés se réorganisaient, le Lcol Mialkowski lançait l'Op AZADI 2 dans la région de Sperwan, le 1^{er} juillet : c'était la deuxième opération de perturbation (voir la figure 7-7). Au cours de deux jours, la Compagnie Charles, renforcée par des éléments du reste du GT, a découvert un petit nombre d'EEI, mais elle n'a pas été en contact avec l'ennemi. Quand les Canadiens ont tenu une choura avec les dirigeants locaux, Haji Baran en tête, l'assistance a été quasi nulle. Cela a été attribué « aux effets nuisibles de l'influence continue du gouverneur du district, Haji Baran, dans la région²⁰⁷ ». [Traduction]

Cependant, les insurgés ont audacieusement attaqué le quartier général tactique du Lcol Mialkowski tandis que le convoi se rendait de Sperwan à Ma'Sum Ghar, en suivant l'itinéraire HYENA. Le VBL III du sergent-major régimentaire (SMR) Stu Hartwell a essuyé les tirs d'une mitrailleuse PK, puis il a été touché par une GPF alors qu'il ripostait avec son canon de 25 mm. La GPF a frappé le coffre de stockage des munitions et a explosé. Malgré la fumée qui émanait du véhicule, le SMR Hartwell a réussi à faire sortir son équipage et un ambulancier paramédical du véhicule, pendant que les munitions se faisaient cuisiner²⁰⁸. À des postes de contrôle des véhicules établis à l'improviste, quatre individus ont été pris au moment où ils quittaient le secteur à bord de motocyclettes et dans une fourgonnette, mais les Canadiens n'ont pas estimé qu'il s'agissait là de l'équipe ayant tendu l'embuscade. Le lendemain, une embuscade semblable a été tendue exactement au même endroit, cette fois contre un peloton de la Compagnie Charles qui exécutait une évaluation des dommages de combat. Au cours d'un engagement de quarante minutes, deux Canadiens ont été blessés. Les tirs des canons de 25 mm ont fait fuir les attaquants vers une hutte à raisins qui a ensuite été touchée par des tirs de mortier de 81 mm et une bombe GBU-38 larguée par un avion A-10. Pendant qu'il retournait à Sperwan Ghar, le peloton canadien

a été attaqué par des insurgés munis de GPF et d'armes légères²⁰⁹. La présence d'une équipe ennemie de 12 à 20 membres employant une discipline de tir, portant des bottes de combat et assujettissant des forces équipées de VBL III à des tirs nourris pendant plus d'une demi-heure représentait un fait nouveau important²¹⁰. De nouveau, les ressources ISTAR ont scruté le secteur entre Sperwan Ghar, Haji Habibollah et Bazaar-e Panjwayi, et les observateurs ont constaté que les insurgés avaient établi plusieurs postes de contrôle des véhicules. Des hélicoptères Griffon ont survolé les lieux, ce qui a dispersé les insurgés, mais ceux-ci se sont rapidement regroupés. Un MQ-9 Reaper est arrivé sur les lieux et a fait voir que les insurgés chargeaient des armes et un EEI sur une motocyclette. Deux bombes GBU-12 ont été larguées sur les insurgés, qui faisaient partie du groupe Hydari et que les chefs insurgés avaient amenés là pour remplacer le groupe Nabi désormais inexistant. Les dispositifs de surveillance se sont dès lors concentrés sur cette région pendant tout le mois de juillet²¹¹.

Les deux principaux secteurs à problème dans le Panjwayi oriental sont demeurés ceux de Chalgowr et de Nakhonay. Les insurgés partaient de ces deux endroits pour infecter les localités qui les séparaient. La Compagnie O s'est occupée du secteur au nord de l'itinéraire LAKE EFFECT, tandis que la Compagnie B a continué d'intervenir à Nakhonay et dans les environs.

Le Maj Steve Brown et la Compagnie O ont fait face à deux problèmes. Pendant tout le mois de juillet, les insurgés s'infiltraient dans Salavat et Fatollah et y posaient de multiples EEI, dont un a tué un soldat afghan. En outre, l'ennemi a eu recours à la tactique consistant à « faire feu puis à fuir ». Cependant, après un balayage fait dans Salavat le 7 juillet, la situation s'est calmée. Quand des équipes de CH-146 Griffon armés sont entrées en scène, les poseurs d'EEI et les insurgés qui tendaient des embuscades ont été régulièrement ciblés du haut des airs pendant qu'ils se retiraient après avoir mené leurs attaques²¹².

Le second problème a concerné le secteur entre l'Avant-poste de combat Panjsher et Chalgowr. Là, les insurgés ont déclenché une attaque contre l'avant-poste de combat avec « des tirs nourris », le 5 juillet, puis ils ont établi des postes de contrôle des véhicules pour créer ainsi une ligne destinée à faire écran au village depuis l'avant-poste. Ils ont raffermi cette approche avec un tireur d'élite qui a régulièrement fait feu sur l'Avant-poste Panjsher. Une équipe de tireurs d'élite du 1 RCR a infiltré le secteur et s'en est prise au réseau de guetteurs ennemis qui surveillaient l'avant-poste. Un jeu du chat et de la souris a commencé dans les environs de l'Avant-poste Panjsher au cours des semaines suivantes, pendant que le peloton et l'équipe de tireurs d'élite ont essayé d'éliminer le tireur d'élite ennemi. Une impasse étrange s'est créée dans ce secteur tandis que les patrouilles sortaient irrégulièrement, mais n'arrivaient pas à influencer sur la situation à Chalgowr²¹³.

CHAPITRE SEPT



Photo : Auteur



Photo : Auteur

Des projets de développement ont finalement eu lieu tout autour de Nakhonay qui s'est ainsi trouvé au milieu d'une toile de systèmes de surveillance, car l'objectif était d'isoler l'endroit et d'y repérer les éléments insurgés. Il y a donc eu des projets de pavage, des activités de COCIM et des patrouilles exécutées par les véhicules Coyote de l'Escadron de reco.

Une patrouille canado-afghane a heurté un EEI qui a tué un Afghane. Pendant qu'elle bouclait l'endroit, elle a découvert deux autres EEI avant qu'ils explosent. Une équipe de CH-146 Griffon armés qui survolait le secteur a repéré des femmes et des enfants qui quittaient la localité de Folad, puis un homme muni d'un téléphone et de jumelles qui observait la scène. Au moment où les hélicoptères se préparaient à faire feu, le guetteur a couru se réfugier avec un autre homme dans une hutte de séchage du raisin. Un Griffon a tiré sur la hutte, et l'autre a abattu les deux insurgés alors qu'ils sortaient de la hutte à la course, de l'autre côté²¹⁴.

Les insurgés ont ensuite concentré leur attention sur l'Avant-poste de combat Shojah qu'ils ont commencé à attaquer régulièrement le 23 juillet avec des équipes munies de mortiers. Les hélicoptères Griffon ont pisté une de ces équipes jusqu'à une fourgonnette blanche qui a quitté l'endroit avant que l'on ne puisse l'engager. Pendant ce temps, le peloton à Shojah concluait qu'il y avait dans les environs de Shojah un réseau de guetteurs ennemis munis d'appareils de communication et pouvant demander à l'équipe munie de mortiers de bombarder l'avant-poste quand elle était en déploiement et à portée de ce dernier. Le système ennemi était perfectionné au point que les guetteurs pouvaient ajuster le tir des mortiers, mais ils manquaient d'expérience de sorte qu'ils ne touchaient pas vraiment l'avant-poste²¹⁵. Des EEI ont été placés autour de Fatollah en même temps : cinq d'entre eux ont touché des patrouilles canadiennes et afghanes et ont blessé plusieurs soldats. Un autre EEI a explosé et a tué un enfant.

Le 30 juillet, la Compagnie O a fait face à un autre problème tactique complexe : un groupe d'insurgés a attaqué l'Avant-poste de combat Panjsher depuis trois endroits différents. Le peloton a ouvert le feu avec ses canons de 25 mm et ses mortiers de 81 mm et il a ainsi immobilisé la force ennemie jusqu'à l'arrivée d'un avion A-10. L'ennemi s'est replié et dispersé avant d'être frappé. Ensuite, un UAV Heron a repéré une équipe de poseurs d'EEI au nord de l'Avant-poste Shojah. Le GT a dirigé là un MQ-9 Reaper et a largué une bombe GBU-12 sur l'ennemi et l'a éliminé. Les combats au nord de l'itinéraire LAKE EFFECT se sont poursuivis en août, mais pour l'essentiel, les lignes avaient été tracées à l'est, de sorte que Mohajerin, Salavat et les localités environnantes ont été relativement épargnées. Au cours d'une patrouille, le 31 juillet, toutefois, l'ennemi a tendu une embuscade à l'élément de tête. Le Sgt Graham Verrier a immédiatement lancé un assaut frontal contre la force ennemie et a fait feu à maintes reprises sur elle jusqu'à ce qu'elle se retire. Les actions du Sgt Verrier lui ont valu d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire.

Le recours à des tirs indirects par l'ennemi contre Shojah préoccupait le Bgénéral Vance, qui a demandé quelles mesures étaient prises pour remédier au problème; on lui a répondu que les règles et procédures d'engagement prolongeaient les délais d'intervention, de sorte que certains engagements ne pouvaient pas avoir lieu. Le Bgénéral Vance a modifié cet état de choses : quand on lui a dit qu'il était difficile d'obtenir l'autorisation voulue par

l'intermédiaire du commandant de l'espace de bataille, il a rappelé ceci à tout le monde : « Je suis le commandant de l'espace de bataille, et je vais me fâcher si nous perdons qui que ce soit à cause de tirs indirects²¹⁶ ». [Traduction] Une partie de ce changement a compris l'autorisation donnée aux forces canadiennes dans le Panjwayi de recourir davantage aux aérostats de surveillance en même temps qu'aux tirs. Ce changement a sensiblement nui à la liberté de mouvement des insurgés à la fin de juillet, du moins quand les amarres des aérostats n'étaient pas coupées accidentellement par les hélicoptères des É.-U. et ceux des entrepreneurs au cours de leurs vols²¹⁷.

Cela dit, un certain nombre d'attaques fructueuses ont été attribuables aux aérostats munis de SSC à Sperwan Ghar et Shojah et aux SSCS à Ma'Sum Ghar, à la fin de juillet. Le 25 de ce mois, l'ennemi a ciblé l'aérostat de Ma'Sum Ghar pendant toute la journée. Deux appareils Griffon munis de canons Dillon Gatling sont arrivés sur les lieux pour repérer les tireurs ennemis, mais ceux-ci ont tiré sur eux. Un des chars Leopard A26M de l'Escadron A du Maj Rob Mackenzie, qui occupait une position d'attente, a communiqué avec le centre des opérations tactiques, où les données transmises par les aérostats étaient affichées à un écran de télévision. Les tireurs ennemis ont été attaqués avec des canons de 120 mm. La Compagnie Charles a envoyé un peloton pour essayer de bloquer l'ennemi quand il se retirerait. La patrouille canadienne s'en est alors prise à l'ennemi, et un échange de feux a eu lieu. Quelques insurgés ont été tués, et les autres se sont dispersés²¹⁸.

Des engagements semblables se sont produits à Sperwan Ghar le 27 juillet. L'équipe de surveillance a repéré un groupe de quatre insurgés se rendant à un lieu d'embuscade connu. Soixante obus de mortier de 81 mm ont été tirés sur eux, et ils ont tous été tués. Immédiatement après, une équipe ennemie munie d'un mortier a lancé un seul obus à Sperwan Ghar. Les guetteurs manœuvrant les aérostats ont pu diriger un MQ-9 Reaper jusqu'au lieu de l'attaque, mais l'ennemi s'est défilé avant l'exécution des tirs²¹⁹. À l'Avant-poste de combat Shojah, le lendemain, l'équipe des aérostats a repéré un groupe de poseurs d'EEI, mais il est parti de là avant d'avoir pu être attaqué. Un MQ-9 Reaper qui survolait déjà le secteur a été dirigé vers l'équipe ennemie qui a été supprimée avec une bombe GBU-12²²⁰.

L'Op BAEXEI : la crise de Nakhonay, en juillet et août 2010

En juillet, la localité de Nakhonay constituait sans doute le théâtre de l'effort principal de l'ennemi dans le Panjwayi oriental. Haji Malim avait apparemment conclu un marché avec les chefs insurgés : il refuserait tout projet de l'OTC et des équipes de la COCIM si les insurgés s'abstenaient de poser des EEI à Nakhonay²²¹. Cependant, ce « marché » s'est avéré une chimère unilatérale quand un EEI a explosé et blessé deux Canadiens le 2 juillet. L'Escadron de reco a néanmoins supprimé une équipe de poseurs d'EEI avec ses canons de 25 mm en faisant feu depuis son poste d'observation à Salavat Ghar. Naturellement, le « marché »

portait sur les EEI, mais y étaient passées sous silence les attaques directes avec des canons sans recul de 82 mm contre l'avant-poste de combat au milieu du village. Trois soldats afghans ont été gravement blessés, tandis que le peloton canadien ripostait avec des tirs de mortier de 60 mm et appelait un MQ-9 Reaper à la rescousse. Incapable de repérer une cible de façon catégorique, l'UAV a quitté les lieux. Toutefois, un CU-170 Heron a repéré un homme transportant un canon sans recul de 82 mm près d'Adamzai, où il a enfourché une motocyclette avec un autre homme. Le Reaper a été rappelé et a largué une bombe GBU-12 qui a supprimé les deux hommes pendant qu'ils enterraient leur arme²²². Le major Austin Douglas a fait le bilan et a amorcé l'Op NOLAI, qui a eu pour effet d'accroître le nombre de patrouilles à Nakhonay et dans les environs. L'ennemi a reculé, mais il a continué d'affecter des guetteurs au sud de l'Avant-poste de combat Ballpeen. Des tirs de balles de 25 mm les ont tenus à distance et en ont tué au moins un. Des UAV MQ-1 Predator ont continué d'observer le secteur des avant-postes et des environs à Nakhonay et ont lancé des missiles Hellfire sur les guetteurs ennemis. Le 6 juillet, « trois cadavres et un bras qui n'appartenait à aucun de ces derniers ont été trouvés sur les lieux de l'engagement. Le GT 1 RCR a dit croire que le quatrième insurgé avait été volatilisé par l'explosion ou qu'il s'était échappé à pied et était mort ensuite²²³ ». [Traduction]

L'Op NOLAI s'est prolongée dans la localité d'Imam Sahib, où un autre EEI a blessé deux Canadiens le 7 juillet. Cela s'est reproduit deux jours plus tard, et cette fois, un interprète a été blessé. Au cours d'un raid de nuit, une unité dite « de flanc » [Traduction] par euphémisme – c'étaient en fait des FOS – a neutralisé une fabrique d'EEI à Kenjakak et saisi 500 livres d'explosifs artisanaux²²⁴.

Les attaques contre l'Avant-poste de combat Ballpeen se sont poursuivies, mais cette fois, une équipe de Griffon armés décrivait des cercles dans le ciel de la région à ce moment-là. Après l'arrivée des hélicoptères sur les lieux, l'attaque ennemie a cessé, et les insurgés se sont dispersés. Les habitants ne savaient pas au juste ce qui se passait à Nakhonay : certains renseignaient les patrouilles, mais l'absence d'une présence policière efficace réduisait les chances d'obtenir des informations valables auprès de la population. Les habitants ont dit à l'équipe de la COCIM qu'ils voyaient d'autres localités profiter de l'électricité et de l'éclairage et qu'ils voulaient eux aussi bénéficier de ces services, mais qu'Haji Malim leur avait dit qu'ils n'en avaient pas besoin²²⁵. Il y avait des failles à exploiter, mais la perte de crédibilité d'Haji Baran entravait les efforts faits en ce sens. Selon les habitants de l'endroit, « Baran s'enrichit trop à la faveur des projets, tandis que [nous] recevons très peu [...] Pour les gros projets, on se sert de machines pour faire tout le travail, et une seule personne est payée [...] si la FIAS embauchait plus de gens au lieu d'utiliser des machines, plus de personnes travailleraient et seraient occupées au lieu d'aller se joindre aux insurgés²²⁶ ». [Traduction]

Quant à la compagnie afghane travaillant avec la Compagnie B à Nakhonay, cette dernière s'est fait dire que les chefs de l'unité afghane étaient corrompus, que les habitants ne lui

fournissaient aucun renseignement et qu'ils n'en donnaient qu'aux Canadiens. Ceux-ci ont ensuite reçu beaucoup d'informations sur un logisticien insurgé présent dans le secteur²²⁷.

Une attaque à l'EEI contre une patrouille canadienne, le 20 juillet, a fait pencher la balance. Une charge à fragmentation directe télécommandée a coûté la vie au Spr Brian Collier du 1^{er} Régiment du Génie de combat. La mort du sapeur (Sap) Collier a été la proverbiale goutte qui a fait déborder le vase : elle a galvanisé le Bgén Vance et a directement entraîné l'Op BAEXEL, dont l'objectif allait être de sécuriser les itinéraires entre les trois avant-postes de combat à Nakhonay et de stabiliser la localité²²⁸.

Le plus grand problème était que la Compagnie B ne comptait plus que deux pelotons, en raison des pertes humaines subies et du plan des congés de retour au domicile; il n'y avait pas d'agents de police, et la compagnie afghane, elle aussi réduite à deux pelotons, était de moins en moins encline à partir en patrouille. Ensemble, les deux compagnies devaient défendre trois avant-postes de combat, mener des patrouilles, établir des contacts avec la population et combattre les insurgés quand elles pouvaient les trouver. Il n'y avait tout simplement pas assez de personnel. L'ennemi était en train d'établir son ascendance psychologique à Nakhonay, avec deux conséquences : cette réalité intimidait la population non seulement dans la collectivité, mais aussi de façon symbiotique, avec celle de Chalghowr qui pouvait voir que Nakhonay était un modèle à suivre. À Mohajerin, Salavat et Fatollah et aussi à Salehan au nord, l'établissement fragile du stade « Tenir » risquait d'avorter. En second lieu, Nakhonay se comparait à une maladie contagieuse menaçant le Dand; en effet, toute réaffirmation du contrôle des insurgés à Nakhonay aurait des incidences à l'est, là où le stade « Construire » s'accomplissait de plus en plus. Il fallait faire quelque chose sans tarder²²⁹.

Le Bgén Vance se demandait quelles ressources il devait placer à Nakhonay. La Compagnie Charles était profondément engagée dans sa lutte dans le secteur de Sperwan. La Compagnie O se trouvait face à face avec l'ennemi à Chalghowr. Les deux avaient besoin de compagnies afghanes partenaires pour fonctionner, ce qui limitait les options : il y avait deux forces de manœuvre, et non quatre. Le 2^e Kandak n'avait rien à fournir. La FO 1-71 Cav se consacrait à la protection des efforts liés au stade « Construire » dans le Dand.

Que dire des unités de la 1-205 Brigade, ou du 205^e Corps? Elles étaient prises dans une opération interminable appelée AMKA dans le district d'Arghandab. La 1-205 Brigade elle-même éprouvait des difficultés au chapitre du leadership. Comme d'autres entités de la FIAS avaient besoin de « partenaires » pour leurs opérations, les forces disponibles étaient encore plus rares qu'auparavant. Le Canada n'avait plus la capacité d'exploiter les ressources afghanes, maintenant que le gouvernement avait accepté un moindre rôle dans les délibérations. Essentiellement, la perte d'influence du Canada à tous les paliers, depuis Kaboul jusqu'à Kandahar, a contribué à empêcher un déploiement efficace à point nommé de forces afghanes à Nakhonay.



Photo : Auteur

La Compagnie I du 2 RCR, déployée à l'origine avec l'ERP, était équipée de la variante du VBL III munie du système d'arme télécommandé (SAT), qui lui a été très utile quand elle s'est rendue dans le dangereux village de Nakhonay au cours de l'été de 2010.

Il n'y avait que deux solutions viables. La FO spéciale 58 était la première : elle pourrait servir à déstabiliser l'ennemi en attendant qu'une force de renfort plus puissante puisse entrer en action. La FO 58 a lancé une série d'opérations immédiatement après la mort du Sap Collier²³⁰.

La Compagnie I, au Camp Nathan Smith, c'est-à-dire l'actuelle Compagnie Stab A, constituait la seconde solution. Cette compagnie était commandée par le Maj Steve Knowell et elle comprenait trois pelotons comptant 55 fantassins de la Force régulière et 40 autres qui appartenaient à la Réserve; ils disposaient de VBL III, de VBL à SAT et de véhicules Cougar MRAP. La Compagnie I travaillait dans la ville de Kandahar, elle patrouillait avec la police afghane, elle protégeait l'équipe de neutralisation des explosifs et munitions quand celle-ci était déployée, et elle transportait les représentants des autres ministères membres de l'Équipe de reconstruction professionnelle à leur lieu de réunion. La Compagnie I servait aussi de force de réaction rapide aux fins du nombre grandissant d'opérations menées par les FOS présentes dans la ville, en l'occurrence la FO 42, le SBS britannique et, parfois, la FO 310 (les chasseurs américains de dirigeants ennemis)²³¹.

Cependant, l'utilisation de la Compagnie I pour renforcer la position de la FO Kandahar à Nakhonay est devenue problématique. Le représentant du Canada à Kandahar, Ben Rowswell, s'est opposé au retrait de la Compagnie I en faisant valoir que sa fonction consistait à transporter ses civils membres de l'ERP. La crise a fait escalade jusqu'aux plus hautes

autorités canadiennes à Ottawa. Résultat : le Bgén Vance a été autorisé à prendre deux des trois pelotons de la Compagnie I et à les déployer à Nakhonay. Cette priorité accordée à d'abstraites projets de développement au palier provincial, aux dépens de la sécurité et de la sûreté des troupes canadiennes à Nakhonay, constituait un autre exemple de la dichotomie philosophique qui existait au sein de l'effort canadien en Afghanistan²³².

L'Op BAEXEI était désormais en marche. Le Maj Nowell et ses deux pelotons ont conduit leurs VBL à Nakhonay, ils se sont installés dans l'Avant-poste de combat Ballpeen et, le 22 juillet, ils ont commencé à patrouiller le long de l'itinéraire Chimo, soit l'axe de communication reliant les avant-postes Ballpeen, Patricia et Shkarre. Les postes de contrôle se sont multipliés dans la localité, ce qui a suscité des plaintes de la part des habitants jusqu'à ce que les soldats afghans leur disent qu'ils avaient le choix : ou bien fournir des renseignements sur les insurgés, ou bien se la fermer et rentrer chez eux²³³!

Le climat local a changé considérablement. Les renseignements ont recommencé à abonder, et il n'y a eu aucun incident jusqu'à la fin de juillet. Cela a donné au Bgén Vance du temps pour faire des démarches auprès des Afghans et des alliés afin d'obtenir une présence afghane permanente dans la localité. Cependant, la situation de la police à Nakhonay était compromise, et la compagnie afghane n'était pas encline à se déployer à cet endroit. Il fallait du nouveau personnel.



Photo : Auteur

La détérioration de la situation à Nakhonay a amené la FO Kandahar à redéployer la Compagnie I dans le Panjwayi oriental, elle qui avait jusque-là fait partie de l'ERP. Ces renforts, ajoutés à une activité accrue des FOS dans le secteur, stabilisaient temporairement la situation.

Les opérations dans le district de Panjwayi, en juillet et août 2010

L'acquisition et le déploiement d'agents de police à Nakhonay sont dès lors devenus des questions mêlées aux intrigues politiques du Panjwayi. Les anciens du district réclamaient de plus en plus le renvoi d'Haji Baran, tandis que d'autres refusaient d'assister aux chouras où il allait être présent. Son incapacité d'établir des relations avec Haji Malim à Nakhonay confirmait que son étoile pâlisait²³⁴.

La relation entre Baran et le chef de police du Panjwayi, Sayed Gulub Shah Agha, s'est détériorée encore plus à cause de l'adjudication de contrats relatifs à la construction du nouveau poste de police. Le chef de police refusait de permettre à l'entrepreneur de poursuivre les travaux parce qu'il n'avait pas eu son mot à dire quand ce dernier avait été choisi et que, par conséquent, il n'avait pas eu sa part du gâteau. L'impasse a entraîné l'abandon du chantier et suscité un problème de sécurité au nouveau centre de district²³⁵.

Même si Shah Agha s'adonnait encore à la corruption de niveaux inférieurs, son rôle de médiateur a été déterminant dans la résolution d'un différend qui opposait deux de ses commandants subalternes, lequel différend menaçait d'engendrer une escalade de violence entre les partisans de chacun de ces deux hommes. Baran voulait que son garde du corps continua de porter l'uniforme de la police afghane, mais Shah Agha lui a dit que cela n'était plus acceptable. La dispute s'est à ce point envenimée que Shah Agha a battu Baran à coups de théière de métal. La tension s'est ensuite tellement envenimée dans cet « incident de la théière » que les forces fidèles à Baran et la police du Panjwayi ont échangé des coups de feu depuis leurs tours de guet respectives. L'impasse mexicaine a persisté, ce qui a incité le GT et le quartier général de la police à Kandahar à intervenir²³⁶.

Après « l'incident de la théière », Shah Agha a été démis de ses fonctions et a été remplacé par un subalterne docile et doux, et trois autres commandants se sont succédé dans le poste au cours des quatre mois suivants. Les hommes loyaux à Shah Agha ont menacé de faire la grève ou de partir avec lui s'il était envoyé ailleurs. L'ELMOP a fait savoir qu'il n'y avait qu'un seul agent de police dûment formé dans tout le district. Le degré de bouleversement a rendu impossible la prestation de services de police efficaces dans le Panjwayi, encore moins à Nakhonay même²³⁷. Chose certaine, l'influence canadienne dans ces milieux était quasi inexistante, voire nulle²³⁸. Il ne restait plus que l'Armée afghane. Toutefois, à cause des problèmes liés au partenariat, aux opérations dans l'Arghandab et aux changements de chefs, il n'était pas possible alors d'affecter là des troupes de la 1-205 Brigade.

Entre-temps, à Sperwan Ghar, le Maj Taylor et la Compagnie Charles, appuyés par le peloton de reco, découvraient à maintes reprises des EEI le long de l'itinéraire BROWN. Un peloton s'est avancé pour dégager une enceinte d'intérêt et a alors essuyé des tirs. Le Cplc Paul Mitchell a fourni des tirs de couverture avec une mitrailleuse et a repoussé l'ennemi; après une série d'interventions d'un Griffon armé, les insurgés ont rompu le contact.

Du matériel utilisé pour fabriquer des EEI a été découvert dans l'enceinte, exploité puis enlevé. Les actions du Cplc Mitchell lui ont valu d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire²³⁹. Une des opérations de perturbation canado-afghanes planifiées, soit l'Op SAYLOP, devait avoir lieu dans le secteur de Na'al Bazaar. Cependant, un informateur local a fait savoir aux autorités compétentes que l'opération avait été compromise; de sorte qu'elle a plutôt eu lieu dans les localités situées à l'est de l'itinéraire BROWN. Les forces effectuant le balayage ont été la cible de tirs sporadiques provenant des deux côtés de la route, mais elles n'ont subi aucune perte. Pendant l'Op SAYLOP, les habitants de l'endroit ont dit aux membres de la Compagnie Charles que le degré d'intimidation de la part des insurgés était tel qu'ils ne pouvaient être vus en compagnie de soldats canadiens et qu'il n'y avait pas assez d'anciens pour tenir une choura. Un des anciens a expliqué que les talibans laissaient des lettres nocturnes, mais qu'ils venaient aussi sur place et leur montraient les photos des anciens qu'ils conservaient dans leurs dossiers au Pakistan. Baran ne pouvait pas les protéger, et il n'y avait toujours pas d'agents de police dans le secteur de Sperwan²⁴⁰. La rumeur a aussi circulé selon laquelle les talibans à Zangabad étaient tellement sûrs de leur emprise sur la population qu'ils exécutaient leur propre projet d'éradication de la polio, ce qui constituait une autre façon de défier l'autorité gouvernementale²⁴¹ (voir la figure 7-8).

L'ajout de l'aérostat à Sperwan Ghar permettait une meilleure connaissance de la situation, et la Compagnie Charles donnait suite aux renseignements ainsi recueillis quand elle le pouvait. Les systèmes de l'aérostat servaient à diriger des UAV MQ-9 Reaper et MQ-1 Predator contre les insurgés qui s'en prenaient aux postes d'observation de l'Armée afghane dans le secteur. La couverture améliorée permettait également d'utiliser les mortiers de 81 mm quand les UAV n'étaient pas disponibles. Quand des cibles se présentaient, la Compagnie utilisait aussi le canon de 25 mm du véhicule Coyote, qui avait pris position au sommet de la colline.

En août, la situation dans le district de Panjwayi changeait considérablement quant à l'intensité et aux types des activités ennemies. À Sperwan, il n'y a eu presque aucune activité ennemie jusqu'au 12 août, date où une patrouille commandée par des Afghans a été prise à partie. Pendant qu'elle se défendait, la patrouille a découvert qu'elle se trouvait tout près d'un EEI. Après avoir gagné l'échange de feux, elle a fait venir l'équipe de NEM, mais celle-ci est tombée dans une embuscade. L'unité a riposté avec son canon de 25 mm et elle a appelé à l'aide : un appareil AH-64 Apache est arrivé et a lancé sur la position ennemie des missiles Hellfire et des roquettes de 2,5 pouces. Tandis que les Canadiens s'avançaient pour nettoyer la position, ils découvraient des tranchées et des tunnels qui avaient transformé une hutte ordinaire de séchage du raisin en une fortification en bonne et due forme. Ils ont demandé une intervention aérienne pour détruire la position. Hormis un certain nombre d'obus de mortier lancés sur la base et un autre engagement ayant nécessité le recours à un UAV armé près de l'itinéraire BROWN, le secteur des environs de Sperwan demeurait plutôt calme²⁴².

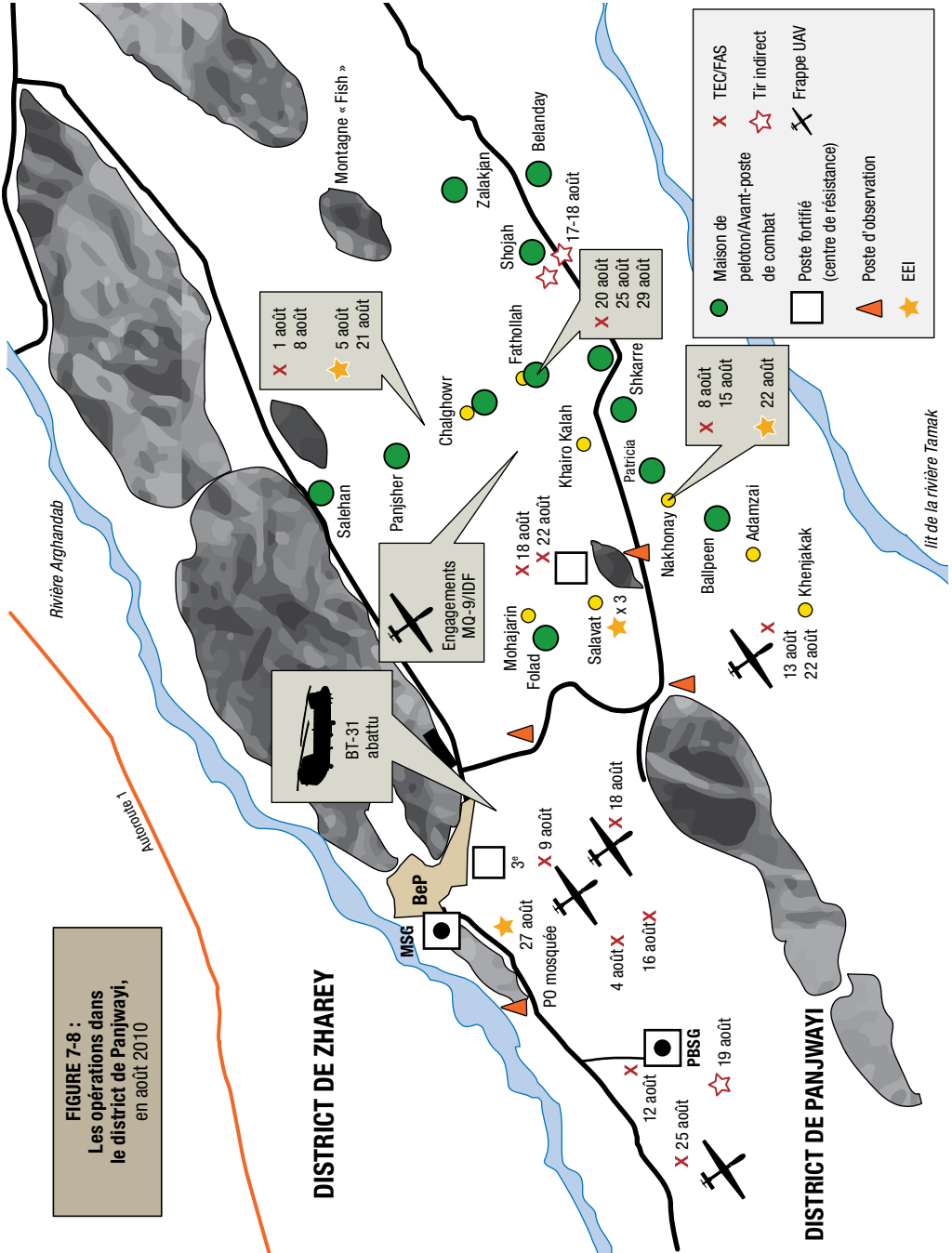


Figure 7-8 : Les opérations dans le district de Panjwayi, en août 2010



Photo : Auteur

Le Canada a récupéré une capacité de transport moyenne sous la forme des hélicoptères CH-27 Chinook, ce qui a considérablement réduit les mouvements routiers dans les secteurs truffés d'EEI. Cette photo de l'I/A Blowtorch 61 a été prise par l'auteur quelques minutes avant que l'appareil ne soit abattu par les forces insurgées.

Cependant, l'activité ennemie prenait de l'ampleur à Bazaar-e Panjwayi. Le groupe Hydari restait actif et sondait le secteur au sud de Bazaar-e Panjwayi, le village d'Haji Habibollah et les environs; il établissait aussi plusieurs postes illégaux de contrôle des véhicules. Par ailleurs, les insurgés se sont affirmés en tendant une audacieuse embuscade près de la FOB Ma'Sum Ghar à des forces de l'Armée afghane, puis en déclenchant une attaque à l'EEI tout près de la base. Le 5 août, un CH-147 Chinook a été abattu, et cela a vraiment obligé la FO Kandahar à porter attention à ce groupe.

L'indicatif d'appel BLOWTORCH 61 transportait à leur destination les commandants de compagnie du GT montant et leurs homologues qui exécutaient les reco en prévision de la relève sur position devant avoir lieu à l'automne. Des civils de l'Équipe de soutien de district étaient aussi à bord. Après avoir laissé à la FOB Ma'Sum Ghar les Maj Rob Mackenzie et Éric Landry (commandant du nouvel escadron de chars) et l'historien de l'Armée canadienne, le Chinook a décollé de cet endroit et a été attaqué par une équipe d'insurgés munis de mitrailleuses lourdes entre la FOB et le centre de district. Le Col Christian Drouin, commandant de l'Escadre aérienne, qui pilotait le CH-146 Griffon d'escorte, a vu que l'hélicoptère de transport avait été touché et qu'il commençait à prendre feu. Il a communiqué par radio avec le pilote, le Capt Bill Fielding, pour lui expliquer le problème. Le groupe ennemi a disparu dans les complexes d'enceintes dissimulés par une végétation dense, près d'Haji Habibollah. Le Capt Fielding a réussi à se poser en catastrophe dans une plantation de raisins. Tous les 24 passagers ont pu sortir vivants de

l'hélicoptère en train de brûler et de fondre, mais ils ont aussitôt été la cible d'armes légères. Les équipages des Griffon qui étaient encore dans le ciel du secteur ont attaqué les ennemis qu'ils pouvaient apercevoir jusqu'à l'arrivée du Maj Taylor sur les lieux; il avait été déposé plus tôt à Sperwan Ghar par le même hélicoptère et il s'amenait alors avec une troupe de chars Leopard en appui venue de Ma'Sum Ghar. Les insurgés ont fait feu sur le site de l'épave, jusqu'à l'arrivée de ces forces²⁴³. Les actions du Capt Fielding lui ont plus tard valu d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire.

Quand les ressources ISTAR ont été déployées pour trouver ceux qui avaient détruit l'hélicoptère, les comptes rendus ont compris un élément intéressant : des chefs talibans à Quetta avaient versé une prime au groupe Hydari. Le 8 août, le système de surveillance continue au sol (SSCS) installé à bord de l'aérostat de Ma'Sum Ghar a repéré une équipe d'insurgés munie de mitrailleuses qui faisait feu sur un poste de contrôle de la police depuis une position au sud de Bazaar-e Panjwayi. Les mitrailleurs ont rompu le contact quand la police s'est déployée, et le personnel du Centre des opérations tactiques les a traqués jusqu'à un point de rendez-vous avec deux insurgés qui occupaient un poste de contrôle des véhicules, puis jusqu'à une aire de repos où se trouvaient six autres insurgés. Un avion A-10 Warhog a largué une bombe guidée sur l'aire de repos et a tué tous les insurgés. Cette équipe de mitrailleurs est celle dont on pense qu'elle a abattu l'I/A BLOWTORCH 61²⁴⁴.

Pendant le reste du mois d'août, des UAV armés étaient employés pour attaquer les postes ennemis de contrôle des véhicules dans le voisinage d'Haji Habibollah. Une attaque menée avec l'aérostat muni d'un SSCS, un UAV Heron et deux avions A-10 a fait chez l'ennemi de multiples morts dont les morceaux déchiquetés ont ensuite été recueillis par d'autres insurgés utilisant une brouette et un taxi. La FO 58 a aussi été mise à contribution pour supprimer ces petits groupes. Ce jeu de « prêté pour un rendu » contre les postes illégaux de contrôle des véhicules a continué jusqu'à une date plus avancée du mois où l'Armée afghane a augmenté ses effectifs dans la région²⁴⁵. Les forces coalisées ont mesuré l'importance des pertes qu'elles avaient infligées au groupe Hydari quand un commandant taliban supérieur a été envoyé dans le secteur d'Haji Habibollah-Bazaar-e Panjwayi à la mi-août pour y prendre le commandement des opérations²⁴⁶.

Le Maj Steve Brown et la Compagnie O ont été défiés par l'ennemi sur trois fronts. Le premier était Salavat. Comme le secteur de Sperwan, cette localité avait été calme jusqu'à la mi-août. Ensuite, un balayage de la COIC a fait sauter un EEI, ce qui a endommagé le véhicule Husky. Parallèlement, les ressources ISTAR avaient pisté un poseur d'EEI pendant plusieurs jours dans le secteur entre Salavat et Foland. Un CU-170 Heron, qui veillait dans le ciel impassiblement, a identifié l'insurgé catégoriquement au moment où ce dernier activait un engin sur la route. Un Griffon armé a ouvert le feu avec son canon Dillon Gatling tandis



Photo : Auteur

Le Centre des opérations tactiques, FOB Ma'Sum Ghar. En 2010, des caméras installées à bord d'un aérostat transmettaient des images au COT, lequel pouvait ensuite communiquer avec les chars Leopard dans leurs positions d'attente. Les chars prenaient ensuite à partie les insurgés dans le district de Zharey, de l'autre côté de la rivière, avec leurs canons de 120 mm. Ici, l'équipe du COT vient d'observer la destruction d'une équipe ennemie munie d'armes lourdes. Les insurgés avaient été repérés par un MQ-9 Reaper envoyé vers leur position par le COT de Ma'Sum Ghar travaillant de concert avec le COT de la FO au KAF; finalement, un avion A-10 Warhog a attaqué les insurgés.

que l'insurgé tentait de fuir sur sa motocyclette. Il n'a pas été assez rapide pour échapper aux balles. Vers la fin du mois, un autre poseur d'EEI est arrivé et s'en est pris aux patrouilles afghanes. Une de ses attaques a mis hors de combat un véhicule Humvee de l'Armée afghane et blessé deux Canadiens. Cet insurgé était jumelé à un guetteur, et l'on craignait qu'il demande des tirs de mortiers. Les tireurs d'élite du 1 RCR les ont supprimés tous les deux avant que cela se produise²⁴⁷. Des habitants de Salavat ont dit à l'équipe de la COCIM que « la population locale [de Salavat] [faisait] confiance à la FIAS et aux FNSA et que l'ANA et la PNA [étaient] désormais meilleures que six mois auparavant²⁴⁸ ». [Traduction]

Ensuite, il y a eu le cas de Chalghowr. L'espace de sécurité entre les occupants de l'Avant-poste de combat Panjsher et les forces insurgées faisant écran devant Chalghowr et tenant le village a donné lieu à une série d'attaques à l'EEI et de contacts pendant tout le mois d'août. Au cours d'une journée particulièrement chaude, un peloton canadien a repéré un guetteur qui l'observait et il l'a pris à partie. Pendant que la patrouille manœuvrait, elle a heurté un EEI qui a blessé un soldat. Ensuite, les insurgés ont ouvert le feu sur la patrouille,



Le poste d'observation Cliff couvrait la partie de la toile de surveillance délimitée par le nouveau centre de district, Khabari Ghar, l'itinéraire LAKE EFFECT et Nakhonay. Ce soldat parcourt du regard la zone au nord; le nouveau centre de district se trouve au pied des lointaines collines.

laquelle a riposté et demandé une ÉVASAN. Un AH-64 Apache et un hélicoptère UH-60 sont arrivés, mais deux signaleurs ennemis ont utilisé des drapeaux pour demander à leurs associés de faire feu sur les hélicoptères. Ces signaleurs ont été supprimés. Les insurgés ayant tendu l'embuscade se sont dispersés pour se soustraire aux tirs des hélicoptères d'attaque. Pendant qu'elle retournait à l'Avant-poste Panjsher, la patrouille a de nouveau été attaquée. Elle a demandé une autre ÉVASAN, une fois rentrée à sa base, après que deux autres soldats eurent été blessés²⁴⁹.

Cette nuit-là, un tireur d'élite canadien supprimait un poseur d'EEI entre Panjsher et Folad. Un UAV ScanEagle repérait également quatre insurgés dans le voisinage, et un MQ-9 Reaper était envoyé sur place : une bombe GBU-12 a éliminé les quatre hommes. Vingt obus de mortier de 81 mm étaient lancés sur l'endroit, par mesure de précaution²⁵⁰.

Le 5 août, une patrouille qui contournait Chalghowr heurtait un EEI, et une équipe canine a été blessée. Pendant qu'elle se sortait de là avec ses blessés, la patrouille a repéré des guetteurs ennemis qui observaient son mouvement et elle les a supprimés. Cependant, l'ennemi a rétabli son poste de contrôle et a continué à contrôler les mouvements dans le secteur²⁵¹. La limite d'exploitation des insurgés était Folad, où les tireurs d'élite canadiens

les tenaient à distance. Chaque fois que des guetteurs étaient repérés, ils étaient pris à partie²⁵². L'ennemi a aussi été harcelé depuis les airs : dans la brèche située entre l'Avant-poste de combat Panjsher et Chalghowr, un certain nombre de missions étaient exécutées par des UAV et Griffon armés guidés par le SSC de l'aérostat. L'artillerie s'est mise de la partie, elle aussi, par suite des observations faites depuis l'aérostat. Des insurgés qui s'occupaient d'un poste de contrôle illégal et une équipe de poseurs d'EEL, qui opéraient dans la brèche, ont été tués par des tirs d'obus de 155 mm et par des missiles Hellfire lancés par des UAV MQ-9 Reaper²⁵³.

Pendant tout le mois d'août, l'Avant-poste de combat Shojah servait de cible d'entraînement aux insurgés utilisant des mortiers; or, ils apprenaient vite. L'aérostat a repéré une équipe qui a été capturée le 12 août, ce qui a mis fin à leur emploi d'obusiers. Les tireurs d'élite canadiens basés à Folad ont fait mouche à plusieurs reprises pendant le mois, ce qui a découragé l'activité ennemie dans les environs immédiats²⁵⁴. Pendant tout ce temps, l'Escadron de reco du Maj Lillingtona a tenu les lignes de communication ouvertes depuis l'itinéraire HYENA jusqu'à l'itinéraire LAKE EFFECT grâce à une série de postes d'observation. Il ne s'est produit aucun incident dans ces postes au mois d'août, et pour cause : les VBL Coyote et SAT disposaient d'excellents appareils d'optique, et le terrain favorisait les tirs de projectiles à trajectoire tendue dans toutes les directions²⁵⁵.

La Compagnie B du Maj Austin Douglas et la Compagnie I du Maj Steve Noel ont saturé Nakhonay. Malgré l'inefficacité de la police, qui consommait constamment de la drogue, manquait de professionnalisme et de leadership et portait rarement l'uniforme, et en dépit de divers autres problèmes, des postes de contrôle et des fouilles ont permis de découvrir toute une série de caches. Le chef de police intérimaire a dit aux Canadiens que le commandant de la police à Nakhonay entretenait des liens étroits avec le chef du district et que c'était là une question épineuse²⁵⁶. Les Canadiens jugeaient que le pouvoir d'Haji Malim reposait sur sa capacité d'assurer la sécurité en exploitant ses rapports avec les insurgés. Maintenant que la présence des forces coalisées marginalisait cette influence, les habitants de l'endroit commençaient à parler plus ouvertement contre lui ». Malim avait dès lors le doigt pris entre le marteau et l'enclume : les insurgés le pressaient de produire des résultats en leur faveur, mais il était évident que la population ne l'appuyait pas²⁵⁷.

Il n'y a eu presque aucune activité ennemie jusqu'au 7 août, date où un CU-170 Heron a repéré une équipe munie de mitrailleuses PK se déplaçant au sud de Nakhonay. Elle est allée se joindre à six autres combattants. Comme aucun aéronef n'était disponible, les Canadiens ont eu recours à des mortiers de 81 mm et à des pièces d'artillerie de 155 mm pour les marteler. Une patrouille canado-afghane se trouvant à proximité a été touchée par accident par des obus perdus de 155 mm, et ses membres ont été évacués. Le Heron, toujours en vol dans le secteur, a repéré un autre groupe ennemi et, cette fois, des chasseurs-bombardiers

français Mirage étaient disponibles. Malheureusement, les autorités françaises ne leur ont pas permis d'engager le combat. Un Griffon armé est arrivé et a abattu les insurgés. Des tirs de mortier de 81 mm ont été utilisés pour tenter de faire sortir les survivants des boisés, mais aucun ne s'est manifesté²⁵⁸.

Le premier EEI qui a explosé à Nakhonay en plusieurs semaines était un engin radiocommandé qui a blessé deux Canadiens. Malheureusement, le Cpl Brian Pinksen du 2^e Bataillon, Royal Newfoundland Regiment, a plus tard succombé à ses blessures en Allemagne après y avoir été évacué. Des guetteurs et des propagandistes ennemis ont été capturés durant ce temps alors qu'ils tentaient de s'infiltrer à Nakhonay, pendant que des CU-Heron utilisés conjointement avec des MQ-9 Reaper ciblaient continuellement les combattants ennemis entrant dans la chaîne d'Adamzai. Les insurgés ont fait une nouvelle tentative le 14 août et ont attaqué l'Avant-poste de combat SHASSHEN : trois Canadiens et deux enfants de l'endroit ont été blessés. Les troupes de l'Armée afghane nouvellement arrivées ont fait une sortie et ont supprimé quatre guetteurs ennemis qui faisaient écran à 600 m au sud de l'Avant-poste²⁵⁹.

L'importance des bases talibanes dans la Corne du Panjwayi, en tant que sources d'insurgés, n'échappait pas à la coalition. Les 21 et 22 août, les FOS effectuaient un grand raid dans Zangabad, lequel raid a donné lieu à un échange de feux d'envergure et a entraîné la mort de quinze insurgés, dont un commandant. Une grande cache de mortiers a aussi été découverte et détruite²⁶⁰.

La notion selon laquelle le développement pouvait se concrétiser dans un endroit tel que le Panjwayi à ce moment-là était difficile à accepter pour les éléments de l'ERP; néanmoins, l'Esc GC employait alors environ 350 personnes pour exécuter divers projets, soit deux fois moins que dans le passé²⁶¹. L'Équipe de soutien du district travaillait à tout projet réalisable à Bazaar-e Panjwayi et elle ne gaspillait aucun effort dans des endroits comme Nakhonay et Chalghowr. Cependant, l'ESD était gênée dans ses entreprises par le gouverneur du district, Haji Baran, qui avait des ennuis de santé. Stéphanie Duhaim, représentante du MAECI au sein de l'ESD, a réussi à convaincre Baran d'utiliser le tapis roulant du CCO-D(P) pour essayer de prévenir d'autres problèmes de santé. Toutefois, à la fin d'août, la rumeur circulait selon laquelle Baran allait être remplacé par Haji Fazluddin Agha, mais la date où ce changement aurait effectivement lieu demeurait vague²⁶².

Les équipes des OPpsy ont fait savoir que des éléments de la population étaient en accord avec le passage suivant :

Le Pakistan et les insurgés venant de ce pays sont en train de détruire notre pays. Ils ne tuent pas les membres de la FIAS, mais nos frères musulmans membres de l'ANA et de la PNA [...] les Américains traitent avec les talibans et le gouvernement pakistanais [...] Le Pakistan abrite

les insurgés, et les Américains ne font rien pour l'en empêcher [...] Les autorités pakistanaises laissent tout l'équipement américain passer par leur pays sans que cet équipement soit attaqué, car elles disposeront ensuite de leur équipement pour tuer des innocents [...] Le Pakistan travaille avec les *kafirs* (les infidèles) pour détruire l'Islam [...] la population n'appuie pas [Karzai], et si vous voulez vaincre les *kafirs*, il vous faut l'appui de la population²⁶³. [Traduction]

Il se pouvait très bien que la situation dans le district se fût détériorée au point qu'un dialogue rationnel dans certaines parties du Panjwayi était carrément impossible, vu les courants aux multiples facettes de la propagande talibane, l'accès instantané au déluge d'informations véhiculées par les médias mondiaux, les messages rétrogrades des mollahs illettrés et l'analphabétisme de la population. Les gens continuaient d'être informés par les mollahs et dans les mosquées. Dans de nombreux cas, les insurgés utilisaient les mosquées à leurs propres fins, et il n'y avait toujours pas de plan cohérent de communication avec les autorités religieuses tant de la part de la FO Kandahar, du Commandement régional (Sud) et de la FIAS que du gouvernement de l'Afghanistan.

Attaque du KAF, le 3 août 2010

La fréquence des attaques à la roquette contre le KAF a considérablement augmenté au cours de l'été de 2010. Il y avait des attaques toutes les nuits et, dans certains cas, deux ou trois attaques distinctes en même temps. C'était là en général l'ampleur de l'activité ennemie contre cette installation vitale²⁶⁴. Cependant, pour des raisons vagues, l'ennemi a décidé de lancer un assaut terrestre en plein jour contre le KAF, le 3 août. À 11 h 20, deux roquettes frappaient la base. Le système d'alerte du Centre d'opérations de défense interarmées a été déclenché, indiquant qu'une attaque terrestre était en cours. Tous les membres du personnel ont dû rester dans leurs locaux et s'armer. L'état d'alerte est ensuite passé au niveau « Charger les armes ». Le détachement de protection rapprochée et le personnel du CAT 99 ont fermé les entrées du complexe de la FO Kandahar et ont préparé les défenses. Une autre attaque à la roquette a eu lieu à 11 h 40. Une nouvelle a été transmise au Centre d'opérations tactiques selon laquelle les troupes canadiennes à la périphérie de l'aérodrome combattaient des forces terrestres ennemies. Un F-18 qui survolait les lieux, sans pouvoir se poser, a réussi à diriger ses systèmes d'imagerie vers le secteur des combats et a communiqué les images au Centre d'opérations tactiques. Une force de réaction rapide hélicoptérée était dans les airs et se dirigeait vers le point d'où provenaient les roquettes. Ces dernières avaient déjà fait plusieurs victimes que les équipes médicales se sont occupées de transporter à l'hôpital de rôle 3. Le Camp Hero, où l'Armée afghane était basée, a fait savoir que des GPF et des tirs d'armes légères avaient été dirigés contre son périmètre. Un AH-64 Apache et un OH-58D Warrior ont mis le cap vers le Camp pour se porter à la rescousse des Afghans²⁶⁵.

L'attaque terrestre ennemie a eu lieu à proximité d'un secteur d'entraînement des sapeurs qui s'exerçaient à lutter contre les EEI. Par coïncidence, le véhicule de commandement de l'Esc du Génie du combat, un VBL III (indicatif d'appel ZE9), et son équipage étaient en train de faire une démonstration aux médias sur la lutte anti-EEI. Un Humvee des É.-U. passait aussi dans le secteur au même moment. Un tracteur de ferme modifié aux fins d'une attaque-suicide à l'aide d'un EEI placé dans le véhicule a explosé et ouvert une brèche dans la clôture. Un deuxième attentat du même genre a percé la clôture plus à l'est, tandis qu'un troisième groupe a dirigé une GPF contre une des tours des sentinelles et a blessé trois soldats étasuniens. L'équipage du Humvee a ouvert le feu, mais en fin de compte, plus d'ennemis ont tenté d'exploiter les deux brèches. Le Cplc Marc-André Rousseau et son équipage se sont précipités jusqu'à leur VBL III, sous le feu ennemi, et se sont mis à tirer sur les insurgés à l'aide de leur canon de 25 mm. Des explosions secondaires ont été aperçues quand d'autres kamikazes ont explosé après avoir été touchés par des balles de 25 mm. Tous les insurgés, au nombre de 10 à 12, ont été tués. Les actions du Cplc Rousseau lui ont valu d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire²⁶⁶.

Les médias essayaient de présenter cet épisode comme une victoire de l'ennemi, sur le plan des opérations d'information, en faisant valoir qu'une attaque de jour représentait un changement énorme dans les tactiques des insurgés et que ce changement comportait d'importantes conséquences. Le Maj Josh Major, commandant du Centre d'opérations tactiques, a riposté en expliquant aux journalistes que dix insurgés s'étaient essentiellement sacrifiés pour 25 mètres de clôture à mailles losangées²⁶⁷.

À la mi-août, le nombre d'attaques à la roquette contre le KAF avait considérablement diminué. Le Régiment de la RAF repoussait une cellule de huit hommes munis de roquettes, au nord de la base. À l'issue de cette opération, la FO Kandahar apprenait que la cellule avait utilisé ses dernières roquettes lors de l'attaque brusquée du 3 août et qu'elle attendait d'être ravitaillée²⁶⁸.

Réaligner les forces en vue de futures opérations

À la fin d'août, la situation à Nakhonay s'est stabilisée, et la violence n'y était pas aussi virulente qu'en juillet. Le problème était que les forces afghanes n'étaient pas là pour procéder au volet « Tenir » de la stratégie. Où étaient-elles? La réponse à cette question était liée à des difficultés plus grandes concernant le Commandement régional (Sud), l'Armée afghane et l'ELMO dirigée par le Col Ian Creighton.

Le Mgén Nick Carter savait qu'à un moment donné, les forces étasuniennes seraient assez robustes pour occuper le district de Zharey. Comme nous l'avons vu, l'ensemble d'une brigade, appelée FOM STRIKE, devait se charger de toute la vallée de la rivière Arghandab, au nord de celle-ci. Comme la FO Kandahar occupait le centre et l'est du Panjwayi, il existait encore une brèche, à savoir la Corne du Panjwayi, qui était alors devenu un mini-

État taliban à toutes fins utiles. En 2010, il n'avait pas été possible de réunir les ressources voulues pour donner suite au concept du Bgén Ménard dans la Corne, mais il semblait maintenant qu'une opération pourrait être entreprise sous une forme ou sous une autre²⁶⁹. Le principal défi consistait à définir une succession efficace d'opérations à venir. Le Bgén Vance avait étudié le problème du point de vue de la FO Kandahar, mais la confusion au sujet de l'avenir du Bgén Basir et de la 1-205 Brigade, la demande d'opérations avec partenaires et l'effort prioritaire déployé dans l'Arghandab avaient empêché l'adoption d'une solution en juillet et au début d'août²⁷⁰.

Avant de rencontrer le ministre de la Défense Wardak à la fin de juillet, le Bgén Vance et le Mgén Carter se sont réunis pour discuter de ce qui s'appelait désormais l'étape III de l'Op HAMKARI. Tout portait à croire que cinq kandaks seraient mis à la disposition de la FO Kandahar dans sa zone d'opérations : l'un d'eux serait jumelé à la FO 1-71 Cav dans le Dand; deux autres le seraient au GT canadien, et les deux derniers, aux forces spéciales des États-Unis²⁷¹.

En vertu du concept, la FO Kandahar prendrait ces nouvelles forces, s'en servirait pour raffermir l'étape « Tenir » déjà précaire dans le Panjwayi, puis dégagerait le secteur allant de Ma'Sum Ghar à Sperwan Ghar. Cela créerait les conditions voulues afin d'utiliser l'itinéraire BROWN comme ligne de départ pour le dégagement de la Corne. Ces forces seraient appuyées par les sapeurs de combat canadiens et elles projeteraient le soutien de l'Esc GC pour procurer des effets immédiats à la population locale à mesure que les forces avanceraient vers l'ouest. Ces forces prépareraient aussi l'itinéraire HYENA pour le pavage. Des postes de contrôle devaient être établis en chemin, et des opérations de stabilisation des villages seraient exécutées avec la police pour qu'elle ne soit pas « coincée dans l'IT », comme cela avait été le cas en 2007 et 2008²⁷².

Ce schéma permettait d'injecter des forces de l'Armée afghane dans le Panjwayi oriental avant le début de l'étape III de l'Op HAMKARI. Cela signifiait que, si le Bgén Vance pouvait tirer les arrangements au clair, une compagnie afghane pourrait être envoyée dès que possible à Nakhonay, avec l'assentiment de Wardak. De toute façon, il allait falloir des semaines pour établir les conditions nécessaires à l'exécution de l'étape III d'HAMKARI, et il serait mieux dès lors de raffermir les éléments du stade « Tenir » dans le Panjwayi oriental et le Dand. Pour cela, une réorganisation complète des forces s'imposerait dans la zone de la FO Kandahar : dans la foulée, cela engendrerait beaucoup de travail pour le Génie et des contrats pour aménager l'infrastructure des cantonnements, ce qui créerait des emplois pour les habitants de l'endroit. Cela se traduirait par la dépense de fonds pour réduire le nombre de combattants insurgés locaux. Parallèlement, les opérations de la FOM STRYKE devaient être synchronisées pour qu'elle puisse se rendre jusqu'à la rivière pendant que les forces afghanes se répandraient dans le Panjwayi. L'effort complet aurait pour nom MOSHTARAK II²⁷³.

Le Bgén Vance savait bien qu'en septembre, son quartier général céderait la place à son successeur, le Bgén Dean Milner, et que ce serait l'état-major de ce dernier qui présiderait au dégagement de la Corne. Les choses allaient être d'autant plus compliquées que le quartier général du Commandement régional (Sud) du Mgén Carter allait lui aussi être remplacé, dans ce cas par un Commandement régional (Sud) dirigé par les États-Unis. Par conséquent, il fallait mettre promptement en œuvre les mouvements dont le Bgén Vance, le Mgén Carter et le ministre Wardak avaient discuté et faire l'impossible pour garantir la continuité, avec le concours du prochain quartier général²⁷⁴.

Le Bgén Vance et le Mgén Carter ont convenu qu'il ne fallait pas cette fois-ci répéter l'Op MOSHTARAK menée dans l'Helmand. Il n'y aurait aucun « gouvernement en boîte ». Cette fois, l'opération ne visait à produire aucun effet informationnel stratégique, comme cela avait été le cas de l'étape I de l'Op MOSHTARAK. Il n'y aurait pas de séquence « Dégagement – Prise de photos – Retrait ». Une sécurité militaire serait assurée; la PNAOC serait présente, et non la police locale. Les personnes d'influence locales n'auraient aucune occasion d'intervenir. Il y aurait, pour reprendre les mots du Bgén Vance, « un barrage roulant d'amour » [Traduction] de la part des équipes de la COCIM et de l'Esc GC, après le passage de l'infanterie et des blindés. L'influence pernicieuse de Baran serait remplacée par celle, plus bienveillante, du Bgén Basir, au besoin, si un gouverneur militaire était nommé²⁷⁵.

Les conséquences pour la FO Kandahar étaient énormes, mais le problème clé était attribuable à l'incongruité du fait qu'il y avait deux kandaks afghans jumelés à un seul GT canadien. La solution? À la grande joie du Col Ian Creighton, il a reçu l'ordre de réorganiser l'ELMO et de ramener les équipes de mentors de compagnie.

Une des premières mesures consistait à installer une compagnie d'infanterie afghane à Nakhonay. À cause de la nature alambiquée du système, la FO Kandahar a dû envoyer un peloton à Oruzgan; là, il a opéré sa jonction avec une compagnie du 3^e Kandak de la 4^e Brigade du 205 Corps, puis il l'a escortée jusqu'à Nakhonay. Le 20 août, cette nouvelle force était en place et menait des patrouilles. L'ELMO s'est reconstituée et a produit une équipe de mentors de compagnie à même ses ressources, et ces derniers se sont joints aux Afghans à peu près au même moment²⁷⁶.

En deuxième lieu, il fallait déterminer quel kandak serait déployé dans le Panjwayi oriental et quel dans le Dand. Maintenant que le Commandement régional (Sud) était de la partie, il s'occupait des communications avec le ministère afghan de la Défense, par l'intermédiaire de Wardak. Le 6^e Kandak de la 1-205 Brigade a été envoyé dans le Panjwayi, et le 7^e Kandak de la 1-205 Brigade a été affecté dans le Dand. Une deuxième équipe de mentors canadiens a alors été mise sur pied pour travailler avec le 7^e Kandak²⁷⁷.

Le nouveau nom donné à l'opération dans le Panjwayi était GAD PASOON, ce qui éliminait la confusion existante au sujet des Op HAMKARI et MOSHTARAK (même si l'ancienne terminologie est restée en vigueur pendant quelque temps). Cependant, un nouvel acteur s'est opposé au processus, nommément le gouverneur Wesa. « [Wesa] demandait constamment aux chefs des FSNA de se réunir à très bref préavis, ce qui [perturbait] la planification opérationnelle ». [Traduction] Wesa « a exigé » que la 1-205 Brigade déménage dans la ville et a continué à réclamer le déploiement de kandaks plus nombreux dans la ville pour qu'ils y patrouillent et y empêchent les insurgés d'établir des postes de contrôle des véhicules. Le Bgén Habibi s'est lui-même installé dans la ville, mais il n'a pu confirmer que de tels postes ennemis y existaient. Il a passé beaucoup de temps à convaincre Wesa qu'il y avait d'autres priorités à prendre en compte²⁷⁸.

À la mi-août, le Bgén Vance et le Mgén Carter continuaient d'encourager le gouverneur Wesa à travailler au remplacement du gouverneur de district, Baran, avant le commencement du volet 3A de l'étape III (Op MOSHTARAK). Wesa hésitait à remplacer Baran, tout comme il hésitait à accepter un autre kandak dans le district de Panjwayi. Pourtant, Haji Agha Lalai Dastegeri répandait déjà la rumeur selon laquelle Haji Faizal Mohommad allait être le prochain gouverneur. Le nouveau directeur de l'ERP, Tim Martin, s'empêtrait de plus en plus dans l'imbroglio de la gouvernance du Panjwayi. Wesa a dit à tout le monde, au cours d'une réunion, que Baran n'avait pas été remplacé. Il a fait valoir qu'il s'agissait d'une question opposant les Alikozais et les Noorzais et que la population locale devait bénéficier des contrats dans le district. Wesa a continué à tergiverser pour des raisons inconnues, probablement liées aux personnes d'influence dans la province et à la façon dont le changement au Panjwayi risquait d'influer sur leurs positions respectives. Baran est resté dans le tableau, et l'impasse s'est poursuivie²⁷⁹. Il a indirectement averti que la sécurité se détériorerait sans doute sous la direction de Faizal Mohommad²⁸⁰. D'après les comptes rendus ISTAR, des agents d'HiG ont abordé Baran en août pour essayer de gagner sa confiance, maintenant qu'il était sur son départ et qu'il était disposé à s'entretenir avec eux²⁸¹.

La relation entre la FO Kandahar et la 1-205 Brigade a changé elle aussi pendant l'été de 2010. Le très patient Bgén Basir s'est fait dire par le commandant du Corps, au milieu des opérations ATAL dans la ville de Kandahar, qu'il allait être remplacé. Insulté, il a quitté son poste pendant que l'opération était en cours. Un commandant adjoint intérimaire a été parachuté dans le poste, mais il n'a pas été à la hauteur, de sorte que le Col Habibi, un ancien commandant adjoint de la 1-205 Brigade qui avait bénéficié du mentorat du Lcol Dan Drew en 2008, a été appelé à commander la 1-205 Brigade. Selon les observateurs, cette nomination a été une bouffée d'air frais. Habibi a immédiatement affirmé son autorité et rapidement

compris qu'en vertu du régime des partenariats, il était le commandant appuyé. Le courant d'énergie circulant dans la 1-205 Brigade a été totalement inversé. Habibi circulait partout, il rendait visite à chaque élément de la brigade et il constituait une source d'inspiration fort nécessaire. Le personnel de l'ELMO a constaté un changement radical. En effet, Habibi n'avait pas peur d'être ouvertement en désaccord avec le Bgén Jon Vance à l'occasion²⁸².

Appuyer la Force opérationnelle Kandahar

Le Lcol Tim Marcella a pris le commandement de l'ESN en avril 2010. Cette rotation avait un caractère particulier, en ce sens qu'elle a servi trois commandants de la FO Kandahar : les brigadiers-généraux Ménard, Vance et Milner. Un peu plus nombreux que les ESN précédents, celui que dirigeait le Lcol Marcella comptait 554 militaires, 80 représentants des PSP et 300 agents du CANCAP. Du point de vue structurel, il ressemblait aux éléments antérieurs, et il lui incombait d'envoyer des détachements à Ma'Sum Ghar, à Sperwan Ghar, à la FOB Wilson, au Camp Nathan Smith et à Kaboul. Une fois que le Canada a réorganisé ses forces dans la province de Kandahar, l'ESN a créé des détachements à l'Avant-poste de combat Shojah et au nouveau centre de district du Panjwayi. Pendant que l'ERP canadienne réduisait ses effectifs, l'ESN aidait aussi à transférer le Camp Nathan Smith aux Américains. Le soutien logistique fourni à l'ELMO a été réorganisé également pour réduire la perception que les mentors appartenaient à une classe inférieure par rapport aux autres unités de la FO Kandahar²⁸³. Une transformation profonde de la structure et des processus, par rapport à ceux des rotations antérieures de l'ESN, touchait le GT qui a été modifié pour inclure un échelon et une compagnie d'administration. Ce changement se rapportait plus à la situation sur le terrain – c'est-à-dire le recours à des patrouilles réparties entre deux districts, au lieu de les éparpiller partout dans les provinces de Kandahar et d'Helmand – plutôt qu'à l'adhésion à la doctrine sur la logistique²⁸⁴.

Le concept du soutien pendant cette période consistait à garder les détachements des FOB aussi à l'avant que possible, en particulier celui des équipes de maintenance. Les mouvements d'équipements lourds jusqu'aux bases d'opérations avancées et vice-versa horrifiaient le Lcol Marcella. Il préférait le recours aux équipes mobiles de réparation. Ensuite, son état-major et lui étaient conscients de la pénurie de véhicules et se souciaient beaucoup de réduire le plus possible les mouvements routiers, tout en favorisant le ravitaillement par hélicoptère. Le soutien des camions à clochettes était maintenant intégré dans le ravitaillement par hélicoptère; par ailleurs, les patrouilles de logistique de combat faites par l'état-major et les barrières artificielles entre ces ressources ont été éliminées autant que possible.

Cela était bien beau en théorie. En juin 2010, toutefois, les hélicoptères de soutien fournis par des entrepreneurs « étaient devenus complètement inutiles » [Traduction],

selon le Lcol Marcella. L'écrasement de l'appareil Blowtorch 61, causé par des tirs ennemis, a effrayé les équipages des Mi-17 présents en vertu d'un contrat; ces équipages ont dès lors refusé de voler à l'ouest du Camp Nathan Smith. L'ESN du Lcol Marcella a donc dû transporter les biens par voie de terre, ce qui augmentait grandement sa dépendance à l'égard des camions à clochettes utilisés en vertu de contrats et, malheureusement, le recours aux patrouilles de logistique de combat du type employé en 2007. Cependant, le Lcol Marcella entretenait une bonne relation avec le Lcol Chris Drouin, commandant de l'Escadre aérienne. Les deux officiers collaboraient pour maximiser les charges en veillant à ce que tous les hélicoptères soient remplis au maximum, à chaque vol. En fin de compte, toutefois, l'ESN a dû utiliser les patrouilles de logistique de combat quatre fois plus qu'au cours des deux rotations précédentes. Cela bien sûr accroissait considérablement les risques d'attaques à l'EEI contre les troupes canadiennes²⁸⁵.

Le recours accru aux camions à clochettes fournis en vertu d'un contrat procurait un avantage imprévu. Il fallait parfois des jours à ces véhicules pour entrer dans le KAF en raison de rigoureuses mesures de sécurité. Un membre de l'ESN a été chargé d'accorder un traitement prioritaire aux « camions à clochettes canadiens ». [Traduction] C'est ainsi que du café de chez Tim Horton était servi au poste slovaque de contrôle des entrées. Cet officier canadien a aussi appris le pachtou pour pouvoir s'entretenir avec les conducteurs afghans. Cela lui a permis de recueillir de précieuses données sur les itinéraires et autres renseignements qu'il transmettait ensuite à la cellule du renseignement de l'ESN et au CRTS²⁸⁶.

La plus vaste tâche qui incombait à l'ESN était de soutenir les troupes étasuniennes qui arrivaient. D'importants travaux d'infrastructure devaient se faire à tous les lieux de cantonnement qu'allaient occuper ces troupes : des logements et des routes devaient être construits, et il fallait inspecter l'infrastructure tactique. En deux mots, le système étasunien d'adjudication des contrats, que l'ESN considérait comme étant « rigide et incapable », [Traduction] a échoué complètement dans sa tâche parce qu'il était beaucoup trop lent dans l'environnement afghan. Le système canadien existant, qui fonctionnait depuis plusieurs années et s'assortissait de nombreuses relations personnelles bien établies, a été mis à la disposition des troupes étasuniennes montantes par le Bgén Vance²⁸⁷.

Signalons, par exemple, les problèmes liés à la prestation de « services essentiels » au Camp Nathan Smith. L'effectif de l'ERP est rapidement passé à plus de 1 000 personnes, ce qui dépassait la capacité des cuisines. Par conséquent, les frictions entre le personnel militaire étasunien, le personnel civil canadien et le personnel militaire canadien ont atteint des proportions absurdes. Dans un cas, des soldats des É.-U. indisciplinés ont brisé les verrous des congélateurs et s'y sont servis à volonté, mais leurs officiers ne leur ont pas fait payer les conséquences. L'ESN a agrandi les salles à manger, et deux solitudes se sont

finallement dessinées : une salle à manger étasunienne et un mess canadien. Le soutien que l'ESN fournissait aux Forces terrestres des É.-U. en vertu d'un contrat représentait la moitié de tout son effort entre avril et octobre 2010, et ce n'est qu'alors que le système étasunien s'est finalement mis à fonctionner²⁸⁸.

Par ailleurs, il fallait fournir des détachements d'alimentation avancés dans les zones où les forces étasuniennes se rendaient. Dix-sept cuisiniers supplémentaires étaient nécessaires, dont dix à la FOB Frontenac pour les quelque 300 Américains en poste là. Le soutien fourni par des contracteurs à l'ESN a aidé à répondre à ce besoin fondamental. Le nombre de repas frais canadiens a augmenté aussi, de sorte que moins de 200 personnes ont dépendu des rations individuelles de combat²⁸⁹.

L'ESN accomplissait également des tâches de mentorat auprès de l'Armée nationale afghane, notamment dans le domaine de la réparation du matériel. Des membres de la Compagnie de maintenance passaient une journée par semaine avec leurs homologues afghans au Camp Hero, et ils estimaient avoir accru de 400 p. 100 la capacité des Afghans sur ce plan. Le concept des convois interarmées a été évoqué, mais les chefs de l'ESN s'y sont opposés à cause de l'existence de trop nombreuses différences quant aux règles d'engagement, aux communications et à la sécurité²⁹⁰.

L'ESN participait aussi à des tâches de dépannage complexes telles que celles de l'Op QUICK SAND. Une patrouille de trois véhicules appartenant au Régiment de la RAF s'est enlisée dans une sorte de soupe boueuse près d'un des quadrilatères de lancement de roquettes, à l'extérieur du KAF. Les ressources ISTAR ont permis de savoir que l'ennemi savait dans quelle situation fâcheuse se trouvaient les Britanniques et qu'il se préparait à les attaquer. La RAF songeait à abandonner les véhicules et elle a demandé que des munitions interarmées d'attaque directe (JDAM) fassent exploser ces derniers, mais la solution fut rejetée par le Commandement régional (Sud). Un VBLC envoyé sur les lieux pour participer au dépannage s'est enlisé lui aussi, comme un véhicule blindé de dépannage Taurus envoyé pour sortir le VBLC de là. Un VSBL a subi le même sort.

Enfin, un excavateur de l'Armée afghane est arrivé sur les lieux et s'est enlisé également, mais il a réussi à s'extraire de la boue et à dépanner aussi le VSBL canadien. Ce dernier a libéré le véhicule Taurus, et ensemble, ils ont récupéré le VBLC. Les véhicules britanniques ont finalement réussi à se dégager. Ce processus a duré deux jours. En raison de la présence de la coalition dans le secteur, il n'y a eu aucune attaque à la roquette contre l'aérodrome pendant près d'une semaine²⁹¹.

L'ESN était obligé de bloquer les tentatives du Commandement régional (Sud) voulant que les mouvements des convois de ravitaillement n'aient lieu que la nuit. Le problème s'amplifiait par l'arrivée des troupes étasuniennes. Ceux qui s'opposaient à cette politique faisaient valoir qu'elle alerterait les insurgés trop longtemps d'avance, que rien ne permettrait

d'étudier le mode de vie de la population, car les rues seraient désertes, et que les véhicules canadiens ne possédaient pas de dispositifs intégrés d'enlèvement d'explosifs. Les véhicules étasuniens étaient munis de petits rouleaux et même de détecteurs, mais pas les VSBL canadiens, et il n'y avait pas assez de systèmes de COIC. En outre, l'emploi d'équipements de vision nocturne accroissait les risques d'accident²⁹².

Sur le front médical, l'hôpital de l'unité médicale multinationale de rôle 3 dirigé par le Canada passait sous contrôle des É.-U. et déménageait : il laissait derrière des abris Weatherhaven délavés et dégradés par les intempéries et des cabanes en contreplaqué vieilles de huit ans pour emménager dans un hôpital moderne qui aurait pu desservir une localité de taille moyenne au Canada. L'installation canadienne de rôle 2 située près du quartier général du GT canadien est dès lors devenue le centre pour les soins médicaux ne nécessitant pas de chirurgie, mais la FO Kandahar a tout de même fourni du personnel au nouvel hôpital de la coalition²⁹³. Finalement, la mort des soldats Giesebrecht et Miller a entraîné un réexamen de la viabilité des véhicules-ambulances Bison dans le théâtre afghan. Ils ont été jugés trop vulnérables et ont été retirés du service pour être remplacés en août par des VBLC-ambulances expérimentaux²⁹⁴.

Conclusion

L'insurrection était en désarroi au début de 2010. Malheureusement, la FIAS ne pouvait pas exploiter la situation à cause de divers problèmes de commandement internes, même si les troupes étasuniennes arrivaient alors en grand nombre à Kandahar. La sempiternelle question de savoir s'il fallait accorder la priorité à l'Helmand ou à Kandahar se posait toujours. Et, à tout moment, l'effort de la coalition était affaibli par le piètre régime de gouvernance afghan, et cette situation était aggravée par la médiocrité du soutien international fourni au gouvernement afghan. En effet, la coalition avait perdu une bonne partie de sa crédibilité aux yeux des Afghans. En outre, l'incapacité totale des principaux acteurs nationaux de trouver des réponses au problème du Pakistan compliquait les choses encore d'avantage.

Forcée par les circonstances d'adopter un rôle moindre dans le contexte des événements, la FO Kandahar avait du mal à réduire ses horizons. Mais en même temps, cet état de choses permettait d'envisager de plus grandes synergies dans le district de Panjwayi. Ces dernières ne s'étaient pas encore concrétisées, mais elles promettaient un avenir meilleur. Les bouleversements extrêmes engendrés au sein de la coalition et par l'insurrection pendant toute l'année 2010 ont commencé à se résorber vers le milieu de l'été, à bien des égards grâce à l'effet positif de l'arrivée du Bgénéral Jon Vance et à la résilience des soldats canadiens qu'il commandait. La FO Kandahar avait une nouvelle occasion de contribuer utilement avant de se retirer de l'Afghanistan en 2011, sur les ordres du gouvernement canadien. Le Bgénéral Dean Milner et son équipe de commandement allaient diriger cet effort.

NOTES

1. Entretiens confidentiels de l'auteur dans le théâtre avec des membres canadiens et étasuniens du personnel, juillet 2010.
2. Entrevue téléphonique avec le Col (ret.) Daniel Ménard, 6 novembre 2012.
3. Voir Rajiv Chandrasekaran, *Little America: The War within the War for Afghanistan*, New York, Alfred Knopf, 2012, chapitre 8.
4. Les détails n'ont émergé que plus tard. Voir « Environment in 4th BCT During Deployment was Chaotic », *Army Times*, 18 avril 2012; « Wife of O-6 Told to Stay Away from BCT Families », *Army Times*, 11 juin 2010.
5. Compte rendu de situation quotidien (CRSQ) QG FOI-A, 14 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 22 février 2010; CRSQ QG FOI-A, 28 février 2010.
6. Briefing de mise à jour sur le combat (BMJC) FO Kandahar, 1^{er} mars 2010, BMJC Cmdt FO Kandahar, 1^{er} mars 2010.
7. Adrian McNair, « Michael Yon Lays Off Canada and Bashes Spain », 8 mars 2010.
8. « The First Scalp of Tarnak? », <http://waronterrornews.typepad.com/ps/2011/02/tarnak-bridge-aftermath.html>, 2 juillet 2011.
9. Voir la diapo du BMJC QG FOI-A, du 1^{er} février au 1^{er} mars 2010.
10. Briefings faits par le Régiment de la RAF et le Centre d'opérations de défense interarmées (CODI) à l'auteur, 2007, 2008 et 2009.
11. Rencontre de sécurité pour les opérations provinciales (RSOP) FO Kandahar, 1^{er} avril 2010.
12. Pour une analyse équitable et détaillée de l'incident du pont de Tarnak, voir le site <http://waronterrornews.typepad.com/ps/2011/02/tarnak-bridge-aftermath.html>.
13. RSOP FO Kandahar, 11 mars 2010.
14. RSOP FO Kandahar, 1^{er} avril 2010.
15. Cette méthodologie a commencé à être utilisée au cours des réunions de synchronisation de la FO Kandahar en avril 2010, mais il est probable que la FIAS s'en servait avant cela pour évaluer les progrès. En 2011, le CR (Sud) employait le concept « définir, façonner, dégager, tenir, construire, habiliter » au cours de ses briefings comme méthode standard pour mesurer les progrès.
16. RSOP FO Kandahar, 15 avril 2010.
17. Résumé renseignement (INTSUM) FO Kandahar, 19 janvier 2010.
18. INTSUM FO Kandahar, 15 février 2010; 16 février 2010; 24 février 2010.
19. INTSUM FO Kandahar, 14 mars 2010.
20. INTSUM FO Kandahar, 27 avril 2010; 30 avril 2010, 11 février 2010.
21. Compte rendu de situation (SITREP) hebdomadaire QG FOI-A, du 3 au 9 mars 2010.
22. Briefing du J2 fait à l'auteur, KAF, le 11 juillet 2010.
23. CRSQ QG FOI-A, 29 mars 2010.
24. INTSUM FO Kandahar, 7 mars 2010.
25. INTSUM FO Kandahar, 5 mars 2010.

CHAPITRE SEPT

26. INTSUM FO Kandahar, 8 mars 2010.
27. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 3 au 9 mars 2010; CRSQ QG FOI-A, 9 mars 2010; CRSQ QG FOI-A, 10 mars 2010.
28. INTSUM FO Kandahar, 13 mars 2010.
29. SITREP hebdomadaire QG FOI-A (10–16 mars 2010); INTSUM FO Kandahar (14 mars 2010).
30. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 10 au 16 mars 2010.
31. INTSUM FO Kandahar, 14 mars 2010.
32. INTSUM FO Kandahar, 16 mars 2010.
33. CRSQ QG FOI-A, 17 mars 2010; CRSQ QG FOI-A, 24 mars 2010; CRSQ QG FOI-A, 5 avril 2010.
34. INTSUM FO Kandahar, 11 avril 2010.
35. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 14 au 20 avril 2010; INTSUM FO Kandahar, 12 avril 2010.
36. INTSUM FO Kandahar, 20 avril 2010; 21 avril 2010; 22 avril 2010; 26 avril 2010.
37. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 10 au 16 mars 2010; du 7 au 13 avril 2010.
38. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 24 février au 2 mars 2010.
39. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 7 au 24 mars 2010; CRSQ QG FOI-A, 2 mars 2010; 4 mars 2010.
40. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 7 au 13 avril 2010.
41. CRSQ QG FOI-A, 5 mars 2010; CRSQ QG FOI-A, 17 mars 2010.
42. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 24 au 30 mars 2010.
43. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 24 au 30 mars 2010; CRSQ QG FOI-A, 9 avril 2010; 10 avril 2010.
44. CRSQ QG FOI-A, 21 mars 2010.
45. CRSQ QG FOI-A, 11 avril 2010.
46. INTSUM FO Kandahar, 29 mars 2010.
47. Voir Adam Medina, « Ghost Scouts role play with help from Blackhorse Troopers », <http://www.aerotechnews.com>.
48. CRSQ QG FOI-A, 2 mars 2010; 3 mars 2010.
49. CRSQ QG FOI-A, 15 mars 2010.
50. CRSQ QG FOI-A, 18 mars 2010; INTSUM FO Kandahar, 8 mars 2010; CRSQ QG FOI-A, 12 avril 2010.
51. INTSUM FO Kandahar, 28 mars 2010.
52. INTSUM FO Kandahar, 5 avril 2010.
53. INTSUM FO Kandahar, 8 avril 2010; 14 avril 2010.
54. INTSUM FO Kandahar, 10 mars 2010; 16 mars 2010.
55. CRSQ QG FOI-A, les 12, 13, 15 et 20 mars 2010. Voir aussi l'entrevue avec le Lcol Ryan Jurkowski, Kingston, 19 juin 2014.
56. INTSUM FO Kandahar, 22 mars 2010; CRSQ QG FOI-A, 8 avril 2010.
57. Entrevue avec le Maj Wayne Niven, Edmonton, 11 juillet 2012.

CHAPITRE SEPT

58. *Ibid.*
59. CRSQ QG FOI-A, 8 mars 2010; 10 mars 2010; SITREP Compagnie D 1 PPCLI, 8 mars 2010.
60. INTSUM FO Kandahar, 14 mars 2010.
61. INTSUM FO Kandahar, 17 mars 2010; entrevue avec le Maj Niven.
62. 1 PPCLI « Rapport post-opération (RPO) sur l'Op SHER 2 », du 21 au 30 mars 2010.
63. CRSQ FOI-A, 4 avril 2010.
64. INTSUM FO Kandahar, 20 avril 2010.
65. INTSUM FO Kandahar, 24 avril 2010.
66. SITREP hebdomadaire FOI-A, du 10 au 16 mars 2010; RSOP FO Kandahar, 11 mars 2010.
67. SITREP hebdomadaire de la FOI-A, du 17 au 24 mars 2010.
68. SITREP hebdomadaire de la FOI-A, du 26 mai au 1^{er} juin 2010.
69. Comme nous le verrons, l'étape III de l'Op MOSHTARAK a été rétablie plus tard, mais à ce stade, les planificateurs canadiens croyaient que le processus HAMKARI constituait le plan ultérieur.
70. Briefing d'ops et de renseignement (ops et rens) FO Kandahar fait à l'auteur, KAF, 10 juillet 2010; briefing du J5 FO Kandahar fait à l'auteur, KAF, 15 juillet 2010.
71. Briefing ops et rens de la FO Kandahar fait à l'auteur, KAF, 10 juillet 2010. RSOP FO Kandahar, 22 avril 2010.
72. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 14 au 20 avril 2010.
73. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 19 au 25 mai 2010; Briefing ops et rens FO Kandahar fait à l'auteur, KAF, 10 juillet 2010.
74. Entrevue avec le Lcol Jennie Carignan, KAF, 12 juillet 2010.
75. *Ibid.* Mentionnons que le 22^e Régiment de construction navale (22 NCR) était un quartier général de brigade du Génie qui comportait trois bataillons sous son commandement, soit un bataillon pour les Forces terrestres des É.-U., un deuxième pour les Forces aériennes des É.-U. et un troisième pour les Forces navales des É.-U. Ce dernier en était un de construction navale, aussi appelé « bataillon SeaBee ».
76. RSOP FO Kandahar, 20 mai 2010.
77. L'organisation subalterne s'occupant des ops à la prison de Sarposa s'appelait « Force opérationnelle Cynthia ».
78. Observations de l'auteur, Camp Nathan Smith, du 17 au 24 juillet 2010.
79. INTSUM FO Kandahar, 8 mai 2010.
80. Entrevue avec le Col Ian Creighton, Ottawa, 21 novembre 2012.
81. Entrevues confidentielles avec des membres des ELMO, KAF et Ma'Sum Ghar, été 2010.
82. Entrevue avec le Col Creighton.
83. Briefing de l'ELMO fait à l'auteur, KAF, 10 août 2010.
84. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 14 au 20 avril 2010.
85. Briefing de l'ELMO fait à l'auteur, KAF, 10 août 2010.
86. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A de mai, juin et juillet 2010.

CHAPITRE SEPT

87. Briefing de l'ELMO fait à l'auteur, KAF, 10 août 2010. Entrevue avec le Lcol Creighton : le Lcol souligne qu'un bataillon d'artillerie des É.-U. travaillant dans un nouveau rôle dans le nord de l'Arghandab a établi un partenariat fructueux avec une unité afghane et une solide relation avec elle. D'autres unités étasuniennes ont eu tendance à se servir des troupes afghanes pour donner « un visage afghan » à leurs opérations en se souciant de la lettre, mais non de l'esprit de la directive. À vrai dire, des unités canadiennes se situaient aux deux extrémités de ce même spectre.
88. Briefing de l'ELMO fait à l'auteur, KAF, 10 août 2010.
89. *Ibid.* Voir aussi l'entrevue avec le Lcol Creighton.
90. Entrevue avec le Lcol Creighton. Voir aussi le SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 12 au 18 mai 2010; SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 6 au 12 juin 2010.
91. Entrevues confidentielles avec des membres de l'ELMO, KAF et Ma'Sum Ghar, été 2010.
92. Bob Woodward, *Les guerres d'Obama*, Paris, Denoël, 2011, p. 459-461.
93. *Ibid.*, p. 459-466. David E. Sanger, *Obama : guerres et secrets*, Paris, Berlin, 2012, p. 37-42. Voir Stanley McChrystal, *My Share of the Task: A Memoir* (New York: Penguin Books, 2013, chapitres 16 et 17.
94. Gordon et Trainor, *The Endgame*, New York, Vintage, 2013, p. 163.
95. Sanger, *Obama*, p. 60-62.
96. Renseignements tirés des RSOP FO Kandahar, de mai à juillet 2010.
97. *Ibid.*
98. Entrevue avec le Col Conrad Mialkowski, Ottawa, 25 octobre 2012.
99. Entrevue avec le Col Mialkowski.
100. Entrevue avec le Col Simon Hetherington, KAF, 9 juillet 2010; entrevue avec le Maj Niven; entrevue avec le Lcol Mialkowski; discussions de l'auteur avec le Mgén Nick Carter, Camp Nathan Smith, 22 juillet 2010.
101. L'état-major du J5 FO Kandahar favorisait la théorie axée sur la nature autochtone de l'insurrection, que le Gén McChrystal semble épouser dans ses mémoires (*My Share of the Task*, p. 308-309), mais l'état-major du J2 et le Bgén Vance croyaient que, dans la province de Kandahar, l'insurrection avait des dimensions rurale, urbaine et extérieure.
102. CRSQ QG FOI-A, 2 février 2010.
103. Briefing J2 FO Kandahar fait à l'auteur, 11 juillet 2010.
104. *Ibid.*
105. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 24 février au 2 mars 2010.
106. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 21 au 27 avril 2010.
107. Ces chiffres sont tirés des SITREP hebdo QG FOI-A de mars à juillet 2010.
108. Entrevue avec le Lcol Carignan; RSOP FO Kandahar, 15 juillet 2010; CRSQ QG FOI-A, 1^{er} avril 2010.
109. Entrevue avec le Maj Gord Ohlke, Kingston, 22 mars 2013. Voir aussi les notes du journal du commandant du CRTS (Avancé), du 24 au 31 juillet 2010.
110. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 3 au 9 mars 2010.
111. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 24 au 30 mars 2010.
112. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 24 au 30 mars 2010.

CHAPITRE SEPT

113. INTSUM FO Kandahar, 28 avril 2010.
114. INTSUM FO Kandahar, 8 mai 2010.
115. INTSUM FO Kandahar, 17 mai 2010. En particulier, l'Esc GC a mis au jour un stratagème à Kandahar en vertu duquel des menaces étaient adressées à des propriétaires de terrain dans le district n° 7 pour les inciter à vendre leur terrain. Ahmad Wali Karzai achetait ensuite les terrains et les revendait au gouvernement qui voulait y construire un marché, et Karzai prenait alors part au processus d'approbation. Entrevue avec le Maj Bryan Mialkowski, KAF, 11 août 2010.
116. INTSUM FO Kandahar, 21 mai 2010.
117. INTSUM FO Kandahar, 28 mai 2010.
118. CRSQ QG FOI-A, 2 mai 2010; CRSQ QG FOI-A, 4 mai 2010.
119. INTSUM FO Kandahar, 9 mai 2010; 11 mai 2010.
120. Paula Broadwell, *All In: The Education of General David Petraeus*, New York, Penguin Press, 2012, p. 45.
121. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 20 au 26 janvier 2010; du 27 janvier au 2 février 2010.
122. INTSUM FO Kandahar, 15 mai 2010.
123. INTSUM FO Kandahar, 16 mai 2010; 20 mai 2010; 26 mai 2010; CRSQ QG FOI-A, 27 mai 2010.
124. CRSQ QG FOI-A, 3 mai 2010; 4 mai 2010.
125. CRSQ QG FOI-A, 13 mai 2010.
126. CRSQ QG FOI-A, 16 mai 2010.
127. CRSQ QG FOI-A, 9 mai 2010,
128. CRSQ QG FOI-A, 6 mai 2010; 15 mai 2010; 21 mai 2010; 26 mai 2010.
129. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 19 au 25 mai 2010; INTSUM FO Kandahar, 27 mai 2010.
130. Entrevue avec le Lcol Mialkowski.
131. INTSUM FO Kandahar, 15 mai 2010; 19 mai 2010.
132. CRSQ QG FOI-A, 4 mai 2010.
133. CRSQ QG FOI-A, 8 mai 2010
134. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A des 11, 14 et 18 mai 2010.
135. CRSQ QG FOI-A, 19 mai 2010.
136. CRSQ QG FOI-A, 13 mai 2010.
137. Entrevue avec le Lcol Mialkowski; INTSUM FO Kandahar, 21 mai 2010.
138. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 19 au 24 mai 2010.
139. Entrevue téléphonique avec le Maj Eleanor Taylor, 24 février 2013.
140. CRSQ QG FOI-A, 14 mai 2010.
141. Entrevue avec le Maj Taylor.
142. CRSQ QG FOI-A, 13 mai 2010.
143. CRSQ QG FOI-A, 16 mai 2010.

CHAPITRE SEPT

144. INTSUM FO Kandahar, 13 mai 2010.
145. Entrevue avec le Maj Taylor.
146. CRSQ QG FOI-A, 25 mai 2010.
147. CRSQ QG FOI-A, 26 mai 2010. Voir aussi l'entrevue avec le Lcol Mialkowski.
148. CRSQ QG FOI-A, 28 mai 2010.
149. INTSUM FO Kandahar, 1^{er} juin 2010; 2 juin 2010.
150. « 1 RCR BG Recce Platoon, TF 1-10 Op ATHENA Roto 9 Close Observation Capability — Tactical Employment », 21 avril 2011.
151. Briefing fait par l'Escadron de NEM à l'auteur, KAF, 1^{er} août 2010.
152. *Ibid.*
153. *Ibid.*
154. *Ibid.*
155. *Ibid.*
156. Entrevue avec le Col Hetherington.
157. Entrevue avec le Col Hetherington.
158. *Ibid.*
159. *Ibid.*
160. Entrevue avec le Mgén Jonathan Vance, Ottawa, 11 décembre 2012.
161. *Ibid.* Voir aussi l'entrevue avec le Bgén Jonathan Vance, KAF, 12 juillet 2010.
162. *Ibid.*
163. *Ibid.*
164. *Ibid.*
165. Entrevue avec le Maj Taylor.
166. CRSQ QG FOI-A, les 6, 8 et 14 juin 2010; INTSUM FO Kandahar, 14 juin 2010.
167. CRSQ QG FOI-A, 11 juin 2010; 12 juin 2010.
168. CRSQ QG FOI-A, 4 juin 2010.
169. INTSUM FO Kandahar, 5 juin 2010; 7 juin 2010.
170. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A de juin 2010.
171. INTSUM FO Kandahar, 5 juin 2010.
172. CRSQ QG FOI-A, 5 juin 2010; 6 juin 2010; 7 juin 2010; SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 2 au 8 juin 2010.
173. CRSQ QG FOI-A, 7 juin 2010; 12 juin 2010.
174. CRSQ QG FOI-A, 13 juin 2010; 14 juin 2010; INTSUM FO Kandahar; entrevue avec le Lcol Mialkowski, 15 juin 2010.
175. INTSUM FO Kandahar, 20 juin 2010.
176. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A, du 16 au 20 juin 2010.

CHAPITRE SEPT

177. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A, du 20 au 26 juin 2010. Voir aussi le CRSQ QG FOI-A du 1^{er} juillet 2010.
178. CRSQ QG FOI-A, 27 juin 2010. L'auteur est arrivé dans le district de Panjwayi peu après cet épisode; au cours des discussions, le personnel canadien croyait fermement que le véhicule Bison avait été ciblé délibérément parce que celui-ci était une ambulance.
179. Observation de l'auteur sur une discussion pendant un briefing de mise à jour du cmdt, KAF, le 2 août 2010. Un des aspects les plus déconcertants de cet incident était que certains membres du personnel accordaient essentiellement le bénéfice du doute aux talibans et qu'ils soutenaient que les talibans ne savaient pas qu'ils s'attaquaient à une ambulance. Ce genre de déni rappelait le ton de ceux qui avaient fait valoir que les talibans avaient « accidentellement » tué Glyn Berry en 2006.
180. Entrevue avec le Lcol Mialkowski.
181. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 8 au 14 juin 2010.
182. *Ibid.*
183. Entrevue avec le Bgén Vance.
184. RSOP FO Kandahar, 1^{er} juillet 2010.
185. RSOP FO Kandahar, 15 juillet 2010.
186. RSOP FO Kandahar, 22 juillet 2010.
187. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A et SITREP hebdomadaires de juin 2010.
188. *Ibid.*
189. *Ibid.*
190. Michael Hastings, *Machine de guerre : la véritable et terrifiante histoire de la guerre américaine en Afghanistan*, Paris, Éditions du sous-sol, 2017, p. 381.
191. Broadwell, *All In*, p. 27.
192. *Ibid.*, p. 49–50.
193. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 2 au 8 juin 2010; du 8 au 14 juin 2010.
194. INTSUM FO Kandahar, 17 juin 2010.
195. Renseignements extraits des CRSQ et INTSUM FO Kandahar, juin 2010.
196. INTSUM FO Kandahar, 20 juin 2010.
197. Renseignements tirés des CRSQ et INTSUM QG FOI-A, juillet 2010.
198. CRSQ QG FOI-A, 26 juin 2010, CRSQ QG FOI-A, 29 juin 2010, INTSUM FO Kandahar, 6 juillet 2010.
199. CRSQ QG FOI-A, 16 juin 2010.
200. INTSUM FO Kandahar, 7 juillet 2010.
201. CRSQ QG FOI-A, 9 juillet 2010.
202. L'auteur était au quartier général de la Force opérationnelle Kandahar quand l'incident a eu lieu.
203. Renseignements tirés des SITREP hebdomadaires et CRSQ QG FOI-A de juillet et août 2010.
204. CRSQ QG FOI-A, 10 août 2010.
205. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 10 au 16 août 2010.

CHAPITRE SEPT

206. INTSUM FO Kandahar, 1^{er} juillet 2010.
207. CRSQ QG FOI-A, 3 juillet 2010. Voir aussi SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 29 juin au 5 juillet 2010.
208. Propos communiqués à l'auteur par l'Adjum Stu Hartwell, FOB Ma'Sum Ghar, 2 août 2010.
209. CRSQ QG FOI-A, 10 juillet 2010.
210. Entrevue avec le Maj Taylor.
211. CRSQ QG FOI-A, 7 juillet 2010; INTSUM FO Kandahar, 16 juillet 2010.
212. CRSQ QG FOI-A, 6 juillet 2010.
213. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A de juillet 2010.
214. Entrevue avec le Maj Smyth.
215. CRSQ QG FOI-A, 26 juillet 2010.
216. Observations de l'auteur faites lors d'un briefing de mise à jour du cmdt, KAF, 26 juillet 2010.
217. CRSQ QG FOI-A, 30 août 2010.
218. Les soldats ayant pris part à cet engagement et à d'autres les ont décrits à l'auteur avec précision, FOB Ma'Sum Ghar, le 6 août 2010.
219. CRSQ QG FOI-A, 27 juillet 2010.
220. CRSQ QG FOI-A, 30 juillet 2010.
221. INTSUM FO Kandahar, 4 juillet 2010.
222. CRSQ QG FOI-A, 4 juillet 2010, 5 juillet 2010.
223. CRSQ QG FOI-A, 7 juillet 2010.
224. CRSQ QG FOI-A, 11 juillet 2010.
225. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 13 au 19 juillet 2010; CRSQ QG FOI-A, 17 juillet 2010.
226. INTSUM FO Kandahar, 18 juillet 2010.
227. Entrevue avec le Bgén Vance.
228. Entrevue avec le Bgén Vance.
229. L'auteur a assisté à plusieurs réunions qui concernaient l'Op BAEXEI (en juillet 2010).
230. Entrevue avec le Bgén Vance.
231. Briefing fait par la Compagnie I à l'auteur, Camp Nathan Smith, 19 juillet 2010.
232. Observations de l'auteur, KAF et Camp Nathan Smith, juillet et août 2010.
233. Entrevue avec le Lcol Mialkowski; CRSQ QG FOI-A, 22 juillet 2010; Briefing de mise à jour du cmdt, KAF, 24 juillet 2010.
234. CRSQ QG FOI-A, 18 juin 2010; 5 juillet 2010.
235. CRSQ QG FOI-A, 5 juillet 2010.
236. L'auteur était dans le théâtre quand cet incident a eu lieu et il a assisté au briefing de mise à jour du cmdt quand les détails ont été exposés, lesquels comprenaient une photo de Baran prise après l'incident de la théière.

CHAPITRE SEPT

237. Entrevue avec le Lcol Mialkowski. Voir aussi l'INTSUM FO Kandahar du 15 juillet 2010; INTSUM FO Kandahar, 26 juillet 2010.
238. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 27 juillet au 2 août 2010.
239. CRSQ QG FOI-A, 18 juillet 2010.
240. CRSQ QG FOI-A, 19 juillet 2010; 20 juillet 2010.
241. INTSUM FO Kandahar, 1^{er} août 2010.
242. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A, août 2010.
243. L'auteur était à bord de l'I/A BLOWTORCH 61, il en est descendu juste avant que l'hélicoptère soit abattu et il a observé la suite des événements dans le poste de commandement à la FOB Ma'Sum Ghar grâce à la liaison avec le SSCS monté sur l'aérostat.
244. L'auteur a observé cet engagement depuis le poste de commandement de Ma'Sum Ghar.
245. Observations de l'auteur depuis la FOB Ma'Sum Ghar, août 2010.
246. INTSUM FO Kandahar, 11 août 2010.
247. Renseignements extraits des CRSQ et incidents significatifs (SIGACT) du QG FOI-A d'août 2010.
248. CRSQ QG FOI-A, 11 août 2010.
249. CRSQ QG FOI-A, 1^{er} août 2010.
250. CRSQ QG FOI-A, 2 août 2010.
251. CRSQ QG FOI-A, 5 août 2010.
252. CRSQ QG FOI-A, 20 août 2010.
253. Renseignements extraits des CRSQ et SIGACT QG FOI-A d'août 2010.
254. *Ibid.*
255. Observations de l'auteur après avoir visité les positions de l'Escadron de reco, district de Panjwayi, août 2010.
256. CRSQ QG FOI-A, 9 août 2010.
257. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 3 au 9 août 2010.
258. CRSQ QG FOI-A, 8 août 2010.
259. Renseignements extraits des CRSQ et SIGACT QG FOI-A, août 2010.
260. INTSUM FO Kandahar, 22 août 2010.
261. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 27 juillet au 2 août 2010.
262. Entretiens entre l'auteur et des membres de l'Équipe de soutien du district, district de Panjwayi, août 2010.
263. POST SITREP, 1^{er} août 2010.
264. Briefing fait à l'auteur, KAF, 12 août 2010.
265. L'auteur était près du point d'impact de la première roquette; il s'est dirigé ensuite vers le COT FO Kandahar et a observé la suite depuis cet endroit.
266. *Ibid.*
267. *Ibid.*

CHAPITRE SEPT

268. Briefing fait à l'auteur, KAF, 12 août 2010.
269. Le concept n'avait pas non plus été bien examiné relativement aux effets sur les opérations « Tenir » dans le Panjwayi oriental. Voir l'entrevue avec le Bgén Vance.
270. Notes de l'auteur sur un entretien entre le Bgén Vance et le Mgén Carter, 26 juillet 2010.
271. *Ibid.*
272. *Ibid.*
273. *Ibid.*
274. *Ibid.*
275. *Ibid.*
276. Entrevue avec le Col Creighton, entrevue avec le Lcol Mialkowski, CRSQ QG FOI-A, 20 août 2010.
277. CRSQ QG FOI-A, 18 août 2010
278. CRSQ QG FOI-A, 25 août 2010
279. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 10 au 16 août 2010; du 17 au 23 août 2010.
280. INTSUM FO Kandahar, 13 août 2010.
281. INTSUM FO Kandahar, 19 août 2010.
282. Entrevue avec le Col Creighton.
283. Entrevue avec le Lcol Tim Marcella, 12 avril 2013.
284. Briefing fait par l'ESN à l'auteur, KAF, le 15 juillet 2010.
285. Entrevue avec le Lcol Marcella.
286. *Ibid.*
287. *Ibid.*
288. *Ibid.* Voir aussi les observations de l'auteur, Camp Nathan Smith, juillet 2010.
289. « Examen de soutien de la FOI-AFG », 26 mars 2008; « FO 1-10 ESN (R9) Briefing de fin de mission », 19 janvier 2011.
290. Entrevue avec le Lcol Marcella.
291. Briefing de l'ESN fait à l'auteur.
292. Entrevue avec le Lcol Marcella.
293. Observations de l'auteur, KAF, juillet 2010.
294. RSOP FO Kandahar, 29 juillet 2010.

LE DERNIER MATCH DE LA FORCE OPÉRATIONNELLE KANDAHAR :

DE SEPTEMBRE 2010 À JUIN 2011

Introduction

Les dernières rotations de la FO Kandahar ont eu lieu au cours des huit derniers mois du mandat de l'Armée canadienne à Kandahar. C'était une période de changements profonds. Les événements intensément dramatiques de l'été de 2010 cédaient place, au cours de l'automne, à une suite décisive d'opérations, elles-mêmes suivies par une période quasi anti-paroxystique de stabilité relative qui a duré jusqu'à une date avancée de 2011. À première vue, il semblait que le ralentissement de l'activité ennemie à l'automne était cyclique. Les combattants stationnés au Pakistan sont retournés à leurs bases, des activités de réarmement ont eu lieu, des roquettes ont été lancées de temps à autre sur l'aérodrome de Kandahar, et ainsi de suite. Certains ont soutenu que l'ennemi attendait le départ du Canada et qu'il s'était retiré tout simplement pour revenir de plus belle à la charge au printemps. À mesure que les semaines et les mois passaient, toutefois, il est devenu évident que l'ampleur de l'activité ennemie était en train de subir une transformation profonde. L'insurrection a été obligée de réévaluer ses activités en fonction de ce qui s'était passé dans tout le sud de l'Afghanistan en 2010. Des pressions additionnelles, mais difficiles à définir, s'exerçaient de l'autre côté de la ligne Durand. Ces pressions étaient liées à la volonté des chefs insurgés de poursuivre le combat. Dans la zone d'opérations du Canada, l'insurrection était encore moins capable de mener des opérations comme celles qu'elle avait lancées au cours des quatre années antérieures, et ses chefs locaux avaient du mal à s'adapter, encore une fois, aux méthodes et activités de la coalition.

Au début de l'été de 2011, les troupes canadiennes et les civils afghans pouvaient emprunter une route asphaltée pour aller en huit minutes de la Base d'opérations avancée Ma'Sum Ghar jusqu'à une autre base du même genre à Zangabad, tandis qu'auparavant, il n'était possible d'accéder à Zangabad qu'en organisant une opération délibérée le long d'un chemin de terre isolé et tortueux, truffé d'EEI. La nouvelle route a finalement été prolongée jusqu'à Mushan, où les affaires ont repris vigoureusement au bazar. Les troupes canadiennes pouvaient fonctionner dans le cadre d'un partenariat coordonné avec l'Armée afghane, avec la Police nationale afghane pour l'ordre civil et avec les forces

d'opérations spéciales. Elles avaient l'appui de dirigeants de district engagés et comparativement efficaces, et leur présence favorisait le lancement de toute une gamme de programmes axés sur la sécurité et le développement, adaptés aux besoins locaux et destinés à régler les griefs et à aider les autorités religieuses locales. Une brigade afghane, accompagnée de mentors canadiens, a pu mener des opérations comparativement indépendantes. Rien de tout cela n'avait été possible l'été précédent, et encore moins au cours des années antérieures de la campagne de l'Armée canadienne en Afghanistan.

Or, au début de septembre 2010, cette situation souhaitable n'était même pas envisageable. Le Groupement tactique (GT) du 1 RCR s'était heurté à des difficultés dans ses rapports avec Nakhonay et Chalgowr, les deux plaies purulentes du district. On croyait impossible l'exécution d'opérations à l'ouest de l'abscisse 28 dans la Corne du Panjwayi. Ce secteur demeurait un bastion d'insurgés qui envoyaient des ravitaillements et des experts aux fabriques avancées d'EEI, à Kenjakak et ailleurs. Il semblait bien y avoir des EEI partout. Il y avait à tout le moins les opérations de la coalition dans le centre et l'est du Panjwayi qui empêchaient toujours l'ennemi de concentrer ses efforts envers le district de Dand; en dépit de cela, les insurgés s'évertuaient de faire des percées opportunistes au niveau inférieur. À cet égard, ils ont été contrariés par l'action de la FO 1-71 Cavalerie et par les énormes progrès accomplis en matière de gouvernance et de développement qui ont fait du Dand un district modèle.

Transfert des responsabilités entre les Bgén Vance et Milner : la nouvelle Force opérationnelle Afghanistan, en septembre 2010

Le moment du départ du Bgén Jon Vance et de l'ancien quartier général qu'avait dirigé le Bgén Ménard était alors venu. Ainsi, à la mi-septembre 2010, le Bgén Dean Milner et son quartier général ont exécuté une relève sur position et ont entrepris le travail qu'allaient comporter les derniers mois de la mission. Sous la gouverne du Bgén Milner, la FO Kandahar subissait nombre de changements structureaux, vu l'envergure réduite et plus concentrée de la mission. Le groupement tactique et l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO) qui arrivaient étaient désormais basés uniquement dans le Panjwayi et le Dand. À Kandahar, il y avait encore un peloton de protection et un conseiller militaire au Camp Nathan Smith (le Lcol Louis Cyr), mais à toutes fins utiles, l'Équipe de reconstruction provinciale (ERP) avait cessé d'entretenir une relation digne de mention avec la FO Kandahar. Le Centre du renseignement toutes sources (CRTS) [Avancé] a finalement été retiré. Les compagnies de stabilisation ont été dissoutes.



Photo : MDN AF2010-0306-120

Avec la réduction de l'espace de bataille du Canada dans la province de Kandahar, le Bgénéral Dean Milner a mis l'accent sur le renforcement des relations avec les chefs de district afghans, en particulier avec le gouverneur du district de Panjwayi, Haji Baran.

Les équipes de la coopération civilo-militaire (COCIM) et des opérations psychologiques (OPPSY) ont cessé de mettre l'accent sur les activités au niveau opérationnel pour se concentrer plutôt sur l'appui des opérations du groupement tactique dans le district de Panjwayi. Les OPPSY « de niveau opérationnel » ont été imbriquées aux activités d'influence, désormais intégrées à un J9 élargi au quartier général dirigé par le Lcol Marcel McNicholl. Ce dernier commandait aussi des troupes de brigade qui consistaient en ceci : un détachement de petits véhicules aériens sans pilote (SUAV) ScanEagle, les restes de la Cie Stab A ne comportant aucun élément d'infanterie, les contrôleurs interarmées de la finale de l'attaque (CIFA), le Centre de coordination des feux d'appui et le Centre de coordination de l'espace aérien au Centre des opérations de la FO Kandahar. Les deux centres de coordination des opérations du district de Dand (CCO-D) se trouvaient également sous la houlette du J9¹.

La branche du J5, sous le commandement du Lcol Roger Cotton, se chargeait des questions liées aux Forces de sécurité nationale afghanes (FSNA) ainsi que de l'analyse des opérations. Il fallait maintenant se pencher résolument sur l'amélioration des critères d'évaluation des

progrès de la police et de l'armée afghanes – ce besoin avait été négligé par les quartiers généraux antérieurs – ainsi que sur le passage au partenariat et sur le déclin de l'ELMO. Les rapports exigés par les quartiers généraux supérieurs de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) sur ces questions justifiaient l'accroissement important des capacités du J5. En l'espace de quelques semaines, les comptes rendus quotidiens et hebdomadaires se sont améliorés, et les profanes ont pu beaucoup plus facilement suivre l'évolution des FSNA. Ce nouveau schème consistait en la progression fonctionnelle par les piliers « Planification, Instruction, Capacité, Maintien en puissance » et s'appliquait maintenant à tout ce que les unités de la FO Kandahar faisaient avec les forces de sécurité afghanes².

Le J5 fournissait en outre de précieuses analyses des opérations. L'abandon des opérations basées sur les effets par le quartier général Thompson en 2009 ne signifiait pas que la rétroaction statistique était totalement inutile. Le J5 a constaté que le Commandement régional (Sud) déplaçait des symboles des compagnies sur les cartes et qu'il supposait que certaines activités avaient lieu : c'est ce qui a été décrit comme étant « saupoudrer de la poussière KLE (engagement des relais d'influence) » et de la « poussière de stabilisation » sur la carte, mais personne ne savait exactement quels effets cela avait effectivement sous le niveau des sous-unités. « L'argent est un système d'arme » est devenue le mantra dans divers quartiers généraux, mais quand l'idée a été remise en question, il a été difficile d'en prouver le degré d'efficacité. Le J5 a examiné ces aspects de la campagne et a fourni ses opinions au J9³. Éventuellement, le J5 s'est tourné vers la transition de la mission, en d'autres mots vers la dissolution de la FO Kandahar et le transfert des responsabilités à la Force opérationnelle de transition de la mission du Bgén Chuck Lamarre.

L'important changement de philosophie pendant cette rotation a résidé dans le fait que les équipes de la COCIM et les autres entités « non cinétiques » de la FO Kandahar se concentraient désormais entièrement sur les activités d'influence, et non sur le développement. Comme l'a formulé le chef de l'Équipe de la COCIM, le major Dan Lemeroux : la COCIM au sein de l'ERP s'axe sur le bien-être de la population, et la FO Kandahar s'axe sur le combat⁴. Il y avait encore une conseillère en matière de développement dans la FO Kandahar, nommément Anne Lavender. Celle-ci avait travaillé à Kandahar pour l'ACDI au sein de l'ERP et avait essayé de rationaliser divers schèmes de redditions de compte en 2010. Cependant, son travail avait été entravé par le fait que les représentants des autres ministères dans l'ERP ne donnaient pas suite à ses communications. Résultat : les équipes de soutien dans les districts de Panjwayi et de Dand rendaient compte à la FO Kandahar, et non à l'ERP, et elles cherchaient encore à ce stade-là à comprendre la nature de leur relation avec la nouvelle super-ERP, à savoir la Plate-forme régionale (Sud) dirigée par les É.-U. Ces équipes de soutien avaient aussi de bonnes relations de travail avec le J9. Le conseiller politique Colin Lake avait un rôle de moins en moins

important à jouer, à mesure que les activités diminuaient, mais il s'est trouvé un créneau qui consistait à faire la lumière sur les relations avec la Plate-forme régionale (Sud). L'étoile du représentant du Canada à Kandahar, le vanté RCK, « était maintenant en déclin », à mesure que « l'influence canadienne s'estompait »⁵. [Traduction]

L'attitude qui a pris forme au cours de la dernière rotation canadienne peut se résumer comme suit : « Il n'est plus question de développement; l'avenir prend fin le 1^{er} juin 2011 ». [Traduction] L'accent était mis sur les effets tactiques, l'objectif étant de réduire l'efficacité de l'ennemi au cours de la saison des combats à venir, à l'été de 2011, de manière à ce qu'une relève sur position efficace puisse avoir lieu avec la brigade étasunienne montante. Les projets n'étaient pas nécessairement conçus pour avoir des effets durables : « [Nous allions] faire tout ce que l'ennemi ne voulait pas nous voir accomplir », [Traduction] par exemple, construire des écoles et les doter en personnel, construire des routes et améliorer les réseaux d'irrigation⁶.

Le concept général consistait à exercer une pression avec les projets de COCIM et de développement dans divers secteurs pour inciter l'ennemi à réagir avec ses ressources limitées, puis à accroître de 200 p. 100 l'intervention canado-afghane pour lui faire échec et, ensuite, à passer dans un autre secteur et à répéter le processus. Idéalement, cela allait obliger l'ennemi à étendre à l'excès ses opérations d'information limitées (positives et négatives) et sa capacité de développement chancelante. La FO Kandahar modifierait ensuite l'ordre de ses priorités pour maintenir l'insurrection dans un état de déséquilibre⁷.

Le dialogue avec les autorités religieuses faisait partie de ce schème. La radio était un des moyens employés, comme la prestation d'un soutien aux mosquées sous toutes ses formes. La choura des oulémas de Kandahar (KUS) semblait être un endroit propice à une telle démarche, mais en fin de compte, elle ne s'était jamais remise des années 2005 à 2007 où ses membres modérés avaient été sélectivement assassinés. Cela dit, la KUS diffusait maintenant une revue, et il y avait des émissions-débats à la radio portant sur les aspects religieux de la vie, de l'univers et de l'insurrection. D'autres projets, axés par exemple sur la réparation de fauteuils roulants et sur l'enseignement de techniques agricoles de base, comptaient parmi ceux qui avaient des effets que les talibans n'étaient pas à même d'égaliser. Sous le commandement du Bgén Milner, la FO Kandahar a retenu les services d'une entité appelée « Maison de la confrérie », [Traduction] dans laquelle les conseillers canadiens et afghans concevaient des activités d'influence. Dans la FO Kandahar du Bgén Milner, la compréhension des activités d'influence et leur intégration aux opérations se sont améliorées de façon spectaculaire, comparativement aux efforts timides et minimalistes qui avaient été faits par le Bgén Ménard⁸ et son quartier général.

Le plan et la volonté de disposer d'un nouveau cadre de réintégration des combattants talibans dits « de palier II » [Traduction] au niveau national en Afghanistan avaient engendré, à l'automne de 2010, un tas de programmes inachevés. La situation se voyait comme une faiblesse

importante dans l'effort global de la FIAS, en sorte que le plan n'a pas donné grand-chose pendant le reste du mandat du Canada en Afghanistan. La FO Kandahar n'a quand même pas perdu de vue ce plan. Dans l'ensemble, les programmes de travail rémunéré gérés par les sapeurs canadiens dans les districts sortaient les talibans de palier II potentiels de la rue avec plus d'efficacité que les concepts biscornus formulés par les groupes de réflexion étasuniens cherchant à se faire entendre à Kaboul⁹.

Au cours de la dernière rotation de la FO Kandahar, le Régiment du Génie de la Force opérationnelle a joué le rôle de chef de file. Sous le commandement du Lcol Mark Misener, il était constitué de l'Escadron d'appui du Génie (l'ancienne unité d'appui du Génie) dirigé par le Maj Pascal Blanchette; l'Escadron du Génie construction (Esc GC), lui-même comprenant l'Organisation chargée des travaux de construction (OTC) et l'Équipe spécialisée du Génie (ESG), sous la direction du Maj Barbara Honig (une ancienne de 2007); l'Escadron de neutralisation des explosifs et munitions (l'ancien escadron anti-EEI), commandé par le Maj Benjamin Aho, et la Troupe de reconnaissance du Régiment du Génie, une nouvelle sous-unité formée pour mener des opérations d'examen et de vérification des projets. Les soldats de la capacité d'ouverture d'itinéraire de circonstance (COIC) et les sapeurs de combat de l'Escadron de campagne ont continué à faire partie du groupement tactique¹⁰. Le Maj Honig et l'Esc GC ont collaboré de près avec le Maj Lemeroux et ses équipes de la COCIM dans les localités du district de Panjwayi, ce que « l'ACDI et le MAECI n'ont pas aimé du tout ¹¹ ». [Traduction]

L'anomalie était que l'équipe spécialisée du Génie (ESG) est restée au Camp Nathan Smith pendant un certain temps, même si elle appartenait à l'Esc GC. L'existence et l'emplacement de l'Esc GC et la question de savoir qui exerçait le contrôle sur elle ont fini par susciter un différend de taille entre la FO Kandahar et les autres ministères canadiens, au point que c'est le Cabinet qui a dû trancher la question. L'ACDI voulait encore jouer un rôle dans le grand dossier du développement de la province avec ses projets, bien que la valeur de beaucoup fût douteuse. L'équivalent étasunien de plus haut niveau de l'ESG faisait partie du 22^e Régiment de construction naval (22 Naval Construction Regiment). Comme l'ACDI ne pouvait accéder aux fonds, ressources et capacités d'adjudication des contrats du 22 NCR, elle voulait se servir des fonds et des capacités de la FO Kandahar. À ce stade, la zone d'opérations de l'Armée canadienne se limitait aux districts de Panjwayi et de Dand. Les priorités de la FO Kandahar consistaient à y exécuter des opérations. Aux yeux des éléments du FO Kandahar, l'influence de l'ACDI sur l'ESG créait une situation où « l'ACDI et le MAECI recevaient les accolades si les projets étaient fructueux, et où les Forces armées canadiennes étaient blâmées dans le cas contraire ». [Traduction] Un cas extrême de mesquinerie s'est produit quand l'ACDI a menacé de poursuivre le ministère de la Défense nationale qui avait retiré les extincteurs

d'incendie du Camp Nathan Smith au moment où l'endroit a été cédé aux Américains, ce qui a apparemment compromis la sécurité du personnel de l'ACDI, selon les lignes directrices canadiennes sur la sécurité au travail¹².

Coordination

Comme nous l'avons vu au cours des rotations antérieures, la planification risquait beaucoup de verser dans la confusion pendant les multiples relèves sur position. Cela a été le cas lors de la transition qui s'est opérée entre septembre et novembre 2010, en ce sens qu'il y a alors eu de nombreux éléments qui ne s'imbriquaient pas toujours les uns dans les autres. Le Groupement tactique du 1 RCR, commandé par le Lcol Conrad Mialkowski, a mis en œuvre, à l'automne de 2010, un plan élaboré de concert avec la FO Kandahar, dirigé par le Bgén Vance; or, celle-ci avait été commandé par le Bgén Ménard, qui avait un concept d'opération très différent. Parallèlement, le Bgén Vance a travaillé avec le Mgén Nick Carter, au Commandement régional (Sud), pour stabiliser la situation dans la province de Kandahar après plusieurs changements imprévus au niveau du commandement et après l'arrivée d'importants contingents de troupes étasuniennes dans la province au cours de l'été. La question était la suivante : le Bgén Vance et la FO Kandahar autrefois commandée par le Bgén Ménard devaient opérer leur rotation à la mi-septembre et être remplacés par la FO Kandahar commandé par le Bgén Dean Milner. Le Lcol Mialkowski et le Groupement tactique du 1 RCR devaient être relevés par le Lcol Michel-Henri St-Louis et le Groupement tactique du 1 R22^eR à la fin de novembre. Comme nous l'avons vu, l'ELMO était en train de renoncer au partenariat et de revenir au mentorat, pendant qu'elle effectuait sa transition entre une organisation dirigée par le Col Ian Creighton et une autre commandée par le colonel Hercule Gosselin en novembre. Il allait y avoir d'autres forces de sécurité afghanes avec lesquelles il faudrait coordonner les activités, et il y avait maintenant un nouveau commandant à la tête de la 1-205 Brigade en la personne du Bgén Habibi. Ensuite, le quartier général du Commandement régional (Sud), commandé par le Mgén Carter, serait remplacé par un autre dominé par les Américains, en novembre. Ce nouveau QG aurait à sa tête le Mgén James Terry, qui avait été officier des opérations de la 10th Mountain Division (États-Unis) en 2006, quand la FOM AEGIS relevait de cette dernière.

Et ce n'était pas tout : des élections provinciales devaient se tenir en Afghanistan à l'automne de 2010. Les opérations devaient encore être conçues pour appuyer l'inscription des électeurs, protéger les lieux de scrutin et assurer la sécurité le jour de l'élection. Ensuite, les unités allaient devoir élaborer leurs propres plans. Tout cela a eu des répercussions importantes. D'abord, l'ELMO et l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel de la police (ELMOP) montantes ont dû adapter sensiblement leurs organisations et leurs concepts

d'opération respectifs pour gérer les nouvelles organisations afghanes qui entraient dans la zone d'opérations du Canada. En deuxième lieu, le Groupement tactique du 1 R22^eR allait mettre en œuvre un plan dressé par le Mgén Carter et sanctionné par ce dernier et le Bgén Vance, puis mis à exécution sous le commandement du Bgén Milner, mais coordonné ensuite avec un quartier général dirigé par les É.-U. qui avait son propre plan de campagne. Troisièmement, l'espace de bataille dans les districts de Panjwayi et de Dand allait être encombré par l'équivalent de presque deux brigades : le groupement tactique canadien, l'ELMO et l'ELMOP canadiennes, la FO 1-71 dans le Dand; trois kandaks de l'Armée afghane; un kandak de la Police nationale afghane pour l'ordre civil, et les mentors fournis par les FOS étasuniens au kandak de la Police nationale afghane pour l'ordre civil (PNAOC). Ces troupes avaient toutes besoin d'une infrastructure avant même de se déployer.

L'immense tâche que représentait l'agencement de tous ces rouages incombaux aux états-majors et commandants, mais dans la FO Kandahar, les Lcol Maurice « Moe » Poitras, Doug Claggett et Tod Strickland ont été ceux qui ont relevé ces énormes défis. Ce n'est que grâce à des relations interpersonnelles exceptionnelles et à une confiance totale que tous ces rouages se sont bien imbriqués les uns dans les autres et que ce mécanisme complexe a été enclenché pour aboutir à une fructueuse conclusion.

Le plan que la FO Kandahar a dressé pour stabiliser la situation dans le Panjwayi s'appelait « Op MATIN AZIM ». Le Groupement tactique du 1 RCR a établi les conditions pour permettre aux troupes afghanes d'arriver à l'automne. L'Op MATIN AZIM a été conçue en commun avec la 1-205 Brigade du général Habibi. Le quartier général du Commandement régional (Sud), dirigé par le Mgén Carter, a collaboré avec la FO Kandahar pour élaborer un autre plan appelé « BAAWAR », qui visait à reprendre et à occuper la Corne du Panjwayi. L'opération BAAWAR a fait intervenir la FO Kandahar et la 1-205 Brigade dans le Panjwayi, et la FOM Strike des É.-U. dans le Zharey. Le volet canadien de l'Op BAAWAR a été appelé Op PASS RAFTAN. Cette dernière a été organisée de concert avec la 1-205 Brigade, et les mentors canadiens de l'ELMO ont joué un rôle important dans cet effort de coordination. Les Op BAAWAR et PASS RAFTAN ont été planifiées pendant que le Groupement tactique du 1 RCR était encore dans le théâtre, mais elles allaient être exécutées par le Groupement tactique du 1 R22^eR, une fois la relève sur position terminée¹³.

Le nouveau quartier général du Commandement régional (Sud), sous la direction du Mgén Terry, suivait d'un œil attentif ces transformations depuis juillet 2010. Ce quartier général était doté d'une importante composante canadienne, parce que le Mgén Terry l'avait demandé expressément. Son commandant adjoint était le brigadier-général canadien André Corbould, qui a choisi une gamme d'anciens de la FO ORION tels que le Lcol Mason Stalker et des officiers d'état-major expérimentés comme les Lcol Acton Kilby et Mike Hewitt pour occuper des postes dans les branches de la stabilisation et du

Génie du quartier général. Ce quartier général travaillait au Plan de mise en œuvre unifiée, c'est-à-dire un plan quinquennal destiné au Commandement régional (Sud). Il n'y avait aucun conflit entre ce travail et ce qui se passait dans le Panjwayi à la fin de 2010, car, grâce aux relations interpersonnelles, tout problème était réglé rapidement. Le quartier général du Commandement régional (Sud) du Mgén Terry ne s'intéressait aucunement à la microgestion des activités dans le Panjwayi à ce moment-là¹⁴, ce qui est tout à son honneur.

Du côté du groupement tactique, le Lcol St-Louis et son état-major entretenaient des relations exceptionnellement bonnes avec le Groupement tactique du 1 RCR du Lcol Mialkowski, et ils étaient à jour eu égard à la multitude de changements qui s'opéraient. Leur plan de reco tactique a été temporairement dérangé par l'écrasement de l'hélicoptère Chinook abattu par l'ennemi en août, mais les commandants des sous-unités montantes comprenaient très bien l'environnement opérationnel de l'heure¹⁵.

La composante afghano-canadienne des plans a été vitale. Du côté de la police, il était encore très difficile de mettre à profit l'influence canadienne auprès des Afghans au niveau provincial. Les problèmes de la police au niveau des districts étaient énormes et liés à la gouvernance. À ces égards, la FO Kandahar n'avait à toutes fins utiles aucune aide un tant soit peu efficace de la part des autres entités canadiennes à Kandahar et elle n'en avait aucune de la part de celles qui étaient à Kaboul.

La relation entre l'Armée canadienne et l'Armée nationale afghane était considérablement meilleure, en particulier après la mi-septembre. À cet égard, le Canada avait la chance d'avoir le Bgén Dean Milner à la tête de la FO Kandahar. Le mandat de ce dernier dans son poste était très différent de celui de ses prédécesseurs. Ses responsabilités étaient les mêmes, mais il devait les exercer dans une zone géographique beaucoup moins grande que dans le passé, et il avait moins d'autonomie que les commandants de la FO au cours des rotations antérieures. Son champ de manœuvre dans les cercles influents provinciaux était beaucoup plus restreint, maintenant que l'Armée canadienne n'y était plus présente; à cet égard, la situation avait été particulièrement transformée après les changements apportés à l'ERP par le Bgén Ménard. Le Bgén Vance avait stabilisé la situation pour placer le Bgén Milner dans une position plus solide dès son arrivée. Au lieu d'essayer de fonctionner comme s'il était en 2006 ou en 2009, ce dernier a compris que son rôle principal n'était pas de lancer des opérations de brigade indépendantes, mais plutôt d'exploiter sa personnalité et son poste de commandement auprès des Afghans pour faire en sorte que tous les autres rouages déjà engagés s'harmonisent aussi bien que possible dans les circonstances. Il n'a pas essayé de réinventer la roue. Ce faisant, il a établi une étroite relation avec le brigadier-général Habibi, il a cultivé ses rapports avec Haji Baran quand c'était possible dans le Panjwayi, et il a aidé Nazek à construire le Dand sur tous les plans, en sachant qu'il fallait maintenir le courant psychologique y ayant été établi¹⁶.

Cependant, la première étape consistait à poursuivre la stabilisation du district de Panjwayi avec le Groupement tactique du 1 RCR et à contribuer à l'organisation des forces afghanes montantes. Tant que le Bgén Milner et son équipe n'étaient pas pleinement en poste, cette tâche incombait au Bgén Vance.

La stabilisation du Panjwayi n'était pas chose facile, mais la situation s'améliorait de semaine en semaine. Les points chauds restaient le secteur de Sperwan Ghar, Nakhonay et Chalghowr. L'abscisse 28 correspondait à peu près à la ligne avant traditionnelle de nos troupes, mais les insurgés s'infiltraient de plus en plus de l'autre côté de l'itinéraire Brown. Les troupes canadiennes et afghanes occupaient Nakhonay, mais il n'y avait là aucune présence efficace de la police, ce qui limitait la circulation de l'information locale. Les insurgés constituaient une source d'irritation à Chalghowr à cause de la position géographique du village entre Malajat, le Dand et le Panjwayi oriental. Un événement important a eu lieu sous la forme d'un grand raid dans Spin Boldak qui a permis de saisir presque tous les composants essentiels d'EEI destinés aux groupes insurgés opérant dans le Panjwayi. Le nombre d'attaques à l'EEI a diminué en septembre¹⁷.

Le Bgén Vance et le Lcol Mialkowski se sont d'abord concentrés sur l'établissement d'un écran à Nakhonay. Voici ce qu'en dit le Lcol Mialkowski :

Nous allons mettre cet endroit sous clé. Nous allons y installer quatre barrières. Nous allons y faire des patrouilles successives. Moi et, disons, 3,5 tonnes de barbelés! La nouvelle attitude des habitants de Nakhonay se résumait par les mots : « Sayonara, imbéciles! ». [Traduction] Nous avons tout cet argent et nous allons maintenant l'investir dans Salavat. Nous allons investir aussi à Mohajerin, Panjsher et Fathollah, et nous allons le faire assez près pour qu'ils puissent le voir¹⁸. [Traduction]

L'entrepreneur pakistanais récalcitrant et hésitant qui gérait le projet d'asphaltage de routes de l'UNOPS (l'itinéraire Lake Effect) a dit au groupement tactique qu'il reviendrait maintenant que la période estivale des combats allait prendre fin, et qu'il terminerait l'asphaltage de l'itinéraire. « Et nous avons répondu : “ Très bien, et tu vas aussi bitumer les routes ici, ici et là. ” – “ Pas de problème! Et Nakhonay? ” Nous avons répliqué : “ Au diable, Nakhonay ” [...] Dix Canadiens ont été tués à Nakhonay sans que nous y accomplissions quelque progrès que ce soit. Rien, rien d'autre qu'une exaspération complète¹⁹ ». [Traduction]

La Compagnie Charles du major Taylor, à Sperwan Ghar, faisait face à une intense activité ennemie. La rumeur circulait selon laquelle il y aurait une offensive des forces coalisées contre la Corne du Panjwayi, et il semblait, d'après les tendances de l'activité ennemie, que les insurgés tentaient d'empêcher ou de perturber tout mouvement de la part

de la coalition. En effet, la plupart des activités ennemies signalées dans le Panjwayi en septembre avaient lieu dans les localités entourant la Base d'opérations avancée et, comme d'habitude, la jonction entre les itinéraires Brown et Hyena (voir les figures 8-1 et 8-1a).

Il y avait beaucoup d'activités à l'est de l'itinéraire Brown, ce qui était inhabituel et révélait une infiltration importante d'insurgés dans ce secteur. Le 30 août, par exemple, une patrouille de l'Armée afghane a été touchée par un EEI radiocommandé; quand les Afghans ont envoyé là une force de réaction rapide, elle est tombée dans une embuscade. Le peloton canadien de service a aussi essuyé des tirs dans la base. Divers systèmes de surveillance installés sur la colline ont repéré des ennemis qui ont été pris à partie : deux avions F-18 sont intervenus avec leurs canons et des bombes GBU-12, et la batterie de l'artillerie canadienne a aussi tiré 20 obus de mortier de 81 mm sur les insurgés qui tentaient de s'enfuir²⁰.

La Compagnie Charles exécutait des patrouilles dans les localités et a découvert une série de caches. Pendant l'exfiltration d'une patrouille, un hélicoptère OH-58D Warrior qui observait l'opération a essuyé des tirs antiaériens provenant d'une mitrailleuse lourde. Les convois de ravitaillement de l'Armée afghane et ceux des entrepreneurs ont commencé à être attaqués sur l'itinéraire Brown. Dans tous les cas, la Compagnie Charles a pu demander un appui aérien rapide contre les groupes ennemis embusqués. Dans un cas, un VBL III et un véhicule Coyote ont utilisé leurs canons de 25 mm depuis la base contre de petits groupes d'insurgés contournant des enceintes le long de l'itinéraire Brown. Des tireurs d'élite sont venus pour supprimer les poseurs d'EEI et les prendre à partie quand ils le pouvaient²¹.

Comme activité complémentaire de l'imminente Op MATIN AZIM, la Compagnie Charles a fait irruption dans le secteur de Sperwan, les 15 et 16 septembre. Ce mouvement a semblé déplacer les petits groupes ennemis de ce secteur vers la zone située à l'ouest de l'itinéraire Brown. Les tirs d'armes légères des insurgés étaient désormais dirigés contre Sperwan Ghar depuis le sud-ouest et l'ouest, plutôt que depuis le nord. La FO Kandahar n'était pas à même de projeter des forces à l'ouest de l'abscisse 28, mais afin de faire réfléchir l'ennemi, elle a autorisé deux attaques dans le secteur de Zangabad, en se fondant sur des rapports ISTAR. Une enceinte, dont on savait que c'était une fabrique d'explosifs artisanaux a fait l'objet d'une attaque aérienne le 15 septembre. Deux semaines plus tard, les ressources ISTAR ont repéré une fabrique d'EEI dans un champ; les obusiers canadiens M-777 sont entrés en action et ont détruit l'installation, tout en tuant toutes les personnes qui s'y trouvaient²².

La série d'opérations suivante portait le nom de « MATIN AZIM ». Elle avait plusieurs objectifs. Tout d'abord, il s'agissait de dégager trois secteurs, soit ceux d'Haji Habibollah, de Kenjakak et de Chalghowr. Le deuxième consistait à établir et à occuper une infrastructure tactique, de manière que les unités afghanes et canadiennes montantes puissent se préparer aux opérations dans la Corne du Panjwayi. Le troisième objectif était de créer une ceinture

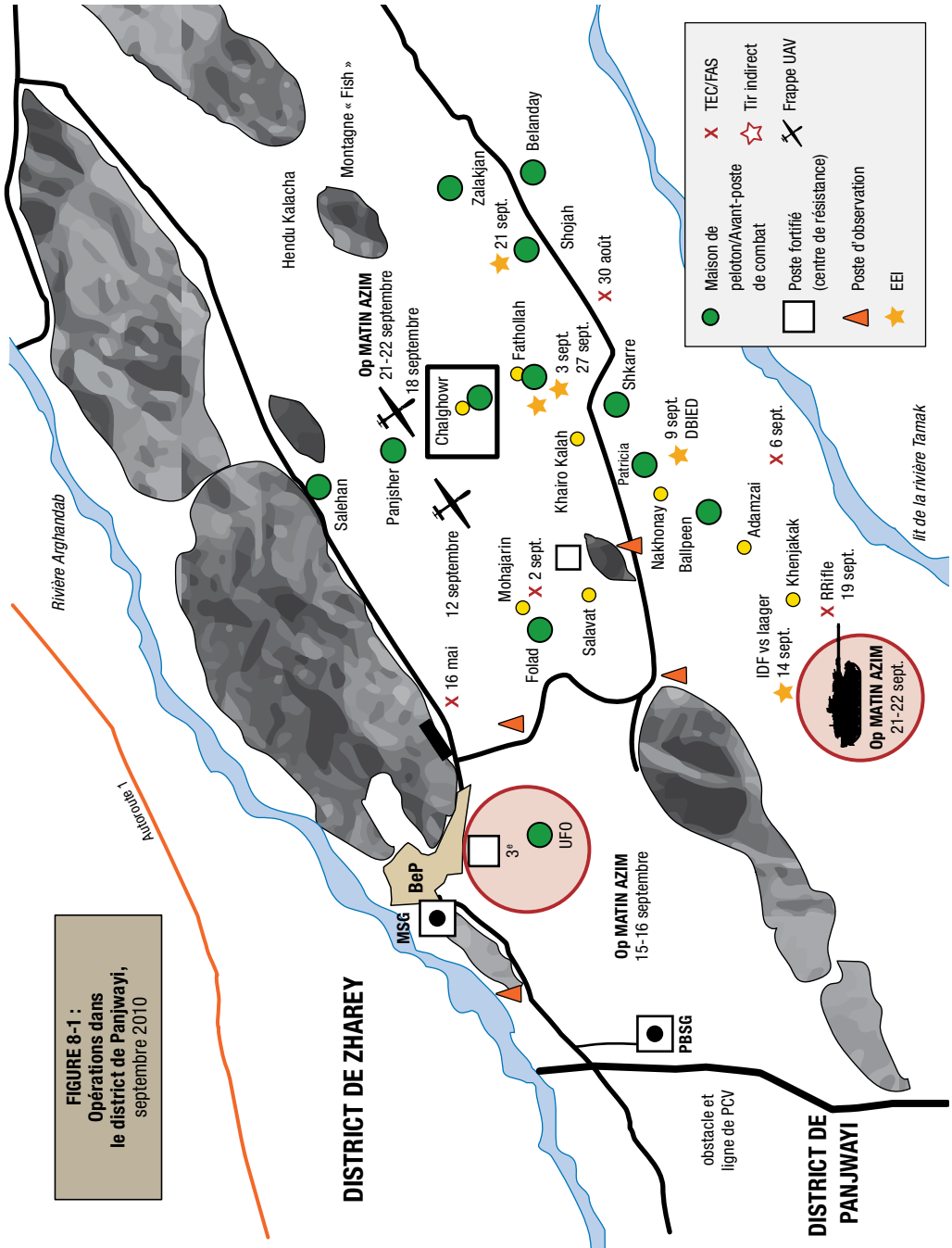


Figure 8-1 : Opérations dans le district de Panjwayi, septembre 2010

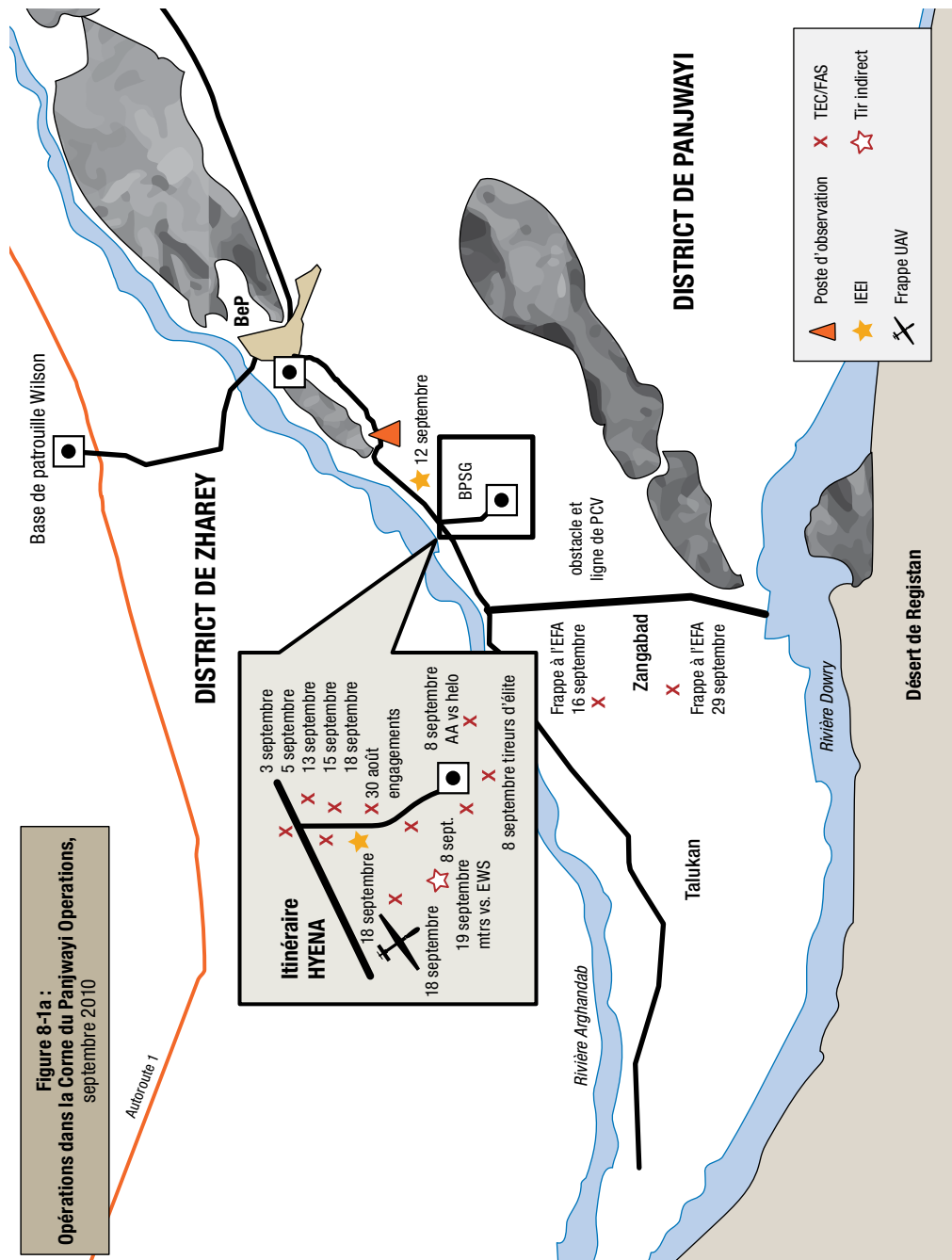


Figure 8-1a : Opérations dans la Corne du Panjiwayi Operations, septembre 2010

d'obstacles, composée de fossés et de fils barbelés, ainsi que des postes de contrôle de l'accès dans des endroits choisis, pour gêner les mouvements ennemis et procurer un « moment de répit » aux troupes chargées du stade « Tenir » dans les trois secteurs dégagés²³.

La FO Kandahar voulait produire plusieurs effets par le biais de l'Op MATIN AZIM. Comme le Lcol Mialkowski l'a dit : « Nous allons vous forcer à utiliser ces postes de contrôle, ou à vous retirer dans le désert du Reg. ». [Traduction] Comme la compagnie de reco travaillant pour la 1-205 Brigade était située à la pointe inférieure de Khebari Ghar, que l'escadron de chars allait et venait entre cet endroit et Nakhonay, et que l'Escadron de reco faisait écran sur l'itinéraire Lake Effect, cela était désormais possible. « Maintenant, un motocycliste peut passer, mais cela nous importe peu, car il n'emporte pas 200 livres d'explosifs artisanaux, par exemple. Ce qui nous intéresse, ce sont les fourgonnettes, les autos et les camionnettes. Nous avons donc fermé tous les points de franchissement. Nous y avons placé des barbelés. Nous avons forcé les gens à emprunter les routes légales²⁴ ». [Traduction]

Pour ce segment de l'Op MATIN AZIM, le travail du Génie a pris un mois environ. La première tâche a consisté à creuser un fossé à l'ouest de l'itinéraire Brown et à établir de meilleurs postes de contrôle de l'accès sur les itinéraires Brown et Hyena. Combinées aux opérations de la Compagnie Charles, ces mesures ont réduit l'activité ennemie à l'est de l'itinéraire BROWN²⁵.

Dans les milieux de la COCIM et dans la Compagnie Charles, on craignait qu'une ceinture d'obstacles le long de l'itinéraire Brown déplaise à la population, car elle diviserait en deux les localités, comme ce fut le cas à Chypre et à Berlin. Cependant, après le creusement des fossés antichars, la pose des barbelés et l'installation de blocs antimotocyclistes, la population a abordé des membres de la Compagnie Charles et les a remerciés de veiller ainsi à sa sécurité. Certains habitants voulaient même que la ceinture d'obstacles et les postes de contrôle s'étirent vers l'ouest au-delà de l'abscisse 28, et beaucoup se sont demandé pourquoi ces travaux n'avaient pas été accomplis plus tôt. En d'autres mots, l'effet psychologique des obstacles physiques aidait à accroître le sentiment de sécurité. L'ennemi continuait de sonder les ouvrages de défense et d'essayer de poser des EEI, mais il a réduit ses activités juste assez pour donner un moment de répit à la Compagnie Charles et à la population. Pendant ce temps, l'ennemi exécutait d'autres attaques inefficaces du type « faire feu et fuir » avec des armes légères contre les postes de contrôle²⁶.

L'étape suivante de l'Op MATIN AZIM consistait à faire surgir, le 15 septembre, le major Steve Noel et la Compagnie I dans le secteur d'Haji Habibollah, au sud de Bazaar-e Panjwayi, où ils ont occupé un poste d'observation sur la colline UFO et, temporairement, le complexe scolaire déserté juste à côté, à Nejat. Il y a eu une volée de tirs d'armes légères au début contre la colline des Trois Chars et le PO de l'école,

près du nouveau centre de district, mais une fois que la Compagnie I s'est mise à patrouiller, l'ennemi a cessé ses activités, ou presque. En fait, le problème des postes de contrôle illégaux dans le secteur, qui avait tellement préoccupé la FO Kandahar plus tôt au cours de l'été, avait disparu²⁷.

Puis, ce fut au tour de la Compagnie O. À ce moment-là, la compagnie du major Steve Brown occupait ses avant-postes de combat à Panjsher, Salavat et Fatollah et elle menait des patrouilles entre les trois endroits. Quelques attaques à l'EEI dans les environs de Fatollah ont entraîné un recours accru aux UAV entre cette localité et Chalgowr, ce qui a donné lieu à des interventions des UAV MQ-1 Reaper contre de petites équipes de poseurs d'EEI. Les troupes qui occupaient l'avant-poste Shojah ont fait venir un détachement de tireurs d'élite pour qu'il règle son compte à une autre équipe de poseurs d'EEI repérée. Les tireurs d'élite ont eu vite fait d'accomplir cette tâche. Les 21 et 22 septembre, la Compagnie O, qui travaillait avec des forces de l'Armée afghane, est entrée dans Chalgowr et l'a balayée. Elle a aussi dirigé une attaque aérienne contre le carrefour de Fatollah, dans le cadre de l'opération. Les sapeurs sont arrivés pour commencer la construction d'un avant-poste de combat destiné à une compagnie de l'Armée afghane qui allait arriver. Il n'y a eu aucune opposition manifeste²⁸.

En effet, selon des comptes rendus, des habitants de l'endroit, dans le Panjwayi, s'opposaient d'eux-mêmes aux talibans. Le commandant de la police de Salehan a fourni des armes à un groupe civil d'une localité au sud de sa position, sans doute pour se servir de cette localité comme d'un écran contre les insurgés à Chalgowr. Par suite d'une attaque à l'EEI qui a fait plusieurs blessés parmi la population de Fatollah, la collectivité s'en est prise aux insurgés talibans connus et les a battus. En moins d'une semaine, la rumeur a circulé selon laquelle les commandants ennemis dans l'ensemble du secteur de Nakhonay quittaient les lieux. Les insurgés ont même contribué à la cause de la coalition quand un EEI a supprimé un commandant de Nakhonay : ses hommes et lui ont fait sauter avec leur véhicule un engin qui avait été posé là par un autre groupe²⁹.

La compagnie B et le major Austin Douglas ont continué à occuper Nakhonay. Hormis quelques petites attaques inefficaces avec des armes légères et l'emploi d'un canon sans recul de 82 mm contre l'avant-poste de combat Ballpeen, le seul autre incident d'importance est survenu quand l'ennemi s'est bizarrement servi d'un âne pour exécuter contre une patrouille canadienne une attaque à l'EEI qui a blessé quatre soldats canadiens et deux enfants de l'endroit³⁰.

La prochaine étape de l'Op MATIN AZIM a eu lieu les 28 et 29 septembre dans le secteur de Kenjakak. Il n'y a eu aucune opposition, et quelques petites caches ont été découvertes. La seule autre activité ennemie digne de mention a visé l'Escadron de chars Leopard. Le major Rob Mackenzie et ses tankistes occupaient un lieu de laager à l'ouest de Nakhonay quand ils ont été attaqués au mortier. Un soldat a été blessé. La Batterie D a alors dirigé

20 obus de mortier de 81 mm vers l'ennemi en se servant du radar antimortier dont l'escadron était équipé; les équipes ennemies ont été détruites. Par la suite, les insurgés ont évité de s'en prendre au laager des chars³¹.

L'Op MATIN AZIM a eu plusieurs effets dérivés. Les mouvements perturbateurs dans les trois localités ont amené les FOS à cibler un important commandant ennemi qui a été forcé de partir abruptement et qui a ensuite été capturé³². Les groupes ennemis, depuis le secteur à l'est de Sperwan jusqu'à Adamzai, se plaignaient maintenant auprès de leurs chefs du manque d'approvisionnements en matière d'EEI. Par conséquent, il y a eu plus de tentatives de pratiquer des brèches dans la clôture de barbelés à lames tendue à l'ouest de l'itinéraire Brown, ce qui a donné lieu à des engagements plus nombreux le long de cette ligne. Les attaques menées près de Zangabad gênaient également la production d'explosifs artisanaux ennemis³³. Le Lcol Mialkowski savait bien que les effets étaient temporaires et que l'ennemi s'adapterait aux circonstances. Cependant, l'Op MATIN AZIM a permis aux forces coalisées de gagner un temps précieux pour faire entrer les forces afghanes dans le district de Panjwayi.

Les opérations de l'ELMO, à l'automne de 2010

Plusieurs réalités ont assombri l'exposé de l'ELMO sur certains aspects de la professionnalisation de l'Armée nationale afghane à long terme. D'abord, la nouvelle rotation canadienne n'allait durer que de septembre à la fin de mai 2011, date de la clôture de la mission. Le Col Ian Creighton et son état-major cherchaient encore à renverser les effets du retrait des équipes de mentors des compagnies. Deuxièmement, il y avait dans le Panjwayi des problèmes opérationnels immédiats qu'il fallait résoudre. Enfin, l'ELMO montante commandée par le colonel Hercule Gosselin était en route, mais son arrivée serait déphasée par rapport à celle des autres entités de la rotation; l'ELMO n'aurait donc que cinq mois pour accomplir quoi que ce fût, une fois arrivée à pied d'œuvre en décembre³⁴.

L'établissement de la coopération entre l'Armée afghane et la FO Kandahar au sujet des opérations dans le district de Panjwayi a été lent, comme nous l'avons vu. Pendant l'été de 2010, les opérations dans l'Arghandab ont constitué la priorité des forces de l'Armée afghane dans la province. Le Bgén Vance et le Col Creighton ont accompli des progrès en obtenant qu'une compagnie afghane soit stationnée à Nakhonay et en réorganisant l'ELMO pour recréer une équipe de mentors des compagnies qui allait gérer la relation connexe. Avec le Bgén Habibi, nouveau commandant expérimenté de la 1-205 Brigade, et grâce à la planification générale faite pour reprendre la Corne du Panjwayi par le quartier général du Mgén Nick Carter, à la tête du CR (Sud), il a semblé que l'ELMO serait à même de mener des opérations plus fructueuses³⁵.

En septembre 2010, la structure initiale de l'Armée afghane, dans la mesure où elle influait sur les opérations canadiennes, était la suivante : le 1^{er} Kandak était dans le district d'Arghandab, le 3^e Kandak, dans la ville de Kandahar et le 2^e Kandak dans le Panjwayi, tandis que les kandaks d'appui tactique et de soutien logistique au combat répartissaient leurs unités entre ces trois zones. Une compagnie d'un kandak basé dans l'Oruzgan était en poste à Nakhonay et travaillait avec une équipe spéciale de mentors canadiens. Comme la tâche primordiale de l'Armée afghane consistait à protéger la ville de Kandahar, les opérations canadiennes dans le Panjwayi et le Dand revêtaient une importance secondaire. Sur un plan positif, cependant, le Bgén Habibi envisageait avec enthousiasme les opérations menées au niveau des compagnies, ce que son prédécesseur détestait, et la décentralisation le dérangeait moins lorsqu'il s'agissait de collaborer avec des unités canadiennes³⁶.

À ce stade de la guerre, le 2^e Kandak du Lcol Baris était considéré comme étant épuisé après avoir mené des opérations en partenariat avec les forces coalisées pendant le printemps et l'été. Il a refusé de se rendre à Sperwan Ghar et n'était pas prêt à prendre la tête de l'Armée afghane dans la Corne³⁷. Cependant, il y avait deux nouveaux kandaks provenant d'autres brigades et du corps, mais ceux-ci avaient été retranchés de la 1-205 Brigade. Afin d'éviter toute confusion, on les a rebaptisés 6^e Kandak et 7^e Kandak, et ils ont été envoyés dans les districts de Panjwayi et de Dand, respectivement³⁸.

Il y avait, cependant, des problèmes de croissance. Les nouveaux kandaks provenaient d'autres brigades, et ils ont donc dû établir d'abord une relation avec la 1-205 Brigade. Cela a mis à l'épreuve un système logistique de brigade déjà surchargé. Il a fallu du temps pour remédier à cette situation ainsi que l'aide de l'ELMO et de l'Élément de soutien national. Par ailleurs, comme les opérations dans l'Arghandab tiraient à leur fin, le quartier général de brigade du Bgén Habibi a commencé à déménager dans le Panjwayi. Pour cela, il fallait une infrastructure, ce qui a nécessité l'affectation de capacités limitées des unités du Génie construction et des entrepreneurs³⁹. Les commandants des 6^e et 7^e Kandaks avaient hâte de se mettre en route, mais l'ELMO devait constamment leur rappeler que l'infrastructure tactique « [devait] d'abord être défendable, puis habitable⁴⁰ ». [Traduction]

En définitive, l'ELMO a été prise dans un dilemme. Il lui fallait s'attaquer à des problèmes opérationnels immédiats, tout en fonctionnant dans le cadre du partenariat. Du point de vue du Col Creighton, les opérations de l'été sous la direction du Bgén Vance équivalaient à un combat tactique où l'ELMO travaillait avec les Afghans du 2^e Kandak et avec le Groupement tactique du 1 RCR pour stabiliser la situation. Les questions se posant à plus long terme — le mentorat institutionnel et l'organisation de la police du Maywand (404) — figuraient nettement plus bas dans la liste des priorités. En même temps, il fallait restructurer l'ELMO afin de gérer les opérations des compagnies et en garantir la réussite. Maintenant que le Bgén Habibi avait remplacé le Bgén Basir et que le Bgén Milner



Les forces de sécurité afghanes ont joué un rôle beaucoup plus grand dans le district de Panjwayi en 2010 et 2011 et elles ont fini par y compter cinq kandaks, dont deux étaient jumelés avec des forces canadiennes. C'était là une formidable amélioration par rapport aux années 2006 et 2007, laquelle témoignait des efforts cumulatifs déployés par l'Équipe canadienne de liaison et de mentorat opérationnel.

avait succédé au Bgén Vance, l'occasion se présentait de rationaliser les opérations de l'ELMO pour le reste du mandat de l'Armée canadienne dans le sud de l'Afghanistan. Les mentors de l'ELMO, désormais appelés « équipes de mentors des kandaks », [Traduction] se sont déployés avec les 2^e et 6^e Kandaks au niveau des compagnies. La FO 1-71 Cav continuait de travailler avec le 7^e Kandak dans le Dand pour le moment, mais une équipe de mentors de kandak est finalement arrivée à l'automne⁴¹. Du point de vue du Bgén Milner, les partenariats du groupement tactique avec les kandaks seraient renforcés grâce à l'intégration des mentors dans les compagnies et les kandaks. Au sommet de la chaîne de commandement, le Bgén Milner serait jumelé au Bgén Habibi, et le nouveau commandant de l'ELMO, le Col Gosselin, deviendrait le mentor du Bgén Habibi⁴².

Quand le Col Gosselin a pris le commandement de l'ELMO, composée de 281 personnes, en novembre 2010, il a immédiatement perçu les problèmes inhérents au partenariat. Il y avait maintenant deux kandaks dans le Panjwayi et un groupement tactique canadien, de sorte qu'il était tout simplement impossible de maintenir un jumelage selon le ratio compagnie sur compagnie comme on le stipulait. Ce que toutes les personnes concernées devaient accepter était que le Canada n'exerçait plus aucune influence au niveau du ministère de la Défense, non plus qu'à celui du 205^e Corps, et que le programme opérationnel canadien à Kandahar importait maintenant plus que le perfectionnement de l'Armée nationale afghane. La triste réalité était que le degré d'efficacité des opérations du Canada dans le district de Panjwayi allait être le critère déterminant des progrès jusqu'à la fin de la mission. Malgré tout, le Col Gosselin a conclu que la meilleure tâche durable qu'il pouvait accomplir avec l'ELMO consistait à renforcer la confiance de l'Armée afghane au chapitre de l'exécution des opérations à tous les niveaux, mais en particulier à celui du commandement au sein de la 1-205 Brigade et de ses kandaks. Rejetant les directives strictes sur le partenariat comme étant un véritable carcan, il a établi que, désormais, la structure hybride alliant partenariat et mentorat serait appliquée de toutes les façons possibles pour accomplir la tâche susmentionnée⁴³.

En fin de compte, en vertu de la nouvelle structure, l'équipe de mentors était maintenue dans la 1-205 Brigade. Par contre, la tendance consistant à répartir les équipes d'instruction du Maywand (404) et à les réaffecter dans les kandaks se poursuivait. En outre, l'ELMOP était de nouveau revenue sous la coupe de l'ELMO. Une cinquième équipe a été ajoutée, en sorte qu'il y a eu deux équipes de l'ELMOP dans le Dand et trois dans le Panjwayi. Les équipes de mentors des kandaks ont été complètement réorganisées et « adaptées en fonction de la tâche », pour que les unités de la police et de l'Armée afghanes dans le Panjwayi puissent travailler avec les compagnies canadiennes. Par exemple, la 7^e équipe de mentors de kandak comprenait deux équipes de mentors de compagnie pour travailler avec deux compagnies du 6^e Kandak associées aux Compagnies B et C du groupement

tactique; elle avait aussi deux équipes de l'ELMOP pour travailler avec la police afghane affectée dans les zones d'opérations couvertes par les Compagnies B et C. En ce sens, la configuration finale de l'ELMO différait de celle des entités précédentes et elle convenait aux opérations de niveau inférieur menées dans les localités⁴⁴. En octobre, les unités de l'Armée afghane avec lesquelles le groupement tactique était jumelé dans le Panjwayi étaient les 2^e et 6^e Kandaks de la 1-205 Brigade (voir la figure 8-2).

Problèmes de gouvernance

Comme nous l'avons vu, la participation de la FO Kandahar dans les affaires provinciales avait beaucoup diminué en 2010. Par exemple, les élections provinciales de l'automne 2010 avaient à peine retenu l'attention du quartier général. Les opérations de sécurité habituelles à mener pendant la campagne électorale ont été orchestrées dans le Panjwayi et le Dand, et l'ennemi ne s'est à peu près pas manifesté, malgré les affirmations exagérées à l'effet contraire de la part de la choura de Quetta⁴⁵. La campagne d'assassinats à Kandahar a effectivement chevauché l'élection, mais elle faisait partie d'une stratégie d'intimidation plus large de la part des insurgés, au lieu de cibler expressément le processus électoral. Cela dit, le directeur de Haj Mohommad Timori a été tué par un EEI placé dans un véhicule, près du Palais du gouverneur. Cet assassinat a été perçu comme étant une attaque qui visait délibérément les autorités religieuses⁴⁶.

Une obscure personnalité religieuse américaine a menacé de brûler le Coran publiquement, ce qui a risqué la division et temporairement influé sur les relations entre le gouvernement provincial et la FO Kandahar :

Le [gouverneur adjoint] a essentiellement déclaré qu'il appuierait un djihad contre les forces coalisées si la menace proférée n'était pas enrayée. Le maire de la ville de Kandahar (un citoyen des É.-U. originaire de la Virginie) a fait savoir qu'il ferait appel à la CIA et au FBI pour empêcher que des exemplaires du Coran soient brûlés. Le gouverneur de Kandahar a écouté ces observations et a déclaré au [personnel du centre de coordination provincial] : « Maintenant, vous connaissez notre position; veuillez la communiquer à vos autorités compétentes. » [...] Un élément particulièrement inquiétant réside dans la pression que la population exercera sur les représentants du [gouvernement de l'Afghanistan] pour qu'ils se distancient de la FIAS [...] ⁴⁷. [Traduction]

Les experts talibans des opérations d'information se sont probablement frotté les mains en jubilant, mais cet événement n'a eu aucun effet immédiat.

Cependant, les comptes rendus ISTAR faisaient état d'une situation problématique de l'autre côté de la ligne Durand. Des Afghans – et l'on ne savait pas exactement qui ils

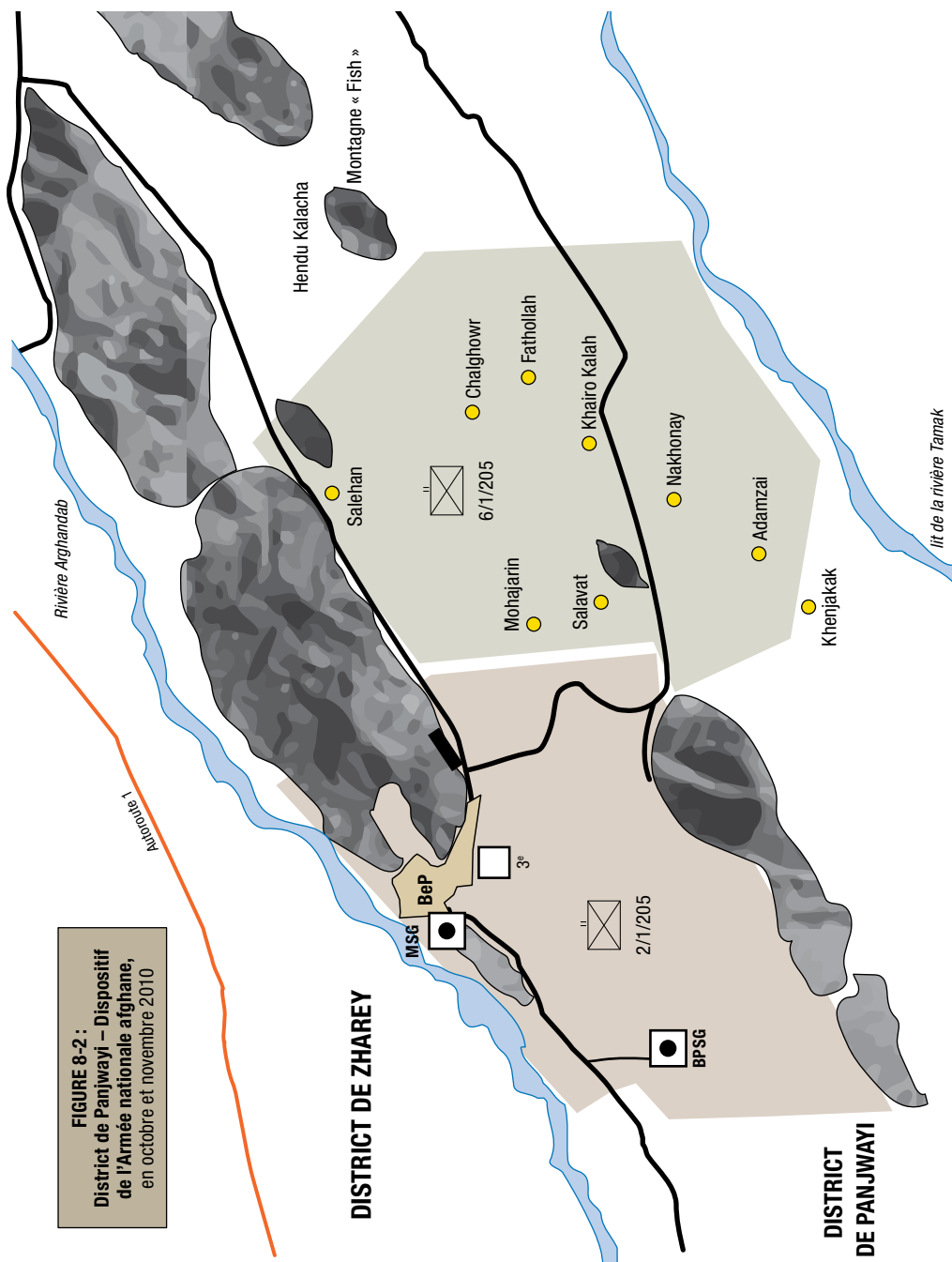


FIGURE 8-2 :
 District de Panjwayi – Dispositif
 de l'Armée nationale afghane,
 en octobre et novembre 2010

Figure 8-2 : District de Panjwayi – Dispositif de l'Armée nationale afghane, en octobre et novembre 2010

étaient ou qui les appuyait – faisaient imprimer de fausses cartes d’inscription d’électeur dans des imprimeries de Peshawar. Ces cartes étaient ensuite vendues à bas prix à des candidats postulant un siège au parlement à Kandahar. Les reportages à cet égard entachaient cette fois encore la crédibilité du processus électoral⁴⁸.

Quand l’élection a enfin eu lieu, à la mi-septembre, les équipes de soutien du district de la FO Kandahar surveillaient la situation dans le Panjwayi et le Dand. Malgré l’amélioration considérable des mécanismes de sécurité, le taux de participation de l’électorat dans la province s’est situé à 20 p. 100 ou moins, selon les estimations, soit moins de la moitié du taux de participation aux élections nationales de 2009⁴⁹.

Le CRTS avait de plus en plus délaissé les analyses détaillées du paysage politique de Kandahar pour s’intéresser davantage au renseignement tactique dans le Panjwayi et le Dand, mais il jetait un œil rapide sur les événements de niveau supérieur. La corruption du processus politique n’était pas une surprise pour les analystes. Des reportages continuaient de porter sur le rôle d’Ahmad Wali Karzai (AWK) dans de « viles activités ». [Traduction] Il y a eu la conclusion suivante : « Si AWK a véritablement des liens avec les individus s’adonnant à ces activités, que ce soit sous sa direction ou non, la corruption à Kandahar ne sera probablement jamais maîtrisée complètement⁵⁰ ». [Traduction]

Les opérations dans le district de Dand, à l’automne de 2010

La FO 1-71 Cav du Lcol John Paganini et les organisations canadiennes travaillant avec elle se sont constamment efforcées d’aider le gouverneur du district Nazek à progresser de plus en plus dans l’étape « Construire » dans le Dand. Les problèmes de sécurité fondamentaux dans le district ont persisté pendant tout l’automne dans les mêmes endroits qui faisaient problème au cours de l’été. Le premier était le secteur de Walakan-Hendu-Kalache, et le second comprenait les localités situées au sud de la rivière Tarnak. Il faut souligner, toutefois, que l’insurrection dans ces régions était très peu active, comparativement à ce qui était le cas dans le Panjwayi. Dans ces deux régions du Dand, des activités d’intimidation avaient cours, et des EEI étaient posés. Une équipe d’assassins essayait d’intensifier ses opérations dans le sud. Cependant, la chaîne d’approvisionnement ayant été jugulée, le nombre d’attaques à l’EEI diminuait de plus en plus. La toile ISTAR dans le Dand, qui comprenait des tours de détection RAID dans l’infrastructure tactique américaine et divers types d’UAV qui circulaient dans le ciel de la région, permettait de supprimer régulièrement des équipes de poseurs d’EEI⁵¹.

L’Op MAYWAND a influé sur la situation dans le Dand : il s’agissait d’un grand nettoyage exécuté par les forces de sécurité afghanes et la FOM RAIDER des É.-U. au début de septembre pour dégager Malajat. Le chef de police provincial, qui venait d’envoyer de l’équipement et des véhicules à la police du Dand, voulait maintenant que les soldats et le matériel soient redéployés dans le cadre de l’Op MAYWAND.

Cela réduisait considérablement la cadence opérationnelle de la police du Dand, à la grande déception de l'ELMOP canadienne. Par ailleurs, comme les forces afghanes engagées dans l'Op MAYWAND subissaient des pertes, la police du Dand aidait à ramener les policiers blessés dans le district depuis Malajat, ce qui avait pour effet de surcharger les installations de police dans le Dand⁵².

L'équipe d'assassins ennemis qui agissait dans la partie sud du Dand s'est avérée difficile à repérer. Il y a eu l'assassinat d'un mollah pro-gouvernemental. La FO 1-71 a orchestré l'Op TORNADO et s'est déployée à bord d'appareils Chinook canadiens pour exécuter trois insertions aéromobiles dans les localités au sud de la rivière Tarnak (voir la figure 8-3). L'équipe ennemie s'est éclipsee puis est réapparue une semaine plus tard pour commettre un autre meurtre. Il n'était possible de faire échec aux activités de ce genre qu'avec une présence accrue de la police, mais celle-ci était principalement affectée à l'Op MAYWAND⁵³.

La police du Dand s'améliorait. Des patrouilles autonomes découvraient des EEI en grande quantité, elles bouclaient les emplacements et y faisaient venir l'équipe de NEM des Forces aériennes des É.-U. qui travaillait avec la FO 1-71 Cav. L'ELMOP canadienne était gênée par sa mobilité quasi inexistante, attribuable à la réorganisation opérée par le Bgén Ménard. La Compagnie de police militaire (PM) ne disposait tout simplement pas des moyens de maintien en puissance nécessaires pour garder les membres de l'ELMOP sur la route, et il était interdit à ceux-ci de circuler à bord des véhicules Ranger de la police afghane à cause de la menace que représentaient les EEI. Les mentors canadiens ont fait ce qu'ils pouvaient et quand ils le pouvaient, mais leur potentiel n'a pas été pleinement mis à profit à ce stade-là. Cela dit, ils ont joué un précieux rôle dans la coordination des mécanismes de sécurité dans le district⁵⁴.

Il fallait se préoccuper de l'axe Walakan-Hendu-Kalache, ne serait-ce que pour y perturber l'activité de l'ennemi et, peut-être aussi, pour dissuader les insurgés d'utiliser la localité comme étape. Une patrouille menée conjointement par des éléments de la FO 1-71 et de la police du Dand a essuyé des tirs à Walakan, le 21 septembre. Elle a riposté et s'est avancée jusqu'à une enceinte où l'ennemi avait pris position pour faire feu sur elle. Or, le bâtiment était piégé : l'engin a explosé et a tué un Américain et blessé deux autres membres de la FO 1-71 et un Afghane. Craignant que cette enceinte serve d'appât, la patrouille a demandé sa destruction par attaque aérienne⁵⁵.

La FO 1-71 Cav et les forces afghanes travaillaient ensemble pour préparer l'arrivée du 7^e Kandak. Elles exécutaient notamment des activités de dégagement dans Zalakan (Op MADAREE) et dans Hendu-Kalache et menaient des entretiens avec les chefs locaux pour savoir où il convenait d'installer les nouveaux avant-postes de combat selon eux. Les troupes du 7^e Kandak sont arrivées en grand nombre à la fin du mois, mais l'ELMO a fait savoir ceci : « En dépit des garanties selon lesquelles [le 7^e Kandak] disposerait de

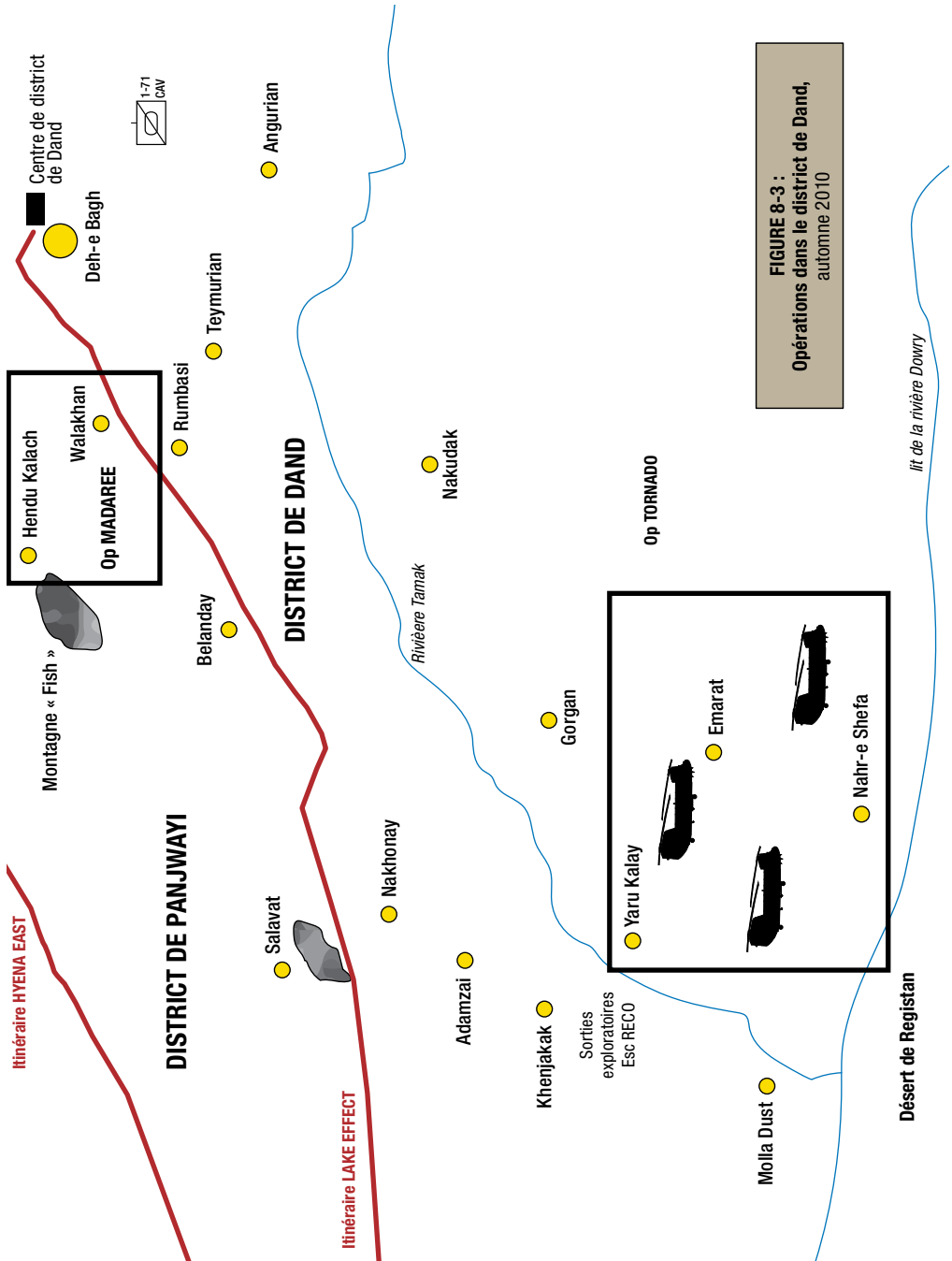


Figure 8-3 : Opérations dans le district de Dand, automne 2010

l'infrastructure dont il aurait besoin au moment de son déploiement dans le district de Dand, les soldats continuent à vivre dans des conditions austères à Zalakan, Walakhan et Tarnak. Le cmdt du [7^e Kandak] a bien hâte d'exécuter des opérations, mais il hésite beaucoup à engager d'autres troupes dans le district tant que les compagnies y étant présentes n'auront pas de logements acceptables⁵⁶ ». [Traduction]

Parallèlement, l'ennemi construisait un réseau dans tout le sud du Dand jusqu'à Chineh et à des points situés à l'est, puis au nord dans Malajat. Ses activités étaient cependant de plus en plus entravées par le dispositif de sécurité amélioré mis en place à Nakhonay et à Kenjakak. Les opérations menées dans le Panjwayi oriental et dans le Dand engendraient une forte pression sur les groupes d'insurgés qui essayaient d'agir entre Zangabad et la ville de Kandahar⁵⁷.

Sur le front du développement, la plupart des rapports provenant de l'Équipe de soutien du district étaient positifs en général pour septembre et octobre. La construction de la route de contournement de la ville de Kandahar, attendue depuis longtemps, était en cours dans le Dand, et l'Assemblée de développement des districts se réunissait régulièrement. Les ministères d'exécution du gouvernement afghan étaient maintenant représentés dans le Dand, et Nazeq disposait d'un personnel administratif plus nombreux. Plusieurs infirmeries fonctionnaient. Du côté de la police, la récupération des ressources par le chef provincial minait considérablement le moral, mais en moins d'un mois, la police du Dand reprenait du poil de la bête et assumait la responsabilité du tiers du district. Les dirigeants du district se préoccupaient de moins en moins de la sécurité au quotidien et mettaient de plus en plus l'accent sur la création de marchés, sur l'asphaltage des routes et sur la relance du commerce. Cependant, il fallait surveiller de près Nazeq et sa famille pour les décourager de retomber dans leur tendance au népotisme. Le Dand était fermement engagé dans l'étape « Construire » en novembre 2010⁵⁸.

L'opération BAAWAR : district de Panjwayi, en octobre et novembre 2010

Les entretiens de juillet entre le Bgén Vance et le Mgén Carter ont débouché sur une série superposée d'opérations dans le Panjwayi tout au long d'octobre et de novembre, opérations qui visaient à reprendre et à occuper la partie occidentale du district, puis à renforcer le volet « Tenir » dans la partie orientale. Les rouages étaient nombreux dans ce qui est devenu une des opérations les plus complexes de la guerre auxquelles les troupes canadiennes ont participé dans la province de Kandahar.

Le Mgén Carter, comme le Mgén Terry au Commandement régional (Sud), était convaincu qu'il fallait dégager complètement la Corne du Panjwayi; néanmoins, il fallait d'abord régler les grandes questions de ressources et d'étapes. Qui plus est, tout effort visant à reprendre la Corne serait vain s'il ne se prolongeait pas dans le district de Zharey,

surtout dans le « Cœur de la noirceur » [Traduction] autour de Nahlgam et de Sia Choy. Cela signifiait qu'il fallait dégager le Zharey. La FOM Strike, c'est-à-dire la brigade étasunienne chargée du Zharey et de l'Arghandab, a été désignée pour s'avancer vers le sud jusqu'à la rivière Arghandab en octobre.

Ce fut une opération exécutée avec une force maximale qui mettait en jeu des attaques aériennes nocturnes pendant plusieurs semaines. Tout mouvement des forces étasuniennes le long d'un itinéraire était précédé par l'emploi de charges linéaires de déminage (MCLIC^{MD}), à telle enseigne que les observateurs ont parlé de « l'utilisation de CLD en série ». [Traduction] (Apparemment, les stocks opérationnels de CLD du CENTCOM se sont amenuisés pendant l'opération.) Le nombre et la fréquence des explosions dans le Zharey dépassaient les capacités du système HALO et nuisaient même aux systèmes de radar antimortiers dans le Panjwayi. L'escadron de chars à Ma'Sum Ghar a tiré quelques coups, et les ressources ISTAR canadiennes ont joué un rôle, mais ce fut surtout une opération étasunienne. La FOM Strike est finalement parvenue à la rivière Arghandab en empruntant le vieil itinéraire Langley et elle a construit un mur de béton préfabriqué pour séparer le Zharey du Panjwayi. Elle a laissé ouvert le point de franchissement près de Bazaar-e Panjwayi⁵⁹.

Tandis que la FOM STRIKE avançait au sud, le Commandement régional (Sud) mettait en œuvre un autre plan afin de progresser dans la Corne du Panjwayi en se servant d'une partie d'un bataillon étasunien, à savoir le 1-187 Infanterie, pour occuper des positions dans la Corne. Cela a été décrit de diverses façons comme un prolongement des opérations de la FOM STRIKE dans la Corne, ou comme une sorte d'appui fourni aux opérations de cette FOM dans le Zharey, sur la rive sud de l'Arghandab. Certains membres de l'état-major de la FO Kandahar dirigée par le Bgén Milner croyaient que le Mgén Carter n'avait pas confiance en la capacité du Canada d'entreprendre cette tâche, mais, comme nous l'avons vu, des officiers canadiens l'avaient découragé d'utiliser le GT dans ce rôle à l'époque du Bgén Ménard. D'autres encore estimaient que la compétitive FOM STRIKE voulait cette mission et qu'elle avait fait de grands efforts pour l'obtenir. Quoi qu'il en soit, les forces qui sont entrées dans la Corne le 15 octobre n'étaient pas sous le commandement de la FO Kandahar. La chaîne de commandement faisait intervenir les forces d'opérations spéciales, la FOM STRIKE et le Commandement régional (Sud). Néanmoins, quand les compagnies étasuniennes se sont installées à Zangabad et qu'elles ont exprimé le désir de prolonger les opérations jusqu'à Talukan et Mushan, l'état-major expérimenté de la FO Kandahar a vu là une répétition du passé : les compagnies d'infanterie étasuniennes occupaient trois petites bulles de sécurité, tout comme le GT du 2 PPCLI l'avait fait en 2008. Sans moyens protégés garantissant le ravitaillement et la liberté de mouvement, il ne pouvait y avoir aucun progrès durable dans la Corne⁶⁰.

Or, le Mgén Carter, au Commandement régional (Sud), était conscient du problème. Il a pris des mesures pour élaborer un plan supplémentaire avec le concours de la FO Kandahar et de la 1-205 Brigade. Il s'agissait de l'Op BAAWAR (« confiance » ou « assurance »). Cette dernière comportait deux étapes principales (voir la figure 8-4). D'abord, il fallait sécuriser le Panjwayi oriental et voir à ce que les forces de sécurité afghanes s'y installent et y agissent. Des ressources seraient ainsi libérées pour la seconde étape, à savoir la réoccupation de la Corne et l'éventuelle relève sur position des unités étasuniennes et afghanes y travaillant avec les Canadiens et les Afghans. Quand le moment serait venu pour le Canada de partir, un transfert à une nouvelle unité étasunienne aurait lieu à un moment donné en 2011. L'Op BAAWAR comportait une sous-opération appelée PASS RAFTAN (le « retour »)⁶¹. Celle-ci avait pour but de construire la ligne de communication terrestre (LCT), c'est-à-dire la poursuite de l'ancien projet de pavage de l'itinéraire Fosters jusqu'à Ma'Sum Ghar et Mushan⁶².

En fin de compte, l'Op BAAWAR a nécessité chaque volet de l'organisation de la FO Kandahar tout au long d'octobre et de novembre. D'abord, il y a eu la participation de l'Esc CG du Maj Barbara Honig, des équipes de la COCIM et de l'ELMO. Il a fallu améliorer l'infrastructure tactique existante dans le Panjwayi et la prolonger pour prendre en compte le GT du 1 RCR, les 2^e et 6^e Kandaks et le quartier général de la 1-205 Brigade ainsi que toutes les ressources militaires et civiles du Génie construction et leurs forces de protection. Les activités ont alors englobé des travaux de dégagement terrestres, l'attribution de contrats de construction et un engagement des relais d'influence dans toutes les localités où les forces allaient opérer. Ensuite, des routes entre tous les lieux clés devaient être construites, et il fallait améliorer celles qui existaient déjà pour réduire la menace inhérente aux EEI. Cette étape de l'opération a pris tout le mois d'octobre, et la figure 8-5 fait voir la structure des forces qui en est résultée. Ces projets ont procuré un emploi à plusieurs centaines d'hommes de la région. Le Fonds de contingence du commandant a servi à payer la majeure partie des salaires, car la dépense des fonds du CERP étasunien était assujettie à une bureaucratie de plus en plus inextricable suscitée par les vérifications récentes et négatives ayant porté sur ce programme⁶³.

Pendant que toutes les activités décrites plus haut étaient en cours, la FO Kandahar exécutait une série d'opérations perturbatrices qui prenaient plusieurs formes. Tout d'abord, le Bgén Milner a accepté que le GT du 1 RCR était, à ce stade-là de son déploiement, énormément fatigué. Les pertes humaines, les congés de retour au domicile (HLTA) et l'usure normale du matériel ont réduit le nombre de sorties depuis les bases de patrouille où vivaient les soldats. Les troupes avaient tendance à recourir davantage aux aérostats pour guider les attaques de l'artillerie et diriger les tirs des canons de 25 mm contre les poseurs d'EEI repérés, depuis les positions d'attente. Les UAV en vol, contrôlés par le centre des opérations de la FO Kandahar ou par celui du GT, se sont occupés des endroits intermédiaires. Tous les deux jours en octobre, il y avait des combats de

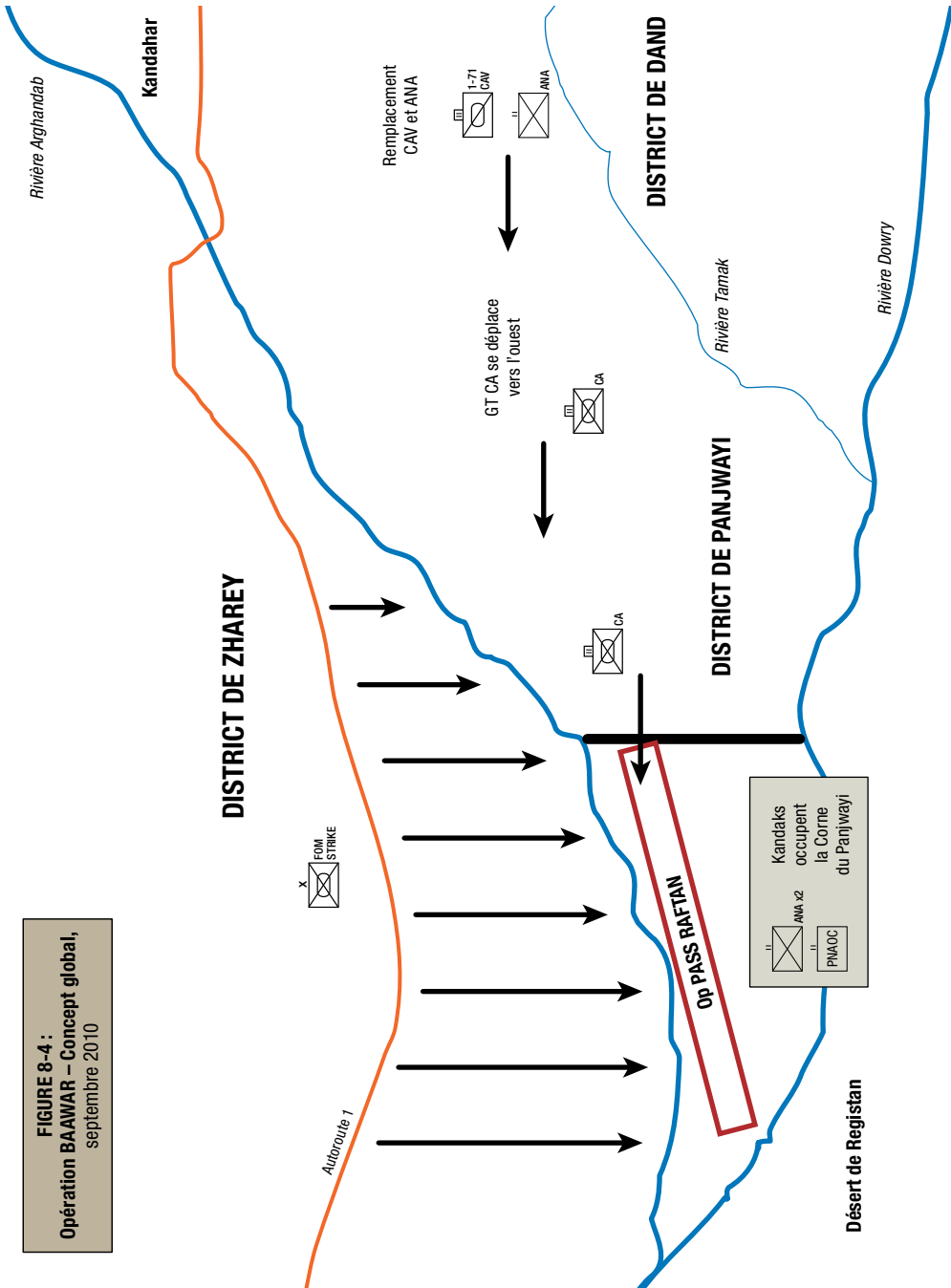


FIGURE 8-4 :
Opération BAAWAR – Concept global,
septembre 2010

Figure 8-4 : Opération BAAWAR – Concept global, septembre 2010

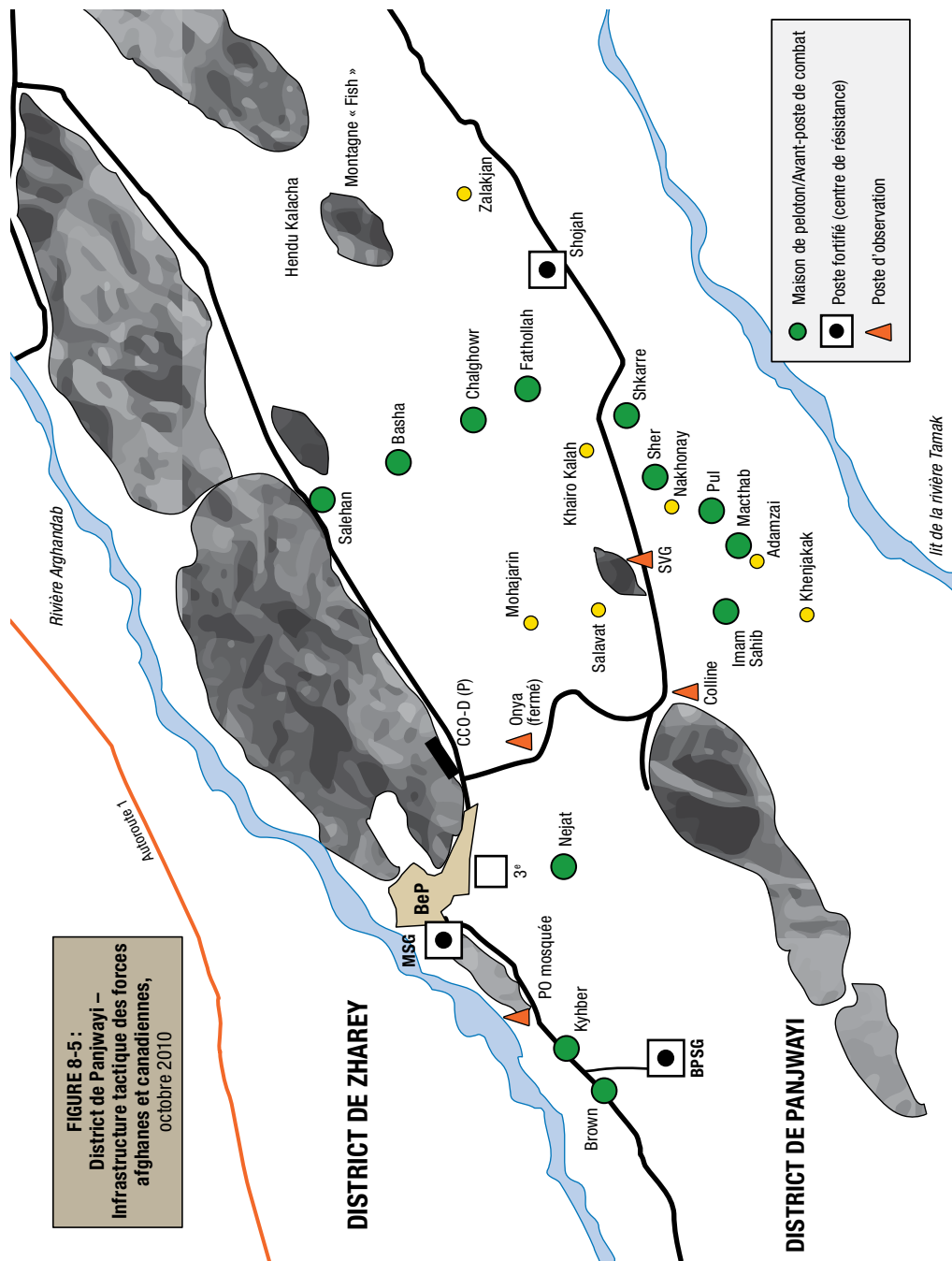


FIGURE 8-5 :
District de Panjwayi –
Infrastructure tactique des forces
afghanes et canadiennes,
 octobre 2010

Figure 8-5 : District de Panjwayi – Infrastructure tactique des forces afghanes et canadiennes, octobre 2010

tous genres au cours desquels, dans de nombreux cas, des insurgés étaient tués, parfois deux à la fois. L'effet cumulatif a été de pouvoir conserver la liberté de mouvement de la coalition. Il y a eu une seule attaque d'envergure à l'EEI pendant cette période : le Senior Airman Daniel Johnson, membre de l'unité de NEM des Forces aériennes des É.-U., a été tué et plusieurs autres soldats ont été blessés⁶⁴.

En second lieu, les FOS ont ciblé des commandants ennemis de niveau intermédiaire repérés dans le Panjwayi et le Dand. Le Bgén Milner insistait pour que les FOS jouent un rôle : il était convaincu que leur intervention aurait un effet considérable sur les activités ennemies. De même, des FOS et des attaques aériennes étaient utilisées pour détruire des fabriques d'explosifs artisanaux repérées par les ressources ISTAR, l'objectif étant d'épuiser les réserves décroissantes d'EEI. Cette stratégie avait un effet collatéral : la population locale s'est mise à révéler les endroits où se trouvaient de grandes quantités d'EEI et, dans un cas, elle a remis soixante charges à fragmentation directionnelle aux forces coalisées et révélé l'emplacement d'une fabrique de vestes munies d'explosifs⁶⁵.

Le Panjwayi oriental, dans la zone où opérait la Compagnie O du Maj Steve Brown, constituait un secteur particulièrement préoccupant. Des ressources additionnelles en matière de COCIM étaient utilisées dans le but de gagner la confiance des habitants de Chalghowr et des environs, et la Compagnie O y menait des patrouilles dynamiques pendant que l'infrastructure tactique de l'Armée afghane s'orchestrerait. En fin de compte, la Compagnie B du Maj Austin Douglas montait des opérations semblables dans Nakhonay et à proximité, de même que dans le Panjwayi oriental. Ces efforts ont reçu le nom d'Op ETEBAR (« confiance »).

On ne saurait exagérer l'importance que prenait l'acquisition d'un ascendant sur le Panjwayi oriental, essentiel pour garantir la réussite du plan d'ensemble. Les raisons à long terme se rapportaient aux itinéraires empruntés par les insurgés entre le Dand et la ville de Kandahar, mais à moyen terme, les enjeux concernaient les opérations de dégagement de la Corne et le transfert final imminent du district aux forces afghanes et étasuniennes par le Canada en 2011⁶⁶.

Il fallait maintenant résoudre le problème chronique de la police dans le district du Panjwayi. Le problème philosophique que posait dans les localités l'utilisation de l'armée dans un rôle policier était au premier plan, mais il importait d'examiner aussi le problème pratique du moral des troupes dans le 2^e Kandak, accablées par l'ennui et évoquant sur un ton moqueur les « fonctions de contrôle de la circulation » aux postes de contrôle de l'itinéraire Hyena. Les membres des kandaks, dont le 6^e Kandak, ne voulaient pas être des « policiers de quartier ». La succession alambiquée de quatre chefs de police dans le district en 2010 et la turbulence qu'elle avait engendrée sur le plan de la gouvernance montraient que le Canada avait perdu en partie son influence dans les milieux supérieurs de la police, malgré la participation de

l'ELMO à la formation du 404^e Corps du Maywand. La PNAOC relevait des forces spéciales, et il n'était pas facile d'y recourir pour le perfectionnement ciblé par district (PCD). En fait, la PNAOC a carrément refusé d'exécuter toute fonction de police qui ne se rapportait pas à ses opérations planifiées dans la Corne relativement au stade « Tenir ». Par conséquent, le Bgén Milner et le Col Gosselin ont déployé un effort concerté pour améliorer les services de police dans le Panjwayi, dans le cadre même de l'Op BAAWAR⁶⁷.

Le Bgén a déclaré ce qui suit : « Je continue d'affirmer que l'absence d'une force de police fonctionnelle afghane constitue le problème le plus pressant en matière de sécurité dans la zone d'opérations. Dans le Panjwayi, la situation est critique⁶⁸ ». [Traduction] Le problème se posait au niveau de la province et à celui des districts. Au palier provincial, il fallait avoir accès au gouverneur Wesa, au chef de police provincial et au 404^e Corps du Maywand. Dans le district, la FO Kandahar devait faire pression sur le gouverneur Haji Baran et sur la personne qui y serait le prochain chef de police.

Les principaux acteurs pour susciter un soutien accru de la police au niveau provincial étaient le Lcol Louis Cyr, conseiller militaire au Camp Nathan Smith, et Tim Martin, RCK. Aux yeux du Bgén Milner, les autres intervenants au niveau provincial ne seraient pas utiles dans ce contexte, en particulier le MAECI. En fait, le Bgén Milner, le Lcol Cyr et Tim Martin constituait « une ERP virtuelle » lorsqu'il s'agissait de la police⁶⁹. Mobilisant l'appui d'Haji Baran et d'autres personnes d'influence du district, d'une part, et celui du Mgén Carter au Commandement régional (Sud) et du Lgén Khan Mohammed au niveau régional, d'autre part, le Bgén Milner a réussi à trouver un nouveau chef de police pour le Panjwayi en la personne de Mohammad Azim, un Noorzai originaire de Talukan. Il est arrivé à la mi-octobre et, pour reprendre les mots du Lcol Conrad Mialkowski, « il a « effrayé tout le monde à l'extrême ». [Traduction] Pour une raison quelconque, cette nomination a alarmé le gouverneur Wesa et ses alliés politiques⁷⁰.

Au niveau du district, les entités clés qui appuyaient le chef de police Azim étaient la Compagnie de la PM, l'ELMOP (que le Bgén Milner a remise sous le commandement de l'ELMO du colonel Hercule Gosselin), le CCO-D(P) et l'Équipe de soutien du district. En temps opportun, la CIVPOL a été disposée à envoyer un mentor dans le Panjwayi. Tout a été mis en œuvre pour aider à organiser la police. À la fin d'octobre, le chef Azim affichait d'impressionnants résultats. La FO Kandahar faisait savoir que 236 policiers étaient inscrits dans le district, la plupart recrutés par Azim. Soixante-six d'entre eux avaient presque terminé la PCD. Azim est ensuite allé recruter personnellement 200 autres agents et il leur a fait suivre le programme de formation au sein duquel ils ont fait l'objet d'un classement par ordre de priorité; c'était là un processus qui résultait de l'influence canadienne. Le principal travail consistait maintenant à assurer le maintien en puissance de la police, et c'est sur ce plan que l'ELMOP a joué un rôle important pour améliorer les choses à cet égard. Le chef Azim a immédiatement affecté les nouveaux agents dans les localités du district⁷¹.



Photo : Auteur

En l'absence de programmes de développement dignes de mention dans les régions contestées, les opérations de COCIM ont été confiées aux localités et coordonnées avec celles de l'Équipe de soutien du district.

La Stratégie de mobilisation des citoyens représentait la pièce finale. Essentiellement, l'Équipe de soutien du district incitait Haji Baran à aller à chaque engagement imaginable des relais d'influence. C'était particulièrement important dans les chouras qui portaient sur la construction de routes et qui se tenaient dans les localités, de manière qu'elles puissent donner des conseils sur le tracé des routes et sur ce qui pouvait être démantelé et sur ce qui ne le pouvait pas. Baran avait sans doute perdu une partie de son influence dans certains milieux, mais sa présence favorisait l'entrée en scène d'autres personnes d'influence du Panjwayi qui voyaient les changements en cours dans le district et qui voulaient devenir partie prenante⁷².

Un tel effort concentré et coordonné n'avait tout simplement pas été possible au cours des rotations canadiennes antérieures. Dans le passé, la FO Kandahar avait dû répartir ses ressources dans plusieurs districts et elle n'avait jamais bénéficié d'une concentration aussi forte des forces de sécurité afghanes que celle observée maintenant dans le Panjwayi. Dans ce dernier, il y avait deux kandaks de l'Armée et un kandak de la PNAOC, le GT canadien et la multitude d'éléments habitants canadiens de la FO Kandahar, tandis qu'en 2007,

le GT du 2 RCR n'avait déployé là qu'une compagnie d'infanterie, un détachement d'artillerie et quelques véhicules de reco Coyote; les éléments habilitants y étaient quasi inexistant. Au niveau provincial, les distractions liées au développement n'influaient plus sur les activités et les ressources, ce qui a libéré un précieux personnel canadien et d'importants éléments de planification.

Une question importante se posait relativement à l'imminente relève sur position prévue pour la fin de novembre. La FO Kandahar dirigée par le Bgén Milner n'allait pas changer, mais toutes ses unités constituantes participeraient à la rotation, tout comme le Commandement régional (Sud) du Mgén Carter. Afin de parer à toute interférence ennemie, la FO Kandahar a planifié une série d'opérations perturbatrices pour le mois de novembre. Celles-ci s'apparentaient essentiellement aux mesures appliquées en octobre et elles produisaient des résultats semblables. Chaque compagnie du GT s'est amenée soudainement dans ses localités respectives, en succession, avec sa compagnie afghane partenaire et ses mentors de l'ELMO. La Compagnie O est allée à Chalhgowr, et la Compagnie I a balayé Haji Habbibollah; la Compagnie Charles a traversé Sperwan, et la Compagnie B a fait irruption dans Nakhonay. Ces opérations perturbatrices ont eu lieu au cours des deuxième et troisième semaines de novembre, pendant que le GT du 1 R22^eR procédait à la relève sur position⁷³. Un nouveau CRTS est arrivé en novembre, sous le commandement du Maj Marco Roy.

Le moment était venu de passer le flambeau.

La relève sur position et l'arrivée d'un nouveau Commandement régional (Sud), en novembre 2010

Le 27 novembre, le Lcol Conrad Mialkowski et le GT du 1 RCR cédaient la place au Lcol Michel-Henri St-Louis et au GT du 1 R22^eR, et le 8 décembre, les dernières unités montantes complétaient l'effectif⁷⁴. Sur le plan structurel, le GT du 1 R22^eR comptait quatre compagnies d'infanterie au lieu de trois : la Compagnie de stabilisation n'existait plus. Pour cette rotation, les Compagnies A, B et C étaient commandées respectivement par les majors Pierre Leroux, André Girard et Christian Marquis, et la Compagnie de parachutistes avait à sa tête le Maj Frédéric Pruneau. La compagnie étasunienne dans la Corne, à savoir la Compagnie Dog commandée par le Capt Adam Scher, était par ailleurs sous le contrôle tactique du GT, ce qui procurait au Lcol St-Louis une sous-unité supplémentaire. Le GT disposait aussi d'un peloton de reco et d'un peloton renforcé de tireurs d'élite, composé de 18 membres. Toutes les compagnies d'infanterie disposaient de la version LORIT du VBL III et aussi de tireurs de précision désignés munis de fusils C3 pour accroître les capacités sur ce plan⁷⁵.

L'escadron de chars, maintenant appelé Escadron C, était dirigé par le Maj Éric Landry du 12 RBC, qui avait participé à l'origine à la planification des opérations dans la Corne du Panjwayi au sein du quartier général du Bgén Laroche en 2007. Cette fois-ci, l'Escadron C comprenait dix chars Leopard 2A6M, cinq Leopard 2A4 et quatre Leopard 1C2. L'Escadron de reco était axé sur l'Escadron A du 12 RBC et il était commandé par le Maj Christian Caron. Vu le nombre élevé des véhicules mis hors de combat au cours des années, l'Escadron A ne comptait plus que deux troupes de huit véhicules comprenant un mélange de véhicules Coyote, VBL LORIT, VBL SAT et VBLC. La batterie d'artillerie, à savoir la Batterie X du 5 RALC, comptait deux troupes de deux obusiers M-777 chacune : elle était commandée par le major Vincent Giroux. Le 52^e Escadron du 5 RGC, commandé par le major François Sauvé, constituait l'organisation du Génie de combat. Le GT possédait aussi un peloton des OPPSY et un peloton de la COCIM. La Compagnie d'administration était répartie dans les bases d'opérations avancées et s'occupait du transport et de la maintenance⁷⁶. La première semaine de décembre 2010 venue, le GT du 1 R22^eR avait emboîté le pas à son prédécesseur (comme c'est le cas de toute rotation) pour s'adapter aux opérations à venir (voir la figure 8-6).

Le rôle des Canadiens auprès du Commandement régional (Sud) a changé lui aussi en novembre. Contrairement à ce qui avait été le cas sous le Mgén Carter, les Canadiens ont été intégrés d'emblée dans la 10th Mountain Division des É.-U. commandée par le Mgén James Terry qui a décidé, à la lumière de son expérience acquise en 2006, de confier à un Canadien le poste de commandant adjoint de la division et de nommer aussi des officiers canadiens dans son état-major. Le Bgén André Corbould a été choisi pour être commandant adjoint, et d'autres officiers canadiens ont été placés dans des postes clés du quartier général, notamment dans les branches de la planification et des opérations de stabilisation et au Centre des opérations interarmées. Le Mgén Terry a même écarté certains membres de son propre quartier général divisionnaire pour affecter des Canadiens dans les postes ainsi libérés⁷⁷.

La formulation du plan de campagne représentait sans doute le volet primordial du rôle canadien au sein du quartier général du nouveau Commandement régional (Sud). Cette question comportait plusieurs éléments importants. Tout d'abord, le quartier général de la FIAS sous le général McChrystal avait dit à la 10th Mountain Division, quand elle avait été désignée pour servir en Afghanistan en 2010, qu'il n'y aurait qu'un seul plan de campagne, soit celui du Gén McChrystal. Quand le général Petraeus a remplacé le Gén McChrystal, tout cela a changé, et le Gén Petraeus a permis aux commandements régionaux de dresser leur propre plan de campagne. En l'occurrence, le document s'est intitulé « Plan de mise en œuvre unifiée » (PMOU). Il s'agissait d'un plan quinquennal dont les auteurs se distanciaient délibérément de la planification à court terme à laquelle

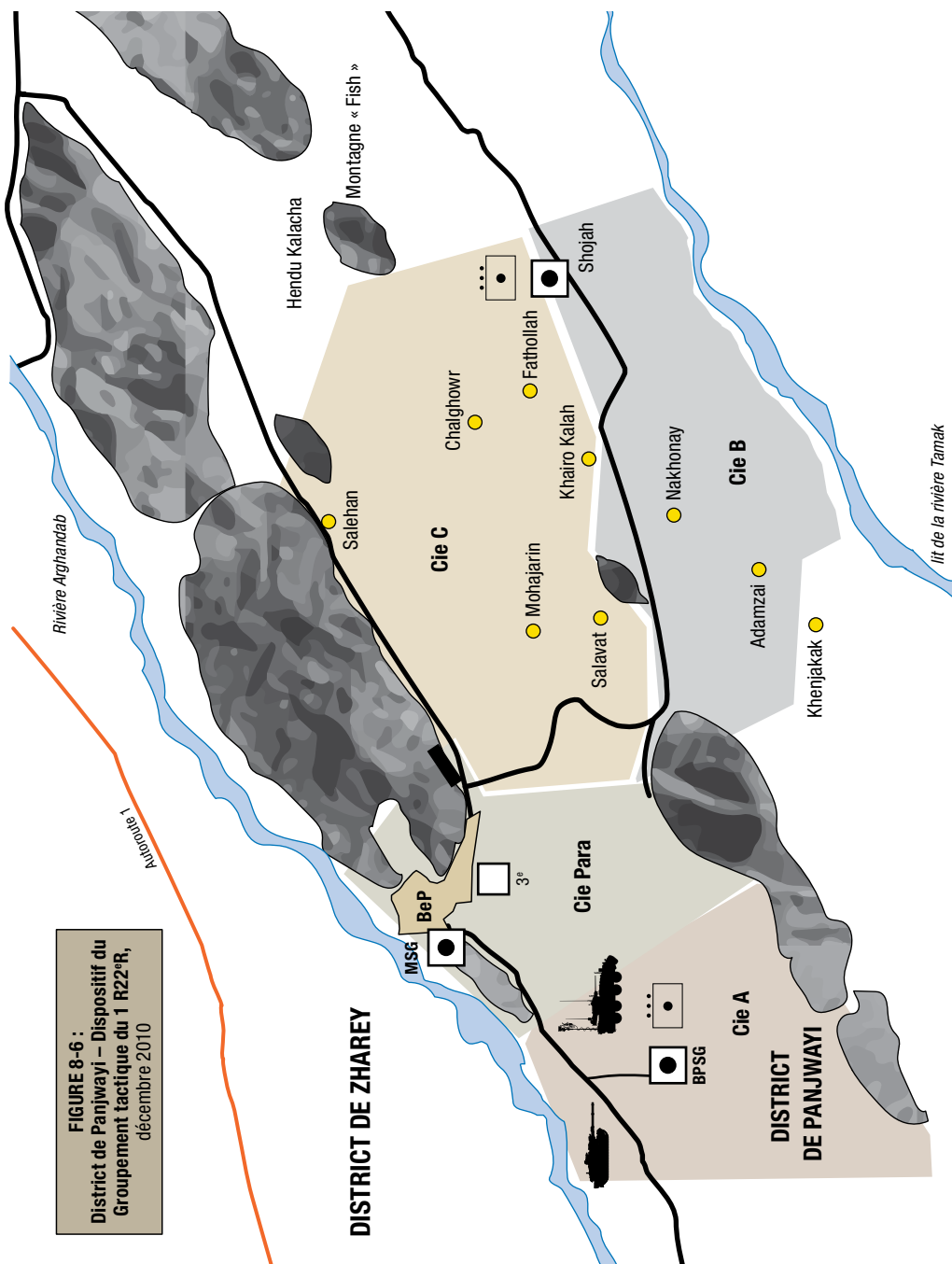


FIGURE 8-6 :
 District de Panjwayi – Dispositif du
 Groupement tactique du 1 R22^eR,
 décembre 2010

Figure 8-6 : District de Panjwayi – Dispositif du GT du 1 R22^eR, décembre 2010

s'étaient adonnés les quartiers généraux antérieurs du CR (Sud). De multiples Canadiens qui avaient déjà servi en Afghanistan, dont les Lcol Mason Stalker, Mike Wright et Darren Hart, ont pris part à l'analyse de la mission, ce qui « a dérangé certaines personnes dans la 10th Mountain Division ». [Traduction] En fait, les lignes d'opération tracées dans le PMOU étaient celles d'une version évoluée du plan de campagne de la FOM AEGIS, à savoir : la protection de la population, l'aide humanitaire et le développement, la stabilisation et la gouvernance. Contrairement à ce que prévoyaient les plans antérieurs, le Commandement régional (Sud) n'était responsable que des provinces de Kandahar, d'Oruzgan, de Zabol et de Daikundi. Les provinces d'Helmand et de Nimroz relevaient du Commandement régional (Sud-Ouest). Le PMOU s'appliquait jusqu'au niveau des districts et harmonisait les lignes d'opération de la sécurité, du développement et de la gouvernance pendant cinq ans. Les progrès étaient évalués toutes les huit semaines. Cela permettait au Commandement régional (Sud) de déplacer des ressources et d'en justifier l'utilisation. Aspect primordial, grâce à ce processus « nous avons pu décider de ce que nous ne ferions pas. Il nous a donné un point de mire ». [Traduction] Il a aussi mis au jour les lacunes, c'est-à-dire les tâches qui n'étaient pas accomplies⁷⁸.

Par exemple, deux tâches n'ayant en apparence rien à voir l'une avec l'autre – telles que l'organisation d'un salon de l'emploi pour les jeunes gens au chômage et la découverte de la façon dont les insurgés stockaient le matériel servant à fabriquer des explosifs artisanaux le long de la frontière – pouvaient désormais être synchronisées avec les opérations de sécurité menées, disons, par la FO Kandahar et la FOM Strike dans les districts de Panjwayi et de Zharey. En employant plusieurs centaines ou milliers d'hommes immédiatement après la récolte du pavot et en effectuant en même temps des raids dans les grosses caches d'explosifs établies à la frontière, la CR (Sud) pouvait réduire la capacité des insurgés de recruter et de déployer des combattants et d'accroître la production d'EEL. Cela différait beaucoup de l'approche d'un quartier général divisionnaire qui affecte et réaffecte des hélicoptères, des UAV et des pièces d'artillerie à telle ou telle opération⁷⁹.

Le Commandement régional (Sud) évaluait la situation de l'ennemi comme suit :

Nous avons affaire à une insurrection qui était énormément pressée de reprendre son élan. Selon moi, elle était en panne depuis des années. Nous avons l'impression qu'une pression intense s'exerçait sur les insurgés depuis l'intérieur parce que certains d'entre eux se disaient : « Merde, mon vieux, nous n'avons pas le succès que nous escomptions. » Je pense qu'ils subissaient des pressions de l'ISI au Pakistan qui leur adressait l'avertissement suivant, en quelque sorte : « Si vous n'obtenez pas de bons résultats cette année, nous n'allons pas vous soutenir. Vos appuis s'effritent, et nous avons du mal à vous soutenir. » Je pense que la population faisait fortement pression sur eux⁸⁰. [Traduction]

En général, l'approche du Commandement régional (Sud) comportait ce qui suit :

Nous avions un atout : trois points de pression concentrés sur l'ennemi. Nous les avons accentués au maximum. Nous avons essayé de créer des brèches et des failles dans la structure de l'ennemi. Nous avons essayé d'isoler délibérément les talibans supérieurs des talibans intermédiaires des talibans de bas niveau. Et nous l'avons fait de toutes sortes de façons, notamment avec des messages. Nous avons tenté de les exaspérer. Nous nous sommes dispersés pendant la saison des combats. Nous employions beaucoup d'hommes⁸¹.

Les frictions antérieures entre le Commandement régional (Sud) et la FO Kandahar ont été atténuées grâce aux relations personnelles. Le Bgén Corbould collaborait de près avec le Col Richard Giguère, commandant adjoint de la FO Kandahar, pour faire en sorte que les problèmes du passé ne se répètent pas. Il était évident pour tous que la position du Canada dans la province de Kandahar était sensiblement amoindrie, et personne n'essayait de dévier de cette trajectoire⁸².

Appuyer les opérations de la Force opérationnelle Kandahar

L'Élément de soutien national (ESN) commandé par le Lcol Bouchard de novembre 2010 à juillet 2011 avait une structure semblable à celle de l'ESN des rotations antérieures, et son effectif avait les mêmes niveaux : 400 militaires, 330 employés du Programme de soutien contractuel des Forces canadiennes (CANCAP) et 75 membres du programme de soutien du personnel (PSP). L'Équipe de reconstruction provinciale n'étant plus là, les postes d'appui ont été réattribués au sein de l'ESN. L'organisation initiale était semblable elle aussi à celle de la rotation précédente : les principaux détachements avancés de l'ESN se déployaient dans les FOB Ma'Sum Ghar et Shojah et à la Base de patrouille de Sperwan Ghar; le détachement de Kaboul est resté en place. Les cuisiniers étaient aussi répartis entre les maisons de peloton du GT, et les sous-officiers supérieurs de l'ESN se chargeaient des FOB pour libérer l'infanterie. Quand l'Op BAAWAR a commencé et que les installations de Zangabad ont été construites, un autre détachement de l'ESN a été formé et envoyé là⁸³.

La tâche la plus complexe de l'ESN consistait à assurer le soutien logistique de l'Op BAAWAR. Tant que la construction de la route n'était pas achevée, tout ce soutien devait être fourni par la voie des airs. Les éléments qui recevaient l'appui étaient le GT canadien de même que les éléments étasuniens présents dans le Zharey et les forces spéciales des É.-U. dans la Corne. L'ESN coordonnait les fréquents largages de conteneurs, guidés par GPS et exécutés par des avions C-130, et le ravitaillement par hélicoptère. Quand le système a été débordé, un « convoi de rivière » de type 2008 a été lancé avec des chars et une patrouille de logistique de combat à partir de Ma'Sum Ghar. L'ESN collaborait étroitement

avec l'Escadre aérienne et la 43^e Brigade de maintien en puissance des É.-U. pour coordonner toutes les activités logistiques dans le cadre de l'Op BAAWAR. Une quantité de matériel de plus d'un million de livres a été transportée par des hélicoptères Chinook, des camions à clochettes fournis par un entrepreneur et, finalement, des hélicoptères Mi-17 de l'Unité canadienne de transport aérien à contrat (CCAT), une fois que le degré de menace est passé du rouge au vert⁸⁴. L'ESN se concentrait principalement sur les opérations dans la Corne du Panjwayi et dans le Panjwayi oriental, mais il travaillait aussi avec le 5^e Kandak de la 1-205 Brigade pour l'instruction technique⁸⁵.

La dernière opération de l'ESN commandée par le Lcol Bouchard consistait, en juin et juillet 2011, à retirer tout l'équipement canadien des zones avancées. Il lui fallait exécuter ce travail herculéen tout en procurant un soutien logistique aux forces étasuniennes montantes dans le Panjwayi : cuisines, carburant et soutien fourni par les entrepreneurs. Un délai d'exécution de 90 jours continuait à tenir les procédures américaines dans un carcan, tandis que les contrats canadiens pouvaient être adjugés en aussi peu que 12 à 24 heures. De même, les É.-U. mettaient deux jours à monter un convoi logistique, tandis que la patrouille canadienne de logistique de combat pouvait quitter l'aérodrome en quelques heures. Par ailleurs, l'ESN finissait par aider à transporter l'équipement étasunien à l'avant, puis il ramenait de l'équipement canadien vers l'arrière. Au moment du déploiement de la 43^e Brigade de maintien en puissance, un énorme échange de renseignements a eu lieu sur la protection de la force, les itinéraires et le carburant. Un élément logistique avancé avait été mis à la disposition de l'ESN, à même la formation étasunienne, mais il s'est avéré trop complexe pour que l'ESN puisse s'en servir efficacement⁸⁶.

Contrairement aux ESN antérieurs, celui que dirigeait le Lcol Bouchard devait aussi gérer la transition entre la FO Kandahar et l'Unité de clôture de la mission sur le plan de la logistique (cette unité a par la suite pris de l'ampleur et a été appelée « Force opérationnelle de transition de la mission », ou FOTM). Cette transition mettait en scène le démantèlement de toute l'infrastructure tactique de la FO Kandahar, ou son transfert aux forces alliées, et l'enlèvement, le nettoyage et l'emballage de l'équipement canadien et son acheminement au Canada. En vertu de la répartition des tâches, il a incombé à l'ESN de démanteler l'infrastructure tactique, et à la FOTM, de voir à tout le reste. De même, l'ESN a dû augmenter la taille de son détachement de Kaboul – auquel il appartenait d'appuyer le Kaboul 100 – pour le rendre capable de soutenir les 350 autres personnes qui allaient participer à l'Op ATTENTION, c'est-à-dire la mission d'entraînement militaire canadienne annoncée. L'année 2011 était donc une période occupée pour l'ESN; à certains égards, la situation rappelait 2005 – mais à rebours – année où l'Op ATHENA devenait l'Op ARCHER⁸⁷.

En 2011, le soutien des transmissions se stabilisait, et l'unité qui le fournissait s'appelait désormais « Quartier général et Escadron de transmissions (QGET) de la FO Kandahar ». Comme le QGET avait été constitué à partir du quartier général du 2^e Groupe-brigade mécanisé du Canada, d'éléments du Régiment des transmissions interarmées et des services de soutien fournis par le CANCAP, la confusion entre les communications tactiques et stratégiques a finalement cessé. Les Équipes de guerre électronique mobile (EGEM) travaillaient encore pour le CRTS, une troupe des communications VHF a été fournie au GT, et une sous-unité de la liaison stratégique arrière a été constituée. La prolifération des systèmes prenant part à la lutte contre les EEI a entraîné la création d'une section des contre-mesures électroniques : il lui a incombé de mettre à niveau les brouilleurs installés sur les véhicules et d'harmoniser les fréquences. Cette section entretenait aussi une relation étroite avec les unités du Corps des Marines des É.-U. dans l'Helmand, lesquelles partageaient des renseignements sur la menace avec les « jimmies » canadiens⁸⁸.

En gros, l'Escadron maintenait un réseau de quatre systèmes de communication dans la province de Kandahar pour appuyer les opérations, à savoir : la radio à portée optique; les communications par satellite; un système satellitaire stratégique; un système satellitaire civil exploité par un entrepreneur. Sur le terrain, les compagnies et pelotons employaient surtout l'appareil AN/PRC 117F, mais les pelotons se servaient aussi des radios TACSAT à chiffrement. Répétons ici que ce changement a été nécessaire par suite du passage aux opérations réparties⁸⁹.

Le déploiement de plusieurs types de véhicules aériens sans pilote et d'autres systèmes de surveillance dans l'espace de bataille compliquait la gestion du spectre, ce qui influait sur la structure de l'unité des transmissions et sur l'exécution des opérations. Il y avait maintenant plusieurs aérostats équipés de systèmes de surveillance continue (SSC) et de systèmes d'interdiction de menaces persistantes (SIMP) dans le ciel de la zone d'opérations canadienne (voir la figure 8-7). Cette toile de capteurs de renseignement, surveillance et reconnaissance (RSR) était inutile sans la bonne architecture des transmissions pour la soutenir. Il était essentiel, plus que jamais à ce moment-là, de créer l'architecture appropriée. Tout d'abord, la connaissance de la situation fournie au commandant de la force opérationnelle et le processus décisionnel de ce dernier étaient de plus en plus influencés par la toile RSR. En deuxième lieu, la présence de capteurs RSR décourageait l'activité de l'ennemi et l'obligeait à déployer de petites équipes plutôt que des groupes. Les insurgés ne pouvaient pas se rassembler. Troisièmement, la toile RSR et les systèmes de communication facilitaient les engagements de type II au moyen des UAV Predator et Reaper et le recours aux tirs indirects. En restreignant l'architecture des transmissions, on restreignait aussi en théorie toutes ces capacités vitales. Par conséquent, il n'y a plus eu de lésine sur les transmissions en 2011, et la confusion ayant existé en 2006 au sujet de ces dernières et des ressources RSR n'a plus été qu'un lointain souvenir.

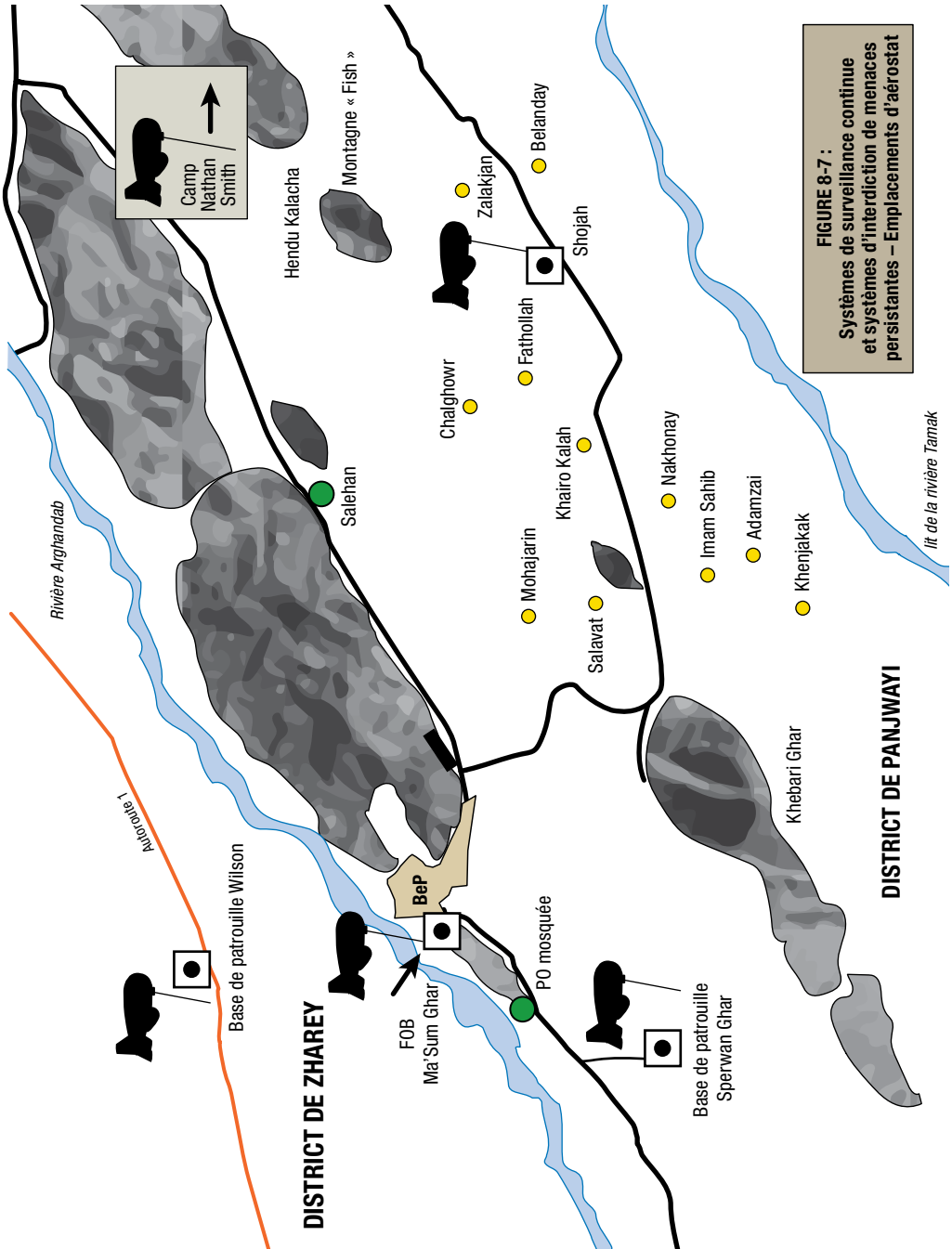


FIGURE 8-7 :
Systèmes de surveillance continue
et systèmes d'interdiction de menaces
persistantes – Emplacements d'aérostat

Figure 8-7 : Systèmes de surveillance continue et systèmes d'interdiction de menaces persistantes – Emplacements d'aérostat

La Compagnie de la PM, commandée par le major Steeve Grégoire, poursuivait ses opérations relatives à l'ELMOP, à la sécurité de l'aérodrome de Kandahar et aux détenus. Le Canada a changé de méthode dans le district de Panjwayi, ce qui a eu un effet direct sur l'Installation de transfert des détenus (ITD) pendant cette période : les unités canadiennes faisaient plus de prisonniers que jamais auparavant, de sorte que l'ITD était bondée. Le MAECI, exprimant de l'inquiétude au sujet de certains aspects des opérations de la DNS, a mis fin aux transferts pendant un certain temps, ce qui a grandement contribué à accroître le nombre de détenus. Cette situation faisait en sorte que l'ITD canadienne fonctionnait comme un « front » dans le contexte de la guerre, comme la prison de Sarposa en 2008⁹⁰.

Certains détenus affichaient un comportement qui donnait à penser au personnel de l'ITD qu'ils avaient suivi l'instruction sur la conduite après la capture. Qui plus est, il était évident que ces insurgés avaient été renseignés avec précision sur ce qu'il leur fallait faire en cas de capture, en particulier par les forces canadiennes. Ces détenus savaient déjà avant d'arriver comment tirer profit des processus de traitement de plaintes par le Canada et la Croix-Rouge, de manière à pouvoir rester dans l'ITD au lieu d'être transférés dans les établissements afghans de la Direction nationale de la sécurité (DNS). Les enquêtes sur ces plaintes prenaient beaucoup de temps, ce qui permettait aux détenus de faire du recrutement et du prosélytisme dans l'ITD. Pendant le temps que duraient les enquêtes, ils pouvaient aussi se reposer et se détendre d'une certaine façon, car ils échappaient aux rigueurs de la vie sous le feu des forces coalisées dans le Panjwayi ou sur les routes empruntées par les insurgés : la nourriture était meilleure, et ils avaient accès à des soins médicaux. Dans tous les cas ayant fait l'objet d'une enquête, rien n'a été mis au jour qui aurait permis aux détenus de rester plus longtemps sous la garde des forces canadiennes, de sorte qu'ils ont finalement été transférés dans un établissement carcéral afghan⁹¹.

Le transfert de l'Unité médicale multinationale de rôle 3 par le Canada a mené à la création de l'Unité des services de santé (USS) de la FO Kandahar. L'USS comptait 187 personnes, dont la moitié ont été envoyées à l'avant dans le Panjwayi; les autres ont travaillé à l'établissement de rôle 1 à l'intérieur des lignes canadiennes et à ce qui était maintenant l'UMM de rôle 3 dirigée par les Forces navales des É.-U., dont le commandant adjoint était un lieutenant-colonel canadien. En 2011, toutes les relations avaient cessé entre le personnel médical militaire canadien, d'une part, et les organisations non gouvernementales, les organisations du gouvernement afghan ou les hôpitaux de la ville, d'autre part. Le personnel médical canadien ne pouvait pas se rendre en visite à l'Hôpital Mirwais à moins d'être en civil. Les patrouilles médicales dans les villages étaient chose du passé. La décision a ensuite été prise de concentrer les efforts sur le district de Panjwayi et

l'aérodrome de Kandahar. Même le travail de mentorat auprès de l'Armée afghane a diminué, alors que les Canadiens se préparaient à partir. Cela dit, le personnel paramédical dans ses VBLC-ambulances a continué à sauver des vies jusqu'à la toute fin, en juin 2011⁹².

L'Op PASS RAFTAN : le district de Panjwayi, novembre et décembre 2010

Pour que l'Op BAAWAR aboutisse à l'élimination du saillant ennemi dans la Corne du Panjwayi, il était essentiel que la population locale, le gouvernement du district et les entités commerciales soient libres de circuler. Comme nous l'avons vu en 2008, il ne suffisait pas d'établir quelques postes fortifiés le long d'un chemin de terre parallèle aux diverses localités. Comme nous l'avons vu également, les efforts faits pour asphaltier l'itinéraire Hyena-ouest variaient beaucoup, en fonction des priorités de la FO Kandahar. Maintenant, l'Op BAAWAR ayant été lancée, les deux situations allaient changer. La sécurité assurée dans la zone serait suffisante. Cette fois, la route se rendrait jusqu'au bout depuis Bazaar-e Panjwayi, et sa prolongation et son asphaltage feraient l'objet d'une opération délibérée. Une fois ces deux objectifs atteints, la menace pesant sur le Panjwayi oriental et les effets de débordement dans le district de Dand diminueraient en théorie. Avec le désert du Reg au sud, la FOM Strike au nord et une mince bande de terre à l'ouest, l'ennemi n'avait plus nulle part où se cacher. Il ne pourrait plus faire fonctionner son gouvernement parallèle et produire en masse des explosifs artisanaux en vue de les distribuer⁹³.

Parmi les nombreux volets de l'Op BAAWAR, le dégagement, la construction, puis la protection du réseau routier constituaient une tâche assez compliquée, au point qu'une opération secondaire appelée PASS RAFTAN a été élaborée (voir la figure 8-8). Il y avait aussi d'autres complications. Des éléments de la force d'occupation de la Corne n'alliaient pas relever de la FO Kandahar. Certains des mouvements se devaient d'être exécutés en partenariat avec différentes unités – voire formations – afghanes. Par ailleurs, des frictions politiques inévitables nécessitaient l'intervention des autorités supérieures. La gouvernance dans le Panjwayi était loin d'être optimale. Enfin, la relève sur position exécutée par le GT du 1 R22^eR a eu lieu juste au moment où l'Op PASS RAFTAN commençait⁹⁴.

Le 20 novembre, la situation était la suivante : le plan de l'Op PASS RAFTAN faisait l'objet d'un briefing à plusieurs endroits. Une compagnie d'infanterie étatsunienne de la FOM Strike était à Zangabad et attendait d'être relevée sur position. L'infrastructure d'appui pour la constitution d'une force devant entrer dans la Corne était complète près de Sperwan Ghar. Une troupe l'Escadron de reco s'est déplacée jusqu'au PO Khyber, tandis qu'une compagnie d'infanterie afghane se mouvait discrètement à destination de Sperwan Ghar. La planification de la coordination avec l'Armée afghane s'est alors arrêtée complètement à cause de la fête de l'Aïd⁹⁵.

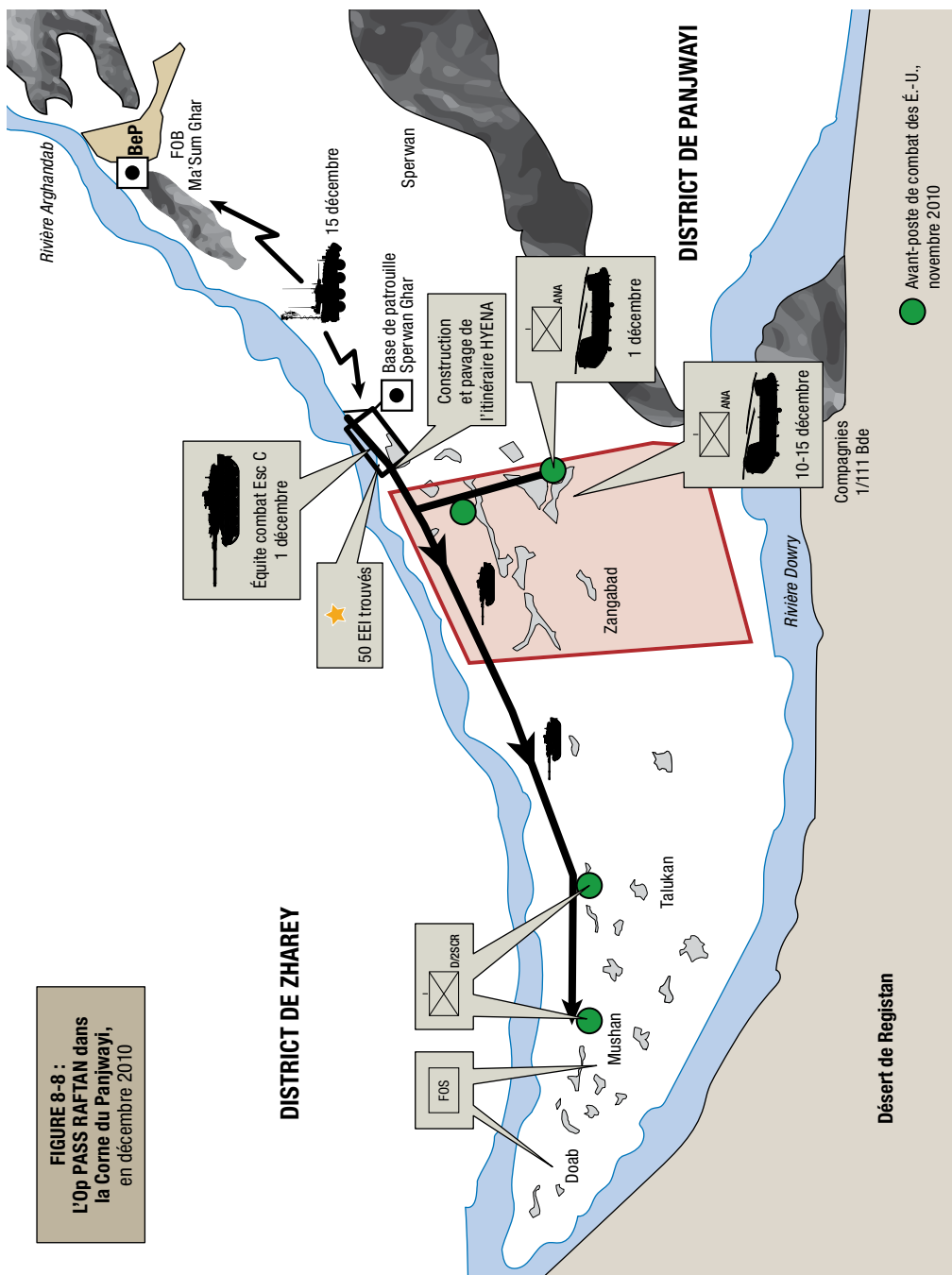


Figure 8-8 : L'Op PASS RAFTAN dans la Corne du Panjwayi, en décembre 2010

L'Escadron C du major Éric Landry, désormais renforcé suffisamment pour devenir l'Équipe de combat de l'Escadron C, avait quitté Ma'Sum Ghar en direction ouest le long de l'itinéraire HYENA, le 28 novembre : le dégagement commençait au poste d'observation (PO) Khyber, tandis qu'une attaque aérienne supprimait une équipe de poseurs d'EEI appartenant au réseau Zarqawi, un peu plus loin sur la route. Outre les trois types de chars Leopard, il y avait trois engins blindés Badger du Génie (EBG) et une troupe de sapeurs de combat fournie par le 52^e Escadron, un peloton d'infanterie embarqué dans des véhicules VBL III et une compagnie de l'Armée afghane provenant du 2^e Kandak ainsi que des mentors. Un char Leopard 1C2 équipé de rouleaux avançait en tête, et un EBG Badger raclait la route derrière lui avec sa lame. Un peloton d'infanterie débarqué appuyé par des sapeurs de combat dégagait les deux flancs; les manœuvres étaient suivies par le travail d'un véhicule Badger, et le reste de l'équipe de combat emboîtait le pas. Derrière eux venaient une suite de véhicules de COIC, puis des membres du Génie construction fournis par le Régiment du Génie de la FO et par le 22^e Régiment de construction navale. Un détachement étasunien de dégagement d'itinéraires s'est joint à la COIC canadienne, et les deux équipes ont ratisé l'itinéraire Hyena deux fois par jour, derrière les ouvriers construisant la route⁹⁶.

Dans la nuit du 29 au 30 novembre, la Compagnie D (Dog) du 2-2 Stryker Régiment de cavalerie se déployait dans Mushan et Talukan avec deux détachements opérationnels Alpha (DOA) des forces spéciales et deux compagnies de la PNAOC, et ce, pour remplacer les unités de la FOM Strike qui tenaient ces villages. Le 30 novembre, le Maj Pierre Leroux et la Compagnie A du 1 R22^eR sont montés à bord de CH-47 Chinook, escortés par des hélicoptères Griffon armés, et ils ont été déposés à Zangabad pour y relever la Compagnie Strike. Ils ne se sont heurtés à aucune opposition. En même temps, des équipes de la COCIM et Haji Baran tenaient des chouras dans les localités longeant l'extrémité est de l'itinéraire Hyena ouest afin de renseigner la population sur le plan de construction de la route.

Le 1^{er} décembre, la force a dégagé le tracé sur une distance de 500 mètres et a construit 300 mètres de route. Cinq EEI à plaque de pression ont fait exploser des chars Leopard à rouleau et ont neutralisé deux véhicules : un mécanisme à retardement fixé au détonateur a provoqué l'explosion de la cinquième charge sous le char. Les soldats ont trouvé cinquante EEI dans la première zone dégagée. C'était pour la plupart des engins à plaque de pression, et il y avait aussi des mines antipersonnel éparpillées dans les champs voisins⁹⁷.

CHAPITRE HUIT



Photo : Auteur



Photo : Auteur

L'Escadron de chars dirigé par le Maj Éric Landry était le fer de lance de l'Op PASS RAFTAN. Travaillant de concert avec les sapeurs de combat, ses lignes de communication arrière protégées par l'Escadron de reco du Maj Christian Caron, la force est finalement parvenue à Mushan.

Se déplaçant vers l'ouest, l'Escadron C et les équipes de la COCIM ont tenu une choura à Na'al Bazaar afin de voir si des hommes valides voulaient travailler au projet de construction de routes. La réponse a été très positive, et 45 hommes de l'endroit ont été embauchés. Parallèlement, on a appris que l'Armée afghane avait libéré le 1^{er} Kandak de la 1-111 Brigade pour l'envoyer participer aux opérations dans le Panjwayi : ainsi, 450 hommes de cette brigade sont arrivés au Camp Hero, près du KAF, où ils se sont préparés à un déploiement de trois à quatre mois dans la Corne⁹⁸.

Le 5 décembre, des hélicoptères Chinook sont arrivés pour extraire la compagnie étasunienne de Zangabad, pendant qu'Haji Baran et les équipes de la COCIM et des OPpsy se présentaient pour assister à une choura avec les chefs de la localité. Après avoir subi l'endoctrinement et l'intimidation des talibans pendant des années, les chefs locaux étaient tout à fait terrifiés à l'idée qu'ils seraient torturés ou tués. Pendant la choura, les anciens ont été informés que les forces afghanes étaient en route et qu'elles resteraient dans la localité. Ces chefs étaient sceptiques, ce qui n'était pas surprenant. Cela dit, l'Escadron C avait dégagé l'itinéraire HYENA sur une distance de 1 400 mètres, et les ouvriers avaient construit 750 mètres de route. Pendant ce travail, la Compagnie Dog, avait travaillé à l'établissement de l'infrastructure tactique de l'itinéraire, à Mushan et à Talukan. Cette compagnie, qui comprenait deux pelotons d'infanterie mécanisée munis de véhicules de combat Stryker et un peloton de systèmes de canon mobiles, a patrouillé avec la PNAOC dans les localités proches et a assuré la surveillance de son segment de l'itinéraire Hyena ouest qui n'avait pas encore été amélioré. Aucun contact avec l'ennemi ne s'est produit⁹⁹.

Les opérations délibérées de l'équipe de combat de l'Escadron C avaient tellement semé la panique chez les chefs insurgés dans la Corne que leur comportement les avait rendus plus vulnérables aux opérations des FOS. Dans la nuit du 2 décembre, le commandant insurgé dans la Corne a été capturé, et deux de ses principaux commandants subalternes dans le secteur de Mushan ont été tués. Les Canadiens ont conclu que ces succès avaient grandement affaibli toute riposte à l'Op PASS RAFTAN de la part des forces ennemies locales, et qu'il leur faudrait beaucoup de temps, peut-être même des mois, pour se regrouper. Des attaques exécutées dans les 72 heures suivantes ont permis de supprimer trois autres chefs dans le secteur de Talukan-Zangabad, alors qu'ils essayaient d'organiser la résistance à l'équipe de combat de l'Escadron C¹⁰⁰.

CHAPITRE HUIT



Photo : Auteur

Scène de nombreux affrontements datant de l'époque des combats féroces de 2006, la partie nord désormais abandonnée du village de Pay-e Moluk a finalement été contournée quand le tracé de l'itinéraire Hyena a été modifié.



Photo : Auteur

Des combattants talibans ont transformé cette hutte de séchage du raisin, située entre Zangabad et Talukan, en un poste fortifié qui a été détruit par plusieurs obus de 120 mm tirés par un char Leopard 2, tandis que l'équipe de combat de l'Escadron C progressait sur l'itinéraire Hyena.

Malheureusement, un des raids de la FOS a touché la maison de la grand-mère du chef de police du district, Azim, à Talukan. Cet incident a engendré une crise de crédibilité entre Azim et la population de Talukan et entre lui et les forces coalisées dans le Panjwayi. Qui se servait de l'enceinte de sa grand-mère à des fins viles? Quels étaient les liens avec l'insurrection? Quels liens existaient-ils entre cette situation et Azim? Ces questions sont restées sans réponse à ce moment-là, mais le chevauchement des intérêts économiques et politiques dans la Corne a refait surface, tandis que les forces coalisées les approfondissaient davantage avec des outils tels que l'équipe du terrain humain et d'autres formes de connaissance de la situation (blanc). L'ancienne vendetta entre les Ishaqzais et les Noorzais datant de 2007 risquait d'être réattisée et d'avoir d'éventuelles conséquences négatives pour l'effort de la coalition¹⁰¹.

Le mouvement aéromobile planifié du kandak de la 1-111 Brigade était alors reporté. Le commandant du 205^e Corps n'appuyait plus le plan, ce qui a suscité l'intervention du Bgén Milner, du Col Gosselin et du Mgén Terry, nouveau commandant du Commandement régional (Sud). Par conséquent, l'insertion du kandak a été retardée de plusieurs jours, et cela a constitué un important problème. Le kandak de la 1-111 Brigade était censé relever des éléments du 2^e Kandak et occuper Mushan, Talukan et Zangabad. Cela contrariait le Bgén Habibi, qui a fait pression sur le 205^e Corps pour que la situation soit tirée au clair. Le Bgén Habibi a été forcé d'ordonner au 2^e Kandak épuisé de déployer une de ses compagnies le long de l'itinéraire Hyena ouest, pour remplacer d'autres éléments. Le retard est probablement bien tombé : l'acheminement du gravier par les camionneurs s'est arrêté, en sorte qu'aucune construction n'a été possible tant que les disputes entre les entrepreneurs n'ont pas été réglées. Par conséquent, il a fallu faire intervenir l'Esc CG du Régiment du Génie¹⁰².

Le 8 décembre, on attendait toujours l'arrivée du kandak de la 1-111 Brigade. Toutes les sous-unités canadiennes et étasuniennes exécutaient des patrouilles et organisaient des chouras dans leurs zones de responsabilité respectives. Le lendemain, le transport du gravier ayant repris, 1 800 mètres du tracé de l'itinéraire Hyena ont été dégagés en tout, et les ouvriers ont construit 1 300 mètres de route. En raison du non-déploiement des forces de la 1-111 Brigade, le Lcol St-Louis a dû détacher une partie de la Compagnie de parachutistes du Maj Frédéric Pruneau, qui tenait Bazaar-e Panjwayi, et l'envoyer remplacer des éléments manquants sur l'itinéraire Hyena ouest. À ce moment-là, l'infrastructure tactique construite par l'Escadron de soutien du Génie, était terminée. Quatre nouveaux avant-postes de combat ont été ajoutés : Bennedson à Mushan; Robinson à Talukan; Old School à Zangabad et Palace juste au nord de Zangabad. Les avant-postes Bennedson et Robinson abritaient la Compagnie Dog, deux DOA des forces spéciales et deux compagnies de la Police nationale afghane pour l'ordre civil. Les deux avant-postes ont commencé à exécuter les premiers stades de l'initiative de la police locale afghane. L'avant-poste Palace a accueilli un peloton de la Compagnie A et

une compagnie d'infanterie afghane. L'avant-poste Old School, où étaient auparavant installés la cour talibane et l'appareil de gouvernance parallèle, abritait maintenant deux pelotons de la Compagnie A, une compagnie d'infanterie afghane, des tireurs d'élite, des agents de la COCIM, des membres de l'ELMO et deux DOA des États-Unis¹⁰³.

Finalement, après que de fortes pressions se furent exercées sur l'Armée afghane, des appareils Chinook canadiens ont été autorisés à transporter les premières compagnies du kandak de la 1-111 Brigade à Zangabad, le 10 décembre. Les autres compagnies n'ont pas été autorisées à se déployer à Talukan ou à Mushan. Il est donc revenu à la PNAOC et à ses mentors des forces spéciales de sauver l'honneur afghan : ils ont rapidement capturé un commandant taliban près de Mushan¹⁰⁴.

Le Lcol St-Louis a décrit le climat social qui régnait à Zangabad :

La population semblait penser qu'elle allait revivre l'année 2008. Cela ne durera pas. Oh! Les Américains sont arrivés en novembre et maintenant ils s'en vont, et les Canadiens prennent la relève. Nous avons vu les Canadiens ici dans le passé; ils vont partir encore une fois, vous allez voir! Ils vont partir, et [les insurgés] vont de nouveau nous faire du mal. Autour de nous, à proximité de la cour talibane à Zangabad, tout le monde semble nous dire : « Ce n'est qu'une question de temps avant que vous partiez; vous ne resterez pas ici. » Et les gens sont intimidés, car ils se font dire par les insurgés : « Attendez que deux mois se passent... vous serez de nouveau sous notre contrôle. » Nous avons donc passé la majorité de notre temps dans des chouras et des réunions, et dans chaque cas, nous avons affirmé que nous étions là pour y rester. Nous construisons une route, des FOB et une infrastructure parce que le gouvernement et vous nous avez dit que vous vouliez être reliés à Kandahar; nous venons ici avec des forces de combat suffisantes pour le faire. Conrad Mialkowski, Jerry Walsh et Jo Paul n'avaient qu'un kandak, mais nous en avons trois¹⁰⁵.

Il a fallu plus d'une semaine aux insurgés pour réagir à l'Op PASS RAFTAN. Pendant ce temps, l'Escadron C découvrait de plus en plus d'EEI. Un CU-170 Heron a repéré une équipe ennemie de poseurs d'engins, mais les insurgés se sont dispersés avant que les obusiers M-777 de la Batterie X puissent les prendre à partie. L'équipe ennemie s'est échappée par le nord dans le Zharey, mais la FOM Strike ne l'a pas interceptée. Une autre équipe du même genre a essayé d'installer des EEI sur la route près du PO Khyber, mais elle a été repoussée avec des tirs de canon de 25 mm¹⁰⁶. Pendant toute cette période, l'Esc CG du Maj Barb Honig et la Troupe de reco du Génie de la FO sont allés et venus le long de l'itinéraire Hyena ouest pour contrôler les progrès et procéder à un contrôle de la qualité du processus de construction. Le 11 décembre, le tracé de la route avait été dégagé sur une distance de 2 500 mètres, et les ouvriers avaient construit 1 650 mètres de route¹⁰⁷.



Photo : Auteur

Une fois la localité de Mushan reprise, au cours de l'Op PASS RAFTAN, la Police nationale afghane pour l'ordre civil y est entrée et y a été suivie par le Capt Ali Raju (à droite), officier canadien de la COCIM, qui a ajouté cette localité vitale à son programme.

Le long du tracé de la route, les ouvriers ne se sont pas limités à aplanir le terrain, puis à le recouvrir d'une couche de gravier. Il fallait prendre en compte les structures existantes et, si elles étaient sur le chemin du tracé, les propriétaires devaient être dédommagés, quand l'enlèvement des structures s'imposait. Ces efforts ont fait intervenir l'Esc CG, les équipes de la COCIM et des OPpsy et le gouvernement du district. Aussi, le Maj Landry et son quartier général assimilaient les comptes rendus ISTAR concernant les enceintes d'intérêt le long du parcours. Où se trouvaient les anciennes fabriques d'EEI? Les postes fortifiés? Les madrasas? Si une enceinte avait un certain passé, elle faisait l'objet d'un examen plus minutieux, ou l'infanterie de l'équipe de combat de l'Escadron C y exécutait un raid avec l'appui de chars Leopard¹⁰⁸.

À mesure que l'Op PASS RAFTAN progressait sur l'itinéraire Hyena, l'Escadron de reco du Maj Christian Caron sortait de ses postes d'observation dans le Panjwayi oriental et effectuait des patrouilles sur le tronçon ouest de l'itinéraire entre les 15 et 18 décembre. Il incombait aux soldats basés à Sperwan Ghar, à bord de leurs véhicules blindés Coyote, VBL et VBLC, d'assurer une présence constante, jour et nuit, et de garantir la liberté de mouvement depuis Bazaar-e Panjwayi jusqu'au point où l'équipe de combat de l'Escadron C

menait ses opérations. La nuit, l'Escadron de reco établissait des postes d'observation avec ses véhicules Coyote, avec l'appui des VBL munis de systèmes d'arme télécommandés (SAT) et de leurs capteurs perfectionnés. Pendant le jour, il escortait les convois de camions de gravier et assurait une présence mobile. Les sapeurs construisaient, le long de la route, des postes de contrôle de l'accès occupés par des troupes afghanes, des agents de police ou des membres de la PNAOC. La Compagnie Dog, avec son peloton équipé de systèmes de canon mobiles, travaillait à l'ouest de l'Équipe de combat de l'Escadron C en se chargeant de la surveillance¹⁰⁹.

Le projet des réparations routières appuyait tous ces efforts. Le Maj Dan Lemeroux a envoyé le capitaine Ali Raju et l'Équipe de la COCIM travailler avec l'Équipe de combat de l'Escadron C pour effectuer des projets à impact rapide le long de la route, dans les deux directions, afin d'établir des relations avec la population et de conserver son appui. L'Équipe de la COCIM s'est aussi efforcée d'accroître la capacité des unités afghanes en matière de COCIM, le long de la route. Ce projet a grandement contribué à réduire l'activité des insurgés à l'arrière, à mesure que les travaux de construction progressaient vers l'ouest¹¹⁰.

Le 15 décembre, le kandak de la 1-111 Brigade, qui travaillait désormais avec la Compagnie A et l'équipe canadienne de la COCIM, a organisé dans le secteur de Zangabad une grande opération de bouclage et de fouille qui a surpris la population locale. Le lendemain, un ancien Noorzai supérieur membre d'une famille respectée du secteur a « offert de créer une carte à l'intention [du personnel du centre de coordination du district] et d'y indiquer les noms des propriétaires fonciers et des limites de leurs terres, de manière que les requérants ne présentent pas de factures en double à la FIAS, ou qu'ils ne la trompent pas¹¹¹ ». [Traduction]

Les progrès réalisés ont été gâchés par plusieurs explosions d'EEI, le 18 décembre. Pendant le dégagement d'une enceinte le long du tronçon ouest de l'itinéraire Hyena, le Cpl Steve Martin de la Compagnie de parachutistes a heurté un EEI qui l'a gravement blessé. Tandis que ses camarades s'efforçaient de l'extraire de l'endroit, un deuxième engin a explosé et blessé un autre soldat. Pendant que le peloton dégageait une zone d'atterrissage pour un hélicoptère, un troisième EEI explosait et a fait un autre blessé. Le Cpl Martin a succombé à ses blessures¹¹².

Haji Baran et l'Équipe de la COCIM ont été amenés sur les lieux pour communiquer avec les anciens de l'endroit. Il y a eu un long débat ouvert lors de cette choura, et toutes les parties ont convenu que les bâtiments autour de la mosquée seraient détruits, mais que celle-ci resterait en place et que la route la contournerait. L'Équipe de combat de l'Escadron C et les sapeurs ont isolé et détruit l'enceinte, sans toucher à la mosquée adjacente. La population locale a dit aux soldats qu'elle était heureuse de voir disparaître enfin l'enceinte que les insurgés avaient utilisée¹¹³.

Les compagnies et les pelotons canadiens, afghans et étasuniens ont mené des patrouilles dynamiques dans leurs localités respectives, tout en tenant des chouras chaque fois que l'occasion se présentait. La population de Mushan était divisée : une certaine hostilité y persistait, mais beaucoup de personnes y ont bien accueilli le retour des forces coalisées. Fait surprenant, les collectivités de Zangabad se montraient intéressées par le dialogue. Cela n'a pas été le cas de Talukan dont les chefs sont demeurés intimidés. L'Équipe de combat de l'Escadron C se trouvait à quatre kilomètres de Talukan quand elle s'est heurtée à une autre série d'EEI qui a arrêté le mouvement pendant 24 heures, soit le temps qu'il a fallu aux sapeurs pour dégager le terrain. Les insurgés ont sondé la résistance de la Compagnie Dog, à Mushan, en recourant à quelques reprises à la tactique « des tirs à la dérobee », mais ils n'ont causé aucun dommage¹¹⁴.

La veille de Noël, la force avait avancé de quatre kilomètres à l'ouest depuis le PO Khyber, et il y avait maintenant là un segment routier de 3 300 mètres recouvert de gravier. Cependant, la pléthore d'EEI ralentissait les efforts de dégagement; des unités de construction ont donc été détournées pour aller améliorer une route d'accès reliant le tronçon ouest de l'itinéraire Hyena à l'Avant-poste de combat Old School à Zangabad. Le 28 décembre, cette route a été dégagée sur une distance de 500 mètres, dont 300 ont été couverts d'une couche de gravier¹¹⁵. L'escadron de reco et l'Équipe de la COCIM ont distribué des matériaux de préparation hivernale à la population locale dans le secteur de Sperwan-Pay-e Moluk. Le kandak de la 1-111 Brigade a finalement relevé le 2^e Kandak épuisé, qui s'est retiré et regroupé pour aller travailler avec la Compagnie de parachutistes du Maj Pruneau dans le secteur de Bazaar e Panjwayi-Haji Habibollah. Les seuls autres contacts ont consisté à diriger des tirs de dissuasion contre des guetteurs ennemis dans le secteur de Zangabad¹¹⁶.

Les effets de l'Op PASS RAFTAN étaient visibles. À la fin du mois, les découvertes d'EEI étaient beaucoup plus nombreuses que leurs détonations^{117,118}. Haji Baran, les membres de l'Équipe de soutien du district et des équipes de la COCIM et des OPPSY ont tenu une multitude de chouras le long de l'itinéraire afin de mesurer le degré d'acceptation du programme dans les localités. Selon les évaluateurs, la participation à la première choura organisée dans un endroit donné était timide, mais quand une seconde avait lieu, les véritables personnes d'influence du secteur se manifestaient :

Aujourd'hui, l'[Équipe de soutien du district] a été convoquée par le gouverneur du district et 14 anciens du secteur de Zangabad. Selon les anciens, la construction de la nouvelle route nuit à 50 familles et ne respecte pas le plan convenu. Ils affirment vouloir uniquement que l'ancienne route soit asphaltée, rien de plus. Interrogés quant à savoir pourquoi ils n'avaient pas assisté à la choura convoquée la veille par le GD, ils ont déclaré qu'ils n'en avaient pas été informés. On ne sait pas au juste pourquoi aucun des habitants de l'endroit présents

à la choura de la veille ne s'est plaint au sujet de la route. Les anciens qui sont venus aujourd'hui sont à n'en point douter les propriétaires fonciers ou les personnes d'influence de l'endroit, mais ils ne vivent pas là, car ce ne sont de toute évidence pas des agriculteurs. Plus tard, le [gouverneur du district] est venu voir l'Équipe de soutien du district (ESD), et il a été convenu qu'une autre choura où seraient grandement représentés la population locale, les anciens de l'endroit, la FIAS et [le gouvernement afghan] serait nécessaire pour régler le différend au sujet de l'itinéraire Hyena¹¹⁹. [Traduction]

À mesure que la construction de la route progressait vers l'ouest, elle est devenue de plus en plus une question d'argent, de prestige et d'influence et de moins en moins un moyen d'enrayer l'insurrection. En soi, cela constituait un signe de progrès. À la fin de décembre, les insurgés ont été repoussés dans la localité de Do Ab, dans la pointe la plus occidentale de la Corne. Les chefs ennemis encore vivants se sont regroupés et ils ont communiqué avec leurs associés dans le nord du Zharey. Une opération des FOS dans Do Ab a permis de capturer un autre chef ennemi montant, ce qui a affaibli encore plus la position de l'ennemi¹²⁰.

Cependant, des événements survenus dans la Corne ont produit des effets plus marqués sur l'insurrection dans son ensemble. La choura de Quetta s'est réunie et a ordonné à ses commandants de retourner à Kandahar en janvier, au lieu de le faire en mars ou avril. Hafiz Majid, chef militaire taliban par défaut à Kandahar à ce moment-là, a joué un rôle clé au cours de ces délibérations. Les progrès accomplis par les forces coalisées le rendaient furieux, et il voulait qu'un effort global soit déployé pour reprendre les zones perdues. Selon lui, « il n'y avait actuellement dans la province de Kandahar aucune base d'opérations sûre d'où les insurgés [pouvaient] organiser des opérations dignes de mention ». [Traduction] Apparemment, Majid :

a expressément demandé que les forces canadiennes soient ciblées, et ce, pour deux raisons : a) pour essayer de les encourager à abandonner le combat et à partir avant la date prévue de leur retrait en juillet 2011; b) pour ternir la réputation du Canada et des forces canadiennes en montrant qu'elles étaient incapables de réussir en Afghanistan et d'y accroître la sécurité¹²¹. [Traduction]

Les conséquences ont été spectaculaires. Jamais depuis 2006 l'ennemi n'avait affiché aussi clairement ses intentions au sujet du Canada, lesquelles n'avaient jamais été liées aussi explicitement à une région géographique et aux opérations qui y avaient cours. L'ennemi était résolu à faire tout en son pouvoir au cours des six mois suivants pour bouleverser ce que l'Armée canadienne et ses alliés avaient accompli dans les districts de Panjwayi et de Dand. C'était comme si un défi avait été lancé à la FO Kandahar par Hafiz Majid et la choura de Quetta. L'Armée canadienne était en quelque sorte interpellée. Les points de référence du Cabinet, les projets de prestige et toute forme de développement à long terme ont alors perdu toute pertinence dans cette arène.

CHAPITRE HUIT



Photo : Auteurs



Photo : Auteurs

Il incombait à l'Esc CG, commandé par le Maj Barbara Honig, de travailler avec les localités afghanes pour réparer et renforcer le système d'irrigation vital et accélérer l'asphaltage des routes. Sur ces deux plans, le travail accompli a grandement amélioré la vie quotidienne des habitants du Dand et du Panjwayi en 2011.

Parvenir à un état stable dans le district de Dand, au printemps de 2011

Le succès remporté à l'égard des trois lignes d'opérations dans le district de Dand était, d'une semaine à l'autre, de plus en plus manifeste. Le Dand n'était pas une utopie : il y a eu quelques enlèvements et attentats à l'EEI au cours d'une période de trois mois, y compris une attaque à l'EEI dirigée contre le gouverneur du district, Nazek. Cependant, les améliorations apportées dans le district ont été telles que le Dand a été de moins en moins mentionné dans les rapports canadiens à partir de février 2011, alors que les Afghans exerçaient de plus en plus le contrôle sur leur propre destinée. Les mécanismes de gouvernance ont été réorganisés grâce aux fonds fournis par le Programme de sensibilisation sociale en Afghanistan afin d'établir un nouveau Conseil de développement du district et de remplacer l'assemblée de développement. Le Bgéné Milner a pu rédiger ce qui suit dans son rapport : « [L]’ampleur des interventions plus directes des acteurs internationaux dans la gouvernance du district a diminué, et maintenant, ce sont les Afghans qui dirigent les réunions [...] Dans le district de Dand, la gouvernance n’a pas son égale dans ma zone d’opérations¹²² ». [Traduction] De même, « la capacité du [gouvernement de l’Afghanistan] d’assurer les services de base continue de s’améliorer. Le développement est de plus en plus perçu comme étant la suite naturelle des opérations de sécurité fructueuses menées au cours des derniers mois¹²³ ». [Traduction]

La FO 1-71 Cav et le 7^e Kandak semblaient être partout. La localité à problèmes d'Hendu Kalache était maintenant sous surveillance directe et elle ne pouvait plus servir de refuge aux insurgés. L'activité ennemie s'est presque totalement estompée¹²⁴. Cela était en partie attribuable aux opérations efficaces menées dans Malajat sous la direction du nouveau chef de la police provinciale, le Col Abdul Rezziq de Spin Boldak. Les opérations exécutées à Malajat ont réduit, dans une certaine mesure, la pression qui s'exerçait sur le nord du Dand, et la FO 1-71 Cav et le 7^e Kandak ont exploité cette situation¹²⁵. En janvier, la représentation des villages a augmenté partout, sauf à Nakudak que les insurgés continuaient d'intimider psychologiquement. Par ailleurs, juste au moment où le Lcol John Paganini et les troupes de la FO 1-71 Cav allaient céder la place au 1-2 Régiment de cavalerie Stryker en février, il a pu écrire ce qui suit dans son rapport : « De nombreux organismes d'aide (des organisations internationales et non gouvernementales) travaillent dans le Dand [à telle enseigne] que les villages bénéficient de multiples programmes d'aide. Voilà qui atteste l'amélioration considérable de la sécurité! Il y a parfois un chevauchement entre les projets, mais nous voyons un signe très positif dans la présence accrue des ONG¹²⁶ ». [Traduction]

Au printemps de 2011, tout observateur roulant dans le Dand voyait ce qui suit, après avoir traversé les espaces arides et stériles du district de Daman, au nord de la KAF : la route contournant la ville de Kandahar, couverte de gravier et nivelée, était maintenant ouverte. En arrivant dans le Dand, l'observateur en question voyait que toutes les routes étaient asphaltées; la transition soudaine était évidente. L'infrastructure électrique – transformateurs

et lignes électriques – était immédiatement visible, tout comme les champs verts labourés. Les mosquées le long de l’itinéraire étaient toutes fraîchement peintes et faisaient voir des minarets très ornés et de nouveaux systèmes de haut-parleurs. De la centaine de fours de brique montait de la fumée, et des entrepreneurs emportaient de multiples charges de briques neuves dans des véhicules relativement récents. Toutes sortes de véhicules circulaient sur les routes du Dand, tant des bicyclettes, touk-touks que des camions. Le long de la route, de multiples petites entreprises s’étaient installées : des ateliers de réparation de bicyclettes ou de motocyclettes et des dépanneurs vendant des denrées alimentaires. La police avait établi quelques postes de contrôle discrets. Les écoles aperçues de la route étaient fréquentées par les enfants alors en récréation. Il existait un sentiment de sécurité, car on ne voyait aucun signe manifeste de la guerre tel que des dommages causés par des EEI ou des véhicules détruits, et les forces de sécurité n’étaient pas omniprésentes. En d’autres mots, la vie s’épanouissait sous toutes ses formes, et l’activité économique avait repris dans le Dand. Si le succès existait dans le sud de l’Afghanistan, le district de Dand en était l’image la plus exacte au printemps de 2011¹²⁷. En revanche, la situation était tout autre dans le Panjwayi.

Parvenir à un état stable dans le district de Dand, en janvier 2011

Il ne faut pas s’étonner de ce que les problèmes de gouvernance aient perduré dans le district de Panjwayi, étant donné les relations qu’Haji Baran entretenait avec les éléments influents des milieux politiques de Kandahar et avec l’insurrection. Les rapports ISTAR mettant l’accent sur Baran et ces relations étaient inquiétants. Par exemple, le nouveau chef de police, Mohammad Azim, était en fait un ami de Baran depuis toujours; la relation qu’ils entretenaient remontait à celle que leurs pères avaient établie. Les deux hommes avaient apparemment une certaine relation personnelle de longue date avec le tristement célèbre commandant taliban Hafiz Majid. Il semble que ce dernier ait parfois communiqué avec les deux hommes pour obtenir la libération de certains de ses commandants incarcérés¹²⁸. Le rôle joué par Baran dans la libération de détenus est finalement devenu notoire dans le district de Panjwayi. Dans une évaluation, les Canadiens soulignaient avec une certaine inquiétude qu’à cause de cela, « les habitants du district croient que les forces coalisées ne veulent pas que la guerre finisse et qu’elles ne détiennent ou ne tuent pas les insurgés à dessein afin de prolonger la guerre »¹²⁹. [Traduction]

Les retombées du fait qu’Haji Baran avait eu des rapports avec Majid et peut-être avec d’autres chefs insurgés pendant un certain nombre d’années étaient trop évidentes pour que toutes les personnes concernées y passent outre. Le Bgénéral Milner estimait que le remplacement de Baran était essentiel au succès dans le district, et des efforts en ce sens ont été déployés immédiatement en septembre 2010. Handicapé par la perte des mécanismes d’influence du Canada aux niveaux provincial et national, le Bgénéral Milner s’est attaqué

à la tâche rapidement avec son « ERP » virtuelle (Cyr et Martin) pour examiner les solutions possibles. Le Mgén Nick Carter, au Commandement régional (Sud), s'intéressait lui aussi à la situation et il a promis son soutien au Bgén Milner. Après des consultations approfondies avec l'Équipe de soutien du district et d'autres entités concernées, le Bgén Milner et son état-major se sont particulièrement souciés de recruter Haji Fazluddin Agha (HFA) comme remplaçant éventuel de Baran. « HFA » – c'était son surnom – avait sa propre fortune, il était originaire de Fatollah, il avait des liens avec la famille Karzai et il avait été un des directeurs de la campagne pour elle. Enfin, et c'est un aspect clé, il bénéficiait de l'appui local. Le Bgén Milner a collaboré avec le Mgén Carter pour obtenir l'aide du gouverneur Wesa et d'Ahmad Wali Karzai. Les rapports que le Bgén Milner entretenait avec le Col Serge Labbé à Kaboul lui ont permis d'accéder au président Karzai, qui a finalement accepté de remplacer Baran par HFA¹³⁰.

Il a semblé tout d'abord qu'HFA prendrait ses fonctions en octobre, et il a même commencé à assister à diverses chouras à ce moment-là. Il a aussi établi une bonne relation avec Nazek dans le Dand. Cependant, Baran s'est accroché à son poste aussi longtemps qu'il l'a pu. Le mois d'octobre est passé, puis novembre et enfin décembre. Baran tenait encore les rênes du pouvoir, malgré toutes les garanties à l'effet contraire. La possibilité qu'il soit remplacé l'a en fait galvanisé : il est soudainement devenu proactif et s'est mis à coopérer dans le cadre des chouras sur l'amélioration de l'itinéraire Hyena. Le gouverneur Wesa a alors changé d'avis, pour une raison quelconque, et les formalités de remplacement se sont enlisées. Finalement, au début de janvier, le président Karzai a approuvé le changement, et Baran a été démis de ses fonctions¹³¹.

L'accession d'HFA au poste de gouverneur du district de Panjwayi représentait un changement monumental et constituait un atout de taille pour le reste du mandat du Canada en Afghanistan. Le Maj Barbara Honig, commandant de l'Esc CG, qui avait acquis une expérience des questions de développement à Kandahar en 2007, a souligné que, quand HFA a pris ses fonctions, « les choses ont changé en l'espace de *quelques jours*¹³² ». [Traduction] Même un homme endurci tel que l'influent Haji Mahmood du Panjwayi s'est « presque mis à pleurer », selon le Maj Dan Lemeroux, chef de l'Équipe de la COCIM, quand le changement a été annoncé, et HFA a insisté pour que les mécanismes végétatifs et atrophiés tels que l'Assemblée de développement des districts et les conseils de développement communautaire soient revigorés¹³³.

Ces changements coïncidaient avec l'évolution du Centre interarmées de coordination de district, le CCO-D(P). Ce dernier est devenu le « noyau central pour la sécurité, la gouvernance, la reconstruction et le développement ». [Traduction] Il comprenait dorénavant l'Équipe de soutien du district (ESD), la police et les mentors des ministères d'exécution présents dans le Panjwayi. Le Maj Montreuil, chef de l'Équipe de soutien

de la Force opérationnelle Kandahar, collaborait alors étroitement avec Tom Schakow du Département d'État des É.-U.; Andy Golda de l'organisme USAID (et un survivant de l'écrasement de l'hélicoptère BLOWTORCH 61 survenu en 2010, et Joffre Leblanc, du MAECI. L'ESD avait pour mission « d'habiliter le cabinet du gouverneur de district ». [Traduction] Sa mission globale était la suivante : exécuter l'étape « Tenir » dans le district, « tout en renforçant les capacités du pays hôte », l'objectif ultime étant de transmettre les fonctions aux « représentants du pays hôte »¹³⁴. [Traduction]

En janvier, les forces coalisées dans le Panjwayi se sont déployées dans les zones d'opérations qu'elles allaient occuper au cours des mois suivants. Il y avait la Compagnie Dog, deux compagnies de la PNAOC et quatre DOA des forces spéciales à Mushan et Talukan. La Compagnie A, la Batterie C et le kandak de la 1-111 Brigade se sont chargés de Zangabad et de Sperwan Ghar. L'Équipe de combat de l'Escadron C, l'Escadron de reco, une partie du 2^e Kandak et toutes les unités du Génie ont vécu dans des bases temporaires le long de l'itinéraire Hyena tandis que sa construction progressait vers l'ouest. La Compagnie de parachutistes et le reste du 2^e Kandak ont occupé la zone entourant Bazaar-e Panjwayi et y ont fait des patrouilles. La Compagnie B du Maj André Girard s'est occupée de Nakhonay et de ses environs, tandis que la Compagnie C du Maj Christian Marquis a veillé sur le secteur de Chalghowr-Salavat Mohajerin, également connu comme étant le « Triangle de l'amour ». [Traduction] Les deux compagnies à l'est ont travaillé avec le 6^e Kandak (voir la figure 8-9).

Ces dispositifs permettaient au Lcol St-Louis de mettre en œuvre le concept d'opérations du GT du 1 R22^eR. Ayant observé le fonctionnement des trois rotations antérieures et bénéficiant désormais d'un rapport de forces très différent, le Lcol St-Louis s'est donné pour objectif d'étayer dès que possible sa nouvelle posture « Tenir » en appliquant les lignes directrices « Combattre-Convaincre-Construire ». Il était essentiel d'acquérir une crédibilité aux yeux de la population, surtout dans la Corne nouvellement occupée. Le Bgén Milner était disposé à ajouter des « éléments unifiants » au régime de gouvernance et des programmes de la COCIM, une fois que le contact aurait été établi avec les collectivités entourant chaque agglomération. Les aspects des opérations axés sur le partenariat sont devenus primordiaux ici¹³⁵.

Parallèlement,

Je devais sécuriser une énorme infrastructure et un très vaste territoire [et cela] m'a convaincu qu'il n'y avait pas de place pour des opérations à l'échelle du GT; il n'y avait pas de place pour des mouvements de tenailles avec une compagnie qui fixerait l'ennemi et une autre qui l'attaquerait. Je ne peux pas abandonner un endroit pour regrouper mes forces et frapper ailleurs. D'abord et avant tout, il n'y a aucun groupe ennemi de 30 membres que j'ai besoin d'attaquer [...] Donc, tout doit se faire au niveau des compagnies et, en outre, je suis convaincu qu'il faut même déléguer des tâches aux pelotons [...] Donc, dès le départ, l'Équipe de la COCIM doit faire partie du GT,

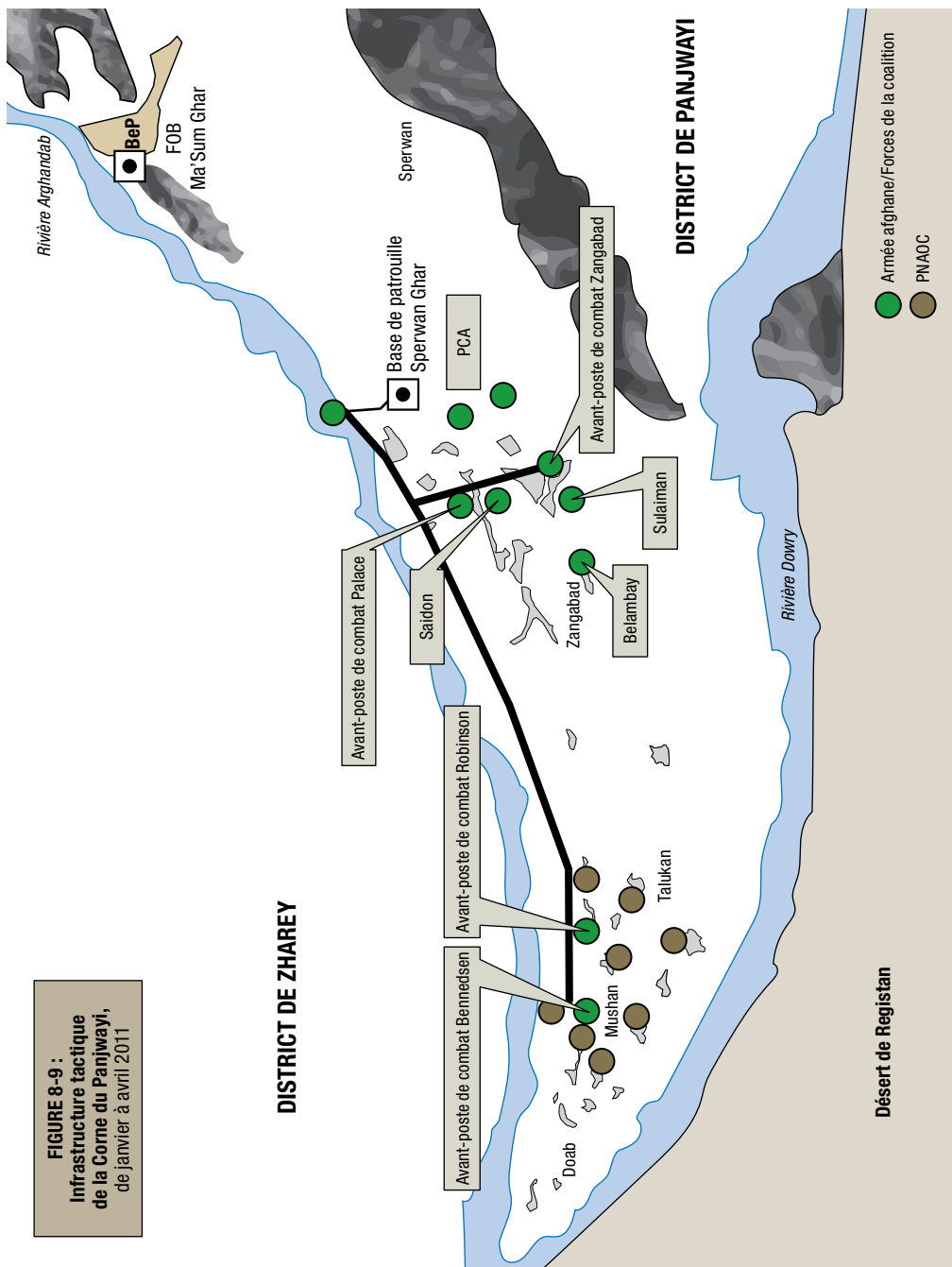


Figure 8-9 : Infrastructure tactique de la Corne du Panjwayi, de janvier à avril 2011

comme l'Équipe des OPPSY [...] Si j'ai des agents de la COCIM, ils sont confiés aux responsables de l'espace de bataille des compagnies. Si j'ai des tireurs d'élite et que leur intervention est nécessaire, ils sont mis à la disposition du responsable de l'espace de bataille¹³⁶.

Une structure entièrement nouvelle s'est dessinée en vertu de laquelle le Centre interarmées de coordination de district, le CCO-D(P), est devenu le lien entre les commandants de compagnie et l'Équipe de soutien du district. Cela s'est aussi appliqué à l'Esc CG du Maj Honig et à la multitude d'autres capacités qui entraient en jeu : l'Escadron comptait désormais quatre équipes de construction du Génie, soit une pour chaque compagnie. L'idée consistait à confier toutes sortes de capacités aux paliers les plus bas possible de la chaîne de commandement et, non par coïncidence, cela a reflété les efforts faits au niveau des conseils de développement communautaire dans les localités¹³⁷.

Par exemple, l'Avant-poste de combat Nejat comprenait un peloton d'infanterie canadien de la Compagnie de parachutistes, une compagnie d'infanterie afghane du 2^e Kandak et un détachement de la COCIM et des OPPSY. De fréquentes patrouilles faites dans le secteur de Nejat permettaient d'établir des liens avec la population locale, et l'Esc CG avait la possibilité d'exploiter ces liens, et elle pouvait ensuite utiliser des ressources afin d'améliorer l'infrastructure. S'il arrivait à la population locale de s'intéresser à des projets plus vastes menés dans d'autres secteurs, le commandant de la compagnie communiquait avec le CCO-D(P) associé à l'Équipe de soutien; cette dernière était à son tour mise en contact avec les responsables du processus d'harmonisation du développement se trouvant dans l'environnement du gouverneur du district. En ce qui touchait les questions de plus haut niveau concernant les ministères d'exécution provinciaux, par exemple l'éducation et les soins médicaux, le J9 de la FO Kandahar entrait en scène au besoin. Ou encore, si le prestige d'une personnalité était nécessaire, le Bgén Milner intervenait¹³⁸. Le Lcol St-Louis a fait observer ce qui suit :

Nous étions là pour huit mois, et mon défi n'était pas de réparer le cadre [de gouvernance]. Mon défi consistait à faire en sorte qu'une famille vivant à Salavat se sente en sécurité, et rien d'autre [...] si quelque chose ne produit pas de résultat dans un district pour une raison ou pour une autre, on passe à autre chose. Si je ne peux pas construire une route entre Sperwan Ghar et Bazaar-e Panjwayi parce qu'il n'y a pas moyen de s'entendre sur le tracé, très bien! Je change mon fusil d'épaule et je construis une école à Salavat. Si je ne peux pas aménager un nouveau réseau d'irrigation propre parce que nous ne payons pas les bonnes personnes, je ne perds pas de temps à essayer de trouver ces personnes. Je change mon approche et je me concentre plutôt sur l'itinéraire Hyena. Cependant, en conjuguant tous ces efforts, vous renforcez votre présence. Je n'allais pas être là pendant un an et demi à titre de consultant coréen pour apprendre au gouverneur à travailler convenablement. J'avais huit mois pour susciter une impression positive du point de vue politique¹³⁹. [Traduction]

Le Lcol St-Louis ne se laissait pas distraire par les aspects idéalistes de la reconstruction d'un pays. Dès le début de sa carrière dans les années 1990, au cours de ses deux périodes de service avec la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) dans l'ancienne Yougoslavie, il avait dû traiter avec des populations dangereuses et ingrates et composer avec les complexités politiques. Les échecs subis à Srebrenica et l'humiliation vécue par l'Armée canadienne à laquelle on avait ordonné de se rendre aux forces croates en 1995 sans combattre l'ont incité à vouloir éviter les mêmes affronts en Afghanistan¹⁴⁰.

L'activité ennemie et les opérations de la coalition avaient eu lieu dans les quatre mêmes régions générales du Panjwayi qu'auparavant : la Corne, Bazaar-e Panjwayi et des localités au sud, le Triangle de l'amour, et Nakhonay et ses environs. Dans la Corne, les opérations étaient réparties entre la Compagnie Dog; les escadrons blindés et les sapeurs sur l'itinéraire Hyena. À Zangabad, il y avait la Compagnie A. Les FOS étasuniennes menaient des opérations de stabilisation de villages, le travail de la PNAOC et le ciblage des dirigeants, autant d'interventions qui chevauchaient toutes les zones d'opérations dans la Corne. Les quatre groupements étaient jumelés à l'Armée et à la police afghanes. En janvier, l'ennemi n'était pas très actif. L'Avant-poste de Talukan a essuyé des tirs, et le lendemain, il y a eu une tentative d'engagement contre un poste de contrôle insurgé au sud de Talukan. L'ennemi a été repéré par un CU-170 Huron, mais il s'est dispersé avant l'arrivée des forces aériennes. Les activités avaient surtout lieu autour de Zangabad : deux EEI ont été posés dans la zone entre Zangabad et l'itinéraire Hyena, et des tirs d'armes légères ont été dirigés contre les ouvriers travaillant sur la route. La Compagnie A du Maj Leroux et une compagnie afghane de la 1-111 Brigade ont exécuté plusieurs opérations de bouclage et de fouille dans la région en se fondant sur des renseignements locaux, ce qui a permis de découvrir un nombre surprenant de composantes d'EEI. Les UAV ont repéré de petits groupes d'insurgés, mais ceux-ci n'ont pas été attaqués, car on ne pouvait les identifier avec certitude en raison de la forte densité de la végétation¹⁴¹ (voir les figures 10 et 10a).

L'intimidation des camionneurs civils transportant du gravier pour la construction de l'itinéraire Hyena est ensuite devenue la prochaine difficulté après qu'ils eurent essuyé des tirs à plusieurs reprises. En outre, deux camionneurs ont été trouvés assassinés dans la cabine de leur véhicule. L'ennemi a aussi sondé les installations de Zangabad depuis le sud, ce qui a provoqué un petit engagement entre les troupes et les insurgés le 12 janvier. Ces attaques venant du sud montraient que les insurgés avaient été repoussés hors de Zangabad et de Talukan, mais qu'ils étaient pris entre les zones peuplées et le désert du Reg et en train de définir de nouvelles zones opérationnelles¹⁴².

La Compagnie de parachutistes n'a signalé aucune activité ennemie en janvier, même si elle s'attendait à des contacts pendant l'opération de dégagement au sud de Nejat. La Compagnie C, dans le Triangle de l'amour, subissait une attaque à l'EEI le 16 janvier et

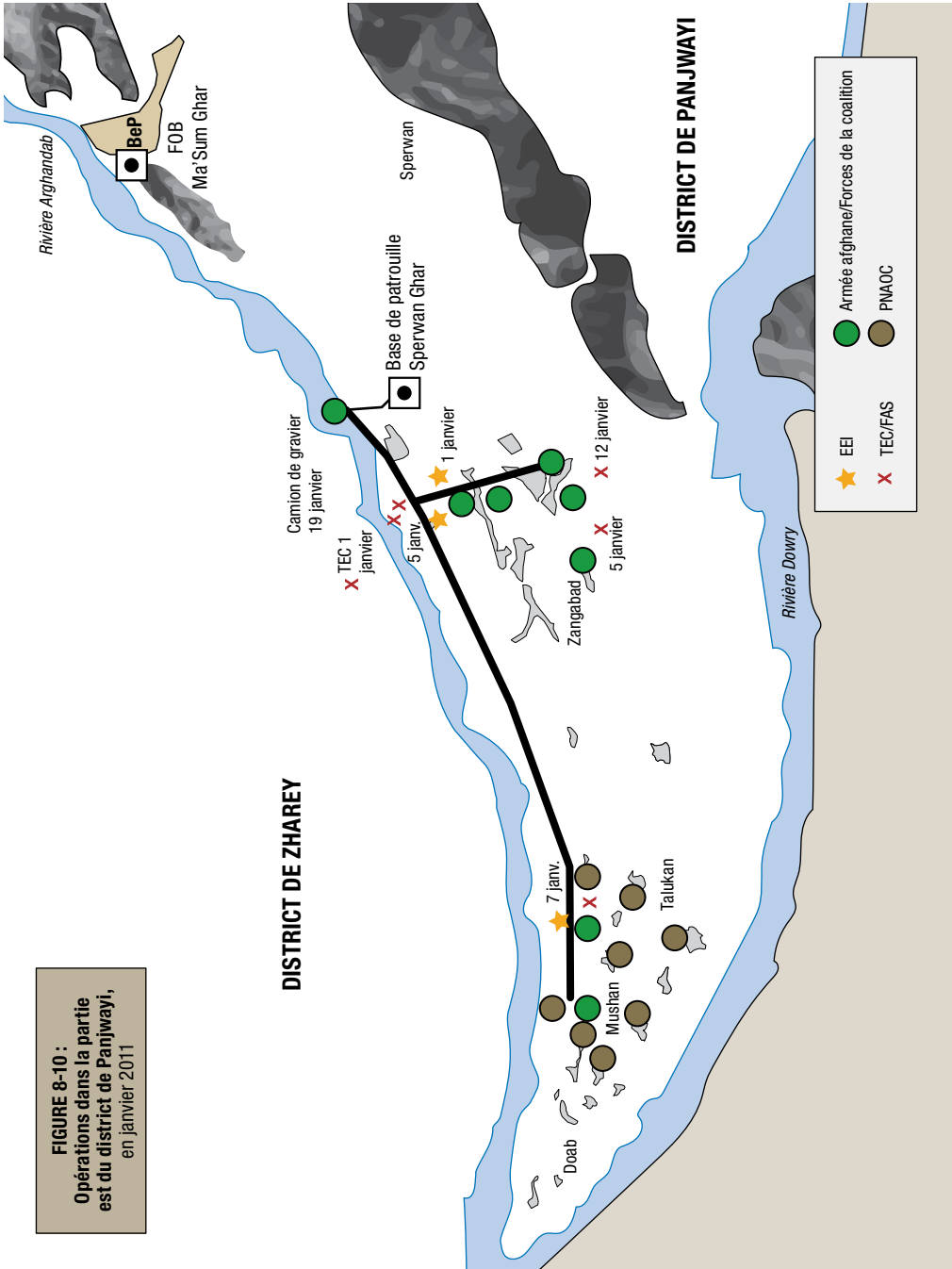


Figure 8-10 : Opérations dans la partie est du district de Panjwayi, en janvier 2011

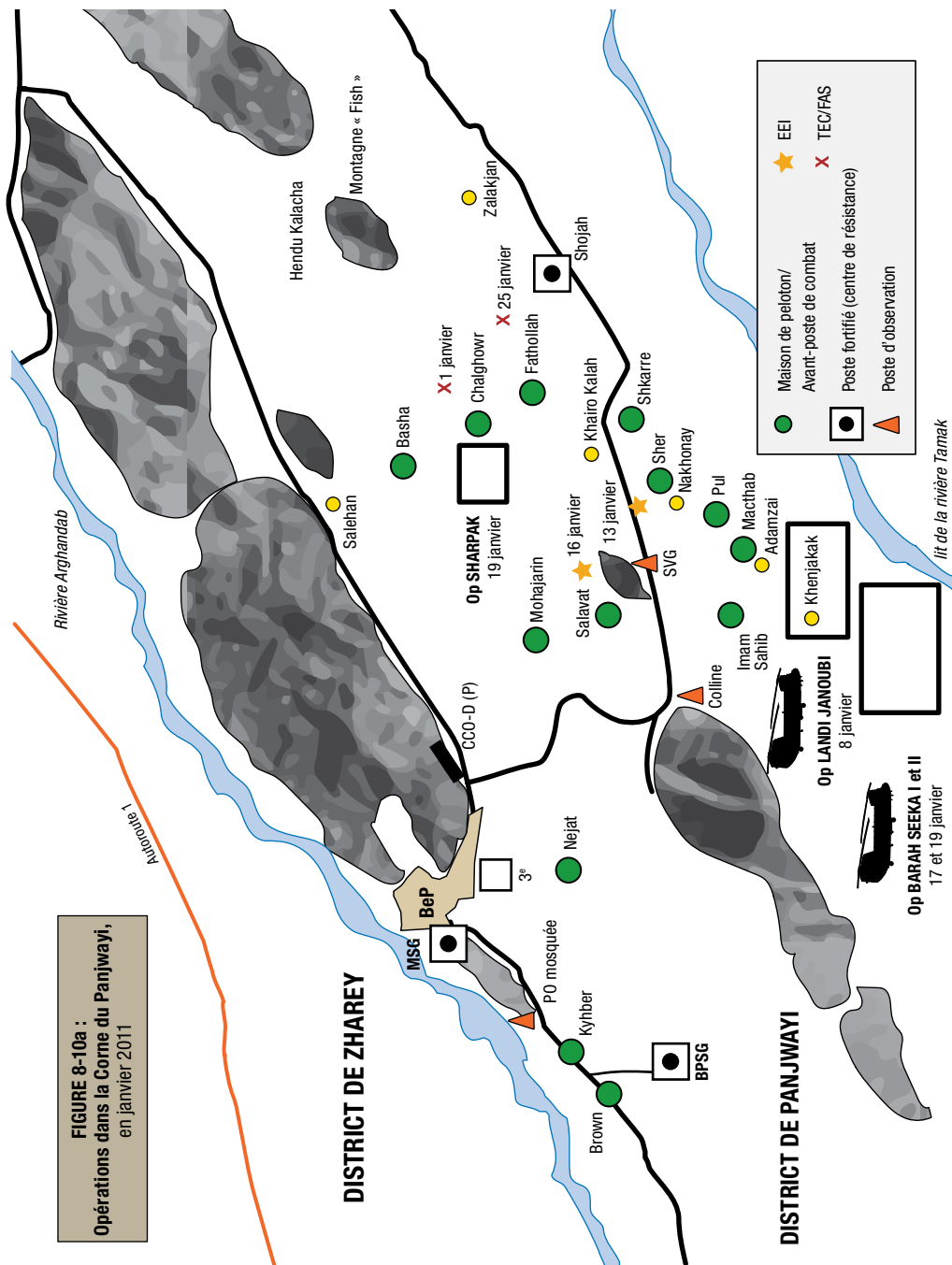


Figure 8-10a : Opérations dans la Corne du Panjwayi, en janvier 2011

deux engagements avec l'ennemi à l'extérieur de Chalghowr et de Fatollah. L'escarmouche près de Fatollah a duré seulement vingt minutes, mais la force de réaction rapide n'a pas réussi à bloquer la route à l'équipe ennemie qui avait tendu l'embuscade. La Compagnie C et le 6^e Kandak ont lancé l'opération SHAR PAK à l'ouest de Chalghowr; ils y ont trouvé une petite cache, mais rien d'autre d'important¹⁴³.

La Compagnie B et le 6^e Kandak exerçaient de fortes pressions perturbatrices à Nakhonay et dans les environs, à tel point que l'ennemi n'a pu faire exploser qu'un seul EEI à la mi-janvier. Travaillant de concert, les Canadiens et les Afghans ont orchestré la série d'opérations MARD KALA à Kenjakak et les opérations LUNDI JANOUBI et BARAH SEEKA à Rigway. Certaines de ces opérations comportaient des insertions aéromobiles de troupes canadiennes et afghanes avec la force d'hélicoptères du Canada. Dans tous les cas, les troupes coalisées ont fouillé les enceintes pour y découvrir des caches éventuelles, et une infirmerie ennemie a été mise au jour. Cinq raids de compagnies dans toute la localité de Nakhonay ont eu lieu en un mois; ils n'ont produit aucun contact, et l'ennemi n'a pas riposté¹⁴⁴.

Les efforts du Canada en matière de développement dans le Panjwayi, en dehors de la Corne, portaient sur Salavat. Cette localité est devenue une zone d'influence où la coalition et l'insurrection s'affrontaient, mais presque sans qu'il y ait d'activités cinétiques. Quand la construction de l'école de Salavat a été presque terminée, des problèmes se sont manifestés :

Malgré des gains récents sur le plan de la sécurité, les efforts visant à accroître les services éducationnels fournis par [le gouvernement de l'Afghanistan] étaient entravés par un manque de participation de la part de la collectivité (surtout dans les zones où les habitants étaient sans cesse influencés et intimidés par les insurgés). Par exemple, l'école de Salavat nouvellement remise à neuf était prête à accueillir les élèves, mais sa réouverture a été retardée parce que l'on craignait que les aînés de la collectivité deviennent des cibles. Un manque d'enseignants et les timides interventions du représentant du ministère de l'Éducation dans le district étaient autant de facteurs qui ralentissaient la prestation des [services]¹⁴⁵. [Traduction]

À cause de cette influence persistante des insurgés et du manque de crédibilité du gouvernement afghan, la population de Salavat se cantonnait dans l'indécision. Les aînés de Salavat disaient que leur village devait avoir une école quand il serait possible d'en ouvrir une à Chalghowr; ils signifiaient par là qu'ils voulaient une preuve que les insurgés ne reviendraient pas, même en petit nombre et encore moins comme force d'occupation. Selon l'évaluation canadienne, les localités de Salavat, Nakhonay et Haji Habibollah étaient toutes des zones à risque élevé dans la lutte pour l'acquisition de l'influence. L'ennemi n'avait pas besoin d'une force nombreuse ou d'une présence vigoureuse pour perpétuer l'indécision et le déséquilibre dans ces localités¹⁴⁶.

En effet, les services gouvernementaux dont le Dand avait bénéficié grâce aux opérations KALAY ne semblaient pas fonctionner dans des parties du Panjwayi. Cependant, la FO Kandahar constatait que les ONG ne s'intéressaient pas au Panjwayi, et que celles-ci influaient sur le gouvernement provincial : « Les ONG laissent le [gouvernement de l'Afghanistan] offrir des services qu'elles ne sont pas à même d'offrir, surtout à cause de l'insuffisance de leurs capacités. Très peu de services étaient assurés dans le district de Panjwayi en raison des problèmes de sécurité¹⁴⁷ ». [Traduction] Cependant, le nouveau gouverneur du district, Fazluddin Agha, mettait son expertise à profit. Il voulait en priorité mettre en œuvre un projet de restauration des canaux entre Zalakhan, Salavat, Nakhonay et Chalghowr. Ce projet établirait un lien entre ces localités et le gouvernement du district à un certain nombre de niveaux et, avec un peu de chance, il aurait des effets dans d'autres endroits. L'Esc CG envisageait de lancer un tel projet avec l'aide financière de la FO Kandahar. Du point de vue de cette dernière, plus de 1 500 hommes de l'endroit travaillaient déjà à des projets de travail contre rémunération ailleurs dans le district, et rien n'empêchait d'accroître ce nombre à l'approche de la période estivale des combats¹⁴⁸.

Réorganiser le soutien des forces d'opérations spéciales et les opérations de stabilisation des villages

La plupart des activités des FOS ne relevaient pas de la FO Kandahar, mais plusieurs faits nouveaux concernant divers partenaires influaient sur les opérations canadiennes dans le district de Panjwayi. Le commandant de la FIAS, le Gén McChrystal, avait alors réorganisé, ou à tout le moins rationalisé, l'appareil de commandement et de contrôle des FOS en Afghanistan, de manière à ce qu'il puisse établir des rapports avec les forces menant des opérations conventionnelles et coordonner ses activités avec elles plus efficacement. La FO 373 – l'unité des FOS de premier niveau qui pourchassait des dirigeants ennemis – est devenue la FO 310 et a grandement intensifié ses opérations dans la province de Kandahar et autour d'elle. La Force interarmées multinationale d'opérations spéciales en Afghanistan – l'entité multinationale de FOS ne relevant pas de l'OTAN – a réorienté son rôle en délaissant les opérations perturbatrices exécutées dans les districts plus éloignés pour s'intéresser aux opérations de stabilisation dans des villages précis. Les FOS de la FIAS ont continué à s'en prendre aux chefs de niveau inférieur. La FO 310 et les FOS de la FIAS ont attaqué « la tête », tandis que la CJSOTF a visé « le corps »¹⁴⁹.

La FO 310 a organisé toute une série d'opérations dans le Panjwayi occidental pendant cette période et, contrairement à l'organisation qui l'avait précédée, elle a beaucoup mieux coordonné ses activités avec les unités sur le terrain, en l'occurrence, le GT canadien. Cependant, les opérations de stabilisation des villages sont devenues la chasse gardée de la Force opérationnelle d'opérations spéciales 58 (FOOS 58), axée sur une compagnie du Régiment

d'opérations spéciales du Canada. En mars 2010, la FOOS 58 a évalué la situation dans les districts de Dand et de Panjwayi en vue d'opérations à venir. Au début, il n'y a eu presque aucune coordination avec le GT¹⁵⁰.

Comme nous l'avons vu plus tôt, les forces d'opérations spéciales étasuniennes avaient déjà commencé à mener des opérations de stabilisation des villages (OSV) dans d'autres parties de l'Afghanistan. Les OSV, nous nous en souviendrons, avaient pour but d'introduire un régime de sécurité afghan qui s'autoperpétuerait au niveau local, c'est-à-dire au plus bas niveau de gouvernance possible, puis de relier les localités à cet égard aux paliers de gouvernement provincial et national et à celui des districts. À un moment donné, au milieu de 2010, la décision a été prise d'inclure une contribution canadienne aux OSV dans la province de Kandahar. Le Régiment d'opérations spéciales du Canada (ROSC) a été chargé de cette tâche¹⁵¹.

Comme nous l'avons montré dans le volume II, l'un des principaux problèmes qui se posaient aux localités afghanes les plus éloignées résidait dans leur vulnérabilité à l'intimidation des insurgés sous la forme de lettres de nuit, d'enlèvements, ou d'une présence sporadique ou permanente. Même si les talibans ne pouvaient maintenir une présence, ils étaient malgré tout capables de susciter la peur par d'autres moyens. Les processus de Démantèlement des groupes armés illégaux (DGAI) soutenus par l'ONU avaient en fait éliminé en 2005 toute possibilité de conserver des milices locales, tandis que le système allemand d'entraînement de la police n'avait pas réussi à former assez de policiers fonctionnels pour maintenir la loi et l'ordre. La stratégie axée sur les zones de développement en Afghanistan et les stratégies centrées sur la population et liées à la protection de la ville de Kandahar n'ont essentiellement pas tenu compte des localités plus éloignées, ce qui a eu pour effet de forcer les populations encore neutres à se cantonner dans l'indécision ou à embrasser le régime de gouvernance parallèle des insurgés. Alors que les forces de sécurité afghanes et la FIAS prenaient des mesures pour accroître leur influence dans ces régions, ou pour les reprendre, des mesures s'imposaient pour régler ce problème particulier.

Dans les cercles de la coalition, on comprenait qu'il était impossible d'exécuter des OSV partout. On comprenait aussi qu'il y avait des questions de coordination liées aux problèmes de longue date entre la FIAS de l'OTAN et les organisations étasuniennes d'opérations spéciales qui appartenaient à une structure de commandement distincte. Les OSV étaient censées être menées dans les régions où les forces afghanes ou la FIAS ne pouvaient pas opérer ou n'étaient pas présentes¹⁵². Les expériences menées dans le district de Zharey n'étaient pas très positives, et l'OSV organisée là par les DOA des forces spéciales étasuniennes n'arrivait pas à susciter un intérêt local digne de ce nom. Toutefois, la situation était différente dans l'Argandab, où des OSV étaient menées de concert avec les forces conventionnelles. De nombreux Alikozais ont pris part à l'initiative de la police locale afghane qui entrainait dans le concept des OSV.



Photo : Auteur

La FOOS 58 s'est chargée du volet canadien des OSV, dont l'objet était d'affirmer la maîtrise du gouvernement dans la Corne du Panjwayi.

À l'automne, on a jugé que les résultats étaient suffisamment prometteurs pour tenter d'exécuter des opérations semblables dans le Panjwayi¹⁵³.

Soulignons que la relation de commandement a changé elle aussi : la Force interarmées multinationale d'opérations spéciales en Afghanistan a été subordonnée au Commandement des forces multinationales – Afghanistan (Composante des Forces d'opérations spéciales), puis les deux commandements étasuniens ont élaboré une relation avec la FIAS quant au contrôle opérationnel¹⁵⁴. Ce régime n'a pas réglé tous les problèmes de commandement et de contrôle, mais il a favorisé l'élaboration de relations à l'amiable entre les quartiers généraux des forces tant conventionnelles que non conventionnelles. Le Bgén Milner, à la tête de la FO Kandahar, était d'avis que les OSV pourraient jouer un rôle positif dans le Panjwayi et faciliter les relations entre les diverses entités conventionnelles et non conventionnelles concernées¹⁵⁵.

Les OSV en Afghanistan correspondaient essentiellement à des procédés du passé qui avaient été employés pendant la guerre froide. Les Forces d'opérations spéciales ont

d'abord établi une Base d'opérations avancée du niveau de la compagnie afin d'appuyer les équipes qui allaient travailler dans la zone désignée. Avec le temps, les équipes – d'habitude des détachements de la taille d'une section – ont fait des sorties et établi des rapports avec les collectivités entourant la Base. Il était entendu que les équipes ne seraient pas les bienvenues dans toutes les localités. Celles qui les accueillait recevaient de l'aide. Au fil du temps, les relations se tissaient entre les équipes et les collectivités, et un jour ces dernières invitaient les équipes à demeurer. À partir là, des mesures progressives étaient prises pour convaincre les autorités locales de se mettre en rapport avec le gouvernement du district et d'accéder à ses programmes, pendant que, parallèlement, des personnes approuvées par la population locale offraient un entraînement intensifié pour lui enseigner des techniques d'autodéfense. L'état idéal était atteint quand il y avait une milice locale capable de protéger les autorités du village contre l'intimidation et que ces dernières conservaient leur statut dans la collectivité en obtenant que des programmes de développement soient exécutés pour faire fond sur les projets d'aide humanitaire. L'objectif ultime consistait à constituer dans le village une milice qui contribue à la mise sur pied d'une force anti-insurrectionnelle offensive au niveau du district ou de la province¹⁵⁶.

Le ROSC suivait une démarche semblable dans le Panjwayi. L'équipe investissait de grands efforts dans le stade « Façonner » de l'opération. Il y avait une différence importante : le ROSC et ses homologues étasuniens travaillaient avec une force partenaire, en l'occurrence les compagnies de la PNAOC affectées au volet « Tenir » dans le plan concernant la Corne du Panjwayi. Travaillant côte à côte avec les DOA étasuniens et harmonisant désormais ses activités avec le GT, le ROSC se concentrait sur un groupe particulier de villages qui chevauchait sa zone d'opérations et celle de la Compagnie A¹⁵⁷.

L'idée globale consistait à renforcer le stade « Tenir » et à faire progresser les localités vers le stade « Construire ». L'équipe du ROSC ne disposait pas de détachement de la COCIM, mais l'un de ses membres avait reçu une formation en la matière. Il s'est abouché avec l'Équipe de la COCIM qui travaillait avec la Compagnie A¹⁵⁸. La FOOS 58 a aussi puisé dans le Fonds de contingence du commandant réservé aux petits projets de niveau inférieur. Au moment opportun, l'équipe a réussi à communiquer avec une ONG qui se spécialisait dans le soutien des agriculteurs. De bien des façons, l'équipe du ROSC et ses associés afghans équivalaient à un conseil armé de développement communautaire.

Une des plus importantes découvertes de l'équipe du ROSC était qu'il y avait vraiment deux groupes de personnes qui gouvernaient les villages : les aînés « absents », qui vivaient à Kandahar, et les « mandataires » (ainsi appelés par l'équipe), c'est-à-dire les « visages des localités »¹⁵⁹. Les mollahs et les mirab n'étaient pas des chefs absents, mais sans la présence des aînés, les choses n'étaient tout simplement pas faites aussi efficacement. L'équipe canadienne a déployé d'importants efforts pour savoir qui était les aînés absents et où ils vivaient,

puis, par l'intermédiaire du CCO-D(P), pour contacter le gouverneur du district, HFA, afin de les ramener dans leur localité pour les chouras qui touchaient cette dernière et son développement¹⁶⁰.

La constitution d'un contingent de la Police locale afghane (PLA) dans la collectivité était plus problématique et prenait du temps. En fin de compte, le chef de police du district a distribué des fusils AK-47 aux membres choisis et approuvés de la milice. La PLA s'est chargée de la sécurité ponctuelle, des patrouilles de surveillance et des postes de contrôle locaux. Grâce à ses connaissances des divers endroits, le détachement est essentiellement devenu une source qui a alimenté les ressources ISTAR des Afghans et de la coalition. Une fois que les détachements sont devenus opérationnels et reliés au chef de police, les renseignements ont afflué au CCO-D(P) et au centre de district. La présence de l'équipe du ROSC et ses efforts de collaboration avec la population locale ont aidé à réunir des données qui ont permis de cibler le réseau des chefs insurgés dans la Corne. D'autres forces ont mis efficacement à profit ces renseignements¹⁶¹.

Cependant, l'élément partenaire de l'équipe du ROSC a changé trois fois pendant le déploiement de celle-ci dans la Corne, ce qui a nui à la continuité. Les unités de la PNAOC ont opéré une rotation, et un peloton de commandos de l'Armée afghane est arrivé. Ce peloton (et les deux qui lui ont succédé par rotation) n'avait pas reçu un entraînement complet, de sorte que les membres de l'équipe du ROSC ont presque fait office d'instructeurs intégrés, ou d'ELMO, pendant un certain temps. Les opérations sont devenues de plus en plus cinétiques à mesure que l'été approchait. Quand la transition entre le GT du 1 R22^eR et le bataillon étasunien montant a eu lieu en juin, l'équipe canadienne a été fort surprise d'apprendre que la Compagnie A allait être remplacée par un peloton étasunien et que ce dernier n'avait pas les mêmes capacités habilitantes en ce qui concernait la COCIM, les OPPSY, le Génie et les ressources ISTAR. Le chef de l'équipe canadienne a souligné, en rétrospective, que l'opération s'est cantonnée dans le stade « Tenir », tout en faisant quelques tentatives de « construction »; toutefois, comme la situation devenait de plus en plus cinétique, l'opération est fermement revenue au stade « Tenir ». La transition n'a jamais vraiment été possible, une fois que les grandes forces de protection ont été réduites et que la police locale a dû faire face à un accroissement des activités ennemies. Finalement, l'équipe du ROSC a été la dernière unité de combat canadienne à quitter le Panjwayi en juillet 2011¹⁶².

La meilleure façon de catégoriser les opérations du ROSC, dans le contexte des OSV dans le district de Panjwayi, consiste à dire qu'elles ont été expérimentales. La taille et la portée des opérations étaient relativement limitées, leurs effets n'étaient pas visibles pendant le déploiement de l'équipe canadienne, et tout l'engagement a été écourté à cause du retrait des forces canadiennes en juillet 2011. On ne peut que conjecturer les effets que les OSV auraient eus si plus de ressources leur avaient été affectées plus tôt au cours du conflit et dans les régions clés à l'ouest de la ville de Kandahar.

Les opérations dans le district de Panjwayi, en février 2011

La cadence des opérations lancées en décembre et janvier s'est accélérée en février. Le degré de violence a augmenté constamment et les types de violence ont changé, mais la coalition a fait de grands progrès mesurables dans l'ensemble du district (voir les figures 8-11 et 8-11a).

L'activité ennemie était extrêmement faible dans le Panjwayi oriental, un seul contact ayant été signalé à la fin du mois, près de Folad. Dans le secteur de Nakhonay, une attaque à l'EEI, qui a blessé un interprète, a eu lieu près de l'Avant-poste de combat Pul, au début de février; ensuite deux escarmouches se sont produites à la fin du mois : dans le premier cas, il s'est agi d'un incident de tirs à la dérobée contre l'Avant-poste de combat susmentionné et dans le second, deux insurgés ont immobilisé une patrouille afghane du 6^e Kandak, de sorte qu'il a fallu recourir à l'appui aérien rapproché et à des engins fumigènes pour l'extraire de là. La Compagnie de parachutistes s'est retrouvée dans des circonstances semblables à Bazaar-e Panjwayi et à des endroits au sud. La conjoncture a été tout autre dans la Corne. Une série d'escarmouches et d'attaques à l'EEI s'est produite pendant la première semaine de février, et à la fin du mois, la situation s'est aggravée par suite d'une grande campagne d'enlèvements et d'intimidation. Les points chauds de la Corne comprenaient le secteur entre Talukan et Zangabad, l'Avant-poste de combat à Zangabad, et les environs de Pay-e Moluk près de Sperwan Ghar où des opérations d'intimidation avaient lieu. La situation était assez calme à Mushan et dans les environs (voir la figure 8-12)¹⁶³. Selon l'analyse canadienne, il y avait trois groupes d'insurgés dans la Corne, soit un à l'ouest de Do Ab et deux autres basés à Lakani et à Grandari dans le centre. Il y avait aussi une petite cellule qui opérait au sud de Nejat et une autre à Kenjakak¹⁶⁴.

Au cours du mois, et conformément à la posture répartie du GT du 1 R22^eR, les compagnies d'infanterie se sont jumelées à leurs compagnies d'infanterie afghanes partenaires et ont organisé de multiples opérations concomitantes de bouclage, de fouille et de ratissage dans leurs zones d'opérations respectives. Par exemple, la Compagnie Cs'est déplacée de Salehan à Chalghowr et vice-versa. La Compagnie B a parcouru dans les deux sens la chaîne d'Adamzai. La Compagnie de parachutistes a lancé une série d'opérations débarquées dans le secteur d'Haji Habibollah-Nejat et à Bazaar-e Panjwayi. Toutes ces opérations ont fait intervenir la police locale. L'opération a été appelée TAYRA TAYGH (la version du GT a porté le nom de HAMAGHE SHAY), et l'intention globale de la FO Kandahar et de la 1-205 Brigade, telle qu'elle a été exprimée par l'intermédiaire du 6^e Kandak et du GT du 1 R22^eR, a été de manœuvrer pour recueillir des renseignements locaux au niveau le plus bas possible, puis d'agir à la lumière de ces derniers. Les résultats ont été absolument stupéfiants¹⁶⁵.

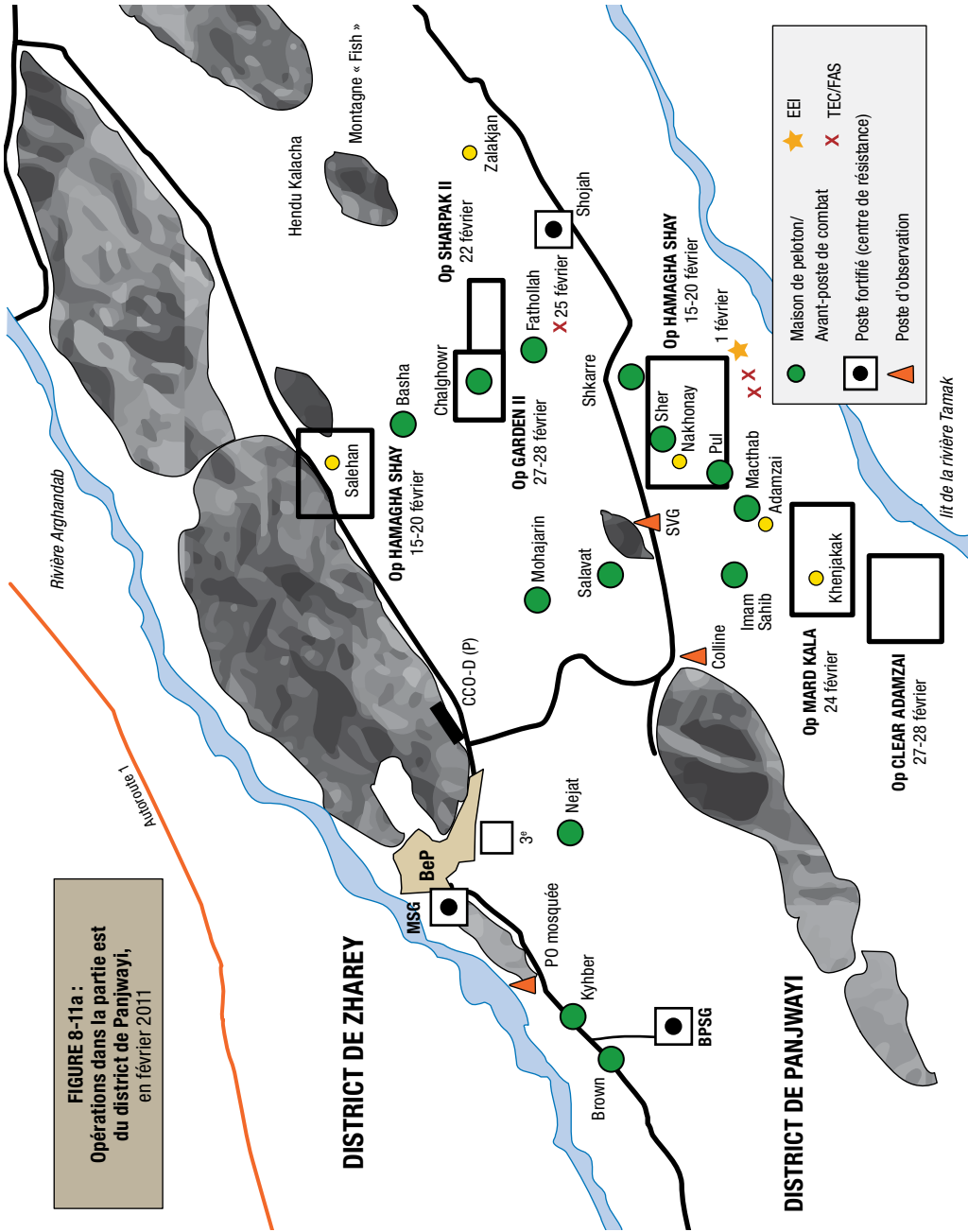


Figure 8-11a : Opérations dans la partie est du district de Panjwayi, en février 2011

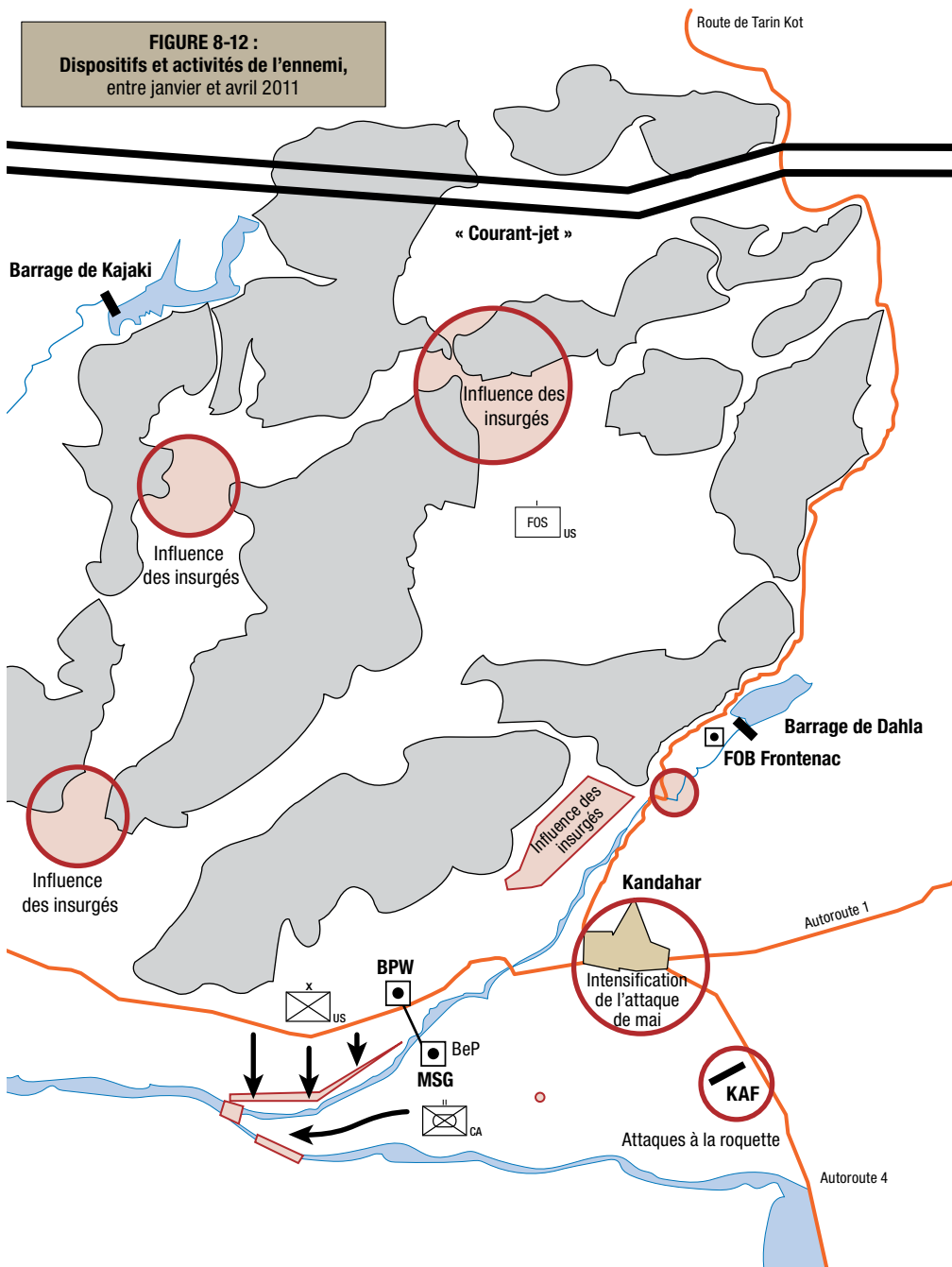


Figure 8-12 : Dispositifs et activités de l'ennemi, entre janvier et avril 2011

L'Op TAYRA TAYGH permettait de découvrir en moyenne huit caches d'armes par jour dans l'ensemble du district de Panjwayi. Il ne s'agissait pas de gros dépôts comme ceux trouvés dans le passé qui contenaient, par exemple, 80 GPF, des roches enfouies dans des bidons de 55 galons scellés, ou des râteliers de fusil d'assaut AK-47. C'était plutôt des caches locales où étaient dissimulées, par exemple, assez de composantes d'EEI pour fabriquer cinq armes, ou quelques obus de mortier, ou plusieurs boîtes de munitions PK pour mitrailleuses. La coalition avait compris le système logistique réparti de l'ennemi et l'avait attaqué au niveau local. Ces petites caches ont été découvertes presque exclusivement grâce aux informations communiquées aux forces de sécurité par la population locale. En outre, ces découvertes se sont poursuivies pendant des semaines¹⁶⁶. Même à Salavat, les habitants en avaient assez de se faire intimider et ils révélaient l'emplacement des caches ennemies à la Compagnie C¹⁶⁷.

Par ailleurs, des changements dans la façon dont les sapeurs de combat intervenaient quand des EEI étaient découverts contribuaient à réduire le nombre d'attaques à l'EEI au niveau des patrouilles. Il n'y avait tout simplement pas assez de sapeurs pour que chaque patrouille en soit dotée; en outre, dans le passé, les sapeurs de combat, qui connaissaient encore mal les méthodes de lutte contre les EEI, avaient subi des pertes. Pendant cette rotation, chaque patrouille débarquée a été munie de détecteurs antimines légers (DAML) : les fantassins pouvaient apprendre à s'en servir et n'avaient pas besoin d'un sapeur qualifié pour le faire. Si un engin était détecté, l'emplacement était marqué d'un jalon, et des spécialistes étaient appelés sur les lieux pour le neutraliser. De même, les équipes de la section canine ont aussi été réparties au lieu d'être gardées au niveau de l'escadron. La distribution des DAML et la présence d'équipes de la section canine ont aidé également les patrouilles à pied à repérer des caches¹⁶⁸.

Les problèmes d'approvisionnement qu'éprouvaient les insurgés les exaspéraient au plus haut point. Le tristement célèbre Jabbar Agha a ordonné à ses commandants subalternes dans la Corne de trouver des solutions. Ils étaient en outre alarmés par le fait qu'HFA était maintenant gouverneur du district. Le fils de ce dernier avait été tué par un des chefs insurgés, et c'était un des facteurs qui encourageaient le gouverneur à lutter contre eux¹⁶⁹.

HFA était omniprésent, « c'était une force dans tout le district. Il continuait à faire valoir une vision claire et il en poursuivait la concrétisation avec un dynamisme farouche, tant par ses messages que par ses actions¹⁷⁰ ». [Traduction] Le district était beaucoup mieux organisé, comme l'a souligné l'Équipe de soutien du district, et les effets de ce succès étaient palpables dans le Panjwayi oriental. Le lien entre le dégagement des canaux, l'irrigation, la production de blé et la sécurité était évident, de sorte que plus de ressources étaient affectées aux voies d'eau. La population locale a réagi et a fait savoir qu'elle préférait les efforts que la FO Kandahar, USAID et l'ACDI déployaient en matière de développement dans ce secteur au soutien offert par d'autres entités, c'est-à-dire, implicitement, le gouvernement provincial,



Photo : Auteur

La question controversée de l'école de Salavat. Pour des raisons qu'eux seuls connaissent, les chefs talibans déployaient des efforts disproportionnés pour entraver les activités concernant l'école.

les ministères d'exécution ou les ONG. Il était maintenant réellement possible qu'une école ouvre ses portes à Chalgowr, ce qui faisait peut-être entrevoir une solution au problème de l'école de Salavat¹⁷¹. Cependant, une rumeur circulait selon laquelle certains des anciens de Salavat avaient des liens avec l'insurrection et qu'ils risquaient de s'opposer au développement. D'autres renseignements portaient à croire qu'un ancien avait une relation directe avec le chef taliban Mollah Omar, mais personne ne semblait savoir comment ou pourquoi il l'avait établie¹⁷².

Dans la Corne, le gouverneur du district collaborait avec l'Équipe de la COCIM, l'Équipe de soutien du district et les autres organisations s'occupant de l'itinéraire Hyena à mesure qu'il se prolongeait vers l'ouest. À cet endroit, les problèmes se rapportaient à la piètre planification du système d'irrigation à mesure que la construction de la route progressait, ce qui agaçait les propriétaires fonciers et les agriculteurs locaux. L'Équipe de la COCIM et le Régiment du Génie de la FO ont communiqué avec les mirab locaux, c'est-à-dire les médiateurs-experts en matière d'irrigation. Le gouverneur du district a facilité ces communications en partie. Il importait au plus haut point de régler cette question, maintenant que la saison des cultures avait commencé, et la FO Kandahar voulait écarter toute possibilité que les insurgés exploitent de nouveaux griefs¹⁷³.



Photo : Auteur

L'accent accru mis sur les patrouilles à pied interarmées dans le district de Panjwayi incitait les insurgés à placer de plus en plus de mines antipersonnel sur les pistes. La distribution de détecteurs antimines légers au niveau des sections permettait aux patrouilles de gérer ces engins au cas par cas.

Néanmoins, à mesure que la route progressait, la collectivité de Talukan devenait le point crucial. La Compagnie Dog et l'Équipe de combat de l'Escadron C se sont heurtées à un certain Gullum Mohammad Khan, un aîné de Talukan qui a attisé très publiquement l'opinion de la population locale pour l'inciter à s'opposer au tracé que suivait l'itinéraire Hyena. Khan prétendait que la route n'était destinée qu'à la FIAS et qu'elle n'offrirait aucun avantage aux habitants de l'endroit, et que la FIAS forçait le gouvernement afghan à la construire. HFA, le Bgén Milner et le Lcol St-Louis ont convoqué une choura des habitants,

mais en vain. « Certains anciens ne sont pas d'accord avec Khan, mais ils refusent ou ont tout simplement trop peur d'exprimer leur désaccord publiquement. Malheureusement, aucun aîné ne peut parler au nom de tout le village de Talukan, et aucune personne d'influence ne s'est manifestée pour guider l'opinion [...] »¹⁷⁴. [Traduction] Le gouverneur du district s'est affirmé et a dit à la FO Kandahar de continuer à construire la route et de contourner le bazar de Talukan. Les équipes canadiennes de la COCIM et des OPPSY et le DOA des forces spéciales étasuniennes se sont efforcés de se rallier l'opinion de la population de Talukan et d'atténuer les effets de la décision de Khan en offrant de remettre la mosquée à neuf et en collaborant avec les marchands du bazar pour faire pression sur Khan au moyen d'une pétition et d'autres mesures. En fait, Khan possédait le terrain où était construit le bazar et il ne voulait pas que la route Hyena le contourne : il voulait être dédommagé pour la destruction du bazar. Le gouverneur du district a approuvé le contournement et proposé de construire un nouveau bazar. Khan a ainsi été écarté, la collectivité a eu un nouveau bazar, et la construction de l'itinéraire Hyena s'est poursuivie¹⁷⁵.

Il ne faut donc pas s'étonner qu'il y ait eu quelques escarmouches en février à Talukan et dans les environs. Khan était-il l'équivalent d'Haji Malim à Talukan? Il n'y avait aucune certitude à cet égard. Un groupe ennemi opérait entre Talukan et Zangabad : la Compagnie A et ses entités afghanes partenaires avaient eu des contacts avec l'ennemi et avaient fait l'objet d'une attaque à l'EEI à l'Avant-poste de combat Palace et à proximité; par conséquent, on ne savait pas au juste s'il existait un rapport quelconque entre ces événements. L'équipe de combat de l'Escadron C s'est rendue là et a dégagé un lieu que l'on soupçonnait être un cantonnement ennemi et elle y a détruit toutes les enceintes, hormis la mosquée¹⁷⁶.

Pendant le reste du mois, les découvertes d'EEI et de caches d'armes se sont succédé, à l'instar des chouras : selon l'état-major du GT, la même formule était sans cesse répétée. L'Avant-poste de combat Palace tendait à attirer l'attention de l'ennemi dans une certaine mesure, mais l'ennemi faisait surtout porter ses efforts sur l'intimidation. La rumeur circulait selon laquelle un chauffeur de camion transportant du gravier avait tué un enfant de l'endroit : l'équipe de l'OPPSY a riposté en déclarant que c'était faux. Deux enlèvements, une tentative d'assassinat contre un ancien et l'emploi non autorisé des haut-parleurs d'une mosquée pour diffuser des propos antigouvernementaux ont montré que l'ennemi n'atteignait pas ou n'arrivait pas à atteindre ses objectifs par la force brutale et qu'il devait recourir à cette forme de ciblage pour rester dans la course. Ces activités nuisaient en fait à la cause des insurgés. Dans au moins trois grands villages de la Corne, des anciens ont fourni à la coalition des renseignements sur les insurgés. Aspect plus important, l'Équipe de soutien du district a fait savoir avec enthousiasme que trois nouveaux bazars menaient leurs activités à Zangabad, Talukan et Mushan.

Cela doublait le nombre de bazars actifs dans le Panjwayi occidental. Les affaires reprenaient, et elles étaient florissantes grâce à l'amélioration de la sécurité et de l'accès par la route¹⁷⁷.

À la fin de février, les perspectives des dirigeants de l'insurrection n'étaient pas réjouissantes. La choura de Quetta surveillait de près ce qui se passait dans le Panjwayi et, bien sûr, dans toute la province de Kandahar. Environ la moitié de la choura s'est dite mécontente des plans d'action à venir. Ce sentiment s'exprimait ainsi : « Les talibans combattent les forces coalisées et le gouvernement afghan depuis trop longtemps et ils ont perdu de nombreux combattants de qualité [...] ils ne réussiront pas à vaincre l'ennemi cette année¹⁷⁸. » [Traduction] Il semble cependant que les talibans aient été encadrés par une autre entité qui a bâillonné les mécontents et présenté un plan pour 2011 qu'elle a appelé BLACK STORM. Ce plan mettait l'accent sur la reconquête du terrain perdu à Kandahar et dans les districts de Dand, d'Arghandab, de Zharey et de Panjwayi¹⁷⁹.

Entretemps, la population de Pay-e Moluk, un village voisin de Sperwan Ghar, ou bien succombait à l'intimidation des insurgés, ou bien envoyait son propre message aux forces de sécurité :

Le mode de vie dans le village différait radicalement de ce que les patrouilles antérieures avaient observé : les villageois toisaient avec dégoût les membres de patrouilles et leur tournaient le dos, et les enfants leur lançaient des cailloux. Cela annonce peut-être des opérations à venir de la part des insurgés dans le secteur. Une autre patrouille a été envoyée à Pay-e Moluk où un projet d'irrigation est en cours. Les villageois ont choisi de travailler sans la protection de forces de sécurité pour montrer qu'ils n'avaient aucun lien avec la FIAS, et ils ont dit à la patrouille de partir¹⁸⁰.

Les forces canadiennes souffraient d'une perte de crédibilité dans le secteur de Sperwan, à cause d'un retard dans l'approbation du financement à Ottawa, et il a fallu presque tout le mois de mars pour tirer cette question au clair¹⁸¹. Tant qu'elle n'avait pas été réglée, on peut dire, dans le meilleur des cas, que la situation avait stagné.

Les opérations dans le district de Panjwayi, en mars 2011

Les Compagnies B et C, le 6^e Kandak et le personnel de l'ELMO travaillant dans le Panjwayi oriental ont effectué des patrouilles quotidiennes de bas niveau qui ont été suivies par des opérations intensifiées menées par des compagnies dans les localités dont ils étaient chargés. Cette activité était appuyée par des interventions accrues de la police encouragées par le chef de police du district et par l'ELMOP. Ces opérations sont devenues tellement fréquentes au cours du reste de 2011 que, si nous les décrivions toutes en détail, nous verserions dans la répétition. Disons tout simplement qu'elles ont toutes eu des effets semblables : les unités coalisées découvraient constamment de petites caches d'armes et des

EEl, la population locale fournissait plus de renseignements à mesure que les jours passaient, et le niveau de l'activité ennemie dans les localités orientales était énormément plus bas qu'à n'importe quel moment en 2010. Par exemple, pendant tout le mois de mars 2011, seulement quatre attaques à l'EEl et trois contacts avec l'ennemi ont été signalés. Des véhicules de COIC ont fait sauter la plupart des EEl, de sorte que l'on ne savait pas au juste si c'était tout simplement d'anciens engins, ou si de nouveaux acteurs étaient à l'œuvre. Un seul engagement a été exécuté avec des UAV ScanEagle et MQ-1 Predator, mais le missile a raté sa cible, et les ennemis se sont dispersés. Toutefois, le Cpl Yannick Sherrer a été tué par un EEl le 27 mars à Nakhonay; c'était la troisième fois que le GT du 1 R22^eR perdait un de ses membres au cours de sa période de déploiement. Un autre EEl a blessé deux autres Canadiens et un interprète à Nakhonay (voir les figures 8-13 et 8-13a)¹⁸².

Pendant cette période, l'Escadron du Génie construction (Esc GC), commandé par le Maj Honig, travaillait à de nombreux projets dans le Panjwayi oriental. Selon le Maj Honig, le caractère statique de certains projets s'expliquait par les effets persistants consécutifs au départ d'Haji Baran. Les chefs des villages, qui croyaient que les membres de la FIAS étaient des agents d'Haji Baran, refusaient de coopérer. HFA étant désormais aux commandes et le gouvernement du district diffusant mieux l'information, la situation avait changé considérablement. Les conseils de développement communautaire dans le Triangle de l'amour étaient inactifs pendant que Baran était au pouvoir, soit à cause de sa présence à titre de chef du district, soit à cause des fractures locales, ou les deux¹⁸³.

Afin de mobiliser la population, l'Esc GC collaborait avec le gouverneur du district sur les systèmes d'irrigation. L'EGC a ordonné aux équipes de cartographie de travailler au niveau local afin de comprendre comment les localités transportaient l'eau d'un point à l'autre. Les renseignements ainsi obtenus ont été transmis à l'Équipe de la COCIM, qui a aussi établi un dialogue avec les conseils de développement communautaire et qui a ensuite montré aux chefs locaux comment se mettre en contact avec les responsables du développement au niveau du district. La structure parallèle, composée de l'Esc GC, de l'Équipe de la COCIM et de l'Équipe de soutien du district, et le CCO-D(P), a facilité ce processus jusqu'à ce qu'ils puissent faire un pas en arrière et que les Afghans communiquent leurs propres demandes de travail contre rémunération ou d'accès à d'autres programmes pouvant servir à nettoyer les canaux. Les travaux de construction et d'asphaltage des routes se faisaient parallèlement aux travaux d'irrigation et recouraient aux mêmes mécanismes, mais avec l'argent du Fonds de contingence du commandant, car les autres entités n'avaient rendu aucune ressource financière accessible à même leurs programmes. Les localités ont bénéficié d'une eau de meilleure qualité, d'un accès plus facile par voie de terre et de meilleures possibilités sur le plan agricole par l'intermédiaire du programme d'USAID au niveau du district; les hommes de l'endroit ont eu des emplois, et l'intensité de la violence s'est estompée¹⁸⁴.

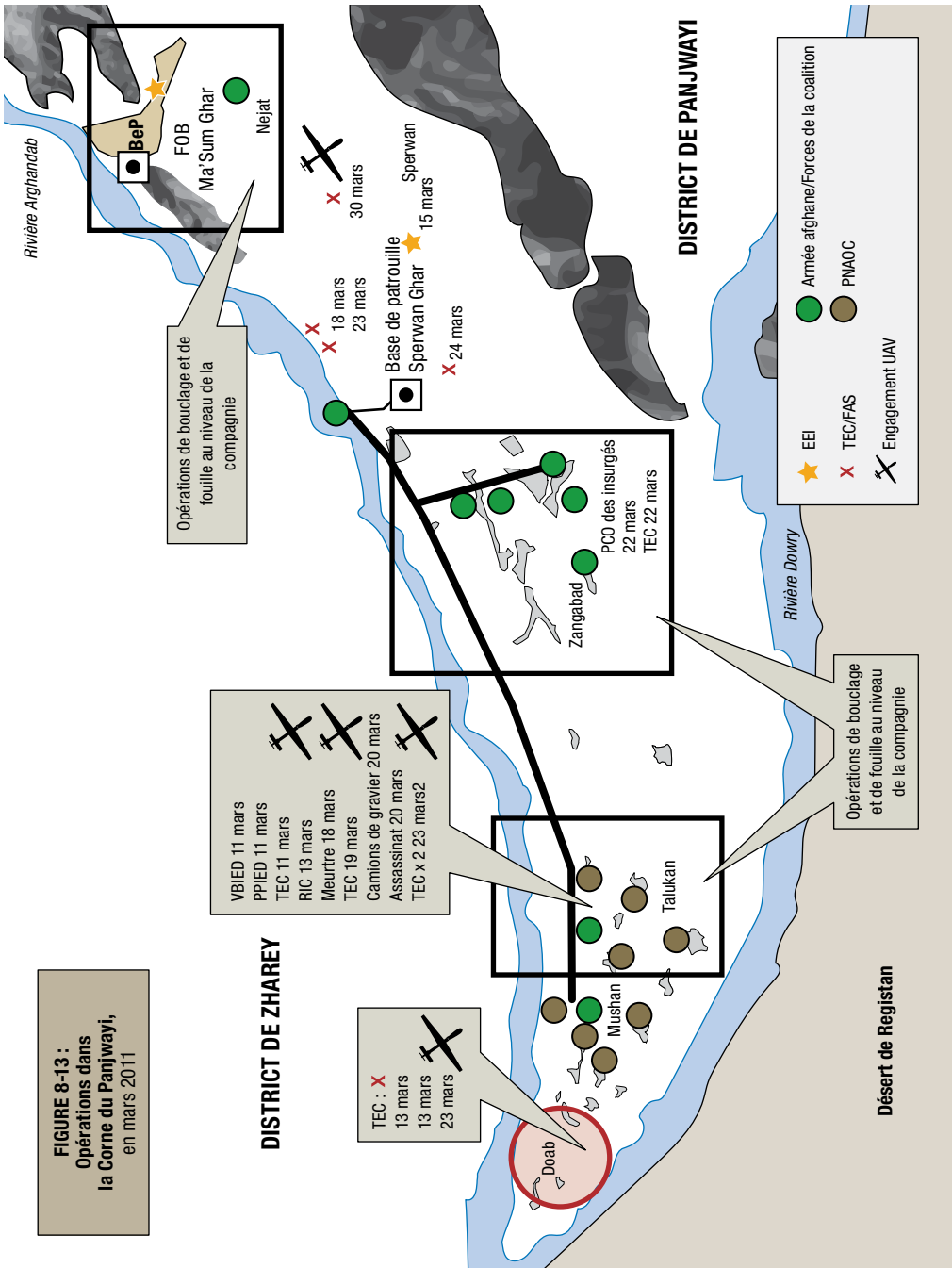


Figure 8-13 : Opérations dans la Corne du Panjwayi, en mars 2011



Photo : Auteurs

Base de patrouille occupée par la Compagnie B du Maj André Girard et située entre Salavat et Chalghowr. La répartition des forces de sécurité canadiennes et afghanes dans ce secteur contesté augmentait grandement la stabilité, et les opérations de développement et d'influence portaient fruit.

Au début, Chalghowr continuait à poser problème au chapitre du développement et, comme à Salavat, les chefs locaux faisaient marche arrière au sujet de l'école en soutenant que le niveau de sécurité n'était pas assez élevé. Le gouverneur de district, grâce à l'initiative de la police locale afghane, a réussi à séduire les chefs en renforçant la sécurité, mais il a fallu du temps pour susciter la confiance après tant d'années de problèmes¹⁸⁵. La Compagnie C, l'Esc GC et l'Équipe de la COCIM ont fait front commun afin de déterminer l'identité du malik. En fin de compte, le malik de Chalghowr vivait à Kandahar. Il n'avait pas mis les pieds dans la localité depuis trois ans. Quand cet homme a entendu dire que la situation avait changé, il est revenu, collaborant avec le conseil de développement et les Canadiens. Avec le temps, les relations sont devenues plus favorables et la situation relative à l'école s'est améliorée. Néanmoins, des insurgés de bas niveau continuaient à intimider la collectivité¹⁸⁶.

La Compagnie de parachutistes dans le secteur de Bazaar-e Panjwayi-Nejat-Haji Habibollah connaissait une expérience semblable à celle vécue par les Compagnies B et C. Une seule attaque à l'EEI a eu lieu dans le bazar même. De multiples patrouilles de la police, soutenues par la Compagnie de parachutistes dans le cadre de l'Op SHOPPING PEGASUS, ont pu supprimer l'activité ennemie. Les insurgés encore présents dans la zone d'opérations de la Compagnie de parachutistes sont passés au mode intimidation, car ils ne pouvaient pas faire autre chose. Selon les renseignements recueillis sur place, deux équipes



Photo : Auteur

Les maisons de peloton du 1 R22^eR disséminées et les positions de surveillance occupées par des sections, parallèlement à la présence des forces de sécurité afghanes, perturbaient l'action des cellules d'insurgés au sud de Bazaar-e Panjwayi. La photo montre le point de vue depuis la colline des OVNI jusqu'à la colline des Trois chars; on aperçoit la FOB Ma'Sum Ghar à gauche.

différentes étaient actives : l'une venait du secteur de Sperwan, et l'autre, du district de Zharey. Leur effet était négligeable, et Bazaar-e Panjwayi continuait de prospérer. Or, les activités d'intimidation commençaient à faire leur effet à la limite de la zone d'opérations de la Compagnie de parachutistes, en direction de Sperwan. Une équipe d'insurgés masqués à motocyclette menaçait de couper les oreilles à quiconque travaillerait pour la FIAS. Les activités d'intimidation ennemies dans ce secteur commençaient à chevaucher des interventions semblables dans la Corne, et il n'était pas étonnant que l'ennemi exploitât la jonction entre les unités canadiennes et afghanes travaillant à partir de Sperwan Ghar et celles de Nejat¹⁸⁷.

Sperwan Ghar a essuyé à trois reprises des tirs d'insurgés présents dans ce secteur, et une attaque aérienne a frappé une équipe ennemie tentant de poser des EEI sur l'itinéraire Summerside. La construction d'une route entre Sperwan, le PO Cliff et le nouveau centre de district avait été envisagée, mais le manque de ressources et de détermination ralentissait le projet. Les forces coalisées s'y intéressaient maintenant davantage,

et, par conséquent, l'ennemi portait plus d'attention à ce qu'elles faisaient dans le secteur, car des véhicules de COIC le ratissaient plus souvent. Un EEI a mis un véhicule du Génie hors de combat; cela montrait que l'itinéraire Summerside n'était peut-être pas encore prêt à accueillir la circulation¹⁸⁸.

Comme nous l'avons vu, la campagne d'intimidation se propageait dans Pay-e Moluk et y avait un effet négatif. Le malik de cette localité avait été enlevé par une équipe d'hommes masqués, amené dans une enceinte quelque part près de Zangabad, et menacé. Le malik « a réussi à convaincre les insurgés que le travail était accompli volontairement, sans que les ouvriers soient payés par la FIAS ou qu'ils coopèrent avec elle¹⁸⁹ ». [Traduction] À son retour, il s'est réuni avec l'équipe canadienne de la COCIM et il a demandé que « tous les projets soient arrêtés, en expliquant que la situation de la sécurité était instable et qu'il craignait pour sa vie. Le malik s'est dit favorable à l'idée d'employer des ouvriers de l'extérieur à P-e-M, à la condition de ne pas le faire immédiatement. Il a dit qu'il appuyait les projets de la FIAS et l'a remerciée de tout ce qui avait été fait; il a affirmé qu'il continuerait de fournir des renseignements sur la situation dans le village¹⁹⁰ ». [Traduction]

Après quelques jours, cependant, le malik changeait d'avis et se disait « prêt à continuer [...] il comprend maintenant que ces projets auront des retombées positives pour les villageois¹⁹¹ ». [Traduction] En moins d'une semaine, le chef de police du district a organisé une opération policière dans le secteur de Sperwan Ghar avec 20 agents qui allaient fouiller diverses enceintes. Il a refusé l'aide de la FIAS, qui a vu là le franchissement d'un pas important vers l'exécution d'opérations indépendantes de la part de la police afghane¹⁹².

Les attaques habituelles avec « tirs à la dérobee » se poursuivaient contre le PO Khyber, mais elles n'avaient aucun effet. L'ennemi a légèrement accru ses activités dans les environs de Mushan : ainsi, il dirigeait des tirs vers une patrouille de la Compagnie Dog, et la police afghane a été visée par des tirs provenant d'un véhicule en marche. Le CIFA canadien qui les accompagnait a pu obtenir un appui aérien rapproché : deux bombes GBU-12 ont été larguées sur la position des insurgés. L'équipe de combat de l'Escadron C a envoyé là une force de réaction rapide, mais elle n'a semblé y trouver aucun reste humain. Les forces coalisées ont alors élargi la portée de leurs activités à Mushan et elles ont mis l'accent sur la remise à neuf des mosquées¹⁹³.

Pendant tout le mois de mars, le véritable point chaud dans la Corne était cependant Talukan. Tandis que les patrouilles de la Compagnie A, de la Compagnie Dog et du kandak de la 1-111 Brigade avançaient, elles ont rencontré quelques points de contrôle établis par les insurgés au sud de Talukan et de Zangabad. Bien que cela fût difficile à définir, il semblait y avoir une forme quelconque d'insertion entre les zones d'opérations de la coalition et le désert du Reg. L'ennemi harcelait et intimidait les entrepreneurs civils construisant l'itinéraire Hyena. Une équipe ennemie provenant du Zharey semblait participer à ces

attaques; par conséquent, l'équipe de combat de l'Escadron C et la Compagnie A ont organisé l'Op DA PACARAY qui a duré du 5 au 8 mars le long de l'itinéraire Hyena pour dégager les champs adjacents et ratisser les enceintes. Elles ont trouvé de petites caches d'armes, comme d'habitude, mais elles n'ont eu aucun contact avec l'ennemi¹⁹⁴.

À ce stade-là, le kandak de la 1-111 Brigade s'est redéployé, et le 2^e Kandak est allé combler les vides. Ensuite, le 11 mars, plusieurs attaques à l'EEI ont eu lieu à Talukan. Une patrouille de la Compagnie Dog a déclenché un EEI à plaque de pression qui a blessé un soldat; en examinant la scène, l'équipe de NEM a trouvé une charge de 40 livres d'explosif artisanal qui n'avait pas explosé. Plus tard ce jour-là, un motocycliste transportant un EEI a attaqué une autre patrouille étasunienne et a blessé un autre soldat. Des insurgés ont aussi recouru à des « tirs à la dérobée » contre la police afghane, mais l'attaque n'a eu aucun effet. Un incident semblable s'est produit à la base de la coalition, à Zangabad. Par ailleurs, pendant qu'un UAV CU-170 Heron était en vol, les observateurs ont repéré une équipe de poseurs d'EEI près de l'Avant-poste de combat à Talukan : la Batterie X a dirigé contre elle des tirs de mortier de 155 mm. Les survivants ont été pistés par un UAV jusque dans le district de Zharey. Une autre équipe de poseurs d'engins a été repérée, puis prise à partie par des mitrailleuses, mais les insurgés se sont dispersés¹⁹⁵.

Des signes montraient que les équipes d'insurgés bénéficiaient d'un appui provenant de plusieurs enceintes dans la localité, près de l'Avant-poste de combat Saidon, entre Talukan et l'itinéraire HYENA. La Compagnie A s'est amené dans le secteur pour le dégager et elle a été prise dans un échange de feux au cours duquel un Canadien a été blessé. Le groupe ennemi s'est disloqué et s'est enfui¹⁹⁶.

Incapables de gagner du terrain à Talukan, les insurgés se sont mis à tuer des chauffeurs civils de camion de gravier non armés qui travaillaient sur l'itinéraire Hyena. Ils posaient aussi des EEI pour s'en prendre aux premiers intervenants qui se porteraient au secours des victimes de leurs attaques¹⁹⁷. Les insurgés ont ensuite dépassé les bornes, le 20 mars, quand Haji Aya Mohammed, mirab de Talukan et partisan des efforts faits pour réparer les canaux d'irrigation près de l'itinéraire HYENA, a été assassiné. Au début, la population de Talukan était divisée : la moitié était en colère contre les insurgés, et l'autre moitié en voulait à la FIAS en l'accusant de n'avoir pas protégé le mirab. Quand l'auteur de l'attentat, qui avait des liens avec un chef insurgé, a revendiqué la responsabilité de l'assassinat, la population a réagi brutalement contre les insurgés et a accordé son appui aux forces coalisées. En fait, Haji Aya Mohammed avait dirigé le mouvement en faveur d'une pétition pour faire construire une école à Talukan en plus d'assumer ses responsabilités de mirab. Soulignons que le chef de police du district a annoncé qu'il y aurait une enquête criminelle sur la mort de Mohammed. On a estimé que cela attestait un énorme changement dans les attitudes face au maintien de la loi et de l'ordre dans le Panjwayi¹⁹⁸.

À Zangabad, l'ennemi avait encore moins d'attrait aux yeux de la population. Les chefs de la localité appuyaient maintenant les forces coalisées; ils « se disaient satisfaits des améliorations apportées à la mosquée locale et se montraient intéressés par un éventuel projet d'exploitation d'énergie solaire dans le secteur ». [Traduction] Les UAV ont continué à repérer et à pister de petites équipes ennemies et à aider les unités de patrouille à découvrir de petites caches d'armes.

À la fin de mars, presque toutes les principales localités de la Corne collaboraient avec les forces coalisées à la réalisation de divers projets de développement chez elles, et les habitants étaient visiblement moins disposés à tolérer l'insécurité attribuable aux insurgés. Par ailleurs, comme cela avait été le cas à l'époque de l'organisation chargée des travaux de construction et du projet d'asphaltage de l'itinéraire Fosters, l'Op PASS RAFTAN a créé le long de l'itinéraire une micro-économie qui a eu toutes sortes de retombées favorables. Les chauffeurs de camion avaient besoin de nourriture et d'eau. Un homme ayant le sens des affaires a constaté qu'il fallait plus d'essence aux habitants maintenant qu'ils avaient une route pour se déplacer, et il a voulu construire un poste d'essence à cet endroit. Les équipes de la COCIM ont pris note de ces changements, et des mesures ont été prises pour que de tels efforts portent fruit, particulièrement à Talukan et Zangabad¹⁹⁹.

Les opérations dans le district de Panjwayi, en avril 2011

Jusque-là, la réaction de l'ennemi aux Op BAAWAR et PASS RAFTAN avait été très faible. La tirade d'Hafiz Majid qui visait à humilier l'Armée canadienne dans ses efforts ne portait pas fruit, peu importe la norme d'évaluation employée, et Majid se faisait rabrouer par la choura de Quetta. Le tristement célèbre Jabbar Afha, fléau de Kandahar, n'arrivait à rien faire démarrer dans le district de Panjwayi. Pour l'insurrection, il était temps d'agir; par conséquent, plus d'insurgés se sont jetés dans la mêlée en avril, c'est-à-dire quatre mois après le début de l'Op PASS RAFTAN. L'incapacité de l'insurrection d'accomplir de véritables progrès dans le Triangle de l'amour et même dans la vile enclave de Nakhonay attestait probablement ce qui se passait dans la Corne. Encore une fois, la situation n'était pas nouvelle. En 2008, le niveau de la violence dans le Panjwayi oriental était considérablement moindre quand les forces coalisées étaient en action dans la Corne. En 2011, l'ennemi n'arrivait pas à contourner ces forces pour se rendre à l'est. Par conséquent, Jabbar Agha et ses subalternes ont été obligés d'affronter la coalition là où ils le pouvaient : à Mushan, Talukan, Zangabad et Sperwan Ghar (voir les figures 18-14 et 8-14a).

Du début à la fin mars, certains indices donnaient à penser que l'ennemi était en train de déployer quatre équipes de 15 hommes, une unité de 18 combattants venus d'ailleurs, trois bombes humaines et de nouveaux chefs dans le district. À partir de la localité de Do Ab à l'ouest, ces éléments ont infiltré les secteurs de Mushan et de Talukan. Ils se sont aussi mis

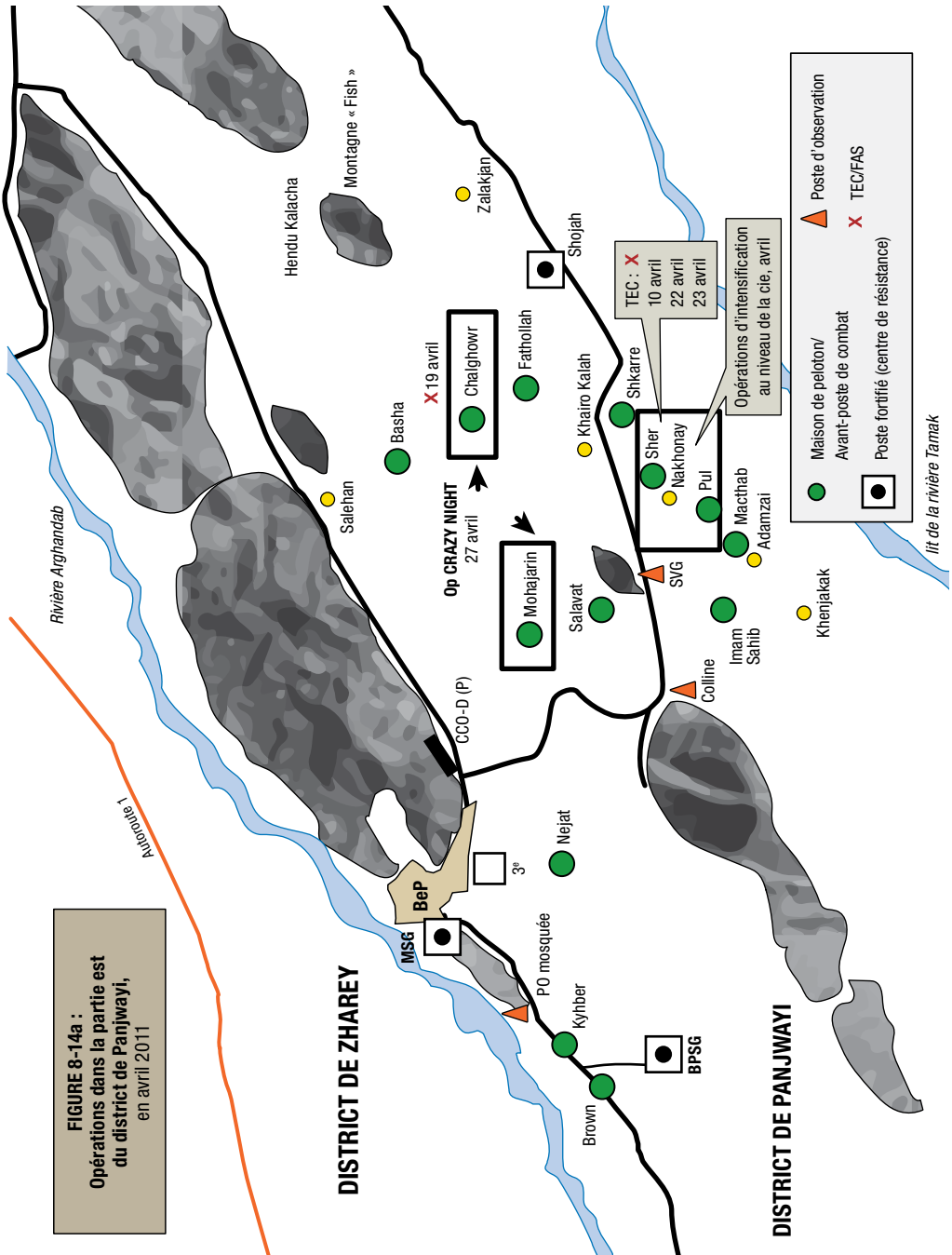


Figure 8-14a : Opérations dans la partie est du district de Panjwayi, en avril 2011

à entrer dans Regay et à s'en servir comme d'un lieu d'étape, sans doute pour renforcer leurs efforts à Haji Habibollah et à des endroits situés à l'est²⁰⁰.

Comme auparavant, les compagnies du GT, leurs partenaires de l'Armée afghane et les mentors de l'ELMO ont mis sur pied plusieurs opérations de compagnie dans leurs zones d'opérations, sans compter les patrouilles quotidiennes exécutées par les pelotons. En avril, le Lcol St-Louis faisait passer la Compagnie B de Nakhonay à Sperwan Ghar. L'unité de cavalerie étasunienne dans le Dand modifiait les limites de sa zone pour y inclure Nakhonay et elle s'y était bien installée vers le milieu du mois. Cela a permis de saturer davantage les collectivités du secteur de Sperwan, étant donné que le kandak de la 1-111 Brigade s'était redéployé. Au cours du même mois, les insurgés ont eu recours à quatre reprises à la méthode des tirs à la dérobée contre l'infrastructure tactique à Nakhonay, mais ils n'ont causé aucune perte importante et ils n'ont pas dissuadé les pelotons étasuniens et afghans d'affirmer leur présence dans le secteur²⁰¹.

La Compagnie C et le 6^e Kandak continuaient de patrouiller dans le Triangle de l'amour entre Mohajerin, Fatollah et Chalghowr. Il y a eu quelques cas d'intimidation à Chalghowr, et la présence de chefs ennemis qui s'y cachaient a été signalée : dans un cas, un peloton canadien a pris part à une fusillade et capturé un insurgé. Les équipes de la COCIM continuaient leurs activités, et les travaux de construction se poursuivaient aussi. Dans l'ensemble, le Triangle restait calme, mais Salavat faisait exception.

L'ouverture de l'école de Salavat devenait un enjeu lié aux opérations d'information qui dépassait la question de l'éducation : elle fut un motif clé de l'intervention du Bgén Milner. En mars, des actes d'intimidation posés par des insurgés ont entraîné une interdiction d'utiliser les téléphones cellulaires dans la collectivité, ce qui a fait savoir à la Compagnie C que quelque chose se préparait. Le chef de police Azim Khan lançait une opération indépendante dans Salavat et arrêtait des individus. Certains observateurs canadiens avaient des doutes sur ses véritables motifs, car ils pensaient que Khan faisait des arrestations pour en tirer de l'argent. Cela dit, la police afghane de Salavat avait des liens avec les talibans, et il se peut qu'Azim Khan ait voulu en assainir l'effectif²⁰².

Le maintien de la présence de la coalition et la continuation de projets positifs à Salavat étaient importants, en ce sens qu'il fallait préserver le Triangle de l'amour pour démontrer à Nakhonay et à sa population que le progrès était possible. L'autre facteur qui sous-tendait la question des écoles était que le Bgén Milner et HFA avaient la conviction qu'il fallait opérer un virage et délaissier les madrasas non surveillées assujetties à l'influence de mollahs douteux et optant plutôt pour un système éducationnel non radicalisé. Or, comme nous le verrons, des questions de plus grande envergure étaient en jeu²⁰³.

Dans un premier temps, les tentatives d'ouvrir l'école de Salavat en avril n'aboutissaient pas. Le jour de l'ouverture, aucun enfant n'est arrivé « même si une majorité de la population

s'était dite intéressée par le projet [...] il y avait eu des difficultés à obtenir pour la collectivité une garantie de sécurité, et les aînés, divisés, n'avaient pu s'entendre sur le choix d'un enseignant²⁰⁴. [Traduction] Les habitants de Salavat désirant travailler à l'école recevaient des appels téléphoniques menaçants en provenance du Pakistan. Des enfants qui tentaient de se rendre à l'école ont été assaillis par un groupe d'insurgés qui ont confisqué leurs sacs à dos, les ont menacés de mutilation et leur ont dit de rentrer chez eux. Les observateurs canadiens ont appris que le mollah Omar – nul autre que lui – avait adressé un décret à la population de Salavat. Dans cette « lettre nocturne » suprême, il exigeait qu'aucun habitant de Salavat ne travaille pour la FIAS ou le gouvernement et qu'aucun enfant ne fréquente une école non islamique. Une analyse plus approfondie a révélé que deux des anciens de Salavat avaient des liens personnels avec le mollah Omar et qu'ils avaient eu quelque chose à voir avec la diffusion de ce décret²⁰⁵.

Les autorités afghanes du district se sont précipitées à Salavat. HFA, le chef Azim Khan et le brigadier-général Habibi ont dit aux parents de Salavat qu'ils enverraient des troupes, de même que la police, et que celles-ci amèneraient les enfants de force à l'école s'il le fallait. La Compagnie C a envahi les rues en même temps qu'une compagnie du 6^e Kandak. Moins de 24 heures plus tard, 32 enfants se présentaient à l'école de Salavat. À la fin d'avril, l'établissement en accueillait 350 sans problème²⁰⁶.

En fait, le mollah Omar a été très surpris le jour de l'ouverture de l'école et, comprenant que les opérations d'information aboutiraient à un fiasco pour les talibans, il a supprimé de son décret toute mention de la fréquentation de l'école par les enfants²⁰⁷. Le fait que les talibans ne pouvaient rien faire de plus dans le Panjwayi oriental que de malmenager quelques écoliers ne correspondait pas exactement à l'image que la choura de Quetta voulait projeter; ce fut un autre coup dur porté à leur plan qui visait à humilier l'Armée canadienne.

L'infiltration de l'ennemi à Regay et à Skecha restait limitée, tout comme sa capacité de produire quelque effet digne de mention dans le secteur d'Haji Habbibolla-Nejat. Le redéploiement de la Compagnie B et l'intensification des mesures prises autour des localités du secteur de Sperwan ont sans doute nui aux insurgés jusqu'à un certain point. Une équipe ennemie a cependant réussi à placer un EEI radiocommandé sur la route près de Ma'Sum Ghar, et à attaquer un convoi de la Compagnie de parachutistes, mais l'arme n'était pas assez bien alignée pour être efficace, ce qui a montré que les poseurs d'EEI étaient inexpérimentés. Vers la fin du mois, l'Avant-poste de combat à Nejat a de nouveau essuyé des tirs qui, cette fois encore, n'ont pas eu beaucoup d'effets. La Compagnie de parachutistes et ses partenaires afghans ont mis sur pied plusieurs opérations intensifiées à Bazaar-e Panjwayi pour appuyer les opérations de bouclage et de fouille de la police. Il a été établi que l'Op SHOPPING PEGASUS avait supprimé la majorité des activités des insurgés dans ce centre économique et politique vital. Essentiellement, le secteur de Nejat est

devenu une zone d'opérations avancée de l'ennemi, mais celui-ci s'est limité à détruire l'école abandonnée de Dastagiri et à mener des activités d'intimidation dans les petites localités au sud de Nejat. Des patrouilles dynamiques et constantes menées par le Capt Jean-François Legault et le 2^e Peloton, conjuguées aux activités des équipes de la COCIM, ont tenu l'ennemi à distance jusqu'à ce que l'école soit reconstruite. Nejat et son installation connexe à la colline OVNI, renforcées par les occupants de la colline des Trois chars, ont suffi pour restreindre les activités des insurgés et éloigner ces derniers de Bazaar-e Panjwayi, mais sans une présence permanente de la police, la coalition a dû continuer d'exécuter une opération de perturbation dans ce secteur²⁰⁸.

La grande majorité des activités en avril ont eu lieu dans la Corne du Panjwayi. À ce moment-là, l'Équipe de combat de l'Escadron C a travaillé depuis la base de Mushan et l'Avant-poste de combat Bennedson, où un DOA des Forces spéciales et la Police afghane pour l'ordre civil étaient installés. La PNAOC s'est occupée du village même, avec l'appui d'une équipe canadienne de la COCIM dirigée par le Capt Ali Raju. Le DOA avait un champ d'action qui allait de Mushan à Do Ab; il perturbait les mouvements ennemis, effectuait des raids dans les caches d'explosifs artisanaux et ciblait les dirigeants ennemis. Le Maj Landry et ses véhicules blindés soutenaient ces opérations, quand il le fallait et surtout quand les FOS étasuniennes avaient besoin d'une extraction après des attaques à l'EEI, ou quand le poste de contrôle de la PNAOC à l'ouest de Mushan était pris à partie par des tireurs. De nombreux obus de 120 mm ont été lancés pendant ces opérations menées contre une force ennemie, qui comprenait, selon les évaluations, des talibans locaux et des insurgés pakistanais²⁰⁹.

Les travaux de construction de la route sur l'itinéraire Hyena n'étaient pas encore parvenus tout à fait à Mushan. Les camions de gravier, escortés par les véhicules blindés MAXXpro munis de rouleaux antimines, allaient et venaient constamment le long de l'itinéraire, tandis que l'équipement lourd canadien et étasunien était utilisé à l'avant. Les équipes afghanes d'asphaltage venaient ensuite, protégées par les entreprises de sécurité privées. La police et l'Armée afghanes patrouillaient le long de l'autoroute tout entière, et les équipes de la COCIM travaillant avec les équipes de construction du Génie s'occupaient des problèmes locaux concernant le débit d'eau, à mesure qu'ils se présentaient. Le message diffusé vers l'ouest dans le cadre des opérations d'information se répandait inexorablement : « Le changement est en route. Vous ne pouvez l'arrêter. Faites-en partie ». [Traduction] L'ennemi a réagi en manipulant un journaliste américain bien connu qui a écrit un article sur un habitant de l'endroit qui s'était étendu devant un bulldozer afin d'arrêter la construction de la route et de donner ainsi un visage à la résistance locale au projet. La FO Kandahar a fait enquête à ce sujet et elle a établi que cette histoire était fautive²¹⁰.

La Compagnie Dog, qui a finalement relevé du GT à peu près à ce moment-là, a agrandi sa base d'opérations à Talukan où existait alors un bazar grouillant d'activité et plus prospère que celui de Mushan. Les voisins de la Compagnie Dog comprenaient un DOA et une unité de la police afghane qui essayaient de mettre en œuvre le programme d'initiatives locales de la police dans les collectivités environnantes. La Compagnie Dog se rendait dans le sud et effectuait des patrouilles en direction du désert du Reg²¹¹.

La Compagnie A, ses partenaires afghans du 2^e Kandak, les forces d'opérations spéciales et une pléthore de sapeurs du 22^e Régiment de construction navale et des trois pays occupaient maintenant l'Avant-poste de combat, autrefois nommé « Zangabad ». À partir de là, des équipes de la COCIM et des patrouilles ont sillonné les localités environnantes de Dimari, Gandari et Lakani. Il y avait des forces coalisées dans tous ces endroits : un peloton à l'Avant-poste de combat Palace, une compagnie afghane à l'Avant-poste Saidon, et un peloton à l'Avant-poste Belamby. L'itinéraire Québec, qui était maintenant asphalté, reliait le secteur à l'itinéraire Hyena. L'activité des poseurs d'EEI sur les itinéraires avait cessé complètement. Parmi les projets prioritaires dans le secteur figuraient la remise en état des mosquées, la construction d'infirmières et, maintenant, l'aménagement de terrains de jeu et de soccer. L'immeuble qui abritait l'école à l'origine et que les talibans avaient transformé en tribunal a été restauré complètement et est redevenu une école. Il y avait là un message délibéré diffusé dans le cadre d'opérations d'information. L'occupation du secteur de Zangabad nuisait particulièrement à l'ennemi, vu son importance géographique en tant que lieu d'étape pour le reste de ses opérations dans le district et à l'est²¹².

La Compagnie B, l'Escadron de reco et la Batterie X opéraient à partir de Sperwan Ghar. La Compagnie B et ses partenaires afghans du 2^e Kandak ont fait une percée dans Pay-e Moluk, Sperwan et Na'al Bazaar. L'Escadron de reco assurait la sécurité le long de l'itinéraire Hyena, et les patrouilles étaient exécutées par les forces de sécurité afghanes. Comme il y avait de moins en moins de véhicules Coyote, une nouvelle organisation s'imposait : chaque poste d'observation a dès lors compris un véhicule Coyote avec mât, un VBL III SAT et un VBL III LORIT. Chaque fois qu'un poste d'observation était établi aux fins de la reco dans un secteur donné, l'activité ennemie diminuait. Ensemble, les aérostats de Sperwan Ghar et de Zangabad, les véhicules Coyote, les VBL SAT et les UAV en vol ont créé une toile d'observation qui a permis de faire intervenir l'artillerie et des forces aériennes rapides au besoin. Les véhicules de COIC du Génie sont sortis plusieurs fois par jour pour dégager l'itinéraire²¹³.

Quand les commandants des insurgés du Panjwayi se sont plaints aux chefs talibans de ne pas avoir suffisamment de ressources pour résister à la coalition dans la Corne, on leur a vertement répondu de retourner sur le terrain et de poursuivre le combat²¹⁴. Ils ont donc passé le mois d'avril à reconstruire leurs forces dans la Corne. Leurs appels à

l'aide adressés à leurs confrères du district de Zharey n'ont pas été très fructueux, car les groupes d'insurgés de ce dernier combattaient contre la Brigade Stryker et avaient besoin de presque toutes leurs ressources.

En gros, les insurgés dans la Corne consistaient en un groupe ou des groupes chargés de harceler chaque localité : Mushan, Talukan, Zangabad et le secteur de Sperwan Ghar. Par contre, les opérations d'intimidation avaient considérablement diminué. Le meurtre d'Haji Aya Mohammed, mirab de Talukan, a incité une délégation d'anciens locaux à se rendre au Pakistan pour confronter les chefs talibans de l'endroit; ces derniers se sont engagés à punir les coupables. Or, la justice prit la forme d'un missile Hellfire, une fois que les meurtriers eurent été identifiés par les forces coalisées²¹⁵.

C'est pendant cette période que la perte de nombreuses petites caches d'armes et la destruction de fabriques d'explosifs artisanaux au printemps ont eu un effet saisissant sur l'insurrection dans la Corne. Les insurgés n'arrivaient pas à équiper tous les effectifs dont ils disposaient, surtout les combattants qui arrivaient de l'extérieur. Ils ne pouvaient pas organiser autant d'attentats à l'EEI qu'au cours de l'année précédente. En effet, ils ont exécuté deux petites séries d'attaques à l'EEI, soit une à l'ouest de Mushan pour décourager les FOS de poursuivre leurs opérations, et une autre sur l'itinéraire Hyena, près de Talukan. Leur meilleure équipe de poseurs d'EEI, qui appartenait au groupe Zarqawi, a été supprimée à un moment donné, ce qui a réduit leurs capacités encore plus²¹⁶.

La seule activité que les insurgés pouvaient vraiment entreprendre à ce moment-là consistait à lancer des attaques de tirs directs contre les patrouilles et l'infrastructure de la coalition. Tentant de faire savoir qu'ils n'étaient pas limités au secteur de Do Ab, les insurgés ont harcelé de façon concertée le PO Khyber pendant la première moitié d'avril. Au cours de six engagements, entre le 1^{er} et le 10 avril, seulement deux civils afghans ont été blessés. Le peloton canadien et le peloton afghan ont continué à mener des patrouilles dynamiques dans le secteur et ils y ont maintenu la liberté de mouvement. Le PO Khyber et l'itinéraire Hyena sont restés ouverts et en activité dans ce secteur²¹⁷.

La Compagnie B et le 2^e Kandak ont eux aussi continué à exécuter de nombreuses patrouilles, et ils ont mené deux opérations de compagnie à Pay-e Moluk et à Na'al Bazaar, les 14 et 20 avril. Le seul contact a eu lieu le 20 avril quand deux insurgés, sans doute des guetteurs, ont fait feu en vain sur une patrouille canadienne²¹⁸.

Dans le secteur de Zangabad, les patrouilles de la Compagnie A, au sud de l'Avant-poste de combat Suleiman, se sont heurtées à quatre reprises à ce qui a été décrit comme étant un système ennemi de préalerte. La population locale du secteur a dit à l'entrepreneur qui apportait des réparations à la mosquée de ne pas revenir parce que le milieu était de plus en plus hostile. La Compagnie A et une compagnie afghane du 2^e Kandak sont montées à bord d'hélicoptères Chinook et ont lancé l'Op FAR REACH dans le secteur, le 28 avril.

Les forces ennemies ne se sont pas vraiment manifestées, mais une analyse plus poussée laissait entendre qu'il y avait là une fabrique d'explosifs artisanaux et que les quatre contacts mentionnés plus haut avaient été le fait de petits détachements qui protégeaient la fabrique. D'autres ressources ISTAR ont été déployées pour éclaircir la question plus à fond²¹⁹.

À l'Avant-poste de combat Palace, les pelotons canadiens et afghans ont été confrontés à une suite de cinq attaques qui visaient les camionneurs transportant du gravier sur l'itinéraire Hyena. Avec le concours des troupes de reco, les pelotons ont pu assurer une présence suffisante pour que l'itinéraire reste ouvert. Un soldat afghan a déclenché un EEI, mais ce fut là l'étendue de l'activité ennemie²²⁰. On ne savait pas au juste qui tirait sur les camionneurs, et d'aucuns croyaient qu'il s'agissait d'actes de violence émanant de concurrents commerciaux. Les camions étaient ceux d'une entreprise de construction de Dastagiri, et la carrière de gravier appartenait aux Sherzais. Une certaine résistance était possible de la part des Noorzais, ou même des Popalzais, contre les intérêts alikozais et barakzais, et cette rivalité se superposait peut-être à l'insurrection dans la Corne²²¹.

Le véritable point chaud dans le secteur de Zangabad se situait à l'Avant-poste de combat Saidon, entre Talukan et Zangabad. Six entrepreneurs construisant un pipeline ont subi une attaque à l'EEI le 4 avril sur l'itinéraire adjacent Québec : à son honneur, et attestant par là qu'il faisait confiance au dispositif de sécurité, l'entrepreneur principal a déclaré à la Compagnie A qu'il était résolu à terminer le projet. Pendant le reste du mois, des tirs d'armes légères ont été dirigés sporadiquement sur l'Avant-poste et ses patrouilles tous les deux jours. À chacune des quinze occasions, les patrouilles afghanes et canadiennes ont riposté, l'ennemi a fui, et la liberté de mouvement a été réaffirmée. Des UAV en vol ont habituellement été incapables d'identifier les tireurs catégoriquement et à temps et ils n'ont pu diriger d'autres tirs vers eux. Un engagement a eu lieu le 21 avril avec un ennemi dont on a pensé qu'il s'agissait peut-être d'un tireur d'élite : l'homme a fait feu sur une patrouille canadienne. La Batterie X a tiré un obus fumigène de 81 mm pour dissimuler la patrouille, dont un membre a été touché pendant la traversée du terrain. Un UAV MQ-9 qui patrouillait dans le secteur a lancé un missile Hellfire qui a tué l'insurgé. Les attaques étaient fort probablement exécutées par de petites équipes, voire des combattants solitaires²²².

La Compagnie Dog à Talukan s'est heurtée à une cellule de poseurs d'EEI opérant le long de l'itinéraire Hyena; en une occasion, cette cellule a collaboré avec une équipe qui tendait des embuscades aux camionneurs transportant du gravier. La situation s'est corsée le 12 avril quand une bombe humaine a explosé dans le bazar de Talukan; deux enfants afghans ainsi que deux Canadiens et cinq Américains qui menaient des activités de COCIM et des OPpsy ont alors été blessés. Cet attentat n'a pas valu aux insurgés l'affection de la population locale, surtout qu'à ce moment-là, le bazar était florissant. Des patrouilles

de l'Armée afghane à Talukan ont été la cible de tireurs à la dérobée à quelques reprises, mais ces derniers n'ont produit aucun effet. Les patrouilles se sont poursuivies. Malheureusement, les UAV en patrouille n'ont pas réussi à identifier catégoriquement les tireurs et n'ont donc pas pu les attaquer. Encore une fois, il a été conclu qu'il s'agissait de petites équipes ou de tireurs solitaires. Le 22 avril, la Compagnie Dog et le 2^e Kandak ont lancé l'Op WRATH OF DOG dans le secteur de Talukan pour susciter la confiance chez la population locale²²³.

La situation à Mushan, en avril, était quelque peu différente de celle observée dans les autres secteurs. L'ennemi percevait ce secteur comme une ligne de front et il essayait de présenter la fin de l'itinéraire Hyena à Mushan comme une victoire pour lui en prétendant qu'il avait carrément arrêté la progression de la coalition. Bien sûr, la réalité était tout autre et elle se rapportait techniquement aux problèmes de dégagement du terrain et au retard des travaux d'asphaltage. Toutefois, quand les Forces spéciales et la police ont tenté de faire démarrer une initiative locale de la police, les insurgés s'en sont pris aux familles des six hommes qui s'étaient portés volontaires. Les secteurs opérationnels de l'ennemi comprenaient le prétendu « bazar taliban » et Do Ab. Ces endroits étaient truffés d'EEI, car l'ennemi visait à limiter la liberté de mouvement des FOS qui pourchassaient ses chefs l'insurrection. La PNAOC avait un Avant-poste entre Mushan et Do Ab/le bazar taliban, et l'ennemi dirigeait vers lui des tirs d'armes légères de temps en temps. L'Équipe de combat de l'Escadron C déployait parfois une troupe de chars Leopard pour appuyer l'Avant-poste avec des tirs d'obus de 120 mm. Le très petit nombre d'attaques à l'EEI qui ont effectivement été exécutées l'ont été avec des engins « mal construits et de faible puissance ». [Traduction] Les UAV en vol dans le secteur ont aperçu des ennemis à plusieurs reprises, mais ils n'ont en général pas réussi à les identifier catégoriquement et à temps pour lancer leurs armes sur eux. Quand ils ont pu le faire, ils ont tué plusieurs équipes de poseurs d'EEI²²⁴.

À la fin d'avril, l'ennemi semblait très actif dans la Corne, mais cela a été passager. Les forces coalisées avaient suffisamment de troupes sur le terrain pour éviter d'être coincées dans leur infrastructure tactique, comme le GT du 2 PPCLI l'avait été en 2008, ou celui du 1 RCR, en 2010. L'ennemi avait perdu la majeure partie de son équipement et de ses capacités plus tôt par suite de l'engagement suscité par la coalition auprès des collectivités, au niveau le plus bas. Les activités de la COCIM et les travaux de construction se poursuivaient, et il y avait des emplois pour la main-d'œuvre locale. Les activités de commerce fleurissaient en suivant le tracé de la route en construction, et le gouvernement du district de Panjwayi faisait des efforts timides pour communiquer avec une population extrêmement méfiante. Et justement, le mollah le plus ancien et respecté de Talukan s'est prononcé en faveur des efforts de la coalition dans le secteur : il exerçait une influence à Mushan aussi bien qu'à Talukan²²⁵.

CHAPITRE HUIT



Photo : Auteur



Photo : Auteur

Au cours des derniers jours des opérations canadiennes dans la Corne du Panjwayi, l'Escadron de chars a dû extraire une équipe des Forces spéciales étasuniennes qui s'était heurtée à de multiples EEI au cours d'un raid près de Do Ab à l'ouest de Mushan. Un char Leopard « roule la route » pendant que l'équipage d'un VBLT observe le combat.

Les événements défavorables d'avril et de mai 2011

En avril, trois événements ont éclipsé les succès de la coalition dans le Panjwayi. Tout d'abord, les médias accordaient beaucoup d'attention à un personnage religieux étasunien qui menaçait de brûler des exemplaires du Coran en Floride. Il en est résulté dans toute la province une suite d'émeutes qui visaient à dénoncer ce comportement. Dans le Panjwayi, les émeutes ont éclaté à Bazaar-e Panjwayi : la police d'Azim Khan les a endiguées sans l'aide de la coalition. La question de savoir s'il s'agissait d'un cas spécial, ou si cette intervention mettait en lumière une nouvelle indépendance acquise par la police du Panjwayi a fait l'objet de discussions. Quoi qu'il en soit, il n'y a eu aucune répercussion évidente dans les zones d'opérations, et les opérations n'en ont pas vraiment souffert²²⁶.

Certains ont donné au deuxième événement le nom de « Sarposa II : la grande évasion ». Le 25 avril, plus de 400 insurgés incarcérés dans l'aile de la prison réservée aux criminels qui menaçaient la sécurité nationale se sont échappés par un tunnel qui débouchait dans un immeuble voisin. Ils avaient l'aide de parents qui avaient été alertés pour qu'ils se rendent à la prison afin de prendre les insurgés avec eux. Il était évident que le personnel de la prison avait facilité l'évasion. Une soixantaine d'évadés ont été appréhendés, mais plus de 300 sont restés en liberté. Les chefs talibans s'inquiétaient du nombre réduit d'insurgés expérimentés, tout comme ils l'avaient fait en 2008, de sorte qu'une évasion de prisonniers a semblé être la solution à leur problème. Outre que l'évasion entachait la réputation des autres ministères du gouvernement au Camp Nathan Smith, on craignait que certains évadés se rendent à Nakhonay, comme les évadés de 2008 l'avaient fait, et que ce secteur soit du coup renflamé. Pour une raison que l'on ne connaît pas, l'histoire ne s'est pas répétée en l'occurrence²²⁷.

Le troisième événement a été l'assassinat, le 15 avril, du chef de la police provinciale, le Lgén Khan Mohammad Mujahid, par un insurgé portant un gilet muni d'explosifs et habillé comme un capitaine de la police. Cet attentat privait Kandahar d'un chef fort et compétent à un mauvais moment et déstabilisait le pouvoir tribal dans la province. Khan Mohammad était le dernier personnage d'influence alikozai dans le district d'Arghandab qui était associé au mollah Naqib; son décès a désarçonné complètement les Alikozais, ce qui a eu d'importantes conséquences durables pour la paix dans la province de Kandahar. Bien sûr, l'insurrection n'était pas la seule entité qui allait bénéficier de la disparition de Khan Mohammad²²⁸.

Il incombait à l'état-major canadien du Commandement régional (Sud), en particulier au Bgén Corbould, d'atténuer les effets de l'évasion de Sarposa sur les relations canado-américaines :

Bien des gens n'ont pas été à la hauteur. Une semaine après le transfert [à l'ERP] entre le responsable [civil] canadien et le responsable civil étasunien, l'évasion de Sarposa avait lieu, et les gens ont commencé à s'accuser mutuellement. C'était absolument désolant! Les civils étasuniens disaient :

« Le transfert n'a pas eu lieu » et les Canadiens affirmaient le contraire. Le Col Richard Giguère et moi avons dû réparer les pots cassés. Les militaires sont intervenus pour mettre les choses au point encore une fois en fin de compte, à cause de l'incapacité complète et totale des civils étasuniens de diriger convenablement cette ERP. Six mois plus tard, nous avons mis un commandant militaire des É.-U. dans le poste, de nouveau [...] Je crois que, dans l'avenir, il faudra absolument éviter de placer un civil à la tête d'une entité telle que l'ERP²²⁹. [Traduction]

Finalement, le 7 mai, les talibans ont lancé une grande opération à Kandahar. De petits groupes de combattants et des bombes humaines ont attaqué quatre endroits principaux, y compris le Palais du gouverneur. Aux quatre endroits, l'ennemi a été anéanti de façon décisive, et les pertes des forces coalisées ont été presque nulles. En fait, ce furent les forces de sécurité afghanes, en particulier la compagnie d'intervention provinciale encadrée par des Canadiens, qui ont contré ces attaques. Les forces ennemies ont complètement échoué, car elles n'ont réussi à pénétrer dans aucun de leurs objectifs²³⁰.

Ces événements, qui se sont produits en avril et mai, ont fait l'objet d'une couverture médiatique exhaustive. Vus collectivement et hors contexte, ils donnaient à penser que la situation était totalement hors de contrôle dans le sud de l'Afghanistan et dans la province de Kandahar. L'ennemi les avait conçus pour créer un effet spectaculaire. Or, la réduction non spectaculaire de l'influence ennemie dans le district de Panjwayi, après plusieurs années de combat, n'a aucunement retenu l'attention de la presse internationale.

Par ailleurs, le 2 mai 2011, les forces coalisées dans tout l'Afghanistan apprenaient qu'une force d'opérations spéciales étasunienne avait attaqué une enceinte fortifiée à Abbottabad (Pakistan) et tué Oussama ben Laden, le chef d'Al-Qaïda. Cela a eu un effet immédiat sur tous les paliers de l'insurrection. L'objectif ultime fixé en 2001-2002 pour l'Op ENDURING FREEDOM en Afghanistan avait enfin été atteint, bien qu'en mai 2011, les liens entre l'insurrection en cours et les grands buts djihadistes d'Al-Qaïda eussent été considérablement édulcorés. Cela dit, toutefois, les talibans étaient ébranlés, surtout les membres de la choura de Quetta qui, ayant supposé qu'ils seraient les prochaines cibles des États-Unis, avaient disparus dans la nature. Pour ce qui est des conséquences dans la zone d'opérations du Canada, il a fallu près de deux semaines à l'insurrection pour reprendre ses opérations dans le district de Panjwayi. La guerre que menait le Canada était loin d'être terminée.

Le dernier match dans le district de Panjwayi, en mai et juin 2011

Au cours des dernières semaines des opérations canadiennes dans le district de Panjwayi, l'état-major du quartier général du 3-21 Infanterie, commandé par le Lcol Stephen Miller, s'est déployé en prévision de la relève sur position prévue pour le début de juin. La Compagnie Apache du 3-21 Infanterie est arrivée également pour relever

la Compagnie Dog. Pendant ce temps, le Lcol Mike St-Louis et le GT n'ont pas ménagé les efforts pour aider les « Gimlets » à s'acclimater au district de Panjwayi.

Dans l'ensemble, la Compagnie C et le 6^e Kandak sont parvenus à l'état stable dans le Panjwayi oriental en mai, avec quelques petits épisodes dans leur zone d'opérations et un ratissage fait à Chalghowr. Ils ont progressivement cédé leur place et leur rôle aux unités étasuniennes et afghanes montantes, entre la fin de mai et le début de juin. La Compagnie de parachutistes a eu quelques contacts avec l'ennemi, mais après qu'elle eut exécuté les Op PEGASUS RETURN et PEGASUS CLEAN au sud de Nejat, l'activité ennemie a diminué. Bazaar-e Panjwayi est restée calme jusqu'à la relève sur position (voir les figures 8-15 et 8-15a)²³¹.

La Compagnie B et le 2^e Kandak ont effectué plusieurs ratissages de compagnie à Na'al Bazaar, Pay-e Moluk et Sperwan, et le secteur est resté calme jusqu'à la mi-mai, quand une attaque dévastatrice exécutée avec un gros EEI a tué onze ouvriers contractuels et en a blessé 20 autres sur l'itinéraire Brown. Le PO Khyber a essuyé des tirs à trois reprises, mais il n'y eut aucune perte. De multiples contacts ont eu lieu au sud-est de Sperwan Ghar, puis un UAV a pris à partie un insurgé fugitif. Cela dit, la construction des routes s'est poursuivie, les itinéraires Brown et Hyena sont restés ouverts à la circulation, et les équipes de la COCIM ont continué de travailler dans la zone de la Compagnie B²³².

L'ennemi a été très actif dans le secteur de Zangabad en mai. Après l'Op PUSH BACK le 12 mai, l'Avant-poste de combat et diverses patrouilles canadiennes et afghanes ont été attaqués à huit reprises vers la fin du mois. Cette fois encore, il s'est surtout agi de « tirs à la dérobée », mais il était évident que les insurgés au sud voulaient continuer à jouer un rôle. Des tirs ont été dirigés contre l'Avant-poste de combat en quelques occasions, mais les patrouilles n'ont pas cessé. L'Équipe de combat de l'Escadron C a emprunté l'itinéraire Hyena jusqu'au secteur de Zangabad Ghar pour y exécuter l'Op WE'RE BACK le 7 mai et elle a eu peu de contacts. L'itinéraire Hyena même est resté ouvert, toutes les attaques à l'EEI ayant eu lieu à Mushan et dans les environs. L'Avant-poste de combat Saidon a essuyé des tirs provenant d'un véhicule en marche, mais cela mis à part, le secteur était calme comparativement à ce qui s'était passé en avril²³³.

Il a fallu annuler une attaque aérienne planifiée dans les localités au sud de Mushan et de Talukan. Le 16 mai, un hélicoptère Chinook canadien s'est écrasé pendant l'insertion de troupes dans le cadre d'une opération préliminaire. L'Équipe de combat de l'Escadron C a sécurisé l'emplacement, et les cinq Canadiens blessés ont été évacués. Des hélicoptères de transport lourds Mi-26 Halo, basés à l'aérodrome de Kandahar (KAF), ont été loués pour extraire l'épave²³⁴. Les forces canadiennes, étasuniennes et afghanes à Mushan exerçaient des pressions soutenues sur les insurgés à Do Ab en exécutant des opérations de ratissage et des raids avec les FOS et en renforçant les capacités de la police dans cette localité jusqu'à ce que

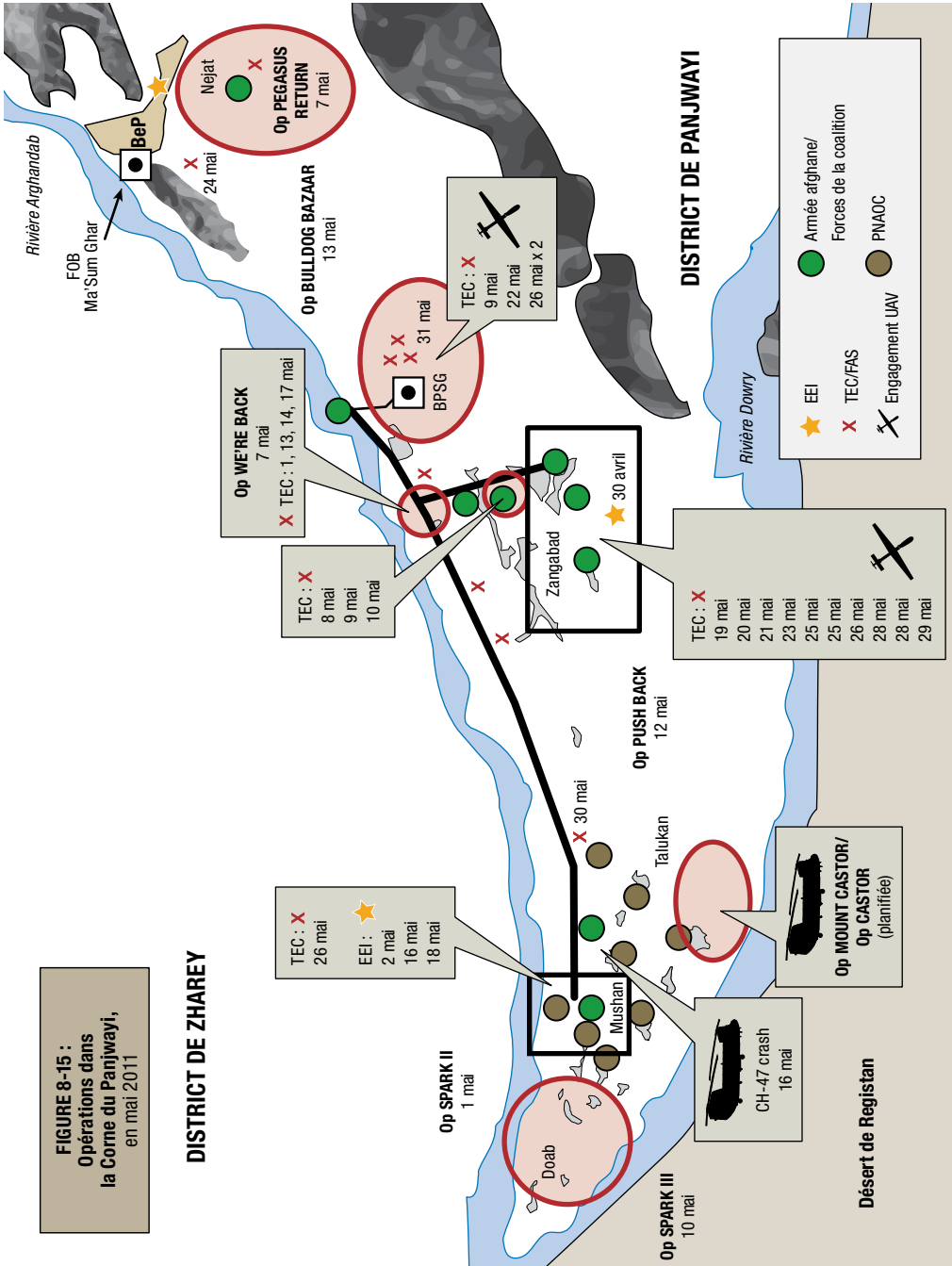


Figure 8-15 : Opérations dans la Corne du Panjwayi, en mai 2011

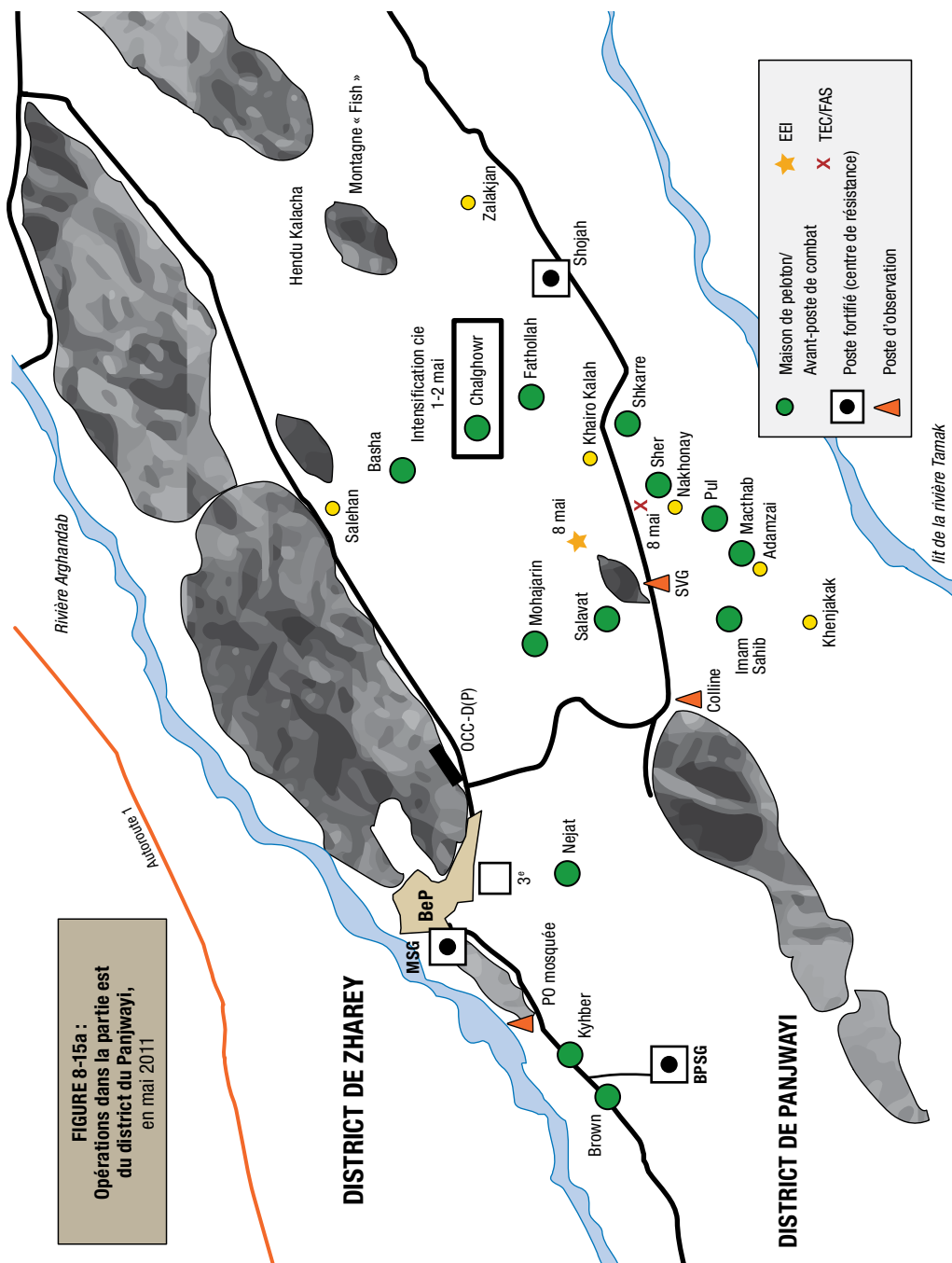


Figure 8-15a : Opérations dans la partie est du district du Panjwayi, en mai 2011

la relève sur position puisse se faire. À ce stade, l'itinéraire Hyena avait été complètement asphalté depuis Bazaar-e Panjwayi jusqu'à Mushan. Le 27 mai, tous les dignitaires de la province et de la FIAS sont venus par hélicoptère assister à une cérémonie d'inauguration. La construction de la longue route menant à Mushan, amorcée en 2008, était maintenant terminée²³⁵. Trois semaines avant l'échéance fixée, le Bgén Habibi a dit au Bgén Milner : « Je vais maintenant prendre les choses en main²³⁶ ». [Traduction]

Dans l'ensemble, la situation dans le Panjwayi en mai était moins tendue qu'en avril. Il y avait moins d'attaques à l'EEI ou aux armes légères. L'activité ennemie était réduite à Mushan, Talukan, Sperwan Ghar et même au PO Khyber. Elle ne s'est intensifiée considérablement qu'au sud de Zangabad, car l'ennemi, acculé au désert du Reg, s'efforçait de conserver son emprise sur l'itinéraire est-ouest emprunté par les insurgés. Aucun acte d'intimidation d'envergure n'a été signalé dans les localités parcourues par les patrouilles. Par ailleurs, la construction routière n'était nulle part entravée. Malheureusement, le Bdr Karl Manning, membre de la Batterie X, est décédé le 27 mai au cours d'un incident non lié aux combats²³⁷.

Les rapports ISTAR présentaient un ennemi complètement démoralisé dans le district de Panjwayi. Les insurgés se plaignaient du fait qu'ils ne pouvaient plus combattre leurs adversaires face à face et qu'ils étaient limités à employer des EEI. Les patrouilles constantes rendaient leurs opérations exceptionnellement difficiles. Les experts en EEI du groupe Zarqawi étaient tous morts : il était évident que les insurgés souffraient d'une érosion des compétences. Les raids nocturnes affaiblissaient le moral des commandants. L'insurrection avait des problèmes d'approvisionnement. En fait, l'ennemi était décontenancé à l'extrême²³⁸.

L'insurrection avait eu l'intention d'humilier le Canada et son armée, mais elle avait lamentablement échoué au printemps et à l'été de 2011. L'Armée canadienne a joué son dernier match dans le Panjwayi d'une façon ordonnée et professionnelle. La transition entre le GT du 1 R22^eR et le 3-21 Infanterie s'est déroulée harmonieusement quand ses sous-unités ont transmis le témoin à leurs homologues étasuniennes à la fin de mai et au début de juin. Une nouvelle équipe de soutien des districts est arrivée, et USAID s'est amenée avec toute une gamme de nouveaux programmes d'aide. Toutes les nouvelles forces ont emprunté les routes asphaltées protégées par les forces de sécurité afghanes. Le district de Panjwayi était luxuriant grâce aux systèmes d'irrigation dégagés et améliorés. L'Armée canadienne laissait aux habitants du district un endroit meilleur que celui où ils vivaient à son arrivée. Le Panjwayi n'avait jamais été aussi verdoyant depuis les jours dangereux de 2006.

NOTES

1. Entrevue avec le Lcol Marcel McNicholl, aérodrome de Kandahar, 14 avril 2011.
2. Entrevue avec le Lcol Roger Cotton, aérodrome de Kandahar, 14 avril 2011. Soulignons qu'une revue des comptes rendus de situation quotidiens (CRSQ) et des SITREP hebdomadaires de cette période montre que ces documents sont beaucoup plus clairs au sujet des critères de perfectionnement des Forces de sécurité nationale afghanes que les CRSQ et les SITREP hebdomadaires des rotations antérieures.
3. Entrevue avec le Lcol Cotton.
4. Briefing par l'Équipe de la COCIM à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 28 avril 2011.
5. Entretiens de l'auteur avec le personnel du QG FO Kandahar, en avril et mai 2011.
6. *Ibid.*
7. *Ibid.*
8. *Ibid.*
9. *Ibid.*
10. Briefing fait à l'auteur par le Régiment du Génie de la FO Kandahar, aérodrome de Kandahar, 13 mai 2011.
11. Briefing fait à l'auteur par l'Équipe de la COCIM, aérodrome de Kandahar, 28 avril 2011.
12. Briefing fait à l'auteur par le Régiment du Génie de la FO Kandahar, aérodrome de Kandahar, 13 mai 2011.
13. À l'automne de 2010, un important nettoyage terminologique s'imposait, car les divers états-majors utilisaient l'une pour l'autre les noms « non-opération HAMKARI » et « opération MOSHTARAK ». Enfin, la désignation « stade 3A de l'étape III de l'Op MOSHTARAK » est devenue Op GAD PASOON, et le titre « non-opération HAMKARI 3.3B » s'est transformé en Op BAAWAR et Op PASS RAFTAN. Voir les SITREP hebdomadaires du QG FOI-A du 24 au 30 août 2010 et du 14 au 20 septembre 2010.
14. Entrevue avec le Bgén André Corbould, Edmonton, 11 juillet 2012.
15. Entrevue avec le Lcol Mike St-Louis, Winnipeg, 31 janvier 2012.
16. Entrevue avec le Bgén Dean Milner, Ottawa, 20 novembre 2012.
17. Résumé renseignement (INTSUM) FO Kandahar, 3 septembre 2010.
18. Entrevue avec le Lcol Conrad Mialkowski, Ottawa, 25 octobre 2012.
19. *Ibid.*
20. CRSQ QG FOI-A, 1^{er} septembre 2010.
21. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A, septembre 2010.
22. CRSQ QG FOI-A, 16 septembre 2010; CRSQ QG FOI-A, 30 septembre 2010.
23. Entrevue avec le Lcol Mialkowski.
24. *Ibid.*
25. *Ibid.*
26. Entrevue téléphonique avec le Maj Eleanor Taylor, 24 février 2013.
27. CRSQ QG FOI-A, 15 septembre 2010; entrevue avec le Lcol Mialkowski.
28. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A de septembre 2010; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 14 au 21 septembre 2010.

CHAPITRE HUIT

29. INTSUM FO Kandahar, 9 septembre 2010; INTSUM FO Kandahar, 12 septembre 2010.
30. CRSQ QG FOI-A, 10 septembre 2010.
31. CRSQ QG FOI-A, 15 septembre 2010; INTSUM FO Kandahar, 16 septembre 2010.
32. INTSUM FO Kandahar, 17 septembre 2010.
33. INTSUM FO Kandahar, 19 septembre 2010; INTSUM FO Kandahar, 30 septembre 2010.
34. Briefing de l'ELMO fait à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 30 avril 2011.
35. Entrevue avec le colonel Ian Creighton, Ottawa, 21 novembre 2012.
36. *Ibid.*
37. Briefing de l'ELMO fait à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 30 avril 2011. Les membres du personnel du briefing ont accusé le Bgén Ménard d'avoir épuisé le 2^e Kandak et ils ont parlé défavorablement des directives sur le partenariat mises en application par la FIAS en 2009 et 2010. Selon eux, ces directives ont contribué à l'épuisement du 2^e Kandak.
38. Entrevue avec le Col Creighton.
39. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 24 au 30 août 2010 et du 31 août au 6 septembre 2010.
40. CRSQ QG FOI-A, 21 septembre 2010.
41. Entrevue avec le Col Creighton.
42. Entrevue avec le Bgéné Milner; entrevue téléphonique avec le Lcol Doug Claggett, 19 février 2013.
43. Briefing de l'ELMO fait à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 30 avril 2011.
44. Briefing de l'ELMO fait à l'auteur, aérodrome de Kandahar, le 30 avril 2011.
45. Entrevue avec le Lcol Claggett.
46. INTSUM FO Kandahar, 2 septembre 2010.
47. INTSUM FO Kandahar, 10 septembre 2010
48. INTSUM FO Kandahar, 14 septembre 2010; INTSUM FO Kandahar, 17 septembre 2010.
49. INTSUM FO Kandahar, 20 septembre 2010.
50. INTSUM FO Kandahar, 18 septembre 2010.
51. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A, de septembre à novembre 2010. Voir aussi les SITREP hebdomadaires de la FOI-A de la même période.
52. SITREP hebdomadaire de la FOI-A, du 24 au 30 août 2010.
53. *Ibid.*
54. CRSQ QG FOI-A, 17 septembre 2010; entrevue avec le Col Creighton; briefing fait par la Compagnie de la PM à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 15 juillet 2010.
55. CRSQ QG FOI-A, 22 septembre 2010.
56. CRSQ QG FOI-A, 28 septembre 2010.
57. CRSQ QG FOI-A, 24 septembre 2010; INTSUM FO Kandahar, 24 septembre 2010; INTSUM FO Kandahar, 30 septembre 2010.

CHAPITRE HUIT

58. Renseignements extraits des SITREP QG FOI-A, de septembre à novembre 2010.
59. Entrevue avec le Lcol Mialkowski; entrevue avec le Bgén Milner.
60. Briefings faits par la FO Kandahar à l'auteur, aérodrome de Kandahar, du 13 au 15 avril 2011; entretien avec l'état-major de la FO Kandahar, 30 avril 2011; entrevue avec le Lcol Claggett; entrevue avec le Lcol Mialkowski; entrevue avec le Bgén Milner.
61. Apparemment, les mots « PASS RAFTAN » signifient aussi « la retraite », et la FO Kandahar les a utilisés par inadvertance dans les deux sens.
62. Entrevue avec le Lcol Claggett; QG FOI-A, « Op BAAWAR (Assurance) », 20 novembre 2010; briefings faits par la FO Kandahar à l'auteur, aérodrome de Kandahar, du 13 au 15 avril 2011.
63. Entrevue avec le Lcol Claggett; briefing fait par le Régiment du Génie de la FO à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 13 mai 2011; briefing fait à l'auteur par l'Esc GC, aérodrome de Kandahar, 26 avril 2011.
64. Renseignements extraits des SITREP quotidiens de la FO Kandahar, en octobre 2010; entrevue avec le Bgén Milner.
65. *Ibid.*; entrevue avec le Lcol Claggett.
66. Entrevue avec le Lcol Claggett.
67. *Ibid.* Entrevue avec le Bgén Milner; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 28 septembre au 4 octobre 2010.
68. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 28 septembre au 4 octobre 2010.
69. Entrevue avec le Bgén Milner.
70. *Ibid.*; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 12 au 18 octobre 2010; entrevue avec le Lcol Mialkowski.
71. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 19 au 25 octobre 2010; entrevue avec le Bgén Milner.
72. Renseignements extraits des SITREP hebdomadaires du QG FOI-A d'octobre et de novembre 2010.
73. Renseignements extraits des SITREP quotidiens de la FO Kandahar de novembre 2010.
74. Rencontre de sécurité pour les opérations provinciales (RSOP) du QG FOI-A, 8 décembre 2010.
75. Les tireurs d'élite et les tireurs de précision reçoivent des entraînements et un équipement différents. La nécessité d'exécuter des tirs à plus longue portée dans le Panjwayi oriental à cause du relief a influé sur la décision de désigner des tireurs de précision dans chaque compagnie et de les munir de fusils de tireur d'élite moins récents. Le peloton de tireurs d'élite constituait une ressource du groupement tactique.
76. Briefing fait par le Groupement tactique du 1 R22^e R à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 12 avril 2011.
77. Entrevue avec le Bgén Corbould.
78. Briefing fait par le Commandement régional (Sud) à l'auteur, aérodrome de Kandahar, les 26 avril et 11 mai 2011. Voir aussi l'entrevue avec le Bgén Corbould.
79. Briefing fait par le Commandement régional (Sud) à l'auteur, aérodrome de Kandahar, les 26 avril et 11 mai 2011. Voir aussi l'entrevue avec le Bgén Corbould.
80. Entrevue avec le Bgén Corbould.
81. *Ibid.*
82. *Ibid.*

CHAPITRE HUIT

83. Briefing, « Défis logistiques de la FO 3-10 – Élément de soutien national (ESN) » [Traduction], 6 décembre 2012.
84. Entrevue avec le Col Sébastien Bouchard, 12 avril 2013.
85. *Ibid.*
86. *Ibid.*
87. Briefing de l'ESN fait à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 5 mai 2011.
88. Briefing du Quartier général et de l'Escadron de transmissions de la FO Kandahar fait à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 26 avril 2011.
89. *Ibid.*
90. Briefing de l'Installation de transfert des détenus fait à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 11 mai 2011.
91. *Ibid.*
92. Briefing de l'Unité des services de santé fait à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 12 mai 2011.
93. Entrevues avec le Bgén Milner et le Lcol Claggett.
94. Entrevue avec le Lcol St-Louis.
95. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 16 au 22 novembre 2010. Briefing de mise à jour du Cmdt FO Kandahar, 16 novembre 2010. Entrevue avec le Maj Christian Caron, KAF, 18 avril 2011.
96. Entrevue avec le Maj Éric Landry, Mushan, district de Panjwayi, 22 avril 2011.
97. Entrevue avec le Maj Éric Landry, Mushan, district de Panjwayi, 22 avril 2011.
98. CRSQ QG FOI-A, 3 décembre 2010; CRSQ QG FOI-A, 4 décembre 2010; CRSQ QG FOI-A, 5 décembre 2010.
99. CRSQ QG FOI-A, du 5 au 7 décembre 2010.
100. INTSUM FO Kandahar, 4 décembre 2010; INTSUM FO Kandahar, 5 décembre 2010.
101. INTSUM FO Kandahar, 9 décembre 2010.
102. CRSQ QG FOI-A, 5 décembre 2010; CRSQ QG FOI-A, 8 décembre 2010.
103. Briefing de mise à jour du Cmdt FO Kandahar, 10 décembre 2010; CRSQ QG FOI-A, 9 décembre 2010; CRSQ QG FOI-A, 10 décembre 2010.
104. CRSQ QG FOI-A, 11 décembre 2010.
105. Entrevue avec le Lcol Saint-Louis.
106. CRSQ QG FOI-A, 11 décembre 2010.
107. CRSQ QG FOI-A, 12 décembre 2010.
108. Entrevue avec le Maj Landry.
109. Entrevue avec le Maj Caron.
110. Briefing de l'Équipe de la COCIM fait à l'auteur, KAF, 28 avril 2011.
111. CRSQ QG FOI-A, 19 décembre 2010.
112. *Ibid.*
113. Entrevue avec le Maj Landry.

CHAPITRE HUIT

114. CRSQ QG FOI-A, 20 et 21 décembre 2010.
115. CRSQ QG FOI-A, 28 décembre 2010.
116. CRSQ QG FOI-A, 27 décembre 2010.
117. CRSQ QG FOI-A, 30 et 31 décembre 2010.
118. CRSQ QG FOI-A, 30 et 31 décembre 2010.
119. CRSQ QG FOI-A, 31 décembre 2010.
120. INTSUM FO Kandahar, 28 décembre 2010.
121. INTSUM FO Kandahar, 31 décembre 2010.
122. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 3 novembre au 6 décembre 2010.
123. *Ibid.*
124. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 14 au 20 décembre 2010.
125. Entrevue avec le Bgén Milner.
126. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 29 janvier au 4 février 2011.
127. Observations de l'auteur roulant en voiture dans le district de Dand, avril 2011.
128. INTSUM FO Kandahar, 17 décembre 2010.
129. INTSUM FO Kandahar, 15 janvier 2011.
130. Entrevue avec le Bgén Milner.
131. *Ibid.* SITREP hebdomadaires QG FOI-A, de novembre et décembre 2010.
132. Entrevue avec le Maj Barbara Honig, KAF, 16 avril 2011.
133. Briefing de l'Équipe de la COCIM fait à l'auteur, KAF, 28 avril 2011.
134. « OCC-D(P)/District Stabilization Team Operational Brief », 21 avril 2011.
135. Entrevue avec le Lcol St-Louis.
136. *Ibid.*
137. *Ibid.* Entrevue avec le Maj Honig.
138. Observations de l'auteur dans le secteur de Nejat, en avril et mai 2011; briefings faits à l'auteur au nouveau centre de district par le personnel du CCO-D(P) et de l'ESD, les 21 et 22 avril 2011.
139. Entrevue avec le Lcol St-Louis.
140. Discussions avec le Lcol Mike St-Louis, FOB Ma'Sum Ghar, 4 avril 2011.
141. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A de janvier 2011.
142. *Ibid.*
143. *Ibid.*
144. *Ibid.*
145. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 1^{er} au 7 janvier 2011.
146. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 8 au 14 janvier 2011.

CHAPITRE HUIT

147. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 15 au 21 janvier 2011.
148. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 15 au 21 janvier 2011.
149. Donald C. Bolduc, « Forecasting the Future of Afghanistan », *Special Warfare*, numéro d'octobre et de décembre 2011. <http://www.soc.mil/SWCS/SWmag/archive/SW2404/SW2404ForecastingTheFutureOfAfghanistan.html>.
150. Entrevue avec le Maj Mossop. Notes tirées de la réunion de coordination du CEM FO Kandahar, 12 juillet 2010.
151. Entrevue avec le personnel du ROSC, *Harrowsmith*, 5 avril 2013.
152. Col Donald C. Bolduc, « Forecasting the Future in Afghanistan », *Special Warfare*, numéro d'octobre à décembre 2011.
153. Entrevue avec le ROSC.
154. Bolduc, « Forecasting the Future in Afghanistan ».
155. Entrevue avec le Bgén Milner.
156. Voir Robin Moore, *Les bérets verts*, Paris, Stock, 1965; Shelby L. Stanton, *Green Berets at War: U.S. Army Special Forces in Southeast Asia 1956–1975*, Novato : Presidio Books, 1985; Charles M. Simpson III, *Inside the Green Berets: The Story of the U.S. Army Special Forces*, New York, Berkley Books, 1984; Alistair Horn, *Histoire de la guerre d'Algérie*, Paris, Albin Michel, 1980.
157. Entrevue avec le ROSC.
158. *Ibid.*
159. Ce n'était pas une nouvelle découverte. Pendant que l'auteur accompagnait la FO Orion au cours de l'été de 2006, il a observé l'existence d'un système de mandataires dans les districts éloignés du nord de la province de Kandahar. De même, en 2007, l'Escadron de reco (Maj Peter Huet) constatait l'existence d'un tel système à Spin Boldak, et les équipes de la COCIM travaillant dans le Zharey en 2008 et 2009 croyaient que presque tous les chefs locaux du district étaient des mandataires, mais elles n'ont jamais réussi à identifier et à localiser les aînés mêmes, comme le ROSC l'a fait dans le Panjwayi.
160. Entrevue avec le ROSC.
161. *Ibid.*
162. *Ibid.* L'auteur a été témoin de la transition en juin 2011 et il a lui aussi été préoccupé par la faible densité des troupes et le manque d'éléments habitants. Les chefs du bataillon étasunien montant ont exprimé les mêmes inquiétudes à l'auteur.
163. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A de février 2011.
164. INTSUM FO Kandahar, 6 février 2011.
165. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A de février 2011.
166. *Ibid.*
167. CRSQ QG FOI-A, 24 février 2010.
168. Entrevue avec le Maj François Sauvé, FOB Ma'Sum Ghar, 5 mai 2011. Les détecteurs antimines légers (DAML) avaient été mis à l'essai par des rotations antérieures, mais à cause du manque de ces appareils au Canada pour l'instruction et du caractère mobile des opérations exécutées par ces rotations, le dispositif n'est devenu vraiment utile qu'au moment où l'exécution de petites patrouilles régulières à pied dans des régions géographiques précises est devenue la norme.

CHAPITRE HUIT

169. INTSUM FO Kandahar, 6 février 2011; INTSUM FO Kandahar, 7 février 2011.
170. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 5 au 11 février 2011.
171. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 22 au 28 janvier 2011.
172. INTSUM FO Kandahar, 9 février 2011; INTSUM FO Kandahar, 11 février 2011.
173. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 29 janvier au 4 février 2011; SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 5 au 11 février 2011.
174. CRSQ QG FOI-A, 2 février 2011.
175. CRSQ QG FOI-A, 6 février 2011. Entrevue avec le major Honig.
176. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A de février 2011.
177. CRSQ QG FOI-A, 29 février 2011; SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 29 janvier au 4 février 2011.
178. INTSUM FO Kandahar, 14 février 2011.
179. INTSUM FO Kandahar, 17 février 2011.
180. CRSQ QG FOI-A, 25 février 2011.
181. Entrevue avec le major Honig.
182. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A de mars 2011.
183. Entrevue avec le major Honig.
184. *Ibid.*
185. CRSQ QG FOI-A, 18 mars 2011.
186. Entrevue avec le major Honig; INTSUM FO Kandahar, 27 mars 2011.
187. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A, mars 2011.
188. *Ibid.*
189. CRSQ QG FOI-A, 1^{er} mars 2011.
190. CRSQ QG FOI-A, 2 mars 2011.
191. CRSQ QG FOI-A, 7 mars 2011.
192. CRSQ QG FOI-A, 14 mars 2011.
193. *Ibid.*
194. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A de mars 2011.
195. *Ibid.*
196. *Ibid.*
197. INTSUM FO Kandahar, 19 mars 2011.
198. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A de mars 2011. Voir aussi le SITREP hebdomadaire QG FOI-A du 19 au 25 mars 2011.
199. Briefing de l'Équipe de la COCIM fait à l'auteur, KAF, 28 avril 2011.
200. INTSUM FO Kandahar, 16 mars 2011; INTSUM FO Kandahar, 19 mars 2011; INTSUM FO Kandahar, 28 mars 2011; INTSUM FO Kandahar, 10 avril 2011.

CHAPITRE HUIT

201. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A d'avril 2011.
202. INTSUM FO Kandahar, 4 mars 2011; INTSUM FO Kandahar, 28 mars 2011. Entrevue avec le Bgén Milner.
203. Entrevue avec le Bgén Milner.
204. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 9 au 15 avril 2011.
205. INTSUM FO Kandahar, 22 avril 2011; INTSUM FO Kandahar, 23 avril 2011; INTSUM FO Kandahar, 26 avril 2011.
206. CRSQ QG FOI-A, 27 avril 2011.
207. INTSUM FO Kandahar, 14 avril 2011.
208. Briefing fait par la Compagnie de parachutistes à l'auteur, FOB Ma'Sum Ghar, 19 avril 2011; visite de l'auteur et patrouille avec la Compagnie de parachutistes, Neja, les 20 et 21 avril 2011.
209. Observations de l'auteur, secteur de Mushan, du 22 au 25 avril 2011.
210. Discussions avec le Maj Éric Landry, Mushan, 24 avril 2011.
211. Observations de l'auteur, Avant-poste de combat Robinson, 24 avril 2011.
212. Briefing fait par la Compagnie A à l'auteur, avant-poste de combat Suleiman, 3 mai 2011.
213. Briefing fait par l'Escadron A à l'auteur, FOB Sperwan Ghar, 3 mai 2011.
214. INTSUM FO Kandahar, 15 avril 2011.
215. Renseignements tirés de reportages et de commentaires faisant partie des INTSUM FO Kandahar, en avril et mai 2011.
216. Renseignements extraits des INTSUM FO Kandahar d'avril 2011.
217. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A d'avril 2001.
218. *Ibid.*
219. *Ibid.* Renseignements extraits des INTSUM FO Kandahar d'avril 2011.
220. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A d'avril 2001.
221. Discussions avec les membres de l'ELMO.
222. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A d'avril 2001.
223. *Ibid.*
224. *Ibid.*
225. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 2 au 8 avril 2011.
226. *Ibid.*
227. Renseignements extraits des INTSUM FO Kandahar d'avril et de mai 2011.
228. Discussions entre l'auteur et le personnel de l'ELMO, mai 2011.
229. Entrevue avec le Bgén Corbould.
230. L'auteur a observé ces événements depuis le Centre des opérations du Commandement régional (Sud).
231. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A de mai 2011.
232. *Ibid.*
233. *Ibid.*

CHAPITRE HUIT

- 234. CRSQ QG FOI-A, 17 mai 2011.
- 235. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A de mai 2011.
- 236. Entrevue avec le Bgén Milner.
- 237. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A de mai 2011.
- 238. INTSUM FO Kandahar, 24 mai 2011.

ÉPILOGUE

La tâche peu enviable et peu prestigieuse consistant à mettre fin à l'opération (Op) ATHENA et à gérer la transition à l'Op ATTENTION, c'est-à-dire la mission d'entraînement à Kaboul, a incombé au Bgénéral Charles « Chuck » Lamarre et à sa Force opérationnelle de transition de la mission (FOTM). Les 1 600 membres de la FOTM provenaient de 375 unités d'un peu partout au Canada appartenant aux domaines de la logistique, des transmissions, du génie électrique et mécanique et du soutien des services de santé¹. Ils étaient répartis entre plusieurs unités fonctionnelles chargées de clore la mission et s'étant occupées des munitions, des véhicules, de l'emballage et du transport aérien.

La meilleure façon de décrire les réalisations de la FOTM consiste sans doute à le faire par des nombres, par exemple : la FOTM s'est occupée de 1 035 véhicules, elle a vendu des VUS civils en Afghanistan et ramené au Canada tous les véhicules militaires après les avoir méticuleusement nettoyés en vue de l'inspection d'Agriculture Canada. Certains nombres sont ahurissants : par exemple, la FOTM a redistribué plus de sept kilomètres carrés de terrains assainis, cédé plus de 260 bâtiments, 60 tonnes de papier et 7 000 kilomètres de câbles de transmission aux alliés, et ramené au Canada environ 150 téraoctets de données.

Tout ce qui pouvait être cédé en dons à l'Armée nationale afghane lui a été remis par l'intermédiaire du Bgénéral Habibi, à la 1-205 Brigade. D'autres matériels ont été donnés aux unités étasuniennes aux fins des opérations d'influence. Il a fallu prendre des mesures particulières pour détruire les composantes électriques, de manière qu'elles ne puissent servir à la fabrication d'EEI. Tous les contrats de dix mille dollars ou moins ont été annulés. L'enceinte de la Force opérationnelle Kandahar a été cédée au commandant de l'aérodrome de Kandahar (KAF), et les secteurs des logements canadiens ont été confiés aux forces étasuniennes.

En octobre 2011, la décision a été prise d'utiliser des moyens de transport terrestre et aérien pour éviter les difficultés liées à l'instabilité au Pakistan. Le matériel cryptologique, les véhicules, les munitions, les armes et les biens de grande valeur ont été renvoyés au Canada par transport aérien. Heureusement, le Canada avait acheté les avions de transport CC-117 Globemaster III et il a ainsi pu réduire son recours aux aéronefs de transport d'entrepreneurs. Néanmoins, les appareils Antonov 225 ont effectué 184 vols, et les CC-117 en ont accompli 245.

Pendant la période de clôture de la mission, des roquettes ont été lancées sur le KAF à 87 reprises et ont fait deux blessés chez le personnel de la FOTM. Le personnel médical canadien à l'Unité médicale multinationale de rôle 3 a continué à traiter des blessés des forces alliées jusqu'en novembre. Les derniers membres de la FOTM ont quitté le KAF le 12 décembre 2011.

En 2011, le gouvernement canadien a décidé d'envoyer des membres de l'Armée canadienne prendre part à la Mission de formation de l'OTAN en Afghanistan (MFO-A). L'Op ATTENTION était à bien des égards une combinaison des fonctions et missions de l'ETT, de l'ELMO, du CIMK/CENA et de l'ECS-A, mais avec une meilleure synergie du point de vue national et de celui de l'OTAN. L'Op ATTENTION, qui a duré de 2011 à 2014, fera l'objet d'un autre volume du présent ouvrage.

Pour les Afghans, la guerre a continué.

Abdul Latif Ashna, le gouverneur adjoint de Kandahar, a été tué par une bombe humaine le 29 janvier 2011.

Ahmad Wali Karzai a été assassiné par Sardar Mohammed, son chef de la sécurité, le 12 juillet 2011. Ce dernier a été abattu immédiatement après. Pendant qu'il se rendait aux funérailles de Karzai, Gulub Mangal, gouverneur de la province d'Helmand, a failli être assassiné. L'auteur d'un attentat-suicide à la bombe a ciblé les funérailles de Karzai et il a tué Hikmatulla Hikmat, chef de la choura des oulémas de Kandahar, qui était favorable à la coalition.

Une bombe humaine a tué le maire de Kandahar, Ghulam Haider Hamedi, le 27 juillet 2011.

Le gouverneur du district de Panjwayi, Haji Fazluddin Agha, a été assassiné par une bombe humaine le 16 janvier 2012, un an après avoir remplacé Haji Baran. Ce dernier a de nouveau assumé la direction du district.

L'ancien gouverneur de Kandahar, Assadullah Khalid, a été promu pour diriger la Direction nationale de la sécurité, mais il a été gravement blessé au cours d'une attaque contre son quartier général à Kaboul, le 6 décembre 2012. Il ne s'est jamais remis totalement de cette expérience et il a finalement été nommé ministre intérimaire de la Défense.

Après avoir survécu à plusieurs attentats-suicides ayant fait de multiples morts et blessés au cours des années, Abdul Rezziq a été promu général et a grandement contribué à maintenir l'ordre dans la province. Le 18 octobre 2018, il a finalement été assassiné au cours d'une attaque ourdie par des insurgés à l'intérieur du palais du gouverneur à Kandahar.

Bien que les motifs sous-jacents liés à l'intervention du Canada en Afghanistan soient semblables à ceux de nos guerres antérieures du XX^e siècle, il existe des différences importantes dans la finalité de ce conflit. Dans le passé, les coalitions victorieuses ont été en mesure de refaire l'ordre mondial après les deux guerres. Elles ont pu réformer les sociétés qui avaient déclenché ces conflits et éliminé leur capacité de nuire. La stratégie employée à l'époque consistait à vaincre les forces armées de l'ennemi, à démoraliser la population ennemie et à occuper leur pays. En Afghanistan, l'Armée canadienne n'était pas une force d'occupation et elle appuyait un gouvernement qui lui avait demandé son aide. L'insurrection que le Canada a combattue en Afghanistan faisait partie d'un phénomène politico-religieux mondial dont les chefs souhaitaient la destruction de notre société ainsi que de notre culture et leur remplacement par un régime totalitaire fondé sur une version profondément déformée de l'Islam.

Ce phénomène s'est d'abord manifesté sous la forme d'Al-Qaïda, des talibans et de divers groupes alliés régionaux basés au Pakistan et en Afghanistan. La destruction de leur régime d'occupation dans ce dernier pays par les forces coalisées et afghanes et le remplacement de ce régime par un gouvernement légitime et reconnu par la collectivité internationale ont suscité une insurrection qui n'a prêté allégeance à aucun pays, mais qui a reçu l'appui d'entités installées au Pakistan et ailleurs qui poursuivaient ainsi leurs propres intérêts stratégiques. Parallèlement à cela, le mouvement d'Al-Qaïda s'est propagé en Iraq, en Afrique, en Somalie et ailleurs avec divers degrés de succès. Cependant, il a été incapable d'atteindre ses objectifs stratégiques. Il n'a jamais forcé son prétendu « ennemi lointain » à abandonner de façon décisive ses positions au Moyen-Orient ou dans l'Asie du Sud-Est, et il n'a pas réussi à susciter des attaques plus perturbatrices et meurtrières semblables aux attentats du 11 septembre 2001. On peut soutenir qu'Al-Qaïda n'a rien eu à voir, ou très peu, avec le Printemps arabe très déterminant, mais il a essayé d'exploiter cet esprit du temps (*zeitgeist*) à divers degrés². Cette période a pris fin en 2011 avec la mort d'Oussama ben Laden, qui a coïncidé avec le retrait des forces de combat canadiennes présentes dans le sud de l'Afghanistan et avec le début de leur rôle de formation qui a duré jusqu'au début de 2014. Que s'est-il passé en Afghanistan depuis le départ de l'Armée canadienne en 2014?

Au moment où le présent ouvrage est mis sous presse, vingt ans se sont écoulés depuis l'intervention des Forces canadiennes en Afghanistan et sept ans depuis leur départ. Les talibans et leurs alliés, soutenus par des intérêts extérieurs, ont convaincu le gouvernement dirigé par Ashraf Ghani de fuir et se sont emparés non seulement de la ville de Kandahar, mais aussi de Kaboul. Les Forces armées canadiennes ont été contraintes de participer à une opération d'évacuation des non-combattants mal coordonnée et mal organisée au moment où les forces talibanes se rapprochaient de Kaboul, laissant derrière elles plus de 2 000 Afghans affiliés au Canada.

Comment cette situation s'est-elle produite? L'insurrection est entrée dans une période de désarroi entre 2011 et 2014. Le nouveau chef d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, n'a pas pu empêcher les forces centrifuges de fragmenter Al-Qaïda, tant en dehors de la région afghano-pakistanaise qu'ailleurs³. Quant aux talibans, le mollah Omar est mort de causes naturelles le 23 avril 2013, ce qui a engendré des problèmes semblables au sein de ce mouvement⁴.

Une réorganisation des groupes insurgés en Iraq en 2013, en partie par suite des mesures répressives prises par le gouvernement syrien dans la foulée du Printemps arabe et en partie à cause de l'effondrement des relations de commandement et contrôle avec les chefs d'Al-Qaïda au Pakistan, a produit ce qui a initialement été appelé État islamique en Iraq et en Syrie (EIIS), puis État islamique en Iraq et au Levant (EIIL). Après avoir organisé une guerre-éclair fructueuse qui lui a permis de s'emparer de vastes parties du territoire iraquien, y compris la ville clé de Mossoul, l'EIIS/EIIL a tendu la main à Al-Qaïda, qui a cependant refusé une telle alliance dans une déclaration publique diffusée en février 2014⁵.

Le succès international de l'EIIS/EIIL a fait passer Al-Qaïda à l'arrière-plan. Par conséquent, certains éléments d'Al-Qaïda au Pakistan se sont affiliés avec l'EIIS/EIIL en 2014. Des éléments parias des talibans et du groupe Terik-i-Taliban Pakistan (TTP) se sont aussi joints à eux. Cette organisation s'appelait État islamique dans la province du Khorassan (EIPK), mais elle était aussi connue comme étant l'EIIS-K (Province du Khorassan de l'État islamique en Iraq et en Syrie). La constitution officielle de cette entité a été annoncée publiquement en 2015⁶. Faisant des pieds et des mains pour soutenir la concurrence, Al-Qaïda a annoncé la création d'Al-Qaïda dans le sous-continent indien (AQSI) et a pris des mesures pour intégrer autant de ses combattants dans les unités talibanes que possible afin de conserver son influence. Des affrontements sont alors survenus pendant tout le printemps de 2015 entre AQSI et l'EIPK/EIIS-K dans la province de Nangarhar en Afghanistan⁷.

La mort du mollah Omar en 2013 avait été gardée secrète. En 2015, Ayman al-Zawahiri a prêté allégeance (bayat) au mollah Omar dans le cadre des manœuvres d'Al-Qaïda contre l'EIIS-K, sans se rendre compte qu'il était mort. Cela a causé à Al-Qaïda une énorme perte de prestige quand cette entité a sombré dans un énorme ridicule au sein de la collectivité djihadiste mondiale. Quand la mort du mollah Omar a finalement été révélée en 2015, cela a engendré une « guerre civile » pour le contrôle de l'organisation talibane; des centaines de combattants se sont alors entretués. L'EIIS-K a même exploité le désordre et a décapité des talibans dans les régions afghanes où il était installé. Les talibans et ses alliés d'Al-Qaïda ont riposté du tac au tac⁸. Al-Qaïda a continué de subir d'énormes pertes. En juillet 2015, les Afghans et la coalition ont découvert une grande installation d'entraînement d'AQSI dans le district de Shorabak, dans la province de Kandahar. Après l'observation et l'analyse des mouvements d'AQSI, l'installation a été prise à partie en octobre, et elle a fait l'objet de

63 attaques aériennes et d'un assaut terrestre mené par 200 hommes. Plus de 160 membres de l'entité ont été tués, ce qui a eu d'importants effets sur les opérations d'Al-Qaïda et des talibans⁹.

Par ailleurs, l'insurrection a subi une fragmentation encore plus profonde. Un schisme au sein des talibans a engendré une autre organisation après la violence de 2015 : le Conseil suprême de l'Émirat islamique en Afghanistan (CSEIA). Le gouverneur taliban fantôme de la province de Nimroz, le mollah Mohammad Rasoul, a organisé les pachtounes noorzais d'Hérat, de Nimroz et de certaines parties de l'Helmand. Il ne s'entendait pas avec le successeur du mollah Omar, le mollah Mansoor, un Ishaquazi qui trempait profondément dans le trafic de drogues et qui s'était allié au puissant clan des Akhunds dans l'Helmand. Cette lutte a entraîné la mort de centaines de personnes dans les deux camps en 2016. Mansoor a été tué au cours d'une attaque aérienne lancée par la coalition, ce qui a accentué la discorde et la division dans les rangs talibans, en particulier dans la province d'Helmand où le CSEIA a gagné du terrain aux dépens des Akhunds¹⁰. La question de savoir dans quelle mesure cela a été motivé par la concurrence dans le narcotraffic, plutôt que par l'idéologie, fait encore l'objet de débats.

Des rapports ont fait surface en 2016 selon lesquels le Réseau tribal Haqqani (RTH) avait perdu de nombreux membres au profit de l'EIPK, après que celui-ci a débordé Al-Qaïda dans les monts Tora Bora (le RTH a plus tard, en 2020, conclu une entente avec l'EIPK)¹¹. En 2017, les talibans ont fait face à une campagne sur trois fronts : ils avaient pour adversaires l'EIPK, le CSEIA, ainsi que le gouvernement afghan et la coalition qui appuyait ce dernier¹². L'état-major du renseignement de la coalition, abasourdi, s'est alors contenté de regarder l'insurrection en train de se détruire. L'affirmation selon laquelle « les talibans » auraient d'une quelconque façon combattu la coalition pour créer à eux seuls une impasse et que cela avait suscité des appels au cessez-le-feu en 2018 est clairement contestable. La décennie précédente d'opérations menées par la coalition a sans doute contribué dans une certaine mesure à empêcher l'insurrection d'atteindre ses objectifs.

Les talibans et Al-Qaïda étant plongés dans le désarroi, le gouvernement afghan et les forces coalisées se sont concentrés sur l'EIPK, en 2019. Une campagne fructueuse a porté de durs coups à cette entité dans les provinces N2P dans l'est de l'Afghanistan et, en novembre 2019, le président Ashraf Ghani a déclaré avoir vaincu l'EIPK. Au début de 2020, le chef de l'EIPK en Afghanistan, Abdullah Orakzai, a été capturé par les forces de sécurité afghanes à Kandahar. Une opération ultérieure menée à Kaboul a permis de capturer Abu Omar Khorasani, commandant régional de l'EIPK¹³.

En dépit d'une demi-décennie d'occupation djihadiste et de deux décennies de violence continue de la part des insurgés, une enquête menée en 2019 a révélé que 85,1 p. 100 des Afghans ayant participé à cette dernière n'appuyaient aucunement l'insurrection; 13,4 p. 100

disaient la soutenir, mais ils ne pouvaient expliquer pourquoi. C'est dans les provinces de Zabol et d'Oruzgan que le soutien accordé à l'insurrection est le plus fort, et non dans les provinces clés telles que celles de Kandahar et d'Helmand, ou celles entourant Kaboul¹⁴.

Dans la province de Kandahar, la situation au début de 2020 ressemblait à celle qui existait en 2005. Les insurgés ont tenté de maintenir un gouvernement fantôme et fonctionnaient d'une façon ou d'une autre dans les districts situés en dehors de la ville de Kandahar, mais ils ne semblaient avoir aucune entité directrice centrale dans la province. Ils n'ont pas pu retrouver la force et l'influence qu'ils avaient acquises là entre 2006 et 2009. En fait, des éléments criminels et tribaux ont prétendu être talibans dans les régions rurales pour atteindre leurs objectifs; par conséquent, il est difficile d'évaluer avec exactitude la vigueur réelle de l'insurrection à ce moment-là, vigueur qui pourrait être moindre que celle prétendue par les insurgés¹⁵.

Au début de 2020, le gouvernement Trump a commencé à retirer des troupes de l'Afghanistan, troupes dont le nombre s'est établi à 8 600 en juin. Le TTP, qui ne participait pas aux négociations de Doha entre le gouvernement de l'Afghanistan et les talibans, a été encouragé par ce retrait et il a réuni un certain nombre d'affiliés talibans antigouvernementaux à l'intérieur de l'Afghanistan, avec l'aide d'Al-Qaïda, pendant les mois de juillet et d'août¹⁶. Le 8 octobre, l'organisation talibane de l'information a accueilli favorablement un gazouillis du président Trump indiquant que les troupes étasuniennes seraient toutes rentrées aux États-Unis avant Noël. Trois jours plus tard, des groupes insurgés ont exécuté une attaque contre Lashkar Gah dans la province d'Helmand en passant par les districts de Nad Ali et de Nawa et ils ont coupé l'Autoroute 1 menant à Kandahar. Deux jours après cette attaque, les forces de sécurité afghanes ont lancé une opération d'envergure avec l'appui aérien des forces étasuniennes et elles ont réussi à repousser les insurgés le 19 octobre. Après cet échec, ceux-ci ont recouru au terrorisme dans les districts jusqu'en janvier 2021, date où ils ont déclenché, depuis le district de Nawa, une nouvelle attaque qui a échoué également¹⁷.

Parallèlement, les insurgés ont lentement multiplié leurs opérations dans la province de Kandahar, et il y a eu des échauffourées avec les forces de sécurité dans l'Arghandab à la fin d'octobre et au début de novembre. L'annonce du retrait d'autres troupes étasuniennes à la fin de novembre 2020 a semblé enhardir les insurgés dans la province de Kandahar. Parmi les premiers signes annonçant que quelque chose d'important se préparait, citons l'arrestation d'agents pakistanais s'étant infiltrés à Spin Boldak, des rapports selon lesquels des représentants du Pakistan s'étaient réunis en secret avec les chefs tribaux afghans au début de janvier et l'assassinat de religieux modérés dans la ville de Kandahar. À la mi-janvier, les insurgés ont intensifié leurs efforts dans les districts d'Arghandab et de Dand, ce qui a amené les forces de sécurité afghanes à déclenché une opération de grande envergure dans les districts de Zharey, de Panjwayi, de Dand et d'Arghandab. Cependant, en l'occurrence, la riposte afghane couronnée de succès a eu lieu sans un appui important des États-Unis. En fait, la situation

dans le sud de l'Afghanistan, à ce moment-là, ressemblait à celle que la coalition avait connue à la fin de 2006. Il est également clair que des entités extérieures à l'Afghanistan ont encore une fois contribué à revitaliser l'insurrection et à maintenir l'instabilité dans le pays¹⁸.

En juillet 2021, cependant, les forces talibanes se sont frayé un chemin dans l'ouest de la ville de Kandahar et ont fini par vaincre la police, la DNS, les milices tribales Barakzai et une unité de commando de l'Armée nationale afghane (ANA) qui s'est vaillamment battue pour protéger la ville. Au début du mois d'août, les forces talibanes ont pénétré dans les districts clés de Kaboul et ont monté des opérations terroristes urbaines jusqu'à ce qu'elles puissent être renforcées depuis le sud et l'ouest. Le gouvernement Ghani s'est enfui, laissant place à une absence de pouvoir que le triomphant mollah Baradar, arrivé à l'aérodrome de Kandahar à bord d'un C-17 de fabrication américaine de la force aérienne du Qatar, a comblé à la fin du mois d'août.

L'analyse publique immédiate de la situation s'est concentrée de manière acrimonieuse sur les résultats, ou l'absence de résultats, de l'Armée nationale afghane et, par conséquent, sur l'efficacité du rôle de formation du Canada dans la mise sur pied de cette armée. La réalité de la situation est que l'Afghanistan et son armée ont considérablement changé depuis le départ de l'Armée canadienne en 2014. Ce sont ces facteurs qui ont conduit à ce qui semble être, en surface, un effondrement rapide de cette force, mais qui était en fait le résultat d'un plan de campagne complexe et soutenu par des intérêts extérieurs, exécuté de manière supérieure contre un gouvernement qui était incapable de s'y opposer efficacement. Ce que les instructeurs canadiens ont fait ou n'ont pas fait entre 2011 et 2014, il y a près de dix ans, n'aurait pas pu influencer sur ce résultat d'une manière ou d'une autre en 2021.

L'un des points de vue est que le gouvernement Ghani a été continuellement bombardé de demandes occidentales pour qu'il s'attaque à la corruption, avec la menace que l'aide soit suspendue si ce problème insoluble n'était pas résolu. En conséquence, le gouvernement Ghani a réagi de manière excessive et a renforcé la centralisation au sein du gouvernement. Cette centralisation et les moyens mis en œuvre pour y parvenir ont non seulement endommagé les mécanismes bureaucratiques durement acquis par le gouvernement, mais ont également suscité l'hostilité au sein des relations fragiles qui existaient entre le président basé à Kaboul et les détenteurs du pouvoir dans les provinces, en particulier ceux des tribus du sud de l'Afghanistan¹⁹.

Au cours de la même période, la campagne de lutte contre la corruption a forcé le départ à la retraite de plus d'un millier d'officiers de l'Armée nationale afghane, dont la plupart étaient des commandants chevronnés qui avaient acquis leur expérience dans les années 1990 au sein de l'Alliance du Nord, puis de l'ANA contre les talibans et leurs alliés pendant les dix-sept années d'existence de l'ANA. Il convient également de noter que l'ANA a mené cette guerre pendant près de deux décennies avec une attrition continue des dirigeants expérimentés et du personnel clé²⁰. Il est ironique de constater que les méthodes

de gouvernance soviétiques, notamment la centralisation excessive du pouvoir et la purge des forces armées, ont joué un rôle dans l'effondrement de l'Afghanistan, et pas seulement le retrait de la puissance aérienne américaine et du soutien ISTAR.

Une analyse préliminaire effectuée en 2021 suggère que les faits suivants se sont produits. À un moment donné, à la fin 2020, les différents groupes talibans ont été lentement rassemblés et des alliances ont été rétablies dans le nord et le sud de l'Afghanistan. Au début de l'année 2021, des émissaires ont été envoyés auprès des chefs tribaux pachtounes du sud de l'Afghanistan pour connaître leurs sentiments à l'égard du gouvernement Ghani. Pendant plusieurs mois, des négociations ont été menées avec eux, tandis que des plans étaient élaborés pour doter la nouvelle alliance talibane de technologies et pour recruter et former des renforts à partir du Pakistan. Parallèlement, il semble que des émissaires aient également approché des éléments de l'ANA pour connaître leurs intentions en cas d'avancée des talibans sur la ville de Kandahar. Le message était que la vague à venir était motivée par le nationalisme pachtoun anti-Ghani, et non par le « talibanisme » en soi, et que les tribus devaient s'y rallier et lui donner un élan, et non s'y opposer.

Le plan de campagne des talibans à Kandahar facilité par des intérêts extérieurs était essentiellement le même que celui qui avait été lancé contre les Forces canadiennes en 2006, sauf que cette fois, il a réussi. Après s'être frayés un chemin dans les districts de Zharey et de Panjwayi, soutenus par les gens de la corne de Panjwayi, les talibans ont assailli les forces de l'ANA qui étaient dispersées pour les opérations de contre-insurrection. Certaines unités se sont retrouvées à court de munitions, probablement en raison du système logistique problématique de l'ANA, et se sont rendues. Dans certains cas, ces militaires ont été désarmés et renvoyés chez eux. Ils ont ensuite été tués séparément par des équipes de talibans pendant la nuit. D'autres, en particulier les unités des forces spéciales et des commandos de l'ANA, ont été purement et simplement exécutés. Les membres du personnel associés à Abdul Rezziq, soit environ 300 personnes, ont été assassinés en bloc à Spin Boldak. Par la suite, le district d'Arghandab, où vivent les Alikozais, a changé de camp. Plusieurs chefs tribaux de Kandahar se sont soudainement déclarés neutres, ce qui a entraîné des effets négatifs prévisibles sur la motivation, le moral et la cohésion au sein des forces de sécurité. Renforcés par du personnel parlant l'urdu et équipés de stocks d'armes légères pillés aux FSNA, les groupes talibans ont coupé puis encerclé la ville de Kandahar. L'ANA et la plupart des milices tribales ayant été neutralisées, il ne restait plus qu'à la police, qu'au personnel de la DNS, qu'aux forces spéciales de l'ANA et qu'aux forces policières (lire : la milice Barakzai) du district de Daman à résister. Cette résistance a pris fin le 15 août par le repli des combattants vers l'aérodrome de Kandahar et l'extraction au moyen d'un avion C-130 d'une unité des forces spéciales de l'ANA. Cette opération a été facilitée par Ahmad Faizai, qui a servi comme interprète auprès de l'Armée canadienne au

cours de la guerre et qui est devenu directeur de l'aéroport de Kandahar en 2010, puis chef de la division de la sécurité de l'autorité aéronautique. Des centaines de membres du personnel affilié au Canada n'ont pas pu s'échapper de la ville de Kandahar²¹.

L'opération chaotique et bâclée d'évacuation des non-combattants canadiens menée à Kaboul en août 2021 dépasse le cadre de ce compte rendu. Ces événements traumatisants, auxquels s'ajoutent la fin du gouvernement Ghani et l'occupation par les talibans d'une grande partie de l'Afghanistan, ont inévitablement conduit à remettre en question l'intervention du Canada en Afghanistan. Le débat se poursuivra et doit se poursuivre. Cela dit, toute évaluation intellectuellement honnête de cette intervention doit tenir compte de ce que le Canada a entrepris en Afghanistan et le mesurer à ce qui a été accompli et à ce qui pouvait raisonnablement être accompli dans cet environnement. Voilà le but de ce compte rendu.

NOTES

1. Cette partie sur la FOTM est tirée d'un entretien avec le Bgén Chuck Lamarre, à Ottawa, le 10 décembre 2012, et d'un briefing final non daté de la Force opérationnelle de transition de la mission.
2. Voir Nelly LaHoud et coll., *Letters from Abbottabad: Bin Laden Sidelined?*, West Point, Combating Terrorism Center, 2012. Voir le site : <https://www.ctc.usma.edu/letters-from-abbottabad-bin-laden-sidelined/>. En effet, selon l'ouvrage de Lin Noueihed et d'Alex Warren, intitulé *The Battle for the Arab Spring: Revolution, Counter-Revolution and the Making of a New Era*, Al-Qaïda semble avoir joué un rôle minime, voire nul.
3. Ali Soufan, « Hamza bin Laden: From Steadfast Son to al-Qa'idas's Leader in Waiting », *CTC Sentinel*, septembre 2017, vol. 10, n° 8, p. 1-7.
4. Amira Jadoon et coll., « Challenging the ISK Brand in Afghanistan-Pakistan: Rivalries and Divided Loyalties », *CTC Sentinel*, avril 2018, vol. 11, n° 4, p. 23-29; Anne Stenersen, « Al Qa'ida's Comeback in Afghanistan and its Implications », *CTC Sentinel*, septembre 2016, vol. 9, n° 9, p. 21-27.
5. Parmi les premières analyses sur le phénomène de l'EIS/EIIL, les meilleures sont celles de Jessica Stern et de J.M. Berger, *ISIS: The State of Terror*, et de Michael Weiss et Hassan Hassan, *EI, État islamique : au coeur de l'armée de la terreur*. Voir en particulier l'article de Clint Watts, « Deciphering Competition Between Al-Qa'ida and the Islamic State », *CTC Sentinel*, juillet 2016, vol. 9, n° 7, p. 1-6.
6. Voir Watts, « Deciphering Competition Between Al-Qa'ida and the Islamic State »; Matthew DuPée, « Red on Red: Analyzing Afghanistan's Intra-Insurgency Violence », *CTC Sentinel*, janvier 2018, vol. 11, no 1, p. 26-32.
7. Voir DuPée, « Red on Red: Analyzing Afghanistan's Intra-Insurgency Violence »; Stenersen, « Al Qa'ida's Comeback in Afghanistan and its Implications », et *Al Qaeda and Islamic State Affiliates in Afghanistan*, Congressional Research Service, 24 juin 2020. Voir le site <http://crsreports.congress.gov>.
8. Voir Jadoon et coll., « Challenging the ISK Brand in Afghanistan-Pakistan: Rivalries and Divided Loyalties »; DuPée, « Red on Red: Analyzing Afghanistan's Intra-Insurgency Violence », et Soufan, « Hamza bin Laden: From Steadfast Son to al-Qa'idas's Leader in Waiting ». Les organes du renseignement afghans (et sans doute aussi ceux de la coalition) ont aidé à diffuser en 2015 la nouvelle selon laquelle le mollah Omar était décédé en 2013. Il serait intéressant d'étudier dans quelle mesure cette annonce a été faite à ce moment-là pour semer le désarroi dans les groupes djihadistes.
9. Voir DuPée, « Red on Red: Analyzing Afghanistan's Intra-Insurgency Violence » et Stenersen, « Al Qa'ida's Comeback in Afghanistan and its Implications ».

ÉPILOGUE

10. DuPée, « Red on Red: Analyzing Afghanistan's Intra-Insurgency Violence ».
11. Jadoon et coll., « Challenging the ISK Brand in Afghanistan-Pakistan: Rivalries and Divided Loyalties ».
12. DuPée, « Red on Red: Analyzing Afghanistan's Intra-Insurgency Violence ».
13. Voir Amira Jadoon et Andrew Mines, *Broken but Not Defeated: An Examination of State-led Operations Against Islamic State Khorasan in Afghanistan and Pakistan (2015-2018)*, West Point, Combating Terrorism Center, 2020; Frud Bezhan, « The Taliban, The Government, And Islamic State: Who Controls What in Afghanistan? », Radio free Europe/Radio Liberty, 31 mai 2020, <https://www.rferl.org/a/taliban-government-islamic-state-who-controls-what-in-afghanistan-/30644646.html>.
14. The Asia Foundation, *A Survey of the Afghan People: Afghanistan in 2019*; voir le site <https://asiafoundation.org/publication/afghanistan-in-2019-a-survey-of-the-afghan-people/>.
15. Entrevue téléphonique avec Ahmad Faizai, le 7 septembre 2020.
16. « Moderated by al-Qaeda, TTP oversaw reunification of splinter groups in Afghanistan: UN », *The Economic Times (India)*, 6 février 2021.
17. « Taliban welcome Trump Tweet promising early troop withdrawal », *The Economic Times (India)*, 8 octobre 2020; « As violence flares in south Afghanistan, key questions answered », *Al Jazeera*, 19 octobre 2020; « Police: 160 Taliban killed in Helmand's Nawa operation », *Pajhwok Afghan News*, 19 janvier 2021.
18. Basher Ahmad Naadim, « Kandahar police arrest suspected Pakistan spies », *Pajhwok Afghan News*, 15 janvier 2021; Yousaf Zarifi, « Ahmad Ali: Pakistan secretly invites Afghan tribal leaders », *Pajhwok Afghan News*, 24 janvier 2021; Basher Ahmad Naadim, « Army chief in Kandahar asks Taliban not to target civilians », *Pajhwok Afghan News*, 27 janvier 2021; « Scores of fighters killed in Kandahar operation: MoD », *Pajhwok Afghan News*, 30 janvier 2021; Basher Ahmad Naadim, « Arghandab district to be purge of Taliban soon: Gen. Tadin », *Pajhwok Afghan News*, 31 janvier 2021; « Religious scholar killed inside Kandahar home », *Pajhwok Afghan News*, 31 janvier 2021; « Prayer leader gunned down in Kandahar », *Pajhwok Afghan News*, 3 février 2021.
19. Discussion entre Nader Yama (ancien sous-ministre de la DIGL au sein du gouvernement Ghani), Quentin Innes et Sean Maloney, le 18 août 2021.
20. *Ibid.*
21. Ce compte rendu préliminaire est fondé sur les communications de l'auteur avec les membres du personnel affilié au Canada qui lui ont envoyé par messages textes les détails de l'effondrement de la ville de Kandahar au moment où celui-ci était en cours, tout au long du mois de juillet 2021.

CONCLUSION

« C'est une société qui a failli mourir! »

-L'ambassadeur Omar Samad
s'adressant à l'auteur

Le thème dominant de la guerre du Canada en Afghanistan de 2007 à 2011 a été la discontinuité des efforts qui visaient à stabiliser ce dernier pays et à aider son gouvernement et sa population à se protéger contre les menaces intérieures et extérieures. Les problèmes de continuité ont imprégné tout le travail fait en Afghanistan, aussi bien les efforts de la communauté internationale, ceux de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) de l'OTAN, l'effort étasunien ou, en fin de compte, l'effort canadien. Les problèmes de continuité sur ces quatre plans ont considérablement réduit la capacité de l'Armée canadienne dans sa lutte contre l'insurrection dans la province de Kandahar et ils ont obligé ses formations et ses unités à consacrer autant de temps à combattre les effets de la discontinuité qu'à lutter contre l'insurrection. Examinons ici chacun de ces quatre volets, point par point.

Les alliés et la continuité

Comme nous l'avons vu dans le volume I, l'incapacité de plusieurs pays européens de s'attaquer de façon exhaustive et dynamique aux aspects-problèmes de la réforme du secteur de la sécurité, aux termes de l'Accord de Bonn à la fin de 2001, a eu d'importants effets à long terme sur le sud de l'Afghanistan. En 2006, il n'y avait aucune force de police entraînée par l'Allemagne dans la province de Kandahar. En 2007, aucun système juridique encadré par des mentors italiens ne fonctionnait dans la province de Kandahar. La lutte contre les stupéfiants menée par les Britanniques a aliéné la population de la province d'Helmand en 2006, tandis qu'une application sélective de cette lutte a contribué à réduire la légitimité de l'appareil politique dans la province de Kandahar en 2006 et 2007. Le gros de l'Armée afghane entraînée par les États-Unis était stationné autour de Kaboul et dans la région relevant du Commandement régional (Est) commandé par ces derniers. La décision que la FIAS dirigée par la France a prise en 2004 de ne pas participer à l'élaboration d'une stratégie exhaustive sur la reconstruction nationale a été tout aussi importante. Ce ne fut que grâce aux efforts déployés à Kaboul avec l'aide de l'Armée canadienne, en l'occurrence l'Équipe stratégique consultative en Afghanistan,

qu'une telle stratégie a vu le jour trois ans plus tard : il s'agissait d'une stratégie qui pouvait être jumelée à l'approche communautaire de la reconstruction que les Afghans favorisaient. Afin de réussir dans le contexte d'une contre-insurrection, un pays doit posséder une force de police respectée et un appareil judiciaire qui fonctionne bien, et le gouvernement doit veiller à préserver sa légitimité. Ces trois éléments étaient quasi inexistantes dans le sud de l'Afghanistan plus d'une demi-décennie après l'adoption de l'Accord de Bonn.

Il est possible de faire valoir que, sans la sécurité, il est difficile d'établir et d'édifier de telles institutions. Quelles étaient les sources de l'insécurité dans le sud de l'Afghanistan? À ce moment-là, beaucoup ont débattu cette question. Était-ce une insurrection ayant ses assises au Pakistan, où les talibans renaissants étaient des instruments du colonialisme pakistanais, ou des pions exploités par Al-Qaïda aux fins de son programme mondial? Ou encore, était-ce une insurrection née au pays même et suscitée par une spirale descendante de la légitimité gouvernementale accélérée par la corruption? En fin de compte, c'était une combinaison de tous ces éléments. En cela, nous pouvons pointer du doigt l'effort étasunien. Critiquer la concentration rapide de l'attention des É.-U. sur l'Iraq en 2002 et 2003, au détriment de l'Afghanistan, constitue une réponse facile et peut-être simpliste à un problème complexe. Le fait est que ni l'administration Bush ni l'administration Obama n'ont pu concevoir une solution à l'énigme d'un Pakistan instable et doté de l'arme nucléaire, qui accordait un sanctuaire aux entités sapant l'effort de reconstruction en Afghanistan, ni s'attaquer à cette énigme. En cela, les dirigeants étasuniens avaient l'aide de gouvernements pakistanais fourbes et d'autres puissances parallèles qui encourageaient et aidaient des groupes insurgés et terroristes pour empêcher ainsi les forces étasuniennes de se retirer de l'Afghanistan¹. Nous ne devons pas oublier qu'il y avait une multitude d'intérêts commerciaux pakistanais qui profitaient du rôle continu joué par la communauté internationale dans la reconstruction de l'Afghanistan et que ces intérêts étaient et demeurent inextricablement liés à l'état de la sécurité nationale du Pakistan².

Entre 2002 et 2005, les petites forces étasuniennes et afghanes présentes dans la province de Kandahar ont pu y assurer un niveau de sécurité acceptable. Cependant, tout a changé quand les digues ont cédé en 2006 et que les combattants basés au Pakistan ont envahi le sud. Le fait que cette vague se soit heurtée au mur de soutènement canadien, à l'ouest de la ville de Kandahar, a annoncé qu'une nouvelle étape de la guerre venait de commencer. Il est difficile d'imaginer une situation qui, entre 2002 et 2005, aurait justifié un accroissement des troupes étasuniennes dans la province de Kandahar, bien qu'il y eût des signes avant-coureurs entre le milieu et la fin de 2005. On ne peut pas lire l'histoire à rebours pour la faire correspondre à ses propres arguments politiques.

La police allemande et les experts juridiques italiens ne s'étaient pas établis à Kandahar pour évaluer la situation et renforcer les capacités pendant cette période relativement sûre; ce fait constitue un échec grave, tout comme l'application par les Britanniques d'un programme

excessivement agressif de lutte contre les stupéfiants, immédiatement après la démonstration que cette approche avait engendré de gros problèmes dans la province de Wardak en 2004. Dans la province de Kandahar, les États-Unis ont raté le coche en ne favorisant pas la continuité entre les efforts de renforcement des capacités déployés par l'Équipe de reconstruction provinciale (ERP) étasunienne et ceux de l'ERP canadienne, en 2005. Qu'avait fait l'ERP étasunienne avant juillet 2005? Si elle avait accompli quelque chose, elle n'a pas bien expliqué ses réalisations à l'ERP canadienne. C'était presque comme si le renforcement des capacités dans la province n'avait commencé qu'au milieu de 2005 et, même alors, la première ERP canadienne n'a pu qu'essayer de savoir ce qui se passait dans la province et chez sa population. L'ERP n'a pas été à même de mettre en œuvre des programmes exhaustifs parce qu'elle ne disposait pas des renseignements de base nécessaires pour ce faire.

Les batailles livrées à l'ouest et au nord de la ville de Kandahar, au cours de l'été et de l'automne 2006, ont eu pour effet de faire reculer les insurgés basés au Pakistan et renforcés par les djihadistes. Ces efforts combinés du Canada, des États-Unis et des forces afghanes non seulement ont obligé l'ennemi à faire une pause, mais ils ont aussi forcé les chefs insurgés à amorcer un cycle de réaction, puis à adapter leurs efforts à ceux de la contre-insurrection dans la province de Kandahar. C'est à ce stade-ci que la discontinuité s'est immiscée dans le programme de la FIAS de l'OTAN. Elle s'est manifestée surtout au niveau du Commandement régional (Sud). Tous les neuf mois, le quartier général multinational de ce dernier changeait de mains et relevait à tour de rôle du Canada, du Royaume-Uni ou des Pays-Bas, ce qui créait une instabilité. Cette formule avait été utilisée en Bosnie, mais elle a été appliquée à tort dans le sud de l'Afghanistan. Il y avait plusieurs plans d'action, mais le problème primordial ici a résidé dans le débat au sujet de la primauté de la province d'Helmand ou de celle de Kandahar dans l'effort de la FIAS dans le sud.

Dans la situation telle qu'elle se présentait, le problème dans l'Helmand découlait en grande partie de la politique et des activités britanniques et, dans une moindre mesure, de celles des États-Unis. Les Britanniques ont fait de gros efforts pour faire en sorte que l'on remédie à leurs lacunes opérationnelles dans l'Helmand, et cela était en conflit avec la réalité, à savoir que l'ennemi était déterminé à isoler la ville de Kandahar et à s'y infiltrer. Les apologistes britanniques contesteront sans doute cette conclusion. Cependant, il a été évident aux yeux de nombreux officiers canadiens à Kaboul, au Commandement régional (Sud) et au sein de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan, que les Britanniques ont exercé beaucoup d'influence pour s'assurer que des ressources soient détournées vers l'ouest afin de leur permettre de régler la situation dans l'Helmand, aux dépens de l'effort canadien à Kandahar. Ces jeux d'influence ont été plus évidents quand un Britannique était à la tête du Commandement régional (Sud), mais ils se sont poursuivis pendant toute la période en question. Le Canada ne s'était pas aidé en se privant de divers outils susceptibles d'accroître son influence (mentionnons,

par exemple, les hélicoptères moyens-porteurs dont il s'est départi au cours des années 1990 et qu'il a mis beaucoup de temps à récupérer après 2001). Par ailleurs, dans certains milieux de l'Armée canadienne, on craignait que les alliés la voient sous le même jour que les Canadiens avaient été perçus (« comme des incapables ») au cours de la guerre du Golfe en 1991, puis en Bosnie, en 1995. Il faut avoir les outils et l'attitude voulus pour exercer une influence quand on traite avec des alliés déployant des capacités supérieures aux siennes.

Une question se pose à laquelle il faudra répondre un jour : pourquoi le Canada n'a-t-il pas pu organiser une campagne diplomatique coordonnée à Kaboul auprès des autorités influentes pour que des ressources soient détournées vers la province de Kandahar quand elles étaient nécessaires plus tôt? Les chefs de l'Armée canadienne ont parfois réussi à définir une activité semblable et à influencer sur elle quand il s'est agi d'accroître le nombre de bataillons de l'Armée nationale afghane dans la province de Kandahar, et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) a remporté un certain succès dans le domaine de la police. À cet égard, ils ont fait concurrence aux commandants étatsuniens et britanniques de forces tant conventionnelles que spéciales, qui voulaient que les forces afghanes soient envoyées dans l'Helmand, auprès du Commandement régional (Est), et ailleurs.

L'Armée canadienne et la continuité

Toujours dans l'esprit du thème de la discontinuité, nous en arrivons à l'Armée canadienne et à son rôle dans le drame de Kandahar. Y a-t-il eu discontinuité dans l'effort de l'Armée canadienne vu que, comme certains l'affirment, il y a eu six commandants résolus à la tête de la Force opérationnelle (FO) Kandahar et huit commandants tenaces de groupement tactique qui ont essayé indépendamment de mettre en œuvre leurs propres idées au cours des cinq années examinées ici? Ou s'agissait-il simplement d'une situation où chaque commandant était forcé de s'adapter à la situation à mesure qu'elle évoluait?

À l'époque, il semblait à certains que chaque commandant de la FO Kandahar et son état-major adoptaient une nouvelle approche qui contredisait celle de la rotation précédente, et que certains commandants de groupement tactique cherchaient à faire concurrence à leurs prédécesseurs de manière à avoir leur part de l'action « cinétique ». À première vue, cela n'est pas surprenant, étant donné que l'Armée canadienne choisissait des commandants énergiques de « type A » et que le commandement s'accompagne d'un certain degré d'amour-propre. On mentirait en affirmant que l'amour-propre n'a pas joué un certain rôle quand les plans changeaient. Toutefois, l'effet de ces facteurs a sans doute été moindre que prévu à l'origine dans certains cas. Examinons maintenant cette question.

Comme nous l'avons vu dans cette histoire, il y a eu six commandants et états-majors à la tête de la FO Kandahar. Nous pouvons les diviser en deux groupes : ceux qui ont commandé des troupes canadiennes dans toute la province de Kandahar et ceux qui ont

eu un champ d'action plus limité, une fois que l'arrivée massive des troupes étasuniennes a eu lieu. Dans le premier groupe, le quartier général du brigadier-général (Bgén) Grant a établi sa structure sur les fondements mis en place par la Force opérationnelle multinationale (FOM) AEGIS du Bgén Fraser en 2006. Les forces canadiennes et coalisées combattaient en général à l'ouest de la ville, dans des districts choisis pour tenir l'ennemi éloigné de la ville et l'empêcher d'interdire l'emploi de l'Autoroute 1, tout en renforçant les capacités de l'Armée nationale afghane et en exécutant des activités propres à la coopération civilo-militaire (COCIM) pour habiliter d'autres ministères fédéraux. Les quartiers généraux de la FO Kandahar commandés par les Bgén Laroche, Thompson et Vance ont été des variations de ce modèle et ils se sont adaptés au besoin à mesure que les circonstances évoluaient dans les districts et la ville. Les quartiers généraux ultérieurs de la FO Kandahar, soit ceux des Bgén Ménard/Vance et Milner, ont utilisé leurs ressources dans quelques districts, mais avec la même idée clé : combattre les insurgés dans les districts, les tenir loin de la ville de Kandahar et renforcer les capacités quand c'était possible. À ce niveau et pour ce qui est de l'intention, la continuité a existé.

La façon exacte dont ces commandants et leurs états-majors respectifs ont mis ces idées en œuvre pour respecter cette intention a différé principalement en fonction de l'emplacement géographique et des forces dont ils disposaient. Le Bgén Grant a concentré les efforts des forces canadiennes dans les districts de Zharey et de Panjwayi, tout en tenant l'Arghandab à l'œil après la mort de Naqib. Le Bgén Laroche a élaboré un plan pour transférer le contrôle du Zharey et du Panjwayi aux forces afghanes et se concentrer sur l'Arghandab et le Shah Wali Kot. Le Bgén Thompson a voulu cerner des quadrilatères de stabilité dans le Zharey et le Panjwayi et dans l'Arghandab, espérait-il, tandis que le Bgén Vance a appliqué le concept des approches des villages clés pour donner une prépondérance accrue à la sécurité de la ville de Kandahar. Tous ont employé une variation de l'approche opérationnelle « Dégager-Tenir-Construire ». De même, quand les quartiers généraux des Bgén Ménard/Vance et Milner ont pu concentrer des ressources canadiennes dans les districts de Panjwayi et de Dand, ils ont aussi appliqué une variation de cette approche. Quant à la méthode opérationnelle, il y a sans doute eu plus de continuité à cet égard dans les efforts de l'Armée canadienne qu'on ne l'a cru ou compris antérieurement, mais un débat demeure possible sur la question. Fondamentalement, il s'agissait toujours de tenir les insurgés aussi loin de la ville que possible et d'interdire dans la ville, à divers degrés, l'appui de la campagne de terrorisme urbain qui proviendrait de ces districts.

Ce qui est remarquable, cependant, c'est le constant va-et-vient des ressources de l'Armée canadienne entre le Zharey, le Panjwayi est et ouest, le Shah Wali Kot, l'Arghandab et le Dand. Cela a entraîné une discontinuité de l'effort canadien dans certains districts, en particulier dans l'Arghandab et le Panjwayi. Le gouvernement canadien n'a tout simplement pas déployé assez de forces et de ressources pour atteindre tous ses objectifs, à mesure que la situation a

évolué tout au long de 2008. Cela a eu pour effet de forcer les commandants dans le pays à maintenir un dispositif de défense actif à l'ouest de la ville, au lieu de renforcer leur emprise (« Tenir »), pour ainsi dire. En définitive, le district clé a été l'Arghandab. La méthode de combat qui a constamment et progressivement usé la structure d'influence dans ce district a différé de celle utilisée dans le Zharey et le Panjwayi et elle n'a été examinée systématiquement ni par les chefs canadiens ni par leurs homologues afghans. Le choix d'objectifs stratégiques dans les districts tels que le Shah Wali Kot et l'Arghandab, qu'il n'était pas possible de bien défendre à moins d'abandonner la faible emprise sur les districts clés de Zharey, de Panjwayi et de Dand, sans fournir ensuite les ressources nécessaires pour faire les deux, a constitué un échec majeur de l'Armée canadienne dans le cadre de la campagne.

De même, le déplacement constant de ressources vers la province d'Helmand, aux dépens de la campagne menée dans la province de Kandahar, a contribué à ce problème. Les naïves tentatives que le Canada a faites pour acquérir des ressources alliées telles que des kandaks afghans, des hélicoptères et des plates-formes RSR et pour les garder afin d'appuyer ses efforts à Kandahar ont été torpillées par le dur réalisme des rouages de l'appareil politique britannique se rapportant à sa politique sur la lutte contre la drogue et à la relation de cette politique avec la campagne de la Grande-Bretagne dans l'Helmand. Vu l'incohérence de plus en plus grande de l'effort diplomatique à Kaboul, surtout après la perte de l'Équipe consultative stratégique en Afghanistan, le Canada a réduit ses chances d'exploiter un certain pouvoir à l'appui de ses objectifs à Kandahar.

Si nous voulons critiquer d'autres intervenants quant à leur niveau d'engagement – et nous pouvons le faire à bon droit –, nous devons aussi examiner nos attitudes et nos politiques. La question à poser est la suivante : pourquoi un pays de 35 millions d'habitants a-t-il du mal à maintenir en puissance une petite brigade en Afghanistan pendant six ans dans les années 2000, alors qu'un pays de 11 millions de personnes a pu déployer cinq divisions pour combattre en Europe pendant six ans au cours des années 1940³?

Des défis insurmontables?

Cela dit, l'Armée canadienne s'est heurtée à des défis de taille que la continuité d'intention et la méthodologie opérationnelle ne permettaient pas de surmonter complètement. Le premier concernait la « chaîne de production » d'insurgés au Pakistan. Il n'y avait aucun moyen d'enrayer l'infiltration d'armes et de combattants venant du Pakistan, et les diplomates canadiens n'ont à peu près appliqué aucune pression sur l'Iran, le Pakistan et d'autres pays pour qu'ils cessent de fournir des armes et des munitions aux insurgés. Des roquettes chinoises de 107 mm, des grenades propulsées par fusée et des composantes iraniennes d'engins explosifs improvisés (EEI) et des mines pakistanaises ont afflué en Afghanistan pendant toute la guerre. Parallèlement, d'autres ministères du gouvernement canadien et leurs associés poursuivaient

des projets de prestige en Afrique pour limiter la propagation des armes légères et le recours à des enfants-soldats. L'importante question se pose de savoir pourquoi un effort canadien concerté semblable n'a pas été déployé dans le contexte de l'Afghanistan et du Pakistan⁴.

De même, aucune pression n'a été appliquée de l'autre côté de la ligne Durand pour y fermer les madrasas qui endoctrinaient des jeunes pour qu'ils se transforment en bombes humaines. Sans une véritable campagne que le Pakistan aurait montée chez lui pour réprimer les talibans à Quetta, à Chaman, à Barab Cha et dans leurs environs, les soldats canadiens ont été forcés d'affronter des vagues successives de djihadistes faisant leur pèlerinage annuel pour mourir sous leurs balles et leurs obus. Il s'agissait effectivement d'une guerre que le Pakistan menait par partie interposée en Afghanistan pour garder ce dernier sous sa botte; c'est là une situation que les acteurs politiques circulant dans les couloirs du pouvoir ont refusé d'admettre publiquement ou de reconnaître en leur sein, parce qu'ils craignaient de déstabiliser le Pakistan, qui possédait l'arme nucléaire⁵. Il s'agissait d'une situation sur laquelle l'Armée canadienne ne pouvait exercer aucun contrôle en Afghanistan. Le seul moyen dont elle disposait pour influencer sur l'ennemi au Pakistan consistait à l'empêcher d'atteindre ses objectifs en Afghanistan, c'est-à-dire interdire l'accès à la ville de Kandahar et s'en emparer, et à renforcer au maximum les forces de sécurité afghanes. Sur ces plans, l'Armée canadienne a connu le succès.

Le deuxième grand défi s'est matérialisé dans la diminution continue de la légitimité du gouvernement afghan. L'intention de l'Armée canadienne de sécuriser les approches de la ville de Kandahar, pour perturber les plans ennemis, et sa stratégie « Dégager-Tenir-Construire » ne permettait pas nécessairement de régler les questions liées à la légitimité. En deux mots, des éléments de la population n'acceptaient pas les personnes d'influence popalzaies à Kandahar comme constituant un gouvernement provincial légitime. En fait, ces personnes étaient hostiles aux groupes tribaux anti-talibans, même face à la possibilité d'une résurgence des talibans aux portes de la ville. Un minimum de responsabilité revient à certains dirigeants canadiens, qui ont entretenu avec les personnes d'influence susmentionnées une relation du type « mieux vaut un mal connu qu'un bien à connaître », au lieu d'admettre plus tôt que cette approche nuisait à la contre-insurrection et d'affronter le problème systématiquement à Kandahar, à Kaboul, à Washington et à Ottawa. En outre, l'Armée canadienne a manqué à une de ses responsabilités en ne comprenant pas, tôt au cours de la campagne, l'importance primordiale de la religion dans la société et les mécanismes politiques de Kandahar et en n'agissant pas en conséquence en introduisant des programmes appropriés.

Cependant, cette responsabilité incombait aussi à d'autres ministères canadiens dont les portefeuilles comprenaient les aspects de la mission liés à la gouvernance, mais qui se sont avérés incapables de cerner les problèmes et de s'y attaquer systématiquement. En fin de compte, toutefois, ce sont les Afghans eux-mêmes qui n'ont pas su assumer la responsabilité finale de maintenir un gouvernement légitime à Kandahar. Ils ont fait de mauvais choix.

La question de savoir dans quelle mesure l'Armée canadienne, par opposition à d'autres ministères canadiens, aurait pu influencer sur ces choix demeure discutable.

Le troisième défi d'envergure a résidé dans l'incapacité de la communauté internationale d'appliquer des ressources dans des domaines clés, ce qui a assujéti l'Armée canadienne à certaines conditions à Kandahar. Mentionnons le fait que la police y était dysfonctionnelle ou inexistante; l'absence d'un système juridique; des opérations antidrogue trop agressives; les capacités minimales de l'Armée afghane, et ainsi de suite. Avant la guerre d'Afghanistan, l'Armée canadienne était structurée pour appliquer la violence au besoin et quand cela s'imposait, mais non pour renforcer les capacités dans aucun de ces domaines. Les soldats canadiens ont surmonté ces conditions en s'y adaptant profondément et parfois d'une façon spectaculaire, tout au long de la guerre. Quand la police dysfonctionnelle a eu besoin de mentors et que le gouvernement canadien a limité les opérations de la police civile « à l'extérieur du périmètre », la police militaire et les soldats des armes de combat ont constitué des équipes de liaison et de mentorat opérationnel de la police pour qu'elles remplissent ces tâches. Quand les forces épuisées et en sous-effectif de l'Armée afghane ont eu besoin de mentors et d'un accès aux éléments habilitants du Canada, le nombre d'équipes de liaison et de mentorat opérationnel a été augmenté. Quand la détérioration et l'endommagement de l'infrastructure ont été énormes et que les Afghans ont eu besoin d'emplois, l'organisation chargée des travaux de construction et l'équipe spécialisée du génie ont été mises sur pied pour répondre à ces besoins. Quand il manquait de renseignements sur les rouages politiques et la société de Kandahar, les équipes de la COCIM et la connaissance de la situation blanche les ont recueillis. Quand l'Armée canadienne n'avait pas les moyens de communiquer avec les Afghans, les équipes des opérations psychologiques (OPPSY) sont intervenues.

Certes, des problèmes affligeaient toutes ces nouvelles entités, et le succès total n'existait pas. En 2011, cependant, elles assumaient toutes des rôles d'envergure et, aspect plus important, leurs efforts étaient coordonnés. Ces éléments provisoires, protégés par le groupement tactique, l'équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO), ses partenaires afghans et l'appui aérien des États-Unis, ont fini par constituer l'effort principal et ont joué un rôle précieux dans la stabilisation des districts. Il est dommage que d'autres entités n'aient pas pu profiter des efforts de ces éléments et faire fond sur eux plus tôt au cours du conflit.

Enfin, l'effort canadien en Afghanistan a été gravement entravé par une équipe de dirigeants civils canadiens dominée par des experts du commerce international, de la diplomatie et des luttes intestines au sein de l'appareil gouvernemental canadien, mais non de la stratégie et des opérations coalisées dans une zone de conflit. L'inexpérience relative de ces personnes a rendu de moins en moins probable, avec le temps, la production d'une stratégie canadienne cohérente ou de l'influence nécessaire pour appuyer l'effort à Kandahar. Des choix ont été faits qui portent fortement à croire que le contexte des jeux de

pouvoir à Ottawa importait plus que des questions telles que la dépense de sang et de fonds canadiens dans une violente épreuve de force contre un ennemi malveillant outre-mer.

La dissonance cognitive manifestée par ceux qui ont pris part au jeu de pouvoir à Ottawa les a peut-être empêchés de comprendre que la population canadienne était plus susceptible d'appuyer la mission si on lui présentait directement la vérité sur la raison de la présence de son pays en Afghanistan, et non des « données » manipulées et alambiquées, expliquées par des médias ne sachant pas plus comment exposer les complexités des zones de conflit. C'était là des obstacles que l'Armée canadienne ne pouvait tout simplement pas surmonter dans le peu de temps qui lui était accordé pour accomplir ses tâches à Kandahar.

La perspective à moyen terme

Au chapitre des résultats positifs, l'Armée canadienne a enregistré des résultats remarquables au cours de la campagne de Kandahar. Elle a tenu ses positions dans la province de Kandahar avec des forces limitées et pendant une longue période, jusqu'au renforcement massif du Commandement régional (Sud) par l'arrivée de nombreuses troupes étasuniennes à partir de 2009. Pendant ce temps, les insurgés ne se sont pas emparés de la ville de Kandahar et ils n'ont pas non plus réussi à en interdire l'accès. Il est entendu qu'ils y ont mené des opérations, mais ils n'y ont jamais pu atteindre pleinement leurs objectifs. De même, l'aérodrome de Kandahar n'a jamais été sérieusement menacé pendant la campagne, non plus que l'Autoroute 4, principal axe du commerce régional.

Les insurgés n'ont jamais réussi à contrôler les districts adjacents à la ville de Kandahar et ils ont été pris à partie par l'Armée canadienne et ses alliés chaque fois qu'ils y ont tenté une action quelconque. La multitude d'opérations exécutées entre 2006 et 2011 et décrites dans le présent volume atteste cette conclusion en détail. La population ne s'est pas rangée du côté des talibans, contrairement à ce qu'elle avait fait dans les années 1990. Il se peut que la population de ces districts se soit cantonnée dans l'indécision, mais elle n'a pas appuyé de tout cœur l'insurrection, et quand elle l'a fait, c'était par peur ou en raison de griefs et non par conviction. L'ennemi n'a jamais réussi à délaissier la gouvernance négative pour passer pleinement à un régime de gouvernance concurrentiel, sauf dans certaines localités sans importance.

Une autre réalisation importante a eu lieu quand la force opérationnelle néerlandaise s'est déployée sans danger dans l'Oruzgan, et la force opérationnelle britannique, dans l'Helmand en 2006. Ces succès ont été rendus possibles par les efforts de la FOM AEGIS et de la FO ORION au cours des batailles de 2006. La troisième étape de l'expansion de la FIAS de l'OTAN s'est accomplie et a permis à la coalition de faire échec aux efforts des insurgés dans des régions autres que la province de Kandahar. En de multiples occasions entre 2006 et 2008, mais plus particulièrement en 2006, les projets de l'ennemi ont été contrecarrés dans l'Helmand avec l'aide de l'Armée canadienne.

La réalisation durable la plus importante de l'Armée canadienne à Kandahar a été le renforcement des capacités de l'Armée nationale afghane; cela a surtout été l'œuvre de l'ELMO qui a bénéficié en cela de l'appui de l'équipe canadienne à Kaboul. En 2006, le seul kandak déployé dans la province de Kandahar était à peine capable d'exécuter des opérations au niveau des pelotons ou des compagnies, tout en étant intégré dans un groupement tactique canadien. En 2010, une brigade afghane complète organisait elle-même des opérations de bataillon parallèlement à la force opérationnelle de la FIAS, qui était de la taille d'une brigade et dirigée par les Canadiens, et en 2011, elle menait seule des opérations de contre-insurrection dans le district de Panjwayi.

Les forces d'opérations spéciales canadiennes ont elles aussi apporté une importante contribution. En ciblant les chefs ennemis et en en éliminant un grand nombre, elles ont à maintes reprises décapité l'insurrection et démolit son efficacité à mesure que la guerre se poursuivait.

En définitive, l'effort de l'Armée canadienne dans la province de Kandahar après 2005 a procuré à la coalition une précieuse ressource, à savoir du temps : du temps pour permettre aux efforts de renforcement des capacités de prendre racine; du temps grâce auquel d'autres entités ont pu réexaminer leur stratégie; du temps pour permettre aux forces alliées de se redéployer et du temps dont les Afghans se sont servis pour réévaluer leur place dans le monde.

La perspective à long terme

En ce qui concerne les enjeux plus vastes, il existe une certaine symétrie entre la participation de l'Armée canadienne en Afghanistan entre 2007 et 2011 et celle de 2002. En 2002, le Groupement tactique du 3 PPCLI a protégé l'aérodrome de Kandahar tandis que les forces d'opérations spéciales et les spécialistes du renseignement des États-Unis basés là portaient à la recherche de renseignements sur les opérations mondiales d'Al-Qaïda, de manière à en réduire le nombre. Certaines de ces opérations planifiées avaient l'ampleur des attaques du 11 septembre 2001. Nous savons aussi que des mesures ultérieures prises contre Al-Qaïda ont empêché la destruction de deux avions de ligne d'Air Canada en 2006; ces attaques auraient probablement causé la mort de 600 passagers, dont la plupart auraient été des Canadiens⁶. En 2008 et 2009, les forces étasuniennes ont porté leur attention sur les sanctuaires d'Al-Qaïda au Pakistan. Les UAV MQ-1 Predator et MQ-9 Reaper et les militaires chargés du ciblage qui prenaient part à ces missions travaillaient depuis des installations aménagées en Afghanistan⁷. En 2010, une vaste campagne aérienne menée avec ces forces contre les chefs d'Al-Qaïda battait son plein. L'aérodrome de Kandahar a alors joué un rôle important; il était protégé, au sens large, par les forces canadiennes déployées dans la province de Kandahar. Selon une analyse, la campagne d'élimination des chefs d'Al-Qaïda au Pakistan a obligé cette entité

à se transformer : elle qui était une organisation dont les chefs exerçaient un contrôle aux niveaux stratégique, opérationnel et, dans une moindre mesure, tactique, est devenue une organisation de plus en plus décentralisée, dont les chefs cherchaient à influencer sur la stratégie grâce à des communiqués publics, mais en ayant une très faible capacité opérationnelle et une capacité presque nulle au niveau tactique [...] comme l'organisation était affaiblie en son cœur même, [les affiliés d'Al-Qaïda] ont reçu de moins en moins de soutien de la part de l'organisation mère⁸. [Traduction]

Ces opérations ont tué

trois titulaires successifs du poste de directeur général de l'organisation [...] trois membres du conseil consultatif [...] un membre de la direction du comité militaire [...] un membre du comité religieux [...] deux membres du comité des finances [...] un membre d'Al Shabab (aile de la propagande) [...] 17 membres de l'unité des opérations extérieures, y compris deux de ses chefs [...] 25 membres de l'unité chargée des opérations en Afghanistan et au Pakistan, quatre membres de l'unité d'entraînement et un membre de l'unité chargée de la mise au point d'armes de destruction massive (ADM) [...]⁹ [Traduction]

Les chefs de la première génération étant progressivement liquidés, l'organisation est devenue susceptible d'être infiltrée, car elle avait besoin de nouveaux membres pour remplir les postes devenus vacants. Ces nouveaux membres ont ensuite eu l'occasion de gravir les échelons de l'organisation et de fournir des renseignements aux forces spéciales, ce qui a permis à celles-ci de perturber les opérations terroristes avant qu'elles ne puissent avoir lieu¹⁰.

Finalement, le 2 mai 2011, des forces d'opérations spéciales étasuniennes, ayant décollé de bases en Afghanistan et appuyées par elles, ont abattu Oussama ben Laden à Abbottabad (Pakistan)¹¹. De telles opérations contre Al-Qaïda auraient été impossibles si les talibans avaient repris le contrôle du sud de l'Afghanistan plus tôt au cours de la décennie, ou si tout le pays avait été plongé dans une autre guerre civile semblable à celle qui avait fait rage en 1992 et 1993. En prenant les talibans à partie et en les empêchant d'atteindre leurs objectifs, l'Armée canadienne a joué, au sens le plus large du terme, un rôle de soutien dans cette entreprise.

Ben Laden lui-même a été forcé de regarder le spectacle du Printemps arabe sur un petit téléviseur dans une pièce qui, dans sa forteresse d'Abbottabad, ressemblait à une cellule. Il a été incapable d'influer sur les événements de ce genre jusqu'au jour de sa mort. Les documents récupérés pendant l'opération (Op) NEPTUNE SPEAR décrivent une organisation acculée au pied du mur et composée d'affiliés régionaux indignes de confiance, indisciplinés et récalcitrants qui perdaient des chefs tous les jours pendant que s'usaient ses

forces de base dans le Waziristan. Ben Laden a essayé de « donner une nouvelle image » à Al-Qaïda et de relancer sa révolution depuis un autre endroit que le Pakistan¹². Al-Qaïda ne peut d'aucune façon s'attribuer le mérite du Printemps arabe.

Al-Qaïda ne serait pas dans cette position si l'Op ENDURING FREEDOM n'avait pas été organisée en 2001. En outre, si l'Op ENDURING FREEDOM et la Force internationale d'assistance à la sécurité n'avaient pas réussi à établir une certaine stabilité par la suite en Afghanistan, Ben Laden et Al-Qaïda y seraient sûrement revenus sans tarder, ils y auraient rétabli leurs installations et ils auraient poursuivi leur programme mondial. Une nouvelle génération de djihadistes, motivés par un tel retrait de la coalition, aurait constitué une menace encore plus grande pour l'ordre mondial une décennie avant l'émergence du califat de l'État islamique.

Par ailleurs, dans une perspective plus lointaine, la perturbation et l'usure progressive des chefs d'Al-Qaïda au Pakistan par les forces étasuniennes basées en Afghanistan seront vraisemblablement perçues comme étant bénéfiques ailleurs dans le monde. Comme une évaluation du renseignement datée de 2013 le précise, « la perte de chefs supérieurs en 2012, conjuguée aux pertes et aux revers subis depuis 2008, a miné le cœur d'Al-Qaïda au point que le groupe est probablement incapable d'exécuter des attaques d'envergure complexes en Occident¹³ » [Traduction].

Il y a un autre aspect clé de l'affrontement entre le Canada et Al-Qaïda et les talibans que l'on oublie facilement dans l'empressement à critiquer la progression du développement dans le sud de l'Afghanistan et les difficultés inhérentes à la lutte contre les forces interposées appuyées par le Pakistan. Il y a eu deux événements qui ont incité Oussama ben Laden et ses partisans à emprunter le chemin d'une violence sans bornes qui a entraîné notre intervention en Afghanistan. Le premier a été l'attaque perpétrée par des fondamentalistes chiites contre la force multinationale de maintien de la paix dirigée par les États-Unis au Liban en 1983 et le retrait ultérieur de cette force après la mort de 241 Étatsuniens et de 58 soldats français. Le second a été la décision que les États-Unis ont prise de se retirer de la mission humanitaire multinationale armée en Somalie en 1993, après avoir perdu 18 hommes, puis de retirer du Yémen leurs forces d'appui en raison d'une menace terroriste annoncée. Voici les paroles prononcées par Oussama ben Laden à cet égard :

Après avoir résisté légèrement, les troupes des États-Unis sont parties sans avoir accompli quoi que ce soit. Elles sont parties après avoir prétendu que leur pays était la plus grande puissance du monde. Elles sont parties après s'être heurtées à une certaine résistance de la part d'une population impuissante, pauvre et non armée dont la seule arme réside dans sa croyance en Dieu tout-puissant et qui ne croyait pas les mensonges fabriqués de toutes pièces par les médias étasuniens. Nous avons appris de ceux qui ont combattu là qu'ils avaient été surpris de voir

le faible moral spirituel des combattants étasuniens, comparativement à ce qu'ils avaient observé face aux combattants russes [en Afghanistan]. Les États-Unis ont fui devant les combattants qui luttèrent contre eux et les tuaient [...] Si les États-Unis pensent encore qu'ils possèdent toujours ce genre de puissance et qu'ils s'en vantent, même après toutes les défaites successives qu'ils ont subies au Vietnam, à Beyrouth, à Aden et en Somalie, alors laissez leurs troupes retourner à ceux qui les attendent¹⁴. [Traduction]

De même, le retrait des forces de l'ONU de la Somalie a encouragé le ciblage calculé des forces belges de l'ONU au Rwanda en 1994, ce qui a ensuite précipité le massacre rwandais quand les forces internationales ont été perçues comme étant affaiblies. Quand les forces canadiennes de maintien de la paix sont arrivées à Haïti la même année pendant l'Op CAULDRON, elles ont été averties que des éléments haïtiens avaient tiré des leçons des événements survenus en Somalie et au Rwanda et qu'ils avaient publiquement menacé de transformer Port-au-Prince en un autre « Mogadiscio ».

La leçon à retenir ici est que le Canada et son armée ne se sont pas retirés de l'Afghanistan à la hâte et qu'ainsi, ils ont signifié que notre pays ne répéterait pas les erreurs commises en Somalie et au Rwanda (ou, d'ailleurs, celles de la FORPRONU). Cela n'était apparemment pas codifié dans une quelconque doctrine stratégique canadienne officielle, mais le Canada a démontré à ces chefs djihadistes louches et à leurs partisans au Pakistan et ailleurs qu'il n'allait pas reculer devant un terrorisme axé sur l'économie d'efforts. Le Canada a poursuivi le combat pendant que d'autres hésitaient ou étaient distraits par d'autres situations survenant ailleurs. Les soldats canadiens ont tenu le terrain à Kandahar pendant que d'autres décidaient de revenir dans la course, de prendre le relais et de franchir la dernière étape.

Après l'Afghanistan, la population canadienne ne doit pas être perçue comme étant une cible faible et facile par les personnes louches à venir qui, comme Hitler, Staline et ben Laden, croiront posséder une meilleure façon de diriger le monde. Selon la rhétorique culturelle canadienne, au contraire, il importe d'être résolu et d'être perçu comme étant fort. Comme Clausewitz l'a fait observer, « à la guerre, le moral est au physique, comme trois est à un ». Les soldats de l'Armée canadienne en Afghanistan ont redoré le blason du Canada après les désastres subis au cours des années 1990.

Comme nous l'avons vu dans ces volumes, l'Armée canadienne a joué un rôle clé dans la stabilisation de l'Afghanistan et la perturbation des plans d'Al-Qaïda. La population canadienne doit comprendre que la vaillance de ses soldats en Afghanistan cadre bien dans le grand tableau de l'histoire du monde, et non dans la perspective limitée truffée de critiques concernant des enjeux relativement mineurs, ou définie par des personnalités poursuivant des programmes liés au pouvoir relatif existant dans les corridors comparativement étroits d'Ottawa.

Tout compte fait

Les Canadiens sont allés en Afghanistan dans le cadre d'un grand mandat international défini par l'ONU, dont l'objet était d'écraser un mouvement terroriste mondial qui menaçait et attaquait l'Amérique du Nord et planifiait d'autres attaques contre les intérêts et les alliés du Canada. Nous croyions également qu'il nous incombait, une fois l'accomplissement de cette tâche bien amorcé, d'aider le peuple afghan à se redresser après 20 ans de guerre incessante. Le Canada avait des raisons légitimes et acceptables pour envoyer des soldats en Afghanistan. Toutefois, il y avait et il y a encore des entités au Pakistan qui ne voulaient et ne veulent toujours pas que la paix règne dans ce pays, et ce, pour des raisons économiques et stratégiques. Il y avait et il y a encore en Afghanistan des groupes qui s'opposent à la paix pour des motifs économiques et tribaux. Le Canada n'est pas allé combattre là-bas pour lutter contre les forces intermédiaires interposées par une puissance nucléaire financée par un réseau mondial de Wahhabistes, eux-mêmes engagés dans leur propre guerre régionale contre les Sufis, les Chiites ou d'autres sectes islamiques et contre les groupes ethniques en étant les réservoirs. Le Canada ne s'est pas joint à la coalition pour enrichir les personnes d'influence en Afghanistan aux dépens du peuple de ce pays. Quand le Canada a compris que la force militaire ou les pressions économiques ou politiques n'allaient pas changer ces conditions, son gouvernement a pris la bonne décision, soit celle de mettre fin aux opérations de combat dans le sud de l'Afghanistan et de chercher plutôt à influencer, là où c'était possible, sur les forces de sécurité en devenir du gouvernement central.

Cette décision n'éclipse pas ce que l'Armée canadienne a accompli en Afghanistan et ne doit jamais le faire. L'effondrement des efforts de la coalition dans la province de Kandahar aurait été désastreux pour le peuple afghan et il aurait détruit tout le travail de reconstruction et de développement péniblement exécuté entre 2002 et 2006. Pareil résultat aurait probablement déchaîné un raz-de-marée de violence semblable à ce que nos soldats ont connu dans les Balkans et en Afrique pendant les années 1990. Le Canada a contribué à un effort qui a permis aux Afghans de se relever et de marcher de nouveau. Il appartient maintenant aux Afghans de décider de leur destinée. L'Armée canadienne peut être fière du fait que ses efforts dans la province de Kandahar ont sauvé la ville de Kandahar et procuré aux Afghans le temps de se réorganiser.

L'époux de Mishelle Brown, l'adjudant Dennis Brown, a été tué au combat le 4 mars 2009. Interrogée sur la question de savoir si elle pensait qu'il était possible de gagner la guerre, elle a répondu ceci : « Nous ne battons peut-être pas les talibans, mais il y a bien des choses dans la vie que nous ne pouvons pas battre [...] Vous ne pouvez pas vaincre la criminalité, mais abandonnez-vous la partie pour autant? Est-ce que vous capitulez? Absolument pas!¹⁵ » [Traduction]

CONCLUSION

NOTES

1. Voir Peter Tomsen, *The Wars of Afghanistan: Messianic Terrorism, Tribal Conflicts, and the Failures of Great Powers*, New York, Public Affairs Press, 2011.
2. Voir la description dans Ayesha Siddiq, *Military Inc.: Inside Pakistan's Military Economy*, Londres, Pluto Press, 2007. Nous espérons lire un jour une étude plus détaillée des recoupements entre les mafias du camionnage pachtounes, le système de logistique de l'Armée pakistanaise, les insurrections au Pakistan et la FIAS et l'effort de ravitaillement de l'OEF par voie de terre.
3. Il faut cependant reconnaître que le gouvernement a autorisé l'ajout de 3 000 membres à l'effectif des Forces canadiennes après 2008.
4. Par exemple, Bob Fowler, ambassadeur du Canada en Italie et ancien sous-ministre de la Défense nationale, n'appuyait pas les efforts du Canada dans la région de l'Afghanistan et du Pakistan. L'ancien commandant de la MINUAR, le sénateur Roméo Dallaire, ne parlait pas activement contre la mission en Afghanistan, mais il militait plus activement pour une participation accrue de notre pays en Afrique. Voir « Fowler Questions Afghanistan Mission », 9 septembre 2009 <http://www.cbc.ca/news/canada/story/2009/09/09/fowler-diplomat-afghanistan-mission381.html>; Sarah Hampson, « Romeo Dallaire Rages Against Canada », *Globe and Mail*, 3 novembre 2010, <http://www.theglobeandmail.com/life/relationships/romo-dallaire-rages-against-canada/article4107485/>; Chris Lambie, « Dallaire Defends Afghan Mission », *Halifax Chronicle Herald*, 5 décembre 2006 http://cnews.canoe.ca/CNEWS/War_Terror/2006/12/05/2637710.html.
5. Le volumineux ouvrage accablant de Peter Tomsen, intitulé *The Wars of Afghanistan*, et le pénétrant livre de David C. Isby, intitulé *Afghanistan: Graveyard of Empires*, New York, Pegasus Books, 2012, établissent la norme à cet égard.
6. Aki Peritz et Eric Rosenbach, *Find, Fix and Finish: Inside the Counterterrorism Campaigns that Killed Bin Laden and Devasted Al Qaeda*, New York, Public Affairs, 2012, p. 249.
7. Voir Matt J. Martin et Charles W. Sasser, *Predator: The Remote Control Air War Over Iraq and Afghanistan: A Pilots's Story*, Minneapolis, Zenith Press, 2010; Aki Peritz et Eric Rosenbach, *Find, Fix and Finish: Inside the Counterterrorism Campaigns that Killed Bin Laden and Devasted Al Qaeda*, New York, Public Affairs, 2012; Matthew M. Aid, *Intel Wars: The Secret History of the Fight Against Terror*, New York, Bloomsbury Press, 2012.
8. Javier Jordan, « The Effectiveness of the Drone Campaign against Al Qaeda Central: A Case Study », *Journal of Strategic Studies*, vol. 37, n° 1, p. 4-29.
9. *Ibid.*
10. *Ibid.* Voir aussi Farhat Taj, « The Year of Drone Misinformation », *Small Wars and Insurgencies*, vol. 21, n° 3, septembre 2010, p. 529-535.
11. Voir l'ouvrage de Peter Bergen, *Chasse à l'homme : du 11 septembre à Abbottabad, l'incroyable traque de Ben Laden*, Paris, R. Laffont, 2012.
12. Nelly Lahoud et coll., *Letters from Abbottabad: Bin Ladin Sidelined?*, West Point, Combatting Terrorism Center, 3 mai 2012, p. 14-16.
13. « Statement for the Record: Worldwide Threat Assessment of the US Intelligence Community Senate Select Committee on Intelligence, 12 mars 2013 », dans le site <http://odni.gov/files/documents/Intelligence%20Reports/2013%20ATA%20SFR%20for%20SSCI%2012%20Mar%202013.pdf>.

CONCLUSION

14. Bruce Lawrence (sous la dir. de), *Messages to the World: The Statements of Osama Bin Laden*, Londres, Verso Press, 2005, p. 54-55.
15. « Soldier's widow says she was prepared », CTV News, 4 mars 2009. Voir le site <https://www.ctvnews.ca/soldier-s-widow-says-she-was-prepared-for-his-death-1.375889>.

BIBLIOGRAPHIE CHOISIE

L'ouvrage *L'Armée canadienne en Afghanistan : La contre-insurrection à Kandahar* est en grande partie fondée sur des sources primaires et des entrevues. Voici quelques-unes des sources secondaires qui ont également été consultées.

AID, Matthew M. *Intel Wars: The Secret History of the Fight Against Terror*, New York, Bloomsbury Press, 2012.

BERGEN, Peter. *Chasse à l'homme : du 11 septembre à Abbottabad, l'incroyable traque de Ben Laden*, Paris, R. Laffont, 2012.

BROADWELL, Paula, et Vernon LOEB. *All In: The Education of General David Petraeus*, New York, The Penguin Press, 2012.

CHANDRASEKARAN, Rajiv. *Little America: The War Within the War for Afghanistan*, New York, Alfred Knopf, 2012.

COWPER-COLES, Sherard. *Cables From Kabul: The Inside Story of the West's Afghanistan Campaign*, Londres, Harper Press, 2012.

DEPUE, Mark R. *Patrolling Baghdad: A Military Police Company and the War in Iraq*, University Press of Kansas, 2007.

EIDE, Kai. *Power Struggle Over Afghanistan: An Inside Look at What Went Wrong and What We Can Do To Repair the Damage*, New York, Sky Horse Publishing, 2012.

GORDON, Michael R. et Bernard E. TRAINOR. *The Endgame: The Inside Story of the Struggle for Iraq*, New York, Vintage, 2013.

HASTINGS, Michael. *Machine de guerre : la véritable et terrifiante histoire de la guerre américaine en Afghanistan*, Paris, Éditions du sous-sol, 2017.

ISBY, David C. *Afghanistan: Graveyard of Empires*, New York, Pegasus Books, 2012.

KENT, Peter. « Ottawa Misses Manley's Best Points », *Policy Options*, mars 2008, p. 50-53.

LAWRENCE, Bruce (sous la dir. de). *Messages to the World: The Statements of Osama Bin Laden*, Londres, Verso Press, 2005.

LEDWIDGE, Frank. *Losing Small Wars: British Military Failure in Iraq and Afghanistan*, New Haven, Yale University Press, 2011.

MALONEY, Sean M. « Panjwayi Alamo: The Defence of Strongpoint Mushan », *Canadian Military History*, vol. 18, n° 3 (été 2009), p. 47-63.

MALONEY, Sean M. « The Mechs: Operation TIMUS PREEM », *Canadian Military History*, vol. 19, n° 3 (été 2010), p. 57-72.

MALONEY, Sean M. *La guerre en Afghanistan : huit batailles dans le sud*, Ottawa, Presses de l'Académie canadienne de la Défense, 2012.

MARTIN, Matt J. et Charles W. SASSER. *Predator: The Remote Control Air War Over Iraq and Afghanistan: A Pilot's Story*, Minneapolis, Zenith Press, 2010.

MCCHRYSTAL, Stanley. *My Share of the Task: A Memoir*, New York, Penguin Books, 2013.

NOUEIHED, Lin et Alex WARREN. *The Battle for the Arab Spring: Revolution, Counter-revolution, and the Making of a New Era*, New Haven, Yale University Press, 2012.

PERITZ, Aki et Eric ROSENBAACH. *Find, Fix, Finish: Inside the Counterterrorism Campaigns that Killed Bin Laden and Devastated Al Qaeda*, New York, Public Affairs Press, 2012.

SANGER, David E. *L'héritage : les grands défis internationaux*, Paris, Belin, 2009.

SANGER, David E. *Obama : guerres et secrets*, Paris, Belin, 2012.

SCHMIDT, John R. *The Unraveling: Pakistan in the Age of Jihad*, New York, Farrar Strauss and Giroux, 2011.

SHAHZAD, Syed Saleem. *Inside Al Qaeda and the Taliban*, Londres, Palgrave Press, 2011.

SIDDIQA, Ayesha. *Military Inc.: Inside Pakistan's Military Economy*, Londres, Pluto Press, 2007.

SUHRKE, Astri. *When More is Less: The International Project in Afghanistan*, New York, Columbia University Press, 2011.

TOMSEN, Peter. *The Wars of Afghanistan: Messianic Terrorism, Tribal Conflicts, and the Failures of Great Powers*, New York, Public Affairs Press, 2011.

WALDMAN, Matt. *The Sun in the Sky: The Relationship Between Pakistan's ISI and Afghan Insurgents*, Crisis States Research Center, Harvard University, juin 2010.

WOODWARD, Bob. *Les guerres d'Obama*, Paris, Denoël, 2011.

APPENDICE A :

NOMENCLATURE DE LA FORCE OPÉRATIONNELLE

La terminologie qu'utilisent les organisations à la tête de l'effort du Canada en Afghanistan porte à confusion et doit être expliquée de manière détaillée. Après 2006, le quartier général de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan, ou le QG FOI-A, était le principal quartier général de l'effort du Canada en Afghanistan. L'organisation englobait toutes les activités menées par le Canada dans le pays ainsi que le centre logistique situé à la base aérienne Minhad, aux Émirats arabes unis, nommé le Camp Mirage. Dans l'expression « Force opérationnelle interarmées en Afghanistan », le terme « interarmées » renvoie au fait que des composantes tant de l'Armée de terre que de la Force aérienne faisaient partie du commandement. L'emploi répété de l'acronyme QG FOI-A ou de l'expression « Force opérationnelle interarmées en Afghanistan » alourdirait notre récit. Par conséquent, nous utilisons dans le texte l'expression FO Kandahar pour désigner le QG FOI-A et ses activités. Cette expression est toutefois nuancée et doit être expliquée.

La Force opérationnelle (FO) en Afghanistan, mise sur pied en août 2005, est la structure de commandement qui a précédé la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan. Elle était composée :

- de la FO Kaboul,
- de l'élément de soutien du théâtre à Minhad,
- de l'Équipe de reconstruction provinciale (ERP) de Kandahar.

L'Équipe consultative stratégique en Afghanistan relevait d'une entente bilatérale spéciale qui recevait l'appui de la Force opérationnelle en Afghanistan.

À l'époque, la FO Kaboul était composée :

- des unités canadiennes affectées à la Brigade multinationale de Kaboul,
- de l'Élément de soutien national (ESN),

- de l'Élément de commandement national,
- des Canadiens affectés au quartier général de la FIAS.

La FO Kandahar, sans la participation de l'OTAN, a été formée au début de 2006 sous le nom FO Afghanistan et a essentiellement remplacé la FO Kaboul après le déplacement vers le sud. La FO Afghanistan est ensuite devenue la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan à la fin de 2006.

Le gros des activités de commandement dans le Sud après novembre 2006 était géré par ce qui allait devenir la Force opérationnelle à Kandahar (c.-à-d. la FO Kandahar ou la FO Kand). « FO Kandahar » est devenu le nom donné par la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) dirigée par l'OTAN pour désigner le groupe formé des unités canadiennes et des unités des alliés sous le commandement canadien qui menaient des opérations dans la province de Kandahar et qui avaient été affectées à l'OTAN sous le Commandement régional (Sud), ou tout simplement le CR (Sud). La FOI-A et la FO Kandahar dirigée par l'OTAN étaient toutes deux commandées par la même personne, un Canadien. Certaines unités canadiennes n'étaient pas des ressources de l'OTAN et étaient sous le commandement de la FOI-A, en particulier l'ESN, certaines organisations du renseignement et l'escadre aérienne. L'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO) du Canada était une ressource de l'OTAN, mais pour des raisons pratiques, relevait de la FO Kandahar.

Les rotations du QG FOI-A

Contrairement aux autres unités de la FOI-A, en rotation tous les six mois, l'équipe du QG était en déploiement pendant neuf mois et ainsi, les numéros de rotation du QG ne correspondent pas à ceux d'autres unités de la FO déployées au même moment. Ajoutant à cet imbroglio, le Canada a décidé de continuer d'utiliser le nom de code « opération ATHENA » pour désigner les opérations de la FIAS, malgré la transition qui avait été faite de Kaboul à Kandahar dans le cadre de l'opération ARCHER. Après un examen visant à inclure le QG FO Afghanistan (plutôt considéré comme une tentative de rationaliser le passé), les rotations (ROTO) du QG FOI-A ont été numérotées comme suit :

- ROTO 3 (Bgén Timothy Grant) : déploiement de novembre 2006 à septembre 2007
- ROTO 4 (Bgén Guy Laroche) : déploiement de septembre 2007 à mai 2008
- ROTO 5 (Bgén Denis Thompson) : déploiement de mai 2008 à février 2009

- ROTO 6 (Bgén Jonathan Vance) : déploiement de février à novembre 2009
- ROTO 7 (Bgén Daniel Ménard, Bgén Vance) : déploiement de novembre 2009 à septembre 2010
- ROTO 8 (Bgén Dean Milner) : déploiement de septembre 2010 à juin 2011

Les forces opérationnelles formées et déployées par l'Armée canadienne

L'Armée canadienne a assemblé, entraîné et déployé des forces opérationnelles, notamment le groupement tactique, l'ERN, l'ELMO et l'ESN. Un numéro leur a été attribué selon le cycle de planification à long terme des rotations dans l'Armée, par exemple FO 1-07 désignait le personnel qui arrive au cours des quatre premiers mois de 2007 (ou le premier tiers de l'année) et dans la même veine, FO 3-07 désignait les soldats déployés dans le troisième trimestre de cette année. Chaque unité de la FO portait son numéro, c'est-à-dire le groupement tactique de la FO 1-07 et l'ELMO de la FO 1-07. Malheureusement, cette façon de faire n'a pas toujours été constante; l'ajout d'un escadron des transmissions pendant la ROTO 6 du QG FOI-A signifiait que les escadrons des transmissions étaient décalés par rapport aux autres unités de leur FO.

- La FO 1-06, aussi nommée FO Orion, était composée du groupement tactique du 1 PPCLI, de l'ERP et de l'ESN, et a été déployée de février à août 2006.
- La FO 3-06 était composée du groupement tactique du 1 RCR, de la première ELMO, de l'ERP et de l'ESN, et a été déployée d'août 2006 à février 2007.
- La FO 1-07 était composée du groupement tactique du 2 RCR, de l'ERP, de l'ELMO élargie et de l'ESN, et a été déployée de février à août 2007.
- La FO 3-07 était composée du groupement tactique du 1 R22^eR, de l'ERP, de l'ELMO et de l'ESN, et a été déployée d'août 2007 à février 2008.
- La FO 1-08 était composée du groupement tactique du 2 PPCLI, de l'ERP, de l'ELMO et de l'ESN, et a été déployée de février à septembre 2008.
- La FO 3-08 était composée du groupement tactique du 3 RCR, de l'ERP, de l'ELMO et de l'ESN, et a été déployée d'août 2008 à février 2009.

- La FO 1-09 était composée du groupement tactique du 2 R22^eR, de l'ERP, de l'ELMO et de l'ESN, et a été déployée de février à août 2009.
- La FO 3-09 était composée du groupement tactique du 1 PPCLI, de l'ERP, de l'ELMO et de l'ESN, et a été déployée d'août 2009 à février 2010.
- La FO 1-10 était composée du groupement tactique du 1 RCR, des composantes militaires de l'ERP, de l'ELMO et de l'ESN, et a été déployée de février à octobre 2010
- La FO 3-10 était composée du groupement tactique du 1 R22^eR, de l'ELMO et de l'ESN, et a été déployée d'octobre 2010 à juillet 2011.

La plupart des groupements tactiques ont été organisés autour des premier et deuxième bataillons des trois régiments d'infanterie et dans certains cas, des compagnies d'autres régiments ont été incluses dans les groupements tactiques pour former une troisième compagnie. Au niveau de la compagnie, l'ELMO et l'ERP provenaient du troisième bataillon des régiments d'infanterie, c'est-à-dire les bataillons d'infanterie légère, et ont reçu des renforts importants des régiments et unités d'artillerie et des blindés de la Première réserve.

APPENDICE B :

LE PAKISTAN ET L'INSURRECTION EN AFGHANISTAN, DE 2007 À 2011

En novembre 2006, l'accord de paix du Waziristan du Nord, signé en septembre de la même année, était en lambeaux : les attaques s'étaient multipliées dans le territoire du Commandement régional (Est) en Afghanistan, et les talibans pakistanais étendaient leur influence dans les agences adjacentes au Pakistan. En janvier 2007, les talibans pakistanais du Waziristan du Sud, encouragés par ce qui se passait au nord de leur territoire, ont rompu leur accord de paix antérieur signé avec leur gouvernement, ce qui a incité ce dernier à intervenir, et les insurgés à riposter avec une campagne d'attaques-suicides à l'EEI qui s'est poursuivie pendant tout le printemps¹. Les deux Waziristans étaient alors en flammes.

Le rôle de la direction pakistanaise pour le renseignement interservices (ISI) et de ses anciens membres dans les affaires régionales faisait alors l'objet d'un certain examen de la part de la coalition. Des éléments de l'ISI, y compris d'anciens chefs de l'organisme, militaient pour n'importe quel accord de paix qui excluait l'Armée pakistanaise des Waziristans, et certains ont même fustigé le gouvernement pour être intervenu dans ces territoires. En effet, l'ancien dirigeant de l'ISI, Hamid Gul, a été détenu par le gouvernement pour s'être prononcé vigoureusement en faveur des insurgés². Cela n'est pas surprenant, vu que les relations de l'ISI avec diverses entités de la région remontaient à des décennies. Certaines de ces entités étaient en outre impliquées dans le commerce des stupéfiants. Il est probable que d'anciens membres du personnel de l'ISI aient eux aussi trempé dans ce genre d'activités. Ou, comme on peut le lire dans une étude :

Cependant, les éléments les plus problématiques au sein de l'État pakistanais sont sans doute les agents de l'ISID sur le terrain qui ont été chargés de gérer la relation avec les talibans au cours des années. Certains ont tout simplement été loyaux envers leurs anciens clients. D'autres se satisfont d'exploiter la propre ambivalence de leurs chefs au sujet des talibans pour des motifs nationalistes, idéologiques ou personnels [...]³. [Traduction]

De toute façon, l'ISI n'a pas semblé militer très fort en faveur du succès des opérations contre les talibans dans le Waziristan, encore moins à Quetta, où les talibans afghans agissaient à leur guise.

Au printemps 2007, plusieurs groupes d'insurgés étaient à l'œuvre dans les agences tribales administrées par le fédéral (FATA) et au Baloutchistan : les talibans afghans; les talibans pakistanais des deux parties du Waziristan; Al-Qaïda; le réseau tribal Haqqani; Lashkar-e Toiba, et le groupe HiG d'Hekmatyar. Les nationalistes baloutches étaient actifs eux aussi, mais ils se tenaient en général à l'écart des groupes fondamentalistes plus radicaux. À un moment donné, il y a eu une fusion des esprits entre eux tous. Ceux qui analysaient la situation ont estimé qu'Al-Qaïda orchestrait la politique dans les coulisses. Afin d'amener le gouvernement pakistanais à réduire la pression qu'il exerçait sur les FATA, un marché a été conclu avec un groupe radical appuyé par l'Arabie saoudite et Islamabad et appelé Lal Masjid (Mosquée rouge). Lal Masjid a lancé une campagne d'agitation dans les rues de la capitale pakistanaise, et les forces de sécurité ont réprimé les émeutes brutalement. Ces événements, aggravés par des opérations d'information extrémistes, ont amené les Pakistanais à remettre en question la légitimité de leur gouvernement dans des secteurs clés et en particulier dans le système juridique⁴.

Les effets ont compris la propagation du programme conservateur islamique radical bien au-delà des régions insurgées des FATA. La répression a aussi ravivé les griefs politiques dans d'autres régions devenues latentes au Pakistan bien avant les attentats du 11 septembre 2001. À l'été et à l'automne 2007, le gouvernement Muaharraf au Pakistan a été assailli par des insurrections dans les FATA, en particulier dans les Waziristan du Nord et du Sud et dans trois autres FATA plus petites partageant une frontière avec l'Afghanistan; par une campagne d'attentats-suicides terroristes dirigée contre les chefs du gouvernement et des forces armées, et par une manifestation politique massive dans la capitale. Le principal bénéficiaire de toute cette activité a été Al-Qaïda :

Il n'y a aucun doute aujourd'hui que la survie du sanctuaire taliban dans les FATA (ce qui inclut la talibanisation de l'ensemble de la région, plus généralement) a expliqué à elle seule la régénération continue d'Al-Qaïda en tant qu'organisation, car elle a permis aux dirigeants et aux agents de ce groupe terroriste, qui sont relativement peu nombreux, de se « fondre » en toute sécurité dans un environnement géosocial plus vaste qui soit les accueille directement, soit les protège en dissimulant leur présence dans un bassin plus grand d'adhérents talibans⁵. [Traduction]

Le gouvernement Musharraf était de plus en plus préoccupé par l'intensification de la violence des insurgés dans la vallée de Swat, au nord-ouest de la capitale. Par conséquent, les forces de sécurité pakistanaises ont lancé l'opération JUST PATH pour déstabiliser ce qui semblait être une poussée des talibans pakistanais vers Islamabad. L'opération a été fructueuse, et les insurgés ont dû se replier dans les montagnes en décembre⁶.

La crise politique de 2007 au Pakistan a entraîné le déclenchement d'une élection pour établir la légitimité du gouvernement. Pendant la campagne, Benazir Bhutto, la candidate au poste de premier ministre qui était en tête dans les intentions de vote, a été assassinée le 27 décembre 2007. Le coupable soupçonné était Baitullah Mehsud, chef des talibans pakistanais au Waziristan du Sud. Les groupes talibans pakistanais se sont alors unis publiquement pour former le Tehrik-e Taliban Pakistan (TTP), et le Pakistan a sombré dans une violence totale⁷. Ces événements ont amené les médias occidentaux à s'interroger sur la sécurité de l'arsenal nucléaire du Pakistan, advenant une prise du pouvoir par des éléments fondamentalistes⁸.

Entre-temps, les talibans afghans s'adonnaient sans encombre à leurs activités depuis Quetta. Il a alors semblé que les seules similitudes entre les talibans afghans et les talibans pakistanais résidaient dans le fait que les deux groupes étaient principalement pachtounes et qu'ils employaient tous deux les méthodes des Khmers rouges pour atteindre leurs objectifs⁹. La seule différence était que les talibans afghans étaient plus inextricablement liés à l'ISI que les talibans pakistanais et qu'ils étaient donc plus faciles à contrôler. En outre, en orientant leurs activités vers le sud de l'Afghanistan, les talibans afghans risquaient moins d'être entraînés dans des activités antigouvernementales aux côtés du TTP. En effet, selon une étude, des membres de l'ISI faisaient partie de la choura de Quetta et influaient grandement sur certains de ses principaux membres¹⁰.

L'autre raison expliquant le maintien de cette relation avec l'insurrection se trouvait dans la politique pakistanaise consistant depuis longtemps à conserver un moyen d'influer sur l'Afghanistan pour l'empêcher d'être utilisé par l'Inde comme mandataire dans une guerre sur deux fronts. Diverses analyses convergent vers cette conclusion :

Les Pakistanais ont laissé les talibans afghans tranquilles, non seulement parce qu'ils entrevoyaient un rôle possible pour eux dans l'avenir en Afghanistan, mais aussi parce qu'ils ne voulaient pas s'exposer aux conséquences éventuelles de leur défaite. Si les talibans afghans disparaissaient soudainement de la scène, les États-Unis se retireraient quasi certainement de l'Afghanistan, de sorte que l'Inde deviendrait alors la puissance extérieure dominante [...] ¹¹. [Traduction]

Un autre observateur a abondé dans le même sens :

Par sa politique, Musharraf visait surtout à maintenir les capacités du Pakistan pour mettre en œuvre ses politiques d'avant 2001 – y compris celle concernant la guerre par partie interposée en Afghanistan –, tout en attendant le départ militaire des É.-U. et de la coalition de la région [...] Le Pakistan voulait que l'ISI conserve son influence sur les talibans afghans et d'autres factions afghanes et pakistanaïses radicales alors en train de se reconstruire [...] l'appareil militaire pakistanais a perçu la décision que les É.-U. ont prise en 2005 de confier la sécurité du sud de l'Afghanistan à l'OTAN comme menant au désengagement imminent des É.-U., ce qui allait créer dans ce pays un vide que les rivaux du Pakistan – l'Inde et l'Iran – combleraient à coup sûr s'il ne le faisait pas lui-même¹². [Traduction]

Et aussi :

La relation entre les talibans et l'ISI repose sur un avantage mutuel. Les talibans ont besoin d'un sanctuaire extérieur et aussi d'un appui militaire et logistique pour soutenir l'insurrection; l'ISI croit que le Pakistan a besoin d'une force alliée importante en Afghanistan pour maintenir sa force régionale et une profondeur stratégique dans le contexte de sa rivalité avec l'Inde [...] ¹³. [Traduction]

Les frictions entre l'Inde et le Pakistan découlent principalement de la concurrence au sujet du Cachemire, laquelle date de la partition de 1947, quand le nouvel État du Pakistan a commencé à recourir au terrorisme islamique comme outil stratégique. L'attaque de Mumbai, perpétrée le 26 novembre 2008, par exemple, a eu lieu pendant que la communauté internationale travaillait à l'amélioration des relations entre l'Inde et le Pakistan.

Le rôle d'Al-Qaïda demeure important, mais il tend à être voilé par la *sturm und drang* (tempête et tensions) inhérentes à la violence pakistanaïse intestinale. La situation ne se résumait pas à la diffusion d'ordres d'Oussama ben Laden à ses alliés subalternes du TTP ou d'HiG. Un mécanisme de consensus quelconque, par exemple une choura des insurgés, a probablement servi à convaincre d'autres groupes de mener des opérations qui soutenaient aussi les objectifs d'Al-Qaïda et de ses alliés. Oussama ben Laden et Ayman al-Zawahiri avaient sans doute comme objectifs ultimes la conquête du Pakistan et la saisie de son arsenal nucléaire. En effet, ils croyaient tous deux que les armes pakistanaïses « appartenaient » à *l'oumma* (communauté [des musulmans])¹⁴.

Entre-temps, le « gang » des insurgés – c'est ainsi que les décrivaient le Renseignement et les commandants de la FIAS – continuait à planifier la suppression du « bouclier » de la FIAS qui protégeait l'Afghanistan. Tout au long de 2008, un aspect de cette campagne a consisté à accroître la pression sur les voies d'approvisionnement de la coalition passant par

le Pakistan. En janvier de cette année-là, divers groupes d'insurgés se sont mis à intimider les camionneurs civils et les ouvriers des entrepôts et à attaquer des cibles à Peshawar et à Karachi¹⁵.

Ce qui avait peut-être commencé comme une stratégie des insurgés visant à interdire à la FIAS l'accès à l'Afghanistan a suscité des conséquences imprévues pour toutes les parties au conflit. Rappelons que les talibans, en tant que groupe, ont été créés par l'ISI et qu'ils sont appuyés par les mafias pachtounes du camionnage basées à Quetta pour garder l'Autoroute 4 ouverte au commerce régional; c'était donc un outil de la politique d'État du Pakistan. Cela a engendré un antagonisme entre, d'une part, les mafias du camionnage qui cherchaient à profiter du soutien à fournir à la FIAS entre Karachi et Kandahar et, d'autre part, les autres entités insurgées qui voulaient étouffer la FIAS.

Comme c'est le cas de la majorité des situations dans cette région, un marché – ou une gamme de marchés – a été conclu entre les parties intéressées. Voici ce qu'un observateur a écrit à ce sujet :

Karachi est le port maritime de débarquement pour l'opération ENDURING FREEDOM. L'endroit où les navires sont déchargés [...] 472 milles de chemins en mauvais état, exposition à l'escroquerie, à l'extorsion, aux pannes et aux retards. À Karachi, les douanes pakistanaïses harcèlent les camionneurs – c'est la version pakistanaïse des « Teamsters », l'entreprise de camionnage avec laquelle ils ont signé un contrat – et tous les rustres qui établissent des barrages routiers pour percevoir le paiement de protection. Ensuite, les camionneurs s'arrêtent dans un terrain de stationnement à Chaman en attendant de traverser pour se rendre à Spin Boldak. Puis, une explosion se produit la nuit dans le terrain de stationnement¹⁶. [Traduction]

Les insurgés basés au Pakistan ont vite compris que la situation pouvait les avantager eux aussi. En 2009, des entreprises de sécurité privées payaient les groupes talibans pour qu'ils n'attaquent pas les convois d'approvisionnement qu'elles escortaient; soit dit en passant, une de ces entreprises, Watan Risk Management, était contrôlée par Ahmad Wali Karzai. Comme une étude l'a souligné, « de nombreux échanges de feux ne sont que des négociations sur les droits de passage à payer ». [Traduction] D'après une estimation, de tels paiements procurent aux insurgés un à deux millions de dollars par semaine. Un observateur a souligné que « les talibans et les seigneurs de guerre locaux prélèvent d'habitude entre 10 et 20 p. 100 de la valeur de n'importe quel projet comme paiement de protection. Les États-Unis et la collectivité internationale alimentent involontairement en Afghanistan une vaste économie politique au sein de laquelle la sécurité est assurée par des acteurs corrompus¹⁷ ». [Traduction].

L'absurde situation où la FIAS finançait en partie l'insurrection qu'elle combattait pendant que le service de renseignement de son allié influait sur cette insurrection à ses propres fins constitue à coup sûr un des aspects les plus bizarres et alambiqués de la guerre en Afghanistan.

Pendant la période de chaos politique du début de 2008, les attaques-suicides déclenchées par le TTP ont causé la mort de plus de 600 personnes. En février de la même année, les analystes du renseignement ont conclu que « les militants continuent de régir l'ordre du jour » [Traduction] et que « la stratégie actuelle [de l'Armée pakistanaise] se limite à contenir l'ennemi au lieu de le prendre à partie de façon proactive [...] elle renouvelle les négociations [avec Mehsud] [...] nous voyons des signes montrant que les militants reviennent en Afghanistan en prévision de l'offensive annuelle du printemps¹⁸ » [Traduction]. Par ailleurs, le gouvernement du Pakistan a décidé de reporter la réforme des madrasas jusqu'au lendemain des prochaines élections¹⁹. Cela a signifié qu'il y aurait plus de jeunes gens endoctrinés que les insurgés pourraient exploiter. Ces deux éléments ont eu un effet direct sur les opérations du Canada à Kandahar.

La poursuite des négociations sur le statut du Waziristan constituait un autre problème. Les hommes politiques pakistanais, cherchant une solution, voulaient l'assurance que le Waziristan du Sud ne deviendrait pas une base d'où des opérations seraient lancées contre l'Afghanistan. Les dirigeants de l'ISI sont intervenus directement et ont discuté de la question avec un des hommes politiques. Cet homme a conclu que l'ISI « essaie de conclure un accord de paix pour le Pakistan au détriment des circonstances en Afghanistan²⁰ » [Traduction].

L'instabilité politique au Pakistan provoquée par l'incertitude au sujet des élections et par l'intensité de la violence a suscité des craintes dans les milieux des États-Unis relativement à la sécurité et à la sûreté des armes nucléaires pakistanaises. Les chefs militaires du Pakistan ont constamment affirmé que cet élément ne faisait pas problème, mais des observateurs étatsuniens ont fait savoir que des dirigeants supérieurs pakistanais leur avaient dit que les membres du personnel résistaient à l'application du programme de fiabilité du personnel, établi seulement deux ans auparavant, car « ils estimaient que leur patriotisme était remis en cause²¹ » [Traduction].

Les États-Unis se sont inquiétés davantage quand le TTP a intensifié ses opérations dans le district de Swat, un lieu de villégiature au nord-ouest d'Islamabad. L'opération LION HEART, riposte du Pakistan à l'incursion dans le Swat, a été lancée en août 2008, mais les forces pakistanaises se sont heurtées à une solide opposition. Pendant que cette opération s'éternisait, des forces d'opérations spéciales étasuniennes ont exécuté un raid transfrontalier dans le Waziristan du Sud contre des dirigeants insurgés, en septembre 2008; le raid ne s'est pas déroulé comme prévu, et son succès a été compromis. Il en est résulté une réaction brutale de toutes parts au pays contre le gouvernement pakistanais. Les retombées ont gravement

nui aux relations déjà fragiles entre les États-Unis et le Pakistan et elles ont influé sur le problème de réapprovisionnement de la FIAS²².

En novembre, la violence dans les FATA et les agences de la NWFP a atteint son paroxysme, et ces secteurs ont dès lors subi la « talibanisation », c'est-à-dire l'imposition violente de la charia, le ciblage et la destruction des institutions laïques et les violations massives des droits de la personne. Les chefs militaires pakistanais ont adressé le message suivant aux États-Unis : « Nous n'avons pas pu déclencher des opérations militaires contre les militants avant d'avoir l'appui des nouveaux dirigeants civils, parce que ceux-ci ont besoin d'assumer la responsabilité civile de la bataille contre l'extrémisme²³. » Parallèlement, les chefs militaires pakistanais ont apporté de légères modifications à l'ISI, mais ils n'ont pris aucune mesure digne de mention pour influencer sur les opérations des talibans afghans dans le sud du pays. C'était comme si les chefs militaires supérieurs du Pakistan avaient décidé de répondre au raid transfrontalier de septembre en faisant un pas en arrière et en se cantonnant dans l'attentisme²⁴.

Entre-temps, d'importants efforts diplomatiques étaient en cours pour améliorer l'accord de paix entre l'Inde et le Pakistan au sujet du Cachemire. Personne ne pensait que ce problème vieux de 60 ans pouvait être réglé du jour au lendemain, mais certains estimaient que le mouvement visant à réduire la tension entre les deux pays permettrait de déployer des troupes pakistanaises plus nombreuses dans le Pakistan occidental, au lieu de les laisser à l'est à attendre et à décourager une attaque indienne qui n'allait pas venir.

L'attentat terroriste du 26 novembre 2008 à Mumbai, qui a fait plus de 160 morts et plus de 300 blessés, a profondément changé le cours des choses. L'organisation attaquante, Lashkar-e-Toiba, était une entité terroriste par procuration appuyée par l'ISI et employée dans le Cachemire contre les forces de sécurité de l'Inde. Le président Zardari du Pakistan :

[...] est convaincu que les attaques de Mumbai étaient conçues pour miner ses propositions visant à favoriser un rapprochement avec l'Inde et pour convaincre le Pakistan de réduire l'engagement qu'il avait pris de combattre les militants dans les FATA en concentrant plus de troupes pakistanaises sur la frontière avec l'Inde. Le déplacement de 5 000 à 7 000 soldats de l'Armée pakistanaise vers la frontière indienne était principalement symbolique, mais il a montré que l'Armée avait besoin de riposter à son ennemi irréductible²⁵. [Traduction]

Dans le volume I, nous avons vu qu'à l'été 2002, des attaques terroristes perpétrées contre le Parlement de l'Inde par des groupes soutenus par le Pakistan et liés à toute une gamme d'entités islamistes radicales ont entraîné une escalade de la tension dont certains ont pensé qu'elle mènerait à une guerre nucléaire. Par suite de cet incident, le Pakistan a

retiré ses troupes stationnées dans sa partie occidentale, ce qui a réduit la protection de cette frontière et a permis à Al-Qaïda, aux talibans et à leurs forces alliées connexes de s'échapper de l'Afghanistan. Les événements de 2008 correspondaient presque à ceux survenus sept ans auparavant. La tension entre l'Inde et le Pakistan a entraîné un assouplissement de la pression exercée par le Pakistan sur les insurgés des FATA. Tous ces événements ont aussi amené les États-Unis à préparer l'évacuation du matériel nucléaire existant au Pakistan²⁶.

Au début de 2009, le gouvernement pakistanais a admis que des groupes insurgés s'étaient rendus maîtres du Waziristan et du district de Swat²⁷. Le Corps frontalier (Frontier Corps) a tenu l'Agence du Khyber ouverte, et les camions de ravitaillement sont entrés dans l'Afghanistan, mais il y a eu un prix à payer : l'argent ainsi perçu a soutenu les insurgés dans les FATA. Les talibans afghans ne pouvaient observer la situation qu'avec un certain amusement et poursuivre leurs opérations contre la FIAS dans le sud de l'Afghanistan en recevant un soutien renouvelé depuis l'intérieur du Pakistan.

Les forces de sécurité pakistanaises ont mis l'accent sur le district de Swat au début de 2009. Ce district étant situé non loin d'Islamabad, capitale du pays, c'était là un choix évident, mais il existait apparemment des signes selon lesquels Baitullah Mehsud et le mollah Omar avaient convenu de déplacer les ressources de leurs deux organisations pour les opposer aux forces de la FIAS en Afghanistan, une fois qu'ils auraient raffermi leur position dans les FATA²⁸. En mai, les forces de sécurité pakistanaises, y compris trois divisions et cinq bataillons des forces spéciales, sont allées reprendre le district dans le cadre d'une opération très en vue. Celle-ci a duré deux mois avant que le Swat soit déclaré sûr. Les effets collatéraux ont compris l'attaque réussie contre le chef taliban pakistanais Batiullah Mehsud par un UAV le 4 août. Après l'opération menée dans le Swat, il y a eu l'opération PATH OF SALVATION dans le Waziristan du Sud, en octobre; dans ce cas, trois divisions de l'Armée pakistanaise et plusieurs bataillons des forces spéciales ont été déployés²⁹.

À première vue, on a eu l'impression que les deux offensives avaient grandement réduit les opérations des insurgés dans les FATA. Cependant, le Waziristan du Nord et les agences adjacentes sont restés « intacts ». Selon une opinion divergente, la situation était beaucoup plus complexe que ce dont on faisait état dans les milieux diplomatiques, et il se peut qu'elle ait eu un effet sur les opérations des talibans afghans dans le sud de l'Afghanistan en 2009.

Dans cette perspective, il y avait essentiellement quatre acteurs dans le drame : Al-Qaïda, le TTP (les talibans pakistanais), les talibans afghans dirigés par le mollah Omar, et les éléments officiels et officieux de l'ISI. L'objectif d'Al-Qaïda était de maintenir l'élan du TTP et de ses alliés à l'intérieur du Pakistan dans l'espoir de déstabiliser le gouvernement Zardari et de susciter une révolte ouverte dans les plus grandes villes du Pakistan (le maire de Karachi a alerté les organismes étasuniens à cet égard en avril 2009)³⁰. Le TTP, désormais privé de Mehsud, était maintenant ouvert aux suggestions, et les dirigeants d'Al-Qaïda lui

ont proposé de collaborer de plus près avec les talibans afghans du mollah Omar contre la FIAS en Afghanistan. Les membres des forces de sécurité pakistanaises qui voyaient dans les talibans afghans leur force par procuration envisageaient la situation avec une certaine inquiétude et ils croyaient qu'Al-Qaïda et le TTP se rendraient maîtres des talibans afghans, puis qu'ils s'en serviraient contre le Pakistan³¹. Cette situation extrêmement alambiquée a probablement suscité l'incertitude dans la choura de Quetta et entraîné la détention de certains chefs, y compris le mollah Baradar au début de 2010.

Les observateurs étasuniens ont produit une évaluation pertinente de la situation qui existait au Pakistan à la fin de 2009.

[L'ambassade] croit qu'il n'est absolument pas possible de faire échec à Al-Qaïda au Pakistan sans une stratégie exhaustive qui : 1) prend en compte la menace talibane combinée présente en Afghanistan et au Pakistan; 2) favorise la présence d'un gouvernement civil stable en Afghanistan; 3) réexamine le rôle plus large de l'Inde dans la région [...] L'élément clé du succès réside dans la cessation du soutien accordé par l'establishment pakistanais aux groupes terroristes et extrémistes, certains concentrant leur action sur l'Afghanistan, et certains, sur l'Inde³². [Traduction]

Al-Qaïda a pu fonctionner dans les FATA uniquement parce que les talibans y étaient déjà; par conséquent, le ciblage des chefs a été utile, mais ce n'était pas la solution complète. La seule façon de menacer Al-Qaïda consistait à la priver de son bouclier taliban pakistanais, et le seul moyen de ce faire était « d'assujettir les FATA à l'autorité de l'État pakistanais [...] Cependant, ne nous faisons pas d'illusions : cet effort nécessitera l'effort de multiples organismes, pendant de nombreuses années » [Traduction]. Aspect primordial :

[i]l n'est pas possible, cependant, de faire échec efficacement aux groupes talibans au Pakistan et à la menace régionale que présente Al-Qaïda, sans une grande stratégie régionale qui aboutira à la stabilité en Afghanistan. La crainte que la mission de la FIAS en Afghanistan prenne fin sans qu'ait été établi un gouvernement non taliban dirigé par des Pachtounes et favorable au Pakistan renforce la détermination de l'establishment pakistanais à ne pas rompre irrévocablement ses liens avec les talibans afghans. Ce dernier a peur que le retrait des pays de l'OTAN de l'Afghanistan à une date fixée ne soit que la pointe de l'iceberg et que d'autres partenaires de la coalition fassent de même, y compris les États-Unis [...] Le général Kayani a été très franc au sujet de la position du Pakistan à cet égard. Dans un tel scénario, l'establishment pakistanais fournira un soutien grandement accru aux groupes talibans du Pakistan et de l'Afghanistan, qu'il percevra comme étant soit susceptibles en fin de compte de supplanter le gouvernement afghan, soit, à tout le moins, de constituer un important contrepois à une Alliance du Nord contrôlée par l'Inde³³. [Traduction]

Cette menace formulée par le chef de l'Armée pakistanaise à l'intention de diplomates étasuniens en 2009 est carrément stupéfiante. Si les forces de l'OTAN essayaient de se retirer de l'Afghanistan, l'establishment militaire pakistanais menaçait d'accroître le soutien accordé à l'insurrection qu'elles combattaient, afin de les amener à rester en Afghanistan de manière à empêcher un vide sur le plan de la sécurité, lequel serait rempli, comme le craignait le Pakistan pathologiquement, par son adversaire de longue date, l'Inde, ou par l'Iran chiite. À ce moment-là, le Canada était le seul pays membre de la FIAS qui avait annoncé publiquement son retrait de l'Afghanistan et qui était résolument engagé contre les forces talibanes en Afghanistan.

Le degré de complicité de l'ISI dans les opérations des talibans en Afghanistan a été de plus en plus évident à partir de 2009. Des entrevues sur le terrain accordées par des chefs intermédiaires talibans afghans, anciens et en poste, menées en 2009 et 2010 par un groupe de réflexion spécialiste des droits de la personne, ont révélé les points pertinents suivants³⁴ :

1. l'ISI était représenté à la choura de Quetta;
2. les chefs intermédiaires « craignaient que, s'ils disaient quelque chose contre les talibans ou l'ISI, les chefs supérieurs n'en fussent informés – ils risqueraient alors d'être démis de leurs fonctions ou assassinés » [Traduction];
3. pour qu'un accord de paix entre l'Afghanistan et les talibans afghans puisse être négocié, il fallait absolument « que l'ISI ait un grand rôle à jouer dans le processus, voire qu'il le contrôle » [Traduction];
4. de nombreux combattants menaient les opérations sous la contrainte de l'ISI;
5. la destruction des écoles et la campagne d'assassinats contre les établissements religieux et les personnages religieux modérés dans le sud de l'Afghanistan étaient des éléments d'une stratégie de l'ISI qui visaient à éliminer la concurrence des courants modérés de l'Islam.

Un commandant taliban interviewé aux fins de notre étude a déclaré manifestement : « Si quelqu'un rejette le fait que l'ISI appuie ou contrôle les talibans, il n'a pas toute sa tête [...] tous nos plans et toute notre stratégie sont élaborés au Pakistan et nous sont communiqués étape par étape³⁵ [...] » [Traduction]. L'affirmation la plus bouleversante a été que le président Zardari lui-même fermait les yeux sur l'emploi des talibans afghans aux fins stratégiques du Pakistan et qu'il aurait dit à des chefs talibans afghans supérieurs détenus

que leur incarcération était artificielle et qu'elle visait à faire en sorte que les Américains cessent d'importuner le Pakistan au sujet des talibans³⁶.

David C. Isby, qui observait la région depuis longtemps, a sans ménagements fait l'observation suivante :

En fin de compte, les gouvernements militaires et civils du Pakistan ont tous misé sur l'ISI. L'ampleur des opérations menées par l'ISI à l'appui des insurgés afghans demeure incertaine, mais ce ne sont pas des opérations « menées par des hors-la-loi » ou par « un État à l'intérieur d'un État », deux clichés souvent utilisés dans les reportages occidentaux. L'ISI dispose d'une liberté opérationnelle et d'une indépendance suffisantes pour mettre en œuvre des politiques dans le contexte de grandes lignes directrices, mais il demeure sous le contrôle des militaires [...] L'ISI n'agira pas contre les intérêts de l'appareil militaire pakistanais³⁷. [Traduction]

Parallèlement et paradoxalement, les talibans pakistanais ont déchaîné une vague massive de terrorisme urbain qui a compris le bombardement du siège de l'ISI et, en octobre 2009, une audacieuse attaque du quartier général de l'Armée pakistanaise par des insurgés vêtus comme des soldats. Les observateurs ont constaté l'émergence d'une catégorie totalement nouvelle d'insurgés : les talibans du Punjab. En 2010, certains se demandaient si le Pakistan était en train de devenir une nouvelle Algérie³⁸.

Le diplomate étatsunien John R. Schmidt a conclu ce qui suit :

Le fait que les Pakistanais se soient sentis obligés d'agir d'une façon aussi fourbe a révélé l'importance qu'ils accordaient à la composition future de l'Afghanistan. Ils ne voulaient pas renoncer à leur relation avec les États-Unis, mais ils refusaient d'accepter les conséquences d'une défaite des talibans en Afghanistan [...] « Chasser avec la meute et courir avec les lièvres », tel est un des aphorismes pakistanais les plus populaires³⁹. [Traduction]

La méthode que le Canada a adoptée pour observer la scène pakistanaise a pris plusieurs formes. Tout d'abord, il y a eu un attaché militaire à Islamabad. En 2008, comme l'équipe du quartier général du Mgén Marc Lessard, au Commandement régional (Sud), s'inquiétait des opérations à la frontière et de la menace grandissante pesant sur la ligne de communication et la voie logistique, l'attaché, nommé le Lcol Brian Douglas, a assumé à titre secondaire les fonctions d'officier de liaison du Commandement régional (Sud) auprès des forces armées du Pakistan (PAKMIL)⁴⁰.

La nature du problème frontalier existant à Spin Boldak en 2008 a entraîné la nomination officielle du Lcol Ted Middleton comme officier de liaison entre le Commandement régional (Sud) et les PAKMIL, depuis l'aérodrome de Kandahar et Spin Boldak. Il a élaboré un système de conférences frontalières conçu pour que les chefs locaux et régionaux des forces de sécurité afghanes se réunissent régulièrement avec leurs homologues pakistanais⁴¹.

Tandis que la situation au Pakistan se détériorait, la FIAS a essayé de resserrer ses liens avec les Afghans et les Pakistanais en créant une commission tripartite qui a réuni les chefs militaires des trois entités. Avec le temps, les commandements régionaux ont établi des rapports avec deux corps d'armée pakistanais basés dans des provinces du Pakistan bordant l'Afghanistan. La Force opérationnelle Kandahar, commandée par le Bgén Jonathan Vance a quant à elle noué des liens avec le 3rd Pishin Scouts, bataillon du Corps frontalier posté de l'autre côté de la frontière par rapport à Spin Boldak, à Chaman. À la fin de 2009, un centre de coordination frontalier a été ouvert à Spin Boldak⁴².

Enfin, l'Armée canadienne a contribué au Bureau du représentant de la défense du Pakistan (BRDP) dirigé par les États-Unis et fondé pendant la guerre froide, sa raison d'être ayant été de fournir une aide matérielle au Pakistan. Il a été grandement renforcé après les attentats du 11 septembre 2001⁴³. Le successeur du Lcol Middleton, le Lcol Kevin Ng, a constaté que l'officier de liaison entre la FIAS de l'OTAN et les PAKMIL n'était efficace que par intermittence, car il ne travaillait qu'à un bas niveau et n'avait de liens avec aucun autre mécanisme, tandis que le système pakistanais fonctionnait sans arrêt. Le Lcol Ng a cherché à placer un officier de liaison de la FIAS de l'OTAN au BRDP pour exploiter la relation bilatérale déjà établie là entre les États-Unis et le Pakistan. En 2010, le Lcol Ng a été remplacé par le Lcol Craig Braddon⁴⁴.

Sous la direction d'un général étasunien à trois étoiles, le BRDP avait de nombreuses fonctions. Il comportait le Bureau de l'attaché militaire, un bureau de l'assistance à la sécurité et un Commandement des opérations spéciales (Avancé) au Pakistan, sans compter des éléments de protection de la force pour les divers officiers et l'état-major. La plupart des activités de ces entités se rapportaient à l'instruction et à la dotation des forces pakistanaises en équipement de diverses façons. Le BRDP se tenait aussi en rapport avec le 11^e Corps et le 12^e Corps de l'Armée pakistanaise. Chacun de ces corps était installé en face du Commandement régional (Est) et du Commandement régional (Sud), respectivement. Avec le temps, un élément de coordination de la FIAS au Pakistan (ICEPAK) a été mis sur pied, et il a compris des officiers de liaison auprès de ces organisations, mais il était installé dans le BRDP. L'équipe multinationale était formée d'officiers étasuniens, britanniques et canadiens, et les Canadiens faisaient partie de la cellule du BNL⁴⁵.

L'ICEPAK, comme on l'appelait, a officiellement été désigné pour coordonner les activités de la FIAS avec celles du Corps frontalier (NWFP) et du Corps frontalier (Balouchistan);

du Grand quartier général des APKMIL et, par défaut, des 11^e et 12^e Corps par l'intermédiaire des États-Unis au BRDP. Ces activités consistaient à représenter les intérêts de la FIAS à plus de six réunions de coordination différentes avec les PAKMIL, à gérer les réunions concernant les drapeaux de frontière entre les forces de sécurité afghanes et pakistanaises dans les régions frontalières, et à renseigner la FIAS et le CENTCOM sur la situation et les événements au Pakistan⁴⁶.

La coordination et la coopération étaient inégales. Le Commandement régional (Est) menait plus d'activités avec ses homologues dans la NWFP que le Commandement régional (Sud) ne le faisait avec le Baloutchistan. Dans le Sud, les forces de sécurité pakistanaises voulaient que la FIAS réprime les séparatistes baloutches menant des opérations contre le Pakistan depuis l'Afghanistan. Comme la FIAS ne pouvait détecter d'activités importantes de la part des insurgés baloutches, les autorités pakistanaises se sont servis de cela comme d'une excuse pour ne pas coopérer avec elle contre les talibans afghans agissant à Quetta⁴⁷.

La véritable nature de la situation était manifeste au BRDP également. En effet, les officiers canadiens se sont fait dire ceci à maintes reprises : « Nous [le BRDP] sommes ici pour compliquer la tâche à l'ennemi qui essaie de nous tuer en Afghanistan, et non pour nous lier d'amitié avec le Pakistan » [Traduction]. Malheureusement, une série constante d'incidents a miné presque toutes les tentatives de coordination et de liaison en 2009 et 2010. Mentionnons notamment les décès de membres du personnel du Corps frontalier au cours d'une attaque aérienne à la frontière. Puis, il y a eu les indiscretions de Wikileaks et ses messages crus du Département d'État au sujet du Pakistan. En troisième lieu, le président Obama s'est rendu en Inde, tandis qu'un Étatsunien qui prenait part à une activité secrète au Pakistan a été appréhendé et incarcéré après avoir fait feu sur des hommes qui tentaient de l'enlever. Finalement, en mai 2011, l'opération NEPTUNE SPEAR a effectivement mis fin à presque toutes les activités de liaison jusqu'à ce que le Canada se retire du Sud⁴⁸.

Le Lcol Craig Braddon a observé qu'il débattait régulièrement avec ses collègues étatsuniens et britanniques la question de savoir si le Pakistan était « un allié mal compris, mal guidé et incompetent, mais un allié malgré tout » ou « un ennemi rusé et dangereux » [Traduction]. Ils ont conclu que « les Pakistanais sont les deux à la fois [...] et qu'ils peuvent changer leur fusil d'épaule dans la même phrase sans que cela ne les dérange aucunement⁴⁹ » [Traduction].

L'efficacité de la collaboration de l'Armée canadienne avec les forces de sécurité pakistanaises est discutable. Il n'y avait ni critère de réussite ni paramètre de mesure de l'efficacité, et la collaboration n'avait de liens en bonne et due forme avec aucune autre activité canadienne en cours au Pakistan : le MAECI et l'ACDI affectaient des fonds à divers projets, mais il ne semblait exister aucune approche canadienne coordonnée. On pouvait faire valoir que la connectivité établie aux niveaux stratégique et opérationnel

faisait en elle-même une réussite de cette collaboration. Il valait mieux parler et acquérir des renseignements que de se taire, même si très peu était accompli sur le terrain. Il n'y a eu aucune véritable réussite au niveau tactique⁵⁰.

La réalité dure et fondamentale, c'est que des soldats canadiens ont été tués et mutilés par des talibans afghans soutenus par l'establishment pakistanais. Afin d'atteindre ses objectifs stratégiques, ce dernier luttait, sur son territoire, contre au moins trois groupes alliés aux talibans afghans, y compris Al-Qaïda. Il en était ainsi pendant que l'establishment pakistanais perdait du terrain à cause des menaces que représentaient de nouvelles entités fondamentalistes telles que les talibans du Punjab (TTP). La possibilité très réelle que le Pakistan succombe aux multiples menaces internes ne l'a pas empêché de continuer tout autant à soutenir l'insurrection talibane en Afghanistan, pendant que la peur imaginaire d'un Afghanistan contrôlé par l'Inde maintenait son emprise sur lui. La situation, compte tenu surtout de l'existence d'armes nucléaires en arrière-plan, a confiné à des limites absolues même l'influence des superpuissances.

NOTES

1. Syed Saleem Shahzad, *Inside Al Qaeda and the Taliban*, Londres, Palgrave Macmillan, 2011, p. 45.
2. WikiLeaks, American embassy Islamabad message, « Wali Khan's Strategy for Containing Militancy », 8 juillet 2008.
3. Ashley J. Tellis, *Pakistan and the War on Terror: Conflicted Goals, Compromised Performance*, Carnegie Endowment for International Peace, 2008, p. 18.
4. Shahzad fait valoir ce point, dans *Inside Al Qaeda and the Taliban*, p. 35-47.
5. Tellis, *Pakistan and the War on Terror*, p. 22.
6. John R. Schmidt, *The Unraveling*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2011, p. 151.
7. Voir la description de Schmidt et Shahzad.
8. WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « USG Media Leaks Have Pakistani Military Reviewing Contingencies », 11 janvier 2008.
9. Observation faite par David C. Isby dans *Afghanistan: Graveyard of Empires*, New York, Pegasus Books, 2011, p. 88.
10. Matt Waldman, *The Sun in the Sky: The Relationship Between Pakistan's ISI and Afghan Insurgents*, Crisis States Research Center, Université Harvard, juin 2010.
11. Schmidt, *The Unraveling*, p. 138.
12. David C. Isby, *Afghanistan: Graveyard of Empires*, p. 98-99.
13. Waldman, *The Sun in the Sky*, p. 4.
14. Voir Bruce Lawrence (sous la dir. de), *Messages to the World: The Statements of Osama bin Laden*, Londres, Verso, 2005; Douglas Frantz et Catherine Collins, *The Man from Pakistan: The True Story of the World's Most Dangerous Nuclear Smuggler*, New York, Twelve Hachette Book Group, 2007, chapitre 24; Sammy Salama et Lydia Hansell, « Does Intent Equal Capability? Al Qaeda and Weapons of Mass Destruction », *Non-Proliferation Review*, vol. 12, n° 3, novembre 2005, p. 615-652.

APPENDICE B

15. Shahzad, *Inside Al Qaeda and the Taliban*, p. 59-61.
16. « Red Ball Express Rides Again? », 29 juillet 2008. <https://cannoneerno4.wordpress.com/2008/07/29/red-ball-express-rides-again/>
17. Voir Warlord Inc.: Extortion and Corruption Along the US Supply Chain in Afghanistan, Rapport du Majority Staff Subcommittee on National Security and Foreign Affairs Committee on Oversight and Government Reform, Chambre des représentants des É.-U., juin 2010.
18. WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Scen setter for CJCS Admiral Mullen », 5 février 2008.
19. Wikileaks, 13 février 2008, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Pakistan's Madrassas ».
20. WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Wali Khan's Strategy for Containing Militancy », 8 juillet 2008.
21. WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « CJCS Mullen Meets with General Kidai on Safeguarding Nuclear Assets », 20 février 2008.
22. WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Pakistan Military Declares it has orders to Retaliate against Action by Foreign Troops », 3 septembre 2008; Schmidt, *The Unraveling*, p. 159.
23. WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « CJCS Majid Hosts CENTCOM CMDR Petraeus », 15 novembre 2008.
24. WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « ISI Disbands its Political Wing », 28 novembre 2008; WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Kayani Exercises Influence with New Military Appointments », 8 octobre 2008.
25. WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Scen setter for CENTCOM General Petraeus », 17 janvier 2009.
26. WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « US Removal of Pakistani Research Reactor Fuel on Hold », 25 mai 2009.
27. WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « CODEL Biden's Meeting with COAS Kayani and ISI Pasha », 6 février 2009.
28. WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Baitullah Mehsud Declares War », 13 avril 2009.
29. Voir Schmidt, *The Unraveling*, chapitre 8.
30. WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Karachi Mayor Warns of Talibanization, asks for US Presence », 14 avril 2009.
31. Shahzad, *Inside Al Qaeda and the Taliban*, p. 62–63.
32. WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Reviewing our Afghanistan-Pakistan Strategy », 23 septembre 2009.
33. *Ibid.*
34. Ces points sont tous tirés de l'étude de Waldman intitulée *The Sun in the Sky*.
35. *Ibid.*, p. 10.
36. *Ibid.*, p. 7.
37. Isby, *Afghanistan: Graveyard of Empires*, p. 102.
38. Schmidt, *The Unraveling*, chapitre 8.
39. *Ibid.*, p. 161.

APPENDICE B

40. Courriel du Lcol Craig Braddon adressé à l'auteur, 18 février 2012; entrevue téléphonique avec le Lcol Kevin Ng, 19 mars 2013.
41. *Ibid.*
42. Entrevue avec le Lcol Ng.
43. Voir Donald F. Schlien, « The Defense of Pakistan Sovereignty », *Defense Institute of Security Assistance Management Journal*, automne 1986. Voir le site <http://www.disam.dsca.mil/pages/pubs/journal/index.aspx?id=P>.
44. Entrevue avec le Lcol Craig Braddon, Ottawa, 16 février 2012.
45. Briefing, « Office of Defence Representative Pakistan », s.d.; entrevue avec le Lcol Braddon.
46. « ISAF Coordination Element-Pakistan Terms of Reference », 14 décembre 2009.
47. Entrevue avec le Lcol Braddon.
48. *Ibid.*
49. *Ibid.*
50. *Ibid.* et entrevue avec le Lcol Ng.

APPENDICE C :

LES CENT DE KABOUL ET LEURS SUCCESSEURS

En 2005, la Force opérationnelle (FO) en Afghanistan quitte Kaboul pour Kandahar (le sujet est traité dans le premier volume), mais une centaine de Canadiens restent sur place pour occuper des postes d'état-major et de conseillers.

Un aspect important des opérations menées par le Canada en Afghanistan était le maintien en poste des officiers d'état-major dans les différents quartiers généraux (QG) de la coalition dans le but de protéger les intérêts du Canada et d'éviter le mauvais usage des ressources du Canada par des alliés plus puissants. Cette pratique remonte aux premiers déploiements de l'Armée canadienne avec l'OTAN dans les années 1950, alors que les généraux qui se souvenaient de Hong Kong et de Dieppe ont fait en sorte que le Canada demeure sur place pour au moins fournir un aperçu du processus décisionnel de la coalition et influencer sur les décisions.

Tout comme les membres de l'Équipe consultative stratégique en Afghanistan (ECS-A), les officiers canadiens affectés au QG de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et aux divers QG des États-Unis qui relevaient du Commandement des forces multinationales en Afghanistan, ou le CFC-A, qui sera remplacé par les Forces des États-Unis en Afghanistan, ont observé et influencé la situation dans la mesure du possible. Bien qu'ils ne soient pas nécessairement quantifiables, les effets des actions qu'ils ont accomplies, des décisions qu'ils ont prises et des activités qu'ils ont menées ont joué un rôle important dans le déroulement global de la guerre à Kaboul, et de manière collatérale, de la guerre à Kandahar selon une perspective du Canada.

Comme c'est le cas dans tout quartier général supérieur, la version de la réalité à Kaboul avait tendance à être différente de ce que l'on pouvait comprendre au niveau tactique dans la province de Kandahar. En effet, le point de vue de certains officiers canadiens basés à Kaboul différait considérablement de celui de l'état-major du quartier général de la FO Kandahar, tout comme il divergeait de celui du Commandement régional (Sud) sur les événements. Les officiers canadiens qui occupaient ces postes pouvaient voir la participation du Canada en Afghanistan dans un contexte national (c.-à-d. afghan) et, dans certains cas, régional (de la coalition ou mondial). Certains étaient dépassés par l'ampleur de l'effort de guerre déployé par les autres pays par rapport à l'effort canadien et ne voyaient pas comment

le Canada pouvait exercer une influence. D'autres n'y voyaient pas d'inconvénient et pouvaient comprendre que le niveau tactique à Kandahar, le niveau opérationnel au Commandement régional (Sud) et le niveau stratégique (à Kaboul) étaient tous liés et que leur rôle était d'essayer de collaborer le plus possible avec les autres organisations à l'appui des objectifs canadiens.

Presque tous les militaires étaient régulièrement confrontés, sous une forme ou une autre, à des dissensions internes et à des conflits au sein des QG nationaux. Un Canadien servant au QG de la FIAS était-il un membre de l'OTAN ou un représentant du Canada? Les exigences de la coalition devaient-elles l'emporter sur les objectifs et les buts du Canada? Que se passait-il si la politique du Canada entraînait en conflit avec, disons, la politique des États-Unis dans les coulisses du Commandement de la transition conjointe de la sécurité en Afghanistan? Comment un officier d'état-major pouvait-il faire face à une telle ambiguïté, en plus d'être isolé de la FO du Canada et éloigné de son foyer?

Les pressions exercées par ce type d'existence étaient considérables. En fait, les membres du QG du Canada à Kaboul étaient dans de petites prisons confortables d'où ils sortaient périodiquement pour prendre des congés ou participer à des réunions d'état-major dans d'autres QG. Tous n'étaient pas en mesure de faire face aux pressions de la vie de QG dans une ville hostile d'un pays en guerre. Le major (Maj) Ray Ruckpaul s'est suicidé au QG de la FIAS le 29 août 2007, et le Maj Michelle Mendes s'est suicidée à l'aérodrome de Kandahar (KAF) le 23 avril 2009. Ils étaient des victimes de la guerre.

En plus des organisations du QG, les Canadiens ont été déployés dans le cadre de plusieurs initiatives de moindre envergure à Kaboul. Une petite équipe a travaillé à l'Académie des sous-officiers de l'Armée nationale afghane (ANA); le cadre d'instruction du cours d'état-major des officiers subalternes comprenait un seul Canadien; quelques personnes ont travaillé au Centre de formation en langues secondes en Afghanistan; et un officier supérieur canadien a travaillé pour la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA)¹.

Sur le plan structurel, il y avait les officiers d'état-major, les Cent de Kaboul, et l'Élément de commandement national (ECN) de Kaboul, qui était sous le commandement du QG de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan (FOI-A) au KAF. L'ECN de Kaboul était soutenu logistiquement par un détachement de l'élément de soutien national (ESN) et un détachement des transmissions. Dans certains cas, ces militaires ont fait l'objet d'une rotation avec d'autres membres des unités de Kandahar, et dans d'autres cas, ils ont été maintenus en permanence à Kaboul, selon la rotation. La réduction des opérations du Royaume-Uni à Kaboul a permis de libérer de l'espace au Camp Souter, près du KAF, et des dispositions ont été prises pour y baser les éléments canadiens de soutien dans un ensemble d'abris Weatherhavens².

La protection de la force de l'ECN de Kaboul consistait en plusieurs groupes de protection rapprochée équipés de VUS blindés. Ces soldats se sont acquittés de la dangereuse tâche de transporter le personnel canadien dans la jungle urbaine du réseau routier de Kaboul. Ils étaient exceptionnellement compétents dans cette tâche et connaissaient très bien la disposition de la ville et la façon de s'y déplacer rapidement et en toute sécurité. L'équipe de protection rapprochée de l'ECN était également connectée aux forces britanniques au Camp Souter, en particulier à leurs homologues de la protection rapprochée et des systèmes de renseignement, et a maintenu une capacité de réaction rapide pour les incidents dans la région qui impliquaient du personnel canadien³.

Tous les soldats canadiens qui se déplaçaient à Kaboul au cours de ces années, qu'il s'agisse des officiers d'état-major du QG, des signaleurs, des logisticiens ou des responsables de la protection rapprochée, étaient quotidiennement exposés à une attaque potentielle par engin explosif improvisé (EEI). Le niveau de menace était généralement « élevé » et il y a eu de nombreuses occasions où les insurgés ont utilisé Kaboul comme scène de théâtre terroriste avec les médias internationaux comme public. Le QG du Commandement de la transition conjointe de la sécurité en Afghanistan (CTCS-A) a par exemple été attaqué au début de l'année 2009 par un camion-citerne piégé. À bien des égards, Kaboul pouvait être aussi dangereuse que Kandahar et ce n'est que grâce à une combinaison de professionnalisme et de la bonne fortune que les pertes canadiennes sont restées faibles dans la capitale afghane. La malheureuse exception à cette règle a été la mort du colonel (Col) Geoff Parker le 18 mai 2010. Le Col Parker faisait partie d'un QG entrant de commandement régional canado-étatsunien qui effectuait une reconnaissance stratégique et a été tué par un puissant EEI lors d'une attaque contre son convoi.

NOTES

1. Entrevue avec le Mgén Al Howard (Kaboul, 6 mars 2009).
2. Briefing à l'auteur (Kaboul, 6 mars 2009).
3. L'auteur a bénéficié de leurs services à plus d'une occasion.

APPENDICE D :

L'AÉRODROME DE KANDAHAR

Comme nous l'avons vu dans le volume I, l'aérodrome de Kandahar, ou le KAF, constituait un terrain vital; par ailleurs, le déplacement de troupes de la Force opérationnelle Kaboul à destination de l'aérodrome de Kandahar et la mise sur pied ultérieure de la Force opérationnelle (FO) Afghanistan en 2005 a entraîné l'occupation d'espace par les Canadiens au KAF. L'enceinte du quartier général canadien a d'abord compris un ensemble de tentes Weatherhaven placé en face d'un hangar délabré et en diagonale par rapport à une structure baptisée « Zone du baroud d'honneur des talibans » (en anglais, le TLS). Le boisé des lapins de cette zone est finalement devenu l'emplacement du quartier général à l'aérodrome; par ailleurs l'aérogare datant des années 1960, deux kilomètres plus loin sur la route, a été remise à neuf à l'intention des civils. Le quartier général de la FO Kandahar se trouvait aussi de l'autre côté de la route, en face du quartier général du Commandement régional (Sud). Les logements des Canadiens ont tout d'abord été situés dans le secteur ouest de la base et ils étaient aménagés dans d'autres tentes Weatherhaven regroupées autour de la Maison du Canada, c'est-à-dire l'endroit où l'on allait pour se remonter le moral et voir à son bien-être personnel.

Le KAF a été le « second chez-soi » de plus de 1 300 Canadiens et Canadiennes, dont au moins 1 000 militaires et environ 300 civils. En 2007, les logements sont devenus un groupe de structures ISO modulaires superposées dans le secteur est de la base, près de l'enceinte du quartier général du groupement tactique. La construction d'une nouvelle Maison du Canada et d'un gymnase canadien, en 2008, a amorcé l'abandon progressif de l'ancien bâtiment de la Maison du Canada. L'Agence de soutien du personnel des Forces canadiennes a elle aussi été logée dans le nouveau secteur.

L'enceinte du quartier général de la FO Kandahar a pris de l'ampleur au fil des années, et des immeubles ISO ont remplacé les tentes Weatherhaven et les maisons mobiles. Le Centre d'opérations de la province (COP) a été établi au début de 2007 dans l'enceinte du quartier général de la FO Kandahar. L'Élément de soutien national et l'unité des TUAV Sperwer ont été logés dans de grandes enceintes dans le coin sud-ouest de l'aérodrome.

Au début, l'aérodrome était une installation contrôlée par les États-Unis, mais en août 2007, il est devenu un commandement de l'OTAN relevant du « commandant de

l'aérodrome de Kandahar », ou COMKAF. L'importance du KAF, en tant que carrefour de l'OTAN pour la logistique et le commandement dans le sud de l'Afghanistan, se passe d'explications plus détaillées ici. L'aérodrome s'est agrandi de façon géométrique au cours des années : en 2003, c'était une base d'opérations avancée délabrée, mais en 2011, il était devenu une petite ville de près de 20 000 habitants. À bien des égards, l'aérodrome s'apparentait à une ville pionnière du Canada des années 1800 : tout y était temporaire, y compris tous les systèmes de maintien de la vie : l'approvisionnement en eau, le carburant, les égouts et l'électricité. La plupart de ses habitants n'étaient que de passage. Cependant, le KAF est devenu plus qu'un endroit où les avions atterrissaient et étaient déchargés.

Le KAF était le théâtre d'une sorte de jeu d'échecs terrestre auquel s'adonnaient les pays de l'OTAN dont les troupes étaient basées là. L'espace y était limité, et l'on se bousculait beaucoup pour occuper l'espace près du tarmac, choisir les logements et accéder aux commodités. Quand les manœuvres des « joueurs » n'aboutissaient pas à une solution raisonnable sur place, la question était examinée dans les milieux politiques de l'OTAN, ce qui avait des incidences sur les opérations. L'espace en question était limité, et comme c'était le cas autrefois dans les villes pionnières, la possession était le paramètre déterminant de la loi. De même, en ce qui concernait l'espace réservé au logement, comme dans tout marché immobilier, l'emplacement était le critère déterminant. Les Canadiens étaient habiles lorsqu'il s'agissait d'obtenir ce qu'ils voulaient.

La loi afghane ne semblait pas s'appliquer au KAF, sauf que des personnes influentes chez les Barakzais se sont emparées des terres adjacentes, en en dépossédant les propriétaires, pour les louer à l'OTAN, ou au gouvernement afghan, ou aux deux. On ne sait toujours pas dans quelle mesure les griefs de ces propriétaires aigris par ces procédés ont suscité des attaques contre l'aérodrome, mais aux yeux des vieux routiers, il s'agit là d'une éventualité probable.

En fait, l'aérodrome s'est doté de son propre « shérif » sous la forme d'une unité multinationale de police militaire dirigée par les Danois. Le Canada et ses alliés n'ont pas compté sur les forces de police établies dans une ville multinationale dont la population est passée de 10 000 à 20 000 habitants, et ils ne leur ont pas non plus affecté de troupes au début. Le taux de criminalité a augmenté parallèlement à la croissance de l'aérodrome. Y avaient donc cours les activités criminelles qui auraient empoisonné n'importe quelle ville pionnière : trafic de stimulants illicites, prostitution et marché noir. Le KAF n'a pas fait exception. Il y avait des alambics pour fabriquer de la vodka avec des pommes de terre dans le secteur d'un contingent, tandis qu'un autre contingent possédait un spa mal bâti que les techniciens en médecine préventive ont dû fermer. Il faut aussi mentionner l'immigration illégale. En 2010, plusieurs centaines d'ouvriers venus de pays asiatiques ont été abandonnés à l'aérodrome quand leurs employeurs contractuels ont fait faillite et sont partis. Le marché clandestin des cartes repas était particulièrement florissant¹.

L'expansion du KAF a eu des répercussions importantes sur l'économie locale : en effet, des centaines, puis des milliers d'Afghans y ont été employés d'une façon ou d'une autre dans le cadre de ses opérations. On ne sait pas au juste à quel point cela a été intentionnel dans les années ultérieures, mais l'emploi à l'aérodrome pouvait être perçu comme étant un projet de « rémunération contre travail » à grande échelle. L'aérodrome a été le projet de développement suprême. Cette observation s'appliquait particulièrement aux entreprises afghanes qui fournissaient les barrières anti-explosion en béton servant à atténuer les effets des attaques à la roquette contre l'installation et qui connaissait une croissance tentaculaire.

Dès les années 2002 et 2003, les personnes d'influence chez les Barakzais ont compris l'importance du KAF pour l'aviation civile. Le clan des Sherzais a pris possession du terrain en 2002 avec les FOS étasuniennes et il en a conservé le contrôle avec les diverses forces de milice lui étant restées loyales pendant des années par la suite. Le gouverneur Gul Agha Sherzai et son frère Rezik ont été les premiers à inciter les organismes de développement à remettre à neuf l'aérogare civile, de sorte qu'en 2008, on a séparé le secteur du côté militaire de l'aérodrome, pour faciliter les voyages et les vols civils. Cela a eu d'importantes répercussions religieuses, car la population réclamait de plus en plus de vols pour le Hajj. L'aérogare civile était aussi nécessaire aux producteurs de stupéfiants, qui en avaient besoin pour acheminer leurs produits par avion afin d'éviter les coûts supplémentaires dus au transport terrestre à travers le Pakistan ou les « pays » au nord.

L'évolution des mesures de défense au KAF a été considérable et proportionnelle à l'expansion géométrique de la base. Comme nous nous le rappellerons, un bataillon roumain a remplacé en 2002 les éléments du groupement tactique canadien qui protégeaient l'aérodrome; il a continué à jouer ce rôle jusqu'en 2006. Trois principaux mécanismes assuraient la protection de l'aérodrome. Tout d'abord, il y avait le Centre d'opérations de défense interarmées (CODI). C'était le quartier général central aux fins de la défense terrestre, et il était installé dans la zone du TLS. Le CODI contrôlait aussi les sirènes d'alerte et le système de haut-parleurs Big Voice, quasi incompréhensible (avec le temps, le système a été automatisé de sorte que le dispositif d'acquisition radar des lancements de roquettes déclenchait la diffusion du message préenregistré « Attaque à la roquette, Attaque à la roquette » communiqué calmement par une voix féminine ayant un accent britannique). D'habitude, le message était diffusé après l'impact de la roquette!

En deuxième lieu, il y avait les points de contrôle d'entrée (PCE) dotés par des soldats de divers pays qui fouillaient tous les véhicules et le personnel civils entrant dans l'aérodrome. Ces PCE étaient essentiels pour empêcher l'entrée de bombes humaines et d'autres engins ennemis dans l'installation. Au début, le Canada a fourni le personnel nécessaire à un des PCE, ce qui a privé d'un peloton les forces combattant à l'ouest de la ville ou protégeant les convois. Quand plus de pays européens ont été amenés à envoyer des troupes dans le sud de l'Afghanistan, la Hongrie et la Bulgarie ont envoyé de petits contingents qui ont aidé à assurer

la sécurité de l'aérodrome à partir de 2006–2007. Les Bulgares ont remplacé le bataillon roumain, qui est parti pour la province de Zabol en 2007 afin d'y participer aux combats. Les commandants de l'Élément de soutien national canadien ont continué d'exercer des pressions pour libérer leur peloton du rôle de protection de la force dans les PCE, mais il leur a fallu des années pour atteindre cet objectif.

À l'extérieur des PCE se trouvait la zone de défense au sol (ZDS) qui s'étendait sur plusieurs kilomètres et comprenait des parties du district de Daman, au point qu'en fin de compte, il s'est agi d'une superficie totale de 450 kilomètres carrés. À partir de 2006, la responsabilité de la ZDS a été confiée à un escadron de campagne du Régiment de la RAF, qui a été relevé tous les six mois. Un escadron de campagne comprenait une compagnie d'infanterie de trois sections embarquées dans des véhicules Land Rover semi-blindés, des mortiers et des équipes de tireurs d'élite. Des éléments d'une escadre de protection de la force de la RAF ont aussi été déployés : ils comprenaient des policiers militaires, une compagnie des pylônes de communications et une unité de radar. Les unités canadiennes ont appuyé les Britanniques dans cette zone de nombreuses façons, depuis la communication de renseignements jusqu'à l'envoi d'équipes anti-EEI et d'équipes mobiles de dépannage quand les patrouilles de la RAF s'enlisaient ou étaient touchées par des EEI².

L'équipe canadienne des OPPSY a parfois collaboré avec son équivalent britannique dans le district de Daman, mais l'escadron de campagne du Régiment de la RAF n'a jamais réussi à coordonner ses activités de COCIM dans la ZDS avec celles de l'Équipe de reconstruction provinciale. (Le Daman était considéré comme relativement sûr et il était officieusement reconnu comme territoire barakzai contrôlé par les Sherzais, dont la milice était basée là.) L'escadron de campagne recevait régulièrement des renseignements des UAV canadiens, et un TUAV Sperwer était affecté à la protection de la force du KAF quand aucun MQ-1 Predator n'était disponible³.

Cela nous amène à une discussion sur l'activité ennemie contre le KAF. Celle-ci a pris trois formes. Commençons par la plus connue, soit les attaques à la roquette. En deuxième lieu, il y a eu de petites attaques au sol contre l'installation, à mesure que le temps passait. Troisièmement, l'ennemi a mené des activités logistiques parasites dans les limites mêmes de la base.

Des ressources considérables ont été consacrées à la lutte contre les attaques à la roquette. En général, il semblait y avoir deux types d'attaques à la roquette non guidée contre le KAF. Dans le premier cas, on pourrait dire qu'il s'agissait de tirs indirects effectués par les insurgés contre un nœud logistique, tandis que dans le second, les activités avaient les caractéristiques d'opérations à but commercial. Dans certains cas, il est probable que les attaques des deux types se soient chevauchées quand cela était pratique. Le diplomate étasunien Peter Tomsen a fait observer qu'en 1989, Gul Agha Sherzai a collaboré avec un gouverneur communiste corrompu de Kandahar :

[...] pour exécuter des « attaques » factices [...] contre l'aéroport de Kandahar construit par les États-Unis au sud-est de la ville. Au moment désigné, au profit des agents de l'ISI qui observaient l'opération, les moudjahidines de Gul Agha ont lancé des roquettes qui n'ont causé aucun dommage et ils ont exécuté des tirs avec des armes légères près de l'aéroport. Le long des pistes, les troupes d'Ulumi ont mis le feu à des barils d'huile et fait beaucoup de bruit. Ensuite, Ulumi a permis à Gul Agha de vendre dans la ville de Kandahar du blé des États-Unis fourni par l'ISI, en échange du maintien de la paix. Gul Agha a empêché les profits. Il a présenté des demandes de coupons pour obtenir plus d'argent et des munitions supplémentaires afin de remplacer celles qu'il avait utilisées au cours des opérations risibles menées à l'aéroport⁴. [Traduction]

Aucune raison ne permet de croire que les choses aient été différentes entre 2006 et 2011.

Il y avait deux « enclaves » d'où les roquettes étaient lancées : Kvosh Ab et Mandi Sar. Les engins mêmes étaient habituellement des roquettes non guidées de 107 mm d'origine chinoise. Certaines venaient de l'Iran et d'autres du Pakistan. Certaines étaient iraniennes, mais arrivaient en Afghanistan via le Pakistan. D'autres étaient chinoises et arrivaient en passant par l'Iran. Toutes étaient lancées avec des dispositifs rudimentaires improvisés utilisant des minuteriers artisanaux. Le district adjacent d'Arghistan faisait partie d'un itinéraire que les insurgés empruntaient et qui traversait le district de Maruf, puis le Pakistan : les moudjahidines de l'Arghistan avaient dirigé des roquettes vers la ville de Kandahar dès 1989 et possédaient donc une certaine expérience sur la façon de s'en servir⁵. L'équipe des insurgés utilisant les roquettes travaillait dans l'enclave de Mandi Sar, tandis que les entités à but commercial, dont on pensait que c'était des nomades kutchis, tendaient à travailler dans l'enclave de Kvosh Ab. Les équipes qui lançaient les roquettes recevaient, disait-on, 200 \$ par roquette dirigée contre le KAF. La motivation des gens de Mandi Sar provenait, croyait-on, du pacthtounwali, code d'honneur que les talibans invoquaient régulièrement à leurs propres fins. En 2001, une attaque aérienne exécutée dans le cadre de l'opération ENDURING FREEDOM a apparemment touché une enceinte et tué des habitants de l'endroit : leur participation au lancement de roquettes a été considérée comme une sorte de vengeance (*badal*)⁶. Il y avait aussi dans le secteur de Mandi Sar des problèmes d'ordre foncier qui se rapportaient aux personnes d'influence chez les Barakzais et les Popalzais et à leurs activités commerciales le long de l'Autoroute 4. Ces dernières impliquaient le colonel Tor Jan, à l'ERP, qui se servait de terres qu'il s'était appropriées dans le secteur pour exploiter sa concession d'automobiles. En d'autres mots, il y avait un enchevêtrement de griefs déposés par les insurgés à leurs propres fins.

Les talibans extorquaient des paiements de protection aux riches marchands de Quetta, sous la forme d'une dîme. Ces derniers finançaient l'achat des roquettes de 107 mm et les transportaient par camion jusque chez les utilisateurs finaux en passant par Spin Boldak et en empruntant l'Autoroute 4. C'était un plan ingénieux de la part des talibans : il impliquait des hommes d'affaires (*bazzaris*) par ailleurs apolitiques de Quetta qui se servaient de leurs propres ressources pour appuyer l'insurrection en Afghanistan, ce qui conférait aux talibans et à leurs partisans une certaine possibilité de démenti. Ce stratagème ajoutait un autre palier d'ambiguïté. Ces marchands étaient-ils des insurgés ou non?

Dans certains cas, les insurgés semblaient lancer des attaques à la roquette contre le KAF pour faire savoir aux dirigeants de la coalition qu'ils étaient encore de la partie. Par exemple, quand les insurgés apprenaient que des dignitaires étaient en visite dans la base, il y avait une attaque dans les 24 heures, et parfois plus tôt. Une de ces attaques a eu lieu le 8 mai 2009 quand de multiples roquettes ont été lancées pendant que le premier ministre, le chef d'état-major de la Défense et le chef d'état-major de l'Armée de terre étaient en visite au KAF. La FO Kandahar a conclu que « ce n'était pas une simple coïncidence »⁸ [Traduction]. De même, dans l'espoir de causer des pertes massives parmi les centaines de soldats de la coalition venus assister aux cérémonies d'adieu nocturnes pour rendre un dernier hommage à leurs camarades tombés au champ d'honneur, l'ennemi a tenté de diriger des roquettes dans leurs rangs. Cela engendrait une dynamique surréaliste, en ce sens que les soldats et les civils rassemblés en grand nombre, dans des rangs cérémoniaux, étaient dans certains cas exposés aux tirs ennemis dans un champ découvert qui rappelait de certaines façons les champs de bataille du XIX^e siècle plutôt que celui du XXI^e siècle situé à vingt kilomètres plus à l'ouest.

Les conséquences des dommages cumulatifs causés par les attaques à la roquette contre le KAF sont discutables. Les attaques ont-elles compliqué les activités de l'aérodrome dans une certaine mesure? Oui. Les roquettes y ont-elles tué et mutilé des personnes et détruit des équipements? Oui : de nombreux Canadiens et Canadiennes ont été blessés par des attaques à la roquette au cours de la guerre. Y a-t-il eu des pertes psychologiques parmi les occupants du KAF? Oui. Certains de ces éléments ont-ils influé grandement sur les opérations de combat et de développement dans la province? Non. Cependant, les attaques à la roquette ont obligé le COMKAF et les diverses forces coalisées au KAF à acheter des quantités considérables de barrières anti-explosion plus grosses et plus épaisses, à telle enseigne qu'en 2009, chaque enceinte de la base ressemblait à une petite forteresse. L'argent ainsi dépensé a été versé aux entreprises de construction de Kandahar, dominées par les entités barakzaïes et popalzaïes influentes, lesquelles employaient ensuite des centaines de leurs associés. La question de savoir à quel point tout cela a déformé l'économie de la province et suscité de nouveaux griefs ou renforcé ceux qui existaient déjà chez les populations non popalzaïes et non barakzaïes demeure aussi nébuleuse qu'elle a été négligée par les analystes.

Un aspect de la guerre des roquettes contre le KAF qui rend perplexe a résidé dans le piètre raffinement technologique ou tactique manifesté par ceux qui lançaient les roquettes. Personne ne semble avoir essayé d'acquérir un lance-roquettes multiples : essentiellement, il aurait suffi d'une remorque sur laquelle aurait été installée une rangée de tubes. Or, il en existait des centaines d'exemplaires vétustes datant de conflits antérieurs. Les roquettes étaient d'habitude lancées une à la fois, parfois par paire, mais jamais en une vague massive. Selon un rapport de 2006, certaines roquettes auraient eu des ogives au phosphore blanc, mais aucune n'a jamais été employée contre le KAF. De nombreuses ogives à munition brisante n'ont même pas explosé. C'était presque comme si l'ennemi ne voulait pas que certaines des roquettes causent des dommages graves.

Il y a aussi lieu de se demander pourquoi les insurgés n'ont pu ni acquérir ni utiliser de systèmes de missile antiaériens portables contre les avions de la coalition qui atterrirent au KAF ou en décollaient. Une paire de SAM HN-5 chinois tirés à l'épaule a été découverte dans une cache d'armes à l'est du KAF, près de Mandi Sar en 2007⁹. Il y a eu au moins une attaque dont on pense qu'elle a eu lieu avec un SAM, mais elle n'a jamais été confirmée à fond parce que l'avion en question appartenait à une entité secrète d'un pays membre de l'OTAN. Le nombre d'attaques avec armes légères contre des avions à l'aéroport a été remarquablement faible, et ces attaques n'ont aucunement empêché l'OTAN de maintenir ses forces en puissance, sur le plan logistique, dans le sud de l'Afghanistan en se servant du KAF.

Les attaques terrestres lancées contre le KAF ont été extrêmement rares. Quand il y en a eu, les attaquants n'ont jamais franchi la première clôture de barbelés dressée le long du périmètre. En 2011, une force plus nombreuse d'insurgés a attaqué de nuit, mais elle a été brutalement arrêtée par un avion armé AC-130 des Forces aériennes des États-Unis avant même qu'ils s'approchent du périmètre¹⁰.

Le parasitisme ennemi a pris plusieurs formes. Dans la forme la plus subtile, les insurgés se procuraient des revenus en taxant les marchands qui vendaient des biens dans le bazar hebdomadaire installé dans une enceinte spécialement protégée du KAF. L'ampleur de cette pratique n'est pas bien documentée. Par ailleurs, l'ennemi introduisait des agents dans la main-d'œuvre pour recueillir des renseignements au sens traditionnel du terme. Sous une forme différente, des agents ennemis s'infiltraient parmi le personnel et agissaient ensuite comme observateurs au cours des attaques à la roquette et ils évaluaient les dommages de combat après coup. En troisième lieu, des ennemis recueillaient dans les ordures au KAF du matériel jeté tel que des piles et des fils afin de s'en servir pour construire des EEL. En effet, une fabrique d'EEL a été découverte dans un bâtiment situé à moins de 50 mètres de l'Installation canadienne de transfert des détenus¹¹. En outre, le marché était utilisé pour introduire des cyberarmes dans les systèmes de la coalition au KAF. Par exemple, un appareil MP3 d'origine chinoise vendu au marché comportait d'intéressantes

caractéristiques supplémentaires, y compris des virus et des chevaux de Troie intégrés. Ces éléments permettaient d'accéder à distance aux systèmes informatiques avec lesquels ils pouvaient se brancher¹².

Tout compte fait, le KAF n'était pas une zone de communications de l'arrière du type que connaissent les personnes qui étudient l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, mais une zone d'opérations distinctes tant pour l'insurrection que pour les forces coalisées dans la province de Kandahar.

NOTES

1. Briefing fait par la Compagnie de la PM de la FO Kandahar à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 15 juillet 2010.
2. Briefing fait par le Régiment de la RAF à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 6 juin 2007.
3. *Ibid.*
4. Peter Tomsen, *The Wars of Afghanistan: Messianic Terrorism, Tribal Conflicts, and the Failures of Great Powers*, New York, Public Affairs, 2011, p. 334.
5. *Ibid.*, p. 333.
6. Briefing fait par le COMKAF à l'auteur, 9 février 2008.
7. Entrevue confidentielle.
8. CRSQ QG FOI-A, 8 mai 2009.
9. Briefing fait par le COMKAF à l'auteur, 9 février 2008.
10. L'auteur était présent lors de ces événements.
11. Entrevue confidentielle.
12. INTSUM FO Kandahar, 5 septembre 2010.

GLOSSAIRE

PCA	point de contrôle d'accès
ADATS	système de défense antichar et antiaérienne
ZDA	zone de développement en Afghanistan
EBG	engin (ou véhicule) blindé du Génie
SPSSA	Services de prestation de soins de santé afghans
PRA	Police routière afghane
PLA	Police locale afghane
ANA	Armée nationale afghane
PNAOC	Police nationale afghane pour l'ordre civil
SDNA	Stratégie de développement national de l'Afghanistan
PNA	Police nationale afghane
FSNA	Forces de sécurité nationale afghanes; FIAS : Force internationale d'assistance à la sécurité, renvoie au groupe formé par l'Armée nationale afghane (ANA) et la Police nationale afghane (PNA).
TTB	transport de troupes blindé
PPPA	Programme de protection publique de l'Afghanistan
PPRA	Programme pour la paix et la réintégration en Afghanistan
ARSIC	Commandement de l'intégration des forces de sécurité régionales afghanes
VBD	véhicule blindé de dépannage
CRTS	Centre du renseignement toutes sources
PSSA	Programme de sensibilisation sociale en Afghanistan

GLOSSAIRE

PAU	Police afghane en uniforme
VDIVA	Vision du développement intégré de la vallée de l'Arghandab
VBPP	véhicule blindé poseur de ponts
AWK	Ahmad Wali Karzai
Bdr	bombardier
GT	groupement tactique
BIP	blow in place (destruction/détruire sur place)
cmdt EO	commandant de l'environnement d'opérations
I/A	indicatif d'appel
CADG	Central Asian Development Group
COMFOSCAN	Commandement – Forces d'opérations spéciales du Canada
CDCR	Conseil de développement communautaire regroupé
CDC	Conseil de développement communautaire
COMFEC	Commandement de la Force expéditionnaire du Canada
RGC	Régiment du Génie de combat
CEXC	Cellule multinationale d'exploitation d'explosifs
FC	Forces canadiennes
CFC-A	Commandement des forces multinationales en Afghanistan
SNEFC	Service national des enquêtes des Forces canadiennes
BCAG	Bureau canadien d'appui à la gouvernance
FHC	Force d'hélicoptères du Canada
CIA A	gence centrale du renseignement
ACDI	Agence canadienne de développement international
Anti-EEI	anti-engins explosifs improvisés

GLOSSAIRE

COCIM	coopération civilo-militaire
CIVPOL	police civile, ou le contingent de 30 membres de la GRC affecté à la composante de la police civile de la Force de protection des Nations Unies
CJSOTF	Force interarmées multinationale d'opérations spéciales
FOIM	Force opérationnelle interarmées multinationale
LJC	Loya Jirga constitutionnelle
PLC	patrouille logistique de combat
OTC	organisation chargée des travaux de construction
EGC	équipe de gestion de construction
CNN	Cable News Network
Cmdt	commandant
COIN	contre-insurrection
COMISAF	commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité
COP	Combat Outpost (avant-poste de combat)
PCEP	Programme central d'éradication du pavot
ROSC	Régiment d'opérations spéciales du Canada
CTCS-A	Commandement de la transition conjointe de la sécurité en Afghanistan
PCSEJ	Programme culturellement structuré d'emploi des jeunes
FOM	Force opérationnelle multinationale
ECK	Équipe combinée de Kandahar
DAFA	Agence de déminage d'Afghanistan
RGED	récepteur GPS évolué pour la défense, un système GPS du Canada
CCD	Conseil communautaire de district

GLOSSAIRE

CmdtA	commandant adjoint
ADD	Assemblée de développement des districts
ECDD	Équipe de combat du district de Dand
PAD	Programme d'application des projets au niveau des districts
DDR	démobilisation, démilitarisation et réintégration
DEVAD	conseiller en matière de développement
MAECI	ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
CFD	charge à fragmentation directionnelle
MDN	ministère de la Défense nationale
ESD	équipe de soutien du district
OBE	opérations basées sur les effets
CME	contre-mesures électroniques
PCE	point de contrôle d'entrée
Esc CG	Escadron de construction du Génie
ECG	Équipe de construction du Génie
ECDE	Équipe canine de détection d'explosifs
NEM	neutralisation de explosifs et munitions
COIC	capacité d'ouverture d'itinéraire de circonstances
UAG	Unité d'appui du Génie
ETT	Équipe de formation intégrée
CRRE	Corps de réaction rapide européen
GE	guerre électronique
FATA	Agence tribale administrée par le fédéral
PCD	perfectionnement ciblé par district

GLOSSAIRE

FOB	base d'opérations avancée
OOA/CAA	officier observateur avancé/contrôleur aérien avancé
GBU	bombe guidée
GIRoA	gouvernement de la République islamique d'Afghanistan
CIMG	Centre de l'information et des médias du gouvernement
LRMG	lance-roquettes multiple à guidage
HALO	système de repérage d'artillerie hostile
DHELI	demande d'hélicoptère
HESH	explosif brisant à ogive plastique (munition)
HFA	Haji Fazluddin Agha
HiG	Hezbe Islami Gulbuddin
EFA	explosif de fabrication artisanale
QG	quartier général
USS	Unité des services de santé
EACH	Équipe d'analyse du contexte humain
CI	communauté internationale
ID	identification
ACTA FIAS	appui contractuel au transport aérien de la FIAS
ICEPAK	Élément de coordination de la FIAS au Pakistan
DIGL	Direction indépendante pour la gouvernance locale
PDIP	personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
CEI	Commission électorale indépendante
EEI	engin explosif improvisé
IFF	identification ami ou ennemi

GLOSSAIRE

IFOR	Force de mise en œuvre
CIFIAS	Commandement interarmées de la Force internationale d'assistance à la sécurité
SADMT	système amélioré de détection des mines terrestres
Rens	renseignement
OI	organisation internationale
PAPP	Plan d'action provinciale provisoire
FIAS	Force internationale d'assistance à la sécurité
ISI	renseignement interservices (services secrets du Pakistan)
ISID	Direction pour le renseignement interservices
RSR	renseignement, surveillance et reconnaissance
ISTAR	renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance
JAG	juge-avocat général
JDAM	munition interarmes d'attaque directe
CICD	Centre interarmées de coordination de district
CICE	Conseil interarmées de coordination fondée sur les effets
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
ZOI	zone d'opérations interarmées (FIAS)
COI	Centre d'opérations interarmées
GIO	groupe interarmées des opérations
PI	patrouilles interarmées
CICP	Centre interarmées de coordination provincial
LEPI	liste des effets prioritaires interarmées
CIFA	contrôleur interarmées de la finale de l'attaque

GLOSSAIRE

FOI	Force opérationnelle interarmées
FOI-A	Force opérationnelle interarmées en Afghanistan
K-9	dog team (section canine)
KAF	aérodrome de Kandahar
PAK	Plan d'action Kandahar
Kand	Kandahar
GTSK	Groupe de travail sur la sécurité de Kandahar
CFK	Centre de fusion de Kandahar
CFRK	Centre de fusion du renseignement de Kandahar
KLE	engagement des relais d'influence
PILK	Programme d'initiatives locales de Kandahar
CIMK	Centre d'instruction militaire de Kaboul
ERPK	Équipe de reconstruction provinciale de Kandahar
DPC	district en position clé
KUS	choura des oulémas de Kandahar
AVC	approche des villages clés
IVC	insurgés des villages clés
VBL	véhicule blindé léger
AACL	arme antichar légère
DAML	détecteur antimines léger
RAML	radar antimortier léger
LeT	Lashkar-e-Taiba
DLL	détachement logistique léger
LORIT	tâche d'intégration des exigences opérationnelles du véhicule blindé léger

GLOSSAIRE

MASCAL	pertes massives
MASINT	renseignement mesures et signature
VTT-M	véhicule tout terrain résistant aux mines et protégés contre les embuscades
CLD	charge linéaire de déminage (MICLIC ^{MC})
CDM	Centre de détection des mines
MEDEVAC	évacuation médicale
MEU	Marine Expeditionary Unit (Unité du corps expéditionnaire des marines)
EGEM	équipe de guerre électronique mobile
MILAD	conseiller militaire
UMM	Unité médicale multinationale
PM	police militaire
MTTPM	équipe mobile d'entraînement de la police militaire
MRAP	(véhicule) résistant aux mines et protégés contre les embuscades
MRRD	ministère du Relèvement rural et du Développement de l'Afghanistan
BSM	Bureau de soutien municipal
FOTM	Force opérationnelle de transition de la mission
MML	moral, mieux-être et loisirs
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
SNICC	système national d'information, de commandement et de contrôle
NCD	nouveau centre de district
DNS	Direction nationale de la sécurité
ONG	organisation non gouvernementale

GLOSSAIRE

SNE	Service national des enquêtes
FOSNOR	Forces d'opérations spéciales norvégiennes
ESN	élément de soutien national
MFO-A	Mission de formation de l'OTAN en Afghanistan
CCO-D (D)	Centre de coordination des opérations du district de Dand
CCO-D (P)	Centre de coordination des opérations du district de Panjwayi
CCO-D	Centre de coordination des opérations de district
CCO (K)	Centre de coordination des opérations de Kandahar
CCO-P	Centre de coordination des opérations de province (a remplacé le CICP)
BCAH	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
DOA	détachement opérationnel Alpha
BRDP	Bureau du représentant de la défense du Pakistan
OEF	opération ENDURING FREEDOM
AM	autres ministères
ELMO	Équipe de liaison et de mentorat opérationnel
PO	poste d'observation
Op	opération
OPLAN	plan d'opération
O op	ordre d'opération
PPO	processus de planification d'opérations
Op tempo	operational tempo (rythme des opérations)
VPO	véhicule à pilotage optionnel
BCS-A	Bureau de la coopération en matière de sécurité en Afghanistan
GAS	Groupe d'action stratégique

GLOSSAIRE

PAKMIL	forces militaires du Pakistan
BP	base de patrouille
DP	district de police
CDP	Comité de développement provincial
COMPE	Centre d'opérations multinationales du district de Panjwayi Est
Sdt 1	soldat de première classe
PMN	type de mine soviétique antipersonnel à déclenchement par pression
EMP	équipe de mentorat de la police
COP	Centre d'opérations de la province
POLAD	conseiller politique
ELMOP	équipe de liaison et de mentorat opérationnel de la police
PPCLI	Princess Patricia's Canadian Light Infantry
ERP	équipe de reconstruction provinciale
SSC	système de surveillance continue
PPS	poste de police secondaire
OPPSY	opérations psychologiques
SIMP	système d'interdiction de menaces persistantes
PTS	Programme Takhim-e Sohl
PIR	projet à impact rapide
FRR	force de réaction rapide
CSA	Cours de sécurité accéléré
GTR(S)	Groupement tactique régional (Sud)
CR	commandement régional
CR (Sud), CR (S)	Commandement régional (Sud) de la FIAS dirigé par l'OTAN

GLOSSAIRE

RCIED	engin explosif improvisé radiocommandé
DDI	détachement de dégagement d'itinéraire
RP	relève sur position
RCK	représentant du Canada à Kandahar
CRAMO	Commandement régional d'aide au maintien de l'ordre
GPF	grenade propulsée par fusée
SAT	système d'arme télécommandé
CS	connaissance de la situation
ECS-A	Équipe consultative stratégique en Afghanistan
FPZS	Force de protection de la zone de sécurité
SBS	Special Boat Squadron
SEAL	Équipe mer-air-terre, c.-à-d. les forces spéciales de la Marine des États-Unis (U.S. Navy)
FORCEC	Force de sécurité de l'équipe de liaison et de mentorat opérationnel
ESG	équipe spécialisée du Génie
ECFS	équipe consultative de la force de sécurité
SIGACT	incident significatif
CFLEM-A	Centre de formation linguistique et d'état-major en Afghanistan
SMA	Sher Mohammad Akhundzada
SNC	Groupe SNC-Lavalin Inc.
FOS	Forces d'opérations spéciales
CROS	Centre du renseignement pour les opérations spéciales
FOS	Force opérationnelle spéciale
FPPS	Force de protection du périmètre de sécurité

GLOSSAIRE

STA	surveillance et acquisition d'objectifs
Stab	stabilisation
SUAV	petit véhicule aérien sans pilote
SVBIED	engin explosif improvisé placé dans un véhicule pour attentat suicide
TAA	zone de rassemblement tactique
TACNET	réseau de contrôle aérien tactique
TACSAT	satellite tactique, c-à-d. ; type de radio de cryptographie
VAT	visite d'aide tactique
EET	équipe d'exploitation tactique
FO	force opérationnelle
FO Kand	Force opérationnelle Kandahar
GT FO Kand	groupement tactique de la Force opérationnelle Kandahar
ZDS FO Kand	zone de défense au sol de la Force opérationnelle Kandahar
FOM FO Stryker	liberté de circulation (corridor) de la Force opérationnelle Stryker
DM	détection de la menace
IT	infrastructure tactique
TEC	troupes en contact
VBLC	véhicule blindé léger chenillé
TMJ	(réseau) Taj Mir Jawad
COT	Centre des opérations tactiques
BST	base de soutien du théâtre
EST	élément de soutien du théâtre
TTP	élément de soutien du théâtre

GLOSSAIRE

TTP	tactiques, techniques et procédures
TUAV	véhicule aérien sans pilote tactique
UAV	véhicule aérien sans pilote
DAS	détecteur autonome au sol
PMOU	Plan de mise en œuvre unifiée
UN	Nations Unies
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
MANUA	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
MINUAR	Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda
PNUD-ELECT	projet du Programme des Nations Unies pour le développement ayant pour but d'améliorer la capacité juridique et électorale en Afghanistan
CDHNU	Commission des droits de l'homme des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNMACA	Centre de lutte antimines des Nations Unies en Afghanistan
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
ZPNU	zone protégée par les Nations Unies
USAID	Agence américaine pour le développement international
USG	United States Government (gouvernement des États-Unis)
USPI	Service de protection et d'enquête des États-Unis
UTAMS	(système MASINT non surveillé détecteur de signaux acoustiques transitoires)
UXO	munition explosive non explosée
VBIED	engin explosif improvisé placé dans un véhicule
VHF	très haute fréquence
PMV	patrouille médicale dans les villages

GLOSSAIRE

IE	inscription électorale
OSV	opérations de stabilisation des villages
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PPRAP	Programme pangouvernemental de revitalisation (ou de reconstruction) améliorée à Panjwayi
ADM	armes de destruction massive
XO	Executive Officer

À PROPOS DE L'AUTEUR

M. Sean M. Maloney, Ph. D., est professeur d'histoire au Collège militaire royal et il a été conseiller en histoire auprès du chef d'état-major de l'Armée de terre pendant la guerre en Afghanistan. Auparavant, il avait été historien pour la 4^e Brigade mécanisée du Canada, dont la mise à contribution a été le principal appui de l'Armée canadienne à l'OTAN à l'époque de la guerre froide. M. Maloney a une vaste expérience sur le terrain dans les Balkans, plus particulièrement en Croatie, en Bosnie, au Kosovo et en Macédoine, au fil des années 1990 jusqu'en 2001. Son travail sur les Balkans a été interrompu par les attentats du 11 septembre. Depuis 2001, M. Maloney se consacre exclusivement à la guerre contre le mouvement al-Qaïda et ses alliés, plus particulièrement celle menée en Afghanistan. Il s'est rendu à maintes reprises en Afghanistan de 2003 à 2014 pour observer les opérations de la coalition et du Canada dans ce pays et prendre des notes à ce sujet. En plus d'être l'auteur de *L'Armée canadienne en Afghanistan*, il est l'auteur de 17 autres ouvrages, dont quatre qui portent sur la guerre en Afghanistan.



Photo : Auteurs

Sean M. Maloney, Ph. D.

INDEX

A

Abbotabad, Pakistan : 522, 557

Accord de Bonn : 165, 547, 548

Achakzai (groupe ethnique) : 64

Achakzai, Sitara : 102

Adair, major Jay (Armée canadienne) : 234

Aérodrome de Bagram : 189

Aérodrome de Kandahar (KAF) : i, 8, 11, 14, 15, 60, 67, 71—73, 82, 101, 105, 106, 119, 144, 147, 202, 207, 235, 237, 238, 243, 246, 256, 263, 280, 283, 284, 288, 294, 297, 314—317, 330, 337, 345, 349, 366, 377, 401, 405, 406, 411, 412, 425, 465, 466, 470, 479, 523, 527, 528, 529, 539, 537, 543, 544, 555, 556, 582, 588, 591—598

Aéronefs

A-10 Thunderbolt (Warthog)

AH-64 Apache : 15, 44, 188, 190, 397, 402, 405

AN-124 Antonov : 537

B-1B Lancer : 38, 116, 134, 278, 326

C-12 Cessna : 142

C-130 Hercules, AC-130, CC-130, MC-130 : 14, 282, 288, 597, 14, 280, 282, 303

C-17 Globemaster II, CC-17 : 280, 543

CC-117 Globemaster III : 537

CH-146 Griffon : 14, 16, 44, 52, 59, 60, 133, 202, 252, 256, 280, 288, 374, 375, 388, 390, 399

CH-47 Chinook : 15, 42, 44, 60, 72, 468

CP-140 Aurora : 16, 17, 279, 282

F-15 Eagle : 42, 130

F-16 Falcon : 326, 372

F-18 Hornet : 38, 96, 405, 435

INDEX

GR-7 Harrier : 11
HH-60 (Pave Hawks) : 14, 280 KA-32 Helix : 280
Mi-8 HIP : 280
Mi-17 : 72, 101, 283, 288, 411, 462
Mi-26 Halo : 523 Mirage : 404
NP-3D Orion : 17
OH-58D Kiowa Warrior : 14, 15, 17, 44, 47, 52, 80, 83, 87, 96, 112, 128, 130, 147, 148, 187, 190, 202,
266, 405, 435
Sea King : 288
U-2 Blackbird : 142
UH-60 Black Hawk, UH-160 : 14, 15, 280, 402

Afrique : 181, 539, 553, 560, 561

Agence de coopération internationale du Japon : 179

Agence de déminage de l'Afghanistan : 350

Agences tribales administrées par le fédéral (FATA) : 572, 577, 578, 579

Agha, Haji Fazluddin (HFA) : 323, 404, 481, 489, 493, 498, 500, 503, 513, 514, 538

Agha, Haji Murcha : 62, 127

Agha, Jabar : 60, 61, 101, 174, 269

Agha, Janan : 174, 386

Agha, Khudi Dad Saha : 271

Agha, Sadiq : 319

Agha, Sayed Gul : 276

Agha, Sayed Gulub Shah : 396

Aho, major Benjamin (Armée canadienne) : 430

INDEX

Aide humanitaire : 22, 128, 218, 223, 323, 352, 460, 492

Ainsworth, sergent Jesse (Armée des É.-U.) : 385

Akhund (tribu) : 541

Akhund, mollah Abdul Rahim : 319

Akhundzada, Sheer Mohammad : 291, 296

Alikozai (tribu) : 62—65, 99, 105, 128, 257, 263, 264, 274, 353, 409, 490, 518, 521, 544

Alikozai, mollah Naqibullah (mollah Naqib) : 353, 521

Alizai (tribu) : 274

Allard, sapeur Matthieu : 145

Allemagne/Allemand : 48, 70, 404, 490, 547, 548

Alliance du Nord : 543, 579

Al-Qaïda : 2, 4, 34, 124, 143, 171, 172, 292, 320, 343, 349, 354, 380, 522, 539, 540—542, 545, 548, 556—559, 572, 574, 578, 579, 584, 613

Al-Zawahiri, Ayman : 540, 574

Andersen, LTC Reik (Armée des É.-U.) : 68, 135

Arabie saoudite/Arabe : 33, 92, 176, 293, 572

Arghistan, Afghanistan : 141, 168, 595

Arsenault, major Tim (Armée canadienne) : 68

Asheque, Afghanistan : 10, 31, 32, 85, 88, 129, 132, 186, 229, 231, 274, 278, 282

INDEX

Assemblée de développement des districts : 38, 91, 101, 115, 146, 199, 216, 222, 356, 379, 449, 481

Atmar, Mohammad Hanif : 149, 291

Audet, caporal-chef Patrice (Armée canadienne) : 16

Australie, Australien : 44, 47, 338

Azim, Mohammad (Armée de l'Afghanistan) : 455, 472, 480

Azim, mollah : 39

B

Baba, Haji : 212, 213, 250, 267, 268, 271, 329, 332, 333, 251, 378

Babai, Abdul Majid : 271

Bagdad, Iraq : 233

Bahris, lieutenant-colonel (Armée de l'Afghanistan) : 267

Baker, caporal Joshua (Armée canadienne) : 272

Balkans : 24, 560, 613

Baloutchistan (province du Pakistan) : 572, 582, 583

Band-e Timor : 38, 42, 85 Barab Cha : 553

Baradar, mollah : 93, 292, 293, 543, 579

Barakzai (tribu) : 62—64, 105, 158, 196, 256, 263, 274, 276, 324, 353, 356, 518, 543, 544, 592—596

Baris, lieutenant-colonel (Armée de l'Afghanistan) : 205, 206, 209, 250, 261, 331, 347, 441

Barrage de Kajaki : 37, 181, 497

Barrett, lieutenant-colonel Roger (Armée canadienne) : 43, 52

Base aérienne Minhad : 567

Base de patrouille Sperwan Ghar : 10, 49, 94, 175, 283, 318, 464, 467, 483, 486, 495, 504

Base de patrouille Wilson : 10, 40, 41, 87, 88, 94, 131, 132, 185, 186, 437, 464

Base d'opérations avancée (FOB)

FOB Frontenac : 37, 55, 56, 153, 177, 243, 412, 497

FOB Ghecko : 382

FOB Ghundy Ghar : 10, 45

FOB Hotal : 36, 152

FOB Ma'Sum Ghar : 10, 41, 87, 88, 32, 147, 175, 185, 186, 318, 348, 399, 401, 461, 464, 467, 483, 486, 495, 504, 507, 511, 524,

FOB Pegasus : 136

FOB Ramrod : 36, 38, 47, 146, 152

FOB Shojah : 461

FOB Walton : 102

FOB Wilson : 72, 89, 90, 91, 135, 137, 138, 146, 184, 187, 189, 192, 205, 218, 283, 284

FOB Zettelmeyer : 134

Basir, brigadier-général Abdul (Armée de l'Afghanistan) : 9, 11, 12, 148, 218, 220, 258, 259, 278, 340, 407—409, 441

Bazaar-e Panjwayi, Afghanistan : 40, 48, 51—54, 91—93, 117, 122, 127, 131, 199, 200, 209, 210, 212, 230, 250, 259, 262—264, 317, 326, 328, 348, 361, 362, 364, 370, 373, 377, 388, 399, 400, 404, 438, 450, 466, 472, 474, 482, 484, 485, 494, 506, 507, 514, 515, 521, 523, 526

Belanday, Afghanistan : 50, 95, 106, 112, 116, 117, 119, 159, 175, 193, 195, 203, 205, 208, 230, 244, 250, 251, 253, 260, 276, 318, 327, 358, 359, 371, 385, 387, 398, 436, 448, 464

ben Laden, Oussama : 522, 539, 557—559, 574

Benson, LTC James (Armée des É.U.) : 15, 44, 47

Blais, cavalier Karine (Armée canadienne) : 100

INDEX

- Blake, maître de 2^e classe Craig (Armée canadienne) : 359
- Blanchette, major Pascal (Armée canadienne) : 430
- Bobbitt, caporal Christian (Armée canadienne) : 145
- Bolduc, major Charles (Armée canadienne) : 68
- Bosnie, Bosniaque : 24, 549, 550, 613
- Bouchard, lieutenant-colonel Sébastien (Armée canadienne) : 461, 462
- Bouthillier, cavalier Jack (Armée canadienne) : 57
- Bowes, colonel Steve (Armée canadienne) : 383
- Boyes, lieutenant Justin (Armée canadienne) : 210
- Braddon, lieutenant-colonel Craig (Armée canadienne) : 582, 583
- Brennan, colonel Shane (Armée canadienne) : 220, 221, 226, 240, 241, 278, 290, 338
- Brown, major Steve (Armée canadienne) : 347, 359, 388, 400, 439, 454
- Brown, adjudant Dennis (Armée canadienne) : 57, 560
- Bulger, caporal Nicholas (Armée canadienne) : 134
- Bunting, capitaine Brian (Armée des É.-U.) : 57

C

- Cabacoy, sergent d'état-major Francis (Armée des É.-U.) : 384

Camps

- Camp Bastion : 288
- Camp Hero : 9, 103, 235, 340, 341, 405, 412, 470

INDEX

- Camp Mirage : 567
- Camp Nathan Smith (Base des É.-U.) : 6, 20, 60, 61, 70—72, 108, 138, 142, 148, 182, 223, 237—240, 270, 271, 283, 336, 337, 344, 355, 368, 383, 384, 394, 410, 411, 426, 430, 431, 455, 464, 521
- Camp Souter (Base du R.-U.) : 588, 589
- Carignan, lieutenant-colonel Jennie (Armée canadienne) : 265, 336
- Caron, major Christian (Armée canadienne) : 158, 469, 474
- Carter, major-général Nick (Armée du R.-U.) : 205, 221, 226, 227, 230, 232, 233, 235, 241, 254, 291, 316, 335, 348, 369, 380, 406—409, 431, 432, 440, 449—451, 455, 457, 458, 481
- Cauden, major Jean-Francois (Armée canadienne) : 68, 100, 127, 177, 178, 198, 242
- Casey, caporal Bradley (Armée canadienne) : 290
- Centre de coordination des opérations de province (CCO-P) : 13, 180, 336, 61, 99, 113, 123, 128, 146—148, 153, 156, 158—162, 180, 181, 222, 228, 254, 255, 270—272, 298, 338, 344
- Centre d'entraînement national afghan (CENA) : 538
- Centre d'instruction régional : 20, 223
- Centre d'opérations de la province (COP) : 233, 591
- Centre d'opérations tactiques : 405, 406
- Chabot, major Alain (Armée canadienne) : 67
- Chalghowr, Afghanistan : 50, 53, 93, 95, 105, 106, 118, 119, 146, 175, 202, 203, 207, 208, 210, 211, 250, 251, 260, 268, 318, 327—329, 347, 357, 358, 364, 371, 373—375, 385, 387, 388, 393, 398, 401—404, 426, 434—436, 439, 445, 453, 454, 457, 459, 464, 482, 487—489, 494, 496, 499, 505, 506, 512, 513, 523, 525
- Chaman, Pakistan : 144, 553, 575, 582
- Champagne, brigadier-général Gerry (Armée canadienne) : 232

INDEX

Chayes, Sarah : 65

Chine/Chinois : 80, 225

Choura des oulémas : 182, 183, 298, 429

Choura des oulémas de Kandahar : 182, 429, 538

Choura de Quetta : 33, 34, 36, 60, 113, 174, 176, 177, 268, 292, 317, 319, 321, 343, 349, 359, 444, 477, 502, 510, 514, 522, 573, 579, 580

Chypre : 438

Clegg, Neil (Canada) : 227, 254

Club des amateurs de cigares de l'aérodrome de Kandahar : 8

Coates, colonel Chris (Armée canadienne) : 13

Cochrane, major John (Armée canadienne) : 68

Collier, sapeur Brian (Armée canadienne) : 393, 394

Comité de développement provincial (CDP) : 107, 216

Conseil de développement communautaire (CDC) : 29, 38, 107, 108, 112, 114, 115, 179, 195, 197, 213, 216, 252, 324, 325, 357, 481, 484, 492, 503

Conseil suprême de l'Émirat islamique en Afghanistan (CSEIA) : 541

Contre-insurrection : C, 17, 20, 30, 48, 126, 139, 143, 170, 172, 178, 204, 226, 272, 342, 343, 346, 377, 379, 544, 548, 549, 553, 556

Contre-mesures électroniques (CME) : 365, 366, 463

Corbould, brigadier-général André (Armée canadienne) : 432, 458, 461, 521

INDEX

Coup d'État : 169

Cowper-Coles, Sherard (R.-U.) : 165

Creighton, colonel Ian (Armée canadienne) : 338—341, 406, 408, 431, 440, 441

Croatie/Croate : 485, 613

Croix-Rouge (La) : 36, 225, 377, 465

Crooks, caporal Tyler (Armée canadienne) : 48

Cyr, lieutenant-colonel Louis (Armée canadienne) : 426, 455, 480

D

Dahla Dam, Afghanistan (Barrage de Dahla) : 37, 55—58, 65—67, 101, 140, 224, 225, 239, 248, 272, 497

Daikundi (province) : 460

Dalton, lieutenant-colonel Craig (Armée canadienne) : 230, 239

Dastagiri Construction Company : 224

Dastagiri, Haji Agha Lalai : 91, 102, 264, 334, 515

de Kruif, major-général Mart (Armée néerlandaise) : 7, 205, 226, 227

Demiray, capitaine Suleyman (Armée canadienne) : 183

Désarmement des groupes armés illégaux (DGAI) : 217, 490

Désert de Registan (Reg) : 10, 32, 49, 94, 175, 244, 289, 318, 437, 448, 452, 467, 483, 495, 504, 511, 524

Détachement de dégagement d'itinéraire (DDI) : 197, 243

Diab, cavalier Marc (Armée canadienne) : 57

INDEX

Djihad/Djihadiste : 173, 183, 328, 444, 522, 540, 541, 549, 553, 558, 559

Dostum, Abdul Rashid : 166, 167

Douglas, lieutenant-colonel Brian (Armée canadienne) : 581

Douglas, major Austin (Armée canadienne) : 347, 360, 392, 403, 439, 454

Drew, lieutenant-colonel Dan (Armée canadienne) : 409

Drinkwine, colonel Brian (Armée des É.-U.) : 313

Drouin, colonel Christian (Armée canadienne) : 226, 279—282, 399, 411

Drouin, caporal Jean-François (Armée canadienne) : 202

Dubé, caporal Martin (Armée canadienne) : 120

Duhaime, Stéphanie (Canada) : 404

Dutton, Jess (Canada) : 18, 222, 239

Duval, major JP (Armée canadienne) : 68

DynCorp : 20, 69, 223

E

Edgerton, sergent Donald (Armée des É.-U.) : 385

Eide, Kai : 22, 168

Élections de 2009 : 2, 3, 34, 70, 145—149, 165, 166, 168, 169, 171, 176, 293, 342, 354, 446

Elliott, major Lisa (Armée canadienne) : 226, 239, 246

Émirats arabes unis (EA) : 294, 567

Engagement des relais d'influence (KLE) : 249, 428, 451, 456

Équipe consultative stratégique pour l'Afghanistan (ECS-A) : 1, 3, 346, 538, 587

Équipement

AN/PRC 117F : 463

Canon de 25 mm : 146, 390, 391, 397, 406, 435, 451, 573

Canon de 120 mm : 187, 391, 515

Canon M-134D Dillon Gatling : 14, 256, 280, 391, 400

Canon sans recul de 82 mm : 90, 192, 193, 372, 392, 439

Dragon Runner : 365

Détecteur antimines léger (DAML) : 498, 500

Dispositif explosif de circonstance déclenché par plateau de pression (PPIED) : 42, 76, 504

Engin explosif improvisé placé dans un véhicule pour attentat suicide (SVBIED) : 102, 116, 155, 322, 355, 379, 383, 406

Engin explosif improvisé radiocommandé (RCIED) : 104, 207, 325, 366, 404, 435, 514

GBU-12 (bombes de 500 lb) : 388, 390—392, 402, 435, 508

GBU-38 (bombes de 500 lb) : 97, 119, 134, 386

Grenade propulsée par fusée (GPF) : 86, 93, 99, 119, 134, 138, 202, 332, 361, 363, 372, 374, 383, 386, 388, 405, 406, 498

M982 Excalibur : 133

Mine antipersonnel PMN : 373, 375

Missile AGM-114 Hellfire : 119, 202, 370, 375, 385, 392, 397, 403, 517, 518

Mitrailleuse C3 : 457

Mitrailleuse de 0,50 : 113, 187

Mitrailleuse Kalashnikova modifiée (PK) : 202, 386, 403, 498

Mortier de 60 mm : 392

Mortier de 81 mm : 191, 370, 386, 390, 391, 397, 402—404, 435, 440

Munition interarmes d'attaque directe (JDAM) : 12

MX-20 WESCAM : 138, 282

Obus éclairants de 155 mm : 47, 385

Obus fumigène de 81 mm : 518

Obusier M-777 : 36, 42, 43, 90, 96, 99, 119, 121, 130, 133, 187, 191, 347, 435, 458, 473

PSS-112 (système de surveillance continue) : 137—139

Roquette de 2,75 pouces : 397

Roquette de 107 mm : 108, 111, 112, 349, 552, 595

Rouleaux antimines : 515

INDEX

SAM HN-5 : 597

Système d'arme télécommandé (SAT) : 255, 285, 394

Système de contre-bombardement à repérage d'artillerie hostile (HALO) : 75, 133, 138, 450, 523

Système MX-15 : 256, 280, 288, 374

TacNet : 74

Telerob,TEODor ou robot téléguidé de neutralisation des explosifs et munitions et d'observation : 365

Tentes Weatherhaven : 413, 588, 591

Tir de char de 120 mm : 187, 401, 471, 519

Vanguard : 365

ZPU-1 : 134

Évacuation médicale (MEDEVAC) : 13, 48, 280, 281, 290

F

Fahim, Mohammad Qasim : 167

Farooq, Ghulam : 55

Fielding, capitaine Bill (Armée canadienne) : 399, 400

Fonds de contingence du commandant (FCC) : 351, 378, 451, 492, 502

Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) : 485, 559

Force de réaction rapide (FRR) : 57, 72, 101, 116, 120, 123, 124, 134, 135, 148, 180—182, 184, 266, 288, 340, 394, 405, 435, 488, 508

Forces spéciales (FS) : 217, 218, 286, 407, 455, 461, 468, 472, 473, 482, 490, 501, 515, 519, 520, 544, 557, 578

Forces opérationnelles

FO 1 « Fury » : 234

FO 1-06 (voir FO Orion)

FO 1-07 : 569

FO 1-08 : 569

FO 1-09 : 6, 71, 73, 74, 570

FO 1-10 : 570

INDEX

- FO 1-12 Infanterie : 145, 283, 284, 344
FO 1-17 : 148
FO 1-71 Cavalerie : 249, 283, 284, 346, 356, 357, 377—379, 385, 393, 407, 426, 432, 443, 446—448, 452, 479
FO 2 « Fury » : 189, 196, 227, 228, 234, 256—259, 284, 213, 344
FO 3-06 : 569
FO 3-07 : 569
FO 3-08 : 569
FO 3-09 : 570
FO 42 : 394
FO 58 : 378, 394, 400
FO 310 : 489
FO 373 (É.-U.) : 489
FO Canuck : 280
FO Eagle Assault : 15
FO Erebus : 279
FO Freedom : 279, 280, 288
FO Helmand : 289, 291 FO Jaguar : 288
FO Kaboul (FOK) : 567, 568
FO Leatherneck : 289, 291
FO Odin : 141, 142, 190
FO Orion : 432, 555, 569
FO Silver Dart : 6, 14—17, 42, 59, 74, 279, 280
FO Stryker : 141, 148, 316
FO Thor : 8, 141, 142, 145, 184, 185, 187, 190, 286, 359, 365, 375
FO Trident : 261, 358 FO Wings : 15
FOIM-180 : 230
FOM Aegis : 6, 8, 23, 204, 312, 431, 460, 551, 555
FOM Raider : 446
FOM Strike : 344, 345, 406, 432, 450, 452, 460, 466, 468, 473
Force interarmées multinationale d'opérations spéciales (CJSOFT) : 489, 491
Force opérationnelle de théâtre : 189
Force opérationnelle de transition de la mission (FOTM) : 462, 537
- Fortier, lieutenant-colonel Marc (Armée canadienne) : 235
- Fortin, caporal Dany (Armée canadienne) : 57

INDEX

Fortin, major Shawn (Armée canadienne) : 204

France/Français : 298, 547, 558

Fraser, brigadier-général David (Armée canadienne) : 312, 551

French, major Nils (Armée canadienne) : 189

Friesen, major Trevor (Armée canadienne) : 204, 211

Frigon, caporal-chef Simon (Armée canadienne) : 98

G

Gaber, capitaine Mike (Armée canadienne) : 69, 71

Gates, Robert (É.-U.) : 171

Gauthier, lieutenant-général Mike (Armée canadienne) : 27, 30

Gelig, spécialiste Ian T.D. (Armée des É.-U.) : 314

Ghani, président Ashraf : 539, 541

Ghorak, Afghanistan : 13, 31—33, 100, 147, 219, 231, 353

Ghundy Ghar : 40, 44, 47, 87, 130, 131, 147, 185, 188

Giesebrecht, caporal-chef Kristal (Armée canadienne) : 375, 377, 413

Giguère, colonel Richard (Armée canadienne) : 461, 522

Gilmore, lieutenant-colonel Mike (Armée canadienne) : 8, 67, 72, 77

Girard, major André (Armée canadienne) : 57, 482, 506

Giroux, major Vincent (Armée canadienne) : 458

INDEX

Golberg, Elissa (Canada) : 6

Golda, Andy (É.-U.) : 482

Gosselin, colonel Hercule (Armée canadienne) : 431, 440, 443, 455, 472

Goudreault, sergent Martin (Armée canadienne) : 372

Gouvernement de la République islamique d'Afghanistan (GIRoA) : 119, 143

Grant, brigadier-général Timothy (Armée canadienne) : 551, 568

Greenfield, sapeur Sean (Armée canadienne) : 42

Gregoire, major Steeve (Armée canadienne) : 465

Guerre électronique (GE) : 73, 75, 133, 463

Guimont, François (Canada) : 77

Gul, Hamid : 571

Gul, lieutenant-colonel Nabi (Armée de l'Afghanistan) : 355

H

Habibi, colonel/brigadier-général Habibi (Armée de l'Afghanistan) : 409, 431—433, 440, 441, 443, 472, 514, 526, 537

Haim, Haji Abdul : 323

Haiti : 559

Hamdard. Abdul Khaliq (Armée de l'Afghanistan) : 124

Hamedi, Ghulam Haider : 61, 126, 183, 269, 538

INDEX

- Hammond, lieutenant-colonel Lee J. (Armée canadienne) : 6, 25
- Harris, Bill (É.-U.) : 238, 337, 383
- Harris, soldat Tony (Armée canadienne) : 192
- Hart, lieutenant-colonel Darren (Armée canadienne) : 460
- Hartwell, sergent-major régimentaire (SMR) Stu (Armée canadienne) : 386
- Hayes, cavalier Corey (Armée canadienne) : 48, 57
- Hazara (groupe ethnique) : 43
- Heddon, capitaine Darcy (Armée canadienne) : 6, 23, 31
- Hekmatyar, Gulbuddin : 572
- Helmand (province) : iv, 7, 8, 13, 17, 34, 113, 189, 190, 219, 221, 227, 228, 232, 259, 272, 278, 279, 282, 285, 286—291, 296, 309, 312, 316, 317, 319, 338, 339, 342, 346, 380, 408, 410, 413, 460, 463, 538, 541, 542, 546, 547, 549, 550, 552
- Hérat, Afghanistan : 541
- Hetherington, lieutenant-colonel Simon (Armée canadienne) : 229, 233, 238, 239, 295, 368, 369
- Hewitt, lieutenant-colonel Mike (Armée canadienne) : 432
- Hezb-e Islami Gulbuddin (HiG) (Parti politique) : 292, 349, 409, 572, 574
- Holbrooke, Richard (É.-U.) : 168
- Holmes, bombardier-chef Adam (Armée canadienne) : 341
- Honig, major Barbara (Armée canadienne) : 430, 451, 473, 478, 481, 484, 503
- Hôpital de Mirwais : 102, 225, 465

INDEX

Howz-e Madad, Afghanistan : 40, 42—44, 87, 131, 133, 134, 147, 184, 185, 187, 188, 190

Hurlbut, lieutenant-colonel Daniel (Armée des É.-U.) : 43, 68, 135

Hutal : 36, 83, 84, 135, 137, 146

I

Inde/Indien : 3, 540, 573, 574, 577—580, 583, 584

Innis, major Quentin (Armée canadienne) : 6

Installation de transfert des détenus : 465, 530

Iran/Iranien : 34, 47, 176, 349, 366, 373, 552, 574, 580, 595

Iraq/Iraqien : 8, 24, 64, 76, 77, 141, 142, 232, 233, 253, 313, 342, 366, 380, 539, 540, 548

Irvine, lieutenant-colonel James (Armée canadienne) : 17

Islamabad, Pakistan : 572, 573, 576, 578, 581

Israël/Israélien : 137, 138, 142

Italie/Italien : 567, 548, 561

Izzatullah, mollah : 319, 328

J

Jabar, Haji Abdul : 55, 59, 140, 257, 381

Jan, Abdul Rahman : 291, 296

Jan, Bismullah : 278

Jan, colonel Tor (Armée de l'Afghanistan) : 383, 595

Japon/Japonais : 179

Jean, major Frédéric (Armée canadienne) : 68

Jensen, lieutenant-colonel Jim (Armée canadienne) : 226, 283

Joannette, caporal Martin (Armée canadienne) : 16

Jones, LTC Guy (Armée des É.-U.) : 257

Jourdain, major Steve (Armée canadienne) : 68, 98

Jurkowski, major Ryan (Armée canadienne) : 204, 206, 265

K

Kaboul, Afghanistan : i, 2, 3, 7, 8, 12, 23, 62, 70, 92, 103, 115, 124, 135, 137, 141, 149, 165, 166, 180, 199, 213, 215, 216, 218, 227, 233, 237, 241, 254, 255, 262, 270, 273, 274, 278, 279, 286, 291, 334, 335, 338, 339, 341, 343, 355, 393, 410, 430, 433, 461, 462, 481, 537, 538, 539, 541—543, 545, 547, 549, 550, 552, 553, 556, 567, 568, 587, 588, 589, 591

Kandahari : 273, 324

Karachi, Pakistan : 575, 578

Karzai, Ahmad Wali (AWK) : 3, 4, 54, 59, 61, 62, 64, 84, 105, 124, 179, 219, 224, 263, 264, 271, 273, 274, 293, 295, 296, 321, 352—354, 446, 481, 538, 575

Karzai, président Hamid : 2—4, 8, 69, 82, 83, 124, 153, 137, 145, 158, 165, 166, 169, 215, 240, 286, 287, 291, 292, 295, 296, 310, 311, 323, 382, 481

Karzai, Qayyum : 293

Khakrez : 13, 31, 67, 86, 100, 127, 129, 141, 147, 168, 219, 220, 344, 353

Khalid, Asadullah : 126, 538

INDEX

Khaliq, Abdul : 124, 125

Khan, Azim (Armée de l'Afghanistan) : 124, 455, 472, 513, 514, 521

Khan, Bismillah (Armée de l'Afghanistan) : 43, 84, 135

Khan, brigadier-général Matiullah Qati (Armée de l'Afghanistan) : 61, 99, 101, 108, 122, 124, 125

Khan, colonel Faiz Mohammad (Armée de l'Afghanistan) : 53, 54, 92

Khan, Dilawey : 112

Khan, Essa (Armée de l'Afghanistan) : 54, 279

Khan, Fahim : 166

Khan, Fatay : 252, 276, 277, 324

Khan, Gullum Mohammad : 500, 501

Khan, Haji Asadullah : 108

Khan, Haji Daro (Armée de l'Afghanistan) : 55

Khan, Issa (Armée de l'Afghanistan) : 361

Khan, Zmaray (Armée de l'Afghanistan) : 57, 101, 128, 129

Khorasani, Abu Omar : 541

Kilby, lieutenant-colonel Acton (Armée canadienne) : 432

King, brigadier-général Craig (Armée canadienne) : 232

Kutchi (nomades) : 64, 105, 108, 109, 112, 595

L

Labbé, colonel Serge (Armée canadienne) : 481

Laflamme, major Martin (Armée canadienne) : 68

Lake, Colin (Canada) : 428

Lalai, Haji « Dollars » Agha : 201, 264, 328

Lamarre, brigadier-général Charles « Chuck » (Armée canadienne) : 428, 537

Lamoureux, major Dan (Armée canadienne)

Landry, major Eric (Armée canadienne) : 399, 458, 468, 469, 474, 515, 530, 534

Lang, Michelle (Armée canadienne) : 256

Laroche, brigadier-général Guy (Armée canadienne) : 55, 170, 458, 551, 568

Lashkar Gah, Afghanistan : 227, 285, 289, 542

Lashkar-e Taiba (groupe extrémiste) : 321, 354, 572, 577

Lavender, Anne (Canada) : 428

Laverty, lieutenant Mike (Armée canadienne) : 36

Liban/Libanais : 558

Ligne Durand : 34, 425, 444, 553

Le 11 septembre 2001 (9/11) : 539, 556, 572, 582, 613

Leblanc, Joffre (Canada) : 482

Leslie, général Andrew (Armée canadienne) : 368

INDEX

Lessard, lieutenant-/major-général Marc (Armée canadienne) : 25, 229, 230, 368, 581

Lewis, Ken (Canada) : 6, 78, 114, 142

Lillington, major Chris (Armée canadienne) : 347, 403

Lormand, soldat Patrick (Armée canadienne) : 202

Lutte contre les stupéfiants : 8, 143, 547, 549

Lynch, Kevin (Canada) : 80

M

Macbeth, capitaine Steve (Armée canadienne) : 220

MacKenzie, major Rob (Armée canadienne) : 360, 391, 399, 439

MacKillop, capitaine Mike (Armée canadienne) : 204, 209

MacNeil, sergent James (Armée canadienne) : 375

Madrasa : 42, 43, 49, 50, 53, 184, 197, 321, 335, 349, 366, 474, 513, 553, 576

Mahmood, Haji : 201, 263, 264, 481

Majid, Hafiz : 269, 326, 359, 386, 477, 480, 510

Major, major Josh (Armée canadienne) : 406

Makuan : 10, 89, 130

Maliks : 197, 268, 275, 276, 325, 329, 332, 356, 361, 379, 384, 385, 506, 508

Malim, Haji : 211, 213, 267, 268, 332, 333, 372, 379, 391, 392, 396, 403, 501

Mansour, mollah : 541

INDEX

- Marcella, lieutenant-colonel Tim (Armée canadienne) : 410, 411
- Marshall, sapeur Steve (Armée canadienne) : 210
- Marquis, major Christian (Armée canadienne) : 457, 482
- Martin, caporal Steve (Armée canadienne) : 475
- Martin, Tim (Canada) : 409, 455, 481
- Maruf, Afghanistan : 141, 168, 595
- Massoud, Haji mollah Mohammad : 38, 83, 84
- Maywand, Afghanistan : 10, 32, 36, 38, 39, 42, 43, 64, 66, 67, 83, 84, 90, 135—137, 140, 144, 145, 174, 176, 184, 225, 231, 317, 344
- McAllister, Joe : 70
- McBride, major Rob (Armée canadienne) : 39, 42
- McChrystal, général Stanley (Armée des É.-U.) : 4, 8, 22, 114, 116, 138, 142, 149, 170—173, 221, 235, 240, 241, 286, 287, 293, 295, 296, 313, 338, 342, 343, 348, 355, 379, 380, 458, 489
- McCosham, Debbie (Canada) : 39
- McCormack, caporal Zachery (Armée canadienne) : 255
- McCrank, major Darren (Armée canadienne) : 69
- McKay, soldat Kevin (Armée canadienne) : 360
- McKiernan, général David (Armée des É.-U.) : 2, 4, 22, 65
- McLean, soldat Robert (Armée du R.-U.) : 130
- McNeill, lieutenant-général Dan (Armée des É.-U.) : 2

INDEX

- McNicholl, lieutenant-colonel Marcel (Armée canadienne) : 427
- Mehsud, Baitullah : 573, 576, 578
- Melvin, Ron (É.-U.) : 265
- Ménard, brigadier-général Daniel (Armée canadienne) : 205, 209, 226, 228—230, 232—239, 241, 246, 249, 272, 279, 282, 285, 290, 293, 296, 311—313, 315, 316, 338, 339, 343, 348, 366, 368, 369, 407, 410, 426, 429, 431, 433, 447, 450, 551, 569
- Mendes, major Michelle (Armée canadienne) : 588
- Mendyka, capitaine Mike : 347, 362, 364
- Mialkowski, lieutenant-colonel Conrad (Armée canadienne) : 336, 347, 357, 365, 374, 377, 386, 431, 433, 434, 440, 455, 457, 473
- Mialkowsky, major Bryan (Armée canadienne) : 336
- Mianishin, Afghanistan : 141, 147
- Michaud, caporal-chef Charles-Philippe (Armée canadienne) : 121
- Michaud, matelot de première classe Pier-Vincent (Armée canadienne) : 112
- Mikkelson, caporal-chef Gilles-Rémi (Armée canadienne) : 190
- Millar, soldat Phillip (Armée canadienne) : 192
- Miller, LTC Stephen (Armée des É.-U.) : 522
- Miller, soldat Andrew (Armée canadienne) : 375, 377, 413
- Milner, brigadier-général Dean (Armée canadienne) : 370, 408, 410, 413, 426, 427, 429, 431—434, 441, 443, 450, 451, 454, 455, 457, 472, 479—482, 484, 491, 500, 513, 526, 551, 569
- Ministère de la Défense : 12, 13, 172, 286, 341, 430

INDEX

- Ministère de la Justice : 223
- Ministère de la Santé : 329
- Ministère de l'Éducation : 488
- Ministère de l'Intérieur : 233, 291, 352
- Ministère du Relèvement rural et du Développement (MRRD) : 108, 265
- Ministre de l'Intérieur (MoI) en Afghanistan : 149
- Miok, sergent George (Armée canadienne) : 255
- Misener, lieutenant-colonel Mark (Armée canadienne) : 430
- Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) : 22, 79, 166, 168, 179, 223, 588
- Mitchell, caporal-chef Paul (Armée canadienne) : 396, 397
- Mogadiscio, Somalie : 559
- Mohammad, Haji Faizal : 409
- Mohammad, Fida : 383, 384
- Mojaddedi, Sibghatullah : 169
- Montreuil, major (Armée canadienne) : 481
- Mossop, major Lee (Armée canadienne) : 242, 261
- Moyen-Orient : 539
- Mujahid, lieutenant-général Khan Mohammad (Armée de l'Afghanistan) : 521
- Mulroney, David (Canada) : 30, 64, 78, 80

INDEX

Mushan, Afghanistan : 9, 10, 13, 44, 48, 51—53, 89, 93, 96, 97, 212, 348, 359, 425, 450, 451, 467—470, 472—474, 476, 482, 483, 486, 494, 495, 501, 504, 508, 510, 511, 515—517, 519, 520, 523, 524, 526

N

Nahlgam, Afghanistan : 39, 40, 85, 87, 130, 131, 185, 450

Nangarhar (province) : 274, 540

Naqib, mollah : 353, 521, 551

Naqibi, Haji Kalimullah : 99, 128

Nations Unies (UN) : 21, 22, 79, 166, 223, 321, 485, 588

Nawa, Afghanistan : 542, 546

Nazek, Haji Abdul : 80—82, 107, 108, 112, 114, 115, 193, 196—198, 246—249, 252, 276, 277, 324, 325, 356, 357, 379, 385, 433, 446, 449, 479, 481

Nelson, soldat John (Armée canadienne) : 374, 375

Nesh, Afghanistan : 168

New York, États-Unis : 223

Ng, lieutenant-colonel Kevin (Armée canadienne) : 582

Niven, major Wayne (Armée canadienne) : 204, 213, 246, 262, 265, 266, 268, 295, 329—332

Noel, major Steve (Armée canadienne) : 403, 438

Noorzai, brigadier-général Mirwais (Armée de l'Afghanistan) : 62, 125, 201, 255, 269

Noorzai (groupe ethnique) : 54, 62, 63, 84, 125, 263, 264, 274, 333, 455, 472, 475, 518, 546

Noorzai, Haji Arif : 54, 62

Nuttall, lieutenant Andrew (Armée canadienne) : 250

O

Obama, président Barack (É.-U.) : 2—4, 114, 170—172, 296, 342, 379, 380, 548, 583

Objectifs

Objectif BALLPEEN : 267

Objectif PLAGUE : 90

Ohlke, major Gordon (Armée canadienne) : 336, 337, 383

Oliver, Patrick (Canada) : 224

Omar, mollah Mohammed : 60, 127, 147, 292, 317, 321, 497, 514, 540, 541, 545, 578

ONU Habitat : 115, 179, 216, 223, 323, 350, 352

Opérations

Opération AMKA : 393

Opération APPLANIX : 17, 282

Opération ARCHER : 462, 568

Opération ARGHANWANI PIL III : 93

Opération ATAL : 12, 323, 354, 381, 409

Opération ATHENA : 27, 462, 537, 568

Opération ATTENTION : 462, 537, 538

Opération AZADI I-III : 375, 377, 378, 386, 387

Opération AZH DAHAR : 250, 251

Opération BAAWAR [Confiance/Assurance] : iv, 432, 449, 451, 452, 455, 461, 462, 466, 510

Opération BADLOON : 189, 200, 202, 203, 206

Opération BADLOON STINGRAY : 185

Opération BAER BADI : 189

Opération BAEXEI : 387, 391, 393, 395

Opération BARAH SEEKA : 487, 488

Opération BOBCAT : 90

Opération BROADSWORD I-III : 185, 188

Opération BULLDOG BAZAAR : 524

INDEX

- Opération BULL RUN : 185, 188
- Opération CASTOR/MOUNT CASTOR : 524
- Opération CAULDRON : 559
- Opération CHANGAK : 385
- Opération CLEAR ADAMZAI : 496
- Opération CONSTRICTOR : 117—121
- Opération CRAZY NIGHT : 512
- Opération CROSSBOW : 185
- Opération DA PACARAY : 509
- Opération DALBOR/DALBOR SHIELD : 74, 76, 77, 142, 189, 190, 192, 249, 278
- Opération DAREDELAY [Bludgeon] : 51, 52, 60
- Opération DEVIL'S STRIKE : 211
- Opération EAGLE : 208—211
- Opération ENDURING FREEDOM : 216, 522, 558, 585, 595
- Opération ENTEXAB [Élections] : 147
- Opération ETEBAR [Confiance] : 454
- Opération FAR REACH : 511, 517
- Opération FAZILAT : 257
- Opération FLASH LIGHT : 246
- Opération GAD PASOON : 409
- Opération GADA HATSA : 377, 378
- Opération GAME SHOW : 197
- Opération GARDEN II : 496
- Opération GARDEN PARTY : 118, 121
- Opération GERSHKO LAKANI : 495
- Opération GRIZZLY : 24, 29, 30, 78, 237, 334
- Opération HAMAGHA SHAY : 496
- Opération HAMKARI I-III : 334—337, 344, 350, 369, 378, 382, 407, 409
- Opération HANDSHAKE : 194
- Opération HYDRA : 206, 208, 211, 213, 250
- Opération JALEY [Net] : iii, 40, 44—46, 48, 56
- Opération JANGYALAY : 270
- Opération JUST PATH : 573
- Opération KALAY I-III : iii, iv, 66, 79, 80, 105, 107—110, 112—117, 129, 174, 184, 193—197, 200, 201, 205, 209, 212, 213, 215, 217, 228—230, 245, 275, 269, 489
- Opération KANTOLO : iii, 12, 30—33, 68, 72, 78—80, 105, 144, 228—230
- Opération KASSAT : 74

INDEX

- Opération KATAKARAL SANGSAR : 87
- Opération KATAKAWAL KLAYE PISHAK : 118, 122
- Opération KATAKAWAL KALAYE PISHAK IV : 187
- Opération KATAKAWAL KALAY PISHAK V : 183
- Opération KATAKAWAL LAKOKHEL : 146, 185, 187
- Opération KATAKAWAL SANGSAR : 87, 91
- Opération KATAKAWAL SANGSAR II : 131, 133
- Opération KATAKAWAL STRIKE : 98
- Opération KHAYBER : 382
- Opération LAMRAY ZANG : 136
- Opération LEOPARD ASSERTION : 201, 203
- Opération LION HEART : 576
- Opération LUCKY STRIKE : 511
- Opération LUNDI JANOUBI : 488
- Opération LUR SAPA : 184, 185, 203
- Opération MADAREE : 447, 448
- Opération MARD KALA : 488, 496
- Opération MA SHAM : 356
- Opération MATIN AZIM : 432, 435, 436, 438—440
- Opération MAYWAND I-IV : 270—272, 446, 447
- Opération MEDUSA : 138, 312, 346
- Opération MESMAR : 259
- Opération MIKIERANDAL II : 89
- Opération MOSHTARAK I-III : iv, 227, 232, 233, 238, 258, 272, 279, 285, 285—292, 296, 311, 316, 317, 319, 334, 335, 342, 343, 350, 352, 380, 407—409
- Opération MOTOVAGI COBRA : 94
- Opération MOTAGAVI PUNCH : 49, 52, 53
- Opération MUNKIREDAL : 94, 97
- Opération NAFIZ III, IV, VI : 202, 203
- Opération NASRAT : 34
- Opération NEPTUNE SPEAR : 557, 583
- Opération NOLAI : 378, 392
- Opération OBEH SURKH : 361
- Opération OTASH : 260, 261
- Opération PASS RAFTAN [Le retour] : v, 432, 451, 452, 466, 467, 469, 470, 473, 474, 476, 510
- Opération PATH OF SALVATION : 578
- Opération PAMIR : 322, 323

INDEX

- Opération PARA SURGE : 511
- Opération PEGASUS CLEAN : 523
- Opération PEGASUS RETURN : 523, 524
- Opération PORTCULLIS : 103, 233
- Opération PUSH BACK : 523, 524
- Opération QUICK SAND : 412
- Opération RAMBAGH : 128, 129
- Opération RAT LINES : 511
- Opération RERSHAH KHAR (Dragnet) : 59, 74
- Opération ROAMING DEVIL : 210, 211
- Opération SABUN : 129
- Opération SALADIN : 249
- Opération SANGA : 74
- Opération SANGA FIST : 40, 44
- Opération SANGA FURY : 40, 44
- Opération SANGA MAKUAN : 88, 89, 132
- Opération SANGA SENJARAY : 86, 88
- Opération SANGA TSUNAMI : 86, 87
- Opération SAY : 55
- Opération SAYLOP : 387, 397
- Opération SHAHI TANDAR III : 39, 40, 42
- Opération SHARPAK I-II : 487, 496
- Opération SHER : 260
- Opération SHER II : 327, 332
- Opération SHER PAKA-WAL : 267, 268
- Opération SHIN MENGARAY : 88, 90
- Opération SHOPPING PEGASUS : 506, 514
- Opération SHREDDER : 33
- Opération SPARK II-III : 524
- Opération SPIN ARWA : 185, 187—189
- Opération TAYRA TAYGH : 494, 498
- Opération TIGER : 136
- Opération TIMUS PREEM : 97
- Opération TOFFAN : 250, 251
- Opération TOLO : 25, 30, 144
- Opération TOLO ATTAL : 108, 117, 121, 180
- Opération TOLO ATTAL II : 124

INDEX

Opération TOLO ATTAL 26 : 103, 104
Opération TORA ARWA I-V : 130, 131, 133, 134, 145, 146
Opération TORNADO : 447, 448
Opération WADANA WAL [Progress] : iv, 228, 230—232, 236, 323, 335
Opération WARYAZ : 129
Opération WE'RE BACK : 523, 524
Opération WRATH OF DOG : 511, 519
Opération ZAHAR : 138, 346
Opération ZAZILLA : 40, 42

Opérations psychologiques (OPPSY) : 6, 36, 45, 47, 52, 60, 65, 107, 109, 111, 117, 136, 182, 189, 191, 194, 195, 211, 235, 248, 264, 271, 404, 427, 458, 470, 474, 476, 484, 493, 501, 518, 554, 594

Organisations et unités canadiennes/Canada

Académie canadienne de la Défense : 152, 564, 583
Agence canadienne de développement international (ACDI) : 6, 19, 23, 29, 30, 62, 65—67, 76, 79, 89, 108, 115, 144, 217, 222—225, 275, 324, 330, 351, 352, 357, 428, 430, 431, 498
Agence de soutien du personnel des Forces canadiennes (ASPF) : 591
Batterie X, 5^e Régiment d'artillerie légère du Canada (5 RALC) : 60, 96, 133, 458, 473, 509, 516, 518, 526
Centre de coordination de l'appui du Génie : 67
Centre du renseignement toutes sources (CRTS) : 6, 67, 73, 140, 141, 174, 204, 207, 226, 239, 243, 246, 254, 321, 336, 337, 344, 351, 352, 355, 365, 383, 411, 426, 446, 457, 458, 463
Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC) : 25, 27, 28, 30, 151, 152, 229, 230, 368
Compagnie Para, 1^{er} Bataillon du 22^e Régiment : 457, 472, 475, 476, 482, 484, 485, 494, 506, 507, 514, 523
Élément de soutien national (ESN) : 6, 68, 71, 72, 226, 246, 255, 283, 284—286, 290, 410—412, 441, 461, 462, 567—570, 588, 591, 594
Escadron B, 12^e Régiment blindé du Canada : 68
Escadron B, Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians) : 204
Escadron B, Royal Canadian Dragoons : 204
Gendarmerie royale du Canada (GRC) : 69, 70
Ministère de la Défense nationale (MDN) : C, 239, 430
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) : 6, 19, 23, 29, 30, 65—67, 69, 71, 115, 122, 123, 125, 126, 144, 217, 222, 223, 238, 239, 254, 256, 264, 357, 404, 430, 455, 465, 482, 550, 583

INDEX

- Police civile du Canada (CIVPOL) : 19, 20, 28, 60, 70, 71, 103, 108, 180, 223, 339, 455
- Régiment d'opérations spéciales du Canada (ROSC) : 261, 490, 492, 493
- Service correctionnel Canada : 19, 21, 123, 223, 355
- Service de cartographie des Forces canadiennes : 15
- The Lincoln and Welland Regiment : 57
- The Loyal Edmonton Regiment : 256, 272
- The Lord Strathcona's Horse : 68, 204, 332, 347
- The Queen's York Rangers : 247
- The Royal Canadian Dragoons (RCD) : 48, 204, 242, 339, 364
- Unité de plongée de la Flotte (Atlantique) : 359
- Unités du Programme de soutien contractuel des Forces canadiennes (CANCAP) : 283, 410, 461, 463
- 1^{er} Bataillon du 22^e Régiment (1 R22^eR) : iv, 431, 432, 457—459, 466, 468, 482, 493, 494, 503, 507, 526, 569, 570
- 1^{er} Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (1 PPCLI) : 204, 205, 218, 228, 236, 242, 245, 246, 250, 259, 265, 267, 283, 326, 332, 333, 347, 360, 569, 570
- 1^{er} Bataillon, The Royal Canadian Regiment (1 RCR) : 345—348, 357, 364, 386, 388, 392, 401, 426, 431—434, 441, 451, 457, 519, 569, 570
- 1^{er} Hôpital de campagne : 375
- 1^{er} Régiment du Royal Canadian Horse Artillery (1 RCHA) : 204
- 2^e Ambulance de campagne : 375
- 2^e Bataillon du 22^e Régiment (2 R22^eR) : 67, 86, 90, 91, 98, 108, 110, 117, 121, 128, 140, 184, 187, 188, 195, 200—202, 204—206, 570
- 2^e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (2 PPCLI) : 256, 450, 519, 569
- 2^e Bataillon, Royal Newfoundland Regiment : 404
- 2^e Bataillon, The Royal Canadian Regiment (2 RCR) : 394, 457, 569
- 2^e Groupe-brigade mécanisé du Canada (2 GBMC) : 57, 463
- 2^{er} Régiment du Génie de combat (2 RGC) : 42
- 2^e Régiment du Royal Canadian Horse Artillery (2 RCHA) : 347
- 3^e Bataillon du Royal 22^e Régiment (3 R22^eR) : 16, 119
- 3^e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI) : 134, 210, 556
- 3^e Bataillon, The Royal Canadian Regiment (3 RCR) : 43—45, 47, 48, 86, 569
- 11^e Escadron du génie (1 CER) : 204, 210
- 12^e Régiment blindé du Canada (12 RBC) : 68, 100, 458
- 23^e Escadron de campagne : 347, 372
- 41^e Régiment du génie de combat : 255
- 51^e Escadron, 5^e Régiment du Génie de Combat (5 RGC) : 68, 86, 108, 119, 121
- 52^e Escadron, 5^e Régiment du Génie de Combat (5 RGC) : 458, 468

INDEX

84^e Batterie autonome de campagne, Artillerie royale canadienne : 255

408^e Escadron, ARC : 280

430^e Escadron, ARC : 16

O'Quinn, caporal Kenneth (Armée canadienne) : 57

Orakzai, Abdullah : 168, 169, 541

Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : 3, 30, 34, 143, 170—172, 221, 227, 241, 287, 393, 304, 489, 490, 538, 547, 549, 555, 568, 574, 579, 580, 582, 587, 588, 591, 592, 597, 613

Oruzgan (province) : 17, 37, 170, 219, 338, 408, 441, 460, 542, 555

Ottawa, Ontario, Canada : 5, 7, 14, 18, 20, 21, 23, 27, 30, 31, 65, 70, 71, 73, 78—80, 137, 222, 230, 238, 319, 329, 368, 377, 395, 502, 553, 555, 559

Ouzbékistan/Ouzbeks : 167

P

Pachtoune (groupe ethnique) : 8, 91, 166, 169, 174, 291, 411, 541, 544, 573, 575, 579

Paganini, LTC John (Armée des É.-U.) : 249, 326, 356, 379, 446, 479

Palais présidentiel : 270

Parker, colonel Geoff (Armée canadienne) : 589

Pashmul, Afghanistan : 39, 42, 43, 87, 89, 133, 135, 189, 192

Patch, sergent Schuler (Armée des É.-U.) : 57

Patrick, lieutenant-colonel Michael B. (Armée canadienne) : 6, 31, 33, 190

Paul, lieutenant-colonel Jocelyn (Armée canadienne) : 67, 86, 97, 100, 119, 121, 133—135, 200—202, 473

Pays Bas/Néerlandais : 7, 170, 226, 288, 549, 555

INDEX

- Péloquin, soldat Alexandre (Armée canadienne) : 119
- Pena, capitaine Paul (Armée des É.-U.) : 257
- Pépin, major Yannick (Armée canadienne) : 68, 202
- Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDIP) (camp) : 223, 275
- Petraeus, général David (Armée des É.-U.) : 342, 343, 380, 458
- Ploughman, colonel Bruce (Armée canadienne) : 16, 18
- Pinksen, caporal Brian (Armée canadienne) : 404
- Police militaire : 68, 70, 142, 180, 181, 228, 234, 236, 256, 270, 271, 283, 284, 447, 454, 592
- Popalzais (tribu) : 62—64, 84, 105, 166, 274, 293, 295, 296, 321, 518, 595
- Popov, major Mark (Armée canadienne) : 204, 242, 243, 245—248, 283
- Price, major James (Armée canadienne) : 347
- Prison de Pul-e-Charkhi : 255, 355
- Projet à impact rapide : 111, 238, 475
- Programme d'aide urgente des commandants (CERP) : 278, 451
- Programme de désarmement, de démilitarisation et de réintégration (DDR) : 217
- Programme de protection publique de l'Afghanistan : 302
- Programme de sensibilisation sociale en Afghanistan : 215—217, 479
- Programme d'initiatives locales : 222, 238
- Programme national de solidarité (PNS) : 29, 213, 214

Prohar, major Derek (Armée canadienne) : 220

Pruneau, major Frédéric (Armée canadienne) : 457, 472, 476

Q

Qasim, mollah : 269, 326, 332, 359

Quetta, Pakistan : 33, 34, 36, 39, 60, 92, 113, 173, 174, 176, 177, 268, 292, 310, 317, 319, 321, 338, 342, 359, 400, 444, 477, 514, 522, 553, 572, 573, 575, 579, 580, 583, 595, 596

R

Raju, capitaine Ali (Armée canadienne) : 474, 475, 515

Ranger, sergent Joseph (Armée canadienne) : 130

Rasmussen, Anders : 116

Rasoul, mollah Mohammad : 541

Raufi, gouverneur Rahmatullah (Armée de l'Afghanistan) : 126

Règles d'engagement : 33, 53, 219, 280, 285, 312, 374, 412

Relève sur position : 6, 44, 48, 52, 67, 83, 93, 100, 140, 188, 198, 205, 226, 230, 242, 245, 344, 348, 399, 422, 429, 432, 451, 457, 466, 522, 523, 526

Renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance (ISTAR) : 8, 9, 33, 36, 52, 60, 85, 86, 93, 100, 101, 112, 116, 119, 123, 138, 146, 173, 176, 189, 190, 192, 211, 213, 246, 247, 250, 256, 267—269, 325, 326, 339, 357, 373, 374, 379, 388, 400, 409, 412, 435, 444, 446, 450, 454, 474, 480, 493, 518, 526, 544

Réseau tribal Haqqani (RTH) : 541, 572

Rezziq, colonel Abdul (Armée de l'Afghanistan) : 479, 538, 544

Rivière Arghandab : 10, 32, 40, 45, 47, 49, 50, 57, 87, 90, 94, 95, 97, 106, 131, 145, 175, 185, 203, 208,

INDEX

212, 231, 251, 256, 257, 260, 289, 318, 327, 344, 355, 371, 387, 398, 406, 436, 437, 445, 450, 452, 453, 459, 464, 467, 483, 486, 487, 495, 496, 504, 505, 511, 512, 524, 525

Rotation (ROTO) : 150, 302, 419, 568, 569

Roumanie/Roumain : 256, 593, 594

Rousseau, caporal-chef Marc-André (Armée canadienne) : 406

Routes/Itinéraires

Autoroute 1 : 32, 37, 40, 41, 45, 49, 50, 56, 87, 88, 94, 95, 106, 118, 131, 132, 176, 184—187, 189, 190, 192, 193, 203, 206, 208, 220, 231, 249, 251, 256, 260, 279, 286, 289, 327, 345, 358, 371, 387, 398, 436, 437, 445, 452, 453, 459, 264, 487, 496, 497, 505, 512, 525, 542, 551

Autoroute 4 : 37, 231, 345, 368, 497, 555, 575, 595, 596

Autoroute 416 : 368

Route Brown : 120, 121, 207, 261, 328, 347, 351, 359, 362—364, 370, 378, 396, 397, 407, 434, 435, 438, 440, 453, 487, 496, 505, 512, 523, 525

Route Edmonton : 42

Route Fosters : 41, 48, 53, 54, 74, 88, 91, 93, 96, 97, 117, 132, 186, 267, 451, 510

Route Hyena : 93, 97, 117, 119—122, 146, 198, 205, 211, 244, 261, 263, 267, 328, 347, 351, 359, 361, 362, 364, 370, 385, 386, 403, 407, 435, 437, 438, 448, 454, 466—468, 470—477, 481, 482, 484, 485, 499—501, 508, 509, 515—519, 523, 526

Route Lake Effect : 50, 74, 75, 93, 95, 105, 106, 109, 114—117, 193, 202, 205, 206, 211, 212, 244, 247, 263, 265, 351, 364, 373, 378, 388, 390, 402, 403, 434, 438, 448

Route Langley : 450

Route Québec : 516, 518

Route Red Dog : 57, 178

Route Summit : 41, 49, 74, 76, 85, 88, 89, 94, 129, 132, 134, 135, 186, 192, 193, 249

Rowswell, Ben (Canada) : 237, 239, 336, 394

Roy, major Marco (Armée canadienne) : 457

Royaume-Uni/Grande-Bretagne/Britannique : 2, 3, 7—9, 13, 33, 44, 130, 154, 165, 214, 226—228, 230, 232, 253, 286—288, 290, 295, 314, 338, 339, 346, 394, 412, 547—550, 552, 555, 582, 583, 588, 589, 593, 594

Ruckpaul, major Ray (Armée canadienne) : 588

Ruggiero, Frank : 142, 254

Rutland, major Wade (Armée canadienne) : 204, 207, 209, 261

Rwanda : 559

S

Saeed, Bushra (Canada) : 256

Sajjan, major Harjit (Armée canadienne) : 6

Salavat : 50—52, 93, 95, 106, 118, 120, 175, 202, 203, 205—208, 210, 229, 244, 251, 260, 265, 318, 327, 329, 347, 358, 359, 365, 371, 375, 387, 388, 359, 365, 391, 393, 398, 400, 401, 434, 436, 439, 445, 448, 453, 459, 464, 482, 484, 487—489, 496, 498, 499, 505, 506, 512—514, 525

Salehan, Afghanistan : 50, 93, 95, 106, 118, 175, 203, 208, 250, 251, 260, 318, 327, 358, 361, 371, 387, 393, 398, 436, 439, 445, 453, 459, 464, 487, 494, 496, 505, 512, 525

Sauvé, major Francois (Armée canadienne) : 458

Savard, lieutenant-colonel Danielle (Armée canadienne) : 68

Sayyaf, Abdul Rassool : 166

Schakow, Tom (É.-U.) : 482

Scher, capitaine Adam (Armée des É.-U.) : 457

Schmidt, John R. (É.-U.) : 581

Senjaray : 13, 31, 32, 36, 41, 50, 51, 66, 85, 86, 88—90, 95, 102, 106, 129, 132, 147, 174, 184, 186, 187, 189, 192, 229—231, 250, 256, 274, 278, 317

Shah, colonel Sher (Armée de l'Afghanistan) : 196, 247, 249

Shah, lieutenant-colonel Sherin (Armée de l'Afghanistan) : 338

INDEX

Shakur, mollah : 354

Sherzai, Gul Agha : 158, 256, 274, 321, 593, 594, 595

Shipley, colonel Joe (Armée canadienne) : 9

Shorabak : 141, 540

Smith, major Jim (Armée canadienne) : 288, 347

Smyth, lieutenant-colonel Jeff « Smytty » (Armée canadienne) : 280, 288

Sia Choy, Afghanistan : 40, 42, 85—87, 130, 131, 134, 185, 450

Somalie : 539, 558, 559

Stacey, adjudant-maître Richard (Armée canadienne) : 145

Stalker, lieutenant-colonel Mason (Armée canadienne) : 432, 460

St-Louis, lieutenant-colonel Michel-Henry (Armée canadienne) : 431, 433, 457, 472, 473, 482, 484, 485, 500, 513, 523

Stratégie de développement national de l'Afghanistan (SDNA) : 2, 143

Stream, sergent Scott (Armée des É.-U.) : 57

T

Taliban du Punjab : 581, 584

Talukan, Afghanistan : 39, 49, 53, 94, 96, 193, 437, 450, 455, 467, 468, 470—473, 476, 482, 483, 485, 486, 494, 495, 500, 501, 504, 508—511, 516—518, 523, 524, 526

Tardif, lieutenant-colonel Ann-Marie (Armée canadienne) : 68, 71

INDEX

Tarinkot, Afghanistan : 55, 127

Taylor, major Eleanor (Armée canadienne) : 347, 362, 363, 370, 396, 400, 434

Taylor, sergent Kirk (Armée canadienne) : 255

Terry, major-général James (Armée des É.-U.) : 431—433, 449, 458, 472

Thompson, brigadier-général Denis (Armée canadienne) : vii, 6, 30, 75, 170, 428, 551, 568

Thompson, sergent Daniel (Armée des É.-U.) : 57

Timori, Haj Mohammad : 444

Todd, caporal Tyler (Armée canadienne) : 333

Tremblay, major Dean (Armée canadienne) : 55, 100

Tunnell, colonel Harry (Armée des É.-U.) : 12, 226, 313, 314

Turenne, lieutenant-colonel Carl (Armée canadienne) : 18, 19, 21, 67, 68, 102, 103, 124, 182, 183, 222, 223, 226, 238, 239

Tyerman, capitaine Whit (Armée canadienne) : 252

U

Ul Haq, Zia : 174

Unités étrangères

Agence américaine pour le développement international (USAID) : 20, 19, 33, 38, 64, 136, 140, 193, 232, 238, 257, 264, 279, 482, 498, 503, 526

Agence centrale du renseignement (CIA) : 293, 294, 444

Armée nationale afghane (ANA) : iii, iv, 9—13, 24, 28, 29, 38, 40, 52, 57, 61, 86, 97, 99, 101, 103—105, 115, 117, 123, 128, 129, 169, 180, 192, 205, 207, 220, 221, 235, 241, 247, 263, 340, 346, 356, 361, 401, 404, 412, 433, 440, 443, 445, 537, 543, 544, 550, 551, 556, 588

Bataillon roumain : 593

INDEX

- Brigade multinationale de Kaboul : 567
- Centre d'opérations de défense interarmées (CODI) : 405, 593
- Centre d'opérations interarmées (COI) : 234, 458
- Commandement central étasunien (CENTCOM) : 342, 380, 450, 583
- Commandement des forces multinationales – Afghanistan (CFC-A) : 491, 587
- Commandement régional (CR) (Est) : 15, 547, 550, 571, 582, 583
- Commandement régional (CR) (Sud) : 2, 7, 8, 14, 25, 30, 33, 34, 39, 48, 64, 66, 70, 99, 100, 130, 140, 142—144, 148, 189, 190, 205, 220, 221—230, 232, 233, 235, 238, 240, 241, 249, 254, 265, 272, 273, 281, 284, 286, 287, 293, 316, 319, 334—336, 338—341, 348, 350, 352, 365, 369, 380, 405, 406, 408, 412, 428, 431—433, 449—451, 455, 457, 458, 460, 461, 472, 481, 521, 529, 534, 549, 555, 568, 581—583, 587, 588, 591
- Commandement régional (CR) (Sud-Ouest) : 346, 460
- Détachement opérationnel Alpha (DOA) : 468, 472, 473, 482, 490, 492, 501, 515, 516
- Direction nationale de la sécurité (DNS) : 29, 38, 53, 61, 89, 102, 103, 115, 123, 124, 128, 148, 179, 180, 276, 323, 381, 465, 538, 355, 381, 465, 543, 544
- Élément de commandement national (ECN) : 568, 588, 589
- Équipe de guerre électronique mobile (EGEM) : 75, 107, 463
- Équipe SEAL des Forces navales des États-Unis : 210, 261, 262
- Escadre de protection de la force de la RAF : 594
- Federal Bureau of Investigation (FBI) : 444
- Forces de sécurité afghanes : 34, 38, 39, 69, 103, 120, 122, 123, 127, 148, 171, 172, 174, 180, 182, 225, 240, 243, 247, 248, 254, 256, 270, 316, 322, 324, 335, 337, 346, 354, 361, 428, 431, 442, 446, 451, 456, 490, 506, 507, 516, 522, 526, 541, 542, 553, 582, 583
- Forces de sécurité nationale afghanes (FSNA) : 27, 28, 81, 86, 92, 97, 102, 117, 125, 135, 148, 179, 240, 241, 267, 409, 427, 428, 544
- Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) : 2, 4, 7, 8, 12, 13, 17, 20, 22, 25, 27, 34, 46, 53, 65, 70, 78, 80, 82, 84, 89, 93, 97, 104, 114, 116, 117, 119, 125, 143, 144, 147, 148, 170, 171, 173, 176, 181—183, 192, 197, 214, 216, 218, 221, 223, 225, 227, 228, 237, 240, 241, 259, 263, 267, 286, 287, 290, 292—296, 311, 314, 325, 334, 338, 339, 342, 343, 346, 348, 352, 355, 356, 369, 368, 374, 375, 377—381, 385, 392, 393, 401, 404, 405, 413, 428, 430, 444, 458, 475, 477, 489—491, 500, 502, 503, 507—509, 514, 526, 547, 549, 555, 556, 558, 568, 574—580, 582, 583, 587, 588
- Force opérationnelle spéciale (FOS) (Armée des É.-U.) : 39, 83, 172, 189, 208, 221, 232, 237, 249, 259, 308, 328, 343, 382, 387, 392, 395, 404, 432, 440, 454, 467, 470, 472, 477, 485, 489, 497, 515, 517, 519, 523, 593
- Police civile (CIVPOL) : 19, 20, 28, 60, 70, 71, 103, 108, 180, 223, 339, 455, 554
- Police frontalière afghane : 103, 144, 355

INDEX

- Police nationale afghane (PNA) : 29, 45, 56, 57, 60, 61, 70, 72, 83, 102, 103—105, 108, 115, 123—125, 136, 143, 144, 180, 181, 192, 199, 200, 201, 209, 219, 244, 247, 263, 270, 290, 291, 321, 324, 352, 356, 361, 382, 387, 401, 404, 425, 432, 472, 474
- Police nationale afghane pour l'ordre civil (PNAOC) : 57, 290, 291, 324, 356, 357, 382, 383, 408, 425, 432, 452, 455, 456, 468, 470, 472—475, 482, 483, 485, 486, 492, 493, 495, 504, 511, 515, 519, 524
- Régiment de la RAF : 67, 314, 316, 406, 412, 594
- Renseignement interservices (ISI) : 176, 292, 293, 319, 321, 322, 349, 354, 460, 571—578, 580, 581, 595
- Royal Air Force : 14
- Special Boat Service (SBS) : 394
- Unité médicale multinationale de rôle 3 : 199, 405, 413, 465, 537
- 1^{er} Bataillon du 12^e Régiment d'infanterie (1-12 Infanterie) : 68, 83, 135—137, 140, 145, 146, 184—190, 192, 234, 236, 256, 278, 283, 284, 312, 313
- 1^{er} Bataillon du 17^e Régiment d'infanterie (le 1-17 Infanterie) : 140, 141, 177, 178, 226, 228, 234, 257
- 1^{er} Bataillon du 187^e Régiment d'infanterie (le 1-187 Infanterie) : 450
- 1^{er} Escadron du 71^e Régiment de cavalerie (le 1-71 Cavalerie) : 234, 249, 283, 284, 326, 345, 346, 370, 385, 448, 452
- 1-2 Régiment de cavalerie Stryker : 479
- 2^e Bataillon du 2^e Régiment d'infanterie (le 2-2 Infanterie) : 36, 38, 39, 43—45, 47, 66, 68, 83, 90, 97, 131, 135, 140, 256, 312
- 2^e Bataillon du 508^e Régiment de parachutistes (le 2-58) : 141, 189, 227, 230, 234, 256
- 2^e Brigade, 101^e Division aéroportée (aéromobile) : 344, 369
- 22^e Régiment de construction navale : 336, 430, 468, 516
- 2-2 Stryker Régiment de cavalerie : 468
- 3^e (Black Watch) Bataillon du Royal Regiment of Scotland (3 Scots) : 130, 133
- 3rd Pishin Scouts : 582
- 4^e Bataillon du Génie : 141
- 4^e Bataillon du 101^e Régiment d'aviation : 15, 44
- 6^e Division britannique : 226
- 8^e Escadron du 1^{er} Régiment de cavalerie (le 8-1 Cavalerie) : 140, 141
- 10th Mountain Division Battalion : 326, 431, 458, 460
- 43^e Brigade de maintien en puissance : 462
- 97^e Bataillon de la Police militaire (PM) : 142, 180, 181, 228, 234, 236, 256, 270, 271, 283, 284, 314, 316, 344
- 159^e Brigade d'aviation de combat : 15
- 451^e Groupe aérien expéditionnaire : 15
- 504^e Bataillon de la Police militaire (PM) : 344

V

Vance, brigadier-général Jonathan (Armée canadienne) : vii, 1, 6—9, 12—16, 18, 20, 23—25, 29—31, 43, 48, 59, 66, 68, 71, 78—80, 97, 100, 102, 105, 107, 111, 119, 124, 126, 127, 130, 134, 138, 142, 170, 178, 179, 183, 184, 187, 201, 205, 209, 219, 220, 226, 228, 229, 233, 234, 249, 311, 312, 366, 368—370, 377, 378, 380, 381, 390, 393, 395, 407—411, 413, 426, 431—434, 440, 441, 443, 449, 551, 569, 582

Véhicules

Ambulance MaxxPro MRAP : 136, 515

Bison (toutes les variantes) : 57, 242, 375, 413

Capacité d'ouverture d'itinéraire de circonstance (COIC) : 59, 192, 430, 74, 76, 77, 117, 118, 120, 141, 142, 192, 375, 400, 413, 430, 408, 503, 508, 516

Char Leopard : 47, 48, 52, 59, 68, 97, 101, 107, 145, 184, 192, 198, 211, 242, 261, 361, 391, 400, 401, 439, 457, 468, 471, 474, 519, 520

Cougar : 136, 365, 394

Coyote TTB : 47, 48, 55, 57, 68, 73, 75, 100, 129, 198, 205, 242, 245, 282, 329, 347, 389, 397, 403, 435, 457, 458, 474, 475, 516

EBG Badger : 107, 121, 211, 468

Ford Ranger : 13, 104, 145

Humvee (Hummer) : 57, 401, 406

Husky : 374, 400

Land Rover : 594

RG-31 Nyala : 13

VBL III LORIT : 458, 516

VBL III SAT : 458, 516

Véhicule blindé de dépannage Taurus : 412

Véhicule blindé léger chenillé (VBLC) : 412, 413, 458, 466, 474

Véhicule blindé VBL III : 42, 57, 59, 65, 68, 99, 119, 133, 134, 145, 147, 202, 242, 255, 261, 285, 326, 386, 388, 394, 406, 435, 474, 475

Véhicule de soutien blindé lourd (VSBL) : 290, 412, 413

Véhicules aériens sans pilote

MQ-1C Grey Eagle : 142

UAV CU-170 Heron : 15, 16, 38, 202, 279, 286, 374, 390, 400

UAV MQ-1 Predator : 375, 392, 556

UAV MQ-9 Reaper : 256, 288, 385, 397, 403

INDEX

UAV ScanEagle : 15, 38, 52, 90, 136, 187, 402, 427, 503

TUAV Sperwer : 15, 16, 591, 594

Warrior Alpha : 142

Vernelli, caporal-chef Scott (Armée canadienne) : 48

Verret, major Marc (Armée canadienne) : 68, 107, 108, 111

Vietnam : 559

Vivian, major Andrew (Armée canadienne) : 220

Voelkel, capitaine Trevor (Armée des É.-U.) : 36

W

Walsh, lieutenant-colonel Jerry (Armée canadienne) : 204, 209, 226, 245, 250, 266, 267, 473

Wardak (province) : 155, 302, 407, 549

Wardak, général Abdul Rahim : 170, 407, 408

Washington, États-Unis : 1, 310, 342, 343, 553

Watkins, major Bill (Armée canadienne) : 336

Watson, major Alex (Armée canadienne) : 220

Waziristan/Waziris : 85, 349, 558, 571—573, 576, 578, 319

Wesa, gouverneur : 59, 83, 84, 99, 101, 102, 126, 127, 219, 254, 262—264, 269, 271, 273, 274, 321, 351, 409, 455, 481

Whelan, lieutenant-colonel Gary (Armée canadienne) : 67

Wood, soldat de 1re classe Edwin (Armée des É.-U.) : 384

INDEX

Wood, William « Chemical Bill » (É.-U.) : 4

Woodworth, lieutenant-colonel Dana (Armée canadienne) : 18, 68

Wright, lieutenant-colonel Michael (Armée canadienne) : 460

Wright, major Darcy (Armée canadienne) : 204, 253

X

Y

Yaramal, Haji Azizullah : 323

Yougoslavie : 485

Z

Zabul (province) : 16, 17, 34

Zangabad Ghar : 523

Zazai, major-général Sardar Mohammad (Armée de l'Afghanistan) : 61, 180, 538

Zazai, major-général Sher Mohammad (Armée de l'Afghanistan) : 353